
BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL

La fin de l'année est toujours une époque d'activité pour certaines industries, telles que celles de l'alimentation, l'imprimerie, les fabrications d'objets de luxe. Il ne semble pas que l'activité ait été notablement moindre cette année que l'an dernier.

Parmi les industries textiles, celles du lin et du chanvre sont dans une situation particulièrement difficile; l'industrie cotonnière, spécialement la fabrication des cotonnades, est prospère.

L'industrie lainière n'a pas encore repris, malgré le changement survenu dans le régime économique des États-Unis. Il y a cependant amélioration dans la demande.

En revanche, la fabrication des soieries paraît revenir à une situation meilleure, tant par suite de l'ouverture du marché américain qu'en raison des tendances actuelles de la mode.

Les industries de la fabrication ou du travail des métaux ont toujours peu de travaux. D'importantes maisons congédient du personnel, d'autres liquident. Les maîtres de forges du Nord viennent de consolider leur syndicat dans le but de mettre obstacle à l'avitilissement des prix.

Les travaux du bâtiment paraissent assez actifs pour la saison dans certaines villes de province; mais les grandes entreprises de constructions restent rares.

Analyse des renseignements fournis : 1^o par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, associations patronales, etc. ; 2^o par les correspondants.

SITUATION PAR DÉPARTEMENTS.

Nord. — *Industries textiles.* — *Lins.* — En décembre, la situation que nous avons indiquée ne s'est guère améliorée; c'est toujours plutôt la baisse qui prévaut. Les lins qui avaient fléchi dans le courant du mois se sont un peu relevés vers la fin, néanmoins les fils se vendent mal.

L'année 1894 a été désastreuse pour l'industrie linière. Au début, les nouvelles données par les Russes sur le déficit de récolte de 1893 avaient fait monter beaucoup les lins; les filateurs croyant à une petite récolte avaient payé les hauts prix et demandé pour leurs fils des prix plus élevés. Comme la matière première allait toujours en haussant, les filateurs exigèrent à leur tour une hausse que les fabricants ne voulurent pas payer, de sorte que la filature commença à faire des stocks espérant que la fabrique arriverait à payer les prix qu'elle demandait. Mais c'est l'industrie du coton qui profita de la situation, car les fabricants commencèrent à faire des tissus en fils et coton qui ne tardèrent pas, à cause des prix avantageux auquel on pouvait les établir, à prendre une place importante dans la fabrication.

Quand les filateurs s'aperçurent de ce fait, ils auraient dû diminuer leur production, mais faute d'entente, la consommation étant de beaucoup inférieure à la production, les prix fléchirent excessivement pendant toute l'année pour arriver aux plus bas prix qu'on ait jamais pratiqués.

Laines. — L'industrie de la laine a été tout aussi éprouvée que celle du lin en 1894, et les cours sont également descendus à un taux inconnu jusqu'ici. Le changement du régime douanier aux États-Unis a été loin de donner les résultats qu'on en attendait. Comme il y avait eu excès de production en prévision de la mise en vigueur du bill Wilson, il n'en est résulté ensuite qu'un affaissement des cours. De plus, la vente de nos tissus en Amérique éprouve une vive concurrence de l'Allemagne. — *L. Letombe.*

Loire. — Dans le bassin houiller de la Loire, la saison a été mauvaise pour les ouvriers mineurs. Depuis le mois d'avril 1894, les compagnies houillères, sauf celles de la Loire-Beaubrun et de Villebeauf, n'ont occupé leur personnel que cinq et quelquefois même quatre jours par semaine. Il y a un mois environ que les houillères de Saint-Étienne et de Rochetaillée ont à nouveau complété les postes de jour et de nuit, mais, à la Ricamarie, Firminy et Roche-la-Molière, on continue à chômer un jour sur six.

Au commencement de l'hiver, les paysans des arrondissements d'Yssingaux (Haute-Loire) et de Tournon (Ardèche) descendent à Saint-Étienne, se répandent dans les environs pour travailler dans les mines. Au printemps, ils remontent chez eux pour les travaux des champs. — Cette année-ci, il en est très peu qui aient quitté leurs montagnes et la plupart ont dû s'en retourner faute de travail.

Depuis un an, toutes les industries, sauf celle du bâtiment, traversent dans notre région une crise qui dépasse en intensité et en durée celle de 1882-83.

Les usines métallurgiques de la Loire sont surtout organisées en vue des travaux à effectuer pour le compte du Ministère de la guerre ou de celui de la marine. Quand elles ne reçoivent pas de commandes de l'État, elles sont obligées de réduire le nombre de leur personnel et de faire manquer des journées au noyau d'ouvriers qu'elles conservent. C'est ce qui arrive à Rive-de-Gier, Grand-Croix, Saint-Chamond, Saint-Étienne, le Chambon, Firminy et Unieux. Dans ces divers centres industriels, les ouvriers même qui ont un état ne parviennent pas toujours à s'embaucher.

Du reste, la manufacture d'armes a renvoyé depuis 18 mois les quatre cinquièmes au moins de son personnel, soit 4 ou 5,000 ouvriers qui se sont casés tant bien que mal dans l'industrie privée. Il en est résulté pour cette dernière une aggravation de sa situation, car la manufacture d'armes était un débouché très important pour les produits des fonderies, aciéries, etc.

L'arme de luxe traverse, comme d'habitude à cette époque de l'année, une morte-saison. La Belgique, du reste, fait à Saint-Étienne, sous ce rapport, une concurrence contre laquelle il sera difficile de lutter aussi longtemps que la fabrication des fusils et des revolvers ne sera pas organisée en grande industrie.

Passementerie. — De toutes les industries, celle du ruban est la plus éprouvée. Elle est dans le marasme depuis deux ans. Le velours est plus particulièrement délaissé.

Le gain des ouvriers se réduit considérablement, rien ne fait prévoir une reprise.

Verrerie. — La grève de Rive-de-Gier peut être considérée comme terminée. Deux brigades de gendarmerie ont récemment quitté cette localité. On dit que la compagnie Richarme va allumer un autre four. Bientôt tous les verriers seront occupés.

Bâtiment. — Seule, l'industrie du bâtiment a été prospère dans toute la région, sauf à Rive-de-Gier. Un moment ralentie par la neige et les gros froids, elle reprendra dès que le temps le permettra. Beaucoup de chantiers sont ouverts. L'argent ne trouvant plus de débouché dans les industries locales et la rente étant trop chère, les capitalistes se rejettent sur la propriété bâtie. — *L. Comte.*

Isère. — *Ganterie.* — La production et la vente des gants ont repris de l'activité depuis quelque temps. — Il n'y a pas eu de chômage dans le courant de décembre et les bons ouvriers continuent à être recherchés; il y a plutôt en ce moment manque de main-d'œuvre, un certain nombre d'ouvriers gantiers ayant renoncé à la profession pendant la crise de l'été dernier. Les prix de vente des gants et les salaires des ouvriers sont stationnaires.

Méjiserie. — Par suite de la crise que la ganterie a traversée l'année dernière, les quanti-

tés de peaux mégies en 1894 ont excédé de beaucoup celles que la fabrication des gants a pu employer. Il faut épuiser ce stock avant de reprendre la mégisserie, ce qui fait qu'actuellement près de la moitié des ouvriers sont innocupés. Cet état de choses durera vraisemblablement jusqu'au printemps prochain, époque où la ganterie recevra de nouvelles commissions.

Teinture. — Le travail de la teinture ne se fait pas d'avance comme celui de la mégisserie, mais bien au fur et à mesure de l'emploi des peaux. Par suite, depuis un mois ou deux, le travail a repris complètement dans les teintureries.

Les salaires, comme la durée du travail journalier, n'ont subi aucun changement.

Soieries. — *Tissage mécanique à façon.* — La production et la vente de la fabrique lyonnaise sont très actives. Pour le tissage à façon, les prix de la main-d'œuvre sont en hausse, et le recrutement du personnel ouvrier est difficile pour beaucoup d'usinières.

Il y avait eu un ralentissement et un arrêt partiel des métiers avant la reprise des affaires. Pendant cette période calme, la journée de travail avait été réduite dans un grand nombre d'usines afin de faire durer le travail.

Chapeaux de paille. — Cette industrie n'a pas éprouvé de changements depuis le mois d'octobre. Les mois d'hiver sont consacrés à la fabrication et à la préparation des commissions à expédier au printemps.

Papeterie. — Aucune création d'établissement nouveau, ni aucune suppression d'usine.

L'outillage se transforme successivement surtout dans les usines où l'on emploie les succédanés de chiffons. — La production se maintient, en partie, mais les ventes sont difficiles et la baisse des prix continue. Il y a afflux de main-d'œuvre et les salaires sont stationnaires.

On signale quelques chômages résultant du manque d'eau et du mauvais état des affaires. — La durée du travail journalier n'a pas été modifiée.

Construction mécanique. — Le ralentissement dans les commandes, qui était prévu depuis plusieurs mois, s'est accentué au point d'obliger quelques maisons à réduire les heures de travail journalier.

Ciments. — La production se maintient, mais les ventes sont faibles et les prix de vente sont en baisse, faute de débouchés à l'étranger et même à l'intérieur en raison de la cherté des transports.

Il y a afflux de main-d'œuvre pour les travaux faciles, et manque pour les travaux pénibles.

Les salaires restent les mêmes et il n'y a pas eu de modifications dans la durée du travail journalier.

Industrie du bâtiment. — A Grenoble, l'outillage pour l'édification des grands bâtiments se transforme progressivement. On emploie de plus en plus les machines et moteurs à vapeur pour le montage des matériaux. Les entrepreneurs de charpentes et de menuiserie emploient eux aussi des machines-outils actionnées par des moteurs à vapeur, au pétrole ou au gaz, pour le travail des bois.

On signale une légère reprise sur les prix de vente des immeubles.

Les salaires ouvriers sont plutôt en hausse. Le travail a pu continuer jusqu'au milieu de décembre, mais il y a actuellement chômage par suite de la rigueur de la saison.

Les ouvriers tendent de plus en plus à se réunir et à former des syndicats pour la défense de leurs intérêts.

Industrie des liqueurs. — Rien à signaler au sujet de cette industrie. La production et la vente se maintiennent, mais les prix sont toujours en baisse.

Ardèche. — *Papeterie.* — Le ralentissement qui s'est produit dans presque toutes les industries pendant les mois de novembre et décembre, s'est fait sentir sur la papeterie et particulièrement sur le papier de luxe destiné à l'exportation.

Le mois a été assez bon pour la production du papier courant quoique toutes les usines n'aient pas travaillé également. Il en est qui ont beaucoup de travail, les usines de Vidalon-lès-Annonay par exemple, qui ont transformé, il y a quelque temps, le matériel dans une des parties de la fabrication supprimant la main-d'œuvre (tout en diminuant le prix de revient), ce qui a motivé le départ de quelques ouvriers renvoyés.

Pas de chômage absolu dans aucune papeterie, d'ailleurs le manque d'eau dans la saison chaude a retardé les commandes et prolongé la durée du travail.

Tannerie. — La tannerie d'Annonay souffre énormément, par suite du manque d'écoulement.

L'exportation est presque suspendue depuis environ dix-huit mois, et la consommation intérieure ne suffit pas à absorber la production malgré les concessions consenties sur les prix. Les usiniers faisant quelques sacrifices donnent cependant assez de travail à leurs ouvriers.

D'une façon générale la situation est mauvaise.

Mégisserie. — Rien n'est encore changé dans la situation ancienne, le travail est aussi actif que d'autres années à pareille époque, mais, après une pareille crise, on aurait pu espérer plus tôt une reprise et un travail plus suivi.

Les premières peaux brutes traitées dans la saison nouvelle ont paru établir des prix inférieurs à ceux de l'année dernière, mais de gros marchés traités par l'Allemagne, surtout en agneaux, ont engagé les détenteurs à hausser les cotes, ce qui rend les achats difficiles aux spéculateurs. Les acheteurs sont des gantiers qui sont assurés du placement des marchandises ou des spéculateurs qui croient à une activité plus grande et une vente meilleure en blanc vers février ou mars. C'est à cette époque qu'on attend un mouvement favorable.

En somme la situation est toujours difficile et le nombre des ouvriers sans travail n'a guère varié.

Soierie. — En ce qui concerne la sériciculture, l'Ardeche, qui vient au troisième rang en France, a eu cette année une récolte à peu près la même que l'année passée, mais les prix de vente ont été inférieurs de près de la moitié et, malgré la prime de 0 fr. 50 par kilogramme accordée par le gouvernement, les sériciculteurs sont bien découragés.

La filature, qui a été très éprouvée par la désastreuse campagne de l'année 1893, a été prudente en 1894; en achetant à des prix modérés, elle a pu travailler avec quelque profit grâce encore aux primes qui lui ont été accordées.

Le moulinage a travaillé toute l'année d'une manière assez active, à des prix de façon dérisoires, il est vrai; de plus, beaucoup d'usines ont été obligées à l'époque de la sécheresse, qui a été persistante, d'arrêter faute d'eau. Le tissage a été occupé très activement depuis deux mois à cause des commandes pour la saison du printemps mais à des prix peu rémunérateurs. En décembre, les ouvriers occupés à l'industrie de la soie dans les trois dernières branches ont été assez employés.

On attribue le malaise général: 1° au change qui favorise, à notre détriment, les puissances à finances avariées; 2° à l'abondance énorme des soies, qui a contribué à amener la baisse des prix, et surtout au peu de consommation dans l'année, qui a fait diminuer les demandes des deux tiers.

Colles et gélatines. — La France possède environ une dizaine de fabriques d'égale importance; elles sont à Paris, Lyon, Nevers et Annonay, cette dernière ville a la spécialité des colles d'apprêts.

Les produits employés à la fabrication sont les déchets de mégisserie, de tannerie, déchets et os fins, dentelle de boutonniers qui arrivent de tous pays surtout de France, Allemagne, Belgique et Amérique. Ces colles et gélatines sont employées surtout dans les fabriques de chapeaux de paille, la confiserie, la pharmacie et la photographie. Elles sont destinées principalement à l'exportation en Angleterre et en Amérique, car il est devenu impossible d'en expédier en Suisse ou en Italie.

Cette industrie ne subit pas de fluctuation en tant que production, les arrivages étant réglés pour l'année; le personnel est attaché aux usines qui occupent environ 150 personnes dont moitié sont des femmes.

Feutres. — Les feutres fabriqués à Annonay avec de la laine sont destinés à la fabrication du papier. L'une des deux fabriques d'Annonay est absolument mécanique, on en compte une dizaine de cette importance en France; l'autre n'a que des métiers à bras et n'emploie qu'une vingtaine de personnes. Cent dix ouvriers environ, dont soixante femmes sont occupés à cette industrie dont le travail quoique peu régulier n'exige que rarement le renvoi d'ouvriers. Ce travail est aux pièces et ne se fait qu'au fur et à mesure des commandes.

L'écoulement se fait en France et surtout à l'étranger, particulièrement en Russie, en Belgique et en Espagne. Il ne se fait rien avec la Suisse ni l'Italie depuis quelques années.

En 1894, la situation a été moyenne et la production un peu inférieure aux années précédentes. — G. Tinlaud.

Vaucluse. — *Papeterie.* — Cette industrie, jadis très prospère dans le département de

Vaucluse, périclité de jour en jour, et est fatalement condamnée à disparaître, faute de débouchés suffisants, et par suite de la concurrence des papiers fabriqués avec la pâte de bois. Les quelques marchés étrangers sur lesquels la papeterie vauclusienne trouvait à écouler ses produits, notamment l'Espagne, lui sont fermés maintenant.

Cette fabrication occupe dans le département cinq à six cents ouvriers, composés de deux tiers d'hommes et d'un tiers de femmes.

Les usines font les papiers à cigarettes, les papiers d'emballages de toutes sortes, les papiers fins dits *mousselines*, pour les copies de lettres, le pliage des mandarines, des chapeaux, les papiers à journal, etc.

Elles marchent presque toutes à l'eau, deux seulement sont mues par la vapeur.

Cartonnages. — Fabrication des boîtes. — L'état de cette industrie est stationnaire, bien qu'il se soit créé deux nouvelles maisons depuis 1893 et que le nombre des ouvrières se soit légèrement augmenté. Ce nombre est actuellement de 1.500. Il se fait environ 2 millions d'affaires en cartonnages chaque année. Mais il n'est plus possible d'exporter ces produits à l'étranger où ils sont frappés de droits absolument prohibitifs : 156 francs p. o/o le kilogramme en Espagne et 555 francs en Portugal, soit quatre fois la valeur du produit lui-même. Le marché français ne parvenant pas à absorber la production actuelle, cette industrie pourrait bien disparaître avant quelques années, si les fabricants ne réussissent pas à lui trouver de nombreux débouchés.

Chardons cardères de Provence. — La récolte de 1894 a été bonne comme quantité, mais mauvaise comme qualité, cela tient à ce que les pluies ne sont pas survenues, en temps opportun, pour faire donner à la plante son maximum de rendement.

Les chardons se sont vendus de 35 à 40 francs les 50 kilogrammes.

Il était à craindre que l'emploi des chardons métalliques ne fit un peu délaisser les chardons végétaux; il n'en a heureusement pas été ainsi, car les chardons métalliques n'ont pu suppléer le produit végétal pour tous les genres de cardages.

Le seul fait intéressant qui ait marqué la dernière campagne a été l'expédition à l'étranger d'une certaine quantité de chardons bruts. Jusqu'ici, cette matière avait reçu sa manipulation sur place, dans le Vaucluse et dans les Bouches-du-Rhône.

L'ouvrière, la *chardonneuse*, est payée de 1 fr. 25 à 1 fr. 50 par jour. Cette industrie fait environ 2.600.000 francs d'affaires par an; elle exporte les 7/8^{es} de sa fabrication, principalement en Angleterre, en Allemagne, en Russie et jusque dans l'Amérique du Sud.

Sucrerie. — La dernière récolte de betteraves a été au-dessous de la moyenne; le printemps ayant été très sec, les semences n'ont pas très bien réussi, et les betteraves ne se sont pas suffisamment développées. Néanmoins, la qualité a été bonne.

Dans Vaucluse, 500 hectares ont été mis en culture et ont fourni un rendement de 18.000 kilogrammes environ à l'hectare.

Le prix moyen a été de 32 à 33 francs la tonne de betteraves rendue à l'usine.

La sucrerie de Beauport (110 ouvriers) a marché pendant deux mois et consommé 9 millions de kilogrammes de betteraves. De création toute récente, la sucrerie d'Orange (150 ouvriers) n'a guère marché pendant 15 jours à titre d'expérience et pour essayer son outillage. Il peut s'y être consommé de 3 à 4 millions de kilogrammes de betteraves.

Le salaire moyen des ouvriers employés à cette industrie est de 3 fr. 50 par jour.

La sucrerie traverse, en ce moment, une crise redoutable, les sucres cotés 37 francs, l'année dernière, à pareille époque, sont, en ce moment, à 25 fr. 25, aussi ne se fait-il pas d'affaires. — *Fabre.*

Gard. — *Cordonnerie.* — Les bonnes maisons de fabrication ont du travail, surtout celles qui ont la spécialité des fafiots, souliers d'enfants. — Mais, d'une manière générale, il y a ralentissement. — Les maisons de détail sont encore approvisionnées par suite du peu de rigueur de la saison. Une maison de cordonnerie est en liquidation.

Vêtements confectionnés. — Cette industrie est en pleine prospérité.

Étoffes pour meubles. — Il y a eu quelques commandes pour l'Amérique; on a tout lieu de supposer qu'elles seront plus nombreuses en avril et en mai. Les commandes en Amérique ont lieu quand elles cessent en France.

Bonneterie. — Cette industrie a beaucoup souffert par suite de la douceur de la température; le froid est venu trop tardivement.

Tonnellerie. — Il y a ralentissement. D'une manière générale les commerçants et les indus-

triers se plaignent de la concurrence occasionnée par la diminution de l'exportation; — tout est jeté sur le marché français et les prix, en baissant, enlèvent tout bénéfice au producteur.

L'industrie du bâtiment continue à être dans le marasme le plus complet.

Filature de soie. — La situation de la filature est peu favorable. Malgré les bas pris auxquels ont été payés les cocons, le filateur se plaint de la rareté de la demande et des prix pratiqués sur la place de Lyon, qui sont loin de le dédommager de ses énormes pertes en 1893-1894.

Métallurgie. — Situation mauvaise dans la région d'Alais, les postes de puddleur sont réduits à deux. Les ouvriers ne travaillent que 3 ou 4 jours par semaine; on ne prévoit aucune amélioration. La suspension de paiement d'une grande compagnie de fonderies et forges rend encore cette situation plus mauvaise. — *De Boyve.*

Bouches-du-Rhône. — *Minoteries.* — On compte 120 minoteries à Marseille (105 minoteries et 22 semouleries). Beaucoup de ces usines peuvent produire de 300 à 600 quintaux de blé, production qui est loin d'être atteinte, la plupart n'utilisant que les 2/3 de leur force par suite de la mauvaise situation du commerce d'exportation. Presque toutes sont montées à cylindres.

Dans les fabriques de pâtes alimentaires, les salaires n'ont pas fléchi, mais les usines occupent actuellement, grâce à l'amélioration de l'outillage, moins d'ouvriers qu'autrefois.

Amidonneries. — Il ne reste plus que 4 amidonneries en ce moment exploitées à Marseille. La production est faible.

Raffineries de sucre. — Dans les grandes raffineries de sucre de Marseille, la production est faible par suite de la diminution des ventes à l'exportation et de la perte des débouchés de la Suisse et de la Roumanie. Les prix sont normaux pour la vente à la consommation, mais, pour les ventes au dehors, ils fléchissent tous les jours par suite de la concurrence des raffineries des ports belges, allemands et autrichiens favorisées par des primes d'exportation.

Stéarinerie. — Cette industrie est toujours en baisse sous l'influence de la concurrence du pétrole.

Tanneries. — Le nombre des établissements n'a pas changé, mais leur effectif a diminué d'environ un tiers. Le personnel se compose d'environ 800 ouvriers. La production et la vente sont très réduites par suite de la concurrence des peaux tannées, dans l'Inde, à très bas prix. Les ouvriers ont demandé et obtenu une augmentation de salaire de 0 fr. 25 par jour ainsi qu'une diminution de la durée de la journée de travail.

Hauts fourneaux. — La production des hauts fourneaux de Saint-Louis — les seuls qui existent dans le département — est faible. Les fontes spéciales qu'ils fabriquent ont notablement baissé, par suite surtout de la concurrence anglaise et allemande.

Affinage du plomb. — La fabrication a fléchi, et les ventes ont été entravées par les importations considérables de plombs affinés espagnols. Par suite de la diminution du travail, les équipes d'ouvriers ont dû chômer à diverses reprises à tour de rôle.

Tuileries. — Une usine a éteint ses feux, laissant sans travail 80 ouvriers. Le manque de débouchés paralyse la production, les prix de vente sont en baisse constante. Les ouvriers ne travaillent plus que 10 heures par jour au lieu de 12; mais leurs salaires journaliers n'ont pas diminué proportionnellement.

Hérault. — *CETTE.* — La plus grande partie de la population ouvrière occupée autrefois sur le port aux chargements et aux déchargements des navires ne trouve plus à s'employer, par suite de la crise économique que traverse la ville. Un cinquième seulement des ouvriers du port ou des entreprises de transports, journaliers, charretiers, etc., sont occupés.

Tonnellerie. — Les ouvriers tonneliers sont un peu moins mal partagés. L'abondante récolte de vins de l'année 1893 pesant encore sur le marché, il a fallu, cette année-ci, fabriquer des fûts en assez grande quantité. Toutefois, il faut signaler la disparition de trois tonnellerie, dans le dernier trimestre. Ce qui fait que la situation ne doit pas être jugée meilleure que l'année dernière à pareille époque. La production tend à s'arrêter, la vente diminuant. Les cours se maintiennent en moyenne à 37 francs les demi-muids et 11 francs les bordelaises. Les salaires des ouvriers tonneliers tendent à décroître : ils sont actuellement

de 6 francs par jour de 9 heures. Les ouvriers aux pièces gagnent de 9 à 10 francs en travaillant de 11 à 12 heures. Il y a afflux de main-d'œuvre.

Bâtiment. — La population ouvrière des maçons et tailleurs de pierre a émigré à la suite du chômage. Les plâtriers sont moins éprouvés. — Les salaires ont diminué de 15 à 20 p. o/o depuis l'année dernière. La présence des ouvriers étrangers à la ville, dits *trimardeurs*, travaillant à bas prix, aggrave encore la situation.

Raffineries de soufre. — Le nombre des usines est le même, mais leur situation est bien difficile. La crise générale et l'abandon de la pratique du second et troisième soufrages de la vigne (à la suite de l'adoption du sulfatage), sont les causes du ralentissement de la production. Il y a afflux considérable de main-d'œuvre, mais les salaires se maintiennent entre 4 fr. 50 et 5 francs par journée. La durée du travail aussi reste fixée à 10 heures.

Fabriques d'engrais et produits chimiques. — Deux usines sont en création sur les bords de l'étang de Thau. L'une d'elles a commencé de fonctionner en partie. La population ouvrière de Cette, qui chôme, espère trouver là un peu de travail. — R. Maurin.

VILLENEUVETTE. — Les fabriques de *draps de troupes* ont actuellement assez de commandes et elles travaillent activement.

Il serait à désirer que le travail fut régulier et qu'il pût se continuer pendant toute l'année, mais les réceptions sont toujours très sévères dans les magasins militaires.

Les industries qui s'occupent de la fabrication des *limousines* ont peu de travail, les commandes leur sont généralement défaut. La lutte devient de plus en plus vive. L'eau manquant dans la région, il faut marcher avec des machines à vapeur et la dépense, en ce qui concerne la force motrice, est très élevée et par suite le bénéfice est presque nul. — J. Maistre.

Dordogne. — L'exploitation des carrières a été assez satisfaisante, surtout dans l'arrondissement de Sarlat. On a trouvé des gisements de manganèse à Cladech et de houille à Coudat-sur-Vézère. Mais les mines concédées sont encore à la période des recherches et par conséquent peu rémunératrices. Dans les cantons relativement industriels comme Sarlat, Terrasson, Montignac, etc., il y a afflux de main-d'œuvre. Dans les cantons agricoles, au contraire, fort éprouvés par la sécheresse de 1894, il y aurait plutôt manque de main-d'œuvre. Plusieurs *minoteries*, notamment au Bugne et au Terrasson, ont perfectionné leur outillage ainsi que la *papeterie* de Labruyère. Cette dernière industrie est particulièrement prospère. Les prix de vente du papier sont en hausse et les produits s'écoulent facilement. La fabrication des *bougies* et des *cierges* est également active. La fabrique de *feutres* de Mussidan a transformé son outillage; les prix de vente et les salaires tendent à s'accroître encore. Les *fonderies* et les *forges* sont stationnaires. Mais les établissements qui n'ont pas renouvelé leur outillage n'ont que peu de commandes et ont dû diminuer le salaire journalier de leurs ouvriers. L'usine de *bijouterie* de Montignac n'emploie plus que 80 ouvriers au lieu de 150. Très peu de changements en ce qui concerne la *faïence* et la *verrerie*.

Aube. — La *minoterie* a une production normale, mais les ventes sont difficiles. La *brasserie*, en raison de la récolte des vins qui est satisfaisante cette année, a été plutôt faible.

Les *tanneries* importantes transforment leur outillage. La production est active, mais la vente restreinte, par suite de l'encombrement des cuirs. Les prix sont en baisse et pas très avantageux. La *pelletterie* n'a pas travaillé activement par suite de la clémence de la saison d'hiver. Les ouvriers ont chômé pendant cinq mois, les prix ont baissé de 30 p. o/o. L'industrie de la *chaussure* est stationnaire; les cours ont fléchi d'environ 5 p. o/o.

Quelques maisons de *bonneterie* ont augmenté leur matériel mais dans une faible proportion relativement à l'importance actuelle de cette industrie transformée. Dans les campagnes, les métiers marchant à bras travaillent irrégulièrement. Les prix de vente sont en baisse et désavantageux pour les fabricants. Les salaires n'ont pas été modifiés, mais il y a tendance à faire surveiller plus de métiers par un même ouvrier. La facilité du travail des ouvriers bonnetiers semble permettre cette transformation qui n'atteindrait du reste qu'une faible partie du personnel employé. La fabrication des *cordes de tilleuls* n'occupe que peu d'ouvriers, et seulement pendant l'automne et l'hiver.

Les *poteries* s'écoulent facilement, mais les prix de vente laissent peu de bénéfices aux fabricants. Les salaires ont tendance à augmenter. Les *fours à chaux* souffrent de la concurrence des chaux belges qui se vendent dans tout le Nord, jusqu'à Paris. La *verrerie*, la *gobeletterie*, les *services de table*, l'imitation de cristal, etc., sont également entravés par la concurrence

étrangère, et plus spécialement par la concurrence de la Belgique, de l'Allemagne, de l'Autriche.

**Analyse des renseignements
fournis par les Chambres syndicales ouvrières.**

Quelques syndicats importants n'ont pas fourni l'indication du nombre de leurs adhérents sans place à la date du 15 décembre. Il n'a pas été possible, par suite, d'établir la proportion des ouvriers sans travail dans l'ensemble des ouvriers syndiqués qui fournissent habituellement des rapports sur la situation.

540 syndicats groupant 90.000 adhérents ont adressé leurs rapports sur la situation au 15 décembre : 13 p. o/o de ces syndicats groupant 13 p. o/o des adhérents considèrent la situation comme meilleure que celle de l'an dernier à pareille époque ; 34 p. o/o des syndicats avec 24 p. o/o des adhérents la jugent équivalente, et 52 p. o/o des syndicats avec 63 p. o/o des adhérents la tiennent pour plus mauvaise.

SITUATION GÉNÉRALE.

FORÊTS. — Le travail a repris chez les bûcherons ; ils travaillent généralement du lever au coucher du soleil ; cependant, suivant les localités, la durée du travail hebdomadaire varierait de 40 à 50 et 60 heures ; la situation est jugée équivalente à celle de l'an dernier à pareille époque dans la Côte-d'Or et la Nièvre et en général plus mauvaise dans le Cher et le Loiret.

MINES ET CARRIÈRES. — Les conditions du travail chez les mineurs n'ont subi aucune modification importante ; dans quelques bassins de la Loire et du Midi, le travail a été en partie suspendu pour certains ouvriers par suite de modifications dans l'exploitation.

La température assez douce n'a pas gêné le travail des carriers parmi lesquels on compte 4 p. o/o de chômeurs ; la durée du travail varie de 48 à 54 heures par semaine ; l'ouvrage est plus abondant que l'an dernier dans la Haute-Savoie et dans la Drôme ; dans les autres départements, on juge la situation, par parties à peu près égales, équivalente ou inférieure à celle de l'an dernier à la même époque.

PRODUITS ALIMENTAIRES. — Les boulangers estiment que 9 p. o/o des leurs sont sans place ; une amélioration sur le mois correspondant de l'an dernier est signalée dans les Basses-Pyrénées et dans le Gard ; dans les autres départements, la situation est sans changement. Le chômage atteignait 15 p. o/o des pâtisseries-cuisiniers avant les fêtes du jour de l'an ; les conditions du travail sont semblables à celles de l'année précédente dans les Alpes-Maritimes et plutôt inférieures dans les autres départements.

PAPIER ET INDUSTRIE DU LIVRE. — Les typographes comptent 6 p. o/o des leurs en chômage ; le nombre est à peu près le même à Paris et en province ; la durée moyenne du travail est de 60 heures par semaine, 45 et 72 heures sont les limites extrêmes signalées ; 18 p. o/o des syndicats avec 8 p. o/o des adhérents jugent la situation meilleure que celle de l'année précédente ; 40 p. o/o des syndicats avec 12 p. o/o des adhérents la considèrent comme analogue, et 42 p. o/o des syndicats avec 80 p. o/o des adhérents la tiennent pour inférieure à celle de l'an dernier : les commandes nécessitées par les comptes de fin d'année et les fêtes du jour de l'an ont amené, par rapport au mois dernier, une augmentation de travail qui n'est

malheureusement que passagère; dans certains départements, notamment dans la Loire, l'Isère, la Savoie, l'Aude, les commandes sont plus abondantes que les autres années; dans les autres départements, la situation est généralement jugée stationnaire.

CUIRS ET PEaux. — 17 p. o/o des ouvriers de la préparation des cuirs et peaux, 11 p. o/o des ouvriers en chaussures et 7 p. o/o des gantiers sont sans travail; la durée du travail varie de 42 à 66 heures par semaine chez les tanneurs et corroyeurs, de 36 à 50 heures chez les ouvriers en chaussures et de 48 à 50 chez les gantiers; chez les ouvriers de la préparation des cuirs et peaux, les conditions du travail sont jugées, en proportion à peu près égales, équivalentes ou inférieures à ce qu'elles étaient l'an dernier dans la plupart des départements, sauf dans la Seine où l'ouvrage est plus abondant. Chez les cordonniers, la situation est meilleure que celle de l'an passé à pareille époque dans la Côte-d'Or et dans l'Isère; plus mauvaise dans l'Oise, le Pas-de-Calais, les Bouches-du-Rhône, le Lot-et-Garonne; elle est sans modification sur les mois derniers dans les autres départements. Chez les gantiers, la situation n'a pas subi de changement notable, sauf dans certaines fabriques de la Haute-Marne où la situation est devenue meilleure que celle de l'an dernier.

TEXTILES. — On estime à 5 p. o/o le nombre des chômeurs dans les tissages mécaniques et à 25 p. o/o dans les tissages à la main.

Les bonnetiers comptent 3 p. o/o des leurs sans travail; les teinturiers 17 p. o/o; les ouvriers et ouvrières de l'habillement 5 p. o/o; les chapeliers 5 p. o/o. Dans les tissages mécaniques, la durée du travail varie de 42 à 60 heures par semaine, de 66 à 72 heures dans les tissages à la main; elle est de 54 heures environ chez les bonnetiers. Les teinturiers font de 48 à 72 heures par semaine; les ouvriers et ouvrières de l'habillement occupés dans les ateliers ont une moyenne de 60 heures; chez les chapeliers, la durée du travail est très variable suivant les régions; elle est de 48 heures en moyenne. Le travail est plus abondant que pendant le mois correspondant de l'année passée chez les ouvriers des tissages mécaniques, dans les Ardennes et dans une partie du Rhône; dans l'Aisne, l'Oise, le Nord, la Loire, une partie du Rhône, dans la Loire-Inférieure, l'Orne, une partie de la Seine-Inférieure, la situation est jugée plus mauvaise que l'an dernier ou équivalente.

Dans les tissages à la main, les conditions du travail semblent meilleures dans le Nord, une partie de la Loire, de la Vendée et de l'Indre-et-Loire; elles sont inférieures dans la Haute-Loire, une partie de la Loire, du Rhône, dans le Tarn et dans le Maine-et-Loire; dans les autres départements, elles sont semblables à celles de l'an passé. Chez les bonnetiers, situation plus favorable dans l'Hérault, plus mauvaise dans la Somme et dans une partie de l'Aube. Chez les teinturiers, on estime en général que l'état du travail est inférieur à celui du mois correspondant de l'année passée.

Chez les ouvriers et ouvrières de l'habillement, la saison de travail a été généralement moins longue et moins productive que l'an dernier; la température plutôt douce du mois de décembre n'a pas activé les commandes; la situation est restée meilleure dans l'Ille-et-Vilaine; elle est plus mauvaise dans la Seine, le Pas-de-Calais, la Gironde, la Haute-Vienne et le Loiret; la concurrence faite aux ouvriers tailleurs sur mesure par les confectionneurs est toujours aussi vive.

Les conditions du travail sont jugées meilleures que l'an dernier dans les Deux-Sèvres et, par parties à peu près égales, équivalentes ou inférieures dans les autres départements.

TRAVAIL DU BOIS. — Chez les charpentiers et scieurs de long, on estime que le

tiers des adhérents sont sans travail; le chômage est de 13 p. 0/0 chez les menuisiers, du quart chez les tonneliers, de 3 p. 0/0 chez les sabotiers, de 2 p. 0/0 chez les ébénistes et d'un peu plus du quart chez les brossiers, vanniers et ouvriers en plumeaux. La durée du travail varie de 36 à 48 heures par semaine chez les charpentiers; elle atteint parfois 72 heures chez les ouvriers de scieries; chez les menuisiers, elle varie de 48 à 60 heures par semaine; elle est généralement supérieure à 60 heures et atteint même 78 heures chez les tonneliers; elle est de 56 heures en moyenne chez les sabotiers; chez les ébénistes, le maximum paraît être de 66 heures et le minimum de 51; les brossiers, vanniers et plumassiers font de 36 à 72 heures de travail, en moyenne 57 heures par semaine.

La température plus ou moins favorable influe beaucoup sur les conditions du travail chez tous les ouvriers des gros travaux du bois; la situation est jugée meilleure dans l'Aude, pire dans la Seine, la Seine-et-Oise, l'Oise, le Doubs, la Loire, l'Isère, le Var et le Maine-et-Loire; équivalente dans les autres départements.

Chez les menuisiers, les conditions du travail sont meilleures que l'an dernier à la même époque dans la Haute-Garonne et dans les Hautes-Pyrénées, plus mauvaises dans la Seine-et-Oise, la Somme, le Rhône, la Drôme, l'Hérault et la Vienne, sans changement dans les autres départements.

La situation est tenue pour équivalente dans la Côte-d'Or et dans l'Hérault; plutôt plus mauvaise dans les autres départements, principalement dans la Haute-Saône, les Bouches-du-Rhône, les Pyrénées-Orientales, la Gironde et la Haute-Vienne.

Les sabotiers, en proportions à peu près égales, estiment la situation ou plus mauvaise ou équivalente à celle de l'an dernier à pareille époque.

Le travail est plus abondant que dans le mois correspondant de l'an passé chez les ébénistes dans l'Hérault; il est plus faible dans quelques spécialités du meuble du département de la Seine, dans le Nord et la Côte-d'Or, et d'égale importance dans les autres départements.

On signale une reprise du travail chez les boutonnières dans quelques fabriques de l'Oise; la situation y est encore très difficile dans la plupart des cas. Chez les brossiers, l'ouvrage est moins abondant que l'an dernier; il y a cependant une amélioration sur le mois dernier dans la Loire-Inférieure. Les vanniers sont en pleine saison dans les Alpes-Maritimes où les envois nombreux de fleurs et de fruits amènent d'importantes commandes. La situation est analogue à celle de l'an dernier dans la Loire-Inférieure et plutôt mauvaise dans les autres départements, la concurrence de la main-d'œuvre pénitentiaire rendant les conditions du travail plus difficiles.

MÉTAUX. — Le chômage atteint 12 p. 0/0 des mouleurs, un peu moins d'un cinquième des métallurgistes, 17 p. 0/0 des chaudronniers, 10 p. 0/0 des ouvriers constructeurs mécaniciens, 9 p. 0/0 des ferblantiers et ouvriers du cuivre.

La durée du travail varie de 42 à 62 heures par semaine chez les mouleurs; elle est de 53 heures en moyenne chez les métallurgistes, le maximum étant de 66 et le minimum de 40; elle varie de 40 à 54 heures chez les chaudronniers; elle est de 58 heures en moyenne chez les constructeurs-mécaniciens avec 72 heures comme maximum et 48 comme minimum; les ferblantiers et les ouvriers du cuivre font une moyenne de 52 heures par semaine, le maximum est de 66, le minimum de 20 heures.

Chez les mouleurs, le travail est assez abondant, sauf dans le Rhône où l'on signale un certain ralentissement. Les commandes sont faibles dans la plupart des industries métallurgiques, principalement dans les Ardennes, le Jura et le bassin de la Loire. Chez les chaudronniers; l'ouvrage va moins fort que l'année passée à pareille époque.

Situation meilleure pour les ateliers de constructions mécaniques et ouvriers du fer dans les Alpes-Maritimes, l'Isère, la Loire-Inférieure; plus mauvaise dans quelques districts de la Somme, du Nord, des Ardennes, de la Loire, des Bouches-du-Rhône, du Lot et de l'Indre-et-Loire.

Situation meilleure chez les ferblantiers et les ouvriers du cuivre dans l'Aisne et l'Eure; plus mauvaise dans la Seine, le Rhône, la Loire-Inférieure et l'Indre-et-Loire; équivalente dans les autres départements.

BÂTIMENT. — Les tailleurs de pierre estiment que le quart de leurs adhérents sont sans ouvrage; le chômage atteint un peu plus du quart des marbriers, 6 p. o/o des sculpteurs, un tiers environ des maçons; il n'est signalé qu'un petit nombre d'ouvriers sans travail chez les plombiers-couvreurs des diverses régions; chez les peintres-plâtriers un quart environ des adhérents est sans emploi.

La moyenne de la durée du travail est 49 heures par semaine chez les tailleurs de pierre, minimum 40 heures et maximum 60 heures suivant les localités; les marbriers sont occupés de 40 à 60 heures par semaine, en moyenne 51 heures; les sculpteurs environ 48 heures. Les maçons qui ont particulièrement à souffrir des intempéries ont une durée de travail très irrégulière; ils sont occupés en moyenne 51 heures par semaine, le maximum est de 66 heures, le minimum de 30 heures.

Les plombiers-couvreurs travaillent de 45 à 50 heures par semaine, 47 heures en moyenne; les peintres-plâtriers 42 heures au moins et 54 heures au maximum, 50 heures en moyenne.

Amélioration chez les tailleurs de pierre dans la Meurthe-et-Moselle, une partie de l'Ain et dans les Bouches-du-Rhône; travail moins abondant que l'an dernier à pareille époque dans le Doubs, la Haute-Savoie, l'Hérault, le Lot, l'Aveyron, le Cher, la Loire-Inférieure, l'Indre-et-Loire et à Constantine; situation équivalente dans les autres départements. Chez les marbriers la crise déjà signalée dure encore, une petite reprise du travail a lieu dans quelques ateliers du Nord. Les sculpteurs estiment en général la situation équivalente à celle de l'an dernier à pareille époque.

Chez les maçons, la situation est meilleure dans la Somme, dans une partie des Bouches-du-Rhône, dans l'Ardeche, les Pyrénées-Orientales et le Loiret, tantôt parce que la température assez douce permet de continuer les travaux inachevés, tantôt parce que la durée du travail a été modifiée afin que la diminution de salaire soit supportée par tous. Le travail est moins abondant que pendant le mois correspondant de l'année dernière dans l'Aisne, le Doubs, l'Yonne, l'Isère, une partie des Bouches-du-Rhône, dans la Haute-Garonne, la Dordogne, la Charente-Inférieure, la Vienne et à Oran. Dans les autres départements, les maçons estiment la situation semblable à celle de l'an dernier. L'amélioration signalée chez les plombiers-couvreurs continue, sauf dans le Nord et les Bouches-du-Rhône, où l'ouvrage paraît être aussi abondant que l'année passée. Chez les peintres-plâtriers, le travail est plus actif dans l'Aude et les Hautes-Pyrénées; il est plus faible dans le Nord, la Marne, l'Aude, le Doubs, les Bouches-du-Rhône, la Haute-Garonne, les Hautes-Pyrénées, la Gironde, et à peu près semblable à celui de l'an dernier dans les autres départements.

CÉRAMIQUE ET VERRERIE. — Les faïenciers et les céramistes estiment à 5 p. o/o le nombre de leurs chômeurs; les verriers comptent aussi à peu près 3 p. o/o des leurs sans ouvrage.

Le travail est arrêté pendant la saison d'hiver dans certaines fabriques de chaux du Cher. Les faïenciers sont occupés de 48 à 66 heures par semaine; les verriers environ 43 heures. Chez les pipiers, le travail est plus abondant que l'an dernier

dans le Pas-de-Calais; de même dans le Doubs chez les émailleurs et dans les Bouches-du-Rhône et les Alpes-Maritimes chez les céramistes.

Dans le travail du verre, l'amélioration déjà signalée dans la Seine et les Landes continue; les commandes sont faibles et le travail très ralenti dans le Nord. Dans la Marne, la Nièvre, les Bouches-du-Rhône la situation est jugée équivalente.

TRANSPORTS, MANUTENTIONS, COMMERCE. — Dans l'industrie des transports (chemins de fer exceptés), on compte 13 p. o/o de chômeurs.

Environ un quart des ouvriers et des employés de l'alimentation sont sans emploi, 7 p. o/o des coiffeurs, 3 p. o/o des employés de commerce et 6 p. o/o des comptables sont inoccupés.

La durée du travail chez les employés et ouvriers des transports par terre et par eau varie de 98 à 102 heures par semaine, 101 heures en moyenne; les employés et ouvriers de l'alimentation sont occupés de 84 à 126 heures par semaine, 105 heures en moyenne (ce sont les employés de cafés qui ont la plus longue durée de travail); chez les garçons coiffeurs, le nombre des heures varie de 97 à 103 heures par semaine; il est de 48 heures environ chez les employés de bureau et de commerce.

Les transactions plus actives nécessitées par l'approche du jour de l'an ont maintenu l'amélioration déjà constatée dans l'industrie des transports, notamment dans la Seine. Dans les Alpes-Maritimes, l'arrivée des étrangers et, dans la Loire-Inférieure, une modification dans les conditions du travail amènent une diminution des cochers et charretiers inoccupés; la situation est jugée plus mauvaise dans les Bouches-du-Rhône, la Gironde, l'Ille-et-Vilaine et la Seine-Inférieure; elle est semblable à celle du mois correspondant de l'an dernier dans les autres départements; chez les porteurs déchargeurs, on ne signale aucune modification importante par rapport au mois dernier.

Les ouvriers et employés de l'alimentation estiment, les uns, les bouchers, que le travail est moins actif que l'année passée, par suite du renchérissement de la viande et de la petite quantité des arrivages; les autres, les garçons de café limonadiers, que les conditions du travail (salaires et durée du travail) sont plus pénibles que l'an dernier, sauf dans quelques régions.

Les coiffeurs signalent une amélioration dans la Seine, et pour le reste un travail à peu près aussi important que l'an dernier, sauf dans le Rhône où il est plus faible.

La crise générale est particulièrement ressentie par les employés de commerce et les comptables; l'amélioration constatée chez les comptables de la Côte-d'Or s'est maintenue; les affaires sont moins actives que l'année précédente chez les employés et représentants de commerce dans la Seine, les Bouches-du-Rhône, la Haute-Garonne, la Seine-Inférieure et dans certaines parties de l'Algérie et chez les comptables dans le Rhône; dans les autres départements, la situation se maintient à peu près équivalente à celle de l'année passée.

SITUATION PAR DÉPARTEMENTS. (DÉCEMBRE.)

Paris. — Les ouvriers *jardiniers* font de 30 à 50 heures de travail par semaine; les travaux particuliers sont moins abondants et les patrons embauchent surtout des manœuvres pour les gros travaux.

Produits alimentaires. A cause des préparatifs pour les fêtes de Noël et du premier jour de l'an, le travail a été plus abondant chez les *pâtisseries-cuisiniers*; les ateliers augmentent leur personnel; cependant la situation est toujours difficile par suite du grand nombre des apprentis; la durée de la journée de travail est actuellement de 12 à 14 heures.

Cuir et peaux. L'ouvrage est actuellement plus abondant que l'an dernier à pareille

époque chez les *corroyeurs*. Les commandes pour l'équipement militaire ayant été plus nombreuses, la plupart des ouvriers font 10 heures par jour, les autres moins.

Tissus. Les *tisseurs* travaillent de 10 à 12 heures par jour, jamais moins de 10 heures. Le travail a été ce mois-ci très actif chez les ouvrières *blanchisseuses*; elles attendent une grande amélioration dans leur situation de la suppression des places de grève et de leur remplacement par des bureaux de demandes et offres d'emplois qu'elles dirigeraient elles-mêmes.

Bois. Les *charpentiers* sont entrés dans la période de la morte-saison; décembre est un des plus mauvais mois, car nulle part on n'entreprend de travaux, on finit ceux en cours, et par suite du grand nombre des ouvriers sans ouvrage, bien que les limousins soient retournés dans leur pays, le prix du travail à l'heure est diminué de près d'un cinquième; ceux qui sont occupés arrivent à environ 48 heures par semaine. Les *moulistiers-finiisseurs* travaillent 8 heures et demie environ par jour, et 51 heures en moyenne par semaine; les ouvriers en *brosses pour peintres* travaillent de 42 à 45 heures par semaine au lieu de 60 l'an dernier à pareille époque; les salaires sont en baisse de 10 p. 0/0 dans certaines maisons; les *brossiers de l'article courant* font 54 heures par semaine.

Métaux. Les *mouleurs en fonte* travaillent 60 heures par semaine; les prix offerts pour le travail aux pièces subissent une légère diminution par suite des adjudications consenties avec de fortes réductions. Les *charpentiers en fer* sont en pleine morte-saison : ils ne font que 48 heures par semaine. La saison pluvieuse de cette année a été particulièrement défavorable aux *serruriers et forgerons en voitures*; la sécheresse de 1893 avait amené à Paris un certain nombre d'ouvriers supplémentaires qui augmentent aujourd'hui le nombre des chômeurs; ceux qui sont occupés travaillent 50 heures par semaine. Le nombre des places disponibles pour les emplois de *chauffeurs-conducteurs* dans la banlieue parisienne devient de plus en plus faible, beaucoup de petits industriels conduisant eux-mêmes leurs machines par raison d'économie; la moyenne de la durée du travail est de 72 heures pour ceux qui sont en place. 6 fabriques d'instruments de précision ont réduit la durée de la journée de travail; on ne fait plus que 8 heures au lieu de 11. Le travail est, au contraire, actif en ce moment chez les ouvriers en instruments de chirurgie; ils font 60 à 66 heures par semaine. L'industrie des *graveurs-bijoutiers* est particulièrement éprouvée par la crise générale, de même que toutes les industries de luxe; les graveurs en place font encore 60 heures par semaine; mais il y a un certain nombre de chômeurs.

Bâtiment. Les *marbriers* sont occupés 50 heures par semaine; ils signalent une diminution de 15 p. 0/0 sur les salaires. Les *maçons et aides* sont occupés 8 heures par jour. La mauvaise saison amène un ralentissement de travail chez les *plombiers-couvreurs*; les réparations nécessitées par le dernier ouragan étant terminées, on renvoie des ouvriers. La durée de la journée de travail chez les *fumistes industriels* est de 10 heures. — *Verres*. La situation se maintient meilleure chez les *biseautiers-polisseurs*, ils font 70 heures par semaine.

Transports. Commerce. La durée moyenne de la journée de travail est de 14 heures chez les *cochers*; la situation est meilleure que l'an dernier à pareille époque, les fourrages et toutes les denrées de la nourriture chevaline sont meilleur marché, de plus le prix de location de la voiture (en moyenne) est moins élevé; en ce moment l'industrie des transports bénéficie du courant d'affaires créé par l'approche du jour de l'an. Les *limonadiers-restaurateurs* signalent un travail assez actif. Le travail est moins actif chez les *employés d'hôtel*, par suite d'une diminution dans les arrivages des voyageurs de province. La reprise du travail que les *employés du marché aux bestiaux* escomptaient pour l'approche des fêtes de Noël et du jour de l'an n'a pas été ce que l'on espérait; la situation reste difficile.

Les garçons *coiffeurs* signalent une situation meilleure que l'an dernier à cette époque, résultant, paraît-il, de la douceur de la température; ils espèrent, à la suite d'une entente de plus en plus étroite entre patrons et ouvriers, arriver un jour à régler eux-mêmes leurs placements.

Dans un certain nombre de maisons de commerce qui occupaient des jeunes gens comme *aides comptables*, on a supprimé les places devenues disponibles par suite du départ de ceux-ci pour le régiment. Les *employés de la Bourse du commerce* signalent l'ouverture de plusieurs maisons, en majorité dirigées par des patrons de nationalité étrangère; la durée moyenne du travail est de 8 heures par jour.

Seine-et-Oise. — Les grands travaux de pavage entrepris dans la banlieue parisienne ayant usé la plus grande partie du stock de pavés en réserve, l'ouvrage va devenir plus

abondant chez les *carriers* de Saint-Chéron; la situation serait bien meilleure s'ils n'avaient à lutter contre la concurrence de la main-d'œuvre étrangère, très importante dans la région. Les *menuisiers-charpentiers* de Versailles font 48 heures par semaine.

Aisne. — Les *chaudronniers* de Saint-Quentin annoncent une diminution de travail; ceux qui sont occupés font 40 heures environ par semaine. A Château-Thierry, le tiers des ouvriers en *instruments de musique* (ceux qui ont besoin des machines-outils) ne font que 9 heures par jour, les deux autres tiers font, l'un 10, l'autre 11 heures par jour.

Oise. — Les *coupeurs et ouvriers en chaussures* de Liancourt sont occupés environ 36 heures par semaine; la concurrence du travail des femmes et le perfectionnement des machines amènerait de plus une diminution dans les salaires de 20 p. 0/0 environ. Le travail est plus actif dans les *scieries* de Hermes; on fait actuellement 72 heures par semaine au lieu de 50 le mois dernier. A Méru, les *tabletliers* sont occupés de 9 heures à 11 heures par jour; chez les *boutonniers*, le travail est en pleine activité; certaines maisons ont des commandes leur assurant de l'ouvrage pour plusieurs mois; une maison nouvelle vient de se fonder, elle installe un genre nouveau dans le pays; pour ce travail des ouvriers étrangers ont été amenés.

Somme. — A Amiens, les *ouvriers en cuir* sont occupés 11 heures par jour. Une fabrique de *bonneterie* de Villers-Bretonneux vient de fermer. A Amiens, les *menuisiers* sont occupés 60 heures par semaine. Il n'y a qu'un tiers des maisons de *serrurerie* chez lesquelles la journée soit de 10 heures; chez les autres elle n'est que de 8 et 7 heures. La durée de la journée de travail chez les *maçons* est de 8 heures; le prix de l'heure du travail est en baisse de 0 fr. 05.

Pas-de-Calais. — Les *travailleurs du livre* de Boulogne-sur-Mer sont occupés 60 heures par semaine, la situation serait un peu inférieure à celle de l'an dernier par suite de la diminution des commandes. Légère diminution de travail chez les *cordonniers* de Boulogne-sur-Mer, on fait environ 48 heures par semaine. Les *pipiers* de Saint-Omer signalent une reprise du travail, ils travaillent actuellement toute la journée. A Boulogne-sur-Mer, hausse de 0 fr. 05 sur le pain de 2 kilogr. et de 0 fr. 30 sur le demi-kilogr. de viande de porc.

Nord. — Les *ouvriers de l'industrie textile* de Lille sont occupés 60 heures par semaine. A Lille, dans plusieurs *filatures de lin*, le travail est très ralenti; les journées sont réduites de plusieurs heures et dans quelques-unes on arrête une journée par semaine; cette gêne serait due en partie à la mauvaise récolte qui aurait déplacé le marché et fait remplacer le lin par le coton. Les *mouleurs en fer et en cuivre* d'Armentières travaillent 55 heures par semaine. Les *ouvriers du fer* à Dunkerque sont occupés de 40 à 48 heures par semaine; à Lille, la durée moyenne de la journée de travail est de 10 heures; elle n'est que de 9 heures à Fives où l'on a dû licencier une partie du personnel; la crise est d'autant plus sensible qu'il y a quelques mois ces mêmes ouvriers faisaient 12, 14 et 15 heures par jour. L'amélioration signalée le mois dernier chez les *marbriers de cheminées* de Cousolre continue; la situation reste cependant inférieure à celle de l'an dernier à pareille époque; un différend étant survenu entre patrons et ouvriers au sujet du taux des salaires, il a été réglé à l'amiable par une délégation mixte de patrons et ouvriers. Les *maçons* de Dunkerque sont occupés 54 heures par semaine.

Les *peintres* de Roubaix sont occupés, suivant les chantiers, 7 heures par jour et 5 jours par semaine; beaucoup sont sans travail. A Aniche, une *verrerie* est arrêtée depuis déjà plusieurs mois, et les nombreux ouvriers qu'elle occupait n'ont pas pu se procurer d'ouvrage suivi; dans les autres fabriques, le travail est très faible, les commandes étant rares. Chez les *verriers en bouteilles*, à Dornignies-les-Douai, la durée de la journée de travail a été portée de 8 à 11 heures; il n'y a pas de réduction sur les salaires, mais en plus grand nombre de bouteilles seraient mises au rebut et déduites dans le prix du travail à façon; la situation serait rendue aussi plus difficile par la concurrence du travail des enfants.

A Armentières, la viande est augmentée de 30 centimes par kilogramme. A Lille, la pomme de terre est particulièrement devenue chère.

Ardennes. — Les *forgerons d'érous* de Gespunsart signalent une forte diminution du travail; les *cloutiers* de Cons-la-Granville, un arrêt presque complet.

Marne. — Le travail est assez abondant chez les *imprimeurs* de Reims, par suite des commandes supplémentaires du jour de l'an; on envisage avec quelque appréhension le travail de l'an prochain, qui se ressentira de la crise lainière. La durée de la journée de travail des *menuisiers ébénistes* de Reims est de 8 heures; le prix offert pour le travail à l'heure est légèrement en baisse. Les *maçons* de Reims signalent la fermeture d'une maison occupant 20 ouvriers; ils sont occupés environ 35 heures par semaine. A Reims, le pain est augmenté de 5 centimes par 3 kilogrammes.

Aube. — Chez les *bonnetiers* d'Aix-en-Othe, plusieurs maisons font chômer leur ouvriers, les unes une partie de la semaine, d'autres toute une semaine; les commandes sont maintenant à peu près terminées pour cette saison. 3 petites maisons de *serrurerie* sont fermées, dans les autres ateliers on fait en moyenne 55 heures par semaine.

Haute-Marne. — La durée de la journée de travail est à peu près de 8 heures chez les *gantiers* de Chaumont.

Meuse. — Les *carriers* de Lérouvillle travaillent 48 heures par semaine.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, les *ouvriers et ouvrières en chaussures* font 50 heures par semaine. Les *ouvriers du fer* sont occupés 10 heures et demie par jour.

Haute-Saône. — La durée du travail chez les *ouvriers tonneliers* de Gray est de 60 heures par semaine.

Doubs. — Les *charpentiers* de Besançon sont occupés 36 heures par semaine; une répartition des adjudications par corps de métier et une modification dans les charges de l'assurance contre les accidents leur semblerait devoir améliorer leur situation. Par suite de l'approche du jour de l'an, l'ouvrage est bien plus abondant chez les *graveurs* de Besançon; la quantité des commandes pressées exige des heures supplémentaires; on fait 72 heures par semaine, sauf chez les *graveurs biseauteurs* qui n'arrivent qu'à 60 heures par semaine. Les *plâtriers* de Besançon sont occupés 42 heures par semaine. La durée du travail chez les *garçons de café* de Besançon varie de 16 à 18 heures par jour.

Côte-d'Or. — Les *bûcherons* de Saint-Nicolas-les-Citeaux travaillent 50 heures par semaine, *intempéries* déduites; ils signalent une légère augmentation dans les salaires. A Comblanchien, les *carriers* ne sont occupés que 48 heures par semaine; les salaires subissent une diminution d'un cinquième. L'arrêt presque complet de la production pendant l'été dernier ayant permis d'épuiser les stocks, le travail a repris avec activité chez les *cordonniers* de Dijon. Les *ouvriers de l'ameublement* de Dijon sont occupés 11 heures par jour; ils signalent un ralentissement dans les commandes par suite de la concurrence des grandes fabriques disposant d'un outillage mécanique.

Yonne. — A Auxerre, les *tonneliers* sont occupés 72 heures par semaine. Dans une maison de *broserie*, grève de 4 jours qui n'a pas réussi. Les *ouvriers du fer* estiment à 4 p. o/o le nombre de leurs chômeurs; la durée de la journée de travail varie de 10 à 11 heures, 60 heures environ par semaine. Les *ouvriers du bâtiment* de Sens travaillent de 42 à 48 heures par semaine; on compte environ un cinquième des ouvriers sans ouvrage; ce début d'hiver peu rigoureux laisse en ce moment beaucoup de bras inoccupés, qui pendant les autres hivers étaient employés à approvisionner les glaciers des brasseurs et limonadiers de la ville de Sens.

Nièvre. — Les *bûcherons* de Châteauneuf travaillent 50 heures par semaine; mais un sixième des leurs seulement serait employé par les marchands de bois, les 5 autres sixièmes devant chercher à s'occuper ailleurs; à Menon, par suite de l'exploitation des coupes d'hiver, l'ouvrage est un peu plus abondant; la situation est cependant rendue difficile par la baisse des prix de façon et par un défaut d'entente des bûcherons et des marchands de bois; les *bûcherons* de Saint-Véain travaillent 10 heures par jour, les prix de façon sont légèrement haussés, cependant la situation est moins bonne que celle de l'an dernier les travaux étant en moins grande quantité. A Donzy, l'ouvrage est peu abondant chez les *bûcherons*, les coupes de bois vendues sont beaucoup moins importantes que les autres années.

Allier. — Le travail est faible chez les *sabotiers* de Moulins.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, le chômage continue à sévir chez les *plâtriers* et les *peintres* où il y a toujours 25 p. o/o d'ouvriers sans travail parmi les Français; les *menuisiers* ont 5 p. o/o de chômeurs et les *tailleurs de pierre* 10 p. o/o. Les *typographes* sont tous occupés, le travail marche bien dans les imprimeries. Le chômage va recommencer chez les *tailleurs d'habits*. — *Fagnot*.

Haute-Loire. — Chez les *rubaniers* de Saint-Didier, la moyenne de la durée du travail est de 72 heures par semaine; les prix de façon de certains articles sont légèrement en baisse. Deux nouvelles maisons de *serrurerie* viennent de se fonder au Puy, elles n'occupent ensemble que 6 ouvriers; dans la plupart des ateliers, on fait 54 heures par semaine.

Loire. — A Saint-Étienne, le travail est arrêté dans un puits où 200 mineurs étaient occupés; la situation est présentée par les ouvriers comme peu favorable. L'ouvrage est actuellement plus abondant que l'an dernier à pareille époque chez les *typographes*, il n'y a pas de chômeurs dans la corporation. A Panissières, une nouvelle maison vient de se fonder, elle occupe 40 ouvriers *tisseurs*; dans les ateliers, on travaille généralement 72 heures par semaine. Les commandes commencent à arriver chez les *ouvriers en soierie* de Jarnosse; il n'y a plus de chômeurs. Le travail est en pleine activité chez les *tisseurs en soierie* de Charlieu; la journée de travail est de 11 heures dans les tissages mécaniques et de 13 heures dans les tissages à la main; les salaires sont sans variation. Les *charpentiers* de Saint-Étienne annoncent la fermeture d'une maison occupant en moyenne 10 ouvriers; la durée de la journée de travail est diminuée d'une heure, on fait 48 heures par semaine. L'ouvrage est moins abondant chez les ouvriers *métallurgistes* de Firminy, ils font de 40 à 58 heures par semaine. A Saint-Étienne, quelques petits ateliers de *constructions mécaniques* ont reçu quelques commandes, il en résulte une presse passagère; les grands ateliers de la région de Saint-Chamond attendent des ordres, ils embaucheront certainement sous peu; à l'heure actuelle, les ouvriers sans travail ont peine à se placer. Les *ouvriers maçons* de Saint-Chamond signalent une diminution de deux heures dans la durée de leur travail; ils font actuellement 40 heures par semaine. Chez les *ouvriers des Eaux minérales* de Saint-Galmier, la journée de travail a été diminuée d'une heure et demie; les salaires sont en baisse. A Saint-Galmier, par suite de la rareté des arrivages sur le marché local, le prix de la viande a presque doublé. Dans tout le département, il y a augmentation sur la viande, mais baisse sur le pain.

Rhône. — C'est l'époque de la diminution habituelle du travail chez les *jardiniers*; nombre de maisons de Lyon occupent quelques ouvriers en moins que le mois précédent; la durée de la journée de travail est réduite d'une heure; les ouvriers qui sont payés au mois travaillent jusqu'à 84 heures, et ceux qui travaillent à l'heure, seulement 55 à 60 heures par semaine. Les *confiseurs-pâtisseries* sont occupés de 15 à 18 heures par jour. Les ouvriers *cartonniers* signalent une reprise du travail depuis le commencement du mois, mais ils estiment que, comme tous les ans, dans les derniers jours de cette année, ils ne seront plus occupés que 9, 8 et 6 heures par jour. Chez les *tisseurs* de Thisy, la durée de la journée de travail est augmentée suivant les ateliers de 1 à 2 heures, quelquefois 3 heures par jour; le prix de la journée est resté le même; les *tisseurs à la main* de Ranchal signalent une baisse importante dans les commandes, un cinquième des ouvriers serait sans occupation; à l'Arbresles, une maison ayant 43 métiers vient de fermer, le nombre des *tisseurs de velours* sans travail s'est sensiblement accru; à Marnand, les *tisserands* voudraient, d'accord avec les patrons, établir un tarif réglementant le travail à façon. A Lyon, les *chapeliers* annoncent une augmentation du nombre des ouvriers sans ouvrage; de nombreuses maisons ont installé des machines perfectionnées qui permettent de réduire de près d'un tiers le nombre des ouvriers; de plus, les commandes sont moins nombreuses que l'an dernier. Les *menuisiers* arrivent à une moyenne de 48 heures de travail par semaine. Les *mouleurs en fer* de Lyon travaillent de 6 à 7 heures par jour; l'ouvrage est peu abondant; les salaires sont en baisse. La durée de la journée de travail chez les *marbriers* de Lyon est de 8 heures environ; les salaires dans le travail à l'heure sont en diminution sauf dans l'article religieux.

Haute-Savoie. — Depuis le mois dernier, les *carriers* de Thollon font 48 heures par

semaine; la situation se maintient bonne. Les *tailleurs de pierre* d'Annecy travaillent 48 heures par semaine; une modification dans les charges de l'assurance contre les accidents et le paiement de leurs salaires à des intervalles plus rapprochés leur semblent devoir améliorer leur situation.

Savoie. — Les *travailleurs du livre* de Chambéry signalent une notable augmentation de travail et une situation bien meilleure que celle de l'an dernier à pareille époque; deux nouveaux journaux ont été créés, et, dans deux ateliers, on fait des heures supplémentaires.

Isère. — A Grenoble, l'approche de la fin de l'année amène une augmentation d'ouvrage chez les *typographes* de Grenoble, moins cependant que l'an dernier; la concurrence du travail des femmes et des apprentis qui seraient employés même aux travaux de nuit rend la situation plus difficile. Les ouvriers *palissonneurs* sont occupés de 40 à 45 heures par semaine. A Izeaux, la maison la plus importante du pays ayant repris le travail, il n'y a plus de chômage chez les *ouvriers en chaussures*. Les *charpentiers* de Grenoble travaillent 48 heures par semaine. Les *coiffeurs* de Vienne sont occupés environ 97 heures par semaine.

Drôme. — Par suite d'une température plus favorable, le travail qui, habituellement, cessait en novembre, s'est prolongé cette année jusqu'en décembre chez les ouvriers *carriers* de Saint-Restitut, ce qui fait que le chômage a été jusqu'ici peu important; la diminution de la durée de la journée de travail n'a été que de 1 heure; on a atteint 54 heures par semaine. Les *vanniers* de Valence travaillent en moyenne 75 heures par semaine; les prix du travail à façon subiraient une diminution par suite de la concurrence du travail pénitentiaire.

Alpes-Maritimes. — A Nice, les *typographes* signalent la fermeture d'une imprimerie qui occupait principalement des femmes et des enfants; il y a augmentation de travail (quelques heures supplémentaires); les *typographes* de Cannes font 72 heures par semaine. A Nice, les *carrossiers* font encore de 60 à 66 heures de travail par semaine; cependant, on signale un ralentissement dans les commandes, le chômage atteint déjà quelques ouvriers. Les *vanniers* annoncent la création de 2 maisons nouvelles occupant ensemble 8 ouvriers; la durée de la journée de travail est de 12 heures, les expéditions assez abondantes de fleurs et fruits rendent le travail plus actif. La situation est un peu meilleure que celle de l'an dernier à pareille époque chez les *serruriers*, ils font de 63 à 74 heures par semaine; les *tailleurs de pierre* travaillent 48 heures par semaine; les *garçons cochers* annoncent une petite reprise des affaires. A Nice, le prix des denrées : viande, poisson, légumes, œufs, est augmenté de 10 à 20 p. o/o sur les prix de l'été dernier. A Cannes, par suite de l'arrivée des étrangers sur le littoral, on signale une hausse légère sur les objets de l'alimentation.

Bouches-du-Rhône. — A Marseille, une légère reprise a lieu chez les *typographes*, le nombre des chômeurs est considérablement diminué, on fait quelques heures supplémentaires dans diverses maisons; mais ceci n'est que passager et constitue la reprise ordinaire des travaux à la rentrée, reprise qui n'est pas aussi forte que celle des années précédentes. Durée du travail chez les *selliers* : 60 heures par semaine; les prix de façons sont légèrement augmentés dans quelques ateliers. Les *charpentiers* travaillent une heure de moins par jour, ils font encore 54 heures par semaine. Les *tailleurs de pierre* sont occupés 54 heures par semaine, l'ouvrage est plus abondant par suite de la construction de nouveaux immeubles. La situation est meilleure que l'an dernier chez les *maçons* et *tailleurs de pierre* de Salon, la durée du travail est de 40 à 54 heures par semaine; on ne signale aucun chômeur. A Marseille, les *peintres en bâtiment* signalent un important ralentissement de travail, la durée de la journée de travail est diminuée de 2 heures; on atteint encore 48 heures par semaine. A Vallauris, par suite de difficultés de tarifs dans le travail à façon, 12 ouvriers *potiers* mouleurs ont cessé le travail. A Marseille, les *garçons cochers* de place sont occupés environ 14 heures par jour; les *garçons bouchers* travaillent environ 14 heures par jour.

Var. — A Toulon, par suite du froid, le chômage est en ce moment complet chez les *portefaix*.

Ardeche. — Diminution d'une heure dans la durée de la journée de travail chez les *maçons* d'Annonay; la moyenne atteint 40 heures par semaine.

Gard. — Les *boulangers* d'Alais signalent une reprise de travail, il n'y aurait pas plus de 4 à 5 ouvriers sans travail. Les rapports qui s'impriment en fin d'année amènent une augmentation d'ouvrage chez les *typographes* de Nîmes. A Nîmes, à partir du 1^{er} janvier, le pain sera diminué de 2 centimes 5 par kilogramme.

Aveyron. — Les travaux d'aménagement récemment entrepris touchant à leur fin, 50 à 60 ouvriers *mineurs* de Decazeville vont se trouver sans emploi. Par suite de l'importance croissante d'une mine à ciel ouvert nécessitant des ouvriers moins expérimentés, la moyenne des salaires s'est trouvée abaissée pour l'ensemble des mineurs. A Decazeville, on signale une augmentation de 1 franc par kilogramme de viande de porc et de 5 francs par hectolitre de vin.

Hérault. — A Béziers, les *cuisiniers* signalent une réduction d'environ 1/5 sur les salaires; la durée moyenne de la journée de travail est de 12 heures; dans un certain nombre de maisons, on remplace les chefs de cuisine par de petits ouvriers. Les *bonnetiers* de Ganges travaillent 54 heures par semaine; la situation s'est sensiblement améliorée. A Montpellier, les *menuisiers* travaillent de 8 à 10 heures par jour, le plus souvent 10 heures; il y a diminution sur les prix du travail à façon; les *tailleurs de pierre* sont occupés 40 heures par semaine.

Aude. — A Carcassonne, l'ouvrage est plus abondant que l'an dernier à pareille époque chez les *typographes*; une meilleure vente des vins et aussi l'approche du jour de l'an ont amené une reprise générale des affaires; dans beaucoup de maisons, on atteint 11 heures par jour. Il n'y a pas de chômeurs chez les *charpentiers*, car en saison d'hiver la plupart sont employés aux travaux d'intérieur comme ouvriers *menuisiers*. Les travaux sont de peu d'importance chez les *maçons*; la durée du travail dans quelques chantiers est de 54 heures environ. La durée du travail chez les *plâtriers* est de 9 heures; la situation est meilleure que l'an dernier à pareille époque par suite du grand nombre de réparations entreprises; mais il n'y a presque pas de constructions nouvelles en perspective. A Carcassonne, le vin a augmenté de 0 fr. 10 par litre; la viande, de 0 fr. 20 centimes par kilogramme; les légumes, sauf les pommes de terre, sont légèrement en hausse; le bois de chauffage est plus cher que l'an dernier.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, le travail est plus abondant que le mois dernier chez les *travailleurs de la terre* de Perpignan, moins cependant qu'on aurait pu l'espérer. Les *tonneliers* signalent la disparition d'une maison qui occupait 5 ouvriers; il y a hausse sur les vins à Perpignan.

A Saint-Laurent-de-Cerdans, une importante *fabrique d'espadrilles* occupant 130 ouvriers vient de fermer; on craint qu'il n'en résulte à bref délai une baisse des salaires. La crise actuelle est attribuée en partie à la concurrence du travail pénitentiaire. La durée du travail atteint 84 heures chez les *espadrilliers* et 72 heures chez les *trépointeurs*.

Haute-Garonne. — A Toulouse, chez les *typographes*, la durée moyenne de la journée de travail serait de 8 heures par 50 ouvriers et de 5 à 6 pour les autres. Chez les *maçons*, elle varie de 7 à 10 heures suivant les chantiers; la plupart ont atteint 60 heures par semaine. Les *peintres en bâtiment* travaillent 6 et 7 heures par jour suivant les maisons; les salaires seraient légèrement en baisse en partie par suite de la concurrence du travail des manœuvres dans les emplois jusqu'ici réservés aux ouvriers. A Toulouse, le pain est diminué de 0 fr. 10 par 5 kilogrammes; la viande est augmentée de 0 fr. 50 par kilogramme, le vin de 0 fr. 05 par litre.

Hautes-Pyrénées. — A Tarbes, les *ouvriers du fer* sont occupés environ 60 heures par semaine. La durée du travail est de 50 au lieu de 60 heures par semaine chez les *plâtriers*, la situation se maintient meilleure que celle de l'an dernier à pareille époque.

Basses-Pyrénées. — A Bayonne, le nombre des ouvriers *boulangers* a été diminué par le départ de plusieurs d'entre eux pour le service militaire; une maison a entrepris la fourniture du biscuit de mer, ce qui amène un surcroît de besogne; les *garçons bouchers* sont occupés en moyenne 12 heures par jour; la situation va s'améliorer; le prix du bétail est en baisse de 0 fr. 05 par kilogramme, par suite de la quantité des élèves de cette année.

Lot. — A Cahors, le travail est faible chez les *ouvriers du fer* de Cahors; dans certains ateliers on n'est occupé que 4 jours par semaine, dans d'autres, le prix de la journée a été diminué; les *tailleurs de pierre* font 42 heures par semaine; les *mineurs terrassiers*, 72 heures par semaine.

Lot-et-Garonne. — Le travail est moins actif chez les *ouvriers en chaussures* de Villeneuve; les commandes deviennent rares et les magasins sont presque pleins; plusieurs ouvriers sont déjà en chômage.

Dordogne. — A Bergerac, le travail est beaucoup moins abondant chez les *typographes* par suite de la disparition d'une maison; les ouvriers occupés font 60 heures par semaine; les *maçons*, 36 heures par semaine.

Gironde. — A Bordeaux, chez les *imprimeurs lithographes*, le travail a baissé, par rapport au mois dernier, dans quelques ateliers où l'on fait de 40 à 45 heures par semaine; dans d'autres, le travail s'est maintenu, mais le manque de matériel empêche ces maisons d'embaucher des ouvriers pour un coup de main, ce qui amène à 66 heures par semaine le nombre des heures de travail; 25 ouvriers se trouvent dans ce cas. Les *employés confectionneurs* et *coupeurs d'habits* signalent la création de deux nouvelles maisons importantes; par suite de cette concurrence, les anciennes maisons ont dû prolonger la durée du travail, et les prix de façon des vêtements donnés aux ouvriers en ville ont subi une diminution de 15 à 20 p. o/o. Les *tonneliers* de Vayres travaillent de 75 à 80 heures par semaine; à la Tresne, trois maisons de tonnellerie sont fermées, elles occupaient ensemble 18 ouvriers; dans certains ateliers, on fait encore 72 heures par semaine. A Bordeaux, chez les *carreleurs*, dans la plupart des chantiers, on a diminué d'une heure la durée de la journée de travail pour ne pas renvoyer d'ouvriers. Les *coiffeurs* annoncent l'ouverture de deux nouvelles maisons.

Charente-Inférieure. — A Rochefort, la saison d'hiver cesse un mois plus tôt que l'an dernier chez les *tailleurs d'habits*; dans le travail à l'heure, ils font encore 11 heures par jour en moyenne; les *tailleurs de pierre* de Rochefort-sur-Mer arrivent à une moyenne de 54 heures par semaine.

Haute-Vienne. — Les ouvriers en *cuirs et peaux* de Saint-Junien vont entrer dans la période de leur chômage annuel. A Limoges, les *tailleurs d'habits* sont occupés 60 heures environ par semaine; les *ouvriers couvreurs*, de 25 à 30 heures.

Corrèze. — La durée de la journée de travail est réduite de moitié chez les *sabotiers* de Brives; beaucoup de maisons renvoient une grande partie de leur personnel; la concurrence du travail pénitentiaire serait une des causes de cette crise.

Cher. — Les *ouvriers agricoles* de Charly sont occupés du lever au coucher du soleil, soit 48 à 50 heures par semaine; la situation paraît meilleure, la récolte ayant été plus abondante et le mauvais temps n'ayant pas contraint à suspendre les travaux. Les *journaliers* de Vierzon signalent une diminution dans les commandes, ils arrivent à environ 40 heures de travail par semaine; les *bûcherons* d'Allogny, afin de s'assurer du travail pour l'hiver prochain, se proposent de se constituer en société coopérative de production. Diminution de 2 heures sur la durée de la journée de travail des ouvriers *bûcherons* de Saint-Laurent; ils font de 40 à 42 heures par semaine; 3 maisons, peu importantes d'ailleurs, ont fermé; réduction sur le prix du travail à l'heure. Les *bûcherons* de Méry-ès-Bois n'ont pas encore entrepris les coupes dans les forêts; les prix de façon offerts sont inférieurs à ceux de l'an dernier; le salaire de l'ouvrier à la journée est réduit de 0 fr. 25. A Mornay-Berry, les travaux en forêt sont plus importants que l'an dernier, mais actuellement le mauvais temps interrompt l'exploitation. Les *ouvriers en toiles cirées* de Bourges sont occupés de 54 à 60 heures par semaine; la situation est difficile par suite du manque de commandes. Les *casseurs de cailloux* de Charly sont occupés 54 heures par semaine; le travail est très ralenti par l'absence de grands travaux de voirie. On nous signale l'arrêt annuel des *fabriques de chaux* de Bèffes; la reprise du travail n'aura lieu que dans les premiers jours du printemps prochain.

Indre. — Les *typographes* de Châteauroux annoncent une augmentation de travail par suite de la fondation d'un nouveau journal local et aussi par suite des travaux de fin d'année.

Deux-Sèvres. — A Niort, les ouvriers *gantiers* signalent la fermeture d'une maison occupant 12 ouvriers; il y aurait une diminution très sensible dans les prix de façon, spécialement pour les gants militaires, les maisons adjudicataires ayant soumissionné avec de forts rabais. La situation se maintient sensiblement meilleure que l'an dernier à pareille époque chez les *chapeliers*; la morte-saison qui se faisait sentir en novembre et en décembre n'a pas eu lieu cette année.

Vendée. — La situation s'améliore chez les *tisserands* de Mortagne, ils travaillent 70 heures par semaine; à Luçon, la durée de la journée de travail est de 9 heures chez les ouvriers du bâtiment; à Mortagne, diminution du prix du pain.

Loire-Inférieure. — La durée moyenne de la journée de travail chez les *typographes* de Châteaubriant est de 10 heures. A Nantes, les *savonniers* subissent une réduction d'une heure dans la durée de la journée de travail dans certains ateliers; dans beaucoup, la moyenne est encore de 11 heures; ce ralentissement dans la production proviendrait de la difficulté de la vente des tourteaux. Les *tanneurs-corroyeurs* font 60 heures de travail par semaine; les *menuisiers* de Saint-Nazaire font 48 heures par semaine. Le travail est un peu plus actif chez les ouvriers *brossiers* de Nantes, ils sont occupés de 7 heures du matin à 6 heures du soir, au lieu de midi à 4 heures le mois dernier; les *vanniers* font 11 heures par jour. De Saint-Nazaire, on nous signale une augmentation du nombre des ouvriers sans travail; par suite du renvoi d'un certain nombre d'ouvriers des grands ateliers de *constructions maritimes*, le nombre des chômeurs dans l'industrie du fer serait d'un tiers. A Nantes, les *serruriers* ne travaillent plus que 50 heures par semaine; les *ferblantiers-bottiers* ne travaillent que 20 heures par semaine; on ne signale aucun chômeur chez les *charretiers-camionneurs*; un arrêté municipal ayant interdit la sortie de plusieurs voitures ou tombereaux conduits par un seul charretier, les ouvriers disponibles ont été aussitôt placés. A Saint-Nazaire, la viande est augmentée de 0 fr. 30 par kilogramme, le charbon de 0 fr. 10 par 50 kilogrammes.

Finistère. — A Morlaix, les *boulangers* travaillent 90 heures par semaine; la viande est plus chère que l'an dernier à pareille époque.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, à la suite d'une difficulté de règlement de salaires, un certain nombre de *cochers* ont suspendu le travail.

Maine-et-Loire. — A Bégrolles, les *tisserands* comptent un dixième des leurs sans ouvrage; on craint que la situation ne reste difficile encore quelques mois; on signale une baisse de 0 fr. 10 sur le pain, par pain de 6 kilogrammes.

Sarthe. — Au Mans, le chômage qui avait été presque nul dans le courant de l'année a commencé à éprouver sérieusement les *typographes*; ce sont surtout les ouvriers travaillant aux pièces qui ont été éprouvés.

Indre-et-Loire. — Une tannerie de Châteaurenault a renvoyé une partie de son personnel; dans d'autres maisons, la durée de la journée de travail est réduite de 2 heures; les ouvriers en cuir d'Amboise travaillent 8 heures par jour dans la plupart des ateliers. A Tours, le travail est plus abondant que l'an dernier à pareille époque chez les *tisseurs à la main*, la durée de la journée de travail varie de 11 à 13 heures; une maison qui avait été très importante mais qui n'occupait plus que 12 ouvriers vient de fermer. Une maison de *serrurerie* occupant 15 ouvriers vient de fermer; dans la plupart des ateliers, la durée de la journée de travail est de 8 heures; les salaires sont en baisse par suite des rabais consentis dans les dernières adjudications. Les *tailleurs de pierre* signalent une diminution d'une heure dans la durée de la journée de travail; ils font actuellement environ 50 heures par semaine. A Châteaurenault, la durée de la journée de travail est de 8 heures chez les ouvriers du bâtiment.

Loiret. — Les *bûcherons* de Vitry-aux-Loges sont maintenant tous occupés; la situation est un peu moins bonne que celle de l'an dernier à pareille époque parce que les salaires sont en baisse et que l'ouvrage est moins abondant. A Tiranon, par suite de la faculté laissée aux marchands de bois de procéder à l'écorçage, les *bûcherons* ne seront sérieusement occupés que quelques mois plus tard; actuellement on estime à 10 p. 0/0 le nombre des chômeurs; ceux

qui sont employés font 36 heures par semaine. A Saint-Martin-d'Abbat, le travail en forêt est encore peu actif. La durée de la journée de travail chez les *bûcherons* de Bray est de 10 heures ; les salaires subissent une légère diminution. A Orléans, les *tailleurs d'habits* sur mesure signalent la situation difficile qui leur est faite par l'extension des *maisons de confections*. Les *maçons* travaillent 8 heures par jour, beaucoup de travaux restent à faire et l'on prévoit de nombreuses adjudications pour le printemps prochain ; les *couvreurs* sont occupés environ 45 heures par semaine ; l'ouvrage est encore assez abondant, la situation se maintient meilleure que l'an dernier à pareille époque.

Eure-et-Loir. — Une fabrique de *corsets* vient de se fonder à Châteaudun, elle occupe 30 ouvrières.

Calvados. — L'amélioration signalée chez les *typographes* de Caen continue ; cependant dans un atelier on ne travaille encore que 8 heures par jour au lieu de 10 heures.

Eure. — Les *tanneurs* de Pont-Audemer sont occupés 60 heures par semaine. A la Couture-Boussey, dans la fabrique la plus importante d'*instruments de musique*, on ne travaille que 8 heures par jour ; dans les autres, la durée de la journée de travail varie de 10 à 12 heures ; dans les fabriques de *clefs pour instruments de musique*, l'ouvrage est assez abondant dans la moitié des ateliers, plutôt faible dans les autres.

Seine-Inférieure. — A Rouen, 5 p. o/o des *typographes* seraient sans travail ; un journal ayant restreint son tirage, le nombre des bras disponibles va encore être accru. La situation des employés de bureaux du Havre a une tendance à devenir plus mauvaise ; beaucoup de *maisons*, en présence de la stagnation des affaires, réduisent leur personnel. Les journaliers du port sont mieux occupés par suite de l'arrivée du coton.

Algérie. — A Oran, deux chantiers appartenant à la commune ont été ouverts à nouveau, 20 *maçons* y travaillent ; la durée de la journée a été augmentée d'une heure, on fait actuellement 66 heures par semaine ; les salaires subissent une baisse légère, en partie par suite de la concurrence de la main-d'œuvre étrangère. A Alger, les employés *limonadiers restaurateurs* signalent une situation plus mauvaise résultant de l'arrivée d'un grand nombre d'employés qui espéraient trouver une place pendant la saison des étrangers, mais qui, les hôtels ayant leur personnel au complet, restent inoccupés ou avilissent les salaires.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Production des vins et des cidres en 1894. — *Vins.* — L'Administration des contributions indirectes vient de publier le tableau des résultats de la récolte du vin et du cidre en 1894.

La superficie de l'ensemble du vignoble français planté (non compris l'Algérie) est évaluée à 1.767.000 hectares environ, c'est-à-dire en diminution de 206.000 hectares sur celle de l'an dernier.

La production a atteint le chiffre de 39 millions d'hectolitres, contre 50 l'an dernier ; elle dépasse cependant notablement la moyenne des dix dernières années, qui n'est que de 30.274.000 hectolitres.

La production des vins de raisins secs n'a été que de 514.000 hectolitres (dont 229.000 pour la fabrication industrielle), contre 834.000 en 1893.

En Algérie, la production a atteint le chiffre de 3.642.500 hectolitres pour une superficie de 114.900 hectares.

Cidres. — La production du cidre s'est élevée en 1894 à 15.541.000 hectolitres ; elle dépasse de 2.121.700 hectolitres la moyenne des dix dernières années, mais elle est inférieure de 16.067.500 hectolitres à la récolte de 1893 qui, comme on le sait, a été tout à fait exceptionnelle.

Travaux publics. — Adjudications importantes annoncées en janvier.

Paris. — Construction d'un port.....	410.000 ^f
Paris. — Travaux d'amélioration du canal de Saint-Denis.....	413.800
Paris. — Reconstruction d'une école.....	258.300
Paris. — Construction d'une école.....	443.600
Paris. — Travaux de fontainerie.....	393.000
Paris. — Transformation d'un port en Seine.....	790.000
Paris. — Relèvement d'un quai.....	106.240
Paris. — Construction d'un collecteur.....	105.500
Lille. — Construction de tabliers de ponts.....	370.000
Douai. — Démantèlement de la ville.....	282.400
Arcis-sur-Aube. — Construction d'écoles.....	157.200
Lons-le-Saulnier. — Construction d'un lycée.....	381.000
Pithiviers. — Construction d'un casernement.....	256.000
Foix. — Maisons de garde pour la ligne de Pamiers à Limoux.....	205.000
Confolens. — Travaux à l'hospice.....	125.000
Neubourg (Eure). — Établissement d'une distribution d'eau.....	103.600
Condé-sur-Noireau. — Construction d'abattoirs.....	123.200
Le Havre. — Agrandissement d'une forme de radoub.....	128.000
Algérie. — Construction d'un groupe scolaire à Douera.....	103.000

Résultats des adjudications précédentes :

Paris. — Travaux de maçonnerie d'égouts : adj. Queham, Cayrol, Versillé, Granchamp, Delalande, Sacristain, Peyroux, Marsaud, Couchon, Boismoran; rab. 17,5 à 32,6.

Paris. — Travaux de nivellement pour les magasins de décors de l'Opéra, adj. Aubrun, rue du Colonel-Oudot, rab., 24,3.

Section de la ligne de la Loupe à Brou (Eure-et-Loir), adj. Sagnard, à Jauville, rab. 32.

Terrassements et maçonnerie pour le canal de la Marne à la Saône, adj. Perrin, à Chaumont, rab. 19.

Section du chemin de fer de Tournon à la Châtre, adj. Fr. Faure, à Uzerche (Corrèze), rab. 32.

Construction d'une église à la Gorgue, adj. Lepoivre, à Saint-Venant, rab. 8,5.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations, pendant les 11 premiers mois de l'année.

	1894.	1893.	1892.
IMPORTATIONS.			
Objets d'alimentation.....	1.151.653.000	938.976.000	1.286.263.000
Matières nécessaires à l'industrie....	2.115.209.000	2.010.044.000	1.970.096.000
Objets fabriqués.....	514.353.000	501.870.000	553.435.000
TOTAL.....	3.781.215.000	3.450.890.000	3.810.894.000
EXPORTATIONS.			
Objets d'alimentation.....	650.175.000	639.884.000	695.132.000
Matières nécessaires à l'industrie....	769.474.000	716.736.000	742.849.000
Objets fabriqués.....	1.428.101.000	1.501.613.000	1.642.087.000
Colis postaux.....	68.054.000	63.230.000	50.106.000
TOTAL.....	2.915.804.000	2.921.463.000	3.130.174.000

Transports. — Le tonnage des embarquements sur les canaux et rivières, pendant les dix premiers mois de 1894, a atteint 22.434.800 tonnes contre 20.711.800 pendant la même période de 1893, soit une augmentation de 8 p. o/o.

Recettes des compagnies de transport du 1^{er} janvier au 30 décembre :

	1894.	1893.
Compagnies de chemins de fer d'intérêt général..	1.187.366.000	1.144.820.000
Compagnie des omnibus de Paris.....	40.821.400	40.508.800
Compagnie des petites voitures à Paris.....	20.169.000	20.351.000

Sucreries. — *Production comparée au 31 décembre 1894 et au 31 décembre 1893.*

ANNÉES.	NOMBRE DE SUCRERIES ayant travaillé.	QUANTITÉS DE BETTERAVES mises en œuvre.	SITUATION DU COMPTE en sucres raffinés.	RESTES EN FABRIQUE.	
				SUCRES achevés.	PRODUITS en cours defabrication.
		tonnes.	kilogr.		
1894	367	7.001.656	500.200.512	59.083.391	62.445.173
1893	370	5.224.644	363.457.964	55.741.375	42.801.902

Préfecture de la Seine. — **Autorisations de bâtir.** — Du 1^{er} au 31 décembre, il a été déposé 84 demandes en autorisation de bâtir, dont 61 pour des constructions de rapport situées principalement dans le 14^e arrondissement.

Tribunal de commerce de la Seine ⁽¹⁾. — Nombre de faillites et de liquidations judiciaires :

	Mois de décembre.		Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre.	
	1894.	1893.	1894.	1893.
Faillites.....	131.....	132	1580.....	1392
Liquidations judiciaires.....	19.....	31	260.....	274
Conversions de liquidations en faillites.....	2.....	9	66.....	83

MOUVEMENT SYNDICAL.

[Direction de la prévoyance et de l'assurance sociales. — Bureau des syndicats professionnels.]

Pendant le mois de décembre 1894, le Ministère du commerce a été avisé des modifications suivantes dans la situation des syndicats professionnels :

CRÉATION DE SYNDICATS ET D'UNIONS DE SYNDICATS.

Aisne. — Syndicat du commerce en gros vins et spiritueux de l'arrondissement de Soissons (30 membres). Siège social : 11, avenue de la Gare, à Soissons.

Allier. — Syndicat des ouvriers maçons de Vichy (34 membres). Siège social : Café Auclair, place du Marché, à Vichy.

Charente-Inférieure. — Syndicat des viticulteurs des Charentes (700 membres). Siège social : Saintes.

Côte-d'Or. — Syndicat des maîtres menuisiers de Dijon (15 membres). Siège social : Dijon.

Dordogne. — Syndicat viticole et agricole de l'arrondissement de Bergerac (12 membres). Siège social : Rue Gaudra, à Bergerac.

Eure-et-Loir. — Syndicat des pharmaciens d'Eure-et-Loir (38 membres). Siège social : Chartres.

Garonne (Haute-). — Syndicat des distributeurs et afficheurs de Toulouse (17 membres). Siège social : Bourse du travail, à Toulouse.

(1) Nous ne donnons régulièrement que des chiffres provisoires.

Gironde. — Syndicat des ouvriers teinturiers de Bordeaux et de la région (78 membres). Siège social : 32, rue du Mirail, à Bordeaux.

Indre. — Syndicat des ouvriers en chaussures et parties similaires de Châteauroux (53 membres). Siège social : Châteauroux.

Indre-et-Loire. — Syndicat mixte des patrons et ouvriers menuisiers, métiers similaires et professions connexes (14 membres). Siège social : Palais du Commerce, à Tours.

Isère. — Syndicat agricole de Dolomieu (31 membres). Siège social : Maison Biboud, à Dolomieu.

Loire. — Syndicat agricole de Roissard (32 membres). Siège social : Roissard.

Loire. — Syndicat professionnel des marchands bouchers de Roanne (34 membres). Siège social : 5, rue de Cadore, à Roanne.

Syndicat des imprimeurs graveurs lithographes et papetiers de l'arrondissement de Saint-Étienne (120 membres). Siège social : 29, rue de Lyon, à Saint-Étienne.

Loire-Inférieure. — Syndicat des peseurs et mesureurs assermentés de Nantes (6 membres). Siège social : Bourse du travail, à Nantes.

Lot. — Syndicat des ouvriers typographes et similaires de Cahors (19 membres). Siège social : Cahors.

Marne. — Syndicat agricole de la Champagne. Siège social : Warmériville.

Mayenne. — Syndicat agricole de Quelaines (33 membres). Siège social : Quelaines.

Nièvre. — Syndicat des ouvriers de la scierie de Saint-Roch (36 membres). Siège social : Rue du Petit-Marché, à Clamecy, salle Augé.

Nord. — Syndicat de la boulangerie de Douai et de l'arrondissement (150 membres). Siège social : Café Beauvois, rue de Paris, à Douai.

Syndicat des débitants de boissons de Roubaix (70 membres). Siège social : 112, rue de la Gare, à Roubaix.

Pas-de-Calais. — Syndicat des agriculteurs du Boulonnais (80 membres). Siège social : Hôtel des Pompiers, à Boulogne-sur-Mer.

Pyrénées (Hautes-). — Syndicat des ouvriers charrons, forgerons, limeurs, menuisiers en voitures, selliers, bourrelliers et harnacheurs de Tarbes et environs (42 membres). Siège social : Hôtel de ville, à Tarbes.

Rhône. — Syndicat des ouvriers en ressorts élastiques pour meubles et sommiers de Lyon (43 membres). Siège social : Bourse du travail, à Lyon.

Saône-et-Loire. — Syndicat médical de la vallée de la Dheune (18 membres). Siège social : Chagny.

Seine. — Syndicat des ouvriers teinturiers dégraisseurs (250 membres). Siège social : 1, rue de l'Hôtel-de-Ville, à Paris.

Syndicat des masseurs et magnétiseurs de Paris (31 membres). Siège social : 23, rue Saint-Merri, à Paris.

Syndicat professionnel des marinsiers « *L'Alliance batelière* » (38 membres). Siège social : 9, quai Conti, à Paris.

Union des terrassiers, puisatiers mineurs de la Seine (86 membres). Siège social : 194, rue des Pyrénées, à Paris.

Seine-Inférieure. — Syndicat de la boulangerie de Fécamp (23 membres). Siège social : à Fécamp.

Seine-et-Oise. — Syndicat de la boucherie de Versailles et de l'arrondissement (28 membres). Siège social : Aux abattoirs de Versailles.

Syndicat médical de l'arrondissement de Pontoise (20 membres). Siège social : 133, rue de Paris, à Sarcelles.

Algérie. — Syndicat viticole agricole de Marengo (21 membres). Siège social : Marengo.

SYNDICATS DISSOUS.

Bouches-du-Rhône. — Syndicat des crieurs de journaux de Marseille. Siège social : 28, quai du Port, à Marseille.

Marne. — Syndicat agricole et viticole de la Neuville-aux-Larris. Siège social : la Neuville.

Nord. — Syndicat des ouvriers serruriers poêliers et en bâtiments, de Lille et des environs. Siège social : 10, rue de Béthune, à Lille.

Seine. — Groupe corporatif « *La Solidarité des ouvriers boulangers réunis du département de la Seine* ». Siège social : 23, rue de Vanves, à Paris.

Vienne (Haute-). — « *Le Devoir* », syndicat collectif des ouvriers des ateliers de construction des manufactures de l'État. Siège social : Rond-point Garibaldi, à Limoges.

Alger. — Union fraternelle des contremaîtres et conducteurs de travaux en menuiserie et ébénisterie. Siège social : 11, rue de la Liberté, à Alger.

ERRATUM. — Le bulletin de décembre a signalé la dissolution d'un syndicat de restaurateurs-limona-diers et assimilés, à Paris; il s'agit de la chambre syndicale ouvrière des employés d'hôtels et assimilés qui a fusionné avec la chambre syndicale ouvrière « la Vigilante ».

LES GRÈVES. (A)

DATES		DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		CAUSES DE LA GRÈVE et demandes des grévistes.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
du commence- ment.	de la fin.				d'établiss. sements.	de grévistes.			
GRÈVES NON TERMINÉES AU 1 ^{er} DÉCEMBRE 1894 (B).									
16 mars...	.....	Loire.....	Rive-de-Gier....	Verriers.....	1	607 (1)	Demande de renvoi d'un ouvrier.	.....	(1) Au début les grévistes étaient 1,060.
11 octobre	24 déc....	Seine.....	Joinville-le-Pont..	Trefileurs.....	1	30	Réduction de salaires.....	Transac ^{on}	
13 nov...	15 d'c....	Aube.....	Troyes.....	Bonneters.....	1	200	Réglementation du travail..	Échec.	
16	13	Calvados.....	Honfleur.....	Couvreurs.....	3	15	Augmentation de salaires...	Échec	
20	13	Indre-et-Loire...	Tours.....	Couvreurs.....	30	75	Augmentation de salaires....	Transac ^{on} (2)	(2) Conciliation devant le juge de paix.
26	10	Vosges.....	La Petite-Raon...	Tissage de coton.....	1	381	Demande de renvoi d'un nouveau directeur.	Échec.	
30	10	Calvados.....	Lisieux.....	Tisseurs.....	1	75	Augmentation de salaires et diminution du taux des amendes.	Transac ^{on} (3)	(3) Arbitrage.
GRÈVES COMMENCÉES EN DÉCEMBRE 1894.									
3 déc....	31 d'c....	Loire-Inférieure..	Nantes.....	Couvreurs.....	31	128	Réduction de salaires.....	Échec.	
5	10	Loire-Inférieure..	Nantes.....	Mouleurs.....	3	70	Refus d'embaucher les ou- vriers d'une maison mise à l'index (4).	Transact.	(4) L'index mis sur la maison a été levé.
6	10	Yonne.....	Sens.....	Brossiers.....	1	14	Réduction de salaires.....	Échec.	
6	9	Vendée.....	La Roche-sur-Yon.	Couvreurs.....	.....	10	Augmentation de salaire (5).	Réussite.	(5) Intervention du maire.

(A) Ces renseignements relatifs aux grèves ne doivent être considérés que comme provisoires. Les renseignements définitifs paraîtront dans la statistique annuelle des grèves, lorsqu'ils auront été contrôlés d'après les documents transmis par les préfets, en exécution de la circulaire ministérielle du 20 novembre 1892.

(B) Sont ici considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas encore été signalée à l'Office du travail.

(A) Ces renseignements relatifs aux grèves ne doivent être considérés que comme provisoires. Les renseignements définitifs paraîtront dans la statistique annuelle des grèves, lorsqu'ils auront été contrôlés d'après les documents transmis par les préfets, en exécution de la circulaire ministérielle du 20 novembre 1892.

(B) Sont ici considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas encore été signalée à l'Office du travail.

DATES		INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		CAUSES	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
du commence- ment.	de la fin.	LOCALITÉS.	d'établisse- ments.	de grévistes.	DE LA GRÈVE et demandes des grévistes.		
7 déc...	13 déc...	Voiron.....	1	51	Augmentation de salaires...	Transact.	
8 —	10 —	Pouilly-s-Chasteln	1	45	Augmentation de salaires...	Échec.	
8 —	19 —	Reims.....	1	300	Réduction de salaires.....	Transact.	
10 —	13 —	Graulthet.....	1	900	Demande de renvoi d'un contremaître non syndi- que.	Échec.	
10 —	19 déc...	Paris.....	1	5	Augmentation de salaires...	.....	
11 —	23 —	Saïns.....	1	218	Réduction de salaires.....	Échec.	
11 —	22 déc...	Vallauris.....	1	12	Réduction de salaires.....	Réussite.	
13 —	20 —	Boul-sur-Suippe	1	80	Augmentation de salaires...	Transact.	
14 —	19 —	Roubaix.....	1	39	Réduction de salaires.....	Échec.	
15 —	.....	Allogny.....	.....	.....	Réduction de salaires.....	.....	
17 —	.....	Paris.....	1	23	Contre l'emploi des femmes.	.....	
17 —	18 déc...	Halain.....	1	82	Augmentation de salaires...	Échec.	
20 —	.....	Roanne.....	21	5,600	Demande d'application d'un tarif uniforme et refus des patrons d'entamer des négociations avec le syn- dicat ouvrier.	.....	
22 —	4 janvier.	Rennes.....	35	70	Augmentation de salaires...	Échec.	
24 —	26 déc...	Anstang.....	1	115	Réduction de salaires.....	Échec (1).	(1) Augmentation de la re- tenue faite pour l'éclairage.
24 —	26 —	Roubaix.....	1	200	Menace de renvoi d'un ou- vrier.	.....	
29 —	1 ^{er} janvier.	Viadines.....	1	22	Retard dans le paiement des salaires.	Réussite.	(2) 13 ouvriers ont été congétiés.
15 —	7 janvier..	Troyes.....	1	50	Réduction de salaires.....	Échec.	

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

6 recours à la loi du 27 décembre 1892 ont été signalés dans le courant du mois de décembre :

1° Le lundi 26 novembre, dans la matinée, les ouvriers et ouvrières de deux tissages de la Petite-Raon (Vosges) quittaient le travail et envoyaient une délégation près de leur patron pour lui demander le renvoi d'un nouveau directeur dont ils trouvaient la sévérité excessive.

Leur demande ayant été repoussée, la grève fut déclarée. Le juge de paix de Senones se rendit sur les lieux et provoqua la constitution d'un comité de conciliation qui se réunit le 29 novembre.

Les délégués des grévistes, au nombre de 5, exposèrent que la grève n'avait d'autre cause que la présence du nouveau directeur, arrivé depuis 3 jours seulement et qui avait infligé 7 amendes dont 5 à 1 franc, 1 à 0 fr. 90 et 1 à 0 fr. 40, sans avoir donné aucun avertissement aux ouvriers; il avait, en outre, enlevé les navettes à 5 ouvriers pour les empêcher de travailler, prétendant que leur ouvrage n'était pas bien fait et qu'un autre était absent. Les délégués ajoutèrent qu'ils n'avaient aucun grief à articuler contre leur patron et qu'ils regrettaient même, à cause de lui, que les agissements du directeur les aient obligés à quitter le travail.

Le patron répondit qu'il ne pouvait leur donner satisfaction et que le directeur n'avait aucun tort.

Dans une seconde réunion, les ouvriers punis furent convoqués, et ils reconnurent qu'ils avaient mérité des amendes, mais inférieures de moitié à celles qui leur avaient été infligées. Il fut établi que l'ouvrier absent de son métier était en état d'ébriété et se promenait dans le tissage.

Malgré ces explications, les grévistes persistèrent à demander le renvoi du directeur, et la grève continua jusqu'au 10 décembre, date à laquelle le travail fut repris sans condition.

2° Sur la demande faite par les ouvriers de la Société générale de la bonneterie de Troyes, en grève depuis le 12 novembre, un comité de conciliation composé de 5 ouvriers, du directeur et du sous-directeur de l'usine, s'est réuni le 4 décembre sous la présidence de M. Gervais, juge de paix du 2^e canton de Troyes.

En réponse à plusieurs questions préalables posées par le directeur, les délégués ouvriers déclarèrent qu'il n'y avait qu'un seul comité de la grève, que ce comité n'était pas l'auteur d'une note parue dans la presse, note hostile à toute conciliation, mais qu'ils n'avaient pas les pouvoirs suffisants pour traiter de la reprise du travail, leur mandat consistant seulement à échanger leurs vues sur la solution du conflit.

Dans ces conditions, la discussion ne pouvait pas aboutir, et il fut décidé qu'après avoir pris l'avis de leurs commettants, les délégués se présenteraient à une deuxième réunion du comité de conciliation, fixée au 7 décembre.

Dans cette réunion, l'accord se fit sur plusieurs questions : l'affichage du tarif aux principales portes des ateliers, les frais en dehors des aiguilles et

des poinçons mis à la charge de la fabrique, les entrevues facilitées entre patrons et ouvriers pour les réclamations, la liberté de sortir de l'atelier pour les ouvriers qui n'auraient pas de travail assuré pour une demi-journée. Les ouvriers demandaient enfin à ne conduire qu'une machine avec maintien de l'ancien tarif.

Sur ce point, qui avait surtout motivé la grève, le directeur répondit qu'il ne pouvait se départir de sa décision relative à la conduite de deux machines, mais qu'il consentait à ne réduire que de 15 p. o/o au lieu de 20 les prix de façons des machines accouplées. Les délégués des grévistes trouvèrent cette concession insuffisante et demandèrent à en référer à leurs camarades.

Le directeur ajouta, sur la demande des délégués, qu'il était disposé à reprendre tous les ouvriers sans exception, trouvant tout naturel qu'ils aient voulu défendre leurs intérêts.

Une troisième réunion eut lieu le lendemain 8 décembre.

Les ouvriers acceptaient la conduite de deux machines, mais ne voulaient qu'une réduction de 5 p. o/o sur les façons ainsi obtenues. L'accord ne put s'établir.

Le juge de paix ayant proposé de recourir à un arbitrage, les ouvriers affirmèrent qu'ils n'avaient pas pouvoir de désigner des arbitres; quant au directeur, il repoussa la proposition.

A partir du lundi 12 décembre, quelques grévistes reprirent le travail; les rentrées s'accrochèrent de jour en jour, et, à la fin de la semaine, la grève était terminée.

3° Les ouvriers d'un tissage de Lisieux, en grève depuis le 30 novembre, s'adressèrent au juge de paix le 3 décembre, et un comité de conciliation se réunit le 4. Les ouvriers demandaient l'établissement dans l'usine d'un signal d'appel, cloche, sifflet ou autre, indiquant les heures d'entrée et de sortie; l'abaissement de l'amende pour retard de 0 fr. 25 à 0 fr. 10; une augmentation de salaires, 0 fr. 18 au lieu de 0 fr. 15 par 1.000 duites pour molletons et toutes pièces destinées à la teinture, fabriquées sur métiers accélérés. Les patrons déclarèrent qu'ils pouvaient faire droit aux deux premières demandes, mais qu'il leur était impossible de relever les prix de façon.

Le juge de paix conseilla alors aux deux parties de recourir à un arbitrage qui aurait pour but de rechercher, en s'entourant de tous les renseignements utiles, le chiffre normal auquel les 1.000 duites pourraient être payées, en laissant aux patrons un bénéfice raisonnable et légitime.

Pendant les opérations de l'arbitrage, les ouvriers reprendraient le travail.

Les patrons acceptèrent la proposition; les délégués ouvriers répondirent qu'ils y étaient eux-mêmes favorables, mais qu'ils avaient besoin de consulter leurs mandants.

Une deuxième réunion du comité de conciliation eut lieu le 5 décembre. Les ouvriers refusèrent l'arbitrage et se déclarèrent résolus à continuer la grève jusqu'à ce qu'on leur accordât 0 fr. 18 par 1.000 duites.

Les patrons produisirent alors leur bulletin de paye mensuelle, duquel il résultait que le salaire moyen journalier était de 3 fr. 30, avec un minimum de 2 fr. 70 et un maximum de 4 fr. 10. Ces chiffres ne furent pas contestés par les ouvriers.

Après une nouvelle discussion sur l'arbitrage et l'assurance que les prix fixés par les arbitres auraient un effet rétroactif à partir de la reprise du travail, les délégués ouvriers demandèrent à prendre encore l'avis de leurs camarades.

La troisième réunion du comité eut lieu le lendemain 6. Cette fois, les ouvriers acceptaient l'arbitrage, mais voulaient continuer la grève jusqu'à ce que la décision des arbitres fût connue.

Les patrons répondirent qu'ils ne pouvaient pas laisser chômer leur usine pendant le temps que durerait l'arbitrage; qu'ils donnaient à leurs ouvriers jusqu'au lundi 10 décembre pour venir mesurer leurs pièces et en recevoir le prix; sinon, qu'ils les feraient mesurer eux-mêmes et consigneraient les sommes dues.

La tentative de conciliation et d'arbitrage paraissait donc avoir complètement échoué lorsque, deux jours après, le samedi 8 décembre, les patrons et les délégués ouvriers se présentèrent une quatrième fois devant le juge de paix pour communiquer le nom des arbitres choisis par eux et la décision de reprendre le travail le lundi 10 décembre, aux conditions offertes dans la deuxième réunion du comité, jusqu'à ce que les arbitres se soient prononcés.

Le 20 décembre, les arbitres ont rendu leur décision fixant à 0 fr. 17 le prix des 1.000 duites.

4° La grève des couvreurs de Tours qui avait commencé le 19 novembre a pris fin à la suite d'une réunion d'un comité de conciliation qui s'est tenue le 14 décembre, sur la demande des ouvriers. Ceux-ci demandaient 0 fr. 60 l'heure au lieu de 0 fr. 50; les patrons offraient 0 fr. 55, mais, pour les travaux à la corde à nœuds, ils proposaient un supplément de 0 fr. 10 par heure. Cette proposition a mis fin au différend et la reprise du travail a été décidée aux conditions suivantes :

- a. Le prix maximum de l'heure est fixé à 0 fr. 55;
- b. Pour les travaux de campagne, une indemnité de déplacement de 2 francs par jour, l'ouvrier restant libre de se nourrir et se loger comme il l'entendra;
- c. La retenue pour l'assurance contre les accidents fixée à 1,50 p. 0/0 du montant des salaires;
- d. Le travail à la corde à nœuds payé 0 fr. 10 de l'heure en plus du prix courant.

5° Les cochers de Rennes ayant manifesté l'intention de se mettre en grève pour obtenir que leur salaire fixe, qui n'est que de 1 fr. 25 par jour, fût porté à 2 francs, M. Lemer cier, juge de paix du canton nord-est de Rennes, invita, le 15 décembre, les deux parties à former un comité de conciliation.

Il y a, dans cette ville, 35 loueurs de voitures : 13 d'entre eux repoussèrent la conciliation ou l'arbitrage, 10 autres nommèrent des délégués pour tenter la conciliation.

Une réunion comprenant 4 délégués des cochers et 4 délégués des loueurs eut lieu le 21 décembre. L'accord ne put se faire et l'arbitrage fut refusé par les loueurs.

La grève a été décidée le même soir, dans une réunion tenue par les cochers, au nombre de 70, à la Bourse du travail.

6° Grève des tisseurs de Roanne. Sur l'initiative du juge de paix, une tentative de conciliation a eu lieu le 28 décembre. Les ouvriers étaient représentés par 5 délégués, 19 patrons sur 21 avaient répondu à la convocation. La demande portait sur l'acceptation d'un tarif général élaboré par le syndicat ouvrier.

18 patrons se déclarèrent prêts à discuter avec une délégation de leurs propres ouvriers, mais repoussèrent toute intervention du syndicat; le dix-neuvième dit qu'il considérait ses ouvriers grévistes comme démissionnaires, qu'il n'avait dès lors plus rien à discuter avec eux. Tous furent d'avis de repousser l'arbitrage.

La décision des patrons, de ne traiter chacun qu'avec ses propres ouvriers, a paru à ceux-ci d'autant moins justifiée que les 21 patrons avaient élaboré en commun un tarif général qu'ils avaient fait afficher dans tous les établissements.

Le juge de paix a fait, par voie d'affiches, une deuxième convocation pour le 6 janvier; cette réunion n'a apporté aucun changement dans les dispositions des deux parties.

La commission d'arbitrage du tissage à Cholet.

Au mois de septembre 1892, un tarif de tissage à la main fut signé par tous les patrons du rayon industriel de Cholet et, comme ce tarif présentait de réelles difficultés d'application, on décida la nomination d'une commission d'arbitrage devant laquelle seraient portés tous les différends qui pourraient s'élever entre patrons et ouvriers à son sujet.

Cette commission a fonctionné régulièrement depuis le 29 octobre 1892 et a rendu de grands services. Elle ne s'est pas bornée à faire respecter les contrats; elle a considéré que sa mission devait être moins étroite, et elle s'est occupée de toutes les questions qui pouvaient, à un titre quelconque, intéresser la fabrication choletaise. C'est ainsi qu'il y a quelques mois, après avoir constaté que la concurrence du Cambrésis ne devait son succès qu'à l'extrême modicité des salaires, la commission a délégué dans le Nord deux ouvriers tisserands, avec mission de rechercher de concert avec les patrons et les ouvriers du rayon industriel d'Avesnes-les-Aubert, les moyens d'arriver au relèvement des prix de façon. Cette campagne, menée pacifiquement et avec beaucoup de tact par les deux délégués ouvriers, qui sont arrivés à surmonter toutes les difficultés et à avoir raison des hésitations, a été couronnée de succès.

Le mode de nomination des 12 membres de la commission arbitrale (6 patrons et 6 ouvriers) mérite d'être signalé.

Pour leur donner plus d'autorité, ils sont nommés par les patrons et les ouvriers

réunis, ou du moins par leurs délégués. Les patrons désignent 20 électeurs et chacun des deux syndicats ouvriers en désigne 10. Ces 40 électeurs nomment, dans deux scrutins, les arbitres patrons et les arbitres ouvriers qui, pour être élus, doivent obtenir au moins les trois quarts des suffrages exprimés. Chaque arbitre, étant aussi bien l'élu des patrons que des ouvriers, puise, dans cette double investiture, une autorité plus grande en même temps qu'il inspire pleine confiance à tous.

Il avait aussi été admis que l'ouvrier congédié par le patron qu'il avait cité devant la commission serait embauché autant que possible immédiatement dans une autre maison. L'espérance d'un réembauchage à peu près assuré permettait à l'ouvrier de défendre plus librement ses droits et de faire respecter le tarif de 1892.

Or, il y a quelques semaines, l'époque du renouvellement de la commission étant arrivée, les patrons ont négligé de répondre à deux convocations faites par leur président, en vue de procéder à l'élection de leurs délégués; c'était donc la dissolution de cette utile institution.

Les ouvriers se sont émus et ont fait appel à l'intervention du sous-préfet de Cholet. Celui-ci a réuni les 6 arbitres patrons qui, partisans du maintien de la commission, lui ont demandé de convoquer lui-même leurs collègues.

Ainsi sollicité par les représentants des deux parties, le sous-préfet a convoqué 60 fabricants dont la majorité a répondu à son appel. Après avoir exposé la situation et défini le rôle utile et fécond des commissions d'arbitrage, il a rappelé les services rendus par les anciens arbitres qui ont rempli avec un réel dévouement, avec une loyauté et une impartialité reconnues par tous, la mission qu'ils avaient acceptée.

Le maintien de la commission d'arbitrage a été résolu à l'unanimité; la nomination des 12 arbitres s'est faite le samedi 15 décembre et la commission fonctionne comme précédemment.

Les patrons et les ouvriers ont adressé au sous-préfet de Cholet des félicitations sur l'heureux résultat de son intervention.

BELGIQUE.

Deux nouveaux conseils de conciliation nous ont été signalés en Belgique :

1° Le conseil de chantier et de conciliation de l'ardoisière La Plet, à Alle, province de Namur. Dans l'exposé de motifs précédant le projet de statuts communiqué à ses ouvriers par M. Guillaume, directeur de l'établissement, nous relevons les passages suivants :

« Les conflits qui se sont élevés depuis un peu plus d'une année entre la société et ses ouvriers, les mécontentements provenant de seuls malentendus, la résistance aux progrès dans la fabrication que j'ai cherché à réaliser par une installation mécanique de premier ordre, en résumé, les meilleures intentions mal comprises ou mal interprétées, ces diverses circonstances m'ont amené à essayer du conseil de chantier tel qu'il existe déjà dans plusieurs établissements du pays et où il donne les meilleurs résultats.

« Le conseil de chantier est constitué de manière à représenter équitablement et impartialement les intérêts de la société et des ouvriers. Les représentants ouvriers sont nommés à des intervalles assez fréquents afin que ceux qui sont intéressés dans les décisions du conseil n'y soient pas représentés par des personnes dans l'honnêteté, l'intelligence et le zèle desquelles ils auraient cessé d'avoir confiance. »

L'article 5 des statuts est ainsi conçu :

« Art. 5. — Le conseil a pour mission de délibérer sur toutes les questions qui lui sont soumises régulièrement et qui ont rapport aux relations entre la société et les ouvriers qu'elle emploie, telles sont : les tarifs et conditions de fabrication, taux des salaires, règlements d'ateliers, redressement d'injustices, etc. En un mot, établir entre la société et ses ouvriers des communications de confiance et de franchise et aussi, par des explications réciproques, arriver à dissiper tout malentendu. »

Tous les ouvriers consultés donnèrent leur adhésion et le conseil de chantier fut formé le 12 mai. Sa première séance eut lieu le 19 du même mois, pour examiner diverses questions concernant le mode de répartition du travail, les tarifs, etc. La direction expliqua les mesures prises et reconnues justes par les représentants ouvriers. La deuxième séance a eu lieu le 5 septembre pour exposer les résultats des mesures adoptées dans la première séance et les modifier s'il y avait lieu.

Par ces échanges de vues entre la direction et le personnel, l'entente la plus heureuse a été réalisée dans cet établissement.

2° Les *Nouvelles Verviétoises*, du 24 novembre 1894, rendent compte de l'installation du conseil d'usine de la manufacture de draps Iwan Simonis et C^{ie}, de Verviers, et reproduisent les discours prononcés dans la séance inaugurale, le vendredi 16 novembre, qui a eu lieu dans une salle bâtie expressément pour la nouvelle institution.

Le président du conseil d'usine est M. Iwan Simonis, le vice-président est M. Henrotte, ouvrier tisserand. Le conseil a nommé deux secrétaires : l'un pour le côté patron, l'autre pour le côté ouvrier.

INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE.

Caisse nationale d'épargne.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois de novembre 1894.

Nombre des versements.....	222.386
représentant une somme de.....	34.412.984 ^f
Nombre des remboursements.....	100.154
représentant une somme de.....	28.129.538
Rentes achetées à 384 déposants pour un capital de.....	493.762

Excédent des versements sur les remboursements.....	5.789.684
---	-----------

Nombre de comptes existant au 30 novembre 1894.....	2.273.797
Nombre de comptes existant au 30 novembre 1893.....	2.070.085

AUGMENTATION.....	203.712
-------------------	---------

Caisses d'épargne ordinaires.

Résumé des opérations effectuées pour le compte des caisses d'épargne à la Caisse des dépôts et consignations pendant le mois de décembre 1894.

Dépôts de fonds.....	19.106.273 ^f
Retraits de fonds.....	12.694.596

Excédent des retraits.....	6.411.677
----------------------------	-----------

Capitaux employés en achats de rente pour le compte des déposants.	1.288.278
--	-----------

Caisse nationale des retraites.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois de novembre 1894.

Nombre des versements reçus.....	5.062
représentant une somme de.....	2.474.873 ^f
Arrérages de rentes viagères payées aux déposants.....	813.540
Remboursements de capitaux réservés payés à leurs héritiers.....	660.443
Nouvelles rentes inscrites.....	355.124
au nom de.....	4.322 parties.

OPÉRATIONS DES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS.

PENDANT L'ANNÉE 1892 (1).

Au 31 décembre 1892, il y avait en France 9.662 sociétés de secours mutuels, comptant 1.503.397 membres.

En 1891, à la même époque, on comptait 9.414 sociétés et 1.472.285 membres. L'augmentation, d'une année à l'autre, est de 248 sociétés et de 32.790 sociétaires, soit de 2,6 p. o/o du nombre de sociétés en 1891, et de 2,2 o/o du nombre des sociétaires.

Les nombres relatifs à l'année 1892 se décomposent comme il suit :

DÉSIGNATION.	NOMBRE DE					
	SOCIÉTÉS.	MEMBRES hono- raires.	MEMBRES PARTICIPANTS.			
			Hommes.	Femmes.	Enfants.	TOTAL.
Sociétés reconnues ou approuvées.....	7.070	194.859	770.123	155.458	26.909	952.490
Sociétés autorisées.....	2.592	25.517	277.512	46.574	6.445	330.531
ENSEMBLE des sociétés.....	9.662	220.376	1.047.635	202.032	33.454	1.283.021

Le nombre moyen de membres participants, par société en général, est de 133; pour les sociétés approuvées, seules, cette moyenne est un peu plus élevée et ressort à 135; pour les sociétés autorisées, elle est un peu plus faible et n'est que de 129.

Les proportions, sur 100 membres participants, d'hommes, de femmes et d'enfants sont indiquées ci-après :

DÉSIGNATION.	HOMMES.	FEMMES.	ENFANTS.	TOTAL.
Sociétés reconnues ou approuvées.....	80,9	16,3	2,8	100,0
Sociétés autorisées.....	84,0	14,1	1,9	100,0
ENSEMBLE des sociétés.....	81,7	15,7	2,6	100,0

Le nombre de *jours de maladie*, c'est-à-dire de chômage par suite de maladie et pour lesquels les malades ont été indemnisés, s'est élevé, dans les sociétés approu-

(1) D'après le rapport en date du 1^{er} novembre 1894, présenté à M. le Président de la République par le Ministre de l'Intérieur.

vées, à 4.346.619 et, dans les sociétés autorisées, à 1.618.107. Ces totaux comprennent, le premier, 3.812.975 jours payés aux hommes et 533.644 aux femmes, le second, 1.456.846 payés aux hommes et 161.261 aux femmes.

En divisant les nombres de jours de maladie par les nombres correspondants de membres participants (abstraction faite des membres des sociétés qui fonctionnent exclusivement comme sociétés de retraites), on a obtenu les moyennes ci-dessous :

NOMBRE ANNUEL MOYEN DE JOURS DE MALADIE, PAR MEMBRE PARTICIPANT.

ANNÉES.	SOCIÉTÉS APPROUVÉES.			SOCIÉTÉS AUTORISÉES.		
	HOMMES.	FEMMES.	ENSEMBLE.	HOMMES.	FEMMES.	ENSEMBLE.
	jours.	jours.	jours.	jours.	jours.	jours.
1883	4,57	3,37	4,36	4,80	3,84	4,67
1884	4,67	3,32	4,44	5,02	4,26	4,92
1885	4,57	3,37	4,37	5,01	3,38	4,80
1886	4,64	3,15	4,39	4,98	3,02	4,73
1887	4,53	3,27	4,31	5,27	3,39	5,01
1888	4,48	3,14	4,25	5,13	3,35	4,88
1889	4,72	3,44	4,52	5,74	4,46	5,59
1890	5,76	4,00	5,49	6,64	5,20	6,47
1891	5,19	3,86	4,98	6,12	4,88	5,98
1892	5,37	4,04	5,16	6,04	5,10	5,93

Les décès survenus dans les sociétés approuvées, en 1892, ont été au nombre de 15.248. Dans les sociétés autorisées, on en a compté 5.174.

Voici les nombres annuels de décès, par 1.000 sociétaires, depuis 1883 :

NOMBRE ANNUEL MOYEN DE DÉCÈS, PAR 1.000 SOCIÉTAIRES.

ANNÉES.	SOCIÉTÉS APPROUVÉES.	SOCIÉTÉS AUTORISÉES.
1883	16,3	15,7
1884	16,0	16,3
1885	15,5	16,5
1886	16,2	16,9
1887	16,0	18,1
1888	16,4	16,9
1889	14,9	16,1
1890	16,4	17,2
1891	17,2	16,3
1892	16,5	16,0
Moyenne pour les dix années.....	16,1	16,6

RECETTES ET DÉPENSES.

Les recettes des sociétés approuvées se répartissent ainsi, en 1892 :

Cotisations des membres honoraires	2.216.504 ^f
Cotisations des membres participants	13.854.327
Cotisations des enfants	101.069
Amendes	380.918
Droits d'entrée	331.957
Intérêts des fonds placés	2.402.151
Subventions, dons et legs	1.389.735
Recettes diverses	1.565.007

TOTAL des recettes..... 22.241.668^f

Les *dépenses* correspondantes se décomposent en :

Secours pécuniaires aux malades.....	5.265.140 ^f
Honoraires des médecins.....	2.675.945
Frais pharmaceutiques.....	3.344.493
Secours aux vieillards, infirmes, incurables.....	1.469.201
Secours aux veuves et aux orphelins.....	410.320
Dépenses des enfants.....	59.638
Versements aux fonds de retraites.....	3.635.641
Frais funéraires.....	888.628
Frais de gestion.....	907.828
Dépenses diverses.....	1.824.488
TOTAL des dépenses.....	20.481.322 ^f

L'excédent des recettes sur les dépenses est de 1.760.346 francs.

Si l'on compare la recette annuelle moyenne à la dépense annuelle moyenne par membre participant, on obtient les résultats suivants :

ANNÉES.	RECETTE MOYENNE par membre participant.	DÉPENSE MOYENNE par membre participant.	EXCÉDENT DE LA RECETTE moyenne sur LA DÉPENSE moyenne.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1887.....	22,57	16,77	5,80
1888.....	22,78	17,04	5,74
1889.....	23,43	17,88	5,55
1890.....	23,92	19,87	3,15
1891.....	23,16	18,87	4,29
1892.....	23,08	18,93	5,56

Voici maintenant les *recettes* des sociétés autorisées, en 1892 :

Cotisations des membres honoraires.....	314.349 ^f
Cotisations des membres participants.....	5.216.886
Cotisations des enfants.....	27.721
Amendes.....	195.677
Droits d'entrées.....	103.290
Intérêts des fonds placés.....	1.300.188
Dons manuels.....	1.335.362
Recettes diverses.....	625.069
TOTAL des recettes.....	9.118.542 ^f

et les *dépenses* correspondantes :

Secours pécuniaires aux malades.....	2.344.227 ^f
Honoraires des médecins.....	656.083
Frais pharmaceutiques.....	992.411
Secours aux vieillards, infirmes, incurables.....	432.678
Secours aux veuves et orphelins.....	338.072
Dépenses des enfants.....	41.870
Affectations aux fonds de retraites.....	1.107.182
Frais funéraires.....	237.145
Frais de gestion.....	270.392
Dépenses diverses.....	560.855
TOTAL des dépenses.....	6.981.115 ^f

L'excédent des recettes sur les dépenses se monte par conséquent à 2.137.427 fr.

Le tableau ci-après met en parallèle la recette moyenne et la dépense moyenne, par membre participant. (Dans la dépense moyenne ne figurent pas les sommes affectées aux pensions de retraite (1).

ANNÉES.	RECETTE MOYENNE par membre participant.	DÉPENSE MOYENNE par membre participant.	EXCÉDENT DE LA RECETTE moyenne sur LA DÉPENSE moyenne.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1887.....	27,76	19,68	6,08
1888.....	25,85	19,45	6,40
1889.....	25,98	21,42	4,56
1890.....	26,53	23,37	3,16
1891.....	27,71	22,20	5,51
1892.....	28,75	21,01	7,74

Si l'on examine le détail des recettes, on constate que les seules cotisations des membres participants sont manifestement insuffisantes pour pourvoir à la dépense moyenne totale que chacun d'eux occasionne à l'association dont il fait partie et que, par conséquent, les cotisations des membres honoraires et autres ressources sont indispensables pour permettre aux sociétés de tenir leurs engagements. Ce fait ressort avec évidence de la comparaison de la cotisation moyenne des membres participants à la dépense moyenne totale correspondante (exclusion faite des versements aux fonds de retraite).

BUDGET MOYEN, PAR MEMBRE PARTICIPANT, DANS LES SOCIÉTÉS APPROUVÉES.

ANNÉES.	HOMMES.			FEMMES.		
	COTISATION moyenne.	DÉPENSE moyenne.	EXCÉDENT.	COTISATION moyenne.	DÉPENSE moyenne.	EXCÉDENT.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1887.....	14,83	17,35	2,52	11,16	13,60	2,44
1888.....	15,35	17,53	2,18	11,66	14,27	2,61
1889.....	15,17	18,35	3,18	10,71	14,99	4,28
1890.....	14,84	20,71	5,87	10,59	17,11	6,52
1891.....	14,89	19,22	4,33	10,64	16,58	5,94
1892.....	14,93	19,36	4,43	10,74	16,03	5,29

BUDGET MOYEN, PAR MEMBRE PARTICIPANT, DANS LES SOCIÉTÉS AUTORISÉES.

ANNÉES.	HOMMES.			FEMMES.		
	COTISATION moyenne.	DÉPENSE moyenne.	EXCÉDENT.	COTISATION moyenne.	DÉPENSE moyenne.	EXCÉDENT.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1887.....	15,60	20,37	4,77	10,21	14,84	4,63
1888.....	17,05	20,11	3,06	10,15	14,24	4,09
1889.....	16,81	21,76	4,95	8,15	17,23	9,05
1890.....	17,13	23,81	6,68	8,64	18,27	9,63
1891.....	17,16	22,65	5,49	8,83	17,36	8,53
1892.....	17,26	21,22	3,96	8,85	17,79	8,94

(1) Les chiffres relatifs aux années 1889 et suivantes ne concernent que les sociétés de secours proprement dites, à l'exclusion des sociétés de retraite.

Les dépenses occasionnées par les membres participants surpassent notablement les cotisations versées par eux. D'autre part, le léger appoint formé par les droits d'entrée — qui ne représentent environ que 2,5 centièmes des cotisations des membres participants — ne suffit nullement à combler la différence. Les cotisations des membres honoraires constituent donc une portion normale des ressources, à défaut desquelles les sociétés seraient obligées de restreindre leurs secours. A ce point de vue, les sociétés de secours mutuels françaises sont analogues aux *caisses de maladie* allemandes et autrichiennes, qui sont des institutions patronales, dans lesquelles les membres bénéficiaires coûtent toujours plus qu'ils ne rapportent, et qui s'alimentent normalement au moyen de cotisations prélevées sur les patrons et sur les employeurs.

Frais de maladie.

Les frais de maladie comprennent les secours pécuniaires aux malades, les frais pharmaceutiques et les honoraires des médecins.

On en a calculé la valeur moyenne par membre participant et par an.

FRAIS DE MALADIE PAR MEMBRE PARTICIPANT.

ANNÉES.	SOCIÉTÉS APPROUVÉES			SOCIÉTÉS AUTORISÉES.		
	HOMMES.	FEMMES.	ENSEMBLE.	HOMMES.	FEMMES.	ENSEMBLE.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1887	11,82	9,47	11,42	12,59	8,27	11,99
1888	11,76	9,67	11,40	12,58	8,08	11,96
1889	12,58	10,62	12,27	10,42	10,48	13,60
1890	14,83	11,97	14,38	16,07	11,24	15,51
1891	13,71	11,29	13,38	15,93	11,45	14,53
1892	13,79	11,31	13,41	14,94	12,26	14,63

Les secours pécuniaires aux malades absorbent environ la moitié des frais de maladie. En 1892, sur un total de 15.278.299 francs de frais de maladie, il a été payé directement aux malades, à titre d'indemnité de maladie, une somme de 7.609.367 francs, représentant 50 p. o/o de ce total. Les frais pharmaceutiques forment 28 p. o/o et les honoraires médicaux 22 p. o/o du même total.

Si l'on divise la somme des secours pécuniaires respectivement par les nombres correspondants de membres participants, de malades et de jours de maladie on obtient les valeurs de l'indemnité moyenne par membre, par malade et par jour de maladie.

Le tableau ci-dessous fait connaître ces valeurs moyennes, depuis l'année 1887, dans les sociétés approuvées et dans les sociétés autorisées.

INDEMNITÉ MOYENNE DE MALADIE.

ANNÉES.	SOCIÉTÉS APPROUVÉES			SOCIÉTÉS AUTORISÉES.		
	par MALADE.	PAR JOUR de maladie.	PAR MEMBRE participant.	par MALADE.	PAR JOUR de maladie.	PAR MEMBRE participant.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1887	20,26	1,21	5,23	30,15	1,45	7,25
1888	20,69	1,22	5,19	29,68	1,45	7,07
1889	19,61	1,25	5,63	27,22	1,42	7,96
1890	18,69	1,24	5,81	24,15	1,43	9,26
1891	18,37	1,22	6,08	24,45	1,44	8,58
1892	18,74	1,21	6,26	25,46	1,45	8,59

On voit ainsi que l'indemnité moyenne n'a pas sensiblement varié au cours des 6 dernières années.

Frais de gestion.

Les frais de gestion se sont montés, en 1892, à 907.828 francs dans les sociétés approuvées, et à 270.592 francs dans les sociétés autorisées. Par rapport au total des dépenses, ils ne représentent que 4,4 p. o/o (sociétés approuvées) et 3,9 p. o/o (sociétés autorisées) de ce total, soit, sur l'ensemble des sociétés, 4,2 p. o/o des dépenses.

Situation financière au 31 décembre 1892.

L'avoir total des sociétés de secours mutuels s'élevait, au 31 décembre 1892, à 195.938.117 francs. Au 31 décembre 1891, il n'était que de 183.587.951 francs. L'augmentation a été de 12.350.166 francs.

L'avoir total au 31 décembre 1892 se décompose ainsi qu'il suit :

		P. 100 DU TOTAL général.
Fonds disponibles des sociétés approuvées.....	63.397.871 ^f	32,2
Fonds de retraites des sociétés approuvées.....	97.790.719	49,7
Avoir total des sociétés approuvées.....	161.188.590	81,9
Avoir total des sociétés autorisées.....	34.749.527	18,1
TOTAL GÉNÉRAL.....	195.938.117^f	100,0

Fonds de retraites.

Le fonds de retraites des sociétés approuvées atteignait le chiffre de 97.790.719 francs, et il y avait 3.829 sociétés possédant un fonds de retraites. La moyenne des fonds de retraites, par société, était, par suite, de 25.539 francs.

Le nombre des pensionnaires, au 31 décembre 1891, était de 29.907, et, au 31 décembre 1892, de 31.310. D'autre part, les arrérages payés sur les fonds de retraites, pendant l'année 1892, se montent à 2.266.458 francs. Il en résulte que l'arrérage moyen perçu pendant cet exercice sur le fonds de retraites est de

$$\frac{2.266.458^f}{\frac{29.907 + 31.310}{2}} = 74 \text{ francs.}$$

Voici, depuis 1887, la valeur de cet arrérage annuel moyen :

ANNÉES.	ARRÉRAGE MOYEN PAYÉ sur les fonds de retraites.
1887.....	76 ^f
1888.....	75
1889.....	76
1890.....	75
1891.....	76
1892.....	74

UNE STATISTIQUE
DES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION
EN FRANCE.

L'*Almanach de la Coopération française*, pour 1895⁽¹⁾, publie sous la signature de M. Ch. Gide une intéressante étude sur une statistique des sociétés coopératives, entreprise en 1894 par le *Comité central de l'Union coopérative des sociétés françaises de consommation*. Cette enquête a été poursuivie au moyen d'un questionnaire adressé en mars 1894 à 1.050 sociétés, desquelles 400 environ, soit 40 p. o/o, ont répondu. Les renseignements qui suivent sont extraits de l'étude que M. Ch. Gide a consacrée à l'analyse de ces réponses.

ÂGE DES SOCIÉTÉS.

Une des sociétés, la *Ruche stéphanoise*, de Saint-Étienne, a été fondée en 1855, 9 ans seulement après les *Pionniers de Rochdale*. 8 des sociétés ont été fondées de 1864 à 1879, et 306 de 1880 à 1893 (soit en moyenne 24 1/2 par an, de 1880 à 1893, contre 5 1/2 par an, de 1864 à 1879).

Les dates de fondation de ces 393 sociétés sont indiquées dans le tableau suivant :

ANNÉE DE LA FONDATION.	NOMBRE de SOCIÉTÉS.	ANNÉE DE LA FONDATION.	NOMBRE de SOCIÉTÉS.	ANNÉE DE LA FONDATION.	NOMBRE de SOCIÉTÉS.
1855.....	1	Report.....	63	Report.....	166
1864.....	3	1875.....	5	1885.....	15
1865.....	5	1876.....	5	1886.....	19
1866.....	9	1877.....	1	1887.....	28
1867.....	12	1878.....	3	1888.....	35
1868.....	4	1879.....	10	1889.....	15
1869.....	3	1880.....	22	1890.....	27
1870.....	2	1881.....	21	1891.....	34
1871.....	1	1882.....	8	1892.....	18
1872.....	7	1883.....	12	1893.....	31
1873.....	10	1884.....	16	1894 (3 mois seulem ^t)	5
1874.....	6				
A reporter.....	63	A reporter.....	166	Total.....	393

EFFECTIF DES MEMBRES. — CHIFFRE DES VENTES.

398 sociétés ayant fourni ces renseignements accusent 219.805 membres, y compris 46.375 adhérents, soit en moyenne 552 membres par société; et 306 sociétés réunissant 180.000 membres annoncent 74 millions de francs de ventes, soit en moyenne 241.700 francs par société et 411 francs par membre.

Sur les 398 sociétés ayant indiqué leur effectif, on en trouve une de 15, une de 20 et une de 22 membres; 63 ayant moins de 100 membres; 302, soit plus des trois quarts, ayant moins de 500 membres; 4 seulement ayant plus de 10.000 membres (2).

(1) Prix 0 fr. 25; publié par le *Comité central de l'Union coopérative*. (Paris 1895, Imprimerie Nouvelle, association ouvrière, 11, rue Cadet).

(2) La société des employés civils de l'État, à Paris, (11.268). La société de consommation et de production de la Rochelle (13.500). La *Moissonneuse de Paris* (14.166). L'association des officiers de terre et de mer (14.199).

En Angleterre, il y a 19 sociétés de plus de 10.000 membres et 119 de moins de 100. La plus petite a 5 membres; la plus grande 31.000

Les 398 sociétés françaises sont classées d'après leur effectif dans le tableau qui suit :

NOMBRE de sociétés.		NOMBRE de membres.			
302	63	de	1 à	100	de 1 à 500
	114	de	100 à	200	
	57	de	200 à	300	
	45	de	300 à	400	
	23	de	400 à	500	
50	14	de	500 à	600	de 500 à 1.000
	13	de	600 à	700	
	10	de	700 à	800	
	7	de	800 à	900	
	6	de	900 à	1.000	
23	15	de	1.000 à	1.500	de 1.000 à 2.000
	8	de	1.500 à	2.000	
23	10	de	2.000 à	3.000	au-dessus de 2.000
	4	de	3.000 à	4.000	
	3	de	4.000 à	5.000	
	2	de	5.000 à	10.000	
	4	de	plus de	10.000	

La comparaison des sociétés françaises et étrangères au point de vue des nombres de membres, du montant du capital-actions et des chiffres de ventes ressort du tableau suivant (1).

DÉSIGNATION.	FRANCE.	ANGLETERRE.	ALLEMAGNE.	AUTRICHE.
Nombre de sociétés ayant fourni des renseignements.....	398	1.465	344	88
Nombre de membres { total.....	219.805	1.202.700	243.529	46.000
{ par société.....	552	821	707	527
Montant du capital- { total.....	(1) 11.015.700 ^f	314.550.000 ^f	6.005.770 ^f	"
actions { moyen par société..	30.943	214.000	17.460	"
Montant du fonds { total.....	"	12.994.000	3.092.490	"
de réserve { moyen par société..	"	8.875	9.000	"
Chiffre des ventes { total.....	(2) 73.959.100	(3) 814.000.000	84.000.000	11.523.000 ^f
en 1893 { moyen par société..	241.700	508.000	244.000	131.000
{ moyen par membre..	411	677	354	250

(1) Pour 356 sociétés ayant fourni ce renseignement.
(2) Pour 306 sociétés ayant fourni ce renseignement.
(3) Non compris les deux *Wholesales* (coopératives de gros fournissant les autres sociétés).

EMPLOI DES BÉNÉFICES.

La plupart des sociétés françaises, notamment toutes les boulangeries, cherchent

(1) Les sociétés dont le nombre est porté dans la première colonne ne sont pas toutes celles qui existent dans chaque pays, mais seulement celles sur lesquelles des renseignements ont pu être recueillis. En France, M. Gide estime qu'il existe 1.100 sociétés groupant 300.000 coopérateurs et faisant 100 millions de vente.

à vendre aussi près que possible du prix de revient, et il est par conséquent inutile de calculer la moyenne des bénéfices qu'elles réalisent. Il est au contraire intéressant de rechercher quel est l'emploi le plus habituel de ces bonis, là où ils existent. Voici comment M. Ch. Gide s'exprime à ce sujet :

L'emploi normal des bonis dans une société coopérative de consommation — tel qu'il est réglé par les statuts des sociétés ayant le type coopératif le plus accentué, tel qu'il a été recommandé à diverses reprises par nos congrès — serait à peu près le suivant — après déduction des frais et de la part consacrée au fonds de réserve :

1° La plus grosse part distribuée aux sociétaires au prorata de leurs achats — et jamais au prorata de leurs actions, celles-ci ne touchant qu'un intérêt modique qui est compté dans les frais généraux ;

2° Une part distribuée aux employés sous la forme de participation aux bénéfices ;

3° Une part affectée à des œuvres d'utilité sociale, telles que commandite de sociétés coopératives de production ou institutions d'éducation et de propagande.

Or, nous ne trouvons qu'un bien petit nombre de sociétés — si tant est même qu'il y en ait — qui réalisent ces trois conditions. Elles s'écartent de ce que nous appelons le type normal dans des sens opposés.

Les unes, qu'on pourrait appeler à type capitaliste, réservent une part des bénéfices aux actions, 8, 10, 20, 25, 40 p. o/o, et même pour quelques-unes (société coopérative de la Rochelle, boulangerie de Trèbes-Aude) 50 p. o/o en plus de l'intérêt qui s'élève quelquefois à 6 p. o/o, et même pour la société coopérative de Montjean (Maine-et-Loire), à 8 p. o/o !

Quelques-unes même réservent la totalité des bénéfices pour les actionnaires ; il est clair que celles-là ne sont nullement coopératives, et que le titre qu'elles prennent constitue une usurpation qui doit être punie par la loi. Au reste, cette violation des principes coopératifs ne paraît pas leur porter bonheur. La coopérative d'Aubagne, qui déclare réserver ses bonis aux seuls actionnaires, est obligée d'ajouter « qu'elle n'a point de boni », et l'*Union commerciale* de Saint-Clair (Lyon), qui gardait aussi la totalité des bénéfices pour ses actionnaires (sauf 2 p. o/o laissés aux consommateurs!), annonce sa liquidation. Heureusement ces sociétés, plus ou moins capitalistes, ne représentent qu'une assez petite minorité.

Plus nombreuses sont celles en sens opposé, qu'on pourrait appeler à type socialiste, et qui non seulement n'accordent aux actions aucune part des bonis, mais encore ne leur accordent aucun intérêt. Je n'en ai pas relevé moins de 105, plus du quart, qui appliquent ce principe rigoureux : point d'intérêt au capital ! Une autre, la *Butineuse* de Marseille, n'alloue aux actions que 1 p. o/o. Quelques autres, l'*Économie* de Grenoble, la *Corporation des employés* du P.-L.-M. de Lons-le-Saulnier, la *Ménagère* de Paris, ont une règle un peu bizarre, mais qui pourtant s'explique assez bien : aucun intérêt n'est alloué à la première action possédée par un sociétaire, mais s'il en souscrit une seconde, ce capital supplémentaire touche alors un intérêt de 3 ou 4 p. o/o.

En ce qui concerne la participation aux bénéfices des employés, elle paraît pratiquée chez nous beaucoup plus qu'en Angleterre ou dans les autres pays, comme on pouvait s'y attendre d'ailleurs, puisque la France est la terre natale de cette excellente institution. Nous avons relevé 127 sociétés coopératives — donc près du tiers — réservant une part de bénéfices à leurs employés sous des formes diverses. Et encore la proportion est-elle beaucoup plus élevée si l'on pense qu'un grand nombre de sociétés ne faisant point de bénéfices, parce qu'elles vendent au prix de revient, ne doivent pas être comptées dans le calcul. Cette part atteint 15 p. o/o des bénéfices nets pour la *Ménagère* de Grenoble et la *Tribu lyonnaise*, et même 20 p. o/o pour la *Coopérative agricole* d'Amiens. L'*Union des familles* de Saint-Denis, particulièrement galante, réserve la participation aux bénéfices pour les dames ; mais elle ne pousse pas la galanterie bien loin, jusqu'à 1 p. o/o seulement. Un assez grand nombre de sociétés, au lieu de donner un tant pour cent sur les bénéfices nets, allouent un tant pour cent sur le chiffre des ventes, c'est-à-dire sur la recette brute. Naturellement, en ce cas, la proportion est beaucoup moins élevée, puisque 1 p. o/o sur la recette brute équivaut à peu près à 10 p. o/o sur le produit net. Cependant nous voyons un certain nombre de sociétés qui allouent jusqu'à 2, 3, et même l'une d'elles, l'*Avenir de Saint-Pierre-les-Elbeuf*, jusqu'à 4 p. o/o, et la *Coopérative des employés* du P.-L.-M. de Marseille, 4 1/4 sur le chiffre des ventes, à leurs employés ou à leur gérant, ce qui est énorme ; dans ce cas, d'ordinaire, ils ne

touchent pas d'autre traitement. La société de l'Arbresle (Lyon) a un système d'une simplicité curieuse : elle mesure la participation au poids, tant par kilogramme vendu.

Un certain nombre de sociétés appliquent la participation aux bénéfices d'une façon assez inattendue et qui constitue une violation plutôt qu'une application des vrais principes coopératifs : ils la réservent pour les membres du conseil d'administration. L'une d'elles leur alloue 16 p. 0/0 ! Je me demande ce qui reste non seulement pour les employés, mais même pour les sociétaires ? Deux autres leur allouent 10 p. 0/0 et en plus une indemnité de 300 francs par an, dont 100 francs pour le président : c'est comme les conseils municipaux des grandes villes.

Enfin, quant au troisième mode d'emploi des bonis en fondations sociales ou philanthropiques, ici les résultats ne sont pas brillants, ce qui prouve que le mouvement coopératif en France ne s'est pas élevé au-dessus des intérêts tangibles et immédiatement réalisables. Nous sommes loin en arrière des sociétés coopératives anglaises qui consacrent à l'éducation et à l'assistance de leurs membres l'énorme somme de 1.450.000 francs (ce qui représente une dépense moyenne de 1.000 francs par société) et même loin des sociétés allemandes qui dépensent encore une moyenne d'un peu moins de 100 francs par société. C'est à peine si, parmi les nôtres, nous en trouvons çà et là quelqu'une ayant ce souci sous forme de caisse de retraite, de prévoyance ou d'assistance, mais nous n'en avons pas trouvé une seule consacrant un centime à l'éducation de ses membres sous forme de cercles, conférences, cours réguliers, cabinets de lecture, concerts, etc., but cependant de la plus haute importance, non seulement au point de vue moral, mais au point de vue pratique, et auquel les coopérateurs anglais n'hésitent pas à consacrer 850.000 francs. La *Boulangerie de Saint-Sauveur* (Yonne) verse un tiers de ses bénéfices au bureau de bienfaisance de la localité : l'intention est bonne, mais l'emploi est bien le pire qu'on puisse faire ; heureusement que, n'ayant point encore de bénéfices, elle en est restée à l'intention. La *Boulangerie de Tours* fournit du pain aux sociétaires malades. L'*Union de Dammarin* affecte un tiers des bonis à des secours médicaux, ce qui est mieux, mais se confond trop avec la société de secours mutuels. La *Société coopérative de Lagny* affecte un dixième des bonis à un fonds de prévoyance. La *Société de Troyes* a créé une caisse de crédit et de prévoyance qui contient, pour le moment, 645 francs. La *Tribu lyonnaise* a fondé une caisse de retraite qui contient 5.028 frnncs.

La *Ménagère de Lyon* (boulangerie) a créé également une caisse de retraite, à laquelle même elle consacre la totalité de ses bonis : y auraient droit théoriquement tous les associés ayant 60 ans d'âge et 12 ans de séjour dans la société ; mais c'est une simple éventualité, attendu que jusqu'à présent la caisse est vide, et pourtant la société date de 1872 et a aussi dépassé l'âge de la majorité. C'est à peu près tout ce que nous avons pu recueillir : on voit que les résultats sont maigres.

LES SYNDICATS PROFESSIONNELS (1).

[D'après des renseignements extraits de l'*Annuaire des syndicats professionnels* publié par le Directeur de la prévoyance et de la mutualité au Ministère du commerce et de l'industrie.]

Au 1^{er} juillet 1894, le nombre total des syndicats *légalement constitués* était de 4.966, soit 414 de plus qu'au 1^{er} juillet 1893 ; ces syndicats comprenaient 943.732 membres, soit 43.423 de plus qu'au 1^{er} juillet précédent.

On comptait, au 1^{er} juillet 1894 :

1.518 syndicats patronaux avec.....	122.251 membres.
2.178 syndicats ouvriers avec.....	408.025 —
177 syndicats mixtes avec.....	29.124 —
1.093 syndicats agricoles avec.....	384.332 —

(1) Voir *Bulletin de l'Office du travail* n° 1, janvier 1894, pages 4 et suivantes.

Et, au 1^{er} juillet 1893 :

1.399 syndicats patronaux avec.....	114.202 membres.
1.927 syndicats ouvriers avec.....	402.125 —
173 syndicats mixtes avec.....	30.052 —
953 syndicats agricoles avec.....	353.930 —

Rappelons qu'il y a 10 ans, au 1^{er} juillet 1884, il y avait 101 syndicats patronaux, 68 ouvriers, 1 mixte et 5 agricoles; en tout 175 syndicats légalement constitués.

La répartition des catégories de syndicats par localités est donnée par le tableau ci-dessous :

RÉPARTITION DES SYNDICATS PAR LOCALITÉS.

NATURE DES SYNDICATS.	NOMBRE des SYNDICATS en 1893.	NOMBRE des COMMUNES.	NOMBRE des SYNDICATS en 1894.	NOMBRE des COMMUNES.	DIFFÉRENCE en FAVEUR de 1894.
Syndicats patronaux.....	1.397	288	1.518	305	17
— ouvriers.....	1.926	477	2.178	598	61
— mixtes.....	173	69	177	73	4
— agricoles.....	952	841	1.093	965	124

Les localités dans lesquelles existent le plus grand nombre de syndicats patronaux sont : Paris, 356; Lyon, 65; Marseille, 64; Bordeaux, 52; Nantes, 25; Orléans, 25; Saint-Étienne et Toulouse, 23; Lille, 22; Rouen, 20.

Pour les syndicats ouvriers, ce sont :

Paris, 313; Lyon, 118; Marseille, 90; Toulouse, 74, Bordeaux, 65; Nantes, 52; Saint-Étienne, 39; Alger, 27; Grenoble et Angers, 26.

Les départements dans lesquels se trouvent le plus grand nombre de syndiqués appartenant aux diverses catégories de syndicats, sont :

SYNDICATS PATRONAUX.	SYNDICATS OUVRIERS.	SYNDICATS MIXTES.	SYNDICATS AGRICOLÉS.
Seine..... 61.257	Seine..... 171.776	Seine..... 7.692	Sarthe..... 16.727
Gironde..... 6.500	Pas-de-Calais.. 28.555	Nord..... 5.679	Charente-Infér*. 15.596
Bouches-du- Rhône..... 5.754	Nord..... 22.424	Rhône..... 3.433	Vienne..... 14.744
Rhône..... 5.546	Rhône..... 20.349	Bouches-du- Rhône..... 1.851	Isère..... 14.481
Nord..... 3.389	Bouches-du- Rhône..... 16.879	Rhône..... 1.225	Rhône..... 10.755
Seine-et-Oise.. 2.734	Rhône..... 16.389	Ille-et-Vilaine.. 899	Ain..... 10.459
Seine-Inférieure. 2.618	Loire..... 16.389	Maine-et-Loire.. 809	Marne..... 9.954
Loire..... 2.196	Gironde..... 11.370	Charente..... 775	Loir-et-Cher... 9.898
Loire-Inférieure. 1.843	Yvelines..... 9.639	Vienne..... 773	Maine-et-Loire.. 9.505
Isère..... 1.500	Isère..... 7.840	Loire-Inférieure. 770	Charente..... 9.388
	Loire-Inférieur*. 6.580	Mayenne..... 668	

Unions de syndicats. — Au 21 mars 1884, on ne comptait que 20 unions de syndicats professionnels; au 1^{er} juillet 1894, on en comptait 127.

Voici la répartition de ces unions en catégories au 1^{er} juillet 1894, et, à titre de comparaison, au 1^{er} juillet 1893 :

	1893.	1894.
Unions de syndicats patronaux.....	29	29
Unions de syndicats ouvriers.....	61	73
Unions de syndicats mixtes.....	11	9
Unions de syndicats agricoles.....	16	15
Unions mixtes de syndicats.....	"	1
TOTAUX.....	117	127

Professions de syndiqués. — Voir l'état comparatif du nombre des syndicats industriels et commerciaux par catégories de professions au 1^{er} juillet 1894.

ÉTAT COMPARATIF DU NOMBRE DES SYNDICATS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX
(PAR CATÉGORIES DE PROFESSIONS) EN 1893 ET EN 1894.

	SYNDICATS			TOTAL des SYNDICATS au 1 ^{er} janvier 1894.	DIFFÉRENCE AVEC 1893.	
	PATRO- NAUX.	OUVRIERS.	MIXTES.		En plus.	En moins.
Alimentation (boulangers, bouchers, épiciers, industrie et commerce des boissons en gros).....	491	97	12	600	"	10
Industries du bâtiment (architectes, maçons, charpentiers, couvreurs, menuisiers, peintres, serruriers, plâtriers, etc.).....	133	406	27	566	79	"
Habillement et toilette (chapellerie, chaussure, tailleurs, équipement militaire, etc.).....	95	240	37	372	71	"
Industries métallurgiques.....	46	212	10	268	"	10
Industrie du livre (papiers, imprimerie, relieur, cartonnage, librairie, autographie, marchands de journaux, etc.).....	70	171	11	252	15	"
Industries textiles (fil et tissus, peignage, tissage, filature, etc.).....	28	149	15	192	"	13
Industrie des transports (transports maritimes, navigation intérieure, chemins de fer, camionnage, loueurs de voitures de place, cochers).....	59	84	15	158	29	"
Industrie des cuirs et peaux.....	24	64	1	89	"	35
Ameublement.....	27	68	4	99	"	8
Hôteliers, cafetiers, restaurateurs, logeurs, cuisiniers, débitants de boissons.....	37	49	8	94	8	"
Industries du bois (constructeurs de navires, carrossiers, charrons, tonneliers, emballeurs).....	33	112	"	145	63	"
Pharmaciens, droguistes, herboristes.....	86	1	"	87	5	"
Industries de luxe (horlogerie, bijouterie, objets d'art, optique, tabletterie, dorure, parfumerie, peignes, nacre, articles de Paris, jouets).....	74	75	3	152	74	"
Industries extractives (carriers, mineurs, puisatiers, etc.).....	9	62	1	72	"	2
Industrie céramique (verres, porcelaines, faïences, briques, tuiles, etc.).....	11	63	2	76	4	"
Horticulteurs, fleuristes, jardiniers, etc.....	35	15	13	63	1	"
Employés de commerce, d'administration, comptables, etc.....	"	41	"	41	"	3
Courtiers, commissionnaires, voyageurs, représentants de commerce.....	8	17	"	25	"	13
Beaux-arts (artistes peintres, sculpteurs, graveurs, ornementalistes, dessinateurs, etc.).....	8	34	4	46	8	"
Meunerie, grains, graines, fourrages, farines.....	36	1	1	38	4	"
Sylviculteurs, bûcherons, etc.....	1	59	"	60	28	"
Médecins, chirurgiens, dentistes, sages-femmes, vétérinaires.....	71	"	1	72	42	"

Institutions et créations diverses des syndicats — Le nombre des institutions créées par les syndicats a continué à se développer et a passé de 2.218 (1) en 1893 à 2.448 en 1894. Toutes les catégories importantes d'institutions se sont développées sauf les secours de route (101 en 1893) et les publications diverses (318 en 1893).

TABLEAU DES INSTITUTIONS ET CRÉATIONS DIVERSES DES SYNDICATS PROFESSIONNELS
EXISTANT EN FRANCE AU 1^{er} JUILLET 1894.

NATURE DES INSTITUTIONS OU CRÉATIONS.	NATURE DES SYNDICATS OU UNIONS de syndicats fondateurs.				TOTAL des CRÉATIONS.
	Syndicats industriels et commerciaux.			Syndicats agricoles.	
	Patro- naux.	Ouvriers	Mixtes.		
Secours de route (viaticum).....	"	108	"	"	108
Sociétés ou caisses de secours mutuels.....	53	229	38	15	336
Caisses de prévoyance ou d'épargne.....	6	41	1	1	49
Caisses de chômage.....	"	69	1	"	70
Sociétés ou caisses de crédit ou de prêt mutuel.....	1	7	4	6	18
Caisses de retraites.....	7	32	5	"	44
Caisses de bienfaisance.....	3	"	"	"	3
Sociétés ou caisses d'assurances mutuelles contre les accidents du travail.....	15	6	"	1	22
Sociétés ou caisses d'assurances contre la mortalité des bestiaux....	2	"	"	11	16
Sociétés ou caisses d'assurances contre l'incendie.....	4	"	"	1	5
Sociétés ou caisses d'assurances contre la grêle.....	"	"	"	2	2
Sociétés coopératives de consommation.....	3	30	3	13	49
Sociétés coopératives de production.....	1	18	"	4	23
Ecoles professionnelles.....	13	5	1	2	21
Cours professionnels et conférences.....	37	101	5	48	191
Concours professionnels.....	5	5	2	1	13
Patronages d'apprentis et cours d'apprentissage.....	7	1	2	"	10
Orphelinats.....	1	"	"	1	2
Musées commerciaux ou industriels et collections d'échantillons....	4	1	1	"	6
Expositions syndicales.....	1	"	1	"	2
Ateliers syndicaux.....	1	2	"	"	3
Bibliothèques.....	80	138	12	37	567
Bureaux ou offices de placement.....	100	315	25	10	450
Offices de renseignements commerciaux et agricoles.....	2	"	"	1	3
Laboratoires d'analyses et d'expertises.....	14	"	2	9	25
Services de contentieux.....	19	"	2	4	25
Conseils d'arbitrage.....	5	1	3	"	9
Services médicaux, cliniques.....	3	3	2	1	9
Champs d'expériences.....	2	"	1	60	63
Pépinières.....	"	"	"	23	28
Garderie des propriétés.....	"	"	"	1	1
Publications diverses (bulletins, journaux, annuaires).....	126	14	8	87	265
Marchés aux vins.....	"	"	"	1	1
Sociétés d'assistance manuelle.....	"	"	"	2	2
Sociétés coopératives d'achats de matières premières et autres.....	3	"	"	"	3
Office pour la vente des vins.....	"	"	"	3	3
Bureau technique pour la vérification et la surveillance des instal- lations électriques.....	1	"	"	"	1

Pour terminer la revue de l'activité des syndicats, il faudrait donner le tableau des Bourses de travail et leurs opérations; mais nous n'avons rien à ajouter à ce sujet à l'extrait de l'enquête de l'*Office du travail* qui a été publié dans le numéro d'octobre 1894 du *Bulletin de l'Office du travail*. Nous rappellerons seulement qu'elles sont au nombre de 36.

(1) Voir *Bulletin* de janvier 1894.

LES CONDITIONS DU LOGEMENT.

A PARIS.

Les renseignements, présentés par le D^r Bertillon (1), ont été recueillis, à Paris, au cours du *recensement de la population en 1891*. Les nombres de logements existant dans la capitale sont présentés dans une série de tableaux à double entrée qui indiquent : le classement des logements par nombre de pièces et par nombre d'habitants; sur 100 logements de chaque catégorie, combien sont habités par des ménages de chaque catégorie; sur 100 ménages de chaque catégorie, combien sont logés dans des logements de chaque catégorie; le nombre absolu de ménages et de personnes trop étroitement logés (à raison de plus de 2 habitants par pièces); sur 10.000 habitants de chaque arrondissement, combien sont trop étroitement logés (avec un cartogramme).

Les renseignements analogues sont présentés pour plusieurs grandes villes d'Europe : Berlin, Londres, Vienne, Budapest, Saint-Petersbourg et Moscou. Ils sont schématisés dans un tableau de graphiques comparatifs à la fin de la brochure. On peut résumer comme il suit les conclusions de l'auteur : Les logements de 1, 2 ou 3 pièces sont trop souvent surpeuplés à Paris. 14 p. o/o de la population vit dans ce fâcheux état d'encombrement, principalement à la périphérie de la ville (Passy et Batignolles exceptés). Le cartogramme de l'encombrement coïncide remarquablement avec celui de la mortalité, l'un et l'autre résultant de la misère.

Sur 541.790 logements parisiens d'un loyer inférieur à 500 francs et dégrevés d'impôts, il y en a près de 400.000 qui ne sont occupés que par une ou deux personnes et, par conséquent, ne sont pas surpeuplés. Pour répartir équitablement l'impôt par rapport au loyer, il faudrait tenir compte du nombre d'habitants de chaque logement.

La proportion des logements d'une seule pièce, qui ne sont habités que par une seule personne, est beaucoup plus grande à Paris que dans les autres capitales. L'encombrement est donc plus fréquent encore à Berlin, à Budapest et à Saint-Petersbourg qu'à Paris.

Sous les réserves posées par l'auteur lui-même quant à la comparabilité des chiffres relatifs à ces villes, on peut résumer cette comparaison dans le tableau suivant :

VILLES.	POPULA- TION TOTALE.	NOMBRE D'HABITANTS vivant dans des logements surpeuplés.	P. 0/0.	VILLES.	POPULA- TION TOTALE.	NOMBRE D'HABITANTS vivant dans des logements surpeuplés.	P. 0/0.
Paris, 1891.....	2.424.705	331.976	14	Budapest, 1881.....	360.551	256.601	71
Berlin, 1885.....	1.315.387	363.960	28	S ^t -Petersbourg, 1890	956.226	442.508	46
Vienne, 1890.....	1.364.548	387.000	28	Moscou, 1882.....	750.867	236.649	31

ANGLETERRE

Nous extrayons des statistiques jointes au *Rapport annuel du Labour Department* qui vient de paraître (voir à la bibliographie) deux intéressants tableaux relatifs aux conditions du logement en Angleterre et au pays de Galles.

1° CLASSIFICATION DES LOGEMENTS.

Le premier tableau donne, pour toute l'Angleterre et tout le pays de Galles, en

(1) *Le surpeuplement des habitations à Paris*, par le D^r Jacques Bertillon, chef des travaux statistiques de la ville de Paris (Paris, 1894, Chaix, rue Bergère, éditeur).

distinguant les districts urbains et ruraux (1), le nombre total et le pourcentage des logements (2), comprenant chacun 1, 2, 3, 4, 5 pièces ou plus, le nombre des occupants desdits logements avec leur pourcentage dans la population de chaque district, et le nombre moyen des occupants par pièce dans chacun des 4 premiers groupes, d'après le recensement de 1891.

DÉSIGNATION DES GROUPES ET LOGEMENTS.	NOMBRE TOTAL des logements dans chaque groupe.	POURCEN- TAGE.	NOMBRE TOTAL des occupants dans chaque groupe.	POURCEN- TAGE.	NOMBRE MOYEN des occupants par pièce dans chaque groupe.
DISTRICTS URBAINS.					
De 1 pièce (3).....	270.252	6,16	604.355	2,89	2,24
— 2 pièces.....	552.516	12,59	1.958.933	9,38	1,77
— 3 pièces.....	552.679	12,60	2.411.589	11,54	1,45
— 4 pièces.....	981.665	22,38	4.684.913	22,42	1,19
— 5 pièces ou plus.....	2.030.199	46,27	11.235.714	53,77	—
TOTAL pour les districts urbains.	4.387.311	100,00	20.895.504	100,00	—
DISTRICTS RURAUX.					
De 1 pièce (3).....	16.674	0,96	36.055	0,44	2,16
— 2 pièces.....	144.806	8,30	457.684	5,65	1,58
— 3 pièces.....	204.077	11,70	815.875	10,06	1,33
— 4 pièces.....	483.016	27,70	2.129.156	26,26	1,10
— 5 pièces ou plus.....	895.097	51,34	4.668.251	57,59	—
TOTAUX pour les districts ruraux.	1.743.690	100,00	8.107.031	100,00	—
TOUS LES DISTRICTS RÉUNIS.					
De 1 pièce (3).....	286.926	4,7	640.410	2,2	2,23
— 2 pièces.....	697.322	11,4	2.416.617	8,3	1,73
— 3 pièces.....	756.756	12,3	3.227.464	11,1	1,42
— 4 pièces.....	1.464.681	23,9	6.814.069	23,5	1,16
— 5 pièces ou plus.....	2.925.296	47,7	15.903.965	54,9	—
TOTAUX pour tous les districts réunis.	6.131.001	100,0	29.002.525	100,0	—
(3) On a classé comme occupant des logements d'une pièce les familles de forains, chiffonniers, etc., logés dans des huttes, roulottes, etc., et celles de marins logés dans des bateaux.					

2° SURPEUPLEMENT DES HABITATIONS (3).

Le tableau ci-dessous donne, pour l'ensemble de l'Angleterre et du pays de Galles et séparément pour les districts (4) urbains et ruraux, le nombre des logements surpeuplés ayant chacun 1, 2, 3 et 4 pièces, ainsi que le nombre des gens qui les

(1) Tels que ces districts sont définis dans l'organisation sanitaire.

(2) Il faut entendre par là « toute maison ou partie d'une maison occupée par un propriétaire ou un locataire ». (*Rapport général sur le recensement*, vol. IV.)

(3) Ce tableau est extrait du *Rapport général sur le recensement de 1891* (vol. IV) où l'on considère comme surpeuplés les logements ordinaires où l'on compte plus de 3 occupants par pièce, y compris les chambres à coucher et les pièces d'usage commun. (Pour la définition du « logement », voir les notes du tableau précédent.)

(4) Définis comme au tableau précédent.

occupent, avec leur pourcentage rapporté à la population totale d'après le recensement de 1891.

DÉSIGNATION DES GROUPES DE LOGEMENTS.	NOMBRE DES LOGEMENTS surpeuplés dans chaque groupe.	NOMBRE DES OCCUPANTS dans chaque groupe.	POURCENTAGE DES POPULATIONS de chaque groupe par rapport à la population totale du district.
DISTRICTS URBAINS. — POPULATION TOTALE : 20,895,504.			
De 1 pièce (3).....	87.535	337.107	1,61
— 2 pièces.....	151.603	922.964	4,42
— 3 pièces.....	91.206	722.532	3,46
— 4 pièces.....	60.876	589.810	2,82
TOTAUX pour les districts urbains.....	391,220	2,572,413	12,31
DISTRICTS RURAUX. — POPULATION TOTALE : 8,107,021.			
De 1 pièce (3).....	4.724	20.600	0,25
— 2 pièces.....	32.628	201.092	2,48
— 3 pièces.....	28.825	229.345	2,83
— 4 pièces.....	24.256	234.594	2,90
TOTAUX pour les districts ruraux.....	90,433	635.631	8,46
TOUS LES DISTRICTS RÉUNIS. — POPULATION TOTALE : 29,002,525.			
De 1 pièce (3).....	92.259	357.707	1,23
— 2 pièces.....	184.231	1,124,056	3,88
— 3 pièces.....	120.031	951,877	3,28
— 4 pièces.....	85.132	824,404	2,84
TOTAUX pour tous les districts réunis...	481,653	3.258.044	11,23
(3) Comme au tableau précédent pour les forains et marinières.			

SUISSE.

Diverses cités ouvrières ont été construites en Suisse, tant par des patrons soumis aux obligations de la *loi sur les fabriques*, que par des sociétés de construction de cités ouvrières et par la commune de Berne.

L'*Annuaire statistique suisse* de 1894, qui vient de paraître, contient d'intéressants tableaux statistiques se rapportant à ces logements (section IX, p. 140 et 151), nous en extrayons les renseignements qui suivent :

Les cités ouvrières suisses comprennent 2.029 maisons, divisées en 5.910 logements, abritant 29.561 personnes, dont 1.960 pensionnaires reçus dans une famille pour le logement ou la nourriture.

Sur les 2.029 maisons, 613 contiennent un seul logement, 575 contiennent 2 logements et 841 en contiennent plus de 2.

En ce qui concerne leur origine, les maisons se classent de la façon suivante :

MAISONS CONSTRUITES.	NOMBRE de maisons.	MAISONS À			NOMBRE TOTAL de logements.	NOMBRE TOTAL d'habitants.	Parmi les HABITANTS sont pension- naires.
		1 loge- ment.	2 loge- ments.	plus de 2 loge- ments.			
Par les patrons.....	1.697	438	446	723	5.027	25.205	1.803
Par les sociétés de construc- tion.....	356	123	115	118	803	3.842	113
Par la commune de Berne....	66	52	14	—	80	514	44
TOTAUX.....	2.029	613	575	841	5.910	29.561	1 960

Pour 5.650 de ces logements, le nombre des pièces (y compris celles d'usage commun) et le nombre des habitants de chacun d'eux est connu.

Les nombres d'habitants se répartissent de la façon suivante, d'après le nombre des pièces :

LOGEMENTS DE	NOMBRE			OBSERVATIONS.
	DE LOGEMENTS de chaque catégorie		d'habitants des logements de la colonne (c).	
	total.	dont le nombre d'habitants est connu.	(d)	
(a)	(b)	(c)	(d)	(e)
1 pièce.....	175	168	416	Dans les 735 des 5.650 loge- ments qui figurent dans la co- lonne (c), soit dans 13 p. o/o du cas, les logements abritent plus de 2 habitants par pièce et peuvent être considérés comme surpeuplés (1).
2 pièces.....	786	780	3.285	
3 pièces.....	1.931	1.847	8.170	
4 pièces.....	2.122	1.990	10.954	
5 pièces.....	682	651	3.781	
Plus de 5 pièces.....	214	214	1.510	
TOTAUX.....	5.910	5.650	28.116	

(1) Cf. sur le surpeuplement des habitations à Paris, p. 46 du présent Bulletin, idem en Angleterre, p. 47.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Un secrétariat ouvrier du travail (1). — C'est sous ce titre de « Secrétariat du Travail » (Arbeitersekretariat) que s'est ouvert le 1^{er} novembre dernier, à Nuremberg, un bureau de renseignements, fondé et dirigé par les ouvriers de la localité, sans subvention ni de la ville ni de l'État. Ce bureau est administré par un comité de huit personnes représentant autant que

(1) Sozialpolitisches Centralblatt.

possible les diverses industries locales, et nommées dans une assemblée générale des ouvriers.

Les guichets sont ouverts de 9 heures du matin à 1 heure et de 3 heures à 7 heures; on y donne aux ouvriers qui se présentent des renseignements sur tous les sujets qui touchent à leurs intérêts, on enregistre leurs plaintes, on en vérifie le bien-fondé, on s'efforce de les aider à obtenir justice. Le *secrétariat du travail* se propose de recueillir et de publier des renseignements relatifs au travail; dès maintenant il rend compte de ses opérations dans un rapport hebdomadaire.

Résultats de l'assurance obligatoire contre l'invalidité et la vieillesse pour l'année 1893. — Les 31 établissements régionaux d'assurance ont concédé, dans le courant de l'année 1893, 64.404 pensions, dont 31.176 pour vieillesse et 33.228 pour invalidité.

Jusqu'à la fin de 1893, il a été définitivement constitué 250.014 pensions, dont 203.529 pour vieillesse et 46.485 pour invalidité. Elles atteignent, pour la part incombant aux établissements d'assurance et indépendamment de l'appoint fourni par l'Empire, un chiffre total d'arrérages annuels de 22.170.467 francs, et correspondaient à un capital représentatif de 135.109.972 francs.

Par nature de pension, ces sommes se répartissent ainsi :

	NOMBRE.	MONTANT. (PART des établissements d'assurances.)	CAPITAL REPRÉSENTATIF correspondant.
Pensions de vieillesse.	203.529	18.574.431 ^f	104.006.785 ^f
Pensions d'invalidité.	46.485	3.596.036	31.103.187
TOTAL des pensions...	250.014	22.170.467	135.109.972

Le rapport du capital représentatif au montant annuel de la rente est égal, en moyenne, à 5,6 pour les rentes en cas de vieillesse, et à 8,6 pour les rentes en cas d'invalidité.

La pension de vieillesse, pour la part supportée par les établissements d'assurance, se monte en moyenne à 91 fr. 20, et la pension d'invalidité à 77 fr. 40. En ajoutant à ces sommes la subvention fixe de l'Empire, égale à 62 fr. 50 par pension, on obtient, pour la pension moyenne effectivement touchée par les bénéficiaires, 153 fr. 70 (en cas de vieillesse) et 139 fr. 90 (en cas d'invalidité).

A la fin de l'année 1893, par suite des extinctions et des radiations, il n'y avait plus que 204.791 pensions en cours, comprenant 166.976 pensions de vieillesse et 37.815 pensions d'invalidité.

Le total des cotisations perçues en 1893 par les établissements d'assurance est de 112.365.258 francs; et le total des arrérages payés, de 20.167.200 francs.

Les frais d'administration se sont élevés à 5.851.629 francs, soit à 0 fr. 63 par tête d'assuré, et à 5,21 p. o/o des primes perçues.

L'avoir des établissements d'assurance, au 31 décembre 1893, a été évalué à 284.000.000 de francs, dont 23.861.000 de francs constituant le fonds de réserve.

Bureaux de placement municipaux. — L'insuffisance des institutions privées ou basées sur la mutualité, qui ont pour objet de faciliter le placement des ouvriers ou des employés, a amené depuis quelques années déjà le gouvernement allemand à rechercher par quels moyens il pourrait améliorer cette situation défectueuse.

Le but proposé est de centraliser, autant que possible sous la surveillance de l'autorité, les institutions de placement.

D'après les renseignements publiés ces jours derniers par la presse, le Ministre de l'Intérieur de Prusse aurait donné récemment des instructions aux autorités provinciales, à l'effet de créer dans toutes les villes, comptant au moins 10.000 habitants, des bureaux de placement communaux. Les autorités auront à rendre un compte exact de la situation au point de vue du chômage, afin d'être en mesure de réserver éventuellement pour les principales époques de chômage annuel les travaux d'utilité publique (ne présentant pas de caractère d'urgence) qu'elles pourraient avoir à exécuter. Il est recommandé, en cas d'amoindrissement des besoins, de procéder de préférence par diminution des heures de travail plutôt que par renvoi d'ouvriers. Afin de ne pas attirer une trop grande quantité de travailleurs dans les villes, les autorités seront tenues de n'employer aux « travaux imposés par la détresse » (*Nothstandsarbeiten*) que des personnes ayant leur domicile de secours (*Unterstützungswohnsitz*) dans la localité.

On prévoit que le jour où la concentration des bureaux de placement se sera effectuée par la pratique dans chaque localité, il sera possible d'en arriver à une centralisation générale dans toute l'étendue du royaume, et par suite de l'Empire (1).

(Extrait d'un rapport du Consul général de France à Hambourg).

AUTRICHE-HONGRIE.

Une expérience sur la journée de 8 heures. — D'après une communication du *Handelsmuseum*, du 8 novembre 1894, une expérience sur la journée de 8 heures aurait été faite avec plein succès, depuis le mois de mai 1892, dans les ateliers de chaudronnerie de Schnidelwald, dépendant des forges et chantiers d'Erwein von Nostitz, à Rothau (Bohême). Les ouvriers gagneraient maintenant autant en 8 heures de travail, qu'ils gagnaient en 12 heures de présence précédemment, sans que le prix du travail aux pièces ait été augmenté. Quant à l'industriel, il bénéficierait de l'économie réalisée sur toutes les dépenses qui sont proportionnelles à la durée de travail, telles que le graissage, l'éclairage, etc...

La qualité du produit s'est relevée depuis que le zèle et l'attention des ouvriers ne sont plus fatigués comme ils l'étaient sous le régime des 12 heures. Les pauses qui coupaient le travail doivent évidemment être écourtées tandis qu'elles prenaient un temps considérable auparavant : mais ces repos trop courts, pris dans l'atmosphère surchauffée et poussiéreuse de l'atelier étaient d'un bien faible profit pour les ouvriers, auprès des heures de loisir qu'ils peuvent maintenant employer utilement chez eux ou en plein air.

L'augmentation du rendement des ouvriers par heure a mis plusieurs mois à s'établir, tant à cause des habitudes de travail antérieures, qu'en raison de l'insuffisante organisation des ateliers. Il a fallu, en effet, prendre des mesures spéciales pour que l'outillage fût approprié au travail intensif qui résultait de la nouvelle organisation du travail.

(1) Le Consul de France à Stuttgart signale la création dans cette ville d'un bureau municipal de placement gratuit qui commencera à fonctionner le 1^{er} avril 1895.

BELGIQUE.

Loi sur les sociétés mutualistes. — La loi votée et promulguée le 1^{er} juin 1894 (1) régit les sociétés de secours mutuels en Belgique. Les articles 1 à 6 définissent les objets que les sociétés reconnues par le Gouvernement peuvent se proposer de poursuivre: les lignes générales de leurs statuts; les formalités qui doivent entourer leur constitution.

En échange de ces garanties, l'État leur concède la personnalité civile (art. 7); diverses exemptions de droit de timbre et d'enregistrement; la franchise postale pour leurs communications avec les autorités (art. 8); l'incessibilité et l'insaisissabilité des secours alloués à leurs membres (art. 9).

Les articles 10 et 11 règlent l'admission des mineurs et des femmes mariées; les articles 12 et 13, l'administration des sociétés. Elles ne peuvent recevoir des dons et legs que dans les conditions fixées par l'article 76 de la loi communale (art. 14). Elles ne peuvent louer, acquérir ni recevoir d'immeuble que dans le but d'y installer leur siège social ou de s'y réunir (art. 15).

Les articles 16, 17, 18 règlent les partages, remboursements et placements des fonds sociaux. Les articles 19 à 21 organisent le contrôle du Gouvernement auquel des comptes doivent être fournis chaque année (art. 19); qui peut priver de leurs avantages les sociétés qui violent la loi ou leurs statuts (art. 20); qui doit homologuer tous changements aux statuts (art. 21). Les articles 22 à 30 règlent la dissolution et la liquidation des sociétés. La dissolution par une assemblée générale spéciale doit être votée par les 9/10 au moins des sociétaires. Elle peut être prononcée par le tribunal à la demande de tout intéressé au cas où la société est incapable de remplir ses obligations (art. 23), et à la demande d'un sociétaire ou du ministère public si l'association s'écarte de son but statutaire (art. 24).

Les administrateurs qui contreviennent de mauvaise foi aux dispositions de la loi sont passibles de 1 à 200 francs d'amende au profit de leur société (art. 31). Aux termes de l'article 32, une Commission permanente est instituée près du Ministre compétent pour contrôler les comptes annuels des sociétés (art. 19) et fournir des avis sur toutes les questions qui les concernent. Cette commission est composée de 15 membres nommés au plus pour six ans savoir: 4 délégués du Parlement (2 sénateurs et 2 députés); un délégué du Ministre compétent; le directeur général de la caisse générale d'épargne et de retraite; neuf membres désignés par le Gouvernement, dont cinq au moins seront choisis parmi les membres des sociétés mutualistes reconnues et dont deux au moins seront des actnaires.

Le Gouvernement fera établir des tables de risques spécialement dressées pour les sociétés mutualistes (art. 34). Les sociétés mutualistes antérieurement reconnues jouissent des avantages conférés par la nouvelle loi; elles devront dans le délai d'un an remanier leurs statuts de façon à se conformer à ses dispositions (art. 33).

L'affichage des conditions du travail. — Un décret royal du 4 novembre 1894 rend obligatoire, pour les chefs d'industrie qui emploient des femmes ou des enfants, l'affichage dans les ateliers d'un tableau indiquant les heures du commencement et de la fin du travail, ainsi que celles des repos, pour tous les ouvriers protégés par la loi du 13 décembre 1889.

(1) La loi du 3 avril 1851 est abrogée.

GRANDE-BRETAGNE.

Les sociétés coopératives d'épargne et de construction (Building societies). — Une loi récente (*Building Societies Act*, 1894) a sensiblement modifié le régime auquel étaient soumises ces sociétés. Avant d'analyser cette loi, il convient de donner une idée générale du rôle et du fonctionnement de ces sociétés.

Leur importance sociale est considérable puisqu'on évalue à deux milliards et demi de francs les sommes consacrées, par leur intermédiaire, à l'achat de terrains et à l'achat ou à la construction de maisons pour les membres de ces sociétés (1).

Ces sociétés sont essentiellement des sociétés de prêt, dont le capital est constitué par des cotisations presque toujours mensuelles, et qui font des avances uniquement sur des valeurs immobilières, terrains ou maisons. Ces avances sont remboursables, capital et intérêts, par paiements mensuels. Tandis qu'un créancier ordinaire prêterait rarement plus des deux tiers de la valeur réelle de l'immeuble, la *building society* avance les trois quarts ou même les sept huitièmes. De la sorte, l'ouvrier, le commis, le petit boutiquier, avec un petit capital, devient propriétaire au bout de douze ou quatorze ans pour une somme totale qui ne dépasse guère ce qu'il aurait payé en simples loyers.

Les sociétés coopératives d'épargne et de constructions sont de deux sortes : permanentes ou temporaires. Les sociétés temporaires prennent fin, d'après leurs statuts, quand un certain événement prévu se produit : soit l'achèvement d'une série d'années, soit le fait que tous les membres ont reçu chacun une avance. Le montant des actions varie de 1 livre sterling à 10 livres ; la forme la plus répandue est celle des petites coupures d'une livre.

Pour établir une *building society*, il faut obtenir l'incorporation, qui est accordée à toute société dont les statuts, conformes à la loi, sont déposés entre les mains du *registrar* des sociétés de secours mutuels et qui est inscrite par lui sur la liste officielle. En vertu de la loi de 1874 qui a régi la matière jusqu'à la loi de 1894, la responsabilité des associés est limitée aux sommes payées par chacun d'eux, si l'on n'a point reçu d'avance. Tout employé ayant un maniement de fonds fournit caution ou garantie.

Les sociétés peuvent acheter, construire, louer avec ou sans bail des bâtiments ; acheter des terres ou les prendre à bail, mais seulement en vue d'y élever des constructions ; vendre, échanger ou louer tout ou partie de ces constructions.

Les sociétés fondées avant 1874 sont régies par la loi de 1836 sur les sociétés de secours mutuels ; les sociétés fondées depuis 1874 sont régies par la loi spéciale de 1874 et tenues de fournir au *registrar* un bilan annuel.

Parmi les sociétés temporaires, il y en a un certain nombre connues sous le nom de *Ballot and Sale Societies* (sociétés de tirage au sort et d'enchères) dans lesquelles le droit à l'avance est alternativement tiré au sort et mis aux enchères. Dans une société de ce genre, chaque fois que le montant des cotisations a atteint un chiffre suffisant pour représenter une avance, le droit à cette avance est ou bien tiré au sort, ou bien mis aux enchères et adjugé au plus fort enchérisseur. Depuis plusieurs années, le *registrar* a, dans ses rapports annuels, détourné le public de cette forme de sociétés, qui ne sont que des loteries déguisées et en présentent tous les inconvé-

(1) Voir pour plus de détails, dans le *Bulletin de la société française des habitations à bon marché* (1894, n° 3), le rapport de M. A. Radloffovich au congrès de la propriété bâtie, tenu à Lyon en août 1894. C'est à cet intéressant travail que nous empruntons les éléments de l'exposé de la législation antérieure à la loi de 1894.

nients. Les sociétés permanentes elles-mêmes ont aussi souffert des lacunes de la loi de 1874 : une crise s'est produite, due en grande partie à la multiplication trop rapide de ces sociétés, à ce point qu'elles ont été présentées au public et même administrées, non comme des placements d'épargne, mais comme des entreprises de spéculation ; cette crise, dans laquelle plusieurs sociétés représentant un énorme capital se sont écroulées, appelait une réforme. De là est née la loi de 1874.

Le *Building Societies Act 1894* (57 et 58 Victoria ch. 47) (1) soumet les finances de ces sociétés à un contrôle administratif minutieux qui paraît justifié par leur importance sociale, car elles constituent un des placements favoris de la petite épargne. Ce contrôle s'exerce d'abord au moment de la fondation de ses sociétés ou de tout changement aux statuts de celles qui existent (art. 1), puis à l'époque de leurs comptes rendus annuels (art. 2). Des formules annexées à la loi assurent la production des renseignements exigés sur des modèles uniformes.

La commission de surveillance de la société doit comprendre au moins une personne exerçant la profession d'*accountant* (2) (art. 3) ; un autre *accountant* ou un *actuaire* peuvent être délégués, à toute époque, par le *registrar*, fonctionnaire public chargé de la surveillance de ces sociétés, à l'effet de vérifier les comptes de l'une d'elles, sur la demande de dix de ses membres qui cautionnent le paiement des frais de cette vérification (art. 4).

Sur la demande d'un dixième des membres d'une société, ou de cent membres si la société en compte plus de mille, le *registrar* peut, avec l'autorisation du Ministre et aux frais de ces membres :

1° Commettre un inspecteur pour faire une enquête sur toutes les affaires de la société avec les pouvoirs d'investigation les plus étendus, notamment celui d'interroger tous les employés sous la foi du serment ;

2° Convoquer une assemblée générale de la société et fixer son ordre du jour.

Cette assemblée élit son bureau nonobstant toute disposition contraire des statuts et a tous les pouvoirs d'une assemblée générale statutaire (art. 5).

Le *registrar* peut aussi, de sa propre initiative, mais avec l'autorisation du Ministre, provoquer les mêmes mesures à l'égard de toute société qui néglige d'envoyer à l'administration tout renseignement exigé par la loi, ou qui néglige de corriger ou de compléter dans un délai de deux mois les rapports déjà fournis et renvoyés à correction.

Il peut y recourir également sur la dénonciation écrite faite, par trois membres de la société au moins, de faits suffisamment graves à son avis pour motiver ces mesures ; il doit, au préalable, envoyer sans délai une copie de la dénonciation à la société qui a 14 jours pour se justifier par écrit (art. 5).

Si le *registrar* acquiert la certitude qu'une société a obtenu par fraude sa *registry* (reconnaissance par l'État), ou qu'elle a un but illégal, ou qu'elle a violé sciemment et après avertissement les dispositions des *Building Societies Acts*, il peut annuler la *registry* ou en suspendre pour trois mois au plus les effets et renouveler cette suspension de trois mois en trois mois (art. 6).

(1) Cf. les *Building Societies Acts* de 1874, 37 et 38 Vict. C. 41 ; 1875, 38 et 39 Vict. C. 9 ; 1877, 40 et 41 Vict. C. 63 ; 1884, 47 et 48 Vict. C. 41. (Voir une étude publiée dans le *Bulletin de l'Office du travail* n° 8, août 1894, sur des associations du même genre : *Les sociétés de prêt foncier mutuel de l'État de Michigan*.)

(2) L'*accountant* est un expert comptable qui occupe un rang social égal à celui des officiers ministériels en France, bien qu'il le tienne seulement de la confiance du public. Il se livre à des vérifications sur les comptes des sociétés financières et industrielles, soit à leur demande, soit à celle d'un groupe d'actionnaires, dans des conditions prévues par la loi, sous la garantie de son honorabilité qui lui assure une clientèle et sous celle des opérations faites d'autre part pour d'autres groupes par d'autres *accountants*, ses concurrents.

Cette annulation peut être prononcée à la demande de la société elle-même. Dans les autres cas, le projet d'annulation ou de suspension doit être notifié avec ses motifs à la société, deux mois au moins à l'avance. Sa réalisation doit être annoncée dans un journal local. La société a le droit de former un appel devant la Haute-Cour qui peut réformer la décision du *registrar*; l'appel suspend les effets de cette décision (art. 6).

Sur une demande de dissolution signée par un dixième des membres d'une société, ou par cent membres dans une société qui en compte plus de mille, le *registrar* peut procéder à une enquête sur la situation de la société après l'avoir prévenue deux mois au moins à l'avance.

Si cette enquête démontre au *registrar* que la société est hors d'état d'atteindre le but statutaire que les associés se sont proposé et s'il estime que l'intérêt des associés commande la dissolution, il peut décréter l'adoption de cette mesure et décider de quelle manière se fera la liquidation. Il peut cependant suspendre sa décision et accorder à la société le délai qu'il juge nécessaire pour qu'elle fasse à ses statuts les changements qui, à son avis, rendraient la dissolution inutile (art. 7).

Les articles 8 à 11 concernent les règles relatives à la liquidation des sociétés : vingt-huit jours après la déclaration de dissolution, les liquidateurs doivent envoyer au *registrar* une situation et un bilan montrant quels étaient l'actif et le passif de la société au moment de la dissolution et l'emploi qui en a été fait, le tout à peine d'une amende de 125 francs par jour de retard, au plus, pour chacun (art. 11).

L'article 12 interdit aux sociétés qui se fonderont désormais de faire intervenir directement ou indirectement le tirage au sort dans l'ordre suivant lequel les avances de fonds pour construction seront attribuées aux membres de la société. Toute société existante peut réformer sur ce point ses statuts, moyennant que ce changement réunisse une majorité de votants qui n'aient pas reçu eux-mêmes antérieurement des avances de la société par voie de tirage au sort.

L'article 13 interdit aux sociétés qui se créeront dorénavant de prêter sur deuxième hypothèque, sauf le cas où la première est détenue par la société elle-même.

Les articles 14 à 17 concernent les limites dans lesquelles les sociétés peuvent recevoir des dépôts et effectuer leurs placements. Les dépôts qui leurs sont confiés ne peuvent être retirés sans un mois au moins de préavis (art. 15).

Le montant des dépôts d'une société dans une caisse d'épargne en dehors des fonds d'État achetés pour son compte ne peut excéder 7.500 francs; le capital placé en fonds d'État par cette caisse au nom de la société ne doit jamais être supérieur à 12.500 francs (art. 16).

Les sociétés peuvent d'ailleurs adopter tous les placements qui sont permis par la loi aux *trustees*⁽¹⁾ (art. 17).

La loi se termine par l'édictation de pénalités sévères contre les infractions aux prescriptions qui précèdent. Une amende de 500 francs par contravention et de 125 francs par jour, jusqu'à ce qu'elle ait cessé, frappe les administrateurs ou agents responsables des sociétés qui négligent d'envoyer ou refusent au *registrar* ou à son délégué les renseignements qu'il doit recevoir ou qu'il peut exiger, aux termes de la loi (art. 21).

Une amende de 1.000 francs peut être infligée aux mêmes personnes si elles or-

⁽¹⁾ Les *trustees* sont les administrateurs qui gèrent, en Angleterre, un grand nombre d'établissements publics, hospices, musées, etc., qui, sur le continent, sont généralement administrés par l'État. En Angleterre, ces établissements ont généralement leur origine dans une fondation privée, individuelle ou collective et ont une existence assurée par leurs revenus propres. Bien que contrôlés par l'État, ils possèdent la personnalité civile et une large autonomie.

donnent ou permettent la production de renseignements rendus volontairement erronés ou incomplets.

1.000 francs d'amende ou, à défaut de payement, six mois de prison avec ou sans travail forcé punissent toute personne qui corrompt un administrateur ou un employé de la société pour obtenir un prêt, ou à l'occasion d'un prêt consenti par la société. Les mêmes pénalités frappent l'administrateur ou l'agent qui s'est laissé corrompre. Le coupable doit, en plus, restituer à la société la somme qu'il a reçue et, à défaut de payement, il est puni de six mois de prison.

Revue du travail en décembre. — Sur le marché du travail, la légère amélioration précédemment constatée paraît se maintenir: 67 *trade-unions*, avec 367.796 membres, signalent 28.484 chômeurs, soit 7,7 p. o/o; la proportion correspondante en décembre 1893 était de 7,9. Les conditions du travail ont été meilleures — pour les femmes du moins — dans l'industrie cotonnière: sur 145 usines envoyant des renseignements, dont 51 filatures, 68 tissages et 26 mixtes, les 51 filatures étaient en pleine activité; pour les 94 autres usines, 61 faisaient la journée complète avec tout leur personnel, 17 la journée complète avec une partie du personnel et 13 chômaient une partie du temps. Dans l'industrie lainière, sur 56 manufactures, 41 faisaient la journée complète. Dans la soierie, sur 13 usines, 6 faisaient la journée complète et 7 chômaient partiellement.

La situation dans l'industrie houillère a été meilleure en décembre: dans 1.136 houillères occupant 292.231 personnes, on travaillait 4,97 jours par semaine, contre 4,80 en novembre; 59,3 p. o/o des ouvriers travaillaient 20 jours sur 24, 37,4 p. o/o travaillaient de 12 à 20 jours sur 24, et 3,3 p. o/o 12 jours sur 24. Dans l'industrie métallurgique, sensible amélioration par rapport à décembre 1893: 269 hauts fourneaux en activité contre 218 l'année dernière. Cette différence provient de ce qu'en décembre 1893, la grève houillère paralysait l'industrie métallurgique. — Dans 98 mines de fer, occupant 18.301 personnes, la durée du travail était la même en décembre qu'en novembre, soit en moyenne 5,85 jours par semaine. — La tendance des salaires à baisser, signalée en novembre, continue en décembre, mais moins accentuée. Ce sont surtout les ouvriers du fer, de l'acier, de l'étain et les verriers en bouteilles qui ont eu à subir des réductions de salaires en décembre. La seule augmentation de salaires notable signalée en décembre s'est produite à Perth: dans une usine linière où l'on avait réduit les salaires de 5 p. o/o en 1893, le taux antérieur a été rétabli.

On signale 44 nouvelles grèves en décembre, contre 56 en novembre et 24 en décembre 1893. 36 de ces grèves intéressaient ensemble 5.838 personnes. Il y en avait 10 dans le bâtiment, 1 dans l'industrie du vêtement, 6 dans l'industrie métallurgique, 5 dans les industries maritimes. 11 anciennes grèves, affectant 1.223 personnes, ont pris fin en décembre, et à la fin du mois il y avait encore 22 anciennes grèves en cours. — Il y a eu 211 poursuites pour faits relatifs au travail, contre 261 le mois précédent et 220 en décembre 1893: 147 en vertu des *Factory and Workshop Acts* ont entraîné 142 condamnations; 48 en vertu des lois sur les mines ont été suivies de 46 condamnations, dont 10 prononcées contre des propriétaires ou directeurs de mines et 36 contre des ouvriers.

Trains ouvriers. — Le *Board of Trade* vient de publier une statistique du mouvement des trains ouvriers en 1894, comparé au même mouvement en 1883. On y voit que des facilités considérables ont été accordées aux ouvriers de la banlieue qui viennent travailler à Londres et dans les faubourgs par les 14 compagnies de chemins de fer qui ont des têtes de lignes dans la capitale: en 1883, on comptait

110 trains ouvriers représentant un parcours quotidien de 763 milles; en 1894, il y a eu 476 trains ouvriers couvrant chaque jour 2.732 milles.

HOLLANDE.

Les grèves d'Amsterdam. — Nous avons signalé comme l'un des résultats de la *grève des boulangers*, au mois de novembre (1), une augmentation du prix du pain de 2 centimes par sept cent cinquante grammes (2). Ce résultat ne s'est pas maintenu, heureusement, pour l'ensemble de la population ouvrière, sur laquelle il pesait lourdement. Sous l'influence de la concurrence, tous les patrons ont successivement réduit de moitié (1 centime) le relèvement convenu et, chez bon nombre, on est déjà revenu à l'ancien prix du pain. Il convient d'ajouter que chez plusieurs d'entre eux on est également revenu aux salaires et aux durées de travail d'avant la grève.

Ce retour offensif des patrons a provoqué, vers la fin de décembre, quelques démonstrations contre les plus importantes usines de boulangerie; mais la police a énergiquement assuré la liberté du travail, et ce nouveau mouvement n'a abouti qu'au remplacement de quelques grévistes par des ouvriers du dehors.

La grève des *ouvriers diamantaires* a donné lieu, le 18 décembre dernier, à une charge de police dans laquelle plusieurs ouvriers ont été blessés.

Les *ouvriers coiffeurs* menacent de se mettre en grève pour obtenir le repos du dimanche.

Le nouveau règlement des ouvriers en régie de la ville d'Amsterdam. — La ville d'Amsterdam vient d'adopter un nouveau règlement pour fixer les conditions du travail des nombreux ouvriers qu'elle emploie dans les diverses régies municipales. Ce règlement peut être considéré comme une conséquence des dispositions rappelées précédemment (3) et qui ont été prises en faveur des ouvriers des entrepreneurs municipaux. Les dispositions principales sont les suivantes :

A leur entrée au service, les ouvriers ne doivent pas être âgés de plus de 35 ans. La durée du travail effectif est de 60 heures par semaine. Le samedi, le travail finit au plus tard à 4 heures. Le dimanche, le travail est suspendu, sauf le cas de nécessité absolue; pour le travail qui se fait le dimanche, le salaire est augmenté de 50 p. o/o.

En cas de maladie, l'ouvrier reçoit les trois quarts de son salaire pendant 3 mois, puis la moitié pendant 6 mois. Lorsque la maladie ne dure pas une semaine, l'ouvrier ne reçoit rien pour les premiers 3 jours.

L'ouvrier qui veut quitter le service de la ville doit faire connaître son intention 14 jours à l'avance.

Lorsque la commune veut congédier un ouvrier, elle doit l'en avertir 4 semaines auparavant. Après ce temps il reçoit la moitié de son salaire pendant autant de semaines qu'il a d'années de service. Les ouvriers âgés de 55 ans au jour de leur congé reçoivent en outre une pension d'au moins la moitié de la pension à laquelle ils auraient eu droit à 65 ans d'âge d'après le règlement sur les pensions des employés et ouvriers de la commune.

Le règlement des ouvriers en régie spécifie expressément les cas qui peuvent donner lieu à un renvoi immédiat sans dédommagement ou qui peuvent motiver d'autres mesures disciplinaires. Quand le comité exécutif (le bourgmestre et les échevins) a frappé un ouvrier d'une de ces punitions, l'ouvrier peut demander que la question soit soumise à un conseil d'arbitrage de 5 membres qui est ainsi composé : 2 membres nommés par le comité exécutif, 2 par les ouvriers et le 5^e par le conseil municipal.

Ces nouvelles dispositions seront mises en vigueur aussitôt que les règlements des différents services municipaux auront été remaniés en conséquence.

(1) *Bulletin* de décembre, page 638.

(2) Une erreur typographique a fait imprimer « par 150 grammes » au lieu de « par 750 grammes ».

(3) Cf. *Bulletin de l'Office du travail* d'octobre 1894, p. 519.

ÉTATS-UNIS.

L'enquête sur la grève des employés de chemins de fer de Chicago.

Usant, pour la première fois, des pouvoirs à lui conférés par la loi du 1^{er} octobre 1888 (1), le Président des États-Unis a nommé, le 26 juillet 1894, une commission chargée de faire une enquête sur la grève des employés de chemins de fer qui avait eu lieu du 26 juin au 13 juillet, à Chicago.

La Commission fut composée de MM. Carroll D. Wright, commissaire du travail, président, John D. Kerman, de l'État de New-York, et Nicholas E. Worthington, de l'État d'Illinois.

Un crédit de 25.000 francs fut ouvert pour couvrir les frais de l'enquête.

Le rapport de la Commission a été déposé le 14 novembre.

Dès le 31 juillet, la Commission invita, par la voie de la presse, les représentants des associations ouvrières et des compagnies, ainsi que tous les citoyens s'intéressant à la question, soit à comparaître devant elle, soit à lui adresser leur déposition par écrit. Elle se rendit à Chicago le 15 août, y siégea pendant treize jours et recueillit les témoignages de 107 personnes. Dans une séance supplémentaire, tenue à Washington, le 26 septembre, elle reçut 2 autres dépositions.

Le rapport, dont nous ne donnons qu'une courte analyse, commence par établir la situation des parties pendant les premiers mois de 1894 :

1^o La Compagnie des wagons Pullman. — Cette compagnie, fondée en 1867, au capital de 5 millions, possède aujourd'hui 180 millions. Elle a servi à ses actionnaires de gros intérêts pendant plus de vingt ans, tout en constituant une réserve de près de 125 millions. Du 1^{er} juillet 1892 au 1^{er} juillet 1893, elle a distribué plus de 12.600.000 francs de dividendes et payé 36.118.597 francs de salaires. L'année suivante prenant fin au 1^{er} juillet 1894, les dividendes se sont élevés à 14.400.000 francs, tandis que le total des salaires est descendu à 22.358.507 francs.

En 1880, elle a acheté 500 acres de terrain et a construit la ville de Pullman, elle y a installé ses ateliers et des logements pour ses ouvriers. Une riche bibliothèque y a été rassemblée; mais sur les 4.000 ou 5.000 ouvriers de la compagnie ou habitants de la ville, c'est à peine si 250 en font usage, les ouvriers préférant, même en matière d'instruction, leur indépendance au patronage (*paternalism*).

Jusqu'en juin 1893, les salaires furent satisfaisants, aucune plainte ne s'élevait sur le taux élevé des loyers (20 à 25 p. 0/0 plus cher qu'à Chicago), et la banque Pullman de prêts et d'épargne avait en dépôt 2.911.900 francs, appartenant à 2.225 de ses ouvriers ou employés. Au 1^{er} août 1894, il n'y a plus que 1.212 déposant possédant 1.515.440 francs; la moitié des comptes sont inférieurs à 500 francs et les 5/6^{es} inférieurs à 2.500 francs.

En résumé, quand arrive la crise de 1893, qui aurait dû amener des concessions mutuelles sur le taux des salaires et des loyers, il y a, en présence, une compagnie toute-puissante, et plusieurs milliers d'ouvriers laborieux et relativement paci-

(1) Loi sur la création de conseils d'arbitrage pour régler les différends entre les compagnies de transport et leurs employés.

Art. 6. Le Président pourra nommer deux commissaires, dont l'un au moins aura sa résidence dans l'État ou le territoire où a surgi le conflit; réunis au commissaire du travail, ils formeront une commission temporaire chargée de rechercher les causes du conflit, les circonstances dans lesquelles il s'est produit et les meilleurs moyens de le régler; le résultat de cette enquête sera immédiatement transmis au Président et au congrès...

fiques, mais sans aucun attachement local, puisqu'ils sont condamnés à rester simples locataires, et sans aucune responsabilité dans l'administration de la cité;

2° L'Union des employés de chemins de fer américains (*American railway Union*). — L'*American railway Union* est un nouveau syndicat des employés de chemins de fer, fondé à Chicago le 20 juin 1893, et qui, contrairement aux anciens syndicats formés par spécialités de métiers, syndicats des mécaniciens, des chauffeurs, des conducteurs, des aiguilleurs, etc., s'est proposé de réunir en un seul corps tous les travailleurs quelconques, de race blanche, des chemins de fer. Ne demandant qu'une cotisation insignifiante (1 dollar par an), il a groupé en quelque mois 15.000 adhérents. L'*American railway Union* se compose de syndicats locaux comptant au moins 10 membres. Ses statuts se prononcent nettement contre les grèves, les lockouts, les boycottages, et en faveur de la conciliation et de l'arbitrage.

En mars 1894, les employés de la compagnie Pullman, mécontents de leur sort pour la première fois, formèrent 19 syndicats et furent admis dans l'*American railway Union*. (Aucun local n'étant disposé dans la ville de Pullman pour ces sortes de réunion, les ouvriers furent obligés de se réunir hors de la ville.)

Le rapport considère comme une erreur fâcheuse de la part de l'Union le fait d'avoir admis dans son sein les ouvriers constructeurs de wagons dont les intérêts n'ont rien de commun avec ceux des employés du transit. C'est aussi l'avis des autres syndicats, les plus anciens et les mieux organisés, des travailleurs des chemins de fer, qui se sont spontanément groupés par professions distinctes;

3° Association des administrateurs généraux des chemins de fer. — Cette association, fondée en 1886, se compose des directeurs des 24 compagnies dont les lignes aboutissent à Chicago. Son action s'exerce sur 40.933 milles de voies ferrées et sur un personnel de 221.097 employés. Formée en vue de traiter en commun les questions de trafic et régler le transport sur ces 24 lignes, elle a, depuis 1892, abordé la question des salaires et poursuivi leur unification, supprimant la concurrence entre les compagnies adhérentes.

Or les chartes de concessions des lignes de chemins de fer n'autorisent pas les compagnies à s'associer pour fixer les salaires ni pour lutter contre les grévistes. Le rapport déclare de telles associations illégales et dangereuses pour l'intérêt général; il constate que, avant que les compagnies se fussent associées, il n'y a pas eu d'exemple de tentative de fédération générale des employés; et, étant donnée la situation de l'association des administrateurs vis-à-vis de la loi, il qualifie dans des termes assez vifs le refus par elle de reconnaître l'*American railway Union* et de traiter avec elle (1).

La grève Pullman. — Telle était la situation des parties au moment où allait éclater la grève dans les ateliers Pullman.

Dans l'année 1892-1893, cette société avait occupé une moyenne de 4.497 ouvriers dont le salaire moyen avait été de 3.070 francs. A partir du 18 septembre 1893, elle imposa des réductions successives de salaire qui s'élevèrent à environ 25 p. 0/0 pour les travaux aux pièces.

La compagnie prétendit avoir conclu des marchés, en vue de conserver son personnel, pour une somme de plus 7 millions avec une perte sèche de 260.345 francs; mais la réduction sur les salaires atteignit plus de 300.000 francs, et elle porta également sur les travaux de réparation pour lesquels les compagnies de chemins de fer payaient les mêmes prix qu'auparavant.

(1) Les 1830 lignes de chemins de fer des États-Unis sont entre les mains de 40 compagnies, sociétés privées sur l'administration desquelles l'État n'exerce aucun contrôle; il n'y a donc aucune assimilation à faire entre cette situation et celle, toute différente, de la plupart des pays européens. — N. D. L. R.

Les ouvriers remarquèrent que les salaires des contremaîtres et de tous les employés administratifs n'avaient pas subi de réduction.

Le 7 et le 9 mai 1894, une délégation fut chargée de demander le retour aux salaires de juin 1893 et une diminution du taux des loyers. On leur répondit par un double refus. Une légère concession aurait pu éviter la grève; loin de là, le lendemain 10, 3 délégués des ouvriers furent renvoyés sous prétexte de manque de travail. La grève fut votée le soir même. Le lendemain, 600 ouvriers seulement se présentèrent aux ateliers. Ils furent renvoyés et les ateliers furent fermés complètement jusqu'au 2 août.

Du 11 mai au 4 juillet, jour de l'arrivée des troupes à Pullman-City, les grévistes placèrent 300 des leurs pour veiller à la garde des propriétés de la compagnie et empêcher toute dégradation qui pût leur être imputée; aucune violence ne fut exercée pendant ces deux mois.

Durant cette période, la *Civic Federation*, de Chicago, composée de citoyens éminents de toutes les classes, insista à deux reprises près de la compagnie Pullman pour qu'elle acceptât la conciliation ou l'arbitrage; le 15 et le 22 juin, l'*American Railway Union* lui fit la proposition de choisir 2 arbitres qui, joints à 2 autres désignés, par les tribunaux, en choisiraient un cinquième pour examiner s'il y avait lieu à arbitrage; le Conseil municipal de Chicago, puis le maire de Détroit, M. Pingree, sollicité par les maires de plus de 50 villes, firent des propositions analogues; la compagnie fit à tous la même réponse: qu'il n'y avait rien à arbitrer.

Ajoutons que, quoiqu'il lui ait été dû plus de 350.000 francs de loyers arriérés par suite de la crise et de la grève, elle n'a procédé à aucune éviction de ses locataires.

Grève des chemins de fer. — Du 9 au 26 juin, l'*American Railway Union* tint un congrès à Chicago; 465 syndicats locaux, adhérents à l'*Union*, y étaient représentés. La question Pullman y fut examinée et, après le refus de l'arbitrage, il fut décidé qu'à partir du 26 juin, par sympathie pour les grévistes et sans rien demander pour eux-mêmes, les employés de chemins de fer s'abstiendraient de toucher aux wagons Pullman. C'était, en réalité, l'arrêt complet du trafic, car les trois quarts des compagnies ont des traités avec la compagnie Pullman pour la circulation des wagons de luxe dont celle-ci reste propriétaire et dont elle a seule l'administration.

A partir de ce moment, l'Association des administrateurs de chemins de fer organise la résistance à la grève; elle recrute un nouveau personnel, fait appel aux légistes pour motiver, en vertu d'une loi sur les coalitions, l'arrestation des chefs de l'*American Railway Union*, qui ne furent relâchés que sous caution de 50.000 francs chacun; elle réclame enfin le secours des troupes.

Du 26 juin au 3 juillet, les 3.000 hommes de police de Chicago avaient suffi pour maintenir l'ordre et empêcher toute violence, mais ils se sentaient débordés et il était temps que 1.900 hommes de troupes fédérales vinssent occuper les édifices publics, assurer le service des postes et des tribunaux. Chicago, par sa population très mêlée, surtout avec les nombreux aventuriers qu'y avait amenés l'exposition, devait facilement devenir la proie de l'émeute. On reconnut bien la main des grévistes dans quelques faits: aiguiller des trains l'un contre l'autre, détacher les machines et les lancer sur la voie; peu d'entre eux pourtant furent arrêtés, et c'est une populace des deux sexes, étrangère au travail des chemins de fer, qui prit plaisir à provoquer des déraillements, à incendier les wagons, etc. Le 6 juillet, 4.000 hommes de la milice de l'État d'Illinois furent appelés à Chicago et y demeurèrent jusqu'au 11. Les compagnies avaient, de leur côté, armé 5.000 de leurs em-

ployés. 12 personnes furent tuées dans plusieurs rencontres et 756 furent arrêtées, dont 119 reconnues non coupables.

Le 11 juillet, la grève était virtuellement terminée; les chefs des grévistes étaient emprisonnés depuis le 7, et, le 12, une conférence de 25 administrateurs des principaux syndicats affiliés à la Fédération américaine du travail, qui s'étaient rendus à Chicago, conseillait la reprise du travail.

La grève avait coûté aux compagnies 3 millions et demi (matériel détruit, entretien de milices volontaires) et les avait privées de plus de 15 millions de recettes. Les ouvriers de Pullman (3.100) avaient perdu 1.750.000 francs de salaires et les 100.000 grévistes des chemins de fer près de 7 millions.

La conduite tenue par la compagnie Pullman et par l'Association des administrateurs de chemins de fer, dit le rapport, à l'égard des propositions d'arbitrage qui leur ont été faites, a fermé la porte à toutes les tentatives de conciliation capables de régler le différend. Les témoignages produits au cours de l'enquête ont convaincu la commission qu'une tactique différente aurait empêché les pertes de salaire et de capital et sauvé la vie des personnes.

Conclusion. — La commission a examiné les diverses propositions qu'on lui a soumises comme susceptibles de régler les conflits de ce genre ou d'en prévenir le retour : exploitation des chemins de fer par l'État, arbitrage obligatoire, examen imposé pour l'admission des employés, contrats écrits, commission fédérale chargée de fixer les salaires et les heures de travail, etc. Les unes lui ont paru prématurées, les autres insuffisantes.

Après avoir présenté les faits sous leur vrai jour, elle se borne à soumettre les résolutions suivantes :

I.

1° Instituer aux États-Unis un Comité permanent des grèves, composé de 3 membres, ayant tous pouvoirs pour faire des enquêtes et donner son avis sur les conflits survenant entre les compagnies de chemins de fer et leurs employés, tout comme le fait le Comité du commerce intérieur à propos des tarifs, etc.

a) Attribuer aux tribunaux des États-Unis, comme dans l'acte sur le commerce intérieur, le pouvoir de forcer les compagnies à se soumettre aux décisions du Comité, et cela après une audience sommaire où l'on ne s'occuperait pas de questions techniques; la sentence serait immédiatement exécutoire nonobstant appel.

b) Toutes les fois qu'il y aurait conflit entre une ou plusieurs compagnies de chemins de fer et une ou plusieurs trade-unions nationales, constituées conformément à la loi, chacune des parties intéressées aurait le droit de désigner un délégué que le président du Comité s'adjoindrait comme membre temporaire pour étudier et trancher la difficulté pendante.

(Cette disposition engagerait les syndicats ouvriers à accepter la loi sur la personnalité civile et ferait du Comité un véritable conseil de conciliation; elle aurait en outre l'avantage d'inspirer plus de confiance en ce même Comité et de lui assurer, dans chaque question, une connaissance pratique de la situation des deux parties.)

c) Tant que le Comité n'aurait pas rendu son verdict, les compagnies ne pourraient légalement renvoyer aucun de leurs employés, excepté pour raison d'incapacité, pour violation de la loi ou négligence dans le service; les Unions ou Syndicats ne pourraient de leur côté, pendant ce même temps, ni ordonner, ni soutenir, ni encourager la grève ou le boycottage contre les compagnies dont elles auraient à se plaindre. Pendant les six mois qui suivraient le verdict du Comité, les compagnies ne pourraient — excepté pour les motifs énumérés ci-dessus — renvoyer leurs employés pour les remplacer par d'autres. De leur côté, ces dits employés, pendant

ces mêmes six mois, ne devraient quitter le service sans en avoir donné avis 30 jours d'avance; l'Union ou le Syndicat dont ils font partie ne pourrait leur ordonner ou leur conseiller d'agir autrement.

2° Modifier la loi de 1885-86 sur les trade-unions nationales, en les obligeant à insérer dans leurs statuts que tout membre qui, au cours d'une grève ou d'un boycottage, se livrerait à des actes de violence contre des personnes ou des propriétés, exciterait d'autres ouvriers à le faire ou s'efforcerait, par violence, menaces ou intimidation, de les empêcher de travailler, cesserait de faire partie de l'Union et perdrait tous ses droits d'adhérent.

3° La commission ne croit pas pouvoir, après l'étude qu'elle a faite de la question, recommander d'une façon positive l'établissement d'un système de « brevet » exigeant que tous les employés supérieurs ou autres des compagnies de chemins de fer ne soient acceptés qu'après examen. Elle insiste toutefois fortement pour que la question soit soumise à la commission spéciale du Congrès. Bon nombre d'employés de chemins de fer et quelques administrateurs des compagnies se sont déclarés en faveur de ce système; beaucoup d'autres encore ont soumis, par écrit, à la commission, des propositions dans ce sens. La question est toutefois trop compliquée pour que la commission arrête le plan qu'il conviendrait d'adopter.

II.

a) La commission propose aux divers États l'adoption d'un système de conciliation et d'arbitrage tel, par exemple, que celui qui fonctionne actuellement dans le Massachusetts. On pourrait le renforcer encore à l'aide de dispositions additionnelles investissant le Conseil d'arbitrage de pouvoirs plus étendus pour faire des enquêtes sur les grèves, sans qu'il lui en soit fait la demande. Enfin, on étudierait s'il y a lieu de donner à tous les syndicats ouvriers les avantages accordés aux trade-unions nationales.

b) Considérer comme illégaux — ainsi qu'on le fait déjà dans quelques États — les contrats interdisant aux ouvriers et employés de s'affilier à des syndicats ou leur enjoignant de s'en séparer.

III.

a) La commission engage les patrons à reconnaître les organisations ouvrières; à traiter avec elles par l'intermédiaire de leurs délégués; à viser surtout la conciliation et l'arbitrage toutes les fois que surgit un conflit. Les employeurs devraient se rapprocher des travailleurs et reconnaître que, si les intérêts du capital et du travail ne sont pas identiques, ils sont du moins solidaires.

b) La commission croit fermement que l'on évitera beaucoup de froissements si les patrons s'efforcent d'agir partout de concert avec les ouvriers, s'ils augmentent de bon gré les salaires toutes les fois qu'ils pourront le faire et s'ils expliquent les raisons qui les forcent, le cas échéant, à imposer une réduction. Elle estime enfin que si les patrons considèrent leurs employés comme aussi indispensables au succès industriel que le capital lui-même, et s'ils veulent bien délibérer avec eux de leurs intérêts communs, aux moments opportuns, les grèves deviendront moins graves et moins nombreuses.

Un projet de loi, conforme aux résolutions de la commission, a été, depuis, soumis au Congrès; nous tiendrons les lecteurs du *Bulletin* au courant des résultats de la discussion.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Loi du 19 décembre 1894
portent rectification de la loi du 29 juin 1894 sur les caisses de secours
et de retraites des ouvriers mineurs (1).

ARTICLE UNIQUE. Le délai fixé pour l'application de la loi du 29 juin 1894, par ses articles 1 et 24, est prorogé jusqu'au 1^{er} juillet 1895.

La commission instituée en vertu de l'article 26 de la loi précitée sera valablement saisie lorsque le recours prévu par l'article 24, paragraphe 2, de ladite loi aura été voté à la majorité des suffrages exprimés, à un premier ou à un second tour, pourvu que cette majorité soit supérieure au quart des inscrits, et sous la réserve que le vote soit émis avant le jugement homologuant le rapport du liquidateur.

Les opérations pour les votes à émettre en vertu de l'alinéa précédent et pour ceux nécessaires à la désignation des membres adjoints de la commission arbitrale seront faites suivant les formes prévues par le décret du 25 juillet 1894, en tout ce qui n'est pas contraire à la présente loi.

Le recours à la commission arbitrale en vertu de la présente loi arrête et annule toutes opérations de liquidation qui seraient en cours.

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

PENDANT LE MOIS DE DÉCEMBRE 1894, EN CE QUI CONCERNE
LES QUESTIONS OUVRIÈRES ET SOCIALES.

Coalitions. — *Séat.* — Dépôt par M. Cordelet d'une proposition de loi interdisant les coalitions formées dans le but de suspendre ou de faire cesser le travail dans les exploitations de l'État et des Compagnies de chemins de fer, 21 décembre 1894 (Doc. parl. n°).

Caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs. — *Séat.* — Projet de loi. (V. Bull. de décembre.) — Rapport de M. Cuvinot, 4 décembre 1894 (Doc. parl. n° 3, J. O., p. 312). — Discussion en 1^{re} délibération, 10 décembre 1894; urgence déclarée, adoption (Déb. parl. J. O., p. 972). — Promulgation, 19 décembre 1894 (J. O., p. 6205) (V. note 1, ci-dessous).

Saisie-arrêt des salaires d'ouvriers. — *Chambre.* — Proposition adoptée avec modifications par le *Séat* (V. Bull. de décembre), 17 décembre 1894 (Doc. parl. n° 1080, J. O., p. 2218). — Rapport de M. Rose, 22 décembre 1894 (Doc. parl. n° 1103, J. O., p. 2240). — Discussion, urgence déclarée et adoption, 27 décembre 1894 (Déb. parl., J. O., p. 2381).

(1) *Chambre.* — Projet de loi portant rectification à la loi du 29 juin 1894, sur les caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs, 6 novembre 1894 (Doc. parl. n° 957, J. O., p. 1577). Rapport de M. Audiffred, 17 novembre 1894 (Doc. parl. n° 994, J. O., p. 1991). Urgence déclarée. Adoption 22 novembre 1894 (Déb. parl., J. O., p. 1952).

Séat. — Transmission, 26 novembre 1894 (Doc. parl. n° 28, J. O., p. 312). — Rapport de M. Cuvinot, 4 décembre 1894 (Doc. parl. n° 36, J. O., p. 315). Discussion, urgence déclarée, adoption, 10 décembre 1894 (Déb. parl. J. O., p. 972).

Promulgation, 19 décembre 1894 (J. O., p. 6205).

BIBLIOGRAPHIE

GRANDE-BRETAGNE. — MINISTÈRE DU COMMERCE. — *Rapport annuel de l'Office du Travail* (Board of Trade Annual report of Labour Department, Abstract of Labour Statistics. C. 7565. Londres 1894, Eyre and Spottiswoode, édit., Prix : 9 pence).

Le rapport annuel du *Labour Department*, qui vient de paraître, contient sous forme de tableaux statistiques des renseignements très complets sur divers sujets intéressant la condition des travailleurs ou se rapportant à la démographie générale de l'Angleterre.

Parmi les premiers, nous citerons les Trade-Unions et les sociétés coopératives (de consommation, de production, de travaux agricoles); les sociétés de secours mutuels et les cercles d'ouvriers; les grèves, la conciliation et l'arbitrage; le nombre des indigents et l'assistance contre le chômage (fonds de secours des Trade-Unions, bureaux de placement gratuits, chantiers temporaires de travaux publics); le taux des salaires industriels et la durée du travail dans les mines, la participation aux bénéfices; les accidents industriels et les poursuites pour contravention aux lois sur le travail.

Les questions de démographie terminent le volume, et la plupart des renseignements de cette catégorie proviennent du recensement de 1891; on y trouve la statistique du mouvement de la population de 1880 à 1894, celle des étrangers, celle des conditions de l'habitation et du surpeuplement des logements; la statistique de l'âge de la population et de sa répartition par sexe et par âge dans les diverses professions; la statistique des écoles, celle des sociétés coopératives de constructions ouvrières, et celle des caisses d'épargne.

ÉTATS-UNIS. — GOUVERNEMENT FÉDÉRAL. — *Résultats du recensement de 1890*. — (Washington, Government printing office). — Nous venons de recevoir la dernière publication parue dans cette série, celle qui concerne la population et les ressources de l'Alaska.

Avec un territoire extrêmement étendu, cette presqu'île n'a encore qu'une population très clairsemée: ses ressources, notamment ses pêcheries, ses gisements miniers, peuvent être un élément important de richesse pour les États-Unis.

Tout ce qui concerne cette province, encore peu explorée, était mal connu jusqu'ici. Le *Rapport* que nous avons sous les yeux en donne une statistique complète et contient une foule de renseignements méthodiquement groupés, dont l'intérêt est rehaussé par des vues photographiques, en noir et en couleur.

Nous avons reçu précédemment deux autres volumes relatifs au même recensement.

Le premier concerne la dette publique et contient une étude détaillée des engagements financiers de la Fédération américaine, des États, des comtés et des communes. On y trouve, notamment, un tableau de la circulation monétaire par année, de 1880 à 1890, et ce volume débute par une statistique de la dette publique (nationale et locale) dans les principaux pays du monde.

Le deuxième volume des comptes rendus du recensement, reçu précédemment par l'Office du travail, est une statistique de l'industrie minière. Également enrichi de cartes, cartogrammes, diagrammes et vues phototypiques en noir et en couleur, ce volume renferme des renseignements statistiques complets sur les gisements miniers les plus divers actuellement en exploitation aux États-Unis, sur les capitaux engagés et sur la rémunération de la main-d'œuvre, sur le nombre des ouvriers et sur les taux usuels de leurs salaires.

Après une introduction qui réunit les chiffres d'ensemble, on trouve des renseignements détaillés relatifs à chaque nature de métaux ou de minéraux, depuis les pierres précieuses et les métaux nobles jusqu'aux houilles diverses et aux matériaux de construction, etc.... Rappelons qu'aux termes du dernier recensement, l'industrie minière des États-Unis occupe directement, comme leur fournissant leurs moyens d'existence, 636.419 personnes.

Le salaire de cette armée industrielle s'élève à 265.290.643 dollars et absorbe plus de 52 p. o/o de la valeur du produit obtenu. Le produit supporte, en plus, 115.874.135 dollars d'autres frais. La valeur du capital engagé peut être évaluée à 1.340.000.000 de dollars.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL.

Bien que le chômage paraisse avoir un peu augmenté de décembre à janvier, la situation générale semble légèrement s'améliorer, si on la compare à ce qu'elle était au mois de janvier de l'année dernière. Sauf sur le marché des soies cependant, on ne signale d'aucun côté d'amélioration sensible des prix ; mais, depuis un certain temps déjà, la baisse paraît généralement à peu près arrêtée.

D'après le tableau du commerce extérieur que nous publions page 112, la valeur de l'importation des matières nécessaires à l'industrie, exportation déduite, est en augmentation constante depuis trois ans ; en 1894 elle a été de 5 p. o/o supérieure à la moyenne des 10 dernières années.

Par contre, la valeur de l'exportation des objets fabriqués, importation déduite, va en diminuant et se trouve inférieure de 10 p. o/o à la moyenne des 10 dernières années. Il faut tenir compte, toutefois, de ce fait que, pour un grand nombre de marchandises, les prix d'estimation ont été sensiblement diminués.

Sur 650 chambres syndicales d'ouvriers et employés de l'industrie et du commerce, groupant 98,000 adhérents, qui ont adressé des rapports sur la situation au 15 janvier⁽¹⁾, 14 p. o/o des syndicats avec 23 p. o/o des adhérents considèrent la situation comme meilleure que celle de l'an dernier à la même époque ; 36 p. o/o des syndicats groupant 31 p. o/o des adhérents la jugent équivalente ; dans 50 p. o/o des syndicats avec 46 p. o/o des adhérents, on estime qu'elle est plus mauvaise que celle de l'an dernier pendant la période correspondante.

SITUATION GÉNÉRALE.

PÊCHE. — La grande pêche, en Normandie, a vu s'élever les prix de vente de 15 p. o/o depuis 3 mois. Sur les côtes et dans les étangs à l'intérieur, le poisson devient, pour diverses causes, de moins en moins abondant.

(1) Nous résumerons de même dans le prochain numéro les appréciations des Chambres syndicales patronales sur l'état du travail durant les trois derniers mois.

FORÊTS. — Dans plusieurs localités l'abondance des neiges et les froids rigoureux qui ont suivi ont arrêté l'exploitation des coupes de bois; la situation paraît meilleure dans la Seine et Marne, plus mauvaise sur quelques points dans le Cher et dans la Nièvre. Dans l'ensemble, le travail est plus abondant que l'hiver précédent.

HORTICULTURE. — Travail assez actif en général, mais à des prix en baisse et peu rémunérateurs.

MINES. — La production houillère française paraît continuer à augmenter, 4 sièges de plus ont été mis en exploitation, en 1894, dans le Pas-de-Calais, et la production totale du bassin du Nord et du Pas-de-Calais a augmenté de 8 p. o/o sur le chiffre de 1892 et de 14 p. o/o sur le chiffre de 1893 (année de grève).

L'importation nette de la houille a été en 1894 ce qu'elle avait été en 1893, près de 8 millions de tonnes, un peu inférieure à celle de 1892.

Actuellement, l'extraction est en général active, sauf dans l'Hérault où les ouvriers ne font pas la semaine complète.

Les mines de fer sont prospères et de nouvelles concessions sont demandées; les mines métalliques, notamment celles de zinc et de plomb, sont toujours dans une situation peu favorable à cause des bas prix des métaux; le mouvement de baisse paraît cependant arrêté actuellement.

L'extraction se ralentit dans les carrières, en raison de la pénurie de grands travaux. Il y a cependant un peu plus d'activité que l'an dernier dans certaines carrières de Seine-et-Oise et des Ardennes.

ALIMENTATION. — L'industrie fromagère paraît en général dans une situation favorable.

En sucrerie, la campagne s'est terminée un peu plus tard cette année que l'an dernier, et la production totale sera sensiblement supérieure, mais les prix de vente n'ont jamais été aussi bas.

L'exportation nette des sucres bruts est en progrès, 161 millions de kilogrammes en 1894 contre 153 en 1893 et 95 en 1892; celle des raffinés augmente aussi, 128 millions de kilogrammes en 1894, contre 110 en 1893 et 120 en 1892.

Les sucres coloniaux ont donné une importation nette de 105 millions de kilogrammes contre 109 en 1893 et 98 en 1892, en ce qui concerne les coloniaux français, et de 53 millions contre 32 en 1893 et 60 en 1892, en ce qui concerne les sucres de canne étrangers.

La féculerie vend de moins en moins à l'étranger, 456 tonnes en 1894, contre 738 en 1893 et 3.800 en 1892.

En brasserie, les prix sont en baisse; néanmoins les industriels luttent avec avantage contre les produits étrangers, car l'importation nette des bières qui était de 16 millions de litres en 1892 et de 19 en 1893 est tombée à 12 en 1894.

Les distilleries de betteraves sont de plus en plus concurrencées par les distilleries de fruits et de bouilleurs de cru. L'importation nette des mélasses pour distillerie n'est que de 96 millions de kilogrammes en 1894 contre 150 en 1893 et 114 en 1892.

La chocolaterie travaille normalement, l'importation du cacao a peu varié depuis 3 ans.

Les fabriques de salaisons ont en général moins de travail qu'il y a 1 an.

Les ouvriers boulangers syndiqués comptent 14 p. o/o des leurs inoccupés, les ouvriers pâtissiers-cuisiniers 11 p. o/o. Chez les boulangers, la situation paraît, par parties à peu près égales, équivalente ou inférieure à celle l'an dernier; les ouvriers pâtissiers-cuisiniers jugent les conditions du travail plutôt plus mauvaises

que l'an dernier dans le Rhône, la Gironde, la Loire-Inférieure, la Seine-Inférieure et à Alger; il y aurait tendance à réduire le personnel et à augmenter la durée du travail.

PRODUITS CHIMIQUES. — L'importation du pétrole brut continue à augmenter, 255 millions de kilogrammes en 1896 contre 215 en 1893 et 194 en 1892.

L'exportation des bougies varie peu, mais la stéarinerie écoule cependant difficilement ses produits. Les fabricants de produits pharmaceutiques sont obligés d'abaisser leurs prix pour conserver le même chiffre d'affaires avec l'étranger.

Peu de changement dans les autres industries chimiques. Les fabriques d'engrais sont dans une situation satisfaisante; les nitrates de soude donnent lieu à une exportation de plus en plus importante.

CAOUTCHOUC. — Cette industrie est prospère, notamment dans le Puy-de-Dôme. L'importation du caoutchouc brut est moyenne.

PAPIER. — L'importation de la pâte de bois continue à augmenter, de 91 millions de kilogrammes en 1892, elle est passée à 106 en 1893 et à 123 en 1894. La production française est donc loin de suffire aux besoins de la consommation bien qu'elle ait augmenté depuis 4 ans.

A cette époque de l'année, la situation de la papeterie est assez satisfaisante; l'exportation du papier est d'ailleurs en progrès; 15 millions de kilogrammes en 1894, contre 13 en 1893 et à peu près autant en 1892. Néanmoins, la production est toujours jugée trop considérable et.

INDUSTRIES DU LIVRE. — Le chômage atteint 9 p. o/o des ouvriers typographes à Paris et 4 p. o/o en province; 20 p. o/o des syndicats ouvriers comptant 12 p. o/o des adhérents trouvent la situation meilleure que celle de l'an dernier; 47 p. o/o des syndicats avec 13 p. o/o des syndiqués estiment qu'elle est la même, et 33 p. o/o des syndicats avec 75 p. o/o des adhérents la tiennent pour plus mauvaise; les commandes semblent être en général moins abondantes que le mois dernier; on espère une reprise en février. Dans une partie de la Seine, du Pas-de-Calais, dans les Alpes-Maritimes, le Var, le Gard, les Pyrénées-Orientales, l'Aude, la Charente, l'Eure-et-Loir, l'Eure, le Calvados et la Seine-Inférieure, on estime que les conditions du travail sont plus favorables que celles de l'an dernier à pareille époque; dans la plus grande partie de la Seine, dans la Somme, la Meurthe-et-Moselle, la Corse, les Bouches-du-Rhône, les Hautes-Pyrénées, la Dordogne, la Gironde, la Corrèze, la Vendée, le Morbihan, l'Ille-et-Vilaine, l'Indre, l'ouvrage semble moins abondant ou moins rétribué que pendant la période correspondante de l'an passé.

CUIRS ET PEaux. — Voici le tableau de l'importation nette des principales sortes de peaux.

	1894.	1893.	1892.
	—	—	—
Grandes peaux (kilogr.).	16.903.487	16.951.956	10.306.888
Petites —	12.677.657	16.340.460	18.558.376
Peaux d'agneau	188.183	149.380	518.270
— de chevreau	1.926.86●	1.762.502	1.905.268
Autres peaux	3.110.866	7.802.410	4.843.263

Bien que l'importation des peaux à travailler aille, comme on le voit, en augmentant, la situation générale de la mégisserie à la fin de l'année était jugée beaucoup moins bonne qu'un an auparavant. Cela tient à la baisse des prix, et il paraît certain

aussi que le travail a diminué d'activité. Les syndicats ouvriers de la mégisserie et de la tannerie comptent un quart de leurs adhérents inoccupés, et la durée du travail a été réduite dans bien des ateliers.

La fabrication des chaussures est dans une situation défavorable dans certaines régions, meilleure dans d'autres; l'exportation ne diminue pas, mais les prix sont en décroissance. Les ouvriers cordonniers estiment le chômage à 15 p. o/o; les moins éprouvés sont ceux qui travaillent à la machine.

Dans la ganterie, l'exportation diminue depuis 3 ans; de 582.000 kilogrammes en 1892, elle est tombée à 541.000 en 1893, puis à 413.000 en 1894. Actuellement, cependant, la situation s'améliore, au moins dans certaines régions; dans l'Isère, on manque d'ouvriers.

TEXTILES. — L'importation nette du lin teillé a subi en 1894 une importante diminution; de 74 millions de kilogrammes en 1892, elle a passé à 71 en 1893 et est tombée à 51 en 1894. Sans doute, la production agricole française a dû augmenter, mais il est également probable qu'il y a eu, pour un grand nombre d'articles, substitution des fils de coton aux fils de lin. L'importation du chanvre est en légère augmentation depuis 3 ans, celle du jute et du phormium tend également plutôt à augmenter.

Les fils de lin, chanvre, ramie, qui donnaient lieu jusqu'à l'année dernière à un excédent d'exportation, ont donné lieu en 1894 à un excédent d'importation. Quant aux tissus, leur exportation est en décroissance.

Ces résultats corroborent les renseignements défavorables que fournissent les intéressés sur la situation de l'industrie linière et expliquent la disparition de certains établissements.

L'importation nette du coton en laine, qui avait été de 178 millions de kilogrammes en 1892 et était tombée à 136 en 1893, est remontée à 157 en 1894; durant la même période, la valeur des fils de coton importés est descendue de 20 millions de francs à 14 puis est remontée à 16, et la valeur des tissus de coton exportés a augmenté de 56 millions en 1892 à 68 en 1893, puis 77 en 1894. L'industrie cotonnière continue donc à se développer malgré une certaine baisse des prix, et les renseignements reçus sur l'état de la même industrie en Angleterre montrent que dans ce pays on souffre de la lutte engagée.

En arrivant à l'industrie de la laine, on est frappé de ce fait déjà signalé que, malgré les souffrances incontestables de cette industrie, l'importation des laines en masse ne cesse d'augmenter; elle était de 181 millions de kilogrammes en 1892. Elle est passée à 194 millions en 1893 et a atteint 200 millions de kilogrammes en 1894. L'exportation des fils de laine reste stationnaire, mais la valeur de celle des tissus de laine s'est abaissée de 272 millions de francs en 1892 à 229 en 1893 et 210 en 1894.

Il faut donc admettre qu'une partie de la matière première importée n'a pas trouvé d'écoulement sous forme de produit fabriqué. Les résultats de l'adoption du Wilson Bill ayant été escomptés à l'avance, l'ouverture du marché américain n'a pas paru améliorer beaucoup la situation de l'industrie lainière, et malheureusement la disparition de certaines maisons et le chômage des ouvriers témoignent de l'impossibilité de maintenir une production surabondante. Actuellement, cependant, les tissages paraissent assez bien alimentés dans les principaux centres.

Pour la soie, la majeure partie de la matière première est fournie par la culture intérieure, cependant l'importation nette des cocons est relativement assez importante, 490.500 kilogrammes en 1894 contre 977.500 en 1893 et 61.500 en 1892; l'importation nette des grèges va en diminuant, de 3.127.000 kilogrammes en 1892 à 2.523.000 kilogrammes en 1894. L'exportation de l'ensemble des tissus de soie

se maintient, 187 millions de francs en 1892, 173 en 1893 et 191 en 1894, mais ce sont surtout les tissus de soie unis, les dentelles, les broderies qui sont favorisés.

La filature et le moulinage de soie qui traversaient une crise aiguë depuis 2 ans semblent se relever depuis 3 mois; les prix de la filature se sont améliorés. Le tissage mécanique, grâce à la faveur de la mode, à une certaine reprise des transactions avec l'Amérique du Sud, subit une réelle recrudescence d'activité. Le travail est plus abondant et les prix de façon notablement plus rémunérateurs qu'il y a 1 an.

En résumé, la crise qu'a traversée de 1893 à 1894 l'industrie de la soie paraît toucher à sa fin, mais les fluctuations des prix rendent les fabricants réservés.

La fabrication des draperies paraît avoir repris un peu d'activité à Sedan.

La broderie mécanique sur coton a bénéficié, comme la broderie sur soie, d'un retour de la mode, et de nouveaux métiers se sont montés dans l'Aisne.

La situation tend aussi à devenir satisfaisante, depuis peu, chez les fabricants de dentelle mécanique et de tulle, mais la fabrication des dentelles à la main souffre toujours beaucoup de la concurrence de la dentelle mécanique, et le salaire des ouvrières dentellières s'abaisse de plus en plus.

Les syndicats ouvriers estiment à 10 p. 0/0 le nombre des tisseurs à la machine et ouvriers de filature laissés sans ouvrage; un cinquième des tisserands à la main sont inoccupés et 10 p. 0/0 des teinturiers. La situation paraît meilleure dans une partie du Nord, des Ardennes, de la Loire, du Rhône et du Calvados; elle est jugée plus mauvaise dans la Somme, une partie du Nord, des Ardennes, des Vosges, du Rhône, de l'Orne et de la Seine-Inférieure. Chez les tisserands à la main, dans le Nord, une partie des Ardennes, de la Loire, du Rhône, la situation semble supérieure à celle de l'an dernier; elle serait inférieure dans une partie des Ardennes, de la Loire, du Rhône, du Maine-et-Loire, du Tarn. Les prix de façon se réduisent par suite de la concurrence des tissages mécaniques.

Les ouvriers bonnetiers (chômage 6 p. 0/0), en proportion à peu près de même importance, trouvent la situation équivalente ou inférieure à celle de l'an dernier. Les teinturiers comptent 10 p. 0/0 de chômeurs; les conditions du travail sont plus favorables dans le Calvados, l'Aveyron, plus mauvaises dans la Somme.

VÊTEMENT. — La confection de lingerie a donné en 1894 un chiffre d'exportation satisfaisant, 37 millions de francs contre 36 en 1893 et 35.5 en 1892.

Au contraire, la confection pour hommes et la confection pour femmes ont vu se réduire notablement les ventes à l'étranger; dans la première industrie, la valeur de l'exportation nette a passé de 14 millions en 1892 à 16 en 1893, puis à 10 en 1894; dans la seconde, cette valeur, qui était d'environ 66 millions en 1892 et 1893, est tombée à moins de 48 en 1894.

Actuellement, la morte-saison dure encore, elle paraît plus longue cette année que l'an dernier.

L'importation nette des chapeaux tressés d'une seule pièce diminue depuis 3 ans; l'exportation des chapeaux de paille cousus est en légère augmentation.

Quant aux chapeaux de feutre de poils, alors que l'exportation surpassait l'importation en 1892, c'est le contraire qui a lieu en 1893 et 1894.

Les chapeaux en feutre de laine ne donnent pas de variation sensible à l'exportation.

En général, les ouvriers trouvent la situation actuelle plutôt inférieure à celle de l'an dernier.

Bois. — L'importation nette des bois de construction continue à augmenter, la

valeur atteint dans l'ensemble 73 millions de francs en 1894, contre 69 en 1893 et 48 en 1892.

Les diverses industries qui travaillent le bois signalent rarement une amélioration de la situation, mais plus souvent une diminution de l'activité, une extension du chômage.

Les mauvais temps du mois dernier ont arrêté ou entravé les gros travaux du bois : les ouvriers charpentiers estiment que la moitié des leurs sont en chômage, les menuisiers 18 p. o/o, les charrons 10 p. o/o, les tonneliers, de même que les sabotiers, un tiers; les ouvriers en meubles 6 p. o/o, les tabletteurs boutonnières 10 p. o/o, les brosiers, les vanniers, les ouvriers en crins un quart des adhérents aux chambres syndicales.

La situation est jugée meilleure par les charpentiers dans l'Aude, généralement plus mauvaise dans les autres départements, la température douce de la fin de l'année dernière ayant permis de terminer de bonne heure les constructions en cours et le mauvais temps actuel empêchant d'en commencer d'autres.

Chez les menuisiers, les conditions du travail sont jugées supérieures à celles de l'année précédente dans les Hautes-Pyrénées et dans la Haute-Garonne; dans les autres départements elles sont estimées, en proportions à peu près égales, ou identiques ou inférieures à celles du mois correspondant de l'an passé.

Les charrons estiment la situation plus mauvaise à Paris et dans l'Isère.

Chez les tonneliers, les conditions du travail sont jugées en général plus mauvaises, parce que la récolte n'a pas donné tout ce que l'on en espérait,

Les sabotiers sont encore dans la période de leur morte-saison habituelle.

Chez les ouvriers du meuble, la situation paraît meilleure dans la Haute-Garonne et le Maine-et-Loire; plus mauvaise dans la Seine, le Nord, l'Allier, la Côte-d'Or, le Rhône, les Pyrénées-Orientales, les Hautes-Pyrénées.

L'amélioration signalée le mois dernier chez les boutonnières en os, dans l'Oise, s'accentue, tous les ouvriers ont repris leur travail; les éventailistes traversent une crise, ils ne sont occupés que 3 et 4 jours par semaine.

Chez les brosiers, à Paris, les conditions du travail se sont améliorées, il en est de même chez les ouvriers en peignes dans l'Ain.

MÉTAUX. — En métallurgie, la production des fontes est toujours active; l'importation des fontes de moulage et d'affinage s'est réduite de 82.351 tonnes en 1893 à 54.599 tonnes en 1894, et l'exportation s'est accrue de 104.485 tonnes en 1893 à 117.803 en 1894.

Les admissions temporaires ont baissé de 71.695 tonnes à 66.721 de 1893 à 1894.

Peu de changement, en ce qui concerne les fers et aciers, toutefois l'exportation a augmenté, spécialement en ce qui concerne les rails d'acier, 13.324 tonnes de rails au lieu de 9.017. La consommation française des rails est toujours en décroissance depuis 1892 où les usines ont livré 163.840 tonnes de rails d'acier, tandis que pour 1894 le chiffre n'est que de 110.609 tonnes.

La boulonnerie, les fabriques de ferrures ont eu peu de travail à la fin de l'an dernier, quelques commandes récentes ont cependant ramené un peu d'activité dans les usines.

Pénurie de travaux également dans les fabriques de matériel de chemins de fer, certaines congédient du personnel.

Dans la métallurgie des métaux autres que le fer, signalons que les importations nettes de plomb non argentifère ont augmenté de 25.360 tonnes en 1892 à 37.211 en 1893, puis 47.520 en 1894; tandis qu'au contraire l'importation des

plombs argentifères, qui viennent se faire raffiner en France, a diminué de 38.095 tonnes en 1892 à 31.228 en 1893 et 29.550 en 1894.

La serrurerie est sans changement dans la Somme, mais très éprouvée dans l'Orne.

Les fabriques de bronze, les ateliers de dorure, nickelure, etc. souffrent toujours du mauvais état des affaires.

Les ouvriers mouleurs en fer et en cuivre, de même que les métallurgistes, comptent 10 p. o/o des leurs sans travail; les constructeurs mécaniciens et serruriers du bâtiment sont fortement éprouvés par le chômage; les chaudronniers estiment à 12 p. o/o, les ouvriers en instruments de précision et les ferblantiers à 8 p. o/o le nombre de leurs adhérents sans ouvrage.

Chez les mouleurs, le travail a repris dans quelques fonderies du Nord, la situation paraît inférieure à celle de l'an dernier dans les Ardennes et équivalente dans les autres départements.

Chez les mécaniciens constructeurs et serruriers du bâtiment, la situation est jugée plus favorable dans la Loire-Inférieure; elle est considérée comme plutôt plus mauvaise dans la plupart des départements; principalement dans la Seine, la Somme, le Nord, les Ardennes, l'Yonne, la Loire, les Bouches-du-Rhône et une partie de la Loire-Inférieure.

Les ferblantiers et ouvriers du cuivre annoncent que le travail est plus actif dans l'Eure, plus faible dans l'Aisne, le Rhône et la Loire-Inférieure.

BÂTIMENT. — Les travaux publics sont peu importants et le nombre d'entrepreneurs peu occupés est assez considérable.

Le chômage atteint environ un tiers des ouvriers tailleurs de pierre, 3 p. o/o des sculpteurs et mouleurs sur plâtre, un peu plus du tiers des maçons, une même proportion de plombiers-couvreurs et de peintres en bâtiments, un quart environ des plâtriers. La saison rigoureuse amène une augmentation du nombre des ouvriers sans ouvrage et surtout une diminution dans la durée du travail, en même temps, dans certaines régions, une diminution du prix de l'heure.

Pour les tailleurs de pierre, la situation actuelle semble plus mauvaise que celle de la période correspondante de l'an dernier dans le Doubs, la Haute-Savoie, l'Isère, les Bouches-du-Rhône, l'Aveyron, la Charente et le Cher; elle semble meilleure dans l'Ain et le Var.

Les ouvriers maçons estiment en proportions à peu près égales que la situation est équivalente ou inférieure à celle de l'an dernier à pareille époque, sauf dans les Hautes-Pyrénées et dans la Charente-Inférieure où l'activité est encore assez grande. Le travail est maintenant fortement réduit chez les plombiers-couvreurs, généralement plus que l'an dernier, sauf dans la Seine-Inférieure où la situation semble se maintenir. Les peintres en bâtiment signalent une légère amélioration dans le Pas-de-Calais, et un travail plutôt plus faible principalement dans la Seine, la Marne et les Hautes-Pyrénées. Chez les plâtriers, la situation paraît être généralement restée équivalente, sauf dans les Hautes-Pyrénées où elle est estimée supérieure à l'an dernier. Chez les maçons, la durée du travail est descendue à 30 heures par semaine, elle atteint au maximum 60 heures; elle varie de 36 à 50 heures chez les plombiers, de 30 à 54 chez les peintres et de 42 à 54 chez les plâtriers; la réduction porte non seulement sur le nombre d'heures par jour, mais aussi sur le nombre de journées de travail effectuées par semaine.

CÉRAMIQUE ET VERRERIE. — Les ouvriers faïenciers comptent 6 p. o/o, les ouvriers travaillant le verre 8 p. o/o des leurs inoccupés. Les potiers signalent une augmentation du travail dans le Var. Les polisseurs de glaces estiment que les conditions du travail sont meilleures dans la Seine. Peu de travail dans les verreries

du Nord où l'on cherche à restreindre la production tout en conservant le même nombre d'ouvriers.

Analyse par départements des renseignements fournis : 1° par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, associations patronales, etc.; 2° par les correspondants.

Seine. — Alimentation. Le travail est moins abondant que l'an dernier dans la boulangerie que gêne le développement des Sociétés coopératives; les prix de vente restent élevés. Le nombre des établissements a augmenté de 20 depuis le dernier trimestre.

Les fabriques d'eaux gazeuses ont une légère tendance à la baisse depuis le trimestre dernier, par suite de la concurrence, mais leur situation est normale, l'hiver étant toujours l'époque de la morte-saison.

Les fabriques de corps gras souffrent d'une mévente constante de leurs produits; les prix sont en baisse de 15 à 20 p. o/o depuis le précédent trimestre. 5 établissements ont fermé occupant une cinquantaine d'ouvriers, la durée de travail a été réduite à 50 heures par semaine. Le travail est aussi moins abondant dans les *fabriques de produits pharmaceutiques* dont l'exportation devient de plus en plus difficile. Le personnel occupé n'a cependant pas varié.

Cuir et Peaux. — Le peu d'activité de l'exportation a fait baisser le travail et les prix de la mégisserie depuis l'an dernier. Les prix d'achat ont diminué de 10 p. o/o et ceux de vente de 15 p. o/o. La journée de travail a été réduite et les ouvriers les plus occupés ne font que 60 heures par semaine.

La sellerie a une situation normale et satisfaisante dont le ralentissement provient seulement de la saison d'hiver.

Vêtement. — Dans les *fabriques de corsets* le travail est moins important que l'an dernier et les prix sont en baisse de 15 p. o/o depuis le dernier trimestre. Le nombre des *fabriques d'articles accessoires* de cette industrie a augmenté néanmoins de 8. La durée du travail reste constante, sauf pour certains établissements fabriquant la baleine de corne qui l'on notablement réduite. Le mauvais état de la situation est attribué aux difficultés de l'exportation. *La chapellerie* n'est pas prospère. Travail et prix en baisse de 10 p. o/o depuis le dernier trimestre. Les salaires ont également diminué. La réduction des heures de travail et le chômage ont encore réduit le revenu des ouvriers dont la situation est très précaire. L'outillage se perfectionne beaucoup, mais par là il augmente le nombre des ouvriers qui ne trouvent plus à s'employer.

La crise actuelle est attribuée, d'une manière générale, à la baisse du prix des matières premières, baisse qui a provoqué celle du prix de vente dans la même proportion sans diminuer les frais généraux, à la concurrence étrangère qui s'accroît de plus en plus, et à la baisse de l'argent.

Bois. — Les *industries du meuble* sont stationnaires à Paris. *Le charonnage* a moins de travail, mais ce fait provient de la morte-saison d'hiver, les prix ont cependant également baissé depuis le dernier trimestre. *La carrosserie* est peu prospère; le manque de travail fera réduire le personnel et la durée de la journée qui n'est plus que de 8 heures. On attribue cette crise à la pénurie des exportations, à la baisse du revenu des capitaux; à la crainte d'impôts nouveaux à l'augmentation des droits d'octroi sur les matières premières.

Chez les *fabricants de cadres*, réduction du travail et du prix depuis le dernier trimestre sous l'influence de la concurrence croissante; diminution des heures de travail.

Métaux. — Les *fabriques de poids et mesures* sont dans un complet marasme; les prix ont baissé de 20 p. o/o depuis le dernier trimestre. Réduction du personnel et de la durée du travail. Les *fabriques de coffres-forts* n'ont pas subi de changement depuis le trimestre dernier. Les *ateliers de mécanique et de chaudronnerie* ont moins de travail et sont amenés à baisser leurs prix. Plusieurs établissements ont fermé. La pénurie des affaires, la production à meilleur marché des industries étrangères, la difficulté de l'exportation seraient les principales causes de ce malaise.

Les fonderies de bronze voient leur travail et leurs prix de vente diminuer tandis que le prix de la main-d'œuvre augmente. Chômage de 15 p. o/o. Réduction du travail qui n'est que de 60 heures par semaine. L'industrie souffre aussi de plus en plus de la concurrence de la province. *La dorure et l'argenture*, suivant en général les variations de l'industrie précédente,

ont eu aussi plus de chômage cette année. Cependant le dernier trimestre n'a pas été mauvais au point de vue de l'abondance du travail ; mais les prix restent toujours aussi peu rémunérateurs, ils diminuent constamment sous les exigences de la clientèle qui recherche le bon marché tandis que le salaire des ouvriers augmente. *La bijouterie et l'horlogerie* sont peu prospères. L'organisation des bureaux-frontières de garantie nuit au libre essor de l'industrie sur laquelle pèse d'ailleurs la concurrence étrangère. Baisse continuelle des prix. Difficultés croissantes des transactions. Réduction de la durée du travail.

Industries du bâtiment. — *Les industries du bâtiment* ont une situation normale à Paris, si l'on tient compte de la saison qui réduit forcément le travail et limite sa durée. Cependant il y a d'une manière générale peu de travaux. *La menuiserie* est moins active que l'an dernier et ses prix ont baissé de 15 p. o/o depuis le dernier trimestre. Le travail est fréquemment interrompu et ces chômages répétés diminuent beaucoup le salaire de l'ouvrier qui quitte Paris et émigre vers le Nord ou à l'étranger. 3 p. o/o des ouvriers ont ainsi abandonné la région depuis le dernier trimestre, quelques établissements ont fermé. *La sculpture sur pierre* souffre de surproduction, car les débouchés tant à l'intérieur qu'à l'étranger se restreignent de plus en plus.

Aisne. — Un retour de la mode a donné à la *broderie mécanique* un nouvel essor qui la fait sortir de l'état où elle languissait depuis le dernier trimestre. Le travail plus abondant a supprimé le chômage. Les prix sont en hausse de 10 à 12 p. o/o dans la région de Saint-Quentin et de Calais. Le nombre des métiers existant aux environs de Saint-Quentin s'est accru de 50. La durée du travail pour les femmes a augmenté et atteint actuellement 66 heures par semaine.

Somme. — La pêche en étangs a vu son chiffre d'affaires baisser de 1/5 depuis le dernier trimestre. Les prix restent très peu rémunérateurs. Les étangs ne sont pas suffisamment protégés contre le déversement des eaux résiduaires des fabriques.

Alimentation. — La *meunerie* travaille normalement ; la *sucrierie* d'Abbeville continue de prospérer. L'industrie de la charcuterie souffre de la hausse du prix du porc. Plusieurs maisons ont fermé.

Cuir et peaux. — Les prix de vente de la *tannerie* sont tout à fait désavantageux, et les cuirs ne cessent d'être en baisse depuis le dernier trimestre. *Les fabriques de chaussures* n'ont pas cessé de travailler cet hiver avec un personnel toujours au complet.

Textiles. — *Les tissages et les corderies* sont dans une situation normale ; mais la *fabrique de tapis* d'Abbeville qui occupait 100 à 150 ouvriers a fermé.

La confection en gros a moins de travail que l'an dernier à pareille époque ; mais les prix de vente se maintiennent.

Bâtiment. — Le travail est moins abondant et les prix moins rémunérateurs. Six maisons, occupant 60 ouvriers, ont disparu, et le travail a été réduit à 48 heures par semaine. Cette crise, que n'explique pas suffisamment la morte-saison, est attribuée à l'augmentation des droits d'entrée des matériaux et à la difficulté croissante des transactions.

Pas-de-Calais. — *La filature et les fabriques de lingerie et de casquettes* de Saint-Omer ont un travail courant. A Calais, les *fabriques de tulles et de dentelles* ont encore peu de travail, mais leurs prix de vente se maintiennent. Un certain nombre de fabricants ont monté des métiers à broder. *La fabrique de caisses* de Saint-Omer prend une grande extension ; elle occupe une centaine d'ouvriers.

Nord. — LILLE. — Dans l'*industrie linière*, la détente a commencé à se faire sentir et les stocks ont un peu diminué. La vente des fils a été importante, mais les prix sont restés tellement bas que la filature n'en a retiré aucun profit.

La *fabrique de toile* écoule sa production, mais les ordres à livrer sont difficiles à obtenir, les acheteurs voulant être fournis immédiatement.

Pour la *laine*, l'année débute par des stocks d'une importance inusitée, et les arrivages s'annoncent comme devant être abondants. Le sort de l'article dépendra des demandes des États-Unis, et il semble impossible que dans ce pays, après 2 ans d'une industrie entravée et d'une importation restreinte, les stocks de produits fabriqués n'y soient pas très réduits. Aussi est-il permis d'espérer de l'Amérique un fort surcroît de commandes pour les lainages qui pourra

parer au surplus des arrivages de la matière première. L'examen du relevé des exportations de Roubaix, Tourcoing aux États-Unis pendant le mois qui vient de s'écouler donne en effet une certaine confiance, car dans l'ensemble les expéditions ont plus que doublé de valeur par comparaison avec le mois de janvier de l'année dernière. Il est vrai que l'année 1894 avait donné sur l'année 1893 une moins-value totale de 32 p. o/o, avec un affaiblissement marqué pendant le 1^{er} trimestre et une progression lentement ascendante pendant les autres.

Le peignage de laine, trouvant en partie directement l'écoulement de ses produits à l'étranger, a eu moins à souffrir que la filature, aussi signale-t-on quelques augmentations de matériel dans la région : il a été monté, en 1894, 180 à 200 peigneuses Offermann-Ziegler donnant une augmentation totale de 30.000 kilogrammes de matière traitée par jour.

Le coton est toujours en progression, et il a été commandé, en 1894, 200.000 broches dont la moitié environ est en marche actuellement. — *Letombe.*

FOURMIES. — La situation est toujours très difficile et la crise ne fait que s'accroître de jour en jour. Deux établissements ont fermé, occupant 240 ouvriers. La production reste inférieure à la normale. Dans les peignages, on a réduit le personnel de 1/3, dans les tissages de 1/5. Les chômages nombreux ont en réalité diminué les salaires de 20 à 30 p. o/o, quoique leur taux n'ait pas varié.

Au Cateau, l'industrie lainière travaille assez activement mais à des prix très peu rémunérateurs. Un tissage occupant 250 ouvriers a été mis en vente. La filature la *Catéenne* est toujours fermée et ne se rouvrira probablement pas. Une fabrique de passementerie de Neuville a réduit son personnel de 120 ouvriers à 15 et fermera sans doute prochainement. Les salaires ont encore diminué depuis le dernier trimestre, et il ne sont en hausse que pour les rares articles de haute nouveauté à la main.

La *marbrerie* a moins de travail, par suite de la rareté croissante des bâties de luxe.

En *verrerie*, l'installation des fours continus à gaz s'accroît. Mais la production croissante dépasse du même coup la vente qui est presque nulle. Aussi les prix de vente baissent tous les jours et sont inférieurs de 25 à 30 p. o/o à ceux de l'an dernier. Un nouveau four a été éteint.

Ardenes. — Dans la *boulonnerie*, le travail a diminué de moitié et les prix sont beaucoup moins rémunérateurs. Le manque de travaux a nécessité la réduction du personnel. Le chômage est fréquent et, si la situation se prolonge, les salaires baisseront, quoiqu'ils soient encore maintenus au taux normal.

A Réthel, dans les *tissages*, il y a la moitié ou le tiers des métiers arrêtés, ce qui réduit beaucoup le salaire de l'ouvrier qui conduisait plusieurs métiers. La revision du bill Mac-Kinley n'a pas amené la reprise des affaires qu'on espérait; les prix sont au contraire tombés au plus bas. Dans les *sucrieries*, la campagne de cet hiver a été des plus actives. Elle a duré plus longtemps et a occupé plus de monde que les années précédentes. Mais les prix de vente restent ruineux pour les fabricants.

Marne. — En *meunerie*, le travail ne manque pas, mais les prix restent très bas.

A Reims, l'industrie lainière est toujours en souffrance. L'activité de cette industrie a diminué de 10 p. o/o depuis l'an dernier, et l'on compte trois établissements de moins. Le chômage a augmenté de 8 p. o/o. L'industrie des vins de Champagne n'est pas plus heureuse que la précédente. L'activité a diminué de 20 p. o/o depuis l'an dernier, le chômage a augmenté de 50 p. o/o et les stocks de vins en magasin sont énormes. Les industries du bâtiment restent stationnaires dans la région.

Meuse. — Le commerce des vins fait moins d'affaires que l'an dernier à cause de la concurrence des bouilleurs de cru du Midi. Les prix de vente sont en baisse.

Meurthe-et-Moselle. — La *meunerie* souffre, à Nancy, d'une excessive surproduction due à la difficulté des exportations chez les pays voisins et aux restrictions apportées aux admissions temporaires. Les *brasseries*, dans le département et dans toute la région circonvoisine, restent stationnaires, comme travail et comme prix de vente.

A Lunéville, les industries du papier ont une vente satisfaisante et l'on n'y signale aucun cas de chômage.

La *tannerie* a un travail courant. Les fabriques de chaussures ont moins de travail que l'an

dernier, bien que le mois de janvier soit l'époque où la production atteint son maximum ; les prix de vente ont une tendance à la baisse depuis le dernier trimestre.

A Lunéville, la *filature* et la *bonneterie* restent stationnaires. Les *fabriques de wagons et de jouets* ont moins de travail. Un tiers du personnel chôme dans les premières, et un dixième dans les secondes.

Les *entreprises de peinture* travaillent bien pour la saison ; mais leurs prix ont baissé de 3 à 10 p. o/o par la concurrence. La *faïencerie* et la *fabrique de verres de montre* de Lunéville ont très peu de chômage.

La *charcuterie* a moins de travail que l'an dernier, mais les prix se maintiennent. Cette industrie se transforme en ce moment en Lorraine et la petite charcuterie fine se substitue de plus en plus à la grosse charcuterie. L'outillage se perfectionne et l'usage du nouveau four Gabriel se répand. Les salaires ont augmenté.

Vosges. — A Remiremont, la situation de la *fromagerie* est bonne, malgré une légère baisse des prix.

Industrie cotonnière. — L'industrie cotonnière de l'Est a beaucoup de travail, mais les prix sont beaucoup moins rémunérateurs que l'an dernier. Cependant le nombre des établissements ne cesse d'augmenter, l'outillage de se développer.

Le commerce des liquides en gros a moins d'affaires, à cause de la hausse des vins.

Haute-Saône. — Le travail a augmenté dans les *laiteries* de St-Broing, et la vente est devenue plus active, à cause de l'abondance des fourrages. La *meunerie*, à Gray, souffre de la mévente des sons, et le prix du pain a diminué. Les prix de vente baissent dans les *matleries* et *brasseries* de Mantoche, entraînant une baisse de salaires. A Lure, la vente a été faible dans la *féculerie*, à cause des stocks considérables de l'an dernier et de la concurrence étrangère ; elle est restée faible dans la *distillerie*, à cause de l'abondance des récoltes et de la concurrence des bouilleurs de cru.

A Savoyaux, la *papeterie* a eu une production et une vente plus fortes qu'il y a un an ; les prix ont baissé, mais le montant des salaires payés a augmenté de 10 p. o/o.

Industries textiles. — L'*effilochage des laines*, à Arc, a peu à faire ; la durée du travail a dû être diminuée. Les *industries textiles* ont eu une assez grande activité à Lure, en raison de l'abondance et de la bonne qualité des matières premières dans toute la région. Les prix de vente sont en baisse, sans être désavantageux cependant.

Industries du bois. — La production et la vente ont été actives, en raison de la bonne qualité des produits.

Métaux. — Les *fonderies* d'Arc et de Gray ont une production plus active que l'an dernier. Les *ateliers de construction*, notamment ceux qui fabriquent les machines agricoles à Arc, ont eu une production et une vente plus actives que l'an dernier, malgré une baisse de prix. Mais les fabriques de boulons, de fil de fer, de capsules métalliques, les serrureries et les quincailleries, toutes les industries de petits fers en général, ont vu leurs prix baisser considérablement par suite du manque de commandes et de la concurrence étrangère.

A Lure, la *boucherie* a haussé ses prix.

Doubs. — L'*horlogerie* bisontine subit une crise aiguë attribuée en majeure partie aux loix somptuaires et aux règlements qui paralysent le libre essor de cette industrie, notamment en ce qui concerne les bureaux-frontières de contrôle. La contrebande de plus en plus développée n'est pas pour améliorer la situation. Deux établissements ont liquidé. La durée du travail a été réduite d'un tiers et les salaires ont diminué de 20 à 25 p. o/o dans le courant de l'année. Les prix de vente ont subi une baisse depuis le dernier trimestre.

Industries du bâtiment. — Ces industries ont souffert beaucoup du marasme de l'horlogerie qui est la principale source de richesse du pays. L'absence de travaux particuliers et de travaux d'édilité publique a amené le chômage d'un tiers du personnel. Les *tailleurs de pierre* (90 p. o/o de chômage) ont le plus souffert. Leur salaire a été également réduit, alors qu'il est resté stationnaire pour les autres métiers.

Industries diverses. — Toutes les autres industries diverses ont souffert aussi de l'absence d'activité de l'horlogerie, sauf la *confection militaire* et la *papeterie* qui ne subissent pas les influences locales.

Jura. — La production des fromages de gruyère a été plus importante que l'an dernier, et

les prix ont baissé par suite de cette abondance des produits. Le syndicat des fruitiers du Jura a organisé un service d'inspecteurs qui a amélioré et préservé des fraudes la fabrication de fromages; mais l'importance du syndicat n'est pas assez grande pour que ce service puisse être maintenu.

Ain. — Les *fabriques de peignes* d'Oyonnax sont très prospères. Tous les ouvriers sont occupés. Le travail est plus abondant que l'an dernier et les prix sont en hausse pour certains articles depuis le dernier trimestre.

Saône-et-Loire. — La *boulangerie* a moins de travail dans la région de Mâcon; les prix de vente sont moins rémunérateurs, le prix des farines restant très élevé. Les salaires se maintiennent à un taux très faible et le chômage est fréquent. La concurrence des sociétés coopératives est funeste à cette industrie.

Yonne. — Le travail est moins abondant *dans les carrières*, à cause de la diminution des travaux publics, mais les prix restent ceux du trimestre dernier. L'ouvrier a en général un maigre salaire et souffre de la concurrence de la main-d'œuvre étrangère. Quand le carrier chôme, il se rabat sur les travaux agricoles.

Le *commerce des vins* se ressent d'une diminution du travail et des prix de vente attribuée à l'insuffisance des récoltes et à la concurrence des bouilleurs de cru.

Nièvre. — Dans tout le département et les départements limitrophes, le *commerce des bois* subit une crise à cause de l'augmentation de l'emploi du fer dans les constructions et du charbon de terre dans le chauffage. Le travail n'est pas moins abondant; mais les prix sont en baisse et peu rémunérateurs. Cependant les salaires ont augmenté malgré une abondance croissante de la main-d'œuvre. Le *transport des bois* subit une crise parallèle à celle du commerce précédent.

Puy-de-Dôme. — Les *semouleries* et les *fabriques de pâtes alimentaires* traversent une crise aiguë à Clermont-Ferrand et disparaissent peu à peu. Le régime d'admission temporaire les fait émigrer vers Marseille, où elles travaillent sur les blés étrangers, qui sont exempts de droits, étant destinés à l'exportation sous forme de pâtes fabriquées. La disparition de ces établissements a retiré le travail à 1.500 ouvriers qui ont dû en chercher ailleurs. De plus, la *minoterie* et la *meunerie* ont subi le contre-coup de cette crise qui leur a enlevé leur principal débouché et a augmenté la concurrence, parce que beaucoup de semouliers se sont faits meuniers. Les *confiseries* de Clermont-Ferrand tendent aussi à disparaître sous la concurrence acharnée du Midi, mais les *fabriques de sirops médicinaux et de café de glands doux* sont très prospères, ayant une vente très satisfaisante qui laisse de gros bénéfices. On peut en dire autant des *chocolateries, distilleries et vinaigreries* qui marchent très bien. Les *fabriques d'eaux gazeuses* sont stationnaires.

À Clermont-Ferrand, les *fabriques de chaux et de produits chimiques* sont prospères, les *tuileries et briqueteries* restent stationnaires. Les *fabriques d'engrais, de bougies et de chandelles*, de même. La *cartoucherie* et l'*usine à gaz* ont une importante fabrication et une vente active.

Les *fabriques de caoutchouc* de Clermont-Ferrand ont une importante production et un écoulement de leurs produits très facile.

Les *tanneries* ont une production stationnaire et une vente peu active. Cette industrie souffre de la concurrence de l'Allemagne, de l'Angleterre et de l'Amérique; les *fabriques de chaussures* ont toujours une production et une vente satisfaisantes.

À Clermont-Ferrand, les *chapelleries* ont un travail courant; les *industries du meuble*, les *scieries mécaniques*, les *carrosseries* et *charronnages* sont dans une situation très satisfaisante. Il faut en dire autant des *industries du bâtiment*, des *fonderies* et des *ateliers de construction mécanique*, qui bénéficient en ce moment d'une reprise des travaux de construction. Le fonctionnement du *tramway électrique* s'opère également dans de bonnes conditions.

Loire. — La société minière qui exploitait la *houille* à Saint-Chamond a mis la concession en vente, ne pouvant couvrir ses frais à cause de la pauvreté des couches.

Les *fabriques de chaussures* restent stationnaires; la transformation de l'outillage se fait lentement. Il y a peu de chômage et les salaires restent les mêmes.

Industries textiles. — Les tissages de Roanne sont assez prospères, mais le moulinage de la soie est dans une situation très mauvaise, le travail est beaucoup moins abondant et les prix de façon ont baissé de 30 p. o/o. La crise est attribuée à la concurrence italienne, dont la main-d'œuvre est meilleur marché, et à la surproduction manufacturière.

A Saint-Étienne, le *linge* et la *rubannerie* ont traversé depuis un an une forte crise. L'été dernier, le chômage était de 50 p. o/o et les salaires avaient baissé de 50 à 60 p. o/o, arrivant à des taux infimes. Mais, cet hiver, le travail a beaucoup repris; le chômage s'est abaissé à 20 p. o/o, et les salaires se sont relevés à leur taux normal. On espère que ce mieux n'ira qu'en augmentant à cause de la reprise de la mode des rubans et de l'ouverture de débouchés nouveaux vers l'Amérique du Sud, de manière à assurer un travail plus régulier aux 24.000 ouvriers qui vivent à Saint-Étienne tant de l'industrie du ruban que des industries accessoires : teinture, apprêt, etc.. Les fabriques de lacets ont subi une diminution de 10 p. o/o dans le prix de vente depuis le précédent trimestre. Les difficultés de l'exportation pèsent toujours sur cette industrie. Quatre maisons de Saint-Chamond ont fermé.

Métaux. — La Société des aciéries de la marine et des chemins de fer, à Saint-Chamond, est toujours dans une situation prospère; mais, dans la même région, les forges voisines de l'Horme ont un de leurs ateliers les plus anciens et les plus importants en liquidation, et l'on craint la fermeture complète de l'usine, ce qui retirerait le travail à plusieurs centaines d'ouvriers.

Bâtiment. — A Roanne, la pénurie des travaux d'adjudication de l'État ou du département a entraîné une diminution de travail et de prix, dont la conséquence a été une réduction des salaires.

Haute-Loire. — L'*horticulture* a moins de travail que l'an dernier, mais ses prix se maintiennent. Elle est battue en brèche par la concurrence des couvents et des établissements d'utilité publique qui ont la main-d'œuvre pour rien. Aussi, le nombre des établissements a-t-il diminué. Les *malteries* du Puy ont fait une bonne saison à cause de l'abondance des orges et sont prospères.

La *fabrique de papier* du Puy est dans une situation satisfaisante; celle du Crouzet, à Saint-Didier-la-Séauve, subit le contre-coup du malaise de l'industrie principale du pays, la *rubannerie*; les *imprimeries lithographiques et typographiques* du Puy sont dans une situation stationnaire et satisfaisante.

Industries textiles. — Les *fabriques de dentelles* (dentelles riches à la main) qui étaient jadis l'industrie la plus prospère et la plus importante du Puy, sont tombées dans un marasme complet par suite de la concurrence de la fabrication à la machine, soit française, soit étrangère. Les salaires sont des plus minimes, et les prix de vente ne font que baisser de plus en plus. Les *passementiers* sont moins menacés, et les *fabriques de draps et de tissus* sont dans une situation satisfaisante. A Saint-Didier-la-Séauve, l'industrie rubannière subit une forte crise à cause de la réduction croissante de son exportation. Elle n'a plus de débouchés sur la Suisse et l'Espagne, et les affaires avec l'Amérique du Sud sont devenues de plus en plus difficiles à cause de la concurrence allemande. Un tiers du personnel de cette industrie, qui occupe toute la population de l'arrondissement, à l'exception des agriculteurs, est en chômage. Cependant on peut prévoir une légère reprise du travail.

Bois. — Dans la *saboterie*, le travail a diminué, ainsi que les prix de vente. Ce résultat est attribué à la concurrence des sabotiers de la montagne. La durée du travail a diminué, et la situation de l'ouvrier ne s'améliore pas. La *menuiserie* reste stationnaire. Au Puy, les industries du meuble restent dans une situation satisfaisante.

Industries du bâtiment. — Stationnaires et satisfaisantes.

Rhône. — L'*horticulture* tend vers une production plus élevée, mais avec des prix moins rémunérateurs. L'abondance des vins et le chômage des tissages ont fait baisser cette année la vente de la *laiterie* à Lyon; les prix de vente sont également en baisse. La *confiserie* a moins de travail que l'an dernier et, bien que les prix se maintiennent, l'état général est mauvais. Un établissement a disparu, et il y a actuellement une centaine d'ouvriers sans travail.

A Lyon, les *fabriques de chaussures* souffrent de la concurrence des grands magasins. Le travail reste assez abondant, mais les prix tendent à baisser.

Textiles. — Les *soieries* ont un redoublement d'activité en ce moment. L'outillage se

transforme rapidement dans le tissage des soies. La main-d'œuvre, qui est trop abondante pour le tissage à bras, manque pour le tissage mécanique. Les salaires ont augmenté. Les prix n'ont pas cependant sensiblement changé et sont plutôt en baisse depuis le dernier trimestre.

Pour les *cotons*, ils sont en hausse, et le travail est encore plus abondant que pour les soieries. Partout l'outillage se perfectionne et l'on remplace le tissage à bras par le tissage mécanique. A Amplepuis, la situation générale est bonne cette année. La *fabrication en boutique* s'est améliorée au point de vue du salaire, et la *fabrication en ateliers* a eu une marche régulière et satisfaisante. Dans les *fabriques de tulles*, le travail et les prix ont diminué depuis le dernier trimestre, et un tiers des ouvriers chôment. La *teinturerie* reste sensiblement stationnaire.

Bois. — La situation n'a pas changé depuis le dernier trimestre dans la *carrosserie*, bien qu'en ce moment on observe dans cette industrie un léger chômage. Les *industries du meuble* subissent depuis l'an dernier une diminution des prix de vente. Les transactions deviennent de plus en plus difficiles, et les commissaires-priseurs font à cette industrie une concurrence funeste en vendant comme occasion des meubles neufs que leur fournissent certains fabricants.

Métallurgie. — La *métallurgie* a subi depuis l'an dernier une baisse de prix et de travail assez sensible. La durée du travail a été réduite. Ces résultats sont attribués à la cherté des transports, à l'augmentation des frais généraux et de la main-d'œuvre, enfin à la pénurie des commandes.

Industries du bâtiment. — Le travail que la préparation de l'exposition avait beaucoup augmenté l'an dernier a repris son activité normale. Les prix sont modérément rémunérateurs. Les salaires restent constants.

Commerce. — A Lyon, les *restaurants* conservent le travail et les prix du précédent trimestre, mais les salaires ont baissé par suite de l'abondance de main-d'œuvre que l'exposition avait amenée. Le *commerce des vins* reste stationnaire. Les prix qui avaient baissé semblent se relever depuis le dernier trimestre sur les bonnes marchandises.

Savoie. — *Alimentation.* — La *minoterie* et la *fabrique de pâtes alimentaires* sont très prospères. Cependant il y a une notable diminution dans les prix des pâtes alimentaires sur l'an dernier, et les salaires des ouvriers ont diminué de 0 fr. 15 par jour. La *boulangerie* est stationnaire à Chambéry.

Industries chimiques. — La *fabrique de plâtre* de Modane, d'*aluminium* de la Pratz sont dans un état stationnaire et satisfaisant. La *fabrique d'aluminium* de Saint-Michel, qui avait été fermée le trimestre dernier, vient de se rouvrir sous une nouvelle direction. La société d'électro-chimie de Paris vient de prendre en mains l'*usine de chlorate de potasse* de Francoz et va lui donner une nouvelle extension en ajoutant à cette fabrication celle du chlorate de soude. Une société industrielle vient également de se créer pour exploiter la chute d'eau d'Arbine, à 6 kilomètres d'Albertville et fabriquer un produit chimique destiné au polissage des glaces et des métaux.

Papier. — Les *fabriques de papier* de Modane et d'Albertville continuent à prospérer. Mais l'élévation des droits d'entrée en Italie et des tarifs de transports des chemins de fer français les empêchent d'étendre davantage leurs débouchés.

Dans la vallée de l'Arbine, voisine d'Albertville, on construit une très importante papeterie.

Isère. — L'*horticulture*, à Grenoble, est à peu près stationnaire. L'hiver a amené un peu moins de travail et un peu de chômage dans le personnel employé.

La *mégisserie* a plus de travail que l'an dernier; mais ses prix restent stationnaires et la main-d'œuvre est en excès.

A Grenoble, les *marchands tailleurs* ont beaucoup moins de travail et une partie de leur personnel chôme. Les prix ont baissé surtout pour le travail secondaire et la basse confection. Le nombre des établissements faisant ce dernier article a beaucoup augmenté. L'industrie souffre d'une manière générale de la concurrence des grands magasins et des sociétés coopératives civiles et militaires. Les *teinturiers* maintiennent leur situation, mais la crise de la ganterie leur porte un grand préjudice et les salaires ont diminué.

L'*horlogerie* et la *bijouterie*, malgré un outillage perfectionné, périclitent dans l'Isère et dans les départements limitrophes. Le travail est beaucoup moins abondant et le prix est

aussi bas que possible, sauf pour la belle joaillerie. Les crises économiques, la difficulté des transactions, les contestations avec les bureaux-frontières de contrôle, les monts-de-piété et les commissaires-priseurs sont autant de causes préjudiciables à l'essor de cette industrie.

Industries du bâtiment. — La situation des *charpentiers* est à peu près stationnaire; si l'on fait abstraction du chômage inévitable de l'hiver, les *tailleurs de pierre* ont plus de travail, et les prix de vente se sont élevés depuis le dernier trimestre. Ils sont supérieurs à ceux de l'an dernier.

Commerce. — A Grenoble, les cochers sont dans une situation voisine de la misère. Les nouvelles voies ferrées établies par le département ont ruiné leur industrie. Leur travail a beaucoup diminué; leurs prix ont beaucoup baissé et leurs salaires sont le plus bas possible. Le commerce des vins subit une diminution des affaires et des prix de vente. Cependant le nombre des établissements a augmenté depuis le dernier trimestre.

VIENNE. — La *draperie* qui est la principale industrie de Vienne ne marche pas bien. Cette année a été inférieure à la précédente qui était déjà très médiocre comme travail et comme prix de vente; 1/12 des ouvriers employés ont chômé et 4 maisons assez importantes, occupant ensemble de 350 à 400 ouvriers viennent de sombrer. Le tissage ne se fait plus que par les procédés mécaniques et il s'ensuit une production beaucoup plus forte avec bien moins de bras.

La *métallurgie* et la *construction de machines* ont assez de travail et il n'y a pas eu de chômage. Le manque de travail a seulement obligé partie des patrons à diminuer la durée de la journée de 1 heure ou 2.

Les *industries du bâtiment* ne sont pas prospères. Il y a eu très peu de constructions nouvelles dans ces derniers temps, et les réparations n'ont pas suffi pour assurer le travail de tous les ouvriers. 5 à 6 p. o/o ont dû quitter le pays.

Les autres industries de Vienne ont souffert naturellement de la crise de l'industrie principale, et la plupart ont réduit le nombre de leurs ouvriers pour diminuer leurs frais généraux.

Drôme. — La *filature et le moulinage*, après une crise très forte pendant les campagnes de 1893 et de 1894, semblent se relever. Leur travail augmente et le prix de vente sont à la hausse. Pour le moulinage, cependant, ils restent très peu rémunérateurs. L'outillage et les salaires restent stationnaires.

Le commerce des vins souffre de la surproduction et a moins de travail que l'an dernier; mais ses prix restent stationnaires et sont légèrement en hausse depuis le dernier trimestre.

Alpes-Maritimes. — La situation de la *carrosserie* reste stationnaire, mais la concurrence des patrons italiens qui travaillent à bas prix lui est funeste. Pas de chômage. Les salaires sont en hausse.

Bouches-du-Rhône. — La situation de la *pêche active* est à peu près la même qu'au dernier trimestre. Cependant la vente du poisson à la place porte préjudice à la vente du poisson du littoral. L'industrie souffre aussi de la concurrence des pêcheries napolitaines qui emploient les filets traînants; une réglementation plus étroite des engins de pêche lui serait très favorable. L'*horticulture* reste stationnaire.

Le *louage des voitures* a vu son travail diminuer beaucoup à Marseille par suites des nombreuses concurrences créées par la vapeur et l'électricité.

Vaucluse. — *Tapis et couvertures.* — Le nombre d'établissements en activité reste le même et le personnel ouvrier est toujours au complet.

Le chiffre d'affaires a un peu fléchi et ne dépasse guère deux millions pour la saison qui vient de finir. Ce résultat s'explique par la baisse des prix, conséquence fatale de la concurrence acharnée de nos producteurs qui travaillent à perte depuis la rupture de l'accord qui leur avait si bien réussi les années précédentes. — H. Fabre.

Ardèche. — *Soierie.* — Dans les filatures, le travail est toujours à peu près aussi régulier et satisfaisant. Le moulinage est dans une situation toujours aussi mauvaise, tant à cause des prix de façon très modérés que par suite de la concurrence toute particulière que lui fait en ce moment l'Italie. Le tissage, dans les campagnes va assez bien; les commandes de

printemps le tiennent toujours à flot; bénéfices très réduits. D'une façon générale, la soierie qui s'attendait à une reprise dans ce mois n'a encore rien enregistré de sérieux.

Tannerie. — La situation dans la tannerie n'a pas fait un pas, et l'on peut dire dès aujourd'hui que la saison est manquée; on ne pourra guère attendre de reprise jusqu'au mois d'octobre. Le travail est assez soutenu à Annonay, les tanneurs ont ouvert de nouveaux débouchés soit en entrant en relation avec de nouveaux pays comme la Turquie, la Grèce, soit en se livrant à la fabrication du veau verni, qui utilisera une partie de la production de la tannerie.

Pas de réduction dans le personnel, mais réduction dans les heures de travail.

Mégisserie. — Dans cette industrie comme dans les précédentes, l'espoir des mégissiers ou des spéculateurs a été un peu déçu et le mouvement qui pourrait amener une reprise ne s'est pas encore fait sentir. Les achats de peau brute sont très difficiles à cause des prix élevés. La peau blanche trouve mieux son écoulement, mais sans hausse bien marquée. La ganterie de Grenoble a pu acheter la peau blanche bon marché et rivaliser ainsi avec l'étranger pour la modicité des prix de production. On a cru voir dans cette amélioration de la ganterie un commencement de reprise, c'est ce qui a occasionné la hausse de la peau en poil. Cependant la mégisserie travaille avec plus de régularité; quelques fabriques ont repris le travail et le chômage a un peu diminué. On attend toujours une reprise plus accentuée mais qui sera peut être assez lente.

Papeterie. — Les affaires, comme au début de toutes les années, ont été meilleures surtout dans la dernière quinzaine de janvier. Le prix des matières premières est stationnaire et le personnel est occupé assez régulièrement. Par suite du chômage, dans beaucoup d'autres industries, il y a beaucoup de demandes d'emploi. Comme ailleurs, la concurrence devient de plus en plus grande, c'est à qui fabriquera mieux et à un plus bas prix; l'on souffre toujours aussi de l'absence de débouchés à l'étranger. — G. Tinland.

Gard. — Les industries de la soie bénéficient en ce moment d'une reprise des cours, d'une manière générale l'année 1894 a été moins mauvaise que la précédente.

A Nîmes, les fabriques d'étoffes pour ameublement subissent un arrêt marqué; 600 ouvriers sont inoccupés. Dans la cordonnerie, trois maisons occupant de 30 à 35 ouvriers liquident ou sont sur le point de liquider. Le bâtiment et les industries qui s'y rattachent vont de plus en plus mal.

D'une manière générale, un très grand nombre d'ouvriers sont sans ouvrage, et la Bourse du Travail a dû prendre le parti de n'inscrire les demandes d'emploi que pour ceux qui peuvent attendre leur placement.

A Alais, la situation de la métallurgie est toujours défavorable, le nombre de journées de travail par mois reste très réduit. On craint que la lutte contre la concurrence des usines d'autres régions ne devienne de plus en plus difficile. Dans les mines, le personnel reste bien occupé.

A Bagnols, en dehors des ouvriers agricoles que le mauvais temps condamne à un chômage général, la situation de la population ouvrière est satisfaisante. — De Boyve.

Tarn. — Industries textiles. — Le travail et les prix sont restés à peu près stationnaires, les salaires n'ont pas varié. Le chômage pèse principalement sur les tisserands travaillant à domicile. Les patrons espèrent une recrudescence de travail après le retour de leurs commis voyageurs.

La chapellerie est restée également stationnaire depuis le dernier trimestre.

Cuirs et peaux. — La tannerie et la mégisserie ont eu moins de travail que l'an dernier, mais le travail n'a pas varié depuis le dernier trimestre; les prix ont baissé de 10 p. o/o. Une reprise de travail est espérée pour le commencement de l'année. Les fabriques de brosses et d'argons restent stationnaires. Les couperies de poil et effilochages de chiffons sont plus actives.

Hérault. — Bâtiment. — Le chômage s'étend tous les jours lentement, mais d'une façon ininterrompue.

La raffinerie de pétrole de Balaruc augmente d'importance tous les jours, son personnel s'accroît, mais les salaires, à cause de la main-d'œuvre considérable offerte, restent stationnaires.

Les deux fabriques de produits chimiques de Balaruc ne sont pas complètement installées, mais travaillent déjà beaucoup, les ouvriers y sont payés en moyenne 3 fr. 25 par jour. La durée du travail est de 10 heures. — *R. Maurin.*

A Lodève, l'activité des fabriques de draps et couvertures militaires n'a pas diminué depuis l'an dernier, mais cette industrie, qui occupait 4.000 ouvriers il y a trois ans, n'en occupe plus aujourd'hui que 1.200. Les fabriques de déchets de laine ont perdu de leur activité dans ces derniers temps et leur personnel s'est réduit de 80 p. o/o. L'outillage et les salaires restent les mêmes.

Aude. — Les inondations et les gelées ont porté préjudice à l'horticulture, qui a eu des prix moins rémunérateurs.

A Narbonne, la menuiserie souffre du mauvais état de l'industrie des vins. Le travail a diminué d'un tiers depuis l'an dernier, et la durée de travail a été réduite. L'outillage reste stationnaire. La vie de l'ouvrier est très modeste et son salaire fort médiocre. La charcuterie et la boucherie ont vu diminuer leur travail et leurs prix de vente pour des raisons analogues aux précédentes.

Pyrénées-Orientales. — A Banyuls-sur-Mer, l'industrie de la pêche est stationnaire.

La boulangerie souffre de la mévente des vins et de la moins-value de la propriété des vignobles; le travail et les prix ont baissé.

Le commerce des vins a été plus actif que l'an dernier. Les salaires des tonneliers ont augmenté de 0 fr. 50 depuis l'an dernier. La recrudescence des affaires dans ces derniers temps a fait hausser les prix légèrement. Il n'y a pas de chômage.

Haute-Garonne. — L'état général de la brasserie est très précaire à cause de l'augmentation croissante des charges et de la baisse parallèle des prix de vente. Aussi les petits établissements ferment; la durée du travail est réduite et les grands établissements essaient seuls de résister par un perfectionnement de leur outillage.

Basses-Pyrénées. — A Bayonne, les tapissiers sont dans une situation très mauvaise. Beaucoup moins de travail et des prix beaucoup plus bas. Le plus ancien établissement du pays, ayant quatre-vingt ans d'existence, a fermé; les ouvriers vont chercher du travail ailleurs. La concurrence des grandes maisons de Paris est la principale cause de cette situation.

Landes. — Les industries du bâtiment subissent un ralentissement dans leur travail et une baisse dans leurs prix. Les services mécaniques perfectionnent leur outillage et sont en pleine prospérité. On peut en dire autant des distilleries et résines de pins qui se fondent en grand nombre dans la région. La poterie de fonte est en souffrance faute d'exportation.

Lot-et-Garonne. — La batellerie a moins de travail, à cause de l'abaissement des tarifs de chemins de fer, et les prix ont baissé considérablement. La persistance et la durée de la sécheresse ont également beaucoup nui à cette industrie dans ces trois dernières années.

Le commerce des vins est prospère et ses prix sont en hausse.

Gironde. — Boulangerie. Situation normale malgré l'accroissement de la mortalité dans la région par l'influenza.

Salaisons. Le travail se restreint et les prix sont en baisse.

Imprimerie. Même travail, mais prix en baisse.

Bois. A Bordeaux, le travail a beaucoup diminué dans la menuiserie et les prix ont plus plutôt baissé. La durée du travail a été réduite dans de fortes proportions et les salaires ont baissé; le chômage est considérable; cette situation est attribuée uniquement à la saison d'hiver. Les industries du meuble ont une situation stationnaire, mais elles souffrent de la concurrence des salles de vente et de la surproduction tant locale qu'étrangère.

Métaux. La ferronnerie et la serrurerie sont inquiétées par la concurrence des autres industries qui se procurent la matière première et font travailler à façon; leur travail et leurs prix ont baissé depuis le dernier trimestre.

Commerce. Les hôteliers et cafetiers de Bordeaux ont perdu leur clientèle espagnole par suite du ralentissement de nos affaires avec ce pays et leur travail a beaucoup diminué;

leurs prix sont aussi en baisse. La construction d'un grand Terminus-Hôtel à la gare du Midi leur portera encore plus de préjudice à l'avenir, et il n'est pas probable que leur industrie se relève de sitôt.

Haute-Vienne. — *Boulangerie.* Elle a eu moins de travail cette année à Limoges, trois établissements se sont fermés. La durée de travail a été diminuée. La concurrence des sociétés coopératives est funeste à cette industrie.

Papier. Les *fabriques de papier de paille* ont eu cette année à souffrir de la sécheresse; mais la situation reste assez satisfaisante. Les *imprimeries* ont un travail normal, mais la dernière adjudication des travaux de la mairie de Limoges faite à rabais de 47 p. o/o sera une cause de diminution des salaires.

Cuir et peaux. La situation des *mégisseries* et *ganteries* reste à peu près satisfaisante et les chômages signalés sont dus surtout aux inventaires. Les *fabriques de chaussures* subissent une diminution de prix à cause de la fabrication mécanique.

La *saboterie* est aussi dans une situation défavorable.

Les *industries du bâtiment* ont bien marché l'an dernier, les prix se sont maintenus. Les salaires ont été augmentés pour les plâtriers et sont restés stationnaires pour les autres.

La *charcuterie* est dans une situation peu satisfaisante à Limoges. Le nombre des établissements diminue. Les chômages sont fréquents : la concurrence d'une puissante société coopérative est funeste à cette industrie.

Corrèze. — A Tulle, deux établissements nouveaux se fondent, l'un de *vélocipèdes* et l'autre de *dorure* et d'*argenture*.

A Brive, les *ardoisières* d'Allassac sont prospères mais la *mine de houille* de Cublac est abandonnée, faute de fonds pour l'exploiter.

L'*industrie des cuisines alimentaires* voit ses prix de vente baisser par suite de la concurrence.

La *vannerie* et la *saboterie* sont peu prospères.

A Saint-Pantaléon, la situation des *papeteries* est très mauvaise. Production et vente diminuées dans de fortes proportions (plus de 50 p. o/o). Situation désastreuse. Salaires décroissants. Durée du travail réduite.

A Ussel, création d'une nouvelle fabrique qui fixe des perles et des paillettes sur le tulle. Elle occupe une vingtaine d'ouvrières.

Creuse. — La *chapellerie* subit une forte crise à Bourgneuf, dont elle était l'industrie principale, par le fait de la transformation de la fabrication qui se fait de plus en plus mécaniquement. Il n'y a plus que deux établissements. Les chômages sont de six mois par an, et la main-d'œuvre est très abondante pour la partie de travail qui se fait à la main. Les ouvriers ne pouvant plus trouver à gagner leur vie dans cette industrie émigrent de plus en plus.

Deux-Sèvres. — Les sociétés coopératives de *beurrerie* se développent beaucoup à Niort et ont permis, dans le département, de remplacer les vignes disparues par l'élevage des bêtes à cornes. Les salaires tendent à augmenter dans cette industrie.

Après une crise due à la surproduction, la *ganterie* a eu une légère reprise cette année et les salaires tendent à augmenter.

Les *fabriques de brosses* de Niort ont un travail courant.

Loire-Inférieure. — Le travail est moins étendu que l'an dernier dans les *carrières*, malgré le perfectionnement de l'outillage. Le salaire de l'ouvrier est très faible, à cause des fréquents chômages.

Les *fabriques d'engrais* ne manquent pas de travail, mais leurs prix de vente ont baissé depuis l'an dernier de 60 p. o/o, surtout pour les superphosphates. L'industrie souffre de la gêne des cultivateurs et de la concurrence étrangère.

L'industrie des *fabricants de chaussures* reste stationnaire à Nantes.

La *construction mécanique* a moins de commandes de machines spéciales, mais elle travaille davantage pour les chantiers de navires, à cause de la prime, ce qui rétablit l'équilibre et rend sa situation à peu près satisfaisante.

Les *armateurs* souffrent de la crise sans précédent que subit, dans le monde entier, l'industrie des transports.

Morbihan. — La *tannerie* est dans une situation très mauvaise. Depuis cinq ans, les prix baissent continuellement et ont diminué de 35 p. o/o. Ils ont encore baissé depuis le trimestre dernier. Le travail diminue aussi et le 1/3 du personnel a été renvoyé, en même temps que la durée du travail était réduite à 48 heures par semaine. Trois établissements ont disparu et les petits ateliers sont tous destinés à succomber. Les maisons de grosse importance pourront seules traverser cette crise aiguë. La *fabrication des socques* est très prospère.

Ille-et-Vilaine. — A Fougères, l'*industrie de la chaussure*, qui est la principale, a souffert de la fin d'année pluvieuse. Elle a eu moitié moins de travail que l'an dernier. Le chômage se fait sentir déjà; il augmentera beaucoup si le printemps n'est pas beau, car le travail des livraisons de mai est fini. Trois établissements sont en liquidation. Les salaires se maintiennent.

Les *industries du bâtiment* ont bien marché cette année.

Maine-et-Loire. — Le *tissage mécanique* a une situation normale. La *vannerie* a moins de travail que l'an dernier. Le *commerce des vins* a un chiffre d'affaires normal et ses prix sont en hausse, depuis le dernier trimestre, de 15 p. o/o. Il y a cependant assez de chômage dans le personnel par suite de l'excès de main-d'œuvre.

Mayenne. — La *fabrication des coutils*, qui est la principale industrie du département, a un peu moins d'activité à Laval parce que l'été dernier a été pluvieux et humide; le chômage est de 10 p. o/o. Cette fabrication est, au contraire, assez prospère à Mayenne où le travail et les prix ont augmenté. Il n'y a pas de chômage et il se monte un nouvel établissement qui occupera une centaine d'ouvriers.

Le *commerce des vins* fait moins d'affaires et souffre de la concurrence des bouilleurs de cru.

Indre-et-Loire. — Les *marchands tailleurs* ont moins de travail et souffrent de la concurrence des grandes maisons de confection et des sociétés coopératives civiles et militaires.

La *fabrique de chaussures* laisse à désirer sous le rapport du travail et sous le rapport des prix de vente toujours en baisse; le chômage s'est accentué. La concurrence étrangère, particulièrement celle de l'Allemagne, de l'Autriche et de l'Angleterre, la concurrence des ateliers de fabrication mécanique font un grand tort aux établissements de la région. Les ouvriers sont dans une situation précaire et ils ne se prêtent pas facilement aux transformations de l'outillage qu'exigent les conditions nouvelles de l'industrie.

La cherté du porc a fait du tort à la *charcuterie* qui a diminué ses salaires. Deux établissements se sont fermés depuis le dernier trimestre.

Loiret. — A Orléans, la *boulangerie* est dans une situation difficile. La concurrence d'un syndicat agricole a fait tomber 8 établissements sur 70. Le chômage est fréquent et les salaires tendent à diminuer. L'*horticulture* a souffert de la surproduction et du mauvais état général du commerce pendant cette année. Mais la situation des ouvriers jardiniers n'a cessé de s'améliorer. Pas de chômage et tendance à l'augmentation des salaires.

Orne. — La situation générale n'a pas sensiblement changé depuis le dernier trimestre et le chômage doit être plutôt attribué à la saison d'hiver qu'au manque de travail. L'*industrie de la dentelle*, dite point d'Alençon, naguère si florissante, est toujours fort réduite et n'occupe guère plus que 150 ouvriers. Les *fabriques de voiles* ont une situation stationnaire.

A Tinchebray, les *fabriques de peignes, chausse-pieds et cartons* sont peu prospères. Baisse de prix et des salaires. La *quincaillerie* et la *serrurerie* ne vont guère mieux. On attribue à la concurrence allemande et aux tarifs élevés du chemin de fer local le ralentissement du travail. Baisse des prix et des salaires. L'une des principales maisons a baissé ses salaires de 10 p. o/o depuis le dernier trimestre. La situation de l'ouvrier laisse beaucoup à désirer.

Eure. — La *boulangerie* souffre de la taxe municipale qui ne lui permet pas de tenir tête à l'augmentation croissante des frais généraux. Les *industries du bâtiment* ont eu plus de travail cette année et leur situation est satisfaisante.

Seine-Inférieure. — *Grande pêche.* — Situation stationnaire, mais les prix ont augmenté depuis trois mois, passant de 24 francs à 28 francs le quintal.

Boulangerie. — La situation est plus mauvaise que l'an dernier à cause des prix moins rémunérateurs. La baisse est due à une concurrence très vive, le nombre des établissements dépassant de beaucoup la moyenne normale. La situation du personnel reste cependant satisfaisante.

La *tannerie* souffre du défaut de commandes d'équipements militaires qui lui fournissaient habituellement son principal débouché. Si cette situation se maintient, les salaires, qui sont restés constants, seront certainement diminués.

A Rouen, les *industries du papier et du livre* souffrent d'un malaise général qui se fait sentir sur le personnel. Le chômage est de 10 p. 0/0. Cependant les salaires établis depuis longtemps par une entente entre les deux chambres syndicales patronale et ouvrière sont rémunérateurs.

La *serrurerie* se transforme peu à peu en ateliers de charpente et de construction en fer. La petite serrurerie est, en effet, de plus en plus battue en brèche par les gros ateliers qui font le travail plus vite et à meilleur compte. Le personnel est stable et chôme rarement. Son salaire n'a pas subi de variations depuis l'an dernier.

Le *commerce des liquides en gros* est battu en brèche, dans les grandes villes, par la concurrence des sociétés coopératives de consommation, dans les campagnes par celle des bouilleurs de cru. En 1893, sur une production de 31 millions d'hectolitres de cidre, 15 millions au plus ont été absorbés par la consommation; le restant a servi à faire de l'eau-de-vie.

Analyse par départements des renseignements fournis par les Chambres syndicales ouvrières.

Seine. — *Produits alimentaires.* — Afin de diminuer les frais que les nouvelles installations tendent à accroître, un plus grand nombre de patrons *boulangers* travaillent maintenant eux-mêmes, la quantité des emplois disponibles est réduite d'autant; les ouvriers qui travaillent font 84 heures par semaine. Chez les *pâtisseries*, on estime à 8 p. 0/0 le nombre des chômeurs; dans beaucoup de maisons on a augmenté la durée du travail; les salaires n'ont pas varié; on fait de 16 à 18 heures par jour. Les *cuisiniers* font de 12 à 14 heures par jour; le nombre des maisons qui font travailler n'a pas changé, mais on a réduit l'effectif dans chaque poste. Chez les *charcutiers*, 10 p. 0/0 de chômeurs; peu de travail en ce moment, le placement est difficile.

Papier. — *Industries du livre.* — Les ouvriers de la *brochure* annoncent la fermeture de deux maisons occupant quelques ouvriers; la journée est comme à l'ordinaire de 10 heures; la situation serait plutôt médiocre par suite de la période d'inventaire et du déplacement du travail parisien vers la province et même l'étranger. Pas de chômeurs signalés chez les *fondeurs typographes*; 11 p. 0/0 environ chez les *imprimeurs en papiers peints*; 10 p. 0/0 chez les *typographes*; dans beaucoup d'ateliers on fait 54 heures par semaine. Chez les ouvriers en *papiers de couleur*, travail de plus en plus réduit par suite de la concurrence étrangère; on fait 60 heures par semaine.

Cuir et peaux. — La situation est meilleure chez les *gantiers*; en ce moment tous les ouvriers sont occupés; les *garniers* ne signalent aucun chômeur; les maisons les plus importantes étant occupées à leur inventaire, les affaires sont très calmes; on fait 40 heures par semaine; les *boursiers* sont en pleine morte-saison.

Tissus. — Dans l'*industrie du vêtement pour dames*, la morte-saison se fait encore durement sentir; la saison d'automne, jusqu'au 15 novembre, avait été assez bonne grâce aux étrangères de passage à Paris, mais, en ce moment, moyennes et grandes maisons manquent de commandes; on constate, d'une façon générale, que les maisons de couture sont obligées de baisser leurs prix de vente, l'ensemble des clientes entendant ne plus donner les prix rémunérateurs d'autrefois. Les *chapeliers* estiment qu'un grand nombre d'entre eux sont sans ouvrage; on attribue les difficultés du placement en partie à la concurrence de la main-d'œuvre étrangère et, en partie, à la crise générale; les salaires subiraient une réduction d'environ 10 p. 0/0. La durée du travail chez les *blanchisseurs* et les *blanchisseuses* atteint 105 heures par semaine dans certains ateliers de la banlieue et 70 à 80 heures dans Paris; la situa-

tion est rendue plus difficile par la concurrence des couvents; le travail est particulièrement faible chez les blanchisseuses ayant une clientèle d'hôtels, les étrangers étant en ce moment moins nombreux; les blanchisseuses ayant une clientèle bourgeoise sont moins éprouvées, le froid empêchant beaucoup de ménagères de s'occuper elles-mêmes de leurs nettoyages et d'aller au lavoir; dans la banlieue le travail est très actif.

Les *vernisseurs sur meubles* travaillent 50 heures par semaine.

Bois. — La situation s'est un peu améliorée chez les *brossiers*, un certain nombre d'ouvriers ayant quitté Paris, le placement est devenu plus facile; la durée du travail est, en moyenne, de 42 heures par semaine.

Métaux. — A Saint-Denis, les *ouvriers sur métaux* signalent une reprise du travail. A Paris, chez les *charpentiers en fer* il n'y a que quelques ouvriers occupés à des travaux en sous-œuvre; grâce à la température favorable des derniers mois de l'année, on a pu terminer les constructions en cours, mais on n'en a pas encore commencé de nouvelles; la journée de travail est, en ce moment, de 8 heures; on espère que les travaux de démolitions projetés procureront un peu d'ouvrage en attendant la reprise générale au printemps. Les *mécaniciens de bateaux-voyageurs* ne comptent pas de chômeurs. Chez les *chauffeurs mécaniciens*, 3 p. o/o de chômeurs à Paris, 10 p. o/o à Clichy. La durée du travail chez les *ouvriers balanciers* est en moyenne de 10 heures par jour; les gains sont assez rémunérateurs dans le travail à l'heure; ils sont plus faibles d'un tiers environ dans le travail aux pièces pour la commission. Les *doreurs chimiques* estiment à 17 p. o/o le nombre des leurs sans travail; la durée du travail est d'environ 11 heures par jour; la situation est rendue plus difficile par suite de l'augmentation du nombre des femmes employées. Ralentissement du travail chez les ouvriers en *instruments de précision*, chômage 9 p. o/o.

Bâtiment. — Les *mouleurs en plâtre* font 8 heures par jour dans le travail du bâtiment et 10 heures en atelier; la situation s'est sensiblement améliorée; il y a beaucoup moins de chômage; pendant la première partie de janvier on n'a pas été obligé d'interrompre les travaux. Par suite de la mauvaise saison, on a réduit le personnel dans la plupart des entreprises de *plomberie et couverture*. Chez les *fumistes-industriels* le froid rigoureux oblige aussi à fermer quelques chantiers. On ne signale pas de chômeurs parmi les *biseautiers-polisseurs*; l'amélioration, déjà mentionnée, continue.

Transport. — Les *cochers de grande remise* estiment qu'un grand nombre des leurs sont en chômage, en partie, par suite de la concurrence que leur font les cochers maraudeurs. Les *charretiers en vins* constatent que tous leurs adhérents sont occupés; actuellement la journée de travail commence une heure plus tard que pendant les mois précédents; on fait de 90 à 100 heures par semaine.

Commerce. — Les *ouvriers du marché aux bestiaux* signalent le chômage du tiers environ de leurs adhérents; une grande partie des arrivages de moutons se fait directement pour l'abattoir, supprimant ainsi la manutention sur le marché de la Villette. Les *garçons de café et limonadiers* effectuent de 16 à 19 heures de travail par jour; ils attribuent au fonctionnement irrégulier des bureaux de placement les difficultés qu'ils éprouvent à trouver un emploi; ils signalent les conditions défectueuses de leur installation lorsqu'ils doivent être logés. A Clichy, les employés de l'*alimentation* signalent une amélioration; ils doivent faire des heures supplémentaires; les salaires sont en hausse; on estime à 12 p. o/o le nombre des employés inoccupés. Les *voyageurs de commerce* estiment à 4 p. o/o le nombre des leurs sans emploi; le placement devient de plus en plus difficile; les maisons de commerce, vu l'état incertain des affaires, préfèrent employer des représentants à la commission, sans frais de route, ni appointements.

Seine-et-Oise. — L'amélioration signalée chez les ouvriers *carriers* de Saint-Chéron se maintient. A Bonnières, on ne signale aucun chômeur chez les *raffineurs de pétrole*; la durée de la journée de travail est de 10 heures. A Essonne, le chômage a été plus long que l'an dernier chez les *chapelières*; actuellement ils sont tous occupés et font environ 50 heures par semaine.

Seine-et-Marne. — A Fontainebleau, les *bûcherons* travaillent 54 heures par semaine; la situation s'est améliorée.

Aisne. — Chez les *ouvriers du bâtiment*, à Soissons, la durée du travail est à peu près de 48 heures par semaine; il y a diminution dans le prix du travail à l'heure.

Oise. — A Liancourt, on ne signale pas de chômeurs chez les *cordonniers*; la durée du travail hebdomadaire atteint 54 heures en moyenne. A Méru, les *boutonniers* en ont font de 11 à 12 heures par jour, l'amélioration déjà mentionnée continue, il n'y a plus d'ouvriers inoccupés dans cette spécialité; les *éventailistes* de la région traversent actuellement une crise assez intense, ils ne travaillent, en général, que 3 et 4 jours par semaine.

Somme. — Les *teinturiers* d'Amiens estiment que 10 p. o/o de leurs membres sont sans travail; les *bonnetiers* de Villers-Bretonneux subissent une réduction de 15 à 20 p. o/o dans les salaires. A Amiens, la neige arrête les travaux des *plombiers-couvreurs*; on porte à 40 p. o/o le nombre des ouvriers sans ouvrage; ceux qui sont embauchés font 48 heures par semaine.

Pas-de-Calais. — A Drocourt, dans un certain nombre de puits, la durée du travail hebdomadaire des *mineurs* est de 56 heures.

Les *typographes* de Boulogne-sur-Mer sont dans la période de leur chômage habituel; à Arras, ils ne comptent aucun chômeur; malgré l'ouverture d'une nouvelle imprimerie, occupant 30 ouvriers, les *typographes* ont dû faire des heures supplémentaires, soit de 78 à 84 heures par semaine, au lieu de 60 et 66 en travail courant. A Calais, la situation ne s'est pas sensiblement modifiée chez les *tullistes*; on espérait une reprise qui ne s'est pas encore produite. Les *tailleurs d'habits* de Calais sont encore en morte-saison; beaucoup ne travaillent que 20 heures par semaine. A Boulogne-sur-Mer, la durée du travail est de 56 heures par semaine chez les *menuisiers*; il y a peu de travaux et on en prévoit peu d'avantageux, les adjudications ont été faites à des entrepreneurs étrangers à la ville avec des rabais plus élevés que ceux offerts par les entrepreneurs du pays. Les *ouvriers sur métaux* de Calais ont peu d'ouvrage, ils font dans beaucoup d'ateliers 8 heures par jour; l'industrie des *tulles* a été peu prospère cette année et a fait peu de commandes. A Boulogne-sur-Mer, les *peintres* signalent une augmentation de travail; on estime que le nombre des chômeurs est encore important; la durée du travail varie de 36 à 45 heures par semaine.

Nord. — Les *imprimeurs* de Valenciennes sont mieux occupés que l'an dernier à pareille époque. A Lille, dans l'industrie du *fil*, il n'est pas signalé d'ouvriers sans ouvrage, mais suivant les ateliers les journées sont plus ou moins réduites; la durée varie même d'un jour à l'autre suivant les commandes; à Armentières, les ouvriers de l'industrie textile annoncent que 3 p. o/o de leurs membres sont inoccupés. A Roubaix, la situation est meilleure dans les *filatures* et les *tissages*, plus mauvaise dans les *peignages*; la durée du travail est de 11 heures par jour dans les *tissages* et de 12 dans les *filatures*; une maison occupant 300 ouvriers est en liquidation; l'industrie roubaisienne se ressent encore des pertes subies l'an dernier par les *négociants en laine*, qui maintenant se montrent très réservés. Les *tisserands* de Haspres signalent un travail plus abondant que l'an dernier à pareille époque, ils sont occupés 90 heures par semaine. A Caudry, il n'est pas signalé de chômeurs chez les *tullistes*; la durée du travail hebdomadaire varie de 60 à 66 heures par semaine.

A Dunkerque, les *charpentiers* constatent que 30 p. o/o des leurs sont sans travail; ceux qui sont occupés font 48 heures par semaine. Il y a reprise du travail chez les *mouleurs en fer* d'Armentières, ils font 60 heures par semaine; on ne signale pas d'ouvriers inoccupés. A Maubeuge, les *métallurgistes* travaillent 4 jours par semaine; la journée conserve sa durée normale. A Lille, bien qu'il y ait une certaine tendance à l'amélioration chez les ouvriers de l'industrie des *métaux*, la situation se maintient au-dessous de celle de l'an dernier à la même époque; à Fives-Lille, on a remercié un assez grand nombre d'ouvriers. A Dunkerque, le froid et la neige ont arrêté les travaux dans la plupart des chantiers de constructions; les *maçons* font encore dans certaines maisons 54 heures par semaine. A Roubaix, 10 *entrepreneurs de peinture* ont cessé de faire travailler; ils occupaient ensemble 40 ouvriers; dans la plupart des ateliers, on fait 6 heures par jour et 5 jours par semaine; on estime que la moitié des *peintres* sont en chômage; à Armentières le nombre des peintres sans ouvrage est aussi considérable; plusieurs ont quitté la localité pour aller chercher un emploi ailleurs. A Fresnes, dans 2 *verreries*, on va restreindre la production de près de 40 p. o/o, tout en conservant le même nombre d'ouvriers; on voudrait laisser diminuer le stock en magasin. A Lille, la situation est meilleure chez les *paqueteurs-empêcheurs*, ils font 66 heures par semaine.

Ardennes. — Les *ardoisiers* de Fumay et Haybes annoncent une augmentation dans les salaires venue à la suite de l'augmentation du prix de vente des ardoises. A Charleville, les *typographes* estiment que 3 p. o/o environ de leurs membres sont inoccupés. Les *tisserands* de Douzy annoncent la création de 2 nouvelles maisons; la durée du travail fait à domicile varie de 16 à 18 heures par jour; comme tous les ans à pareille époque un grand nombre d'ouvriers manquent de commandes; à Villers-Cernay, 20 p. o/o des *ouvriers en tissus* seraient inoccupés. A Illy, le travail est plus actif que l'an dernier à la même époque chez les *ouvriers en tissus*, qui font de 60 à 72 heures par semaine; il reste encore 15 p. o/o de chômeurs. A Sedan, le travail est plus abondant dans les *apprêts*, les *teintures* et les *filatures*; le nombre des ouvriers inoccupés reste cependant assez important, faute de commandes livrables à bref délai; on fait de 60 à 80 heures par semaine.

A Charleville, les *mouleurs-métallurgistes* estiment à 10 p. o/o le nombre de leurs adhérents sans ouvrage; la durée moyenne du travail est de 48 heures par semaine; à Monthermé, elle est d'environ 45 heures. Chez les *métallurgistes* à Vivier-au-Court le travail n'a pas encore repris complètement, l'inventaire étant à peine terminé; à Aiglemont, les commandes sont rares et à des prix faibles, la durée de la journée est de 11 heures. A Sedan, les *métallurgistes* estiment à près d'un tiers le nombre de leurs adhérents inoccupés; une fonderie de fer occupant 30 ouvriers vient de fermer; les *forges* et *laminoirs* ont très peu de commandes, les fours éteints le 1^{er} janvier ont été seulement rallumés le 10; on parle d'un nouvel arrêt; certains ouvriers n'auront atteint que 120 heures dans leur mois; dans les ateliers de *constructions mécaniques* on fait 54 heures par semaine. A Monthermé et à Charleville, le prix des denrées (spécialement la viande et les pommes de terre) est en hausse.

Marne. — Amélioration sensible sur le mois dernier dans les *filatures* et *tissages*, il y a très peu de métiers inactifs.

Aube. — A Troyes, les *serruriers* comptent près de la moitié des leurs sans travail, les autres font 48 heures par semaine. Les *cartonniers* font 66 heures.

Haute-Marne. — A Chaumont, on signale une petite reprise du travail chez les *gantiers*.

Meuse. — A Ligny, un peu plus de 10 p. o/o des *verriers* sont inoccupés; la journée est généralement de 8 heures; le pain est diminué de 0 fr. 15 par 3 kilogrammes.

Meurthe-et-Moselle. — A Chavigny, il y a diminution de la durée de la journée de travail chez les *mineurs*, par suite des neiges abondantes qui entravent le roulage. A Nancy, la durée de la journée de travail chez les *typographes* est de 10 heures; les *ouvriers en chaussures* effectuent un travail d'environ 50 heures par semaine, ils comptent un peu plus de 7 p. o/o de chômeurs; la situation est moins bonne que celle de l'an dernier à la même époque, par suite du développement du travail mécanique; les *menuisiers* ne signalent pas d'ouvriers sans ouvrage parmi leurs adhérents; la durée moyenne du travail est de 10 heures par jour; les *tailleurs de pierre* et *maçons* comptent un grand nombre des leurs sans ouvrage, la plupart des maisons ont réduit leur personnel de moitié; la durée du travail pour les autres est d'environ 48 heures par semaine.

Doubs. — A Besançon, les *charpentiers* estiment qu'un nombre considérable de leurs adhérents est sans ouvrage; ceux qui travaillent arrivent à une moyenne de 30 heures par semaine; après entente avec les patrons on a fixé à 0 fr. 50 le prix de l'heure de travail; les *menuisiers* constatent que la moitié environ de leurs adhérents sont sans ouvrage; la durée moyenne du travail est de 8 heures par jour au lieu de 10; on ne constate pas de chômeurs chez les *graveurs*, la durée du travail est d'à peu près 60 heures par semaine; il y a cependant une tendance à la baisse; la plus grande partie des *tailleurs de pierre* sont inoccupés.

Jura. — A Salins, pas de chômeurs chez les *typographes*; 5 p. o/o chez les *tonneliers* de Gray.

Ain. — A Oyonnax, les *ouvriers en peignes* annoncent une amélioration dans les condi-

tions du travail. Chômage assez considérable chez les *tailleurs de pierre* et *maçons* de Bourg, par suite de la suspension des travaux de démolitions.

Saône-et-Loire. — Les *chapeliers* de Louhans travaillent en moyenne 40 heures par semaine; on ne compte pas d'ouvriers inoccupés.

Côte-d'Or. — Les *carriers* de Comblanchien annoncent que les maisons qui avaient renvoyé une partie de leur personnel ont repris le mois dernier 4 p. o/o de leurs ouvriers; le salaire subit une diminution de 15 p. o/o; la durée du travail hebdomadaire est de 48 heures. A Dijon, le nombre des chômeurs est peu élevé chez les *mégissiers* et *tanneurs*; mais par suite de la mévente des peaux deux maisons ont réduit la durée de la journée de travail de 11 heures à 9 heures et demie et 9 heures; en général on fait 60 heures par semaine.

Yonne. — A Auxerre, on a modifié d'une demi-heure par jour la durée du travail chez les *charpentiers*; ils sont maintenant occupés 51 heures par semaine; on ne signale pas de chômeurs parmi les *tonneliers*; mais le travail est moins abondant, la récolte a été médiocre, les ventes se font surtout pour la consommation locale, ce qui diminue les demandes de barriques neuves; de plus certains petits vignerons ont appris la tonnellerie, ils réduisent leurs frais en réparant eux-mêmes leurs fûts. A Sens, les constructions en cours sont maintenant achevées, le mauvais temps empêche d'en entreprendre de nouvelles; certains *ouvriers du bâtiment* font encore 48 heures par semaine; on compte à peu près la moitié des ouvriers sans ouvrage.

Nièvre. — A Balleray et à Saint-Aubin, les *bûcherons* ont dû suspendre leurs travaux par suite de l'abondance des neiges; les prix des façons offertes sont diminués de un cinquième environ; à Châteauneuf, les *ouvriers du bois* comptent un cinquième des leurs sans ouvrage; les salaires sont en baisse de un sixième. Pas de chômeurs chez les *bûcherons* de Couloudre et de Menou; la durée du travail varie de 51 à 54 heures par semaine.

Allier. — A Cusset, il n'est pas signalé de *typographes* sans travail; les *sabotiers* de Cusset et de Moulins sont encore en morte-saison; la durée du travail à Moulins est de 9 heures par jour dans certains ateliers. A Vichy, les *garçons de café* sont en pleine morte saison; on estime que plus du tiers des *plâtriers* est sans ouvrage; on fait 42 heures par semaine, en moyenne, le maximum étant 53 heures.

Puy-de-Dôme. — Aucun chômeur chez les *typographes*. Depuis le 1^{er} janvier, les *confiseurs* et *fabricants de fruits confits* sont en pleine morte-saison; il n'y a pas d'ouvrières occupées et la moitié des ouvriers ont été renvoyés. Morte-saison annuelle chez les *tailleurs d'habits*; 10 p. o/o de chômeurs parmi les *menuisiers*; les gros froids de janvier ont complètement arrêté les travaux chez les *tailleurs de pierres* où les quatre cinquièmes des ouvriers chôment, et chez les *plâtriers* où les trois quarts des ouvriers sont réduits au chômage. Il y aura une forte reprise de travail dès que la température le permettra. *Fagnot.*

Haute-Loire. — Le travail est faible chez les *chefs d'ateliers rubaniers* de Sainte-Sigolène; la situation est meilleure que celle de l'an dernier à pareille époque chez les *passementiers* de Saint-Didier; il n'y a pas d'ouvriers inoccupés, les commissions pour le printemps et la mode des rubans ont amené un surcroît d'ouvrage; la durée de la journée de travail est de 12 heures.

Loire. — Aux mines de la Talaudière, la durée de la journée de travail est de 8 heures pour les ouvriers du fond et de 12 heures environ pour ceux de l'extérieur. A Saint-Étienne, on signale une reprise dans l'exploitation de la houille; l'ouvrage semble assez abondant chez les *typographes*, tous sont occupés. A Belmont, les *tisseurs en soieries* ne signalent aucun chômeur, la situation est jugée plus mauvaise; les *tisseurs* de Cuinzier l'estiment meilleure, les commandes étant assez abondantes dans leur région, soit pour les *soieries*, soit pour les *cotonnades*; certains industriels de Charlieu ont augmenté les prix de façon.

A la Fouillouse, les *passementiers* sont tous occupés; les conditions du travail sont meilleures

que celles de l'an dernier pendant le mois correspondant; il y a augmentation des commandes chez les *chefs d'ateliers rubaniers* de Saint-Étienne; on fait 66 heures par semaine dans les ateliers de Saint-Étienne et 78 heures environ dans ceux établis à la campagne; les prix de façon sont en baisse. Les *chapeliers* de Chazelles comptent un peu plus du tiers de leurs adhérents sans emploi; la durée du travail varie de 36 à 40 heures par semaine. A Saint-Étienne, la plupart des *charpentiers* ont dû suspendre leurs travaux par suite du mauvais temps; quelques-uns font 48 heures par semaine; on signale des mises à pied aux *aciéries*; quelques petits ateliers de *constructions mécaniques* ont encore du travail pour quelques commandes pressées; les *chauffeurs-mécaniciens* trouvent difficilement à se placer, la journée de travail varie de 10 à 12 heures. A Saint-Chamond, la majeure partie des *maçons* ne font que 6 heures par jour. A Saint-Galmier, à l'une des sources d'eaux minérales occupant 45 ouvriers, on ne fait que 4 jours par semaine. A Saint-Étienne, les garçons *limonadiers-restaurateurs* subissent aussi les effets de la gêne de l'industrie locale; leurs gains sont réduits de plus d'un tiers.

Rhône. — A Lyon, les *ouvriers jardiniers* estiment que 30 p. o/o des leurs sont inoccupés; le mauvais temps a arrêté complètement le travail, particulièrement chez les *pépiniéristes*.

Les *cuisiniers* estiment qu'un grand nombre des leurs sont sans ouvrage; l'exposition a amené une affluence d'ouvriers qui aujourd'hui restent inoccupés; chez ceux qui sont en place, la durée de la journée est de 14 heures;

Les *papetiers-règleurs* constatent qu'il n'y a pas d'ouvriers sans ouvrage parmi leurs adhérents; chez les *cartonniers*, le travail semble moins actif, on fait suivant les ateliers de 6 heures $1/2$ à 10 heures par jour;

A Lyon, les *ouvriers en sacs de dames* ne travaillent que les $2/3$ de la journée; la situation est un peu inférieure à celle de l'an dernier à la même époque. A l'Arbresle, le travail est plus actif que l'an dernier à pareille époque; le chômage avait été amené par la baisse des soies, les fabricants ayant arrêté leurs *métiers* pendant plusieurs mois; un atelier où on fabriquait le *velours* au métier à bras vient de fermer, il occupait 45 ouvriers ou ouvrières; d'autre part, une usine nouvelle pour *tissus cotons* a été ouverte ce mois-ci, 20 métiers commencent à fonctionner; il y aura place pour 300 ouvriers; la durée du travail est de 66 heures par semaine. A Lyon, la situation des *tisserands en soieries* est toujours médiocre; cependant une reprise assez accentuée vient de se produire; les salaires sont encore faibles; la concurrence des *métiers mécaniques* empêche le relèvement des prix de façons.

A Amplepuis, tous les *tisseurs* sont maintenant occupés presque toute la journée. A Lyon, le travail est très irrégulier chez les *tapissiers*; ils comptent actuellement 15 p. o/o des leurs sans place; la plupart d'ailleurs ne sont employés que pour des coups de main, soit dans une maison, soit dans une autre; la durée moyenne du travail hebdomadaire est de 54 heures en hiver; on produit actuellement à meilleur marché et davantage; les prix de façons sont diminués. Comme tous les ans à pareille époque, un grand nombre d'ouvriers *tailleurs d'habits* sont inoccupés; les *coupeurs-tailleurs* font 60 heures par semaines. A Grigny, la situation paraît plus mauvaise que l'an dernier chez les *chapeliers*; toutes les maisons font travailler, mais seulement un ou deux jours par semaine. A Lyon, les ouvriers de la *literie* sont en pleine morte-saison, les journées ne sont plus que de 7 heures $1/2$; la concurrence du travail pénitentiaire rendrait encore les commandes plus rares. Pas de chômage chez les *ouvriers bronziers*, mais commandes moins importantes.

Peu d'ouvrage chez les *sculpteurs* sur pierres et *statuaires*, autant par suite du froid que par suite de l'absence des commandes; les *chauffeurs-mécaniciens* estiment à 15 o/o le nombre de leurs adhérents sans travail; la durée de la journée varie de 10 à 12 heures; le travail est faible chez les *boulonniers*; la journée est diminuée d'une heure; on fait 45 heures par semaine; les salaires dans le travail aux pièces subissent une réduction de plus de 15 p. o/o dans certaines maisons; les *polisseurs sur marbre* sont occupés à peu près 10 heures par jour; le froid rigoureux amène un arrêt complet chez les *cimentiers*.

Les employés d'hôtels sont atteints par la crise de l'industrie locale; en outre les emplois jusqu'ici réservés aux hommes (cuisine, service) sont maintenant occupés par des femmes; les *garçons de cafés et restaurateurs* estiment à peu près d'un tiers le nombre de leurs adhérents sans place; les *restaurateurs* font 14 heures par jour; les *limonadiers* 16 et 17 heures. Les *cochers de grandes remise* portent à 15 p. o/o le nombre de leurs adhérents sans place; la durée du travail hebdomadaire atteint 112 heures en moyenne. Pour favoriser le placement

de ses adhérents, le syndicat des *comptables* a organisé des cours professionnels de droit commercial, de comptabilité et de tenue de livres.

A Lyon, le prix de la viande est augmenté de 0 fr. 20 par kilogramme, le beurre de 0 fr. 20 par kilogramme, les pommes de terre de 0 fr. 15 par 2 kilogrammes; le vin est diminué; à Villefranche, la viande est augmentée de 0 fr. 20 par kilogramme.

Haute-Savoie. — Comme tous les ans à pareille époque, le mauvais temps a forcé d'arrêter l'exploitation des *carrières* à Thollon. A Annecy, les *tailleurs de pierres* et *ouvriers du bâtiment* sont en pleine morte-saison; ceux qui travaillent font 48 heures par semaine.

Isère. — De Grenoble, on écrit que plus du quart des *typographes* sont sans ouvrage. Les *ouvriers en chaussures* d'Izeaux signalent une reprise du travail. On ne signale aucun chômeur chez les *gantiers* à Grenoble; les commandes étant abondantes et pressées, on a en général augmenté la durée du travail; il y aurait plutôt manque d'ouvriers. La situation est plutôt plus mauvaise chez les *carrossiers*; les arsenaux n'ont pas repris d'ouvriers et les compagnies de tramway font exécuter leurs travaux dans des centres industriels; on compte 17 p. 0/0 de chômeurs; ceux qui sont occupés font 9 heures par jour.

A Vienne, les *ouvriers sur métaux* estiment qu'un cinquième de leurs adhérents sont sans place. A Montalieu-Vercieu, la neige et les mauvais temps arrêtent les travaux chez les *tailleurs de pierres*; ils comptent environ 15 p. 0/0 de chômeurs; chez les autres, la durée moyenne du travail est de 48 heures par semaine. A Vienne, les *coiffeurs* estiment à 7 p. 0/0 le nombre de leurs chômeurs.

Alpes-Maritimes. — A Cannes, les *cuisiniers* portent à 7 p. 0/0 le nombre de leurs sans ouvrage; la situation aurait tendance à devenir plus mauvaise. Chez les *typographes*, la situation est meilleure que celle de l'an dernier à pareille époque; on espère que le travail va rester très actif jusqu'en fin février, commencement de mars. A Nice, les *cordonniers* comptent 10 p. 0/0 de chômeurs; la situation est cependant meilleure que celle de l'an dernier; les ouvriers qui sont occupés d'une façon continue font 78 heures par semaine. Les *tapisseries* font en moyenne 54 heures par semaine; ils signalent la fermeture de 4 maisons occupant ensemble 15 ouvriers. Les *carrossiers* travaillent généralement 60 heures par semaine; ils estiment à 4 p. 0/0 le nombre de leurs adhérents sans ouvrage. Les *serruriers* entrent dans la période de leur chômage habituel; dans certains ateliers, on travaille encore de 54 à 60 heures par semaine. Les *maçons* estiment à plus de la moitié le nombre de leurs adhérents inoccupés; la durée du travail hebdomadaire est de 52 heures par semaine. A Vallauris, une fabrique de *poteries* occupant 12 ouvriers vient de rouvrir; la durée ordinaire de la journée est de 11 heures.

A Nice, les *cochers* estiment que 6 p. 0/0 des leurs sont sans emploi. Les *garçons de café* sont occupés 16 heures par jour; ils estiment que le tiers environ de leurs adhérents sont sans place. Chez les *garçons coiffeurs* la situation est encore mauvaise; elle est cependant meilleure que celle du mois de décembre, un certain nombre d'ouvriers étrangers étant répartis chez eux faute d'ouvrage, le nombre des bras disponibles s'est trouvé grandement diminué.

A Nice, le prix des denrées alimentaires est augmenté de 2 p. 0/0 environ.

Var. — A Toulon, la durée du travail chez les *typographes* atteint 60 heures par semaine; la situation générale est meilleure que celle de l'an dernier à la même époque : un journal à grand format vient de paraître, il emploie 15 ouvriers. Les *charretiers* effectuent en moyenne 107 heures de travail par semaine (dimanche compris); ils constatent que 15 0/0 de leurs camarades sont inoccupés; une nouvelle entreprise de *camionnage* vient de se fonder. Les *cordonniers* comptent 20 p. 0/0 environ d'inoccupés.

Corse. — A Bastia, les *typographes* comptent 8 p. 0/0 de leurs adhérents sans ouvrage.

Bouches-du-Rhône. — A Martigues, le mauvais temps a le plus souvent empêché la sorte des *bateaux de pêche* pendant le mois de janvier; de ce fait, 250 marins se trouveraient contraints au chômage.

D'après les renseignements fournis par les *carriers* de la Ciotat, l'ouvrage étant beaucoup moins abondant et moins bien rétribué, la main-d'œuvre étrangère avilissant les salaires,

beaucoup d'ouvriers quittent le pays pour aller s'occuper dans d'autres industries. Les *ouvriers boulangers* d'Aix estiment qu'un quart de leurs adhérents sont sans ouvrage; la durée du travail chez ceux qui sont occupés atteint 90 heures par semaine; l'emploi de petits ouvriers, finissant à peine leur apprentissage, rend le placement plus difficile.

A Marseille, les *imprimeurs-lithographes* comptent 4 p. o/o de leurs membres sans emploi; pour les ouvriers occupés, la durée du travail est d'environ 60 heures par semaine; chez les *typographes*, il y a un peu d'amélioration sur le mois dernier. On fait quelques heures supplémentaires. Les *cordonniers* signalent une situation plus mauvaise; ils travaillent, suivant les ateliers, 7 et 8 heures par jour; un peu plus de 20 p. o/o de leurs adhérents sont sans ouvrage.

Les *chauffeurs-conducteurs* estiment à 17 p. o/o le nombre de leurs collègues sans place; ils signalent la fermeture de deux maisons occupant ensemble 12 chauffeurs; chez les *forgerons*, on ne compte pas d'ouvriers sans ouvrage, mais il y a peu de commandes. Les *tailleurs de pierres tendres* font de 45 à 50 heures par semaine; ils estiment au quart le nombre de leurs adhérents sans ouvrage. Les *terrassiers-mineurs* travaillent 45 heures par semaine; ils comptent 7 p. o/o de leurs adhérents en chômage. A Aix, les *maçons* font 42 heures par semaine, beaucoup sont inoccupés.

A Saint-Henry-Marseille, par rapport au manque de séchage, quelques fabriques de *tuiles céramiques* ont diminué de deux heures la durée du travail journalier; on fait 48 heures par semaine. Les *carreleurs* de Marseille ont peu de travail. Les *marins du commerce* comptent 9 p. o/o de chômeurs.

Vaucluse. — A Avignon, les garçons *bouchers* comptent à peu près 15 p. o/o de chômeurs; l'ouvrage est peu abondant par suite de la rigueur de l'hiver et de la cherté de la viande.

Ardèche. — La crise dure toujours chez les ouvriers *mégissiers* et *palissonneurs* d'Annonay; elle s'est un peu atténuée, pas suffisamment cependant pour pouvoir occuper tous les ouvriers, même une partie de la semaine, on espère une reprise plus sérieuse au printemps.

Gard. — Les *carriers* de Beaucaire annoncent que 25 p. o/o des leurs sont inoccupés; ceux qui travaillent font 55 heures par semaine. On ne signale pas de chômeurs chez les ouvriers *boulangers* d'Alais. A Nîmes, les *cordonniers* travaillent dans la plupart des ateliers 12 heures par jour; mais la concurrence de la main-d'œuvre pénitentiaire abaisse les salaires; trois maisons occupant ensemble 200 ouvriers viennent de fermer. La situation chez les ouvriers *tailleurs d'habits* est toujours la même; on prévoit que la saison du printemps sera assez faible dans la *confection*; ce fait se reproduirait d'ailleurs à peu près tous les trois ans.

Aveyron. — A Decazeville, l'extension de l'exploitation à ciel ouvert permet d'employer des ouvriers peu exercés et d'abaisser les salaires. A Millau, les *gantiers* ne signalent aucun chômeur parmi leurs membres; ils travaillent en moyenne 60 heures par semaine. L'industrie de la ganterie ne s'est pas encore remise de la crise qu'elle vient de traverser; le nombre des ouvriers sans travail atteindrait encore 26 p. o/o; il se composerait principalement d'ouvriers de plus de soixante ans et de tout jeunes gens.

Tarn. — A Castres, le nombre des *tisserands* sans ouvrage est encore important; les voyageurs ne sont pas encore rentrés et les commissions font défaut. Dans certains ateliers, on travaille de 60 à 72 heures par semaine; les prix de façon ont subi une diminution de 10 à 20 p. o/o. Dans les *tissages mécaniques*, l'activité est assez grande.

Hérault. — A Montpellier, par suite du mauvais temps, la crise s'est aggravée, une moitié des *ouvriers manuels* seraient sans ouvrage, on estime que les trois quarts des *travailleurs de la terre* et *terrassiers* sont en chômage. Chez les *mineurs*, à Graissessac, la situation est toujours difficile, cependant on ne signale pas de chômeurs; les ouvriers du fond sont occupés 48 heures par semaine; ceux de l'extérieur, 4 à 5 jours par semaine; en moyenne, les salaires subiraient une baisse de prix de un quart; au Bousquet d'Orb, les *mineurs* estiment que un quart des leurs sont inoccupés, la durée de la journée de travail est de 9 heures et demie pour les ouvriers du fond; depuis quelque temps le travail a augmenté dans toute

l'étendue de la mine, mais les salaires sont diminués; à Ganges, les ouvriers *bonnetiers* ont 14 p. o/o d'adhérents inoccupés; la durée de la journée de travail est d'environ 9 heures; les salaires subissent une baisse assez sensible; à Montpellier, les *menuisiers* constatent que plus de la moitié de leurs adhérents sont inoccupés, ceux qui travaillent font 48 heures par semaine; à Béziers, on porte à plus du tiers le nombre des ouvriers sans travail dans la corporation des *plâtriers*; ceux qui sont occupés font 9 heures par jour.

Aude. — L'amélioration signalée chez les *typographes* de Carcassonne continue; les *chapeliers* de Châlabe annoncent la création d'une nouvelle maison occupant 50 ouvriers; à Narbonne, le travail est très faible chez les *tonneliers*; la concurrence est plus grande que les autres années, les vignobles bordelais ayant beaucoup moins produit; les ouvriers inoccupés ont reflué sur les autres centres viticoles; à Carcassonne, 30 p. o/o des *plâtriers* et *peintres* sont en chômage; la durée moyenne du travail est de 54 heures par semaine.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, les *tonneliers* estiment que la situation est plus mauvaise que celle de l'an dernier à la même époque; on compte plus du quart des ouvriers inoccupés, l'an dernier il n'y en avait pas; actuellement, dans certains ateliers, de petits ouvriers ou des apprentis tiennent des emplois auparavant réservés aux ouvriers; ceux qui sont occupés font 78 heures par semaine dans le travail aux pièces et 60 dans le travail à la journée; les *ébénistes* ne constatent aucun chômeur parmi leurs adhérents; les *conducteurs de tramways* et *cochers* effectuent 18 heures de travail par jour; la durée du travail chez les *garçons de café* atteint parfois 120 heures par semaine, on ne signale pas de chômeurs.

A Perpignan, le vin est augmenté de 0 fr. 05 par litre.

Haute-Garonne. — A Toulouse, les *ébénistes* signalent une petite amélioration dans la fabrication de l'article courant; la durée du travail varie de 50 à 60 heures par semaine; à peu près tous les ouvriers sont occupés; les *forgerons* travaillent de 40 à 50 heures par semaine. Les entreprises de *peinture* ont réduit leur personnel d'un dixième; on ne travaille que 30 à 35 heures par semaine dans beaucoup d'ateliers. Chez les *comptables*, il y a 15 p. o/o d'inoccupés.

Hautes-Pyrénées. — A Tarbes, la durée moyenne de la journée de travail est de 9 heures et demie chez les *corroyeurs* et les *vernisseurs*, dans quelques maisons on ne fait que 9 heures; le mauvais temps et les gelées ont occasionné, le mois dernier, un chômage d'une douzaine de jours; les *menuisiers* jugent la situation meilleure, tous les ouvriers sont occupés, ils travaillent en moyenne 54 heures par semaine.

Les ouvriers *métallurgistes* portent à 10 p. o/o le nombre des leurs inoccupés, les autres font environ 60 heures par semaine; les *peintres* sont en général occupés 54 heures par semaine; le travail se maintient assez actif chez les *maçons*; 12 p. o/o des *plâtriers* seraient sans emploi; suivant les ateliers la durée du travail varie de 48 à 54 heures; à Tarbes, le vin est augmenté de 3 p. o/o environ.

Landes. — A Mont-de-Marsan, les *typographes* ne comptent aucun des leurs inoccupés, cependant la situation est médiocre, les salaires étant en diminution; la durée du travail est de 60 heures par semaine; à Moussey, les *verriers* travaillent à tour de rôle huit jours par mois; l'ouvrier n'étant pas complètement privé de salaire peut attendre plus facilement la reprise générale des affaires.

Gers. — Il y a une petite reprise sur le mois dernier chez les *typographes* d'Auch; le changement d'adjudicataire des travaux administratifs a amené dans une imprimerie une augmentation de la durée du travail de 8 et 9 heures à 10 heures; les salaires sont restés sans variation; 2 ouvriers inoccupés; à Auch, depuis le 1^{er} janvier, le pain est augmenté de 0 fr. 05 par 4 kilogrammes.

Lot. — A Cahors, les *travailleurs de la terre* estiment que plus de la moitié des leurs sont sans ouvrage; à Souillac, les *tanneurs-corroyeurs* subissent dans la durée de la journée de travail une diminution variant du quart à la moitié; dans un atelier, le travail n'a subi aucune modification; à Cahors, le travail est très ralenti chez les *charpentiers*, ils atteignent encore 54 heures par semaine dans certains ateliers.

Lot-et-Garonne. — A Villeneuve-sur-Lot, par suite de la mévente des chaussures, les *cordonniers* subissent une diminution sensible dans les prix de façon; jusqu'ici l'ouvrage a été très abondant dans les usines produisant l'article cousu à la machine; il serait à craindre, si le mauvais temps se prolonge, que les commandes diminuent et amènent un arrêt dans la production; les *chapeliers-appropriés* travaillent environ 30 heures par semaine; les prix de façon sont en baisse et la concurrence des fabriques mécaniques rend les commandes plus rares; les *bouclonniers* de Lavardac font 60 heures par semaine.

A Villeneuve-sur-Lot, la viande est augmentée de 0 fr. 20 par kilogramme et le vin de 0 fr. 10 par litre.

Dordogne. — A Terrasson, chez les *chapeliers*, on a augmenté d'une heure la durée de la journée de travail.

Gironde. — A Bordeaux, le travail est faible chez les *jardiniers*; chez les *imprimeurs-lithographes*, on estime à 7 p. o/o le nombre des ouvriers inoccupés; les *coupeurs-tailleurs* travaillent 64 heures par semaine; la durée du travail chez les *blanchisseuses de lavoir* est en moyenne de 50 heures par semaine; les *tonneliers* signalent que la moitié environ de leurs membres sont inoccupés, la durée de la journée de travail est en moyenne de 6 heures; les prix de façon ont une tendance à la baisse. Travail plus actif chez les *ébénistes* par suite des commandes à exécuter pour l'Exposition. Chômage de 12 p. o/o chez les *mouleurs en métaux*; une maison occupant 12 ouvriers vient de fermer; on ne fait plus que 40 heures par semaine.

A Blaye, les *tailleurs de pierres* sont occupés environ 40 heures par semaine; à Bordeaux, les *carreleurs* ne travaillent plus en général que 5 heures par jour; les *garçons coiffeurs* comptent 8 p. o/o des leurs sans place; la durée moyenne du travail est de 95 heures par semaine.

A Bordeaux, la viande est en hausse.

Charente-Inférieure. — A Rochefort, les *tailleurs d'habits* employés à la journée ou au mois font 12 heures par jour; la morte-saison dure encore et les ouvriers en chambre ont peu d'ouvrage, dans certaines maisons on a diminué les prix de façons. A Échillais, les *ouvriers du bâtiment* travaillent environ 10 heures par jour; la situation est jugée meilleure que celle de l'an dernier; il reste encore quelques travaux en cours. A Rochefort, chômage complet dans les $\frac{3}{4}$ des entreprises de bâtiment; dans les autres on ne travaille que 2 jours par semaine.

Charente. — A Cognac, les *typographes* signalent 3 p. o/o de chômeurs; une maison a supprimé les gratifications accordées pour les heures supplémentaires. A Angoulême, la durée du travail est de 60 heures par semaine chez les ouvriers du livre; ils estiment à 5 p. o/o le nombre des leurs sans ouvrages, cependant la situation est meilleure que celle de l'an dernier pendant la période correspondante. A Angoulême, une entreprise de menuiserie a eu son chantier détruit par un incendie; 21 ouvriers y étaient occupés; cependant on ne signale pas de chômeurs; la durée moyenne de la journée de travail est de 10 heures.

Haute-Vienne. — A Saint-Junien, les ouvriers des *cuirs et peaux* travaillent 8 heures par jour. A Limoges, les ouvriers *cordonniers* travaillant à la machine annoncent une petite reprise; la situation reste toujours médiocre par suite du manque d'ouvrage dans le travail à la main. A Limoges, les ouvriers *tailleurs* comptent un grand nombre des leurs inoccupés; il en est de même tous les ans à la même époque; cette année la crise de l'industrie *porcelainière* a rendu la situation particulièrement pénible, les *tailleurs* qui ont des commandes font 30 heures par semaine. On estime à un quart le nombre des *menuisiers* inoccupés; la journée de travail est réduite de deux heures, on fait encore en moyenne de 50 à 55 heures par semaine; on ne signale aucun chômage chez les *feuillardiers*; la durée de la journée de travail chez les *plombiers-couvreurs* varie de 6 à 8 heures; il y a moins de travaux que l'an dernier à pareille époque.

Corrèze. — A Brive, les *typographes* travaillent 10 heures par jour; la viande de porc est augmenté de plus d'un tiers.

Creuse. — Les *chapeliers* de Bourgneuf subissent une crise assez intense due en partie à la concurrence de la fabrication mécanique; on ne signale pas de chômage, mais la durée du travail varie de 18 à 20 heures par semaine.

Cher. — Chez les *bûcherons* de Saint-Éloy-de-Gy, le travail est très faible, de même, à Corquoy et à Saint-Martin; l'ouvrage est assez abondant chez les *bûcherons* de Saint-Laurent qui font 48 heures par semaine, chez ceux de Mornay et ceux de Méry-ès-Bois qui sont occupés de 35 à 40 heures par semaine; ces derniers estiment à un cinquième le nombre de leurs adhérents inoccupés. A Ourouer, près des quatre cinquièmes des *ouvriers agricoles* seraient sans emploi par suite de la persistance des neiges; le salaire se maintient très faible. Les *ouvriers en toiles cirées* de Bourges signalent un ralentissement dans les commandes; comme tous les ans à pareille époque les magasins se sont approvisionnés à la fin de l'année, et maintenant il faudra attendre deux mois avant de recevoir de nouvelles commissions; la durée de la journée de travail est de 9 heures environ; la chambre syndicale vient de fonder une caisse de secours et de chômage. A Bourges, la durée du travail est d'environ 48 heures par semaine chez les *tailleurs de pierres*; à la Guerche, parmi les *ouvriers des fours à chaux*, les *chauffourniers* et les *casseurs* font 54 heures par semaine, de même les *cimentiers*; les *bluteurs* sont en chômage depuis 15 jours par suite de réparations aux machines. A Ourouer, le prix du pain est augmenté de 0 fr. 05 cent. par 5 kilogrammes.

Indre. — A Châteauroux, les *typographes* signalent la disparition d'un journal, ce qui a amené le renvoi de 4 jeunes ouvriers.

Deux-Sèvres. — A Niort, la situation des *gantiers* menace de devenir plus mauvaise par suite des adjudications de gants militaires qui ont modifié le marché.

Vendée. — Aux Épesses, les *tisserands* sont tous occupés, il y a une augmentation de la durée de travail, on fait de 10 à 12 heures par jour; la situation est un peu meilleure que l'an dernier à pareille époque; il y a plus de commandes et les fils sont moins chers; à Mortagne, les *tisserands* comptent encore 10 p. 0/0 de chômeurs. Chez les *ouvriers du bâtiment*, à la Roche-sur-Yon, la durée du travail hebdomadaire varie de 50 à 60 heures; à Luçon, elle est de 54 heures.

Loire-Inférieure. — A Nantes, on annonce que tous les *savonniers-huiliers* sont occupés; ils travaillent, suivant les maisons, de 66 à 91 heures par semaine, dimanche compris. Le travail de l'équipement militaire va finir incessamment; les *selliers-bourreliers* étant en morte-saison, le nombre des ouvriers sans travail va être accru de 200 à moins qu'il n'arrive de nouvelles adjudications.

La durée du travail est réduite dans certains ateliers de *brossiers*; la concurrence du travail pénitentiaire enlevant une partie des commandes; on fait environ 42 heures par semaine. A Saint-Nazaire, un grand nombre d'*ouvriers du fer* sont inoccupés; ils travaillent 9 heures par jour quand le temps le permet; dans les ateliers d'une grande compagnie de transports maritimes, la durée ordinaire de la journée est de 10 heures, le travail est assez actif par suite des transformations apportées aux paquebots. A Saint-Nazaire et à Nantes, une amélioration est signalée chez les *ajusteurs*; les *ferblantiers-boitiers* de Nantes signalent la fermeture d'une maison occupant 60 ouvriers. Pas de chômage chez les *robinetiers*, 25 p. 0/0 chez les *forgerons* et *frappeurs*. A Nantes, les *tailleurs de pierres* estiment que plus de la moitié de leurs adhérents sont sans ouvrage; les autres arrivent à environ 40 heures de travail par semaine. Chez les *peintres*, à Saint-Nazaire, la durée de la journée est de 8 heures, soit 48 heures par semaine; le nombre des ouvriers sans emploi dépasse la moitié. A Saint-Nazaire, les *ouvriers du port* estiment que la moitié des leurs manquent de travail; beaucoup de navires remontent jusqu'à Nantes; les quelques navires qui entrent au port doivent être rapidement déchargés.

Morbihan. — A Vannes, les *typographes* ne signalent aucun chômeur. La viande et le beurre augmentent.

Finistère. — A Brest, les *ouvriers de l'ameublement* n'ont qu'un faible courant de commandes, la concurrence du travail pénitentiaire, dans une ville voisine, leur enlevant une certaine quantité de travail; les ouvriers occupés font 66 heures par semaine.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, les *typographes* comptent 2 p. o/o de chômeurs; deux *journaliers* viennent de fusionner, ce qui augmente encore les difficultés du placement. A Fougères, la situation est jugée plus mauvaise par les *coupeurs en chaussures*; le développement de la production à la machine et le mauvais temps rendent les commandes plus rares; la durée du travail est d'environ 54 heures par semaine; on estime à 5 p. o/o le nombre des chômeurs. Les ouvriers et ouvrières de l'habillement signalent une petite reprise du travail; il n'y a plus que quelques chômeurs; il y a augmentation de travail chez les *chapeliers* de Rennes, ils font 11 heures par jour au lieu de 10. A Rennes, les *ouvriers sur métaux* estiment qu'un cinquième de leurs adhérents sont inoccupés; pour les autres, la durée du travail est de 54 heures environ par semaine, 5 p. o/o d'inoccupés chez les *chauffeurs*. Chez les *maçons*, il n'est pas signalé de chômeurs, de temps à autre le travail est suspendu par le mauvais temps; on arrive encore à environ 48 heures par semaine; chez les *cochers*, à Rennes, depuis la fin de la grève, la situation ne s'est pas améliorée, il y a moins d'ouvrage, les propriétaires faisant plus souvent sortir leurs équipages.

Maine-et-Loire. — A Cholet, les *tisserands* comptent un nombre considérable des leurs sans ouvrage, les prix de façons seraient en baisse de près de 25 p. o/o; à Bégrolles, les ouvriers qui ne sont pas embauchés trouvent difficilement de l'ouvrage.

A Angers, le travail est très faible chez les *menuisiers*; ils font 8 heures par jour; les commandes en vue de l'exposition qui doit avoir lieu en cette ville ont amené une activité plus grande tant dans les fabriques d'ameublements que chez les *petits ébénistes*; la durée du travail est de 66 heures par semaine; les *vanniers* sont occupés 60 heures par semaine. Les *fondeurs en fer et en cuivre* ne signalent pas d'ouvriers sans ouvrage.

A Angers, le prix des denrées et particulièrement la viande est augmenté (la viande, 0 fr. 40 par kilogramme); le prix du pain est sans modification.

Sarthe. — Au Mans, les *menuisiers* comptent un peu plus du quart des leurs sans ouvrage; la durée du travail est de 48 heures par semaine; le bœuf et le lard sont en augmentation de près de 25 p. o/o.

Indre-et-Loire. — A Tours, les *tanneurs* et les *cordonniers* estiment qu'un tiers de leurs adhérents sont sans ouvrage; 3 p. o/o chez les *coupeurs et brocheurs en chaussures*; la durée de travail est de 60 heures par semaine pour les ouvriers à la journée et de 45 pour les ouvriers aux pièces; la situation serait rendue plus mauvaise par la concurrence faite à l'article dit de Tours.

Loiret. — Chez les *bûcherons*, à Vitry-ès-Loges, à Vieilles-Maisons, on ne signale pas de chômeurs; la situation reste difficile, on espère une reprise au printemps prochain pour le travail des écorces; à Trainon, les trois quarts des *ouvriers des bois* seraient inoccupés. A Orléans, la durée du travail est diminuée chez les *couvreurs*, ils ne sont plus occupés que 40 heures par semaine. Morte-saison chez les *tailleurs d'habits*, mais plus dure que les autres années.

Eure-et-Loir. — A Nogent-le-Rotrou, les *typographes* font actuellement 57 heures par semaine; ils espèrent en février revenir à la durée normale de 60 heures; la situation est cependant meilleure que celle de l'an dernier à pareille époque, grâce aux travaux dits « labours ».

Orne. — A Caen et à Flers, les *typographes* ne signalent pas de chômeurs parmi leurs adhérents; la durée moyenne du travail est de 60 heures par semaine; à Caen, on estime que la situation est meilleure que celle de l'an dernier pendant la période correspondante.

Calvados. — A Flers, les *cotonniers* signalent une reprise du travail, dans les tissages on fait 66 heures par semaine et de 72 à 78 dans les *filatures*. Une filature est arrêtée et un tissage en liquidation; elles occupaient ensemble 200 ouvriers.

A Falaise, 3 maisons occupant ensemble près de 300 ouvriers *bonnetiers* viennent de fermer; cependant la situation semble un peu meilleure que l'an dernier.

Eure. — A Pont-Audemer, une *imprimerie* nouvelle vient de se fonder; le travail est assez abondant; dans une maison on fait 2 et 3 heures supplémentaires par jour.

Seine-Inférieure. — A Rouen, la situation dans l'industrie du livre devient plus mauvaise; elle est actuellement inférieure à celle de l'an dernier à pareille époque; il y avait déjà quelques *typographes* inoccupés; une maison occupant une moyenne de 50 ouvriers vient de réduire d'une heure la durée de la journée de travail; une autre maison diminue son personnel.

Les *tisseurs* d'Elbeuf signalent la fermeture de quatre maisons qui occupaient ensemble 100 ouvriers; la durée du travail hebdomadaire est d'environ 42 heures; les prix de façon subissent une diminution sensible.

A Rouen, chez les *constructeurs-mécaniciens*, la durée du travail journalier est de 10 heures; on signale peu de chômeurs. Les *plombiers*, *couvreurs*, *zingueurs* ne signalent pas de chômeurs. Les *tapissiers* ont plus d'un cinquième des leurs inoccupés; on fait 50 heures par semaine.

Algérie. — A Alger, la durée du travail chez les ouvriers *tailleurs* est de 30 heures en moyenne par semaine; la morte-saison dure encore; les salaires n'ont pas subi de modifications; à Oran, les *ouvriers sur métaux* signalent la disparition de trois maisons occupant ensemble 25 ouvriers; la durée du travail journalier a été diminuée de 1 heure; on fait de 40 à 45 heures par semaine; la concurrence de la main-d'œuvre étrangère tend à abaisser les salaires. Les *maçons* et *plâtriers* jugent la situation meilleure que l'an dernier.

A Alger, les *garçons limonadiers-restaurateurs* estiment que la situation est moins bonne que l'an dernier; les places disponibles devenant plus rares par suite de la concurrence des *garçons étrangers* que les gérants et locataires de la saison hivernale font venir pour leur service; un cinquième des adhérents sont sans place. Les *boulangers* d'Oran travaillent 78 heures par semaine.

A Oran, il y a hausse sur le pain, la viande et le vin.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Adjudications. — Adjudications importantes annoncées pour février.

Paris. — Construction d'une caserne.....	1.116.000 ^f
Bordeaux. — Ligne de Toulouse à Bayonne : établissement d'une voie.....	"
Bordeaux. — Reconstruction d'un groupe scolaire.....	311.400
Montauban. — Ligne de Castelsarrazin à Beaumont : fondation de ponts.....	520.000
Épernay. — Construction d'une chapelle.....	391.000
Villefranche (Aveyron). — Construction d'une salle de fêtes.....	100.000
Lamoges. — Travaux au musée d'arts décoratifs.....	297.800
Cahors. — Restauration du lycée.....	451.000
Lyon. — Construction d'un groupe scolaire.....	368.700
Saint-Étienne. — Canal du Forez : construction de la branche du Poncins.....	216.000
Clermont-Ferrand. — Construction de la ligne de Laqueuille au Mont-Dore.....	510.000
Chartres. — Amélioration du service des eaux.....	275.000
Algérie. — Bougie. — Travaux d'adduction d'eau.....	557.000

Résultats des adjudications précédentes :

Paris. — Transformation du port de la Rapée. — Adj. : Brissot, 5, rue Crozatier, rabais, 15 p. o/o.

Travaux de fontainerie. — Adj. : Mathelin, 26, rue Boursault, 6,80; Gibault, 70, avenue Philippe-Auguste, 6, 50. Société d'entreprise générale de distribution et de concession d'eau et de gaz, 83, boulevard de Port-Royal, 6,30.

Relèvement du quai de la Rapée. — Adj. : Aubrun, 13, rue du Colonel-Oudot, 36,60.

Reconstruction d'une école, rue de Ménilmontant. — Adj. : terrasse et maçonnerie, Auberlé,

7, quai aux Fleurs, 34,30 ; *charpente*, les Charpentiers de Paris, 24, rue Labrouste, 34,40 ; *couverture et plomberie*, Mahey, 5 rue Saint-Gilles, 41,50 ; *menuiserie*, Laurent, 17, rue Jean-Lantier, 34,90.

Construction d'un groupe scolaire, 24, rue Saint-Sébastien. — Adj. : *terrasse et maçonnerie*, Augé, 17, rue Laghouat, 34,30 ; *charpente*, Poirier, 46, boulevard de Vaugirard, 39,90 ; *couverture et plomberie*, Ducroux, 86, rue de Flandre, 41,70 ; *menuiserie*, Laureille, 196, quai Jemmapes, 38,30 ; *parquetage*, Laurent, 17, rue Jean-Lantier, 25,10 ; *serrurerie*, Taillandier, 38, rue de la Charbonnière, 36,20 ; *funisterie*, Leprêtre, 34, rue de la Montagne-Sainte-Genève, 38,30 ; *peinture et vitrerie*, Bettembourg, 54, rue des Vinaigriers, 31,60 ; *parage*, Maupoix, 64, cours de Vincennes, 32,40.

Travaux d'amélioration du canal Saint-Denis et des bassins de La Villette. — Adj. : Brissot, 5, rue Crozatier, 10 et 9,10.

Construction d'un pont sur le canal Saint-Martin. — Adj. : Barbot, 120, rue Lauriston, 32,80.

Clichy (Seine). — Construction d'un collecteur. — Adj. : Versille, 5, quai de Javel, 31,80. Arcis-sur-Aube. — Construction d'écoles à Méry-sur-Seine. — Adj. : Bajolot, à Chaumont, 10.

Neubourg (Eure). — Distribution d'eau. — Adj. : *bâtiment et réservoir*, Caillet, 15 ; *canalisation*, Fessard, à Angers, 26.

Le Havre. — Allongement et aménagement de la forme de radoub. — Adj. : Hallier, 61, rue de l'Arcade, à Paris, 13.

Lille. — Dérivation de la Scarpe autour de Douai (ponts, routes, tabliers métalliques). — Adj. : Meistreit, au Blanc-Misseron, 19.

Alger. — Construction de hangars. — Adj. : Roussel, à Paris, 18.

Douai. — Démantèlement de la ville. — Adj. : Duez, 26,8 et 35 ; Lys-Tanère, à Lille, 6,25.

Dijon. — Ligne de Saint-Loup-de-la Salle à Beaune ; bâtiments de la gare de Sainte-Marie et maisons de garde. — Adj. : Bois.

Foix. — Ligne de Pamiers à Limoux, maisons de garde. — Adj. : Chevalier, à Vernajoul, 21.

Lons-le-Saunier. — Construction d'un lycée. — Adj. : *terrassement, maçonnerie, pierres de tailles*, Spinga, à Dôle, 5,50 ; *charpentes en bois et couverture*, Pateu, à Besançon, 10,76 ; *menuiserie*, Souplet, à Montpionne (Meuse), 21,15 ; *charpente en fer, serrurerie, quincaillerie*, Forges de Franche-Comté, à Besançon, 21,67 ; *gypserie, peinture, vitrerie*, Machetti, à Lyon, 24.

Préfecture de la Seine. — Autorisations de bâtir. — Du 1^{er} au 31 janvier, il a été déposé 98 demandes en autorisation de bâtir, dont 50 pour des constructions. Pendant le mois de janvier 1894, le nombre des demandes a été de 119 dont 79 pour des constructions.

Le nombre total des demandes pendant l'année 1894 a été de 1581 dont 900 environ pour des constructions ; 950 autorisations s'appliquaient aux 14^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e et 20^e arrondissements.

Transports. — Le tonnage des embarquements sur les canaux et rivières, pendant les onze premiers mois de 1894, a atteint 24.938.180 tonnes, contre 23.116.446 pendant la même période de 1893, soit une augmentation de 8 p. o/o.

Pendant l'année 1894, il a été ouvert à l'exploitation 620 kilomètres de chemin de fer dont 443 d'intérêt général et 177 d'intérêt local.

La longueur exploitée se trouve égale au 31 décembre 1894 à 43.391 kilomètres d'intérêt général et 3.730 d'intérêt local.

Les lignes de tramways ouvertes à l'exploitation en 1894 donnent un total de 211 kilomètres, ce qui porté à 1.880 kilomètres la longueur totale exploitée au 31 décembre 1894 des lignes de tramways.

Recettes des compagnies de transport du 1^{er} au 28 janvier :

	1895.	1894.
Compagnies des chemins de fer d'intérêt général . . .	73,186,775	75,257,455
Compagnie des omnibus de Paris	3,025,638	3,062,799
Compagnie des petites voitures à Paris	1,634,783	1,705,320

Tribunal de commerce de la Seine. — Nombre de faillites et de liquidations judiciaires :

	MOIS DE JANV.	
	1895.	1894.
Faillites	132	142
Liquidations judiciaires	19	31
Conversions de liquidations en faillites	2	9

Mont-de-Piété de Paris. — Situation des magasins au 31 janvier 1895.

GAGES CORPORELS.			ARTICLES.	SOMMES.
			Nombre.	francs.
Il y avait en magasin, le 31 décembre 1894, au soir			1.735.380	46.561.344
ENTRÉE.				
Par engagements effectifs	119 180	2.955.291	183.407	4.746.152
Par renouvellements	64.227	1.790.861		
TOTAL			1.918.787	51.307.496
SORTIE.				
Par dégagements effectifs	91.766	2.515.422	166.284	4.469.036
Par renouvellements	64.227	1.790.861		
Par ventes	10.291	162.753		
RESTE en magasin, le 31 janvier 1895			1.752.503	46.838.460
Restait en magasin, le 31 janvier 1891			1.966.265	48.533.419
le 31 janvier 1892			1.978.867	51.033.289
le 31 janvier 1893			1.933.485	51.527.659
le 31 janvier 1894			1.836.026	49.849.964
Intérêts des emprunts			{ à 1 an 3 p. o/o. à 9 mois 2 1/2 p. o/o. à 6 mois 2 p. o/o. à 3 mois 1 1/2 p. o/o.	

Mines de combustibles. — Production houillère du Pas-de-Calais et du Nord pendant les trois dernières années (chiffres provisoires en 1894) :

	1894.	1893.	1892.	DIFFÉRENCE DE PRODUCTION	
	tonnes.	tonnes.	tonnes.	de 1894 sur 1893 (en plus).	de 1894 sur 1892 (en plus).
Pas-de-Calais	10.331.542	8.975.619	9.835.645	1.655.923	795.897
Nord	5.006.415	4.742.702	4.663.122	263.713	343.293
TOTAL	15.637.957	13.718.321	14.498.767	1.919.636	1.139.190

PLACEMENT GRATUIT.

A Paris, le bureau municipal du 1^{er} arrondissement a effectué, en 1894, 2.393 placements; celui du xvii^e arrondissement a reçu 1.700 demandes, 847 offres et effectué 835 placements; celui du xv^e arrondissement a reçu 3.737 demandes, 1.059 offres et effectué 853 placements. L'office municipal de placement mutuel du xix^e arrondissement a reçu, du 2 avril au 31 décembre 1894, 1.215 offres, 815 demandes et effectué 566 placements.

En 1894, le bureau municipal de Lille a reçu 184 demandes et 76 offres.

La Bourse du travail de Nîmes a reçu, en 1894, 1.643 demandes, 879 offres et effectué 963 placements; celle de Nice a reçu 3.074 demandes, 1.072 offres et effectué 863 placements; celle de Cholet a reçu 886 offres, 499 demandes et effectué 432 placements. Au cours du quatrième trimestre 1894, celle de Grenoble a reçu 306 offres, 167 demandes et a effectué 128 placements; celle d'Angers a reçu 446 offres, 158 demandes et effectué 260 placements.

Le syndicat des typographes de Saint-Étienne a reçu, en 1894, 33 demandes, 18 offres et effectué 18 placements.

L'Union d'assistance par le travail du xvi^e arrondissement a effectué, du 1^{er} avril au 31 décembre 1894, 70 placements à demeure et 243 placements en extra.

La maison de travail pour jeunes gens, 13, rue de l'Ancienne-Comédie, à Paris, a effectué 174 placements au cours du 1^{er} semestre 1894.

ÉTAT DES PLACEMENTS EFFECTUÉS PAR LES OFFICES DE PLACEMENT GRATUIT (RENSEIGNEMENTS PARVENUS AU 1^{er} FÉVRIER.)

A. — BUREAUX MUNICIPAUX.

B. — BOURSES DE TRAVAIL.

LOCALITÉS.	NOMBRE DES			LOCALITÉS.	NOMBRE DES		
	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués.		DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués.
DÉCEMBRE 1894.				DÉCEMBRE 1894.			
Paris (1 ^{er} arr ^t).	316	182	181	Boulogne-s ^r -mer.	243	78	78
— (xiv ^e arr ^t).	69	6	5	Boulogne-s ^r -S ^{ne} .	175	135	110
— (xv ^e arr ^t).	319	89	76	Montpellier.	150	87	74
— (xix ^e arr ^t).	166	126	73	Saint-Nazaire.	334	89	89
— (xx ^e arr ^t).	94	24	24				
JANVIER 1895.				JANVIER 1895.			
Paris (v ^e arr ^t).	62	80	{ 20 dem.(1) 22 extra.	Bordeaux.	381	144	136
— (xi ^e arr ^t).	84	68	{ 52 dem. 1 extra.	Nîmes.	90	"	33
Levallois-Perret.	87	78	{ 48 dem. 3 extra.	Saumur.	37	17	8
				Tours.	154	13	13
				Toulouse.	131	33	48 dem.
				Villeneuve-Lot.	8	2	31 extra.

(1) dem. = à demeure.

C. — SYNDICATS PROFESSIONNELS (EN DEHORS DES BOURSES DE TRAVAIL DÉSIGNÉES CI-DESSUS)
DÉCEMBRE 1894.

DÉPARTEMENT.	LOCALITÉ.	PROFESSION.	NOMBRE DE		
			DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS
Alpes-Maritimes.....	Nice.....	Vermicelliers.....	4	"	"
Idem.....	Idem.....	Cordonniers.....	60	54	"
Idem.....	Idem.....	Tapissiers.....	3	3	3
Bouches-du-Rhône.....	Marseille.....	Lithographes.....	"	"	12
Idem.....	Idem.....	Forgerons.....	4	"	3
Charente-Inférieure.....	Rochefort.....	Tailleurs d'habits.....	4	"	"
Deux-Sèvres.....	Niort.....	Gantiers.....	10	"	8
Gironde.....	Bordeaux.....	Lithographes.....	15	13	"
Indre.....	Châteauroux.....	Typographes.....	"	"	1
Isère.....	Grenoble.....	Typographes.....	21	"	5
Maine-et-Loire.....	Cholet.....	Tisserands à la main.....	5	"	5
Nord.....	Dunkerque.....	Plombiers.....	1	"	"
Oise.....	Liancourt.....	Cordonniers.....	4	"	4
Pyrénées-Orientales.....	Perpignan.....	Tonneliers.....	Beaucoup.	1	1
Rhône.....	Lyon.....	Chaudfleurs.....	14	3	3
Idem.....	Idem.....	Polisseurs de marbres.....	4	"	3
Idem.....	Idem.....	Employés de cafés.....	181	49	47 dem. 75 j. ext.
Seine.....	Paris.....	Boulangers.....	36	"	"
Idem.....	Idem.....	Cuisiniers.....	"	"	28
Idem.....	Idem.....	Typographes.....	"	"	100
Idem.....	Idem.....	Gainiers.....	"	"	20
Idem.....	Idem.....	Ebénistes.....	2	"	2
Seine.....	Idem.....	Mouleurs en plâtre.....	"	4	4
Idem.....	Paris.....	Instruments de précision.....	30	"	14
Idem.....	Clichy.....	Chaudfleurs-mécaniciens.....	10	3	3
Tarn-et-Garonne.....	Montauban.....	Typographes.....	"	"	4
Var.....	Toulon.....	Cordonniers.....	"	"	8
Vienne (Haute).....	Limoges.....	Feuillardiers.....	17	"	17

ASSISTANCE.

*Renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la Préfecture de la Seine.
(Bureau du travail.)*

Nombre de personnes secourues dans les refuges et asiles municipaux en janvier.

Hommes.....	{ de moins de 60 ans.....	10,709
	{ de plus de 60 ans.....	159
Femmes.....		1,154
Enfants.....		268

MOUVEMENT SYNDICAL.

[Direction de la prévoyance et de l'assurance sociale. — Bureau des syndicats professionnels.]

Pendant le mois de janvier 1895, le Ministère du Commerce a été avisé des modifications suivantes dans la situation des syndicats professionnels :

CRÉATION DE SYNDICATS ET D'UNIONS DE SYNDICATS.

Allier. — Syndicat des coiffeurs de Montluçon (18 membres). Siège social : Mairie de Montluçon.

Alpes-Maritimes. — Union syndicale des marins du commerce (52 membres). Siège social : 18, quai Saint-Pierre, à Cannes.

Syndicat des ouvriers jardiniers agricoles et horticoles du canton de Cannes (70 membres). Siège social : Maison Jeucard, boulevard Carnot, à Cannes.

Aude. — **Syndicat des ouvriers employés des chemins de fer français** (Fédération générale des travailleurs des chemins de fer de France et des colonies : 131 membres). Siège social : Place Voltaire, à Narbonne.

Bouches-du-Rhône. — **Syndicat des maîtres carriers de Fontvieille** (6 membres). Siège social : Salle des Haras, à Arles.

Cantal. — **Syndicat médical de l'arrondissement d'Aurillac** (25 membres). Siège social : Hospice d'Aurillac.

Société des pharmaciens du Cantal (31 membres). Siège social : Pharmacie Niquel, à Aurillac.

Cher. — **Syndicat des ouvriers bûcherons et travaux similaires du département du Cher** (46 membres). Siège social : Chez M. Picard, à Feux.

Côtes-du-Nord. — **Union des syndicats agricoles de l'arrondissement de Guingamp** (25 membres). Siège social : Guingamp.

Finistère. — **Union syndicale du commerce en gros des liquides du Finistère** (115 membres). Siège social : Brest.

Association fraternelle des ouvriers menuisiers, charpentiers et scieurs de long (18 membres). Siège social : Rue Coab, à Brest.

Garonne (Haute-). — **Syndicat des entrepreneurs de routes** (20 membres). Siège social : 15, rue de Châteaudun, à Toulouse.

Indre. — **Syndicat des bûcherons et journaliers de la commune de Niherne** (30 membres). Siège social : Niherne.

Indre-et-Loire. — **Syndicat des ouvriers bûcherons et travaux similaires d'Indre-et-Loire** (782 membres). Siège social : Bourse du travail, à Tours.

Isère. — **Syndicat agricole et viticole de Quet-en-Beaumont** (50 membres). Siège social : Quet-en-Beaumont.

Loire-Inférieure. — **Unions des mécaniciens navigateurs brevetés** (7 membres). Siège social : 10, place du Commerce, à Nantes.

Nord. — **Syndicat des ouvriers plâtriers de Dunkerque et environs** (41 membres). Siège social : 16, rue du Château, à Dunkerque.

Syndicat des ouvriers boulangers de Douai et environs (40 membres). Siège social : 2, rue de la Croix-d'Or, à Douai.

Nord. — **Syndicat des bouchers et charcutiers de Tourcoing** (95 membres). Siège social : 50, rue du Château, à Tourcoing.

Oise. — **Syndicat du Commerce en gros des vins et spiritueux de l'Oise** (48 membres). Siège social : 32, rue de Solférino, à Compiègne.

Pyrénées-Orientales. — **Syndicat de la boulangerie perpignanaise** (34 membres). Siège social : Salle de la Mairie, à Perpignan.

Rhône. — **Syndicat des ouvriers et ouvrières en confection pour hommes, de Lyon** (37 membres). Siège social : Bourse du travail, à Lyon.

Seine. — **Syndicat des ouvriers briquetiers, potiers de la Seine**. Siège social : 139, rue de Fontainebleau, à Gentilly.

Société française des ingénieurs coloniaux (13 membres). Siège social : 15, avenue Matignon, à Paris.

Syndicat des ouvriers tailleurs sur acier (123 membres). Siège social : 33, rue Bisson, à Paris.

Vaucluse. — **Syndicat des ouvriers tailleurs de pierre et maçons de Cavaillon** (36 membres). Siège social : Cavaillon.

SYNDICATS DISSOUS.

Ardennes. — **Syndicat de la boulangerie de l'arrondissement de Rethel**. Siège social : Rethel.

Syndicat des ouvriers bûcherons d'Autrecourt et des environs. Siège social : Autrecourt.

Syndicat des clouteries mécaniques en fil de fer et parties similaires de Charleville. Siège social : Charleville.

Syndicat des ouvriers en métallurgie de Gué-d'Hossus et Rocroi réunis. Siège social : Gué-d'Hossus.

Syndicat des ouvriers cloutiers de Mazures. Siège social : Les Masures.

Syndicat des ouvriers métallurgistes de Maubert-Fontaine. Siège social : Maubert.

Syndicat des ouvriers métallurgistes de Monthermé-Laval-Dieu. Siège social : Monthermé.

Syndicat des ouvriers mouleurs de Neufmanil. Siège social : Neufmanil.

Syndicat des ouvriers monteurs, ajusteurs, tourneurs et professions similaires. Siège social : Neufmanil.

Syndicat des ouvriers métallurgistes de Pouru-Saint-Rémy. Siège social : Grande-Rue, à Pouru-Saint-Rémy.

Syndicat des ouvriers et ouvrières de l'industrie lainière de Remilly-Aillicourt.

Syndicat des ouvriers et ouvrières en tissus et industries similaires de Rethel et environs. Siège social : Rethel.

Syndicat des ouvriers en métallurgie de Revin. Siège social : Salle Latour-Lambert, à Revin.

Syndicat des ouvriers carriers de pierres de route du canton de Mézières. Siège social : Saint-Laurent.

Syndicat des ouvriers en métallurgie de Fumay. Siège social : 10, Petite-Rue, à Fumay.

Cher. — Syndicat des ouvriers cordonniers réunis de Saint-Amand. Siège social : Mairie de Saint-Amand.

Corrèze. — Syndicat des entrepreneurs de bâtiments. Siège social : Rue du Docteur-Massénat, à Brive.

Syndicat des couvreurs de Brive. Siège social : Rue du Docteur-Massénat, à Brive.

Garonne (Haute-). — Syndicat des marchands de Toulouse (marchands ambulants et soldeurs). Siège social : Bourse du travail, à Toulouse.

Gironde. — Syndicat des ouvriers tonneliers de Bordeaux et du département, 4^e section, communes de Quinsac, Saint-Caprais et Baurède. Siège social : Quinsac.

Oise. — Syndicat des coupeurs et brocheurs en chaussures du canton de Liancourt. Siège social : Liancourt.

Seine. — Syndicat des ouvriers boulangers de la Seine. Siège social : 2, place des Batignolles, à Paris.

La Mutualité, groupe corporatif des restaurateurs-limonadiers. Siège social : 51, rue Vivienne, à Paris.

Syndicat des ouvriers chapeliers en soie de Montreuil. Siège social : Rue Voltaire, à Montreuil.

Syndicats des employés d'expositions de Paris et départements limitrophes «La Vigilante». Siège social : 34, avenue de Suffren, à Paris.

Syndicat du personnel de la quincaillerie. Siège social : 49, rue de Bretagne, à Paris.

Union philanthropique des gens de maison syndiqués. Siège social : 2, rue Robert-Étienne, à Paris.

Syndicat des dames lingères, couturières, blanchisseuses, etc. Siège social : Paris.

Syndicat des ouvriers ferblantiers-boitiers de Paris. Siège social : Paris.

Syndicat des employés photographes français. Siège social : Paris.

Syndicat des ouvriers menuisiers en bâtiment du département de la Seine. Siège social : Paris.

Syndicat des ouvriers blanchisseurs et blanchisseuses apprêteurs de neuf. Siège social : Paris.

Syndicat ouvrier des sommeliers, garçons marchands de vins et liquoristes de la Seine. Siège social : Paris.

Syndicat des ouvriers charcutiers de la Seine. Siège social : Paris.

Syndicat des ouvrières tapissières en ameublement de Paris. Siège social : Paris.

Syndicat des ouvrières et ouvriers chiffonniers de la Seine. Siège social : Paris.

Syndicat des ouvriers fourriers spécialistes. Siège social : Paris.

Syndicat des ouvrières blanchisseuses. Siège social : Paris.

Syndicat des ouvriers déménageurs du département de la Seine. Siège social : Paris.

Syndicat de la ligue agricole centrale. Siège social : Paris.

Syndicat des employés et ouvriers du funiculaire de Belleville. Siège social : Paris.

Syndicats des propriétaires forestiers de France. Siège social : Paris.

Var. — Syndicat des ouvriers cordonniers. Siège social : 5, traverse des Religieuses, à Brignoles.

Alger. — Syndicats des ouvriers peintres en bâtiments et assimilés d'Alger et Mustapha. Siège social : Bourse du travail d'Alger.

Syndicat des ouvriers vermicelliers et assimilés d'Alger. Siège social : Bourse du travail à Alger.

Syndicat des ouvriers coupeurs, tailleurs et assimilés de l'équipement militaire d'Alger. Siège social : Bourse du travail, à Alger.

LES GRÈVES.

DATES		DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		CAUSES DE LA GRÈVE et demandes des grévistes.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
du commence- ment.	de la fin.				d'établissements.	de grévistes.			
GRÈVES NON TERMINÉES AU 1 ^{er} JANVIER 1895 (A).									
16 mars ..	22 janv. .	Loire.....	Rive-de-Gien.....	Verriers.....	1	607 (1)	Demande de renvoi d'un ou- vrier.	Échec.	(1) Au début les grévistes étaient 1.066.
17 déc.....	15 janv. .	Seine.....	Paris.....	Doreurs chimiques.....	1	23	Contre l'emploi des femmes.	Échec. (2)	(2) Les grévistes ont été remplacés.
20 déc.....	.....	Loire.....	Bouanne.....	Tisseurs mécaniques.....	21	3323 (3)	Demande d'application d'un tarif uniforme et refus des patrons d'entamer des négociations avec le syn- dicat ouvrier.	.....	(3) Au 31 janvier
GRÈVES COMMENCÉES EN JANVIER 1895.									
1 ^{er} janvier	15 janvier.	Nord.....	Fresnes.....	Marbriers.....	1	65	Contre l'augmentation de la durée du travail sans aug- mentation de salaire.	Réussite.	
2 .....	.....	Rhône.....	Cublize.....	Tissage mécanique.....	1	106	Augmentation de salaires....	.....	
10	15 janv. .	Seine.....	Paris.....	Équipements militaires (selliers).....	1	60	Augmentation de salaires....	Transact ^{on}	
11	16	Seine.....	Paris.....	Équipements militaires (selliers).....	1	30	Augmentation de salaires....	Transact ^{on}	
12 .....	.....	Loire.....	Saint-Romain-le- Puy.....	Verriers.....	1	400	La fédération du syndicat du verre ayant mis la maison à l'index, le patron a fermé son usine.	.....	

(A) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas encore été signalée à l'Office du travail.

DATES		DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE		CAUSES DE LA GRÈVE et demandes des grévistes.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements	de grévistes			
14 janvier. 21		Ardennes.....	Nouzon.....	Feronniers.....	1	40	Réduction de salaires.....		(1) Le surveillant a été changé de poste. (2) Les grévistes ont été licenciés.
21	28 janv..	Meuse.....	Evaille.....	Carriers.....	2	300	Demande de limitation du nombre des étrangers à un dixième de l'effectif.	Transac ^{on}	
21	22 janv..	Seine.....	Paris.....	Menuisiers.....	1	20	Demande de réintégration d'un directeur renvoyé.	Échec.	
21	25	Nord.....	La Madeleine-des- Lille.	Chaudronniers.....	1	150	Demande de renvoi d'un surveillant.	Transac ^{on} (1)	
21	28	Seine.....	Paris.....	Équipements militaires (selliers).	1	32	Demande de renvoi de 2 ou- vriers qui, dans la grève précédente, avaient repris le travail	Échec. (2)	
22	31 janv..	Var.....	Sillans.....	Femmes employées à la cueillette des olives.	1	6	Augmentation de salaires...	Échec.	(3) Intervention du maire. (4) Les grévistes ont été immédiatement remplacés.
23	.....	Finistère.....	Poulgoazec - Au- diene.	Soudeurs de boîtes de sardines.	2	100	Refus de souder les cou- vercles des boîtes faites à la machine.	.....	
24	26 janv..	Haute-Savoie.....	Verthier (Dons- sard).	Ébénistes.....	1	11	Augmentation de salaires...	Transac ^{on} (3)	
26	27	Seine.....	Clichy.....	Charretiers.....	1	15	Augmentation de salaires...	Échec. (4)	
28	2 février..	Seine.....	Paris.....	Monteurs en chaussures.	1	28	Augmentation du tarif pour le travail à la machine ou payement à la journée.	Réussite.	
28		Loire.....	Régny.....	Tinturiers.....	1	80	Augmentation de salaires...		
28	.....	Bouches-du-Rhône.	Marseille.....	Tuiliers.....	1	180	Contre l'introduction du tra- vail aux pièces.	.....	
28	29 janv..	Nord.....	La Madeleine-les- Lille.	Chaudronniers.....	1	17	Renvoi de 8 ouvriers faute de travail.	Transac ^{on}	
30	5 février..	Aisne.....	Sains-Richaumont.	Tisseurs.....	1	43	Augmentation de salaire et demande de réintégration d'un ouvrier renvoyé.	Échec.	

Ainsi 19 grèves ont été déclarées en janvier 1895 ; il y en avait eu 29 en janvier 1894 et 70 en janvier 1893.

Les 19 grèves de 1895, pour lesquelles on a compté 1.683 grévistes et 21 établissements atteints, se répartissent entre les grands groupes de professions de la manière suivante :

Agriculture	1
Cuir et peaux	4
Textiles	3
Bois	2
Métaux	4
Pierres, briques, verre	4
Transport	1

6 grèves, englobant 906 grévistes, ne sont pas encore terminées ; les 13 autres, avec 777 grévistes, ont abouti à 6 transactions, 5 échecs et 2 réussites.

9 ont duré moins d'une semaine, 2 ont duré sept jours et 1 neuf jours.

8 grèves ne comprenant que le cinquième du nombre total des grévistes (336) ont eu pour but l'augmentation des salaires ; les dix autres ont été provoquées par 10 motifs différents.

Outre les grèves qui ont éclaté en janvier, le tableau ci-dessus contient 3 grèves qui ont commencé en 1894 et se sont continuées en 1895.

Celle de Roanne, qui n'était pas encore terminée le 31 janvier, appelle plus particulièrement l'attention et par le nombre des grévistes, et par ce fait qu'elle a provoqué d'autres grèves dans la région. Tous les tissages de la ville ont été atteints, et le nombre des grévistes a été successivement de 3.900 le 21 décembre 1894, au début, de 5.600 le 24, de 5.093 le 26, de 4.488 le 3 janvier 1895, de 4.063 le 7, de 4.344 le 12, de 3.943 le 14 et de 3.323 le 31, sur un ensemble d'ouvriers s'élevant à 6.865.

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

Cinq tentatives d'application de la loi sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées pendant le mois de janvier :

1^o Grève des tisseurs de Roanne (Loire). — Le dernier *Bulletin* a signalé la deuxième tentative faite par le juge de paix, le 6 janvier. Les ouvriers, tenant compte de la résolution des patrons, renonçaient à faire intervenir leur syndicat dans le règlement du différend, mais ils demandaient que 7 délégués, choisis par eux en assemblée générale, entrassent seuls en pourparlers avec les patrons ; ils consentiraient néanmoins à réduire à 5 le chiffre des délégués, conformément à l'article 2 de la loi du 27 décembre 1892.

Les patrons répondirent qu'ils étaient prêts à traiter avec une délégation

de chaque usine, mais ils refusaient de le faire avec la *délégation unique* nommée par les grévistes.

Chacune des deux parties s'étant maintenue sur le terrain choisi par elle, toute conciliation fut rendue impossible.

Le 18 janvier, les grévistes s'adressèrent au juge de paix, se déclarant disposés à fournir une délégation pour chaque usine comme les patrons le désiraient; ils demandaient seulement que la première délégation de 7 membres fût admise aux réunions et pût assister les délégués de chaque usine.

Les patrons furent convoqués pour le 21; ils ne se présentèrent pas et firent savoir qu'ils entendaient discuter avec leurs ouvriers *seuls*, et cela, à l'intérieur de chaque établissement.

Le 27 janvier, une nouvelle intervention du juge de paix n'a pu aboutir, patrons et ouvriers refusant de se départir des dernières conditions posées de part et d'autre;

2° Grève des tisseurs de Cublize (Rhône). — Le 31 décembre, les ouvriers et ouvrières du tissage de Cublize, qui appartient à un fabricant de Roanne, ayant demandé une augmentation de 1 centime par mètre et cette augmentation leur ayant été refusée, la moitié d'entre eux, soit 106 sur 206, ne reprirent pas le travail le 2 janvier.

Les salaires de ces ouvriers sont réglés d'après le tarif de Roanne, moins 2 centimes par mètre; ils demandent donc que la différence en moins ne soit plus que de 1 centime.

Le juge de paix d'Amplepuis, par lettres et par affiches, a invité les deux parties à recourir à la conciliation et à l'arbitrage, et une réunion a eu lieu à la mairie de Cublize, le 9 janvier.

L'accord n'a pu se faire et une proposition d'arbitrage, faite par le juge de paix, a été repoussée à la fois par les délégués du patron et les délégués des grévistes;

3° Grève des ferronniers à Nouzon (Ardennes). — A la suite d'une réduction de salaires atteignant 8 ouvriers, tout le personnel d'un établissement se mit en grève le 14 janvier. Le juge de paix de Charleville ayant invité les parties à recourir à la conciliation ou à l'arbitrage dans les formes prescrites par la loi du 27 décembre 1892, les ouvriers acceptèrent la proposition, qui fut repoussée par le patron;

4° Grève de teinturiers à Régny (Loire). — Le lundi matin 28 janvier, 4 délégués des ouvriers d'un établissement de teinture s'étant rendus chez leur patron pour lui remettre la liste de leurs réclamations et celui-ci ayant refusé d'en prendre connaissance, 58 ouvriers, sur 80, ne rentrèrent pas à l'atelier à midi. Quelques heures après, le patron refusa de recevoir une délégation des grévistes. Le juge de paix de Saint-Symphorien-de-Lay, averti par le maire de Régny, provoqua la réunion d'un comité de conciliation le 30 janvier. Le patron, qui avait fait venir des ouvriers d'un autre établissement qu'il possède à Thizy, déclara qu'il considérerait les grévistes comme congédiés et refus à toute conciliation ou arbitrage;

5° Grève de tuiliers à Marseille. — Dès les premiers jours de la grève,

les ouvriers se sont adressés au juge de paix du 8^e canton de Marseille et ont nommé leurs cinq délégués. Les patrons ont refusé de s'aboucher avec eux. La grève continue.

ANGLETERRE.

Le conseil de conciliation des coopérateurs trade-unionistes. — Ce conseil a été établi pour régler les différends qui pourraient s'élever entre les sociétés coopératives et les ouvriers qu'elles emploient, adhérents aux trade-unions. Il est intervenu, pour la première fois, dans un conflit qui durait depuis le 31 juillet dernier entre 38 ouvrières casquettières et leur patron, fournisseur de plusieurs sociétés coopératives. Les prix de façon avaient été réduits de 1 fr. 25 à 1 franc par douzaine de casquettes ; et les grévistes se plaignaient, en outre, qu'on leur faisait attendre l'ouvrage trop longtemps et qu'on les obligeait à rester à rien faire à l'atelier au lieu de leur permettre de rentrer chez elles.

Le 6 décembre, les deux parties convinrent de s'en rapporter à la décision du conseil de conciliation de Newcastle-on-Tyne, composé de 3 membres du conseil des trade-unions du district de Newcastle et Gateshead et de 3 membres de la section Nord de l'Union coopérative.

Il ne fallut pas moins de quatre réunions pour étudier l'affaire. La décision, rendue le 20 décembre, fixa à 1 fr. 10 le prix de façon de la douzaine de casquettes, en tolérant des points plus espacés que précédemment ; dans le cas où les ouvrières seraient obligées d'attendre du travail pendant plus de 20 minutes dans une journée, leur temps sera payé à raison de 15 francs par semaine ; tout changement dans les conditions du travail devra être notifié un mois à l'avance ; la reprise du travail fut décidée pour le 24 décembre et toutes les grévistes furent rétablies dans leurs anciennes occupations.

La conciliation et l'arbitrage dans l'industrie de la chaussure. — Nous avons signalé, l'année dernière, l'existence d'un conseil national de conciliation et d'arbitrage dans l'industrie de la chaussure, composé de membres de la Fédération des fabricants et de membres de l'Union nationale des ouvriers en chaussures (celle-ci compte 43,955 membres). Des tiraillements se sont produits dans les six derniers mois de 1894, patrons et ouvriers se reprochant mutuellement de n'avoir pas observé les règles adoptées par le Conseil national, et on a pu craindre un moment une grève générale dans cette industrie.

Le 5 décembre, la Fédération des fabricants a décidé de ne plus se faire représenter dans le Conseil national, mais les conseils locaux de conciliation et d'arbitrage ont été conservés.

Celui de Londres vient de régler un différend entre un fabricant de chaussures et les ouvriers employés au montage et au finissage à la machine. Les deux arbitres désignés par les parties n'ayant pu se mettre d'accord, ont choisi pour tiers arbitre sir Albert Rollit, membre du Parlement ; celui-ci a entendu, le 4 janvier, les intéressés et leurs témoins et a rendu, quelques

jours après, sa décision fixant à 36 fr. 85 le salaire hebdomadaire minimum des ouvriers.

Le dernier rapport semestriel de l'Union nationale des ouvriers en chaussures ne cite pas moins de 23 arbitrages effectués par les conseils locaux, du 1^{er} juillet au 31 décembre 1894, dans les villes suivantes : Aberdeen, Arbroath, Bristol (2), Birmingham, Dundee, Higham et Rushden (2), Hinckley, Kettering, Kingswood, Leicester (2), Leeds (2), Londres (5), Norwich, Northampton et Wellingborough.

Conseil central de conciliation et d'arbitrage de Londres. — Deux différends ont été soumis à ce conseil (qui renferme des représentants des principales industries de Londres) dans le courant de janvier, tous deux relatifs aux salaires et aux heures de travail des ouvriers employés au chargement et au déchargement des navires sur la Tamise. Dans le premier cas, le conseil était intervenu à la demande des ouvriers, représentés par leur syndicat; dans le second cas, le recours a été fait par les patrons.

Chaque fois, les représentants des patrons et les délégués du syndicat se sont réunis en présence de 6 membres du Conseil de conciliation — 3 patrons et 3 ouvriers. Les arrangements conclus stipulent que toute nouvelle modification dans les conditions du travail devra être signifiée trois mois d'avance par l'entremise du Conseil de conciliation et d'arbitrage de Londres.

INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE.

Caisse d'épargne ordinaires.

Résumé des opérations effectuées pour le compte des caisses d'épargne à la Caisse des dépôts et consignations pendant le mois de janvier 1895.

Dépôts de fonds.....	14.762.856 ^f
Retraits de fonds.....	9.580.945
Excédent des dépôts.....	5.181.911
Capitaux employés en achats de rentes pour le compte des déposants.....	2.428.994 ^f

Caisse nationale des retraites.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois décembre 1894.

Nombre des versements reçus.....	182.764
représentant une somme de.....	3.812.943 ^f
Arrérages de rentes viagères payés aux déposants.....	6.665.172
Remboursement de capitaux réservés payés à leurs héritiers.....	1.003.429
Nouvelles rentes inscrites.....	84.600
au nom de.....	1.177 parties.
Montant total des rentes viagères..	33.216.088
réparties entre....	197.990 titres.

Caisse nationale d'épargne.*Résumé des opérations effectuées en 1894 (chiffres provisoires).*

Nombre des versements.....	2.632.298	
Représentant une somme de.....		391.924.825 ^f
Nombre des remboursements.....	1.111.665	
Représentant une somme de.....		323.202.296
Rentes achetées à 4.955 déposants, pour un capital de..		6.643.467

Excédent de recettes.....	62.079.062
---------------------------	------------

Nombre de comptes existant au 31 décembre 1894....	2.286.484
Nombre de comptes existant au 31 décembre 1893....	2.082.269

AUGMENTATION.....	204.215
-------------------	---------

Caisses d'épargne ordinaires.*Résumé des opérations effectuées en 1894 (chiffres provisoires).*

Il y a eu, en 1894, 544 caisses en activité, avec 1123 succursales ou bureaux auxiliaires.

Les versements se sont élevés à 861.007.436 francs, soit environ 76.000.000 fr. de plus qu'en 1893, et les remboursements à 794.602,325 francs, soit environ 153.000.000 francs de moins qu'en 1893.

L'excédent des versements sur les remboursements est de 66.405.111 francs.

Au 31 décembre 1894, le solde dû aux déposants se montait à 3.244.494.413 fr.

Au 31 décembre 1893, il n'était que de 3.140.261.867 francs.

Il a ainsi augmenté, pendant l'année 1894, de 104.232.546 francs.

On comptait, au 31 décembre 1894, 6.314.345 livrets en circulation. Le chiffre correspondant, au 31 décembre 1893, était seulement de 6.172.480. Le nombre des livrets s'est, par suite, accru de 141.865 ou 2,30 p. o/o au cours l'exercice 1894.

Caisse nationale d'assurance en cas de décès.*Résumé des opérations en 1893.*

Le nombre des assurances individuelles, contractées en 1893, est de 182 et le capital assuré correspondant est de 253.166 francs.

Déduction faite des paiements et des annulations, les capitaux assurés, au 31 décembre 1893, se montent à..... 2.881.085 francs.

Au 31 décembre 1892, ils se montaient à..... 2.738.867 —

L'augmentation a donc été de..... 142.218 —

Il a donc été encaissé, pour les assurances individuelles, 1.171 primes pour une somme de 68.713 francs.

Les capitaux payés au décès ont atteint le chiffre de 58.874 francs.

Les assurances collectives, contractées par les sociétés de secours mutuels approuvées, en 1893, sont au nombre de 66 et comprennent 12.241 membres participants. Les primes reçues pour ces assurances sont de 85.126 francs et les capitaux payés aux décès (y compris les primes remboursés) s'élèvent à 79.703 francs.

L'excédent total des recettes sur les dépenses, pour 1893, est de 24,563 francs.

Le déficit de la caisse, qui, au 31 décembre 1892, se montait à 538.000 francs environ et qui eût encore augmenté en 1893, si les choses avaient été laissées en l'état, a été comblé par la mesure, prescrite par la loi de finance du 26 juillet 1893, qui a consisté à prélever sur le portefeuille de la caisse nationale d'assurance en cas d'accidents un capital de 999.985 francs. Ce capital, couvrant la caisse de ses pertes et lui permettant, en outre, de constituer une réserve, en a modifié complètement la situation financière. D'autre part, l'abaissement à 3 p. o/o du taux de l'intérêt servant de base au calcul des nouveaux tarifs et résultant du décret du 28 décembre 1893, de même que les dispositions prises antérieurement au sujet des primes des assurances collectives, en vertu du décret du 28 novembre 1890, contribueront, ainsi qu'on peut l'espérer, à la prospérité de l'institution en rendant moins onéreuses pour elles ses opérations ultérieures.

Caisse nationale d'assurance en cas d'accidents.

Résumé des opérations en 1893.

La caisse d'assurance en cas d'accidents, a reçu, en 1893, 1.768 cotisations pour une somme de 11.798 francs.

Les sommes versées pour accidents, pendant le même exercice, se montent à 12.418 francs, comprenant 9.874 francs versés pour la constitution de pensions viagères à 5 assurés victimes d'accidents, et 2.544 francs versés aux ayants droit d'un assuré victime d'accident mortel.

Depuis l'origine de la caisse, c'est-à-dire du 11 juillet 1868 au 31 décembre 1893, les primes versées, au nom de 34.880 assurés, ont atteint le chiffre de 218.849 fr.

Les règlements de sinistres (y compris les remboursements de versements irréguliers) n'ont entraîné qu'une dépense de 156,326 francs. Cette somme ne représente que 71,23 p. o/o des sommes encaissées.

Sur les 34.880 assurances contractées depuis l'origine de la caisse, on a constaté 67 accidents, dont 51 ont occasionné une incapacité permanente de travail et 16 ont été suivis de mort; ces chiffres correspondent à une moyenne de 1,92 accidents par 1.000 assurés, dont 0,49 accidents mortels, et 1,43 cas d'incapacité permanente de travail.

Le nombre moyen de personnes assurées annuellement est de 1.395.

Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Résumé des opérations, en 1893.

La Caisse nationale des retraites a reçu, en 1893, 976.827 versements, s'élevant ensemble à 33.778.283 francs. Elle avait reçu, en 1892, 872.591 versements, s'élevant ensemble à 32.799.984 francs. Ces chiffres présentent une augmentation de 104.237 sur le nombre des versements et de 978.299 francs sur les sommes versées. La moyenne par versement a été de 35 francs; elle était de 38 francs en 1892.

Les 976.827 versements se divisent en 947.792 versements collectifs, pour une somme de 21.678.861 francs, et 29.035 versements individuels, pour une somme

de 12.099.422 francs. Par rapport aux chiffres de 1892, les versements collectifs ont augmenté de 105.853 en nombre et de 1.896.189 francs dans leur montant; les versements individuels ont, au contraire, diminué de 1.617 en nombre et de 917.891 francs dans leur montant.

Les comptes nouveaux ouverts en 1893 se sont élevés à 59.523, soit 23.737 de plus qu'en 1892.

Les versements à capital aliéné représentent une somme de 12.562.668 francs et les versements à capital réservé une somme de 21.215.615 francs.

La Caisse a payé, en 1893, 31.047.943 francs en arrérages de rentes viagères et 13.770.184 francs en remboursements, après décès, de capitaux de rentes réservés. Ces capitaux ont été payés à 7.217 parties, ce qui fait une moyenne, par partie, de 1.908 francs.

Statistique des rentes.

Au 31 décembre 1893, les rentes viagères en cours s'élevaient à 32.908.258^f
 Au 31 décembre 1892, elles s'élevaient à 32.771.616

L'augmentation a donc été de 136.642

Le nombre de rentiers, au 31 décembre 1893, était de 183.894, dont 98.914 hommes et 84.980 femmes.

Classés d'après l'importance des rentes, les rentiers se répartissent ainsi qu'il suit :

IMPORTANCE DES RENTES.	NOMBRE DE RENTIERS.			MONTANT MOYEN DE LA RENTE PAR TÊTE.		
	Hommes.	Femmes.	Ensemble.	Hommes.	Femmes.	Ensemble.
				francs.	francs.	francs.
De 2 à 50 francs.....	34.001	27.773	61.774	31	27	29
De 51 à 200 francs.....	44.465	33.605	78.070	102	103	102
De 201 à 360 francs.....	8.724	9.658	17.932	264	267	265
De 361 à 600 francs.....	6.044	7.733	13.777	465	465	465
De 601 à 1.200 francs.....	4.598	5.137	9.735	861	833	846
De 1.201 à 1.500 francs.....	1.532	1.074	2.606	1.438	1.420	1.431
TOTAUX.....	98.914	84.980	183.894	169	191	179

La valeur en capital, au 31 décembre 1892, des rentes inscrites en cours, évaluée au moyen du tarif à 3 1/2 p. o/o CR, actuellement en vigueur, se montait à 260.048.644 francs; le montant des rentes correspondantes était de 30.845.644 fr. Le rapport du capital représentatif aux rentes était, par conséquent, égal 8,43 pour ce total.

COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA FRANCE.

TABLEAU DES IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS AU COURS DES DIX DERNIÈRES ANNÉES.

	1884.	1893.	1892.	1891.	1890.	1889.	1888.	1887.	1886.	1885.
	mille fr.	mille fr.	mille fr.	mille fr.	mille fr.	mille fr.	mille fr.	mille fr.	mille fr.	mille fr.
IMPORTATIONS :										
Objets d'alimentation.....	1,255,211	1,060,689	1,400,435	1,652,592	1,445,065	1,441,162	1,507,036	1,423,014	1,540,741	1,455,333
Matières nécessaires à l'industrie.....	2,301,373	2,228,856	2,172,688	2,457,030	2,382,839	2,303,308	2,057,026	2,036,037	2,099,912	2,040,651
Objets fabriqués.....	562,881	564,135	614,936	658,335	609,004	572,298	542,346	566,915	567,519	592,417
TOTAL.....	4,119,465	3,853,700	4,188,059	4,767,957	4,436,908	4,316,768	4,107,008	4,025,966	4,208,142	4,088,401
EXPORTATION :										
Objets d'alimentation.....	721,312	710,506	750,303	808,832	855,378	837,525	726,722	703,005	731,209	749,798
Matières nécessaires à l'industrie.....	848,902	783,991	822,387	836,021	900,132	942,628	815,001	806,884	775,215	710,167
Objets fabriqués.....	1,625,940	1,609,101	1,820,713	1,853,415	1,950,879	1,884,302	1,666,136	1,703,589	1,715,316	1,608,611
Colis postaux.....	78,853	72,605	58,132	61,479	47,069	39,502	38,290	33,020	27,055	19,569
TOTAL.....	3,275,047	3,236,383	3,450,735	3,559,737	3,753,458	3,763,957	3,240,740	3,246,499	3,248,795	3,088,145

TABLEAU DES IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS PENDANT LE MOIS DE JANVIER 1895, 1894, 1893.

	1895.	1894.	1893.	1895.	1894.	1893.
	mille fr.	mille fr.	mille fr.	mille fr.	mille fr.	mille fr.
IMPORTATIONS :						
Objets d'alimentation.....	80,314	155,612	70,824	44,299	35,467	42,507
Matières nécessaires à l'industrie.....	170,045	195,295	136,708	65,070	55,086	30,543
Objets fabriqués.....	36,311	40,018	33,566	144,450	192,307	116,774
TOTAL.....	286,700	390,925	241,098	9,633	7,128	6,441
				264,052	209,968	225,265
EXPORTATIONS :						
Objets d'alimentation.....						
Matières nécessaires à l'industrie.....						
Objets fabriqués.....						
Colis postaux.....						
TOTAL.....						

ÉTRANGER.

LES VOEUX DU VIII^e CONGRÈS INTERNATIONAL

D'HYGIÈNE ET DE DÉMOGRAPHIE.

Les diverses sections de ce Congrès, qui s'est tenu à Budapest en septembre 1894, ont adopté une série de vœux qui viennent d'être imprimés en quatre langues (1) et parmi lesquels nous remarquons les suivants qui se rapportent plus spécialement aux travailleurs.

4^e section :

La question des habitations ouvrières en casernes ou de la construction suivant le système de cottages est tellement importante qu'elle ne saurait être résolue qu'après des travaux préliminaires suffisants. Aussi la question doit-elle être proposée, comme rapport de section, au prochain Congrès.

Même section :

Considérant que 61 p. o/o des blessures survenant dans les fabriques sont provoquées par l'abus des boissons alcooliques, la section propose d'attirer sur ce sujet l'attention des Gouvernements : que l'on abaisse autant que possible les prix des boissons alcooliques moins nuisibles (la bière par exemple) et que l'on augmente ceux des eaux-de-vie.

Même section :

En vue de la diminution de la fréquence des accidents, on doit :

1^o Augmenter selon les besoins les mesures de défense et les modifier selon les nouvelles expériences;

2^o Poursuivre le contrôle légal et strictement appliqué;

Et, en plus de ce qui précède,

3^o S'efforcer surtout à faire instruire les ouvriers industriels de la façon d'éviter les accidents, afin d'arriver à la diminution du nombre si tristement considérable d'accidents causés par l'inattention, la maladresse et l'étourderie.

Même section :

Les Gouvernements sont priés de porter une plus grande attention aux conditions hygiéniques des ouvriers de la petite industrie.

14^e section :

L'Administration officielle doit être priée de combattre les excès alcooliques par tous les moyens se trouvant à sa disposition et d'après les conditions locales spéciales. Les moyens en question sont les suivants : associations de tempérance et d'abstinence, limitation de la vente de l'eau-de-vie, surveillance de la fabrication et monopolisation de l'alcool de la part de l'État, élévation de l'impôt sur l'alcool et l'eau-de-vie, diminution de l'impôt sur la bière et le vin, création d'asiles pour alcooliques, mise en curatelle des buveurs d'habitude.

4^e section :

Le Congrès exprime le désir que les bureaux de statistique des différents pays veuillent bien s'entendre, en vue du prochain recensement, sur un formulaire commun et sur une élaboration concordante de la statistique des professions, en ce sens que les données relatives aux personnes travaillant indépendamment ou sous les ordres d'autrui soient consignées à part dans l'esprit d'une démographie rationnelle. Parmi les personnes travaillant indépendamment, on doit distinguer celles qui ne sont occupées que dans les ménages ou qui se

(1) VIII^e congrès international d'hygiène et de démographie. Résolutions adoptées à la séance de clôture du 9 septembre, texte allemand, anglais, français et hongrois (Budapest, 1894. Pesti Könyvnyomda Részvény Társaság).

trouvent à l'école ou aux soins des parents, de celles qui gagnent leur vie dans l'occupation du chef de famille ou qui exercent une profession indépendante. Parmi ces derniers, mention spéciale doit être faite des parents qui, pendant leur jeunesse, prennent part comme aides à l'occupation du chef de famille, mais qui sont destinés à y participer avec le temps en qualité d'associés. En outre, il faut distinguer les ouvriers dénués de ressources de ceux qui sont à leur aise, c'est-à-dire qui, tout en travaillant pour le compte d'un entrepreneur, se servent cependant d'ateliers ou de machines qui leur appartiennent. Ainsi, des tailleurs ou des cordonniers peuvent avec des machines à coudre leur appartenant travailler pour l'exportation, des femmes et des enfants sortis de l'école peuvent y prendre part, mais seulement ces derniers doivent être considérés comme ouvriers dénués de ressources. On ne prendra pas en considération l'argent déposé à la caisse d'épargne. Dans les données relatives à la population des campagnes, il faut distinguer les propriétaires fonciers, les fermiers, les journaliers possédant un fonds, ceux qui n'en possèdent pas et les domestiques engagés pour longtemps.

19^e section :

Il ne convient pas de procurer gratuitement, aux personnes aisées, le service d'établissements humanitaires qui sont soutenus en tout ou partie par des moyens publics.

Aux personnes incapables de payer revient le secours gratuit dans toute l'étendue de l'activité de l'assistance volontaire organisée. En ce qui concerne cependant les secours sanitaires octroyés aux indigents, l'assistance volontaire organisée doit en être indemnisée par l'État ou par l'Administration du lieu de domicile des indigents.

L'assistance volontaire organisée doit, fondamentalement, être toujours considérée comme un complément de la sollicitude obligatoire de l'État.

L'assistance volontaire organisée peut, par convention, enlever à l'État certains services de secours et devenir ainsi organe de l'État pour lesdits services de secours.

ALLEMAGNE.

Résultats de l'assurance obligatoire contre les accidents pour l'année 1893.

En 1893, le nombre des personnes assurées a été de 18.118.000.

Ce total comprend 5.169.000 ouvriers de l'industrie (corporations industrielles), 12.289.000 ouvriers de l'agriculture et des forêts (corporations agricoles et forestières) et 660.000 ouvriers et employés des administrations publiques.

Le nombre des accidents survenus pendant l'année et qui ont donné lieu à indemnité s'est élevé à 62.729, dont :

6.336, soit 10 p. 0/0, ont été suivis de mort;

2.507, soit 4 p. 0/0, ont été suivis d'incapacité de travail permanente totale;

36.670, soit 58 p. 0/0, ont été suivis d'incapacité de travail permanente partielle;

17.216, soit 28 p. 0/0, ont été suivis d'incapacité de travail temporaire (d'une durée supérieure à 13 semaines).

Pour les ouvriers des corporations industrielles, seuls, les nombres d'accidents et leurs proportions rapportées à 1.000 ouvriers ont été les suivants :

CATÉGORIES D'ACCIDENTS.	NOMBRES ABSOLUS	PROPORTION par 1.000 ouvriers.
Mort	3.589	0,69
Incapacité permanente totale	1.377	0,27
Incapacité permanente partielle	19.740	3,82
Incapacité temporaire	6.465	1,25
TOTAL des accidents indemnisés...	31.171	6,03

Les dépenses totales se sont montées à 73 681.000 francs.

Sur cette somme, 47.705.000 francs ont été employés en secours et indemnités pour accidents, 15.393.000 francs versés aux fonds de réserve de prévoyance des corporations et 7.569.000 francs absorbés par les frais courants d'administration.

Le rapport des frais d'administration au total des dépenses a été de 10 p. 0/0. — Sur la somme de 47.705.000 francs affectée aux secours et indemnités, il a été payé 42.678.000 francs en rentes aux blessés frappés d'incapacité de travail, aux veuves, orphelins et ascendants des ouvriers tués et des blessés pendant la durée de leur traitement à l'hôpital.

La moyenne de la rente, par blessé, a été d'environ 180 francs.

Dans les corporations industrielles, seules, les charges ont été les suivantes :

CATÉGORIES DE DÉPENSES.	VALEUR ABSOLUE.	VALEUR MOYENNE	
		PAR ASSURÉ.	PAR 1.000 FR. de salaire.
	francs.	francs.	francs.
Secours et indemnités	34.337.000	6,64	8,16
Frais d'administration.....	5.669.000	1,10	1,32
Versements au fonds de réserve.....	14.355.000	2,78	3,41
Frais d'enquête, de justice arbitrale et de prévention des accidents.....	2.141.000	0,41	0,53
TOTAL des dépenses.....	56.492.000	10,93	13,42

Statistique des personnes et des revenus soumis à l'impôt sur le revenu en Prusse (1). — Pour l'exercice 1894-1895, la somme de 122.029.765 marks a été demandée en Prusse à l'impôt sur le revenu; il s'est réparti sur 2.520.930 censitaires, dont 1.922 personnes morales (sociétés). Celles-ci ont payé 7.757.448 marks, tandis que les 2.519.008 personnes physiques ont payé 114.272.317 marks.

D'après les rôles dressés en vue de l'établissement de l'impôt, le nombre des *individus* (personnes physiques) s'élève à 30.387.331. De ce total 21.233.024 personnes, c'est-à-dire 70 p. 0/0, restent exemptes parce que leur revenu est inférieur à 900 marks ou parce qu'elles sont à l'étranger; on compte 6.881 personnes dans ce dernier cas.

La population touchée par l'impôt comprend dans les villes 4.702.585 têtes; dans les campagnes 4.444.841, en tout 9.147.426 têtes, représentées par 2.519.008 censitaires, dont 1.476.809 dans les villes et 1.042.199 dans les campagnes. Par conséquent on compte par censitaire 3,18 têtes dans les villes et 4,26 dans les campagnes.

Le revenu évalué de ces censitaires est, au total, de 5.784.797.517 marks, dont 3.934.365.620 marks pour les habitants des villes et 1.850.431.897 marks pour ceux des campagnes; le revenu moyen pour toutes les personnes qui en Prusse ont un revenu supérieur à 900 marks s'élève à 2.664 m. 10 dans les villes, et dans les campagnes à 1.775 m. 51; la moyenne pour l'ensemble est de 2.296 m. 46. Naturellement l'importance du revenu moyen varie suivant les villes et les régions; la moyenne calculée dans chaque district administratif varie de 1.673 marks à 3.424 marks; elle atteint 2.831 marks à Berlin.

(1) *Reichsanzeiger*, 21 janvier 1895.

La charge de l'impôt s'élevant à 114.272.317 marks se répartit comme suit : pour les villes, 84.431.573 marks; pour les campagnes, 29.840.744 marks. Le montant de l'impôt de chaque censitaire représente en moyenne dans les villes 2,15, dans les cercles urbains 2,28 et dans les campagnes 1,61; pour l'ensemble, 1,98 p. o/o du revenu constaté. La charge de l'impôt par tête représente 6,94 marks dans les villes, 9,74 marks dans les cercles urbains et 1,61 marks dans les campagnes; la moyenne générale est de 3,76 marks.

On n'a relevé que 321.296 censitaires (personnes physiques) ayant plus de 3.000 marks de revenu, dont 242.703 dans les villes et 78.593 dans les campagnes. Le revenu relevé de ces censitaires atteint 2.757.688.467 marks et se répartit ainsi qu'il suit, suivant les diverses sources de revenus :

1° Revenu mobilier, 887.975.191 marks; 2° revenu foncier, 741.826.284 marks; 3° commerce, industrie, mines, 953.822.828 marks; 4° autres occupations lucratives, 632.896.551 marks. De cet ensemble il faut déduire 458.832.387 marks représentant l'intérêt des dettes et autres charges permanentes. L'impôt sur ces catégories de revenus s'élève à 80.014.744 marks, c'est-à-dire que plus des deux tiers de tout l'impôt sur le revenu est supporté par des censitaires d'un revenu supérieur à 3.000 marks, dont le nombre atteint un peu plus de 1 p. o/o de la population totale et un huitième du nombre global des censitaires.

Censitaires par catégories.

CATÉGORIES de REVENUS.	NOMBRE DES CENSITAIRES dans chaque catégorie.	PROPORTION par rapport au total DES CENSITAIRES imposés.
De 900 à 3.000 marks.	2.197.712	87,25 p. o/o.
De 3.000 à 6.000 —	209.702	8,32 —
De 6.000 à 8.000 —	39.556	1,57 —
De 8.000 marks et au-dessus.	72.038	2,86 —

Produit de l'impôt par catégories.

CATÉGORIES de REVENUS.	PRODUIT DE L'IMPÔT par CATÉGORIES.	PROPORTION PAR RAPPORT au produit total.
De 900 à 3.000 marks.	34.257.573 marks.	29,8 p. o/o.
De 3.000 à 6.000 —	19.121.260 —	17,73 —
De 6.000 à 8.000 —	7.168.184 —	6,29 —
De 8.000 marks et au-dessus.	53.725.300 —	42,02 —

Alimentation ouvrière. — En vue d'éviter aux familles d'ouvriers les inconvénients résultant de la nécessité de porter chaque jour leur nourriture à ceux de leurs membres qui ne peuvent rentrer à la maison pour y prendre leur repas de midi; en vue également de procurer à ceux-ci des mets toujours chauds, on a introduit depuis quelque temps à Essen une institution dont on dit beaucoup de bien et qu'on se propose d'adopter à Düsseldorf.

Elle consiste en un système de voitures de transport chauffées où chaque famille dépose la nourriture destinée aux siens et marquée à son nom.

Ces voitures contiennent de 300 à 350 récipients et sont pourvues d'une installation de chauffage au moyen de laquelle la température intérieure pourrait atteindre facilement 60° réaumur et même davantage. Elles passent avant midi en longue file dans les rues, s'annoncent par des sons de cloche, reçoivent ces porte-manger qui sont eux-mêmes chauffés et qui sont livrés par l'entrepreneur, et les transportent rapidement sur les lieux de concentration des ouvriers.

Ces récipients sont, dit-on, ingénieusement construits et réunissent une foule d'avantages. Ils sont légers, très à la main, hermétiquement fermés, faciles à nettoyer; ils servent éga-

lement d'ustensiles à boire et contiennent assez de place pour que des mets différents puissent y tenir séparément. Les ouvriers qui usent de cette institution couvrent les frais en payant quelques centimes pour le transport.

Il va de soi qu'une pareille innovation ne peut être introduite que dans les centres où les établissements industriels sont groupés et où existent des colonies d'ouvriers qui ne sont pas logés dans des habitations communes (1).

BELGIQUE.

Retraites aux ouvriers des régies communales. — Le conseil communal de la ville de Liège vient d'organiser des retraites de cette nature en faveur d'un personnel de 150 ouvriers employés aux régies communales de la voirie, des égouts et des eaux.

La ville prend la charge du versement qui sera de 3 p. o/o des salaires et lui coûtera 5.100 francs par an.

La retraite sera obtenue à 60 ans d'âge et son montant sera proportionnel au temps de service. Il sera de 360 francs pour 40 années de travail dans une des régies indiquées ci-dessus,

Le même avantage est accordé à la police auxiliaire qui n'avait pas de droit à la retraite jusqu'ici. La dépense correspondante sera de 900 francs par an (2).

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en janvier (3). — La rigueur exceptionnelle de la température a eu une influence marquée sur le marché du travail. Le chômage a sensiblement augmenté, surtout dans les industries du bâtiment. 66 trade-unions, avec 370.335 membres, signalaient 30.433 chômeurs parmi leurs adhérents; soit 8,2 p. o/o. La proportion correspondante était de 7,7 p. o/o en décembre 1894, et de 7 p. o/o au mois de janvier de la même année.

Dans l'industrie houillère, le travail est moins actif; dans 1.135 puits occupant 280.382 personnes, on a travaillé 4,70 jours par semaine, au lieu de 4,97 en décembre. La fédération des mineurs accuse 2,7 p. o/o de chômeurs, au lieu de 0,9. — Même tendance dans les mines de fer où l'on a travaillé 5,43 jours par semaine au lieu de 5,85 en décembre. — 4 hauts fourneaux sur 298 qui étaient en activité au commencement de janvier ont été éteints dans le courant du mois. — Il y a une légère tendance à l'amélioration dans l'industrie de la construction mécanique. — Dans le bâtiment, on compte 8,2 p. o/o de chômeurs, contre 6,7 p. o/o dans le mois correspondant de 1894 et 5,7 en décembre. — La situation est plus mauvaise dans l'industrie du bois, dans l'industrie du livre, par rapport au mois précédent. — La proportion des chômeurs dans les filatures de coton est montée de 2,8 à 3,1; même tendance chez les tisseurs de coton. — Dans l'industrie de la laine, on signale au contraire une légère amélioration.

Il y a eu augmentation du nombre des grèves : 57 au lieu de 50 dans le mois

(1) Extrait d'un rapport du Consul de France à Düsseldorf.

(2) Journal *Le Peuple*.

(3) D'après la *Labour Gazette*.

correspondant de 1894 et de 43 en décembre. Sur ces 57 grèves, il y en a eu 16 dans les industries extractives, 11 dans les industries textiles, 9 dans les industries métallurgiques, 7 dans le bâtiment, 5 dans les constructions navales, 2 dans l'industrie du vêtement, etc. 52 de ces grèves englobaient 12.304 personnes, soit une moyenne de 237 personnes par grève, au lieu de 141 en janvier 1894. 13 anciennes grèves, affectant 1.749 personnes, ont pris fin en janvier. A la fin du mois, 14 des nouvelles grèves et 22 anciennes, intéressant ensemble 3.000 personnes, étaient signalées comme durant encore.

La tendance des salaires à baisser, déjà notée en novembre et décembre, s'accroît encore. 138.000 personnes ont eu à subir des réductions de salaires : 33.000 mineurs du Northumberland, 90.000 mineurs du sud du Pays de Galles et du Monmouthshire, 12.000 ouvriers des usines sidérurgiques du Nord (Angleterre et Écosse), 2.000 ouvriers des usines d'étain, etc.

Industrie sidérurgique (1). — La situation de l'industrie pendant l'année 1894 n'a été satisfaisante à aucun point de vue. Quelques branches d'industrie ont été, il est vrai, plus actives qu'en 1893, notamment les constructions navales, mais en général le travail a été très insuffisant, et la majeure partie des établissements sidérurgiques n'a été que partiellement occupée.

En ce qui concerne les exportations, les résultats de l'année 1894 ont été des plus mauvais qui aient été enregistrés depuis fort longtemps. Il convient de signaler que dans l'Inde les importations allemandes et belges augmentent au détriment des importations anglaises.

Le prix de la houille a baissé, celui de la fonte a peu varié en 1894. Les salaires sont stationnaires.

Syndicats de producteurs. — L'Association de vente des charbons de Durham et de Northumberland, fondée il y a environ un an, est composée de 34 compagnies importantes. Les mines dissidentes vendaient la tonne 3 ou 4 pences meilleur marché, mais les affaires de l'Association n'en ont pas souffert et les prix d'ensemble du district sont restés fermes. L'Association paraît donc avoir été utile à ses adhérents en 1894.

NORVÈGE.

L'assurance obligatoire contre les accidents. — L'assurance obligatoire contre les accidents du travail a commencé à fonctionner en Norvège le 1^{er} janvier 1895, en vertu de la loi votée le 23 juillet 1894 par le *Storting*. La Norvège est, après l'Allemagne et l'Autriche, la troisième nation entrée définitivement dans la voie des assurances sociales obligatoires.

Nous ne reproduirons pas *in extenso* la loi norvégienne; nous nous contenterons d'en donner ici une analyse sommaire touchant l'étendue de l'assurance, son objet et son mode d'organisation :

L'obligation de l'assurance s'étend à tous les ouvriers et employés des fabriques, usines, installations mécaniques, mines, carrières, chantiers de construction de toute nature; elle comprend, en outre, les manœuvres employés à la manutention des fardeaux, les ramoneurs et les sociétés de sapeurs-pompiers. Le maximum du salaire assurable est de 1.200 couronnes (1.560 fr.).

(1) Bulletin du Comité des forges de France, d'après le Bulletin de la *British iron trade Association*.

L'*objet de l'assurance* est d'indemniser les victimes d'accidents entraînant incapacité de travail de plus de quatre semaines (comme en Autriche) et les ayants droit des victimes d'accident mortel. Les secours, durant les quatre premières semaines d'incapacité de travail, sont à la charge des caisses de maladie, ou bien, si la victime n'est point membre d'une caisse, à la charge du patron.

Les indemnités et secours au blessé alloués en vertu de la présente loi consistent :

- 1° Dans les frais de traitement;
- 2° En cas d'incapacité totale, en une rente de 60 p. o/o du salaire du blessé, avec maximum de 150 couronnes (195 fr.) par an;
- 3° En cas d'incapacité partielle, en une rente inférieure à 60 p. o/o des salaires et proportionnée au degré d'incapacité.

Les secours aux ayants droit des décédés se composent de :

- 1° Une indemnité funéraire de 50 couronnes;
- 2° Une pension à la veuve, ou au veuf invalide, de 20 p. o/o du salaire du défunt;
- 3° Une pension à chaque enfant légitime, jusqu'à l'âge de 15 ans accomplis, égale à 15 p. o/o du salaire. Si l'autre parent est mort ou vient à mourir, la pension est portée à 20 p. o/o du salaire.

Les pensions des ayants droit ne doivent pas excéder au total 50 p. o/o du salaire et, le cas échéant, sont réduites proportionnellement.

L'assurance est réalisée par un *établissement national d'assurance* institué pour l'ensemble du pays et garanti par l'État.

Les *primes* d'assurance sont à la charge exclusive du patron (comme en Allemagne); elles sont proportionnelles aux salaires des assurés (jusqu'à concurrence de 1.200 couronnes) et à un *coefficient de risques* variable selon la nature de l'industrie ou le genre de travail.

Le *tarif des risques* est fixé par le roi, sous réserve de l'approbation du Storthing. Il est revisable tous les cinq ans, après une première revision qui aura lieu trois ans après l'entrée en vigueur de la loi.

Les primes d'assurance sont payées tous les trois mois.

Les pensions aux blessés et aux ayants droit sont payées par mois et d'avance.

SUISSE.

Loi du canton de Lucerne sur le travail des femmes. — Le Conseil cantonal du canton de Lucerne vient de voter une loi pour protéger le travail industriel de toutes les femmes qui ne bénéficient pas des dispositions de la loi fédérale sur les fabriques. L'âge d'admission au travail est fixé à 14 ans, et la durée maxima de la journée de travail à onze heures, sauf quelques tolérances qui peuvent être accordées par l'autorité locale. Le repos du dimanche et des jours de fête est obligatoire, et les filles et femmes qui servent dans les hôtels et restaurants doivent jouir d'une demi-journée de congé hebdomadaire et de huit heures de sommeil consécutives. Le prix des heures supplémentaires, quand elles sont autorisées, est majoré de 25 p. o/o : elles sont toujours interdites aux filles au-dessous de 18 ans et aux femmes enceintes; celles-ci ne doivent pas travailler pendant les six semaines qui suivent leurs couches. Il est enfin défendu de donner aux ouvrières de l'ouvrage à exécuter

chez elles après la fin de la journée de travail; la paye doit être faite chaque quinzaine et la loi contient diverses prescriptions sur l'hygiène des ateliers.

L'assurance obligatoire contre le chômage à Saint-Gall. — La loi qui règle cette assurance ne serait pas, paraît-il, appliquée encore pendant l'année courante et pourrait bien être abandonnée. Des doutes se sont élevés sur son efficacité: on lui reproche surtout de ne pas exiger de contribution des patrons, ce qui oblige les ouvriers à payer des primes trop élevées.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Loi du 12 janvier 1895 relative à la saisie arrêt sur les salaires et petits traitements des ouvriers et employés ⁽¹⁾.

TITRE I^{er}.

SAISIE-ARRÊT.

ART. 1^{er}. Les salaires des ouvriers et gens de service ne sont saisissables que jusqu'à concurrence du dixième, quel que soit le montant de ces salaires.

Les appointements ou traitements des employés ou commis et des fonctionnaires ne sont également saisissables que jusqu'à concurrence du dixième lorsqu'ils ne dépassent pas 2.000 francs par an.

ART. 2. Les salaires, appointements et traitements visés par l'article 1^{er} ne pourront être cédés que jusqu'à concurrence d'un autre dixième.

ART. 3. Les cessions et saisies faites pour le paiement des dettes alimentaires prévues par les articles 203, 205, 206, 207, 214 et 349 du Code civil ne sont pas soumises aux restrictions qui précèdent.

ART. 4. Aucune compensation ne s'opère au profit des patrons entre le montant des salaires dus par eux à leurs ouvriers et les sommes qui leur seraient dues à eux-

(1) *Chambre.* — Proposition Thellier de Poncheville relative à la protection des salaires contre les saisies et à la réduction des frais, 5 décembre 1889. (Doc. parl. n° 143, *J. O.*, p. 268. — Proposition Jacquemart, sur la saisie-arrêt du salaire des ouvriers et des appointements des employés, commis et fonctionnaires, et sur la distribution des deniers saisis-arrêtés, 10 décembre 1889. (Doc. parl. n° 167, *J. O.*, p. 333.) — Rapport sommaire de M. Royer, 23 janvier 1890. (Doc. parl. n° 292 et 293, *J. O.*, p. 257.) — Rapport de M. Jacquemart, 13 novembre 1890. (Doc. parl. n° 992, *J. O.*, p. 1299.) — Discussion en 1^{re} délibération, ajournement, 10 juin 1891. (Déb. parl. *J. O.*, p. 1195.)

Proposition Loustalot ayant pour objet de rendre insaisissables les petits traitements et salaires inférieurs à 60 francs par mois, 12 mars 1890. (Doc. parl. n° 1301, *J. O.*, p. 720.) — Projet de loi sur les salaires, 16 juin 1891. (Doc. parl. n° 1506, *J. O.*, p. 1430.) — Proposition Chiché relative à la saisie-arrêt des salaires ou appointements des ouvriers et employés, 27 février 1893. (Doc. parl. n° 2608, *J. O.*, p. 168.) — Rapport sommaire de M. Chiché, 4 mars 1893. (Doc. parl. n° 2616, *J. O.*, p. 173.)

— Rapport complémentaire de M. Jacquemart, 2 mai 1893. (Doc. parl. n° 2717, *J. O.*, p. 824.) — Rapport complémentaire de M. Vival, 16 mai 1893. (Doc. parl. n° 2743, *J. O.*, p. 868.) — Délibération, urgence déclarée et adoption, 27 juin 1893. (Déb. parl. *J. O.*, p. 1852.)

Transmission au Sénat, 18 juillet 1893. (Doc. parl. n° 285, *J. O.*, p. 785.) — Rapport de M. Régismanset, 29 juin 1894. (Doc. parl. n° 138, *J. O.*, p. 176.) — 1^{re} délibération, adoption, 26 octobre 1894. (Déb. parl. *J. O.*, p. 814.) — 2^e délibération, adoption, 27 novembre 1894. (Déb. parl. *J. O.*, p. 921.)

Retour à la Chambre, 17 décembre 1894. (Doc. parl. n° 1080, *J. O.*, p. 2218.) — Rapport de M. Rose, 22 décembre 1894. (Doc. parl. n° 1103, *J. O.*, 2240.) Délibération, urgence déclarée, adoption, 27 décembre 1894. (Déb. parl. *J. O.*, p. 2331.)

Promulgation, 12 janvier 1895 (*J. O.*, du 19, p. 353).

mêmes pour fournitures diverses, quelle qu'en soit la nature, à l'exception toutefois :

- 1° Des outils ou instruments nécessaires au travail;
- 2° Des matières et matériaux dont l'ouvrier a la charge et l'usage;
- 3° Des sommes avancées pour l'acquisition de ces mêmes objets.

ART. 5. Tout patron qui fait une avance en espèces en dehors du cas prévu par le paragraphe 3 de l'article 4 qui précède ne peut se rembourser qu'au moyen de retenues successives ne dépassant pas le dixième du montant des salaires ou appointements exigibles.

La retenue opérée de ce chef ne se confond ni avec la partie saisissable ni avec la partie cessible portée en l'article 2.

Les acomptes sur un travail en cours ne sont pas considérés comme avances.

TITRE II.

PROCÉDURE DE SAISIE-ARRÊT SUR LES SALAIRES ET PETITS TRAITEMENTS.

ART. 6. La saisie-arrêt sur les salaires et les appointements ou traitements ne dépassant pas annuellement 2.000 francs, dont il s'agit à l'article 1^{er} de la présente loi, ne pourra être pratiquée, s'il y a titre, que sur le visa du greffier de la justice de paix du domicile du débiteur saisi.

S'il n'y a point de titre, la saisie-arrêt ne pourra être pratiquée qu'en vertu de l'autorisation du juge de paix du domicile du débiteur saisi. Toutefois, avant d'accorder l'autorisation, le juge de paix pourra, si les parties n'ont déjà été appelées en conciliation, convoquer devant lui, par simple avertissement, le créancier et le débiteur; s'il intervient un arrangement, il en sera tenu note par le greffier sur un registre spécial exigé par l'article 14.

L'exploit de saisie-arrêt contiendra en tête l'extrait du titre, s'il y en a un, ainsi que la copie du visa, et, à défaut de titre, copie de l'autorisation du juge. L'exploit sera signifié au tiers saisi ou à son représentant préposé au paiement des salaires ou traitements, dans le lieu où travaille le débiteur saisi.

ART. 7. L'autorisation accordée par le juge évaluera ou énoncera la somme pour laquelle la saisie-arrêt sera formée.

Le débiteur pourra toucher du tiers saisi la portion non saisissable de ses salaires gages ou appointements.

Une seule saisie-arrêt doit être autorisée par le juge. S'il survient d'autres créanciers, leur réclamation, signée et déclarée sincère par eux et contenant toutes les pièces de nature à mettre le juge à même de faire l'évaluation de la créance, sera inscrite par le greffier sur le registre exigé par l'article 14. Le greffier se bornera à en donner avis dans les quarante-huit heures au débiteur saisi et au tiers saisi, par lettre recommandée qui vaudra opposition.

ART. 8. L'huissier saisissant sera tenu de faire parvenir au juge de paix, dans le délai de huit jours à dater de la saisie, l'original de l'exploit, sous peine d'une amende de 10 francs qui sera prononcée par le juge de paix en audience publique.

ART. 9. Tout créancier saisissant, le débiteur et le tiers saisi pourront requérir la convocation des intéressés devant le juge de paix du débiteur saisi, par une déclaration consignée sur le registre spécial prévu en l'article 14.

Dans les quarante-huit heures de cette réquisition le greffier, adressera : 1° au saisi; 2° au tiers saisi; 3° à tous autres créanciers opposants, un avertissement recommandé à comparaître devant le juge de paix à l'audience que celui-ci aura fixée.

A cette audience ou à toute autre fixée par lui, le juge de paix, prononçant sans appel dans la limite de sa compétence et à charge d'appel à quelque valeur que la demande puisse s'élever, statuera sur la validité, la nullité ou la mainlevée de la saisie, ainsi que sur la déclaration affirmative que le tiers saisi sera tenu de faire audience tenante.

Le tiers saisi qui ne comparaitra pas, ou qui ne fera pas sa déclaration, ainsi qu'il est dit ci-dessus, sera déclaré débiteur pur et simple des retenues non opérées et condamné aux frais par lui occasionnés.

ART. 10. Si le jugement est rendu par défaut, avis de ses dispositions sera transmis par le greffier à la partie défaillante, par lettre recommandée, dans les cinq jours du prononcé.

L'opposition, qui ne sera recevable que dans les huit jours de la date de la lettre, consistera dans une déclaration à faire au greffe de la justice de paix, sur le registre prescrit par l'article 14.

Toutes parties intéressées seront prévenues, par lettre recommandée du greffier, pour la plus prochaine audience utile. Le jugement qui interviendra sera réputé contradictoire. L'appel relevé contre le jugement contradictoire sera formé dans les dix jours du prononcé du jugement, et, dans le cas où il aurait été rendu par défaut, du jour de l'expiration des délais d'opposition, sans que, dans le cas du jugement contradictoire, il soit besoin de le signifier.

ART. 11. Après l'expiration des délais de recours, le juge de paix pourra surseoir à la convocation des parties intéressées tant que la somme à distribuer n'atteindra pas, d'après la déclaration du tiers saisi, et déduction faite des frais à prélever et des créances privilégiées, un chiffre suffisant pour distribuer aux créanciers connus un dividende de 20 p. 100 au moins. S'il y a somme suffisante, et si les parties ne se sont pas amiablement entendues pour la répartition, le juge procédera à la distribution entre les ayants droit. Il établira son état de répartition sur le registre prescrit par l'article 14. Une copie de cet état, signée du juge et du greffier, indiquant le montant des frais à prélever, le montant des créances privilégiées, s'il en existe, et le montant des sommes attribuées dans la répartition à chaque ayant droit, sera transmise par le greffier, par lettre recommandée, au débiteur saisi ou au tiers saisi, et à chaque créancier colloqué.

Ces derniers auront une action directe contre le tiers saisi en paiement de leur collocation. Les ayants droit aux frais et aux collocations utiles donneront quittance en marge de l'état de répartition remis au tiers saisi, qui se trouvera libéré d'autant.

ART. 12. Les effets de la saisie-arrêt et les oppositions consignées par le greffier sur le registre spécial subsisteront jusqu'à complète libération du débiteur.

ART. 13. Les frais de saisie-arrêt et de distribution seront à la charge du débiteur saisi. Ils seront prélevés sur la somme à distribuer.

Tous frais de contestation jugée mal fondée seront mis à la charge de la partie qui aura succombé.

ART. 14. Pour l'exécution de la présente loi, il sera tenu au greffe de chaque justice de paix un registre sur papier non timbré, qui sera coté et paraphé par le juge de paix et sur lequel seront inscrits :

- 1° Les visas ou ordonnances autorisant la saisie-arrêt ;
- 2° Le dépôt de l'exploit ;
- 3° La réquisition de la convocation des parties ;
- 4° Les arrangements intervenus ;

- 5° Les interventions des autres créanciers,
- 6° La déclaration faite par le tiers saisi;
- 7° La mention des avertissements ou lettres recommandées transmises aux parties;
- 8° Les décisions du juge de paix;
- 9° La répartition établie entre les ayants droit.

ART. 15. Tous les exploits, autorisations, jugements, procès-verbaux et états de répartition qui pourront intervenir en exécution de la présente loi seront rédigés sur papier non timbré et enregistrés gratis. Les avertissements et lettres recommandées et les copies d'état de répartition sont exempts de tout droit de timbre et d'enregistrement.

ART. 16. Un décret déterminera les émoluments à allouer aux greffiers pour l'envoi des lettres recommandées et pour dresse de tous extraits et copies d'état de répartition.

ART. 17. Les lois et décrets antérieurs sont abrogés en ce qu'ils ont de contraire à la présente loi.

ART. 18. La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies.

Lettre ministérielle du 27 octobre 1894 relative à l'interprétation de l'arrêté ministériel du 31 juillet 1894 sur les surcharges.

Monsieur l'Inspecteur divisionnaire, vous m'avez communiqué, pour instructions, une lettre dans laquelle des industriels font remarquer que l'arrêté ministériel du 31 juillet 1894 ne porte aucune prescription au sujet de la manutention des brouettes par les femmes et les filles âgées de moins de 18 ans et demandent si ces dernières peuvent continuer à rouler, au moyen de brouettes, des charges quelconques, même dépassant 40 kilogrammes, véhicule compris.

Vous pensez que le silence de l'arrêté équivalait à l'interdiction du roulage des brouettes par les filles au-dessous de 18 ans. Je partage complètement votre avis à cet égard. Le décret du 13 mai 1893 a considéré que le fait de porter, traîner ou pousser des fardeaux devait, en principe, être considéré comme préjudiciable à la santé des jeunes ouvriers et ouvrières et de nature à nuire à leur développement; néanmoins, afin de tenir compte dans une certaine mesure des nécessités industrielles, il a autorisé le transport des fardeaux d'un poids peu élevé dont il a pris soin de déterminer le maximum. On peut donc affirmer qu'en matière de surcharges, la règle établie par le décret précité, c'est l'interdiction pour les enfants des deux sexes au-dessous de 18 ans. Les seules charges permises sont celles que ledit décret a pris soin d'autoriser expressément.

L'arrêté du 31 juillet 1894, rendu en vertu de ce décret, s'est inspiré des mêmes principes: il a indiqué le maximum des poids que les garçons ou filles âgés de moins de 18 ans pouvaient traîner ou pousser à l'aide de divers véhicules, et tout ce qu'il n'a pas autorisé demeure défendu. C'est d'ailleurs ainsi que l'a compris le Comité consultatif des arts et manufactures chargé par le règlement d'administration publique du 13 mai 1893 de la préparation dudit arrêté. Voici, notamment, comment s'exprime le rapporteur de ce Comité en ce qui concerne les brouettes: « Le mode de transport par brouette donne naissance à des trépidations constantes qui sont une cause de fatigue pour les muscles; il est assez difficile de maintenir le dévers; dans les dépressions des chemins se produisent des chocs rendus plus brus-

ques et plus forts par le petit diamètre de la roue. L'insignifiance de la charge qui pourrait être autorisée, jointe aux considérations qui précèdent, nous conduit à penser qu'il n'y a pas lieu de permettre l'emploi de la brouette pour les jeunes gens au-dessous de 14 ans et pour les jeunes ouvrières au-dessous de 18 ans.»

Vous avez, d'autre part, appelé mon attention sur le trainage des fardeaux sans l'intermédiaire d'aucun véhicule. Vous exposez que, dans ce travail, le coefficient du frottement est plus élevé et qu'il varie, d'ailleurs, avec l'état du sol; vous exprimez, en conséquence, l'avis qu'il serait utile que ce genre de travail fût réglementé pour éviter les abus qui se produisent notamment dans les forges.

Vous reconnaissez avec moi qu'il est difficile de déterminer, en l'espèce, des équivalences d'efforts, attendu que les efforts seront constamment variables suivant la nature du sol, son inclinaison, etc. C'est une question qui peut être laissée à l'appréciation des inspecteurs dans les cas d'espèces qu'ils auront sous les yeux. Ils interdiront de traîner des fardeaux sans véhicule, lorsque l'effort nécessaire leur paraîtra manifestement supérieur à celui qui est permis par l'article 11 du décret du 13 mai 1893.

Je ne doute pas, d'ailleurs, qu'à la suite des remarques qui leur seraient faites à ce sujet par les inspecteurs, les industriels ne soient amenés à confier les travaux dont il s'agit à des jeunes gens plus robustes.

*Le Ministre du commerce,
de l'industrie, des postes et des télégraphes,*
V^e LOURTIES.

Création d'un bureau du Travail à la préfecture de la Seine.

Le Préfet de la Seine,

Vu

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. — Il est créé à la direction des Affaires municipales un bureau qui portera le titre de 1^{er} bureau : Travail et établissements sanitaires et charitables, et dont les attributions sont fixées ainsi qu'il suit :

La Bourse du travail. — Les communications avec l'Office du travail au Ministère du Commerce. — Les bureaux de placement gratuit. — Les syndicats professionnels. — Sociétés de secours mutuels. — Les secours aux ouvriers sans travail. — Les bons de logement. — Les ateliers d'assistance par le travail.

La colonie agricole de la Chalmelle. — L'orphelinat d'Ormesson à Enghien. — L'asile ouvrier Pauline Roland, rue Fessard. — L'asile pour femmes enceintes (Michelet), rue de Tolbiac. — L'asile pour les femmes convalescentes (Ledru-Rollin), à Fontenay-aux-Roses. — Le refuge de nuit pour femmes (George Sand), rue de Stendhal. — Les refuges pour hommes du quai Valmy, de la rue du Château-des-Rentiers et des Épinettes (Pruvot). — Subventions aux crèches et aux dispensaires.

L'observatoire municipal de Montsouris. — Les étuves municipales, rue de Chaligny, rue du Château-des-Rentiers, rue de Stendhal et rue des Récollets. — Les ambulances municipales, stations rues de Chaligny et de Staël. — Les ambulances urbaines. — Les piscines municipales, 1, rue Rouvet et place Hébert.

.....

Arrêté concernant les bureaux de placement à Marseille.

Nous, maire de la ville de Marseille,

Vu la loi du 5 avril 1894;

Vu l'article 471 du Code pénal;

Vu le décret du 25 mars 1852;

Attendu que les dispositions actuelles contenues dans l'arrêté municipal du 18 octobre 1886 concernant les bureaux de placement nous paraissent incomplètes; que des différends surgissent souvent entre les personnes placées et placeurs au sujet des droits à percevoir par ces derniers; que des réclamations nombreuses nous sont parvenues à ce sujet,

ARRÊTONS :

ART. 1^{er}. Nul ne pourra tenir, dans le ressort de la commune de Marseille, un bureau de placement, sous quelque titre et pour quelques professions, places ou emplois que ce soit, sans une autorisation spéciale délivrée par nous.

ART. 2. La demande à fin d'autorisation devra contenir les conditions auxquelles le requérant se propose d'exercer son industrie.

ART. 3. Le candidat, qui devra savoir lire et écrire, joindra à sa demande : 1^o son acte de naissance; 2^o son casier judiciaire ayant moins de trois mois de date; 3^o un certificat de résidence et de moralité délivré par le commissaire de police de son arrondissement; 4^o un plan du local où il se propose d'établir son bureau, local qui devra présenter toutes les conditions nécessaires dans l'intérêt de l'ordre et de la morale.

ART. 4. L'autorisation, si elle est accordée, sera personnelle et pour un local déterminé.

Dans le cas où le tenancier d'un bureau de placement voudra changer de local, il devra nous adresser une nouvelle demande accompagnée de son casier judiciaire ayant moins de trois mois de date et d'un plan du nouveau local. Il ne pourra transférer son bureau qu'après en avoir obtenu l'autorisation.

ART. 5. Il est formellement interdit aux tenanciers de bureaux de placement d'avoir des succursales dans la commune et de faire gérer leurs bureaux.

ART. 6. Tout titulaire de bureau de placement sera obligé d'avoir un registre qui sera coté et paraphé sur chaque feuille par le commissaire de police de son arrondissement et soumis au visa de ce fonctionnaire du 1^{er} au 5 de chaque mois.

Ce registre, qui sera présenté à toute réquisition des agents de l'autorité, ne devra contenir aucun renvoi, rature ni interligne et sera constamment tenu à jour.

ART. 7. Aucune personne ne pourra être placée sans avoir, au préalable, été inscrite sur le registre dont il a été parlé à l'article précédent.

L'inscription mentionnera la date d'inscription, les nom, prénoms, âge, profession, lieu de naissance et domicile de la personne inscrite ainsi que l'indication des pièces qu'elle aura produites pour établir sa moralité et son identité.

Ces pièces ne pourront être retenues par le placeur sans l'assentiment du postulant; elles leur seront, en tous cas, restituées à la première réquisition.

ART. 8. L'autorisation délivrée par nous contiendra les tarifs des droits de placement qui pourront être perçus par le tenancier, lequel, en aucun cas, ne pourra exiger de la personne qu'il aura placée une somme plus élevée que celle fixée par les tarifs sus-indiqués et par le tarif du droit d'inscription.

ART. 9. Ces tarifs sont fixés ainsi qu'il suit :

1^o DROITS D'INSCRIPTION.

Le droit d'inscription ne pourra excéder 50 centimes, ni être moindre de 25 centimes. Ce droit ne sera perçu par le placeur qu'une seule fois.

2^o DROITS DE PLACEMENT.

A. Le droit de placement sera perçu à raison de 10 p. o/o à prélever sur le premier mois d'appointments de la personne placée. Ce droit qui sera supporté moitié par le patron, moitié par l'employé, ne sera perçu que sur les appointements touchés en espèces, le placeur ne pourra l'exiger ni sur l'évaluation mensuelle de la nourriture si la personne placée est nourrie,

ni sur l'évaluation mensuelle et approximative des étrennes que cette personne pourrait toucher.

B. S'il s'agit d'une place aléatoire, c'est-à-dire d'une place obtenue pour une durée moindre d'un mois, le 10 p. o/o à percevoir par le placeur et payé toujours moitié par le patron, moitié par l'employé, ne pourra l'être que sur les gages des journées pendant lesquelles ce dernier aura travaillé.

C. Au cas où le placeur ne procurerait à l'employé qu'une place n'excédant pas 8 jours de travail, il ne pourra percevoir que 50 centimes quelle que soit l'importance pécuniaire de l'emploi procuré. Si ce n'est que pour un jour de travail il ne pourra percevoir que 25 centimes.

ART. 10. Il est interdit formellement au placeur d'exonérer le patron du 5 p. o/o qu'il a à payer comme courtage.

ART. 11. Le placeur sera tenu de délivrer gratuitement à chaque personne inscrite, et au moment même de l'inscription, un bulletin portant le numéro d'ordre de l'inscription, les conditions du tarif fixé et la quittance de la somme qu'il aurait reçue, soit à titre de droit d'inscription, soit à titre d'avance sur le droit de placement.

Cette avance sur le droit de placement sera toujours restituée à la première réquisition du déposant qui renoncera à être placé par l'entremise du bureau où il se sera fait inscrire.

En cas de refus de restitution, la contestation sera portée, sans délai, devant le commissaire de police de l'arrondissement où l'inscription aura eu lieu, qui, au besoin, dressera procès-verbal et nous en avisera.

Le tarif du droit de placement étant fixé, ainsi qu'il est dit dans l'article 8, ne pourra en aucune façon être modifié par le placeur.

Ce droit ne sera dû au placeur qu'autant qu'il aura procuré un emploi, et ne lui sera définitivement acquis que huit jours après la prise de possession dudit emploi.

Aucune somme autre que celles ci-dessus indiquées ne pourra être perçue, à quelque titre que ce soit, tant par le gérant que par une personne interposée.

ART. 12. En l'absence de conventions contraires, le montant du droit de placement indiqué au bulletin pourra être payé au placeur, par le maître ou patron, et imputé sur les gages ou salaires de la personne placée.

ART. 13. Il est interdit aux placeurs de donner à boire, à manger et à loger, et de tenir aucun jeu, soit dans le local où est établi le bureau, soit ailleurs.

ART. 14. Il leur est, en outre, formellement défendu d'annoncer, soit sur leurs registres, soit sur des tableaux ou affiches apposés intérieurement ou extérieurement, soit par tout autre moyen de publicité, des places ou emplois qu'ils n'auraient pas mandat de procurer.

ART. 15. Sont interdites toute connivence, toutes manœuvres frauduleuses tendant à faire croire à un placement qui ne serait pas sérieux, ou ayant pour but d'agir contre l'intérêt d'une personne placée, dans l'espoir d'une nouvelle rétribution.

ART. 16. Il est également défendu au gérant d'un bureau de placement d'envoyer des mineurs dans des maisons ou chez des individus mal famés, et généralement de se prêter à aucune manœuvre contraire aux mœurs.

ART. 17. Le tarif des droits de placement devra toujours être affiché ostensiblement avec un exemplaire du présent arrêté, dans l'intérieur de chaque bureau de placement.

ART. 18. Les possesseurs actuels de bureaux de placement autorisés devront se munir immédiatement d'une nouvelle autorisation.

Toutes contraventions aux dispositions du présent arrêté ainsi qu'aux autorisations accordées seront constatées par des procès-verbaux ou rapports qui nous seront transmis.

Les autorisations seront toujours soumises aux modifications que l'administration croira devoir prescrire; elles pourront être retirées pour motif de contravention.

ART. 19. L'arrêté municipal du 18 octobre 1886 est et demeure rapporté.

ART. 20. M. le commissaire central de police est chargé de l'exécution du présent arrêté.

D^r FLAISSIÈRES.

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

PENDANT LE MOIS DE JANVIER 1895, EN CE QUI CONCERNE LES QUESTIONS
OUVRIÈRES ET SOCIALES.

Crédit populaire et agricole. — [Chambre. — Proposition n° 246] (V. Bull. février 1894). — Rapport sommaire de M. Cros-Bonnel, 11 janvier 1895 (Doc. parl. n° 1182, J. O., p. 14).

Créances privilégiées des salariés. — [Sénat. — Proposition n° 163] (V. Bull. août). — Rapport de M. Thézard, 21 janvier 1895. (Doc. parl. n° , J. O., p.).

Coalitions. — [Sénat. — Proposition Cordelet et Merlin] (V. Bull. janvier). (Doc. parl. n° 58, J. O., p. 347). — Rapport de M. Marquis, 21 janvier 1895. (Doc. parl. n°).

Chômage. — [Chambre]. — Proposition de M. Jouffrey sur l'assurance obligatoire contre le chômage, 18 janvier 1895.

JURISPRUDENCE.

CONTRAT DE LOUAGE.

Rupture du contrat. — Ouvrier. — Patron.

MM. Vanlaethem et fils, filateurs de laines à Roubaix, ayant modifié leur tarif de paye, avaient affiché le nouveau tarif dans leurs ateliers, en décidant qu'il serait mis en vigueur deux jours après. Un certain nombre de leurs ouvriers déclarèrent ne pas vouloir travailler aux nouvelles conditions et, le jour de la mise en vigueur du tarif modifié, ils se retirèrent des ateliers.

L'un de ces ouvriers, M. Wagnon, assigna MM. Vanlaethem et fils devant le Conseil des Prud'hommes, leur réclamant le salaire d'une semaine de prévenance.

Le Conseil des Prud'hommes donna raison à l'ouvrier et, se basant sur la loi du 27 décembre 1890, qui s'oppose au brusque congédiement sans indemnité, condamna MM. Vanlaethem et fils à payer à M. Wagnon le salaire d'une semaine de prévenance.

MM. Vanlaethem et fils appelèrent de cette sentence devant le Tribunal de commerce. Ils invoquèrent leur règlement d'atelier aux termes duquel le patron pouvait congédier un ouvrier, et l'ouvrier quitter son patron sans prévenance. Ils prétendaient que M. Wagnon, ayant quitté l'atelier parce que le nouveau tarif de paye ne lui convenait pas, avait librement rompu son contrat et n'avait, par suite, droit à aucune indemnité.

Ils ajoutaient qu'il n'y avait pas, dans l'espèce, rupture abusive du contrat entraînant, suivant la loi de 1890, droit à indemnité, qu'en effet, le changement de tarif ne saurait être considéré comme un abus, puisque, d'une part, il ne devait être mis en vigueur qu'après un affichage préalable de deux jours et que, d'autre part, ce tarif permettait aux ouvriers de s'assurer un salaire plus rémunérateur que celui qu'ils gagnaient auparavant; qu'au surplus M. Wagnon, s'il éprouvait un préjudice, ne pouvait se faire justice à lui-même en quittant brusquement le travail, mais devait faire valoir ses droits.

M. Wagnon, de son côté, s'est borné à demander au Tribunal de confirmer la sentence du Conseil des Prud'hommes.

Le Tribunal de commerce a cassé cette sentence pour les motifs suivants :

Attendu qu'il résulte de l'exposé des faits qui précèdent que le contrat de louage a été rompu par Wagnon et non pas par Vanlaethem et fils;

Qu'en effet, ces derniers ayant, le jeudi, affiché un nouveau tarif de paye devant entrer en vigueur le samedi suivant, Wagnon, en compagnie de quinze autres fileurs, refusa de travailler et se retira de l'usine;

Attendu que, si Wagnon avait voulu dénier à Vanlaethem et fils le droit de modifier brusquement leur tarif de paye, il aurait dû protester contre de tels agissements et, tout en continuant de travailler, porter le différend devant le Conseil des Prud'hommes;

Qu'au contraire, en refusant de travailler et en se retirant de l'usine, il a rompu le contrat de sa propre autorité, s'est fait justice à lui-même et s'est privé du droit de réclamer des dommages-intérêts dans le cas où la prétention de Vanlaethem et fils n'eût pas été fondée;

Attendu qu'il n'y a pas lieu de rechercher en l'espèce, ni si la prévenance de huitaine a bien été supprimée comme le prétendent Vanlaethem et fils par un règlement qu'ils auraient fait afficher en février mil huit cent quatre-vingt-quatorze, ni si cette prévenance étant effectivement supprimée, Vanlaethem et fils étaient en droit de modifier brusquement le tarif de paye de tout un établissement, puisque la rupture du contrat ne peut leur être imputable et provient du fait de Wagnon;

Attendu en conséquence que c'est à tort que le Conseil des Prud'hommes déclare que c'est Vanlaethem et fils qui ont rompu le contrat et base sur cette fausse appréciation le droit de Wagnon à une indemnité de prévenance... etc.»

(Jugement du Tribunal de commerce de Roubaix sur appel d'une décision du Conseil des Prud'hommes de Roubaix.)

[*Moniteur des fils et tissus* du 16 janvier 1895.]

Travaux publics communaux. — Adjudication. — Cahier des charges.

Pourvoi formé par la ville de Paris contre un décret annulant une délibération du conseil municipal qui avait pour objet l'insertion, dans un cahier de charges de travaux de la ville, de clauses relatives à un minimum de salaires ou à un maximum d'heures de travail :

LE CONSEIL D'ÉTAT, statuant au contentieux, a, persistant dans la jurisprudence créée par un arrêt du 21 mars 1890 (1), rejeté le pourvoi de la ville.

(Arrêt du Conseil d'État, 18 janvier 1895.)

(1) CONSEIL D'ÉTAT. — Arrêt du 21 mars 1890 :

1° Une chambre syndicale d'entrepreneurs de travaux publics, agissant en leur nom direct et personnel, sont-ils recevables à déférer au Conseil d'État pour excès de pouvoir les délibérations d'un conseil municipal, approuvant les conditions d'exécution des travaux communaux, ensemble la série de ces prix, et les arrêtés municipaux, mettant en adjudication divers travaux de la commune? — *Rés. nég.* — Ces délibérations et arrêtés, considérés en eux-mêmes et en dehors de toute adjudication à laquelle les requérants auraient pris part, ne sont pas susceptibles d'être déférées en Conseil d'État.

2° Un entrepreneur, porté sur la liste d'admissibilité des entrepreneurs d'une ville, qui a été écarté, bien qu'ayant fait le plus fort rabais dans une adjudication spéciale, est-il recevable à demander l'annulation de la décision du bureau d'adjudication qui l'aurait évincé, ensemble de l'arrêté préfectoral approbatif de cette décision? — *Rés. aff.*

3° Les clauses d'un cahier des charges de travaux publics communaux adoptées par un conseil municipal et approuvées par le préfet, qui imposent à l'adjudicataire, en faveur des ouvriers, un minimum de salaire et un maximum de durée de la journée — doivent-elles être réputées nulles et de nul effet, comme portant atteinte à la liberté du travail et des conventions entre patrons et ouvriers. — *Rés. aff.*

En conséquence, le refus par un entrepreneur, admis à concourir, de se soumettre à ces clauses, a-t-il pu motiver légalement, par lui seul, son éviction de l'adjudication, au profit d'un concurrent qui avait fait un rabais inférieur? — *Rés. nég.*

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL

230 syndicats patronaux groupant 13.200 établissements où sont occupés environ 400.000 ouvriers ont fourni des rapports sur la situation industrielle à la fin de l'année dernière ou au commencement de l'année courante. Voici comment se résument les appréciations de ces syndicats sur l'état du travail, par comparaison avec l'an dernier à la même époque :

	SYNDICATS. — p. o/o.	ÉTABLISSEMENTS. — p. o/o.	OUVRIERS. — p. o/o.
Travail plus abondant.....	12	15	27 (environ)
— équivalent.....	38	44	38 —
— moins abondant.....	50	41	35 —
Prix de vente plus rémunérateurs..	5	4	6 (environ)
— équivalents.....	48	45	34 —
— moins rémunérateurs.	47	51	60 —

Les appréciations sur le mouvement des prix depuis trois mois se résument ainsi :

Prix de vente en hausse.....	6	2	12 (environ)
— sans variation.....	48	52	34 —
— en baisse.....	46	46	54 —

Depuis le mois dernier, il y a peu de changement dans l'étendue du chômage, par suite de la persistance du mauvais temps, mais, par rapport à l'an dernier, la situation est sensiblement plus défavorable qu'elle ne l'était il y a un mois : sur 590 syndicats ouvriers, groupant 92.000 adhérents, qui ont fourni des rapports sur la situation au 15 février, 13 p. o/o des syndicats avec 14 p. o/o des adhérents considèrent la situation comme meilleure que l'an dernier; 31 p. o/o des syndicats avec 23 p. o/o des adhérents la jugent équivalente, et 56 p. o/o des syndicats avec 63 p. o/o des adhérents la tiennent pour inférieure à celle de l'an dernier à l'époque correspondante.

Le travail redevient assez animé dans les industries textiles; dans les industries de la soie, notamment, la fabrication prend une grande activité.

Dans les industries du vêtement, au contraire, le ralentissement a persisté, par suite de la prolongation de l'hiver.

Parmi les objets d'alimentation, quelques denrées, notamment les pommes de terre, les légumes, ont, d'une manière générale, sensiblement augmenté de prix.

SITUATION GÉNÉRALE.

FORÊTS. — Les neiges abondantes et les gelées ont arrêté presque complètement les travaux des bûcherons; l'ouvrage est encore en assez grande quantité, mais les intempéries en retardent l'exécution. La situation est jugée supérieure à celle de l'an dernier à pareille époque dans la Côte-d'Or, à Saint-Verain; dans le Cher, à Mornay; équivalente dans la Côte-d'Or, à Argilly et à Saint-Nicolas; dans la Nièvre, à Menou; dans les autres localités de la Côte-d'Or, de la Nièvre, du Cher, du Loiret, les ouvriers l'estiment généralement inférieure à celle des mois correspondants de l'année passée.

MINES ET CARRIÈRES. — Peu de changement dans les mines de houille. Les salines ont beaucoup de peine à écouler leur production, cependant très restreinte. 39 p. o/o des carriers syndiqués sont atteints par le chômage; le mauvais temps, particulièrement l'abondance des neiges, gêne l'exploitation dans Seine-et-Oise et dans la Drôme. La situation se maintient meilleure que celle de l'année précédente dans les Ardennes, à Fresnay; à Lérrouville, dans la Meuse; à Thonon, dans la Haute Savoie; elle est jugée plus mauvaise dans les autres départements. La durée du travail varie de 48 à 55 heures par semaine.

PRODUITS ALIMENTAIRES. — La sucrerie enregistre toujours des cours très bas : cette situation est attribuée à la surproduction européenne, qui menace encore de s'accroître, et à l'abondance de la dernière récolte de betteraves.

La campagne de la féculerie a été plus courte que jamais à cause du manque de pommes de terre; d'ailleurs, les débouchés se restreignent et les prix s'affaiblissent de plus en plus, sous l'action de la concurrence étrangère.

La brasserie à fermentation haute traverse une période défavorable, notamment dans les Ardennes, où le nombre des établissements tend à décroître. Le bon marché des matières premières a provoqué un abaissement exagéré des prix par le fait de la concurrence des fabricants.

Dans la fabrication des conserves de sardines, l'outillage se transforme; le soudage des boîtes se fait maintenant au gaz et peut être opéré par des femmes et des enfants. Il en résulte la suppression d'une partie des ouvriers et une baisse marquée des salaires.

En boulangerie, la transformation du matériel ne s'opère que lentement. Les ouvriers boulangers comptent 17 p. o/o de chômeurs, les pâtisseries-cuisiniers, 19 p. o/o; chez les boulangers, le travail semble aussi actif que l'an dernier à la même époque dans la Meurthe-et-Moselle, le Rhône, l'Hérault, les Basses-Pyrénées et la Haute-Vienne : il serait moins actif dans la Seine, dans la Seine-et-Oise, dans l'Aisne, dans le Nord, dans les Bouches-du-Rhône (à la Ciotat, à Aix), dans la Haute-Garonne, dans la Dordogne, dans la Gironde, dans la Loire-Inférieure. Chez les pâtisseries-cuisiniers, la situation est déclarée plus mauvaise que l'an dernier dans la Gironde, le Rhône et la Loire-Inférieure. La durée du travail varie de 68 à 105 heures par semaine chez les boulangers, et de 74 à 105 heures chez les pâtisseries-cuisiniers.

INDUSTRIES CHIMIQUES. — Les fabriques de produits chimiques écoulent diffici-

lement leur fabrication; toutefois, les fabriques d'engrais travaillent très activement; il en est de même des fabriques d'essence de térébenthine des Landes.

PAPIER. — Les fabriques de pâtes à papier ont toujours beaucoup de travail, mais les prix sont en baisse par suite de la surproduction des usines du nord de l'Europe. Grande activité également dans les fabriques de papiers. Il se fonde à Paris un nouvel établissement important.

INDUSTRIE DU LIVRE. — On compte à Paris 13 p. o/o de travailleurs du livre inoccupés et 4 p. o/o en province. 16 p. o/o des syndicats ouvriers groupant 9 p. o/o des adhérents considèrent la situation comme meilleure que celle du mois correspondant de l'année passée: 49 p. o/o des syndicats avec 14 p. o/o des adhérents trouvent qu'elle est la même, et 35 p. o/o des syndicats comptant 77 p. o/o des syndiqués la tiennent pour moins bonne. L'amélioration que l'on espérait se produire, mais elle est peu importante. Le travail semble plus abondant à Boulogne-sur-Mer, à Valenciennes, à Toulon, à Nîmes, à Carcassonne, à Perpignan, à Alençon, à Nogent-le-Rotrou, à Caen, à Pont-Audemer, mais moins actif au contraire dans la Seine, dans la Seine-et-Oise, à Beauvais, Nancy, Auxerre, Comnes, Dranguignan, Marseille, Montpellier, Tarbes, dans la Gironde, à Tulle, Poitiers, la Roche-sur-Yon, Rennes, Angers, Chartres, Évreux, Rouen. Ailleurs on ne signale aucune variation. La durée du travail varie de 45 à 63 heures par semaine; elle est le plus souvent de 60 heures.

CUIRS ET PEaux. — 18 p. o/o des ouvriers de la préparation des cuirs et peaux (mégisserie, tannerie), 27 p. o/o des ouvriers en chaussures, 12 p. o/o des gantiers se trouvent inoccupés. La situation paraît, en général, s'améliorer en ce qui concerne la mégisserie et la tannerie; il est vrai qu'elle était bien mauvaise à la fin de l'année dernière. Elle est encore cependant jugée très défavorable dans la Seine, l'Indre-et-Loire, à Amiens, Marseille, Dijon. La durée du travail est généralement de 45 à 50 heures par semaine. Les prix sont toujours en baisse.

Les fabriques de chaussures travaillent encore assez activement, mais les ouvriers jugent en général que la situation est plus mauvaise que l'an dernier, par suite de la réduction des prix de façon, consécutive de la baisse des prix.

La durée du travail se maintient généralement au-dessous de 60 heures par semaine.

La ganterie s'est bien relevée dans ces derniers temps, notamment à Grenoble, par suite de l'application d'un nouveau tarif aux États-Unis. Cependant la situation ne s'améliore pas de la même façon à Chaumont, à Millau, et elle reste très défavorable à Niort où se fabrique surtout le gant militaire. La durée du travail varie de 48 à 60 heures par semaine.

TEXTILES. — Les industries textiles ont repris une assez grande activité. Les ouvriers estiment à 8 p. o/o la proportion des chômeurs dans les tissages mécaniques. Dans les tissages à la main, on ne signale d'amélioration que dans les industries de la soie qui sont particulièrement favorisées en ce moment. La mode se portant sur les étoffes de soie pure, l'industrie lyonnaise a une production intense et qui ne paraît pas devoir se ralentir. Les derniers mois de l'année 1894 ont fait regagner ce que les premiers avaient fait perdre, car la production a peu varié de 1893 à 1894. Elle avait atteint 379 millions de francs en 1893, elle n'est arrivée qu'à 365 millions en 1894, mais, comme la valeur des étoffes a baissé de 8 à 10 p. o/o, on voit que la quantité produite dans l'année n'a pas de variation sensible.

La bonneterie prend une assez grande extension dans certains centres comme

Roanne et Falaise. Les ouvriers bonnetiers comptent en moyenne 6 p. o/o de chômeurs. Dans la passementerie on signale encore beaucoup d'ouvriers en chômage, cependant les usines ont une reprise marquée d'activité. La fabrication des tulles et dentelles laisse beaucoup d'ouvriers, sans travail et ceux qui sont occupés ne font qu'une journée réduite. Cette situation est attribuée aux changements de la mode.

Les ouvriers teinturiers comptent 9 p. o/o de chômeurs.

Les tapissiers subissent le contre-coup de la mauvaise saison, et un grand nombre d'ouvriers sont inoccupés. Chez les ouvriers et ouvrières de l'industrie du vêtement, la morte-saison dure et se trouve notablement prolongée par la température froide qui arrête les commandes : le travail est signalé généralement comme moins actif que pendant le mois correspondant de l'an passé, les petits façonniers et façonnnières travaillant directement pour clients ont un peu d'ouvrage, mais à des prix peu rémunérateurs : la situation paraît plus mauvaise dans la Seine, à Amiens, Calais, Nancy, Dijon, Limoges, Fougères; elle paraît meilleure que l'an dernier pour certaines spécialités à Lyon, dans les fabriques de corsets de l'Orne.

La durée du travail serait en général dans les industries du vêtement inférieure à 40 heures par semaine.

Chez les chapeliers, la situation s'est améliorée à Nancy, et le travail est en pleine activité dans la Saône-et-Loire, à Chalon, mais il est moins abondant qu'il y a un an à Paris, à Chazelles (Loire), à Bort (Corrèze), à Bourges, à Rennes, au Mans et à Nantes. Les ouvriers des syndicats comptent encore 25 p. o/o de chômeurs en moyenne, et la durée du travail varie de 40 à 63 heures par semaine.

TRAVAIL DU BOIS. — Les syndicats ouvriers comptent 47 p. o/o des charpentiers et scieurs de long inoccupés, 18 p. o/o des menuisiers, 35 p. o/o des tonneliers, 29 p. o/o des sabotiers galochiers, 4 p. o/o des ébénistes.

Chez les charpentiers, les travaux sont presque entièrement arrêtés par les froids et la neige; chez les menuisiers, le travail est également plus ralenti qu'il y a un an, dans certaines localités, Paris, Reims, Nancy, Toulouse, Poitiers, Nantes; la durée du travail varie en général de 48 à 60 heures, elle est le plus souvent inférieure à 54 heures.

L'ouvrage est peu abondant chez les tonneliers, soit par suite de la rareté des demandes pour l'étranger, soit par suite de la diminution de la production locale; la situation paraît plus mauvaise à Paris, dans la Gironde à Preignac et à Vayres, et dans la Haute-Vienne à Saint-Yrieix; elle est sans changements dans les autres départements.

Chez les sabotiers galochiers, le travail est plus actif qu'il y a un an dans la Corrèze à Brive, moins actif à Limoges, à Nantes. La production, dans certains endroits comme Romans, des chaussures à la mécanique à très bas prix a fermé un certain nombre de débouchés aux galochiers. La durée du travail varie généralement de 53 à 74 heures par semaine.

Dans la fabrication des meubles, le travail est actif dans la Drôme, la Haute-Garonne, mais moins actif dans la Seine, à Felleries (Nord), Dijon, Montpellier, Tarbes. La tabletterie, dans la Seine et dans l'Oise, fait peu d'affaires. La broserie a également une production restreinte dans les Ardennes, le Tarn, les Deux-Sèvres. La fabrication des peignes est en morte-saison.

MÉTAUX. — La métallurgie est toujours en pleine prospérité dans la Meurthe-et-Moselle où la production ne cesse de s'accroître; la situation est moins favorable dans les autres régions, notamment dans celle de Maubeuge, à Tarnos (Landes), dans les Ardennes, etc. Une assez forte proportion des ouvriers sont inoccupés dans

ces régions. Dans beaucoup d'endroits, la durée du travail a été réduite (50 heures par semaine le plus souvent) et les prix de façon ont été diminués.

Chez les mécaniciens constructeurs et serruriers la situation est indiquée comme plus favorable à Saint-Denis (Seine), à Marseille, à Vierzon. La durée du travail est en général inférieure à 60 heures par semaine. La fabrication des machines agricoles paraît assez active, mais en général la construction métallique et mécanique a peu de travail.

La fabrication des métaux autres que le fer est généralement en souffrance, certaines usines ont une partie de leur matériel inoccupé.

Les fabricants d'instruments de musique et ceux d'instruments de précision travaillent assez activement.

L'horlogerie traverse une crise assez intense dans le Doubs; on signale cependant actuellement une légère reprise chez les ouvriers de certaines spécialités comme les graveurs.

La bijouterie-imitation a un bon courant de commandes à Paris, mais à des prix réduits.

BÂTIMENT. — On compte 47 p. 0/0 d'ouvriers inoccupés chez les *tailleurs de pierre*, 17 p. 0/0 chez les sculpteurs, 64 p. 0/0 chez les maçons, 29 p. 0/0 chez les plombiers-gaziers et couvreurs, 45 p. 0/0 chez les peintres en bâtiment, 60 p. 0/0 chez les plâtriers.

Les gelées et la neige ont fait à peu près complètement fermer les chantiers des tailleurs de pierre; la situation paraît supérieure à celle de l'an dernier à Marseille, Blaye, Tours; elle est jugée équivalente à Bourg, à Clermont-Ferrand; dans les autres départements elle semble d'autant plus difficile que l'an dernier sur certains points le travail avait déjà repris; on fait 35 à 55 heures par semaine, le plus souvent au-dessous de 45 heures par semaine.

Chez les sculpteurs, l'ouvrage est considéré comme moins abondant qu'il y a un an, sauf à Bordeaux.

Pour les maçons, les intempéries suspendent le travail dans la plupart des chantiers; la situation est jugée meilleure que l'an dernier à Bergerac, à Orléans, mais en général plus mauvaise à Amiens, à Saint-Claude. Les ouvriers occupés sont employés à des travaux d'intérieur, ils font de 30 à 66 heures, habituellement moins de 50 heures par semaine.

Situation analogue chez les plombiers, gaziers, couvreurs et les peintres en bâtiment.

Dans certaines localités comme à Marseille, les ouvriers travaillent à tour de rôle.

CHAUFOURNERIE, CÉRAMIQUE, VERRERIE. — Chez les chaudières, le travail n'a pas encore repris; dans le Nord les ouvriers verriers subissent une diminution que l'on évalue à un quart du travail habituel, dans la Nièvre et dans les Bouches-du-Rhône situation sans modification notable.

L'ouvrage est moins abondant que l'année précédente chez les faïenciers et ouvriers en grès céramique; la température gêne la fabrication; la situation paraît meilleure dans les Alpes-Maritimes à Vallauris, et dans le Tarn à Castres, plus mauvaise dans le Var à Saint-Zacharie, et dans les Bouches-du-Rhône à Saint-Henry, Marseille; pas de variations notables dans les autres centres de production. La durée du travail varie de 48 à 72 heures par semaine, 60 heures en moyenne.

La fabrique de porcelaine à Limoges a commencé à se relever, néanmoins, beaucoup d'ouvriers sont encore inoccupés.

TRANSPORTS, MANUTENTION, COMMERCE. — On estime à 12 p. o/o le nombre des chômeurs chez les ouvriers et employés de l'industrie des transports (les chemins de fer exceptés) 19 p. o/o chez les ouvriers porteurs-déchargeurs; à un peu plus d'un cinquième chez les ouvriers et employés de l'alimentation, à 9 p. o/o chez les comptables, 7 p. o/o chez les coiffeurs, 9 p. o/o chez les voyageurs et employés de commerce. Les neiges et les glaces ont fortement entravé le travail chez les ouvriers et employés des transports par terre et par eau; cependant l'amélioration signalée dans la Loire-Inférieure, à Nantes, continue.

Le placement devient plus difficile chez les ouvriers et employés de l'alimentation; le prix des denrées ayant sensiblement augmenté, les transactions sont moins actives, la situation est la plupart du temps considérée comme plus mauvaise que celle de l'an dernier pendant le mois correspondant.

Les coiffeurs signalent une diminution de travail qui proviendrait de la rigueur de la température. Chez les voyageurs et employés de commerce, la situation est généralement plus mauvaise, sauf dans la Gironde à Bordeaux, dans la Charente à Cognac et, à Alger où elle paraît rester équivalente à celle de l'an dernier.

Analyse par départements des renseignements fournis : 1^o par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, associations patronales, etc.; 2^o par les correspondants.

Aisne. — Le tissage est très actif dans la région de Bohain. Les fabricants ont beaucoup de travail et manquent d'ouvriers. Le nombre des établissements augmente.

Pas-de-Calais. — *Alimentation.* — Dans la boulangerie de Calais, presque tous les fours sont maintenant chauffés au charbon. Le travail reste actif, mais les prix sont en baisse.

Textiles. — La fabrication mécanique des tulles et dentelles qui est l'industrie la plus importante de la région de Calais traverse depuis plusieurs années une crise intense, cependant le nombre des établissements a passé de 359, fin 1893, à 371, fin 1894. Actuellement, un tiers du personnel employé fait des journées entières, mais les deux tiers ne font que des demi-journées. Le taux des salaires a diminué de 10 p. o/o depuis un an. Cette situation se répercute sur toutes les petites industries de la région.

Métaux. — La fabrication des câbles télégraphiques n'occupe actuellement que la moitié de l'effectif habituel.

Nord. — **LILLE.** — *Industrie textile.* — La production de la filature a repris son importance normale sans que pourtant le travail ait pu être repris dans les établissements déjà signalés comme arrêtés et à la liste desquels il faut, d'ailleurs en ajouter un, arrêté récemment.

La vente manque un peu d'activité dans ces derniers temps, quoique les prix des fils soient plus bas que jamais; néanmoins, les filateurs se montrent disposés à résister à toute nouvelle demande de baisse.

À Armentières, les tissages sont en pleine activité, et si les mauvais temps du commencement du mois ont entravé les transactions, les expéditions importantes de la fin sont venues ranimer le marché. Les prix sont stationnaires.

L'article fil et coton est toujours en faveur. — *L. Letombe.*

MAUBEUGE. — La métallurgie subit depuis quelque temps un malaise général. Plusieurs fourneaux et fours sont en chômage: il n'y a pas de réduction de personnel, mais la durée du travail est généralement diminuée et ne dépasse pas 18 jours par mois. La fabrication de la quincaillerie et des machines-outils est également peu active, certains ouvriers ne font pas la semaine complète.

Ardennes. — *Carrières.* — Les ardoisières de Fumay, Haybes et Rimogne ont eu une production et une vente assez actives à la fin de l'année dernière, à cause d'une augmentation de constructions en Belgique et des ouragans qui ont sévi dans la région. L'absence des stocks dans les chantiers a produit une augmentation de 2 p. o/o dans les prix de vente qui s'est répercutée en partie sur le salaire des ouvriers.

Les *carrières* ont été moins favorisées, en partie, par suite de la concurrence étrangère, facilitée par les tarifs de pénétration.

Alimentation. — En meunerie, les cylindres sont maintenant substitués aux meules presque partout, les prix de vente sont presque toujours désavantageux.

La *brasserie* est dans une situation tout à fait précaire et la diminution, bien que faible, du nombre des établissements en est une preuve. Leur nombre qui s'élevait à 236 en 1890 est descendu à 232 en 1894 et à 227 actuellement. Les prix sont aussi bas que possible; ils varient entre 11 francs et 15 francs l'hectolitre. La crise est attribuée à la baisse de valeur des sous-produits tels que la *levure*, au mauvais état des affaires, à la concurrence étrangère et à la tendance des fabricants à allonger les bières pour amoindrir les charges de l'impôt, établi d'après une réglementation ancienne. Faute d'une législation mieux appropriée aux conditions modernes de l'industrie, l'outillage ne se perfectionne pas, tandis qu'il en est autrement à l'étranger. Enfin le bon marché des matières premières, au lieu de venir en aide à cette industrie, ne fait que la rendre plus précaire encore, à cause du peu d'entente entre les fabricants. Les conséquences de cette crise, sont, outre la fermeture de certains établissements, l'intermittence du travail des ouvriers et une baisse constante de leurs salaires.

Les *sucreries* continuent à être assez actives, mais les prix de vente restent très bas, par suite de la production exagérée.

Produits chimiques. — Les *fabriques de colle forte* de Givet ont perfectionné leur outillage en installant des ventilateurs avec chambres chaudes qui leur permettent de travailler tout l'hiver sans être, comme par le passé, arrêtées par les gelées. La production et la vente sont actives, mais les prix sont en baisse et peu rémunérateurs, à cause de la concurrence des colles inférieures de moindre qualité. La *fabrique de crayons* a une production stationnaire et satisfaisante; la journée de travail a été réduite de 12 heures à 11 sans réduction de salaire.

Papier. — Les *fabriques de papier* ont une production et une vente normales, cependant leurs prix sont en baisse à Vouziers. Un établissement de papeterie-cartonnerie a fermé.

L'imprimerie est peu active et les prix sont désavantageux à cause d'une ardente concurrence. Cependant, deux établissements nouveaux sont en projet, l'un à Mézières et l'autre à Charleville.

Cuirs et peaux. — La *tannerie* est peu prospère à Givet. Un établissement a fermé il y a peu de temps. Cette ville, qui produisait jadis annuellement 30.000 kilogrammes de cuirs forts n'en produit plus que 18.000. La vente est difficile. Les prix sont en baisse constante et fort peu rémunérateurs.

Textiles. — La *filature de laine* est toujours dans une situation tout à fait mauvaise. Deux ateliers ont fermé encore à Signy-l'Abbaye, l'un de peignage, l'autre de cardage, représentant un total de 11.000 broches. La production et la vente sont faibles, faute d'exportation, et les prix très bas; il en résulte un accroissement du chômage et une réduction des salaires pour les ouvriers. Le *tissage mécanique* paraît plus actif dans la région de Vouziers, quoique les prix soient toujours bas et peu rémunérateurs. La *draperie*, à Sedan, a eu une production moindre l'an dernier pour les articles d'hommes, mais elle en a eu une plus forte pour les articles de femmes. Les prix ont été en baisse presque toute l'année et ne se sont relevés que partiellement pour les articles de femmes dans ce dernier trimestre. Le nombre des établissements s'est encore réduit de deux, qui occupaient 3 à 400 ouvriers. L'exportation est de plus en plus difficile.

Bois. — Dans les *scieries mécaniques* de l'arrondissement de Vouziers, les prix se maintiennent. La vente et la production sont actives. Dans la *carrosserie*, la production augmente et les prix sont en baisse mais restent avantageux. Dans la *brosserie*, l'outillage se perfectionne de plus en plus, permettant aux fabricants de lutter contre la concurrence étrangère qui a la main-d'œuvre à meilleur compte. La restriction des exportations a amené une diminution dans la production et la vente, mais les prix restent stationnaires avec une tendance à la hausse, à cause du renchérissement de la matière première. La diminution du travail a amené quelque chômage et surtout une réduction de la journée de travail, qui est tombée de 12 heures à 8 heures. Les deux tiers des ouvriers ne feraient actuellement que 6 heures de travail effectif par jour.

Métaux. — Les *forges et hauts fourneaux* de Carnay et d'Aprémont, dans l'arrondissement de Vouziers, ont une production et une vente assez active. Le *fabrication de la fonte malléable* subit le contre-coup du mauvais état des affaires dans les ateliers de construction.

Les *laminoirs* transforment leur outillage, substituant de plus en plus l'acier au fer comme

matière première et supprimant le puddlage. Production stationnaire, mais vente considérablement diminuée. Prix en baisse et peu rémunérateurs à cause du maintien du prix des matières premières, de la difficulté des transactions avec l'étranger et de la rareté des grands travaux. La *fonderie de fer*, la *tôlerie* et la *chaudronnerie* continuent de travailler dans des conditions désavantageuses, espérant une reprise des affaires. La production est moyenne et la vente assez active, mais à des prix très bas. La *construction de machines et de matériel de chemins de fer* a peu à faire, faute de commandes de la part des grandes compagnies et de l'État; il en résulte une réduction de la journée de travail qui n'est plus que de 8 heures, une diminution du salaire et de nombreux chômages. La *tréfilerie* et la *pointerie* emploient de plus en plus l'acier comme matière première, mais l'outillage n'en est pas cependant modifié. Production stationnaire, mais vente et prix de plus en plus diminués. La *feronnerie*, *boulonnerie*, *sellerie*, les *fabriques de pelles et taillandiers* sont dans la même situation précaire.

Les *fonderies de cuivre et de bronze* améliorent leur outillage pour suppléer par des moyens mécaniques à la cherté de la main-d'œuvre. Les prix de vente sont en baisse à cause de la diminution du prix de la matière première et de la difficulté d'exportation. Un établissement nouveau a été créé pour la fonte du bronze d'art. Depuis deux mois environ, quelques établissements ont diminué leurs heures de travail. Cette industrie a également souffert d'un certain nombre de grèves.

Les *industries du bâtiment* souffrent de l'absence de grands travaux publics et de la crise industrielle de la région.

Les *fabriques de chaux* ont une vente faible et les prix sont en baisse; de même les salaires.

La *fabrique de pipes en terre* de Givet a une vente moins active à cause de la difficulté croissante de l'exportation et de la vogue croissante de la cigarette en France. Les prix de vente sont en baisse et souvent désavantageux. En général, la main d'œuvre est très abondante dans tout le département.

Meurthe-et-Moselle. — Les *salines* des environs de Nancy écoulent toujours avec difficulté leur production; une partie de leur matériel est inutilisé.

Il est question de la création d'une nouvelle saline près de Nancy, exploitée par une société suisse, ce qui forcera les usines existantes à diminuer encore leur production.

La fabrication de la *chicorée*, celle des *couserves alimentaires* sont actives. En *brasserie*, la vente a été moindre l'an dernier à cause du bas prix des vins et des cidres et de l'été pluvieux.

Papier. — A Mercy-le-Bas, la production de la *papeterie* est assez active; mais la vente difficile. Les prix sont stationnaires et peu rémunérateurs. A Brierly, l'industrie du papier de luxe qui s'était ralentie pendant les 9 premiers mois de l'année dernière, est devenue plus active pendant les 3 derniers mois.

Cuir et peaux. — Le retard de l'hiver a diminué la vente, dans la fabrication de chaussures; par surcroît, la difficulté croissante de l'exportation contribue à la réduction du travail, des prix et des salaires.

Textiles. — Dans l'industrie cotonnière, les prix de vente sont actuellement en baisse et offrent peu de marge, de bénéfice, surtout dans le tissage. La main-d'œuvre est plutôt rare. Les *manufactures de draps* de Pierrepont, Brierly et celle de Montigny-sur-Chiers ont une production moyenne. Prix en baisse et désavantageux.

Les *scieries mécaniques* travaillent activement; les prix sont en hausse. La *tonnellerie* est dans une situation peu favorable. Un établissement occupant 50 ouvriers vient de fermer. L'outillage se perfectionne sans cesse mais la production est aussi réduite que possible, les ventes faibles, les prix en baisse. Réduction du nombre des ouvriers et des heures de travail. Afflux de main-d'œuvre ordinaire mais rareté croissante des ouvriers d'état. La *fabrique de jouets* de Lunéville qui occupait 300 ouvriers en décembre, à cause des éternelles, n'en occupe plus que 100 maintenant, et l'on ne fait que 10 heures au lieu de 12.

Métaux. — L'industrie métallurgique ne cesse de se développer dans la région, et la production d'augmenter. L'usine de Micheville a construit deux hauts fournaux à grande production; à Jarville, à Pont-à-Mousson, à Rehon, à Hussigny on a transformé ou l'on entreprend le remplacement ou la transformation d'anciens hauts-fourneaux en fourneaux perfectionnés et à plus grande production.

A Pompey et à Micheville, on construit deux grandes aciéries Thomas qui seront mises en marche dans le courant de cette année. De même, le laminoir de Champigneulle a été

considérablement augmenté; les aciéries de Longwy s'outillent pour doubler leur production d'acier. Une chaudronnerie nouvelle vient d'être installée à Longwy.

Il est bon de remarquer qu'actuellement, le département de Meurthe-et-Moselle produit 61,6 p. o/o des fontes ou 32,5 p. o/o des aciers fabriqués en France et que l'importation des fontes de moulage étrangères est pour ainsi dire anéantie.

Les prix ont dû baisser pour permettre l'écoulement d'une production envahissante; toutefois celui de la fonte brute, qui est réglé par le prix du coke livré aux usines par les syndicats de production associés, d'Allemagne et de Belgique s'est maintenu presque sans variation.

Les salaires journaliers restent les mêmes, mais la durée du travail diminue, les ouvriers ayant plutôt tendance à réclamer un moindre travail pour le salaire actuel qu'une augmentation de salaire pour un travail constant.

En général la métallurgie du département envisage l'avenir avec confiance, car il se dépense chaque année des sommes considérables en travaux de recherches de mines, pour assurer à l'industrie les quantités de minerais dont elle a besoin.

Un atelier de construction a dû congédier la moitié de son personnel, faute de commandes et pour éviter le renvoi des autres, les patrons ont décidé de ne les faire travailler que 8 heures par jour, ce qui a diminué leurs salaires de 50 p. o/o. Par contre, d'autres établissements de construction mécanique ont beaucoup de travail.

La situation de la *faïencerie* laisse à désirer, sous l'influence de la concurrence étrangère; les salaires sont en baisse et beaucoup d'ouvriers ont été congédiés; beaucoup ne font que 4 ou 5 jours par semaine.

Production active dans la *tuilerie*, la *verrerie*, la *cristallerie* et à la *fabrique de glaces*.

Doubs. — *Les industries du livre* ont un travail actif mais des prix fort bas. Le nombre des établissements est trop grand pour la région.

La *tréfilerie* et la *pointerie* ont un peu plus d'activité dans le dernier trimestre et le taux des salaires tend à augmenter. L'*horlogerie* souffre toujours du manque de débouchés de ses produits. Le chômage atteint un cinquième de la population ouvrière et les salaires diminuent.

La situation de la *filature* a été assez bonne dans la région de Montbéliard pendant le dernier trimestre, celle du *tissage* mauvaise.

Loire. — *Mines.* — La situation dans le bassin houiller de la Loire s'est légèrement améliorée depuis le commencement de l'année. Le travail est plus abondant dans les mines. On fait toutes les journées, même à la Ricamarie, à Firminy et à Roche-la-Molière où l'on s'attendait à une diminution de travail. Toutefois, il est bon de ne pas perdre de vue que cette situation relativement satisfaisante — il n'y a pas de doublage cependant, ni d'heures supplémentaires — est uniquement due à deux causes passagères dont l'une n'existe même plus : d'une part, la catastrophe de Montceau-les-Mines a fait refluer quelques demandes à Roche-la-Molière où la qualité du charbon se rapproche de celle de Montceau, mais on a repris l'extraction dans cette dernière exploitation et la région de Saint-Etienne est déjà privée de ce surcroît momentané de travail; d'autre part, le froid rigoureux qui sévit dans la région a provoqué une consommation inusitée de charbon pour le chauffage; aussi les stocks sont-ils presque épuisés. Malheureusement, dès que le beau temps reviendra il est certain qu'on diminuera d'une ou deux unités le nombre de journées de travail par semaine. En attendant, il n'y a plus d'ouvriers mineurs inoccupés et, dès que la température se sera élevée, ceux qu'on renverra trouveront facilement de l'occupation aux champs ou dans les jardins maraichers dont les travaux sont très en retard.

Métallurgie. — L'industrie métallurgique est toujours dans le marasme et ne paraît pas devoir en sortir de sitôt. Dans beaucoup d'usines, notamment aux aciéries de Saint-Etienne, on ne fait que trois journées dans certains ateliers. En tout cas, on n'embauche plus nulle part. On n'a pas de commandes sérieuses. C'est la vie au jour le jour.

L'usine Bedel, qui occupait 250 ouvriers, est en liquidation. Seules, les usines qui ont une spécialité pour les aciers destinés à l'industrie privée, comme les aciéries d'Unieux, ont pu conserver à peu près au complet leur personnel.

Armurerie. — Les armuriers ne font pas de grosses journées, mais enfin ils travaillent et, selon l'expression consacrée, se débarrassent.

Verrerie. — Les verriers de Saint-Étienne, Vauche-Saint-Galmier et Rive-de-Gier sont occupés. A Rive-de-Gier, un certain nombre d'anciens grévistes n'ont pas encore pu se caser. Ils font cependant quelques heures à la verrerie cooperative. Plusieurs verriers quittent la région et se rendent dans les centres d'où ils étaient venus avant ou pendant la greve.

Passenterie. — La passenterie paraît devoir sortir de sa crise. Tous les métiers sont occupés. Les prix de façon restent toujours très bas, toutefois ils se sont légèrement relevés. On assure que les fabricants ont reçu des commandes assez importantes.

Travaux publics. — L'industrie de la construction subit un ralentissement marqué par suite du mauvais temps, mais le travail va reprendre activité, car de travaux importants sont sur le point d'être mis en train, constructions d'immeubles ou travaux de voirie.

D'une manière générale, le nombre des ouvriers sans travail a notablement diminué, cela tient à ce que ces ouvriers étaient principalement des passementiers, qui maintenant trouvent à s'occuper dans leur industrie. — *L. Comte.*

Rhône. — **TARARE.** — La situation générale de l'industrie est favorable. Le chômage est d'environ 15 p. o/o pour le personnel ouvrier. La durée du travail est réduite à 10 heures.

LYON. — Le travail est toujours actif dans les *fabriques de produits chimiques*, mais les prix sont en baisse de 10 p. o/o à cause de la diminution croissante des exportations. Il en résulte une vente inférieure à la production, ce qui, par l'accroissement des stocks, amènera forcément une diminution de travail et le chômage d'une partie des ouvriers. *Un établissement de distillation des bois*, occupant 30 ouvriers environ, a fermé; par contre, deux *fabriques d'engrais* occupant 80 ouvriers se sont créées nouvellement.

La *carrosserie* a toujours assez de travail, mais les prix sont légèrement en baisse depuis le dernier trimestre. La durée du travail a été réduite à 50 heures par semaine. La carrosserie, proprement dite, souffre du nombre croissant de lignes nouvelles de tramways et de chemins de fer qui sont créées, mais la carrosserie industrielle et le charonnage qui construisent le matériel de ces lignes y gagnent, au contraire, une plus grande activité.

Isère. — La concurrence des sociétés coopératives a diminué l'activité de la *boulangerie* à Grenoble, en même temps qu'elle a fait baisser ses prix. Le nombre des établissements a été réduit de 4 occupant 16 ouvriers depuis peu de mois. Il y aurait en même temps réduction de la durée du travail et des salaires.

La *ganterie*, la principale industrie de Grenoble, où elle occupe 14 à 15.000 ouvriers ou ouvrières, semble sortir de la crise qu'elle a subie pendant 10 mois. Pendant le dernier mois de 1894 et les premiers mois de 1895, elle a manqué d'ouvriers pour satisfaire aux demandes qui lui arrivaient de tous côtés. Les prix sont légèrement en hausse. Le nombre des établissements s'est accru de deux. La durée du travail a été portée à 10 heures. Ces heureux résultats sont attribués en grande partie au nouveau tarif américain.

La *construction mécanique* se développe du côté des vélocipèdes et des appareils électriques.

Les *industries du bâtiment* qui avaient eu peu de travail l'an dernier en ont en perspective davantage cette année à cause du percement de la voie centrale de la ville.

Drôme. — *Filature de soie.* — Le mois de février n'a pas été aussi actif que le faisait présumer le mois de janvier, le mouvement de hausse ne s'est pas développé; pendant cette dernière quinzaine, les cours ont même fléchi de 1 à 2 francs sur tous les genres. Néanmoins, la situation reste bonne, la fabrique travaille beaucoup et les changes se sont un peu améliorés.

Moulinage à façon. — Le moulinage à façon continue à être abondamment pourvu, mais à des prix peu rémunérateurs, il n'y a que ceux qui peuvent tourner à grande vitesse, qui travaillent avec avantage.

Pâtes alimentaires. — Les fabriques de Valence travaillent toutes et leur production n'a pas diminué, elles ont à subir maintenant la concurrence de plusieurs usines qui se sont créées dans un département voisin; malgré tout, cette industrie est toujours très prospère.

Ameublement. — Les fabriques de meubles en noyer, sont en pleine activité et sont placées dans une situation tout-à-fait avantageuse, en raison de la facilité qu'elles ont de se procurer, sur place, du bois de noyer. Leurs meubles trouvent un écoulement régulier dans les grandes villes : Lyon, Marseille, Toulon, Nice, etc.

ROMANS. — L'industrie de la *chapellerie* lutte très difficilement contre la concurrence anglaise, elle est heureusement entre des mains puissantes qui peuvent résister à la crise.

La fabrique de *chaussures* s'est rapidement développée, elle produit beaucoup trop et manque de débouchés; aussi, sur une quarantaine de maisons, la moitié sont dans une situation très précaire. — *Marché.*

Ardèche. — *Papeterie.* — L'activité qui avait commencé à se manifester en janvier a été croissante pendant ce dernier mois. Les fabriques qui ont eu à fournir un papier courant ont surtout beaucoup travaillé. Le froid très vif a entravé un peu la production, on a pu néanmoins faire face aux demandes.

Mégisserie. — Cette industrie a subi une amélioration en tant que travail de fabrique. Peu de mégisseries sont inoccupées et le nombre des ouvriers sans travail diminue toujours.

Cependant la reprise est encore toute factice par ce fait que les premiers acheteurs, enfilés par les cours de début de la peau nouvelle, ont été en trop grand nombre relativement au disponible et il s'en est suivi une hausse sur la peau brute dont le prix n'est pas en rapport avec la valeur en blanc. Cet état de chose entrave un peu les commandes de la ganterie. On espère que les affaires se nivelleront peu à peu et que la situation deviendra plus nette.

Une hausse sur la peau brute n'est pas désirable; des prix moyens permettront la production du gant à bon marché et une résistance efficace à la concurrence énorme que nous fait l'étranger.

Le contraire amènerait un déplacement de travail vers l'extérieur. On constate déjà depuis quelques années une extension plus grande dans la mégisserie et surtout dans la ganterie allemande et belge.

Tannerie. — La situation est toujours mauvaise. On achète peu, le travail se limite à la fabrication des marchandises déjà acquises. Les causes de ce marasme sont toujours dans l'exportation qui fait défaut et aussi dans la *pénurie générale des affaires à l'intérieur*, ce qui a nui à la consommation et diminué d'autant les exigences des acheteurs.

Soierie. — On constate plus d'activité dans le travail; la fabrique surtout a un travail extraordinaire; le moulinage travaille beaucoup également; les ateliers qui étaient arrêtés se préparent à la reprise du travail et il est presque assuré qu'aucun ne restera inoccupé pendant cette saison. Cependant les prix de façon n'ont jamais été plus bas, à tel point qu'ils permettent à peine aux mouliniers de couvrir les frais généraux; les mouliniers sont dispersés, ont peu d'entente entre eux et leur syndicat peut difficilement agir pour combattre l'avalissement des prix.

Pas un métier mécanique ne chôme et l'on prévoit que cette activité persistera, la mode étant favorable à la soie. — *G. Tinelud.*

Vaucluse. — *Conserves alimentaires.* — Cette industrie est ancienne dans le département. Au début, on ne fabriquait que des conserves de truffes et la seule maison qui se livrait à cette préparation se trouvait à Carpentras. Aujourd'hui, on compte 18 établissements, répartis dans le Vaucluse, et occupant, pendant 3 mois d'hiver, quand la récolte est bonne, de 1.500 à 2.000 ouvrières et, environ, 100 ouvriers. On peut évaluer à 3.600.000 francs le chiffre d'affaires fait, en conserves de truffes, par ces 18 établissements. Il convient de remarquer que ce chiffre ne s'applique absolument qu'aux truffes en conserves, et non pas au commerce des truffes fraîches, qui donne lieu, chaque année, à des transactions tout aussi importantes.

Depuis une trentaine d'années se sont créées, dans Vaucluse, des fabriques de conserves de légumes, tomates, fruits et pulpes de fruits. Ce genre de fabrication occupe aujourd'hui 25 établissements qui emploient 2.500 ouvrières environ et 200 ouvriers, de juin à octobre suivant l'abondance de la récolte. Cette dernière branche d'industrie donne lieu chaque année à un mouvement d'affaires de 2 millions environ. Les ouvrières sont payées à raison de 0 fr. 40 l'heure.

Balais de paille. — Le nombre des établissements a augmenté au détriment de ceux existant déjà, car l'effectif des ouvriers est resté le même. La production et la vente sont faibles, en raison de l'extension de la fabrication, de la concurrence faite par les fabricants du Nord et de la cherté des transports. — *H. Fabre.*

Gard. — NÎMES. — La situation générale est mauvaise. La cordonnerie qui occupe le plus grand nombre d'ouvriers, hommes et femmes, ne marche pas. Les très bons ouvriers sont seuls au travail régulier. La concurrence est une des causes de cet arrêt des affaires.

Toutes les industries souffrent de l'hiver prolongé; le mois de février, qui est tous les ans un mois d'affaires, est cette année un mois de chômage.

Le bâtiment est de plus en plus arrêté. La misère est très grande.

On songe à créer des fourneaux économiques avec le concours de la municipalité; on voudrait aussi agrandir l'œuvre d'assistance par le travail qui est loin de suffire aux besoins de la localité. Ces projets ne pourront être réalisés que pour l'hiver prochain.

ALAIS. — Les marchés hebdomadaires ont été insuffisamment approvisionnés des denrées de première nécessité; il en est résulté une hausse sensible sur les cours.

Soies. — Grâce à la loi de 1892 instituant les primes à la filature de cocons, cette industrie, sans être très prospère, peut donner du travail à tout son personnel ouvrier.

La vente des soies grèges a été relativement facile pendant le mois de février. La fabrique lyonnaise a consommé des quantités considérables.

Les prix du kilogramme de soie sont toujours bas, soit 43 à 44 pour les soies et filatures dites de marques privilégiées et 40 à 41 pour les autres.

La situation du personnel ouvrier des filatures s'est améliorée par suite de la réduction de la journée de travail. Cette journée, autrefois de douze heures de travail effectif, a été réduite à 10 sans réduction de salaire. — *De Boyve.*

Hérault. — CETTE. — La situation est stationnaire : toujours des chômages dans la corporation des portefaix, ouvriers des quais et des chaix. Dans le bâtiment peu de travail, ainsi que dans les industries et métiers annexes.

Les raffineries de soufre manquent d'écoulement, le nombre des ouvriers occupés n'a pas diminué depuis quelques mois mais n'est pas si élevé que l'année dernière à pareille époque.

A signaler l'établissement d'une savonnerie encore peu importante, et qui commence avec quelques ouvriers seulement. Les fabriques de produits chimiques, de Balaruc, occupent toujours le même nombre d'ouvriers. Celle de la Compagnie de Saint-Gobain n'est pas encore complètement installée.

Les salines de Villeray sont dans la même situation que l'année dernière à pareille époque : cette situation est jugée passable.

Les typographes ont moins d'ouvrage que l'année dernière.

Les ouvriers de l'alimentation, en général, subissent les conséquences de la crise que traverse la région, et de la diminution de la population de la ville.

En résumé situation plus mauvaise, en général, qu'en février 1894. — *R. Maurin.*

LODÈVE-CLERMONT. — Les fabriques de papiers à cigarettes de Clermont-l'Hérault ont vu leur chiffre d'affaires baisser de 50 p. o/o. La production est peu active et les prix sont en baisse à cause de la concurrence ruineuse de l'Autriche et de l'Allemagne sur les marchés d'Algérie et de Tunisie. Les salaires se maintiennent pourtant mais ils tendent à baisser.

L'industrie des fabriques de chaussures tend à disparaître, son organisation rudimentaire en petits ateliers n'étant plus en rapport avec les progrès nouveaux de la fabrication. Deux établissements se sont fermés depuis le dernier trimestre, et leur nombre est réduit à une trentaine. Les prix baissent ainsi que les salaires. Les chômages sont fréquents faute de travail.

L'effilochage des chiffons de laine est une industrie très compromise aujourd'hui, la production a diminué de 50 p. o/o à cause de la difficulté croissante d'exportation en Espagne et en Italie. L'augmentation de l'importation et les bas prix des laines sont venus encore ajouter leurs effets à ceux de la difficulté de l'écoulement des produits pour faire baisser leurs prix. La réduction du personnel et des heures de travail a amené un fort chômage en même temps qu'une notable diminution des salaires.

La filature de soie, quoique peu florissante, continue de lutter contre la concurrence étrangère, grâce aux primes qu'elle touche pour son outillage perfectionné.

Les manufactures de draps pour l'armée, de Lodève, ont eu moins de travail à la fin de l'an dernier par suite de la rareté des commandes importantes. Les prix des dernières adjudications sont de 15 p. o/o inférieurs à ceux des précédentes. Afflux de main-d'œuvre. Cette industrie se préoccupe de plus en plus d'ajouter à la clientèle des magasins de l'État une clientèle commerciale, ce qui porte préjudice aux fabriques de draps pour commerce existant à Clermont-l'Hérault. Celles-ci, dont l'outillage se perfectionne trop lentement et dont les étoffes

de limousine ont de moins en moins d'écoulement, voient diminuer leur production et leur vente. Les prix de vente baissant avec les prix de matières premières. Le personnel fait défaut, la main-d'œuvre étant mieux rétribuée par l'agriculture. A Saint-Pons, la draperie a complètement disparu aujourd'hui, quoiqu'elle y ait été autrefois très florissante. Mais dans cette localité la *tonnellerie* prend une certaine extension et prospère par suite de la reconstitution des vignobles.

La verrerie du Bousquet-d'Orb a eu une production et une vente très actives à la fin de l'an dernier à cause de la grève des verriers de Rive-de-Gier. Ce redoublement d'activité donne aux salaires une tendance à la hausse. Un chômage de 2 mois a eu lieu par suite de la réparation des fours. Mêmes salaires et même durée du travail.

Tarn. — *Les mines de houille* de Carmaux ont une extraction toujours active et une situation toujours satisfaisante.

Les couperies de poils se ressentent de la difficulté croissante de l'exportation en Amérique et du développement de la fabrication des chapeaux de laine. *La mégisserie* et *la tannerie* sont toujours dans une mauvaise situation. Baisse continuelle des prix de vente.

La fabrication se perfectionne et s'outille mécaniquement à Castres et à Mazamet dans les *manufactures de draps*. Pendant le dernier trimestre, la production et la vente des tissus ont été très faibles sauf en ce qui concerne les draps. Les prix de vente sont assez bas pour la laine cardée et les draps, mais désavantageux pour le délainage. Les tisserands à la main sont toujours ceux qui souffrent le plus du chômage. Ceux qui ont été embauchés ne l'ont été qu'avec les salaires réduits.

Une fabrique de dentelle nouvellement créée à Gaillac donne du travail à beaucoup d'ouvriers des deux sexes. La situation de la *chapellerie* est toujours précaire.

Les fabriques d'*arçons* et de *brosserie* de Saint-Sulpice ont généralement fort peu de travail. La production et la vente diminuent, les prix sont en baisse et désavantageux. Chômage dans un grand nombre d'établissements; le travail dans les prisons porte un sérieux préjudice à la broserie.

L'activité continue de se maintenir dans la métallurgie. Les *aciéries* et hauts fourneaux de Saint-Juéry sont actifs et écoulent leur production d'une manière satisfaisante.

Lot. — *Les mines de houille* du Soulié, à Figeac, qui ont été vendues il y a deux ans sont un peu délaissées. *Les carrières de phosphate* de Cajave et de Saint-Jean-de-Laur ont une production constante et une vente facile. *La minoterie* et *la brasserie* à Gourdon sont peu prospères. Prix de vente en baisse et désavantageux. *La filature* et *la carderie* restent stationnaires à Gourdon. A Cahors, la *chapellerie* a une vente difficile à cause de la stagnation des affaires et de la concurrence étrangère. La main-d'œuvre spéciale est rare et la main-d'œuvre ordinaire surabondante. La *tannerie*, dont l'outillage s'est transformé il n'y a pas longtemps, a une production et une vente actives, mais les prix de vente sont constamment en baisse à cause de la concurrence étrangère.

Landes. — *Les fabriques d'essence de térébenthine* se développent dans la partie forestière du département et maintiennent leurs prix à un taux normal malgré la concurrence étrangère. Pas de stock excessif. Situation normale et satisfaisante. *Les forges de Tarnos* ont dû éteindre un haut fourneau l'an dernier, l'écoulement des produits devenant de plus en plus difficile à cause des prix élevés de transport par voie ferrée. Les prix de vente sont en baisse et peu rémunérateurs.

Gironde. — A Libourne, la *tonnellerie* a beaucoup moins de travail à cause de la concurrence que lui fait Morlaix où la main-d'œuvre est moitié moins cher. Les prix sont en baisse de beaucoup depuis le précédent trimestre et 10 établissements occupant de 100 à 120 ouvriers se sont fermés.

Charente-Inférieure. — *Les fabriques d'engrais* et de *produits chimiques* de Marennes sont dans une situation très satisfaisante. Sa *briqueterie* a une production et une vente normales dans les arrondissements de Rochefort et de la Rochelle. Afflux de main-d'œuvre.

Haute-Vienne. — Dans la fabrication des chaussures, l'outillage mécanique se perfectionne;

il s'est créé quelques maisons nouvelles, mais en général on a dû réduire le personnel faute de travail, en sorte qu'un grand nombre d'ouvriers sont inoccupés.

La fabrique de porcelaines de Limoges a commencé à se relever. Cependant, il y a eu, au cours du dernier semestre de 1894, un déficit de 213 fournées sur le précédent et beaucoup d'ouvriers restent inoccupés.

Deux-Sèvres. — La hausse des charbons anglais a facilité la vente à la houillère de Saint-Laurs et la production a été plus active cette année, à des prix un peu supérieurs. Les salaires ont augmenté de 0 fr. 10 par jour. Le mode d'exploitation et l'outillage se perfectionnent. Afflux de main-d'œuvre.

Alimentation. — *Les laiteries* de Melle ont une production et une vente normales. *La minoterie* a une production plus restreinte à cause de la crise commerciale à Melle et à Bressuire. *La distillerie* à Melle a une fabrication très active.

Cuir et peaux. — *La tannerie* est assez active à Parthenay, moins à Melle et à Bressuire. Les prix de vente sont en général désavantageux. *Les fabriques de chaussures et de galoches* sont assez actives, surtout les premières qui travaillent aux livraisons du printemps; mais les prix sont bas et peu rémunérateurs. Il y a un peu de chômage parmi les ouvriers qui font la chaussure légère. *La chamoiserie* est plutôt calme à Melle. Elle est moins active que l'an dernier à Niort. Prix peu rémunérateurs. Abondance de main-d'œuvre et quelques chômages. *La ganterie* souffre à Niort des conditions des adjudications et des difficultés de l'exportation, chômage causé par la diminution de la production, et, dans la ganterie militaire baisse des salaires, conséquence de la baisse des prix.

Textiles. — *La filature* a une situation normale à Melle, mais elle a une production et une vente faible à Niort, à cause de la difficulté d'écoulement des produits. Baisse des prix. Afflux de main-d'œuvre. Nombreux chômages. Salaires bas. *Les draperies* de Melle, *les fabriques d'étoffes et de lainages* de Parthenay et *la fabrique de flanelles* de Bressuire ont une production et une vente plutôt plus faibles. Les prix sont peu avantageux. *La teinturerie* a également une vente plus restreinte à Melle. Situation stationnaire de la *bonneterie* à Saint-Maixent. *La feutrie* de Niort a des prix peu avantageux, bien que sa production et sa vente se maintiennent. Un peu de chômage chez les fabricants de pantoufles. *La chapellerie* a une vente presque nulle à Saint-Laurs et à Saint-Maixent. Prix en baisse et désavantageux. Les salaires à la journée ont baissé; mais les prix aux pièces se sont maintenus. Afflux de main-d'œuvre par suite de la fabrication mécanique des grandes usines. Réduction de la journée de travail. Chômage d'une certaine étendue.

Bois. — *La scierie mécanique* a une production et une vente assez actives à Parthenay, moins à Bressuire. Prix plutôt en hausse à cause des droits pesant sur les bois du Nord et assez avantageux. Afflux de main-d'œuvre. A Niort, *la menuiserie* a moins d'activité. Prix en baisse. *La broserie* a un travail courant, mais elle a perdu depuis la mise récente en adjudication de la broserie militaire. Légère transformation de l'outillage.

Métaux. — La vente est peu active dans la *fonderie* dans la région de Niort. Afflux de main-d'œuvre. *La serrurerie* a une production normale. Salaires en augmentation, malgré la baisse de prix.

Morbihan. — *La pêche côtière* est prospère. On construit toujours de nouveaux chalutiers. La production augmente et des patrons quittent la zone côtière pour gagner le large. La main-d'œuvre ferait plutôt défaut.

Les carrières d'ardoises ont une production et une vente bonnes dues surtout au prix de revient peu élevé de l'exploitation.

La situation de la *minoterie* est stationnaire et normale.

La situation de la *distillerie* est satisfaisante. *L'ostréiculture* écoule facilement ses produits, les prix sont en baisse, mais cependant avantageux. *La fabrication de conserves de sardines* s'est améliorée, le soudage des boîtes se fait maintenant au gaz et peut être opéré par des femmes et des enfants. L'augmentation de cette dernière main-d'œuvre tend à faire baisser les salaires. Prix rémunérateurs.

Les forges d'Hennebont ont dû restreindre un peu leur production sous l'influence de la concurrence anglaise. Prix de vente en baisse et désavantageux. Chômage partiel pour certains ouvriers.

Les industries du bâtiment ont eu beaucoup moins de travail à Lorient et des prix de plus bas. Plusieurs établissements ont fermé.

Ille-et-Vilaine. — *La pêche à la morue* a été satisfaisante cette année. Les armateurs ont couvert leurs frais pour la plupart et quelques-uns ont réalisé des bénéfices.

La fabrique de chaussures après une crise de huit mois semble se relever. L'ouvrier est maintenant occupé les trois quarts de la journée (9 heures environ).

Loiret. — *La sucrerie* a eu cette année, une forte production à cause de l'abondante récolte de betteraves, mais l'écoulement est difficile par suite de l'excès général de production. Situation faible pour les fabriques d'engrais et de caoutchouc.

En général, la crise agricole crée une abondance extrême de main-d'œuvre, surtout dans les villes où affluent les ouvriers de la campagne qui ne trouvent plus aux champs de travail rémunérateur.

Analyse par départements des renseignements fournis par les Chambres syndicales ouvrières.

Séine. — A Saint-Ouen, une *fabrique de biscuits* a suspendu ses travaux.

A Stains, les *ouvriers en celluloid* ne signalent aucun chômeur; la durée du travail hebdomadaire atteint 60 heures par semaine; en ce moment on entre dans la période de la morte-saison.

Industrie du liège. — A Paris, les *typographes* signalent 12 p. 0/0 de leurs membres inoccupés; la situation serait un peu meilleure que celle du mois correspondant de l'an dernier; la durée du travail dans un certain nombre d'ateliers est de 55 heures par semaine; les *imprimeurs-conducteurs* comptent 10 p. 0/0 des leurs sans place; environ un cinquième des ouvriers fait 7 et 8 heures par jour; les *margeurs-pointeurs* estiment à 13 p. 0/0 le nombre des leurs sans ouvrages. La concurrence des maisons de province est toujours active, dans l'imprimerie; les *imprimeurs en taille-douce* comptent un quart des leurs sans emploi; généralement à la suite du jour de l'an, il se produit une baisse sensible des commandes; actuellement on fait 8 heures par jour.

Cuir et peaux. — Dans presque toutes les *tanneries* on a dû diminuer les heures de travail et renvoyer une partie du personnel par suite des grands froids; les *garniers* estiment à 2 p. 0/0 le nombre des leurs sans emploi; la durée du travail journalier est de 8 heures.

Tissus. — Les ouvriers bonnetiers signalent l'ouverture d'une maison de *tissus pour jerseys* occupant une vingtaine d'ouvriers; l'ouvrage est plus abondant que l'an dernier, spécialement dans les tissus pour jerseys; on fait habituellement 11 heures par jour; chez les *passementiers* le travail est toujours très faible.

La saison de printemps s'annonce bonne pour les maisons de *couture*, visitées par la clientèle américaine du Nord, qui a déjà donné des ordres. Il faut cependant constater que la moyenne *couturière* est assez éprouvée, elle subit la concurrence, aussi bien des grandes maisons de couture que des maisons de nouveautés; la couturière travaillant à façon ou travaillant sans frais a encore de l'ouvrage, mais sans bénéfice. Les ouvriers et ouvrières de la *blanchisserie* à Paris ne signalent pas de chômage parmi leurs adhérents, le travail est assez actif; il l'est beaucoup moins à Rueil, surtout dans les blanchisseries travaillant pour une clientèle riche qui est actuellement en villégiature dans les stations hivernales du Midi; d'autre part, les neiges et les gelées ont souvent apporté de grands obstacles au travail dans la banlieue parisienne où l'on compte de nombreux ouvriers blanchisseurs.

Bois. — A Paris, le mauvais temps a arrêté presque complètement le travail chez les *charpentiers*, les trois quarts d'entre eux sont sans ouvrage; chez les *raplanisseurs de parquets*, le travail est excessivement réduit; chez les *charçons* environ 14 p. 0/0 de chômeurs, la durée du travail hebdomadaire est d'environ 48 heures; les *peintres en voitures* travaillent en général 9 heures par jour. Les commandes sont moins importantes que l'an dernier. Les *vernis-seurs en meubles* signalent peu de chômeurs; la durée du travail hebdomadaire se maintient à 50 heures; elle est de 54 heures chez les *mouturiers finisseurs* qui estiment à 137 le nombre de leurs membres sans place; la rigueur de la température gêne les travaux et amène

aussi la clientèle à restreindre ses commandes; les *marbriers en meubles* sont occupés 8 heures par jour; les salaires subissent une notable diminution.

Métaux. — Le travail a été très faible chez les *mécaniciens de bateaux à voyageurs* par suite des grands froids qui ont entravé le service; les *chauffeurs* de Clichy sont occupés de 9 à 10 heures par jour, ceux de Boulogne comptent un quart de leurs inoccupés. Les ouvriers *électriciens* ne signalent que quelques ouvriers inoccupés parmi leurs membres; la durée moyenne du travail est de 60 heures; légère augmentation de commandes chez les ouvriers *balanciers*; ils estiment à un cinquième le nombre de leurs membres inoccupés. A Saint-Denis, pas de chômeurs signalés chez les *ouvriers sur métaux*. Peu de travail chez les ouvriers et ouvrières en *fermoirs de porte-monnaie*, la durée du travail varie de 45 à 48 heures; on espère une reprise prochaine avec l'arrivée des commandes de l'étranger. La durée du travail hebdomadaire chez les *graveurs* est en général de 40 heures; ils comptent peu de chômeurs, mais les commandes sont faibles, cette industrie de luxe étant particulièrement éprouvée par suite de la crise générale des affaires et aussi par les modifications de la mode. A Saint-Denis, les *graveurs pour l'impression des papiers peints* ne signalent pas d'ouvriers inoccupés, ils font 70 heures par semaine; la situation semble légèrement inférieure à celle de l'an dernier. Baisse assez notable des salaires chez les ouvriers en *instruments de précision*.

Bâtiment. — A Boulogne-sur-Seine, les *tailleurs de pierres* sont pour la plupart inoccupés par suite des grands froids. Arrêt presque complet du travail chez les *graveurs de cimetières*, on n'attend qu'une température plus douce pour se mettre à l'ouvrage; chez les *mouleurs en plâtre* le froid rigoureux a arrêté le travail dans les chantiers de construction, ils ne peuvent s'occuper que dans les ateliers. Un grand nombre de *maçons* sont sans ouvrage, ceux qui sont occupés font 56 heures par semaine. Les *plombiers-couvreurs* sont en très grand nombre inoccupés.

Verrerie. — A Saint-Ouen, le travail de nuit est suspendu, les ouvriers font 6 heures par relai, mais le nombre des ouvriers n'a pas varié.

Transports. — Les *mariniers* sont actuellement contraints au repos, les fleuves et canaux étant obstrués par les glaces.

Commerce. — Les *comptables* estiment à 4 p. o/o le nombre de leurs adhérents sans place, le placement serait rendu plus difficile par l'habitude de prendre des employés à l'essai pendant une huitaine ou une quinzaine de jours sans les payer, ce qui donnerait lieu à quelques aléas; les *employés aux écritures* comptent 8 p. o/o des leurs sans emploi, ils ont entrepris la publication d'un bulletin coopératif pour favoriser leur instruction et leur placement. Les *coiffeurs* portent à 6 p. o/o le nombre de leurs membres inoccupés, la durée du travail varie de 14 à 15 heures par jour, l'ouvrage est moins abondant, conséquence de la saison rigoureuse. La situation ne s'est pas améliorée chez les *voyageurs de commerce*, les relations plus faciles supprimant de plus en plus les intermédiaires; pour l'étranger, le nombre de places disponibles est assez restreint, nombre de maisons de commerce conservant l'habitude de se faire représenter par des étrangers.

Seine-et-Oise. — A Saint-Chéron, on compte 75 p. o/o des *carriers* sans ouvrage, les grands froids et l'abandon des neiges ayant arrêté les travaux de construction et ceux de voirie; les plus éprouvés sont les ouvriers *terrassiers* et les petits *tâcherons* qui sont employés à débarrasser la carrière des débris de pierres. A Versailles, les *tailleurs de pierres* et *maçons* sont généralement sans travail; quelques-uns font 48 heures par semaine.

Seine-et-Marne. — A Melun et dans les environs, le travail est plus abondant que l'an dernier par suite des travaux nécessités pour la construction d'une ligne de chemin de fer, mais les froids et les neiges entravent les travaux.

Aisne. — A Serain, les ouvriers des *tissages mécaniques* signalent une situation plus mauvaise, près d'un quart des métiers seraient arrêtés.

Oise. — A Esquesnay, on ne signale pas de chômeurs chez les *tisseurs*. A Hernes, dans trois scieries à vapeur on fait 9 heures par jour; dans d'autres scieries actionnées par des moteurs hydrauliques, on n'a travaillé que 14 jours dans le mois par suite des gelées survenues. A Méru, le travail varie de 9 à 11 heures chez les *tabletters*; les salaires sont en baisse les prix offerts par les commissionnaires de Paris étant de plus en plus faibles. Le prix des

légumes a augmenté. Les *cordonniers* de Liancourt ne font plus que 40 heures en moyenne par semaine au lieu de 54 le mois dernier.

Somme. — A Amiens, les ouvriers et ouvrières en cuirs et peaux comptent 8 p. o/o des leurs sans travail; les ouvriers employés à la journée font la semaine complète, mais les *cordonniers* et les *piquises* en chaussures travaillant au dehors ne reçoivent de l'ouvrage qu'en petite quantité; ils doivent le rapporter presque chaque jour et perdent beaucoup de temps à attendre leur tour de livrer au guichet. Les *tisseurs* travaillent 11 heures par jour. Les salaires chez les *teinturiers* subissent dans plusieurs usines une réduction de 10 p. o/o environ. Les *tapissiers* annoncent la fermeture d'une maison occupant quelques ouvriers; la durée moyenne du travail hebdomadaire est de 66 heures; les commandes sont bien réduites par suite de la concurrence des grands magasins de nouveautés de Paris, livrant l'ameublement et les tentures en province. Les *tailleurs d'habits* font 24 heures par semaine; même ceux qui travaillent dans l'article confectionné sont encore en morte-saison; la situation est plus mauvaise que celle de l'an dernier à pareille époque; la reprise des affaires serait arrêtée par le froid excessif qui ne permet pas de vendre les articles pour la saison d'été; dans plusieurs maisons importantes on a fait rentrer les voyageurs qui n'avaient pu prendre assez de commissions pour occuper une partie des ouvriers tailleurs. Les *mouleurs en fer* comptent plus du tiers de leurs adhérents sans ouvrage; les autres font 40 heures par semaine. Les *serruriers* ne signalent pas d'ouvriers inoccupés, ils font de 42 à 48 heures par semaine; les salaires ont une tendance à diminuer. A Amiens, les neiges et le froid ont suspendu les travaux chez les *ouvriers du bâtiment*.

Pas-de-Calais. — A Drocourt, tous les *mineurs* sont occupés, mais faiblement. A Boulogne-sur-Mer, les *typographes* signalent une reprise du travail; dans un quart des maisons on fait 13 heures par jour, 10 heures dans les autres; la situation est supérieure à celle de l'an dernier pendant la période correspondante. Les *cordonniers* comptent un grand nombre des leurs sans ouvrage; dans beaucoup d'ateliers on fait 48 heures par semaine, dans d'autres, on ne travaille que la moitié de la journée; les prix de façon sont diminués d'un cinquième et d'un quart. A Calais, les *tullistes* constatent que la reprise habituelle n'a pas encore eu lieu; cependant on compte un plus grand nombre d'ouvriers occupés ce qui serait dû à l'essai de dessins nouveaux. A Boulogne-sur-Mer, le froid ayant forcé de suspendre les travaux du bâtiment, la plupart des *peintres* sont inoccupés, quelques uns font 36 heures par semaine; les prix du travail à l'heure sont diminués de 12 p. o/o. A Boulogne-sur-Mer, le pain qui avait augmenté de 5 centimes par 5 kilogrammes est redescendu à son taux normal, les autres denrées sont toujours d'un prix élevé, principalement le lard; les pommes de terre sont augmentées d'un tiers de leur prix habituel.

Nord. — A Roubaix, les *boulangers* signalent la fermeture de deux maisons; la durée du travail hebdomadaire varie de 60 à 75 heures; la concurrence des boulangeries coopératives influe sur les salaires offerts dans les autres boulangeries où l'on demande plus de travail pour le même prix que l'an dernier; on espère cependant une amélioration dans quelques mois. A Lille, les *relieurs-papetiers* estiment à 3 p. o/o le nombre des ouvriers inoccupés dans leur métier. Les ouvriers de l'industrie textile d'Armentières comptent environ 10 p. o/o des leurs sans ouvrage; ceux de Lille 4 p. o/o. A Avesnes-lès-Aubert, la situation est devenue meilleure chez les *tisserands*; on ne compte pas de chômeurs; les prix de façon sont en hausse; on fait 72 heures par semaine. Les *charpentiers* de Roubaix comptent 15 p. o/o des leurs inoccupés; la durée moyenne du travail est de 9 heures par jour; elle varie de 10 à 12 heures chez les *menuisiers*; on signale une légère diminution dans le taux du travail à l'heure. A Armentières, l'amélioration signalée chez les *mouleurs en fer* continue. A Maubeuge, les *métallurgistes* estiment à 6 o/o le nombre des leurs sans ouvrage; cependant dans certains ateliers la journée atteint avec les heures supplémentaires 16 à 18 heures. A Lille, les commandes sont faibles chez les ouvriers de l'industrie des métaux; à Fives-Lille, on a réparti l'ouvrage entre plusieurs équipes qui travaillent tour à tour afin de diminuer le nombre des ouvriers inoccupés. A Dunkerque, on compte 5 p. o/o des *ouvriers sur métaux* sans emploi; près de la moitié des ouvriers *maçons* sont inoccupés, ceux qui sont embauchés font 45 heures par semaine; chez les *plombiers-zingueurs* vu la rareté des commandes amenée par le froid, on avait essayé de réduire la journée à 5 heures, d'un commun accord patrons et ouvriers

font rétablie à 10 heures; à peu près les deux tiers des ouvriers sont occupés. A Aniche, les *verriers* subissent une diminution de travail que l'on évalue à près d'un quart; on craint que dans quelques mois les verreries de la région n'atteignent de nouveau leurs feux pour trois mois.

A Lille, les denrées sont en hausse par suite des grands froids, particulièrement les légumes et le charbon de terre.

Ardennes. — A Pourru-Saint-Rémy, la situation est devenue plus difficile, plus de la moitié des ouvriers *tisseurs* seraient sans travail. A Sedan, les ouvriers en *tissus* estiment à un tiers le nombre de leurs adhérents sans ouvrage, plusieurs fabriques de tissus sont arrêtées; pour les maisons d'*apprêts*, de *filatures* et de *teintureries*, le travail est toujours peu actif. A Villers-Cernay, les *tisseurs* comptent un cinquième de leurs adhérents sans ouvrage. A Revin, les *mouleurs métallurgistes* travaillent 8 heures dans certains ateliers. A Monthermé, les *mouleurs* se sont répartis en trois groupes qui à tour de rôle sont occupés 45 heures par semaines. Aux Mazures, les *mouleurs en fonte* travaillent 40 heures par semaine, les *cloutiers* 30 heures environ; on compte un grand nombre d'ouvriers inoccupés; les salaires sont très variables suivant les maisons et les localités, en général, on constate une tendance à la baisse, chez les *métallurgistes*, à Vivier-au-Court, le travail est toujours faible; on fait 44 heures par semaine; les prix aux pièces sont réduits de 10 à 20 p. o/o; à Braux, la durée du travail hebdomadaire est de 35 heures dans un des ateliers les plus importants; à Nouzin, les *métallurgistes* comptent 14 p. o/o des leurs sans ouvrage. A Étion, dans un atelier le travail ayant manqué pendant quelques jours, les ouvriers *métallurgistes* d'accord avec les patrons ont été s'occuper dans une autre maison qui avait des commandes à livrer et sont revenus ensuite reprendre leurs places dans leur ancien atelier. A Thilay, les ouvriers de l'*industrie du fer* ne signalent pas d'ouvriers inoccupés; ils font environ 60 heures par semaine; les salaires ont une tendance à la baisse.

La viande et le pain ont diminué dans certaines localités, mais les légumes sont en hausse.

Marne. — A Reims, on compte un cinquième des *menuisiers* inoccupés, la durée du travail hebdomadaire est en général de 48 heures; les prix du travail à l'heure ont diminués de 2 centimes dans quelques ateliers.

Aube. — A Aix-en-Othe, les ouvriers *bonnetiers* subissent une diminution de travail dans l'article gros, ils font 4 jours par semaine; l'article fin n'a pas subi la même baisse; à Troyes, les *plâtriers* éprouvent le même arrêt que les *ouvriers du bâtiment*, les quatre cinquièmes des plâtriers sont inoccupés.

Haute-Marne. — A Chaumont, les *ouvriers en peaux* travaillent environ 60 heures par semaine.

Meuse. — A Lérouville, on ne signale pas de *carriers* inoccupés; la durée du travail est d'environ 54 heures par semaine; il y aurait une baisse légère dans le taux des salaires. A Verdun, les *typographes* ne signalent pas de chômeurs parmi leurs adhérents.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, les *typographes* comptent 6 p. o/o des leurs sans emploi; 10 p. o/o des *tailleurs d'habits* sont inoccupés, la rigueur du froid arrête les commandes, la plupart des *tailleurs* font 6 et 7 heures par jour; les *chapeliers* sont presque tous occupés, il y a une petite amélioration sur le mois dernier, ils font actuellement 10 heures par jour; les *menuisiers* estiment à 4 p. o/o le nombre de leurs adhérents sans ouvrage; on fait le plus souvent 50 heures par semaine; les *ouvriers en limes* ne comptent pas d'adhérents inoccupés; la plupart des *tailleurs de pierre* et *maçons* ont très peu d'ouvrage, quelques-uns font 30 heures par semaine.

A Nancy, la viande, les légumes et le combustible sont en hausse.

Vosges. — A Saint-Dié, les *teinturiers* ne signalent pas de chômeurs; ils font 72 heures par semaine.

Doubs. — Le travail est assez abondant chez les *travailleurs du livre* et dans les *filatures* à Montbéliard, mais l'*horlogerie* traverse une crise assez grave. A Besançon, les *ouvriers en cuir* comptent un grand nombre des leurs sans ouvrage; la durée du travail chez les *ferblantiers* est d'environ 45 heures par semaine; les *graveurs* annoncent une petite amélioration, ils comptent 7 p. o/o des leurs sans emploi; quelques *plâtriers* seulement sont employés à des réparations, il y a d'ailleurs jusqu'ici peu de constructions projetées; les *garçons de café* font de 16 à 18 heures par semaine; la concurrence de la main-d'œuvre étrangère rend les placements plus difficiles, ils estiment à 15 p. o/o le nombre de leurs adhérents sans place.

A Besançon, le charbon et le coke sont en hausse.

Jura. — A Dôle, on ne signale pas de *typographes* sans ouvrage. A Fraisans, les *métallurgistes* estiment qu'une partie importante de leurs adhérents sont inoccupés; la durée du travail hebdomadaire varie de 45 à 50 heures par semaine; on espère cependant une reprise prochaine.

Ain. — A Bourg, les *typographes* comptent 10 p. o/o de leurs adhérents sans ouvrage; la durée du travail hebdomadaire est de 60 heures environ; un grand nombre de *tailleurs de pierre* et *maçons* sont sans travail, mais l'ouvrage ne manque pas, on n'attend qu'une température plus favorable pour commencer. A Thoiry, la neige encombre les chantiers et laisse les *tailleurs de pierre* sans occupation.

Saône-et-Loire. — A Chalon-sur-Saône, les *chapeliers* sont actuellement en pleine saison de travail; l'ouvrage semble plus abondant que l'année passée à pareille époque.

Côte-d'Or. — A Pagny-le-Château, à Saint-Nicolas-de-Cîteaux et à Argilly, les *bûcherons* sont sans ouvrage depuis deux mois par suite de l'abondance des neiges. A Argilly, les commandes étant assez importantes, la situation serait équivalente à celle de l'an dernier si le travail reprenait. A Dijon, chez les *ouvriers en chaussures*, le travail est plus abondant que l'an dernier pendant le mois correspondant; on fait de 12 à 14 heures supplémentaires par semaine; dans certaines maisons, on a embauché des ouvriers de passage. La morte-saison dure encore chez les *tailleurs d'habits*: pour amener quelques affaires, on consent à travailler à des prix de façon réduits. On signale peu de *tonneliers* inoccupés; les *tébénistes* comptent 12 p. o/o des leurs sans ouvrage, la durée moyenne de la journée est de 9 heures.

Yonne. — A Auxerre, les *cordonniers* ne comptent aucun des leurs en chômage; le travail est devenu cependant plus difficile et les prix de façon ont diminué de 0 fr. 05 par paire, ce qui produit une baisse de 0 fr. 25 à 0 fr. 30 par jour. A Sens, les *ouvriers en rubans* ne signalent aucun chômeur; une fabrique vient de se monter aux environs, elle n'occupe actuellement que 5 ouvriers, mais elle doit prochainement prendre une certaine extension; la durée du travail hebdomadaire est de 55 heures.

Nièvre. — Le travail n'a pas encore repris chez les *bûcherons* à la Fermeté, à Ciez à Saint-Aubin et à Saint-Verain; si le froid était moins dur et les neiges moins abondantes, la situation serait meilleure que l'an dernier, car l'exploitation des coupes est un peu plus importante.

Allier. — A Cusset, pas de chômeurs chez les *typographes*. A Commentry, les ouvriers des ateliers de *tôlerie* chôment deux semaines par mois; aux ateliers d'*ajustage*, *tours* et *forges* les *manutens* ont une journée réduite de deux heures. A Vichy, quelques *maçons* seulement sont occupés 54 heures par semaine.

Dans diverses localités, la viande, la volaille et les légumes sont en hausse.

Haute-Loire. — Au Puy, les *typographes* ne comptent pas de chômeurs; la situation se maintient équivalente à celle de l'an dernier. A Sainte-Sigolène, les *passemmentiers*, *chefs d'ateliers rubaniers* ne comptent plus de chômeurs, une maison nouvelle vient de se créer occupant 15 ouvriers; l'augmentation du travail est évaluée dans l'ensemble à 10 p. o/o; à Saint-Didié, l'amélioration signalée continue, on fait 72 heures par semaine. Au Puy, les trois quarts des *plâtriers* sont inoccupés, ceux qui travaillent arrivent à 36 heures par semaine.

Au Puy, la viande est diminuée de 0 fr. 15 par kilogramme. A Sainte-Sigolène et à Saint-Didié, les denrées sont en hausse, particulièrement la viande de boucherie.

Loire. — A Saint-Étienne, les *imprimeurs* et *graveurs* estiment à 4 p. o/o le nombre de leurs membres non placés; les *imprimeurs* sont occupés 10 heures par jour, les *graveurs* 9 heures. Chez les *tisseurs*, à Panissières, la situation se maintient meilleure que l'an dernier pendant le mois correspondant; on ne compte pas de chômeurs. A Cuinzier, il y a augmentation des prix de façon dans une importante maison de soierie et diminution dans une autre occupant quelques métiers et produisant un article déjà peu avantageux; cependant, la situation générale se maintient meilleure; la durée moyenne du travail hebdomadaire est de 72 heures. A Belmont, les *tisseurs* signalent une amélioration dans les *tissages de cotonnades*; dans les *tissages de soieries*, la situation semble cependant encore défavorable. A la Gresles, chez les *tisserands à bras*, la situation semble plutôt plus mauvaise; une maison vient d'installer à titre d'essai trois métiers actionnés par moteur. A Jarnose, l'ouvrage est plus abondant dans les *tissages de soieries*; il est à peu près le même que l'an dernier dans les *tissages de cotonnades*. A Saint-Étienne, 8 p. o/o des ouvriers en tissus élastiques sont inoccupés, les autres font 66 heures par semaine; la situation se maintient à peu près équivalente à celle de l'an dernier. A Saint-Chamond, les *métallurgistes* annoncent que deux maisons occupant une vingtaine d'ouvriers sont fermées. A Saint-Étienne, les *ferblantiers* travaillent environ 54 heures par semaine; ils comptent un peu plus du tiers de leurs adhérents inoccupés. A Saint-Chamond, arrêt presque complet dans les chantiers de construction de bâtiments, quelques ouvriers font de 45 à 50 heures par semaine. A Saint-Galmier, le travail est suspendu chez les ouvriers des *eaux minérales*.

Rhône. — A Lyon, les *jardiniers* comptent 30 p. 100 d'inoccupés, le froid a arrêté les travaux dans beaucoup de maisons. Les *boulangers* estiment que 10 p. o/o des leurs sont sans place; la situation ne s'est guère modifiée chez les *cuisiniers* beaucoup de petits patrons qui avaient fondé des maisons avec des capitaux insuffisants ont dû restreindre leur personnel; le tirage au sort a procuré un peu de travail à quelques extras, principalement dans les communes des environs. Les *confiseurs* travaillent de 10 à 12 heures par jour, les *pâtisseries* de 17 à 18 heures; le nombre des chômeurs serait assez considérable par suite de la mauvaise saison persistante. Les *cartonniers* estiment à 5 p. o/o le nombre des leurs sans emploi; la reprise s'opère très lentement; en janvier, il n'ont généralement travaillé que 15 jours, à 6 heures par jour; ils font actuellement 7 heures et demie par jour; dans une maison, on a substitué pour certains ouvriers le travail aux pièces au travail à l'heure. Les *ouvriers en sacs de dames* sont occupés 48 heures par semaine; la situation semble toujours défectueuse, principalement par suite de la concurrence des articles similaires anglais et allemands. A Marnand, les *tisseurs* travaillent 5 jours par semaine. A Amplepuis, les *tissages à la main de tissus brochés et plumetis* sont en pleine activité, il en est généralement ainsi l'hiver; le travail est faible dans les fabriques de *cotonnades* et de *couvertures*. Les *tisseurs à la main* font de 12 à 14 heures par jour, les ouvriers des *tissages mécaniques* environ 11 heures par jour. A Lyon, la situation s'améliore chez les *coupeurs-tailleurs*; leur placement s'effectue plus facilement; dans une maison, on a diminué d'une demi-heure la durée du travail sans réduire les salaires; dans le travail aux pièces, les prix de façon sont légèrement baissés.

A Lyon, les *mouleurs en fer* estiment à un cinquième le nombre de leurs adhérents sans emploi; la durée du travail hebdomadaire varie de 50 à 55 heures, les salaires sont en diminution de 10 à 15 p. o/o. Le placement des ouvriers *chauffeurs-mécaniciens* est devenu plus difficile, certaines fabriques ayant réduit de moitié leurs postes de chauffeurs; chez les *boullonniers*, depuis la fin du mois dernier, la journée a été diminuée d'une heure; ils font actuellement 9 heures par jour. La durée du travail hebdomadaire chez les *tourneurs-robotiers*, 60 heures, 10 p. o/o sans ouvrage. On constate une légère reprise du travail dans l'*orfèvrerie* lyonnaise; la presque totalité des ouvriers demeurés à Lyon sont occupés; un certain nombre d'ouvriers ont été, par les soins de la chambre syndicale, dirigés sur d'autres centres où l'ouvrage était plus abondant. Les trois quarts des *maçons* sont inoccupés; ceux qui sont embauchés font 8 heures par jour.

A Saint-Jean-la-Bussière, le pain est diminué de 0'02 par kilogr., le saindoux est en hausse de 0'20 par kilogr.

Haute-Savoie. — A Annecy, pas de chômage chez les *typographes*, mais les ouvriers aux pièces ne font souvent que 7 heures par jour.

Isère. — A Grenoble, les *palissonneurs* comptent à peu près un tiers de leurs adhérents

sans travail. A Izcaux, l'amélioration signalée chez les ouvriers en *chaussures* ne s'est pas maintenue; on fait encore cependant 70 heures par semaine dans la plupart des ateliers. A Grenoble, la reprise du travail signalée chez les *gantiers* continue; il en est de même à Gères, très peu de travail dans la *fonderie*. Chez les *tailleurs de pierres*, à Montalieu-Vercieu, la durée du travail a été portée à 12 heures par jour; les prix de façon sont diminués d'environ 10 p. o/o. A Grenoble, la plupart des *maçons* sont sans ouvrage; ceux qui sont occupés font 30 heures par semaine. A Vienne on compte de 60 à 70 p. o/o de chômeurs dans la corporation. A Vienne, chez les *coiffeurs*, la durée de la journée de travail a été augmentée d'une heure, la situation reste un peu inférieure à celle de l'an dernier à pareille époque. A Grenoble, la viande est augmentée de 0/10 par kilogr., les légumes d'un tiers de leur prix ordinaire.

Drôme. — A Saint-Remond, les grands froids et les neiges arrêtent l'exploitation des *carrières*. A Valence, les *menuisiers* sont occupés 54 heures par semaine. A Romans, les *gobeliers* ne signalent pas de chômeurs parmi leurs membres.

Hautes-Alpes. — A Gap, les *travailleurs du livre* sont occupés 60 heures par semaine.

Basses-Alpes. — A Digne, les *typographes* annoncent que 9 p. o/o des leurs sont sans emploi; ceux qui sont occupés font 10 heures par jour.

Alpes-Maritimes. — A Cannes, les *cuisiniers* estiment à 4 p. o/o le nombre des leurs sans place. A Cannes, l'amélioration signalée chez les *typographes* n'a pas continué; il font actuellement de 60 à 65 heures par semaine (dimanche compris). A Nice, le travail est plus faible chez les *maçons*, ils font environ 42 heures par semaine; la concurrence de la main-d'œuvre étrangère rend le placement plus difficile.

Var. — A Draguignan, les *typographes* ne signalent pas d'ouvriers sans emploi; cependant le travail est un peu plus faible que l'an dernier; les *typographes* absents n'ont pas été remplacés; la durée moyenne du travail est de 60 heures par semaine. A Toulon, les *typographes* annoncent que 4 p. o/o des leurs sont sans place; la situation s'est un peu améliorée par suite de la création d'un nouveau journal. A la Seyne, les *charpentiers* signalent une diminution du travail, les commandes pour la marine française sont presque terminées; la construction de deux navires pour l'étranger, étant momentanément suspendue, on a dû renvoyer plusieurs ouvriers. A Toulon, les *tailleurs de pierres* sont employés dans beaucoup de chantiers 30 heures environ par semaine. A Saint-Zacharie, les *potiers*, *malonniers*, *vernisseurs* signalent la fermeture d'une maison occupant 26 ouvriers, la durée du travail journalier est de 12 heures, les prix de vente des produits ayant diminué, il est à craindre que la situation ne devienne plus mauvaise. A Toulon, les *garçons bouchers et tripiers* comptent 10 p. o/o de leurs membres sans emploi; les autres font 90 heures par semaine; une maison qui occupait 4 ouvriers vient de fermer. A Draguignan, le pain et le vin ont diminué, la viande a augmenté.

Corse. — A Ajaccio, les *employés de commerce* signalent la fermeture d'une maison occupant 8 employés; la durée du travail journalier est de 10 heures.

Bouches-du-Rhône. — A Aix, les *typographes* signalent la création d'une nouvelle maison, dans la plupart des ateliers on fait 50 heures par semaine; on compte à peu près 8 p. o/o d'ouvriers inoccupés; la situation s'améliore peu à peu. A Marseille, 20 ouvriers *selliers* et *bourelliers* vont se trouver sans ouvrage, la maison qui les occupait n'ayant pas obtenu de nouvelles adjudications d'équipement militaires; on faisait généralement 60 heures par semaine; les *forgerons* signalent une petite augmentation de travail provenant en partie des réparations des avaries causés aux navires par les gros temps; les *tailleurs de pierres tendres* ont pu en grand nombre se procurer de l'ouvrage dans les constructions nouvelles. A Salon, les travaux des *maçons* sont arrêtés par les gelées; dans certains chantiers, les *terrassiers* mineurs ont eu leur journée augmentée d'une heure; ils font actuellement environ 60 heures par semaine; par suite de la pratique des sous-entreprises, la main-d'œuvre étrangère moins chère que la main-d'œuvre locale serait souvent préférée. A Marseille, chez les *plombiers*-

gaziers la journée a été réduite à 8 heures dans une maison assez importante, les ouvriers y travaillent à tour de rôle; dans les autres le travail est un peu plus actif; les *peintres en bâtiment* encore embauchés font à peu près 40 heures par semaine. A Saint-Henry-Marseille, autant par suite du froid que par le manque de commandes, 20 p. o/o des *tuilliers* sont sans ouvrage. A Marseille, les ouvriers *chargeurs* font environ 80 heures par semaine, les arrivages semblent avoir été moins forts que l'année dernière.

A Marseille, les prix des denrées sont en général augmentés de 15 p. o/o.

Ardèche. — A Annonay, les *mégissiers* signalent l'ouverture de 6 maisons occupant ensemble 80 ouvriers; le nombre des chômeurs atteint 17 p. o/o des ouvriers; l'amélioration signalée s'est maintenue, la plupart des chantiers de *construction* sont fermés.

A Annonay, toutes les denrées sont portées à des prix élevés sauf le pain et le vin.

Aveyron. — A Millau, les *gantiers* estiment qu'un tiers environ des leurs manquent d'ouvrage; les *tailleurs de pierre* font à peu près 50 heures par semaine.

Tarn. — A Durfort, les *chaudronniers* constatent un travail plus actif que l'an dernier pendant la période correspondante; ils ont été occupés suivant les ateliers 15 à 18 jours dans le mois dernier, alors que d'habitude ils n'avaient aucune commande; à Castres, les *faïenciers* accusent une situation meilleure que celle de l'an dernier pendant le mois correspondant; tous les ouvriers sont occupés 60 heures par semaine environ.

Hérault. — A Marsillargues, plus du tiers des ouvriers *agricoles* sont sans ouvrage; ceux qui sont embauchés font 42 heures par semaine. A Montpellier, les *typographes* estiment à 17 p. o/o le nombre de leurs adhérents inoccupés; la durée du travail est très variable; dans certains ateliers on ne fait que 30 et 40 heures par semaine. A Ganges, par suite de la diminution des commandes, les maisons de *bonneterie* après avoir réduit la journée de travail ont dû renvoyer une partie du personnel. A Montpellier, les *ébénistes* estiment à 12 p. o/o le nombre de leurs adhérents sans place; durée de travail environ 10 heures par jour. A Cette, les ouvriers sur *métaux* portent à 14 p. o/o le nombre de leurs membres sans ouvrage; ceux qui sont occupés font 50 à 60 heures par semaine. A Montpellier, les *tailleurs de pierre* comptent un grand nombre de chômeurs; on fait en général de 27 à 30 heures par semaine. Dans diverses localités la viande et les légumes, notamment les pommes de terre, sont en hausse.

Aude. — A Carcassonne, après avoir eu le mois dernier un travail très actif nécessitant quelquefois des heures supplémentaires, les *typographes* ne font plus que 7 heures et demie par jour; l'ouvrage est cependant plus abondant que pendant le mois correspondant de l'année dernière.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, les *typographes* annoncent 2 p. o/o de chômeurs. A Saint-Laurent-de-Cerdans, les *trépointeurs-espadrilleurs* font 84 heures par semaine, les commandes semblent moins abondantes que l'an dernier par suite de la concurrence du travail pénitentiaire. A Perpignan, les *ébénistes* sont occupés 40 heures par semaine; les *charretiers* estiment au quart le nombre des ouvriers de la corporation actuellement inoccupés, les salaires sont réduits de plus d'un cinquième.

A Perpignan, les pommes de terre ont augmenté de 2 francs par quintal.

Haute-Garonne. — A Toulouse, les *boulangers* sont occupés de 14 à 16 heures par jour; ils estiment qu'un tiers de leurs adhérents sont sans ouvrage; les salaires subissent une légère diminution. On ne signale pas de chômeurs chez les *foudriers*; ils font 60 heures par semaine, la situation paraît meilleure que celle de l'an dernier; les *coupeurs chemisiers* sont presque tous occupés; ils travaillent 10 heures par jour en moyenne; les *menuisiers* du bâtiment estiment à 20 p. o/o le nombre de leurs chômeurs; les *ébénistes* ne signalent pas d'ouvriers inoccupés; chez les *peintres* en bâtiment, le travail a tendance à reprendre, on a augmenté d'une heure la durée de la journée dans certains ateliers; dans beaucoup de maisons on fait de 24 à 30 heures par semaine; les ouvriers *marchands-crieurs-vendeurs* signalent la ferme-

ture de 4 maisons occupant quelques ouvriers: la durée du travail est de 10 heures par jour, ils comptent environ un cinquième de leurs adhérents sans place.

A Toulouse, le prix du pain est augmenté de 0 fr. 05 par 2 kilogrammes 500.

Hautes-Pyrénées. — A Tarbes, les *tanneurs-corroyeurs-vernisseurs* annoncent une reprise de travail, il n'y a pas de chômeurs; dans tous les ateliers on fait 60 heures par semaine; le travail est encore assez actif chez les ouvriers *menuisiers*; on ne signale pas d'ouvriers sans place parmi eux; la situation est meilleure que celle de l'an dernier; les ouvriers sur *métaux* travaillent suivant les ateliers de 50 à 60 heures par semaine; chômeurs environ 10 p. 0/0; le travail est presque nul chez les *maçons*.

Presque tous les *plâtriers* sont embauchés, la situation est jugée meilleure que celle de l'an dernier à pareille époque; la durée moyenne du travail est de 54 heures par semaine.

A Tarbes, le pain est vendu 0 fr. 10 de moins par 6 kilogrammes dans un certain nombre de boulangeries.

Basses-Pyrénées. — A Bayonne, les *boulangers* comptent 10 p. 0/0 des leurs sans travail.

Lot. — A Cahors, 5 p. 0/0 des travailleurs du *fer* sont inoccupés, durée de la journée de travail: environ 12 heures; un peu plus du tiers des *terrassiers-mineurs* et *ouvriers du bâtiment* sont sans ouvrage; les autres font à peu près 42 heures par semaine. Situation très mauvaise pour les *typographes*, les travaux importants se faisant en dehors du département.

Dordogne. — A Bergerac, les *typographes* signalent une situation plus mauvaise, les ouvriers laissés sans ouvrage par suite de la disparition d'une maison se placent difficilement, les salaires subissent une diminution dans une maison; on fait généralement 60 heures par semaine; le mauvais temps empêche de commencer les constructions nouvelles qui sont plus nombreuses que l'an dernier; un tiers des *ouvriers du bâtiment* restent inoccupés, tandis que ceux qui sont employés font 60 heures par semaine.

Gironde. — A Bordeaux, les *boulangers* ont un peu plus de 10 p. 0/0 de leurs membres sans place, la durée moyenne du travail hebdomadaire est de 94 heures; les ouvriers des usines à gaz ne signalent pas de compagnons sans place; les *imprimeurs-lithographes*, annoncent 5 p. 0/0 de chômeurs; dans quelques maisons où on faisait des heures supplémentaires, on est revenu à la journée ordinaire de 10 heures; dans quelques autres, des ouvriers ayant quitté l'atelier ont été remplacés par des jeunes gens sortant d'apprentissage; les *cordonniers* comptent 8 p. 0/0 des leurs sans ouvrage; la durée du travail journalier dans une maison est de 7 heures et dans les autres de 10 heures; la concurrence des fabriques mécaniques rend la situation très difficile par les ouvriers confectionnant l'article cousu à la main; les *voiliers* annoncent la fermeture d'une maison occupant 12 ouvriers; dans les autres ateliers on fait généralement 48 heures par semaine; il y aurait plus du 1/4 des ouvriers sans travail, la plupart des armements se faisant soit à l'étranger soit dans les ports de guerre.

A Bordeaux, près de la moitié des *charpentiers* sont sans ouvrage; ceux qui sont occupés font 54 heures par semaine. L'industrie du meuble marche bien, à cause des travaux à faire pour l'Exposition. A Vayres, par suite des faibles commandes pour l'étranger, le travail est très ralenti chez les *tonneliers*. A Blaye les constructions projetées étant plus nombreuses, il y aurait pour les *tailleurs de pierre* et *maçons* plus d'ouvrage que l'an dernier si le mauvais temps n'empêchait leur exécution. A Bordeaux, un sixième des *ouvriers carreleurs* sont sans ouvrage; par suite de l'interruption des travaux du bâtiment, les *colleurs de papiers peints* se trouvent aussi contraints au repos; un grand nombre de *garçons de café* arrivent en vue de l'Exposition qui doit avoir lieu au printemps, ils accroissent d'autant le nombre des ouvriers momentanément sans ouvrage.

A Bordeaux, les *domestiques* et *gens de maisons* comptent 6 p. 0/0 de leurs adhérents sans place.

Charente-Inférieure. — A Rochefort, les *boulangers* sont occupés environ 105 heures par semaines; la durée du travail chez les *tailleurs* est de 66 heures par semaine pour les ouvriers travaillant en atelier; c'est encore la morte-saison. A Échillais, les *ouvriers du bâtiment* subissent actuellement une diminution de 10 p. 0/0 dans le prix du travail aux pièces.

A La Rochelle, par suite du mauvais temps le $\frac{4}{5}$ des ouvriers du bâtiment sont inoccupés, la situation est aussi difficile chez ceux de Rochefort-sur-Mer.

Charente. — A Cognac, le mauvais temps a suspendu les travaux des *tailleurs de pierre* et *maçons* depuis le commencement de l'année. Les ouvriers en *métaux* d'Angoulême ont un tiers des leurs inoccupés

Haute-Vienne. — A Saint-Junien, les ouvriers en *cuirs* comptent 15 p. o/o des leurs inoccupés; la durée moyenne du travail hebdomadaire est de 55 heures. A Limoges, la situation est devenue beaucoup plus mauvaise; diminution de travail chez les *patissiers*; un grand nombre de *cordonniers* sont sans ouvrage; un peu plus du tiers des *menuisiers* sont sans emploi; les autres font de 55 à 60 heures par semaine; les *sabotiers-galochiers* estiment que la moitié d'entre eux sont inoccupés; une maison nouvelle vient de se fonder occupant une vingtaine d'ouvriers; dans deux cinquièmes des maisons, la durée du travail a été augmentée, on fait actuellement de 50 à 55 heures par semaine; le perfectionnement de l'outillage de la cordonnerie mécanique permettant de produire des chaussures à très bas prix, a bien restreint le marché des chaussures de cuir à semelles de bois.

Corrèze. — A Bord, les *chapeliers-fouleurs* estiment que $\frac{1}{5}$ de leurs adhérents sont sans emploi; à Brive les *sabotiers* sont occupés 9 heures par jour, au lieu de 7 le mois dernier.

A Tulle les denrées sont en hausse plus spécialement la viande, les œufs et le beurre; le prix du bois de chauffage a presque doublé depuis le mois dernier.

Cher. — A Saint-Laurent, la moitié des *bûcherons* est inoccupée; la durée moyenne du travail hebdomadaire atteint 50 heures; à Mornay, par suite des coupes importantes qui doivent être faites en forêts et des quelques travaux accessoires, il y aura du travail pour presque tous les ouvriers *bûcherons* dès que la température le permettra; à Vierzon-Village, les *bûcherons* travaillent 48 heures environ par semaine, le nombre des chômeurs est de près des $\frac{2}{3}$ des adhérents; à Bourges, les commandes commencent à arriver assez nombreuses dans les fabriques de *toiles cirées*; si cet état de choses se maintient on espère arriver bientôt à une durée de travail journalier de 10 heures et peut-être plus; actuellement on fait 9 et 10 heures; le nombre des ouvriers sans ouvrage est d'environ 7 p. o/o; à Vierzon, les *menuisiers* ne signalent pas de chômeurs; ils font actuellement 60 heures par semaine, au lieu de 72 l'an dernier à pareille époque; la récolte abondante de l'an dernier ayant permis de vendre la plupart des *machines* en magasins, le travail a repris plus actif chez les *ouvriers du fer*; il font environ 60 heures par semaine; à Dun-sur-Auron, les *chantiers de construction* suspendent leurs travaux par suite des grands froids; à Jussy, l'exploitation des *carrières et des fours à chaux* n'a pas encore repris, l'an dernier le travail était à cette époque en pleine activité; à la Guerche, les commandes sont nombreuses, mais le froid empêche de les exécuter; à Méry-ès-bois le pain est augmenté de 0 fr. 10 par 5 kilos; à Vierzon-Village, le prix de la viande est passé de 0 fr. 60 à 0 fr. 80 le $\frac{1}{2}$ kilo.

* **Indre.** — A Châteauroux, les ouvriers en *chaussures* annoncent un peu plus de 15 p. o/o de chômeurs, la durée du travail a été réduite de dix heures environ par semaine; on fait actuellement 50 heures.

Vienne. — A Poitiers, les *menuisiers* estiment que plus de la moitié de leurs adhérents sont inoccupés; les autres font de 55 à 65 heures par semaine; près des deux tiers des *ouvriers du bâtiment* sont sans travail, ceux qui sont embauchés font 9 heures par jour; à Poitiers, les denrées sont en général augmentées de 10 p. o/o mais le pain est diminué de 0 fr. 02 par kilo.

Vendée. — A la Roche-sur-Yon, les *entrepreneurs de bâtiment* ont renvoyé la moitié de leurs ouvriers, faute de pouvoir les occuper, la plupart rentreront dès que la température sera devenue plus chaude.

Loire-Inférieure. — A Nantes, les *boulangers* estiment qu'un grand nombre des leurs sont sans place, ceux qui sont occupés font 98 heures par semaine; les salaires sont en baisse;

la situation devient plus difficile par suite de l'augmentation du nombre des apprentis; les *savonniers-huiliers* ne comptent pas de chômeurs; le travail se trouve gêné par le mauvais temps; dans une maison les femmes qui y étaient occupées toute la semaine ne travaillent que 3 jours par semaine; dans les autres, la durée du travail varie de 9 à 12 heures par jour; à Châteaubriant, les *typographes* ne comptent pas de chômeurs, ils font 60 heures par semaine; à Nantes, on signale une reprise prochaine du travail chez les ouvriers des *fournitures militaires*: actuellement deux cents ouvriers seraient sans ouvrage; plus du cinquième des *charpentiers de navires* sont sans ouvrage par suite des intempéries; les autres font environ 54 heures par semaine; les *menuisiers* comptent 5 p. o/o de leurs adhérents en chômage; la durée de la journée de travail n'a pas augmenté, elle reste la même qu'en janvier; il y a très peu de travaux extérieurs par suite des grands froids.

A Saint-Nazaire, les travaux dans les *grands chantiers de constructions mécaniques* ont repris un peu; un plus grand nombre d'ouvriers ont été occupés; mais pour le *bâtiment* la saison est mauvaise. Les denrées alimentaires ont augmenté; entre autres, le pain, de 0 fr. 20 par 6 kilos. A Nantes, les *chantiers où étaient occupés les granitiers* sont encombrés de neige et de glace; les *sculpteurs* comptent 8 p. o/o des leurs sans emploi; les plus particulièrement atteints sont les *sculpteurs sur pierre* et les tout jeunes ouvriers aussi bien que les ouvriers âgés, les premiers n'ayant pas encore assez d'expérience, les autres plus assez de sûreté d'exécution; la durée moyenne du travail hebdomadaire est de 60 heures; les *chantiers de constructions et travaux publics* sont fermés, le mauvais temps arrêtant les travaux; les *couvreurs* étaient presque tous occupés, ils avaient à réparer des dégâts importants causés par une tempête; les gelées qui sont survenues les ont forcé de suspendre leurs travaux; les *camionneurs* comptent 4 p. o/o de chômeurs.

En général, les prix du pain, de la viande et du bois de chauffage sont en hausse.

Morbihan. — A Lorient, les *typographes* font 60 heures par semaine.

Côtes-du-Nord. — A Saint-Brieuc, les *typographes* sont occupés 63 heures environ par semaine.

Finistère. — A Morlaix, presque tous les *maçons* ont dû suspendre leurs travaux.

Ille-et-Vilaine. — A Fougères, les *coupeurs en chaussures* comptent 8 p. o/o des leurs sans ouvrage; la durée du travail a été de nouveau réduite, on fait de 40 à 48 heures par semaine. Le froid rigoureux a amené un chômage imprévu et assez sérieux chez des *ouvriers et ouvrières de l'habillement*. A Rennes, la durée du travail chez les *menuisiers* est de 48 heures environ par semaine, dans plusieurs ateliers le personnel est réduit. Le mauvais temps persistant a suspendu les travaux chez les *maçons*. 12 p. o/o des *cochers* sont sans place.

Maine-et-Loire. — A Angers, les ouvriers *mégissiers* travaillent de 55 à 60 heures par semaine; ils sont tous occupés; les prix de façon sont légèrement diminués. A Cholet, les *cordonniers* comptent 4 p. o/o des leurs inoccupés, dans une fabrique employant 20 ouvriers on ne fait que 9 heures par jour; dans les ateliers où on produit l'article cousu la durée du travail est de 8 heures par jour, dans les autres fabriques on fait généralement 12 heures par jour. A Bégrolles, les commandes manquant souvent et les prix de façon étant diminués, le gain journalier de l'ouvrier *tisserand* descendrait à 1 franc en moyenne; à May-sur-Evre, les *tisserands* estiment au cinquième le nombre de leurs adhérents inoccupés; ceux qui ont des commandes font 90 heures par semaine. A Angers, chez les *vanniers*, la durée du travail a été réduite dans plusieurs ateliers: on fait 9 heures par jour; les *serruriers* comptent un peu plus du cinquième de leurs membres sans occupation: on fait 9 heures par jour; près de la moitié des *tailleurs de pierres et maçons* sont sans ouvrage; ceux qui sont occupés font de 54 à 56 heures par semaine.

Mayenne. — A Château-Gontier, les *ouvrières de l'habillement* travaillant directement pour des clientes ont toutes un peu d'ouvrage;

Sarthe. — Au Mans, environ 15 p. o/o des *typographes* sont sans travail une partie de la semaine.

Indre-et-Loire. — A Châteaurenault, la situation est plus mauvaise chez les *tanneurs*, dans quelques fabriques ils font 3 et 4 jours par semaine, dans d'autres la rigueur de la température a amené un arrêt complet. A Amboise, les *ouvriers en cuirs* sont souvent occupés 6 heures par jour; un arrêt de travail partiel s'est produit dans 3 maisons. A Tours, la durée du travail est réduite chez les *coupeurs et brocheurs en chaussures* dans le travail à la journée ils font de 45 à 48 heures par semaine; la journée de travail a été augmentée d'une heure chez les *tailleurs de pierre*, ils font actuellement 9 heures; plus de la moitié d'entre eux ne peuvent s'occuper bien qu'il y ait de nombreuses constructions projetées.

Loiret. — A Vieilles-Maisons, les *bûcherons* sont maintenant à peu près tous occupés; cependant l'ouvrage est moins abondant que l'an dernier à pareille époque, on fait 36 heures par semaine; le travail ne sera dans sa pleine activité que quelques mois plus tard, les *marchands de bois* profitant de la faculté qui leur est laissée de remettre l'écorçage à une date ultérieure. A Orléans, les *menuisiers* font une journée un peu plus longue, quelques *maçons* font encore 54 heures par semaine, la plupart devant attendre le dégel pour reprendre leurs travaux qui semblent devoir être plus importants que ceux de l'année passée; le mauvais temps a suspendu presque partout les travaux chez les *couvreurs*, quelques-uns font de 28 à 36 heures par semaine.

Eure-et-Loir. — A Chartres, les *typographes* ne comptent pas d'ouvriers inoccupés, la durée du travail est de 10 heures; l'ouvrage est un peu moins abondant que l'an dernier, une maison qui travaillait pour Paris n'a pas vu se renouveler ses commandes. A Châteaudun, la situation s'est peu modifiée chez les *typographes*; les *tanneurs* ne travaillent qu'une partie de la journée; les ouvriers de la fabrique de *bijouterie* ne sont occupés que trois jours par semaine; chez les *ouvriers du bâtiment* tous les travaux sont arrêtés par la rigueur de l'hiver. A Chartres, toutes les denrées sont en hausse, spécialement la viande 0 fr. 15 à 0 fr. 20 par kilogramme.

Orne. — A Alençon, il n'y a pas de *typographes* inoccupés, la situation semble meilleure que l'an dernier; la durée du travail est de 60 heures au minimum. A Flers, la situation chez les *cotonniers* semble devenir un peu plus mauvaise, la durée du travail varie de 60 à 66 heures.

Calvados. — A Honfleur, les *horticulteurs* estiment à 16 p. o/o le nombre de leurs adhérents sans ouvrage; la durée ordinaire de la journée de travail est de 10 heures. A Caen, pas de *chômeurs* signalés chez les *typographes*; la durée du travail hebdomadaire est de 60 heures; on estime la situation meilleure que celle de l'an dernier.

Eure. — A Pont-Audemer, l'amélioration déjà signalée continue; outre l'imprimerie nouvellement fondée, une maison déjà existante vient de s'agrandir et d'augmenter son personnel. A Évreux, on ne compte pas de *typographes* inoccupés; tous les ans à pareille époque, les commandes pour travaux de ville et d'administration sont peu importantes; cependant cette année elles sont plus faibles; on fait 54 heures par semaine; situation un peu meilleure dans la fabrique d'instruments de musique qui, la première, avait réduit les journées à 10 heures; on fait aujourd'hui 11 heures. Dans d'autres ateliers la journée de 8 heures est maintenue; la situation générale reste un peu inférieure à celle de l'an dernier à la même époque.

Seine-Inférieure. — Au Havre, les *cuisiniers* portent à 3 p. o/o le nombre de leurs adhérents sans ouvrage; les ouvriers de l'industrie du fer comptent un assez grand nombre de *chômeurs*; dans un atelier de forges on a réduit la journée à 8 heures; dans les ateliers de constructions et de machines la durée de la journée se maintient à 10 heures; dans un chantier de constructions navales on a renvoyé une partie du personnel; le travail est faible chez les *cochers* comme tous les ans pendant la saison d'hiver; les *journaliers du port* semblent moins occupés que l'an dernier, ils ne feraient que de 27 à 30 heures par semaine.

Alger. — A Alger, le nombre des *garçons coiffeurs* sans place s'est trouvé porté à 20 p. o/o environ par suite de l'arrivée de garçons étrangers au pays. Situation plus mauvaise que l'an

dernier, chez les *typographes* : un journal vient de disparaître laissant plusieurs ouvriers sans emploi.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Adjudications. — Adjudications nouvelles annoncées en mars :

Paris. — Assistance publique. — Travaux à l'hôpital Boucicaut.	220.700 ¹
Paris. — Assistance publique. — Travaux à l'hôpital Saint-Louis.	104.700
Paris. — Assistance publique. — Travaux à divers hôpitaux.	114.600
Paris. — Éclairage électrique de la Sorbonne.	142.200
Paris. — Construction de magasins de décors.	919.500
Paris. — Travaux neufs (pavage) sur chemins vicinaux.	1.355.800
Paris. — Travaux neufs (pavage) sur routes départementales.	1.080.500
Levallois-Perret (Seine). — Construction de l'hôtel de ville.	840.000
Argenteuil (Seine-et-Oise). — Construction d'abattoirs.	198.400
Argenteuil (Seine-et-Oise). — Construction d'un groupe scolaire.	246.700
Amiens. — Construction d'un hôpital.	152.400
Valenciennes. — Travaux départementaux.	150.900
Vitry-le-François. — Démantèlement de la ville.	200.000
Épernay. — Travaux d'école.	236.800
Mâcon. — Dragage dans le bief de Gigny (Saône).	105.000
Clermont-Ferrand. — Construction de chemins.	238.200
Le Puy. — Construction de la route nationale 88 bis.	300.000
Vienne. — Construction d'écoles.	117.800
Saint-Étienne. — Construction d'un hôpital.	2.517.900
Bordeaux. — Construction de la ligne de La Sauve à Eymet.	1.070.000
Guipavas (Finistère). — Construction d'une église.	138.600
Vitré. — Construction d'aqueducs.	137.700
Domfront. — Travaux d'église.	122.200
Barenton (Mauche). — Construction de l'église.	156.100
Rouen. — Construction d'une annexe à l'hôtel de ville.	155.600
Rouen. — Consolidation d'une digue.	195.400
Rouen. — Reconstruction d'une école.	111.900

Résultats des adjudications précédentes :

Paris. — Caserne de sapeurs-pompiers, rue Jean-Jacques-Rousseau (1.146.000¹). — Adj. : *terrasse et maçonnerie*, Cante, 22, rue Letellier, 31,30; *charpente et escaliers en fer*, Colas, 5, place Violet, 31,60; *couverture et plomberie*, Malcy, 5 bis, rue Saint-Gilles, 42; *menuiserie*, ouvriers menuisiers de Paris, 35, rue du Poteau, 36,10; *parquetage*, Cosseron, rue Letort, 26; *serrurerie*, Fromental, 5, rue Trezel, 27,50; *funisterie*, Carret, 21, rue des Vertus, 44,20; *peinture et vitrerie*, Rondeau, 51, avenue de Lamotte-Piquet, 50.

Bordeaux. — Reconstruction d'un groupe scolaire, Saint-Bruno (311.400¹). — Adj. : *terrassements et maçonneries*, Hauret, 19; *charpenterie*, Balineau, 35; *grosse ferronnerie*, Carde, 38.

Épernay (Marne). — Construction de la chapelle Saint-Pierre et Saint-Paul (391.000¹). — Adj. : *terrasse, maçonnerie, dallage, sculpture et grosse serrurerie*, L. Thomas, à Reims, 14,16; *menuiserie et quincaillerie*, Lecœur et C^{ie}, Paris, rue Broca, 24,30; *charpente*, Perrin, 14,15; *couverture et plomberie*, Berriot, à Reims, 31,60.

Neufchâteau. — Chemin de fer de l'Est. — Agrandissement de la gare. — Adj. : Richard et Varigard, 1, cours du Midi, Lyon.

Villefranche (Aveyron). — Construction d'une salle de fêtes (100.000¹). — Adj. : *démolition, terrasse, maçonnerie et carrelage*, A. Rossignol, 23,75; *charpente, couverture et zinguerie*, J. Loupiac, 28,50; *menuiserie, serrurerie et quincaillerie*, J. Loupiac, 28,50; *plâtrerie, funisterie, peinture, vitrerie, tenture, dorure*, E. Castex, 34,30.

Limoges. — Travaux à l'école et au musée d'arts décoratifs (297.800¹). — Adj. : *charpente en fer, serrurerie et quincaillerie*, Roussel, 44, rue Boinod, à Paris, 32; *charpente et escaliers en bois*, Rouveroux frères, 7.

Paris. — Chemin de fer du Nord. — Agrandissement de la gare, allongement de ponts, construction de murs de soutènement. — Adj. : Baratin, 168, rue de Flandre, 7,30.

Bordeaux. — Compagnie d'Orléans. — Agrandissement de la gare maritime (360.000^f). — Adj. : Fraysse, à Rodez.

Cahors. — Restauration du lycée (451.000^f). — Adj. : *terrasse et maçonnerie*, R. Troussel, 5,50; *charpente et couverture*, A. Verdié, 12,50; *légers ouvrages, plâtrerie*, L. Capelle, 32,50; *menuiserie*, L. Faugère, à Souillac, 19,50; *serrurerie*, P. Germain, 31,50; *marbrerie*, L. Alazard, 14; *plomberie*, Bastide, 23; *peinture*, P. Rodes, 27.

Bougie (Algérie). — Travaux d'adduction d'eau, 15 février (557.000^f). — Adj. : Société métallurgique du Périgord, 65, rue de la Victoire, à Paris, 65 et Société d'Aubrides et Ville-rupt, à Aubrides (Ardennes), 12.

Chartres (Eure-et-Loir). — Amélioration du service des eaux (275.000^f). — Adj. : Flicoteaux, 83, rue du Bac, à Paris, 6.

Saint-Étienne. — Canal du Forez, construction de la branche des Poncins (216.000^f). — Adj. : A Chapuis, à La Bâtie-Rolland (Drôme), 20.

Clermont-Ferrand. — Chemin de fer de Loqueuille-au-Mont-Dore (510.000^f). — Adj. : Pechverty, à Châtillon-sur-Loire (Loiret), 37.

Guipavas-le-Relecq. — Construction de l'église de Relecq (138.600^f). — Adj. : Alexandre Perès, à Brest, 15.

Vienne (Isère). — Construction d'écoles à Beaurepaire (117.800^f). — Adj. : Ginas, à Grenoble et Garabiol, au Grand-Lemps, 16,10.

Lyon. — Construction d'un groupe scolaire (368.700^f). — Adj. : *terrassements, maçonnerie, pierre de taille et ciment*, Lauvergne, 6, rue Jacquart, 5,50; *charpente* Guillard, 23, rue des Culottes, 25,05; *menuiserie*, Daum, rue des Asperges, 21, 50; *plâtrerie et peinture*, René, 3, rue Saint Joseph, 15, 10.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations, pendant les 2 premiers mois de l'année.

	1895.	1894.	1893.
	francs.	francs.	francs.
IMPORTATIONS.			
Objets d'alimentation.....	156.140.000	278.919.000	151.206.000
Matières nécessaires à l'industrie...	366.784.000	441.459.000	365.029.000
Objets fabriqués.....	79.391.000	89.157.000	77.585.000
TOTAL.....	602.315.000	809.535.000	593.820.000
EXPORTATIONS.			
Objets d'alimentation.....	84.192.000	91.266.000	91.942.000
Matières nécessaires à l'industrie...	139.702.000	120.025.000	123.443.000
Objets fabriqués.....	277.512.000	235.146.000	251.890.000
Colis postaux.....	18.681.000	14.184.000	12.119.000
TOTAL.....	520.087.000	460.621.000	479.394.000

Tribunal de commerce de la Seine. — Nombre de faillites et de liquidations judiciaires :

	DU 1 ^{er} JANVIER au 28 février.	
	1895.	1894.
Faillites.....	245	230
Liquidations judiciaires.....	33	51
Conversions de liquidations en faillites.....	5	17

Préfecture de la Seine. — Autorisations de bâtir. — Du 1^{er} au 28 février, il a été déposé 112 demandes en autorisation de bâtir, dont 81 pour des

constructions. Pendant le mois de février 1894, le nombre des demandes a été de 138 dont 85 pour des constructions.

Transports. — Le tonnage des embarquements sur les canaux et rivières, pendant l'année 1894, a atteint 27.253.318 tonnes, contre 25.205.222 pendant l'année 1893, soit une augmentation de 8 p. o/o.

Recettes des compagnies de transport du 1^{er} janvier au 25 février :

	1893.	1894.
Compagnies des chemins de fer d'intérêt général ..	146.438.500	156.248.600
Compagnie des omnibus de Paris	2.309.316	2.514.545
Compagnie des petites voitures à Paris	2.944.018	3.189.873

Mont-de-Piété de Paris. — Situation des magasins au 28 février 1895.

GAGES CORPORELS.			ARTICLES.	SOMMES.
			Nombre.	francs.
Il y avait en magasin, le 31 janvier 1895, au soir			1.752.503	46.838.460
ENTRÉE.				
Par engagements effectifs	92.412	2.176.364	147.917	3.728.397
Par renouvellements	55.505	1.552.033		
TOTAL			1.900.420	50.566.857
SORTIE.				
Par dégagements effectifs	82.842	2.094.886	152.693	3.869.893
Par renouvellements	55.505	1.552.033		
Par ventes	14.346	222.974		
RESTE en magasin, le 28 février 1895			1.747.727	46.696.964
Restait en magasin, le 28 février 1891			1.969.514	48.530.537
le 29 février 1892			1.980.485	51.078.777
le 28 février 1893			1.929.755	51.149.970
le 28 février 1894			1.832.968	49.583.051
Intérêts des emprunts : a 1 an, 3 p. o/o; à 9 mois, 2 1/2 p. o/o; à 6 mois, 2 p. o/o; à 3 mois, 1 1/2 p. o/o.				

Mines. — Voici l'état de la production des combustibles minéraux en 1894, par comparaison avec l'année 1893. L'augmentation de production ressort à 7,4 p. o/o.

DÉPARTEMENTS.	1893.	1894.	AUGMEN- TATION.	DIMI- NUTION.
	tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.
Allier	934.342	991.782	57.440	"
Aveyron	903.376	933.523	30.147	"
Gard	1.987.672	2.037.316	49.644	"
Loire	3.468.155	3.361.161	"	6.994
Nord	4.707.368	4.930.020	222.668	"
Pas-de-Calais	9.179.452	10.628.023	1.448.571	"
Saône-et-Loire	1.746.735	1.820.486	74.111	"
Tarn	514.099	515.944	1.845	"
Autres départements	2.209.782	2.231.522	21.740	"
TOTAL	25.650.981	27.450.137	1.906.166	6.994
AUGMENTATION en 1894 : 1.899.172, soit 7,4 p. o/o.				

Métaux. — Voici quelle a été la production des fontes, des fers et des aciers en 1894, par comparaison avec l'année 1893. L'augmentation ressort à 3,7 p. o/o pour les fontes; pas de variation sur l'ensemble des fers ou l'ensemble des aciers; les tôles d'acier donnent une augmentation de 10 p. o/o, compensée par une diminution à peu près égale en ce qui concerne les rails.

PRODUCTION DES FONTES.

DÉPARTEMENTS.	D'AFFINAGE.		DE MOULAGE OU MOULÉES de 1 ^{re} fusion.		TOTAL.	
	1893.	1894.	1893.	1894.	1893.	1894.
	tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.
Gard.....	44.880	50.876	2.948	3.520	47.756	54.396
Landes.....	62.920	56.519	7.550	6.468	70.470	62.987
Haute-Marne.....	26.969	34.135	32.482	32.575	59.451	66.710
Meurthe-et-Moselle.....	829.416	913.929	386.096	370.543	1.215.512	1.284.472
Nord.....	205.979	224.116	"	"	205.979	224.116
Pas-de-Calais.....	78.597	76.097	"	8.000	78.597	84.097
Saône-et-Loire.....	80.495	89.758	"	"	80.495	89.758
Autres départements.....	192.931	156.824	51.905	54.287	244.836	211.111
TOTAL en 1892.....	1.522.115	1.602.254	480.981	475.393	2.003.096	2.077.647
AUGMENTATION en 1894.....	80.139	soit 5,3 p. o/o.	"		74.541	soit 37 p. o/o.
DIMINUTION en 1894.....	"		5.588		soit 1,2 p. o/o.	

PRODUCTION DES FERS ET DES ACIERS.

DÉPARTEMENTS.	1893.	1894.	DÉPARTEMENTS.	ACIERS.			
	tonnes.	tonnes.		OUVRÉS.		EN LINGOTS.	
				1893.	1894.	1893.	1894.
FERS.				tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.
Allier.....	26.703	29.225	Allier.....	28.113	18.615	29.592	27.700
Ardennes.....	81.062	87.956	Ardennes.....	18.894	27.443	5.960	11.584
Loire.....	37.094	37.805	Gard.....	33.739	29.349	42.050	35.512
Haute-Marne.....	64.449	62.301	Landes.....	43.567	40.265	52.553	46.854
Meurthe-et-Moselle.....	50.068	49.278	Loire.....	58.029	61.544	47.825	47.721
Nord.....	298.618	293.918	Loire-Inferieure.....	25.745	21.450	28.954	33.495
Saône-et-Loire.....	85.532	80.152	Meurthe-et-Moselle..	94.167	109.522	227.886	244.516
Seine.....	28.002	28.936	Nord.....	117.458	114.068	141.151	128.342
Autres départements..	136.543	139.086	Pas-de-Calais.....	55.065	45.513	67.825	56.265
TOTAL.....	808.171	808.657	Saône-et-Loire.....	57.474	62.811	71.207	77.556
ACIERS OUVRÉS.			Autres départements..	131.781	132.684	74.849	81.228
Rails.....	207.358	187.403	TOTAL.....	664.032	663.264	789.852	790.773
Aciers marchands.....	323.023	328.040					
Tôles.....	133.651	147.821					
TOTAL.....	664.032	663.264					

ASSISTANCE (SILES DE NUIT.)

OEUVRES	HOMMES		FEMMES.	ENFANTS.	NOMBRE DE NUITS passées.
	de moins de 60 ans.	de 60 ans et plus.			
MOIS DE JANVIER (Suite).					
Hospitalité de nuit (rue de Tocqueville).....	7,312	497	238	364	19,766
Société philanthropique (rue Labat).....	.....	.....	311	14	335
— (rue des Bons-Enfants).....	.....	.....	950	122	3,000
MOIS DE FÉVRIER.					
Refuges et asiles municipaux (1).....	5,479	103	590	"	"
Hospitalité de nuit (rue de Tocqueville).....	5,749	402	194	364	15,822
Société philanthropique (rue Labat).....	.....	.....	280	10	1,331
(1) D'après les renseignements fournis par le directeur des affaires municipales à la préfecture de la Seine (bureau du Travail).					

(1) D'après les renseignements fournis par le directeur des affaires municipales à la préfecture de la Seine (bureau du Travail).

PLACEMENT GRATUIT.

A Paris, en 1894, la société de secours mutuels de la charcuterie a reçu 502 demandes, 492 offres et effectué 442 placements à demeure et 14 en extra; celle des employés de transport a effectué 22 placements; celle des concierges-gérants a reçu 125 demandes, 152 offres et effectué 30 placements; celle des gens de maison a reçu 883 demandes et offres et effectué 141 placements à demeure et 48 placements en extra.

Le syndicat des ouvriers limonadiers-restaurateurs de Paris a effectué, en 1894, 132 placements à demeure et 115 placements en extra; celui des employés du gaz de Bordeaux a effectué 150 placements du 15 septembre 1894 au 15 janvier 1895.

ÉTAT DES PLACEMENTS EFFECTUÉS PAR LES OFFICES DE PLACEMENT GRATUIT (RENSEIGNEMENTS PARVENUS AU 1^{er} MARS.)

A. — BUREAUX MUNICIPAUX.

B. — BOURSES DE TRAVAIL.

LOCALITÉS.	NOMBRE DES				LOCALITÉS.	NOMBRE DES			
	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués			DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués	
			a demeure	extra.				a demeure	extra.
JANVIER 1895.					JANVIER 1895.				
Paris (1 ^{er} arr ^t)	306	201	201	"	Alger.....	278	73	70	66
— (III ^e —)	194	520	364	"	Angers.....	134	35	34	40
— (IV ^e —)	428	302	302	15	Besançon.....	101	29	15	"
— (XIV ^e —)	"	96	69	12	Boulogne-s ^r -mer.	361	113	138	"
— (XV ^e —)	347	142	70	53	Cholet.....	145	79	69	7
— (XVII ^e —)	259	91	71	1	Nice.....	267	77	63	13
— (XIX ^e —)	217	116	30	63	Perpignan.....	20	13	7	6
— (XX ^e —)	602	39	16	22	Saint-Nazaire...	241	37	19	16
Nancy.....	88	26	24	"	Toulon.....	40	21	21	"
Joigny.....	2	2	2	"					
FÉVRIER 1895.					FÉVRIER 1895.				
Paris (V ^e arr ^t)..	586	191	179	"	Bordeaux.....	342	120	118	"
— (IX ^e arr ^t)..	69	53	43	5	Toulouse.....	150	35	14	30
— (XVII ^e arr ^t)..	135	110	44	"	Tours.....	169	17	15	2
Levallois-Perret.	175	139	86	14					
Brest.....	3	2	"	"					
Sens.....	10	11	3	"					

C. — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS ET SYNDICATS PROFESSIONNELS (EN DEHORS DES BOURSES
DE TRAVAIL DESIGNÉES CI-DESSUS) JANVIER 1895.

DÉPARTEMENT.	LOCALITÉ.	PROFESSION.	NOMBRE DE		
			DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS
Bouches-du-Rhône	Marseille	Forgerons	"	"	5
Charente-Inferieure	Rochefort	Boulangers	18	"	18
Idem	Idem	Tailleurs d'habits	1	"	"
Côte-d'Or	Dijon	Cordonniers	4	3	3
Doubs	Besançon	Ouvriers en cuir	15	"	3
Eure-et-Loir	Chartres	Typographes	5	"	"
Garonne (Haute-)	Toulouse	Boulangers	40	"	10
Gironde	Bordeaux	Idem	"	"	28 dem. 33 j. ext.
Idem	Idem	Imprimeurs-lithographes	3	3	3
Idem	Idem	Charpentiers	"	"	30
Hérault	Montpellier	Tonneliers	40	18	18
Idem	Cette	Métallurgistes	36	"	"
Ile-et-Vilaine	Rennes	Cochers	6	"	6
Indre-et-Loire	Tours	Ferblantiers	4	"	3
Loire	Saint-Etienne	Typographes	1	1	1
Loire-Inferieure	Nantes	Menuisiers	"	"	2
Lot	Cahors	Travailleurs du fer	4	"	3
Nord	Roubaix	Boulangers	"	7	7
Idem	Lille	Industrie textile	10	"	"
Pas-de-Calais	Boulogne-sur-M	Cordonniers	"	"	5
Pyrénées (Hautes-)	Tarbes	Tanneurs-corroyeurs	1	"	1
Rhône	Lyon	Boulangers	250	"	205
Idem	Idem	Pâtisseries-confiseurs	4	"	4
Idem	Idem	Coupeurs-tailleurs	2	"	1
Seine	Paris	Charentiers	502	492	142 dem. 14 j. ext.
Idem	Idem	Typographes	"	"	40
Idem	Idem	Garniers	"	"	10
Idem	Idem	Margeurs-pointeurs	20	"	15
Idem	Idem	Blanchisseuses	120	"	120
Idem	Idem	Charrons	50	"	16
Idem	Idem	Chauffeurs-mécaniciens	"	2	4
Idem	Idem	Graveurs	6	2	2
Idem	Idem	Mouleurs en plâtre	1	"	"
Idem	Idem	Gens de maison	101	"	20 dem. 4 j. ext. 3 dem. 1 j. ext.
Idem	Idem	Comptable	9	5	"
Idem	Idem	Employés aux écritures	18	"	"
Idem	Idem	Electriciens	1	"	1

D. — SOCIÉTÉS D'ASSISTANCE PAR LE TRAVAIL.

DÉSIGNATION.	DEMANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS.
Paris (XVII ^e arrondissement)	"	"	8 à demeure. 22 j. d'extra.
Paris (Maison de travail pour jeunes gens)	151	29	29

MOUVEMENT SYNDICAL.

[Direction de la prévoyance et de l'assurance sociales. — Bureau des syndicats professionnels.]

Pendant le mois de février 1895, le Ministère du Commerce a été avisé des modifications suivantes dans la situation des syndicats professionnels :

CRÉATION DE SYNDICATS ET D'UNIONS DE SYNDICATS.

Alpes (Hautes). — Syndicat professionnel des agriculteurs et éleveurs de la commune du Sigoyer. Siège social : Sigoyer.

Syndicat agricole d'Aspres-sur-Buëch (50 membres). Siège social : Mairie d'Aspres-sur-Buëch.

Alpes-Maritimes. — Syndicat des ouvriers maçons de Cannes (31 membres). Siège social : 21, rue Jean-Méro, à Cannes.

Côtes-du-Nord. — Syndicat agricole du canton de Plouagat (27 membres). Siège social : Lanrodec.

Syndicat du comice agricole du canton de Lézardrieux (108 membres). Siège social : Lézardrieux.

Doubs. — Syndicat des ouvriers en voitures et similaires de Besançon (58 membres). Siège social : Salle du Saint-Esprit, à Besançon.

Gironde. — Syndicat des ouvriers tonneliers de Bordeaux et de la région [section de Lormont] (30 membres). Siège social : Bourse du travail, rue du Nirail, à Bordeaux.

Syndicat viticole et agricole de Saint-Philippe-d'Aiguille (59 membres). Siège social : Saint-Philippe-d'Aiguille.

Ille-et-Vilaine. — Syndicat professionnel des patronnes et ouvrières en robes, dit « corporation de Notre-Dame-de-Bonne-Nouvelle » (227 membres). Siège social : 6, rue du Champ-de-Mars, à Rennes.

Union des syndicats agricoles et horticoles bretons (24 syndicats adhérents). Siège social : Rennes.

Indre-et-Loire. — Syndicat des ouvrières et ouvriers boutonniers en os et en corne de la ville de Tours (48 membres). Siège social : Bourse du travail, à Tours.

Nord. — Syndicat des ouvriers tisseurs du rayon industriel de Rieux-en-Cambrasis (150 membres). Siège social : Rieux.

Pas-de-Calais. — Syndicat des commissionnaires publics de Boulogne-sur-Mer (22 membres). Siège social : Bourse du travail, à Boulogne-sur-Mer.

Syndicat agricole de l'arrondissement de Béthune (231 membres). Siège social : 3, rue de l'Université, à Béthune.

Rhône. — Syndicat des stéréotypeurs, galvanoplastes, clicheurs et similaires de Lyon (29 membres). Siège social : 62, rue Mercière, à Lyon.

Savoie (Haute-). — Syndicat des patrons de barques et carrières de Meillerie (16 membres). Siège social : Meillerie.

Seine. — Syndicat des dessinateurs et graveurs sur bois d'art industriel (21 membres). Siège social : 10, rue de Lancry, à Paris.

Syndicat des représentants en vins et spiritueux du département de la Seine et de Seine-et-Oise (19 membres). Siège social : 10, rue de Lancry, à Paris.

Syndicat des ouvriers cambusiers du département de la Seine (52 membres). Siège social : 17, rue des Dames, à Paris.

Syndicat des sténographes, dactylographes, calligraphes (19 membres). Siège social : 44, rue Lourmel, à Paris.

Sèvres (Deux-). — Syndicat des tailleurs de pierre, maçons, carriers et manœuvres (141 membres). Siège social : rue du Faisan, à Niort.

Vendée. — Syndicat agricole de Saint-Michel-en-l'Herm (168 membres). Siège social : Saint-Michel-en-l'Herm.

Oran. — Syndicat des comptables, employés et commis de la ville d'Oran (46 membres). Siège social : Mairie d'Oran.

Syndicat des agents généraux des compagnies françaises d'assurances contre l'incendie du département d'Oran (14 membres). Siège social : Mairie d'Oran.

SYNDICATS DISSOUS.

Gironde. — Syndicat des ouvriers tonneliers de Bordeaux et du département. Siège social : Salle Dourey, à Blanquefort.

Loiret. — Syndicat des vignerons de Chaingy. Siège social : Chaingy.

Syndicat des ouvriers bûcherons et travaux similaires du canton de Lorris. Siège social : Route de Sully, à Lorris.

Syndicat professionnel des bûcherons de la commune de Loury. Siège social : Loury, à la mairie.

Rhône. — Syndicat des ouvriers outilleurs sur bois de la ville de Lyon. Siège social : Bourse du travail, à Lyon.

Syndicat général des ouvriers maçons de Lyon et du Rhône. Siège social : 176, avenue de Saxe, à Lyon.

Seine. — Syndicat des porteurs des pompes funèbres de la ville de Paris. Siège social : 18, rue Curial, à Paris.

Syndicat des palefreniers et laveurs de voitures du département de la Seine. Siège social : 21, passage d'Allemagne, à Paris.

Syndicat des employés des bateaux parisiens. Siège social : 154, avenue de Versailles, à Paris.

Alger. — Syndicat des ouvriers charpentiers d'Alger-Mustapha. Siège social : 24, rue de la Tour-d'Auvergne, à Alger.

LES GRÈVES EN FÉVRIER 1895.

Dix grèves ont été déclarées pendant le mois de février; 1.251 ouvriers y ont pris part et 54 établissements ont été atteints.

Ces grèves se répartissent comme il suit, entre les grands groupes de professions.

Tabacs	1
Industries polygraphiques	1
Cuir et peaux.....	1
Textiles.....	1
Métaux.....	6

L'industrie des métaux comprend à elle seule les deux tiers des grévistes, exactement 841; viennent ensuite les ouvriers des tabacs de Dijon au nombre de 350, puis 60 grévistes appartenant aux trois autres industries.

Trois grèves ont eu pour but l'augmentation des salaires, une a été causée par le refus de ferblantiers de terminer des boîtes ébauchées à la ma-

chine (1), enfin six se rapportent à des questions de personnel ou de règlement d'atelier.

Sur les dix grèves commencées en février, quatre n'étaient pas terminées à la fin du mois; les six autres ont eu pour résultat une réussite, quatre échecs et une solution provisoire. En outre, trois grèves commencées antérieurement au 1^{er} février ont abouti pendant ce mois à une transaction, une réussite et un échec, et portent, en conséquence, au nombre de neuf les grèves terminées pendant le mois que nous considérons. Ces neuf grèves ont respectivement duré 67, 47, 28, 17, 12, 7, 4, 2 jours et une demi-journée.

Trois d'entre elles méritent quelques observations :

(a) La plus longue est celle de Roanne, sur laquelle l'attention a déjà été appelée dans le *Bulletin de l'Office du travail* du mois de février (p. 105). Le nombre des grévistes a beaucoup varié pendant sa durée, mais il est toujours allé en s'écartant du maximum (5.600) qui a été atteint le troisième jour de la grève. Au 1^{er} février, on comptait encore 3.125 grévistes; le 7, 3.000; le 19, il n'y en avait plus que 2.453; le 21, 1.380, le 22, 960, chiffre qui faisait pressentir la fin prochaine de la grève, officiellement terminée en effet le 25.

(b) La grève de Cublize (2 janvier — 18 février) n'a été, pour ses 110 grévistes, qu'une extension de la grève de Roanne; mais, pendant que celle-ci se terminait par une transaction, la grève de Cublize aboutissait à une réussite complète.

(c) Quant à la grève de la manufacture des tabacs de Dijon (11-28 février), le résultat n'en est pas encore connu. Les ouvriers se plaignaient du directeur et prétendaient qu'il voulait les contraindre à fonder une société de secours mutuels. L'administration supérieure, saisie de leurs doléances, a ordonné une enquête, et, dès que cette décision a été connue, les grévistes ont repris le travail.

En tenant compte des grèves commencées en janvier, il y avait encore, au 28 février, six grèves non terminées, ainsi qu'on le verra dans le tableau ci-après.

(1) Le même motif avait déterminé en janvier, dans le Finistère, une première grève qui n'est pas encore terminée.

DATES		DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE	
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.
GRÈVES NON TERMINÉES						
1894. 20 déc ...	1895. 25 février.	Loire.....	Roanne.....	Tisseurs mécaniques.....	21	3.323 (1)
1895. 2 janvier.	18 —	Rhône.....	Cublize.....	Tisseurs mécaniques.....	1	110
12 —	.....	Loire.....	Saint - Romain - le Puy.	Verriers.....	1	400
14 —	.....	Ardennes.....	Nouzon.....	Ferronniers.....	1	40
23 —	.....	Finistère.....	Poulgoazec - Au- diérne.	Ferblantiers-boitiers.....	2	100
28 —	.....	Loire.....	Régny.....	Teinturiers.....	1	80
28 —	9 février.	Bouches-du-Rhône	Marseille.....	Tuiliers.....	1	180

GRÈVES COMMENCÉES

1 ^{er} février.	1 ^{er} mars.	Seine.....	Paris.....	Ferblantiers-boitiers.....	1	33
4 —	.....	Bouches-du-Rhône.	Marseille.....	Chaudronniers en cuivre.....	1	24
11 —	18 février.	Loire-Inférieure..	Nantes.....	Ouvriers corroyeurs.....	1	12
11 —	28 —	Côte-d'Or.....	Dijon.....	Manufacture de tabac.....	1	350
15 —	19 —	Seine.....	Paris.....	Polisseurs sur métaux.....	1	4
19 —	.....	Seine.....	Paris.....	Ouvriers en vélocipèdes.....	1	80
21 —	.....	Rhône.....	Lyon.....	Ferblantiers-zingueurs.....	45	200
25 —	27 février.	Nord.....	Roubaix.....	Tisseuses.....	1	30
27 — (midi)	27 — (5 heures)	Seine-Inférieure..	Déville.....	Usine métallurgique..... (Tous les ouvriers.)	1	500
27 —	.....	Seine.....	Paris.....	Ouvriers en photogravure....	1	18

(A) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas encore été signalée à l'Office du travail.

GRÈVES.

CAUSES DE LA GRÈVE ET DEMANDES DES GRÉVISTES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
--	------------	---------------

AU 1^{er} FÉVRIER 1895 (A).

Demande d'application d'un tarif uniforme et refus des patrons d'entamer des négociations avec le syndicat ouvrier.	Transaction.	(1) Au 31 janvier.
Augmentation de salaires.....	Réussite.	
La fédération du syndicat du verre ayant mis la maison à l'index, le patron a fermé son usine.	.....	
Réduction de salaires.....	.....	
Refus de sonder des couvercles de boîtes faites à la machine.	.....	
Augmentation de salaires.....	.....	
Demande de réintégration d'ouvriers congédiés et réglementation du travail.	Échec. (2)	(2) 106 ouvriers ont été licenciés.

EN FÉVRIER 1895.

Refus de terminer des boîtes ébauchées à la machine...	Échec (1).	(1) Les grévistes ont été en partie remplacés par des femmes.
Demande de renvoi d'un contremaître.....	.....	
Demande d'augmentation de salaires.....	Échec.	
Demande de renvoi du directeur, lequel aurait tenté d'imposer la création d'une société de secours mutuels...	 (2)	(2) Le travail a été repris à la suite d'une promesse d'enquête.
La maison ayant été mise à l'index par le syndicat, 4 ouvriers nouvellement syndiqués ont quitté le travail.	Échec.	
Demande de renvoi d'un contremaître.....	.....	
Augmentation de salaires.....	.....	
Augmentation de salaires.....	Échec.	
Règlement d'atelier.....	Réussite.	
Demande de renvoi d'un ouvrier non syndiqué.....	.....	

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

Grève de ferblantiers-boîtiers à Paris. — La grève des ferblantiers-boîtiers d'Audierne (Finistère), signalée dans le précédent bulletin, vient d'avoir son pendant à Paris. On se rappelle que les grévistes refusaient de fermer des boîtes de conserves, dont le fond avait été soudé à la machine, de sorte que les ouvriers n'avaient plus qu'à souder le couvercle, ce qui leur enlevait la moitié, au moins, de leur travail ordinaire. Le directeur d'un établissement parisien, en vue de parer à un conflit probable lorsqu'il voudrait adopter le mode de fabrication introduit à Audierne, mit ses ouvriers en demeure de signer un engagement d'un an, en leur garantissant un salaire minimum de 6 francs par jour. Les ouvriers refusèrent, et 33 d'entre eux, sur 36, quittèrent le travail le vendredi 1^{er} février.

Quatre jours après, le directeur renonçait à son projet d'engagement et offrait de reprendre tous les grévistes; ceux-ci demandèrent alors le renvoi des 3 ouvriers qui n'avaient pas pris part à la grève. Cette demande fut repoussée.

La grève ayant continué, le directeur embaucha 4 femmes à un tarif inférieur (le travail se fait aux pièces dans cette industrie). Les ouvriers s'émurent et eurent une nouvelle entrevue avec leur patron qui offrit de reprendre tout de suite 15 de ses anciens ouvriers, en les désignant par voie de tirage au sort, pour écarter tout soupçon de préférences personnelles. Les grévistes exigèrent la reprise générale et aucun accord ne put s'établir.

Le nombre des femmes embauchées s'éleva peu à peu à 15.

Enfin, un peu tardivement, le syndicat ouvrier désigna 5 délégués et adressa, le 25 février, au juge de paix du 2^e arrondissement, une demande d'application de la loi du 27 décembre 1892. La réunion du comité de conciliation eut lieu le samedi 2 mars. Les délégués ouvriers demandèrent la reprise de tous les grévistes et le renvoi des femmes nouvellement embauchées, à moins qu'elles ne fussent payées au même tarif que les hommes.

Le directeur répondit qu'il ne refusait pas d'entrer en discussion avec les représentants du syndicat, quoique, pour lui, il pût considérer la grève comme terminée, ayant un personnel suffisant pour les besoins du moment; 11 grévistes avaient repris le travail dans le courant de la semaine et 4 étaient embauchés ailleurs. Mais il ne voulait pas s'engager à renvoyer les femmes, ni à modifier leur salaire, conforme, dit-il, à celui des autres maisons qui occupent des femmes à la fabrication et à la fermeture des boîtes à conserves. Toutefois il offrait de reprendre 10 autres ouvriers dans quinze jours, et le surplus dans un mois, sans rien changer aux conditions du travail d'avant la grève.

Ces propositions furent encore repoussées par les délégués qui demandèrent la nomination d'un arbitre, ce à quoi le directeur ne voulut pas consentir, ayant, dit-il, fait toutes les concessions possibles.

ANGLETERRE

Le Conseil de conciliation et d'arbitrage des *clicheurs* et *pressiers* de Londres a adopté, en janvier, les décisions suivantes :

1° A partir du 1^{er} janvier 1895, le salaire minimum est fixé à 25 shillings par semaine pour les *pressiers* et à 30 shillings pour les *clicheurs*;

2° Le Conseil pourra autoriser des exceptions au salaire minimum des *clicheurs* lorsqu'il lui sera démontré qu'il s'agit d'exécuter des travaux d'un caractère inférieur qui ont toujours été payés meilleur marché;

Après une période d'essai de trois semaines, le contrat de louage ne pourra être rompu par le patron ou par l'ouvrier qu'après avis donné huit jours à l'avance.

Un conflit qui durait depuis plus de dix mois (2 avril 1894) entre 113 bateliers sur le Tyne et 4 propriétaires de bateaux, a pris fin par un arbitrage, le 6 février. D'après un usage local, le prix de transport des marchandises par bateaux était partagé entre les propriétaires et les bateliers dans la proportion suivante : un quart aux propriétaires qui restaient chargés de l'entretien des bateaux, et trois quarts aux bateliers qui avaient à payer les frais de halage, quand il y avait lieu. Les ouvriers demandaient à être déchargés d'un quart des frais de halage.

Les arbitres ont reconnu que, si les propriétaires avaient eu à payer, pendant les trois dernières années, la part de frais demandée par les ouvriers, tout leur bénéfice aurait été absorbé par cette dépense. Ils ont donc décidé que la demande devait être repoussée.

INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE.

Caisse nationale d'épargne.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois de janvier 1895.

Nombre des versements.....	344.708	
représentant une somme de.....		42.042.244 ^f
Nombre des remboursements.....	100.318	
représentant une somme de.....		26.199.165
Rentes achetées à 387 déposants pour un capital de.....		540.416
Excédent des versements sur les remboursements.....		15.302.663
Nombre de comptes existant au 31 janvier 1895.....	2.334.592	
Nombre de comptes existant au 31 janvier 1894.....	2.121.598	
Augmentation.....		212.994

Caisses d'épargne ordinaires.

Résumé des opérations effectuées pour le compte des caisses d'épargne à la Caisse des dépôts et consignations pendant le mois de février 1895.

Dépôts de fonds.....	31.607.087 ^f
Retraits de fonds.....	15.757.973
Excédent des retraits.....	15.849.114
Capitaux employés en achats de rente pour le compte des déposants.....	2.181.440

Caisse nationale des retraites.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois de janvier 1895.

Nombre des versements reçus.....	18.743
représentant une somme de.....	4.329.656 ^f
Arrrages de rentes viagères payées aux déposants.....	634.823
Remboursements de capitaux réservés payés à leurs héritiers.....	1.424.103
Nouvelles rentes inscrites.....	61.709
au nom de.....	921 parties.
TOTAL des rentes en cours.....	33.277.797
réparties entre.....	197.831 titres.

PRIX AU DÉTAIL DE CERTAINES DENRÉES

AU COURS DU 4^e TRIMESTRE DE L'ANNÉE 1894,

d'après les renseignements fournis par un certain nombre de sociétés coopératives de consommation.

Le tableau ci-dessous fait connaître les prix moyens de quelques denrées; ces prix sont obtenus en divisant la somme totale payée par les consommateurs qui ont acquis chaque genre de denrées par le poids total vendu. Les chiffres ainsi obtenus représentent les prix unitaires des objets consommés par les adhérents aux sociétés coopératives sous les désignations portées au tableau; ils peuvent différer par conséquent des prix courants de qualités déterminées des mêmes marchandises.

Les résultats ci-dessous des ventes opérées au cours du 4^e trimestre 1894 résultent du dépouillement des rapports de 192 sociétés coopératives groupant 104.000 adhérents. Nous donnons les chiffres relatifs aux départements pour lesquels les ventes ont été les plus importantes et ceux qui se rapportent à l'ensemble du territoire.

DÉPARTEMENTS.	PAIN (au kilog.)	VIANDE FRAÎCHE. (au kilog.)	LARD (au kilog.)	BEURRE (au kilog.)	POMMES DE TERRE (au quintal)	VIN (au litre).	LAIT (au litre).
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Ardennes.....	0 27	2 00	1 50	2 80	8 80	0 45	"
Charente-Inférieure..	0 23	"	"	"	"	0 40	"
Doubs.....	0 26	"	1 60	2 50	5 10	0 30	"
Loire.....	0 275	1 70	1 40	2 40	"	0 30	"
Meurthe-et-Moselle..	0 275	1 95	1 50	2 65	5 80	0 50	"
Nord.....	0 28	1 95	2 25	3 40	"	0 80	"
Rhône.....	0 285	"	1 80	"	"	0 52	"
Seine.....	0 285	"	2 15	3 15	8 10	0 55	0 30
Prix moyen pour l'en- semble du territoire.)	0 275	1 90	1 85	3 05	7 30	0 50	0 30
Quantités sur les- quelles ces prix ont été établis.....	5.793.600	133.500	156.160	166.679	6.600	3.450.700	93.850

STATISTIQUE DES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES.

Nous donnons une statistique des sociétés coopératives de production et de crédit dont les principaux éléments sont extraits de l'*Almanach de la coopération française* (1).

Nous donnons aussi une statistique générale des coopératives de consommation, obtenue en contrôlant les unes par les autres les listes fournies par les Préfets à l'Office du travail et celles publiées par l'*Almanach*, et après enquête sur les points où elles n'étaient pas d'accord.

SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE PRODUCTION.

DÉSIGNATION.	FIN DE 1894.	FIN DE 1893.	DÉSIGNATION.	FIN DE 1894.	FIN DE 1893.
<i>Bûcherons.</i>	1	"	<i>Travail du fer et de l'acier.</i>		
<i>Boulangers.</i>	3	1	Fondeurs.....	1	"
<i>Papeterie et cartonnage.</i>			Limeurs.....	1	1
Papier de couleur et de fantaisie.....	1	"	Serruriers.....	1	2
Sacs en papier.....	1	1	<i>Travail des métaux divers.</i>		
Cartonnages en tous genres.....	1	"	Ferblantiers, éclairage.....	2	2
<i>Imprimerie.</i>			Instruments de musique.....	1	1
Typographies.....	1	2	Bijoutiers en doré.....	1	1
Lithographies.....	1	1	Horlogers.....	1	1
<i>Cuir et peaux.</i>			Lunetiers.....	1	1
Tanneurs-corroyeurs.....	1	"	Instruments d'optique.....	1	1
Cuir, peaux et chaussures.....	1	1	Toliers-fumistes.....	"	1
Fournitures d'équipement et chaussures militaires.....	1	"	<i>Taille des pierres précieuses diamantaires.</i>	2	2
Ouvriers et ouvrières en chaussures.....	1	"	Mineurs.....	3	3
Cordonniers.....	1	1	<i>Manutention du charbon.</i>	1	"
Galochiers.....	1	"	<i>Construction.</i>		
Selliers.....	1	1	Ouvriers en bâtiment.....	1	"
<i>Textiles.</i>			Taillieurs de pierres.....	1	2
Ouvriers de l'industrie cotonnière.....	2	2	Casseurs de pierres.....	2	1
Ouvriers de l'industrie drapière.....	1	1	Piqueurs de grès.....	2	2
Imprimeurs sur étoffe.....	2	2	Paveurs et cimenteurs.....	1	1
<i>Vêtement.</i>			Cimentiers.....	1	"
Tailleurs.....	3	1	Granitiers.....	1	1
Coutures et modes.....	1	"	Maçons.....	3	1
Chapeliers.....	2	1	Maçons et aides.....	1	"
<i>Gros ouvrages en bois.</i>			Maçons, aides et terrassiers.....	1	"
Charpentiers.....	3	3	Terrassiers.....	1	2
Ménisiers.....	6	7	Carrelleurs-marbriers.....	1	1
Mouliniers, découpeurs.....	1	"	Marbriers.....	1	"
Parqueteurs.....	2	1	Fumistes-briqueurs.....	1	1
Voitures.....	1	2	Peintres.....	6	5
Tonnelliers.....	4	"	Peintres et plâtriers.....	1	2
Sabotiers.....	1	1	Couvreurs, plombiers, zingueurs.....	2	1
Boucheurs.....	1	1	Puisatiers-mineurs.....	"	1
<i>Ébénisterie et divers.</i>			<i>Verrerie.</i>		
Ébénistes.....	1	1	Verriers.....	1	1
Ébénistes et tapissiers.....	1	"	Taillieurs de glaces.....	1	1
Tapissiers.....	1	1	<i>Divers.</i>		
Doreurs sur bois.....	1	1	Sculpteurs-mouleurs.....	1	1
Fauteurs de pianos.....	1	2	Colliers anglais.....	1	1
Malletiers.....	1	"	Graveurs.....	"	1
Formiers.....	1	1	Photographes.....	1	1
Brassiers.....	1	"	Graveurs.....	"	1
Balaistiers.....	1	"	Messagerie camionnage.....	"	1
Vanniers.....	1	1	TOTAL.....	110	80

(1) Publié par le Comité central de l'Union coopérative des sociétés françaises de consommation. (Paris, Imprimerie Nouvelle, 11, rue Cadet. Prix : 25 centimes).

ASSOCIATIONS ADHÉRENTES À LA CHAMBRE CONSULTATIVE EN 1894.

Paris, 49. — Départements, 26.

Fondées en 1848.... 1	Report..... 8	Report..... 26
— 1849.... 1	Fondées en 1881.... 5	Fondées en 1888.... 4
— 1865.... 1	— 1882.... 2	— 1890.... 3
— 1866.... 1	— 1883.... 1	— 1891.... 2
— 1868.... 1	— 1884.... 3	— 1892.... 8
— 1869.... 1	— 1885.... 1	— 1893.... 11
— 1876.... 1	— 1886.... 2	— 1894.... 21
— 1879.... 1	— 1887.... 4	
A reporter.... 8	A reporter... 26	TOTAL..... 75

SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES AGRICOLES DE PRODUCTION.

Aisne..... 1	Report..... 13	Report..... 29
Aude..... 2	Gironde..... 1	Pyrénées-Orientales.. 1
Bouches-du-Rhône... 1	Hérault..... 2	Rhône..... 2
Calvados..... 1	Ille-et-Vilaine..... 3	Saône (Haute-)..... 1
Charente-Inférieure.. 3	Jura..... 1	Seine-et-Oise..... 1
Côte-d'Or..... 2	Landes..... 1	Somme..... 1
Dordogne..... 1	Loiret..... 1	Vaucluse..... 2
Drôme..... 1	Lot-et-Garonne..... 3	Vosges..... 1
Finistère..... 1	Puy-de-Dôme..... 1	Yonne..... 1
Gard..... 2	Pyrénées (Hautes-)... 1	
A reporter... 13	A reporter... 29	TOTAL..... 39

Sociétés coopératives agricoles produisant exclusivement :

Du vin (dont 2 produisant aussi l'eau-de-vie).....	7
Du beurre et du fromage (beurre seul, 4; fromage seul, 2).....	8
Huiles d'olive.....	1
Câpres.....	2
Huitres.....	1
Houblons.....	1
Sociétés coopératives agricoles produisant plusieurs sortes de denrées.....	13
Sociétés coopératives agricoles à la fois de production et de consommation...	6
TOTAL.....	39

SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE CONSTRUCTION DE MAISONS À BON MARCHÉ.

On en compte 5 : 1 à Athis, 1 à Marseille, 1 à Reims, 1 à Saint-Denis et 1 dans le département du Doubs.

SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE CRÉDIT.

I. — *Banques populaires.*

Alpes-Maritimes.....	2	Report.....	15
Bouches-du-Rhône.....	2	Maine-et-Loire.....	1
Charente.....	1	Pyrénées (Basses).....	1
Cher.....	2	Pyrénées (Hautes).....	1
Garonne (Haute-).....	3	Saône-et-Loire.....	1
Gironde.....	2	Seine.....	3
Indre-et-Loire.....	1	Tarn.....	1
Loir-et-Cher.....	1	Var.....	1
Loire.....	1		
		TOTAL.....	24
A reporter.....	15		

II. — *Caisses agricoles.*

Ain.....	2	Report.....	24	Report.....	56
Alpes (Basses-).....	5	Gers.....	4	Puy-de-Dôme.....	1
Alpes-Maritimes.....	3	Ille-et-Vilaine.....	6	Pyrénées (Basses).....	5
Ardèche.....	1	Indre-et-Loire.....	1	Pyrénées (Hautes).....	44
Ariège.....	1	Isère.....	8	Rhône.....	2
Aude.....	2	Jura.....	2	Saône (Haute-).....	6
Bouches-du-Rhône.....	1	Landes.....	4	Saône-et-Loire.....	4
Charente.....	1	Maine-et-Loire.....	2	Savoie.....	1
Côte-d'Or.....	2	Marne (Haute-).....	1	Savoie (Haute-).....	2
Doubs.....	3	Morbihan.....	2	Seine-et-Marne.....	1
Drôme.....	2	Nièvre.....	3	Vosges.....	1
Eure.....	1	Pas-de-Calais.....	1		
				TOTAL.....	125
A reporter.....	24	A reporter.....	56		

SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION.

Il y a en France environ 1.000 sociétés coopératives de consommation ayant chacune en moyenne un peu moins de 300 adhérents.

Les chiffres du tableau ci-après ne doivent pas être comparés à ceux donnés dans le numéro de février 1894 du Bulletin de l'Office du travail et qui étaient extraits de l'almanach des coopératives. Ils résultent de la liste définitive dressée après comparaison des listes envoyées par les préfetures et des listes de l'almanach, et après enquête sur les points non concordants. C'est un tableau rectifié, d'où ont été éliminées des sociétés disparues ou portées à tort comme coopératives.

On ne saurait donc dire, en comparant ce chiffre de 980 au chiffre provisoire 1.091 fourni pour 1893, qu'il y ait eu diminution. Il semble au contraire, d'après divers renseignements provisoires, que le nombre des coopératives de consommation n'ait pas sensiblement varié dans le dernier exercice.

Voici quelle est la répartition de 431 sociétés coopératives de boulangerie, d'après le nombre de leurs adhérents :

De 0 à 50 adhérents	15 sociétés.
De 51 à 100 —	82 —
De 101 à 500 —	307 —
De 501 à 1.000 —	22 —
Plus de 1.000 —	5 —

LISTE PAR DÉPARTEMENT

Des Sociétés coopératives de consommation en France.

DÉPARTEMENTS.	BOULANGERIES.		AUTRES.		DÉPARTEMENTS.	BOULANGERIES.		AUTRES.	
	Nombre		Nombre			Nombre		Nombre	
	de sociétés.	d'adhérents.	de sociétés.	d'adhérents.		de sociétés.	d'adhérents.	de sociétés.	d'adhérents.
Ain.....	2	192	6	1.289	Report.....	236	44.650	234	83.106
Aisne.....	18	2.112	6	1.978	Maine-et-Loire.....	1	750	2	703
Allier.....	2	279	5	4.332	Manche.....	"	"	3	573
Alpes (Basses-).....	"	"	"	"	Marne.....	1	495	4	4.462
Alpes (Hautes-).....	"	"	"	"	Marne (Haute-).....	"	"	3	1.169
Alpes-Maritimes.....	"	"	1	"	Mayenne.....	1	443	"	"
Ardèche.....	1	109	2	281	Meurthe-et Moselle.....	"	"	7	4.506
Ardennes.....	3	503	36	5.629	Meuse.....	"	"	1	380
Ariège.....	1	37	3	"	Morbihan.....	10	3.111	2	598
Aube.....	"	"	13	4.757	Nièvre.....	"	"	4	2.089
Aude.....	3	203	3	"	Nord.....	18	9.812	29	11.454
Aveyron.....	1	579	1	84	Oise.....	2	506	1	165
Bouches-du-Rhône....	10	1.586	10	2.789	Orne.....	"	"	1	102
Calvados.....	3	"	7	"	Pas-de-Calais.....	2	321	6	3.115
Cantal.....	1	"	2	120	Puy-de-Dôme.....	1	"	5	4.626
Charente.....	7	3.014	3	1.050	Pyrénées (Basses-)...	"	"	1	"
Charente-Inférieure...	129	19.520	4	12.556	Pyrénées (Hautes-)...	1	80	"	"
Cher.....	1	368	5	2.068	Pyrénées-Orientales...	"	"	1	166
Corrèze.....	1	292	1	"	Territoire de Belfort..	"	"	8	1.745
Corse.....	"	"	"	"	Rhône.....	28	8.143	48	11.822
Côte-d'Or.....	"	"	6	1.212	Saône.....	"	"	2	114
Côtes-du-Nord.....	"	"	3	879	Saône (Haute-).....	"	"	1	"
Creuse.....	"	"	"	"	Saône-et-Loire.....	61	8.601	8	1.458
Dordogne.....	2	1.223	"	"	Sarthe.....	3	773	1	434
Doubs.....	2	701	15	3.628	Savoie.....	"	"	2	624
Drôme.....	1	"	3	1.132	Savoie (Haute-).....	"	"	1	96
Eure.....	"	"	1	"	Seine.....	"	"	19	41.111
Eure-et-Loir.....	"	"	4	720	Seine-Inférieure.....	"	"	79	"
Finistère.....	1	459	2	910	Seine-et-Marne.....	8	1.511	2	385
Gard.....	2	920	5	1.746	Seine-et-Oise.....	5	1.307	14	3.039
Garonne (Haute-)....	"	"	2	1.181	Sèvres (Deux-).....	13	2.972	2	"
Gers.....	"	"	"	"	Somme.....	6	1.050	4	4.906
Gironde.....	5	1.109	4	3.354	Tarn.....	3	654	4	513
Hérault.....	2	321	1	"	Tarn-et-Garonne.....	"	"	"	"
Ile-et-Vilaine.....	"	"	1	11	Var.....	"	"	5	217
Indre.....	"	"	"	"	Vaucluse.....	1	230	1	"
Indre-et-Loire.....	21	5.916	4	957	Vendée.....	11	1.845	1	160
Isère.....	"	"	22	10.319	Vienne.....	1	160	2	195
Jura.....	"	"	3	"	Vienne (Haute-).....	1	"	1	"
Jura.....	"	"	5	881	Vosges.....	6	911	4	5.041
Landes.....	1	166	"	"	Yonne.....	"	"	13	1.979
Loir-et-Cher.....	3	716	"	"	TOTAUX.....	431	49.609	591	198.848
Loire.....	9	2.493	22	10.733	Nombre d'adhérents inconnu.....	8	"	128	"
Loire (Haute-).....	"	"	5	"	TOTAL des sociétés.	439	"	719	"
Loire-Inférieure.....	3	1.518	2	225					
Loiret.....	1	51	5	769					
Lot.....	"	"	2	462					
Lot.....	"	"	1	181					
Lot-et-Garonne.....	"	"	3	6.605					
Lozère.....	"	"	"	"					
A reporter.....	236	44.650	234	83.106					

LISTE DES SUBVENTIONS ACCORDÉES EN 1894

AUX SOCIÉTÉS OUVRIÈRES DE PRODUCTION ET DE CRÉDIT.

[Direction de la prévoyance et de l'assurance sociales.]

Le crédit de 140,000 francs voté pour la première fois en 1893 en vue de subventionner les associations ouvrières de production et de crédit, a été maintenu au budget de 1894 avec la même affectation. En cette dernière année, il a été employé à fournir aux associations ci-dessous désignées les allocations suivantes :

NOMS DES SOCIÉTÉS.	SOMMES ACCORDÉES.
Société nationale pour la propagation en France du crédit populaire.....	5.000 ¹
Les ouvriers fondeurs réunis de Montceau-les-Mines.....	3.000
Association des ouvriers terrassiers de Lyon.....	1.000
Association coopérative des ouvriers charpentiers de Lyon.....	1.000
Crédit coopératif à Paris.....	1.000
Chambre consultative des associations ouvrières de production.....	8.000
Union coopérative des sociétés françaises de consommation.....	1.000
<i>Le Bouvet</i> (ouvriers parqueteurs).....	500
Imprimerie nouvelle lyonnaise.....	2.000
Syndicat des tailleurs de pierre à Aix.....	500
Chapellerie aixoise.....	2.000
Chambre syndicale des ouvriers maçons à Aix.....	1.000
Association dauphinoise des ouvriers maçons.....	1.000
Banque de crédit populaire à Bordeaux.....	3.000
<i>L'Épargne</i> , société anonyme des ouvriers paveurs de Bordeaux.....	1.000
<i>La Conciliation</i> , société coopérative des ouvriers sabotiers de Limoges.....	1.500
Association ouvrière des tailleurs corroyeurs à Lyon.....	1.000
Société coopérative des tailleurs de pierre à Marseille.....	1.000
Société coopérative d'ouvriers couvreurs-plombiers à Paris.....	1.000
Association ouvrière des maçons de Paris.....	3.000
Société coopérative des ouvriers et ouvrières en chaussures, à Paris.....	1.000
Société coopérative de production des ouvriers en sacs de papier, à Paris.....	1.500
<i>L'Espérance</i> , société coopérative de peintres en bâtiment, à Paris.....	500
Association corporative des ouvriers en voiture, à Paris.....	2.000
Union des sculpteurs mouleurs, à Paris.....	1.000
Association d'ouvriers menuisiers, à Paris.....	1.500
La menuiserie moderne, à Paris.....	2.000
Société coopérative <i>L'Espérance du bâtiment</i> , à Paris.....	1.500
Société stéphanoise <i>La Mine aux mineurs</i> de Monthieux.....	5.000
Société corporative des ouvriers plâtriers-peintres, à Saint-Étienne.....	1.500
<i>La Gerbe stéphanoise</i> , ouvriers boulangers, à Saint-Étienne.....	2.000
<i>La Verrerie stéphanoise</i> , ouvriers verriers, à Saint-Étienne.....	2.000
Association corporative des ouvriers menuisiers de Poitiers.....	1.000
Imprimerie nouvelle, à Paris.....	3.000
Association coopérative des ouvrières couturières, modistes, à Paris.....	1.000
Association d'ouvriers tailleurs, à Grenoble.....	1.000
<i>L'Union</i> , ouvriers menuisiers de Troyes.....	1.000
Société pour l'exploitation des mines au Mézenc.....	1.000
Association des ouvriers tailleurs, à Lyon.....	1.000
Société des ouvriers cimentiers de Lyon et de la banlieue.....	1.500
Société lyonnaise des imprimeurs sur étoffes.....	2.000
Société des commis omnibus au Havre.....	1.500
<i>L'Union photographique française</i> , à Paris.....	1.000
Association générale de l'ébénisterie parisienne.....	2.500
<i>L'Éclairage moderne</i> , à Paris.....	1.500
Association des ouvriers doreurs, à Paris.....	1.500

<i>Le Bois</i> , association d'ouvriers menuisiers, à Paris.....	1.500 ⁱ
Association coopérative des ouvriers horlogers, à Paris.....	1.000
Association <i>Le Pavage</i> , à Paris.....	1.000
Union coopérative des sociétés françaises de consommation.....	1.000
<i>L'Avenir</i> , association d'ouvriers selliers, à Paris.....	1.500
<i>La Solidarité</i> , entreprise de peinture, à Paris.....	1.000
Association générale du cartonage, à Paris.....	1.000
Société coopérative des ouvriers charbonniers du port du Havre.....	1.500
Syndicat professionnel des ouvriers maçons, aides-maçons et terrassiers de Grenoble.....	1.000
Société Blanc, Bienvenu, Martin et C ^{ie} , à Lyon.....	1.000
<i>La Gerbe Parisienne</i> , à Paris.....	1.000
<i>L'Ameublement</i> , à Morlaix.....	500
Société coopérative des ouvriers plombiers et couvreurs de la Seine.....	2.000
Union des tonneliers de Morlaix.....	3.000
<i>La Solidarité</i> , société coopérative des ouvriers cordonniers de Limoges.....	2.000
Association des imprimeurs sur étoffes réunis de Lyon.....	2.500
Société coopérative des ouvriers galochiers de Paris.....	1.500
Association des ouvriers forestiers de la forêt de Montmorency.....	2.500
Centre fédératif du crédit mutuel à Marseille.....	3.000
Banque coopérative des associations ouvrières de production, à Lyon.....	5.000
Société des ouvriers diamantaires de Saint-Claude.....	2.000
Banque populaire du V ^e arrondissement, à Paris.....	1.000
Imprimerie coopérative mentonnaise.....	1.000
La ligue nationale de la prévoyance et de la mutualité.....	5.000
<i>La Caisse agricole</i> de la Turbie (Alpes-Maritimes).....	500
<i>La Caisse agricole</i> de Cagnes (Alpes-Maritimes).....	1.000

ÉTAT APPROXIMATIF DU NOMBRE DE MÉTIERS À BRODER

EXISTANT EN FRANCE (1).

DÉPARTEMENTS.	AVANT 1892.		EN 1894.	
	MÉTIERS à bras.	MÉTIERS fil continu.	MÉTIERS à bras.	MÉTIERS fil continu.
Seine et Seine-et-Oise.....	278	44	221	33
Aisne.....	771	28	1.007	40
Drôme.....	6	"	12	"
Loire.....	15	"	16	"
Lot-et-Garonne.....	1	"	1	"
Maine-et-Loire.....	47	"	47	9
Meurthe-et-Moselle.....	66	"	72	"
Nord.....	133	"	202	"
Pas-de-Calais.....	17	"	20	"
Rhône.....	115	5	160	12
Tarn.....	43	"	52	"
TOTAUX.....	1.492	77	1.810	94

(2) D'après des enquêtes entreprises parallèlement par les préfetures et par la chambre syndicale des fabricants de broderies mécaniques.

TRAVAIL DANS LES PRISONS EN 1892 (1).

Voici, pour les maisons centrales, la statistique des professions exercées, avec l'indication du gain moyen par journée de travail, y compris les gratifications :

INDUSTRIES.	NOMBRE MOYEN de travailleurs pendant l'année.	MOYENNE par JOURNÉE de travail. fr. c.	INDUSTRIES.	NOMBRE MOYEN de travailleurs pendant l'année.	MOYENNE par JOURNÉE de travail. fr. c.
HOMMES.					
Service { agricole.....	22	0 67	Saboterie.....	33	1 34
intérieur. { économique.....	1.172	0 95	Saboterie (régie).....	7	1 19
Abat-jour.....	38	1 19	Sacs. { en papier.....	4	0 52
Bees de pétrole.....	36	2 00	{ en toile.....	4	0 92
Bijouterie.....	22	1 69	Sandales.....	193	0 78
Boissellerie.....	22	1 49	Sculptures.....	22	2 08
{ de nacre.....	85	0 80	Soies pour brosses.....	162	0 80
{ de corne.....	274	0 82	Stores.....	23	1 35
Boutonnerie.....	340	1 24	Serrurerie, quincaillerie.....	80	1 96
Broches.....	13	0 56	Sparterie, paille, coco.....	41	0 61
Cadres.....	56	1 05	Taillieurs.....	60	0 97
Cartouchières.....	6	0 65	Taillieurs (régie).....	190	1 64
Cannes et parapluies.....	92	1 36	{ de fil, laine		
Cassage de noix.....	44	0 28	{ ou coton.....	99	1 30
Chaises (Fabrication et rem-			{ régie.....	178	1 11
paillage de).....	221	1 71	{ de soie.....	76	1 20
Chaussons (Tressage et cla-			{ de toiles mé-		
quage de).....	920	0 57	{ talliques.....	193	1 87
Cordonnerie clouée ou cousue	805	1 19	Tapiserie et tresse.....	76	0 35
Gorsets.....	401	0 93	Vannerie.....	233	1 07
Ebénisterie.....	170	0 98	Verrerie.....	14	1 35
Emboutissage.....	78	1 69	Travaux divers intérieurs.....	3	1 14
Emouchettes et caparaçons.....	16	0 29	Travaux aux bâtiments.....	22	1 16
Éclarpillage, éfilochage.....	62	0 26	Divers.....	42	1 38
Enveloppes de paille.....	55	0 54			
Essieux, ressorts pour voi-			TOTAUX.....	7.889	1 11
tures.....	77	1 25			
Espadrilles.....	50	0 95	TOTAUX. { pour 1891..	7.933	1 17
Filage du rotin.....	62	0 78	{ pour 1890..	8.188	1 16
Fleurs.....	78	0 50			
Galoches.....	52	0 64	FEMMES.		
Ganterie.....	11	1 05	Service intérieur économique.....	178	0 76
Gainerie.....	17	1 48	Aciers.....	2	0 43
Instruments de pesage.....	39	1 43	Bonneterie.....	90	0 48
Liens pour l'agriculture.....	22	0 58	Cartons.....	11	0 20
Lits en fer.....	293	1 62	Cheveux.....	41	0 83
Machines agricoles.....	13	1 12	Corsets.....	412	"
Meubles en fer.....	46	4 50	Couture fine.....	100	0 90
Mesures linéaires.....	63	1 09	Faux-cols.....	261	1 10
Menuiserie.....	7	1 38	Lavage et repassage.....	104	0 90
Peignes.....	27	1 00	Tapiserie et tresses.....	4	0 19
Peinture.....	41	1 30			
Pipes.....	42	1 64	TOTAUX.....	1.203	0 89
Pailleurs et paillassons.....	87	0 80	TOTAUX. { pour 1891..	1.198	0 93
Reliure et impressions.....	98	2 09	{ pour 1890..	1.256	1 00

Les pénitenciers agricoles de la Corse ont en outre occupé : en 1892, 831 hommes qui ont gagné en moyenne 54 centimes par jour; en 1891, 780 hommes à raison de 55 centimes par jour; en 1890, 800 hommes à raison de 49 centimes.

(1) Statistique pénitentiaire. Ministère de l'intérieur. Le tableau ci-dessus n'est pas relatif à l'Algérie.

TABEAU DES CONDITIONS PRINCIPALES DE L'INDUSTRIE HOULIÈRE EN FRANCE
DEPUIS 1850 JUSQU'EN 1893. (STATISTIQUE DE L'INDUSTRIE MINÉRALE.)

ANNÉES.	CONSOMMATION DE LA FRANCE.		PRODUCTION.		NOMBRE			BÉNÉFICES DES MINES EN GAIN.		NOMBRE DE MINES EN Perte.		DÉFICIT DES MINES EN Perte.		BÉNÉFICE RESTANT.		VALEUR MOYENNE DE LA TONNE sur le carreau de la mine.		SALAIRE TOTAL DISTRIBUÉ PAR TONNE EXTRAITE.		BÉNÉFICE PAR TONNE EXTRAITE.		PRODUCTION ANNUELLE PAR OUVRIER.		SALAIRE MOYEN ANNUEL D'UN OUVRIER.		BÉNÉFICE ANNUEL PAR OUVRIER EMPLOYÉ.	
	millions de tonnes.	millions de tonnes.	millions de tonnes.	milliers d'ouvriers MOYEN	DE CONCESSIONS existant au total.	DE CONCESSIONS exploitées dans la période.	millions.	millions.	millions.	millions.	millions.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	tonnes.	francs.	francs.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	tonnes.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
1850.....	7,2	4,4	33	273																							
1851-60.....	11,5	6,9	50	(2) 447	292		17,5	(1)	(1)	"	"	9 75	4 85	(1)	136	675	(1)	133	550								
1861-70.....	18,6	11,8	78	(3) 595	324		20,2	(1)	(1)	"	"	11 65	5 25	(1)	152	790	(1)	136	675								
1871-80.....	24,2	16,8	103	(4) 617	334		38,1	(1)	(1)	"	"	14 40	6 15	(1)	163	1.005	(1)	136	790								
1881-90.....	31,8	21,5	108	636	301		41,4	4,9	36,5	122	4,9	11 50	5 45	1 70	199	1.000	(1)	199	1.000								
1891.....	36,6	26,0	132	635	296		65,0	5,0	60,0	120	5,0	13 25	6 10	2 30	197	1.203		197	1.203								
1892.....	36,5	26,2	133	636	298		46,6	7,3	39,3	136	7,3	12 40	6 20	1 50	197	1.221		197	1.221								
1893.....	36,4	25,7	133	636	298		34,0	8,9	25,0	150	8,9	11 50	5 95	1 00	193	(2) 1.146		193	(2) 1.146								

(1) Le déficit admis par les comités d'évaluation n'est indiqué qu'à partir de 1879; l'on peut toutefois comparer aux époques antérieures, à titre de renseignement, l'ensemble des bénéfices taxés, sans déduction des pertes, à l'extraction totale annuelle. On a des quotients dont la variation est intéressante : de 1851 à 1860, 2 fr. 55; de 1861 à 1870, 1 fr. 70; de 1871 à 1880, 2 fr. 25; de 1880 à 1890, 1 fr. 95; en 1893, 1 fr. 30.

On peut de même, pour les mêmes périodes, tirer une indication d'allure générale en prenant les quotients des bénéfices taxés par le nombre des ouvriers employés, bien que ce quotient n'ait en lui-même aucun sens : de 1851 à 1860, 350 francs; de 1861 à 1870, 239 francs; de 1871 à 1880, 370 francs; de 1881 à 1890, 383 francs; en 1893, 357 francs.

(2) En 1854.
(3) En 1866.
(4) Perte de 16 concessions en Alsace-Lorraine en 1871.

LA SÉCURITÉ DANS LES MINES.

Mines de charbon. — On constate, au cours du siècle, une décroissance des risques de mort fort remarquable. La proportion des tués par 1.000 ouvriers employés a été la suivante pendant les périodes décennales successives depuis 1833 (1) :

1833-1842.....	4,1	tués par 1.000 ouvriers.
1853-1862.....	3,4	—
1863-1872.....	2,9	—
1873-1882.....	2,0	—
1883-1892.....	1,8	—
1893.....	0,9	—

La proportion des tués en 1893 est quatre fois plus faible que pendant la période 1833-1842; et, si l'on considère l'année 1893 comme exceptionnellement favorable, on peut dire cependant que, il y a 60 ans, le danger de mort était au moins deux fois et demi plus grand dans les mines que de nos jours.

L'amélioration est encore plus remarquable si l'on chiffre pour les mêmes périodes le nombre de tués par tonnes de charbon extrait. En 1893, il y a eu moins de 5 tués par *million* de tonnes d'extraction, tandis que ce million de tonnes coûtait vers 1835 plus de 30 vies d'hommes.

Mines diverses. — La mortalité par accident dans les mines diverses autres que celles de combustibles a été, en 1893, 1,3 tués par 1.000 ouvriers employés. Elle a varié de 1,9 à 1,0 au cours de la période décennale 1883-1892; de 2,4 à 1,0 au cours de la période 1873-1882; de 2,1 à 1,2 au cours de la période 1863-1872; enfin, de 3,3 à 1,0 pendant les années 1853-1862 (1).

Elle décroît donc aussi dans une certaine mesure.

D'après l'expérience de l'Allemagne, de 1888 à 1892, voici, avec l'industrie des mines, les genres d'industries qui sont le plus dangereux :

(De 1888 à 1892)

La <i>meunerie</i>	0,9	tués par 1000 ouvriers et par an.
Les <i>chemins de fer</i> (pour l'ensemble du personnel).....	1,3	—
La <i>brasserie</i>	1,3	—
Le <i>transports de fardeaux</i> et le <i>magasinage</i>	1,5	—
La <i>conduite des voitures</i>	2,0	—
La <i>navigation fluviale</i>	2,1	—
La <i>navigation maritime</i>	2,2	—

Ce dernier groupe comprend avec les marins proprement dits, les ouvriers des ports, mais les pêcheurs n'en font point partie.

En Angleterre, une statistique de neuf années (1883-1892) donne 4,8 cas de mort pour 1.000 *marins* dans la marine à vapeur, et 7,7 p. 0/0 dans l'ensemble de la marine, bâtiments de pêche compris.

(1) D'après la *Statistique de l'Industrie minière*, (Ministère des Travaux publics).

PRODUCTION, CONSOMMATION

ET PRIX MOYEN

DES COMBUSTIBLES MINÉRAUX EN FRANCE

NOMBRE MOYEN D'OUVRIERS OCCUPÉS CHAQUE ANNÉE

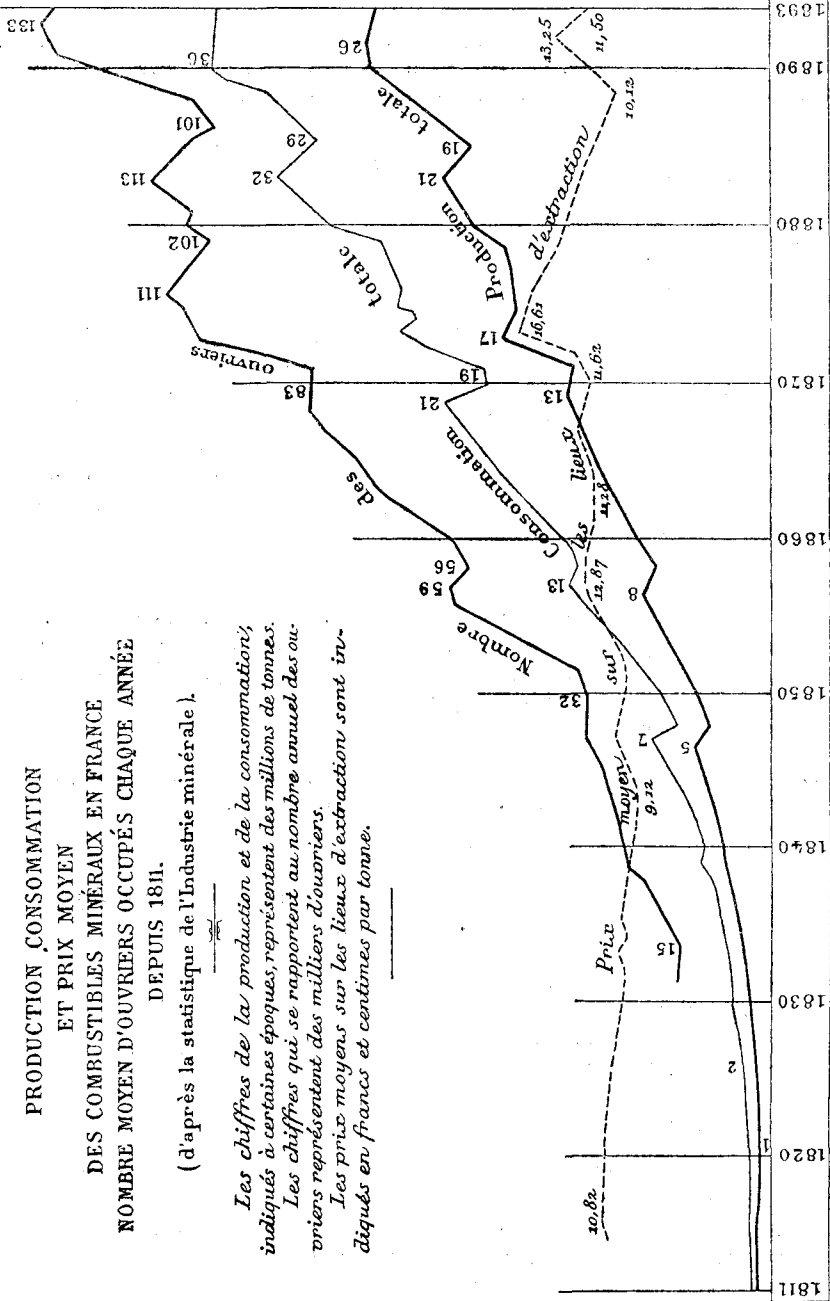
DEPUIS 1811.

(d'après la statistique de l'Industrie minière).

Les chiffres de la production et de la consommation, indiqués à certaines époques, représentent des millions de tonnes.

Les chiffres qui se rapportent au nombre annuel des ouvriers représentent des milliers d'ouvriers.

Les prix moyens sur les lieux d'extraction sont indiqués en francs et centimes par tonne.



LISTE DES CONSEILS DE PRUD'HOMMES A LA DATE DU 1^{er} MARS 1895.

SIÈGES.	POPULATION des villes.	SIÈGES.	POPULATION des villes.	SIÈGES.	POPULATION des villes.
Abbeville	19.851	Constantine	46.581	Paris (tissus)	2,447.957
Aix	28.357	Consolre	3.150	Paris (métaux)	
Alais	25.356	Darnetal	6.460	Paris (produits chim.)	
Albi	29.904	Dijon	65.428	Paris (bâtiment)	
Alençon	18.319	Douai	29.909	Pavilly	2.057
Alger	82.585	Dunkerque	39.498	Périgueux	31.439
Amiens	83.651	Elbeuf	21.401	Philippeville	21.962
Amplepuis	7.113	Epinal	23.223	Poitiers	37.497
Anduze	3.906	Evreux	16.932	Pont-Audemer	6.084
Angers	72.669	Falaise	8.313	Privas (1)	7.312
Angoulême	36.690	Fécamp	13.577	Puy (Le)	29.308
Annonay (1)	17.626	Ferté-Macé (La)	8.121	Reims	104.186
Armentières	28.638	Fiers	13.860	Rennes	69.232
Aubusson	6.672	Fougères	18.221	Rochefort	33.334
Avignon	13.453	Fourmies	15.895	Rethel	7.136
Bapaume	3.001	Frivilly-Escarbotin	2.448	Roanne	31.380
Bar-le-Duc	18.761	Grenoble	60.439	Rochelle (La)	26.808
Beauvais	19.382	Guise	8.153	Romans	16.545
Bédarieux	6.578	Halluin	14.841	Romilly-sur-Seine	7.244
Belfort	25.455	Havre (Le)	116.369	Romorantin (1)	7.812
Bernay	8.016	Hazebrouck	11.672	Roubaix	114.917
Besançon	56.055	Laval	30.374	Rouen	112.352
Béziers	45.475	Lille	201.211	Saint-Chamond	14.963
Blois	23.457	Limoges	72.697	Saint-Claude	9.782
Bohain	6.980	Limoux (1)	6.371	Saint-Didier-la-Scève	5.346
Bulbec	12.028	Lisieux	16.260	Saint-Dié	18.136
Bône	30.806	Lodève	9.060	St-Etienne (tissus)	13.443
Bordeaux	252.415	Lorient	12.116	St-Etienne (ind. div.)	
Boulogne-sur-Mer	45.205	Louviers	9.979	Saint-Julien	9.376
Bourges	45.342	Lunéville	21.543	Saint-Nazaire	30.935
Brest	75.851	Lyon (soieries)	138.077	Saint-Omer	21.661
Brionne	3.577	Lyon (bâtiment)		Saint-Quentin	97.551
Caen	15.201	Mamers (1)	6.016	Sedan	20.292
Calais	56.867	Mans (Le)	57.412	Tarare	12.387
Cambrai	21.122	Marseille	103.749	Thiers	16.814
Caen (1)	19.983	Mauberge	18.863	Thizy	4.878
Carcassonne (1)	28.235	Mayenne	10.428	Tinchebray	4.533
Castres	27.569	Mazamet	14.361	Toulon	69.414
Cateau (Le)	507	Millau	17.429	Toulouse	149.791
Cette	36.541	Montauban-Vercieu	2.023	Tourcoing	65.477
Châlons-sur-Marne	125.863	Montbéliard	9.561	Tour-du-Pin (La)	3.520
Charleville	17.390	Montluçon	27.878	Tours	60.335
Charlieu	5.247	Montpellier	69.258	Troyes	50.330
Châteauroux	23.024	Nancy	87.110	Valenciennes	28.760
Châtellerault	22.522	Narbonne	29.566	Versailles	40.387
Chazelles-sur-Lyon	5.461	Nantes	122.750	Vierzon	10.559
Cholet	16.891	Nice	88.273	Vienne	24.817
Clermont-Ferrand	50.119	Nîmes	71.623	Villebois	826
Clermont-l'Hérault	5.079	Niort	23.225	Villefranche (1)	12.928
Cognac	17.392	Oran	74.510	Vire	6.635
Conde-sur-Noireau	6.764	Orléans	63.705	Voiron	11.604

(1) Ne fonctionne pas.

CONSEILS DE PRUD'HOMMES.

Le *Journal officiel* du 14 février public le compte général de l'administration de la justice civile et commerciale en France et en Algérie pendant l'année 1891.

Nous reproduisons la partie relative aux conseils de prud'hommes :

A la différence des tribunaux de paix, les conseils de prud'hommes voient augmenter sensiblement les affaires dont ils ont à connaître, soit en bureau particu-

lier, comme conciliateurs, soit en bureau général, comme juges. En bureau particulier, ils ont été saisis, en 1876-1880, de 36.138 contestations; en 1881-1885, de 42.044; en 1890, de 45.196; enfin, en 1891, de 50.016. En bureau général, ils ont eu à juger, en 1876-1880, 7.955 affaires; en 1890, 14.240; en 1891, 16.620. 35.494, c'est-à-dire 70 p. o/o des affaires, ont trait aux contestations pour les salaires; 4.796 sont relatives aux congés; 1.005 à l'apprentissage; 687 aux prix de façon; 637 aux pertes de temps; 585 aux expertises d'ouvrage; 407 aux travaux à forfait ou à la tâche; 399 aux indemnités de chômage, etc.

9.979 affaires ont été retirées par les parties avant que le bureau ait statué; 157 restaient à concilier au 31 décembre. Le chiffre des affaires dont le bureau a eu réellement à s'occuper ne s'est donc élevé qu'à 39.880, sur lesquelles 19.966 ont été conciliées, c'est-à-dire la moitié. Il est regrettable que cette proportion accuse une tendance à décliner; après avoir été égale à 64 p. o/o, c'est-à-dire près des deux tiers, en 1882, elle est descendue en 1883 à 56 p. o/o et n'a cessé de décroître. En 1890, elle était de 53 p. o/o.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Le Bundesrath, dans sa séance du 25 janvier, a approuvé les prescriptions relatives aux exceptions de *repos du dimanche* pour certaines industries et la mise en vigueur complète et définitive des prescriptions de la loi du 1^{er} juin 1891 (*Gewerbe-ordnungs-nouvelle*) sur le repos du dimanche.

AUTRICHE.

Statistique des grèves en 1893.

On a compté, en 1893, 172 grèves, ayant atteint 1.207 établissements (usines, chantiers, exploitations diverses). Ces 1.207 établissements occupaient 45.539 ouvriers; le nombre des grévistes a été de 28.120 et le nombre de journées de travail perdues de 518.511.

On peut comparer à ces chiffres ceux des deux années précédentes :

DÉSIGNATION.	ANNÉES		
	1891.	1892.	1893.
Nombre de grèves.....	104	101	172
— d'établissements atteints.....	1.916	1.519	1.207
— d'ouvriers occupés dans ces établissements.....	40.486	24.621	45.539
— de grévistes.....	14.025	14.123	28.120
— de journées de travail perdues.....	247.086	150.992	518.511

Le nombre des grèves et des grévistes s'est accru; celui des établissements atteints

a diminué, mais leur importance en personnel ouvrier a augmenté. — La durée moyenne d'une grève a été, en 1893, de 18 jours. Il y a eu 100 grèves qui ont duré moins d'une semaine, 55 qui ont duré plus d'une semaine et moins d'un mois, et 17 qui ont duré plus d'un mois.

Le tableau ci-dessous fait connaître la répartition des grèves d'après les motifs qui les ont déterminés (avec rappel des chiffres des deux années précédentes) :

MOTIFS DES GRÈVES.	NOMBRE DE GRÈVES		
	EN 1891.	EN 1892.	EN 1893.
Demande d'augmentation de salaire.....	26	19	38
Opposition à un abaissement de salaire.....	16	19	20
Demande d'augmentation de salaire et, en même temps, de diminution de la durée du travail.....	28	32	63
Demande de diminution de la durée du travail.....	7	9	5
Autres motifs.....	27	22	46
TOTAL des grèves.....	104	101	172

Quant aux modes de terminaison, les grèves se sont réparties de la manière suivante :

DÉSIGNATION.	ANNÉES		
	1891.	1892.	1893.
Grèves ayant réussi.....	19	26	33
Grèves ayant échoué.....	29	46	84
Grèves ayant partiellement réussi (transaction).....	54	29	55
TOTAL des grèves.....	104	101	172

En 1893, 19 p. o/o des grèves ont réussi, 49 p. o/o ont échoué et 32 p. o/o ont été terminées par transactions.

Les 172 grèves de 1893, d'après le mois dans lequel elles se sont produites, se partagent ainsi :

Janvier.....	1	Août.....	29
Février.....	7	Septembre.....	14
Mars.....	9	Octobre.....	13
Avril.....	13	Novembre.....	10
Mai.....	36	Décembre.....	8
Juin.....	17	TOTAL.....	172
Juillet.....	15		

C'est dans le second, puis dans le troisième trimestre que les grèves ont été le plus fréquentes.

GRANDE-BRETAGNE.

Syndicats de production. — La combinaison (syndicat pour le maintien des prix) des houilles à gaz du Durham est peu prospère, le nombre des propriétaires de mines dissidents est trop considérable. Malgré tout, les membres de ce syndicat ont voté, il y a quelques jours, une résolution constatant les services rendus par la combinaison et engageant les adhérents à renouveler leur contrat pour une année encore. On ne sait si cet appel sera écouté par un nombre suffisant de propriétaires.

Échelle mobile. — L'entente ne se fait pas, dans le pays de Galles, au sujet de la revision de l'échelle mobile des salaires et l'on craint une grève. Les mineurs demandent :

- 1° Une variation de salaire de 10 p. 0/0 par shilling de variation dans le prix de vente, au lieu de 8 $\frac{3}{4}$ comme aujourd'hui;
 - 2° Un salaire minimum;
 - 3° Nomination d'un arbitre chargé de décider lorsque le comité mixte n'aura pu faire l'entente.
-

ITALIE.

Opérations de la Caisse nationale d'assurances contre les accidents du travail en 1893. — Le nombre des ouvriers assurés, pendant l'année 1893, s'est élevé à 130.985, en augmentation de 7.515 sur le chiffre de 1892.

Les sommes assurées en cas de mort se montaient à la fin de l'exercice, à 149.020.000 francs, et les sommes assurées pour le cas d'invalidité permanente atteignaient le même chiffre. Les sommes assurées pour le cas d'invalidité temporaire ont été évaluées à 131.000 francs environ.

A la fin de l'exercice, il y avait en cours 2.890 polices collectives, pour 119.447 ouvriers, et la prime totale annuelle afférente à ces polices était de 468.325 francs, ce qui représente, par ouvrier assuré, une prime moyenne de 3 fr. 90.

Les indemnités payées par la caisse, en 1893, s'élèvent à 526.617 francs, dont 386.696 francs afférents à l'exercice 1893 et 139.921 francs aux exercices précédents.

Le rapport des dépenses totales de l'année (indemnités et frais généraux) aux primes perçues ou à percevoir pour l'exercice a été de 95,50 p. 0/0. Dans les diverses provinces, ce rapport est variable; il n'a été que de 63,30 p. 0/0 dans la province de Turin, où il a atteint son minimum, et s'est élevé à 140,40 p. 0/0 dans la province de Rome, pour laquelle il a été maximum. Ces différences attestent les difficultés que l'on rencontre dans la détermination des risques et la répartition équitable des charges entre les diverses régions, en raison de la diversité des conditions locales des industries assurées.

PAYS-BAS.

L'assurance obligatoire. — Le 5 mars dernier, a eu lieu à la Haye, avec le concours de plusieurs députés, une grande réunion de délégués des fédérations ou-

rières : *Algemeen-Nederlandsch Werkleeden-Verbond*, *Patrimonium* et *Nederlandsche Roomsche-Katholieke Volksbond*. Les délégués ont adopté à l'unanimité une résolution demandant au Gouvernement de nommer une commission pour étudier la question de l'assurance obligatoire des ouvriers contre les accidents.

Conditions du travail dans les travaux publics. — Le 8 mars dernier, la Chambre des députés a rejeté, après une discussion de plusieurs jours, par 38 voix contre 36, la motion de M. Gerritsen tendant à demander au Gouvernement d'insérer des règles sur le maximum de durée de travail et le minimum de salaire dans les cahiers de charges des travaux publics de l'État.

SUISSE.

Association des brodeurs de Saint-Gall. — Par une dépêche, en date du 25 février 1895, le Consul de France à Zurich informe que l'association des brodeurs de Saint-Gall vient de se dissoudre.

Fondée en 1880, cette association, qui avait pour but de protéger ses membres par la limitation des heures de travail et la fixation d'un salaire minimum, s'était développée au point de compter plus de 13.000 adhérents en 1890. Mais, au cours de la récente crise de la broderie, les ouvriers ont cessé de se conformer aux règles jusque-là observées et cette organisation n'a pu subsister.

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

Organisation et fonctionnement de la Bourse du Travail. — La Bourse du Travail fut instituée par arrêté du Gouvernement grand-ducal en date du 19 novembre 1892. Elle fonctionne depuis le 1^{er} décembre suivant. Tous les établissements de poste coopèrent à son service, qui a pour objet la transmission des offres et des demandes de travail entre patrons et ouvriers.

La Bourse du Travail est divisée en deux parties :

La *Bourse générale*, qui comprend toute l'étendue du Grand-Duché, et la *Bourse particulière*, qui ne comprend que le ressort d'un bureau de poste quelconque.

Les listes des offres et des demandes de travail sont affichées dans les 52 bureaux de poste.

Elles sont en outre placardées dans les 101 stations des chemins de fer du pays.

De même ces listes sont distribuées tous les samedis dans tous les hôtels, restaurants, cafés et cabarets du pays, qui sont au nombre de 2180.

Pour le mois de décembre 1892, le nombre des demandes de travail était de 88 et celui des offres de. 55

10 demandes et 15 offres trouvaient une solution durant le mois.

Au mois de décembre 1893 le nombre des demandes s'élevait à. 156 et celui des offres à. 98

Pendant le même mois s'étaient réalisées 117 demandes et 180 offres (1).

(1) Il convient de faire remarquer que chaque mois il échet de faire des reports sur le compte du mois suivant.

Pendant le mois de décembre 1894, le nombre des demandes atteignait le chiffre de..... 110
et celui des offres était de..... 94

Les réalisations du même mois comprenaient 65 demandes et 125 offres.

Les opérations de l'année 1894 portent sur 1067 demandes et 1750 offres concernant un nombre de 2281 ouvriers et autres.

Les réalisations de l'année comportaient 898 demandes et 1674 offres ayant trait à 2054 ouvriers.

Les inscriptions pour l'année 1894 portent sur 749 demandes et 1821 offres concernant un nombre de 2402 ouvriers.

Les réalisations de l'année comportaient 793 demandes et 1825 offres ayant trait à 2360 ouvriers.

Les dispositions qui régissent le service de la Bourse du Travail sont les suivantes :

ARRÊTÉ DU GOUVERNEMENT GRAND-DUCAL

en date du 19 novembre 1892, décrétant l'institution de la Bourse du Travail.

CHAPITRE I^{er}.

ART. 1^{er}. L'administration des Postes et des Télégraphes est chargée provisoirement, à partir du 1^{er} décembre prochain, des opérations dites « de Bourse du Travail », qui ont pour objet la transmission des offres et des demandes de travail entre patrons et ouvriers.

ART. 2. La Bourse du Travail est divisée en deux parties. L'une de ces parties, la bourse générale, comprend toute l'étendue du Grand-Duché, l'autre, la bourse particulière, comprend le ressort de chaque bureau de poste séparément.

CHAPITRE II.

ART. 3. Les opérations de la bourse générale du travail sont les suivantes :

a) la demande de travail de l'ouvrier se fait au moyen d'une carte postale affranchie au taux ordinaire, qui est adressée à la perception des postes de Luxembourg-ville.

b) l'offre de travail par le patron se fait de la même manière.

c) la perception de Luxembourg-ville porte ces demandes et offres dans le registre « bourse générale du travail », dont les rubriques correspondent avec celles des cartes postales afférentes. Ce registre est clôturé chaque soir, à la réception de la dernière dépêche du jour, et il en est formé une copie en autant d'exemplaires qu'il y a d'établissements de poste dans le pays, pour être transmis, par le premier courrier du jour, aux établissements postaux à fin d'affichage immédiat aux guichets. Ces affiches reproduiront chaque jour les mêmes renseignements jusqu'à information de la cessation de la demande ou de l'offre de travail (1).

Il est loisible à l'ouvrier ou au patron de se présenter au bureau de poste pour faire inscrire leur demande ou offre dans le même registre.

CHAPITRE III.

ART. 4. Les opérations de la bourse particulière du travail sont les suivantes :

a) la demande et l'offre de travail pour le ressort d'un même bureau de poste se font par carte postale affranchie au taux ordinaire et adressée au préposé de ce bureau : il est néanmoins loisible à l'ouvrier et au patron de se présenter au bureau de poste pour faire inscrire leur proposition conformément aux dispositions de l'article qui précède.

b) chaque bureau établit la liste à afficher de la demande et de l'offre de travail, dans les conditions énoncées *sub c* de l'article précédent.

(1) Pour faciliter la marche du service, le bureau de Luxembourg-ville fait imprimer chaque semaine la liste complète des offres et demandes et en transmet un exemplaire à tous les bureaux de poste. Les modifications et ajoutés qu'il y a lieu de faire sur ces listes au courant de la semaine sont portées, au moyen de circulaires autographiées, à la connaissance des bureaux chargés de modifier en conséquence les listes affichées.

CHAPITRE IV.

ART. 5. Les ouvriers et les patrons auront à s'entendre directement entre eux, sans autres intervention de la poste, sur le vu des listes affichées aux guichets.

ART. 6. Dans l'intérêt de la marche régulière de la Bourse du Travail, tout patron et tout ouvrier informera la perception de Luxembourg-ville, ou celle de son ressort, du retrait de son offre ou de sa demande de travail. Cette information se fait sans frais, au moyen de la carte postale « cessation de demande ou d'offre ».

ART. 7. Le préposé de la perception de Luxembourg-ville porte les données de cette carte dans le registre « bourse générale du travail », et en tient compte lors de la confection de la prochaine copie à adresser aux établissements postaux, de manière que la dernière copie donne à elle seule la situation exacte de la bourse entière.

Le préposé de tout autre perception porte les données de cette carte dans le registre « bourse particulière du travail », et en tient compte pour la confection de la prochaine liste à afficher à son guichet, de manière que la dernière liste donne à elle seule la situation exacte de la bourse de son bureau.

ART. 8. Les deux listes à afficher par chaque bureau sont juxtaposées.

ART. 9. Pour le cas où les postulants ne résident pas dans une localité pourvue d'un établissement postal, le bureau intéressé portera à leur connaissance, au moyen de la formule n° 4, qu'il peut être fait droit à leur demande ; la réponse annexée à cet avis sera remplie par le destinataire, qui la détachera ensuite pour la renvoyer à l'administration ; ces deux formulaires faisant partie du service intérieur ne donneront pas lieu à une taxe spéciale.

ART. 10. Le service de la Bourse du Travail se fera : celui de la bourse générale par toutes les perceptions et agences de plein exercice et par les facteurs de relais ; celui de la bourse particulière par toutes les perceptions et agences de plein exercice.

ART. 11. En dehors du port des deux cartes postales ayant trait à la demande et à l'offre de travail, il n'est perçu aucune taxe pour le service de la Bourse du Travail. Les communications télégraphiques ou téléphoniques dont il pourra être fait usage restent soumises aux règles ordinaires.

ART. 12. L'administration des Postes et des Télégraphes est chargée de pourvoir ses bureaux du matériel nécessaire pour le service de la Bourse du Travail, aux frais du département auquel ressortissent les affaires du commerce et de l'industrie.

ART. 13. Le présent arrêté sera expédié à M. le Directeur des Postes et des Télégraphes chargé d'en assurer l'exécution.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Loi du 8 février 1895 portant modification à l'article 549 du Code de commerce (1).

ARTICLE UNIQUE. Le dernier alinéa de l'article 549 du Code de commerce est modifié ainsi qu'il suit :

« Le même privilège est accordé aux commis attachés à une ou plusieurs maisons de commerce, sédentaires ou voyageurs, savoir :

« S'il s'agit d'appointements fixes, pour les salaires qui leur sont dus durant les six mois antérieurs à la déclaration de la liquidation judiciaire ou de la faillite ;

(1) *Chambre.* — Proposition Pierre Legrand, 20 octobre 1890. (Doc. parl. n° 929, J. O., p. . . .) — Rapport sommaire de M. Jullien, 26 novembre 1890. (Doc. parl. n° 1040, J. O., p. . . .) — Rapport de M. Pierre Legrand, 5 mars 1892. (Doc. parl. n° 1939, J. O., p. 533.) — Discussion en 1^{re} délibération, adoption, 6 mars 1893. (Déb. parl., J. O., p. 861.) ; en 2^e délibération, 20 mars 1893. (Déb. parl. J. O., p. 1015.)

Transmission au Sénat, 23 mars 1893. (Doc. parl. n° 100, J. O., p. 242.) — Rapport de M. Thézard, 17 juillet 1893. (Doc. parl. n° 282, J. O., p. 685.) — Rapport supplémentaire de M. Thézard, 15 février 1894. (Doc. parl. n° 63, J. O., p. 65.) — Discussion en 1^{re} délibération, adoption avec mo-

« Et, s'il s'agit de remises proportionnelles allouées à titre d'appointements ou de suppléments d'appointements, pour toutes les commissions qui leur sont définitivement acquises dans les trois derniers mois précédant le jugement déclaratif, alors même que la cause de ces créances remonterait à une époque antérieure. »

Décret du 20 février 1895 réglant la composition du Conseil supérieur des habitations à bon marché.

ART. 1^{er}. Le conseil supérieur des habitations à bon marché, institué auprès du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, par l'article 14 de la loi du 30 novembre 1894, se compose de 40 membres, savoir :

Membres nommés par le Ministre.

Membres du Sénat	4
Membres de la Chambre des députés	6
Membres du Conseil d'Etat	2
Personnes spécialement versées dans les questions d'hygiène, de construction et d'économie sociales	5
Membres des sociétés de construction d'habitations à bon marché, des sociétés mutuelles de prévoyance et d'épargne et des syndicats professionnels institués conformément à la loi	5
Membre des comités locaux d'habitations à bon marché	5
Membre de l'Académie des sciences morales et politiques	1
Membre de l'Académie des beaux-arts, section d'architecture	1
Membre de l'Académie de médecine	1
Membre de la société française des habitations à bon marché	1
Membre de la ligue nationale de la prévoyance et de la mutualité	1
Membre de la société d'hygiène publique et de médecine professionnelle	1
Membre de l'institut des actuaires français	1

Membres de droit.

Le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations	1
Le directeur de la prévoyance et de l'assurance sociales	1
Le directeur de l'assistance et de l'hygiène publiques au ministère de l'intérieur	1
Le directeur général des contributions directes	1
Le directeur de l'enregistrement et du timbre	1
Le directeur des affaires civiles et du sceau au ministère de la justice	1

TOTAL

40

Ce conseil est placé sous la présidence du ministre, qui désigne parmi ses membres deux vice-présidents.

Les secrétaires du conseil supérieur sont nommés par arrêté ministériel.

ART. 2. Les membres à la désignation du ministre sont nommés pour quatre ans. Un renouvellement par moitié a lieu tous les deux ans. La première série sortante sera désignée par le sort.

Sont remplacés immédiatement les membres du conseil qui perdent la qualité en raison de laquelle ils avaient été nommés.

difications, 23 février 1894. (Déb. parl. J. O., p. 154.) — en 2^e délibération, 2 mars 1894. (Déb. parl. J. O., p. 209.)

Retour à la Chambre, 15 mars 1894. (Doc. parl. n° 519, J. O., p. 431.) — Rapport de M. Guillemin, 14 juin 1894. (Doc. parl. n° 711, J. O., p. 935.) — Discussion, déclaration d'urgence et adoption, 10 juillet 1894. (Déb. parl. J. O., p. 1235.)

Transmission au Sénat, 12 juillet 1894. (Doc. parl. n° 163, J. O., p. 192.) — Rapport de M. Thézard, 21 janvier 1895. — Discussion, urgence déclarée, adoption, 1^{er} février 1895. (Déb. parl. J. O., p. 36.)

Promulgation, 8 février 1895 (J. O., p. 761).

ART. 3. Le conseil supérieur s'occupe d'une façon générale de toutes les questions concernant les logements économiques. L'ordre du jour des séances est arrêté par le ministre.

Le conseil peut, avec l'autorisation spéciale du ministre, procéder à des enquêtes et entendre les personnes qu'il jugerait en état de l'éclairer sur les questions qui lui sont soumises.

Il prend connaissance des rapports présentés par les comités locaux en exécution de l'article 14 de la loi du 30 novembre 1894, émet son avis sur les questions qu'ils soulèvent et en donne annuellement le résumé, avec ses observations, dans un rapport d'ensemble adressé au Président de la République.

ART. 4. Le conseil tient au moins une session dans les trois premiers mois de chaque année.

ART. 5. Un comité permanent de dix membres, choisis dans le sein du conseil et désignés par le ministre, se réunit sous la présidence de l'un des vice-présidents chaque fois que les besoins du service l'exigent. Il délibère sur les affaires d'importance secondaire et instruit les questions à soumettre au conseil supérieur.

ART. 6. Le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret du 13 février 1895, portant création d'un Conseil de prud'hommes à Toulon.

ART. 1^{er}. Il est créé à Toulon (Var) un conseil de prud'hommes qui sera composé ainsi qu'il suit :

INDUSTRIES ET PROFESSIONS.	NOMBRE DE PRUD'HOMMES.	
	Patrons.	Ouvriers.
1^{re} CATÉGORIE.		
Fabricants de savons et de produits chimiques, d'huiles, boulangers, distillateurs-liqueuristes, brosseurs, confiseurs, vermicelliers, usines à gaz et fabricants d'instruments d'éclairage, typographes, lithographes, relieurs, miroitiers, fabricants de parapluies.	2	2
2^e CATÉGORIE.		
Constructeurs de navires, mécaniciens-serruriers, fondeurs en métaux, ferblantiers-plombiers, forgerons, graveurs, fabricants d'instruments d'optique, fabricants d'instruments de musique, armuriers.	2	2
3^e CATÉGORIE.		
Bandagistes, chapeliers, tailleurs, cordonniers, tanneurs, bourreliers, vanniers, chemisiers.	2	2
4^e CATÉGORIE.		
Tonnelliers, charrons et carrossiers, menuisiers-ébénistes, tapissiers, tourneurs sur bois, chargeurs et charretiers, maçons, tailleurs de pierres, avironniers, marbriers, scieurs de long, charpentiers, peintres-décorateurs, fabricants de cadres.	2	2
	8	8
TOTAL.	16	

ART. 2. La juridiction du conseil de prud'hommes de Toulon s'étendra à tous les établissements industriels désignés ci-dessus et dont le siège sera situé sur le territoire des deux cantons de Toulon.

Seront justiciables dudit conseils les fabricants et entrepreneurs qui seront à la tête desdits établissements ainsi que les chefs d'ateliers, contremaîtres, ouvriers et apprentis qui travailleront pour eux, quelque soit le lieu du domicile ou de la résidence des uns et des autres.

ART. 3. Aussitôt après son installation, le conseil de prud'hommes de Toulon préparera et

soumettra à l'approbation du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes un projet de règlement pour son régime intérieur.

Décret du 18 février 1895, modifiant la composition du Conseil de prud'hommes de Limoges (Haute-Vienne.)

ART. 1^{er}. L'article 1^{er} du décret du 12 février 1886 est modifié ainsi qu'il suit :

Art. 1^{er}. Le conseil de prud'hommes de Limoges sera composé désormais de la manière suivante :

INDUSTRIES ET PROFESSIONS.	NOMBRE DE PRUD'HOMMES.	
	Patrons.	Ouvriers.
1^{re} CATÉGORIE.		
Filateurs, fabricants de tissus, de tapis, bas et bonneterie; teinturiers, fabricants de ouates, de cardes, de ros; retordeurs de coton et de laine, apprêteurs d'étoffes, fabricants de toiles, cordiers, défilocheurs, trieurs de chiffons et de laine, coupeurs de bois de teinture, foulonniers, tailleurs, culottiers, confectionneurs d'habits, ateliers de confections, lingiers, fabricants de corsets.....	1	1
2^e CATÉGORIE.		
Fabricants de porcelaine, usines à pâtes, à broyer les gazettes; décorateurs, pointres sur porcelaine, marchands de porcelaine faisant décorer, fabricants de poterie, de tuiles, de briques.....	3	3
3^e CATÉGORIE.		
Imprimeurs et libraires, lithographes, graveurs en taille douce, fabricants de papiers et cartons, relieurs, fabricants de papiers peints, d'enveloppes de papier; photographes, balanciers, fondeurs en caractères d'imprimerie, horlogers, bijoutiers, orfèvres, fabricants d'agrafes.....	1	1
4^e CATÉGORIE.		
Selliers, selliers harnacheurs, bourrelliers, carrossiers, fabricants de soufflets, sabotiers, galochiers, fabricants de cuirs vernis, corroyeurs, tanneurs, mégissiers, peaussiers, siccateurs et préparateurs de peaux, siccateurs de poils, fabricants de bandages, gantiers, fabricant de parapluies, cannes, ombrelles, chapeliers, fabricants de chapeaux de paille, casquettes.....	1	1
5^e CATÉGORIE.		
Serruriers, constructeurs-mécaniciens, ferblantiers, ferblantiers-lampistes, plombiers, zingueurs, chaudronniers, taillandiers, forgerons, fondeurs, trefileurs, cribliers, potiers d'étain, tourneurs en métaux, cloutiers, peintres en voitures, forgerons en voitures, maréchaux ferrants, charrons, peintres en bâtiments, vitriers, plâtriers, couvreurs, décorateurs, ornemanistes, sculpteurs pour bâtiments, fumistes et poëliers, constructeurs de fourneaux, ramoneurs, maçons, tailleurs de pierres, carriers, casseurs de pierres, tailleurs de pavés, de meules de moulin; entrepreneurs de travaux de terrassement et de construction, scieurs de long, boisseliers, vanniers, layeliers, tamisiers, fabricants de caisses, pompes en bois, tourneurs sur bois, ébénistes, fabricants de meubles, de chaises; charpentiers et menuisiers, entrepreneurs de monuments funèbres, marbriers, tapissiers.....	3	3
6^e CATÉGORIE.		
Minotiers, meuniers, broseurs, fabricants de cercles, de lattes et fenillards, distillateurs, tonneliers, liquoristes, conserves alimentaires, entrepreneurs de gaz, produits chimiques, fabriques de chandelles, fonderies de suif, blanchisseries de cire, fabricants de colle forte, engrais.....	1	1
7^e CATÉGORIE.		
Fabricants de chaussures en cuir, cordonniers, bottiers, fabricants de pantoufles et de sandales.....	1	1
	11	11
TOTAL.....	22	

ART. 2. Le présent décret ne deviendra exécutoire qu'au jour de la convocation des électeurs pour les prochaines élections triennales.

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

PENDANT LE MOIS DE FÉVRIER 1895, EN CE QUI CONCERNE LES QUESTIONS
OUVRIÈRES ET SOCIALES.

Délégués à la sécurité des ouvriers mineurs. — [Chambre]. — Proposition de M. Basly tendant à rendre la loi du 38 juin 1894 applicable aux délégués à la sécurité des ouvriers mineurs, 27 février 1895. (Doc. parl. n°).

Assistance par le travail. — [Chambre]. — Proposition de M. G. Berry sur l'assistance par le travail, 8 février 1895. (Doc. parl.).

Liberté d'association. — [Chambre]. — Proposition n° 569 (V. Bull. août). — Prise en considération, 19 février 1895. (Déb. parl., J. O., p. 447).

Crédit populaire et agricole. — [Chambre]. — Proposition n° 246 (V. Bull. février). — Prise en considération, 19 février 1895. (Déb. parl., J. O., p. 447)

Coalitions. — [Sénat]. — Proposition n° 58 (V. Bull. février). — Prise en considération, 8 février 1895. (Déb. parl., J. O., p. 49).

Syndicats professionnels. — [Chambre]. — Proposition de M. Paul Dussaussoy relative à la capacité des syndicats de devenir propriétaires d'immeubles et de recevoir des donations mobilières, 5 février 1895. (Doc. parl. n°).

JURISPRUDENCE.

Élections. — Mandat impératif. — Engagement d'appliquer les prix fixés par un tarif minimum de salaires et de condamner l'entrepreneur principal. — Nullité de l'élection.

L'engagement pris par un candidat au conseil des prud'hommes de statuer dans un sens déterminé sur les différends qui lui seraient soumis, ne pouvant se concilier ni avec le caractère ni avec les devoirs de cette fonction, est de nature à vicier l'élection du candidat.

Il en est ainsi notamment de l'engagement pris par le candidat d'appliquer les prix fixés par un tarif minimum de salaires et de condamner, dans tous les cas, l'entrepreneur principal comme responsable des salaires des ouvriers de ses sous-traitants.

Ainsi jugé par la décision qui suit :

LE CONSEIL : — Vu les requêtes présentées par les sieurs Bertrand et autres, électeurs au conseil de prud'hommes du bâtiment de Paris, lesdites requêtes enregistrées au secrétariat du contentieux du Conseil d'État le 16 février 1894, et tendant à ce qu'il plaise au Conseil d'annuler deux arrêtés, en date du 16 janvier 1894, par lesquels le conseil de préfecture du département de la Seine a rejeté les protestations formées par les requérants contre les opérations électorales auxquelles il a été procédé les 3 et 17 décembre 1893 dans la ville de Paris, pour la nomination de membres ouvriers du conseil de prud'hommes du bâtiment;

.....
Vu les lois des 27 mai 1848, 1^{er} juin 1853 et 24 novembre 1883;

Considérant qu'il résulte de l'instruction que, dans leur proclamation aux électeurs, les sieurs Lagarde et Goguin, élus dans la 4^e catégorie comme membres ouvriers du conseil de prud'hommes du bâtiment, ont pris l'engagement de statuer dans un sens déterminé sur les différends qui leur seraient soumis, et notamment d'appliquer les prix fixés par un tarif minimum de salaires et de condamner, dans tous les cas, l'entrepreneur principal comme responsable des salaires des ouvriers de ses sous-traitants;

Considérant que de semblables engagements, dont l'accomplissement ne peut se concilier ni avec le caractère ni avec les devoirs de la fonction que les candidats précités sollicitaient

du suffrage des électeurs, ont vicié leur élection; que, dès lors, c'est à tort que le conseil de préfecture n'en a pas prononcé l'annulation.

Mais considérant qu'il n'est pas établi que, dans leurs affiches ou dans leurs proclamations aux électeurs, les autres candidats élus aient pris des engagements illicites ou contraires aux devoirs de la fonction qu'ils sollicitaient; que, dès lors c'est avec raison que le conseil de préfecture a rejeté les protestations dirigées contre leur élection;

Décide :

ART. 1^{er}. L'élection des sieurs Lagarde et Goguin comme membres ouvriers du conseil de prud'hommes du bâtiment est annulée.

(Conseil d'État, section temporaire, 7 décembre 1894.)

(*Rev. prat. de droit ind.* 1895, n° 2.)

SYNDICATS PROFESSIONNELS.

Abrogation de l'article 416 du Code pénal. — Violation, par un syndiqué, du contrat passé entre le syndicat et les patrons pour la fixation du taux des salaires. — Expulsion. — Demande de réintégration.

L'article 1^{er} de la loi du 21 mars ayant abrogé l'article 416 du Code pénal, le fait de se concerter en vue d'assurer le maintien du taux des salaires ne constitue plus aujourd'hui un délit pour les ouvriers d'une même profession.

Par suite, n'est pas recevable l'action intentée contre un syndicat par un membre qui a consenti à travailler à un taux inférieur à celui du tarif établi d'un commun accord entre les ouvriers faisant partie du syndicat et les patrons et qui, ayant violé le pacte social, a été, pour ce fait, exclu de l'association.

Brière contre Chambre syndicale des ouvriers charbonniers du port du Havre.

LE TRIBUNAL.....

Attendu que Brière faisait partie de la Chambre syndicale des ouvriers charbonniers du Havre, dont il connaissait les statuts et le but, que cette Chambre, fondée au Havre en mars 1892, a pour but, aux termes de l'article 3 des statuts, de soutenir les salaires par tous les moyens légaux qu'elle jugera nécessaires; que cette entente pour le maintien du taux des salaires, autrefois interdite par l'article 416 du Code pénal, est aujourd'hui licite en vertu de l'article 1^{er} de la loi du 21 mars 1884 qui a abrogé ledit article 416; qu'il est donc permis à un syndicat de prendre des mesures pour la fixation des salaires à un taux déterminé; que les seuls moyens réprouvés par la loi consistent dans le recours à la violence ou aux manœuvres frauduleuses.

Attendu que, lors de la constitution du syndicat, un accord est intervenu entre les ouvriers syndiqués et les patrons, aux termes duquel le prix des salaires était fixé à 9 francs par jour pour le travail dans les soutes et à 6 francs par jour pour les autres travaux, que le syndicat ayant pour but principal de soutenir les salaires par tous les moyens légaux, il paraît certain que la chambre syndicale avait le droit d'expulser l'ouvrier syndiqué qui contrevenait au but fondamental de la constitution du syndicat; qu'en effet, un ouvrier ne peut avoir la prétention de profiter des relations du syndicat pour se procurer du travail et en même temps de violer le pacte social, que son exclusion de la société est un moyen légal de soutenir les salaires;

Attendu que Brière ayant effectué des travaux au rabais, ainsi qu'il le reconnaît à l'audience, son exclusion a été prononcée le 28 juillet 1893, à l'unanimité de 49 membres présents, que Brière en a été avisé; qu'il a semblé d'abord accepter cette situation, mais qu'en janvier 1894, six mois après, il a demandé l'assistance judiciaire pour obtenir le remboursement de sa cotisation ou sa réintégration; qu'à la suite de la comparution de Brière devant le bureau d'assistance judiciaire à la date du 3 février 1894 et sur les conseils d'arrangement qui furent donnés aux parties, le président du syndicat proposa, à la réunion du 12 février 1894, de réintégrer Brière et que le syndicat adopta la proposition de son président, en prononçant à la date sus-indiquée la réintégration de Brière, auquel pleine satisfaction était ainsi donnée; mais qu'au lieu de reprendre son rang de membre du syndicat,

Brière négligea d'assister aux séances et de payer ses cotisations; que c'est dans ces conditions qu'à la date du 28 avril 1894 et conformément aux articles 13 et 14 des statuts, il fut rayé pour défaut de paiement de ses cotisations;

Attendu que, dans ces circonstances, la demande de Brière qui se garde bien de solliciter sa réintégration dans le syndicat est sans fondement;

PAR CES MOTIFS, — Le tribunal statuant en matière sommaire et en dernier ressort,

Déclare Brière aussi non-recevable que mal fondé dans son action. l'en déboute et le condamne aux dépens.

(Tribunal civil du Havre, 26 octobre 1894.)

Syndicats professionnels. — Membres n'exerçant pas la même profession, des métiers similaires ou des professions connexes. — Omission du dépôt prescrit par la loi du 21 mars 1884. — Infractions aux articles 2 et 4 de la loi du 21 mars 1884.

Les syndicats professionnels doivent être composés de personnes exerçant la même profession, des métiers similaires ou tout au moins connexes.

Ils sont tenus, pour leur constitution régulière, d'effectuer à la mairie du siège social le dépôt des statuts et de la liste des administrateurs.

(Chambre syndicale des ouvriers mineurs du bassin de Longwy.)

LE TRIBUNAL, —

Attendu que de l'information et des débats il résulte que, le 5 août 1894, à Hussigny, après des pourparlers préparatoires et à l'instigation du nommé Bragard, il a été constitué, sous le nom de Syndicat des mineurs de Longwy, une association professionnelle de mineurs, et nommé parmi les fondateurs des administrateurs ou directeurs au nombre de quatre, savoir : Mangin (François-Justin), président; Baccus, Humilière et Mangin (Jean-Baptiste-Ferdinand), membres du conseil;

En outre, une commission dite des finances a été élue. Elle comprenait : Evrard (Lucien) et Mangin (Noémi). De l'aveu de tous les prévenus, elle se confond avec le conseil d'administration;

Bragard était élu secrétaire-trésorier du syndicat des mineurs;

Attendu que Bragard, qui n'appartient nullement à la profession des sociétaires mineurs, soutient aujourd'hui qu'il ne faisait pas partie du conseil d'administration, qu'il était un simple conseil, un mandataire salarié à raison de 60 francs par mois;

Mais qu'il est démenti par la déclaration unanime de ses co-prévenus qui affirment qu'il avait les mêmes attributions que les autres membres du conseil et qu'il n'a jamais été question de le rétribuer; que ceux-ci ajoutent qu'il leur a vainement suggéré, depuis l'ouverture des poursuites, de déclarer en justice qu'il lui était alloué une mensualité de 60 francs; — attendu, enfin, que l'allégation de Bragard est contredite par le texte même des statuts qui, dans l'article 22, portent que le secrétaire-trésorier a les mêmes attributions que les membres du conseil, et par la propre déclaration de Bragard qui, lors du dépôt qu'il a, le 20 septembre 1894, fait à la mairie de Longwy, de la liste des adhérents, s'est inscrit le premier en tête du tableau renfermant les noms des conseillers et des commissaires de la Chambre syndicale; — attendu qu'il ne peut exister de doute sur l'irrégularité commise par les prévenus en admettant le nommé Bragard qui n'avait aucun droit à faire partie de la chambre et du conseil d'administration; — attendu, en outre, que tous les prévenus ont omis de se conformer aux prescriptions de la loi des 21-22 mars 1884, article 4, qui leur prescrivait de déposer à la mairie de la localité où le syndicat est établi les statuts et le nom de ceux qui, à un titre quelconque, sont chargés de l'administration et de la direction; — que ce n'est que le 20 septembre que Bragard a satisfait à Longwy à cette obligation et que ses collègues du conseil d'administration ont, comme lui, encouru une responsabilité pénale pour cette omission: — attendu que dans l'application de la peine il y a lieu de tenir compte que Bragard, qui s'est ingéré sans titre dans la création et l'organisation de la chambre syndicale, était tenu plus étroitement que ses co-prévenus d'assurer la régularité de la constitution de la

chambre syndicale et de remplir les formalités nécessaires ainsi qu'il en avait assumé la charge vis-à-vis des adhérents qu'il avait recrutés;

PAR CES MOTIFS,

LE TRIBUNAL DÉCLARE : premièrement, Bragard (Augustin); deuxièmement, Mangin (François-Justin); troisièmement, Mangin (Jean-Baptiste-Ferdinand); quatrième, Baccus (Pierre-Auguste); cinquièmement, Humilière (François-Joseph); sixièmement, Mangin (Noémi); septièmement, Evrard (Jean-Baptiste-Lucien) coupables d'avoir, le 5 août 1894, en tous cas depuis moins de trois ans, à Huisigny ou en tout autre lieu de France, premièrement, constitué un syndicat professionnel dont les membres n'exercent pas tous la même profession, des métiers similaires ou des professions connexes concourant à l'établissement de produits déterminés; — deuxièmement, négligé de déposer les noms de ceux qui, à un titre quelconque, sont chargés de l'administration ou de la direction du syndicat; — les condamne solidairement, Bragard, à 100 francs d'amende; Mangin (François-Justin), Mangin (Jean-Baptiste-Ferdinand), Baccus, Humilière, Mangin (Noémi) et Evrard, chacun à 16 francs d'amende; — et, attendu que Baccus et Evrard n'ont subi, jusqu'à présent, aucune condamnation pour crime ou délit de droit commun, dit qu'il sera sursis à l'exécution de la peine prononcée contre eux dans les conditions énoncées en la loi du 26 mars 1891; — M. le Président a averti ces deux condamnés, qu'en cas de nouvelle condamnation dans les conditions de l'article 1^{er} de la même loi, la peine qui vient d'être prononcée sera exécutée sans confusion possible avec celle qui serait ultérieurement prononcée; — les condamne, en outre, tous sept, sous la même solidarité, au remboursement des frais liquidés, en ce compris le timbre, l'enregistrement et les extraits du présent jugement et 3 francs pour droit de poste, à 25 fr. 93, mais non compris les frais de signification à Mangin (Jean-Baptiste-Ferdinand); — fixe, quant à l'amende et au paiement des frais envers l'État, la durée de la contrainte par corps au minimum; — le tout par application des articles 2, 4 et 9 de la loi du 21 mars 1884, 1^{er} de la loi du 26 mars 1891, 55 du Code pénal, 194 du Code d'instruction criminelle, 2 et 9 de la loi du 22 juillet 1867;.....

Sur appel interjeté par le sieur Bragard, la cour de Nancy a confirmé purement et simplement, par un arrêt en date du 5 décembre 1894, le jugement précité.

(Jugement du tribunal correctionnel de Briey, 17 octobre 1894.)

ACCIDENTS.

Imprudence de l'ouvrier. — Travail à la tombée de la nuit.

Absence de lanterne. — Faute de l'ouvrier. — Non-responsabilité du patron.

Un patron ne peut être rendu responsable d'un accident survenu à un de ses ouvriers à la tombée de la nuit, alors que, par suite de l'obscurité, cet ouvrier, qui ne s'était pas muni de lanterne, a buté contre un anneau d'amarre, ou a fait un faux pas et est tombé dans le bassin d'un port où il s'est noyé.

C'est à l'ouvrier qu'il incombait, dans ce cas, de prendre les précautions nécessaires pour éviter un accident.

(Tribunal civil d'Épinal, 31 mars 1894.)

(Rev. prat. de droit ind., 1895, n° 1.)

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL.

La fin des froids est marquée par une reprise assez accentuée du travail; le chômage a sensiblement diminué.

Certaines industries, dont la clientèle appartient à l'agriculture, bénéficient de la reprise prochaine des travaux agricoles.

Les industries textiles et quelques industries du vêtement reprennent de l'activité : dans l'industrie lainière, les cours s'améliorent et les commandes deviennent plus nombreuses; l'amélioration du travail dans la soierie, la rubanerie s'accroît; les fabriques de cotonnades restent prospères; cependant les tissages mécaniques de coton paraissent souffrir actuellement de l'excès de développement des usines et de la production.

La ganterie semble avoir retrouvé un bon courant d'affaires.

Les industries du bâtiment reprennent leurs travaux avec la belle saison; elles bénéficient de la baisse du taux de l'intérêt des valeurs mobilières, cette baisse provoquant la construction d'immeubles de rapport.

Mentionnons qu'actuellement les recettes des principales compagnies de transport sont en décroissance, par rapport à l'année dernière.

Parmi les 590 syndicats d'ouvriers et employés de l'industrie et du commerce, groupant 80.000 adhérents, qui ont fourni des rapports sur la situation au 15 mars, 18 p. o/o des syndicats comprenant 21 p. o/o des adhérents estiment que la situation est meilleure que celle de l'an dernier à la même époque; 35 p. o/o des syndicats avec 31 p. o/o des syndiqués considèrent qu'elle est la même, et 47 p. o/o des syndicats groupant 48 p. o/o des adhérents la tiennent pour plus mauvaise.

On signale de divers points une diminution du prix du pain et de la viande, mais le prix des légumes reste élevé.

SITUATION GÉNÉRALE.

FORÊTS. — L'exploitation des forêts a recommencé avec la température plus favorable; sur certains points, notamment dans la Nièvre, le retard apporté dans les

coupes de bois a amené une hausse des salaires; on compte 4 p. o/o de bûcherons sans ouvrage. La situation est estimée meilleure dans la Côte-d'Or, à Argilly et Châteauneuf; dans la Nièvre, à Saint-Vérain, à Menon et à Saint-Aubin; dans le Cher, à Feux et à Saint-Martin; plus mauvaise que celle de l'année dernière pendant le mois correspondant dans la Nièvre, à Balleray, Entrains et Ciez; dans le Cher, à Bourgueuf, Vierzon-village et Allagny; dans le Loiret, à Vitry, Saint-Martin et Trainou. Pour le reste des centres forestiers, le travail paraît à peu près aussi abondant que l'an dernier : la durée de travail varie de 38 à 72 heures par semaine, elle est généralement de 48 heures.

MINES ET CARRIÈRES. — Situation sans variation notable chez les mineurs; on signale une reprise du travail dans la Loire à la Ricamarie, mais une diminution sensible dans l'Hérault. On compte 7 p. o/o des carriers en chômage; le dégel a permis de reprendre l'exploitation des carrières, l'activité semble plus grande que l'année dernière dans les Ardennes, à Fumay; dans la Meuse, à Lérerville, et dans la Haute-Savoie, à Thollon; il y a un peu moins d'ouvrage que l'année précédente dans la Drôme, à Saint-Restitut; dans la Côte-d'Or, à Comblanchien, dans les Bouches-du-Rhône, à Fontvieille et dans le Gard, à Beaucaire; dans les autres départements, on ne signale pas de changement dans les conditions du travail.

PRODUITS ALIMENTAIRES. — On compte 10 p. o/o des boulangers et 19 p. o/o des *pâtisseries-cuisiniers* sans emploi.

Chez les *pâtisseries-cuisiniers*, la situation est considérée comme généralement plus mauvaise, soit par l'afflux de main d'œuvre étrangère, soit par suite de l'augmentation du nombre des apprentis.

PAPIER ET INDUSTRIE DU LIVRE. — On estime à 6 p. o/o le nombre des chômeurs dans la papeterie, la reliure et le cartonnage; dans l'industrie du livre, 9 p. o/o à Paris et 4 p. o/o en province. — 22 p. o/o des syndicats des travailleurs du livre représentant 22 p. o/o des adhérents estiment que la situation est meilleure que celle de l'année dernière à la même date; 46 p. o/o des syndicats comprenant 12 p. o/o des syndiqués jugent qu'elle est la même et 32 p. o/o des syndicats avec 66 p. o/o des membres la tiennent pour plus mauvaise. La durée du travail est généralement de 60 heures par semaine, elle descend rarement à 45 heures.

Les conditions du travail semblent meilleures que celles de l'an passé à Charleville, Valenciennes, Toulon, Cette, Perpignan, Toulouse, Bordeaux, Angoulême, Caen, au Mans, au Havre. La situation est indiquée plus mauvaise dans le département de la Seine, à Nancy, Saint-Étienne, Nevers, Valence, Draguignan, Marseille, Carcassonne, Tarbes, Tulle, la Roche-sur-Yon, Rennes, Avranches, Evreux, Rouen; dans les autres centres la situation est restée équivalente à celle de l'an passé.

CUIRS ET PEAUX. — Les ouvriers de la préparation des cuirs et peaux estiment à 22 p. o/o la proportion des leurs sans ouvrage; 29 p. o/o dans la cordonnerie. La température plus douce a amené une augmentation de travail chez les tanneurs-mégissiers. On fait de 36 à 60 heures par semaine, le plus souvent au-dessus de 45 heures; les conditions du travail semblent plus avantageuses que celles de l'année passée à la même date à Millau, à Annonay et à Tarbes; elles sont moins bonnes à Paris, Auxerre, Marseille, Angers, Châteauroux, et à peu près les mêmes dans les autres centres de production.

Chez les cordonniers la durée du travail hebdomadaire varie en général de 48 à 60 heures; la situation apparaît comme plus mauvaise, le perfectionnement des

machines-outils ayant permis de produire beaucoup en peu de temps. Les magasins se trouvent encombrés, on a dû renvoyer une partie du personnel.

Chez les gantiers, le travail est assez actif à Paris et à Grenoble; à Chaumont et à Niort, la situation laisse encore à désirer.

TEXTILES. — On signale une reprise du travail dans les filatures et tissages mécaniques du Nord et de l'Est. Dans les tissages à la main pour mouchoirs la situation se maintient prospère dans le Nord et dans la Vendée. Les fabriques de soierie et de rubans bénéficient de l'augmentation de commandes provenant des nouvelles modes. On compte 13 p. 0/0 de chômeurs chez les ouvriers des tissages mécaniques; très peu de chômeurs chez les ouvriers des tissages à la main; les bonnetiers estiment à 7 p. 0/0 le nombre de leurs adhérents inoccupés, les teinturiers à 1 p. 0/0, les tailleurs à 14 p. 0/0, les chapeliers à 9 p. 0/0. La durée du travail varie de 42 à 93 heures par semaine chez les ouvriers des tissages mécaniques; elle se maintient généralement entre 60 et 70 heures; chez les teinturiers, elle varie de 40 à 60 heures, le plus souvent elle est de 60 à 66 heures; chez les tailleurs en atelier, elle est de 60 à 66 heures, elle descend à 40 heures au plus bas et atteint parfois 72 heures; chez les chapeliers, elle se maintient aux environs de 60 heures avec 40 heures comme minimum et 96 heures comme maximum. Chez les ouvriers des tissages mécaniques, la situation est jugée plutôt meilleure dans le Nord, les Ardennes, la Loire. Les tisserands à la main sont aussi plus favorisés dans le Nord, la Loire, la Vendée; les conditions du travail paraissent moins avantageuses dans le Tarn, dans le Maine-et-Loire; dans les autres pays de tissage, elles semblent n'avoir subi aucune modification notable.

Chez les bonnetiers, situation meilleure dans le Calvados à Falaise, plus mauvaise dans la Somme à Villers-Bretonneux. Chez les passementiers rubaniers, l'ouvrage est plus abondant que l'an dernier dans la Haute-Loire à Saint-Didier, dans la Loire à Saint-Étienne et à la Fouilleuse. Chez les tailleurs, le froid et le mauvais temps persistants ont retardé la reprise des affaires plus longtemps que l'année dernière; la situation est jugée généralement plus mauvaise; l'importance croissante prise par les marchands confectionneurs restreint la clientèle des tailleurs-drapiers. Chez les chapeliers, la crise dure encore, l'approche des fêtes de Pâques a amené une petite reprise du travail dans la Seine-et-Oise à Essonnes, dans la Drôme à Valence, dans le Tarn à Albi, dans le Lot-et-Garonne à Sept-Fonds et dans les Deux-Sèvres à Niort; mais cette reprise est moins forte que les autres années.

TRAVAIL DU BOIS. — Le mauvais temps persistant n'a pas encore permis de regagner le retard apporté dans les gros travaux du bois par les gelées du mois dernier. Les charpentiers estiment à 29 p. 0/0 le nombre de leurs chômeurs, les menuisiers à 15 p. 0/0, les charrons à 14 p. 0/0, les tonneliers à 22 p. 0/0, les ébénistes à 12 p. 0/0; les ouvriers en brosses et articles analogues à 23 p. 0/0. La durée du travail a été généralement augmentée, elle est de 48 heures au plus bas et le plus souvent de 60 heures par semaine chez les charpentiers; elle varie de 54 à 72 heures chez les menuisiers, de 48 à 60 heures chez les charrons, de 40 à 72 heures chez les tonneliers, 30 exceptionnellement, de 54 à 60 heures chez les ébénistes.

La situation paraît dans son ensemble un peu plus mauvaise que celle de l'an dernier pendant la période correspondante chez les charpentiers: les travaux de maçonnerie n'étant pas prêts, on n'a pu embaucher qu'un nombre restreint d'ouvriers.

Chez les menuisiers, les conditions du travail sont normales.

Travail plus avantageux et plus abondant chez les sabotiers dans l'Allier à Cusset et dans la Corrèze à Brive.

Peu de changements chez les ébénistes. On signale une amélioration chez les ou-

vriers en peignes dans l'Ain à Oyonnax, mais une diminution des commandes chez les brossiers à Paris, Marseille, Nantes, et chez les vanniers dans les Alpes-Maritimes, la Loire-Inférieure et le Maine-et-Loire.

MÉTAUX. — Le travail est encore faible dans le Nord et dans le bassin de la Loire; il est plus actif que l'an dernier dans l'Est; chez les serruriers du bâtiment, la reprise a été retardée par le mauvais temps qui a empêché les maçons d'être prêts plus tôt. On ne signale que quelques chômeurs chez les mouleurs en fer et en cuivre; 17 p. o/o chez les ouvriers métallurgistes, 5 p. o/o chez les mécaniciens et chauffeurs, 6 p. o/o chez les ouvriers sur métaux autres que le fer.

La durée du travail varie de 45 à 60 heures par semaine chez les mouleurs, de 48 à 60 heures chez les ouvriers métallurgistes; elle descend parfois à 40 heures par semaine; elle se maintient également de 48 à 60 heures en général chez les mécaniciens constructeurs et chauffeurs; elle est de 54 à 64 heures chez les ouvriers sur métaux autres que le fer.

Chez les ouvriers métallurgistes, la situation paraît meilleure que l'an dernier dans les Ardennes, dans le Nord à Maubeuge, et dans la Meurthe-et-Moselle; dans les autres départements, elle est jugée plus mauvaise.

Chez les mécaniciens constructeurs et chauffeurs, la situation paraît meilleure dans la Seine à Saint-Denis, dans les Ardennes à Gespunsart, dans la Loire-Inférieure à Nantes, plus mauvaise dans d'autres départements.

BÂTIMENT. — La situation de l'industrie du bâtiment est sensiblement meilleure que celle du mois dernier, mais elle se ressent encore de la crise qu'elle vient de subir par suite des froids prolongés. On compte 13 p. o/o des tailleurs de pierre en chômage; 29 p. o/o des maçons; 19 p. o/o des peintres; 20 p. o/o des plâtriers, et un peu plus du tiers des plombiers-couvreurs.

La durée du travail hebdomadaire varie de 48 à 60 heures chez les tailleurs de pierre, elle atteint exceptionnellement 40 au minimum et 72 heures au maximum; chez les maçons, elle se maintient entre 48 et 66 heures, descend rarement à 30 heures, et ne dépasse pas 72 heures; elle est également de 48 à 66 heures chez les peintres et chez les plâtriers.

Chez les tailleurs de pierre, la situation est jugée meilleure que celle de l'année passée dans le Doubs à Besançon, dans l'Ain à Thoiry, et dans la Gironde à Blaye.

On signale une petite amélioration dans le Nord à Cousolre chez les marbriers en pendules et dans le Rhône chez les sculpteurs statuaire; pour le reste pas de changement; chez les maçons, les conditions du travail paraissent meilleures que celles de l'an dernier dans le Nord à Dunkerque, dans le Doubs à Besançon, dans les Bouches-du-Rhône à Salon, et chez les carreleurs à Marseille, à Tarbes, à Bergerac, à la Rochelle, à Poitiers, à la Roche-sur-Yon, à Lorient; elles sont considérées comme moins bonnes à Versailles, à Sedan, à Lyon chez les cimentiers et les terrassiers puisatiers, dans l'Allier à Vichy, dans l'Yonne à Sens et dans l'Isère à Bourgoin, dans les Bouches-du-Rhône, chez les terrassiers de Marseille, Narbonne, Toulouse, Rochefort; dans les autres villes, la situation est annoncée comme analogue à celle de l'année dernière. Les peintres estiment en grande majorité que le travail est moins actif que l'an dernier, le mauvais temps arrêtant les constructions plus longtemps que les autres années; il en est de même chez les plâtriers, sauf dans l'Aude à Carcassonne et dans l'Hérault à Béziers où une amélioration sur l'année précédente est signalée.

Chez les plombiers-couvreurs l'ouvrage est jugé plus abondant que pendant le mois correspondant de 1894 à Paris; moins important dans le Nord à Dunkerque, dans la Haute-Vienne à Limoges et dans le Loiret à Orléans. Pour le reste la situa-

tion paraît être restée analogue à celle de l'année passée. On signale une reprise du travail chez les fumistes industriels à Paris; des travaux importants vont être entrepris.

CHAUFOURNERIE, CÉRAMIQUE, VERRERIE. — Le travail a repris avec beaucoup d'activité chez les chaudières dans le Cher, à la Guéret; il y a un peu moins de commandes à Jussy; durée du travail 66 heures.

Les faïenciers potiers et ouvriers des fabriques de céramique comptent 4 p. o/o de leurs membres inoccupés, la durée du travail varie de 48 à 72 heures par semaine. La situation paraît meilleure que celle de l'année précédente dans la Seine à Gentilly, dans les Alpes-Maritimes à Vallauris; elle est jugée plus mauvaise dans le Doubs à Besançon, dans le Var à Saint-Zacharie, dans le Cher à Vierzon.

Dans la verrerie, les commandes sont toujours peu importantes; dans certains centres, on a établi un roulement entre les équipes de façon à répartir le chômage.

TRANSPORTS, MANUTENTION, COMMERCE. — Dans l'industrie des transports par terre et par eau (chemins de fer exceptés), on compte un cinquième des ouvriers et employés inoccupés, à peu près autant dans les métiers de l'alimentation et 5 p. o/o chez les coiffeurs. La durée du travail chez les ouvriers et employés des services de transports varie de 72 à 90 heures par semaine et davantage chez les cochers. Les employés de l'alimentation travaillent de 90 à 120 heures et les coiffeurs de 98 à 105 heures par semaine.

Chez les ouvriers et employés des services de transports par terre et par eau, la situation se ressent encore du chômage causé par les froids rigoureux et les gros temps du mois dernier. Sur plusieurs points, la durée de travail a été augmentée sans que les salaires aient varié; dans l'Ille-et-Vilaine, à Rennes, la situation s'est un peu améliorée; dans la Gironde, à Bordeaux, quelques affrètements ont permis d'embarquer un certain nombre de marins du commerce depuis longtemps sans engagement; chez les ouvriers porteurs et déchargeurs, la situation aurait plutôt empiré.

Dans les métiers de l'alimentation (garçons de restaurant et de café, bouchers, etc.) les conditions du travail semblent meilleures que celles de l'an dernier dans les Alpes-Maritimes à Cannes et dans les Bouches-du-Rhône à Marseille; à Paris, chez les garçons marchands de vin, on signale une petite amélioration sur le mois dernier; le placement est toujours difficile dans les grands centres par suite de l'afflux de la main-d'œuvre étrangère.

La situation des comptables ne s'est pas sensiblement modifiée, de même chez les employés et représentants de commerce.

Chez les coiffeurs, les conditions du travail seraient plutôt un peu moins bonnes que celles du mois correspondant de l'an dernier.

Analyse par départements des renseignements fournis : 1° par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, associations patronales, etc.; 2° par les correspondants.

Pas-de-Calais. — Les carrières de phosphates deviennent moins productives dans le district d'Orville, dont les gisements s'épuisent. Dans le Boulonnais leur rendement ne change pas, mais la vente des produits devient de plus en plus difficile à cause de la concurrence et de la contrefaçon étrangères. Le prix du charbon a beaucoup de peine à se maintenir en raison de la stagnation de l'industrie en général et de l'industrie métallurgique en particulier. Les salaires relativement élevés payés par les compagnies houillères font affluer la main-d'œuvre de tous les pays environnants.

Alimentation. — La *malterie* a perfectionné son outillage en adoptant un système nouveau de nettoyage des graines. Sa production et sa vente sont cependant de plus en plus gênées par la concurrence. La *brasserie* compte toujours à peu près le même nombre d'établissements. Le nombre des *distilleries* en activité dans le département diminue. Plusieurs distillateurs n'ont pas pris part à la campagne de 1894 et quelques-uns sont sur le point de fermer leurs établissements. L'outillage s'est perfectionné dans quelques maisons en vue de la distillation des substances farineuses et de la fabrication du genièvre. La vente est difficile, les stocks augmentent, les prix sont bas et désavantageux en raison de la concurrence des bouilleurs de cru.

Dans les *sucreries*, l'outillage se perfectionne de plus en plus, notamment dans quelques établissements qui appliquent l'électricité à l'épuration du jus de betterave. La campagne de 1894-1895 est supérieure comme production à celle de 1893-1894, à cause de l'importance de la dernière récolte de betteraves, mais les prix de vente sont bas et désavantageux, la production représentant à peu près le double de la consommation française et ayant, par conséquent, besoin de trouver des débouchés nouveaux.

Cuir et peaux. — La *ganterie* a eu une faible activité pendant tout le courant de l'année dernière. Cependant, il y a eu un certain progrès dans le second semestre sur le premier, et la durée du travail qui avait été réduite à 6 heures a été portée à 8 heures. Dans les *fabriques de chaussures*, le travail se fait de plus en plus mécaniquement, ce qui abaisse les prix de vente et les salaires. La production est assez faible, la concurrence étrangère ne permettant pas un écoulement rapide des produits, et la durée du travail a été réduite de 11 heures à 10 heures.

Textiles — Les *filatures de lin, de coton et de laine* ont une production active, mais leur vente est en général faible. Les prix ont été bas et désavantageux pendant tout le courant de l'année dernière. La baisse des matières premières a fait également baisser les prix de vente des *fabriques de toiles et des tissages mécaniques de velours*. La *fabrication des tulles et dentelles* qui avait été active pendant le premier semestre de 1894 s'est tout d'un coup ralentie pendant le second semestre. Ce ralentissement paraît avoir été dû aux froids de l'hiver et à la crise monétaire de l'Amérique; mais le retour de la mode à la dentelle et le montage des nouveaux métiers à broder perfectionnés, permettant de lutter contre la concurrence étrangère, font espérer une reprise cette année.

La *métallurgie* du fer et de l'acier se ressent dans tout le département du malaise général des affaires. La production et la vente ont été très faibles l'année dernière à cause du peu de commandes des compagnies de chemins de fer. Les prix de vente sont en baisse.

La *fabrication des ciments* a été, en général, plutôt peu active dans le Boulonnais l'année dernière à cause du manque de travaux publics, et la baisse des prix de vente est très sensible.

Nord. — *Industries textiles.* — Le mouvement d'activité qui s'était manifesté en février s'est accentué pendant le mois de mars. La vente des fils a été facile, mais à cause des stocks qui existaient en filature les prix ont été mauvais. Maintenant que les stocks sont considérablement réduits, les prix demandés sont plus fermes et la production est normale.

Il en est de même comme production pour la fabrique d'Armentières qui écoule facilement ses toiles. Si les expéditions de ce mois sont un peu au-dessous de celles du même mois de l'an dernier, elles sont encore plus considérables que celles du mois correspondant des années précédentes. En somme, la situation des affaires a été satisfaisante dans l'industrie linière.

La situation industrielle de Roubaix, Tourcoing s'est aussi améliorée d'une manière sensible. L'alimentation de la filature de laine elle-même est plus facile et les prix de façon sont meilleurs. Les exportations aux États-Unis, pendant le mois dernier, ont atteint le chiffre de 1,703,889 fr. 75 contre 1,104,860 fr. 50 en mars 1894, soit une augmentation de 599,829 fr. 25 ou 54 p. o/o.

A Fourmies, les peignages et les filatures sont alimentés normalement à des prix assez soutenus. Les tissages ont d'assez nombreuses commandes, mais les prix s'améliorent difficilement. — L. Letombe.

Marne. — *Alimentation.* — Les ventes du vignoble ont été faibles et à bas prix. La *fromagerie* a eu une production et une vente actives pendant toute l'année dernière, et dans cer-

tains cantons son chiffre d'affaires a augmenté notablement. La *monnerie* adopte presque partout les cylindres, mais la vente de ses produits est de plus en plus difficile par suite des importations et de la surproduction générale. La *malterie* a souffert toute l'année dernière de la concurrence étrangère que facilitent les tarifs réduits de pénétration. Elle a eu une vente faible à des prix très peu rémunérateurs.

La *brasserie* a eu une production très faible pendant le premier semestre de 1894, à cause des chaleurs peu élevées, de l'abondante récolte et des bas prix des vins et des cidres. Les trois derniers mois ont été meilleurs que le trimestre correspondant de 1893, quoique les affaires soient toujours restreintes à cette époque.

Le commerce des vins de Champagne qui subit une crise intense depuis un an ne s'est pas relevé pendant le second semestre de 1894. La situation, sans s'aggraver, reste très difficile et les marchés qui offraient autrefois à ce commerce des débouchés larges et faciles restent fermés. En Angleterre, l'importation des vins mousseux de France a notablement déchu, d'autre part, les expéditions aux États-Unis, en baisse de 1892 à 1893, ont encore diminué en 1894.

La situation du commerce des vins de Champagne reste donc très grave sur les deux principaux marchés qui les recherchent. Dans les autres pays, Russie, Australie, Extrême-Orient, Amérique du Sud, la consommation reste stationnaire ou tend à diminuer par suite de l'état de crise dont souffrent beaucoup de ces pays. En France, les envois ont conservé leur importance.

La difficulté de l'exportation, qu'aggrave encore la contrefaçon, a accumulé dans les caves des propriétaires des stocks considérables. Dans les crus secondaires, beaucoup de vins ont été faits en rouge et se vendent à bas prix pour la consommation bourgeoise et pour le détail. L'importance des marchandises warrantées s'élève environ à 3 millions de francs; mais une bonne partie de ces prêts sur gages ont eu principalement pour but de fournir de l'argent liquide aux commerçants dont les rentrées s'opèrent très difficilement. Toutes les industries se rattachant au commerce des vins de Champagne (sucres candis, bouchons, esprits et autres articles) ont plus ou moins à se plaindre de la stagnation des affaires. Beaucoup d'ouvriers sont sans travail, plusieurs maisons ayant congédié une partie de leur personnel. Les ouvriers des caves sont surtout atteints. Ils ont été employés aux travaux des vignes pendant le premier semestre mais ils sont restés inoccupés pendant le second. Les ouvriers les plus payés ont été les premiers renvoyés. Quelques maisons ont fermé. Quant aux cours de vente ils ont faibli pendant tout le courant de l'année.

Textiles. — L'industrie lainière qui était déjà si gravement atteinte dans le premier semestre de 1894 a vu sa situation empirer encore pendant le second semestre. C'est la conséquence directe d'abord de l'avortement des espérances que le règlement du tarif américain avait fait concevoir, ensuite et surtout de l'effondrement des prix aux marchés à terme dû à une surproduction énorme de laines peignées sur les marchés du Nord. Cette surproduction, due à spéculation effrénée et coïncidant avec une augmentation nouvelle de laines brutes venant de la Plata et d'Australie, a pesé de tout son poids sur l'ensemble du marché et a fait baisser les cours.

Les *peignages* qui avaient monté régulièrement pendant les six premiers mois de 1894 se sont ralentis dès le mois de septembre avec le fléchissement graduel des cours. Le chômage qui était de un quart à un tiers au commencement de l'année a atteint la moitié ou même les trois quarts à la fin, de manière à éviter la surproduction. Les *cardages* ont vu leur situation s'aggraver également dans le second semestre, par suite d'une alimentation tout à fait insuffisante et de prix très défavorables. La *filature à forfait* qui avait une situation assez satisfaisante à la fin de juin a vu ses prix fléchir jusqu'à décembre. Depuis, ils se maintiennent avec tendance ferme.

Dans les *fabriques de linages*, certains articles, notamment les *flanelles*, les *tissus fantaisie* de laine peignée, les *mérinos* et *cachemires* ont été l'objet d'une vente moins active et d'une dépréciation notable; mais d'autres articles, comme les *molletons*, les *nouveautés pour robes* en tous genres, l'*oxford* et les *flanelles fantaisie* ont clôturé la saison à des prix avantageux ou en hausse sur les années précédentes.

Le nombre des établissements a surtout diminué parmi les *tissages* spécialement outillés pour l'exportation; de nombreux ouvriers se sont donc trouvés sans travail ou avec des salaires forcément réduits. Le chômage partiel des peignages, cardages, filatures et teintureries, a également laissé un grand nombre d'ouvriers sans ouvrage.

Les industries du bâtiment ont été, en général, peu actives pendant tout le courant de l'année 1894, à cause de la crise industrielle et commerciale. A Épernay, cependant, la construction de nouvelles casernes et l'édification de quelques hôtels particuliers et de maisons de rapport ont donné aux industries du bâtiment une activité plus grande que dans le reste du département.

Les tuileries subissent le contre-coup de la crise agricole et du marasme de la construction. Elles ont une production normale, mais la vente de leurs produits se fait difficilement et à des prix peu avantageux, en baisse d'environ 5 p. o/o. La verrerie a terminé la campagne de 1893-1894 sans aucun obstacle et elle continue à produire en comptant sur les demandes que réserve la saison à venir. Cependant, quelques fours sont éteints, d'autres le seront probablement à l'approche des mois chauds en 1895 et le travail sera réparti entre les ouvriers afin de leur permettre d'attendre patiemment le moment de la pleine activité.

Vosges. — *Alimentation.* — La fromagerie s'étend de plus en plus dans l'arrondissement de Saint-Dié et y est très prospère, grâce à l'abondante récolte des fourrages de l'an dernier. Les cours des produits restent très élevés. La meunerie est active; ses prix sont en hausse et avantageux. Dans quelques localités, cependant, elle éprouve de plus en plus de difficulté dans ses transactions. La situation de la féculerie s'améliore dans l'arrondissement de Saint-Dié, grâce à la bonne récolte de pommes de terre, l'an dernier. La fabrication des pâtes alimentaires, à Neufchâteau, a un écoulement facile, des prix satisfaisants et rémunérateurs. La brasserie écoule difficilement sa production à des prix de plus en plus réduits. Quelques établissements installent des machines frigorifiques à acide carbonique.

Papier. — La papeterie reste prospère et sa production s'accroît. Les prix de vente sont, cependant, moins rémunérateurs à cause de la concurrence étrangère. La fabrication des carnets est peu active dans l'arrondissement de Mirecourt. Elle n'existe plus aux Charmes. Ses prix sont en baisse. L'imprimerie reste stationnaire avec des prix qui tendent à la baisse.

Cuir et peaux. — La tannerie a une fabrication et une vente satisfaisantes dans l'arrondissement de Neufchâteau. Le placement des produits se fait facilement et les prix se maintiennent. Dans l'arrondissement de Mirecourt, elle est moins privilégiée et subit une baisse notable des prix de vente.

Textiles. — La filature de coton est active, surtout dans l'arrondissement de Remiremont, où le nombre des broches est passé, dans le courant de l'année dernière, de 403,400 à 428,500, soit une augmentation de 6 à 7 p. o/o. Dans tout le département, il faut signaler une augmentation de 73,432 broches due à l'agrandissement de dix établissements et à la création d'une nouvelle filature de coton, d'une filature de déchets de bourre de soie et d'une filature de laine peignée.

Dans le tissage mécanique, le nombre des métiers a augmenté dans le département d'un millier environ depuis un an et demi, par suite de la création de 2 nouveaux tissages et de l'agrandissement de 16 autres, mais il se produit maintenant un arrêt général dans la création de nouveaux établissements et l'on se contente de terminer ceux qui sont commencés. Les tissus s'emmagasinent dans les magasins généraux, se vendent difficilement et souvent à perte. Il n'y a pas eu de chômage mais on songe à arrêter les tissages pendant quelques semaines, en payant à l'ouvrier une demi-journée, pour permettre aux stocks de s'écouler, sans les grossir sans cesse. La situation du tissage mécanique serait donc peu favorable depuis quelque temps, par suite de l'excès de production; elle paraît toutefois assez satisfaisante à Saint-Dié.

La broderie à la main et la bonneterie qui sont au nombre des industries les plus importantes de Neufchâteau et y occupent 1:500 ouvriers à domicile sont assez actives. Mais l'abondance de la main-d'œuvre et l'avisissement des prix de vente rendent les salaires fort minimes. La situation n'est pas meilleure pour la fabrication des dentelles qui laisse de moins en moins de bénéfices.

La fabrication des boutons au crochet a disparu à Remoncourt. Celle des chaussons de tresses est toujours peu active dans l'arrondissement de Neufchâteau. La teinturerie est toujours active dans l'arrondissement de Saint-Dié, grâce au nombre croissant des filatures et des tissages de l'arrondissement qu'elle approvisionne de cotons teints.

Bois. — Les industries du bois sont prospères; les coupes mises en vente en automne dernier ont trouvé preneurs à des prix supérieurs à l'estimation de l'administration forestière. La scierie mécanique et les industries du meuble ont une fabrication active dans l'arrondis-

sement de Neufchâteau. A Mirecourt, les prix seraient en baisse d'un huitième environ. Dans ce dernier arrondissement, la *tonnellerie* a perfectionné notablement son outillage et la *saboterie*, qui est une des industries les plus importantes, est active, vendant à des prix suffisamment avantageux, plutôt en hausse. La *fabrication des orgues* et la *lutherie* maintiennent leurs prix, malgré la difficulté des transactions. La *baissellerie* est assez active.

Métaux. — La *fonderie* se développe de plus en plus dans l'arrondissement de Saint-Dié, et lutte avantageusement contre la concurrence. Les *forgeries* sont moins actives dans l'arrondissement de Mirecourt et leurs prix de vente sont en baisse. La *construction mécanique* a du travail. La *fabrication des baguettes dorées* prend de plus en plus d'importance à Saint-Dié. Celles des *coussinets à sphères* est toujours très active à Neufchâteau. La *ferblanterie* éprouve une baisse de prix à Mirecourt. A Neufchâteau, elle est dans un état d'activité satisfaisant. La *chainetterie*, malgré la concurrence dont elle est l'objet, a repris, à la fin de l'année, une certaine activité. La *clouterie* lutte difficilement contre la concurrence de la fabrication mécanique et les salaires sont bas.

Bâtiment. — Les industries du bâtiment sont depuis quelques années très actives à Saint-Dié. La *fabrication de la chaux* reste stationnaire à Mirecourt. Celle du *plâtre pour engrais* a eu très peu de travail l'hiver, mais son activité reprend avec les travaux agricoles du printemps. La *céramique* est active à Saint-Dié, dans une situation stationnaire et satisfaisante à Mirecourt.

Haute-Marne. — La situation de la *menuiserie* ne s'est pas modifiée pendant le courant de 1894 et est restée satisfaisante.

La *ganterie* a repris son activité normale depuis le nouveau tarif des douanes des États-Unis, mais les prix ont une tendance à la baisse. La main-d'œuvre reste suffisante sans excès et les salaires se maintiennent à un taux élevé. Pas de chômage depuis le mois de septembre 1894.

En *métallurgie*, on signale l'installation d'un nouvel établissement important. La production se maintient active mais la vente est de plus en plus difficile et restreinte. Les prix baissent et dans le second semestre de 1894 ils ont été au-dessous de ceux du premier semestre. Le froid excessif a amené un chômage partiel pendant les premiers mois de cette année dans plusieurs usines et notamment dans les *fonderies*. La *coutellerie* reste dans une situation normale et satisfaisante.

D'une manière générale, le prix du bétail et, par suite, celui de la viande a beaucoup augmenté. Il a dépassé de 20 p. 0/0 pendant le second semestre de 1894 la moyenne pratiquée dans le premier.

Loire. — L'*horticulture* qui prend de plus en plus d'importance à Roanne et qui y compte 120 établissements occupant 300 ouvriers environ est toujours active et prospère.

Dans les *houillères*, l'activité avait diminué dans tout le courant de l'année dernière et la plupart des mines avaient chômé un et parfois deux jours par semaine. Mais, comme nous l'avons dit dans le dernier bulletin, la situation s'est légèrement améliorée depuis le commencement de l'année. Malheureusement, il est probable que cette amélioration due à des causes passagères ne se maintiendra pas avec le retour de la belle saison.

La *féculerie* a souffert cette année dans le département de la Loire, comme dans les départements limitrophes, du manque de pommes de terre. A cette cause est venue s'ajouter la concurrence ruineuse des maïs étrangers, et il s'en est suivi une baisse considérable des prix de vente. Cette industrie est de plus en plus abandonnée par la culture qui n'y trouve pas un écoulement et une rémunération suffisants de ses produits.

Textiles. — L'*industrie linière* maintient sa production et sa vente dans des conditions normales. Cependant, comme conséquence de la baisse des fils, le prix de vente des tissus de lin a baissé de près de 20 p. 0/0. Le salaire des tisserands qui travaillent, pour la plupart, à façon à domicile s'est maintenu. La main-d'œuvre est même devenue un peu plus rare par la reprise extraordinaire du tissage des soies qui a enlevé au tissage du lin quelques ouvriers aptes aux deux professions. Le tissage à la main lutte de plus en plus difficilement contre le tissage mécanique des usines du Nord.

L'*industrie cotonnière* s'est développée à Roanne dans le courant de l'année dernière. Le nombre des métiers s'est accru de 1.100 par le fait d'agrandissement d'anciens tissages ou de créations de nouveaux. C'est de beaucoup l'industrie la plus importante de Roanne où elle occupe 8.000 ouvriers des deux sexes. La vente des cotonnades a été active à cause de leur

bas prix, de la faveur accordée aux tissus de couleur et de la longueur de l'été. Les prix tendent à baisser, mais ils sont encore avantageux, malgré l'importance croissante de la concurrence. Les salaires des ouvriers sembleraient être plutôt plus élevés à Roanne que dans les autres centres de production. Le développement des métiers à tisser a amené à la ville beaucoup de main-d'œuvre de la campagne.

L'industrie de la soie qui avait chômé jusqu'au commencement de l'hiver a eu une forte reprise depuis plusieurs mois. La confection des soieries qui se fait à la main dans des ateliers travaillant à façon pour les maisons de Lyon reste peu rémunérée. La journée ne dépasse pas 1 franc à 1 fr. 25 en moyenne. Le moulinage a perfectionné son outillage, notamment pour obtenir de grandes vitesses dans les articles à fortes torsions. Les prix de vente de ces produits restent mauvais; ils subissent d'ailleurs le contre-coup du change en Extrême-Orient et des fluctuations du marché de Lyon. La main-d'œuvre serait plutôt plus abondante à cause des postes supprimés dans l'industrie du lacet qui apportent des bras au moulinage et le salaire tend à baisser à cause de la baisse des prix de vente. La lingerie a peu d'activité et ses prix sont en baisse de 20 p. o/o. L'outillage trop ancien ne lui permet pas de lutter contre les fabriques du Nord. La bonneterie, qui fabrique les lainages fantaisie, tricotés à la main ou à la mécanique a pris beaucoup d'extension dans ces dernières années. Elle compte aujourd'hui 40 maisons occupant 2.500 ouvriers. Cependant elle a été peu active l'an dernier et ses prix tendent à baisser; mais ils restent avantageux.

La rubanerie semble sortir de la crise qu'elle a subie pendant une année entière. L'activité reprend peu à peu à Saint-Étienne. La teinturerie a une production et une vente faibles à cause de la difficulté de plus en plus grande de l'exploitation de ses produits. Les prix restent bas. Les salaires ont diminué par le fait de la réduction du travail, bien que leur taux n'ait pas baissé et se soit plutôt élevé.

La fabrication des lacets a vu sa production et sa vente, diminuer de 50 p. o/o depuis l'an dernier par suite des difficultés de l'exportation. Les prix baissent lentement et deviennent de plus en plus désavantageux. Les ouvriers sont en excès et subissent un chômage de 30 à 40 p. o/o. Réduction de la journée de travail de $\frac{1}{4}$. La chapellerie remplace de plus en plus le travail à la main par la fabrication mécanique. La vente du chapeau feutre est faible mais celle du chapeau de laine augmente de plus en plus. La production ne diminue donc pas, mais les prix de vente baissent par le fait de cette substitution et aussi par suite d'une baisse de 20 à 25 p. o/o des matières premières. Les salaires tendent à diminuer.

Métaux. — La métallurgie continue d'être peu prospère en général, sauf pour les établissements qui ont des spécialités. L'arrêt des commandes de l'État et des chemins de fer rend la production et la vente faibles. Les blindages seuls sont une cause constante d'activité. Les fers marchands n'ont pas d'écoulement à cause de la concurrence des usines de l'Est et du Nord, qui les produisent à un prix beaucoup plus bas. Les prix sont en baisse de 15 à 20 p. o/o. Il y a eu dans le courant de l'année dernière des chômages partiels et 6 à 700 ouvriers métallurgistes ont été renvoyés dans le bassin. L'armurerie a un grand nombre d'ouvriers sans travail, à cause des renvois faits par la manufacture d'armes de Saint-Étienne. Une partie a pu trouver à s'employer dans une dizaine d'établissements qui se sont nouvellement créés pour la transformation des armes réformées en armes de chasse, et qui occupent 2 à 300 ouvriers. Les établissements ont augmenté leur vente de $\frac{1}{3}$ pour l'exportation des armes transformées et leurs prix de vente se sont élevés de 5 p. o/o. Mais la fabrication de ces armes transformées ayant été récemment suspendue, la main-d'œuvre s'est trouvée surabondante. La quincaillerie a une faible activité et ses prix sont en baisse. Réduction du travail dans certaines usines.

Les industries du bâtiment à Saint-Étienne ont eu beaucoup d'activité pendant la belle saison. La saison d'hiver a réduit les maçons au chômage et diminué de $\frac{1}{4}$ la journée de travail des autres ouvriers. La verrerie a eu une situation normale à Saint-Étienne dans le courant de l'année. Les prix de vente ont cependant une tendance à la baisse. La fabrication des bouteilles, qui occupe environ 500 ouvriers, lutte difficilement contre la concurrence étrangère, celle des usines du Nord, et les prix sont en baisse.

Rhône. — Le marché des soies de Lyon n'a enregistré que 5.839.648 kilogrammes de soies de toutes provenances en 1894, au lieu de 5.911.268 qu'il avait enregistrés en 1893. Il a donc éprouvé une baisse de 71.620 kilogrammes soit 1,21 p. o/o, mais si l'on compare ces résultats à ceux de la moyenne décennale 1884-1893, on trouve pour l'année 1894 une plus-

value de 694.623 kilogrammes soit 13,48 p. o/o. De plus, comme l'année 1893 avait été exceptionnellement favorisée, on peut dire que l'exercice 1894 a été, comme chiffre d'affaires, satisfaisant. Mais on ne peut pas en dire de même de la cote des prix qui n'a pas cessé de fléchir pendant tout le courant de l'année.

La caractéristique de cette année 1894 sera donc le contraste d'une baisse de la matière première coïncidant avec des affaires actives. L'importance des stocks laissés par la forte récolte de 1893 et par la diminution de la consommation tant en Europe qu'en Amérique, les pertes éprouvées par la filature et le commerce des soies pendant le second semestre de 1893 expliquent ces résultats.

Comme il a déjà été dit, la production de la *fabrique de soieries* a très légèrement fléchi en 1894. L'année a, d'ailleurs, été des plus médiocres au point de vue de l'exportation et de la condition des différents marchés de tissus unis, malgré les apparences trompeuses d'une grande prospérité et un courant d'affaires satisfaisant. Cette activité trompeuse, qui a commencé après le réel succès de l'Exposition universelle, a masqué la gravité de la situation, situation défavorable sur tous les marchés.

En France, diminution de la clientèle étrangère même pour les grandes maisons de détail de Paris. En Angleterre, accaparement de plus en plus important du marché par la Suisse. Suppression presque complète des importants marchés de l'Espagne, de l'Italie et de la Suisse. En Allemagne, en Autriche et en Russie développement de plus en plus grand de la fabrication indigène à l'abri de droits prohibitifs. En Afrique, les affaires se sont ressenties au Maroc des troubles politiques et sont restées stationnaires à Tripoli. Mais il y a eu amélioration du côté de l'Algérie et de la Tunisie à cause des récoltes dernières qui ont été plus productives. De plus, la Côte orientale et le Sud-Africain où les mines d'or du Transvaal font affluer l'émigration et la richesse, paraissent devoir devenir à bref délai des débouchés importants pour le marché de Lyon. Aux Indes anglaises, la baisse de la valeur de la roupie passée de 1 fr. 60 à 1 fr. 35 a fait sombrer les espérances qu'on avait formées pour les transactions actives du premier semestre. Aux Indes néerlandaises, la baisse du change et la concurrence suisse et allemande ont également sensiblement réduit les affaires traitées par les maisons de Lyon. En Amérique, les États-Unis n'ont pas été pour les soieries françaises une source aussi importante d'exportation qu'on l'espérait, à cause de la crise financière de 1893 dont ce pays s'est senti pendant tout le courant de 1894, et à cause du retard apporté par le Congrès à l'adoption du nouveau régime douanier. Le Brésil a donné lieu à peu d'affaires, de même le Paraguay, l'Uruguay, la République Argentine où le change est désastreux. Quant au Chili, ses achats en soieries sont de plus en plus restreints. Les autres États de l'Amérique ne font plus ou presque plus d'affaires avec Lyon.

Au point de vue de la nature des articles, la vente a été surtout désavantageuse pour les articles unis, *satins tout soie*, noirs ou couleur, *satins tramés coton*, noirs ou couleur, *doublure teinte en flotte*, *tissus de soie unis* pour parapluie ou ombrelle.

Les velours, les surahs, la lustrine, les silésiennes et moires ont eu un écoulement satisfaisant.

Dans les *étoffes de soies façonnées*, le premier semestre de 1894 n'avait apporté aucune amélioration sur le dernier semestre de 1893, mais la saison d'hiver a été bien meilleure, tant au point de vue de la qualité de l'étoffe que de la quantité produite, et, comme toute, la production a augmenté. La mode a encore rejeté l'étoffe unie pour rechercher l'étoffe nouveauté.

Dans les *tissus teints en pièces*, la mévente a été persistante pendant la plus grande partie de l'année 1894. Les stocks se sont accumulés et l'alimentation des usines de tissage a été pénible et précaire. En revanche, à dater de l'ouverture de la saison de printemps pour 1895, le réveil des affaires a commencé et les ordres en *mousseline soie* et en *pongée tramé schappe* sont arrivés en telle abondance que les établissements mécaniques ne suffisaient plus à les satisfaire et que la recherche des métiers a produit une hausse sensible sur les prix de façon.

Au point de vue du nombre des établissements, les maisons fabriquant les *étoffes unies tout soie* n'ont ni augmenté ni diminué, mais, parmi celles qui fabriquent les *étoffes confectionnées*, plusieurs ont liquidé dans le courant de l'année. Elles occupaient la plupart des métiers à façon ou à bras disséminés qui se sont occupés ailleurs.

L'outillage s'est sans cesse amélioré dans les deux branches de l'industrie des soieries, les maisons d'étoffes unies adoptant les nouveaux moteurs et les nouveaux métiers préparatoires

des derniers modèles, les maisons d'étoffes confectionnées transformant en métiers mécaniques les métiers à bras qui paraissaient devoir toujours jouir du privilège du travail à la confection.

Les salaires qui étaient en baisse sur la fin de 1893 ont baissé encore pendant la plus grande partie de l'année passée; puis, ils ont recommencé à partir du mois de novembre.

L'industrie des tulles, dentelles et passementeries s'est légèrement étendue pendant l'année 1894, car l'effectif des métiers à tulles unis s'est accru de 50. Mais, dans les dentelles et passementeries, il y a bon nombre d'ateliers condamnés à une sorte de chômage chronique. L'activité a été, d'ailleurs, à cause de la mode, faible pour les dentelles, très faible pour les passementeries et, au contraire, importante pour les tulles unis. La vente a suivi le marché de la production. Cependant, dans 43 branches de cette industrie les prix ont diminué, à cause de la concurrence et de la baisse de la matière première; ils ont été désavantageux. Les salaires se sont maintenus, mais, dans quelques ateliers, il y a eu diminution des heures de travail.

L'industrie de la teinture des soies, des apprêts et impressions s'est plutôt réduite, car un établissement important a fermé à la fin de l'année 1894.

La teinture en pièces a été faible toute l'année. La teinture en noir a été active. La teinture en couleur qui avait été faible pendant le premier semestre est devenue active pendant le second semestre. Les prix se sont maintenus, avec une tendance à la baisse cependant. Malgré un excès de main-d'œuvre, les salaires se sont maintenus. Dans la teinturerie en noir, le chômage a été presque nul, mais il a été de 20 p. o/o dans la teinturerie de couleur et de 10 p. o/o dans la teinturerie en pièces. C'est à la mode seule qu'il faut attribuer ces arrêts de travail qui ont particulièrement atteint la teinturerie en flote couleur.

Isère. — *Ganterie.* — Une nouvelle fabrique a été créée récemment à Grenoble. La reprise des affaires en Amérique a exercé une heureuse influence sur la ganterie grenobloise. La production et la vente ont aujourd'hui atteint leur niveau moyen. Les prix de vente sont stationnaires bien que le prix de la matière première soit en hausse. Aucun changement n'est signalé dans le taux des salaires ni dans la durée du travail journalier. Le nombre des ouvriers est suffisant en ce moment, mais les ouvriers de choix continuent à être recherchés.

Mégisserie. — Malgré une légère reprise du travail, un tiers environ des ouvriers mégisiers est encore inoccupé. Les salaires et la durée du travail sont sans changement.

Teinturerie. — Le travail de la teinturerie suit de près celui de la fabrication des gants. Il n'y a pas eu de chômage et les bons ouvriers sont demandés. Salaires et durée du travail sans modifications.

Soierie. — *Tissage mécanique à façon.* — Aucun changement dans le nombre des établissements de la région. — La production et la vente continuent à être très actives et les prix de façon ont gagné une sensible amélioration. Il n'y a eu dans le trimestre aucun chômage et le recrutement du personnel ouvrier n'est pas toujours facile, du moins dans certaines localités. — La durée du travail a repris son cours normal.

Industrie des chapeaux de paille. — Cette industrie est en pleine activité. Le nombre des ouvriers et ouvrières a atteint son maximum et il est suffisant malgré l'essor de la fabrication. Il n'y a pas eu de chômage et, les salaires étant à façon, le personnel ouvrier gagne un peu plus en ce moment à raison de l'ouvrage pressé.

Papeterie. — La production a pris une certaine activité, mais la vente est encore difficile et les prix restent en baisse. — Les salaires sont stationnaires et la durée du travail n'a pas été modifiée.

Construction mécanique, chaudronnerie, etc. — Après l'hiver rigoureux que nous venons de traverser et qui avait retardé les commandes de l'industrie, il y a eu reprise marquée du travail, ce qui a permis de rétablir la journée normale et d'occuper le nombre ordinaire d'ouvriers. Les salaires sont stationnaires, la main-d'œuvre est suffisante.

On signale un certain développement dans la construction des machines électriques et dans celle des vélocipèdes.

Ciments. — La production, qui était restée stationnaire pendant l'hiver, a été augmentée pour fournir aux demandes de la campagne d'été. L'industrie des ciments étant liée à celle de la construction, et les chantiers des entrepreneurs s'étant ouverts depuis la fin de la mauvaise saison, les expéditions de ciment sont devenues très actives.

La grande quantité de neige qui est tombée dans la région permet d'espérer que les mou-

lins à ciment ne seront pas privés d'eau comme ils l'ont été l'année dernière. Il n'y a pas de chômage et les salaires ouvriers sont sans changement. On recherche les ouvriers meuniers et surtout les emballeurs.

Industrie du bâtiment. — Le chômage ordinaire de la saison d'hiver s'est prolongé jusqu'au 10 mars. Il y a actuellement reprise marquée du travail à Grenoble, et on peut espérer que cette reprise s'accroîtra encore par suite du percement d'une nouvelle voie, et des ventes de terrains opérées par la ville. Il y a en ce moment afflux de demandes soit d'ouvriers français, soit d'ouvriers italiens. Durée du travail et salaires sans variations.

Drôme. — *Filature de soie.* — La fabrique est toujours favorisée par la mode, elle continue à travailler avec une grande activité et on avait rarement enregistré un mouvement d'affaires aussi important. Pendant le mois, la consommation s'est maintenue à un niveau très élevé comme en témoignent les chiffres des diverses conditions. La filature a pu vendre très facilement avec une amélioration dans les prix, la hausse s'est surtout accentuée pendant la dernière quinzaine. Les soies fines sont très demandées. Malgré la résistance de la fabrique, il est probable que ce mouvement s'accroîtra encore, lorsqu'on donnera la commission d'hiver.

Coccons secs. — Les coccons secs ont donné lieu à de nombreuses affaires, avec une plus-value de 50 à 75 centimes par kilogramme; ils restent abondants.

Moulinage à façon. — Le moulinage est toujours très occupé avec un prix en légère amélioration. Le personnel du moulinage et de la filature est plutôt rare.

Pâtes alimentaires et ameublement. — Ces deux industries continuent à travailler dans des conditions favorables.

Tannerie. — Cette industrie travaille, mais dans de mauvaises conditions, elle aurait besoin de se créer des débouchés extérieurs pour écouler sa production; seules les maisons qui ont une marque écoulent leur fabrication assez avantageusement.

Chapellerie et chaussure. — Travail toujours insuffisant, ventes difficiles ou à mauvais prix. — *Marché.*

Vaucluse. — Les affaires sont faibles en général, sur toutes les branches d'industrie, particulièrement dans la *minoterie*, la *saonnerie*, la fabrication des engrais chimiques et la *papeterie*.

L'incendie, en février dernier, d'une usine importante de tapis et couvertures de laines a condamné au chômage une centaine d'ouvriers, à l'Isle-sur-Sorgues.

La culture de la betterave à sucre s'est pratiquée, cette année, sur une large échelle, et si rien ne vient contrarier la récolte, on peut compter sur une production bien supérieure à celle de l'année dernière.

Dans le bâtiment, le travail est abondant et il tend à le devenir davantage par suite de la mise en œuvre des grands travaux de voirie entrepris par la ville d'Avignon. Les ouvriers maçons sont en instance pour obtenir une augmentation de salaire. — *H. Fabre.*

Gard. — A Nîmes, la *bonneterie* marche péniblement; la fabrication des tapis écoule difficilement sa production et l'une des maisons congédie du personnel; la *passenterie* lutte toujours énergiquement contre la concurrence étrangère et la fabrication des vêtements confectionnés est dans une situation satisfaisante. Travail arrêté dans les fabriques d'étoffes pour meubles. La fabrication de chaussures d'enfants reste la seule industrie vraiment prospère de la localité.

La tonnellerie commence à travailler.

Les ouvriers du bâtiment sont employés à quelques travaux de réparation depuis le beau temps.

Dans tout le département les filatures de soie sont en pleine activité. Il se monte de nouveaux établissements. Une nouvelle fabrique de cartonnages vient de s'installer à Bagnols; elle occupe plus de 50 personnes.

A Bessèges, la situation des usines métallurgiques est très mauvaise. 100 à 125 ouvriers ont été congédiés dans la première quinzaine de mars, 100 autres l'ont été depuis.

Les travaux agricoles ont repris à la fin de la mauvaise saison; le prix du vin a haussé de 1 franc par hectolitre. — *De Boyer.*

Ardeche. — *Soies.* — La situation de la soierie est identique à celle du mois dernier.

Quelques fabriques ont un travail intermittent; une activité très grande pendant une quinzaine est quelquefois suivie d'une semaine presque inactive.

Papeterie. — Une grande activité de travail s'est maintenue en papeterie; certaines usines ont de la peine à faire face aux commandes. L'exportation semble s'être un peu développée pour certains articles de papier de luxe. Personnel très occupé.

Mégisserie. — La mégisserie progresse et on espère que d'ici peu presque tous les ouvriers seront employés. L'achat en poil s'est un peu ralenti depuis une quinzaine; la vente en blanc a aussi reçu un à-coup et les offres sont bien moins nombreuses; certains articles comme le suède sont bien moins en faveur. On croit généralement que les mégissiers, surtout ceux qui travaillent à façon, auront un travail assez régulier sans trop grande activité pendant toute la saison.

Tannerie. — La situation ne s'est guère modifiée pendant le mois écoulé. Toutefois, il y aurait un peu plus d'affaires sur l'ensemble des divers articles. Le personnel est à peu près au complet et fait la journée entière.

Maroquinerie. — Affaires très calmes, soit en mouton, soit en chèvre. Le personnel est cependant plus occupé; il fait la journée entière. — Gr. Tintaud.

Aveyron. — *Mines.* — Les mines de houille de Decazeville et celles de Bouquiès perfectionnent leur outillage d'extraction et de préparation mécanique des charbons. Leur production et leur vente sont faibles, à cause de la concurrence des marchés anglais et du coût élevé du transport par voie ferrée. Les prix sont à la baisse et désavantageux. Salaires stationnaires cependant et absence de chômage. Les mines d'Antin et de Campagnac sont l'objet d'une exploitation peu active. Leur production diminue et leurs prix de vente ont baissé.

Alimentation. — La campagne fromagère se présente sous d'heureux auspices pour l'année courante. Le projet de création d'une société qui aurait monopolisé cette industrie n'a pas abouti. La minoterie transforme d'une manière générale son outillage en substituant les cylindres aux meules. Sa situation est stationnaire et satisfaisante.

Cuir et peaux. — La tannerie est active dans l'arrondissement d'Espalion; mais la matière première est à des prix très élevés, la grosse peau en bourre faisant complètement défaut. La ganterie a été assez active à Saint-Affrique pendant la fin de l'an dernier, mais elle subit des variations brusques et considérables et des chômages intermittents plus ou moins longs. A Millau elle a chômé pendant presque toute la fin de l'an dernier. La mégisserie subit le contre-coup de la ganterie qu'elle alimente. Deux établissements ont disparu à Millau, mais trois autres se sont fondés occupant une cinquantaine d'ouvriers.

Textiles. — La fabrication des draps de troupe est très active à Camarès et à Lapeyre, dans l'arrondissement de Saint-Affrique, mais celle des draps du commerce est plus lente, les commandes civiles ayant moins de fixité.

Métaux. — La société de Commentry-Fourchambault a établi une nouvelle forge et une nouvelle aciérie à Decazeville. Les anciens magasins de fer sont supprimés. La production et la vente sont peu actives, à cause de la concurrence des aciéries du Nord et de l'Est. Les prix de vente des fers ont baissé de 5 p. o/o. Le chômage a éprouvé un peu les ouvriers puddleurs et lamineurs à la fin de l'an dernier; ils n'ont fait que trois ou quatre jours de travail par semaine. L'abaissement des tarifs de transport par voie ferrée pourrait seul améliorer la situation difficile des forges de Decazeville, en leur permettant de lutter avantageusement contre la concurrence extérieure et intérieure. Il y a eu également peu d'activité aux aciéries de France dans l'arrondissement de Villefranche. La fabrication du coke y prend cependant plus d'extension.

Hérault. — CETTE. — La situation s'améliore, mais très légèrement, pour les portefaix et camionneurs. Ces derniers éprouvent peu de chômage par suite du départ de bon nombre d'entre eux, et d'un accroissement du trafic pendant le mois de mars. Ils ne travaillent pourtant pas tous les jours de la semaine.

Les ouvriers du bâtiment et des métiers annexes sont toujours plus éprouvés. Pour les maçons et plâtriers, la situation s'aggrave. A peine un chantier (au Lazaret) où travaillent environ 30 ouvriers. Les autres cherchent à s'occuper dans les environs, à Frontignan, à Mèze, aux usines en construction à Balaruc.

Les menuisiers, ferblantiers, serruriers, sont à peu près dans la même situation, qui, en général, est jugée plus mauvaise que l'année dernière à la même époque.

Chez les *typographes*, légère amélioration : il n'y a plus d'ouvriers inoccupés à la fin mars. Situation stationnaire pour les ouvriers employés aux *raffineries de soufre*, aux *salines* de Villeroy, aux usines de produits chimiques et de la raffinerie de pétrole de Balaruc. — R. Maurin.

BÉZIERS. — La *tannerie* et la *mégisserie* sont toujours en décroissance, moins actives et les prix en baisse. A Bédarioux, centre principal de cette industrie, l'outillage trop ancien ne permet pas de lutter contre les établissements montés mécaniquement. La fabrication exclusive de la peau-paille qui se vend très peu aujourd'hui, et en général l'absence de débouchés s'ajoutent à l'insuffisance de l'outillage pour restreindre de plus en plus l'importance de ces industries dans la région.

La *draperie* a beaucoup travaillé à la fin de l'an dernier, à cause des commandes pour l'armée. Une usine a monté un atelier important d'épillage.

Le commerce des vins s'est relevé l'an dernier, la récolte a été abondante et de bonne qualité, les ventes suivies et les prix rémunérateurs; le personnel congédié l'année précédente retrouve de l'occupation.

En général, il y a afflux de main-d'œuvre dans l'arrondissement de Béziers.

Cher. — La situation des mines de fer de Saint-Éloy-de-Gy est toujours mauvaise à cause de l'insuffisance des débouchés.

Les carrières de pierre à bâtir ont un ralentissement dû à la saison d'hiver. A la Celle et à Meillant, le manque de travail s'est fait assez durement sentir pendant la seconde moitié de l'an dernier; mais à Valleney, l'activité est restée satisfaisante.

Les *marnières* de Blancfort ont toujours une production et une vente actives; leurs prix se maintiennent et la main-d'œuvre serait plutôt défaut.

La fabrication des toiles cirées, à Bourges, malgré les tarifs nouveaux, souffre toujours de la concurrence étrangère et de la difficulté d'écouler ses produits. Ses prix déjà peu avantageux ont une tendance à baisser encore.

La *tannerie* est assez active, mais ses prix restent toujours désavantageux. A Henrichemont, cependant, ils sont un peu plus avantageux qu'il y a un an. Les salaires restent très bas.

La *carrosserie* continue d'être prospère à Sancoins et à Bourges. Les salaires restent toujours avantageux.

Les ateliers de construction de machines agricoles de Vierzon sont toujours en pleine activité. Les stocks des années précédentes ont été écoulés cette année, grâce à l'abondance des récoltes. Les salaires sont sans changement. A Vierzon, une nouvelle industrie est venue s'ajouter à celle des machines agricoles, c'est la fabrication des moteurs à gaz et à pétrole. Les usines de Lunery, dont les ventes étaient peu actives au début de l'année dernière, ont repris vers la fin de l'année. Mais les prix restent bas et il y a encore beaucoup d'ouvriers en chômage. Les usines de Bourges ont peu d'écoulement aussi. La *tréfilerie* de Valleney a fermé ses portes, laissant une trentaine d'ouvriers sans travail. Les *pointeries* de Vierzon-Village et de Jouet-sur-l'Aubois souffrent de la concurrence que leur font les fabriques des environs de Paris. Leur situation reste peu brillante, sans être cependant mauvaise.

Les usines de chaux et ciment ont une production et une vente plus fortes qu'au dernier semestre. Les prix se maintiennent. L'outillage s'améliore et une nouvelle usine à ciment s'est établie à Beffes. Les *tuileries mécaniques* sont prospères. Production et vente actives. Prix avantageux. La *verrerie* a une situation normale, mais les prix de vente tendent à baisser et sont désavantageux. Les *fabriques de poteries* d'Henrichemont ont toujours une bonne situation, l'écoulement des produits se faisant facilement et à des prix satisfaisants.

La fabrication de la porcelaine est dans une situation fort mauvaise. La production et la vente ont faibli; les prix diminuent tous les jours à cause de la concurrence étrangère et de la difficulté d'exportation. Un établissement a fermé à Foëcy. A Vierzon, où cette industrie a le plus d'importance et occupe onze fabriques, une maison a renvoyé l'an dernier 52 ouvriers faute de travail; une autre a fermé pendant quatre mois, laissant une centaine d'ouvriers sans travail. L'émigration des ouvriers agricoles vers la ville, la transformation de l'outillage et le manque d'activité contribuent ensemble à augmenter le chômage et à faire diminuer les salaires par la surabondance de main-d'œuvre.

Loire-Inférieure. — La fabrication des conserves alimentaires a été assez active pendant l'année 1891, et la vente des produits assez facile. Cependant une maison a fermé.

Les chantiers de construction de Saint-Nazaire et de Nantes ont exécuté d'importantes commandes en 1894. La compagnie des chantiers de la Loire a du travail assuré jusqu'au mois de janvier 1896. Les chantiers de Penhouët ont eu, cependant, une production plus faible à cause de la concurrence. Les prix de vente auraient une tendance à la baisse. La main-d'œuvre est suffisante, sans excès.

La métallurgie a éprouvé un certain ralentissement dans ses affaires dans le second semestre 1894. Cependant l'outillage se perfectionne, et, à Trignac, deux anciens hauts-fourneaux ont été éteints et transformés en hauts-fourneaux de grande capacité. Les fabriques de machines agricoles ont été peu actives. L'industrie des boîtes métalliques est, par contre, en pleine prospérité. Les salaires restent stationnaires et tendraient plutôt à croître.

D'une manière générale, la main-d'œuvre afflue, notamment à Saint-Nazaire. Cependant, il n'y a pas eu de chômage général dans le courant de l'année dernière, et la température rigoureuse de l'hiver a seule obligé un certain nombre d'ateliers de Nantes à fermer pendant quelques jours.

Eure. — La tannerie et la mégisserie ont une production faible et une vente presque nulle, à cause de la surproduction et de la concurrence étrangère. Aux Andelys, la fabrique de baleines de corne est très active, à cause du retour de la mode de cet article.

Textiles. — La filature de laines cardées n'est pas dans une situation prospère à Louviers. La durée du travail a été réduite à 40 heures par semaine; les salaires ont diminué et le chômage a été de 15 à 20 p. o/o. Les filatures et tissages de coton ont une production normale aux Andelys. Les prix sont en baisse et désavantageux pour les filés mais assez rémunérateurs pour les tissus. A Bernay, les filatures de laine, qui travaillent à façon pour les maisons d'Elbeuf, ont un travail normal, mais les filatures de coton souffrent de la difficulté des transactions que paralysent la concurrence étrangère et de la surproduction.

Le moulinage et le retordage de la soie a une production et une vente faibles aux Andelys. Prix en baisse. Les fabriques de draps, de Louviers, ont peu d'activité. Les prix de vente sont peu rémunérateurs, surtout pour l'article des draps fantaisie. Un établissement nouveau s'est créé aux Andelys pour la fabrique d'articles divers de coton. La teinturerie est peu active. Un établissement a fermé, d'autres n'ont pas travaillé tous les jours cet hiver. La blanchisserie de coton est plus active aux Andelys, bien que les salaires y soient maintenus à un taux très bas. La fabrique de rubans cardés, de Louviers, n'occupe plus que 26 machines sur 200. Les fabriques de casquettes et de lacets ont une situation normale et satisfaisante.

Bois. — Les fabriques d'orgues et de luths ont une production et une vente faibles. La main-d'œuvre ferait plutôt défaut. La fabrication des peignes est toujours moins active dans le dernier trimestre, période de morte-saison. Les prix sont très bas, à cause de la concurrence et de la difficulté des exportations. Chômages fréquents pour les ouvriers à la tâche.

Métaux. — La production est active dans la construction en fer, faible dans la fonderie de fer. Les prix sont bas et la main-d'œuvre fait défaut.

Dans la fonderie de cuivre, la production est faible et les prix baissent tous les jours et sont désavantageux. Dans le laminage du zinc, aux Andelys, l'activité a diminué aussi et un laminier chôme. Cependant les prix restent stationnaires.

Analyse par départements des renseignements fournis par les Chambres syndicales ouvrières.

Seine. — PARIS. — *Alimentation.* — La situation semble toujours difficile chez les ouvriers boulangers; la grande concurrence entre patrons tend à réduire le nombre des places disponibles; les cuisiniers estiment à un peu plus du quart le nombre de leurs adhérents non placés à demeure; la durée du travail atteint généralement 80 heures par semaine (dimanche compris); le nombre des places disponibles diminue par suite du remplacement des ouvriers expérimentés par des jeunes gens et par l'afflux de la main-d'œuvre à Paris.

Industrie du livre. — Les ouvriers de la brochure estiment à 6 p. o/o, les imprimeurs à la planche pour papiers peints à 7 p. o/o, les typographes à 10 p. o/o le nombre des leurs en chômage; le placement devient plus difficile, certains journaux ayant remplacé leurs ouvriers par d'autres travaillant à tarif réduit.

Guir et peaux. — Chez les *tanneurs*, la situation est un peu moins bonne que le mois dernier, il y a cependant tendance à l'amélioration; chez les *gantiers*, les affaires sont actuellement très calmes; les maisons sont à fin de commission; il y a malgré cela très peu de chômeurs; chez les ouvriers *boursiers-découpeurs-mécaniciens*, les commandes semblent moins abondantes que celles de l'an dernier pendant le mois correspondant, l'exportation surtout a donné fort peu; chez les *guiniers*, le tarif dans le travail aux pièces a été diminué de 10 p. o/o.

Tissus. — On estime à environ 15 p. o/o le nombre des *teinturiers-dégraisseurs* inoccupés; la durée du travail descend à 40 heures par semaine; le nombre des dépôts de teinturerie et dégraissages ayant augmenté, on a tendance à réduire les salaires afin de diminuer les frais. On signale une petite reprise de travail chez les ouvriers *passementiers à la barre*.

Bois. — L'ouvrage est faible chez les *charpentiers*; durée moyenne du travail 60 heures par semaine; la mauvaise saison ayant retardé les travaux de *terrassement* et de *maçonnerie*, l'industrie du *bâtiment* est encore peu active; les *mouliniers-finisieurs* estiment à 10 p. o/o le nombre de leurs adhérents sans place; le travail est un peu plus actif chez les *ébénistes-réparateurs*, ils font environ 10 heures par jour. On ne signale pas de chômeurs chez les *brossiers*; il y aurait diminution sur la durée du travail; on fait de 48 à 60 heures suivant les ateliers; la concurrence des maisons de province réduit le nombre des commandes précédemment réservées aux ouvriers parisiens.

Métaux. — Il y a une petite amélioration dans les conditions du travail chez les *balançiers*; la moyenne de la durée du travail hebdomadaire atteint 60 heures; les *ferblantiers-boitiers* signalent une augmentation dans le nombre des entreprises: 3 maisons nouvelles occupant ensemble 15 ouvriers; les salaires subissent une diminution sensible provenant en partie de la concurrence de la main-d'œuvre féminine et de l'emploi des machines à estamper, agraver et souder; les *tailleurs sur acier* ne comptent pas de chômeurs parmi leurs membres; les ouvriers de la *bijouterie en doré* comptent 15 p. o/o de leurs adhérents sans place; on est revenu à la journée de 10 heures; on constate une petite diminution dans les commandes.

Bâtiment. — A Boulogne-sur-Seine, les *tailleurs de pierre* et *maçons* ont repris leurs travaux depuis le dégel; quatre cinquièmes des ouvriers ont été embauchés; ils font 65 heures par semaine, le dimanche étant compté pour une demi-journée. Chez les *ornemanistes*, un tiers des adhérents au syndicat sont sans travail; néanmoins, la situation est jugée meilleure que l'an dernier.

On signale une reprise de travail chez les *fumistes industriels*, il y a une certaine quantité de travaux projetés. Un nombre assez considérable de *fumistes du bâtiment* sont encore inoccupés, dans les chantiers on fait environ 40 heures par semaine; on attend une température plus favorable et des jours plus longs pour reprendre le travail.

Poterie, verrerie. — Le travail va reprendre complètement en avril chez les *potiers* et *briqueurs* de Gentilly; jusqu'ici une partie des ouvriers est occupée de 9 et de 10 heures par jour; il y a dans certaines maisons augmentation des salaires; les *bizeauteurs* et *polisseurs* ne comptent aucun de leurs adhérents sans ouvrage; la situation semble supérieure à celle de l'an passé.

Transports. — On ne signale pas de chômeurs chez les *charretiers en vins* des entrepôts; la durée du travail a été portée à 100 heures par semaine; les *mariniers* sont encore pour la plupart sans ouvrage, la longueur de l'hiver ayant gêné le mouvement de la *batellerie* sur les fleuves et canaux; la situation paraît moins bonne que l'an dernier chez les *petits loueurs* et *cochers*. Les ouvriers du *marché aux bestiaux* estiment à un cinquième le nombre de leurs adhérents sans ouvrage; les arrivages sont assez faibles par suite de la cherté de la viande: on espère une amélioration avec la reprise des travaux dans les autres corporations.

Commerce. — Les *sommeliers, garçons marchands de vin* comptent 6 p. o/o de leurs adhérents sans place, la situation avait été très mauvaise depuis janvier, elle tend à redevenir meilleure actuellement, le nombre des demandes d'emploi comparé à celui du mois correspondant de l'an dernier est de 6 p. o/o plus élevé. Les *coiffeurs* annoncent que 5 p. o/o de leurs membres sont sans place. Les *élèves en pharmacie* comptent 11 p. o/o de leurs adhérents sans emploi; ils sont occupés généralement de 14 à 16 heures par jour, et quelques fois la nuit; les salaires ont une tendance à la baisse.

Seine-et-Oise. — A Méry-sur-Oise, les *carriers* sont à peu près tous occupés en moyenne 10 heures par jour; le stock de pierres déjà extraites étant encore fort important, le travail est

peu actif. A Saint-Chiron, les *carriers* font actuellement 10 heures par jour; les salaires sont réduits de 12 p. o/o environ dans une importante exploitation. L'embauchage deviendrait paraît-il, plus difficile par suite de l'arrivée de chefs d'ateliers étrangers qui réserveraient des emplois pour leurs compatriotes? A Bonnières, on ne signale pas de chômeurs chez les ouvriers des *raffineries de pétrole*; la durée du travail est régulièrement de 68 heures par semaine (dimanche compris). A Versailles, on ne compte pas de *typographes* sans ouvrage; la durée du travail est de 60 heures par semaine. Il passe beaucoup de typographes en quête de travail. Les emplois sont de plus en plus occupés par des femmes ou par des apprentis. A Essonne, on ne compte pas de chômeurs chez les *chapeliers*, la durée du travail journalier est de 12 heures; comme tous les ans à pareil époque le travail est un peu plus actif. A Versailles, les *maçons et tailleurs de pierres* constatent que 20 p. o/o de leurs adhérents sont inoccupés; dans les chantiers on fait 60 heures par semaine; les *menuisiers* comptent 9 p. o/o des leurs sans ouvrage.

A Versailles, le pain est diminué de 5 centimes par 2 kilogr.; la viande a tendance à augmenter.

Aisne. — A Serain, le travail commence à reprendre chez les ouvriers des *tissages mécaniques*; on compte 10 p. o/o de chômeurs; la durée du travail varie de 11 à 12 heures par jour suivant que les ouvriers sont employés à l'heure ou aux pièces. A Soissons, on ne signale pas de chômeurs chez les *maçons*; durée du travail, 66 heures par semaine.

Oise. — A Méru, les *tabletiers* estiment qu'un cinquième de leurs adhérents sont sans ouvrage.

Somme. — A Montdidier, un *journal* qui occupait une vingtaine d'ouvriers vient d'être déclaré en faillite; dans une autre maison d'*imprimerie*, on a réduit de 10 centimes le tarif du travail aux pièces, ce qui produirait une diminution de 75 centimes à 1 franc sur le salaire journalier. A Amiens, les *typographes* estiment à 6 p. o/o, les *teinturiers* à 10 p. o/o le nombre de leurs membres sans ouvrage.

A Amiens, baisse assez sensible sur le prix des œufs.

Pas-de-Calais. — A Calais, le nombre des fabriques de *tulles* a augmenté, un certain nombre d'ouvriers tullistes ayant pris des métiers en location et travaillant à façon pour des maisons de commission; le travail est un peu plus actif chez les ouvriers *peintres* de Boulogne-sur-Mer, ils font de 42 à 50 heures par semaine; la situation reste encore inférieure à celle de l'année passée à pareille époque.

A Boulogne-sur-Mer, le prix des pommes de terre a doublé, les autres denrées sont également en hausse.

Nord. — A Tourcoing, les *boulangers* font 81 heures environ par semaine; à Roubaix, les boulangeries tendent à réduire leur personnel. A Douai, le travail est très actif chez les *typographes-lithographes*; il y aurait momentanément pénurie d'ouvriers; le mois prochain, va se produire la diminution habituelle des commandes; à Valenciennes on compte 4 p. o/o des *typographes* sans place. A Armentières, on estime à 17 p. o/o le nombre des ouvriers de l'*industrie textile* sans ouvrage. A Dunkerque, un cinquième des *charpentiers* est encore sans travail; la plupart des ouvriers occupés font 60 heures par semaine. A Armentières, on compte environ 10 p. o/o des *mouleurs en fer et en cuivre* inoccupés; durée du travail, 10 heures par jour. A Dunkerque, les ouvriers sur *métaux* font de 60 à 70 heures par semaine, suivant les ateliers; la durée du travail a été légèrement augmentée; elle est diminuée à Maubeuge chez les ouvriers *métallurgistes* qui font de 40 à 50 heures par semaine, les commandes n'étant actuellement plus assez importantes pour occuper tout le personnel la journée entière; à Hautmont et dans les environs les ouvriers des *forges et laminoirs* travaillent de 12 à 16 jours par mois, en moyenne 12 et 14 jours. A Lille, les ouvriers de l'*industrie des métaux* signalent la fermeture d'une maison occupant une quarantaine d'ouvriers; la durée du travail a été généralement réduite. On fait 60 heures par semaine au lieu de 66 et 72; à Fives-Lille, dans une des grandes entreprises de constructions mécaniques, les ouvriers travaillent à tour de rôle; le travail disponible est

jugé de 25 p. o/o inférieur à celui de l'an dernier à pareille époque; on ne compte pas d'ouvriers inoccupés chez les *chaudronniers*, la journée est en moyenne de 10 heures. Le travail a repris chez les *marbriers en pendules* de Couslre; ils font 70 heures par semaine; on ne sait si cette amélioration se maintiendra, les commandes sont très variables suivant les moments et les ateliers; une certaine quantité de commissions sont enlevées par des maisons étrangères. A Dunkerque, la situation s'est améliorée chez les *maçons*; on estime que 1/4 des ouvriers est sans ouvrage, ceux qui sont embauchés font 50 heures par semaine. A Roubaix, quatre nouvelles entreprises de *peinture* avec 60 ouvriers; durée moyenne du travail, 60 heures par semaine; on constate que 18 p. o/o des *peintres* sont inoccupés; les salaires dans le travail à l'heure ont été diminués de 0 fr. 03 par heure; pas de chômage à Armentières. A Dunkerque, un cinquième des *plâtriers* est sans ouvrage; ceux qui sont embauchés font 60 heures par semaine; il y a encore peu de constructions; le chômage atteint encore un cinquième des ouvriers *plombiers-zingueurs*; dans les ateliers, on fait généralement 60 heures par semaine.

A Lille, les pommes de terre sont vendues un prix trois fois plus élevé que les autres années, les œufs sont aussi beaucoup plus chers. A Tourcoing, le pain est diminué de 0 fr. 05 par kilogramme et demi.

Ardennes. — A Fumay, il n'est pas signalé d'*ardoisiers* sans ouvrage; à Charleville, certains travaux d'*imprimerie* étant maintenant réservés aux entreprises locales, l'ouvrage est plus abondant que l'an dernier; presque tous les *typographes* sont occupés, ils font 60 heures par semaine. On annonce de Daigny une légère reprise du travail dans les *filatures*. Dans la région de Sedan, en ce qui concerne l'industrie des tissus, la situation générale paraît meilleure que celle de l'an dernier à pareille époque; il y a augmentation de travail dans les *filatures* qui maintiennent leur personnel au complet et font, suivant les maisons, de 90 à 96 heures par semaine; dans les fabriques d'*apparets* et dans les *teintureries*, la situation ne s'est pas modifiée; dans les *tissages*, les prix de façon ont baissé de 30 p. o/o environ; on estime qu'il y a environ un quart des ouvriers *tisseurs* inoccupés. A Étion, les commandes sont beaucoup plus importantes que les mois derniers dans les ateliers de *métallurgie*; le personnel est maintenant au complet; les industriels ayant suffisamment de commandes pour occuper tous leurs ouvriers n'acceptent de nouveaux ordres que lorsqu'ils leur permettent de maintenir leurs prix. A Vivier-au-Court, la situation est encore difficile, certains industriels, étant donné leur matériel, ne peuvent accepter des commandes qui sont portées à d'autres centres métallurgistes. A Revin, on ne signale pas de chômeurs parmi les *métallurgistes*; dans les ateliers les plus favorisés, les ouvriers font 11 heures par jour et 8 dans quelques maisons; de temps à autre le travail est arrêté un jour ou deux. Les ouvriers *métallurgistes* de Nouzon comptent 13 p. o/o de leurs compagnons sans ouvrage; une maison occupant 25 ouvriers vient de suspendre ses travaux pour cause de difficultés avec ses ouvriers; la durée moyenne du travail dans la région est de 60 heures par semaine; une amélioration passagère provient des commandes pour l'expédition de Madagascar et pour des ferrures de wagons; dans l'article de bâtiment et dans celui de ménage, les affaires ont été nulles depuis quatre mois; cependant il y a lieu, vu la saison, d'espérer une reprise; pour les fournitures pour chemins de fer, les commandes n'arrivent que par à-coups, la besogne presse pendant un mois et, la commande terminée, on est obligé de licencier une partie du personnel. A Gespunsart, chez les ouvriers en *métaux*, on espère d'ici peu une augmentation d'ouvrage par suite de la construction d'une nouvelle ligne de chemin de fer. A Sedan, un grand nombre d'ouvriers du *bâtiment* sont encore sans ouvrage. A Fumay, le beurre a diminué de 0 fr. 10 par kilogramme, les autres denrées sont sans variations. A Nouzon, par suite de l'hiver rigoureux, les légumes ont augmenté d'un tiers; à Revin, la viande de boucherie a diminué de 0 fr. 10 à 0 fr. 20 par kilogramme, le pain a été également taxé avec diminution sur le prix.

Marne. — A Reims, on ne signale pas de chômeurs parmi les *typographes*. Une nouvelle *teinturerie* devant occuper 50 ouvriers va ouvrir le mois prochain. On estime que plus du quart des ouvriers restent sans ouvrage. Les *verriers en bouteilles* de Courcy sont presque tous occupés, la durée de la journée de travail a été augmentée d'une demi-heure, les salaires auraient plutôt tendance à la baisse par suite d'une modification dans le tarif du travail à façon.

Haute-Marne. — A Chaumont, la durée du travail a été diminuée chez les *gantiers*.

Meuse. — Il n'est pas signalé de chômeurs chez les *carriers* de Lérouville; durée du travail, 60 heures par semaine jusqu'au 15 mars, et 66 heures ensuite.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, pas de chômeurs chez les *typographes*; 4 p. o/o chez les *menuisiers*, durée du travail hebdomadaire environ 72 heures; les ouvriers *sculpteurs* sur bois font une heure en moins par jour, les *ébénistes* et les *tapissiers* ont une légère augmentation de travail; ils font de 60 à 66 heures par semaine; les salaires dans le travail aux pièces ont baissé dans certains ateliers de 10 à 15 p. o/o; pas de chômeurs signalés chez les *tailleurs de pierres* et *maçons*; ils font 72 heures par semaine.

A Nancy, le pain a augmenté de 5 centimes par 2 kilogrammes.

Vosges. — A Moussey, on ne signale pas d'ouvriers inoccupés chez les *tisseurs* et *filateurs*; les hommes travaillent 12 heures, et les femmes, filles et enfants 11 heures par jour.

A Moussey, le prix de la viande a augmenté de 10 centimes par kilogramme, le pain a un peu diminué.

Haute-Saône. — A Gray, on ne compte pas de *tonneliers* sans ouvrage; la durée de la journée de travail a été augmentée sans que les salaires aient varié; on fait actuellement de 70 à 72 heures par semaine.

Doubs. — A Besançon, les *tailleurs de pierre* comptent un peu plus de 15 p. o/o de leurs adhérents inoccupés, le travail est actuellement plus actif que l'an dernier pendant le mois correspondant; on n'annonce pas de chômeurs chez les *émailleurs en cadrans*; la journée a été fixée à 10 heures d'un commun accord avec les patrons; la situation est un peu inférieure à celle de l'an dernier à pareille époque.

Jura. — Pas de chômeurs signalés chez les *typographes* de Salins; à Saint-Claude, les courtiers en imprimerie en enlevant une grande partie des commandes causeraient un préjudice sensible à la main-d'œuvre locale. A Fraisans, les ouvriers *métallurgistes* ne comptent aucun des leurs inoccupés; l'ouvrage est moins abondant que l'an dernier; les *chaudronniers* font 9 heures par jour, l'an dernier, cette époque, ils travaillaient 12 heures; les prix restent sans variation.

A Fraisans, la viande a augmenté.

Ain. — A Oyonnax, les *typographes* signalent un ralentissement dans le travail; travail très actif chez les ouvriers en *peignes*; l'exportation pour l'Amérique a amené une augmentation de commandes; presque tous les *tailleurs de pierre* de Thoiry ont été de nouveau embauchés.

Côte-d'Or. — A Argilly, les *bûcherons* ont repris leurs travaux. A Comblanchien, les *carriers* font à peu près 71 heures par semaine; dans une carrière, 7 p. o/o des ouvriers ont été renvoyés.

Yonne. — Travail moins actif chez les *cordonniers*; une maison occupant 25 ouvriers vient de fermer. A Auxerre, la journée de travail des *charpentiers* a été augmentée d'une heure et demie; on fait actuellement 60 heures par semaine. Les ouvriers du *bâtiment* de Sens annoncent la fondation de deux nouvelles entreprises de bâtiment; la durée moyenne du travail hebdomadaire est de 55 heures; il y a amélioration sur les mois précédents, mais le retard existant sur le mois correspondant de l'année passée n'a pas été encore regagné.

Allier. — Le travail tend à reprendre chez les *sabotiers* de Cusset. A Commentry, chez les ouvriers des *forges*, le travail est suspendu un jour par semaine; à l'atelier des *fers marchands* et des *fers blancs* la production est plus active. Le travail a repris chez les *plâtriers* de Vichy, on ne signale pas de chômeurs; la durée du travail est d'environ 70 heures par semaine; il y a un peu moins de constructions importantes, on se trouve dans une période de crise.

Nièvre. — A Châteauneuf, tous les *bûcherons* sont actuellement occupés; la durée du travail hebdomadaire est d'environ 72 heures par semaine; les salaires ont été augmentés de 50 centimes par jour; à Balleray, les *bûcherons*, depuis le milieu du mois, commencent à reprendre les coupes de bois, qui maintenant doivent être exécutées rapidement, les ventes devant être débarrassées avant la fin d'avril; malgré une hausse de 20 p. 0/0 sur les salaires, le nombre des *bûcherons* disponibles semble actuellement insuffisant; plusieurs avaient quitté le pays, au moment des grands froids, par suite du manque d'ouvrage, et beaucoup d'autres sont maintenant uniquement employés aux travaux de leurs propres champs; à Saint-Vérain, tous les *bûcherons* sont maintenant occupés, les salaires sont en hausse; il en est de même à Menou et à Saint-Aubin, la durée du travail a été portée à environ 60 heures par semaine. A Nevers, chez les *travailleurs du livre*, la journée du travail n'est plus pour certains d'entre eux que de 6 heures au lieu de 10 en marche normale; on estime à 7 p. 0/0 le nombre des ouvriers inoccupés; les ouvriers *céramistes* travaillent 48 heures par semaine, ils comptent 10 p. 0/0 des leurs sans ouvrage.

A Châteauneuf, la viande a augmenté de 20 centimes par kilogramme.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, les *plâtriers* estiment à un quart le nombre de leurs adhérents sans ouvrage; durée du travail, 5/4 heures par semaine.

Haute-Loire. — A Saint-Didier-la-Séauve, tous les *passementiers* sont occupés, la mode des *rubans* amenant beaucoup de commandes.

Au Puy, pas de chômage signalé chez les *menuisiers*; ils font actuellement 8 heures par jour. Les *serruriers* comptent environ 15 p. 0/0 de leurs compagnons sans ouvrage; le froid rigoureux avait, jusqu'ici, arrêté tous les travaux du bâtiment; ceux qui sont occupés font 60 heures par semaine; on estime à un peu plus du quart le nombre des *plâtriers* inoccupés; dans les chantiers, on fait généralement 48 heures par semaine.

Loire. — Le travail semble avoir entièrement repris chez les *mineurs* de la Ricamarie; ils font 6 jours par semaine. A Saint-Étienne, on ne signale pas d'ouvriers inoccupés chez les *typographes*; il s'est produit une légère diminution dans le travail chez les *tisseurs-épingliers*; quelques métiers ont été arrêtés, on espère une reprise le mois suivant. Pas de *tisseurs* inoccupés à Belmont, il y a amélioration sensible sur le mois dernier; l'amélioration déjà signalée pour les ouvriers en *tissus élastiques* de Saint-Étienne continue.

A la Fouillouse, chez les *passementiers-rubaniers*, l'ouvrage est plus abondant que l'an dernier à pareille époque, la mode étant aux *rubans*; on ne compte pas d'ouvriers sans travail. A Saint-Étienne, les *chefs d'ateliers rubaniers* annoncent la création d'une nouvelle maison; le travail du *ruban* est toujours très actif; le beau temps a amené quelques demandes pour les taffetas glacés ou unis, quelques réassortiments pour articles nouveautés avec bandes de diverses armures; la fabrication des *velours* est un peu délaissée; quelques ordres sont arrivés dans la dernière quinzaine pour des *velours* unis. Chez les *charpentiers* on compte un cinquième des ouvriers inoccupés.

A Firminy, un tiers des ouvriers *métallurgistes* manqueraient d'ouvrage; la journée a été réduite à 8 heures dans un grand nombre de maisons. A Saint-Chamond, les ouvriers *métallurgistes* estiment que la moitié des leurs sont inoccupés; ceux qui restent embauchés font 10 heures par jour; les salaires ont été diminués.

Les *maçons* travaillent 60 heures par semaine; ils comptent 15 p. 0/0 de leurs adhérents sans ouvrage.

Rhône. — A Lyon, les grands froids ayant retardé les travaux dans les jardins, tous les ouvriers *jardiniers* disponibles sont actuellement occupés; on signale même des places vacantes. Les ouvriers *cartonniers* estiment à 4 p. 0/0 le nombre de leurs membres sans ouvrage; ils font de 7 à 10 heures par jour suivant les ateliers. Chez les *tisseurs* de Marnand, le travail est suspendu une journée par semaine. A Saint-Jean-la-Bussière, il n'est pas constaté de *tisseurs* sans ouvrage; de même à Amplepuis. A Grandris, la durée du travail dans les ateliers de *tissage* est de 60 heures par semaine; la situation se maintient dans les fabriques de *cotonnade*, mais dans l'article *coton* dit *article local* on estime que le quart des métiers est arrêté; à la société coopérative de soieries, le travail semble très actif. A Lyon, l'amélioration, déjà mentionnée chez les *coupeurs-tailleurs*, continue; la durée moyenne du travail hebdomadaire en

atelier atteint 60 heures. On ne signale pas de chômeurs chez les *chapeliers en fantaisie*, les commandes sont plus faibles que l'an dernier par suite du mauvais temps persistant. Les *litières* estiment qu'un quart de leurs adhérents sont inoccupés; la durée du travail hebdomadaire est d'environ 54 heures par semaine; les salaires sont un peu diminués, la concurrence du travail pénitentiaire rend les commandes plus rares. Ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *sabotiers galochiers*.

A Lyon, les *tourneurs-robinetiers* comptent 6 p. o/o des leurs sans ouvrage; les *graveurs pour impression sur étoffes* sont occupés environ 10 heures par jour. Le travail commence à reprendre chez les *sculpteurs sur pierre et statuaires*. Les *terrassiers-puisatiers* estiment qu'un cinquième de leurs adhérents sont actuellement sans ouvrage; la durée du travail hebdomadaire est d'environ 60 heures; elle varie de 54 à 60 heures chez les *cimentiers* qui comptent 15 p. o/o des leurs sans travail. Les *employés des cafés, restaurants et hôtels* portent à plus du tiers le nombre de leurs adhérents sans emploi fixe; deux nouvelles maisons viennent de se fonder, elles occupent un petit personnel.

Haute-Savoie. — La situation, au point de vue du travail, s'annonce comme très bonne chez les *carriers* de Thonon; la rigueur persistante du froid et une difficulté de tarif ont seules arrêté les travaux. A Annecy, le travail est encore faible chez les *tailleurs de pierre, plâtriers et peintres*; ils font, le plus souvent, 8 heures par jour.

Isère. — A la Motte-d'Aveillans, les *mineurs* font généralement 60 heures par semaine. A Jallieu, les ouvriers *papetiers* travaillent, suivant les maisons, 66 et 72 heures par semaine. A Grenoble, les *typographes* estiment à environ un cinquième le nombre de leurs membres sans place; les ouvriers aux pièces font de 5 à 10 heures par jour; les ouvriers à l'heure font 10 heures par jour. Les *mégissiers-palissonneurs* comptent un grand nombre de leurs adhérents inoccupés. A Izeaux, la situation des ouvriers *cordonniers* s'est peu modifiée; les ouvrières *piqueuses en tiges* font 30 heures par semaine; à la suite d'un accord intervenu, le salaire a été maintenu à son taux habituel. On ne signale pas d'ouvriers inoccupés chez les *gantiers* de Grenoble. Les *maçons* de Bourgoin sont à peu près tous occupés 60 heures par semaine; il y a un peu moins de constructions que l'an passé. A Grenoble, les *maçons* estiment que plus du tiers de leurs adhérents n'ont pas encore été embauchés; la concurrence de la main-d'œuvre étrangère rend le placement très difficile; dans les chantiers on fait 60 heures par semaine.

Drôme. — A Bourg-de-Péage, les *chapeliers* estiment que 15 p. o/o environ de leurs adhérents sont inoccupés; la durée de la journée de travail est d'environ 10 heures.

Alpes-Maritimes. — A Cannes, les *jardiniers* comptent un peu plus de 15 p. o/o des leurs sans place; deux maisons occupant 25 ouvriers sont fermées, la durée du travail a été augmentée d'une heure, on fait 70 heures par semaine; l'augmentation de la main-d'œuvre étrangère rend le placement plus difficile et moins avantageux; la situation se maintient satisfaisante chez les *cuisiniers*. Le travail est encore très actif chez les *cartonniers*; les fabriques de *boîtes de carton* pour l'expédition des fleurs fraîches maintiennent leur personnel au complet; les femmes qui y sont employées travaillent constamment 10 heures par jour. Chez les *typographes* de Cannes, la saison n'a pas été aussi bonne que les premiers mois de l'année l'avaient laissé espérer, elle est à peu près équivalente à celle de l'an dernier; la durée de la journée est encore de 10 heures; cependant dans certaines maisons on commence à renvoyer une partie du personnel supplémentaire. A Nice, le travail tend plutôt à diminuer chez les *cordonniers* et chez les *carrossiers*; les *tapissiers* annoncent la disparition de deux maisons d'*ameublement* occupant ensemble 26 ouvriers; la durée du travail est d'environ 36 heures par semaine; la saison hivernale n'a pas donné ce que l'on avait espéré, les étrangers, quoique aussi nombreux que les autres années, ont peu séjourné, ils se sont portés surtout dans les hôtels. Les *vanniers* travaillent généralement 12 heures par jour; l'ouvrage est moins abondant, les gelées ont gêné la culture des fleurs, et les expéditions en paniers ont été moins importantes. Les *potiers* de Vallauris comptent 2 p. o/o de leurs adhérents sans ouvrage. Plus du tiers des *marins du commerce* de Cannes sont sans engagement, les mauvais temps ayant gêné la navigation; ceux qui sont occupés font 80 heures par semaine. A Nice, 10 p. o/o des *garçons de café* sont sans place; par suite des fêtes, la journée de travail a été portée à 18 heures.

A Cannes, les pommes de terre ont augmenté de 22 p. o/o; les autres légumes sont également en hausse.

Var. — A Toulon, 8 p. o/o des garçons *bouchers* et *tripiers* et ouvriers de l'abattoir sont sans emploi; durée du travail à l'abattoir 70 heures par semaine.

Corse. — A Bastia, les *typographes* comptent 4 p. o/o de leurs adhérents sans emploi; la situation paraît assez difficile.

Bouches-du-Rhône. — Les *pêcheurs* de Martigues ont maintenant un peu plus de travail; ils ont été occupés cinq jours en deux semaines. A Aix, 17 p. o/o des *boulangers* sont sans emploi; ceux qui sont occupés font 84 heures par semaine (dimanche compris).

A Marseille, à peu près 4 p. o/o des ouvriers *savonniers* sont sans ouvrage; la situation semble moins bonne que celle de l'an dernier à pareille époque, principalement par l'augmentation du prix des denrées. Les *imprimeurs-lithographes* travaillent normalement 60 heures par semaine, cependant, dans un certain nombre d'ateliers, beaucoup ne sont occupés que 3 et 4 jours par semaine; la crise qui sévit sur la navigation ralentit le mouvement des affaires; les *imprimeurs-lithographes* comptent 13 p. o/o de leurs adhérents sans emploi; les *typographes* 4 p. o/o. La situation s'est un peu améliorée chez les *selliers-bourrelliers*, une maison de *fournitures militaires* a embauché un certain nombre d'ouvriers; on compte encore 5 p. o/o de chômeurs. On ne signale pas de *carrossiers* inoccupés; la durée du travail est en moyenne de 60 heures par semaine.

A Marseille, les *chauffeurs-mécaniciens* font environ 84 heures par semaine, ils comptent 15 p. o/o de leurs adhérents sans ouvrage; les *forgerons* ne signalent aucun de leurs membres sans travail; les commandes sont faibles, on s'attend à une reprise du travail après la signature des traités de transports. Les *tailleurs de pierre* estiment que 10 p. o/o environ de leurs adhérents sont sans ouvrage; durée du travail de 45 à 50 heures par semaine, petite diminution sur les salaires; les réparations nécessitées par les locations de Pâques ont procuré une petite augmentation de travail chez les *carreleurs*, qui constatent qu'un quart de leurs membres sont inoccupés. A Salon, avec le beau temps, les chantiers de *construction* ont été ouverts, tous les ouvriers ont été repris, la durée du travail a été augmentée et portée à 60 heures par semaine. A Saint-Henri, les *tailleurs céramistes* travaillent maintenant 50 à 60 heures par semaine et ne comptent plus que 7 p. o/o des chômeurs. A Marseille, la situation semble meilleure chez les *chargeurs*, les embarquements pour Madagascar ayant procuré une sensible augmentation d'ouvrage. Les *garçons de café* signalent une petite reprise du travail qu'ils attribuent à l'amélioration de la température; ils font plus de 120 heures par semaine et comptent un cinquième de leurs adhérents en chômage, les *garçons bouchers* environ 15 p. o/o; dans les étaux on fait 14 heures par jour (temps des repas compris). Les *garçons coiffeurs* estiment à 13 p. o/o le nombre de leurs adhérents sans place; durée du travail dans les ateliers de coiffure, 15 heures par jour.

Vaucluse. — Les *tailleurs de pierre* de Cavaillon sont tous occupés et font environ 50 heures par semaine. Meilleure situation que l'an dernier.

Ardèche. — A Annonay, chez les ouvriers du *cair* la reprise du travail, déjà prévue, s'est en partie produite; quoique tous les ouvriers ne soient pas occupés toute la journée, la situation s'est bien améliorée.

Gard. — A Nîmes, chez les *typographes*, la durée du travail hebdomadaires est de 60 heures; on ne signale pas de chômeurs.

Aveyron. — Les *mineurs* de Villefranche travaillent généralement 11 heures par jour. A Millau, les *tailleurs de pierre* sont occupés 60 heures par semaine.

Tarn. — A Albi, les *typographes* estiment à 6 p. o/o le nombre de leurs membres sans ouvrages; la durée de la journée de travail est en moyenne de 10 heures; le placement étant devenu très difficile, un certain nombre d'ouvriers ont quitté le pays, diminuant d'autant le nombre des bras disponibles. A Castres, la durée du travail varie de 13 à 14 heu-

res chez les *tisseurs*; les salaires ont été réduits de 10 p. o/o sur certains articles. A Albi, les *chapeliers-appropriateurs* font 60 heures par semaine; l'ouvrage commence à diminuer, la plupart des commandes étant déjà exécutées, alors que les années précédentes, à cette époque, le travail pour les fêtes de Pâques était en pleine activité; chez les *chapeliers* du Graulhet, l'ouvrage est également en petite quantité. A Durfort, le travail est encore faible chez les *chaudronniers*.

Hérault. — A la Tour-d'Orb, les *mineurs* ne font généralement que 38 heures par semaine, le travail étant suspendu pendant 2 jours. Par suite d'un incendie dans un des puits les plus importants de la section, un grand nombre de *mineurs* du Bousquet ne sont occupés que 2 et 3 jours par semaine; on estime à 18 p. o/o le nombre des ouvriers sans ouvrage. A Cette, la situation s'est un peu améliorée chez les *typo-lithographes*, une nouvelle imprimerie s'est fondée et certains travaux administratifs ont été maintenant réservés à la main-d'œuvre locale; la durée du travail hebdomadaire est de 60 heures. A Montpellier, le nombre des *cordonniers* sans travail a augmenté autant par suite de la mauvaise saison, que par suite de la concurrence du travail pénitentiaire; les *ébénistes* signalent la fermeture d'une maison qui occupait 5 ouvriers; dans les ateliers on fait généralement 9 heures par jour; les salaires sont réduits de 10 p. o/o environ; la vente de plus en plus importante des meubles fabriqués mécaniquement diminue l'ouvrage précédemment réservé à la production locale. Les *tailleurs de pierre* comptent encore plus du tiers de leurs adhérents sans ouvrages; ceux qui sont occupés font 54 heures par semaine, la situation paraît moins bonne que celle du mois correspondant de l'an passé, les gelées ayant retardé tous les travaux du bâtiment. A Béziers, chez les *plâtriers*, la durée de la journée a été portée à 10 heures, la situation semble meilleure que celle de l'an dernier à pareille époque.

A la Tour-d'Orb, la viande a augmenté de 0 fr. 20 par kilogramme.

Aude. — A Carcassonne, une nouvelle entreprise de *charpente* vient de se fonder; elle occupe 5 ouvriers; dans certains chantiers, la durée de la journée de travail a été augmentée d'une heure; on ne signale pas d'ouvriers charpentiers sans ouvrage. Il y a encore peu de constructions nouvelles à Narbonne, beaucoup d'ouvriers du bâtiment sont inoccupés; chez les *terrassiers* de Carcassonne, plus d'un tiers de chômage.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, les ouvriers de la terre ont actuellement presque tous de l'ouvrage, en quantité à peu près égale à celle de l'an dernier pendant le mois correspondant. A Saint-Laurent-de-Cerdans, le nombre des *trépointeurs* sans ouvrage a tendance à augmenter, il atteindrait près du quart des ouvriers. A Perpignan on ne signale pas de chômeurs parmi les *ébénistes*, la situation paraît s'améliorer; les garçons *limonadiers* portent à 8 p. o/o le nombre de leurs membres non placés; durée du travail, 18 heures par jour.

A Perpignan, les pommes de terre sont en hausse de 1 franc par 50 kilogrammes; le pétrole de 0 fr. 05 par litre.

Ariège. — On constate environ 4 p. o/o de *menuisiers* sans emploi à Saint-Girons.

Haute-Garonne. — A Toulouse, chez les *typographes*, le nombre des ouvriers inoccupés a diminué; ils comptent encore 3 p. o/o des leurs sans place; la morte-saison dure encore chez les ouvriers *tailleurs d'habits*, on fait de 36 à 40 heures par semaine; les travaux du bâtiment n'ont pas encore repris leur activité habituelle, les grands projets de travaux de voirie n'ont pu être exécutés; la durée du travail journalier a été portée de 9 à 10 heures; beaucoup d'entrepreneurs n'occupent qu'une partie de leur personnel, d'autres attendent un temps plus favorable pour exécuter les commandes.

A Toulouse, le pain et le vin sont en hausse de 10 p. o/o.

Haute-Pyrénées. — A Tarbes, les *charrons-forgerons-selliers* ne comptent aucun de leurs membres inoccupés; ils font 60 heures par semaine. Les *maçons* signalent l'ouverture de 5 nouveaux chantiers, la durée du travail varie de 35 à 40 heures par semaine, la situation s'est sensiblement améliorée, presque tous les ouvriers sont occupés. Les *peintres* et les *plâtriers* font 60 heures par semaine; ils sont presque tous occupés.

Basses-Pyrénées. — A Bayonne, la situation s'est un peu améliorée chez les *boulangers*,

ils estiment à 5 p. o/o le nombre de leurs membres sans place. A Pau, 10 p. o/o des garçons *bouchers* sont sans emploi; une boucherie vient de former, elle occupait 3 ouvriers.

Landes. — Les ouvriers en *verre blanc* de Moussey font environ 42 heures par semaine, ils travaillent à tour de rôle en attendant la reprise générale; comme tous les ans d'ailleurs on suspend en partie la fabrication pour la réparation des fours.

Tarn-et-Garonne. — A Sept-Fonds, 3 p. o/o des *chapeliers* sont inoccupés; durée du travail 12 heures et demie par jour; il y a moins d'ouvrage que l'an dernier.

Lot. — A Cahors, les *travailleurs de la terre* comptent un grand nombre de leurs sans ouvrage; le temps n'a pas encore permis de se remettre entièrement au travail. A Souliac, on ne signale pas de chômeurs parmi les *tanneurs*. A Cahors, travail faible chez les ouvriers du *bâtiment*.

Dordogne. — Reprise du travail chez les *maçons* et *tailleurs de pierre* de Bergerac.

Gironde. — A Bordeaux, le nombre des *jardiniers* sans place est estimé à 7 p. o/o, cependant la quantité de travail disponible va en augmentant, on fait actuellement 78 heures par semaine (dimanche compris), les salaires sont en hausse; les *boulangers* comptent 8 p. o/o des leurs inoccupés; on craint une augmentation de la difficulté du placement par suite de l'afflux de la *main-d'œuvre* sur la place en vue de l'Exposition. Les *typographes* estiment à 3 p. o/o le nombre de leurs membres sans ouvrage; la situation s'est légèrement améliorée grâce à un relèvement du tarif accepté par la plupart des maisons. Les conditions du travail sont également meilleures chez les *imprimeurs-lithographes*; on espère une augmentation sensible de travail au moment de l'Exposition régionale. Chez les *cordonniers*, le travail a un peu repris, grâce à une température plus favorable; cependant, dans une maison occupant 20 ouvriers, l'atelier est fermé 2 jours par semaine; la durée du travail hebdomadaire est ainsi de 36 heures par semaine. La durée du travail chez les *teinturiers* a été portée à 66 heures par semaine. Les employés *confectionneurs* et *coupeurs* estiment à 4 p. o/o le nombre de leurs membres sans ouvrage. Petite reprise du travail chez les *menuisiers* de Libourne.

A Bordeaux, le travail est encore peu actif chez les *mécaniciens-ajusteurs* malgré les préparatifs de l'Exposition; on fait généralement 10 heures par jour. On nous annonce la fermeture prochaine d'une fabrique de *céramique* qui occupait un grand nombre d'ouvriers; actuellement on finit d'exécuter les dernières commandes. Quelques affrètements de vapeurs français pour Madagascar ont permis d'embarquer un certain nombre de *marins du commerce*. Les *garçons de café* estiment que plus du quart de leurs adhérents sont sans place; la moyenne de la journée de travail est de 18 heures. Les *garçons coiffeurs* comptent 5 p. o/o environ de leurs membres sans emploi. Les *domestiques* et les *gens de maison*, 12 p. o/o; le placement est difficile plus particulièrement pour les hommes.

A Bordeaux, la viande de boucherie reste sans variation, mais les légumes frais et le poisson ont augmenté sensiblement.

Charente-Inférieure. — A Rochefort, les *tailleurs de pierre* sont encore en morte-saison; les ouvriers qui sont embauchés font 60 heures par semaine. Le travail a un peu repris chez les *maçons* et *tailleurs de pierre*, on compte encore 30 p. o/o de chômeurs; les salaires sont moins élevés que ceux de l'an dernier; durée du travail, 54 heures par semaine.

Charente. — A Angoulême, les *typographes* travaillent 10 heures par jour en moyenne; ils comptent 3 p. o/o des leurs en chômage; la situation paraît supérieure à celle de l'an dernier à pareille époque.

Haute-Vienne. — A Limoges, 4 p. o/o des *boulangers* sont sans place; les salaires ont été légèrement augmentés dans une maison. A Saint-Junien, on estime à 16 p. o/o le nombre des *ouvriers en cuirs et peaux* sans ouvrages. A Limoges, les *cordonniers* comptent à peu près la moitié de leurs adhérents sans travail; pour ceux qui sont occupés, la durée du travail hebdomadaire est de 60 heures. Le perfectionnement des machines a considérablement diminué

le nombre des commandes dans les ateliers travaillant à la main. Les ouvriers *tailleurs d'habits* ne comptent aucun de leurs membres en chômage; ils font en général 72 heures par semaine; une maison a diminué les prix de façon de 7 p. 0/0 environ; la durée moyenne du travail dans les ateliers de *couturières* est de 10 heures par jour; les commandes sont encore faibles, la mauvaise saison retardant les réceptions.

Corrèze. — A Brive, les *typographes* estiment à environ 10 p. 0/0 le nombre de leurs adhérents sans place; la durée moyenne du travail est de 10 heures par jour; comme tous les ans à pareille époque, l'ouvrage est un peu moins abondant qu'en marche normale. Le travail a repris chez les *sabotiers* de Briyes; ils font actuellement 11 heures par jour et en feront 12 dès le mois d'avril; les ouvriers sans ouvrage sont rentrés à l'atelier. Dans les environs de Tulle, une fabrique de *bicyclettes* et d'*armes de luxe* est en construction, les gros travaux sont presque terminés et, dans quelques mois, un grand nombre d'ouvriers pourront y travailler; elle procurera ainsi de l'ouvrage aux ouvriers que la diminution des commandes à la *manufacture d'armes* force à chercher une autre occupation.

A Tulle, la viande sur pied a diminué sensiblement d'après le cours de la dernière foire, les autres denrées également; la baisse ne s'est pas produite aussi importante dans la vente au détail.

Cher. — A Saint-Martin-d'Auxigny, on signale une reprise du travail chez les *bûcherons*. A Allogny, les *bûcherons* sont occupés 48 heures par semaine; l'ouvrage est moins abondant que l'an dernier à pareille époque. Le travail vient de reprendre chez les *bûcherons* de Feux; il est en plus grande quantité que l'an dernier à pareille époque par suite du retard apporté par les mauvais temps, pendant les mois précédents; la durée du travail est généralement de 72 heures par semaine. A Méry-ès-Bois, un peu plus du cinquième des *bûcherons* est encore inoccupé; la durée du travail varie de 40 à 50 heures par semaine.

A Ourouer, le nombre des ouvriers *agricoles* inoccupés atteint 20 p. 0/0; on fait 71 heures par semaine; la journée du travail se trouve augmentée, sans que les salaires aient varié. A Bourges, les ouvriers en *toile cirée* travaillent maintenant 66 heures par semaine, le travail est très actif. A Dun-sur-Auron, les *chantiers de construction* ont repris tout leur personnel. A la Guerche, chez les *chaufourniers*, les commandes sont assez importantes pour nécessiter parfois un travail de nuit; le plus souvent on fait 66 heures par semaine et par poste; chez les ouvriers des carrières pour fours à chaux de Jussy, les prix du travail ont été abaissés, ce qui diminue le salaire de 0 fr. 20 et 0 fr. 25 par jour. Les *tailleurs de pierre* de Bourges sont tous occupés et font 11 heures par jour.

Vienne. — A Poitiers, le travail est encore faible chez les *menuisiers*, on estime que plus du tiers des ouvriers sont sans ouvrage. Les ouvriers *maçons* commencent à faire 12 heures par jour; la situation s'améliore. Il y a des constructions projetées, on n'attend qu'une température plus favorable.

Deux-Sèvres. — A Niort, les *gantiers* signalent la fermeture d'une maison occupant 8 ouvriers; quelques-uns de ceux-ci ont été remplacés; le nombre des ouvriers sans travail est d'environ 2 p. 0/0; l'adjudication des gants militaires n'ayant pas été favorable à l'industrie locale, celle-ci traverse maintenant une sorte de crise. Chez les *chapeliers-approprieurs*, la journée est de 16 heures; l'approche des fêtes de Pâques amène une plus grande quantité de commandes.

Vendée. — Chez les *tisserands*, aux Épesses et à Mortagne, la situation semble s'améliorer; les fils étant meilleur marché, les commandes sont arrivées plus abondantes; à Mortagne, on fait environ 71 heures par semaine et on compte 8 p. 0/0 d'ouvriers inoccupés; à Evruenes, tous les *tisserands* ont de l'ouvrage; les *maçons* et ouvriers du bâtiment de la Roche-sur-Yon font 72 heures par semaine; le prix du salaire à l'heure a été augmenté de près de 4 p. 0/0; à Luçon, la journée est de 11 heures chez les *ouvriers du bâtiment*; on ne signale peu de chômeurs chez eux.

A Eyrùènes, toutes les denrées, pain, viande, etc., sont augmentées : les pommes de terre sont augmentées du tiers de leur prix habituel.

Loire-Inférieure. — A Saint-Nazaire, les *chaudronniers*, les *métallurgistes* et *constructeurs de bateaux* comptent 10 à 15 p. o/o de leurs membres sans ouvrage; on fait généralement 60 heures par semaine, la durée du travail ayant été augmentée. A Nantes, 13 p. o/o de chômage chez les *cuisiniers*; légère amélioration chez les *forgerons* et *frappeurs*, durée du travail hebdomadaire, 60 heures; un peu plus du cinquième des ouvriers serait actuellement inoccupé; la durée du travail est réduite d'une heure chez les *tourneurs-robotiers* qui font actuellement 54 heures par semaine, 10 nouvelles maisons *entreprises de bâtiments* viennent de se fonder; elles occupent ensemble 125 ouvriers; les *tailleurs de pierre blanche* font actuellement 50 heures par semaine; les *manœuvres en bâtiments* font généralement 54 heures par semaine, ils comptent un grand nombre de leurs membres sans ouvrage. 9 p. o/o des *camionneurs* sont sans place, la durée du travail a été augmentée de 2 heures par jour; on fait 97 heures par semaine, les salaires n'ont pas varié.

Morbihan. — Les *maçons* de Lorient estiment à 3 p. o/o le nombre de leurs membres sans emploi, la durée du travail hebdomadaire a été augmentée et portée à 60 heures; les pommes de terres sont augmentées de 1 fr. 75 par 50 kilogrammes.

Finistère. — A Brest, on ne signale pas de chômeurs chez les *typographes*; la durée du travail hebdomadaire varie de 54 heures à 60 heures suivant que les ouvriers sont occupés de nuit ou de jour.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, les *typographes* estiment à 2 p. o/o le nombre de leurs chômeurs; à Fougères, on ne compte pas de *typographes* inoccupés. Les fabriques de *chaussures* qui emploient un outillage perfectionné ayant obtenu la plus grande quantité des commandes, une moitié environ des *cordonniers à la main* de Fougères serait sans travail, les autres feraient 60 heures par semaine; chez les *coupeurs en chaussures*, le nombre des ouvriers sans travail est estimé à 8 p. o/o. A Rennes, les *cochers* comptent environ 15 p. o/o de leurs adhérents sans place, durée de la journée de travail 18 heures.

Maine-et-Loire. — A Cholet, chez les *tisserands*, le travail est devenu plus difficile, les prix de façon offerts pour les nouveaux articles de *mouchoirs* sont en baisse. A Angers, 12 p. o/o des *tapissiers* sont sans ouvrage; la durée moyenne du travail hebdomadaire est de 54 heures; les *employés de commerce* comptent 3 p. o/o de leurs adhérents sans emploi. A Angers, le pain est augmenté de 0 fr. 10 par 3 kilogrammes.

Sarthe. — Au Mans, les *typographes* annoncent une petite reprise du travail, le nombre des ouvriers sans ouvrage est encore de 14 p. o/o. Les ouvriers *tailleurs* sont encore en mort-saison; dans bien des ateliers on ne fait que quarante heures par semaine, la concurrence des maisons de *confections* enlève une grande partie des commandes; les prix de façon sont diminués.

Indre-et-Loire. — A Amboise, une partie des ouvriers *mégissiers* sont sans ouvrage, les autres font 8 heures par jour, les *corroyeurs* et ouvriers *galochiers*, 9 heures par jour, les *cordonniers*, 12 heures; le nombre des *tanneurs* et *corroyeurs* sans travail de Châteaurenault a un peu diminué; on espère qu'une importante maison va pouvoir reprendre son personnel; avec le beau temps, la durée du travail journalier a pu être un peu augmentée. A Tours, les *ferblantiers-chaudronniers* estiment à 12 p. o/o environ le nombre de leur adhérents inoccupés. A Châteaurenault, les *maçons* ont été presque tous repris dans leurs chantiers, ils font de 10 à 11 heures par jour. Les *tailleurs de pierre* de Tours n'ont pas de chômage et font 60 heures par semaine.

Loiret. — A Trainon, les *bûcherons* font environ 48 heures par semaine, le travail ne sera en pleine activité que dans le courant du mois prochain. A Orléans, on ne signale pas de chômeurs chez les *couvreurs*; durée moyenne du travail, 50 heures par semaine.

Manche. — A Avranches, les *typographes* comptent 9 p. o/o de leurs adhérents sans ouvrage; une partie des commandes s'exécute maintenant en dehors de la localité.

Calvados. — A Caen, comme tous les ans à pareille époque, les commandes sont un peu moins abondantes chez les *typographes*, on espère cependant une reprise au mois d'avril. Chez les ouvriers *teinturiers* de Condé-sur-Noireau, la durée du travail est de 60 heures par semaine; l'ouvrage est un peu moins abondant par suite d'une modification dans les procédés de fabrication, mais il n'y a pas de chômage.

Eure. — On ne signale pas de chômeurs parmi les ouvriers en *instruments de musique* de la Couture-Boussey; amélioration sensible dans la maison qui, la première, avait réduit ses heures de travail; pas de modifications dans la maison où l'on ne travaille que 8 heures; dans les autres maisons, situation à peu près normale.

Seine-Inférieure. — A Rouen, les *typographes* se ressentent encore fortement de la crise du livre; quelques ouvriers ont dû quitter la ville, ne pouvant trouver à s'occuper; on estime à 10 p. o/o le nombre des chômeurs; un important établissement qui avait réduit d'une heure la journée de travail, l'a rétablie à sa durée normale; 5 p. o/o d'inoccupés chez les *cotonniers* de Rouen. Au Havre, la plupart des *voiliers* sont sans ouvrage, les navires à l'armement desquels ils étaient occupés étant aujourd'hui terminés.

Les *tapissiers* de Rouen comptent un quart de leurs adhérents sans ouvrage; la durée moyenne du travail est de 54 heures par semaine. On ne signale que quelques chômeurs chez les *constructeurs-mécaniciens*; le travail est moins abondant que l'an dernier; on fait en moyenne 48 heures par semaine. Au Havre, un grand nombre *journaliers du port* sont inoccupés, la saison d'arrivage des côtes étant terminée; ceux qui ont du travail font environ 54 heures par semaine.

Alger. — A Alger, l'augmentation de la main-d'œuvre étrangère rend le placement plus difficile chez les *garçons de café* qui estiment à un tiers le nombre de leurs adhérents non placés.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Travaux publics. — Adjudications nouvelles annoncées pour avril :

Paris. — Travaux à l'abattoir de la Villette.....	185.400 ^f
Paris. — Transfertement du fleuriste de la Muette.....	1.680.300
Paris. — Viabilité de la rue Réaumur.....	374.100
Boulogne-sur-Seine (Seine). — Construction d'un bâtiment communal.....	276.900
Levallois-Perret (Seine). — Travaux de pavage.....	527.400
La Ferté-sous-Jouarre (Seine-et-Marne). — Établissement d'une distribution d'eau.....	197.000
Tourcoing. — Surélévation d'un clocher.....	123.800
Arras. — Construction de rues et de boulevards.....	150.000
Belfort. — Construction d'un hôpital.....	558.900
Le Puy. — Construction de la route nationale 88 bis.....	300.000
Lyon. — Construction d'un groupe scolaire.....	222.500
Saint-Étienne. — Construction d'un hôpital.....	226.400
Chambéry. — Construction de chemins.....	330.000
Arles. — Distribution d'eau.....	403.500
La Ferté-Macé (Orne). — Achèvement de l'église.....	130.000
Honfleur. — Établissement d'une canalisation.....	190.000

Résultats des adjudications précédentes :

Paris. — Éclairage électrique de la Sorbonne (142.200^f). — *Installation de l'électricité et appareillage électrique.* — Adj. : Anciens établissements Clémenceau, 23, rue Lamartine, 44,50.

Paris. — Éclairage électrique de l'hôpital Saint-Louis (104.700^f). — Adj. : Compagnie électro-mécanique, 11, avenue Trudaine, 21,20.

Paris. — Couverture et plomberie à l'hospice Boucicaut (220.700^f). — Adj. : Robin, 218, rue du Faubourg Saint-Honoré, 44,90.

Paris. — Travaux aux hospices de la Salpêtrière et Saint-Louis. — Adj. : I. — Salpê-

trière. — *Terrasse et maçonnerie*, Marsaud, 5, rue des Ardennes, 37,60; *Couverture et plomberie*, Piton, 94, rue de l'Abbé-Groult, 38,90.

II. Saint-Louis. — *Plomberie*, Piton, 38,90.

Paris. — *Constructions des magasins de décors de l'Opéra et de l'Opéra-comique* (919.500^f). — Adj. : *terrasse, maçonnerie, carrelage et ciment*, Chapelle, 1, rue Louis-David, 32,90; *charpente en fer, serrurerie et quincaillerie*, Baudet, 139, rue Saussure, 26,20; *couverture, zingage et plomberie d'eau*, Deville, 18, rue Dutot, 42,10; *charpente en bois*, Lévêque, 40, rue des Grandes-Carrières, 26,50.

Paris. — *Compagnie générale des Eaux*. — *Construction d'un réservoir à Pierrefitte* (300.000^f). — Adj. : Brissot, 5, rue Crozatier.

Paris. — *Travaux neufs sur routes départementales* (1.193.000^f). — Adj. : Paris, Joyeux, 5, rue Linnois, 26; Marsaud, 29, rue Navier, 29; Debarle, 41, rue de l'Ourcq, 18; Quéhan, 87, rue Michel-Bizot, 19, 23, 20 et 28; Grandchamp, 21, rue Dareau 17; Versille, 5, quai de Javel, 17; Robert à Colombes, 36; Fayaud, à Saint-Denis, 29; Lhomme, à Saint-Maur, 23; Petit, à Charenton, 22; Lamare, à Vincennes, 30; Collet, à Palaiseau, 14 et 21.

Paris. — *Travaux neufs sur chemins de grande communication* (1.355.800^f). — Adj. : Paris, Huguet, 82, rue Michel-Ange, 26; Pavy, 59, rue de Javel, 20; Blin, 221, boulevard Voltaire, 21 et 19; Grandchamp, 21, rue Dareau, 27, 23 et 26; Quéhan, 87, rue Michel-Bizot, 6; Alloncle, 16, rue des Archives, 10; Debarle, 41, rue de l'Ourcq, 28; Penot, à Suresnes, 36 et 37; Fayaud, à Saint-Denis, 11 et 25; Quéhan, à Nogent-sur-Marne, 24 et 19; Lhomme, à Saint-Maur, 32.

Le Puy. — *Construction de la route nationale 88 bis* (300.000^f). — Adj. : Jouvot, à Toulouse, 15.

Levallois-Perret (Seine). — *Construction de l'hôtel de ville* (840.000^f). — Adj. : *terrasse, maçonnerie, carrelage et asphalte*, Grandchamp, à Châtillon-sur-Seine, 20,10; *charpente fer et bois*, Poirier, 42, boulevard de Vaugirard, 3.

Levallois-Perret (Seine). — *Travaux de pavage* (507.400^f). — Adj. : Grandchamp, à Châtillon-sous-Bagnoux, 7,20.

Argenteuil (Seine-et-Oise). — *Construction d'abattoirs* (198.400^f). — Adj. : *terrasse, maçonnerie, pierres de taille et puits*, Ferdet, à Rueil, 5,10; *couverture, plomberie, canalisation*, Deguine 31,22; *quincaillerie, ferronnerie, etc.*, Lefaux, à Poissy, 5,05.

Argenteuil (Seine-et-Oise). — *Construction d'un groupe scolaire* (246.500^f). — Adj. : *maçonnerie*, Lambert, à Paris, 19, rue Lacaze, 34; *charpente*, Pasquier, à Puteaux, 38; *couverture*, Robin, à Pontoise, 40; *menuiserie*, Alline, 34; *serrurerie*, Ferry, 33; *funisterie*, Filippini, 18, rue Caroline, Paris, 42; *peinture et vitrerie*, Petit, 53.

Amiens. — *Construction d'un hôpital* (155.300^f). — Adj. : *terrassements et maçonnerie*, Paris, Digeon, 4; *charpente*, Rote fils, 20,05; *couverture*, Canaple, 7,12; *plomberie, zingage*, Lecat, 26; *serrurerie, quincaillerie*, Dewailly, 9,15; *menuiserie*, Brunel, 18,75; *plâtrerie, plafonnage*, Tellier, 15,02; *peinture, vitrerie*, Leroy, 33,33.

Arras. — *Construction de rues et boulevards* (150.000^f). — Adj. : Madame Rinquin, à Béthune, 18.

Bordeaux. — *Achèvement d'un boulevard et prolongement d'une rue* (552.500^f). — Adj. : Touraille et Pradel, 28.

Bordeaux. — *Chemin de fer de la Saune à Eymet* (1.070.000^f). — Adj. : Graveron, à Sauveterre, 26.

Clermont-Ferrand. — *Constructions de chemins vicinaux* (240.190^f). — Adj. : Fournet, à Bertignat, 30 et 26; Morel-Brousse, 15; Dumas, à la Cellette, 26; Lafont, à la Bourboule, 15; Dupoulet, à Ceilloux, 26; Dupuy, à Saint-Germain-l'Herm, 27; Courtinat, à Chaptuza, 21; Rondet, à Lezoux, 10; Reuge, à Commentry, 9; Fournel, à Billom, 0; Nouhen, à Saint-Gervais-d'Auvergne, 22.

Domfront. — *Reconstruction de l'église de Couterne* (109.000^f). — Adj. : Rabjean, à Angers, *prix du devis*.

Épernay. — *Travaux communaux : écoles, pont, cimetière, etc.* (247.000^f). — Adj. : *terrasse, maçonnerie, plâtrerie, pavage, trottoirs, etc.*, Blavy, 8, rue Saint-Amand, à Paris, 18 et 19,10; Dondeau, 18; Mathieu, 19; Malcset, 22,31; *charpente en bois*, Ploix-Joly, 18; *couverture et zingage*, Hoff, à Bar-le-Duc, 19; Sogny-Remiot, 31,25; *menuiserie*, Souplet, à Montplonne (Meuse), 21,16 et 23,16; *serrurerie et quincaillerie*, Desroziers, 15; Gulot-

Desgouttes, 14; Beaupuis, 16; *planchers en fer*, Société métallique d'Hautmont, 32; *tablier métallique de pont*, Prudhon-Revardeaux, à Reims, 22; *peinture et vitrerie*, Forges, 46; *ruc de l'Arbre-Sec*, à Paris, 30, 34 et 38.

Mâcon. — Dragage dans le bief de Gigny (riv. de Saône) (105.000^f). — Adj. : Bourgeois, à Sens, 25.

Rouen. — Construction d'une annexe à l'hôtel de ville (158.600^f). — Adj. : *terrasse et maçonnerie*, Sauvage, 7; *charpente en fer*, Virhoutet, 9; *menuiserie et quincaillerie*, Brière, 7; *couverture et plomberie*, Poussart, 5.

Rouen. — Reconstruction et agrandissement d'une école (111.600^f). — Adj. : *terrasse, maçonnerie*, Baron, 6; *charpente en bois*, Lemel, 5; *serrurerie et quincaillerie*, Liépard, 8, *peinture et vitrerie*, Guilbert, 16.

Rouen. — Consolidation d'une digue (195.400). — Adj. : veuve Silvestre, à Yainville, 18.

Saint-Étienne. — Construction d'un hôpital à Bellevue (1.517.900^f). — Adj. : *déblais, maçonnerie et pierres de taille*, Laforge, 1; *travaux de ciment*, Decœur, à Grenoble, 13; *cuvrelages*, Perrusson, à Ecuisses (Saône-et-Loire) 28; *charpente en bois*, Chatelan, à Saint-Georges-de-Commiers (Isère), 3; *charpente en fer et grosse serrurerie*, Broyet, 21; *menuiserie et parquets*, Martin aîné, 11; *petite serrurerie et quincaillerie*, Méhier frères, 24; *travaux de couverture*, Cancalon, à Roanne, 29; *travaux de zinguerie*, Fauvelais, au Havre, 24; *plâtrerie, peinture et vitrerie*, Combronne, 11, boulevard de Strasbourg, à Paris, 6.

Tourcoing. — Restauration et surélévation d'un clocher d'église (123.800^f). — Adj. : Masquillier, 10, 25.

Vitré (Ille-et-Vilaine). — Établissement d'un service d'eau, captation et drainage (137.700^f). — Adj. : Reuzé, à Saint-Servan, 25.

Vitry-le-François (Marne). — Démantèlement de la Ville (200.000^f). — Adj. : Aimé Vivier, à Lens, 41.

Chemins de fer départementaux (Charente-Inférieure). — Terrassements de la gare de Saint-Jean-d'Angély (200.000^f). — Adj. : Mioche, boulevard Voltaire, à Paris.

Chemin de fer P-L-M. — Ligne de Moret à Roanne. — Renouvellement de ballast (275.000^f).

Compagnie des chemins de fer d'Orléans. — Agrandissement de la gare de Voves (ligne de Paris à Bordeaux) (150.000^f). — Adj. : Rigaud, à Brive.

Compagnie des chemins de fer du Midi : 1° Établissement d'une deuxième voie entre Lourdes et Santé-Pé (150.000). — Adj. : Guibault, à Bordeaux; 2° agrandissement de la gare de Toulouse (250.000^f). — Adj. : Société des forges d'Hautmont.

Préfecture de la Seine. — Autorisations de bâtir. — Du 1^{er} au 31 mars, il a été déposé 185 demandes en autorisation de bâtir, dont 106 pour des constructions. Pendant le mois de mars 1894, le nombre des demandes a été de 117 dont 78 pour des constructions.

Tribunal de commerce de la Seine. — Nombre de faillites et de liquidations judiciaires :

	Mois de mars.		Du 1 ^{er} janvier au 31 mars.	
	1895.	1894.	1895.	1894.
Faillites.....	137	105	382	335
Liquidations judiciaires.....	21	24	54	81
Conversions de liquidations en faillites..	5	6	10	20

D'après les relevés du journal « Les Archives Commerciales », voici les nombres approximatifs de faillites, liquidations judiciaires, formations et dissolutions de Sociétés, pendant les trois dernières années (pour toute la France) :

	1892.	1893.	1894.
Nombre de Sociétés formées.....	3.550	3.530	3.450
Nombre de Sociétés dissoutes.....	2.160	2.030	2.160
Nombre de déclarations de faillites.....	4.870	4.920	5.550
Nombre de liquidations judiciaires.....	2.600	2.210	2.660

Transports. — Le tonnage des embarquements sur les canaux et rivières, pendant le mois de janvier, a atteint 1.133.867 tonnes, contre 1.304.254 pendant le mois correspondant de l'an dernier, soit une augmentation de 2 p. o/o.

Recettes des compagnies de transport du 1^{er} janvier au 31 mars :

	1895.	1894.
Compagnies des chemins de fer d'intérêt général ..	232.860.000	244.574.000
Compagnie des omnibus de Paris	9.690.370	10.140.350
Compagnie des petites voitures à Paris	4.544.020	4.901.340

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations, pendant les 3 premiers mois de l'année.

	1895.	1894.	1893.
	francs.	francs.	francs.
IMPORTATIONS.			
Objets d'alimentation.....	227.943.000	361.752.000	230.597.000
Matières nécessaires à l'industrie...	563.643.000	676.926.000	569.049.000
Objets fabriqués	117.005.000	137.460.000	127.323.000
TOTAL	908.591.000	1.176.138.000	926.969.000
EXPORTATIONS.			
Objets d'alimentation.....	125.722.000	143.086.000	149.467.000
Matières nécessaires à l'industrie...	198.478.000	169.506.000	202.916.000
Objets fabriqués.....	434.281.000	401.079.000	424.966.000
Colis postaux	29.385.000	23.255.000	18.644.000
TOTAL	787.866.000	736.926.000	795.993.900

Mont-de-Piété de Paris. — Situation des magasins au 31 mars 1895.

GAGES CORPORELS.			ARTICLES.	SOMMES.
			nombres.	francs.
Il y avait en magasin, le 28 février 1895, au soir.			1.747.727	46.606.964
ENTRÉE.				
Par engagements effectifs.....	92.386	2.355.234	153.959	4.055.378
Par renouvellements.....	61.573	1.700.140		
TOTAL			1.901.686	50.752.342
SORTIE.				
Par dégagements effectifs.....	96.347	2.423.115	172.582	4.413.919
Par renouvellements	61.573	1.700.144		
Par ventes	14.662	290.660		
RESTE en magasin, le 31 mars 1895.....			1.729.104	46.338.423
Restait en magasin, le 31 mars 1891.....			1.952.940	48.634.267
le 31 mars 1892.....			1.977.365	51.127.925
le 31 mars 1893.....			1.887.971	50.520.490
le 31 mars 1894.....			1.820.559	49.265.486
Intérêts des emprunts : à 1 an, 3 p. o/o ; à 9 mois, 2 1/2 p. o/o ; à 6 mois, 2 p. o/o ; à 3 mois, 1 1/2 p. o/o.				

PLACEMENT GRATUIT.

Pendant l'année 1894, la Bourse du travail de Lyon a reçu 5.826 demandes, 2.444 offres et effectué 2.027 placements; celle de Narbonne a reçu, pendant le 1^{er} trimestre 1895, 631 demandes, 435 offres, et effectué 433 placements.

ÉTAT DES PLACEMENTS EFFECTUÉS PAR LES OFFICES DE PLACEMENT GRATUIT. (RENSEIGNEMENTS PARVENUS AU 1^{er} AVRIL.)

A. — BUREAUX MUNICIPAUX.

B. — BOURSES DE TRAVAIL.

LOCALITÉS.	NOMBRE DES				LOCALITÉS.	NOMBRE DES			
	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués			DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués	
			à demeure	en extra.				à demeure	en extra.
FÉVRIER 1895.					FÉVRIER 1895.				
Paris (1 ^{er} arr ^t) .	153	45	44	"	Angers	105	23	23	36
— (III ^e —) .	394	517	324	"	Besançon	74	30	13	"
— (V ^e —) .	61	73	26	15	Béziers	1.030	605	"	"
— (XIV ^e —) .	"	100	70	13	Cholet	31	17	17	"
— (XV ^e —) .	363	145	66	98	Montpellier	199	75	75	12
— (XIX ^e —) .	147	151	26	97	Nice	200	109	75	20
— (XX ^e —) .	176	39	9	20	Nîmes	62	21	19	"
Saint-Nazaire . . .	8	1	1	"	Perpignan	26	22	20	2
Nancy	65	31	25	"	Saint-Etienne . . .	100	42	40	"
Joigny	5	5	4	"	Toulon	28	16	10	6
MARS 1895.					MARS 1895.				
Paris (VI ^e arr ^t) . .	467	249	187	45	Boulogne-s-Seine	211	51	17	172
— (IX ^e arr ^t) . .	94	54	17	7	Bordeaux	391	142	142	"
— (XVII ^e arr ^t) . .	116	176	89	1	Lyon	607	339	308	"
Levallois-Perret .	191	151	92	15	Toulouse	202	58	97	30
Brest	7	2	1	"	Tours	162	35	32	1
Sens	19	6	1	"	Saint-Nazaire . . .	167	119	39	33

C. — SOCIÉTÉS D'ASSISTANCE

DÉSIGNATION.	DEMANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS.
Paris (Société d'assistance par le travail du VI ^e arrondissement).	"	"	22 à demeure.
Paris (Maison de travail pour jeunes gens).....	162	20	21 à demeure.
Paris. — Société philanthropique (asiles de femmes).....	"	"	400

Errata. — Les chiffres attribués dans le dernier numéro au bureau municipal du V^e arrondissement s'appliquaient en réalité au bureau du VI^e. — Les chiffres donnés pour la société de secours mutuels de la charcuterie, comme s'appliquant à l'année 1894, étaient relatifs au seul mois de janvier 1895.

D. — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS ET SYNDICATS PROFESSIONNELS (EN DEHORS DES BOURSES
DE TRAVAIL DÉSIGNÉES CI-DESSUS) FÉVRIER 1895.

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DE		
			DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS
Alpes-Maritimes.....	Nice.....	Employés de café, res- taurant, hôtel.....	"	"	316
Idem.....	Idem.....	Limouadiers.....	"	"	109 dem.
Bouches-du-Rhône.....	Aix.....	Boulangers.....	"	"	106 j. ext.
Idem.....	Marseille.....	Imprimeurs-lithographes.....	"	"	20 j. ext.
Idem.....	Idem.....	Carrossiers.....	"	"	3
Idem.....	Idem.....	Chauffeurs-mécaniciens.....	4	"	5
Idem.....	Idem.....	Forgerons.....	12	"	4
Idem.....	Idem.....	Employés de café et hôtel.....	"	"	3
Idem.....	Idem.....	Garçons bouchers.....	10	"	45 dem.
Charente-Inférieure.....	Rochefort.....	Taillleurs d'habits.....	"	1	560 j. ext.
Deux-Sèvres.....	Niort.....	Gantiers.....	5	"	8
Gironde.....	Bordeaux.....	Jardiniers.....	22	9	1
Idem.....	Idem.....	Boulangers.....	"	"	14 dem.
Idem.....	Idem.....	Compagnons et aspirants boulangers.....	"	"	21 j. ext.
Idem.....	Idem.....	Imprimeurs-lithographes.....	"	"	4 dem.
Idem.....	Idem.....	Typographes.....	"	"	2 j. ext.
Idem.....	Idem.....	Tenturiers.....	"	"	3
Idem.....	Idem.....	Ajusteurs-monteurs.....	8	"	3
Idem.....	Idem.....	Garçons de café.....	"	"	2 dem.
Hérault.....	Montpellier.....	Taillleurs de pierres.....	35	"	20 j. ext.
Indre-et-Loire.....	Tours.....	Chaudronniers.....	3	"	10
Isère.....	Grenoble.....	Typographes.....	"	"	2
Loire.....	Saint-Etienne.....	Idem.....	2	2	4
Nièvre.....	Nevers.....	Idem.....	"	"	4
Nord.....	Tourcoing.....	Boulangers.....	"	"	3
Idem.....	Donai.....	Idem.....	"	"	3
Idem.....	Idem.....	Typographes.....	"	"	3
Rhône.....	Lyon.....	Jardiniers.....	3	"	5
Idem.....	Idem.....	Cartonniers.....	5	"	3
Idem.....	Idem.....	Taillleurs d'habits.....	"	"	5
Idem.....	Idem.....	Employés de café, res- taurant, hôtel.....	210	21 dem. 80 j. ex.	2
Sarthe.....	Le Mans.....	Taillleurs d'habits.....	"	"	19 dem.
Seine.....	Paris.....	Boulangers.....	"	"	77 j. ext.
Idem.....	Idem.....	Cuisiniers.....	"	"	38
Idem.....	Idem.....	Charcutiers.....	188	376	7 dem.
Idem.....	Idem.....	Typographes.....	38	100	115 j. ext.
Idem.....	Idem.....	Garniers.....	"	"	318 dem.
Idem.....	Idem.....	Tenturiers-de-graisseurs.....	40	"	3 j. ext.
Idem.....	Idem.....	Ebénistes-réparateurs.....	"	"	38
Idem.....	Idem.....	Compagnons maréchaux ferrants.....	45	35	10
Idem.....	Idem.....	Sommeliers, garçons mar- chands de vin.....	150	"	30 dem.
Idem.....	Idem.....	Fumistes.....	"	4	15 j. ext.
Idem.....	Idem.....	Coiffeurs.....	"	"	140
Idem.....	Idem.....	Elèves en pharmacie.....	"	"	4 j. ext.
Idem.....	Idem.....	Comptables.....	6	3	150 dem.
Idem.....	Idem.....	Gens de maison.....	106	"	800 j. ext.
Aude.....	Carcassonne.....	Terrassiers.....	5	"	3
Loire-Inférieure.....	Nantes.....	Cuisiniers.....	"	"	2 dem.
Seine-Inférieure.....	Rouen.....	Constructeurs-mécaniciens.....	2	"	1 j. ext.

ASSISTANCE.

Département de la Seine.

A. — ASILES DE NUIT.

OEUVRES.	HOMMES		FEMMES.	ENFANTS.	NOMBRE DE NUITS passées.
	de moins de 60 ans.	de plus. de 60 ans			
MOIS DE MARS.					
Hospitalité de nuit (rue de Tocqueville).....	7.685	1.033	258	369	20.977
Asile de la rue Mouffetard.....	275	14	"	"	1.085
Société philanthropique (rue de Crimée).....	"	"	215	13	1.319
— (rue Labat).....	"	"	363	20	1.517
— (rue Saint-Jacques).....	"	"	473	71	2.507
— (avenue du Maine).....	"	"	58	56	502

B.² — SECOURS D'ASSISTANCE PUBLIQUE.

(D'après les renseignements fournis par le directeur des affaires municipales à la préfecture de la Seine, bureau du Travail.)

1.^o — Ville de Paris.

		PERSONNES SECOURUES pendant les mois de	
		Janvier.	Février.
Indigents (secours réguliers)	de moins de 60 ans.	Hommes..... 5.190	4.912
		Femmes..... 8.890	8.636
	de 60 ans et plus...	Hommes..... 11.960	12.633
		Femmes..... 25.050	25.152
TOTAL des indigents secourus.....		51.090	51.333
Nécessiteux (secours irréguliers)	de moins de 60 ans.	Hommes..... 8.000	9.030
		Femmes..... 10.200	12.567
	de 60 ans et plus..	Hommes..... 2.040	3.006
		Femmes..... 1.540	2.891
TOTAL des nécessiteux secourus.....		21.780	27.494

2.^o — Autres communes du département de la Seine.

Les chiffres ci-dessous comprennent toutes les personnes secourues par les bureaux de bienfaisance et celles reçues dans les hopitaux et hospices communaux et intercommunaux. (Manquent les chiffres de 8 communes en janvier et de 1 commune en février, sur 74 communes.)

Personnes de moins de 60 ans.....	Hommes.....	2.560	3.773
	Femmes.....	3.636	5.008
Personnes de plus de 60 ans.....	Hommes.....	1.555	2.115
	Femmes.....	3.023	3.709
TOTAL des personnes secourues.....		10.774	14.605

MOUVEMENT SYNDICAL.

[Direction de la prévoyance et de l'assurance sociales. — Bureau des syndicats professionnels.]

Pendant le mois de mars 1895, le Ministère du commerce a été avisé des modifications suivantes dans la situation des syndicats professionnels :

A. — CRÉATION DE SYNDICATS ET D'UNIONS DE SYNDICATS.

[La date entre parenthèses est celle de la création du syndicat.]

1^o SYNDICATS PATRONAUX.

Aisne [6 février 1895]. — Syndicat des agents généraux de l'arrondissement de Saint-Quentin. (17 membres). Siège social : à Saint-Quentin.

Ardennés [1^{er} février 1895]. — Syndicat des agents généraux d'assurances du département des Ardennes (30 membres). Siège social : 4, place de la Gare, à Charleville.

Calvados [20 octobre 1894]. — Chambre syndicale de la papeterie et des industries qui s'y rattachent (50 membres). Siège social : 4, rue Fontette, à Caen.

Creuse [novembre 1894]. — Société médicale de la Creuse (76 membres). Siège social : mairie de Guéret.

Maine-et-Loire [14 février 1895]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de couverture de la ville d'Angers et du département (20 membres). Siège social : 40, rue David, à Angers.

Nievre [16 février 1895]. — Syndicat des horlogers-bijoutiers-orfèvres-graveurs de la Nievre (12 membres). Siège social : mairie de Nevers.

Pas-de-Calais [4 novembre 1894]. — Syndicat médical houiller du Pas-de-Calais (52 membres). Siège social : Béthune.

Seine [11 février 1895]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de voitures publiques de transport au camion pour les courses (30 membres). Siège social : 7, passage Crouin, à Paris.

[21 février 1895]. — Syndicat des compagnies d'assurances à primes fixes contre les accidents. Siège social : 23, rue de Londres, à Paris.

2^o SYNDICATS OUVRIERS.

Aisne [12 décembre 1894]. — Union typographique de Château-Thierry, adhérente à la Fédération française des travailleurs du livre (11 membres). — Siège social : Café Bruneaux, à Château-Thierry.

Bouches-du-Rhône [25 février 1895]. — Chambre syndicale des ouvriers mineurs de Trets (69 membres). Siège social : Trets.

Cantal [7 octobre 1894]. — Chambre syndicale des ouvriers mineurs de Champagnac-les-Mines (31 membres). Siège social : L'Hôpital, commune d'Ydes.

Charente [27 janvier 1895]. — Syndicat des poudriers auxiliaires de la poudrerie nationale d'Angoulême (100 membres). Siège social : Saint-Michel.

Indre [17 février 1895]. — Union syndicale des ouvriers en bâtiment de Châteauroux (150 membres). Siège social : Châteauroux.

Morbihan [26 janvier 1895]. — Chambre syndicale des ouvriers galochiers (13 membres). Siège social : 36, rue Carnot, à Lorient.

Nord [1^{er} janvier 1895]. — Chambre syndicale des ouvriers du port de Dunkerque (60 membres). Siège social : 4, rue de Lille, à Dunkerque.

[10 février 1895]. — Chambre syndicale des ouvriers tisserands du rayon industriel de Saulzois (145 membres). Siège social : Saulzois.

3^e SYNDICATS AGRICOLES.

Alpes (Hautes-) [3 mars 1895]. — Syndicat professionnel des agriculteurs de Savournon (54 membres). Siège social : mairie de Savournon.

Ardèche [2 décembre 1894]. — Société agricole de la commune de Beaulieu (55 membres). Siège social : Beaulieu.

Aube [20 janvier 1895]. — « La Ruche mixte » société locale d'agriculture rationnelle, syndicat des agriculteurs de Bernon (22 membres). Siège social : Bernon.

Drôme [novembre 1894]. — Syndicat des agriculteurs d'Étoile (60 membres). Siège social : Étoile.

Isère [5 décembre 1894]. — Syndicat agricole de la Terrasse (10 membres). Siège social : La Terrasse.

Loire [11 novembre 1894]. — Société agricole du canton de Saint-Just-en-Chevalet (63 membres). Siège social : Saint-Just-en-Chevalet.

Lot-et-Garonne [27 janvier 1895]. — Syndicat agricole d'Astafort (40 membres). Siège social : Astafort.

Meuse [3 décembre 1894]. — Syndicat agricole et viticole de Woëvre (40 membres). Siège social : Fresnes-en-Woëvre.

Nièvre [23 janvier 1895]. — Association syndicale pour la reconstitution du vignoble de Garchizy atteint par le phylloxéra (80 membres). Siège social : mairie de Garchizy.

Vosges [1^{er} janvier 1895]. — Syndicat agricole de Wissembach-Germaingoutte (115 membres). Siège social : Wissembach.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

[La date entre parenthèses est celle de la création du syndicat. La date de la dissolution n'est pas donnée parce que l'inactivité prolongée d'un syndicat est le plus souvent le seul indice de sa disparition.]

1^o SYNDICATS PATRONAUX.

Ardèche. — Chambre syndicale patronale des coiffeurs d'Annonay [1892]. Siège social : café du commerce, place de la Liberté, à Annonay.

Calvados. — Syndicat des marchands fruitiers, coquetiers et primeurs de la ville de Caen [1891]. Siège social : justice de paix, à Caen.

Gard. — Syndicat des loueurs de voitures de la ville de Nîmes [1893]. — Siège social : 6, place de la Couronne, à Nîmes.

Chambre syndicale de la boucherie de Nîmes [1893]. Siège social : 22, rue Curaterie, à Nîmes.

Jura. — Syndicat du commerce en gros des vins et spiritueux du département du Jura [1887]. Siège social : route de Conliège, à Lons-le-Saulnier.

Morbihan. — Syndicat des maîtres-boulangers de la ville de Lorient [1886]. — Siège social : cours Chazelles, à Lorient.

Chambre syndicale des maîtres-peintres de la ville de Lorient [1890]. — Siège social : rue de l'Hôpital, à Lorient.

Tarn. — Chambre syndicale des entrepreneurs en bâtiment de la ville de Castres [1887]. Siège social : café Molinier, rue de l'Évêché, à Castres.

2^o SYNDICATS OUVRIERS.

Aisne. — Chambre syndicale des ouvriers des fonderies de Saint-Michel et de la région [1887]. Siège social : à Saint-Michel.

Chambre syndicale de la boulangerie de Saint-Quentin [1889]. Siège social : 1, rue Croix-Belle-Porte, à Saint-Quentin.

Chambre syndicale des ouvriers serruriers de Saint-Quentin [1888]. Siège social : palais de justice, à Saint-Quentin.

Ardèche. — Union typographique annonéenne [1891]. 131^e section de la Fédération française des travailleurs du livre. Siège social : 12, rue Reclusière, à Annonay.

Chambre syndicale des ouvriers tanneurs, corroyeurs et maroquiniers [1891]. Siège social : 1, rue Badinaud, à Annonay.

Aube. — Chambre syndicale du cartonnage de la ville de Troyes [1893]. Siège social : 11, rue de la Trinité, à Troyes.

Gard. — Chambre syndicale des ouvriers coiffeurs de la ville de Nîmes [1893]. Siège social : Bourse du travail, à Nîmes.

Chambre syndicale ouvrière des cuisiniers de Nîmes [1893]. Siège social : Bourse du travail, à Nîmes.

Garonne (Haute-). — Chambre syndicale des ouvriers menuisiers en fauteuils [1889]. Siège social : Bourse du travail, à Toulouse.

Syndicat de l'équipement militaire de Toulouse [1891]. Siège social : Bourse du travail, à Toulouse.

Chambre syndicale des ouvriers sculpteurs sur marbre et pierre de la ville de Toulouse [1892]. Siège social : 5, rue des Couteliers, à Toulouse.

Corporation des ouvriers trépointeurs [1892]. Siège social : 5, rue des Couteliers, à Toulouse.

Syndicat des ouvriers laveurs de la ville de Toulouse []. Siège social : Bourse du travail, à Toulouse.

Chambre syndicale des ouvriers serruriers en voitures de la ville de Toulouse [1893]. Siège social : Bourse du Travail, à Toulouse.

Chambre syndicale des ouvriers jardiniers et terrassiers de Toulouse [1893]. Siège social : Bourse du travail, à Toulouse.

Syndicat des ouvriers horlogers [1893]. Siège social : Bourse du travail, à Toulouse.

Syndicat des ouvriers charpentiers de marine de Toulouse [1893]. Siège social : Bourse du travail, à Toulouse.

Chambre syndicale des ouvrières piqueuses de bottines [1893]. Siège social : Bourse du travail, à Toulouse.

Chambre syndicale des ouvriers électriciens de la ville de Toulouse [1894]. Siège social : Bourse du travail, à Toulouse.

Syndicat de la tannerie du Sud-Ouest []. Siège social : 44, rue Alsace-Lorraine, à Toulouse.

Gironde. — Chambre syndicale des ouvriers tonneliers de la commune de Barsac [1880]. Siège social : Barsac.

Syndicat des ouvriers carriers du canton de Targon [1891]. Siège social : Frontenac.

Chambre syndicale des ouvriers tonneliers de la ville de Bordeaux et du département de la Gironde (section de Saint-Macaire) [1891]. Siège social : Saint-Macaire.

Jura. — Chambre syndicale des ouvriers diamantaires de Saint-Claude [1884]. Siège social : 9, rue de la Poyat, à Saint-Claude.

Loiret. — Syndicat des bûcherons de la commune de Saint-Lyé [1892]. Siège social : Mairie de Saint-Lyé.

Lot-et-Garonne. — Chambre syndicale des ouvriers tailleurs de pierre et maçons de Villeneuve-sur-Lot [1892]. Siège social : Chez M. Launet, route de Pujols, à Villeneuve-sur-Lot.

Société syndicale des employés d'octroi de Villeneuve-sur-Lot [1892]. Siège social : chez M. Launet, route de Pujols, à Villeneuve-sur-Lot.

Nord. — Chambre syndicale des ouvriers teinturiers [1890]. Siège social : maison Alfred Lecomte, rue de la Plaine, à Haubourdin.

Haut-Rhin. (Belfort). — Syndicat de l'habillement [1892]. Siège social : local du patronage, faubourg de Montbéliard, à Delle.

Syndicat du bâtiment [1892]. Siège social : local du patronage, faubourg de Montbéliard, à Delle.

Corporation syndicale de Delle []. Siège social, à Delle.

Seine. — Chambre syndicale des produits chimiques pour le blanchiment [1891]. Siège social : 10, rue de Lanery, à Paris.

Groupe corporatif « la Solidarité des ouvriers boulangers réunis du département de la Seine » [1891]. Siège social : 23, rue de Vanves, à Paris.

Somme. — Chambre syndicale des ouvriers en voitures [1888]. Siège social : halle aux blés, rue des Trois-Cailloux, à Amiens.

Yonne. — Chambre syndicale des ouvriers tonneliers et similaires réunis d'Auxerre [1893]. Siège social : 39, rue Saint-Pélerin, à Auxerre.

3° SYNDICATS AGRICOLES.

Gers. — Syndicat agricole du canton de Miradoux [1890]. Siège social : Miradoux.

Syndicat agricole du canton de Salers [1893]. Siège social : Salers.

Jura. — Syndicat des vignerons du canton d'Arbois [1890]. Siège social : hôtel de ville, à Arbois.

Marne (Haute-). — Syndicat professionnel communal alimentaire, agricole et viticole de Larivière [1892]. Siège social : chez M. Eugène Coppax, président, à Larivière.

Syndicat des viticulteurs de Saint-Dizier [1892]. Siège social : mairie, à Saint-Dizier.

LES GRÈVES EN MARS 1895.

Le mois de janvier avait vu naître 19 grèves et le mois de février 10; pendant le mois de mars, il en a éclaté 31. Malgré cette légère recrudescence, la comparaison des périodes correspondantes des trois années 1893, 1894 et 1895 reste à l'avantage de 1895. Ainsi, pendant le premier trimestre 1893, on a constaté 169 grèves avec 29.634 grévistes; pendant le premier trimestre 1894, on a constaté 92 grèves avec 13.881 grévistes; et pendant le premier trimestre 1895, on ne constate plus que 60 grèves avec 5.688 grévistes.

Cette tendance à la diminution des grèves se manifeste sensiblement de la même manière, si l'on fait porter la comparaison sur chaque mois pris isolément. En ne considérant que le mois de mars, l'année 1893 donne 44 grèves et 8.848 grévistes; l'année 1894, 42 grèves et 7.090 grévistes; l'année 1895, 31 grèves et 2.754 grévistes.

Les 31 grèves de mars 1895, qui affectent 128 établissements, se répartissent par professions de la manière suivante :

Textiles.....	13	Verriers.....	2
Bâtiment.....	5	Boulangers.....	1
Carriers.....	3	Papeterie.....	1
Cuir et peaux.....	3	Allumettes.....	1
Industries du bois.....	2		

Sur 2.754 grévistes qu'englobent ces grèves, 1.053 appartiennent à l'industrie des textiles, 680 aux manufactures d'allumettes, 418 aux industries de bâtiment, 380 sont carriers, 223 appartiennent aux autres professions.

Les causes de grèves ont été très diverses : une grève a été provoquée par

l'embauchage d'ouvriers non syndiqués au-dessous du tarif; une par une modification dans le mode de payement des salaires; une par la diminution du temps du travail avec une réduction proportionnelle des salaires; une par le prix de façon offert pour un article nouveau; deux par des règlements d'ateliers; six par des questions de personnel; six par des réductions de salaires, et enfin treize grèves ont eu pour but l'augmentation des salaires.

Parmi ces dernières figure la grève des industries du bâtiment de Châteauroux, ayant aussi pour but la diminution du temps du travail. Cette grève mérite d'être signalée particulièrement, parce qu'elle comprend à la fois les couvreurs, les plâtriers, les peintres, les charpentiers et les maçons qui formulent des réclamations identiques.

Sur les 31 grèves commencées en mars, 6 seulement n'étaient pas encore terminées le 1^{er} avril; par contre, sur les 8 grèves en cours au 28 février, 3 ont été terminées en mars, ce qui porte à 28 le nombre des grèves terminées pendant le mois considéré. Pour deux d'entre elles, le résultat n'est pas encore connu; les autres ont abouti à 6 réussites, 9 transactions et 11 échecs.

Ces 28 grèves avaient duré : une, 49 jours; une, 24 jours; une, 19 jours; une, 17 jours; une, 14 jours; une, 12 jours; une, 11 jours; une, 7 jours; une, 6 jours; une, 5 jours; trois, 4 jours; trois, 3 jours; six, 2 jours; trois, 1 jour, et trois moins d'une journée.

Au 1^{er} avril, il y avait encore 11 grèves non terminées, y compris celle de Châteauroux qui englobe cinq professions et a pris fin pour les couvreurs après 12 jours de suspension de travail. On en trouvera la situation dans les tableaux des pages 232 et 233.

COURS PROFESSIONNELS.

Le syndicat des ouvriers mécaniciens de la Seine a organisé à son siège des cours professionnels de dessin, de géométrie, d'algèbre, d'électricité et de filetage mécanique, et donne gratuitement les fournitures scolaires aux élèves syndiqués et non syndiqués.

Dans un concours ouvert, le 14 mars, par la municipalité parisienne pour l'emploi de maître ouvrier dans les écoles communales, 48 candidats, dont 12 membres de la chambre syndicale des mécaniciens, se sont présentés; 9 ont été admis définitivement, dont 8 étaient des élèves des cours professionnels du syndicat des mécaniciens.

DATES		DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE	
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.
1	2				6	7
GRÈVES NON TERMINÉES						
1895.	1895.					
12 janvier.		Loire.....	Saint-Romain-le-Puy.	Verriers.....	1	400
14 janvier.		Ardennes.....	Nouzon.....	Ferronniers.....	1	40
23 janvier.		Finistère.....	Poulgoazec - Audierne.	Ferblantiers-boîtiers.....	2	100
28 janvier.	18 mars ..	Loire.....	Régny.....	Teinturiers.....	1	70
4 février..		Bouches-du-Rhône.	Marseille.....	Chaudronniers en cuivre.....	1	24
19 février.	10 mars ..	Seine.....	Paris.....	Ouvriers en vélocipèdes.....	1	155
21 février.	8 avril.	Rhône.....	Lyon.....	Ferblantiers-zingueurs.....	45	200
27 février.	16 mars ..	Seine.....	Paris.....	Ouvriers en photographie.....	1	18
GRÈVES COMMENCÉES						
2 mars ...	7 mars ...	Isère.....	Izeaux.....	Ouvrières en chaussures.....	1	30
4 mars ...	6 mars ...	Vaucluse.....	Cavaillon.....	Maçons et tailleurs de pierre.	9	54
4 mars ...	5 mars ...	Nord.....	Fournies.....	Fileurs.....	1	15
(3 h. soir.)						
4 mars ...	28 mars ..	Seine.....	Paris.....	Fabrique de sièges.....	1	15
5 mars ...	9 mars ...	Seine.....	Paris.....	Boucheurs à l'éméri.....	1	13
6 mars ...	20 mars ..	Nord.....	Fontaine-au-Pire.	Tisseurs mécaniques.....	1	250
8 mars ...	19 mars ..	Charente.....	Cognac.....	Ouvriers de scierie (scieurs et raboteurs).	1	40
9 mars ...	9 mars ...	Vosges.....	Granges.....	Filature.....	1	(5) 20
(8 h. mat.)	(soir.)					
11 mars ...	13 mars ..	Ardèche.....	Annonay.....	Mégissiers de rivière.....	1	17
11 mars ...	13 mars ..	Tarn.....	Roquecourbe.....	Bonneters.....	1	63
11 mars ..	(6)	Seine.....	Pantin - Aubervilliers.	Allumettiers.....	2	680
15 mars ..	18 mars ..	Haute-Vienne...	Limoges.....	Boulangers.....	1	12
15 mars ..	18 mars ..	Tarn.....	Carmaux.....	Carriers.....	8	40
16 mars ..	16 mars ..	Meurthe-et-Moselle	Saint-Nicolas-du-Port.	Tissage.....	1	60
(6 h. mat.)	(1 h. soir)					
16 mars ..	17 mars ..	Indre-et-Loire...	Saint-Symphorien.	Ouvriers en tissus d'ameuble- ment.	1	120
17 mars ..	19 mars ..	Seine.....	Paris.....	Cordonniers (monteurs à l'étau)	1	2
17 mars ..	23 mars ..	Ardèche.....	Boulieu.....	Papeterie.....	1	60
18 mars ..	20 mars ..	Nord.....	Gravelines.....	Terrassiers.....	1	37
	20 mars ..					
18 mars ..		Indre.....	Châteauroux.....	Ouvriers { 1° Couvresseurs... 2° Plâtriers... 3° Peintres... 4° Charpentiers... 5° Maçons... bâtiment.	8 14 12 11 20	25 30 30 35 160
18 mars ..	10 avril.	Vosges.....	Saint-Dié.....	Tissage mécanique.....	1	153
18 mars ..	5 avril.	Vosges.....	Saint-Dié.....	Tissage mécanique.....	1	38
18 mars ..	25 mars ..	Haute-Savoie...	Meillerie.....	Carriers.....	13	250
19 mars ..	22 mars ..	Nord.....	Douai.....	Couvresseurs et zingueurs.....	4	34
20 mars ..	22 mars ..	Seine-et-Marne...	Souppes.....	Tailleurs de pierre.....	1	13
21 mars ..	22 mars ..	Isère.....	Montalieu-Porcien.	Carriers.....	2	90
21 mars ..	25 mars ..	Ardèche.....	Privas.....	Tissage mécanique.....	1	40
22 mars ..	23 mars ..	Meurthe-et-Moselle	Lunéville.....	Filature de coton.....	1	20
22 mars ..		Gironde.....	Bordeaux.....	Verriers.....	1	34
25 mars ..	27 mars ..	Nord.....	Fournies.....	Filature et tissage de laine ..	2	197
26 mars ..	30 mars ..	Seine-Inferieure..	Monville.....	Tisseurs.....	1	70
28 mars ..	3 avril.	Rhône.....	Lyon.....	Tissage mécanique.....	1	7

(A) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas encore été signalée à l'Office du travail.

CAUSES DE LA GREVE ET DEMANDES DES GREVISTES. 8	RÉSULTATS. 9	OBSERVATIONS. 10
AU 1 ^{er} MARS 1895 (A).		
La fédération du syndicat du verre ayant mis la maison à l'index, le patron a fermé son usine. Réduction de salaires..... Refus de souder des couvercles de boîtes faites à la machine. Augmentation de salaires..... Demande de renvoi d'un contremaître..... Demande de renvoi d'un contremaître..... Augmentation de salaires..... Demande de renvoi d'un ouvrier non syndiqué.....	 Échec. Échec (1). Transaction. Échec.	 (1) 125 ouvriers ont refusé de rentrer; ils ont été remplacés.
EN MARS 1895.		
Réduction de salaires..... Augmentation de salaires..... Réduction de salaires..... Règlement d'atelier..... Augmentation de salaires..... Augmentation de salaires..... Contre la diminution du temps de travail avec réduction proportionnelle de salaire. Augmentation de salaires..... Demande de renvoi d'un contremaître..... Réduction de salaires..... Augmentation de salaires..... Demande de réintégration d'un ouvrier congédié..... Augmentation de salaires..... Augmentation de salaires..... Différend sur le prix de façon d'un article nouveau..... Augmentation de salaires..... Demande de renvoi d'un contremaître étranger et d'un chauffeur. Augmentation de salaires..... Augmentation de salaires et diminution du temps du travail..... Réduction de salaires..... Règlement d'atelier..... Augmentation de salaires..... Contre le changement du paiement à la journée en paiement à l'heure. Demande de réintégration de deux ouvriers congédiés..... Embauchage d'ouvriers non syndiqués au-dessous du tarif. Contre le renvoi de deux ouvrières et demande de renvoi de deux ouvrières étrangères. Demande de renvoi d'un contremaître et d'un surveillant. Augmentation de salaires..... Augmentation de salaires..... Augmentation de salaires..... Réduction de salaires.....	Réussite. Transaction (2). Réussite. (3) Échec (4). Échec. Transaction. Échec. Réussite. Échec. Réussite. Transaction. Échec. Transaction (7). Échec (8). Échec. Transaction. Réussite. Transaction. Échec. Transaction (9). Réussite (10). Réussite (11). Transaction. Échec. Transaction. Transaction (12). Réussite.	 (2) Conciliation devant le juge de paix. (3) Intervention du maire. (4) Les grévistes ont été remplacés. (5) Les grévistes étaient des enfants de 13 à 15 ans. (6) Le travail qui avait été repris le 14, après la nomination d'une commission arbitrale chargée d'examiner les revendications des grévistes, a été de nouveau suspendu le 28. Les ouvriers des manufactures de Marseille, Bègles, Trélazé, Saintines, ont fait cause commune avec leurs camarades de Pantin-Aubervilliers. (7) Le patron a renoncé à faire fabriquer l'article en question. (8) Les grévistes ont été remplacés par des ouvriers travaillant déjà dans l'établissement et qui se sont adonnés à la spécialité du montage à l'étau. (9) Conciliation devant le juge de paix. (10) Intervention de la municipalité. (11) Tous les grévistes ont été embauchés dès le lendemain sur d'autres chantiers. (12) Conciliation devant le juge de paix.

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

1^o Grève des maçons et tailleurs de pierres de Cavaillon (Vaucluse). — A la suite d'une réunion tenue le dimanche soir, 3 mars, au siège du syndicat, récemment formé, des ouvriers maçons et tailleurs de pierre, il fut décidé de cesser le travail, à partir du lendemain matin, afin d'obtenir le paiement à l'heure à raison de 0 fr. 50 au lieu du prix de journée de 3 fr. 50 pour 10 heures.

Patrons et ouvriers se mirent d'accord pour soumettre leur différend à M. Anthelme, juge de paix de Cavaillon, qui réunit les délégués (5 patrons et 5 ouvriers) le mardi 5, à 11 heures. Les ouvriers, à titre de transaction, conclurent au prix uniforme de 0 fr. 45 l'heure; les patrons offrirent un prix minimum de 0 fr. 40 pour les ouvriers maçons les plus faibles, consentant à débattre avec les intéressés le salaire des ouvriers supérieurs.

La proposition des patrons fut acceptée par les délégués ouvriers et ratifiée, un instant après, par la majorité des membres du syndicat.

54 ouvriers, sur 57, avaient pris part à cette grève de deux jours.

2^o Grève des ouvriers boulangers de la société coopérative de consommation l'« Union », de Limoges — Le 6 mars, les boulangers de l'Union, au nombre de 15, recevaient l'ordre de faire pour le lendemain 6 fournées, alors que, d'après les statuts de leur syndicat, acceptés par les administrateurs de la société, ils ne devaient en préparer que 5. Un ouvrier alla chercher un auxiliaire et se fit aider dans son travail; il fut, pour ce fait, renvoyé le lendemain et remplacé par l'auxiliaire qu'il était allé chercher.

Le 12 mars, le bureau du syndicat des ouvriers boulangers et le comité de la Fédération des syndicats ouvriers de Limoges firent une démarche près des administrateurs de l'Union pour obtenir la réintégration de l'ouvrier congédié; ils échouèrent. Le 13, douze boulangers, sur quinze, se mirent en grève; ils furent remplacés le 14.

Dans le premier moment, l'irritation fut assez vive contre les administrateurs de l'Union; et la Fédération fit poser des affiches pour expliquer le conflit et en faire juge la population tout entière; mais les idées de conciliation reprirent bientôt le dessus et, le 18 mars, un comité formé de 5 conseillers municipaux représentant l'Union, et de 5 membres du comité central de la Fédération des syndicats, conclut l'arrangement suivant :

« 1. L'Union de Limoges reprendra à partir de ce soir l'équipe complète des ouvriers boulangers en grève, y compris B... (le premier ouvrier renvoyé); elle devra indemniser l'équipe prise en remplacement de celle-ci, les soussignés reconnaissant qu'en fait de grève et lorsque le conflit est éteint, les ouvriers en grève sans exception doivent reprendre leur travail primitif.

« 2. Les représentants de l'Union et des ouvriers grévistes reconnaissent et déclarent que l'Union de Limoges a toujours payé ses ouvriers boulangers au tarif imposé par la Chambre syndicale de la corporation, lequel est même augmenté de 0 fr. 25 par jour; mais que le différend n'est survenu que sur

le paiement d'une fournée supplémentaire, et regrettent que le conflit existant ait été porté à la connaissance du public par affiches avant d'avoir épuisé tous les moyens de conciliation.

« 3. Tous les soussignés reconnaissent que les ouvriers grévistes, tout en se conformant à leurs statuts, ont eu tort de cesser leur travail et qu'ils avaient l'obligation d'alimenter les sociétaires qui, par ce fait, ont été victimes du conflit existant, et, pour mettre fin à un pareil abus, il demeure convenu que la Chambre syndicale des ouvriers boulangers insérera dans ses statuts la clause suivante :

En cas de conflit avec une société ouvrière de coopération, les ouvriers ne quitteront pas le travail avant que tous les moyens de conciliation, prévus par la loi du 27 décembre 1892, aient été épuisés.

« 4. Les ouvriers grévistes, par leurs représentants, s'engagent sur l'honneur à ne commettre aucun acte d'autorité ou autre contre les ouvriers de l'Union qui ne se sont pas mis en grève.

« 5. Dans le cas où il y aurait lieu, pour assurer le travail, de prendre des ouvriers supplémentaires, les soussignés reconnaissent qu'à partir de ce jour le conseil d'administration de l'Union seul aura le droit de les demander à la Chambre syndicale des ouvriers boulangers.

« 6. Les présentes sont ainsi arrêtées entre les soussignés pour mettre fin audit conflit et le conseil d'administration de l'Union ne pourra renvoyer aucun desdits ouvriers sans raison motivée. »

3^e Grève des allumettiers. — Les ouvriers des fabriques d'allumettes de Pantin et d'Aubervilliers avaient demandé à leur directeur une augmentation de salaires, en disant que la substitution des bois indigènes aux bois étrangers avait fait baisser leur salaire au dessous du taux moyen de 5 fr. 10 qui leur avait été promis en avril 1893. Leur demande n'ayant pas été accueillie, ils se mirent en grève le 11 mars, à 1 heure, au nombre de 680.

M. Ribot, Ministre des finances, reçut le 13 mars une délégation des ouvriers, à laquelle il dit que l'administration des manufactures de l'État croyait pouvoir établir, par les feuilles de paye, que la rémunération actuelle des ouvriers n'était pas inférieure à celle qu'ils recevaient avant la substitution des bois indigènes aux bois étrangers. Les délégués ayant contesté l'exactitude des moyennes établies par l'administration, le Ministre déclara qu'il était disposé à faire vérifier ces feuilles de paye par une commission mixte composée de trois ouvriers choisis par eux et de trois représentants de l'administration, aussitôt que les ouvriers auraient repris le travail.

La proposition fut acceptée par la délégation ouvrière, et la reprise du travail se fit le 14 mars, à 1 heure, après trois jours d'interruption. Les manufactures de Marseille et de Saintines qui avaient fait cause commune avec les grévistes reprirent le travail le 15.

La commission, composée de trois ingénieurs et de trois ouvriers, se réunit les 15, 16, 17, 18, 19 et 20 mars et, d'après les procès-verbaux signés par les deux parties, le salaire moyen de l'atelier de mise en presse, qui faisait l'objet de la réclamation, a été de 5 fr. 10 en 1894, 5 fr. 21 en 1895

et même 5 fr. 35 pour la première dizaine de mars. Il était donc démontré que l'emploi des bois indigènes n'avait pas eu pour conséquence d'abaisser la moyenne des salaires au-dessous du taux convenu.

Le lundi, 25 mars, M. le Ministre des finances reçut la commission d'expertise et, après avoir entendu les délégués des deux parties, conclut qu'il n'y avait pas lieu d'accorder l'augmentation demandée.

Cette décision mécontenta vivement les ouvriers qui, produisant à ce moment un nouvel argument, prétendirent que si les moyennes indiquées avaient été obtenues malgré l'excédent de déchets produits par les bois français, ce ne pouvait être qu'en raison d'un surmenage de travail dont il aurait fallu tenir compte.

La grève générale fut votée le 27 mars et confirmée le lendemain par 274 voix contre 117.

Les manufactures de Marseille et de Bègles ont cessé le travail le 29 ; celles de Saintines et de Trélazé, le 31.

4° Grève des carriers de Meillerie (Haute-Savoie). — Dès le 22 décembre, le syndicat des ouvriers carriers de Meillerie avait soumis au syndicat des patrons une demande d'augmentation de salaires — 0 fr. 50 l'heure au lieu de 0 fr. 40 — et de diminution des heures de travail — 10 heures au lieu de 11 heures. Le 15 janvier, le syndicat patronal répondit par un refus, voulant s'en tenir aux termes de la conciliation arrêtés le 15 mars 1894 devant M. le juge de paix d'Evian. A la suite d'une nouvelle démarche, une réunion des deux syndicats eut lieu le 3 février. Les patrons proposèrent une augmentation de 0 fr. 02 par heure, en conservant la même durée de journée; les délégués ouvriers étaient disposés à accepter ces conditions, mais une assemblée générale les repoussa, le 7 février.

Le 17 mars, les patrons, pressant la grève imminente, saisirent le juge de paix d'Evian d'une déclaration conforme à la loi de 1892 ; mais le lendemain même, la grève commençait. Aussitôt que les ouvriers furent avertis par le juge de paix, ils nommèrent leurs délégués et le comité de conciliation se réunit le vendredi 22. Les patrons offrirent 0 fr. 45 l'heure et demandèrent le maintien de la journée de 11 heures. Les ouvriers cédèrent sur ce dernier point, mais demandèrent au moins 0 fr. 47 l'heure. L'accord ne put se faire. Dans une seconde réunion du comité de conciliation tenue deux jours après, les ouvriers acceptèrent la proposition des patrons et le travail fut repris le lundi 25 mars.

5° Grève de tisseurs à Monville (Seine-Inférieure). — Le 29 mars, M. Le-long, juge de paix du canton de Clères, ayant appris qu'une grève de 70 tisseurs avait éclaté le matin même, à 9 heures, à Monville, se rendit immédiatement sur les lieux, invita le patron et les ouvriers à désigner des délégués, les prévenant qu'il les attendait à la mairie.

La réunion du comité de conciliation eut lieu aussitôt : le patron expliqua que, par suite d'une erreur, il y avait une légère diminution de vitesse dans le tissage, qu'il allait faire réparer l'erreur commise afin que les ouvriers pussent atteindre le taux habituel de production. Les ouvriers re-

conurent que telle était bien la cause déterminante de la grève, mais qu'ils avaient encore d'autres réclamations à présenter. Ils demandèrent : 1° que le prix du tissage de la pièce de 120 mètres fût porté de 3 francs à 3 fr. 50; 2° que le tarif fût affiché dans l'usine; 3° que chaque ouvrier reçût un petit livret pour y inscrire le travail exécuté; 4° qu'aucun ouvrier ne fût renvoyé.

Après d'assez longs pourparlers, l'entente s'établit entre le patron et les ouvriers. Il fut décidé qu'il y aurait une augmentation de 0 fr. 30 par pièce de 120 mètres; que le livret serait remplacé par une fiche indiquant le travail exécuté et qu'il serait fait droit aux deux autres demandes.

Le travail fut repris le lendemain matin, samedi, 30 mars.

Les deux grèves de Cavaillon et de Monville montrent comment, par une application diligente de la loi du 27 décembre 1892, les conflits industriels peuvent être, dans certains cas, rapidement terminés.

ANGLETERRE

Le lock-out des fabriques de chaussures et l'arbitrage. — Nous avons signalé, en son temps, la dissolution du Conseil national de conciliation et d'arbitrage dans l'industrie de la chaussure en Angleterre. La crise que subit, en ce moment, cette industrie, nous oblige à reprendre d'un peu loin l'histoire de la question.

D'après la convention passée entre la Fédération des fabricants et l'Union des ouvriers, aucune cessation de travail ne devait se produire avant que le différend n'eût été porté devant le Conseil local d'arbitrage d'abord, et, en cas de désaccord devant ce Conseil, devant le Conseil national.

Évidemment, les deux parties ne se trouvaient ainsi liées que vis-à-vis des membres de leurs associations respectives.

Or, le 19 août 1894, les ouvriers n'ayant pu obtenir d'un fabricant de Saint-Albans l'application du minimum de salaire en usage dans le district de Londres, se mirent en grève. Le président du Conseil national, sir Thomas Wright, réclama la cessation de la grève pour que le différend fût porté devant le Conseil de conciliation; les ouvriers refusèrent, prétendant que le patron n'avait pas jusqu'alors appartenu à la Fédération des fabricants et que, dès lors, la convention ne lui était pas applicable.

Le président du Conseil national répondit que le patron visé avait payé deux cotisations dans le courant de l'année 1894 et qu'il était membre de la Fédération. Les ouvriers récriminèrent, s'étonnant qu'il y eût deux poids et deux mesures à leur égard; car un autre patron de Londres avait renvoyé ses ouvriers depuis six semaines sans que la Fédération eût fait aucune démarche pour lui demander de se soumettre à la règle qu'on invoquait contre les ouvriers dans le cas de la grève de Saint-Albans. Ils se plaignaient encore d'autres infractions de la part des patrons et demandaient une réunion du Conseil national pour examiner le cas :

1° Des patrons de Birmingham qui refusaient de discuter la question du salaire minimum, soumise au Conseil de conciliation depuis le mois de juin;

2° Des patrons de Northampton qui avaient refusé d'exécuter la décision prise à l'unanimité par le Conseil d'arbitrage pour une augmentation de salaire sur certains travaux;

3° Des patrons de Rushden, Higham Ferrers et Irthlingborough qui refusaient de payer le minimum de salaire fixé par les deux arbitres, patron et ouvrier.

Sir Thomas Wright, président du Conseil national, voyant sa décision contestée par les ouvriers, donna sa démission le 17 octobre.

L'Union des ouvriers, dans le but de sauvegarder le principe de l'arbitrage, décida alors, le 21 octobre, de terminer la grève de Saint-Albans; et elle demanda à la Fédération patronale de vouloir bien lui communiquer la liste de ses adhérents pour éviter de semblables méprises à l'avenir.

Ce différend de Saint-Albans a été définitivement réglé le 15 janvier, par un arbitrage de sir Albert Rolit, membre du Parlement.

Le 16 novembre, autre cause de mécontentement pour les ouvriers : à Kingswood, un arbitre se vit obligé de renoncer à sa fonction, les patrons se refusant à fournir les échantillons de travail qui lui étaient nécessaires.

D'autre part, les fabricants résistaient à la demande des ouvriers concernant le paiement aux pièces des travaux exécutés sur les machines à monter et à finir, récemment introduites; ils ne voulaient payer ce travail qu'à la journée, prétendant qu'avec le travail aux pièces, les ouvriers se réservaient la faculté de limiter la production; certains ouvriers, ayant dépassé le maximum de production fixé par l'Union, auraient été frappés d'une amende. Ce fait a toujours été contesté par l'Union ouvrière.

Les ouvriers se plaignaient que lorsqu'un tarif avait été fixé pour l'étendue d'un district, les patrons, pour esquiver l'application intégrale de ce tarif, envoyaient une partie de leur travail dans les campagnes, le faisant exécuter à bas prix, au détriment de ceux d'entre eux qui se conformaient loyalement aux conventions.

Tel était l'état des esprits lorsque la Fédération patronale se réunit le 5 décembre et décida la suppression du Conseil national de conciliation et d'arbitrage. Quant aux conseils locaux, elle voulait bien les conserver quoique les ouvriers y aient constamment, d'après elle, refusé de discuter sur les réductions de salaire, mais elle entendait restreindre leur champ d'action et décidait de repousser toute discussion sur les 7 points suivants :

« 1. Ni augmentation, ni réduction de salaire, aux pièces ou à la journée, ni modification dans les heures de travail, pendant deux ans, à partir du 31 décembre 1894.

« 2. Le moment n'est pas opportun d'introduire le travail aux pièces pour le montage et le finissage à la machine.

« 3. Droit pour l'employeur d'administrer son usine sans contrôle, de faire les règlements qu'il croira nécessaires, de payer aux pièces ou à la journée d'après les prix établis et d'introduire des machines, à tout moment, sans avertissement préalable.

« 4. Aucune intervention de l'Union ouvrière ou de ses administrateurs, dans la production à la main ou à la machine, en vue de la restreindre.

« 5. Droit pour l'employeur de faire exécuter son travail en quelque lieu que ce soit, à condition de se conformer aux tarifs locaux, ou, en cas d'absence de tarifs, aux conditions librement débattues avec les ouvriers.

« 6. Liberté de l'employeur dans le recrutement de son personnel.

« 7. La déclaration du secrétaire d'une association patronale ou d'une union ouvrière, affirmant l'adhésion d'un membre, sera reconnue suffisante pour le but visé par la Fédération. »

La résolution des fabricants était terminée par l'avertissement qui suit :

« Tout patron, agissant dans la limite des droits ci-dessus fixés, et contre lequel une grève sera déclarée, sera soutenu par la Fédération. »

Le Comité central de l'Union ouvrière invita toutes les Unions locales à envoyer des délégués à un congrès, pour délibérer sur la situation. Ce congrès eut lieu le 24 janvier, 60 délégués y assistaient. Après avoir examiné les 7 *commandements* des patrons, les délégués déclarèrent qu'ils restaient toujours partisans de l'arbitrage, mais qu'ils le voulaient *réel* et non seulement sur l'*enseigne*; que ce qu'on leur offrait n'était plus que la caricature de l'arbitrage et que la dernière résolution des patrons indiquait clairement qu'ils entendaient substituer la guerre ouverte à l'état de paix relative qui avait réglé les rapports entre patrons et ouvriers pendant ces dernières années. En conséquence, le congrès rejeta en bloc les propositions des patrons.

La caisse de l'Union était forte de 1.542.523 francs, ce qui lui permettait de supporter un chômage de six semaines, en ne comptant que sur ses propres ressources.

Il fut néanmoins décidé de voir si, effectivement, les patrons étaient résolus à mettre leurs menaces à exécution et, pour cela, les ouvriers soumièrent aux conseils d'arbitrage de Leicester et de Northampton des différends qui existaient depuis le mois de novembre avec 6 patrons de la première ville et 3 patrons de la seconde, au sujet du salaire minimum des *claqueurs* et des *presseurs* (1).

A Leicester, les ouvriers demandaient en outre la réglementation des travaux envoyés à la campagne.

Le Conseil d'arbitrage de Northampton se réunit le 23 février, et celui de Leicester, le 28; dans les deux localités, les fabricants refusèrent de discuter les questions qui leur étaient soumises, quoique l'article 2 des statuts portât que le Conseil avait pour but de traiter de toutes les questions concernant le travail. C'était, en fait, la dissolution des Conseils d'arbitrage.

Le 1^{er} mars, les ouvriers donnèrent aux 9 fabricants visés l'avertissement habituel des huit jours, en cas de rupture du contrat de louage.

Le 6 mars, la Fédération patronale répondit à cette grève partielle par l'annonce d'un lock-out général, pour toute l'Angleterre, à partir du lundi 18 mars.

Dès le 11 mars, il y avait 10.000 grévistes; le nombre des chômeurs a été porté à 60.000, huit jours après, sans compter toutes les personnes non intéressées directement dans le conflit et dont le travail se trouve arrêté.

Dès le 5 mars, M. Llewellyn Smith, Directeur de l'Office du travail, s'est rendu à Leicester pour y faire une enquête et offrir les services du Ministère du Commerce afin d'arriver à un arrangement.

L'Union a consenti à soumettre le différent à sir Henry James, qui a été l'arbitre du Conseil national de conciliation pendant ces dernières années; les patrons n'ont pas cru qu'un arbitrage fût possible sur les diverses questions agitées.

Le 18 mars, le Conseil central de conciliation et d'arbitrage de Londres a offert sa médiation; M. Labouchère, membre de la Chambre des communes, par des lettres adressées aux deux parties les 19, 21 et 23 mars, a également proposé l'arbitrage. Accepté par les ouvriers, il a encore été repoussé par les fabricants.

Enfin, à la suite de nouvelles instances du Ministre du commerce, les deux parties ont consenti à dresser la liste exacte de leurs réclamations et à former une commission mixte, composée de 4 patrons et 4 ouvriers, qui s'est réunie le jeudi 4 avril, sous la présidence de sir Courtenay Boyle.

Grève de potiers à Hanley. — Le 29 octobre 1894, un différend s'étant élevé sur le prix à fixer pour la façon d'un article non inscrit au tarif, 21 ouvriers

(1) Erratum. — Dans le Bulletin de mars, page 167, lignes 1, 4 et 5, lire *claqueurs* au lieu de *clicheurs* et *presseurs* au lieu de *pressiers*.

sur 150, quittèrent le travail dans une fabrique de poteries de Hanley. D'autres difficultés ayant surgi, le syndicat ordonna, vers la fin de décembre, à tous les ouvriers de se mettre en grève. Il en résulta un chômage de 300 personnes, en y comprenant les hommes de peine.

Le patron offrit alors de s'en rapporter à un arbitrage; les ouvriers refusèrent. Le Ministère du commerce, informé de ces faits par le correspondant du district, envoya à Hanley, le 13 février, un délégué de l'Office du travail, qui réunit les administrateurs du syndicat et le patron et leur fit agréer de soumettre leur différend à un arbitre qui serait désigné par le Ministre, le travail devant être repris en attendant la décision de l'arbitre; cette proposition fut acceptée. M. Mundella a été désigné pour remplir cette fonction; il a réuni les parties le 18 mars et a fait en même temps des démarches près la Chambre de commerce de Hanley en vue d'obtenir son concours pour l'établissement d'un conseil permanent de conciliation, affecté à l'importante industrie de la poterie.

Comme il était convenu, les ouvriers sont rentrés à l'usine; le chômage avait duré près de 4 mois.

Divers. — Le Conseil de conciliation des houillères du Durham, récemment constitué, n'ayant pu se mettre d'accord sur le choix d'un tiers-arbitre, a demandé, conformément à ses statuts, au Ministère du commerce de faire cette désignation. Après en avoir conféré avec les membres des deux parties, formant le Conseil de conciliation, le Ministre a organisé une réunion de ce conseil, le 26 février, et a ensuite accepté de nommer le tiers-arbitre.

Le Conseil de conciliation des aciéries de l'ouest de l'Écosse s'est réuni le 18 mars et s'est mis d'accord sur une réduction de salaire de 5 p. o/o. Les ouvriers voulaient d'abord qu'on eût recours à l'arbitrage, mais les patrons ayant annoncé qu'ils feraient, dans ce cas, une proposition de réduction de 10 p. o/o, la motion a été retirée.

Le Conseil de conciliation et d'arbitrage des aciéries et des usines métallurgiques du nord de l'Angleterre a confié à un arbitre la décision à prendre sur la diminution des heures de travail. Il a conclu, le 18 mars, au *statu quo* pour les cinq premiers jours de la semaine et à la fermeture des ateliers à 2 heures et demie au plus tard, le samedi.

À Barrow-in-Furness, à la même date, c'est un arbitrage qui a fixé la réduction des salaires dans les aciéries. L'arbitre a décidé l'application du tarif du district de Workington, en y ajoutant 1 p. o/o en raison du taux plus élevé des loyers.

Le 5 mars, la Chambre des communes a adopté, en première lecture, un projet de loi du gouvernement sur l'arbitrage.

L'échelle mobile des salaires dans les houillères du pays de Galles.—

Depuis 1875, les salaires des houillères de ce district sont réglés d'après les prix de vente sur les bases qui ont été modifiées à diverses reprises en 1880, 1882, 1890, 1892. Le 30 septembre 1894, les mineurs ont averti les patrons qu'à partir du 31 mars 1895, ils entendaient abandonner le système de l'échelle mobile.

Le 23 février, une commission mixte de patrons et d'ouvriers se réunit pour élaborer une nouvelle convention; les ouvriers demandèrent : 1° qu'à l'avenir, les salaires variaissent de 10 p. o/o pour chaque hausse ou baisse de 1 shilling sur le prix de la tonne de charbon; 2° la fixation d'un minimum de salaire; 3° la nomination d'un arbitre dans tous les cas de différends sur lesquels le comité mixte ne réussirait pas à s'entendre.

Après un long débat, les patrons ont rejeté ces trois propositions et ont réclamé, au contraire, le retour à l'échelle de 1882, 7 1/2 p. o/o. Enfin, pour donner plus

de force encore à leur opposition et pour enlever en même temps tout espoir d'une entente possible en dehors du système de l'échelle mobile que beaucoup d'ouvriers voulaient abandonner, ils firent notifier individuellement, le 1^{er} mars, à chaque mineur que leur contrat prendrait fin au 31 mars.

C'était un *lock-out* en perspective.

Le syndicat des mineurs consulta tous ses membres sur la question de la continuation de l'échelle mobile ou de l'organisation d'un Conseil de conciliation fonctionnant sans ce système. Le vote donna les résultats suivants :

Pour la continuation de l'échelle mobile	44.356
Pour un Conseil de conciliation	24.109

Les négociations furent reprises et le 27 mars une nouvelle convention a été conclue pour deux ans, maintenant, sans augmentation ni réduction, l'échelle de 1892. Les patrons ont retiré leurs avis de rupture de contrat et la grève est évitée.

INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE.

Caisse nationale d'épargne.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois de février 1895.

Nombre des versements	236.838
représentant une somme de	33.624.974 ^f
Nombre des remboursements	92.080
représentant une somme de	23.311.736
Rentes achetées à 387 déposants pour un capital de	368.376

EXCÉDENT des versements sur les remboursements et les capitaux de rente	9.944.862
---	-----------

Nombre de comptes existant au 28 février 1895	2.352.708
Nombre de comptes existant au 28 février 1894	2.140.523

AUGMENTATION	212.185
--------------------	---------

Caisses d'épargne ordinaires.

Résumé des opérations effectuées pour le compte des caisses d'épargne à la Caisse des dépôts et consignations pendant le mois de mars 1895.

Dépôts de fonds	24.869.604 ^f
Retraits de fonds	12.584.512

EXCÉDENT des retraits	12.285.092
-----------------------------	------------

Capitaux employés en achats de rente pour le compte des déposants.	2.921.619
--	-----------

Caisse nationale des retraites.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois de février 1895.

Nombre des versements reçus	13.293
représentant une somme de	805.676 ^f
Arrérages de rentes viagères payées aux déposants	906.423
Remboursements de capitaux réservés payés à leurs héritiers	675.505
Nouvelles rentes inscrites	374.196
au nom de	4.213 parties.
TOTAL des rentes en cours	33.168.092
réparties entre	197.953 titres.

Caisses d'épargne ordinaires.

Résumé des opérations effectuées en 1893 (chiffres définitifs) (1).

En 1893, il y avait en activité 544 caisses d'épargne avec 1.115 succursales ou bureaux auxiliaires; en outre 395 perceptions ont servi de bureaux intermédiaires.

Elles ont reçu 3.171.305 versements représentant une somme totale de 784.810.899 francs. La moyenne par versement a été de 247 francs; l'année précédente, elle se montait à 251 francs.

Le nombre des remboursements effectués s'est élevé à 2.708.229, représentant une somme totale de 963.948.520 francs. La moyenne par remboursement a été de 356 francs; l'année précédente, elle n'était que de 315 francs.

Les caisses ont, en outre, employé 24.436.748 francs en achat de 795.591 francs de rente pour le compte des déposants. Le taux d'acquisition représente un revenu moyen de 3,26 p. o/o.

Au 31 décembre 1893, le solde dû aux déposants s'élevait à 3.140.261.867 francs. Au 31 décembre 1892, il était de 3.227.437.683 francs. Il a donc diminué, pendant l'année 1893, de 87.175.816 francs.

Statistique des livrets.

Au 31 décembre 1893, il existait 6.172.480 livrets en circulation. Au 31 décembre 1892, il y en avait 6.121.183.

La moyenne du solde par livret se montait à 508 fr. 75 en 1893, inférieure de 18 fr. 50 à la moyenne correspondante, 527 fr. 25, de 1892.

Voici comment se répartissent, en les classant d'après leur importance relative, les 6.172.480 livrets de 1893 :

CATÉGORIE D'IMPORTANCE DES LIVRETS.	NOMBRE DE LIVRETS.	PROPORTION p. o/o dans le total des livrets.
Livrets de 20 francs et au-dessous.....	1.879.294	30,45
— 21 — à 100 francs.....	1.058.139	17,14
— 101 — à 200 —.....	509.386	8,25
— 201 — à 500 —.....	823.183	13,34
— 501 — à 1,000 —.....	548.609	8,89
— 1.001 — à 1,500 —.....	441.819	7,16
— 1.501 — à 2,000 —.....	365.546	5,92
— 2.000 — et au-dessus, passibles de réduction.....	540.356	8,75
— 2.000 — et au-dessus, exemptés de réduction par la loi.	6.148	0,10
TOTAUX....	<u>6.172.480</u>	<u>100,00</u>

Ces proportions sont sensiblement les mêmes que celles de l'année précédente.

Les livrets nouveaux, délivrés en 1893, sont au nombre de 435.317. D'après

(1) D'après le rapport au Président de la République adressé par le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes (J. O. 28 mars 1895).

la profession et le sexe des déposants, ces 435.317 livrets nouveaux se répartissent de la manière suivante :

PROFESSIONS.	HOMMES.		FEMMES.		TOTAL.	
	CHIFFRES absolus.	P. 100 du total.	CHIFFRES absolus.	P. 100 du total.	CHIFFRES absolus.	P. 100 du total.
Chefs d'établissements agricoles, industriels et commerciaux.....	25.237	11,6	16.993	7,9	42.230	9,7
Journaliers et ouvriers agricoles.....	27.296	12,5	16.721	7,7	44.017	10,1
Ouvriers d'industrie.....	36.727	16,8	29.972	13,9	66.699	15,3
Domestiques.....	14.605	6,7	30.945	14,3	45.550	10,5
Militaires et marins.....	5.154	2,4	1.300	0,6	6.454	1,5
Employés.....	14.825	6,8	4.948	2,3	19.771	4,5
Professions libérales.....	4.931	2,2	2.540	1,2	7.471	1,7
Propriétaires, rentiers, personnes sans pro- fession.....	20.671	9,5	17.220	8,1	37.891	8,8
Mineurs sans profession.....	68.893	31,3	65.280	30,2	134.173	30,8
TOTAL par sexe.....	218.337	100,0	215.919	100,0	434.256	99,7
Sociétés et associations.....					1.061	0,3
TOTAL GÉNÉRAL.....					435.317	100,0

Dans le total des 434.256 livrets individuels, on compte 215.919 livrets ouverts à des femmes, ce qui représente une proportion de 99 déposants du sexe féminin pour 100 du sexe masculin. C'est dans le groupe des *domestiques* que la proportion des femmes est la plus élevée (211 femmes pour 100 hommes), dans le groupe des *ouvriers industriels*, la proportion des femmes n'est, par rapport aux hommes, que de 82 p. o/o, etc.

STATISTIQUE DE L'INDUSTRIE MINÉRALE.

(Suite de l'analyse commencée dans les numéros de février et mars.)

CONDITIONS FINANCIÈRES PRINCIPALES DE L'EXPLOITATION DES MINES MÉTALLIQUES EN FRANCE (NON COMPRIS LES SALINES).

En se reportant aux chiffres de 1893, on constate les résultats suivants :

702 concessions existaient et 12 ont été instituées ou agrandies dans l'année.

164 concessions seulement ont été exploitées par 12.435 ouvriers environ.

Il y a eu, à peu près, 2 mines en perte pour 1 en gain.

Les bénéfices imposés se sont élevés à un peu plus de 5 millions et demi; les pertes admises à 3 millions, et le bénéfice restant pour l'ensemble à 2 millions et demi.

La valeur, à la tonne, de l'ensemble des produits extraits s'est trouvée de 6 fr. 35 environ; ce chiffre, qui se rapporte à des produits très divers, n'a pas d'intérêt par lui-même et ne figure ici qu'à titre de comparaison avec les suivants :

Sur le prix de la tonne, il a été payé moyennement 3 fr. 07, soit près de moitié, à la main-d'œuvre et prélevé, à peu près, 1 franc de bénéfice.

Le salaire moyen annuel d'un ouvrier (hommes, femmes et enfants du fond et du jour) s'est élevé à 935 francs, et le bénéfice net annuel ressort à 201 francs par ouvrier employé.

SALAIRE DES OUVRIERS MINEURS EN FRANCE.

1^o HOUILLÈRES.

A l'intérieur :

93.700 ouvriers, dont 83.800 hommes, 5.500 jeunes gens de 16 à 18 ans et 4.400 enfants de 13 à 16 ans.

A l'extérieur :

39.000 ouvriers, dont 27.900 hommes, 2.800 jeunes gens de 16 à 18 ans, 4.200 femmes et 4.100 enfants de 13 à 16 ans.

BASSINS.	NOMBRE DE JOURNÉES de travail par ouvrier		SALAIRE ANNUEL par ouvrier		SALAIRE JOURNALIER par ouvrier		PRODUCTION ANNUELLE par ouvrier		FRAIS de MAIN- D'ŒUVRE par tonne pro- duite.
	du fond.	du jour.	du fond.	du jour.	du fond.	du jour.	du fond.	sans distinc- tion.	
			francs.	francs.	fr. c.	fr. c.	tonnes.	tonnes.	fr. c.
Nord et Pas-de-Calais...	264	287	1.237	940	4 69	3 27	287	220	5 31
Saint-Etienne.....	296	286	1.421	925	4 79	3 23	306	199	6 27
Alais.....	279	315	1.319	950	4 72	3 02	234	159	7 55
Le Creuzot et Blanzy...	270	294	1.292	1.046	4 78	3 56	295	174	6 83
Aubin et Carmaux.....	298	264	1.354	775	4 54	2 94	268	164	6 89
Commeny.....	280	291	1.042	863	3 72	2 97	280	192	5 04
Lignites de Faveau (Pro- vence).....	233	257	1.109	792	4 75	3 08	235	171	5 98
ENSEMBLE.....	272	287	1.247	904	4 59	3 15	274	193	5 93

2^o AUTRES MINES, Y COMPRIS LES SALINES.

A l'intérieur :

8.621 ouvriers, dont 8.368 hommes, 177 jeunes gens de 16 à 18 ans et 76 enfants.

A l'extérieur :

3.814 ouvriers, dont 2.977 hommes, 263 jeunes gens de 16 à 18 ans, 343 femmes et 231 enfants.

Dans les mines de fer (4.231 ouvriers du fond et 889 du jour), le salaire moyen annuel s'est élevé à 1.122 francs pour les ouvriers du fond et à 844 francs pour les ouvriers du jour; le salaire journalier moyen à 4 fr. 32 pour le fond et à 3 fr. 28 pour le jour. En tenant compte des ouvriers employés à l'extraction dans les mines de fer (non concédées) le salaire journalier du fond s'abaisse à 4 fr. 27, celui du jour est de 3 fr. 30 et celui de l'ensemble de 4 francs.

Pour les mines métalliques autres (3.512 ouvriers du fond, 2.561 à l'extérieur), le salaire moyen annuel s'est élevé à 933 francs pour le fond, à 694 francs pour le jour, et les salaires moyens journaliers, pour les mêmes catégories, à 3 fr. 56 et 2 fr. 76.

Pour les minerais bitumeux et substances diverses (692 ouvriers du fond, 133 du jour), 1.089 francs et 3 fr. 99 environ pour le fond, 668 francs et 2 fr. 79 pour le jour.

Pour les concessions de sel gemme (178 ouvriers du fond et 130 du jour), 1.161 francs et 4 fr. 45 pour le fond, 961 francs et 3 fr. 41 pour le jour.

DEPARTEMENTS.	PER- SONNEL des MINES autres que les houil- lères.	MINES DE FER (SANS LES MINÈRES).		MINES MÉTALLURGIQUES.		SUBSTANCES DIVERSES.		MINES DE SEL (SANS LES MARAIS salants.)	
		Salaire journalier		Salaire journalier		Salaire journalier		Salaire journalier	
		au fond.	au jour.	au fond.	au jour.	au fond.	au jour.	au fond.	au jour.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Ain.....	80	"	"	"	"	3 41	2 48	"	"
Allier.....	193	"	"	3 72	2 59	3 50	3 20	"	"
Alpes (Basses).....	14	"	"	"	"	4 20	4 00	"	"
Alpes (Hautes).....	11	"	"	3 46	2 38	"	"	"	"
Ardeche.....	285	2 90	2 75	3 02	2 26	"	"	"	"
Ariege.....	589	2 34	2 00	2 25	2 22	"	"	"	"
Aude.....	98	3 26	2 25	3 05	1 30	"	"	"	"
Aveyron.....	690	3 40	2 77	3 80	1 96	"	"	"	"
Calvados.....	192	4 20	3 40	"	"	"	"	"	"
Cantal.....	78	"	"	3 58	3 02	"	"	"	"
Corrèze.....	68	"	"	3 31	2 02	"	"	"	"
Corse.....	431	"	"	2 59	2 04	"	"	"	"
Creuse.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Dordogne.....	32	"	3 00	3 50	3 00	"	"	"	"
Doubs.....	4	"	"	"	"	"	"	"	4 34
Drôme.....	168	"	"	4 00	2 29	"	"	"	"
Gard.....	940	4 74	3 95	3 90	3 06	2 97	2 51	"	"
Garonne (Haute).....	1	"	"	"	"	"	"	"	2 75
Hérault.....	24	4 14	4 00	"	"	"	"	"	"
Ille-et-Vilaine.....	904	"	"	3 09	3 00	"	"	"	"
Indre.....	7	"	"	2 61	2 86	"	"	"	"
Isère.....	340	4 50	2 53	"	"	"	"	"	"
Jura.....	5	4 03	3 17	"	"	"	"	"	3 50
Landes.....	25	"	"	"	"	"	"	3 47	2 50
Loire.....	3	"	"	3 87	1 75	"	"	"	"
Loire-Inférieure.....	46	"	2 51	"	"	"	"	"	"
Loire (Haute).....	127	"	"	3 80	2 75	"	"	"	"
Lot.....	50	2 00	2 00	"	"	"	"	"	"
Lot-et-Garonne.....	62	"	3 00	"	"	"	"	"	"
Lozère.....	146	"	"	3 00	2 00	"	"	"	"
Marne (Haute).....	386	3 79	3 00	"	"	"	"	"	"
Meurthe-et-Moselle.....	3,684	4 61	3 77	"	"	"	"	4 16	3 59
Puy-de-Dôme.....	428	"	"	2 56	1 95	5 13	3 98	"	"
Pyrénées (Basses).....	51	3 00	2 50	"	"	"	"	3 18	2 80
Pyrénées (Hautes).....	173	"	"	4 61	2 50	"	"	"	"
Pyrénées-Orientales.....	240	3 46	2 80	2 17	"	"	"	"	"
Rhin (Haut-) [Belfort].....	47	"	"	3 12	3 15	"	"	"	"
Rhône.....	510	"	"	4 81	3 31	"	"	"	"
Saône (Haute-).....	1	3 83	2 50	"	"	"	"	"	2 52
Saône-et-Loire.....	889	4 16	3 33	4 11	2 70	4 37	2 83	"	"
Savoie.....	6	4 00	3 80	"	"	"	"	"	"
Savoie (Haute-).....	12	"	"	"	"	2 80	2 75	"	"
Tarn.....	66	2 87	2 36	3 00	2 50	"	"	"	"
Var.....	797	3 62	3 27	4 00	4 00	"	"	"	"
Vaucluse.....	69	"	"	"	"	4 26	3 20	"	"
TOTAUX.....	12,435	4 32	3 28	3 56	2 76	3 92	2 76	4 46	3 40

CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL.

La cinquième session du Conseil supérieur du travail s'est ouverte le lundi 25 mars sous la présidence de M. André Lebou, Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes.

Deux questions étaient inscrites à l'ordre du jour : la création de chambres du travail et l'assurance contre le chômage.

Le Conseil a consacré cinq jours à l'examen de la première question, en prenant comme base de la discussion un projet préparé par la commission permanente du Conseil, dont voici les principales dispositions :

« Il est institué par décret, dans toute région industrielle où l'utilité en est constatée, soit d'office, soit à la demande des intéressés, patrons, ouvriers ou employés, une ou plusieurs chambres du travail.

« Les chambres du travail ont pour mission :

« 1° De donner leur avis, soit à la demande du Gouvernement, soit à la demande des intéressés, et d'émettre des vœux sur toutes les questions concernant les conditions du travail;

« 2° De prévenir les différends collectifs entre patrons et ouvriers ou employés, et d'en faciliter la solution.

« Les chambres du travail sont divisées en sections dont les membres appartiennent à la même profession.

« Les membres des sections, nommés pour trois ans, sont élus, par catégories, par les patrons, ouvriers ou employés des deux sexes, âgés de 21 ans.

« Chaque section se réunit au moins une fois par trimestre; elle est, en outre, convoquée lorsqu'elle est saisie d'un différend, ou sur la demande de la moitié de ses membres.

« La convocation d'une chambre du travail en assemblée plénière, toutes sections réunies, est faite par arrêté du Ministre du commerce et de l'industrie. Cette assemblée a lieu au moins une fois par an. »

Cette première partie du projet de la commission permanente a été rejetée par le Conseil; mais il en a adopté la seconde partie, ayant trait aux conseils permanents de patrons et d'ouvriers, créés directement par les intéressés, sans l'intervention du Gouvernement.

Le Conseil supérieur du travail, renouvelant les vœux déjà émis lors de sa première session sur cette question, a adopté le texte suivant :

« 1° Les patrons et les ouvriers ou employés pourront constituer, d'un commun accord, dans chaque établissement ou entreprise, dans chaque profession ou métiers similaires, des conseils permanents en vue de prévenir ou régler tous différends d'ordre collectif qui pourraient s'élever entre les parties et qui porteraient sur les conditions du travail;

« 2° Les syndicats professionnels légalement constitués pourront également former des conseils permanents de même nature;

« 3° Les membres des conseils permanents doivent être choisis parmi les personnes exerçant ou ayant exercé la profession;

« 4° Les conseils permanents jouiront des avantages accordés par la loi du 27 décembre 1892 aux comités de conciliation et d'arbitrage. »

Quant à la question de l'assurance contre le chômage, elle a été, après une courte discussion, renvoyée pour étude à la commission permanente du Conseil, qui aura en même temps à examiner deux autres questions : 1° des clauses concernant les conditions du travail à introduire dans les cahiers des charges des travaux publics; 2° la question de la diminution des heures de travail.

Le Conseil s'est séparé en émettant le vœu que l'étude de la participation au bénéfices figure à l'ordre du jour de sa prochaine session.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Échelle des risques-accidents dans les mines et dans l'industrie du bâtiment. — La corporation minière allemande a récemment déterminé, au moyen des résultats fournis par l'assurance obligatoire contre les accidents, dans la période de 1885 à 1891 inclusivement, les *coefficients de risques moyens* applicables aux différentes exploitations minérales.

Les calculs ont été établis dans l'hypothèse, dite du *système de couverture*, où les charges occasionnées par les accidents sont toutes évaluées *en capital* et définitivement liquidées à la fin de chaque exercice.

On a commencé par déterminer les charges moyennes par 1.000 unités de salaire, et l'on en a déduit les coefficients de risques en prenant les rapports de ces charges à l'une d'entre elles : on a obtenu ainsi les chiffres ci-dessous (le coefficient relatif aux houillères dangereuses a été choisi arbitrairement, égal à 100 ; le coefficient d'une autre exploitation est égal à $100 \times$ rapport des charges) :

	CHARGE MOYENNE par 1.000 unités de salaire.	COEFFICIENT relatif de risques.
A. — HOUILLÈRES.		
1° Conditions exceptionnellement favorables et travaux annexes.....	11,22	31
2° Conditions ordinaires.....	24,15	67
3° Conditions dangereuses résultant de l'état du gîte, du grison, de l'eau, etc.....	35,78	100
B. — LIGNITES.		
1° Établissements annexes.....	7,50	21
2° Exploitation.....	16,53	46
3° Fabriques de briquettes.....	28,28	79
C. — MINES MÉTALLIQUES ET USINES MÉTALLURGIQUES ANNEXÉES.		
1° Usines.....	5,71	16
2° Mines. Conditions favorables.....	10,08	28
3° Mines. Conditions ordinaires.....	18,78	52
4° Mines. Conditions spécialement dangereuses....	31,73	89
D. — MINES DE SEL ET SALINES.		
1° Fabriques de sel.....	8,48	24
2° Fabriques de produits halogènes.....	12,67	35
3° Mines de sel.....	24,70	69
E. — TOUTES AUTRES EXPLOITATIONS MINÉRALES ; CARRIÈRES ET ENTREPRISES DE SONDAGES.....		
	22,01	62

— L'établissement d'assurance contre les accidents des entrepreneurs de bâtiment de la région du Hanovre vient de publier son tarif de risques, valable à partir du 1^{er} mai 1895. Ce tarif, obtenu en tenant compte de l'expérience acquise jusqu'à ce jour, par l'assurance obligatoire, mérite également d'être signalé. Il est

établi, comme le précédent, en supposant que toutes les pensions allouées aux victimes ou à leurs ayants droit soient liquidées et constituées en capital (le coefficient de la classe la plus dangereuse a été pris égal à 100) :

	PRIME par 1.000 unités de salaire.	COEFFICIENT relatif de risques.
1 ^{re} CLASSE. — Frotteurs, tapissiers, fumistes, poseurs et réparateurs de stores.....	7	8
2 ^e CLASSE. — Vitriers, peintres à l'intérieur, décorateurs, enduiseurs, badigeonneurs, etc.....	14	16
3 ^e CLASSE. — Menuisiers en bâtiment.....	18	20
4 ^e CLASSE. — Asphalteurs, poseurs de dalles.....	21	23
5 ^e CLASSE. — Ferblantiers en bâtiment, stucateurs, sculpteurs, tailleurs de pierre, poseurs d'appareils à gaz et à eau.....	28	31
6 ^e CLASSE. — Maçons, poseurs de cheminée, serruriers en bâtiment, gardeurs et veilleurs.....	35	39
7 ^e CLASSE. — Charpentiers, constructeurs d'embarcations en bois, poseurs de paratonnerres, poseurs de sonnettes et de fils.....	42	47
8 ^e CLASSE. — Ouvriers employés à la construction de moulins à vent et à eau en bois, puisatiers, constructeurs de ponts, voituriers.....	49	54
9 ^e CLASSE. — Couvreurs et ouvriers occupés dans les carrières.....	63	70
10 ^e CLASSE. — Ouvriers employés à la construction de cheminées d'usines et dans les entreprises de démolition.....	90	100

Assurances sociales. — D'un rapport émanant du consul de France à Düsseldorf, nous extrayons les renseignements suivants :

Dans une de ses séances consacrées au vote du budget du ministère de l'intérieur, le Reichstag a adopté un amendement tendant à modifier la loi sur l'assurance contre la vieillesse et l'invalidité et à en étendre l'application à la population occupée à la pêche maritime.

Au cours de la discussion, le Ministre, M. de Bötticher, répondant aux reproches adressés à l'organisation des établissements d'assurance d'entraîner des frais d'administration trop élevés, a prouvé que les dépenses étaient beaucoup moins fortes que ne l'avait prévu le Gouvernement, dans la préparation du projet de loi. A cette époque, on les avait évaluées à 1 marc par tête, tandis qu'elles sont, en réalité, de 50 pfennigs (62 centimes 1/2), taux bien inférieur à celui des entreprises particulières d'assurances. Des données officielles recueillies sur cette matière, il résulterait, en effet, que dans l'association des fonctionnaires prussiens qui, de tous les établissements d'assurances sur la vie, est celui où les frais d'administration sont le moins élevés, la dépense est cependant de 3 m. 31 par police d'assuré, et que pour 7 des plus grandes sociétés d'assurances sur la vie en Allemagne, la dépense s'élève en moyenne à 16 m. 33.

On a enfin fait aussi à la législation en vigueur le reproche de ne pas développer les œuvres d'utilité publique qui profitent aux classes ouvrières. A ce grief, le Ministre a répondu que, d'après les statistiques qu'il a fait dresser, les établissements d'assurances ont déjà prêté des sommes s'élevant à 5.740.000 marcs pour la construction d'habitations ouvrières; qu'ils ont avancé aux communes et aux corporations 2.400.000 marcs pour fonder des hôpitaux et autres établissements en

faveur des assurés, et qu'ils ont disposé d'une somme d'environ 4 millions de marcs pour la création d'autres œuvres sociales telles que : écoles, abattoirs, conduites d'eau, etc., soit, au total, 13 millions de marcs. Sans doute, ajoute-t-il, on pourrait faire davantage, mais le Gouvernement n'a pas, d'après la loi, qualité pour prescrire des mesures obligatoires dans cet ordre d'idées ; il peut seulement recommander aux établissements d'assurances d'employer plus largement à des œuvres d'intérêt général les capitaux qu'elles amassent.

En ce qui concerne l'assurance obligatoire contre les accidents, le rapport signale, comme un des inconvénients les plus sensibles de l'organisation actuelle, le fait que des accidents légers sont souvent indemnisés par les corporations, alors qu'ils n'entraînent en réalité aucune diminution de salaire, le dommage causé étant évalué par la corporation, d'une part, et, d'autre part, la capacité de travail restante par le patron. Il y a là une anomalie qui semble réclamer un complément de législation.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en février ⁽¹⁾. — Pendant la plus grande partie du mois, chômage prolongé dans un grand nombre de métiers à cause de la rigueur anormale de la température. Il faut ajouter que ce mois a vu s'ouvrir une crise grave dans une industrie qui occupe un grand nombre de bras, celle de la chaussure. Malgré ces circonstances défavorables, on constate en général une légère tendance à l'amélioration. Sur 385.594 membres appartenant à 84 trade-unions qui fournissent des renseignements, 30.624, soit 7 p. 100, étaient sans travail à la fin de février ; la proportion correspondante était de 8,2 en janvier 1895 et de 6,3 en février 1894. — On a relevé 55 grèves nouvelles, soit 2 de moins que dans le mois précédent de 1895 et dans le mois correspondant de 1894. Sur ces 55 grèves, 13 ont éclaté dans l'industrie minière, 13 dans les industries métallurgiques, 9 dans les constructions navales, 7 dans l'industrie du vêtement, 5 dans le bâtiment, 4 dans les industries textiles, etc... Le nombre moyen des personnes affectées par chaque grève a sensiblement diminué par rapport au mois précédent : 137 contre 237. Trois grèves de mineurs affectaient ensemble 2.370 personnes. 11 anciennes grèves se sont terminées dans le courant du mois ; à la fin du mois 11 grèves nouvelles et 19 anciennes étaient encore en cours. — Changements dans les conditions du travail : 15.400 personnes ont eu leur salaire diminué, et 350, augmenté. Les diminutions de salaires ont atteint en particulier 4.600 mineurs de la Forest of Dean, 3.000 mineurs d'Airdrie et Slamannan, 4.000 à 5.000 cloutiers des Midlands et environ 1.300 ouvriers des mines d'étain du sud du Pays de Galles. 800 personnes, dont 484 employées dans les ateliers de l'administration des postes et télégraphes à Londres, ont obtenu des réductions d'heures de travail. — Il y a eu 234 poursuites judiciaires pour faits relatifs au travail, contre 202 en janvier 1895 et 225 en février 1894. Sur ces 234 poursuites, 176 intentées en vertu des *Factory and Workshop Acts*, dont 175 contre des patrons et 1 contre un ouvrier, ont abouti à 166 condamnations ; et 46, en vertu des lois sur les mines, ont abouti à 41 condamnations dont 4 contre des patrons et 37 contre des ouvriers.

(1) D'après la *Labour Gazette*.

ITALIE.

Les grèves. — *La direction générale de la statistique* vient de publier un compte rendu détaillé des grèves survenues dans l'industrie en 1892 et 1893, avec un rappel des résultats relatifs à la période 1878-1891.

On a compté, en 1893, 131 grèves; 127 de ces grèves ont groupé 32.109 grévistes; et 122 ont entraîné une perte de 234,333 journées de travail. Pour 4 grèves, on ignore le nombre des grévistes et pour 9 le nombre des journées de travail perdues. Les chiffres correspondants pour l'année 1892 étaient : 32 grèves dont 28 avec 4.011 grévistes et 21.896 journées de travail perdues.

La plus grande partie des grèves continue à être fournie par la Lombardie et le Piémont où se concentre le principal mouvement industriel de l'Italie. La Sicile en compte cependant un assez grand nombre, presque toutes dans le personnel des mines de soufre.

La Lombardie, le Piémont et la Sicile ont fourni en 1892 plus des deux tiers, et en 1893, plus de la moitié de toutes les grèves de l'Italie, ainsi qu'il ressort du tableau suivant :

DÉSIGNATION DES PROVINCES.	NOMBRE TOTAL de grèves.		NOMBRE DE GRÈVES dont on connaît LE NOMBRE DE GRÉVISTES.			
			Nombres de grèves.		Nombre de grévistes.	
	1892.	1893.	1892.	1893.	1892.	1893.
Piémont.	17	16	17	16	2.060	3.163
Lombardie.	39	40	39	39	6.026	11.738
Sicile.	14	17	14	16	6.862	4.230
ENSEMBLE.	70	73	70	71	14.954	19.131
Autres provinces.	49	58	44	50	15.236	12.497
Pour toute l'Italie.	119	131	114	121	30.184	31.628

Les grèves de 1893 ont été de courte durée : sur 125 d'entre elles, dont on connaît la durée, 67 ont duré moins de 3 jours, 39 ont duré de 4 à 10 jours et 19 seulement ont duré plus de dix jours.

La durée moyenne d'une grève a été de 7 jours $\frac{1}{3}$ (1). Quant aux causes et aux résultats des grèves des années 93, 92, et de la période 1878 à 1891 nous les avons classés dans le tableau synoptique suivant :

(1) Ce nombre est le quotient du nombre total de journées chômées par le nombre total de grévistes : 234.333 par 32.109.

		ANNÉES 1878-1891.				ANNÉE 1892.				ANNÉE 1893.			
DÉSIGNATION.		NOMBRE				NOMBRE				NOMBRE			
		de grèves.	p. o. o.	de grévistes.	p. o. o.	de grèves.	p. o. o.	de grévistes.	p. o. o.	de grèves.	p. o. o.	de grévistes.	p. o. o.
Nombre total des grèves		1.075				119				131			
Nombre de grèves classées au point de vue de la cause et de la terminaison.....		998		251.668		114		30.184		121		31.628	
CAUSES des GRÈVES.	RÉSULTATS des GRÈVES.												
1° Pour obtenir une augmentation de salaire.	Réussite complète. Réussite partielle. Echec complet... ENSEMBLE...	88 242 192	17 46 37	13.931 74.650 34.327	29 49 22	9 13 17	23 33 44	1.078 2.050 3.514	17 30 53	15 18 18	30 35 35	6.071 4.713 2.602	45 35 20
2° Pour obtenir une diminution de la durée de travail.	Réussite complète. Réussite partielle. Echec complet... ENSEMBLE...	14 28 28	20 40 10	3.612 2.449 1.003	36 24 40	1 1 2	25 25 50	1.500 40 250	84 2 14	5 4 2	16 36 18	581 815 123	38 54 8
3° Pour résister à une diminution de salaire.	Réussite complète. Réussite partielle. Echec complet... ENSEMBLE...	14 47 19	13 13 11	2.700 11.744 8.763	12 50 38	7 7 9	30 30 40	3.660 1.628 2.263	48 22 30	5 10 7	23 45 32	840 1.341 1.750	23 36 51
4° Pour résister à une augmentation de la durée de travail.	Réussite complète. Réussite partielle. Echec complet... ENSEMBLE...	7 8 5	35 40 25	2.510 2.750 356	45 19 6	" 2 2	" 50 50	" 350 280	" 56 44	" 1 "	" " "	" 300 "	" " "
5° Autres causes.	Réussite complète. Réussite partielle. Echec complet... ENSEMBLE...	36 104 136	13 38 49	9.553 27.441 25.849	15 44 41	7 10 27	16 23 61	2.398 1.764 9.109	17 13 70	9 13 14	25 36 39	1.705 6.601 4.186	14 53 33
6° Toutes les causes ensemble.	Réussite complète. Réussite partielle. Echec complet... ENSEMBLE...	159 429 410	16 43 41	62.336 119.034 73.298	25 47 28	24 33 57	21 29 50	8.636 5.832 15.716	29 19 52	34 46 41	28 38 34	9.197 13.770 8.601	29 44 27

Sociétés coopératives. — Il s'est fondé en Italie, en 1894 (1), 299 sociétés coopératives, dont 73 en Lombardie, 66 en Vénétie, 37 en Toscane, 26 en Émilie, 24 en Piémont, 18 en Campanie, 17 dans le Latium.

Elles se répartissent ainsi suivant leur objet :

- 24 banques populaires, sociétés de crédit à responsabilité limitée;
- 100 caisses rurales, société de crédit à responsabilité illimitée;
- 68 sociétés de consommation;
- 6 ——— d'assurance contre les accidents;
- 44 ——— de travail entre journaliers et maçons;
- 54 ——— diverses de production;
- 2 ——— de construction de maisons;
- 1 ——— agricole.

Pendant la même année, 50 sociétés coopératives ont cessé de fonctionner, dont 16 banques populaires et sociétés diverses de crédit, 11 sociétés de consommation, 16 de production, 6 de construction, 1 syndicat agricole.

RUSSIE.

Le crédit populaire. — Aux termes des nouveaux statuts de la Banque d'État de Russie, confirmés par l'empereur Alexandre III en juin 1894, cet établissement est chargé de réaliser jusqu'à un certain point le *crédit populaire*.

A cet effet, la banque escompte les billets des artisans et paysans sans que le crédit consenti à une seule personne puisse dépasser la somme de six cents roubles, soit environ 1.500 francs. Si le billet ne porte qu'une seule signature, la Banque peut se couvrir en exigeant un nantissement sur les machines et outils de l'emprunteur. L'avance qu'elle consent peut être appliquée à l'acquisition de ces mêmes instruments de production.

Le montant des billets escomptés par la succursale de la Banque d'État, à Odessa, pendant les deux premiers mois de fonctionnement du service populaire, a été de 600.000 francs.

SUISSE.

Bureaux publics de placement. — Le Département fédéral de l'industrie et de l'agriculture vient d'adresser à tous les gouvernements cantonaux, au Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie, à Zurich, au comité du *Gewerbeverein* suisse, à Zurich, et au comité directeur de la Fédération ouvrière suisse, à Winterthour, la circulaire suivante :

Messieurs, à l'occasion des débats sur le « droit au travail », les Chambres fédérales ont adopté, à la date du 12/16 juin 1894, le postulat suivant :

« Le Conseil fédéral est invité à présenter un rapport sur la question de savoir si et, dans l'affirmative, de quelle façon la Confédération pourrait participer aux institutions destinées à fournir des renseignements sur le travail (bureaux publics de placement) et à protéger les ouvriers contre les conséquences du chômage involontaire. »

D'un autre côté, par décision du 9 juin 1894, le Conseil national a renvoyé au Conseil fédéral, pour rapport, une pétition de l'*Union-Helvetia*, société suisse des employés d'hôtels, datée du 6 juin 1894 et contenant les propositions suivantes :

(1) *Journal Credito e Cooperazione*.

« Il y a lieu de prescrire par la voie d'un règlement fédéral que :

1. Toutes les institutions qui font le métier de fournir des renseignements sur le travail (bureaux de placement) seront placées sous la surveillance et le contrôle de l'autorité de police compétente. Ces bureaux auront à soumettre leurs statuts et leurs tarifs à l'approbation du Conseil fédéral, respectivement du Gouvernement.

2. Les taxes et les émoluments d'inscriptions seront calculés sur la base d'une formule qui sera établie dans le règlement à édicter.

3. Chaque bureau est tenu de se faire délivrer une patente, moyennant paiement d'une finance à fixer; sont exceptés de cette mesure les bureaux qui prêtent leurs offices gratuitement.

4. La taxe de placement est payée moitié par l'employeur, moitié par l'employé.

5. Les contraventions à ces prescriptions (majorations de taxes, etc.) encourent une amende et, en cas de récidive, le retrait de la patente.»

Les deux tâches assignées au Département soussigné ne sont point sans présenter une certaine affinité; il peut donc être opportun de les traiter ensemble. Nous nous sommes attachés à les étudier à fond; mais, pour les faire aboutir à une solution satisfaisante, nous avons tout particulièrement besoin de votre bienveillante collaboration, que nous prenons la liberté de solliciter par la présente.

En vous priant donc de bien vouloir nous présenter un rapport sur le postulat des Chambres fédérales et sur la pétition de l'Union-Helvetia, nous indiquons ci-après, sans vouloir préjuger la question, quelques points essentiels qui devront être pris en considération :

(a) Causes, étendue et durée du chômage. Les principales professions qui y sont exposées. Proportion, d'après les professions, des personnes qui ont du travail et de celles qui n'en ont pas.

Pour approfondir le besoin réel, des indications statistiques seraient très désirables. En cas d'insuffisance de ces dernières, y a-t-il lieu de viser à l'établissement d'une statistique fédérale?

(b) État, organisation, action et expériences des institutions existant en Suisse et destinées à fournir des renseignements sur le travail (bureaux publics de placement) et à soutenir la lutte contre le chômage, y compris les institutions d'assurance contre le chômage. Recettes, dépenses, projets existants.

Il nous serait agréable de recevoir aussi les imprimés qui peuvent répandre des lumières sur ces points.

(c) Des contributions de la Confédération en faveur de ces institutions, soit existantes, soit encore à fonder, sont-elles désirables ou nécessaires? Sous quelle forme et quelles conditions?

Maximum éventuel des subsides fédéraux par rapport aux prestations d'autres contributeurs (communes, cantons, etc.).

Surveillance de la Confédération. Mesures à prendre en vue du contrôle et de la prévention des abus.

(d) Mesures à prendre en vue de l'assistance mutuelle des bureaux publics de placement, en vue de leur centralisation éventuelle et en vue de la liberté du changement de domicile pour les membres des caisses d'assurance contre le chômage.

(e) Situation des bureaux de placement vis-à-vis des associations professionnelles et des caisses de secours des associations ouvrières (exemple : caisse de secours pour les membres sans travail de la Fédération suisse des typographes).

(f) Traitement des étrangers.

(g) L'action de la Confédération doit-elle s'étendre à d'autres tâches et, dans l'affirmative, auxquelles? Les institutions destinées à faciliter le placement et prévenir les effets du chômage doivent-elles être abandonnées à la sollicitude des communes et des cantons ou à celle de la Confédération? Quels seraient les principes à suivre dans ce dernier cas? Allocation de subventions fédérales ou avances de fonds dans les temps de crises graves?

(h) Réglementation des bureaux privés de placement (voir les propositions de l'Union-Helvetia).

(1) Compétences de la Confédération pour sa coopération dans l'un ou l'autre sens.

Une revision de la Constitution serait-elle éventuellement nécessaire?

Nous vous prions de soumettre cette importante question à une étude approfondie et de bien vouloir nous transmettre votre rapport jusqu'au 30 juin 1895.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Circulaire ministérielle du 21 décembre 1894 relative au concours de l'Association des industriels de France contre les accidents du travail, pour l'application de la loi du 12 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, l'Association des industriels de France contre les accidents du travail, reconnue d'utilité publique par décret du 8 avril 1891, a offert son concours à mon Administration pour faciliter l'application de la loi du 12 juin 1893 et du décret du 10 mars 1894 dans les établissements dont les exploitants figurent au nombre de ses adhérents.

J'ai remercié l'Association de son offre et lui ai fait connaître dans quelles conditions son concours me paraissait pouvoir être utilisé. Ces conditions, auxquelles l'Association dont il s'agit s'est empressée d'adhérer, sont les suivantes :

1° L'Association des industriels de France contre les accidents du travail prend l'engagement de faire exécuter chez tous ses adhérents les prescriptions de la loi du 12 juin 1893 et du décret du 10 mars 1894. Toutefois, pour certains articles de ce décret, dont l'application rencontre dans la pratique des difficultés réelles, l'Association a manifesté l'intention de soumettre à mon département des explications qui seront examinées en temps utile ;

2° Pour permettre à l'inspecteur du travail de savoir à l'avance si l'industriel qu'il se propose de visiter appartient ou non à l'Association contre les accidents du travail, le directeur de cette association m'a fait parvenir pour chaque département la liste authentique de tous ses adhérents. Vous trouverez ci-jointes les listes concernant les départements compris dans votre circonscription.

Ces listes seront constamment tenues à jour, et vous recevrez régulièrement à cet effet l'indication des adhérents nouveaux et des démissions ou radiations, avec les motifs dans ce dernier cas ;

3° Il a paru indispensable, d'autre part, que les inspecteurs du travail puissent connaître exactement les mesures prescrites par les ingénieurs de l'Association contre les accidents. A cet effet, tout industriel adhérent possédera un registre spécial qu'il tiendra constamment à la disposition de l'inspecteur. Sur ce registre, le représentant de l'Association consignera chacune de ses inspections, avec la date. Lorsque les prescriptions qu'il formulera n'exigeront pas des instructions détaillées, il les inscrira sur le registre lui-même. Dans le cas contraire, il sera renvoyé à un rapport spécial qui sera une pièce annexe du registre et sera tenu, comme lui, à votre disposition.

Vous pourrez ainsi vous rendre compte facilement si les mesures imposées par l'Association sont suffisantes et si elles ont été strictement exécutées par l'industriel.

Il demeure entendu, d'ailleurs, et j'ai eu soin d'en prévenir l'Association contre les accidents du travail, que ses adhérents ne sont nullement dispensés du contrôle des inspecteurs du travail dans les conditions prévues par les lois et règlements, même en ce qui concerne l'hygiène et la sécurité des ateliers. Dans le cas où vous jugeriez insuffisantes les dispositions prises dans un atelier, il vous appartient toujours de prescrire les mesures que vous croiriez utiles en vue de l'application de la loi et même de dresser, le cas échéant, procès-verbal contre les délinquants.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de la présente circulaire et des documents qui y sont joints et de me faire connaître si le *modus vivendi* qui y est indiqué ne soulève de votre part aucune objection.

*Le Ministre du commerce,
de l'industrie, des postes et des télégraphes,*

V^r LOURTIES.

**Lettre ministérielle du 24 décembre 1894 relative à l'em des enfants
au triage des chiffons neufs.**

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, aux termes du décret du 13 mai 1893, le travail des enfants, filles mineures et femmes n'est autorisé dans les ateliers dénommés au tableau C annexé audit décret que sous les conditions spécifiées dans ce tableau. En ce qui concerne les dépôts de chiffons, les enfants au-dessous de 18 ans ne peuvent être employés au triage et à la manipulation des chiffons en raison des poussières nuisibles qu'ils dégagent.

Des industriels ayant demandé à pouvoir employer des filles âgées de moins de 18 ans au triage des chiffons neufs, la question a été soumise au Comité consultatif des arts et manufactures qui a fait remarquer que le décret du 13 mai 1893 ne fait aucune distinction entre les chiffons neufs et les chiffons vieux ou contaminés. D'ailleurs, le motif de l'interdiction indiqué au décret : *Poussières nuisibles*, s'applique aussi bien aux poussières qui agissent mécaniquement qu'aux poussières qui ont une action nocive spéciale en propageant des germes infectieux.

Actuellement donc, il ne saurait y avoir doute sur la portée du décret du 13 mai 1893.

Lettre du 24 décembre 1894 relative à l'application du décret du 10 mars 1894 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, la disposition de l'article 10 du décret du 10 mars 1894 qui prescrit une largeur d'au moins 80 centimètres pour les passages entre les machines, mécanismes et outils mus par des moteurs a donné lieu à des interprétations diverses. Afin de pouvoir indiquer au service le sens précis de cette prescription, j'ai soumis la question au

Comité consultatif des arts et manufactures qui avait proposé la rédaction de la disposition précitée. Il résulte de l'avis exprimé par le Comité qu'il faut entendre par la désignation « passages » les endroits situés entre les machines où peuvent passer et où parfois circulent effectivement un certain nombre d'ouvriers de l'usine. Par contre, il ne faudrait pas considérer comme un des passages visés par le décret du 10 mars 1894 les petits espaces laissés libres autour d'une machine, et où l'ouvrier attaché spécialement à ladite machine peut pénétrer quelquefois, soit pour les nécessités de son travail, soit pour le nettoyage.

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

PENDANT LE MOIS DE MARS 1895, EN CE QUI CONCERNE LES QUESTIONS
OUVRIÈRES ET SOCIALES.

Arsenaux de la Marine. — [*Chambre.*] (V. *Bull.* janvier 1894; doc. parl. n° 82 et 179). — Dépôt par M. l'amiral Vallon, au nom de la commission de la Marine, d'un rapport sur la proposition de loi de M. Cabart-Danneville portant réglementation du personnel ouvrier des arsenaux de la Marine et des établissements hors des ports, le 13 mars 1895. (Doc. parl. n° 1224, *J. O.*, p. 266.)

Coalitions. — [*Sénat.*] — Projet de loi ayant pour objet d'interdire les coalitions formées dans le but de suspendre ou de cesser le travail dans les services publics de l'État, 4 mars 1895. (Doc. parl., n° , *J. O.*, p.).

Accidents. — [*Chambre.*] — Proposition de M. Guyeisse sur la sécurité du travail et sur les accidents dans les arsenaux et établissements de la Marine, 1^{er} mars 1895, 2^e séance.

Retraites des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs. — [*Chambre.*] (V. *Bull.* mars.) — Dépôt par M. Lacombe, au nom de la commission du travail, d'un rapport sur la proposition de loi de M. Basly tendant à appliquer la loi du 30 juin 1894 aux délégués à la sécurité des ouvriers mineurs, 30 mars 1895. (Doc. parl. n° , *J. O.*, p.).

Retraites. — [*Chambre.*] — Dépôt, par M. Nivert et plusieurs de ses collègues, d'une proposition de loi tendant à assimiler, pour les droits à une pension de retraite, les ouvriers libres des établissements de l'artillerie aux ouvriers immatriculés, 28 mars 1895. (Doc. parl. n° 1253.)

Caisse nationale des retraites. — [*Chambre.*] — Dépôt, par M. Paul Guyeisse, d'un rapport fait au nom de la commission d'assurance et de prévoyance sociales chargée d'examiner la proposition de loi relative à la majoration des pensions de la Caisse nationale des retraites, 28 mars 1895. (Doc. parl. n° 1254.)

Distinctions honorifiques. — [*Chambre.*] — Dépôt, par M. Dunaimé, au nom de la 10^e commission d'initiative parlementaire, d'un rapport sommaire sur la proposition de M. le général Riu tendant à créer une distinction honorifique sous le nom d'« Ordre du mérite industriel et commercial », 14 mars 1895. (Doc. parl. n° 1229, *J. O.*, p.).

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL.

Même en dehors des industries auxquelles la saison actuelle est habituellement favorable, telles que carrières, industries du bâtiment, industries du vêtement, on constate de bien des côtés une reprise assez marquée du travail.

L'amélioration déjà signalée dans les industries textiles se maintient, les prix sont plus soutenus.

Les usines métallurgiques sont mieux pourvues de commandes, mais les ateliers de construction ont encore relativement peu de travaux. Légère reprise dans l'horlogerie.

La situation de la verrerie, surtout en ce qui concerne la fabrication des verres à vitres, reste défavorable.

En général, la proportion des ouvriers en chômage tend à diminuer et la durée du travail de ceux qui sont occupés, à augmenter. Parmi les 545 syndicats d'ouvriers et employés de l'industrie et du commerce qui ont fourni des rapports sur la situation au 15 avril, 20 p. o/o des syndicats comprenant 25 p. o/o des adhérents estiment que la situation est meilleure que celle de l'an dernier à la même époque; 37 p. o/o des syndicats avec 30 p. o/o des syndiqués considèrent qu'elle est la même; 43 p. o/o des syndicats avec 45 p. o/o des adhérents la tiennent pour plus mauvaise.

SITUATION GÉNÉRALE.

FORÊTS. — Le travail en forêt déjà commencé le mois dernier est actuellement en pleine activité; l'écorçage fournit un supplément d'ouvrage, et presque tous les bûcherons sont occupés, on signale même de divers côtés un manque d'ouvriers, parce que, cette année, les coupes de bois, les écorçages et les travaux des champs doivent se faire au même moment. La situation paraît meilleure que l'an dernier à pareille époque dans la Côte-d'Or à Courcelles, dans la Nièvre à Balleray, à Entrain et à Châteauneuf, dans le Cher à Vierzon, dans le Loiret à Vieilles-Maisons; elle serait plus défavorable à Méry (Cher). La durée du travail hebdomadaire varie de 60 à 84 heures, elle est le plus souvent supérieure à 66 heures.

MINES ET CARRIÈRES. — Chez les mineurs, le travail est plutôt moins actif que le mois dernier; dans le Nord (région de Douai) où l'on aurait réduit la durée du travail et les salaires, dans l'Allier à Commeny, dans la Loire à Saint-Jean-Bonnefonds et à la Ricamarie, dans l'Isère à la Motte-d'Avallans, dans les Bouches-du-Rhône à Gréasque, dans l'Hérault au Bousquet-d'Orb.

Reprise complète de l'exploitation des carrières; on compte 3 p. o/o de chômeurs; situation sans changement, en général, par rapport à l'an dernier, meilleure cependant dans la région d'Arles et de Beaucaire; la durée du travail, de 60 à 72 heures, elle se maintient plutôt au-dessus de 66 heures.

PRODUITS ALIMENTAIRES. — On estime à 11 p. o/o le nombre des ouvriers boulangers et à 15 p. o/o celui des pâtisseries-cuisiniers sans place. Chez les pâtisseries-cuisiniers, la situation est jugée généralement plus mauvaise que l'an dernier, et en particulier à Lyon, Bordeaux et Nantes.

PAPIER. — INDUSTRIE DU LIVRE. — Dans la reliure, la papeterie et le cartonage, on ne nous signale presque pas d'ouvriers inoccupés.

Dans l'industrie du livre, 9 p. o/o des ouvriers à Paris, 4 p. o/o en province sont sans ouvrage; 19 p. o/o des syndicats avec 24 p. o/o des adhérents trouvent la situation meilleure que celle de l'an dernier; 50 p. o/o des syndicats comprenant 47 p. o/o des membres estiment qu'elle est la même et 31 p. o/o des syndicats avec 29 p. o/o des syndiqués la considèrent comme plus mauvaise.

Dans l'industrie du livre, les conditions du travail sont indiquées comme supérieures à celles de l'année passée pendant la même période à Bastia, à Auch, à Rochefort et à Poitiers; plus mauvaises à Paris chez les imprimeurs en taille-douce, à Saint-Germain (Seine-et-Oise), à Reims, à Auxerre, à Chambéry, à Libourne, à Cognac, à Orléans, à Châteaubriant (Loire Inférieure), à Saint-Lô et à Angers.

CUIRS ET PEaux. — Légère amélioration dans les industries de préparation des cuirs et peaux. Les ouvriers de ces industries portent à 8 p. o/o le nombre de leurs chômeurs, les cordonniers à 13 p. o/o, les gantiers, 13 p. o/o. La température plus douce a facilité une reprise du travail dans la préparation des cuirs et peaux, on fait de 53 à 72 heures, généralement 60 heures par semaine; durée du travail à peu près analogue dans la cordonnerie et la ganterie. La situation est estimée meilleure que celle de l'année dernière chez les pelletiers-fourreurs, chez les corroyeurs à Paris; dans le Tarn, à Graulhet et à Tarbes, chez les tanneurs-corroyeurs.

Travail moins abondant que l'année dernière, dans l'Isère, à Izeaux, à Rennes et à Nantes, où il y a diminution dans le travail et dans les prix offerts.

Chez les cordonniers, la crise semble plutôt augmenter que diminuer; la période de morte-saison habituelle est arrivée sans que l'on ait pu reprendre une production active, du moins dans l'article soigné; dans l'article cousu machine on s'efforce par une production plus abondante de diminuer le prix de revient de chaque objet: la situation est généralement considérée plus défavorable que l'an dernier sauf à Dijon où elle est jugée meilleure, et à Nancy et Avignon, où elle est considérée comme n'ayant pas varié.

Dans la ganterie, on est à fin de commission à Paris; dans l'Isère, la fabrication est encore active, elle est toujours très faible à Niort.

TEXTILES. — Situation assez satisfaisante de l'industrie linière. Dans l'industrie cotonnière, la production augmente toujours et l'écoulement devient plus difficile. Dans l'industrie lainière, la reprise des affaires s'accroît.

Les industries de la soie bénéficient toujours de la faveur de la mode, les prix sont généralement en hausse.

Situation également favorable pour la rubanerie et la broderie mécanique. La broderie de coton est surtout demandée et le nombre des métiers en marche s'est accru depuis l'an dernier.

Par contre, la fabrication des dentelles est sensiblement moins active qu'il y a un an.

Les ouvriers comptent 7 p. o/o des leurs en chômage dans les tissages mécaniques, 9 p. o/o dans les tissages à la main, 6 p. o/o chez les bonnetiers; très peu chez les tailleurs et couturiers, et 9 p. o/o chez les chapeliers.

La durée du travail varie de 63 à 78 heures par semaine chez les ouvriers des tissages mécaniques; elle a, en particulier, notablement augmenté à Reims; dans les tissages à la main, elle se maintient entre 66 et 72 heures par semaine; elle est de 66 à 54 heures chez les bonnetiers; environ 72 heures dans l'industrie du vêtement; de 72 heures également dans les grandes usines de chapeaux et d'environ 40 heures par semaine dans les petites fabriques.

Dans les tissages à la main, situation généralement plus favorable dans le Nord, à Haspres; dans les Ardennes sauf à Pouru-Saint-Rémy, où elle est considérée comme plus mauvaise; dans la Loire et dans le Rhône (fabrication des soieries), dans la Vendée; dans le Maine-et-Loire le travail est encore assez actif, mais les prix de façon sont diminués.

L'industrie du vêtement est actuellement en pleine saison de travail; l'arrivée de la clientèle étrangère et la température plus douce ont amené un grand nombre de commandes sur la place de Paris; travail également plus actif à Bayonne et à Rochefort.

Pas de modification notable dans la situation de la chapellerie depuis le mois dernier.

TRAVAIL DU BOIS. — Le retard des travaux de bâtiment occasionné par la rigueur de l'hiver a empêché le travail des charpentiers et menuisiers de reprendre aussitôt que l'an dernier. Les charpentiers comptent encore 8 p. o/o de chômeurs; les menuisiers, 13 p. o/o; les charrons, 10 p. o/o; les tonnefiers, 29 p. o/o; les sabotiers n'en signalent pas; les ouvriers de l'ameublement, 10 p. o/o; les tabletiers, 5 p. o/o.

La durée du travail atteint généralement 60 heures par semaine chez les charpentiers, les menuisiers et les charrons avec 54 et 65 heures comme minimum et maximum; elle varie de 66 à 72 heures chez les sabotiers; de 48 à 70 heures chez les ouvriers de l'ameublement, où elle est en général supérieure à 55 heures; elle se maintient entre 54 et 70 heures chez les boutonnières, tabletiers.

Travail particulièrement peu actif chez les charpentiers de Paris, de Marseille, chez les menuisiers de Reims, Valence, Marseille, Vierzon, et, au contraire, plus actif que l'an dernier chez les menuisiers de Nantes, Tarbes, Nice.

Le temps pluvieux a été défavorable à l'industrie des charrons et carrossiers; on espère une prochaine reprise du travail avec le temps sec.

Les grands froids et les neiges ont permis d'épuiser les stocks des galoches et sabots en magasin; aussi, la production de la saboterie est-elle plus active que l'an passé à Brive.

Chez les tonnefiers, les commandes sont en général plus rares que l'année passée et à des prix plutôt moins élevés.

L'industrie du meuble, en tant qu'industrie de luxe, se ressent fortement de la gêne des affaires. Situation plus mauvaise que l'an dernier à Paris, dans le Nord, à Moulins et à Lyon; petite reprise du travail à Pau.

Dans l'Oise, la fabrication est faible dans la tabletterie et dans le bouton de nacre; il y a quelques commissions en dés à jouer et en boutons d'os à Méru et à Beauvais, mais à des prix toujours bas.

L'éventail donne lieu à un travail fort irrégulier, certaines maisons ont dû liquider. Les commandes sont en général importantes dans les articles de tabletterie, tant par suite des difficultés de l'exportation qu'à cause de la gêne de la population ouvrière; cependant, la fabrication des peignes, favorisée par la mode, est active à Oyonnax.

MÉTAUX. — Dans la métallurgie, la production se ralentit dans le Nord, dans le bassin de la Loire et dans le Tarn; elle est en augmentation dans l'Est; les grands ateliers de construction mécanique se re-sentent particulièrement de la crise de la sucrerie et de la distillerie, principalement dans le Nord; dans les Bouches-du-Rhône, l'industrie des transports par eau fournit encore peu de commandes. Reprise du travail très sérieuse dans la serrurerie du bâtiment.

La durée du travail hebdomadaire varie de 45 à 66 heures; chez les mouleurs, elle se maintient environ à 60 heures; elle est à peu près la même en moyenne chez les ouvriers métallurgistes: minimum 40 heures, maximum 80 heures; les mécaniciens-constructeurs et chauffeurs font de 54 à 78 heures, le plus souvent 60 heures par semaine; de même, les ferblantiers-zingueurs et les ouvriers d'instruments de précision.

Chez les métallurgistes, il y a reprise du travail dans les Ardennes, à Étion, Joiny, aux Mazures, à Braux, à Vivier-au-Court; dans le Jura, à Fraisans. Le travail est plus faible que l'an dernier dans le Nord à Maubeuge, dans les Ardennes à Flize et à Reims, dans le bassin de la Loire, et dans le Tarn, à Saint-Juéry; dans les autres districts métallurgiques la situation se maintient équivalente.

Chez les mécaniciens-constructeurs, les conditions du travail sont jugées plus favorables que celles de l'an passé à même date à Nancy, à Bourg, à Bordeaux, à Vierzon (Cher), à Nantes; elles paraissent plus défectueuses dans la Seine, à Amiens, dans les grands ateliers de construction du Nord et des Ardennes, à Lyon, à Nice, à Marseille, à Toulouse, à Tarbes, à Châtelleraut, à Tours, à Rouen et à Oran. Le travail est plus actif chez les ouvriers en instruments de précision de Paris, chez les monteurs ajusteurs et ferblantiers de Bordeaux par suite des commandes pour l'Exposition; au contraire, on signale à Lyon un ralentissement du travail.

L'horlogerie du Doubs est en reprise depuis le commencement de l'année.

BÂTIMENT. — La reprise du travail déjà signalée dans l'industrie du bâtiment s'accroît.

On estime à 15 p. o/o le nombre des chômeurs chez les tailleurs de pierre, à 21 p. o/o chez les maçons, à 10 p. o/o chez les plâtriers et peintres. La durée du travail hebdomadaire est généralement supérieure à 60 heures chez les tailleurs de pierre, 55 heures au minimum; elle est le plus souvent de 66 heures chez les maçons, avec 60 heures comme minimum et 72 heures comme maximum; elle varie entre 60 et 66 heures chez les peintres et chez les plâtriers.

Chez les tailleurs de pierre, la situation se maintient plus favorable à Besançon et à Cavaillon (Vaucluse); elle est encore inférieure à celle du mois d'avril 1894 dans l'Ain, à Thoiry, à Annecy, à Montalieu (Isère), à Millau (Aveyron), à Jarnac (Charente), à Nantes et à Rennes; dans les autres villes, aucune modification importante n'est signalée. Chez les marbriers, on se plaint toujours beaucoup de la concurrence de la main-d'œuvre étrangère; chez les sculpteurs travaillant dans le bâtiment, on espère une reprise complète avec le beau temps.

On a ouvert de nouveaux chantiers de construction et embauché un plus grand nombre de maçons dans la Loire, à Saint-Étienne, à Salon (Bouches-du-Rhône), à Toulouse, à Tarbes, à Bergerac (Dordogne), à la Rochelle, à Dun (Cher), à Orléans; la reprise du travail n'a pas été aussi importante que l'an dernier à Versailles,

à Dunkerque, à Nice, à Châtellerault, à Lorient, à Châteaurenault (Indre-et-Loire); dans les autres villes les conditions du travail sont à peu près les mêmes que celles de l'année précédente.

Chez les peintres, situation moins bonne à Puteaux, à Levallois et à Roubaix, meilleure à Cahors, équivalente pour le reste; reprise du travail chez les plâtriers, travail plus abondant que l'an passé à Clermont-Ferrand et à Béziers; à peu près aussi important à Dunkerque, à Troyes et à Tarbes. La situation est sans variation chez les plombiers-couvreurs et chez les fumistes.

CHAUFOURNERIE, CÉRAMIQUE, VERRERIE. — Travail toujours très actif dans le Cher, chez les chaudières, mais faible dans les fabriques de ciments, faute de grands travaux.

11 p. o/o de chômeurs chez les faïenciers-potiers (céramique du bâtiment exceptée).

Dans la verrerie, on substitue de plus en plus les fours à bassin chauffés au gaz aux fours à creuset. La fabrication des bouteilles, de la gobeletterie et des glaces reste sans variation notable, par rapport à l'an dernier, mais celle des vitres et la cristallerie a baissé d'un tiers environ. Pour ces derniers articles, les prix sont devenus insuffisants par suite de l'excès de production et de la concurrence étrangère. On cite la disparition d'une importante fabrique de glaces et d'une fabrique de verre à vitres; de plus, beaucoup d'établissements ont réduit leur personnel et diminué la durée de la journée de travail.

On estime de 20 à 30 p. o/o la proportion des ouvriers en chômage dans ces industries. La situation s'est encore aggravée par la diminution des exportations en Amérique, diminution attribuée à une baisse actuelle des salaires dans ce pays.

TRANSPORTS, MANUTENTION, COMMERCE. — La température plus douce et les jours de fêtes du mois d'avril ont amené une reprise du travail dans l'industrie des transports.

On évalue à 2 p. o/o le nombre des cochers, charretiers, marins du commerce inoccupés, à 15 p. o/o celui des portefaix, déchargeurs, au même chiffre celui des ouvriers et employés de l'alimentation, à 9 p. o/o celui des comptables.

La situation est jugée meilleure à Paris, à Bordeaux, chez les marins du commerce, par suite d'embarquements pour Madagascar, et à Nantes; elle paraît plus mauvaise à Cannes, à Perpignan, au Havre; pour le reste, aucune variation importante n'a été signalée.

Analyse par départements des renseignements fournis : 1° par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, associations patronales, etc.; 2° par les correspondants.

Seine. — La fabrication des corps gras, depuis le début de 1895, a été moins active que l'an dernier. Les prix ont été moins rémunérateurs; depuis le précédent trimestre, ils ont baissé de 10 à 12 p. o/o. La durée du travail a éprouvé également une légère diminution et n'est plus que de 50 heures environ par semaine. Cette situation paraît due à la surproduction étrangère en ce qui concerne toutes les matières grasses, combustibles, lampantes ou industrielles.

Les industries du papier ont un peu plus d'activité que l'an dernier, surtout pour la transformation des papiers, mais les prix tendent à baisser et le nombre des établissements diminue.

La fabrication des toiles cirées a plus de travail et ses prix de vente sont en hausse de 10 à 15 p. o/o sur ceux du dernier trimestre. Les salaires ont senti ce mouvement ascendant. La

situation de cette industrie est due au relèvement des prix à l'étranger. De plus en plus, l'outillage mécanique s'y substitue à la fabrication à la main.

La mégisserie lainière a des prix moins rémunérateurs que l'an dernier. A cause de la rareté des moutons, les prix d'achat de la matière première sont en hausse de 10 à 15 p. o/o. La diminution de l'exportation rend, d'autre part, la vente de plus en plus difficile.

La tabletterie se ressent de la difficulté croissante de l'exportation et de la gêne des classes laborieuses. Trois maisons ont liquidé depuis le dernier trimestre. Les commandes diminuent et les prix s'abaissent.

Les fabricants de machines et d'instruments agricoles occupent moins d'ouvriers que l'an dernier. Leur vente a été réduite dans de notables proportions par la baisse de prix des récoltes de l'agriculture. Ils écoulent leurs produits à des prix de plus en plus bas.

La chaudronnerie et la construction mécanique ont moins de travail que l'an dernier. La concurrence étrangère, à cause de sa main-d'œuvre à meilleur marché et d'impôts moins forts, rend la situation de cette industrie de plus en plus mauvaise. Les prix de vente sont en baisse de 10 p. o/o sur ceux du trimestre dernier. Un établissement de moyenne importance a fermé.

La construction des appareils photographiques a le même travail que l'an dernier à pareille époque, mais ses prix sont moins rémunérateurs, notamment pour les articles de fabrication ordinaire.

L'horlogerie a fait très peu d'affaires pendant ce dernier trimestre. La concurrence allemande a fait baisser encore les prix. Le nombre des établissements a diminué et le travail a été réduit à 60 heures par semaine. Il y aurait, cependant, une certaine reprise depuis ces derniers jours.

Seine-et-Oise. — L'activité de la blanchisserie s'est ralentie à cause des nombreuses maladies qui ont atteint la population, notamment dans la région de Ruell.

Malgré la difficulté de vente qu'entraînent la concurrence des autres combustibles, l'exploitation et le commerce des bois ont eu une grande activité dans le département pendant le trimestre et les prix sont supérieurs à ceux de l'an dernier d'environ 10 à 20 centimes par stère.

Un important établissement de constructions en fer (200 ouvriers) a fermé dernièrement ses portes.

Oise. — Dans le courant de l'année dernière, les carrières et sablières ont eu une production et une vente moyennes, mais des prix de vente fort bas.

Alimentation. — La meunerie a pu acheter l'an dernier les matières premières à bas prix. Sa production et sa vente ont été actives. La campagne de la féculerie a produit 60,000 quintaux, au lieu de 120,000 en 1893 et les prix ont baissé de 15 p. o/o. Cette diminution est due à la difficulté de la vente qu'entrave la concurrence des amidons et maïs en glucoserie; le bas prix des sucres de betteraves, l'abondance de la dernière récolte des vins constituent de plus des obstacles à l'écoulement des glucoses. L'industrie sucrière qui est la principale du département et la plus active de l'arrondissement de Compiègne subit une crise aiguë due au bas prix des sucres. Malgré cette baisse qui supprime presque entièrement le bénéfice de l'industriel et qui rend les ventes de plus en plus difficiles, la production reste active et les divers établissements essaient de lutter en diminuant le prix de revient par le perfectionnement de leur outillage. L'ouvrier français fait défaut et est remplacé par l'ouvrier belge dans un grand nombre d'établissements.

Les industries du cuir et les fabriques de chaussures manquent de débouchés. L'année 1894 a été mauvaise pour les unes et les autres. Prix bas et désavantageux. Beaucoup d'ouvriers ont chômé. Ceux qui ont travaillé ont eu des salaires inférieurs à ceux de l'année précédente.

Textiles. — L'industrie cotonnière a augmenté subitement sa production en 1894, mais cette augmentation de production et l'amélioration du matériel ont eu pour conséquence une diminution des prix des tissus plus considérable que l'abaissement du coût de la matière première pendant l'année. La bonneterie, qui avait été peu active en 1894, l'a été davantage dans le mois de janvier 1895. Ses prix se sont abaissés par suite de la diminution survenue dans le coût des matières premières (5 à 10 p. o/o pour la laine et 10 à 15 p. o/o pour le coton).

La broserie a eu l'année dernière peu d'activité. Les marchands nomades belges et allemands lui portent une grave atteinte auprès de sa clientèle du Nord et la concurrence du travail dans les prisons fait baisser les prix, qui sont désavantageux.

Métair. — Les forges ne cessent pas de modifier et d'améliorer leur outillage. Pendant le second semestre de 1894, les affaires ont été plus difficiles, les ventes ont été plus faibles, les prix plus bas par suite de l'insuffisance des grands travaux; il n'y a eu cependant dans le courant de l'année que quelques chômages partiels. La fabrication des machines agricoles reste normale et satisfaisante.

Aisne. — La broderie mécanique a eu beaucoup plus de travail pendant ce trimestre que l'an dernier à pareille époque. Les prix se sont maintenus, mais on ne les hausse pas de peur de développer les importations suisses et allemandes. On compte 150 métiers nouveaux (100 ordinaires et 50 à fil continu). C'est la broderie de coton, surtout, qui a une vogue inespérée. L'outillage se perfectionne par l'adoption de métiers à fil continu accouplés à des métiers ordinaires.

La vannerie a eu un ralentissement d'activité pendant les mois de janvier et de février, mais le travail a repris maintenant son cours normal dans la Thiérache et les salaires se sont élevés depuis le mois d'avril de 5 p. o/o.

Somme. — Une importante flature de lin, occupant un personnel de 300 ouvriers ou ouvrières, eu a cougédi les deux tiers, et l'autre tiers s'en ira dès que le travail en train sera terminé.

Pas-de-Calais. — La fabrication des tulles et dentelles a eu pendant ce trimestre un chiffre d'affaires bien supérieur à celui de l'année dernière. Cela tient, surtout, à ce que chaque nouvel article créé se déprécie vite par la concurrence. Il faut signaler, pourtant, la persistance de l'article Valenciennes qui reste à la mode dans la lingerie. La durée du travail suit les caprices de la mode. En général, elle est de 10 heures par jour; cependant, un cinquième des ouvriers ne fait qu'une demi-journée et un cinquième chôme. Quant à l'outillage, il se perfectionne et les nouveaux métiers Plauën donnent les meilleurs résultats.

Nord. — Les distilleries et sucreries sont en mauvaise situation et plusieurs se disent menacées de cesser leur fabrication. Cette éventualité jette le trouble dans les campagnes dont elles occupent en majeure partie la population.

Le tissage du lin et du coton a eu plus de travail pendant ce trimestre que l'an dernier; il a eu une seconde reprise avec le commencement de 1895. Le nombre des établissements a augmenté et la durée du travail se maintient à 12 heures par jour. Mais le perfectionnement de l'outillage est cause d'un certain chômage. Quant aux prix de vente, ils sont encore en baisse sur ceux du dernier trimestre. A Cambrai, les tisseurs à domicile n'ont pas chômé et ont été tous occupés pendant ce trimestre; mais leur salaire reste très bas et beaucoup doivent travailler 12 heures par jour pour gagner 1 fr. 50.

La filature et le tissage de la laine ont eu, pendant ce trimestre, une recrudescence d'activité. Un établissement important va rouvrir ses portes.

Les prix sont en hausse de 20 p. o/o. Quelques grèves partielles se sont déjà produites pour amener le relèvement des salaires.

Le travail dans l'horlogerie et la bijouterie à Roubaix n'a guère été que les deux tiers de celui de l'année dernière, et depuis le dernier trimestre les prix sont en baisse. Quelques établissements ont fermé leurs portes et la durée du travail a été réduite à 40 heures par semaine. Le malaise général et la concurrence étrangère paraissent être les principales causes de cette situation. L'horlogerie est plus éprouvée que la bijouterie.

La verrerie a toujours une très mauvaise situation dans la région de Fourmies et les fours s'éteignent successivement. La grande cherté de la vie rend la situation encore plus regrettable pour la population ouvrière.

Marne. — La situation du commerce des vins de Champagne s'est notablement améliorée depuis le dernier trimestre et la proportion des ouvriers en chômage n'est guère que de 10 p. o/o. La durée du travail, qui était de 8 heures, est remontée à 11 et 12 heures.

L'industrie lainière a repris aussi toute son activité et les chômeurs, qui étaient 20 p. o/o au dernier trimestre, sont à peu près nuls actuellement.

Les industries du bâtiment se sont ressenties de l'amélioration des deux principales industries du département.

Haute-Marne. — La coutellerie voit se restreindre ses débouchés à l'étranger et augmenter ses stocks; d'où dépréciation des produits et abaissement des salaires. Cette industrie, qui

occupe 1.000 ouvriers environ dans les usines de la région de Nogent-en-Bassigny et 2,000 autres travaillant en chambre, cherche à se relever par une amélioration des moyens de transport et l'ouverture de nouveaux marchés. Elle a aussi facilité la formation des ouvriers d'art par la fondation d'une école professionnelle de dessin.

La fabrication des ciments Vassy a eu, pendant ce trimestre, autant de travail que l'an dernier à pareille époque, mais ses prix tendent de plus en plus à baisser.

Côte-d'Or. — Les carrières ont été l'objet d'une exploitation très active en 1894.

Les tanneries de l'arrondissement de Semur qui travaillent les cuirs d'Amérique ont été en pleine activité.

Les commerce et industrie du bois ont subi, l'an dernier, une crise très forte à cause de l'absence des débouchés et de la baisse considérable des prix du bois de feu qui forme la partie la plus importante de la production forestière du département.

Métaux. — Dans les établissements métallurgiques, la diminution notable de la consommation locale et la concurrence étrangère sur le marché de Paris font craindre une crise pour cette année. Les ateliers de construction de machines-outils restent prospères.

Les fabriques de limes ont augmenté beaucoup depuis quelques années le nombre de leurs machines à tailler, ce qui a réduit le travail du personnel employé et, par suite, diminué son salaire. Leur production reste moyenne mais leurs prix de vente ont baissé par suite de la concurrence étrangère.

Nièvre. — L'imprimerie est dans une situation désavantageuse à cause du nombre des établissements trop considérable pour les besoins de la région, et du système d'adjudications pour les fournitures administratives qui amène des rabais exagérés.

Dans la tannerie, le travail à la machine remplace de plus en plus le travail à la main. Les produits fabriqués s'écoulent difficilement et se vendent à des prix peu rémunérateurs. Il y a eu plusieurs chômages dans le courant de l'année dernière dans différents ateliers.

Métaux. — La métallurgie traverse une crise intense; les heures de travail ont été réduites et une petite partie du personnel a été congédiée. Chez les fabricants de limes, l'écoulement des produits est difficile et la main-d'œuvre afflue. Beaucoup d'ouvriers chôment.

Allier. — **Mines.** — A Busières-les-Mines, l'exploitation de la houille et des schistes bitumineux est peu active. La houille est de qualité médiocre. Quant aux schistes bitumineux, ils se vendent de moins en moins bien à cause des pétroles étrangers; il ont diminué de moitié depuis le dégrèvement de ces derniers. Les carrières de plâtre de Lurcy-Lévy ont toujours une production active mais leurs prix de vente sont en baisse. Les mines de houille de la région de Commeny ont une production et une vente assez actives. Les prix ont baissé; le salaire de l'ouvrier a une tendance à la hausse. Les carrières de kaolin d'Échassières et celles de pierres à Hauterive, dans l'arrondissement de Gannat, ont une assez grande activité. Les mines de houille de Best, dans l'arrondissement de la Palisse, sont dans une situation stationnaire; mais la nouvelle ligne ferrée d'intérêt local, qui va de Dampierre à la Palisse, leur donnera, par la suite, plus d'importance et d'activité.

Alimentation. — La minoterie est prospère. Une féculerie s'est créée à Saint-Prix dans l'arrondissement de la Palisse. La vente des eaux minérales de Vichy ne fait que croître. La glacerie de Montluçon est également florissante et occupe maintenant 550 ouvriers.

Produits chimiques. — Les usines de Montluçon ont une production active. La fabrique de sulfure d'antimoine a fermé et la mine qui l'alimentait reste inexploitée.

Chapellerie. — Situation peu favorable; à Moulins, deux établissements ont disparu qui occupaient une cinquantaine d'ouvriers.

Métaux. — La métallurgie continue d'être active à Montluçon. Un nouveau haut fourneau a été allumé à la fin de l'année dernière qui a fait embaucher une centaine d'ouvriers. Mais les prix sont en général en baisse. La main-d'œuvre est surabondante à cause de l'afflux des ouvriers de la campagne; toutefois, la main-d'œuvre spéciale ferait plutôt défaut et pour celle-là le salaire tendrait à augmenter.

Céramique et verrerie. — La situation est en général assez satisfaisante.

Bâtiment. — Les industries du bâtiment ont été prospères en 1894, à cause de l'abondance des travaux de construction. A Montluçon, beaucoup de maisons neuves ont été édifiées l'automne dernier, et à Vichy le travail est très actif dans la saison d'hiver, les travaux étant suspendus pendant toute la saison des eaux.

Meurthe-et-Moselle. — La *faïencerie*, la *tannerie*, les *fabriques de wagons* et de *jouets* ont eu beaucoup d'activité pendant ce trimestre dans la région de Lunéville. La durée du travail et le taux des salaires se maintiennent.

Vosges. — L'*industrie cotonnière* tend à accroître ses stocks dans la région de l'Est, les ventes se faisant à des conditions de plus en plus désavantageuses. Les prix sont en baisse de 20 p. o/o depuis le dernier trimestre, en raison non pas seulement de la diminution de prix de la matière première mais aussi de la réduction de consommation des tissus imprimés. Cependant, les établissements qui sont depuis deux ans en construction se disposent à entrer en activité.

Doubs. — L'*horlogerie perfectionne son outillage*. Deux comptoirs nouveaux peu importants se sont fondés pendant ce dernier trimestre. La situation reste stationnaire et ne tend à s'améliorer que très lentement. Dans la région de Montbéliard, la rigueur de l'hiver a été une cause de ralentissement de travail.

Ain. — L'*industrie des peignes* a eu pendant ce trimestre plus de travail que l'an dernier dans la région d'Oyonnax et les prix de vente sont légèrement en hausse. De nouveaux établissements se sont fondés, amenant des ouvriers du dehors. Mais il est à craindre que cette activité très grande, due aux caprices de la mode, ne soit de courte durée.

Nièvre. — La mévente des *bois* a entraîné une diminution sensible de travail pendant ces dernières années et la situation ne s'est pas améliorée pendant ce trimestre. Le taux élevé du droit d'entrée dans Paris porte également préjudice à cette industrie. La durée du travail, d'ailleurs fort variable, ne dépasse guère 5 à 6 heures par jour.

Puy-de-Dôme. — D'une manière générale, la situation industrielle s'est sensiblement améliorée surtout vers la fin du trimestre. Tous les ouvriers ont pu trouver du travail et un salaire assez rémunérateur dans la région de Clermont-Ferrand. Les *industries de l'alimentation* ont, en général, une bonne production, sauf la *confiserie* et la *fabrication des pâtes alimentaires* que la concurrence du Midi et notamment de Marseille tend à faire disparaître. La *fabrication du caoutchouc*, qui occupe près de 400 ouvriers à Clermont-Ferrand, continue d'être très prospère. La *tannerie* est peu active à cause de la concurrence étrangère, mais la *chaussure* a toujours un écoulement facile. La reprise des travaux a ramené une grande activité dans les *industries du bâtiment* et la *chaufournerie*. La *coutellerie*, qui est en souffrance depuis un an dans la région de Thiers ne s'est pas relevée. Les ouvriers ne chôment pas complètement, mais la durée de la journée de travail a été réduite d'un tiers et est tombée de 12 heures à 8 heures, entraînant réduction des salaires.

Creuse. — L'*industrie de la tapisserie* est éprouvée à Aubusson, depuis 3 ans. Plusieurs maisons qui y occupaient un millier d'ouvriers ont disparu. L'ancien matériel est complètement abandonné et l'on tente de plus en plus de nouveaux métiers qui permettraient de diminuer le prix de revient. La vente diminue et se fait à des prix de plus en plus bas. Les causes principales de la crise sont : l'importation des tapis d'Orient et de Smyrne, la surproduction de l'Angleterre et de l'Amérique qui écoulent leur trop plein à vil prix sur le continent, la difficulté croissante des transactions et des exportations, la surproduction française elle-même provenant de l'emploi de machines perfectionnées, que l'on tient à ne pas arrêter malgré la difficulté de l'écoulement des produits.

La conséquence de la crise est le renvoi de beaucoup d'ouvriers. Depuis 2 ans, 170 environ sont sans travail à Felletin. La journée de travail a été réduite à dix heures, mais sans aucun changement des salaires.

La *chapellerie* est toujours peu prospère à Bourgneuf; nombreux chômages.

D'une manière générale, dans le département, les prix de la viande et des denrées alimentaires se sont notablement accrus et ont atteint les prix des grandes villes, sans que le salaire ait suivi cette progression. Il s'ensuit un malaise général de la classe ouvrière à la fin de 1894.

Loire. — *Saint-Étienne.* — *Industrie houillère.* — Toutes les Compagnies du bassin houiller de la Loire, sauf ceux, ont réduit à cinq par semaine les journées de travail. On a de la peine à trouver l'écoulement du charbon et l'état de stagnation des autres industries locales fait craindre qu'on ne soit obligé sous peu de réduire encore les journées de travail.

A Rive-de-Gier notamment, où se trouvent plusieurs exploitations ouvrières, la situation est des plus pénibles.

Métallurgie. — Les grandes usines réduisent toujours leur personnel. On cite un atelier où, sur 100 mouleurs occupés en temps ordinaire, 38 seulement ont été conservés.

Armurerie. — L'approche de l'ouverture de la chasse donne un regain d'activité à cette branche très importante de l'industrie à Saint-Étienne.

Passenterie. — Nos passementiers ont fait une bonne saison. Les prix se sont relevés. Tous les métiers, sauf les métiers à velours, sont occupés. On ne sait pas encore si cet état de prospérité relative persistera. Il faut attendre de connaître la récolte des cocons. Ce sont surtout les rubans glacés qui ont été très demandés.

Bâtiment. — Les menuisiers ont du travail. De nombreuses maisons sont en voie de construction. La *Société des logements économiques*, nouvellement constituée à Saint-Étienne, vient d'acheter un terrain pour faire élever une maison composée de dix-huit logements de trois et de deux pièces. On travaille ferme à la construction du nouvel hôpital et de la préfecture; mais on en est encore aux travaux de terrassement. — *L. Comte.*

Le *moulinage des soies* a eu plus de travail pendant ce trimestre que l'an dernier. Les prix, tout en restant assez peu rémunérateurs, ont eu une hausse; ils se sont élevés de 50 centimes à 1 fr. 50 suivant les articles. Cette amélioration est la conséquence de celle des fabriques de soies et de rubans tant françaises qu'étrangères.

Le *tissage mécanique des cotonnades* a repris son activité dans la région de Roanne avec la fin de la grève des tisseurs. Mais on a vu ses commandes diminuer et ses prix baisser depuis l'an dernier.

La *fabrication des tissus élastiques et des lacets* a eu moins de travail pendant le dernier trimestre que l'an dernier et des prix moins rémunérateurs. La valeur des cotons retors a baissé de 10 p. o/o depuis le dernier trimestre. La durée du travail a été réduite à 10 heures, et le personnel a été partiellement renvoyé dans certains établissements, faute de travail. La mauvaise situation paraît due aux difficultés croissantes d'exportation et à celles qu'entraînent le remboursement des droits sur les cotons à la sortie de France.

Haute-Loire. — La *fabrication des dentelles* reste dans au marasme complet au Puy, et les ouvriers qu'elle occupe gagnent péniblement 30 centimes par jour. La fabrication mécanique a porté à cette industrie un coup dont elle ne pourra pas se relever. La *fabrication des passementeries* est, au contraire, dans une situation satisfaisante. Elle occupe au Puy 1,500 ouvriers. La situation de la *draperie* reste satisfaisante. La *saboterie* a un peu plus de travail que l'an dernier et tous les ouvriers sont occupés. L'amélioration de la fabrication locale a permis de lutter contre la concurrence étrangère. Les prix de vente se maintiennent. Les industries du bâtiment sont actives aussi.

Métaux. — Les *fonderies d'antimoine* de Brioude sont toujours actives. Prix stationnaires. Dans la *serrurerie*, la production est active, mais les prix sont en baisse de 10 p. o/o. La *fabrication des faulx* est très active à Yssingaux à cause de l'excellente récolte de l'année dernière.

Céramique et verrerie. — La *tuilerie* est stationnaire à Brioude. La *verrerie* y est active. Les salaires tendent à croître dans la *poterie* dont la situation est stationnaire et bonne.

Rhône. — L'*industrie des soieries* a plus de travail que l'an dernier à pareille époque. Les prix de vente, tout en restant peu rémunérateurs, sont en hausse de 2 à 3 p. o/o sur le trimestre précédent. Ils se maintiennent pour les articles unis et tendent à augmenter encore pour les articles français qui sont très demandés. Dans le *tissage mécanique*, notamment, le travail reprend dans plusieurs régions à cause de cette recrudescence d'activité, malgré les perfectionnements de l'outillage. De plus en plus les fabricants adoptent les métiers à grande largeur et les métiers à changement de navettes. Dans le *tissage à la main*, l'activité est beaucoup moins forte et il y a chômage partiel des ouvriers tisseurs.

Les *tullistes-châneurs* ont eu moins de travail pendant ce dernier trimestre que l'an dernier. Les prix se maintiennent pour l'article façonné, mais ils sont en baisse pour les articles unis. La mode favorise peu actuellement cette industrie.

Isère. — Les *carrières de pierres* de Montalieu-Vercieu ont eu assez d'activité pendant ce dernier trimestre. Il n'y a pas eu de chômage. Les prix de vente et les salaires se maintiennent. La *ganterie* a eu un peu plus de travail que l'an dernier et les prix, bien que toujours bas, se

sont maintenus. Mais on craint une hausse de la matière première. Les *entreprises des charpentes* ont une assez grande activité.

Savoie. — *Alimentation.* — La *minoterie* a été, en général, peu active dans le second semestre 1894. Les prix ne sont pas rémunérateurs, en partie par suite de la cherté des transports. La *fabrication des pâtes alimentaires* a repris son activité à Albertville où un accident l'avait arrêtée depuis un an.

Produits chimiques. — Production et vente faibles à la Rochette, à cause de l'éloignement des centres de consommation.

Papier et pâte. — La production et la vente ont subi un certain ralentissement.

Cuir et peaux. — La *tannerie* et la *maroquinerie* qui constituent une des industries importantes de Chambéry ont diminué leur production à la fin de l'an dernier à cause de la difficulté croissante de la vente, notamment à l'étranger. Les prix ne donnent plus de marge suffisante au fabricant, et la durée du travail a été réduite de 11 heures à 8 heures.

Textiles. — Le *tissage de la soie* qui est l'industrie la plus importante du département a une production assez active, mais les prix sont désavantageux. Une usine est restée six mois fermée et a fait ainsi chômer une centaine d'ouvriers. Les salaires n'ont pas varié. La *chapellerie* a une activité très faible à cause de la difficulté de l'exportation.

Bois. — La *fabrication des manches de parapluies et d'ombrelles* a une situation stationnaire et satisfaisante dans l'arrondissement d'Albertville.

Métallurgie. — La *métallurgie de l'aluminium* prend de plus en plus d'extension dans l'arrondissement de Saint-Jean-de-Maurienne; les terrains possédant des chutes d'eau se sont successivement vendus à des industriels qui comptent installer de nouvelles usines. L'outillage se perfectionne beaucoup et la force électrique se substitue de plus en plus à la main-d'œuvre. Cependant la vente de l'aluminium reste très restreinte, à cause du petit nombre de ses applications industrielles. Le prix restent bas. La *chaudronnerie* et la *ferronnerie* manquent de commandes. La *fabrication des appareils de chirurgie*, à Saint-Genix, souffre de la concurrence étrangère. Elle maintient cependant ses prix.

En général, dans toutes les industries de la région, la main-d'œuvre est en excès, par suite de l'afflux des ouvriers italiens qui viennent chercher du travail.

Drôme. — *Filature de soie.* — L'amélioration signalée le mois précédent s'est maintenue pendant le mois d'avril. — Les prix ont conservé leur fermeté. — Le *raffermissement* de l'argent contribue également au soutien des cours.

Le *marché des soies* présente une excellente tenue; d'ailleurs, la saison d'étoffe se fait dans les meilleures conditions; sur toutes les places de consommation, il y a un écoulement très facile. Les renseignements sur la mise à l'incubation des graines de vers à soie indiquent, en général, une quantité moins grande que l'année dernière. Les éducateurs craignent, et avec juste raison, que le prix des cocons frais ne soit guère plus élevé que celui de 1894.

Coccons secs. — Malgré les achats très importants faits par la *filature*, les cocons secs restent abondants et très offerts, cette situation permet d'obtenir des concessions sur les prix pratiqués le mois dernier. *Moulinage à façon.* — Les ouvraisons sont toujours très abondantes et les prix sans changement; d'ailleurs, les moutiniers n'opposent pas une résistance sérieuse aux offres basses qui leur sont faites et leur syndicat n'a eu, jusqu'à présent, aucune influence favorable au relèvement des cours.

Tannerie. — On signale une légère amélioration, les affaires sont un peu plus actives, mais les prix des produits fabriqués restent toujours désavantageux, tandis que ceux de la matière première sont en hausse, particulièrement certains articles recherchés pour le compte des Américains. *Marché de bois.* — Les *scieries mécaniques* et les *industries du meuble* sont particulièrement prospères dans la région de Valence.

Bouches-du-Rhône. — Les *carrières* (région d'Arles) ont eu, surtout vers la fin du trimestre, plus d'activité que l'an dernier; situation satisfaisante. *L'imprimerie* est dans une situation difficile, malgré l'outillage perfectionné des ateliers (région de Marseille). Les commandes sont peu importantes; les prix sont en baisse. La durée du travail a été réduite à 60 heures par semaine. Cependant, il s'est encore créé 6 établissements nouveaux de typographie occupant une vingtaine d'ouvriers pendant le dernier trimestre.

Ardèche. — *Papeterie.* — Même activité que le mois dernier, tous les ateliers sont occupés, les commandes sont plutôt en retard. Prix sans variation, pas de chômage.

Soierie. — La quantité des graines mises en incubation pendant le courant du mois dernier, semble être inférieure à l'an passé, cependant on espère avoir des prix meilleurs cette année pour le cocon. Les prix de la soie sont restés fermes, aussi les filateurs redoutent-ils une hausse en ce moment: à la veille de la récolte, le cocon augmenterait de valeur. Toutes les branches de cette industrie ont de l'ouvrage. Quelques moulinsages des environs de Privas, restés fermés jusqu'à ces jours derniers, se sont remis en marche. Les prix de façon sont toujours les mêmes. Les ouvrières sont assez recherchées, la durée du travail et le salaire ne subissent pas de modifications.

Tannerie. — Pas de changement dans la marche de cette industrie, le mieux signalé précédemment s'est maintenu mais sur certains articles seulement.

Mégisserie. — Le travail de la mégisserie est assez soutenu, sans accélération appréciable sur le mois dernier. Il y a encore des ouvriers sans travail quoique en petit nombre. L'achat en poil est toujours difficile par suite de la cherté de la marchandise brute comparée aux prix offerts ou obtenus en blanc. Rien ne fait prévoir une activité plus grande, mais on croit qu'elle se maintiendra pendant la saison. — *G. Tintaud.*

Les 5.300 ouvriers des houillères de la Grand'Combe chômeront à l'avenir 1 jour par semaine. Ils ont accepté avec calme cette réduction de travail qu'impose à la compagnie la concurrence des métaux anglais.

Gard. — La *filature de soie* a assez d'activité dans la région d'Anduze. Les ouvrières ne subissent aucun chômage et leur salaire se maintient. La *chapellerie* a moins de travail. Les chapeliers traversent tous les ans, après les fêtes de Pâques, une période de chômage; mais la situation paraît moins bonne que l'an dernier à pareille époque.

La *verrière* de Bessèges a fermé ses portes pour deux ans, les ouvriers français qu'elle occupait ont été embauchés à l'usine de Fanchet dans l'Aveyron que l'on va remettre en activité.

Tarn. — La *mégisserie* a eu ce trimestre un travail beaucoup moins abondant et des prix beaucoup moins rémunérateurs que l'an dernier. Depuis quelques mois les prix ont baissé et le nombre des établissements a diminué. Les chômages sont continuels, d'autant plus que l'outillage en se perfectionnant supprime de la main-d'œuvre. On souffre aussi de la difficulté d'exportation.

Les *tisserands* ont vu diminuer leur salaire de 10 p. o/o après un chômage de 3 mois. Il y a également un peu de chômage pour les *industries du fer et du bois*.

Pyrénées-Orientales. — Les *mines de fer* de l'arrondissement de Prades ont été en 1894 peu actives à cause de la concurrence étrangère.

Deux *maisons de salaisons* ont disparu. Les autres ont eu dans l'année une faible activité, à cause du peu d'abondance de la pêche, mais leurs prix de vente restent stationnaires et avantageux.

La *fabrication de la dynamite* a diminué sa production et sa vente de 50 p. o/o depuis l'année dernière, à Paulilles, à cause de l'interdiction de l'embarquement des explosifs dans le port de Port-Vendres. Prix invariables. Chômage partiel dans le cœur de l'hiver.

La *fabrication des bouchons* reste stationnaire et satisfaisante. Celle des *papiers à cigarettes* qui est l'industrie la plus importante de Perpignan a remplacé les machines à bras par des machines à vapeur. Elle reste active, mais ses prix ont une baisse générale par suite de la concurrence allemande et autrichienne.

La *tannerie* qui était prospère autrefois dans le département n'occupe plus aujourd'hui que la moitié des établissements qu'elle occupait, il y a quelques années. La production et les prix baissent tous les jours. Les ouvriers ne font jamais de semaine complète. Cette industrie tend à disparaître.

La *corderie* reste à peu près stationnaire, malgré une tendance des prix à la baisse et la fermeture d'un établissement. La *fabrication des espadrilles* commence à utiliser la vapeur. Sa vente est faible à cause de la concurrence étrangère et ses prix sont désavantageux. L'incendie d'une usine a fait chômer une centaine d'ouvriers pendant le mois d'octobre. Le travail dans les prisons fait du tort à cette industrie.

Les *hauts fourneaux* de Ria, près de Prades, réduisent leur production de fonte et leur personnel. L'élévation des tarifs de transport leur permet difficilement de lutter contre la concurrence. Le nombre des établissements des *fonderies de fer* diminue également. La crise

commerciale a fait baisser les cours de 3 p. o/o. Les *usines électriques* tendent à prendre de plus en plus d'importance et à augmenter leur personnel.

La *briquerie* souffre de la crise commerciale. Le nombre des établissements diminue. Depuis dix ans, ce nombre est tombé de 13 à 4. La production et la vente sont faibles. Les prix sont en baisse notable. Chômages fréquents, faute de commandes.

D'une manière générale, le département traverse une crise aiguë due à la mévente des vins, et comme les vignes forment sa principale ressource, le contre-coup de la crise se fait sentir dans les industries des villes. Le manque de travail, l'invasion croissante de la main-d'œuvre étrangère, et le chômage de l'agriculture amènent dans les villes un afflux d'ouvriers qui tend à diminuer le taux du salaire et aggrave le malaise général.

Haute-Garonne. — Le nombre des établissements de confection augmente toujours dans la région de Toulouse. Mais les prix sont peu rémunérateurs, ils ont encore baissé depuis 3 mois. La diminution des prix des récoltes et l'extension des grandes manufactures de vêtements portent de plus en plus préjudice à cette industrie.

Lot-et-Garonne. — La brasserie prend de l'extension dans la région de Tonneins et perfectionne son outillage pour la production de la glace. La fabrication des bougies et de la stéarine augmente sa production par suite de l'ouverture des voies ferrées nouvelles. Le commerce des bois a eu également une production et une vente très satisfaisantes. Cependant il faut signaler une baisse sensible de prix pour la tonnellerie à cause de la mauvaise récolte de l'an dernier. Cette baisse a amené une réduction des salaires d'un tiers environ. L'horlogerie et la bijouterie ont eu beaucoup moins de travail que l'an dernier. Les prix de vente baissent, la durée du travail journalier a été réduite.

Gironde. — Les industries du meuble favorisées par l'exposition de Bordeaux ont eu un peu plus de travail pendant ce trimestre que l'an dernier. Quelques grands bazars se sont créés, mais par contre de petits établissements ruinés par leur voisinage ont fermé. La ruineuse concurrence des salles de vente qui se fournissent de meubles au dehors maintient les prix de vente à un taux très bas. Les meubles d'art sont particulièrement atteints par la concurrence des meubles de faux luxe venant des Pyrénées et des Landes.

Les camionneurs ont eu moins de travail pendant ce trimestre que l'an dernier. Le nombre des établissements a diminué de 5 p. o/o. Ceux qui se sont maintenus ont diminué leur matériel et leur personnel. L'état général assez précaire de l'industrie, le malaise de la viticulture ont diminué l'importance des trafics.

Charente. — L'activité industrielle a été assez satisfaisante pendant ce trimestre. La papeterie souffre cependant, son personnel dépasse ses besoins d'un tiers au moins, il y a fréquemment des chômages et des demi-journées pendant plusieurs mois de l'année, surtout dans le façonnage des papiers où la proportion des chômeurs est de 25 à 30 p. o/o. La métallurgie a aussi à lutter contre la concurrence et le chômage y est de 5 à 10 p. o/o.

Cher. — La fabrication de la porcelaine a été pendant ce trimestre moins active que l'an dernier à pareille époque et ses prix très bas tendent à baisser encore. Mais la reprise des affaires semble revenir avec la nouvelle saison.

Deux-Sèvres. — Le travail continue assez activement dans la ganterie, mais le manque de commandes fait craindre une mauvaise campagne. Les fabricants de chaussures sont obligés de ne pas faire de journée complète.

Les industries du bâtiment ont beaucoup de travail dans la région de Niort, par suite des réparations que nécessite la saison d'hiver.

Loire-Inférieure. — Les industries de l'ameublement restent dans une situation stationnaire et difficile, les prix étant toujours très bas à cause de la surproduction. Quelques établissements nouveaux ont essayé de se fonder à Nantes mais sans succès.

Morbihan. — La tannerie a eu moins de travail pendant ce trimestre que l'an dernier et les prix sont moins rémunérateurs. Pour les cuirs tannés et corroyés, ils sont le plus bas possible. La diminution des exportations et de la consommation intérieure, l'augmentation des impôts et des charges fiscales, le malaise général de l'industrie et du commerce rendent la lutte impossible aux petits établissements, et les grandes maisons peuvent seules résister à la crise.

Ille-et-Vilaine. — *La fabrication des chaussures* qui est la principale industrie de Fougères a eu une activité presque nulle pendant ce trimestre. Les ouvriers n'ont fait que des demi-journées. A Rennes la proportion des chômeurs dans la sellerie et la cordonnerie est de 25 p. o/o. Les salaires tendent à diminuer, à cause de la pénurie des travaux et des grands rabais d'adjudication.

Mayenne. — Malgré l'augmentation du nombre de *filatures de lin* l'industrie des coutils est en mauvaise situation. La production a été plus faible pendant ce trimestre que l'an dernier et la vente nulle. Les stocks en magasin sont considérables. L'inaction générale des affaires a paralysé l'essor de cette industrie et fait beaucoup baisser ses prix de vente. La fabrication des mouchoirs reste seule assez active.

Indre-et-Loire. — *La fabrication des chaussures* a eu pendant ce trimestre des prix moins rémunérateurs et une activité moins grande que l'an dernier. C'est la crise de la tannerie qui en est la principale cause. La durée du travail a été réduite dans la plupart des établissements. Cependant on espère voir bientôt cesser cette crise et les stocks continuent de s'accumuler.

Loiret. — Le commerce des bois a été plus actif pendant ce trimestre que l'an dernier et des prix plus rémunérateurs. Mais cette situation favorable due à la rigueur de l'hiver ne durera probablement pas ; le prix du bois baisse de plus en plus devant d'autres combustibles plus économiques.

Les industries du bâtiment ont en ce moment une grande activité à Orléans à cause de l'ouverture d'une grande voie nouvelle. Ces importants travaux vont permettre aux ouvriers en chômage de s'employer.

Calvados. — La situation industrielle est généralement plus mauvaise que l'an dernier, surtout dans l'industrie lainière pour laquelle le chômage est de 15 p. o/o et le taux des salaires en baisse de 8 p. o/o. Les industries des cuirs et peaux et du bâtiment sont également en souffrances.

Seine-Inférieure. — Le travail a été un peu moins abondant ce trimestre que l'an dernier dans l'imprimerie et la papeterie. Mais cette diminution d'activité ne paraît due qu'aux froids de l'hiver et les prix se maintiennent à un taux rémunérateur.

Une importante *filature* occupant environ 150 ouvriers a fermé ses portes dans la région de Bolbec.

Algérie. — BONE. La situation générale de l'industrie laisse beaucoup à désirer et la brusque cessation des travaux du port a laissé beaucoup d'ouvriers sans travail. La proportion des chômeurs est de 30 p. o/o. PHILIPPEVILLE. L'activité qu'avait ramenée l'exposition a été de courte durée. Plusieurs établissements occupant une centaine d'ouvriers ont fermé à la suite de l'impôt sur l'alcool. La durée du travail a été réduite à 40 heures par semaine et le chômage est en général de 50 p. o/o. L'industrie se ressent beaucoup de la mévente des vins et des ravages du phylloxéra.

Analyse par départements des renseignements fournis par les Chambres syndicales ouvrières.

Seine. — PARIS. — Les horticulteurs-jardiniers estiment à 7 p. o/o le nombre de leurs membres sans ouvrage. Une dizaine de nouvelles boulangeries, installées principalement dans les quartiers excentriques, ont permis de placer un certain nombre d'inoccupés.

Industrie du livre. — Les brocheurs comptent 4 p. o/o, les conducteurs-typographes, un peu moins de 4 p. o/o des leurs sans ouvrage ; durée du travail hebdomadaire, 55 heures chez les brocheurs pour qui va commencer la morte-saison et 60 heures chez les conducteurs-typographes. Les photgraveurs estiment à 3 p. o/o, les imprimeurs en taille-douce à la moitié, le nombre de leurs adhérents sans ouvrage. Chez ceux-ci la durée du travail n'atteint que 5 heures dans certains ateliers ; concurrence de la typographie qui exécute les mêmes travaux à bien meilleur marché.

Cuirs et peaux. — La vente des fourrures ayant été plus active que l'an passé, les apprêteurs en pelletterie et lustreurs sont tous occupés, et font environ 12 heures par jour ; reprise du

travail chez les *corroyeurs*, pas de chômage, on travaille en moyenne 10 heures par jour; les *guiniers* ne signalent pas de chômeurs; la durée du travail a été réduite à 9 heures en moyenne; comme tous les ans après les fêtes les commandes sont moins abondantes.

Tissus. — Les *bonnetiers* ne comptent pas d'inoccupés si ce n'est dans l'article *fichu*; reprise du travail dans l'article *rayé*, le vêtement *vélocipédiste* et le *molleton*, genre tissu des Pyrénées; ralentissement de la production chez les *passementiers à la barre*, ils estiment que les deux tiers des leurs sont sans ouvrage. Dans l'industrie de la *couture*, on est en pleine saison; la situation est sensiblement supérieure à celle de l'an dernier; l'affluence de la clientèle étrangère, anglaise et américaine, le changement de mode et la température ont provoqué un grand nombre de demandes; travail moins actif chez les *blanchisseuses*; l'emploi de nouvelles machines rend le placement plus difficile et tend à abaisser les salaires.

Bois. — Les *charrons* comptent environ 7 p. o/o et les *srieurs-découpeurs mouluriers à la mécanique* 4 p. o/o de chômeurs; durée du travail, 60 heures; les *mouliers-finisieurs* font en moyenne 9 heures par jour; travail peu actif par suite du retard dans l'industrie du bâtiment; 13 p. o/o de leurs membres sans ouvrage; les *vernisieurs en meubles* ne signalent aucun des leurs inoccupés, ils font 70 heures par semaine.

Métaux. — Les *mécaniciens-chauffeurs* tent 10 p. o/o des leurs en chômage, les salaires sont légèrement diminués; le placement devient plus difficile, les emplois de chauffeurs étant parfois tenus par de simples manœuvres. A Paris, les ouvriers *balanciers* estiment à 8 p. o/o le nombre de leurs adhérents inoccupés, durée du travail 70 heures par semaine; salaires en diminution par suite de la concurrence de l'article de quincaillerie. Les ouvriers en *instruments de précision* comptent 5 p. o/o des leurs sans ouvrage; la situation paraît meilleure que celle de l'an dernier à pareille époque.

Bâtiment. — Les *peintres de Putaux* ne comptent pas de chômeurs parmi leurs adhérents; durée du travail, 10 heures par jour, salaires en baisse. A Paris, les *fumistes* portent à un quart le nombre de leurs adhérents sans ouvrage; ils font environ 60 heures par semaine; l'ouvrage est toujours abondant chez les *biseauteurs-polisseurs*; durée du travail journalier, 12 heures.

Transports. — Les *cochers* signalent la fondation de 3 nouvelles maisons occupant 300 cochers, la durée du travail journalier atteint le plus souvent 15 heures; travail abondant; les *ouvriers du marché aux bestiaux* estiment que 16 p. o/o de leurs adhérents sont sans ouvrage; la situation s'améliore; on espère que les arrivages seront bientôt suffisants pour occuper tout le monde.

Commerce. — Les *ouvriers bouchers* estiment à 10 p. o/o le nombre de leurs adhérents non placés; durée du travail, 15 à 17 heures par jour; la situation tend à devenir meilleure; les *comptables* estiment à 3 p. o/o, les *élèves en pharmacie* à 2 p. o/o le nombre des syndiqués sans place; la durée du travail a été portée à 14 heures chez ces derniers et, quelquefois, à 15 heures par jour.

Seine-et-Oise. — A Versailles, les *maçons et tailleurs de pierre* ne comptent pas de chômeurs; durée du travail, 66 heures par semaine.

Oise. — Des commandes importantes reçues d'Amérique procurent une augmentation de travail dans certains tissages d'Esquennoy; les *tisseurs* ne comptent que quelques-uns des leurs sans ouvrage; durée du travail, 11 heures à 11 heures et demi; pas de chômeurs chez les *boutonniers en os* de Méru; ceux de Beauvais font 10 heures par jour. Dans la *tabletterie*, peu de commissions sur la place de Paris; seuls les *dis à jouer* donnent un peu de commandes; quelques petites commissions pour l'éventail nécessitant des journées de 7 à 11 heures suivant la date des livraisons. A Beauvais, les *tourneurs* ne font que 30 heures par semaine. Diminution de 6 p. o/o sur les prix de façon chez les *boutonniers en nacre* de la Villeneuve-le-Roi.

Somme. — Fabrication assez active chez les *bonnetiers* de Villers-Bretonneux; les prix des façons ont une tendance à la baisse. A Amiens, les *teinturiers* estiment à un cinquième le nombre de leurs adhérents inoccupés, durée du travail journalier, 11 heures, les salaires réduits de 20 p. o/o environ; pour les *coupeurs-tailleurs*, les commandes ont de nouveau faibli; avec la bonne saison, le travail reprend chez les *serruriers*, il reste encore quelques ouvriers inoccupés; les *maçons* ne signalent pas de chômeurs; durée du travail journalier, 11 heures.

Pas-de-Calais. — La reprise que l'on espérait ne s'est pas produite chez les *tullistes* de Calais ; un tiers des ouvriers serait sans ouvrage et les autres ne seraient occupés que 3 jours par semaine ; de même, chez les *ourdisseurs*, ouvrage moins abondant : ils estiment à un tiers le nombre de leurs membres sans commande ; le perfectionnement des machines permettant une fabrication plus rapide amène des repos plus longs ; les salaires, en baisse.

Nord. — Chez les *mineurs* de Waziers, diminution de travail et baisse du taux des salaires. A Lille, les *relieurs-papetiers* sont presque tous occupés, ils font 60 heures par semaine. On ne mentionne pas de *typographes* inoccupés à Valenciennes. Pas de chômeurs signalés chez les *lithographes* de Lille ; durée du travail hebdomadaire, 60 heures ; les salaires auraient une tendance à la baisse par suite de la concurrence de la main-d'œuvre étrangère. Les ouvriers de l'*industrie textile* d'Armentières comptent environ 7 p. o/o des leurs sans ouvrage. A Lille, les ouvriers de l'*industrie textile* portent à 4 p. o/o le nombre de leurs adhérents inoccupés ; durée du travail hebdomadaire, 60 à 72 heures ; dans l'*industrie du fil*, la production est meilleure, mais n'est pas encore dans sa pleine activité ; l'*industrie linière* est encore assez éprouvée. Les travailleurs de l'*industrie textile* de Roubaix ne comptent aucun de leurs adhérents sans ouvrage ; un tissage avec 250 ouvriers vient d'arrêter sa fabrication ; les tissus fantaisie nouveauté, actuellement à la mode, ont procuré une augmentation de commandes.

Les *mouleurs en fer et en cuivre* d'Armentières ne signalent pas de chômeurs ; ils font 60 heures par semaine. Les *métallurgistes* de Maubeuge estiment que 4 p. o/o de leurs adhérents sont sans ouvrage ; dans beaucoup de maisons, on a réduit le personnel en transformant le matériel ; dans une usine, on aurait licencié près de la moitié des ouvriers ; ceux qui restent feraient 16 à 17 heures par jour. A Lille, la durée du travail chez les ouvriers de l'*industrie des métaux* atteint 72 heures par semaine ; la situation est plutôt inférieure à celle de l'année dernière à même date ; les commandes sont très faibles, la crise de l'*industrie sucrière* et de la *distillerie* arrêtant la reprise des affaires. Les *marbriers à la cheminée* de Cousolre comptent 5 p. o/o de leurs membres sans ouvrage ; durée du travail, 11 heures par jour dans certains ateliers. A Dunkerque, les *maçons* estiment que 10 p. o/o de leurs adhérents sont sans ouvrage ; la durée du travail est portée à 66 heures par semaine. Les *peintres* de Roubaix ne comptent pas de chômeurs parmi leurs membres ; durée du travail, 66 heures par semaine ; les salaires des ouvriers décorateurs sont réduits à 42 centimes par heure. Les *plâtriers* de Dunkerque font maintenant 66 heures par semaine, ils portent à 4 p. o/o le nombre de leurs adhérents non encore embauchés. Les *plombiers-zingueurs* comptent un quart de leurs adhérents sans ouvrage.

A Roubaix et à Lille, les pommes de terre se maintiennent à un prix élevé ; la viande également ; le pain est à bon marché.

Ardennes. — Les ouvriers en *tissus* d'Illy portent à 15 p. o/o le nombre de leurs adhérents sans ouvrage ; durée du travail hebdomadaire de 60 à 72 heures. Les ouvriers en *tissus* de Pourru-Saint-Rémy estiment que la moitié de leurs adhérents manquent de commandes ; l'amélioration signalée dans la région de Sedan chez les ouvriers des *apprêts filatures* et *teintureries* continue ; à Douzy, tous les *tisseurs* sont maintenant occupés ; durée du travail hebdomadaire, 72 heures ; à Villers, les *tisseurs* estiment à la moitié le nombre de leurs adhérents sans ouvrage. Les *mouleurs* de Monthermé sont occupés 45 heures par semaine ; les commandes sont peu importantes. Dans l'*industrie métallurgique*, à Vivier-aucourt, la situation s'est améliorée dans un certain nombre d'établissements ; à Joigny, pas de chômeurs signalés, situation plus prospère, de même à Braux ; durée du travail, 60 heures par semaine ; à Gespunsart, production encore faible, principalement chez les *forgerons d'écrous*.

A Daigny, augmentation de 5 centimes par 2 kilogrammes de pain ; à Monthermé, les pommes de terre se vendent à peu près le double du prix de l'an dernier à pareille époque ; les autres légumes sont aussi très chers ; à Joigny, hausse sur la viande, 20 centimes par kilogramme.

Marne. — A Reims, les *peintres* font 63 heures par semaine ; 4 nouvelles maisons viennent de se fonder, occupant ensemble 8 ouvriers ; les ouvriers *lainiers* estiment à 12 p. o/o le nombre de leurs membres sans ouvrage ; durée du travail journalier, 11 heures et demie.

Aube. — Chez les *bonnetiers* d'Aix-en-Othe, fabrication faible ; on ne travaille qu'une

partie de la semaine; une maison occupant 100 ouvriers vient de fermer; les *plâtriers* de Troyes estiment à un tiers le nombre de leurs membres sans ouvrage; durée du travail hebdomadaire, 50 heures environ.

Meuse. — Travail actif chez les *carriers* de Lérrouville; durée du travail hebdomadaire, 72 heures; pas de chômeurs signalés chez les *typographes* de Bar-le-Duc; durée du travail journalier, 10 heures; les ouvriers en *instruments d'optique* de Ligny font, suivant les ateliers, de 11 à 12 heures par journée. Travail moins abondant que l'an dernier chez les *mineurs* de Chavigny, on renvoie une partie du personnel.

Doubs. — Les *typographes* de Vesoul ne comptent pas d'ouvriers inoccupés; à Gray, les prix de façon, dans certains articles de *tonnellerie*, subissent une légère diminution. A Besançon, les *charpentiers* ont presque tous repris leur travail; ils font 55 heures par semaine; les *garçons coiffeurs* portent à 3 p. o/o le nombre de leurs adhérents sans place; durée du travail hebdomadaire, 105 heures.

A Gray, le pain est augmenté de 10 centimes par 2 kilogrammes; la viande tend aussi à augmenter.

Jura. — Pas de chômeur signalé chez les *métallurgistes* de Fraisans, la journée est augmentée d'une heure, situation un peu plus prospère; les ouvriers *diamantaires* de Saint-Claude ne comptent aucun de leurs membres inoccupé; durée de travail, 10 heures par jour; baisse dans les prix de façon, ouvrage plus abondant que l'an dernier.

Ain. — A Bourg, amélioration très sensible chez les ouvriers sur *métaux*, durée du travail hebdomadaire de 60 à 66 heures; les *tailleurs de pierre* travaillent 66 heures, des constructions nouvelles amènent une reprise du travail.

Côte-d'Or. — Situation meilleure que celle de l'an dernier à pareille époque chez les *cordonniers* de Dijon; la fin de la saison d'été amène une petite diminution de commandes dans quelques maisons de *confection*; dans les fabriques de *chaussures*, on fait 11 heures par jour et souvent des heures supplémentaires; l'épuisement des stocks et le long arrêt de l'an dernier ont permis une reprise sérieuse cette année.

Yonne. — A Auxerre, on ne signale pas de *typographes* inoccupés, durée du travail, 60 heures par semaine; les *charpentiers* font maintenant 71 heures par semaine.

A Auxerre, le prix du pain est augmenté de 5 centimes par 2 kilogrammes.

Nièvre. — A Balleray, chez les *bûcherons*, le travail est toujours très actif, on manque de bras pour les *travaux des champs*; les *bûcherons* de Saint-Aubin font de 70 à 72 heures par semaine, l'écorçage qui commence actuellement permet d'occuper tous les ouvriers; les ouvriers *verriers* de Saint-Léger ne signalent pas de chômeurs, commandes peu importantes, durée du travail journalier, 8 heures.

A Saint-Aubin, les légumes et la viande sont augmentés, la viande de 25 centimes par kilogramme.

Allier. — A Commeny, chez les *mineurs*, suspension du travail 2 jours par mois; à Cusset, on ne mentionne pas de *typographes* inoccupés; chez les *sabotiers*, durée du travail hebdomadaire, 70 heures. Pas de chômeur signalé chez les *sabotiers* de Moulins; durée du travail journalier, 11 heures. Les ouvriers en *bâtiment* de Montluçon ne signalent pas d'ouvriers inoccupés parmi leurs membres; durée du travail hebdomadaire de 66 à 71 heures; ouvrage assez abondant; on prévoit que la situation se maintiendra bonne jusqu'à fin juin; ouvrage abondant chez les *maçons* de Vichy.

Puy-de-Dôme. — Les *plâtriers-peintres* de Clermont-Ferrand ne signalent pas de chômeurs; la durée du travail hebdomadaire a été portée à 60 heures.

Haute-Loire. — Les *typographes* du Puy ne signalent aucun des leurs inoccupés; chez les *passemmentiers*, à Saint-Didier-la-Séauve, une nouvelle maison s'est montée, elle occupe une vingtaine d'ouvriers; production toujours très active; travail, 72 heures par semaine; gains en augmentation de 15 à 20 francs par mois sur ceux du mois dernier.

Loire. — De Saint-Jean-Bonnefonds on nous signale un ralentissement dans le travail des mines de cette région; chez les mineurs de la Ricamarie, on ne travaille généralement que 5 jours par semaine. Les typographes de Saint-Étienne comptent 5 p. o/o des leurs sans ouvrage; durée du travail hebdomadaire, 60 heures. Une maison de Thisy, qui occupait 50 tisseurs à la Gresles, cesse de faire travailler; ses ouvriers ont été embauchés ailleurs; la durée du travail hebdomadaire atteint 72 heures. Même durée à Cuinzier dans l'industrie de la soierie qui est en pleine activité; les prix de façon ont peu varié. A Saint-Étienne, les prix de façon des velours sont diminués; les tisseurs épingleurs pensent qu'un tiers des leurs est inoccupé; le changement de mode semble moins favorable à cette spécialité; l'amélioration signalée chez les tisseurs élastiques continue; les tisseurs de Panissière comptent près de 15 p. o/o de leurs membres sans ouvrage; dans l'article de soie on est à fin de commission; la fabrication est encore active pour le linge de table. A Saint-Étienne, les chefs d'atelier rubaniers signalent une certaine accalmie dans les commandes, on espère de nouveaux ordres dans une quinzaine; sur quelques points il y a eu tendance à diminuer les salaires; les articles nouveautés, écossais, velours de diverses couleurs donnent lieu à quelques affaires; les taffetas unis et glacés et les velours doubles pièces sont un peu délaissés.

Les charpentiers de Saint-Étienne font 60 heures par semaine; ils comptent encore un quart de leurs adhérents inoccupés. Les ouvriers métallurgistes de Saint-Chamond comptent 9 p. o/o de leurs adhérents sans travail; les commandes sont peu importantes; on fait 60 heures par semaine. A Saint-Étienne, les puddleurs et ouvriers des hauts fourneaux travaillent 12 heures par jour; un certain nombre, de 12 à 13 jours par mois; les mécaniciens-construteurs signalent quelques chômeurs; suivant les ateliers, la situation est meilleure ou plus mauvaise; dans les aciéries il y aurait quelques mises à pied; dans les chantiers de constructions mécaniques on fait 70 heures par semaine avec une production très active; les ferblantiers estiment à 11 p. o/o le nombre de leurs adhérents sans ouvrage; la durée du travail hebdomadaire est de 60 heures; un grand nombre de constructions particulières et des travaux importants pour le département et l'État vont procurer du travail en abondance aux ouvriers maçons; actuellement, la durée du travail est de 55 heures par semaine; prix du travail à l'heure, 42 centimes. On nous signale de Rive-de-Gier qu'une verrerie a éteint ses fours, elle occupait 200 ouvriers; les verriers de la région estiment qu'un grand nombre de leurs adhérents sont sans ouvrage; durée du travail, environ 42 heures par semaine.

A la Gresles, le prix de la viande est diminué; à Panissières, baisse de 1 franc par 100 kilogr. de pommes de terre, 15 centimes par douzaine d'œufs, 30 centimes par kilogramme de beurre et 20 centimes par kilogramme de viande de veau; hausse sur le vin, 10 centimes par litre; à Saint-Étienne, le vin est augmenté de 10 francs par hectolitre.

Rhône. — A Lyon, chez les jardiniers, pas de chômeurs; les travaux de terre étant en retard sur les années précédentes, il n'y a pas suffisamment d'ouvriers pour satisfaire aux commandes; les jardiniers employés au mois font de 13 à 14 heures, et ceux qui sont à la journée ou à l'heure de 10 à 11 heures par jour. Les cuisiniers estiment à un quart le nombre de leur adhérents non placés; une petite amélioration s'est produite dans les demandes d'extras pour le dehors; durée du travail journalier, 14 heures le plus souvent. Chez les cartonniers, la journée a été portée à 10 heures, on ne signale pas d'ouvriers sans ouvrage; également peu de chômeurs chez les imprimeurs-conducteurs et typographes; 2 nouvelles maisons se sont fondées, elles occupent 15 ouvriers; durée du travail journalier, 10 heures; chez les tisseurs de Grandis, durée du travail hebdomadaire, 65 heures; l'amélioration signalée continue sauf dans l'article coton pour lequel on reçoit peu de commandes. A Lyon, les tapissiers estiment que 10 p. o/o des leurs sont sans emploi; la durée du travail hebdomadaire a été augmentée de 6 heures et portée à 60 heures par semaine; les sculpteurs et mouluriers en meubles comptent un cinquième des leurs sans ouvrage; durée du travail 50 heures par semaine; le placement est rendu plus difficile par l'augmentation du nombre des apprentis.

Les ouvriers sur cuivre de Villefranche font 60 heures par semaine. A Lyon, situation inférieure à celle de l'an dernier chez les serruriers, cependant les travaux retardés par l'hiver rigoureux sont poussés activement et donnent beaucoup d'ouvrage; le prix minimum de la journée est descendu de 5 fr. 50 à 5 fr. 25 et même 5 francs dans certains ateliers; les chauffeurs-mécaniciens estiment à un cinquième le nombre de leurs adhérents sans emploi; le placement devient plus difficile, dans de grandes usines les postes de 2^e et 3^e chauffeurs étant

tenus par de simples manœuvres; la durée du travail journalier varie de 12 à 13 heures par jour; elle est de 10 heures chez les *tourneurs-robineux*. Les ouvriers de la *maubrière lyonnaise* estiment qu'un tiers de leurs adhérents sont sans ouvrage, une nouvelle maison vient de se fonder, elle occupe 5 ouvriers; la durée du travail est habituellement de 50 heures par semaine; la situation est rendue plus difficile par suite de la concurrence de la main-d'œuvre étrangère et du travail exécuté soit dans les campagnes, soit dans les prisons; les *sculpteurs-peintres-statueniers* ont reçu quelques commandes, on espère une reprise plus complète avec le beau temps; les *maçons* font 60 heures par semaine; baisse de 10 p. 0/0 sur les salaires; les *verriers* travaillent 66 heures par semaine; les *employés de cafés-restaurants* portent à 19 p. 0/0 le nombre de leurs membres non placés; on annonce l'ouverture de 6 maisons nouvelles occupant ensemble 18 ouvriers; *commerce* difficile.

A Lyon, diminution sur le beurre, les œufs, les légumes et le poisson.

Haute-Savoie. — Les *carriers* de Thollon font environ 66 heures par semaine, tous sont occupés; les *tailleurs de pierre* d'Annecy comptent un cinquième de leurs membres sans ouvrage; durée du travail, 60 heures par semaine; les salaires dans le travail à l'heure sont de 12 p. 0/0 inférieurs au taux normal.

Savoie. — A Chambéry, les *travailleurs du livre* portent à 11 p. 0/0 le nombre de leurs membres sans place; on ne signale pas de *menuisiers* sans ouvrage; durée de la journée, 11 heures.

Isère. — A la Motte-d'Aveillans, la situation semble être devenue plus difficile chez les *mineurs* par suite de l'accroissement de la main-d'œuvre étrangère.

A Grenoble, les *typographes* estiment à 6 p. 0/0 le nombre de leurs membres sans ouvrage; les *mégissiers palissonneurs* font environ 60 heures par semaine; un grand nombre sont encore inoccupés. A Izeaux, travail faible chez les *cordonniers*; on souffre beaucoup de l'article cousu à la machine qui se vend très bon marché. Pas de chômage chez les *gants* de Gières, durée du travail, 60 heures; depuis la fin de mars, quelques maisons ont un peu ralenti la fabrication; la situation est encore bonne. A Grenoble, les *carrossiers* font 55 heures par semaine; reprise du travail chez les *mouleurs* en fer, pas de chômeurs; durée du travail, 66 heures par semaine. Les *tailleurs de pierre* de Montalieu-Vercieu signalent la disparition de deux maisons occupant ensemble 90 ouvriers; durée du travail, 72 heures par semaine.

Drôme. — Les *typographes* de Valence portent à 13 p. 0/0 le nombre de leurs adhérents sans ouvrage; durée de la journée, 10 heures.

Alpes-Maritimes. — A Cannes, on ne signale pas actuellement de *typographes* sans travail, ceux qui étaient inoccupés ayant quitté la ville. Pas de commandes chez les *tapisiers* de Nice; un grand nombre sont sans place; dans beaucoup de maisons on fait par semaine 27 heures en 3 journées.

A Nice, les *menuisiers* estiment à 10 p. 0/0 le nombre de leurs adhérents sans ouvrage; durée du travail, 55 heures; la situation semble meilleure que celle de l'an dernier. Les *carrossiers* font de 60 à 66 heures par semaine; on pense qu'avec les chaleurs le travail va reprendre comme l'an dernier à pareille époque; les *serruriers* estiment qu'un grand nombre d'entre eux sont sans ouvrage; on fait 60 et 63 heures par semaine; la situation actuelle est inférieure à celle de l'année dernière à la même date; les *maçons* portent à un quart le nombre de leurs adhérents sans ouvrage; durée du travail hebdomadaire, 60 heures.

Var. — Les *typographes* de Draguignan estiment à 15 p. 0/0 le nombre de leurs membres sans travail. A Toulon, travail ralenti chez les *cordonniers*; les *charretiers* annoncent la fermeture d'une entreprise de *transports*; ils comptent 16 p. 0/0 de leurs membres sans engagement; la durée du travail hebdomadaire a été portée à 109 heures; diminution de 12 p. 0/0 sur les salaires.

Corse. — Situation meilleure à Bastia pour les *typographes*; il n'y a plus que 4 p. 0/0 de chômeurs; une imprimerie fermée depuis plusieurs années vient de rouvrir, elle emploie 8 ouvriers.

Bouches-du-Rhône. — De Gréasque, on nous signale un petit ralentissement dans l'exploitation des mines, le placement serait rendu plus difficile par l'affluence de la main-d'œuvre étrangère. A Aix, les *boulangers* comptent 13 p. o/o de leurs membres sans place; durée de la journée, 14 heures. A Marseille, les *imprimeurs-lithographes* portent à 6 p. o/o le nombre de leurs adhérents inoccupés, un certain nombre d'ouvriers auraient dû quitter la ville faute d'ouvrage; les *typographes* comptent 2 p. o/o, les *tanneurs* 25 p. o/o de leurs adhérents sans ouvrage; durée du travail, 60 heures par semaine; les *menuisiers* portent à un cinquième le nombre de leurs membres sans emploi, les salaires pour le travail aux pièces sont réduits de 20 p. o/o dans beaucoup de maisons, les *chauffeurs*, *conducteurs-mécaniciens* comptent 13 p. o/o des leurs sans place; la concurrence de la main-d'œuvre étrangère rend le placement plus difficile; durée du travail hebdomadaire, environ 72 heures; les *mineurs-terrassiers* font environ 60 heures par semaine; les *charretiers*, 96 heures; pas de chômeurs signalés chez ces derniers.

Vaucluse. — A Avignon, les *cordonniers* ne comptent pas d'ouvriers inoccupés; ils font de 10 à 11 heures par jour; pas de chômage signalé chez les garçons *bouchers* et *charcutiers*.

Ardèche. — A Annonay, le travail se maintient très actif dans la *mégisserie*, les neuf dixièmes des ouvriers sont embauchés, presque tous les ateliers sont ouverts, sauf quelques-uns sans importance, les salaires se maintiennent; durée du travail, 50 à 55 heures par semaine.

Gard. — A Beaucaire, les *carriers* sont tous occupés, ils font de 10 à 11 heures par jour; dans les *fabriques d'huile* et *d'absinthe* on fait généralement 11 heures par jour; les *boulangers* d'Alais sont en pleine saison de travail; les commandes de la campagne devenant plus importantes, il y aurait plutôt insuffisance d'ouvriers.

Aveyron. — Les *mineurs* de la région de Villefranche accusent une diminution de travail; dans une exploitation de minerais on a fait suspendre le travail à 127 ouvriers.

Hérault. — A la Tour-d'Orb, les *mineurs du fond* travaillent 40 heures, ceux de l'*extérieur*, 50 heures par semaine; on ne signale pas de chômeurs chez les *mineurs* de Graissessac; au Bousquet-d'Orb, les *mineurs* sont occupés 4 journées, c'est-à-dire 36 heures par semaine, l'an dernier, le gain journalier était de 20 p. o/o plus élevé. A Montpellier, les *litho-typographes* annoncent la création d'une nouvelle maison; dans 2 maisons, les ateliers restent fermés le lundi. Petite reprise du travail chez les *cordonniers*; la situation reste encore inférieure à celle de l'an dernier à pareille époque.

Tarn. — Production très faible chez les *chapeliers* d'Albi; les *métallurgistes* de Saint-Juéry font la plupart 80 heures par semaine: ils comptent un peu plus du cinquième de leurs adhérents inoccupés; l'atelier des *limes* semble plus particulièrement éprouvé.

Aude. — A Carcassonne, 4 p. o/o des *charpentiers* sont inoccupés.

Pyrénées-Orientales. — Les *travailleurs de la terre* sont tous occupés, on manque momentanément d'ouvriers pour les travaux des champs. A Perpignan, la durée du travail hebdomadaire est portée à 60 heures par semaine chez les *ébénistes*. On ne signale pas de chômeurs chez les *charretiers*, de même chez les *coiffeurs*. A Perpignan, le vin est augmenté de 5 centimes par litre, de même pour le pétrole.

Haute-Garonne. — A Toulouse, les *tailleurs* ne mentionnent aucun de leurs membres sans commandes; durée du travail de 90 à 100 heures par semaine, plusieurs maisons nouvelles se sont fondées amenant une augmentation de 5 p. o/o dans les offres d'emploi. Une grande maison d'*ameublement* vient de fermer, elle occupait 30 ouvriers; durée du travail hebdomadaire, 42 heures; les *ébénistes* estiment qu'un peu plus du quart de leurs adhérents est sans ouvrage; de même chez les *mosaïstes*; durée du travail hebdomadaire, de 48 à 50 heures. Travail plus actif chez les *maçons*. A Toulouse, hausse sur toutes les denrées, principalement sur la viande de bœuf et de cheval, sauf sur le pain. A Tarbes, les *tanneurs* et *corroyeurs* ne signalent aucun des leurs sans ouvrage, les commandes sont plus abondantes

que l'an dernier, l'hiver rigoureux ayant permis de vider les magasins, spécialement dans l'article *galoche vernie*, spécialité du pays : on fait environ 60 heures par semaine; les *menuisiers* ne comptent pas de chômeurs, situation meilleure par suite de l'ouverture de grands chantiers.

Basses-Pyrénées. — A Bayonne, la situation s'est améliorée chez les *tailleurs*; la baisse du change de l'argent espagnol avait provoqué une augmentation d'affaires permettant d'occuper tous les ouvriers *tailleurs*. A Pau, on ne signale pas d'ouvriers de l'*ameublement* sans ouvrage; ils font généralement 11 heures par jour. Les *garçons bouchers* de Bayonne ne constatent pas de chômeurs parmi les leurs; une nouvelle maison vient de se fonder, la durée du travail a été augmentée d'une heure et portée à 94 heures par semaine. A Bayonne, le prix du vin est augmenté de 5 centimes par litre.

Landes. — Les *typographes* de Mont-de-Marsan comptent un peu plus de 15 p. o/o de leurs adhérents inoccupés; durée du travail hebdomadaire 60 heures. A Montrey, les *verriers* font 60 heures par semaine, ils ne signalent pas de chômeurs, la production est en partie ralentie par suite d'un accident survenu à un four.

Gers. — A Auch, par suite de nouvelles commandes, principalement pour des travaux administratifs, tous les *typographes* ont pu reprendre leur travail.

Lot. — A Cahors, la reconstruction d'un groupe scolaire a fourni de l'occupation à quelques *charpentiers* inoccupés; durée du travail hebdomadaire 60 heures chez les *terrassiers-mineurs*; un nouveau chantier de construction a été ouvert, 20 ouvriers y travaillent. Les *peintres* estiment qu'un tiers de leurs adhérents est encore inoccupé; la construction d'un groupe scolaire va permettre bientôt d'embaucher les ouvriers sans ouvrage.

Lot-et-Garonne. — A Villeneuve-sur-Lot, la principale fabrique de *chaussures* renvoie une partie de son personnel et réduit la journée de ceux qui restent; on essaie, par l'emploi de nouvelles machines et une plus grande production d'abaisser les prix de revient; il s'en suit un encombrement du marché. Les *charpentiers* comptent quelques-uns de leurs compagnons sans ouvrage; durée du travail hebdomadaire 72 heures; augmentation de 14 p. o/o sur les salaires. A Villeneuve-sur-Lot, le vin est augmenté de 20 p. o/o.

Gironde. — A Bordeaux, les *boulangers* estiment à 15 p. o/o le nombre de leurs adhérents sans place; la durée du travail varie de 13 à 14 heures par jour; situation un peu meilleure; on a fait des heures supplémentaires dans quelques *imprimeries*, grâce aux commandes de l'exposition. Chez les *typographes*, situation un peu meilleure, on est arrivé à élaborer un tarif qui a été accepté par un grand nombre de maisons, le placement est rendu difficile par la concurrence de la main-d'œuvre féminine, on n'embauche guère que pour des coups de main; les *employés confectionneurs* estiment à 7 p. o/o le nombre de leurs adhérents sans place, la durée de la journée atteint 16 heures dans certaines maisons; la situation continue à s'améliorer chez les *ajusteurs-monteurs*, 3 nouvelles maisons viennent de se fonder; on ne signale pas de chômeurs chez les *ferblantiers*, les travaux de l'exposition en occupent un grand nombre. Les *tailleurs de pierre* et *magons* de Blaye sont occupés 55 heures par semaine, on espère une reprise complète du travail le mois prochain. A Bordeaux, de nouveaux embarquements pour Madagascar ont procuré des engagements aux *marins du commerce* disponibles; les *garçons de cafés et restaurants* estiment qu'un cinquième de leurs membres sont sans place, 7 p. o/o de chômeurs chez les domestiques et gens de maison.

Charente-Inférieure. — A Rochefort-sur-Mer, les *boulangers* comptent 10 p. o/o des leurs sans place; durée du travail hebdomadaire, 108 heures; l'augmentation du nombre des apprentis tendrait à amener une diminution des salaires et de la quantité des places disponibles. Les *typographes* estiment que 1 o/o des leurs sont inoccupés, la durée du travail a été portée à 60 heures par semaine; les *tailleurs d'habits* sont actuellement en pleine saison de travail, il font aux ateliers 12 heures par jour et 15 à 16 heures de travail à domicile; les préparatifs pour l'exposition de Bordeaux ont amené une sensible augmentation de commandes autant à Rochefort que dans les environs; les *ouvriers du bâtiment* font 66 heures par semaine; ils comptent 11 p. o/o de leurs adhérents sans ouvrage. A la Rochelle, presque tous les *ouvriers du bâtiment* sont maintenant embauchés.

Charente. — Les *typographes* de Cognac portent à 13 p. o/o le nombre de leurs membres sans place; une maison occupant 12 ouvriers vient de disparaître: durée du travail, 60 heures par semaine, sauf dans 2 maisons, où l'on ne fait que de 30 à 40 heures par semaine; réduction de salaires dans certains ateliers. A Angoulême, les *typographes* considèrent que 30 p. o/o des leurs sont sans ouvrage: travail, 70 heures par jour, situation meilleure que celle de l'an dernier.

Haute-Vienne. — Les ouvriers en *cuirs et peaux* de Saint-Junien estiment à 13 p. o/o le nombre de leurs membres inoccupés. A Limoges, pas de chômeurs signalés chez les *tailleurs*, ni chez les *ménisiers*; durée du travail hebdomadaire, 50 heures. Les *ouvriers du bâtiment* de Saint-Junien font 60 heures par semaine.

Corrèze. — A Brives, les *typographes* estiment à 15 p. o/o le nombre de leurs camarades sans ouvrage; une maison nouvelle est en formation, elle occupe actuellement 3 ouvriers; à Tulle, 2 p. o/o de chômeurs; durée du travail journalier, de 10 heures à 10 heures et demie; grâce à une entente entre patrons et ouvriers, dans une maison la journée a été réduite à 10 heures, sans modification des salaires. Le travail a entièrement repris chez les *sabotiers*, ils font 12 heures par jour; tous les *sabotiers* inoccupés sont rentrés à l'atelier.

Creuse. — Travail faible chez les *chapeliers* de Bourgneuf; dans une maison on n'a été occupé qu'un jour dans une semaine, dans plusieurs autres 20 heures.

Cher. — Peu de chômeurs chez les *bûcherons* de Vierzon, les ouvriers pouvant s'occuper chez les marchands de bois aux travaux ordinaires d'exploitation, et aussi pour l'administration des forêts qui met une cinquantaine d'hectares en régie; travail toujours très actif chez les *bûcherons* de Mornay, de Saint-Laurent; on ne signale pas de chômeurs chez les *bûcherons*; ils font 70 heures par semaine; à Méry-ès-Bois, les *bûcherons* comptent 14 p. o/o de leurs adhérents sans ouvrage; une quarantaine d'ouvriers ont été embauchés pour 2 mois par des marchands de bois dans le Loir-et-Cher; la durée du travail a été augmentée d'une heure et portée à 66 heures par semaine; augmentation de 0 fr. 25 par journée; à Saint-Éloy, durée du travail, 60 heures par semaine; l'écorçage des bois qui commence actuellement permet d'occuper tous les *bûcherons* de Feux; durée du travail, 60 heures par semaine; à Charly, les ouvriers *agricoles* comptent 20 p. o/o des leurs sans ouvrage; on fait 70 à 72 heures par semaine; les salaires sont en hausse. Durée du travail, 66 heures par semaine chez les ouvriers des *constructions mécaniques* de Vierzon. Les *ouvriers du bâtiment* de Dun-sur-Auron font 60 heures; les *chaufourniers* de la Guérche, 71 heures par semaine; les commandes sont toujours très abondantes.

Indre. — A Châteauroux, pas de chômeurs signalés chez les *typographes*; cependant travail ralenti par suite du malaise général des affaires, de l'augmentation de la main-d'œuvre féminine travaillant à 40 p. o/o au-dessous du tarif et du grand nombre des apprentis; la durée du travail varie de 60 à 70 heures par semaine chez les *cordonniers*; dans l'article *confection*, les *cordonniers* gagnent de 2 fr. 75 à 3 fr. 25, les *coupeurs* de 2 fr. 75 à 3 fr. 50 pour 10 heures et demi de travail; dans l'article luxe, les *coupeurs* gagnent de 4 francs à 5 francs pour 11 heures de travail.

Vienne. — Sensible amélioration chez les *typographes* et chez les *imprimeurs* de Poitiers; ils font 60 heures par semaine. A Châtelleraut, diminution très sensible du travail chez les ouvriers sur *métaux*; les *ouvriers du bâtiment* estiment qu'un quart de leurs adhérents sont inoccupés; durée du travail hebdomadaire, 60 heures; il y aurait augmentation de main-d'œuvre disponible, la manufacture d'armes occupant maintenant un personnel moins nombreux; les *employés de l'alimentation* estiment que plus du tiers de leurs adhérents sont sans place.

Vendée. — A Mortagne, la situation se maintient meilleure chez les *tisserands*, de même aux Epesses; chez les *ouvriers en bâtiment* de Luçon, la journée de travail a été portée à 12 heures. A la Roche-sur-Yon, après entente entre patrons et ouvriers, les salaires ont été augmentés de 15 p. o/o.

Loire-Inférieure. — A Nantes, le travail a repris chez les *savonniers*, on fait 11 heures

par jour dans la maison où l'on n'en faisait que 9; en général, durée du travail, de 66 à 72 heures par semaine; pas de chômeurs, de même chez les *typographes* de Châteaubriand; durée du travail, 10 heures par jour; salaires en baisse par suite de la concurrence et des rabais consentis dans les adjudications. A Nantes, les ouvriers en *cuirs et peaux* ne constatent pas de chômeurs; ils font de 50 à 60 heures par semaine; diminution de 0 fr. 25 sur les prix du tissage d'une douzaine de peaux; le travail devient moins rémunérateur. De nouvelles constructions en cours ont permis d'occuper la plupart des *menuisiers* disponibles; les salaires sont de 10 p. 0/0 inférieurs au taux habituel, on fait 60 heures par semaine; chez une partie des *brossiers*, la durée de la journée est réduite à 6 heures; les *tailleurs de pierre blanche* font 66 heures par semaine. Pas de chômeurs chez les *camionneurs*; durée du travail hebdomadaire, 91 heures.

Morbihan. — Les ouvriers du bâtiment de Lorient ne comptent aucun de leurs membres sans ouvrage; la durée du travail hebdomadaire a été portée à 72 heures.

Ille-et-Vilaine. — A Fougères, chez les ouvriers en *chaussures*, petite reprise du travail, de même chez les ouvriers et ouvrières de l'*habillement*; si le beau temps se maintient, le nombre de chômeurs pourra être sensiblement diminué. A Rennes, les *tailleurs de pierre* estiment à 13 p. 0/0 le nombre de leurs adhérents sans ouvrage; la durée du travail journalier est de 11 heures; les *cochers* comptent 5 p. 0/0 des leurs sans occupation.

A Rennes, le beurre est diminué de 0 fr. 10 par kilogramme.

Maine-et-Loire. — Pas d'ouvrier sans ouvrage signalé chez les *tisserands* de la Tessoulaie, l'amélioration déjà mentionnée continue. A Cholet, durée du travail 66 heures par semaine dans les ateliers de *tissage* et 80 heures environ chez les *tisserands à la main*.

A Angers, les *vanniers* ne signalent pas d'ouvriers inoccupés; la durée du travail journalier a été augmentée d'une heure et portée à 10 heures; les ouvriers *mécaniciens* font 66 heures par semaine, ils estiment à 10 p. 0/0 le nombre de leurs adhérents sans emploi.

Indre-et-Loire. — Les *tanneurs* et *cordonniers* de Tours estiment qu'un tiers des leurs est sans ouvrage; durée du travail hebdomadaire 40 heures. A Châtellerault, 5 p. 0/0 des *tanneurs* restent encore sans emploi, la durée du travail a été portée à 60 et 72 heures suivant les ateliers. A Tours, les *tisseurs en soieries* estiment que la moitié de leurs adhérents sont sans commandes; ils font généralement 66 heures par semaine; une maison occupant une douzaine d'ouvriers vient de fermer; les *peintres* comptent 17 p. 0/0 de leurs adhérents sans ouvrage; durée du travail hebdomadaire 66 heures.

Loir-et-Cher. — Pas de chômeurs signalés chez les *cordonniers* de Blois; durée du travail hebdomadaire de 60 à 70 heures.

Loiret. — A Vieilles-Maisons, les *bûcherons* font 84 heures par semaine, hausse de 5 p. 0/0 sur les salaires de l'an dernier à pareille époque, pas d'ouvriers inoccupés; la durée du travail a été portée à 12 heures par jour chez les *bûcherons* de Trainon; tous les ouvriers travaillent, l'écorçage est en pleine activité. A Orléans, les *maçons* ne comptent aucun de leurs adhérents sans ouvrage.

Eure-et-Loir. — A Châteaudun, légère baisse dans la *typographie*, les ouvriers font encore la même quantité d'heures, soit 10 heures par jour; dans les ateliers de *constructions mécaniques* de la contrée on ne fait plus que 10 heures au lieu de 12.

Orne. — De Flers, on nous annonce la fermeture de 4 *boulangeries* occupant 8 ouvriers; dans cette industrie, la durée du travail journalier atteint 18 heures; travail assez actif dans l'*industrie cotonnière*; deux maisons ayant diminué d'un cinquième les prix de façon de certains articles, il s'en est suivi une baisse dans les autres usines.

Calvados. — A Caen, il n'est pas signalé de *typographes* sans ouvrage; on fait généralement 60 heures par semaine; les *bonnetiers* de Falaise annoncent qu'un quart des ouvriers et ouvrières sont sans ouvrage.

A Falaise, la viande est augmentée de 0 fr. 15 par 1/2 kilogramme.

Eure. — Pas de chômeurs signalés chez les ouvriers *compositeurs* d'Évreux. A la Couture-Boussey, il y a en ce moment une commande très importante dans une fabrique d'instruments de musique; dans la maison qui avait porté la durée du travail à 10 heures, la diminution des commandes fait craindre une nouvelle réduction; dans les autres maisons, la situation est à peu près normale.

Seine-Inférieure. — A Rouen, une nouvelle fabrique de *cotonnades* vient de se fonder, elle emploie 100 ouvriers; dans la région, un certain nombre de métiers sont momentanément arrêtés faute de commandes. Au Havre, les *voiliers* ne travaillent momentanément que trois jours par semaine et les *menuisiers* d'Elbeuf, 60 à 70 heures par semaine. Au Havre, les ouvriers *constructeurs-mécaniciens* estiment à un cinquième le nombre de leurs adhérents sans ouvrage; dans certains ateliers de *fonderie* et de *forge* de la plus importante maison de construction on ne travaille qu'une semaine sur deux.

A Rouen, hausse de 0 fr. 10 sur le pain de 2 kilogrammes; 0 fr. 10 sur le kilogramme de beurre et 0 fr. 05 sur la viande.

Algérie. — A Alger, les *garçons limonadiers-restaurateurs* comptent un cinquième de leurs adhérents non placés. A Oran, augmentation du nombre des *ouvriers sur métaux* sans ouvrage et baisse des salaires par suite de la concurrence de la main-d'œuvre étrangère.

Côtes-du-Nord. — La *pêche côtière* a eu une campagne médiocre. La *grande pêche* a eu une production moyenne.

L'*ostréiculture* a souffert de la température. La *beurrerie* de Saint-Brieuc continue de faire d'importantes opérations. La *minoterie* a une activité satisfaisante.

Les *amendements et engrais marins* sont toujours très recherchés, et leur fabrication constitue dans le pays une industrie très prospère, que l'insuffisance des voies ferrées gêne malheureusement pour l'écoulement de ses produits.

Les *chiffonneries*, *cartonneries*, *papeteries* du département sont prospères. Une papeterie a pourtant fermé à Loc-Maria, dans l'arrondissement de Lannion, laissant 165 ouvriers sans travail.

Les *scieries mécaniques* et les *chantiers de construction navale* ont une grande activité. La *broserie* est prospère.

La *briquetterie* et la *tuilerie* sont dans une situation très satisfaisante. L'*usine des kaolins* de Plémet, dans l'arrondissement de Loudéac, a fermé.

Orne. — *Textiles.* — Les *fabriques de corsets*, de Laigle, ont une vente très active; elles manquent même de main-d'œuvre. Les prix sont toujours bas à cause de la concurrence étrangère et du travail dans les prisons. A Domfront, le *tissage mécanique du coton* perfectionne son outillage et a une vente satisfaisante. Ses prix sont en baisse à cause de la concurrence étrangère et, aussi, de la diminution de prix des filés.

Métaux. — La *fabrication des aiguilles* et *celle des pointes et clous* ont une production et une vente faibles, à Laigle. Les prix sont en baisse et désavantageux, à cause de la concurrence de l'Allemagne et de la cherté de la matière première. La main-d'œuvre fait défaut dans la partie technique de la fabrication. A Tinchebrai, la *quincaillerie* n'est pas prospère, faute d'exportation. Les prix sont très bas.

Bâtiment. — Les travaux ont pris une assez grande importance, à Alençon; les entrepreneurs ont pu occuper des ouvriers étrangers, sans porter préjudice à ceux de la région.

Oran. — La *fabrication des chaussures* est paralysée par l'arrivée des chaussures toutes faites, venant de la France et surtout de l'Autriche. Le chômage est de 40 p. 0/0, les salaires sont très bas. Le travail mécanique est de plus en plus substitué au travail à la main.

La *tonnellerie* décroît depuis que la plantation des vignes diminue et que l'agriculture est mieux outillée. Le chômage est de 20 p. 0/0.

Les *fabriques de crin végétal* sont prospères; personnel espagnol.

L'*industrie des tabacs* prend de l'extension. Les ouvrières espagnoles y prédominent.

Les *tailleurs* ont peu de travail, parce qu'un grand nombre de magasins de confections s'approvisionnent directement dans la métropole.

Les industries du bâtiment sont moins prospères que l'an dernier. On attend la solution de projets d'embellissement de la ville et la création de quartiers neufs; pour le moment, les entrepreneurs réduisent leur personnel.

D'une manière générale, à Oran, l'excès de main-d'œuvre est très considérable à cause des Espagnols et des Marocains qui, par leur résistance à la fatigue, leur activité, leurs faibles exigences au point de vue du salaire, leur exemption des obligations militaires, font à la main-d'œuvre française une concurrence acharnée.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Sucrerie. — Le *Bulletin de statistique* du Ministère des finances vient de publier les résultats définitifs de la campagne 1893-1894. Nous en extrayons quelques-uns des chiffres du tableau suivant nous avons joint, à titre de comparaison, les chiffres relatifs aux campagnes antérieures et quelques chiffres provisoires (au 15 avril) s'appliquant à la dernière campagne.

CAMPAGNES.	QUANTITÉS DE BETTERAVES mises en œuvre. kilogrammes.	NOMBRE DE TRAVAILLEURS.	NOMBRE D'OUVRIERS occupés pendant la période des récoltes.			SALAIRE MOYEN par journée de travail.			QUANTITÉ DE SUCRE obtenue exprimée en sucre raffiné. kilogrammes.
			Hommes.	Femmes.	Enfants.	Hommes.	Femmes.	Enfants.	
1891-92.....	5,628,804,444	368	42,162	4,066	3,158	3 72	1 81	1 58	577,821,391
1892-93.....	5,472,891,699	368	42,556	3,815	2,961	3 66	1 76	1 52	523,366,069
1893-94.....	5,250,192,169	370	43,151	3,871	2,919	3 71	1 79	1 49	514,788,804
1894-95.....	7,137,736,794	397	»	»	»	»	»	»	»

Travaux publics. — Adjudications nouvelles annoncées pour mai :

Paris. — Construction de collecteurs	1.247.000 ¹
Paris. — Construction de bassins filtrants.....	350.400
Paris. — Construction d'un abattoir.....	1.180.200
Paris. — Maçonnerie d'égouts.....	1.253.400
Albi. — Chemin de fer. — Construction de la ligne d'Albi à Saint-Affrique (1 ^{er} lot).....	215.000
Angers. — Reconstruction d'un pensionnat.....	100.400
Arras. — Canal de Neufossé. — Rectification d'un chenal.....	121.000
Aurillac. — Travaux divers (maçonnerie et bâtiments).....	212.400
Aurillac. — Construction d'écoles.....	111.200
Besançon. — Dérèglement d'un rempart et construction d'un mur....	195.000
Carcassonne. — Ligne de Quillan à Rivesaltes (1 ^{er} lot).....	3.300.000
Dunkerque. — Construction d'égouts.....	104.400
Grasse. — Construction de chemins.....	130.000
Landrecies. — Démantèlement de la place.....	135.000
La Roche-sur-Yon. — Chemin de fer. — Construction d'un lot de la ligne de Fontenay-le-Comte à Cholet.....	480.000
Le Mans. — Construction d'un réseau de chemin de fer à voie étroite (1 ^{er} et 2 ^e lots).....	356.000

Le Puy. — Travaux vicinaux.....	215.300 ^f
Limoges. — Construction d'une bibliothèque.....	111.000
Lyon. — Construction d'une école.....	226.200
Mâcon. — Rivière de Saône. — Travaux de dragage.....	450.000
Montbrison. — Travaux de chemins.....	106.000
Nantes. — Construction d'une école.....	165.400
Nice. — Golfe Juan. — Construction d'une jetée et de quais (4 mai).	390.000
Nice. — Constructions sur la route nationale n° 209.....	236.000
Parthenay. — Travaux de chemins.....	101.400
Périgueux. — Ligne de Nontron à Sarlat. — Tabliers et garde-corps..	186.300
Privas. — Travaux de chemins.....	179.600
Reims. — Construction d'une maison de convalescence à l'hôpital..	268.500
Rennes. — Travaux de chemins.....	112.000
Rouen. — Construction d'une digue bétonnée.....	175.000
Saint-Brieuc. — Construction d'un bassin à flot au port de Binic....	205.000
Trélazé. — Construction de bâtiments à la manufacture d'allumettes.	111.500
Batna. — Construction d'un casernement.....	115.000
Constantine. — Construction d'un hôtel de ville.....	800.000

Résultats des adjudications précédentes :

Paris. — Abattoir de la Villette (185.400^f). — Adj. : *couverture et plomberie*, Decroix, 86, rue de Flandre, 42,20; — *chéneaux en fonte*, Deroux, 126, rue du Château-d'Eau, 35,40.

Paris. — Transfèrement du fleuriste de la Mucette (1.050.100^f). — Adj. : *pavage, égouts*, Delalande-Sacristain, 25, rue de la Fédération, 39,10; — *parquetage et menuiserie*, Compagnie générale de construction, à Saint-Denis, 27,50 et 37,20; — *canalisation pour le gaz, couverture, plomberie et fontainerie*, Davelle, 54, rue Roussin, 43,60 et 37,90; — *charpente*, Laureilhe, 196, quai Jemmapes, 35,60; — *terrasse, maçonnerie et carrelage*, Cordier, 26, rue de la Huchette, 36,80; — *serrurerie*, Société des ateliers de Neuilly, 15, rue Royale, à Paris, 38,60.

Paris. — Travaux d'égouts et de fontainerie pour l'ouverture de la rue Réaumur (295.900^f). — Adj. : Association d'ouvriers paveurs, 131, boulevard Bessières, 18; Mesnard, rue Croix-Nivert, 18; Roche, 94, boulevard de Courcelles, 17,10.

Paris. — Ecole coloniale. — Construction de bâtiments (387.900^f). Adj. : *terrasse, maçonnerie et carrelage*, Raguche, 225, rue d'Alésia, 30,15; *serrurerie, quincaillerie et charpentes en fer*, Baudet, 141, rue Saussure, 38; — *charpente en bois et escaliers*, Laureilhe, 196, quai Jemmapes, 31,40.

Belfort. — Construction d'un hôpital (558.900^f). — Adj. : *terrassement et maçonnerie*, Paronelli, 8; — *charpente et grosse serrurerie*, Daxlar, 14; — *couverture et plomberie*, Fanyelais, 2; — *menuiserie et parquets*, Meugnot, 13; — *peinture et vitrerie*, Lenoir, à Nancy, 31.

Boulogne-sur-Seine. — Construction d'un bâtiment pour tirage au sort, revision, fêtes, etc. (9 avril) (171.900^f). — Adj. : *terrasse et maçonnerie*, Chapelle, 1, rue Louis-David, à Paris, 28,60; — *menuiserie*, Mançaux, à Issy, 33,60; — *charpente*, Laforge, 19, rue Paul-Long à Paris, 34,15; *couverture et plomberie*, Morin, 47,25; — *serrurerie*, Arnault, 19, boulevard Saint-Jacques, à Paris, 30,55; — *peinture et vitrerie*, Boulaïne, 17, rue Lamandé, Paris, 50,10; — *marbrerie et fumisterie*, Tappa, 37,55.

Chambéry. — Construction de chemins de grande communication, d'intérêt commun et chemins vicinaux ordinaires (6 avril). — 17 lots. — (324.000^f). — Adj. : Joseph Fontana, 22; Antoniotti, 14; Pinorini, 21 et 19, Bernasconi, 11; Jacques Fontana, à Frontenex, 12 et 19; Bouttaz, à Fontcouverte, 15; Tosi, à Saint-Jean-de-Maurienne, 5; Samuel Grange, à Saint-Jean-de-Maurienne, 29; Camille Grange, à la Biolle, 21; Jean Basso, à Moutiers, 20 et 8; Louis Basso, à Bourg-Saint-Maurice, 27; Duc, à Brides-les-Bains, 7; Montant, à Montmélian, 21; Sogno, à Montmélian, 18.

Clermont-Ferrand. — Travaux de chemins vicinaux (149.700^f). — Adj. : Lamadou, à Chambesson, 10; Chabrilat, à Gerzat, 0; Dérobert, à Murat (Cantal), 27; Rivet, à Châteldon, 5; Fradet, à Montaigut-le-Blanc, 22.

La Ferté-Macé (Orne). — Achèvement de l'église (9 avril) (130.000^f). — Adj. : Appert, à Flers, 7.

La Ferté-sous-Jouarre (Seine-et-Marne). — Établissement d'une distribution d'eau (10 avril) (197.000^f). — Adj. : *réservoirs et prises d'eau*, Madrauge, à Neuilly-Saint-Front (Aisne), 18; — *filtres et bâtiments des machines*, Laumont, à Yvetot (Seine-Inférieure), 20; — *canalisation et fontainerie*, Gibault, 68 et 70, avenue Philippe-Auguste, à Paris, 31.

Lyon. — Construction d'un groupe scolaire (224.500^f). — Adj. : *terrassement, maçonnerie, pierre de taille*, Brousses, 22,23; — *charpente*, Association coopérative des ouvriers charpentiers, 26,46; — *menuiserie*, Pouin, 10; — *serrurerie*, Cuaz, à Irigny, 32,26; — *zinguerie, plomberie*, Guichard, 14; — *plâtrerie, peinture et vitrerie*, Vellisson, 12,56; — *travaux en ciment*, 39.

Mende. — Travaux de chemins (164.700^f). — Adj. : Perségo, à la Roque-Sainte-Marquerite (Aveyron), 33; Chas, à Pont-de-Montvert, 29; Laure, à Saint-Privat-de-Vallongue, 29; Pic, à Bousses, 23; Philip, à Saint-Étienne-du-Valdouniez, 18; Plautevit, à Saint-Privat-de-Vallongue, 13; Pagès, à Langogne, 26; Malet, à Saint-Alban, 33; Roux, à Serverette, 32; Derrouch, à Monastier, 22.

Montauban. — Chemin de fer de Castelsarrazin à Beaumont-en-Lomagne. — Fondation à l'air comprimé d'un pont et de deux viaducs (520.000^f). — Adj. : Richard, à Lyon.

Toulon. — Construction d'écoles (28 mars) (102.000^f). — Adj. : *terrassements, maçonnerie, couverture et pavage*, Louis Imbert, à la Londe, 19; — *charpente et menuiserie*, J. Fabre, 12; — *serrurerie, ferronnerie et fonte*, Pépino, à Derrière-l'Église (Lot), 27,50; — *zinguerie et plomberie*, Tassara, 26; — *peinture, vitrerie et papiers de tenture*, Meyerball, 31.

Compagnie des chemins de fer de l'Ouest. — Agrandissement de la gare de Mantes (250.000^f). — Adj. : Coville, à Pontoise.

Compagnie des chemins de fer départementaux, réseau de la Charente-Inférieure. — 1^o Exécution de deux tronçons de ligne aux abords de Saint-Jean-d'Angély (300.000^f). — Adj. : Villetel, à Bordeaux; 2^o ligne de Saint-Jean-d'Angély à Civray : terrassements et ouvrages d'art. — Adj. : Lissarague, à Puy-Imbert-Limoges.

Préfecture de la Seine. — Autorisations de bâtir. — Du 1^{er} au 31 avril, il a été déposé 167 demandes en autorisation de bâtir, dont 86 pour des constructions neuves. Pendant le mois d'avril 1894, le nombre des demandes avait été de 179 dont 94 pour des constructions neuves.

Transports. — Le tonnage des embarquements sur les canaux et rivières, pendant le mois de février, a atteint 408.502 tonnes; il était de 1.803.226 pendant le mois correspondant de l'an dernier, soit une diminution de 78 p. 0/0, due à l'obstruction, par les glaces, de la plupart des voies navigables.

Récettes des compagnies de transports du 1^{er} janvier au 32 avril :

	1895.	1894.
Compagnies des chemins de fer d'intérêt général ..	328.053.000 ^f	333.525.000 ^f
Compagnie des omnibus de Paris	12.203.580	12.668.580
Compagnie des petites voitures à Paris, au 15 avril.	5.427.380	5.870.360

Tribunal de commerce de la Seine. — Nombre de faillites et de liquidations judiciaires :

	Mois d'avril.		Du 1 ^{er} janvier au 30 avril	
	1895.	1894.	1895.	1894.
Faillites	119	133	501	468
Liquidations judiciaires	15	22	69	103
Conversions de liquidations en faillites ..	5	5	15	25

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations, pendant les 4 premiers mois de l'année 1895.

	1895.	1894.
	francs.	francs.
IMPORTATIONS.		
Objets d'alimentation.....	309.441.000	446.074.000
Matières nécessaires à l'industrie.....	728.359.000	833.605.000
Objets fabriqués.....	172.687.000	186.359.000
TOTAL.....	1,210.487.000	1.466.038.000
EXPORTATIONS.		
Objets d'alimentation.....	178.778.000	206.742.000
Matières nécessaires à l'industrie.....	273.134.000	229.114.000
Objets fabriqués.....	594.749.000	542.161.000
Colis postaux.....	40.458.000	30.290.000
TOTAL.....	1,087.119.000	1,008.307.000

PLACEMENT GRATUIT.

Pendant le 1^{er} trimestre 1895, la Bourse du travail de Rennes a reçu 545 demandes, 250 offres et effectué 216 placements à demeure et 25 en extra.

ÉTAT DES PLACEMENTS EFFECTUÉS PAR LES OFFICES DE PLACEMENT GRATUIT.
(RENSEIGNEMENTS PARVENUS AU 1^{er} MAI.)

A. — BUREAUX MUNICIPAUX.

B. — BOURSES DE TRAVAIL.

LOCALITÉS.	NOMBRE DES				LOCALITÉS.	NOMBRE DES			
	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués			DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués	
			à demeure	en extra.				à demeure	en extra.
MARS 1895.					MARS 1895.				
Paris (1 ^{er} arr ^t)..	259	167	164	"	Angers.....	192	77	74	36
— (II ^e —)..	559	494	452	24	Besançon.....	112	39	13	"
— (v ^e —)..	82	79	51	"	Bordeaux (indé- pendante)...	73	72	15	57
— (xiv ^e —)..	"	123	80	13	Cholet.....	105	79	74	2
— (xv ^e —)..	382	204	112	81	Saint-Etienne..	147	91	73	"
— (xix ^e —)..	182	155	40	67	Saumur.....	31	22	5	6
— (xx ^e —)..	156	70	48	4	Toulon.....	31	17	17	"
Nancy.....	139	42	32	"					
Lille.....	91	4	"	"					
Joigny.....	1	"	"	"					
AVRIL 1895.					AVRIL 1895.				
Paris (vi ^e arr ^t)..	450	203	140	621	Bordeaux (mu- nicipale)...	371	168	163	"
— (ix ^e arr ^t)..	89	86	63	"	Lyon.....	688	404	370	"
— (xvii ^e ar ^t)..	236	139	76	3	Perpignan.....	29	11	10	1
Levallois-Perret.	167	126	95	9	Saint-Nazaire...	147	101	66	19
Brest.....	9	3	3	"	Saumur.....	28	11	3	12
Saint-Nazaire...	29	9	2	"	Tours.....	185	69	63	1
Sens.....	10	23	3	1					

C. — SOCIÉTÉS D'ASSISTANCE PAR LE TRAVAIL.

DÉSIGNATION.	DEMANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS.
Paris (Société d'assistance par le travail du 11 ^e arrondissement).	"	"	27

D. — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS ET SYNDICATS PROFESSIONNELS (EN DEHORS DES BOURSES DE TRAVAIL DÉSIGNÉES CI-DESSUS) FÉVRIER 1895.

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Aude.....	Narbonne.....	Tonneliers.....	4	"	1	"
Bouches-du-Rhône.....	Marseille.....	Typographes.....	4	5	1	"
Idem.....	Idem.....	Chauffeurs-conducteurs.....	1	"	3	"
Idem.....	Idem.....	Forgerons.....	3	"	2	"
Charente-Inférieure.....	Rochefort.....	Boulangers.....	"	"	11	"
Idem.....	Idem.....	Tailleurs d'habits.....	"	6	"	"
Corrèze.....	Brive.....	Typographes.....	8	"	1	"
Garonne (Haute).....	Toulouse.....	Ebénistes.....	1	"	"	"
Gironde.....	Bordeaux.....	Jardiniers.....	9	"	9	"
Idem.....	Idem.....	Boulangers.....	"	"	17	17
Idem.....	Idem.....	Compagnons boulangers.....	25	5	1	15
Idem.....	Idem.....	Teinturiers.....	2	"	2	"
Idem.....	Idem.....	Ajusteurs-monteurs.....	"	"	2	"
Idem.....	Idem.....	Garçons de café.....	"	"	5	43
Hérault.....	Montpellier.....	Tonneliers.....	12	11	11	"
Isère.....	Grenoble.....	Typographes.....	11	"	5	"
Loire-Inférieure.....	Nantes.....	Cuisiniers.....	"	"	10	"
Idem.....	Idem.....	Ménisiers.....	"	"	1	"
Maine-et-Loire.....	Angers.....	Vanniers.....	2	"	2	"
Idem.....	Idem.....	Mécaniciens.....	10	2	2	"
Nord.....	Lille.....	Lithographes.....	"	"	3	"
Idem.....	Roubaix.....	Tisserands.....	3	"	3	"
Pyrénées (Basses).....	Bayonne.....	Bouchers.....	3	"	1	"
Rhône.....	Lyon.....	Chauffeurs-mécaniciens.....	2	"	2	"
Idem.....	Idem.....	Garçons de café.....	120	37	29	133
Savoie.....	Chambéry.....	Travailleurs du livre.....	2	"	1	"
Seine.....	Boulogne.....	Chauffeurs-mécaniciens.....	4	1	1	"
Idem.....	Paris.....	Boulangers.....	"	10	12	"
Idem.....	Idem.....	Charcutiers.....	485	356	331	6
Idem.....	Idem.....	Garniers.....	"	1	1	"
Idem.....	Idem.....	Ouvriers de la brochure.....	10	"	6	"
Idem.....	Idem.....	Vernisseurs en meubles.....	1	2	1	"
Idem.....	Idem.....	Scieurs, découpeurs à la mécanique.....	"	"	6	"
Idem.....	Idem.....	Charçons.....	30	"	30	"
Idem.....	Idem.....	Fumistes.....	"	10	10	"
Idem.....	Idem.....	Biscuteurs-polisseurs.....	6	"	6	"
Idem.....	Idem.....	Instruments de précision.....	60	"	20	"
Idem.....	Idem.....	Cochers.....	150	"	150	"
Idem.....	Idem.....	Bouchers.....	"	"	125	"
Idem.....	Idem.....	Comptables.....	4	1	1	"
Idem.....	Idem.....	Geus de maison.....	91	"	20	8
Idem.....	Idem.....	Maréchaux ferrants.....	12	45	"	15
Idem.....	Idem.....	Infirmiers gardes-malades.....	10	"	48	"
Idem.....	Idem.....	Elèves en pharmacie.....	58	"	10	10
Alger.....	Alger.....	Garçons limonadiers.....	6	"	6	"

ASSISTANCE.

Département de la Seine.

ASILES DE NUIT.

OEUVRES.	HOMMES		FEMMES.	ENFANTS.	NOMBRE DE NUITS passées.
	de moins de 60 ans.	de plus de 60 ans			
MOIS D'AVRIL.					
Hospitalité de nuit (rue de Tocqueville).....	6.519	1.601	289	310	21.383
Asile de la rue Mouffetard.	301	14	"	"	1.089
Société philanthropique (rue de Crimée).....	"	"	187	17	1.027
— (rue Labat).....	"	"	358	23	1.479
— (rue Saint-Jacques).....	"	"	446	94	2.006
— (avenue du Maine).....	"	"	36	38	550

Mont-de-Piété de Paris. — Situation des magasins au 30 avril 1895.

GAGES CORPORELS.			ARTICLES.	SOMMES.
			nombre.	francs.
Il y avait en magasin, le 31 mars 1895, au soir.....			1.729.104	46.338.423
ENTRÉE.				
Par engagements effectifs.....	101.089	2.225.145	158.388	4.295.007
Par renouvellements.....	57.229	1.669.862		
TOTAL.....			1.887.492	50.633.430
SORTIE.				
Par dégagements effectifs.....	93.570	2.382.846	165.296	4.289.768
Par renouvellements.....	57.299	1.669.862		
Par ventes.....	14.427	237.060		
RESTE en magasin, le 30 avril 1895.....			1.722.196	46.343.662
Restait en magasin, le 30 avril 1891.....			1.962.514	49.109.320
— le 30 avril 1892.....			1.979.596	51.420.337
— le 30 avril 1893.....			1.885.584	50.818.524
— le 30 avril 1894.....			1.819.554	49.470.105
Intérêts des emprunts : à 1 an, 3 p. o/o; à 9 mois, 2 1/2 p. o/o; à 6 mois, 2 p. o/o; à 3 mois, 1 1/2 p. o/o.				

MOUVEMENT SYNDICAL.

[Direction de la prévoyance et de l'assurance sociales. — Bureau des syndicats professionnels.]

Pendant le mois d'avril 1895, le Ministère du commerce a été avisé des modifications suivantes dans la situation des syndicats professionnels :

A. — CRÉATION DE SYNDICATS ET D'UNIONS DE SYNDICATS.

[La date entre parenthèses est celle de la création du syndicat.]

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Côte-d'Or [14 mars 1895]. — Syndicat des agents généraux des compagnies françaises d'assurances contre l'incendie à primes fixes de l'arrondissement de Beaune. Siège social : Beaune.

Finistère [février 1895]. — Syndicat des courtiers et représentants de commerce du département du Finistère. Siège social : 52, rue d'Aiguillon, à Brest.

Garonne (Haute-) [13 janvier 1895]. — Syndicat de la boucherie de Saint-Gaudens et de l'arrondissement. Siège social : rue Sainte-Marthe, à Saint-Gaudens.

Loire [5 mars 1895]. — Chambre syndicale du papier peint de la Loire. Siège social : café des Négociants, place de l'Hôtel-de-ville, à Saint-Etienne.

Lot-et-Garonne [3 mars 1895]. — Chambre syndicale des patrons boulangers d'Agen. Siège social : café Américain, place du 14 juillet, à Agen.

Manche [10 février 1895]. — Syndicat des vins et spiritueux en gros des arrondissements de Cherbourg et de Valognes. Siège social : 26, quai de Coligny, à Cherbourg.

[12 février 1895]. — Syndicat des entrepositaires de vins et spiritueux de l'arrondissement de Saint-Lô. Siège social : 7, rue des Halles, à Saint-Lô.

Savoie (Haute) [27 mars 1895]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de travaux de bâtiment de la ville d'Annecy et de son arrondissement. Siège social : Annecy.

Seine [26 janvier 1895]. — Chambre syndicale de la métallurgie. Siège social : 3, rue de Lutèce, à Paris.

[1895]. — Chambre syndicale des sculpteurs-décorateurs. Siège social : rue de Lancry, à Paris.

[]. — Union syndicale des compagnies d'assurances à primes fixes de toute nature. Siège social : 44, rue de Châteaudun, à Paris.

Vaucluse [18 mars 1895]. — Syndicat des patrons boulangers du canton de Cavaillon. Siège social : café de l'Univers, à Cavaillon.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Alpes-Maritimes [19 février 1895]. — Syndicat des ouvriers ferblantiers, plombiers, zingueurs de la ville de Grasse. Siège social : avenue Thiers, bar de la Foux, Grasse.

Aube [28 janvier 1895]. — Chambre syndicale des ouvriers boulangers du département de l'Aube. Siège social : 40, rue Thiers, à Troyes.

Cher [20 janvier 1895]. — Syndicat des bûcherons du Cher et travaux similaires de la commune de Gardefort. Siège social : Gardefort.

Gironde [3 février 1895]. — Syndicat des coupeurs en chaussures de la ville de Bordeaux. Siège social : Bourse municipale du travail, à Bordeaux.

Isère [25 mars 1894]. — Chambre syndicale des chauffeurs-mécaniciens de Grenoble et des environs. Siège social : Bourse du travail, à Grenoble.

Oise [25 février 1895]. — Chambre syndicale des ouvriers fileurs et tisseurs de Beauvais. Siège social : chez M. Bastard, place de l'Hôtel-de-ville, à Beauvais.

Rhône [avril 1895]. — Chambre syndicale des ouvriers typographes. Siège social : Bourse du travail, à Lyon.

Seine [février 1895]. — Syndicat de la photographie. Siège social : 117, boulevard Saint-Germain, à Paris.

[19 mars 1895]. — Syndicat des ouvriers bijoutiers en porte-mousquetons et anneaux à ressort. Siège social : 32, rue du Temple, à Paris.

[mars 1895]. — Chambre syndicale des ouvriers carriers et plâtriers du département. Siège social : rue de Paris, à Châtillon-sous-Bagneux.

[24 mars 1895]. — Chambre syndicale des employés des tramways de Paris et du département de la Seine. Siège social : rue Trézel, à Levallois-Perret.

3° SYNDICATS MIXTES.

Doubs [12 février 1895]. — Syndicat de l'Aiguille (association professionnelle mixte de patronnes, employées et ouvrières de l'habillement, métiers similaires et professions connexes. Siège social : 7, rue Saint-Vincent, à Besançon.

Seine [janvier 1895]. — Syndicat des coureurs vélocipédistes. Siège social : 80, avenue de la Grande-Armée, à Paris.

[1895]. — Syndicat professionnel mixte «l'Avenir des patrons et employés restaurateurs-limonadiers de Paris et du département de la Seine». Siège social : 46, rue Tiquetonne, à Paris.

[1895]. — Syndicat professionnel des journalistes et écrivains français (corporation des publicistes chrétiens). Siège social : 262, boulevard Saint-Germain, à Paris.

4° SYNDICATS AGRICOLES.

Bouches-du-Rhône [9 mars 1895]. — Syndicat agricole de Coudoux. Siège social : hameau de Coudoux, commune de Vantabres.

Doubs [13 janvier 1895]. — Syndicat agricole d'Arc-et-Senaus. Siège social : mairie d'Arc-et-Senaus.

Gers [10 mars 1895]. — Syndicat agricole de Solomiac. Siège social : Solomiac.

Indre-et-Loire [17 mars 1895]. — Syndicat agricole et viticole de Savonnières. Siège social : Savonnières.

Isère [4 mars 1895]. — Syndicat des agriculteurs de Saint-Geoirs. Siège social : Saint-Geoirs.

[24 mars 1895]. — Syndicat agricole de Sinard et Avignonnet. Siège social : Sinard.

Loire [14 janvier 1895]. — Syndicat des agriculteurs de Saint-Michel. Siège social : bourg de Saint-Michel.

Loire-Inférieure [3 mars 1895]. — Syndicat des horticulteurs de Nantes et de la Loire-Inférieure. Siège social : 34, rue de la Fosse, à Nantes.

Pas-de-Calais [19 janvier 1895]. — Syndicat agricole de l'arrondissement d'Arras. Siège social : 6, place des États, à Arras.

Seine-et-Oise [15 janvier 1895]. — Syndicat de la commune de Montigny-les-Corneilles. Siège social : Montigny-les-Corneilles.

Vaucluse [20 février 1895]. — Syndicat agricole du Ventoux. Siège social : Bédoin, quartier des Aubertes.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

[La date entre parenthèses est celle de la création du syndicat. La date de la dissolution n'est pas donnée parce que l'inactivité d'un syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.]

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Ain. — Chambre syndicale des fabricants de peignes de la ville d'Oyonnax [1889]. Siège social : Oyonnax.

Syndicat d'épicerie de Miribel [1891]. Siège social : Miribel.

Chambre syndicale des maîtres-coiffeurs de la ville de Bourg [1892]. Siège social : 6, faubourg de Brou, à Bourg.

Aude. — Syndicat des typographes de Carcassonne [1892]. Siège social : rue de la Mairie, 47, à Carcassonne.

Bouches-du-Rhône. — Syndicat professionnel « des Amis des Arts » de Marseille (professeurs, maîtres et prévôts d'escrime, de canne, de bâton, de boxe, de danse et de chausson) [1887]. Siège social : 56^a, rue de l'Évêché, à Marseille.

Chambre syndicale des courtiers agréés par la caisse de la liquidation des affaires en marchandises de Marseille [1888]. Siège social : palais de la Bourse, à Marseille.

Syndicat des marchands bouchers chevillards de Marseille [1894]. Siège social : 54, allées de Meilhan, Marseille.

Syndicat des tripiers de Marseille [1892]. Siège social : 4, rue Pavillon, à Marseille.

Corse. — Chambre syndicale ajaccienne [1893]. Siège social : Ajaccio.

Côte-d'Or. — Syndicat des fabricants d'huile des régions de l'Est et du Centre [1889]. Siège social : café Bossuet, rue Bossuet, à Dijon.

Doubs. — Union syndicale des limonadiers-restaurateurs et hôteliers de la ville de Besançon et la banlieue [1893]. Siège social : café du Globe, rue des Chambrettes, à Besançon.

Doubs. — Chambre syndicale des marchands de charbon de Besançon [1893]. Siège social : rue d'Alsace, 6, à Besançon.

Finistère. — Syndicat central du commerce en gros des liquides du département du Finistère [1886]. Siège social : 26, Grande-Rue, à Brest.

Chambre syndicale de la meunerie du Finistère [1890]. Siège social : rue Mesclouguen, Quimper.

Syndicat médico-pharmaceutique de l'arrondissement de Quimper [1887]. Siège social : Quimperlé.

Nièvre. — Syndicat des buandiers de la Nièvre [1892]. Siège social : café Nivernais, place Massé, à Nevers.

Syndicat de la presse nivernaise [1891]. Siège social : 32, rue du 14 Juillet, à Nevers.

Nord. — Syndicat des patrons coiffeurs de Roubaix [1891]. Siège social : rue Pierre-Motte, à Roubaix.

Seine-et-Marne. — Chambre syndicale de la boulangerie de Melun et de l'arrondissement [1895]. Siège social : 25, boulevard Gambetta, à Melun.

2^e SYNDICATS OUVRIERS.

Ain. — Syndicat du tissage mécanique [1891]. Siège social : maison Barguet, 163, Grande-Rue, à Saint-Rambert-en-Bugey.

Société des ouvriers en métallurgie de la ville de Bourg [1889]. Siège social : faubourg de Bron, 36, à Bourg.

Aude. — Chambre syndicale des ouvriers charretiers de la ville de Narbonne [1893]. Siège social : avenue des Pyrénées, 33, à Narbonne.

Chambre syndicale des ouvriers cordonniers de Limoux [1893]. Siège social : rue Grammatique, salle de l'Alcazar, à Limoux.

Syndicat professionnel des ouvriers chapeliers de la ville de Limoux [1891]. Siège social : rue Bladerie, 11, à Limoux.

Bouches-du-Rhône. — Chambre syndicale des ouvriers en chaussures de Châteaurenard [1893]. Siège social : mairie de Châteaurenard.

Chambre syndicale des ouvriers corroyeurs, chevriers, maroquiniers de la ville de Marseille [1887]. Siège social : Bourse du travail, à Marseille.

Syndicat des ouvriers des constructions navales [1893]. Siège social : boulevard de la Tasse, à la Ciotat.

Syndicat des employés confectionneurs, tailleurs et parties similaires de Marseille [1893]. Siège social : Bourse du travail, à Marseille.

Chambre syndicale des ouvriers serruriers de la commune de Marseille [1893]. Siège social : Bourse du travail, à Marseille.

Chambre syndicale des ouvriers de la bêche de Marseille [1893]. Siège social : Bourse du travail, à Marseille.

« La Marseillaise » Syndicat de voyageurs et de représentants de commerce [1893]. Siège social : Bourse du travail, à Marseille.

Syndicat des ouvriers français libérés des ports de Marseille [1893]. Siège social : 224, boulevard National, à Marseille.

Union syndicale des travailleurs en chaux et ciments de la commune de Roquefort et parties similaires [1894]. Siège social : café Michel-Blaise, à la Badaule.

Côte-d'Or. — Syndicat des bûcherons, travaux similaires et terrassiers de Saint-Nicolas-les-Cîteaux [1893].

Chambre syndicale des ouvriers tailleurs de pierre, maçons, marbriers et carriers [1887]. Siège social : Bourse du travail, à Dijon.

Syndicat du bâtiment et corporations réunies de la ville de Beaune [1895]. Siège social : rue de Lorraine, 73, à Beaune.

Chambre syndicale des ouvriers bûcherons et professions similaires de la commune de Francheville et des environs [1893]. Siège social, à Francheville.

Doubs. — Chambre syndicale des garçons limonadiers, maître d'hôtel, garçons restaurateurs d'hôtel, d'office et assimilés [1893]. Siège social : 10, rue Mégerant, à Besançon.

Chambre syndicale des ouvriers en cadrans [1882]. Siège social : à Besançon.

Syndicat des ouvriers en cuirs de Besançon [1893]. Siège social : 3, rue des Chambrettes, à Besançon.

Chambre syndicale des musiciens civils de Besançon [1893]. Siège social : rue des Chambrettes, 10, à Besançon.

Indre-et-Loire. — Chambre syndicale professionnelle des ouvriers et employés des chemins de fer de l'agglomération de Tours et de la banlieue [1890].

Chambre syndicale des ouvriers bouchers et similaires de la ville de Tours [1893]. Siège social : Bourse du travail, à Tours.

Chambre syndicale des ouvriers fondeurs, ajusteurs, forgerons de la ville d'Amboise. Siège social : rue de Blois, à Amboise.

Loiret. — Chambre syndicale des ouvriers bûcherons et travaux similaires du canton d'Ouzouer-sur-Loire (section des Bordes) [1892]. Siège social : Les Bordes.

Maine-et-Loire. — Chambre syndicale des ouvriers en parapluies et poseurs de ressorts [1882]. Siège social : Bourse du travail, à Angers.

Nièvre. — Syndicat des ouvriers mineurs à plâtre du département de la Nièvre [1893]. Siège social : Sougy.

Syndicat de la Croix-Rouge (ouvriers bûcherons, agricoles et travaux similaires) [1893]. Siège social : Cercy-la-Tour.

Nord. — Syndicat des fileurs et rattacheurs de laine et coton de Roubaix [1880]. Siège social : 167, rue de l'Alma, à Roubaix.

Chambre syndicale des ouvriers ferblantiers-zingueurs et plombiers de la ville de Roubaix [1890]. Siège social : au Chinois, place Verte, à Roubaix.

Seine-et-Marne. — Chambre syndicale des ouvriers en cordonnerie de la ville de Melun [1891]. Siège social : Hôtel-de-ville, à Melun.

Seine. — Chambre syndicale des ouvriers boulangers dits : viennois [1887]. Siège social : rue Montmartre, 55, à Paris.

3° SYNDICATS MIXTES.

Aude. — Syndicat mixte de patronnes et ouvrières en habillement, métiers similaires et professions connexes [1888]. Siège social : rue Saint-Michel, 27 bis, à Carcassonne.

Bouches-du-Rhône. — « L'Alliance maritime ». Syndicat des navigateurs [1892]. Siège social : rue Beauveau, 7, à Marseille.

Doubs. — Syndicat des patrons et ouvriers du bâtiment de la ville de Besançon [1891]. Siège social : salle Saint-Joseph, rue Rouchaux, Besançon.

Nièvre. — Syndicat de la fabrication et du commerce des poteries de grès des cantons de Saint-Amand et de Cosne [1892]. Siège social : Saint-Amand.

4° SYNDICATS AGRICOLES.

Ain. — Syndicat des agriculteurs de Bressolles [1888]. Siège social : Bressolles.

Syndicat agricole de Méziérat [1888]. Siège social : Méziérat.

Bouches-du-Rhône. — Syndicat agricole de Charleval [1892]. Siège social : Charleval.

Chambre syndicale des ouvriers agriculteurs et propriétaires de Mallemort [1888]. Siège social : cercle Saint-Joseph, à Mallemort.

Corse. — Syndicat des producteurs de cédrats de la région de Cargèse [1890]. Siège social : Cargèse.

LES GRÈVES EN AVRIL 1895.

57 grèves ont été déclarées en avril dernier. On en avait compté 60 en avril 1894 et 112 en avril 1893.

Les 57 grèves d'avril 1895, qui affectent 111 établissements, se répartissent par professions de la manière suivante :

Textiles.....	17	Transports.....	3
Bâtiment.....	14	Papeterie.....	2
Métaux.....	7	Typographie.....	1
Carriers.....	4	Comptables.....	1
Cuirs et peaux.....	3	Porcelainiers.....	1
Industrie du bois.....	3	Marbriers.....	1

Pour 5 grèves, le nombre des grévistes n'est pas encore connu. Les 52 autres grèves englobent 10.505 grévistes, parmi lesquels 5.243, environ la moitié, appartiennent à l'industrie des transports. Les industries du bâtiment ont compté 1.943 grévistes; les industries textiles, 1.330; les marbriers, 700; les carriers, 410; les industries du bois, 210; les industries métallurgiques, 250; enfin 419 grévistes appartiennent aux autres professions.

Comme toujours, les causes de grève ont été très diverses. Il y a lieu de remarquer cependant que plus de la moitié des grèves, exactement 29, ont eu pour but l'augmentation des salaires. Les réductions de salaires ont, d'autre part, provoqué 8 grèves, et 3 grèves ont eu pour objet d'obtenir le renvoi d'ouvriers étrangers.

Sur les 57 grèves commencées en avril, 15 n'étaient pas terminées le 1^{er} mai; les 42 autres ont abouti à 12 réussites, 14 transactions et 16 échecs. Si, d'autre part, l'on tient compte de 3 grèves anciennes terminées en avril, les résultats de ce mois accusent 14 réussites, 15 transactions et 16 échecs, pour un ensemble de 37 grèves qui ont duré : une, 78 jours; une, 23 jours; une, 21 jours; une 18 jours; une, 17 jours; une 15 jours; une, 14 jours; une, 12 jours; une, 11 jours; une, 8 jours; deux, 7 jours; trois, 6 jours; une, 5 jours; neuf, 4 jours; trois, 3 jours; sept, 2 jours; huit, 1 jour et deux moins d'une journée.

En résumé, bien qu'il y eût encore au 1^{er} mai 11 grèves en cours, les faits constatés pendant le mois d'avril n'ont pas modifié la situation de l'année 1895, qui reste assez bonne par rapport à la situation des deux années précédentes. Ainsi, pendant les quatre premiers mois de 1893, on avait compté 281 grèves et 60.224 grévistes, pendant la même période de 1894, le nombre des grèves est tombé à 152 grèves et celui des grévistes à 22.687; et pendant les quatre premiers mois de cette année on n'a constaté que 117 grèves avec 16.193 grévistes.

DATES		DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	* NOMBRE	
du commence- ment.	de la fin.				d'établissements.	de grévistes.
1	2				6	7
1895.	1895.					
14 janvier..	2 avril...	Ardennes.....	Nouzon.....	Ferrouniets.....	1	40
	20 mars..				8	25
	25 mars..				14	30
18 mars..	4 avril...	Indre.....	Châteauroux.....	Ouvriers du bâtiment.	12	39
	10 avril..			1° Couvresseurs... 2° Plâtriers... 3° Peintres... 4° Charpentiers... 5° Maçons...	11	35
	25 mars..				20	160
22 mars..	.....	Gironde.....	Bordeaux.....	Verriers.....	1	34
28 mars..	2 mai....	Seine.....	Pantin-Aubervilliers	Allumettiers.....	2	(1) 680

GRÈVES NON TERMINÉES

GRÈVES COMMENCÉES

1 ^{er} avril...	8 avril...	Loire.....	Rive-de-Gier.....	Moulinage de soie.....	1	64
1 ^{er} avril...	16 avril..	Haute-Vienne...	Limoges.....	Peintres en bâtiment...	13	70
1 ^{er} avril...	5 avril....	Meuse.....	Euville.....	Carriers.....	2	250
1 ^{er} avril...	3 avril....	Vaucluse.....	Apt.....	Maçons.....	8	19
4 avril....	7 avril...	Loire.....	Saint-Étienne...	Dévidage de soie.....	1	19
4 avril....	9 avril....	Seine.....	Aubervilliers.....	Apprêteurs et vernisseurs en peaux.	1	10
4 avril....	8 avril...	Gard.....	Sumène.....	Fileuses de cocons.....	1	130
5 avril....	.....	Loire-Inférieure..	Nantes.....	Grillageurs.....	3	11
5 avril....	16 avril..	Indre.....	Châteauroux-Déols	Métallurgistes.....	3	71
6 avril....	12 avril..	Nord.....	Commines.....	Ruhaniers.....	1	(2) 230
6 avril....	9 avril...	Nord.....	Fourmies.....	Tisseurs et tisseuses.....	1	155
8 avril....	10 avril..	Maine-et-Loire...	Trélazé.....	Ardoisiers.....	1	93
8 avril....	9 avril...	Aube.....	Trainel.....	Bonneteries.....	1	35
8 avril....	9 avril....	Drôme.....	Beausemblant...	Terrassiers.....	1	30
8 avril....	20 avril..	Orne.....	Laigle.....	Peintres en bâtiment...	4	12
8 avril....	10 avril..	Seine.....	Paris.....	Brocheuses.....	1	25
9 avril....	9 avril....	Nord.....	Roubaix.....	Tisseurs.....	1	175
(1 heure.)	(3 heures).					
12 avril..	13 avril..	Nord.....	Halluin.....	Tisseurs.....	1	27

(1) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas encore été signalée à l'Office du travail.

CAUSES DE LA GRÈVE OU DEMANDES DES GRÉVISTES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
8	9	10

AU 1^{er} AVRIL 1895 (A).

Augmentation de salaires.....	Transaction. Réussite.	(1) Les ouvriers des manufactures de Marseille, Bègles, Trélazé, Saintines ont fait cause commune avec leurs camarades de Pantin-Aubervilliers. Le nombre des grévistes s'est ainsi trouvé porté à 1.900 environ.
Augmentation de salaires et diminution du temps du travail.....	Transaction. Réussite.	
	Transaction. Transaction.	
Augmentation de salaires.....	.....	
Réduction de salaires.....	Échec (2).	(2) Le travail a repris également en province.

EN AVRIL 1895.

Demande d'augmentation de salaire pour une heure supplémentaire (1).	Échec.	(1) Le patron offrait 0 fr. 10 pour la onzième heure, les ouvrières en voulaient 0 fr. 15.
Augmentation de salaires.....	Transaction.	
Demande de renvoi d'ouvriers étrangers.....	Réussite.	(2) Les ouvriers de 3 établissements similaires de la région ont cessé le travail par solidarité. La grève a alors atteint 4 établissements et le nombre des grévistes s'est trouvé porté à 590.
Augmentation de salaires et diminution de la durée de travail.	Transaction.	
Réduction de salaires.....	Transaction.	
Demande de limitation de la production pour le travail aux pièces.	Réussite.	
Augmentation de salaires.....	Échec.	
Augmentation de salaires.....	.....	
Diminution du temps du travail et maintien des salaires.	Réussite.	
Augmentation de salaires.....	Réussite (2).	
Augmentation de salaires.....	Échec.	
Demande de renvoi d'un contremaître.....	Échec.	
Réduction de salaires.....	Échec.	
Demande de renvoi d'ouvriers étrangers.....	Réussite.	
Augmentation de salaires.....	Échec.	
Réduction de salaires.....	Échec.	
Question de discipline intérieure.....	Échec.	
Réduction de salaires.....	Échec.	

DATES		DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE	
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.
GRÈVES COMMENCÉES						
12 avril...		Nord.....	Lille.....	Dévideuses.....	1	36
12 avril...	26 avril...	Maine-et-Loire...	Angers.....	Peintres en bâtiment.....		90
12 avril...	30 avril...	Maine-et-Loire...	Cholet.....	Maçons.....	16	115
10 avril...	16 avril...	Ardennes.....	Vrigne-aux-Bois...	Mouleurs.....	1	25
13 avril...	17 avril...	Maine-et-Loire...	Cholet.....	Plâtriers.....	7	18
16 avril...	23 avril...	Ardèche.....	Annonay.....	Maçons.....	6	120
16 avril...	24 avril...	Rhône.....	Cusset.....	Terrassiers.....	2	700
	23 avril...	Isère.....	Jonage.....			350
16 avril...	18 avril...	Vendée.....	La Roche-sur-Yon.	Maçons.....	9	200
8 avril...	29 avril...	Ardennes.....	Joigny.....	Ferronniers.....	1	6
17 avril...		Haute-Vienne...	Limoges.....	Sabotiers.....		150
18 avril...	20 avril...	Seine.....	Paris.....	Coupeurs en chaussures.....	1	12
19 avril...	25 avril...	Nord.....	Tourcoing.....	Rattacheurs et bâcleurs.....	1	64
19 avril...	19 avril (midi.)	Seine.....	Paris.....	Imprimerie typographique.....	1	150
19 avril...	20 avril...	Marne.....	Reims.....	Tisseurs.....	1	250
19 avril...		Charente.....	Cognac.....	Maréchaux ferrants.....		17
20 avril...	21 avril...	Haut-Rhin.....	Valdoie.....	Fileurs.....		
22 avril...		Seine.....	Clichy-la-Garenne.	Ferblantiers-boitiers.....	1	90
22 avril...	23 avril...	Isère.....	Paviol-de-Voiron..	Tissage de soie.....	1	105
22 avril...	23 avril...	Côte-d'Or.....	Nuits-sous-Saint- Georges	Terrassiers.....	1	23
22 avril...	26 avril...	Seine.....	Paris.....	Employés des omnibus.....	1	5.000
23 avril...	27 avril...	Seine.....	Paris.....	Employés des tramways.....	1	200
23 avril...		Haute-Saône....	Saint-Loup.....	Cordonniers.....	3	160
23 avril...	27 avril...	Yonne.....	Flogny.....	Terrassiers.....	1	30
23 avril...	5 mai....	Seine-et-Marne..	La Ferté-sous- Jouarre.	Maçons.....		80
24 avril...	28 avril...	Isère.....	Grenoble.....	Cochers de place.....		43
24 avril...		Loiret.....	Châtillon-sur-Loire	Terrassiers.....	1	30
24 avril...	26 avril...	Yonne.....	Chassignelles.....	Carriers.....	1	70
24 avril...		Seine.....	Paris.....	Comptables.....	1	12
24 avril...		Haute-Vienne...	Limoges.....	Ouvriers porcelainiers.....	1	25
24 avril...		Seine-et-Marne..	Souppes.....	Carriers.....	1	
25 avril...	26 avril...	Nord.....	Tourcoing.....	Tisseurs.....	1	20
26 avril...	30 avril...	Nord.....	Cousolre.....	Marbriers.....	1	700
26 avril...	30 avril...	Haute-Saône....	Saint-Loup.....	Menuisiers-chaisiers.....	1	60
26 avril...		Nord.....	Roubaix.....	Tisseurs.....	1	50
27 avril...	30 avril...	Marne.....	Reims.....	Tisseurs.....	1	
27 avril...	29 avril...	Haut-Rhin.....	Valdoie.....	Fileurs.....	1	
29 avril...	4 mai....	Vendée.....	La Roche-sur-Yon.	Charpentiers-menuisiers.....		
29 avril...	8 mai...	Ille-et-Vilaine...	Rennes.....	Ouvrières en sacs de papier..	1	25
30 avril...	11 mai...	Nord.....	La Madeleine....	Métallurgistes.....	1	30

CAUSES DE LA GREVE OU DEMANDES DES GREVISTES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
EN AVRIL. (Suite.)		
Réduction de salaires.....	Échec.	
Augmentation de salaires.....	Transaction.	
Augmentation de salaires.....	Réussite.	
Réduction de salaires.....	Réussite (1).	(1) Intervention du sous-préfet.
Augmentation de salaires.....	Réussite (2).	(2) Conciliation devant le juge de paix.
Augmentation de salaires.....	Transaction (3).	(3) Conciliation devant le juge de paix.
Augmentation de salaires et diminution de la durée du travail.....	Transaction (4).	(4) Intervention du préfet.
Réduction de salaires.....	Réussite.	
Augmentation de salaires.....	Échec (5).	(5) Les grévistes ont été remplacés par des femmes.
Contre l'emploi d'une femme comme coupeuse.....	Transaction.	
Augmentation de salaires.....	Réussite (6).	(6) L'imprimerie a été vendue le même jour et le nouveau propriétaire a payé ce qui était dû aux ouvriers.
Retard d'un mois dans le paiement des salaires.....	Transaction.	
Augmentation des salaires et diminution du taux des amendes.....	Réussite.	
Diminution de la durée du travail et paiement à la journée.....	Échec.	
Refus de faire des heures supplémentaires.....	Échec (7).	(7) 10 ouvriers ont repris le travail; les autres sont retournés chez eux.
Règlement d'atelier.....	Transaction.	
Demande de maintien du directeur.....	Échec.	
Contre le travail à la tâche.....	Échec (8).	(8) 40 ouvriers ont repris le travail dans une des maisons qui leur a accordé satisfaction.
Augmentation de salaires et réglementation du travail.....	Transaction (9).	(9) Le travail avait été repris le 30 chez tous les patrons sauf un qui refuse satisfaction aux grévistes.
Augmentation de salaires.....	Échec.	
Augmentation de salaires.....	Transaction.	
Augmentation de salaires.....	Transaction.	
Retard de 4 jours dans le paiement des salaires.....	Transaction (10).	(10) Conciliation devant le juge de paix.
Augmentation de salaires.....	Réussite.	
Augmentation de salaires.....	Transaction.	
Augmentation de salaires.....	Transaction.	
Augmentation de salaires.....	Transaction.	

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

Nous avons à enregistrer 13 applications de la loi du 27 décembre 1892, dont 3 pour le mois de mars et 10 pour le mois d'avril :

1° **Grève d'ouvriers en vélocipèdes à Paris.** — Dans cette grève, le recours des ouvriers au juge de paix s'est fait un peu tardivement, après que la Compagnie des cycles Rochet avait rouvert ses ateliers avec un nouveau personnel. La grève avait commencé le 19 février pour obtenir le renvoi d'un contremaître; la Compagnie avait offert de le changer de poste, ce à quoi les ouvriers n'avaient pas voulu consentir. Le travail avait repris le 11 mars et ce n'est que le 13 que les grévistes non réintégrés à l'atelier avaient fait une demande de conciliation, demande repoussée par le directeur. Le contremaître a, d'ailleurs, été affecté à un autre service.

2° Les ouvriers de la société anonyme de **tissage mécanique des Vosges, à Saint-Dié**, ne voulant pas accepter une réduction de salaire qui frappait 52 d'entre eux, s'étaient mis en grève le 18 mars. Dès le lendemain, ils invitaient les administrateurs de la société, par l'entremise du juge de paix, à se réunir avec leurs délégués pour former un comité de conciliation.

Leur proposition fut repoussée le même jour, et l'affichage prescrit par la loi se fit le 20 mars.

La grève a continué jusqu'au 9 avril et s'est terminée par l'échec des ouvriers qui, travaillant aux pièces, subissent une réduction de 25 centimes par jour.

3° Les ouvriers du **tissage Tisserand, à Saint-Dié (Vosges)** se mettaient en grève le même jour, un nouveau règlement d'atelier mettant à leur charge le remplacement d'une partie de l'outillage qui se trouverait brisé dans le cours du travail.

Recours des ouvriers au juge de paix le 19, refus du patron le même jour et affichage le 20. La grève a continué jusqu'au 5 avril, date à laquelle les ouvriers ont accepté le nouveau règlement.

4° **Grève des ferblantiers-zingueurs de Lyon.** — La journée de 9 heures pour un salaire de 6 fr. 50, au lieu de celle de 10 heures pour 5 fr. 50, telle est la demande qui, repoussée par les entrepreneurs, a motivé la grève des ferblantiers de Lyon, le 21 février. Les négociations directes entre les parties n'ayant pu amener la cessation du conflit, le juge de paix du deuxième canton de Lyon provoqua la création d'un comité de conciliation qui se réunit le 4 avril. Les ouvriers consentirent au maintien de la journée de 10 heures et abaissèrent finalement leur demande d'augmentation à 6 fr. 25; les patrons ne voulurent pas se départir du chiffre de 6 francs qu'ils avaient offert dès les premiers jours de la grève.

L'accord ne put se faire et la proposition de recourir à un arbitrage fut repoussée par les deux parties.

Mais, le lendemain 5 avril, les délégués patrons et ouvriers se réunissaient à

nouveau sur la demande des patrons et adoptaient une convention fixant : 1° la durée de la journée à 10 heures, hiver comme été, pour un salaire minimum de 6 francs; 2° une indemnité de 1 fr. 25 par jour pour les travaux effectués à 2 kilomètres de l'atelier; 3° une indemnité de 2 fr. 25 par jour pour les travaux à la campagne exigeant que l'ouvrier couche hors de son domicile, cette indemnité étant due les dimanches et jours fériés lorsque les ouvriers ne pourront pas travailler.

Le travail a été repris le 8 avril par tous les ouvriers.

5° Après plusieurs négociations sans résultats, les **peintres en bâtiments de Limoges** se sont mis en grève le 1^{er} avril, demandant que le prix de l'heure, qui variait de 35 à 50 centimes, fût désormais arrêté uniformément à 50 centimes.

Sur la demande des ouvriers, adressée au juge de paix le 2 avril, un comité de conciliation s'est réuni le 5 et l'accord s'était établi sur le chiffre de 45 centimes l'heure, sauf pour les ouvriers les moins habiles avec lesquels les patrons se réservaient la faculté de discuter le salaire, lorsque au moment de signer le procès-verbal, les délégués ouvriers demandèrent l'adjonction des mots *au minimum* à l'article fixant le prix de l'heure.

Les patrons s'y refusèrent et la conciliation avorta. Les deux parties nommèrent aussitôt des arbitres : un architecte pour les patrons, un ouvrier porcelainier pour les ouvriers peintres.

L'arbitre choisi par les patrons refusa la mission qu'on lui offrait parce que la qualité d'ouvrier porcelainier de l'arbitre ouvrier ne lui paraissait pas donner une compétence suffisante pour discuter un différend entre patrons et ouvriers peintres en bâtiments.

Les patrons s'adressèrent alors à l'architecte du département; celui-ci, en sa qualité de fonctionnaire, ne crut pas devoir accéder à leur désir.

Les négociations furent alors rompues.

Le travail a été repris le 16 avril, au prix de 45 centimes l'heure.

6° Le vendredi 5 avril, à 5 heures du soir, 200 **ouvriers rubaniers** d'une usine **de Comines** (Nord) ont quitté le travail pour obtenir une augmentation de salaire, et, le 10 avril, 390 ouvriers de trois autres établissements ont fait cause commune avec eux, le premier patron ayant déclaré qu'il était prêt à accepter un tarif uniforme qui serait consenti par ses confrères.

Les patrons se sont réunis le 11 avril, à la mairie, sous la présidence du juge de paix. Il n'y a pas eu, à vrai dire, comité de conciliation, mais la décision des patrons ayant été communiquée sur l'heure aux délégués ouvriers, le travail a été repris le même jour, à 1 heure du soir, dans trois établissements, et le lendemain matin dans le quatrième.

Les ouvriers ont obtenu ce qu'ils demandaient : une augmentation de 0,75 à 1 p. 0/0 sur l'ensemble du tarif.

7° Les ouvriers **maçons de Cholet**, au nombre de 115, se sont mis en grève le 13 avril, demandant que le prix de l'heure fût porté de 35 à 40 centimes.

Les grévistes ont nommé 5 délégués pour former un comité de conciliation et se sont adressés au juge de paix. Les patrons ont décliné l'invitation qui leur a été faite par ce magistrat, en déclarant qu'ils n'acceptaient aucune modification au tarif.

La grève a continué jusqu'au 30 avril et s'est terminée par une transaction.

8° **Grève des employés d'omnibus à Paris.** — La grève des employés d'om-

nibus des 25 et 26 mai 1891 s'était terminée par une convention entre la Compagnie et le Syndicat des employés fixant notamment la durée de la journée de travail à douze heures de travail effectif séparées par une heure et demie pour les repas; cette convention avait été signée le 26 mai, à l'Hôtel de Ville, en présence du bureau du Conseil municipal. Elle avait été suivie, le 19 juin suivant, d'un accord complémentaire fixant les salaires des diverses catégories d'employés et plusieurs autres mesures sur l'organisation du service.

La Compagnie ayant cru pouvoir établir la journée *moyenne* de douze heures au lieu d'une journée fixe de même durée, le Syndicat de ses employés la poursuivit devant le tribunal de commerce de la Seine, et un jugement du 4 février 1892 donna tort à la Compagnie.

A leur tour, les employés demandèrent bientôt des modifications à la convention de 1891; elles furent repoussées, d'abord le 28 juillet 1892, puis une seconde fois le 29 novembre 1893. A la fin de 1894, ces demandes furent renouvelées, et, après quelques correspondances échangées entre le Syndicat des employés et la Compagnie, une entrevue eut lieu, le 25 février 1895, entre les délégués du syndicat et le conseil d'administration de la Compagnie.

Voici les principales modifications aux conventions de 1891 demandées par les employés :

1° La journée de douze heures, y compris quarante-cinq minutes pour le repas, soit onze heures un quart de travail effectif;

2° Les surnuméraires payés à la journée, au lieu d'être payés d'après les courses faites par eux;

3° Le salaire journalier des employés de dépôt, palefreniers, relayeurs, etc., fixé à 5 francs au minimum au lieu du maximum de 4 fr. 25 établi par la convention;

4° Augmentation du taux de la retraite;

5° Constitution d'une commission arbitrale, composée de trois délégués de chacune des deux parties pour prononcer les révocations.

La Compagnie, estimant que la situation était essentiellement la même qu'il y a quatre ans, déclara s'en tenir aux conventions de 1891.

Le 6 mars, le syndicat proposait à nouveau de constituer un conseil mixte permanent ayant pour objet d'examiner toutes les questions de travail intéressant les deux parties.

Dans une nouvelle entrevue qui eut lieu le 14 mars, le président du conseil d'administration accepta, en principe, la proposition du Syndicat; mais, considérant que les diverses catégories du personnel avaient, dans un grand nombre de cas, des intérêts assez dissemblables, il émit l'idée de créer trois comités : un pour les contrôleurs, un pour le personnel de la traction (conducteurs, cochers et machinistes), enfin un pour les employés de dépôt. Les intérêts communs à l'ensemble des employés seraient soumis à un quatrième comité qui, d'après les proportions numériques du personnel, serait composé de : 1 contrôleur, 2 conducteurs, 2 cochers, 3 employés de dépôt. Tous les employés ayant un an de service à la Compagnie seraient électeurs.

Ce projet ne fut pas accueilli favorablement par les délégués des employés et ils organisèrent une assemblée générale des membres du Syndicat qui eut lieu dans la nuit du 17 au 18 mars, afin de prendre une résolution à ce sujet. Cette assemblée se prononça pour une commission *unique* dont les membres ouvriers seraient nommés par le conseil syndical, au lieu d'émaner du suffrage universel des employés; elle décida, en outre, que cette commission ne devait plus discuter dorénavant qu'à l'Hôtel de ville, en présence d'une délégation du Conseil municipal.

Le même jour, le Conseil municipal invitait les deux parties à constituer, dans

les trois jours, cette commission arbitrale, ce qui fut exécuté. La commission, composée de huit membres désignés par le syndicat et huit représentants de la Compagnie, tint trois réunions à l'Hôtel de ville, les 23 et 28 mars et le 4 avril, en présence du Bureau du Conseil municipal.

Aux réclamations précédentes étaient venues s'ajouter celles des contrôleurs, qui demandaient que les appointements de début fussent portés de 1.500 francs à 1.800 francs, avec augmentation de 100 francs tous les ans jusqu'à 2.400 francs, et que deux jours de repos payés leur fussent accordés chaque mois, à date fixe.

Les représentants de la Compagnie objectèrent que les demandes des employés entraînaient une dépense de près de 400.000 francs, ce qu'elle ne pouvait supporter; en ce qui concerne les employés de dépôt, et quoique le nombre des demandes d'emploi fût toujours très élevé et dépassât les besoins, ils étaient disposés à accorder une prime de 25 centimes par jour à ceux qui auraient plus de trois ans de service, en les admettant au bénéfice des versements de la Compagnie à la caisse des retraites.

La Compagnie déclarait encore qu'elle était disposée à étudier, d'accord avec le Conseil municipal, une amélioration au système des retraites actuellement en vigueur.

Ces concessions furent loin de satisfaire les employés et, la grève paraissant imminente, le Conseil municipal invita les parties à faire une dernière tentative de conciliation ou d'arbitrage, en recourant à l'application de la loi du 27 décembre 1892.

Les deux parties y consentirent, et, le samedi 6 avril, les délégués du syndicat des employés adressèrent leur demande au juge de paix du 1^{er} arrondissement.

Ce comité de conciliation tint deux réunions, les 13 et 18 avril. La Compagnie précisa dans les termes suivants les améliorations au système des retraites qu'elle pouvait accorder :

La Compagnie continuera à verser 60 francs par an pour chaque employé à la caisse des retraites. Seulement, comme certains employés sont entrés à son service avant les conventions de 1891, époque où elle ne versait que 24 francs par an, elle complètera de sa propre caisse la différence.

La rente de 365 francs serait majorée de 10 francs par année de service au delà de 25 ans, jusqu'à concurrence d'un total maximum de 475 francs, indépendamment de la rente acquise par les versements des employés.

Quant aux augmentations de salaire, elle ne consent qu'à celle qu'elle a déjà proposée pour les employés de dépôts : 25 centimes par jour après trois ans de service.

L'entente n'ayant pu se faire, le juge de paix proposa, conformément à la loi, de recourir à l'arbitrage.

Les représentants de la Compagnie dirent qu'ils acceptaient volontiers l'arbitrage pour examiner si les conventions de 1891 avaient été respectées, mais qu'ils le refuseraient sur toute autre question pouvant entraîner de graves conséquences financières. Une troisième réunion du comité de conciliation fut décidée pour le jeudi suivant; mais dans la nuit du 21 au 22 avril, les membres du Syndicat des employés des omnibus se réunirent pour entendre le compte rendu des négociations entreprises; la grève immédiate y fut votée à l'unanimité, et, dès le lundi matin 22 avril, le service fut supprimé sur la plus grande partie des lignes.

Contrairement à ce qui s'était passé en 1891 où la réclamation dominante était la réduction de la journée de travail — prolongée parfois jusqu'à dix-sept heures, — ce qui avait conquis en faveur des employés des omnibus la sympathie unanime de la population, l'opinion publique est restée pendant la grève de cette année presque froide devant des réclamations multiples, la plupart d'ordre secondaire,

et n'a pas compris qu'il fût nécessaire de recourir à une grève pour obtenir un intervalle de huit minutes entre chaque course, pour que les contrôleurs ne fussent pas employés à plusieurs bureaux dans la même journée, pour qu'ils eussent deux jours de repos payés par mois, etc., etc.

La première affiche posée par les grévistes ayant annoncé qu'ils revendiquaient une augmentation de salaire pour des hommes qui ne recevaient que 2 fr. 85 par jour pour douze heures de travail, la Compagnie fit afficher dans toute la ville les salaires de son personnel, afin de faire le public juge de la situation.

Nous reproduisons cette affiche :

COMPAGNIE GÉNÉRALE DES OMNIBUS.
Traitements et salaires du personnel.

Les traitements et salaires des divers emplois de la Compagnie sont les suivants :

Contrôleurs. — Les contrôleurs ont des traitements variant de 1.500 à 2.500 francs par an. Ils ont un jour de repos payé par mois.

Conducteurs et cochers titulaires. — Le salaire fixe est, au début, de 5 francs à 5 fr. 50 par jour, suivant les voitures; au bout de trois années, il est de 6 francs à 6 fr. 50.

A ce salaire fixe s'ajoutent des indemnités diverses (primes d'accident, gratifications sur l'affichage, allocations spéciales à certaines lignes) qui peuvent porter le traitement quotidien total jusqu'à 7 fr. 35.

Les conducteurs et cochers ont un jour de repos payé par mois.

Conducteurs et cochers surnuméraires. — Les surnuméraires sont payés au prorata des courses qu'ils font d'après le tarif de la quatrième année des titulaires.

Ils ont un minimum garanti de traitement de 60 francs par quinzaine.

Employés de dépôt (palefreniers, relayeurs, côtiers, etc.) sont embauchés directement par les chefs de dépôt, suivant les besoins.

Leur salaire quotidien, fixé au début à 3 fr. 25, est porté après trois mois à 4 fr. 25.

Ces agents bénéficient, en outre, de plusieurs caisses de prévoyance ou d'assistance fondées et subventionnées par la Compagnie :

1^{re} Caisse de retraites. — Une caisse de retraites administrée par l'État assure une pension aux contrôleurs, conducteurs et cochers. La Compagnie verse une somme égale aux cotisations de l'employé, jusqu'à concurrence de 60 francs par an.

En dehors de la pension réglementaire, des secours annuels sont accordés aux anciens agents.

2^{re} Caisse de secours. — Les employés malades reçoivent gratuitement les soins médicaux et touchent une indemnité journalière servie principalement par des subventions de la compagnie. Des allocations quotidiennes sont en outre assurées aux réservistes ou territoriaux.

3^{re} Économats et cantines. — Un économat fonctionne pour fournir aux agents, à un prix de revient très modéré, les vêtements dont ils ont besoin, et pour mettre des denrées de consommation courante à la disposition des ouvriers des ateliers.

Des cantines ont été établies dans plusieurs dépôts afin de faciliter l'alimentation du personnel de ces dépôts.

Au cours de la grève et à la sollicitation du président du Conseil municipal, la Compagnie consentit à élever de 25 centimes le salaire de début des employés de dépôts.

La note suivante, signée le 24 avril par le président du conseil d'administration de la Compagnie des omnibus, reproduit les concessions faites aux employés avant la grève :

Des pourparlers engagés entre le bureau du Conseil municipal et M. Cuvinot, président du conseil d'administration de la Compagnie générale des omnibus, il résulte que la Compagnie consent aux modifications suivantes :

1^{re} Augmentation de 25 centimes par jour pour les employés et ouvriers de dépôts, ayant plus de trois ans de services ;

3° Pour ces mêmes employés, participation au bénéfice de la caisse des retraites de la vieillesse avec une subvention de la Compagnie pouvant s'élever à 30 francs par an.

Ces deux mesures représentent une dépense annuelle d'environ 100,000 francs.

3° Augmentation de 25 centimes par jour du traitement de début des ouvriers de dépôts, porté ainsi de 3 fr. 25 à 3 fr. 50 pour le premier mois, de 3 fr. 50 à 3 fr. 75 pour les deux mois suivants et maintenu à 4 fr. 25 à partir du quatrième mois.

Dépense évaluée à 30,000 francs.

4° Amélioration du mode d'exploitation suivant le système proposé par l'un des membres du bureau du Syndicat, de manière à diminuer la fatigue du personnel sur les lignes les plus chargées et à fournir aux surnuméraires un plus grand nombre de courses.

Dépense évaluée à 50,000 francs.

5° Tout surnuméraire régulièrement convoqué pour assurer le service et qui ne serait pas utilisé dans la première heure recevra une indemnité de 30 centimes par chaque heure entière d'attente précédant celle pendant laquelle il aura été utilisé.

Tout surnuméraire régulièrement convoqué qui sera renvoyé sans être utilisé recevra l'indemnité de 30 centimes pour toute heure ou fraction d'heure correspondant à son attente.

6° Amélioration de la retraite à provenir du fait de la Compagnie pour les contrôleurs, et les employés du service de la traction, le chiffre actuel de 365 francs après vingt-cinq années de service étant augmenté de 10 francs par chaque année de service supplémentaire de façon à atteindre 475 francs après trente-six années.

Dépense évaluée à 50,000 francs.

Le nombre des voitures mises en circulation avait été en augmentant dès le deuxième jour de la grève, ce qui n'avait pas peu contribué à l'exaspération des grévistes; plusieurs d'entre eux furent arrêtés pour voies de fait et atteintes à la liberté du travail, et, parmi eux, le président et le secrétaire du syndicat comme complices de ces actes par les discours qu'ils avaient prononcés en réunion publique.

Pourtant, ni l'arrestation des chefs du syndicat, ni les concessions faites par la Compagnie ne paraissaient devoir amener la fin de la lutte lorsque, dans la soirée du jeudi 25, les grévistes apprirent que la caisse du Syndicat était épuisée et qu'aucune indemnité ne pourrait plus leur être distribuée.

La fin de la grève fut aussitôt votée. Elle avait duré quatre jours.

Le vendredi 26, le service des omnibus fonctionnait partout régulièrement, sans incidents.

9° Le 16 avril, 120 ouvriers **maçons d'Annonay** se sont mis en grève, en demandant une augmentation de salaire de 5 centimes par heure; 50 centimes au lieu de 45 centimes.

Au bout de deux jours, les deux patrons les plus importants ont accordé la demande des grévistes, de sorte que le nombre de ceux-ci descendit à 27.

Le lundi 22 avril, un comité de conciliation, composé des quatre autres patrons et de quatre délégués ouvriers, se réunit sous la présidence du juge de paix et aboutit à l'acceptation du nouveau prix de 50 centimes l'heure.

10° **Grève des terrassiers du canal de Jonage.** — Les travaux du canal de Jonage, destiné à amener la force motrice à Lyon, sont divisés en deux lots : le premier, de Jonage à Décines, dans l'Isère; le second de Décines à Cusset, dans le Rhône. Chaque lot a ses entrepreneurs distincts.

Le 16 avril, les terrassiers du deuxième lot, payés 33, 34 et 35 centimes l'heure, se mirent en grève au nombre de 700 pour obtenir un prix uniformé de 40 centimes l'heure.

Les grévistes se dirigèrent sur les travaux du premier lot, qui furent également abandonnés par les 350 ouvriers qui y étaient occupés.

Les entrepreneurs offrirent presque aussitôt une augmentation de salaire de 2 centimes par heure, qui fut déclarée insuffisante par les grévistes.

Le 21 avril, les grévistes du premier lot s'adressèrent au juge de paix de Meyzieu (Isère), déclarant qu'ils réduisaient leur demande à 38 centimes l'heure.

La réunion du comité de conciliation eut lieu le lendemain et l'accord se fit sur une augmentation de 3 centimes sur les prix antérieurs, soit : 36 centimes pour les chargeurs; 37 centimes pour les déchargeurs et 38 centimes pour les poseurs de voies.

La reprise du travail fut fixée au mardi, 23 avril.

Les grévistes du deuxième lot s'étaient, de leur côté, adressés au juge de paix de Villeurbanne dès le 20 avril; le comité de conciliation se réunit le 23. Deux réunions eurent lieu dans la même journée et l'accord se fit aux conditions acceptées la veille par les entrepreneurs et les ouvriers du premier lot.

Le 24 avril, la grève était terminée.

11° 34 **rattacheurs** et 20 **bacleurs de la filature** Roelstraete-Deconinck et C^{ie}, à Tourcoing, se sont mis en grève le 19 avril pour obtenir une augmentation de salaire.

Le juge de paix a convoqué les patrons et les délégués des grévistes pour le mardi 23 avril; les patrons ne se sont pas présentés, mais le travail a été repris le 25, sur la promesse faite aux rattacheurs de leur garantir un salaire minimum de 21 francs par semaine.

12° Le 23 avril, les 160 ouvriers de trois **fabriques de chaussures de Saint-Loup-sur-Semouze** (Haute-Saône) se sont mis en grève en vue d'obtenir une augmentation du tarif. Le même jour, un accord intervenait entre un patron et ses ouvriers qui reprenaient le travail, le 24, au nombre de 40. La grève continuait dans les deux autres établissements.

Le juge de paix a invité, le 28, les deux parties à constituer un comité de conciliation. Patrons et ouvriers ont gardé le silence.

13° Le 26 avril, 35 ouvriers **menuisiers d'une fabrique de chaises de Saint-Loup** (Haute-Saône) se sont mis en grève et le lendemain 25 autres ouvriers suivaient leur exemple, parce que le patron voulait leur faire payer, entre eux tous, le salaire d'un ouvrier (4 fr. par jour) qui conduisait une machine à creuser des mortaises.

Les négociations entre le patron et les grévistes n'ayant pas abouti, l'usine a été fermée et le nombre des chômeurs s'est élevé, par ce fait, à 250.

Un comité de conciliation, constitué à la demande du patron, s'est réuni le 29 avril, sous la présidence du juge de paix de Saint-Loup; mais les parties n'ont pu se concilier et ont soumis leur différend à des arbitres, qui ont fixé à 20 centimes par 100 mortaises le prix à payer par les ouvriers; le patron avait demandé 60 centimes.

La reprise du travail s'est effectuée le 30 avril.

ANGLETERRE

Le 4^e rapport annuel du Conseil de conciliation et d'arbitrage de Londres vient de paraître. Il constate d'abord que l'article de ses statuts qui stipulait la formation de conseils corporatifs de conciliation a reçu peu d'application jusqu'à présent et que la tendance des parties divisées par un différend a été de s'adresser directement au Conseil central qui lui offre des arbitres entièrement désintéressés.

D'après ce rapport, le nombre des conflits a été, en 1894, notablement inférieur à celui des années précédentes. Les 9 principaux cas dans lesquels le Conseil est intervenu sont exposés dans tous leurs détails. Il a réglé 4 différends : 3 par la conciliation, 1 par l'arbitrage; dans 2 grèves de tailleurs et 1 grève d'allumettiers, ses services ont été repoussés par les patrons; dans un différend entre les ouvriers maçons et les ouvriers couvreurs, ceux-ci ont seuls accepté la conciliation; et dans la grève des cochiers de place, les deux parties, qui avaient décliné l'intervention du Conseil, ont accepté ensuite l'arbitrage de M. Asquith, Ministre de l'intérieur.

Le nombre des sociétés ouvrières qui ont participé à l'élection des membres du Conseil de conciliation a été beaucoup plus grand en 1893; ce qui est, en somme, une indication des progrès accomplis dans la voie de conciliation, grâce à la permanence du Conseil depuis quatre ans.

La grève des ouvriers en chaussures. — La commission mixte, dont la formation était annoncée dans le Bulletin d'avril, s'est réunie les 4, 11 et 19 avril et a fini par adopter les termes d'un arrangement dont nous donnons les passages essentiels :

1° Il y a lieu d'établir des tarifs pour le travail aux pièces des monteurs et finisseurs à la machine.

Les fabricants pourront adopter, à leur gré, le travail à la journée ou le travail aux pièces; mais un seul mode de travail devra être appliqué dans un établissement et il ne pourra être changé qu'après une période de six mois au moins.

3° Pour faciliter la mise en pratique des résolutions précédentes, un comité mixte, composé de 4 patrons et de 4 ouvriers, arrêtera les principes de classification des travaux aux pièces exécutés à la machine; ce comité se réunira le 5 mai à Northampton.

Des comités mixtes, composés pareillement, devront ensuite, pour la localité qu'ils représentent, élaborer les tarifs conformément aux règles posées par le premier comité.

Ces comités désigneront un tiers arbitre. Dans le cas où ils ne pourraient s'entendre pour cette désignation, le tiers arbitre sera choisi par le président de la Fédération des fabricants et le secrétaire de l'Union nationale ouvrière, et, en cas de désaccord, par Sir Henry James.

4° Les conseils locaux de conciliation et d'arbitrage seront immédiatement reconstitués; leurs statuts seront révisés pour établir une plus grande unité d'action.

5° Ces conseils auront pleins pouvoirs pour trancher toutes les questions concernant les salaires, les heures de travail et les conditions d'emploi de toutes les catégories d'ouvriers, dans leurs districts respectifs, lorsque ces questions n'auront pu être réglées directement entre patrons et ouvriers ou leurs représentants. Ils devront se conformer aux prescriptions suivantes :

a) Ils ne pourront obliger un patron à employer un ouvrier déterminé, ni un ouvrier à travailler pour un patron indiqué par eux;

b) Ils ne pourront fixer les conditions de travail des ouvriers employés dans un autre district, à condition que les fabricants ne fassent pas exécuter, hors du district, les travaux réglementés par des décisions de ces conseils;

c) Ils n'interviendront pas dans les règlements établis par les fabricants pour assurer la discipline intérieure et l'assiduité au travail dans leurs ateliers;

d) Ils n'imposeront aucune restriction à l'introduction des machines, ni à la production résultant de leur emploi.

6° Il est nécessaire d'établir des garanties financières pour assurer l'exécution du présent arrangement, ainsi que des décisions présentes et futures des conseils de conciliation ou des arbitres. Dans ce but, une certaine somme sera déposée par chacune des parties.

7° A l'avenir, on spécifiera la durée des conventions et la date de leur renouvellement.

8° Ni grève ni lock-out ne seront décidés par les ouvriers appartenant à l'Union nationale, ni par les fabricants représentés dans un conseil local d'arbitrage.

9° Dans le cas où l'un des fabricants susdits ou un groupe d'ouvriers enfreindrait une des clauses du présent arrangement, la Fédération des fabricants ou l'Union ouvrière devront rappeler les délinquants à l'ordre, sous peine d'exclusion dans les 10 jours; faute de quoi, ces deux associations seront tenues comme responsables de la violation du contrat.

10° Tous les différends relatifs à l'interprétation des termes du présent arrangement seront soumis à Sir Courtenay Boyle, dont la décision sera sans appel.

Tous les autres différends qui pourraient surgir entre la Fédération des fabricants et l'Union nationale des ouvriers en chaussures seront soumis à l'arbitrage de Sir Henry James.

Cet arrangement a mis fin à la grève, quoiqu'il n'ait satisfait complètement ni les fabricants, ni les ouvriers, qui ont manifesté publiquement leur mécontentement dans plusieurs localités. Les ateliers ont été rouverts le 25 avril.

SUISSE.

Le conseil municipal de Zurich a préparé, sur la demande du Grand Conseil, un projet de loi relatif à l'arbitrage dans les différends collectifs entre patrons et ouvriers.

Ce projet reproduit les principales dispositions de la loi française du 27 décembre 1882, en substituant le président du conseil municipal au juge de paix. Il est actuellement soumis aux délibérations du Grand-Conseil.

NOUVELLE-ZÉLANDE.

Loi de 1894 sur la conciliation industrielle et l'arbitrage. — D'après cette loi, qui vient d'entrer en vigueur, il doit y avoir un Conseil de conciliation par district et un tribunal central d'arbitrage dont le président sera un juge de la Cour suprême.

Toute partie intéressée dans un conflit industriel peut soumettre le différend à un Conseil de conciliation et, en cas de désaccord dans ce Conseil, au tribunal central d'arbitrage, dont la décision sera légalement exécutoire sur la propriété de toute organisation de métier, soit de patrons, soit d'ouvriers, ou sur la propriété ou la personne des intéressés.

Lorsqu'une affaire est soumise au Conseil de conciliation ou au tribunal d'arbitrage, la loi interdit au patron de renvoyer ses ouvriers et aux ouvriers de se mettre en grève.

Les conventions conclues entre organisations de patrons et d'ouvriers, ou entre patrons et ouvriers isolément, sont exécutoires sous peine de poursuites, au même titre que les décisions du tribunal d'arbitrage.

Le gouverneur de la Nouvelle-Zélande a divisé la colonie en six districts industriels : l'un des *registrars* de la Cour suprême du district est désigné pour remplir les fonctions de greffier du tribunal de conciliation, qui se compose de 4 membres, plus le président.

L'arrêté du gouverneur règle l'enregistrement des Unions et associations industrielles, l'enregistrement des conventions par le greffier du district, le mode d'élection des Conseils de conciliation et de leur président, le recours aux Conseils pour la solution des conflits, le mode de citation des témoins, le recours au tribunal d'arbitrage lorsque l'une des parties n'accepte pas la solution proposée par le Conseil de conciliation, et, enfin, les frais à acquitter par les parties.

INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE.

Caisse nationale d'épargne.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois de mars 1895.

Nombre des versements.....	264.622	
représentant une somme de.....		40.352.232 ¹
Nombre des remboursements.....	122.348	
représentant une somme de.....		33.171.096
Rentes achetées à 406 déposants pour un capital de.....		572.473
EXCÉDENT des versements sur les remboursements.....		6.608.663
Nombre de comptes existant au 31 mars 1895.....	2.372.214	
Nombre de comptes existant au 3 mars 1894.....	2.153.740	
AUGMENTATION.....		218.474

Caisses d'épargne ordinaires.

Résumé des opérations effectuées pour le compte des caisses d'épargne à la Caisse des dépôts et consignations pendant le mois d'avril 1895.

Dépôts de fonds.....	22.425.088 ¹	
Retraits de fonds.....	17.758.659	
EXCÉDENT des dépôts.....		4.666.429
Capitaux employés en achats de rente pour le compte des déposants.....	2.050.907	

Caisse nationale des retraites.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois de mars 1895.

Nombre des versements reçus.....	45.186	
représentant une somme de.....		6.968.720 ¹
Arrérages de rentes viagères payées aux déposants.....		5.665.935
Remboursements de capitaux réservés payés à leurs héritiers.....		1.237.038
Nouvelles rentes inscrites.....		113.167
au nom de.....	650 parties.	
TOTAL des rentes en cours.....	33.281.259	
réparties entre.....	198.603 titres.	

LES GRÈVES EN FRANCE EN 1894.

L'Office du travail publie la statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage survenus pendant l'année 1894.

Il y a eu, en 1894, 391 grèves qui ont atteint 1.731 établissements et auxquelles ont pris part 54.576 grévistes; en outre, 4.468 ouvriers ont été forcés au chômage, par le fait des grèves; ce qui a élevé le nombre total des journées chômées à 1.062.480.

En 1893, les grèves avaient été au nombre de 634, concernant 4.286 établisse-

ments et 170.123 grévistes; le nombre des journées chômées s'était élevé à 3.174.000.

Quoique le nombre des grèves de 1894 soit encore de près des deux tiers de celui de l'année précédente, le chiffre des grévistes et celui des journées chômées n'atteignent néanmoins que le tiers de ceux constatés pour l'année 1893.

L'application de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants et des femmes, qui avait motivé 55 grèves en 1893, n'en a plus causé que 10 en 1894 et, depuis le 10 septembre, aucun différend de cette nature n'a été signalé à l'Office du travail.

75 p. o/o des grèves n'ont affecté qu'un seul établissement, et 60 p. 100 n'ont pas duré plus d'une semaine. La plus longue a été celle des verriers d'un établissement de Rive-de-Gier, qui a duré 317 jours. Celle qui a affecté le plus grand nombre d'établissements (125) a été celle des peintres en bâtiments de Saint-Étienne qui comptait 350 grévistes.

Le tableau suivant donne la répartition des grèves, des grévistes et des jours chômés dans les principaux groupes d'industries :

NUMÉROS D'ORDRE des groupes.	NOMS DES GROUPES.	NOMBRE		NOMBRE des JOURNÉES de travail chômées.
		des GRÈVES.	des GRÉVISTES.	
I.	Agriculture et forêts.....	21	2.413	23.003
II.	a) Mines.....	7	2.765	178.964
	b) Carrieres.....	13	1.427	13.216
III.	Produits alimentaires.....	8	321	1.237
IV.	Industries chimiques.....	11	2.557	7.088
V.	Industries polygraphiques.....	10	161	3.413
VI.	Cuir et peaux.....	28	4.628	47.986
VII.	a) Industries textiles proprement dites.....	112	23.461	308.225
	b) Travail des étoffes, nettoyage.....	10	995	50.524
VIII.	a) Industries du bois, tabletterie.....	22	1.206	26.151
	b) Industries du bois pour le bâtiment.....	9	536	10.197
	a) Usines métallurgiques.....	3	1.216	57.112
IX.	b) Travail des métaux ordinaires.....	48	1.977	36.758
	c) Travail des métaux fins.....	3	19	301
X.	a) Taille et polissage des pierres, travail des pierres et terres au feu.....	20	3.801	266.978
	b) Construction.....	55	5.958	29.763
XI.	Transport et manutention, chargement et décharge- ment.....	11	1.135	24.64
	TOTAUX.....	391	54.576	1.062.480

Les grévistes ont obtenu satisfaction complète dans 21 1/2 p. o/o des cas, intéressant 24,30 p. o/o du nombre total des grévistes; ils ont échoué dans 45 1/2 p. o/o des grèves comprenant 28,20 p. o/o des grévistes; enfin, il y a eu réussite partielle ou transaction dans 33 p. o/o des grèves, pour 47 1/2 p. o/o du nombre des grévistes.

La cause la plus fréquente des grèves est toujours la demande d'augmentation de salaire; cette cause est intervenue dans 40 p. o/o des grèves comptant 56 p. o/o des grévistes; viennent ensuite les grèves motivées par des réductions de salaire, 17 p. o/o, et par les demandes de renvoi d'ouvriers ou de contremaîtres, 11 p. o/o.

Les tableaux statistiques sont suivis de l'historique des grèves les plus impor-

lantes ou présentant un caractère spécial. Toutes celles, au cours desquelles a eu lieu un recours à la conciliation et à l'arbitrage par application de la loi du 27 décembre 1892, ont fait l'objet d'un historique spécial.

COMPARAISON AVEC LES ANNÉES ANTÉRIEURES.

Nombre, durée et importance des grèves. — Depuis l'application de la circulaire du 20 novembre 1892, les renseignements sur les grèves ont été plus complets qu'auparavant; toutes les cessations collectives de travail, quelque infime qu'ait été leur durée, ont été comptées au nombre des grèves, c'est ce dont il faut tenir compte pour donner leur juste valeur aux chiffres contenus dans le tableau suivant :

ANNÉES.	NOMBRE de GRÈVES.	NOMBRE MOYEN de grévistes par grève.	NOMBRE MOYEN d'établisse- ments atteints par chaque grève.	DURÉE MOYENNE des grèves. jours.	NOMBRE MOYEN DES JOURS DE TRAVAIL chômés.	
					par grève.	par chômeur.
1890.....	313	380	2,6	16	"	"
1891.....	267	408	1,5	18	"	"
1892.....	261	483	1,8	16	3.740	19
1893.....	634	268	6,9	13	5.000	18
1894.....	391	139	1,1	13	2.717	17

Causes des grèves. — On remarque, dans les cinq dernières années, une proportion à peu près constante entre les différentes causes de grève:

ANNÉES.	POURCENTAGE DES GRÈVES D'APRÈS LEURS CAUSES.					
	DEMANDE d'augmen- tation de salaires.	RÉSISTANCE à une réduction de salaires.	DEMANDE de diminution du temps de travail.	DEMANDE de réintégra- tion du personnel.	DEMANDE de renvoi du personnel.	CONTESTA- TIONS diverses.
1890.....	12	17	15	7	7	12
1891.....	12	15	7	7	8	21
1892.....	33	17	5	7	11	27
1893.....	15	8	13	5	6	23
1894.....	10	17	6	6	11	20
MOYENNE pour la période quin- quennale.....	10	15	9	6	9	21

NOMBRE DE GRÉVISTES PAR GRÈVE DANS LES CAS OÙ SONT INTERVENUES
LES CAUSES CI-DESSUS.

1890.....	356	112	1.069	122	127	496
1891.....	258	160	567	333	206	1.930
1892.....	257	93	117	203	176	245
1893.....	316	116	233	158	187	923
1894.....	171	115	78	186	123	125
MOYENNE pour la période quin- quennale.....	297	125	418	278	163	743

Résultats des grèves. — Les grèves motivées par des renvois ou des demandes de renvoi du personnel sont celles où la proportion des échecs est la plus élevée :

ANNÉES.	NOMBRE de GRÈVES.	POURCENTAGE DES GRÈVES SUIVIES DE			NOMBRE MOYEN de grévistes par grève.	NOMBRE MOYEN DE GRÉVISTES PAR GRÈVE suivie de		
		réussite.	transac- tion.	échec.		réussite.	transac- tion.	échec.
1890.....	313	27	21	52	380	163	437	473
1891.....	267	34	26	40	408	246	809	303
1892.....	261	22	31	47	183	174	476	120
1893.....	634	25	32	43	268	229	217	330
1894.....	391	22	33	45	139	153	192	94
Moyenne pour la pé- riode quinquennale	373	26	29	45	275	193	426	261

POURCENTAGE DES GRÈVES.

ANNÉES.	POURCENTAGE DES GRÈVES AYANT POUR CAUSE											
	DEMANDE d'augmentation de salaire.		RÉSISTANCE à une réduction de salaires.		DEMANDE de diminution du temps de travail		DEMANDE de réintégration du personnel		DEMANDE de renvoi du personnel		CONTESTATIONS diverses.	
	suivant que le résultat, pour les grévistes, a été											
	réussite.	échec.	réussite.	échec.	réussite.	échec.	réussite.	échec.	réussite.	échec.	réussite.	échec.
1890.....	24	56	37	42	23	56	19	81	36	59	38	48
1891.....	34	36	36	45	19	43	26	68	13	65	45	31
1892.....	30	38	17	53	12	29	10	60	11	74	32	46
1893.....	22	44	18	49	56	30	19	72	46	42	27	51
1894.....	20	41	22	42	40	40	11	68	28	68	30	48
Moyenne pour la période quinquennale	26	43	26	46	30	39	17	70	27	61	36	45

Époques d'éclosion des grèves. — Le tableau ci-dessous démontre que c'est dans le

premier semestre de chaque année et particulièrement dans le deuxième trimestre que les grèves sont le plus nombreuses :

MOIS.	1890.	1891.	1892.	1893.	1894.	MOYENNE pour la période quinquen- nale.	
Janvier.....	6	14	22	70	28	28	Moyenne du 1 ^{er} semestre 238.
Février.....	10	13	25	55	22	25	
Mars.....	27	16	27	44	42	31	
Avril.....	29	26	35	112	60	52	
Mai.....	84	44	23	122	32	61	
Juin.....	39	48	18	61	37	41	Moyenne du 2 ^e semestre 135.
Juillet.....	40	26	11	33	36	29	
Août.....	21	18	22	32	33	25	
Septembre.....	21	22	14	29	28	23	
Octobre.....	13	12	10	31	25	18	
Novembre.....	10	13	27	28	25	21	
Décembre.....	13	15	27	17	23	19	
TOTAL.....	313	267	261	634	391	373	

De 1890 à 1894, le trimestre avril-mai-juin a donné, par rapport au total des grèves de l'année, les proportions suivantes : 48, 44, 29, 46 et 33 p. o/o.

LA CONCILIATION ET L'ARBITRAGE EN 1894.

101 recours à la loi sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalés au cours de l'année 1894; 8 de ces recours (7 par les ouvriers et 1 par le juge de paix) ont été faits dès la naissance du différend, avant la cessation du travail; 93 ont été faits lorsque la grève était déjà déclarée.

Comme il y a eu 391 grèves dans l'année, la proportion des recours à la conciliation, suivant la procédure instituée par la loi, a donc été de 25,83 p. 100.

En 1893, première année de l'application de la loi, la proportion n'avait été que de 17,19 p. 100; il y a, par conséquent, une augmentation de 8,64 p. 100.

Le nombre des recours adressés par les ouvriers a été de 51; les patrons ont fait cette démarche 4 fois; les ouvriers et les patrons réunis, 2 fois, et le juge de paix est intervenu d'office dans 44 différends.

Dans 8 cas, le travail a été repris presque immédiatement sans qu'il ait été donné suite à la demande de conciliation légale; dans ces cas, le recours avait été fait 4 fois par les ouvriers, 3 fois par le juge de paix et 1 fois par les ouvriers et les patrons réunis. Ces différends se sont terminés par 3 réussites, 2 transactions et 3 échecs.

Ces 8 cas mis à part, il y a eu 31 refus, dont 26 par les patrons, opposés aux demandes de conciliation; mais, dans 2 cas, les patrons ayant répondu à une deuxième convocation du juge de paix, le nombre des refus définitifs se trouve réduit à 29: 24 par les patrons, dont 16, lorsque la demande provenait des ouvriers, et 8, lorsqu'elle émanait de l'initiative du juge de paix; 4 par les ouvriers, dont 3 opposés à l'invitation du juge de paix et 1 à la demande faite par les patrons; enfin, dans 1 grève, patrons et ouvriers ont, tous deux, refusé de se rendre à la convocation du juge de paix.

A la suite de ces refus, les ouvriers ont, 2 fois, renoncé à leur demande (ils

n'avaient pas encore cessé le travail); la grève a été déclarée 1 fois, continuée 21 fois et terminée 5 fois par l'échec des ouvriers qui ont abandonné leurs réclamations.

Les 22 grèves commencées ou continuées après les refus de rapprochement pour la discussion se sont terminées par 6 réussites, 7 transactions et 9 échecs.

Dans les 64 autres conflits, 65 comités de conciliation ont été constitués, dont 2 pour la même grève, dans des cantons différents.

33 comités (dont 2 pour la même grève) ont mis fin à 32 différends : pour 4 d'entre eux, la grève n'avait pas encore été déclarée. 30 solutions ont été obtenues directement par les comités de conciliation, les 2 autres ont été le résultat d'un arbitrage. Dans 1 cas, les ouvriers ont repris le travail aussitôt après que les arbitres eurent été nommés; dans l'autre, les arbitres nommés par les parties n'ayant pu se mettre d'accord sur la solution à intervenir, c'est le président du tribunal civil qui a nommé le tiers arbitre.

Les solutions données à ces 32 différends se décomposent en 10 réussites, 21 transactions et 1 échec.

Dans 6 autres cas, quoique l'accord n'ait pas été établi d'une manière formelle dans le comité de conciliation, les ouvriers ont repris le travail le lendemain de la réunion, en renonçant, 5 fois, à leur demande, et en acceptant, 1 fois, la transaction offerte par les patrons.

On peut donc joindre ces 6 cas aux 32 premiers et dire que 38 différends ont pris fin à la suite du rapprochement des parties dans le comité de conciliation.

Dans les 26 autres différends non terminés par ces comités, des propositions d'arbitrage ont été faites 16 fois; elles ont été repoussées 13 fois par les patrons et 3 fois par les 2 parties; ces grèves ont eu pour résultat 2 réussites, 12 transactions et 12 échecs.

Les 8 recours à la conciliation, formés avant la cessation du travail, ont pu empêcher 6 grèves; la solution donnée à ces 6 différends a été 2 réussites, 2 transactions et 2 échecs. Deux grèves ont été déclarées, l'une après le refus des patrons de se présenter devant le juge de paix, l'autre après l'échec de la conciliation dans le comité; elles ont été, toutes deux, suivies d'échec.

En résumé, si l'on ajoute aux 38 différends terminés à la suite des pourparlers dans les comités de conciliation les 8 grèves de courte durée qui ont pris fin avant que le comité ait été constitué et les 7 autres conflits qui se sont terminés immédiatement après le refus des patrons, on trouve un total de 53 différends collectifs dont l'application de la loi du 27 décembre 1892 a précipité la solution, consistant en 13 réussites, 24 transactions et 16 échecs.

Les 48 autres grèves, dont 26 continuées après le désaccord dans le comité de conciliation et 22 après le refus de toute discussion par les patrons, ont eu pour résultat : 8 réussites, 19 transactions et 21 échecs.

Les 101 recours à la loi sur la conciliation et l'arbitrage se sont répartis :

1° Entre les groupes d'industries suivants : industries textiles, 35; industries du bâtiment, 18; travail des métaux, 12; mines et carrières, 8; cuirs et peaux, 6; bûcherons, 5; boulangers, 4; industries diverses, 13;

2° Entre les départements suivants, au nombre de 42 : Calvados, 7; Ardennes, Nord et Hautes-Pyrénées, 6; Cher, Loire et Loire-Inférieure, 5; Aube et Seine, 4; Allier, Drôme, Isère, Oise, Rhône, Tarn et Vosges, 3; Finistère, Hérault, Ille-et-Vilaine, Haut-Rhin, Seine-Inférieure et Seine-et-Marne, 2; Ardèche, Ariège, Bouches-du-Rhône, Cantal, Charente, Dordogne, Doubs, Gard, Gers, Indre-et-Loire, Jura, Lot-et-Garonne, Meurthe-et-Moselle, Orne, Pas-de-Calais, Pyrénées-Orientales, Haute-Savoie, Vienne, Haute-Vienne et Yonne, 1.

Pour terminer, ajoutons qu'en 1893 la proportion du nombre des comités de con-

ciliation par rapport au nombre des recours à la loi avait été de 51,37 p. 100; en 1894, cette proportion s'est élevée à 64,35 p. 100, soit une augmentation de 12,98 p. 100.

En 1893, la proportion des différends terminés par les comités de conciliation par rapport au nombre de ces comités avait été de 53,57 p. 100; en 1894, cette proportion s'est élevée à 58,49 p. 100, soit une augmentation de 4,92 p. 100.

L'hésitation des patrons et des ouvriers à recourir à l'arbitrage proprement dit, c'est-à-dire à l'intervention de personnes non directement intéressées dans le conflit, hésitation que nous avons déjà signalée pour 1893, ne s'est pas affaiblie cette année, et c'est encore la grève qui a eu le dernier mot dans des différends où la tentative de conciliation a échoué.

Mais, malgré le nombre, encore trop grand, des refus de discuter en commun sur de nouvelles conditions du travail, les chiffres que nous venons de donner démontrent qu'il s'est effectué un progrès véritable dans les idées de conciliation directe entre patrons et ouvriers.

CHRONIQUE LÉGISLATIVE.

Dans la séance du 20 mars, la Chambre des députés avait décidé qu'une loi spéciale déterminerait les conditions d'emploi d'un crédit de 2 millions pour les *pensions de retraite des travailleurs*, inscrit au budget du Ministère du commerce et de l'industrie.

Le 28 mars, M. Guieysse, au nom de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales, déposait son rapport qui concluait à l'affectation du crédit de 2 millions à la majoration des rentes viagères, constituées au profit des titulaires de livrets de la caisse des retraites et des membres des sociétés de secours mutuels âgés d'au moins 65 ans, ne jouissant pas d'un revenu supérieur à 360 francs.

Un contre-projet, déposé par M. Leydet, était ainsi conçu :

Le crédit de deux millions destiné aux retraites pour la vieillesse sera appliqué à l'organisation générale des pensions de retraite pour tous les citoyens français sans ressources, à partir de l'âge de 70 ans, avec participation proportionnelle des départements et des communes.

La Chambre a consacré, à l'examen de ces deux propositions, les séances des 4, 6, 8, 9 et 10 avril. En résumé, la discussion a porté tout entière sur le point de savoir si ce crédit de 2 millions devait être affecté à l'assistance pure et simple des vieillards, sans conditions d'actes de prévoyance accomplis par eux, ou s'il devait être réservé à augmenter les ressources de ceux qui, par leurs propres efforts, étaient déjà parvenus à se constituer une retraite minime.

La Chambre a donné satisfaction aux partisans des deux systèmes, en adoptant, par 500 voix contre 1, le texte suivant qui a été transmis au Sénat le 11 avril :

ART. 1^{er}. Les trois quarts du crédit ouvert au chapitre 13 du budget du Ministère du Commerce sont affectés à la majoration des rentes viagères constituées au profit des titulaires de livrets individuels de la caisse des retraites pour la vieillesse et des membres des sociétés de secours mutuels approuvées ou autorisées, ou de toute autre société de secours et de prévoyance servant des pensions de retraite, qui justifieront de la continuité des versements exigée par la présente loi, âgés d'au moins soixante-cinq ans.

ART. 2. Pour avoir droit à cette majoration, les titulaires de ces rentes, outre la condition d'âge indiquée à l'article précédent, devront :

1° Justifier qu'ils ne jouissent pas, y compris ladite rente viagère, d'un revenu personnel, viager ou non, supérieur à 360 francs;

2° Avoir effectué pendant vingt-cinq années, consécutives ou non, des actes de prévoyance, soit par vingt-cinq versements annuels au moins opérés sur un livret de la caisse des retraites,

soit par vingt-cinq cotisations régulières en qualité de membre participant d'une des sociétés visées à l'article 1^{er}, ayant, depuis le même temps, établi un fonds de retraites. Des comptes annuels seront produits par ces sociétés à l'appui de leur demande.

A titre transitoire et pendant une période de dix années, à partir de 1895, le nombre d'années de prévoyance exigées de chaque pensionnaire sera toutefois abaissé ainsi qu'il suit : quinze ans de prévoyance pour les pensionnaires qui demanderont la bonification de retraite en 1895 et, d'ailleurs, réuniront à cette date les conditions exigées ; seize ans pour ceux qui feront la demande en 1896, et ainsi de suite, en exigeant une année de plus à chaque exercice nouveau, jusqu'en 1905, date à laquelle la condition de vingt-cinq ans sera définitivement exigée de tous.

ART. 3. Un règlement d'administration publique déterminera les conditions dans lesquelles seront répartis entre les titulaires les crédits ouverts par la majoration des retraites. Les barèmes seront établis de telle manière qu'en aucun cas la pension servie ne puisse, majoration comprise, s'élever à une somme annuelle supérieure à 360 francs ; dans aucun cas, la bonification ne pourra dépasser le montant de la rente à majorer.

Néanmoins, dans l'établissement du barème, des bonifications spéciales pourront être attribuées aux parents ayant élevé plus de trois enfants, sans qu'ils soit tenu compte de la dernière disposition du paragraphe 1^{er} du présent article.

ART. 4. Pendant la période transitoire, les vieillards sans ressources âgés de plus de 70 ans et pour lesquels les communes et les départements accorderont une allocation annuelle de 50 francs au minimum obtiendront de l'État une majoration proportionnelle aux fonds disponibles sur le quart du crédit ouvert au chapitre 13 du budget du Ministère du commerce et de l'industrie.

Les majorations de l'État seront au maximum de 50 francs.

La proportion de la participation des communes sera établie d'après les barèmes indiqués dans la loi sur l'assistance médicale.

ART. 5. Indépendamment des crédits ouverts annuellement au budget, le revenu de la moitié du produit de la vente des bijoux de la couronne formera une dotation spéciale affectée au service des pensions exceptionnelles créées en vertu de l'article 11 de la loi du 20 juillet 1886.

Le bénéfice de l'article 15 de la loi du 20 juillet 1886 est applicable aux membres participants des sociétés de secours mutuels.

La dotation mentionnée au paragraphe 1^{er} du présent article est versée à la Caisse des dépôts et consignations, qui lui bonifiera un intérêt égal à celui qu'elle sert aux fonds des caisses d'épargne.

Voici, pour compléter ce texte, les articles 11 et 15 de la loi du 20 juillet 1886 relative à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, articles visés dans l'article 5 :

ART. 11. Dans le cas de blessures graves ou d'infirmités prématurées régulièrement constatées, conformément au décret du 21 juillet 1881, et entraînant incapacité absolue de travail, la pension peut être liquidée même avant cinquante ans et en proportion des versements faits avant cette époque. Les pensions ainsi liquidées pourront être bonifiées à l'aide d'un crédit ouvert chaque année au budget du Ministère de l'intérieur. Dans aucun cas, le montant des pensions bonifiées ne pourra être supérieur au triple du produit de la liquidation, ni dépasser un maximum de 360 francs, bonification comprise. La Commission supérieure statuera sur toutes les demandes de bonification et devra en maintenir les concessions dans la limite des crédits disponibles.

ART. 15. Le déposant qui a stipulé le remboursement à son décès du capital versé peut, à toute époque, faire abandon de tout ou partie de ce capital, à l'effet d'obtenir une augmentation de rente, sans qu'en aucun cas le montant total puisse excéder 1.200 francs. Le donateur qui a stipulé le retour du capital, soit à son profit, soit au profit des ayants droit du donataire, peut également, à toute époque, faire l'abandon du capital, soit pour augmenter la rente du donataire, soit pour se constituer à lui-même une rente, si la réserve avait été stipulée à son profit.

STATISTIQUE DES BUREAUX DE PLACEMENT AUTORISÉS.

[LES BUREAUX NON SOUMIS À AUTORISATION NE SONT PAS COMPRIS DANS CET ÉTAT.]

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE DE BUREAUX où le placement est		NOMBRE TOTAL de BUREAUX AUTORISÉS déclarés		DÉPARTEMENTS.	NOMBRE DE BUREAUX où le placement est		NOMBRE TOTAL de BUREAUX AUTORISÉS déclarés	
	payant.	gratuit.	en 1894.	en 1891.		payant.	gratuit.	en 1894.	en 1891.
Ain.....	3	"	3	2	Report.....	474	12	486	468
Aisne.....	41	"	41	39	Lot.....	2	"	2	2
Allier.....	5	"	5	5	Lot-et-Garonne.....	2	1	3	2
Alpes (Basses-).....	"	"	"	1	Lozère.....	"	"	"	"
Alpes (Hautes-).....	2	"	2	"	Maine-et-Loire.....	22	"	22	18
Alpes-Maritimes.....	25	"	25	25	Manche.....	8	2	10	5
Ardèche.....	2	"	2	2	Marne.....	30	"	30	31
Ardennes.....	14	"	14	13	Marne (Haute-).....	5	"	5	4
Ariège.....	"	"	"	"	Mayenne.....	9	"	9	6
Aube.....	13	"	13	13	Meurthe-et-Moselle.....	30	1	31	23
Aude.....	6	"	6	8	Meuse.....	6	"	6	5
Aveyron.....	"	"	"	"	Morbihan.....	3	"	3	"
Bouches-du-Rhône.....	25	"	25	30	Nièvre.....	11	"	11	"
Calvados.....	34	3	37	25	Nord.....	16	3	19	57
Cantal.....	"	"	"	"	Oise.....	29	"	29	26
Charente.....	6	2	8	14	Orne.....	19	"	19	14
Charente-Inferieure.....	7	"	7	8	Pas-de-Calais.....	22	"	22	20
Cher.....	11	"	11	6	Puy-de-Dôme.....	11	1	12	11
Corrèze.....	2	"	2	1	Pyrenées (Basses-).....	"	"	"	4
Corse.....	"	"	"	"	Pyrenées (Hautes-).....	1	"	1	2
Côte-d'Or.....	15	1	16	17	Pyrenées-Orientales.....	2	"	2	3
Côtes-du-Nord.....	4	"	4	3	Territoire de Belfort.....	7	"	7	8
Creuse.....	"	"	"	"	Rhône.....	43	"	43	34
Dordogne.....	6	"	6	4	Saône (Haute-).....	"	"	"	5
Doubs.....	11	2	11	11	Saône-et-Loire.....	23	1	24	19
Drôme.....	8	"	10	11	Sarthe.....	24	"	24	19
Eure.....	19	"	19	15	Savoie.....	1	"	1	4
Eure-et-Loir.....	24	1	25	21	Savoie (Haute-).....	1	"	1	2
Finistère.....	"	"	"	2	Seine.....	254	"	254	309
Gard.....	6	"	6	8	Seine-Inferieure.....	75	"	75	78
Garonne (Haute-).....	15	"	15	14	Seine-et-Marne.....	30	"	30	27
Gers.....	2	"	2	"	Seine-et-Oise.....	41	3	44	55
Gironde.....	43	1	44	38	Sèvres (Deux-).....	6	"	6	6
Hérault.....	18	"	18	11	Somme.....	21	1	22	22
Ille-et-Vilaine.....	13	"	13	14	Tarn.....	3	"	3	2
Inde.....	2	"	2	2	Tarn-et-Garonne.....	1	1	2	"
Indre-et-Loire.....	8	1	9	7	Var.....	8	"	8	5
Isère.....	16	"	17	15	Vaucluse.....	17	"	17	15
Jura.....	5	"	5	6	Vendée.....	1	"	1	1
Landes.....	"	"	"	"	Vienne.....	7	"	7	8
Loir-et-Cher.....	"	"	"	5	Vienne (Haute-).....	6	1	7	7
Loire.....	23	"	23	21	Vosges.....	10	1	11	7
Loire (Haute-).....	2	"	2	1	Yonne.....	10	"	10	12
Loire-Inferieure.....	21	"	21	26					
Loiret.....	17	"	17	15					
A reporter.....	474	12	486	468	TOTAUX.....	1,351	28	1,379	1,353

Répartition des bureaux autorisés existant en 1894 d'après les professions qu'ils desservent.

	NOMBRE de bureaux.		NOMBRE de bureaux.
Domestiques.....	940	Bouchers, pâtisseries, confiseurs, etc.....	40
Nourrices.....	71	Garçons épiciers, droguistes, etc.....	9
Gardes-malades.....	2	Garçons d'hôtels, cafés, marchands de vin.....	80
Membres de l'enseignement	27	Coiffeurs.....	40
Artistes lyriques, gymnastes, etc.....	12	Meuniers.....	21
Marins.....	13	Tailleurs, teinturiers, cor- donniers.....	8
Employés de banque, com- merce, industrie, etc. . .	258	Ouvriers en bâtiment (fer ou bois).....	9
Ouvriers, domestiques agri- coles, jardiniers.....	74	Toutes professions réunies.	83
Charretiers, cochers.....	3		
Journaliers.....	9		
Boulangers.....	127		

NOTA. Le total des chiffres ci-dessus est supérieur au nombre total de bureaux de placement, parce que certains bureaux desservent plusieurs professions.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Syndicat des houilles. — La circulaire n° 1.115 du comité central des houillères de France donne la traduction du compte rendu du syndicat des houilles de Westphalie pour 1894. Nous en détachons les passages suivants :

Le tonnage de production, admise par le syndicat (*Betheiligungsziffer*) pour l'ensemble des mines intéressées, était :

Le 1 ^{er} mars 1893, de.....	33.575.976 tonnes;
Le 1 ^{er} janvier 1894, de.....	35.531.116 —
Le 31 décembre 1894, de.....	37.988.233 —

Il a donc augmenté, pendant les dix mois de 1893, de 5,81 p. o/o, et de nouveau, pendant l'année de 1894, de 6,91 p. o/o. Du 1^{er} mars 1893 au 31 décembre 1894, le tonnage de la production admise a augmenté de 13,14 p. o/o.

Cette année-ci (1895) nous apporte une nouvelle augmentation, et nous avons déjà reçu d'un grand nombre de mines une demande en majoration du tonnage que le syndicat leur a accordé jusqu'ici. Mais cette augmentation constante des prétentions de nos exploitants, toujours désireux d'accroître leur production, constitue un grave danger pour le syndicat; il paraît urgent d'insérer dans les conditions de renouvellement du syndicat des clauses spéciales qui permettent de mettre un terme à ces exagérations. Il va sans dire que nous ne méconnaissions pas plus la possibilité que la nécessité d'une extension de notre industrie houillère rhénane-westphalienne : ce besoin de développement se manifeste dans toutes les mines ou régions houillères riches, et n'apparaît pas moins clairement dans les mines en régie de la Sarre, nos plus forts concurrents; il va de soi qu'une industrie occupant 150.000 ouvriers, comme celle du district de Dortmund, peut bien provisoirement réduire sa production, mais ne peut subir sans dommages sérieux un arrêt dans son développement normal...

La production effective est restée de 1.849.327 tonnes = 4,98 p. o/o inférieure au tonnage admis par le syndicat pour l'ensemble des mines adhérentes...

En somme, la situation de l'industrie allemande et de l'industrie de tous les pays est si peu satisfaisante que nous devons considérer les résultats exposés ici comme plutôt favorables, surtout si nous considérons la grave dépression qui a pesé pendant la seconde moitié de l'année sur l'industrie métallurgique, notre principal client.

En ce qui concerne les prix que nous avons pu obtenir, il faut reconnaître qu'ils n'ont pas permis d'assurer au capital placé dans nos entreprises un revenu satisfaisant. Nous avons cru, cependant, après un examen attentif de la situation générale de l'industrie, qu'il fallait renoncer à une nouvelle hausse des prix : on voit qu'en toute justice on devra nous épargner le reproche d'abuser de la puissance de notre syndicat.

Pour régulariser, à leur propre avantage, la concurrence des négociants en gros, si excessive au temps de la lutte commerciale entre les diverses mines, nous avons fixé aux diverses maisons des régions de vente spéciales : les négociants sont par là même assurés de vendre les quantités qu'ils ont achetées. Ces mesures sont encore renforcées et précisées, conformément aux statistiques que les mines adhérentes nous ont demandées, et aux expériences commerciales que nous avons faites pendant ces années de début.

Notre bilan s'équilibre très exactement, et, conformément, du reste, à l'esprit de notre association, nous terminons l'année sans bénéfices.

Syndicat des briquettes. — Les résultats de l'année 1894 n'ont pas répondu à l'attente du syndicat qui n'a pu placer que le tiers du *supplément* de production qu'il a dû enregistrer. Tonnage vendu 745.414 tonnes contre 694.025 en 1893. Il en est résulté une nouvelle baisse de prix. 2 nouvelles mines sont entrées dans le syndicat ce qui porte à 23 le nombre des membres.

Situation financière des caisses d'assurance-maladie. — Il se produit actuellement un mouvement important parmi les organes locaux de l'assurance-maladie, en vue de diminuer le délai pendant lequel les victimes d'accidents doivent être à la charge des caisses de maladie. On sait que, d'après les lois de 1883 et 1884, les blessés ne sont indemnisés par les corporations d'assurance contre les accidents qu'à partir de la quatorzième semaine, et que, pendant les treize premières semaines, les frais de traitement et les allocations de chômage incombent aux caisses de maladie. Ces dernières se plaignent vivement de cet état de choses auquel elles attribuent le mauvais état de leurs finances, qui rend très précaire leur situation actuelle. Le surcroît de dépenses que leur imposent les accidents va sans cesse en augmentant, aussi se sont-elles unies pour demander que le délai légal de treize semaines soit abaissé à sept, voire même à quatre semaines, comme cela a lieu en Autriche.

Les inconvénients auxquels on veut remédier ainsi, auraient dû diminuer, il est vrai, depuis l'entrée en vigueur (1893) de la nouvelle loi d'assurance-maladie (loi du 10 avril 1892), qui autorise les corporations à se charger du traitement des blessés bien avant la quatorzième semaine et à se substituer à eux en ce qui concerne le droit aux secours de maladie. Mais il paraît que cette disposition est jugée insuffisante par les caisses de maladie, qui réclament que le rôle de l'assurance-accidents commence effectivement avant la quatorzième semaine, non seulement pour le traitement médical, mais encore pour le paiement des indemnités et tous les autres frais.

Les accidents dans les mines allemandes en 1894. — La corporation minière d'assurance contre les accidents a enregistré, en 1894, un total de 38.182 accidents (à raison d'un accident par personne blessée ou tuée). Le nombre moyen des personnes assurées pendant l'année s'étant élevé à 426.555, cela donne une proportion moyenne de 89,51 accidents par 1.000 assurés. En 1893, la proportion correspondante était de 89,84 p. 1.000.

Sur ces 38.182 accidents, 47,49, soit 12,4 p. 0/0, ont motivé une indemnité conformément à la loi d'assurance obligatoire. La proportion par 1.000 assurés des accidents motivant indemnité est donc, en 1894, de 11,13 ; en 1893, elle se montait à 10,60.

Les accidents indemnisés se décomposent en :

784 cas de mort, 1,84 par 1.000 assurés ;

263 cas d'incapacité de travail permanente totale, 0,62 par 1.000 assurés ;

2.735 cas d'incapacité de travail permanente partielle, 6,41 par 1.000 assurés ;

967 cas d'incapacité de travail temporaire (de 13 semaines à 6 mois), 2,27 par 1.000 assurés.

Voici, d'ailleurs, les chiffres annuels d'accidents, par 1.000 assurés, depuis le début du fonctionnement de l'assurance obligatoire :

NOMBRES ANNUELS D'ACCIDENTS PAR 1.000 ASSURÉS.

ANNÉES.	ACCIDENTS DÉCLARÉS.	ACCIDENTS MOTIVANT INDEMNITÉ.				
		MORT.	INCAPACITÉ permanente totale.	INCAPACITÉ permanente partielle.	INCAPACITÉ tem- poraire.	TOTAL.
1886.....	64,88	2,13	1,22	1,41	1,41	6,17
1887.....	71,15	2,45	1,66	2,75	1,44	8,30
1888.....	74,19	2,09	1,50	2,83	1,27	7,69
1889.....	72,02	2,17	1,72	3,64	0,90	8,43
1890.....	72,49	2,07	1,20	4,13	1,14	8,54
1891.....	79,61	2,32	0,80	4,82	1,57	9,51
1892.....	81,20	1,96	0,97	5,17	1,75	9,85
1893.....	89,84	2,19	0,61	5,60	2,20	10,60
1894.....	89,51	1,84	0,62	6,41	2,27	11,13

BELGIQUE.

Arrêté royal du 12 avril 1895 déterminant les attributions de l'Office du travail institué le 12 novembre 1894.

ART. 1^{er}. Outre les administrations énumérées à l'article 1^{er} du règlement organique du 31 décembre 1889, le département de l'agriculture, de l'industrie, du travail et des travaux publics comprend un Office du travail.

ART. 2. L'Office du travail a pour mission de s'enquérir, à l'intervention des administrations compétentes le cas échéant, de la situation du travail industriel et agricole, ainsi que de la condition des ouvriers dans l'industrie, les métiers, le commerce, l'agriculture et les transports, de rechercher de même les effets des lois et règlements qui les concernent et, en général, de recueillir tous les renseignements qui peuvent contribuer à faire améliorer leur situation matérielle, intellectuelle et morale.

Il s'occupe, notamment, des objets suivants :

La situation économique et commerciale des différentes branches du travail ;

L'état du marché du travail pour les différentes professions ; le chômage, ses causes, sa durée, ses effets, les moyens d'y remédier, y compris l'assurance ;

La situation des ouvriers et apprentis des deux sexes comme salaire et mode de rémunération, durée du travail, jours de repos, conditions d'admission et de résiliation, et autres clauses du contrat de travail ;

Le coût de la vie, le budget des diverses catégories d'ouvriers et d'ouvrières ;

Le prix de détail des objets et denrées ordinairement consommés par la grande masse du public ;

L'influence des impôts sur le revenu, la consommation et les conditions de la classe ouvrière ;

Le nombre des accidents du travail, suivant les professions, la gravité des blessures, la durée de l'incapacité de travail, l'âge et l'état civil des victimes et les causes matérielles et morales des accidents ;

La morbidité des diverses catégories d'ouvriers, suivant l'âge, le sexe et la profession, notamment les maladies provenant de la nature du travail, de l'alimentation, de l'abus des boissons alcooliques;

Le nombre des ouvriers annuellement refusés à l'armée pour insuffisance de taille, défauts corporels, faiblesse de constitution;

Le nombre d'ouvriers envoyés annuellement dans les dépôts de mendicité, maisons de refuge, de réforme, de détention de l'État;

Les conflits industriels entre patrons et ouvriers; leur fréquence, leurs causes, leurs périodes, leurs conclusions, leurs conséquences;

Les résultats des institutions légales ou libres destinées à favoriser l'entente entre les patrons et les ouvriers, conseils de conciliation, conseils d'usine, arbitrage, conseils de l'industrie et du travail, conseils de prud'hommes;

Les résultats des lois sur le travail des femmes et des adolescents, sur le salaire, sur les règlements d'atelier, le contrat de travail et, en général, de toutes les dispositions législatives qui constituent des clauses obligatoires du contrat de travail;

Les résultats des mesures et règlements concernant la salubrité et la sécurité des ateliers;

La situation des logements ouvriers, les effets de la loi sur les habitations ouvrières, l'activité des comités de patronage, le développement et les résultats des sociétés pour la construction des habitations ouvrières;

La situation et le développement des associations de patrons ou d'ouvriers et des associations mixtes;

La situation et le développement des sociétés mutualistes, les résultats de la loi qui les concerne;

La situation, le développement et les différents modes de l'assurance contre la maladie, les accidents, l'invalidité, la vieillesse, ainsi que de l'assurance des veuves et des orphelins;

La situation et le développement de l'épargne dans les diverses parties du pays et selon les catégories d'ouvriers;

La situation et le développement des sociétés coopératives et les résultats de la loi qui les concerne;

L'étendue et les résultats de l'enseignement industriel et professionnel, de l'enseignement ménager;

La situation de l'apprentissage dans les diverses industries et métiers;

Les effets des mesures prises pour soulager la misère;

Les résultats des mesures relatives aux conditions du travail, adoptées par certaines administrations publiques (minimum de salaire, durée du travail, primes, conseils de conciliation, participation aux adjudications, assurance contre les accidents, etc.);

L'état de l'industrie, les conditions de la production, la situation du travail, le coût de la vie, l'émigration, la colonisation, les grèves, les faits de guerre, etc., dans les pays étrangers.

ART. 3. L'Office du travail est chargé d'étudier et de faire connaître le mouvement de la législation concernant le travail et les ouvriers à l'étranger et de rechercher les effets des lois étrangères concernant le travail et les ouvriers.

Il concourt à l'étude des mesures législatives nouvelles et des améliorations à introduire dans la législation existante concernant le travail.

ART. 4. L'Office du travail a dans ses attributions le service administratif relatif à l'exécution des lois et règlements ci-après dans les limites et sous les conditions à déterminer par les règlements intérieurs du département;

Les conseils de l'industrie et du travail;

Les conseils de prud'hommes;

Le conseil supérieur du travail.

Le payement des salaires;

Les règlements d'ateliers;

Le contrat de travail;

L'apprentissage;

L'assurance ouvrière;
Les unions professionnelles;
Les sociétés mutualistes;
La police du travail.

ART. 5. Indépendamment des fonctionnaires et employés nécessaires aux bureaux de l'Office et compris dans les cadres du personnel de l'administration centrale du département, le Ministre pourra charger des délégués temporaires de travaux spéciaux et déterminés.

ART. 6. L'Office du travail publie mensuellement un Bulletin officiel sous le titre de *Revue du travail*. Cette revue contiendra notamment des informations sur l'état du marché du travail, le chômage, les conflits industriels entre patrons et ouvriers commencés, terminés ou en cours; les arrangements réglant de nouvelles conditions du travail; les résolutions votées par les conseils de l'industrie et du travail; les accidents du travail et les décisions judiciaires rendues en vertu des dispositions légales sur la responsabilité; les mesures prises par les administrations publiques concernant la salubrité et la sécurité des établissements industriels, la construction des habitations ouvrières, le développement de la mutualité, de la coopération et de l'épargne, l'enseignement industriel, professionnel et ménager, les congrès d'associations ouvrières et les travaux des sociétés qui s'occupent des questions sociales.

Elle fournira aussi des renseignements sommaires sur les fluctuations du commerce, l'exportation et l'importation, s'il y a lieu, les effets de la colonisation, les prix de détail des articles et denrées ordinairement consommés par les travailleurs, ainsi que des tables comparatives des prix de vente en gros sur les premiers marchés du monde. Elle renfermera, enfin, des notes sur les principaux événements affectant le travail et sur le mouvement de la législation du travail dans le pays et à l'étranger.

ART. 7. L'Office du travail éditera en publications distinctes les résultats des enquêtes spéciales, entreprises conformément au programme de l'article 2, ainsi que les travaux exposant la législation du travail dans les pays étrangers et ses résultats.

ART. 8. Le Ministre déterminera, conformément à l'article 19 du règlement organique du département, les délégations à accorder au chef de l'Office du travail, en vue de faciliter l'instruction et l'expédition des affaires.

ART. 9. Il est créé, dans chacun des gouvernements des provinces, un Office du travail provincial.

Les gouverneurs détermineront, dans les règlements de leur administration, l'organisation de l'Office du travail provincial ainsi que les attributions diverses qui y seront rattachées.

ART. 10. Notre Ministre de l'agriculture, de l'industrie, du travail et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent arrêté.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en mars (1). — La situation générale était sensiblement meilleure à la fin de mars. La température étant devenue moins rigoureuse, plu-

(1) D'après la *Labour Gazette*.

sieurs corps de métiers qui avaient été entièrement paralysés ont pu reprendre le travail.

Sur les 387.907 membres des 83 trade-unions qui fournissent des renseignements, 25.146, soit 6,5 p. o/o étaient sans travail à la fin de mars; la proportion correspondante était de 7,9 p. o/o à la fin du mois précédent de 1895 et de 6,5 en mars 1894.

Dans les houillères la durée du travail a été légèrement réduite, par suite de la diminution des commandes. Il y avait 280 hauts-fourneaux en activité contre 284 à la fin de février. Le nombre des ouvriers employés dans les aciéries a augmenté de 3 p. o/o sur 1894. Le chômage a diminué dans la construction mécanique passant de 9,1 p. o/o en mars 1894 à 7,8 en mars 1895. Dans le bâtiment il n'y a plus que 4,9 p. o/o de chômeurs contre 10,1 en février.

On a constaté 49 grèves nouvelles au lieu de 100 en mars 1894 et 55 en février 1895 : sur ces 49 nouvelles grèves, 13 dans l'industrie minière, 11 dans les industries du bâtiment, 5 dans le vêtement, etc. 43 de ces grèves comprenaient 56.437 grévistes. Ce nombre considérable était dû à la crise dans l'industrie de la chaussure.

Environ 100.000 mineurs du sud du pays de Galles et du comté de Monmouth ont subi une diminution de salaire de 1 1/4 p. o/o. 3.500 ouvriers des aciéries de Cumberland ont subi une diminution de 5 p. o/o, et 2.250 verriers en bouteilles de Yorkshire une réduction de 10 p. o/o sur le salaire payé pour les heures supplémentaires.

Syndicat des houilles à gaz de Durham. — La combinaison est, en fait, dissoute. L'opposition des mines dissidentes a découragé les adhérents et la combinaison n'existe plus que sur le papier.

SUÈDE.

Projet de loi sur l'assurance contre l'incapacité permanente de travail. — Le gouvernement suédois a déposé, au commencement de l'année 1895, un projet sur l'assurance obligatoire contre l'incapacité permanente de travail. En voici les dispositions principales :

Sont astreints à l'assurance, à partir de 18 ans révolus, les ouvriers, les domestiques et les employés dont le traitement annuel ne dépasse pas 1.800 couronnes (2.300 francs).

L'assurance a pour objet de garantir une pension viagère à toute personne devenue, à la suite d'accident ou de maladie, incapable d'accomplir un travail salarié lui permettant de subvenir à ses besoins ou ayant atteint l'âge de 70 ans.

Les cotisations pour l'assurance sont payées en partie par les assurés et en partie par les patrons. Elles sont dues pour chaque semaine de travail et sont variables selon le salaire.

La pension se compose, d'une part fixe, de 50 couronnes (65 francs), et d'une part variable, proportionnelle au nombre de semaines de cotisations payées. Les pensions sont alimentées, d'une part, par les cotisations, et, d'autre part, par un versement de l'État calculé de manière à assurer complètement leur payement intégral conformément à la loi.

L'assurance est gérée par l'État. Il est créé, à cet effet, une *Direction des pensions*,

dont les attributions s'étendent à tout le royaume, et des *Commissions de pensions*, pour chaque district, qui règlent les affaires de l'assurance.

Ce projet offre, comme on le voit, une grande analogie avec la loi allemande d'assurance obligatoire contre l'invalidité et la vieillesse.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

PENDANT LE MOIS D'AVRIL 1895, EN CE QUI CONCERNE LES QUESTIONS
OUVRIÈRES ET SOCIALES.

Accidents du travail. — [Sénat]. — Dépôt, par M. Poirrier, d'un rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire, le 3 avril 1895. (Doc. parl. n° , J. O., p.) [V. Bull. janvier 1894].

Caisses de retraite, de secours et de prévoyance. — [Chambre.]. — Projet de loi concernant les caisses de retraite, de secours et de prévoyance fondées au profit des employés et ouvriers, présenté par MM. Jules Roche et Fallières, le 20 décembre 1890 (Doc. parl. n° 1096, J. O., p. 518). — Rapport de M. Guiyesse, député, au nom de la Commission du travail, le 29 janvier 1891 (Doc. parl. n° 1158, J. O., p. 322). — Adoption en 1^{re} délibération le 13 février 1891 (J. O., p. 277). — Rapport supplémentaire de M. Guiyesse, le 26 février 1891 (Doc. parl. n° 1236, J. O., p. 614). — 2^e délibération le 2 mars (J. O., p. 480) et adoption le 3 mars 1891 (J. O., p. 492).

[Sénat]. — Transmission au Sénat le 1891 (Doc. parl. n° 38, J. O., p. 16). — Rapport de M. Thézard, le 9 février 1893 (Doc. parl. n° 36, J. O., p. 33). — Adoption, avec modifications, par le Sénat les 26 et 28 février 1893.

[Chambre.]. — Retour à la Chambre le 13 mars 1893 (Doc. parl. n° 2637, J. O., p. 246). — Rapport de M. Guiyesse le 18 avril 1893 (Doc. parl. n° 2713, J. O., p. 811).

Projet de loi déposé à nouveau par MM. André Lebon et Trarieux, au nom du Gouvernement, le 6 avril 1895 (Doc. parl. n° 1283, J. O., p.).

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL.

Aucun changement notable depuis le mois dernier; le chômage tend toujours à diminuer et la situation d'ensemble reste plus satisfaisante que l'an dernier. Les industries textiles, celles du vêtement et du bâtiment sont particulièrement actives.

Parmi les 560 syndicats d'ouvriers et d'employés de l'industrie et du commerce groupant 120.000 adhérents qui ont adressé des rapports sur la situation au 15 mai, 23 p. o/o des syndicats, avec 17 p. o/o des adhérents, estiment que la situation est meilleure que celle de l'an dernier à pareille époque; 40 p. o/o des syndicats, comprenant 54 p. o/o des adhérents, considèrent qu'elle est la même, et 37 p. o/o des syndicats, avec 29 p. o/o des syndiqués, la tiennent pour plus mauvaise.

Le prix des denrées a un peu diminué, mais on signale de divers côtés l'augmentation de prix du pétrole, surtout dans les métiers où les veillées se prolongent.

SITUATION GÉNÉRALE.

Forêts. — Sur plusieurs points, l'exploitation des forêts aurait tendance à diminuer, les coupes étant fort avancées; par contre, les travaux des champs vont occuper les bras disponibles. Les bûcherons comptent 3 p. o/o de chômeurs. La situation semble, en général, meilleure que celle de l'an dernier: la durée du travail hebdomadaire est le plus souvent de 72 heures, rarement au-dessous de 66 heures.

MINES ET CARRIÈRES. — Les ventes moins importantes amènent un ralentissement dans l'exploitation des mines: la situation est assez souvent jugée plus défavorable que l'an dernier.

Dans les carrières, peu de chômeurs, l'amélioration signalée continue, sauf dans les Bouches-du-Rhône, où la situation est signalée comme moins bonne que l'an dernier: durée du travail hebdomadaire, de 60 à 72 heures.

PRODUITS ALIMENTAIRES. — On estime à 14 p. o/o le nombre des ouvriers raffineurs, vermicelliers, confiseurs sans travail, à 15 p. o/o celui des boulangers et à 9 p. o/o celui des cuisiniers.

Les boulangers attribuent à la concurrence des boulangeries mécaniques, à l'augmentation du nombre des maisons dans lesquelles les patrons travaillent eux-mêmes, les difficultés de l'embauchage; situation jugée meilleure à Bordeaux et à Bayonne; plus mauvaise à Paris, Versailles, Troyes, Nice, dans les Bouches-du-Rhône.

PRODUITS CHIMIQUES. — La fabrication des produits pharmaceutiques est moins active que l'an dernier, et, cependant, le nombre des établissements ne cesse de s'accroître. La concurrence étrangère est très vive dans cette industrie.

PAPIER. — Dans la papeterie, la concurrence devient de plus en plus grande et les prix sont de moins en moins rémunérateurs. Aussi signale-t-on quelques liquidations d'établissements. La production se maintient active, mais la consommation se restreint.

INDUSTRIES DU LIVRE. — Dans la reliure, le cartonnage et la papeterie, le travail semble se maintenir assez actif; on constate peu d'ouvriers sans emploi. Dans l'industrie du livre, 12 p. o/o des ouvriers à Paris et 5 p. o/o en province sont sans ouvrage. 17 p. o/o des syndicats avec 14 p. o/o des adhérents trouvent la situation meilleure que l'an dernier, 30 p. o/o des syndicats comptant 22 p. o/o des syndiqués estiment qu'elle est la même et 19 p. o/o des syndicats avec 64 p. o/o des membres considèrent qu'elle est plus mauvaise que celle de l'an dernier à pareille époque. Situation meilleure à Valenciennes, Cusset (Allier), Toulon, Toulouse, Bergerac, Cette (Hérault), Bordeaux, Poitiers, le Mans, Alençon, Evreux, Caen, Rouen; plus mauvaise à Paris, Saint-Étienne, Cannes, Draguignan, Carcassonne, Perpignan, Auch, Périgueux, Libourne (Gironde), Tarbes, Châteaudun (Eure-et-Loir). La durée du travail hebdomadaire est presque partout de 60 heures; quelquefois, elle atteint 72 heures.

CUIRS ET PEAUX. — Travail assez actif dans la préparation des cuirs et peaux; les ouvriers qui y sont attachés comptent 14 p. o/o des leurs sans ouvrage; les cordonniers, 8 p. o/o; peu de chômeurs chez les gantiers, les commandes sont abondantes; ralentissement des affaires chez les gainiers. Dans l'industrie de la préparation des cuirs et peaux, dans la cordonnerie et dans la ganterie, la durée du travail varie de 55 à 60 heures par semaine, elle descend rarement à 48 heures et atteint 72 heures au maximum. Situation meilleure à Millau (Aveyron), dans l'Ardeche, et à Graulhet (Tarn); plus mauvaise que l'an dernier à Paris, Amiens, Dijon, Lyon, Marseille, Nantes et Angers; dans les autres centres aucune modification importante à signaler.

Chez les cordonniers, amélioration à Boulogne-sur-Mer, à Nancy, à Limoges et à Fougères (Ille-et-Vilaine); les conditions du travail sont jugées moins favorables que celles de l'an dernier dans l'Isère, à Montpellier, à Nice et à Angers.

Chez les gantiers, reprise du travail à Paris et à Niort (Deux-Sèvres); augmentation sur certains points dans le taux des salaires.

TEXTILES. — Dans l'industrie linière, la situation continue à s'améliorer dans le Nord et dans le Centre, même dans les tissages à la main; dans l'industrie cotonnière, production assez suivie; dans les tissages de soie et dans les rubaneries du Centre, commandes toujours abondantes; dans la bonneterie, amélioration sensible

sur le mois dernier ; l'industrie du vêtement est en pleine saison de travail ; dans la chapellerie, affaires très calmes.

Dans les tissages mécaniques, on compte 7 p. o/o des ouvriers sans travail ; dans les tissages à la main, un petit nombre (2 p. o/o) est sans commande ; peu de chômeurs également chez les bonnetiers, chez les passementiers-rubaniers et chez les ouvriers et ouvrières de l'industrie du vêtement ; 17 p. o/o chez les chapeliers.

Dans les tissages mécaniques, durée du travail, 66 à 72 heures par semaine ; dans les tissages à la main, elle atteint parfois 90 heures ; dans l'industrie du vêtement, elle varie de 60 à 80 heures ; chez les chapeliers, elle est de 72 heures environ dans les grands ateliers et de 33 à 40 heures dans les petites fabriques à la main.

Dans les tissages mécaniques, les conditions du travail sont meilleures que celles du mois correspondant de l'an dernier dans l'Oise, le Nord, les Ardennes, à Condé-sur-Noireau (Calvados) ; elles sont jugées moins favorables à Serain (Aisne), à Moussey (Vosges), à Thisy et Thel (Rhône), et dans la Seine-Inférieure, à Bolbec et Elbeuf ; dans les autres départements, pas de modifications notables.

Dans les tissages à la main, situation meilleure que les mois précédents dans le Nord, les Ardennes, la Loire, le Rhône (sauf à Marnand et Grandris, où elle est jugée plus mauvaise), et dans la Vendée et le Maine-et-Loire ; à Castres, on estime que la situation est inférieure à celle du mois correspondant de 1894 ; dans la bonneterie, travail actif dans la Somme ; dans l'Hérault à Ganges et dans le Calvados à Falaise, la situation demeure moins bonne que celle de l'an passé. Chez les passementiers-rubaniers, l'amélioration se maintient dans la Haute-Loire et dans la Loire.

Chez les ouvriers et ouvrières de l'industrie du vêtement, situation générale meilleure que l'an dernier, principalement à Paris, à Lyon, à Bayonne et à Fougères (Ille-et-Vilaine).

Dans la chapellerie, la situation se présente comme généralement plus mauvaise que celle du mois de mai 1894, sauf à Essonne (Seine-et-Oise), à Louhans (Saône-et-Loire), à Lyon, à Annecy, à Bourg-de-Péage (Drôme), à Graulhet (Tarn), à Chalabre (Aude), à Terrasson (Dordogne), à Chambon (Creuse), où elle paraît être la même que celle de l'an dernier.

TRAVAIL DU BOIS. — La température plus favorable a permis une reprise générale et complète chez les charpentiers et menuisiers en bâtiment. Les charpentiers signalent peu de chômeurs ; les menuisiers, les charrons et les ébénistes 3 p. o/o ; les tonneliers 30 p. o/o ; les brosiers, vanniers et bouchonniers 6 p. o/o.

Durée du travail chez les charpentiers, 60 à 71 heures par semaine ; à peu près semblable chez les menuisiers, les charrons, les tonneliers, les sabotiers, les ébénistes, avec 54 heures comme minimum et 72 heures comme maximum.

Chez les charpentiers, la situation est estimée meilleure que l'an dernier à Hermes (Oise), à Grenoble ; plus mauvaise à Paris, à Dunkerque, à la Seyne (Var), à Bourges et à Nantes.

Chez les menuisiers, travail plus abondant à Amiens, à Toulouse et à Libourne (Gironde) ; à Paris, à Nancy et à Saint-Étienne, les commandes sont moins fortes que l'an dernier ; chez les ouvriers en voitures, la situation est sensiblement la même que celle de l'an dernier, sauf à Troyes où elle est devenue meilleure.

Chez les tonneliers, les conditions du travail sont redevenues équivalentes à celles de l'an dernier à Dijon, à Gray, dans la plus grande partie de la Gironde, à Orléans et à Saint-Yrieix (Haute-Vienne) ; elles sont inférieures à celles du mois de mai 1894 à Nîmes et à Vayres (Gironde).

Travail plus actif que l'année précédente chez les ébénistes spécialistes à Paris, à

Bordeaux et à Perpignan; les commandes semblent moins abondantes à Paris (chez les mouluriers-finisieurs), à Felleries et à Hasnon (Nord), à Moulins et à Brest.

Dans la broserie et la vannerie et articles similaires, situation meilleure à Oyonnax (Ain), plus mauvaise à Sens (Yonne), à Valence (Drôme) et à Caderousse (Vaucluse).

MÉTALX. — La reprise des affaires dans le Nord et dans les Ardennes se maintient principalement dans les ateliers de constructions mécaniques; la serrurerie du bâtiment est en pleine saison de travail.

Dans l'Est, le travail se maintient, mais à des prix légèrement en baisse depuis le début de l'année.

Les mouleurs en fer et en cuivre comptent un tiers de leurs adhérents sans ouvrage; les métallurgistes 4 p. o/o; les mécaniciens, constructeurs et serruriers 12 p. o/o; les ferblantiers et ouvriers en instruments de précision 13 p. o/o; un grand nombre de chaudronniers sont sans ouvrage.

Durée du travail chez les mouleurs, le plus souvent 66 heures par semaine; chez les métallurgistes, 55 à 60 heures; chez les mécaniciens, constructeurs et serruriers, 60 à 66 heures; au minimum 55 heures, au maximum 78; chez les chaudronniers, en général, 60 heures; de même, chez les ferblantiers et ouvriers en instruments de précision, 45 heures étant le minimum constaté par semaine et 70 le maximum.

Chez les mouleurs, la situation est jugée meilleure que celle de l'an dernier à Grenoble; plus mauvaise à Armentières, à Monthermé (Ardennes) et à Marseille. Dans la métallurgie, la situation apparaît comme souvent inférieure à celle de l'an dernier, sauf dans la région de Lille, dans la région de Sedan, où une amélioration très sensible s'est produite, et à Revin (Ardennes), Fraisans (Jura) et à Tarbes, où la situation est estimée équivalente à celle de l'an dernier.

Chez les mécaniciens-constructeurs et serruriers, les conditions du travail paraissent préférables à celles de l'année précédente à Gespansart (Ardennes), à Sens (Yonne), au Puy, à Vierzon (Cher); inférieures chez les chauffeurs-mécaniciens de Clichy et de Boulogne-sur-Seine, chez les serruriers et constructeurs-mécaniciens à Thilay (Ardennes), à Saint-Étienne, Lyon, Nice, Marseille, Rennes et Angers; dans les autres localités, pas de modification notable.

Chez les chaudronniers, situation supérieure à celle du mois correspondant de l'an passé à Nantes, et équivalente dans les autres régions.

Chez les ferblantiers et ouvriers en instruments de précision, les commandes paraissent plus abondantes que l'an dernier à Lyon et à la Couture-Boussey (Eure); dans les autres départements, la situation est jugée en proportion à peu près égale, équivalente ou inférieure à celle du mois correspondant de l'année précédente.

BÂTIMENT. — Sur certains points, des constructions nouvellement entreprises permettent d'occuper un grand nombre d'ouvriers sans ouvrage.

Le chômage atteint 17 p. o/o des tailleurs de pierres, 12 p. o/o des maçons (au lieu de 21 p. o/o le mois précédent); chez les peintres, on signale peu d'ouvriers inoccupés; de même chez les plâtriers et les plombiers.

La durée du travail hebdomadaire a été augmentée; elle est le plus souvent de 66 heures, elle atteint fréquemment 72 heures; de même chez les maçons, les peintres et les plâtriers; chez les plombiers-couvreurs, elle est de 60 heures en moyenne.

Chez les tailleurs de pierres, le travail paraît plus actif que l'an dernier à Besançon, à Rochefort (Charente-Inférieure) et à Cavaillon (Vaucluse); il semble être

moins important que l'année précédente à Thoiry (Ain), à Annecy (Haute Savoie), dans l'Isère, à Nice, à Millau (Aveyron), dans la Charente, à Nantes.

Chez les maçons, la situation paraît meilleure à Besançon, à Marseille, à Annemay (Ardèche), à Carcassonne, à Tarbes, à Bergerac, à Dun-sur-Auron (Cher), à Lorient et à Rennes; elle est jugée plus mauvaise à Versailles, à Sedan, à Sens, à Lyon, à Grenoble, à Marseille, à Nice, dans la Charente-Inférieure, à la Roche-sur-Yon et à Nantes.

Le travail est moins actif chez les peintres, à Puteaux, à Boulogne-sur-Mer, à Reims, à Tarbes et à Bordeaux.

Chez les plâtriers, les conditions du travail sont préférables à celles du mois correspondant de 1894 à Clermont-Ferrand, à Béziers (Hérault), et inférieures à Dunkerque, à Besançon et au Puy.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Chez les chauxfourniers pas de variation sur le mois précédent.

Chez les faïenciers-potiers et céramistes du bâtiment, travail assez actif; situation meilleure à Gentilly, à Montereau (Seine-et-Marne) et Limoges, plus mauvaise à Besançon, à Vallauris (Alpes-Maritimes) et à Saint-Zacharie (Var).

Dans la verrerie, 8 p. o/o de chômeurs; la situation est jugée généralement plus mauvaise, surtout dans les fabriques de bouteilles du Nord, à Courcy (Marne), à Saint-Léger (Nièvre) et à Moussey (Landes); à Paris, la situation est considérée comme meilleure; à Chalon (Saône-et-Loire) et à Montredon (Bouches-du-Rhône), elle est sans changement.

TRANSPORTS. — MANUTENTION. — COMMERCE. — Dans l'industrie des transports, on compte 8 p. o/o de chômeurs, plus du quart des adhérents chez les porteurs-déchargeurs; 10 p. o/o dans les industries de l'alimentation, 11 p. o/o chez les comptables et 13 p. o/o chez les coiffeurs.

Durée du travail hebdomadaire dans l'industrie des transports par terre et par eau, généralement supérieure à 100 heures, de même dans l'industrie de l'alimentation et chez les coiffeurs.

Dans l'industrie des transports, la situation est considérée comme meilleure à Nantes, et dans les autres centres elle est estimée en proportion à peu près égale, équivalente ou inférieure à celle de l'an dernier.

Chez les ouvriers et employés de l'alimentation, petite amélioration sur l'année dernière, spécialement dans la boucherie, à Paris, à Marseille et à Bordeaux; situation moins favorable à Lyon, à Toulon, à Avignon, à Perpignan, à Bayonne et à Tulle (Corrèze); dans les autres villes pas de modifications notables. Chez les comptables, la situation paraît être tantôt équivalente tantôt inférieure à celle de l'an passé sans distinction de région; de même chez les employés de commerce; chez les coiffeurs, situation meilleure à Besançon et à Alger, plus mauvaise à Lyon, à Vienne et à Bordeaux, équivalente à Nantes.

Analyse par départements des renseignements fournis : 1° par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, associations patronales, etc. ; 2° par les correspondants.

Seine. — Le travail est moins abondant que l'an dernier *dans la fabrication des couleurs et vernis* et les prix sont moins rémunérateurs. Néanmoins le nombre des maisons de détail augmente toujours.

La *stéarinerie* a eu aussi moins de travail que l'an dernier. Les prix ont baissé de 0 fr. 08

par kilogramme et le nombre des établissements a diminué de trois depuis le dernier semestre. L'industrie souffre de l'impôt élevé qui frappe les bougies, alors que les autres procédés d'éclairage sont dégrévés ou exempts. *La savonnerie* a une situation à peu près semblable.

Les fabricants d'appareils pour l'éclairage et le chauffage par le gaz ont moins de travail que l'an dernier. Les prix sont en baisse depuis trois mois. La durée de travail a été réduite à 50 heures par semaine. Les difficultés de l'exportation et la baisse des revenus sont les principales causes du malaise dont souffre cette industrie.

Les *couperies de poils* ont moins de travail que l'an dernier et les prix ont baissé pour les poils de 10 p. o/o depuis trois à quatre mois. Ils sont actuellement désavantageux.

Les *fabriques de pelleteries* sont au contraire en pleine activité. L'écoulement des peaux se fait facilement et à des prix qui sont en hausse de 20 p. o/o sur ceux du trimestre dernier.

Dans les *ganteries* et les *mégisseries*, le travail serait moins abondant que l'an dernier : deux établissements ont disparu. Mais les prix et les salaires se maintiennent. Le peu d'activité a amené une diminution de la durée du travail qui n'est que de 40 heures pour la ganterie et 48 pour la mégisserie.

La *passementerie* souffre du manque d'exportation. Le travail est moins abondant, les prix en baisse et peu rémunérateurs. La durée du travail tend à être de plus en plus réduite. Les salaires sont plutôt en hausse dans les *fleurs et plumes* dont la situation reste satisfaisante.

Peu de travail chez les *carrossiers et charrons* qui ont réduit leur personnel. Le peu d'exportation des produits, la diminution des revenus, l'augmentation de droits d'octroi arrêtent l'essor des affaires de cette industrie.

Moins de travail aussi dans la *fabrication des bronzes d'art* depuis les droits d'entrée prohibitifs adoptés par les pays qui étaient les clients de cette industrie. La durée du travail a été réduite à 50 heures par semaine. Cependant l'outillage se perfectionne progressivement. La main-d'œuvre est surabondante.

Le nombre des *modeleurs-mécaniciens* a légèrement augmenté et le travail a eu une certaine reprise, comme les autres années au printemps.

Les industries du bâtiment ont en également, ce printemps, une forte reprise.

Seine-et-Marne. — Travail actif et vente facile pour les *carrières de plâtre et de pierres meulières*, notamment dans la région de Souppes et de la Ferté-sous-Jouarre.

La campagne des *raeperies de betteraves* est actuellement terminée dans la région de Meaux dont elles forment l'industrie la plus importante. Les *sucreries* continuent d'avoir une assez satisfaisante production, mais la concurrence étrangère rend de plus en plus difficile l'écoulement des produits. La *chocolaterie* se maintient dans une situation prospère.

La *papeterie* a une vente difficile. L'imprimerie est assez active.

Les *fabriques de corsets* travaillent beaucoup et leur situation ne laisse rien à désirer.

Les *fabriques de porcelaine*, les *tuileries* et les *usines à plâtre* ont peu de travail. Leurs produits ont beaucoup de peine à s'écouler à cause de la surproduction.

Somme. — Les affaires sont très calmes dans la *confection en gros*. La durée du travail pour les coupeurs ne dépasse pas 60 heures par semaine. Les prix se maintiennent.

Nord. — *Industries textiles*. Le ton général du marché des fils montre de l'activité. Les ventes ont été nombreuses et les stocks ont presque disparu.

Les prix ont été fermes, mais on a obtenu difficilement une légère hausse, ce qui ne dispose pas la filature à s'engager d'autant plus que les prix des lins ont monté. En résumé la vente a été facile, mais à des prix peu rémunérateurs.

La toile se vend bien et a donné lieu à un bon courant d'affaires, à prix fermes. Les tissages produisent tout ce qu'ils peuvent donner à des prix avantageux, eu égard aux bas prix des fils. Mais cette situation du tissage pourrait se modifier parce que les filateurs demandent maintenant des prix plus élevés aux fabricants.

Les exportations de Roubaix-Tourcoing aux États-Unis continuent à être en progression.
— L. Letombe.

Ardennes. — La *boulonnerie* a beaucoup moins de travail et des prix bien moins rémunérateurs que l'an dernier. Depuis le commencement de l'année les cours de vente ont baissé et la durée du travail a été réduite à 50 heures par semaine. Malgré la transformation et le

perfectionnement de l'outillage, cette industrie ne peut résister aux pertes que lui font subir l'absence de grands travaux et la diminution de l'exportation.

Doubs. — *La métallurgie* n'a pas eu la forte reprise d'affaires sur laquelle elle comptait, mais le travail s'est maintenu. Les prix sont légèrement en baisse depuis les débuts de l'année. La situation générale est assez bonne et les chômages insignifiants. Malgré l'abondance de la main-d'œuvre, les salaires sont restés les mêmes.

Nièvre. — *L'exploitation et le commerce des bois*, favorisés par la longueur de l'hiver, sont plus actifs que l'an dernier. Les prix sont en hausse de 5 p. o/o dans certaines parties du département. Malgré l'abondance de main-d'œuvre, les salaires ont suivi ce mouvement progressif et la durée de la journée de travail a été portée de 8 heures à 12 heures avec le retour de la belle saison.

Puy-de-Dôme. — Les préparatifs des fêtes de Clermont, en commémoration de la première croisade et à l'occasion du concours régional et de la visite de M. le Président de la République, ont donné un travail considérable à la plupart des industriels et des ouvriers de la ville. — *Fagnot.*

Aliier. — **MONTLUÇON.** — L'usine Saint-Jacques, qui n'avait repris aucun ouvrier depuis l'hiver, a remercié 150 ouvriers de plus, le 16 avril dernier. Un certain nombre de ces ouvriers en chômage ont pu s'embaucher aux travaux du bâtiment, et notamment aux tanneries, en pleine activité.

Pas de chômage à l'usine Forey où l'atelier de moulage travaille assez activement. Pas de chômage non plus à la verrerie et à la glacerie.

L'usine des *fers creux* a repris, depuis le 1^{er} avril, son fonctionnement normal. Les équipes, qui chômaient pendant l'hiver de huit à dix jours par mois, ne subissent plus cette réduction; néanmoins, les ouvriers des fours et des machines-outils ne font que 9 heures de travail par jour au lieu de 11.

L'usine de la compagnie française des *machines à coudre* fonctionne depuis peu. Une centaine d'ouvriers sont occupés. Dès que l'outillage sera complet, l'usine emploiera 400 ouvriers. Cette compagnie recherche des ouvriers tourneurs, connaissant le tour revolver, dit tour américain.

Dans l'imprimerie, il y a deux chômeurs, et le travail baisse sensiblement. — *Fagnot.*

Loire. — L'activité de la *chapellerie* a été satisfaisante pendant le premier trimestre 1895 et ne s'est ralentie que deux ou trois semaines avant Pâques, à cause des froids de janvier et de février qui ont retardé les ventes du printemps. L'exportation ne compense malheureusement plus comme auparavant cette intermittence de travail due aux changements de saison, et les chômages périodiques qu'elle faisait éviter éprouvent la population ouvrière. Tous les ouvriers sont placés, mais une partie ne produit que la moitié ou le quart de travail qu'elle pourrait fournir et les salaires de ceux-ci se trouvent ainsi réduits de 25 à 30 p. o/o de ce qu'ils étaient. Les *approprieurs* et *tourneurs* qui terminent le chapeau sont plus particulièrement éprouvés; 250 sur 1.200 font une journée incomplète. Les *fouleurs* au nombre d'un millier qui peuvent travailler pour le magasin ont une journée mieux remplie et sont occupés 11 heures en moyenne. Par suite de cette intermittence de travail le salaire varie de 8 francs par semaine pour les moins favorisés à 28 francs pour ceux qui le sont le plus.

Rhône. — L'imprimerie subit à Lyon des prix de vente de plus en plus désavantageux par suite de la concurrence. Deux établissements ont fait faillite.

Les *teinturiers* et *dégraisseurs* ont eu moins de travail pendant le premier trimestre 1895 que le trimestre précédent et les prix sont en baisse de 2 à 3 p. o/o. Cette industrie souffre du malaise général des affaires et le chômage a été de 2 à 3 jours par semaine pendant les deux premiers mois de 1895. Cependant l'outillage se perfectionne et 6 à 7 établissements nouveaux de moyenne importance se sont créés.

Les *constructeurs de voitures* ne manquent pas de travail mais la concurrence fait continuellement diminuer leurs prix de vente. La diminution de la valeur de l'argent et des revenus déterminent la réduction du chiffre des affaires. L'article courant est la voiture de

semi-luxe et la voiture industrielle. La voiture de luxe qui donnait le plus de bénéfice ne se vend presque plus. Les *charrons* ont vu décroître leur travail de 30 p. o/o depuis un an. Les prix, en baisse depuis le dernier trimestre, sont de moins en moins rémunérateurs. Le nombre des établissements diminue et la durée de travail a été réduite à 48 heures par semaine.

La *métallurgie* a toujours peu de travail et la durée de la journée a été réduite à 8 heures dans beaucoup d'établissements pour que le plus grand nombre possible d'ouvriers fût conservé. La difficulté d'exportation et les conditions onéreuses des transports par voie ferrée nuisent au développement de cette industrie.

Savoie. — D'une manière générale, les importations italiennes ont diminué notablement par rapport à l'année 1894 pendant le premier trimestre 1895. Elles sont redevenues ce qu'elles étaient en 1893. L'augmentation considérable qui s'était manifestée en 1894 en faveur de ces importations était due à l'élévation du taux du change et à l'agiotage qui avait permis aux producteurs payés en or d'échapper pour ainsi dire les droits inscrits à notre tarif douanier. Cet afflux de produits étrangers a disparu avec la cause accidentelle et momentanée qui l'avait fait naître. Mais les exportations de produits français sont demeurées aussi peu importantes que l'année dernière, à part quelques relèvements portant sur des objets de première nécessité. Cette faiblesse d'exportation paraît due surtout à la faveur croissante dont jouissent en Italie les produits allemands et anglais.

La *décortication du riz* a donné lieu à un travail actif pendant le trimestre et la prospérité de cet établissement se maintient. La *préparation de la farine de maïs* a été au contraire moins active et sa production a baissé de 20 p. o/o. Le nombre des ouvriers a été augmenté mais leur salaire a été notablement réduit.

La *fabrication du chlorate de potasse* paraît destinée à prendre un développement de plus en plus important. Le nombre des ouvriers s'est élevé d'un sixième et leur salaire de 12 p. o/o environ.

Les *fabriques de pâte de papier* et les *moulins à plâtre* ont une situation moins satisfaisante dans la région de Modane. Leur production s'est ralentie et leur personnel a été réduit.

Haute-Savoie. — Les *carrières* de la Meillerie ont un peu plus de travail que l'an dernier. Les prix sont en hausse depuis le dernier trimestre et plus rémunérateurs. Les réclamations des ouvriers grévistes ont fait diminuer la durée du travail qui n'est plus que de 65 heures par semaine.

Les *industries horticoles* ont plus de travail mais les prix sont en baisse par suite de la concurrence. La main-d'œuvre est rare dans la région de Grenoble.

La *fabrication de draps et feutres* pour la chapellerie n'a pas plus de travail que l'an dernier et les prix de vente tendent à baisser et à devenir de moins en moins avantageux. Des chômages intermittents et réitérés rendent la main-d'œuvre assez abondante et diminuent le salaire dont le taux est cependant suffisamment élevé,

Drôme. — *Filature de soie.* — L'activité mentionnée dans nos précédents bulletins se maintient et la situation du marché des soies continue à s'améliorer par une hausse lente et progressive. — La demande se généralise sur tous les genres, mais beaucoup de filateurs refusent les contrats à livrer qu'on leur propose, ne voulant pas s'engager sans connaître les résultats de la récolte des cocons, qui jusqu'à présent s'annonce bien. — La réduction des graines mises à l'incubation atteindrait à peine 12 à 15 p. o/o. — Les premiers cocons paraîtront vers le 8 juin.

Moulinage à façon. — Toujours abondamment pourvu avec une hausse de 10 à 15 p. o/o sur les prix de façon.

Tannerie. — Malgré la hausse sur les matières premières, signalée dans notre précédent bulletin, les prix des produits fabriqués ne peuvent pas se relever. — Les débouchés manquent, surtout à l'étranger. — Quelques petits industriels sont obligés de réduire leur production.

Ameublement. — Les prix sont plus faibles; néanmoins, cette industrie peut soutenir la concurrence, étant placée dans des conditions tout à fait favorables pour se procurer le bois de noyer, très en faveur en ce moment.

Chapellerie et chaussure. — Pas d'amélioration. — Vente difficile, sauf pour les articles spéciaux et classiques.

Bâtiment. — La journée de travail est ramenée à dix heures dans les diverses corporations du bâtiment, à la suite des démarches des chambres syndicales ouvrières. — *Marché.*

Ardèche. — *Soierie.* — Toutes les branches de cette industrie sont en grande activité. Les vers à soie sont à leur dernière mue; les vers de quelques chambrées ont déjà cocooné. On connaîtra incessamment les cours de vente.

Papeterie. — Situation identique au mois dernier; activité générale dans toutes les papiers de la région.

Méjissierie et tannerie. — Personnel assez occupé sans être recherché; pas de renvois. La peau brute se paye très cher sans que rien motive cette hausse, la vente n'ayant pas subi une amélioration en rapport; rien ne fait prévoir que les besoins de la ganterie soient plus accentués dans quelque temps.

D'une façon générale, il y a amélioration dans la situation industrielle et commerciale de la région. Les ouvriers sont presque tous occupés et font la journée. — *G. Tindaut.*

Gard. — La longueur et l'intensité des froids ont occasionné des pertes sérieuses aux *pépiniéristes* qui ont peu vendu leurs bois. Les salaires des ouvriers agricoles sont élevés surtout dans les villes où l'on manque de bras.

Les *houilles* du bassin d'Alais ont un écoulement de plus en plus difficile par suite de la concurrence des charbons anglais dans les ports méditerranéens. A la Grand'Combe, la durée du travail a été réduite d'un jour par semaine.

La *filature de cocons* est toujours en pleine activité. Dans la région de Saint-Jean-du-Gard, toutes les bassines disponibles ont été louées, ce qui assure à la population de longs mois de travail et permettra aux filateurs de regagner ce qu'ils ont perdu l'année dernière. Demande plus active des soies dont les prix se sont élevés de 1 fr. à 2 francs par kilogramme et sont très fermes sur les marchés européens depuis la conclusion de la paix entre la Chine et le Japon. On espère que l'abaissement du change dans ces deux pays sera un des premiers résultats de la paix.

Nîmes. — La *fabrication des vêtements confectionnés* prend de plus en plus d'extension dans la ville qui devient le grand fournisseur de cet article pour la région du Midi.

Les *industries du bâtiment* marchent assez bien grâce aux travaux qui sont faits à l'abattoir par la municipalité et aux projets en cours sur les travaux d'assainissement soumis à l'approbation des Chambres.

Les autres industries sont peu actives et laissent beaucoup d'ouvriers sans travail. La cherté de la viande se maintient dans tout le département.

Hérault. — Les ouvriers du *bâtiment* souffrent toujours de la crise générale qui sévit à Cette. Un seul chantier un peu important reste ouvert; encore n'est-ce pas pour une longue période. Les *maçons* proprement dits et les *tailleurs de pierre* qui n'y sont pas occupés cherchent du travail dans les environs, quelques-uns ont émigré. Les *plâtriers*, *manœuvres* sont moins éprouvés. Les métiers connexes, *serruriers*, *menuisiers*, *peintres*, *ferblantiers* sont dans une situation analogue à celle des maçons et tailleurs de pierre.

Une légère reprise dans l'industrie du *vêtement*.

Situation stationnaire pour les *typographes* et les *lithographes*.

Pas d'ouvriers *coiffeurs* inoccupés; il est vrai que cette corporation émigre facilement, de sorte qu'il n'y a pas parmi eux une population sédentaire fixe.

Enfin, les *tonneliers*, *portefaix* et *camionneurs* voient leur situation s'améliorer, très légèrement il est vrai; le mouvement commercial augmente en effet un peu; mais de ce côté le chômage est encore très étendu. Et, à Cette, il atteint la plus grande partie de la population ouvrière, sans compter celle des *commis*, *comptables* et *employés*. Ces derniers toutefois souffrent relativement moins, pouvant plus facilement émigrer. — *R. Maurin.*

Ariège. — *Mines.* — Au point de vue minier, la situation industrielle paraît s'être un peu améliorée pendant le second semestre de 1894. L'exploitation des *mines de fer* est devenue plus active à Rancié et la production a dépassé celle du premier semestre. Une nouvelle concession de *mines de manganèse* a été créée à Brachy et les *mines de plomb et de zinc* de Mont-

coustous qui étaient inactives depuis quelques années ont été reprises au commencement du mois de décembre. Cependant les prix de vente des minerais ont baissé par rapport à ceux du premier semestre : fer, 5 francs au lieu de 7 francs la tonne; manganèse, 30 francs au lieu de 35 francs la tonne.

L'exploitation des *carrières* s'est également améliorée par suite de la construction de plusieurs sections de voie ferrée.

Les *papeteries* ont perfectionné leur outillage. La vente a été faible pendant le second semestre de 1894, et les prix ont baissé de 10 p. o/o par rapport à ceux du premier semestre. Ces résultats sont surtout attribués à la concurrence espagnole que l'abaissement des tarifs sur voie ferrée permettrait de combattre avantageusement.

La difficulté d'exportation affaiblit de plus en plus la *tannerie*. Un seul article se vend au cours normal, le tannin; mais c'est une spécialité que peu de maisons produisent et qui ne paraît pas appelée à un grand avenir. La journée de travail a été réduite d'une heure, ce qui a amené une baisse du salaire effectif.

Les *fabricants de draps* ont amélioré récemment leur outillage afin de lutter avantageusement contre la concurrence des produits étrangers. Leur production a été active et les prix de vente se sont maintenus. Cependant le manque de travail a amené un chômage partiel dans quelques localités.

La *métallurgie* a eu plus d'activité pendant le second semestre de 1894 que dans le premier. L'outillage s'est beaucoup perfectionné. Les vieilles forges de Gudanès ont fait place à une nouvelle usine qui travaille les fers et aciers avec un matériel présentant tous les perfectionnements modernes. Le travail aux usines de Pamiers paraît subir une marche ascendante, car le personnel qui n'était que de 7 à 800 ouvriers en 1893 occupés d'une manière intermittente était de 1.000 ouvriers en décembre. Cependant les prix des fers et aciers ont subi une diminution de 10 à 15 p. o/o sur ceux de 1893.

D'une manière générale, il y a afflux de main-d'œuvre dans le département. Toutes les industries de la région verraient avec satisfaction l'établissement de la voie ferrée projetée entre Pamiers et Limoux.

Hautes-Pyrénées. — Travail moins abondant que l'an dernier dans les *industries du meuble* et prix moins rémunérateurs. Cependant, après une grève qui a duré 7 mois 1/2, les salaires ont été augmentés de 10 p. o/o. Quant à la durée du travail, elle n'est que de 50 heures environ.

Gers. — La *minoterie* transforme son matériel et installe des cylindres. La production et la vente sont assez actives, mais les prix sont en baisse d'environ 8 p. o/o depuis la fin de l'an dernier par suite de la concurrence des blés d'Amérique. Les *fabriques de liqueurs* qui ont été actives de mai à octobre 1894 le sont moins actuellement.

La *tannerie* est moins active depuis les débuts de l'année. Les prix de vente sont en baisse et tendent à décroître encore. Depuis quelques années, le chiffre d'affaires a diminué de 80 p. o/o. Les *fabriques de chaussures* assez nombreuses dans l'arrondissement de Lectoure sont aussi moins actives depuis les débuts de l'année et les commandes sont actuellement presque nulles. La concurrence rend les prix très désavantageux. Cette industrie qui produisait il y a quelques années pour plusieurs millions de marchandises n'en produit aujourd'hui que pour 250.000 à 280.000 francs. Le taux du salaire s'est maintenu malgré l'excès de main-d'œuvre, mais le fait de la réduction de la durée du travail a fait baisser leur valeur relative de 37 p. o/o. La mévente a produit une considérable accumulation de stocks.

La *filature de laine* a un peu plus d'activité depuis les débuts de l'année, surtout pour les établissements importants et bien outillés, mais les prix restent très désavantageux. L'*industrie des plumes et duvets* n'a pas de commandes et une vente nulle. Prix désavantageux. Le chiffre d'affaires a baissé de 90 p. o/o depuis 10 ans.

La *fabrication des chemises de travail*, qui n'est active qu'à la belle saison, écoule actuellement ses articles confectionnés.

La *construction des machines agricoles* périclité à cause de la concurrence étrangère et de la baisse considérable de ses prix de vente. Un certain nombre d'établissements ont réduit leur personnel.

D'une manière générale dans le département les prix des denrées alimentaires a considérablement augmenté, notamment en ce qui concerne la viande de boucherie, la volaille et les œufs.

Vendée. — Les *houillères* ont, d'une manière générale, été peu actives pendant le second semestre de 1894 par suite de la diminution de main-d'œuvre; mais les prix se sont maintenus. Tendance des salaires à diminuer. Afflux de main-d'œuvre.

Alimentation. — Dans la *fromagerie*, la production a été peu active et les prix ont baissé par suite de la surproduction. L'*industrie de la laiterie et de la beurrerie* a pris beaucoup d'extension depuis qu'elle est exploitée par des sociétés coopératives. La production et la vente sont actives, l'outillage perfectionné; les prix varient beaucoup suivant la marchandise. Les beurres artificiels mélangés de margarine ont fait beaucoup diminuer le prix des beurres naturels. La température fait également passer les prix du simple au double de l'hiver à l'été.

La *fabrication des conserves de poissons* a eu, à la fin de l'an dernier, peu d'activité à cause du peu d'abondance de la pêche. Les prix se sont maintenus à un taux assez avantageux. Tendance des salaires à la baisse à cause de la concurrence étrangère. Chômage causé par le peu de rendement de la pêche.

Travail peu actif dans les *filatures et tissages* à cause de la crise agricole. Prix peu rémunérateurs. Le tissage à la main tend chaque jour à diminuer.

La *chapellerie* perfectionne de plus en plus son outillage et entre dans la voie de la grande industrie. Un établissement emploie 300 personnes et fait 3.000 chapeaux de laine par jour. La production et la vente sont normales et satisfaisantes. Le seul article fabriqué est le chapeau de laine bon marché. Ralentissement de la fabrication pendant le mois de juillet.

La *construction des bateaux de pêche* a été active en raison de la vente facile du gros poisson. Prix de vente en hausse à cause d'une meilleure méthode de construction. Chômage de deux mois produit par le froid et les tempêtes.

Les *fours à chaux* ont eu moins d'activité qu'au premier semestre à cause de la crise de l'agriculture. Prix en baisse et peu rémunérateurs. Tendance des salaires à décroître. Chômage général en hiver.

Maine-et-Loire. — Les *carrières* de l'arrondissement de Baugé ont eu une vente très active pendant le courant de l'année dernière.

Alimentation. — La *minoterie* a eu une activité normale pendant l'année 1894 mais ses prix ont baissé.

Dans l'arrondissement de Baugé, un nouvel établissement s'est fondé pendant le second semestre de 1894 pour la *distillerie des grains*. Il s'annonce comme devant donner de beaux résultats.

Les *industries du papier et du livre* ont fait une bonne année en 1894 et la papeterie a pris plus d'extension à Baugé.

Cuir et peaux. — La *tannerie*, sauf pour quelques établissements favorisés par des adjudications, a eu une faible activité l'an dernier et ses prix sont restés désavantageux.

Une nouvelle *fabrique de chaussures* s'est fondée pendant le second semestre à Angers. La production et la vente sont faibles, surtout pour les chaussures bon marché.

Textiles. — L'*industrie linière* a été très peu active pendant le second semestre de 1894, à Cholet, par suite de la diminution constante du prix de la matière première.

Les fabricants et les négociants attendaient le minimum des prix, les uns pour produire davantage, les autres pour acheter. Les prix de vente des tissus de lin ont suivi la baisse de la matière première et sont peu avantageux.

Les salaires des ouvriers tisserands à la main tendent à décroître, les toiles de lin faites mécaniquement étant mieux fabriquées et plus vendables. Il s'ensuit que le tisserand à la main quitte le métier ou va à la fabrique en acceptant une réduction de salaire.

Les tisserands à la main fabriquant les mouchoirs ont cependant maintenu leur situation mais à grand-peine, et ils sont de plus en plus menacés par la surproduction qui accumule les stocks en magasin et par la concurrence des autres tisserands sans travail.

Chez les ouvriers tisserands à la main et dans les blanchisseries de fil, de toiles et de mouchoirs, le chômage a été d'environ deux mois pendant le second semestre de 1894. L'industrie linière de la région de Cholet est de plus en plus concurrencée par celle de Cambrai, qui cherche à imiter les produits de la première et diminue le salaire de ses ouvriers pour abaisser le prix de revient.

L'*industrie cotonnière* a été plus active et a facilement écoulé ses produits. Les prix de vente se sont maintenus, mais ils restent néanmoins peu avantageux. Les salaires des ouvriers n'ont

pas baissé non plus, sauf pour les tisserands à la main, qui ont subi une crise analogue à celle de leurs camarades de l'industrie linière et pour les mêmes raisons. Pas de chômage. Une nouvelle maison d'équipements militaires vient de se fonder à Saumur. La concurrence a fait baisser les prix de vente dans la chapellerie, notamment pour l'article commun.

Les scieries mécaniques ont eu une bonne production l'année dernière à cause des adjudications pour les compagnies de chemins de fer. Les ouvriers de métier ont plutôt fait défaut, malgré l'afflux de la main-d'œuvre.

Les fonderies de cuivre ont eu une production et une vente peu actives en 1894, faute d'écoulement des marchandises. L'exportation devient presque nulle et les prix baissent de plus en plus.

Les industries du bâtiment ont été actives en général, sauf pour la menuiserie et la charpente. Dans les entreprises de couvertures, les salaires se sont élevés de 0 fr. 10 l'heure.

La chauxfournerie a été en général peu active. Les prix ont baissé et sont devenus désavantageux.

Dans l'arrondissement de Baugé, la majeure partie des fours à chaux a été démolie.

Le commerce du vin a eu une activité médiocre et des produits de mauvaise qualité, en 1894; mais les affaires se sont relevées dans les premiers mois de 1895 et les prix de vente ont une hausse sensible.

D'une manière générale, il y a grand afflux de main-d'œuvre dans tout le département et mouvement continu des compagnies vers les centres industriels et commerçants.

Calvados. — L'industrie de la pêche côtière a obtenu des résultats très satisfaisants pendant l'année 1894. Le trafic de la station de Port-au-Bessin a été particulièrement bon.

La vente du granit et de la pierre de Vire s'effectue toujours dans de bonnes conditions avec tendance à la hausse. L'exportation qui a été de 1.114.000 kilogrammes pendant le second semestre de 1894 a dépassé de 956 kilogrammes celle de 1893 pour la même période.

Le minerai de fer de Saint-André est toujours fort apprécié aux Pays-Bas, et l'accroissement d'exportation déjà signalé en 1893 s'est encore augmenté de 2.404 tonnes pendant le second semestre de 1894.

Alimentation. — L'industrie fromagère est toujours très prospère. La quantité de fourrages récoltés en 1894 lui a permis d'augmenter sensiblement sa production et ses prix moyens lui ont permis de lutter avec avantage contre la concurrence danoise et australienne sur le marché de Londres où ses produits sont particulièrement appréciés. L'exportation qui a été de 1.596 tonnes pendant le second semestre de 1894 accuse une augmentation de 240 tonnes sur celle de 1893 pendant la même période. L'exportation au Brésil a été également considérable, et le port d'Isigny accuse des sorties importantes pour cette destination. Par contre, les envois de tourteaux ont fléchi considérablement par suite d'approvisionnements antérieurs.

L'exploitation n'a été que de 1.726 tonnes pendant le second semestre de 1894, accusant une diminution de 758 tonnes sur celle de 1893 pendant la même période.

Orne. — Les deux premiers mois de l'année ont été signalés par un chômage général; mais, sur le troisième mois, le travail a repris dans toutes les industries et leur situation est satisfaisante.

Eure. — La filature a un peu plus de travail à cause de la saison de fabrication de la draperie. La fabrication des draps (cuir bleu, livrées, lycées, etc.) reste aussi active qu'au dernier trimestre. Les genres nouveauté fantaisie ne sont pas sensiblement plus recherchés, mais les genres flanelle fantaisie sont toujours très demandés et très suivis. Les corderies ont toujours une situation pénible.

Les industries du bâtiment ont eu une reprise de travail avec le retour de la bonne saison, et le chômage a diminué de 5 à 10 p. 0/0 environ.

Algérie (Oran). — Pendant le second semestre de 1894, la situation industrielle du département s'est peu modifiée.

La pêche a été assez active et les prix sont restés assez avantageux. Les mines de Béni-Saf, qui occupent 650 ouvriers, ont un peu d'activité. Les minerais trouvent peu d'écoulement et leurs prix de vente sont en baisse.

Les mines de fer de Bab-Ménourba ne sont pas encore exploitées, la compagnie étant encore

dans la période des recherches. Les *carrières de marbre de Remchi* ont conservé une vente normale et satisfaisante.

La *minoterie* a généralement beaucoup perfectionné son outillage, mais elle a fait peu d'affaires, à cause du bon marché des farines venant de France. Le chômage a été assez considérable dans cette industrie. Les cours des farines se sont cependant un peu relevés dans la région de Sidi-Bel-Abbès, et les prix de vente des céréales ont baissé notablement dans tout le département, à cause de l'abondance de la dernière récolte.

Deux *boulangeries* nouvelles se sont établies à Oran.

La culture de l'*alfa* et du *crin végétal* a été peu active. La production de 1894 a été de 50 p. o/o inférieure à la production moyenne de ces dernières années. Les prix de vente tendent constamment à baisser, et les achats qui s'étaient produits dans le début du semestre ne se sont pas continués par la suite. Cependant, le nombre des fabriques de crin végétal s'est augmenté de trois l'an dernier, et un nouveau chantier d'alfa s'est ouvert. La fabrication des *kails* (vêtement arabe en laine) tend à disparaître de plus en plus, les fabriques de France les fournissant aujourd'hui aux indigènes à un prix très bas. Le nombre des tisserands diminue, car ils ne vendent plus leurs produits qu'à un taux tout à fait désavantageux, étant donné leur outillage très primitif. La *poterie* est en souffrance à Vélvema par suite de la concurrence des produits de qualité supérieure de Cherchel. Les prix de vente sont descendus très bas depuis quelques années.

La *briqueterie* conserve une situation normale et satisfaisante dans la région de Sidi-Bel-Abbès.

D'une manière générale, toutes les industries du département souffrent beaucoup de la cherté et de la difficulté des moyens de transport. Les frais par voie ferrée, notamment, ne permettent pas aux produits indigènes de lutter contre les produits étrangers. La main-d'œuvre est toujours surabondante à cause de la quantité d'ouvriers marocains et espagnols qui viennent s'établir à Oran. Cette concurrence se fait notamment sentir pour la main-d'œuvre algérienne dans les industries du bâtiment et du transport.

Analyse par départements des renseignements fournis par les Chambres syndicales ouvrières.

Seine. — PARIS. — Alimentation. — Les *boulangers* estiment qu'un cinquième de leurs membres sont sans place; travail hebdomadaire environ 84 heures; légère diminution sur le taux des salaires; petite reprise du travail chez les *cuisiniers* grâce à l'ouverture de la saison d'été; la journée varie de 12 à 14 heures.

Industrie du livre. — Chez les *brocheurs*, 5 p. o/o des adhérents sans ouvrage; diminution de la durée du travail: 54 heures par semaine; on entre en morte-saison. Les *typographes* estiment à 12 p. o/o le nombre de leurs adhérents sans ouvrage; même proportion chez les *imprimeurs-conducteurs*; on signale une petite reprise du travail principalement dans l'article album; dans un tiers des maisons on fait de 45 à 50 heures par semaine; dans une des plus importantes, la journée est de 12 heures.

Cuir et peaux. — Une *tannerie* vient de fermer; elle occupait quelques ouvriers; pas de chômage signalé chez les *gautiers*, situation bien meilleure que celle des mois précédents, la majeure partie des maisons ont des commandes; chez les *gainiers*, les prix de façon paraissent avoir subi une diminution d'environ 10 p. o/o.

Tissus. — Production très active chez les *couturières*, *lingères*, *corsetières*, *plumassières* et *modistes*; les commandes proviennent surtout du grand nombre d'étrangers actuellement à Paris, qui veulent remporter chez eux des modèles nouveaux; situation bien meilleure que celle de l'an dernier; dans l'industrie du vêtement pour hommes et pour femmes pas de chômage; en pleine saison chez les *coupeurs-tailleurs*, la journée est augmentée de 2 heures et portée à 13 heures; les ouvriers *apieceurs* (travail à domicile) sont occupés le plus souvent de 6 heures du matin à 8 heures du soir; les *chapeliers* estiment que 1/3 de leurs adhérents sont occupés; journée de 12 à 14 heures; la concurrence étrangère diminue le nombre des commandes.

Bois. — Chez les *charpentiers*, la durée du travail a été portée à 65 heures par semaine; chez les *ouvriers en voitures*, journée de 9 à 10 heures suivant les ateliers, on compte

6 p. o/o des adhérents sans ouvrage; travail actif chez les *ébénistes spécialistes*; les *mouliniers finisseurs* comptent 11 p. o/o des leurs sans ouvrage.

Métaux. — A Boulogne-sur-Seine, les *chauffeurs-mécaniciens* comptent 16 p. o/o des leurs sans place; à Paris, peu de chômeurs chez les *ouvriers en instruments de chirurgie*; dans quelques maisons, diminution d'heures de travail en général, journée de 10 heures; les *ferblantiers-botliers* comptent un quart de leurs adhérents sans ouvrage; dans une des usines les plus importantes, on a remplacé les ouvriers soudeurs par des femmes; travail chez les *ouvriers du petit bronze*, 42 à 45 heures, et chez les *graveurs*, 50 heures par semaine.

Bâtiment. — Les *fumistes industriels* font 10 heures par jour; on annonce 8 p. o/o de chômeurs chez les *mouleurs en plâtre*; on ne mentionne pas d'ouvriers inoccupés chez les *briquettiers* de Gentilly: travail 60 heures par semaine, placement plus facile à la suite du départ de nombreux ouvriers étrangers précédemment employés.

Transport, Commerce. — Les *mariniers et pilotes* de canaux et rivières entrent dans la période habituelle du chômage; la situation se ressent encore de la crise de cet hiver; les *charretiers en vin* de l'entrepôt ne comptent aucun des leurs sans emploi, travail environ 100 heures par semaine; chez les *employés du marché aux bestiaux*, diminution de travail, environ 1/5 des adhérents sont inoccupés, les arrivages allant directement aux abattoirs sans passer par le marché; les *bouchers* portent à 7 p. o/o le nombre de leurs adhérents sans place, travail environ 120 heures par semaine, l'amélioration signalée continue. Chez les *voyageurs de commerce*, difficulté de placement par suite de la stagnation des affaires, sauf dans les tissus où l'on a constaté une reprise très marquée.

Seine-et-Oise. — Chez les *carriers*, à Méry-sur-Oise, augmentation de 10 p. o/o sur les salaires. A Versailles, les *ouvriers du livre* estiment à 1/3 le nombre de leurs adhérents sans ouvrage; chez les *maçons*, travail 70 heures par semaine.

Seine-et-Marne. — Chez les *bûcherons* de Fontainebleau, la saison de travail touche à sa fin; durée du travail, 60 à 70 heures par semaine; les salaires sont encore de 1/5 supérieurs à ceux de l'an dernier.

Aisne. — A Serain, diminution des commandes chez les *tisserands* par suite du changement de saison; 1/4 des ouvriers seraient inoccupés. Les *vanniers* d'Origny-en-Thiérache font 15 heures par jour; diminution de 10 à 20 p. o/o sur les prix de façon.

Oise. — A Beauvais, les *typographies* ne comptent pas d'ouvriers inoccupés; amélioration de la situation dans les *scieries mécaniques* de Hermes.

Somme. — A Amiens, les ouvriers en *cuir* portent à 14 p. o/o le nombre de leurs adhérents sans ouvrage; les ouvriers en *chaussures* sont à fin de saison; la fabrication de la *galoche* va reprendre le mois prochain; les *corroyeurs* font la semaine complète; les *teinturiers* portent à 1/4 le nombre de leurs adhérents sans ouvrage; chez les *bonnetiers*, à Corbie, on ne mentionne pas de chômeurs; travail, 60 heures par semaine; diminution de 10 p. o/o sur les salaires; production toujours très forte à Villers-Bretonneux; une maison des plus importantes ferait travailler nuit et jour. Activité plus grande dans la *menuiserie du bâtiment*; la durée du travail hebdomadaire a été portée à 60 et 66 heures, de même chez les *serruriers*; légère tendance à la baisse sur le taux des salaires. Chez les *maçons*, travail 69 heures par semaine.

A Amiens, hausse de 0 fr. 10 sur le litre de pétrole et de 0 fr. 05 sur le litre d'essence minérale; augmentation de 10 p. o/o sur la viande de vache et sur celle de porc.

Pas-de-Calais. — A Lens, chez les *mineurs*, 2 p. o/o de chômeurs; la durée du travail serait augmentée et les salaires journaliers diminués. A Boulogne-sur-Mer, les *cordonniers* comptent 1/3 des leurs sans ouvrage; durée du travail hebdomadaire, 48 heures; amélioration sur le mois correspondant de l'an dernier; travail très ralenti chez les *peintres en bâtiment*, certains ouvriers vont chercher de l'ouvrage ailleurs.

A Boulogne-sur-Mer, hausse de 25 p. o/o sur les pommes de terre.

Nord. — A Drocourt, la diminution de la vente des *charbons* amène un ralentissement dans l'exploitation. On écrit que dans certains puits des mines d'Aniche, le travail est suspendu un jour par semaine. A Lille, légère reprise dans la fabrication des tissus de *coton*

et même de *lin*. Chez les *tisseurs*, à Avesnes, pas de chômeurs; travail, 72 heures par semaine, augmentation de 0 fr. 50 à 1 franc par jour; à Dunkerque, travail environ 66 heures par semaine; à Armentières, 7 p. o/o de chômeurs. A Caudry, travail faible chez les *tullistes*; outre un certain nombre de chômeurs, la plus grande partie des travailleurs fait 6 et 7 heures par jour. A Armentières, chez les *mouleurs en fer*, la durée du travail est portée à 66 heures par semaine. A Lille, dans l'industrie *métallurgique*, légère amélioration sur le mois précédent; dans la région de Fives, travail plus actif. A Dunkerque, 3 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers sur métaux*; travail, 55 heures par semaine. A Lille, pas de chômeurs signalés chez les *chaudronniers*. A Cousolre, production très ralentie chez les *marbriers en pendules*. A Dunkerque, 3 p. o/o de chômeurs chez les *maçons*. A Roubaix, les *peintres* ne mentionnent pas d'ouvriers sans emploi parmi leurs membres; travail, 12 heures par jour. A Dunkerque, les *plâtriers* comptent 4 p. o/o, les *plombiers-zingueurs* 1/3 des leurs sans ouvrage; situation meilleure que l'an dernier. A Fresnes, chez les *verriers*, un four est arrêté depuis quelques semaines; il occupait 62 ouvriers; une partie des chômeurs a pu être employée ailleurs; diminution de 2 heures dans la durée du travail, on fait 48 heures par semaine; stock encore important en magasin; de même à Masnières.

A Dunkerque, hausse de 0 fr. 10 par litre de pétrole; à Lille, baisse sur le pain, le charbon, les légumes, entre autres sur les pommes de terre; à Avesnes, baisse sur la viande, 0 fr. 15, et sur le beurre 0 fr. 25 par kilogr.

Ardennes. — A Fumay, situation prospère chez les *ardoisiers*; pas de chômeurs signalés chez les *tisseurs* de Joigny-sur-Meuse; travail, 60 heures par semaine; à Sedan, l'amélioration déjà signalée dans les *filatures*, *teintureries* et *usines d'apprêts* se maintient; situation meilleure que l'an dernier. A Villers-Cernay, les *tisseurs* comptent 1/5 des leurs sans commandes. Dans l'industrie *métallurgique*, à Vivier-au-Court, pas de chômeurs signalés; chez les *mouleurs*, l'amélioration continue; travail, 55 et 44 heures par semaine suivant les ateliers; on espère une reprise sérieuse avec la transformation du matériel. A Sedan, pas de chômeurs signalés dans les ateliers de *constructions mécaniques*; journée augmentée d'une heure; on fait 60 heures par semaine; les *ouvriers en bâtiment* comptent 1/5 des leurs sans ouvrage; journée de 12 heures.

Marne. — A Reims, les *teinturiers* portent à 10 p. o/o le nombre de leurs chômeurs; travail, 50 heures par semaine. A Courcy, chez les *verriers*, 1/4 des adhérents seraient sans ouvrage; diminution de 30 p. o/o sur les salaires comparés à ceux des premiers mois cette année et 45 p. o/o comparés à ceux de l'an dernier.

Aube. — Les *boulangers* de Troyes portent à 12 p. o/o le nombre de leurs adhérents sans place; travail, 91 heures par semaine. Les *ouvriers en voitures* ne signalent pas de chômeurs; journée de 10 à 11 heures; de même chez les *plâtriers*.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, les *typographes* estiment à 5 p. o/o le nombre des leurs sans place; durée du travail hebdomadaire, 60 heures. Chez les *cordonniers*, 5 p. o/o des adhérents sont sans ouvrage; durée du travail hebdomadaire, 48 heures. On ne constate pas de *menuisiers* inoccupés; travail, 72 heures par semaine. Pas de chômeurs chez les *ouvriers en meubles*; situation moins bonne chez les *sculpteurs sur bois*. Chez les *ouvriers en limes*, pas de chômeurs.

Vosges. — A Moussey, les *tisseurs* ne mentionnent pas de chômeurs; travail, 66 et 72 heures par semaine suivant les catégories d'ouvriers.

Haute-Saône. — A Gray, on ne compte pas de *tonneliers* inoccupés; travail, 70 à 72 heures par semaine; diminution d'un 1/3 sur les prix de façon de certains objets.

Doubs. — A Montbéliard, pas de chômeurs signalés chez les *typographes*. A Besançon, les *graveurs* portent à 6 p. o/o le nombre des leurs sans emploi; travail, environ 48 heures par semaine; *tailleurs de pierres* 60 heures par semaine; travail abondant. Les *maçons* ne signalent pas de chômeurs; travail, 66 heures par semaine; amélioration sensible. Après entente avec les patrons, le travail a été réduit chez les *coiffeurs* à 90 heures par semaine.

Saône-et-Loire. — A Mâcon, pas de chômeurs signalés chez les *typographes*. A Louhans, les *chapeliers* comptent 14 p. o/o des leurs sans ouvrage, les commandes sont faibles.

Côte-d'Or. — A Dijon, situation assez difficile chez les *mégissiers*; fermeture d'une maison. On ne mentionne pas de *tonneliers* sans ouvrage; travail, 66 heures par semaine.

Nièvre. — Augmentation de la durée du travail chez les *bûcherons* de Saint-Aubin, ils font de 72 à 74 heures par semaine; ceux de Menou font 72 heures; pas de chômeurs à Saint-Aubin, à Menou et à Menestreau. A la Fermeté, le travail de l'écorçage en forêts touche à sa fin; les travaux agricoles vont occuper tous les bras disponibles.

Allier. — On nous écrit de Commentry que, dans les *mines*, le travail a été suspendu pendant les jours durant le mois dernier. Par suite des fêtes organisées dans la région, travail plus abondant que l'an passé chez les *typographes* de Cusset, pas de chômeur. A Moulins, les *ébénistes* sont tous occupés.

A Commentry, hausse sur la viande de 10 centimes à 15 centimes par 500 grammes.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, les fêtes présidentielles ont amené une augmentation de commandes chez les *plâtriers* et *peintres*; travail, 66 heures par semaine.

Haute-Loire. — Au Puy, pas d'*ébéniste* inoccupé; travail, 72 heures par semaine; à Saint-Didier-la-Séauve, l'amélioration signalée chez les *passemmentiers-rubaniers* continue. Au Puy, pas de chômeur signalé chez les *serruriers*; travail 66 heures par semaine; pas de chômeur chez les *peintres* et *plâtriers*, travail, 60 heures par semaine.

Loire. — A Saint-Étienne, chez les *typographes*, pas de chômeur signalé; 3 p. o/o chez les *imprimeurs-graveurs lithographes*. Chez les *tisseurs*, à Jarcosse, on ne compte pas de chômeur; à Panissière, 10 p. o/o; travail, 72 heures par semaine; une nouvelle maison vient de se fonder, elle occupe 30 ouvriers; reprise du travail dans l'article soie; les *tisseurs* pour linge de table sont presque tous occupés. A la Fouillouse, production toujours très active chez les *passemmentiers-rubaniers*, augmentation de 5 à 7 p. o/o sur le taux des salaires; l'an dernier les articles suisses et allemands tramés coton avaient attiré une partie de la clientèle étrangère par leur bon marché, aujourd'hui on recherche surtout la qualité. A Saint-Étienne, les chefs d'*ateliers rubaniers* signalent une reprise de travail, principalement dans les genres unis taffetas glacés, en satin double face; l'article velours est encore un peu délaissé; on demande surtout des articles de belle qualité, spécialité de la fabrication stéphanoise. A Saint-Chamond, les *métallurgistes* estiment à un cinquième le nombre de leurs adhérents inoccupés; dans certains chantiers on travaille 3 jours sur 6; dans les autres on fait de 50 à 60 heures par semaine. De Saint-Étienne, on écrit que dans les *mines* on travaille 5 jours environ par semaine, et, dans les usines *métallurgiques*, 3 jours; les *mécaniciens-chauffeurs* comptent un peu plus de 15 p. o/o des leurs sans emploi; les *tailleurs de pierre* sont tous occupés, ils font 66 heures par semaine; grands travaux en cours d'exécution. Les *maçons* comptent un cinquième des leurs sans ouvrage; travail, 50 heures par semaine. A Saint-Chamond, pas de chômeur chez les *maçons*; travail, 66 heures par semaine. A Saint-Galmier, pleine saison de travail chez les *ouvriers des eaux minérales*, pas de chômeur, journée de 10 heures.

Rhône. — A Lyon, les *confiseurs-pâtisseries* estiment à 16 p. o/o le nombre de leurs membres sans place, la journée varie de 12 à 18 heures. Un journal cessant de paraître, un certain nombre de *typographes* se trouvent sans place. Les *tanneurs-corroyeurs* annoncent la fermeture de 3 maisons occupant une quinzaine d'ouvriers; ils comptent un cinquième des leurs sans ouvrage; la journée est réduite à 8 heures. Chez les *tisseurs*, à Grandris, production assez active, principalement à la *société coopérative*; à Saint-Jean-la-Bussières pas de chômeur signalé. A Thizy, 10 p. o/o sans ouvrage, 2 maisons occupant environ 200 *tisserands* cessent leur fabrication; travail, 66 heures par semaine. A Amplepuis, commandes plus abondantes que l'an dernier, presque tous les ouvriers sont occupés. A Lyon, pas de chômeur annoncé chez les *coupeurs-tailleurs*; travail, 60 heures par semaine; dans certaines maisons, substitution du travail aux pièces au travail à l'heure; en général, situation meilleure que l'an dernier. Chez les *chapeliers*, journée de 10 heures $\frac{1}{2}$ et de 11 heures $\frac{1}{2}$ suivant les ateliers avec les heures supplémentaires 72 à 78 heures par semaine, salaire de 4 à 5 francs par

jour. Les *chauffeurs-mécaniciens* comptent 16 p. 0/0 des leurs sans place. Les *bronziers* ne comptent pas de chômeur; travail, 60 heures par semaine, une nouvelle maison occupe 20 ouvriers. Chez les *employés de cafés, restaurants*, travail de 14 à 18 heures par jour; un certain nombre d'ouvriers commencent à se placer dans les villes d'eaux. Chez les *coiffeurs*, peu de chômeurs, journée de 15 et 16 heures.

Haute-Savoie. — Petite diminution dans les commandes chez les *typographes* d'Annecy, journée de 10 heures, dans le travail à l'heure; travail, 3 jours environ par semaine, dans le travail aux pièces; *tailleurs de pierre*, travail, 66 heures par semaine.

Isère. — A Grenoble, situation meilleure que l'an dernier chez les *charpentiers*. A Porcieu, les *tailleurs de pierre* estiment que 17 p. 0/0 des leurs sont sans ouvrage; 2 maisons viennent de fermer elles occupaient 90 ouvriers; travail, 72 heures par semaine. A Grenoble, les *maçons* comptent un tiers de leurs adhérents sans ouvrage; travail, 60 heures par semaine. A Vienne, chez les *coiffeurs* petite diminution dans la durée du travail, salaires sans variation.

Drôme. — A Bourg-de-Péage, les trois quarts des *chapelières* seraient sans ouvrage, les fabriques travaillant à la mécanique enlevait le plus grand nombre des commandes.

Alpes-Maritimes. — A Nice, peu de chômeurs signalés chez les *vermicelliers*; les *boulangers* constatent que plus d'un quart de leurs adhérents sont sans place; durée du travail hebdomadaire, 80 heures environ; la situation serait rendue difficile par suite de l'installation d'une grande boulangerie mécanique. A Cannes, les *cuisiniers* comptent un cinquième de leurs membres sans place. Le travail se restreint chez les *typographes*; une maison fait 48 heures par semaine, les autres 60 heures, mais avec un petit personnel. A Nice, production très ralentie chez les *cordonniers*, on est à la fin de la saison; pas de chômeur signalé chez les *carrossiers*. Les *vanniers* comptent un cinquième des leurs sans ouvrage; travail, 10 à 12 heures par jour. Chez les *garçons-cochers*, chômeurs 7 p. 0/0 des adhérents; travail, environ 100 heures par semaine.

Bouches-du-Rhône. — A Marseille, les *typographes* portent à 4 p. 0/0 le nombre de leurs adhérents sans ouvrage; journée, de 8 à 10 heures. Chez les *tanneurs*, la durée du travail a été augmentée, les salaires n'ont pas été modifiés. Les *mouleurs* et *noyauteurs* comptent un grand nombre des leurs sans ouvrage; un atelier qui occupait 100 ouvriers vient de fermer; durée du travail réduite à 48 heures par semaine, diminution sur les salaires, un grand nombre de commandes étant exécutées à l'étranger. Chez les *ajusteurs-mécaniciens* et les *forgerons* un cinquième des adhérents sans ouvrage; dans une des plus importantes *fonderies* travail, 48 heures par semaine; diminution de 20 p. 0/0 dans le personnel des ateliers de *chaudronnerie*; semaine réduite à 48 heures; les *mineurs-terrassiers* comptent un quart, les *carreleurs* 10 p. 0/0 des leurs non embauchés; situation un peu meilleure que l'an dernier. Chez les *plombiers-gaziers*, pas de chômeur annoncé, situation meilleure que l'an dernier; on fait 10 heures par jour dans certaines maisons, l'an dernier on faisait 8 heures. A Saint-Henry-Marseille, les *tuiliers céramistes* font 60 heures par semaine, un atelier a fait quelque temps la journée de 11 heures, situation un peu plus difficile par suite de concurrence locale. A Marseille, diminution de plus de 10 p. 0/0 dans le nombre des *voitures de place*.

Vaucluse. — A Cavaillon, pas de chômeur signalé chez les *tailleurs de pierre* et *maçons*, journée de 10 heures. A Caderousse, chez les ouvriers de l'*Union balaitière* un cinquième des adhérents est sans ouvrage; travail, 48 heures par semaine; diminution des commandes par suite de la concurrence des fabriques du Nord qui obtiennent la paille à balai à meilleur marché.

Ardèche. — A Annonay, travail très actif chez les *mégissiers*, 5 p. 0/0 de chômeurs dans la corporation; pas de chômeur chez les *maçons*, augmentation de 5 centimes par heure.

Gard. — A Nîmes, les *tonneliers* estiment que 1/3 des leurs sont inoccupés; la journée serait actuellement de 8 heures; diminution de 20 p. 0/0 sur les salaires.

Tarn. — A Albi, les *typographes* portent à 10 p. o/o le nombre des leurs qui sont sans ouvrage; journée de 10 heures; situation meilleure que l'an dernier, un certain nombre d'ouvriers ayant quitté la ville; chez les *chapeliers approprieurs*, durée du travail 24 heures par semaine.

Hérault. — A Marsillargues, chez les *ouvriers agricoles*, pas de chômeur signalé, durée du travail portée à 48 heures par semaine; salaires augmentés de 0 fr. 50 par jour. A Montpellier chez les *confiseurs*, 5 p. o/o des adhérents sont sans place; travail hebdomadaire 70 heures; une maison occupant quelques ouvriers vient de fermer. A Ganges, peu de commandes chez les *bonnetiers*. A Montpellier, les *cochers* portent à 17 p. o/o le nombre des leurs sans emploi; journée généralement de 18 heures.

Aude. — A Carcassonne, travail très ralenti chez les *typographes*. Les *menuisiers* ne comptent aucun des leurs sans ouvrage; journée de 10 heures; tous les *terrassiers* sont occupés, la journée varie de 8 à 10 heures.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, les *travaux des champs* étant assez avancés nécessitent moins de main d'œuvre. Chez les *typographes* la durée du travail hebdomadaire est de 63 à 70 heures; dans une maison, par suite de modification dans le tirage d'un journal, on fait 3 jours par semaine au lieu de 6 jours 1/2. A Saint-Laurent-de-Cerdans, les *espadrilliers trépointeurs* annoncent que les ateliers sont fermés dans les grandes fabriques; on n'a conservé que quelques anciens ouvriers; les petites maisons donnent un peu de travail au dehors; les prix de façon se ressentent de la concurrence de la main-d'œuvre pénitenciaire. A Perpignan, hausse sur le pétrole 0 fr. 05 par litre; la création d'une Société coopérative de consommation amène une diminution sur le pain de 0 fr. 05 par kilogramme.

Haute-Garonne. — A Toulouse, pas de chômeur signalé chez les *typographes*, travail 60 heures par semaine; légère amélioration dans les ateliers de journaux; même durée de travail chez les *menuisiers*, ils estiment que 5 p. o/o des leurs sont sans ouvrage. Les *mosaïstes* ne comptent pas de chômeur, travail, 50 heures par semaine.

Hautes-Pyrénées. — A Tarbes, pas de chômeur signalé chez les *tanneurs*, on espère encore une augmentation dans les commandes. Chez les *menuisiers*, travail, 60 et 66 heures par semaine suivant les ateliers. Les *ouvriers du fer* comptent 6 p. o/o des leurs sans ouvrage; travail, 60 heures par semaine. Les *maçons*, les *peintres* et les *plâtriers* ne comptent pas de chômeur; travail, 50 à 55 heures par semaine chez les *maçons*. Chez les *plâtriers*, travail 60 heures par semaine. A Tarbes, baisse de 5 p. o/o sur les denrées.

Basses-Pyrénées. — A Bayonne, une nouvelle *boulangerie* vient de se fonder, elle occupe quelques ouvriers; on compte 5 p. o/o de chômeur, dans la corporation. A Bayonne, diminution de 15 p. o/o sur la viande de porc.

Landes. — A Moussey, les *verriers* sont tous occupés; tous les fours sont en activité.

Gers. — A Auch, chez les *typographes* le travail vient d'être réduit; entre autres dans un atelier occupant 18 ouvriers, on suspend le travail un jour ou deux par semaine.

Lot. — A Cahors, pas de chômeur chez les *travailleurs du fer*, journée portée à 12 heures; gain augmenté de 0 fr. 25 par jour. Journée de 12 heures chez les *tailleurs de pierre*; une Société coopérative de construction, nouvellement fondée occupe un certain nombre d'ouvriers. Chez les *mineurs-terrassiers*, travail, 45 à 50 heures par semaine. Les *peintres* sont tous occupés, travail, 66 heures par semaine.

Lot-et-Garonne. — Pas de chômeur signalé chez les *bouhonnières* de Lavardac; travail, 60 heures par semaine.

Dordogne. — Chez les *typographes*, à Bergerac, travail, 60 heures par semaine; situation meilleure; à Périgueux on compte un cinquième des adhérents sans place, journée de 10 heures.

Chez les *chapeliers* de Terrasson, depuis Pâques diminution continue des commandes; on fait 36 heures par semaine, gain 12 à 13 francs.

Gironde. — A Bordeaux, les *boulangers* estiment que 8 p. o/o des leurs sont inoccupés; situation meilleure due à l'Exposition. Chez les *tonneliers*, travail, 60 heures par semaine; à la Tresnes, pas de chômeur signalé. A Bordeaux, les *ébénistes-billardiers* ne mentionnent pas de chômeur, travail, 66 heures par semaine; situation meilleure que l'an dernier. Pas de chômeur signalé chez les *chaudronniers*; travail, 60 heures par semaine. Les *garçons-limona-diers* comptent 13 p. o/o des leurs sans place; travail, 19 heures par jour; situation meilleure; fondation de 5 maisons à l'Exposition, occupant 30 ouvriers. Les *coiffeurs* comptent 1/4 des leurs sans place; travail, 112 heures par semaine.

Charente-Inférieure. — A Rochefort-sur-Mer, les *typographes* ne signalent pas de compagnons inoccupés; journée de 10 heures; ouvrage plus abondant que l'an dernier. A la Rochelle, travail assez actif chez les *menuisiers* et *charpentiers*; un peu plus faible et quelques chômeurs chez les *maçons*. A Rochefort-sur-Mer, les *tailleurs de pierre* comptent un grand nombre des leurs sans ouvrage. A Échillais, pas de chômeur signalé chez les *ouvriers du bâtiment*; travail, 72 heures par semaine; diminution 10 p. o/o sur le taux des salaires.

Charente. — A Angoulême, les *tailleurs de pierre* estiment que 12 p. o/o des leurs sont inoccupés; travail, 60 heures par semaine.

Haute-Vienne — A Limoges, les *boulangers* comptent 5 p. o/o de leurs adhérents sans emploi. Amélioration dans la situation des *coupeurs-brocheurs en chaussures* qui font la journée complète. A Saint-Junien, pas de chômeur chez les *ouvriers du bâtiment*; les *menuisiers* font 11 au lieu de 12 heures par jour; ils sont payés 0 fr. 30 et 0 fr. 35 par heure au lieu de 0 fr. 25.

Corrèze. — A Bort, chez les *chapeliers*, travail, environ 3 jours par semaine, au lieu de 5 le mois dernier.

Cher. — A Meillant, ouvrage un peu plus abondant que l'an dernier; on compte encore un assez grand nombre de chômeurs, les prix de façon sont de 16 p. o/o inférieurs à ceux de l'an dernier; à Saint-Eloy-de-Gy, à Allogny, pas de *bûcherons* sans ouvrage; durée du travail hebdomadaire, 60 et 72 heures; à Méry-ès-Bois, les *bûcherons* comptent 18 p. o/o des leurs non embauchés; les *ouvriers agricoles*, à Charly, estiment que 6 p. o/o des leurs sont inoccupés; durée du travail hebdomadaire, 72 heures; à Ourouer-les-Boudelins, ils comptent 15 p. o/o des leurs sans place; durée du travail, 80 heures par semaine; pas de chômeurs signalés chez les ouvriers en *toiles cirées* de Bourges; travail 66 heures par semaine.

A Vierzon, les *menuisiers-ébénistes* sont tous embauchés; travail, 72 heures par semaine; même durée de travail chez les *constructeurs-mécaniciens*; de même à Bourges, chez les *tailleurs de pierre*.

Hausse, à Méry-ès-Bois, sur la viande de 20 centimes par demi-kilo, et à Meillant, sur le pain, de 10 centimes par 5 kilos.

Indre. — A Châteauroux, quelques chômeurs chez les *typographes* par suite du remplacement des ouvriers par des apprentis; une partie des chômeurs a pu être employée dans une autre localité; pas de chômeur signalé chez les *cordonniers*.

Vienne. — A Poitiers, l'amélioration signalée chez les *imprimeurs* continue, presque tous sont occupés. Pas de chômeur, chez les *gantiers* de Niort durée du travail hebdomadaire de 60 à 66 heures; augmentation de 10 p. o/o sur les prix de façon de certains articles. A Poitiers, les *menuisiers* comptent 6 p. o/o des leurs sans ouvrage; travail 72 heures par semaine.

Vendée. — Pas de chômeur signalé chez les *typographes* de la Roche-sur-Yon, travail 60 heures par semaine. Chez les *tisserands*, travail plus abondant que l'an dernier, à Évraines, prix de façon plutôt moins avantageux; à Mortagne, travail 71 heures par semaine, diminution des ouvriers inoccupés, de même aux Épesses, les *ouvriers du bâtiment*, à Luçon ne comptent pas de chômeur, et à la Roche-sur-Yon, 7 p. o/o; travail, 60 heures par semaine.

Loire-Inférieure. — A Nantes, les *cuisiniers* comptent 4 p. o/o de leurs adhérents sans emploi; pas de chômeur mentionné chez les *charpentiers*, 66 heures de travail par semaine; une maison occupant 15 ouvriers vient de fermer; les *ferblantiers-boitiers* estiment que un tiers des leurs sont sans ouvrage; travail 45 heures par semaine; chez les *ouvriers du bâtiment*, travail 50 heures par semaine; situation meilleure que l'an dernier chez les *couvreurs*: travail, 60 heures par semaine.

Finistère. — A Brest, les *ébénistes* comptent 6 p. o/o de leurs adhérents sans ouvrage; journée de 12 heures; dans certaines maisons, baisse des prix de façon, par suite de la concurrence de la main-d'œuvre pénitentiaire.

A Brest, hausse de 16 p. o/o sur la viande.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, les *typographes* signalent la fermeture, par suite de décès, d'une maison occupant 25 ouvriers et apprentis; pas de chômeur constaté chez les *ouvriers en cuirs et peaux*: travail, 66 heures par semaine. A Fougères, la reprise du travail annoncée chez les *coupeurs en chaussures*, continue; la durée du travail a été augmentée. A Rennes, diminution du travail chez les *chapeliers-appropriateurs*; ils font 8 à 9 heures par jour et sont généralement occupés 4 jours par semaine; chez les *ouvriers sur métaux*, travail, 66 heures par semaine; les *tailleurs de pierre* ne signalent pas de chômeur; les ouvriers *maçons* comptent 10 p. o/o des leurs non embauchés; journée de 11 heures; les *cochers* ont tous repris leur travail; durée, 18 heures par jour.

Maine-et-Loire. — Chez les *tisserands*, à Cholet, pas d'ouvriers inoccupés; travail, 66 heures par semaine dans les *tissages mécaniques*; 80 heures dans les *tissages à la main*; augmentation des commandes au May-sur-Evre et à Bégrolles. A Angers, les *tourneurs sur métaux* estiment que 1/5 des leurs sont sans ouvrage; travail, 60 heures par semaine; petite diminution dans les commandes, depuis l'ouverture de l'Exposition; pas de chômeur mentionné chez les *chaudronniers*, travail, 60 heures par semaine. A Cholet, les *ouvriers du bâtiment* sont tous embauchés; travail, 66 heures par semaine.

Sarthe. — Au Mans, les *typographes* portent à 7 p. o/o le nombre des leurs sans ouvrage; 60 heures de travail par semaine.

Indre-et-Loire. — A Châtellerault, les *tanneurs* estiment à 9 p. o/o le nombre des leurs sans emploi; durée du travail hebdomadaire, de 66 à 72 heures; dans certains ateliers, on remplace le travail à l'heure par le travail aux pièces; à Amboise, chez les *ouvriers en cuir*, la journée est maintenant de douze heures. A Tours, pas de chômeur constaté parmi les *peintres*; travail, 66 heures par semaine.

Eure-et-Loir. — De Châteaudun, on nous signale que, dans un atelier de *constructions mécaniques*, on a renvoyé une quinzaine d'ouvriers, faute de commandes.

Orne. — A Flers, chez les *ouvriers cotonniers*, travail, 60 à 66 heures par semaine.

A Flers, augmentation sur la viande, depuis le mois dernier, 0 fr. 20 par kilogramme.

Manche. — Chez les *typographes*, à Saint-Lô, pas de chômeur signalé; à Avranches, 13 p. o/o; travail, 60 heures par semaine.

Eure. — A Évreux, chez les *compositeurs-imprimeurs*, la journée a été portée à 10 heures. Dans les ateliers d'*instruments de musique* de la Couture-Boussey, la situation générale s'améliore; une maison continue à ne travailler que 8 heures par jour.

Seine-Inférieure. — A Rouen, la situation des *travailleurs du livre* s'améliore; la proportion des chômeurs dans la corporation est descendue de 5 à 2 p. o/o; chez les *tapissiers*, ouvrage plus abondant en vue de l'exposition; travail, 54 heures par semaine. Dans la région de Bolbec, une *filature* est arrêtée; elle occupait 150 ouvriers. Au Havre, nombreux *journaldiers* du port sans ouvrage.

Algérie. — A Alger, les *garçons-limonadiers* ne comptent plus que 17 p. o/o des leurs sans place; journée, 16 et 18 heures; les *coiffeurs* portent à 3 p. o/o le nombre des leurs sans ouvrage; travail, 60 heures par semaine.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Alcools. — Voici, d'après les déclarations reçues par la régie, l'état de la production de l'alcool en France en 1894 et 1893 (quantités exprimées, hectolitres d'alcool pur).

	1894.	1893.	MOYENNE des dix dernières années.
Bouilleurs et distillateurs de profession .	2.114.745	2.317.188	2.073.358
Bouilleurs de cru.....	214.368	159.198	69.483
TOTAL.....	2.329.113	2.476.386	2.142.841

Les quantités fabriquées par les bouilleurs de cru augmentent dans la plupart des départements.

Les quantités fabriquées par les bouilleurs et distillateurs de profession sont en diminution par rapport aux chiffres de 1893 et à la moyenne des dix dernières années, principalement dans les départements du Nord, du Pas-de-Calais, de la Seine-Inférieure; elles sont en augmentation particulièrement dans les départements suivants : Aisne, Charente-Inférieure, Oise, Seine-et-Marne, Seine et Oise, Somme. Dans la Seine, il y a augmentation par rapport à la moyenne des dix dernières années et diminution par rapport au chiffre de 1893.

Voici quels sont les chiffres qui indiquent en litres la production moyenne par tête d'habitant pendant diverses périodes successives.

1850-59.	1860-69.	1870-79.	1880-89.	1890.	1891.	1892.	1893.	1894.
1,95	2,4	2,7	3,85	4,35	4,37	4,56	4,32	4,04

La fabrication des alcools de vin qui, d'après les déclarations, était tombée de 546,000 hectolitres en 1876 à 19,500 en 1886 remonte depuis cette époque et a atteint le chiffre de 161,660 hectolitres en 1894; celle des alcools de cidre, marcs, fruits est en augmentation depuis quatre ans. La fabrication des alcools de betteraves et de mélasses, après avoir augmenté jusqu'en 1892, diminue depuis lors; celle des alcools tirés de substances farineuses est en décroissance depuis 1888.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations, pendant les premiers mois de l'année.

	1895. francs.	1894. francs.
IMPORTATIONS.		
Objets d'alimentation.....	389.764.000	533.137.000
Matières nécessaires à l'industrie.....	916.288.000	1.003.760.000
Objets fabriqués.....	222.891.000	230.581.000
TOTAL.....	1,528.943.000	1.767.478.000
EXPORTATIONS.		
Objets d'alimentation.....	238.184.000	263.537.000
Matières nécessaires à l'industrie.....	313.281.000	296.069.000
Objets fabriqués.....	730.675.000	664.795.000
Colis postaux.....	48.425.000	36.047.000
TOTAL.....	1,360.568.000	1,260.448.000

Travaux publics. — Adjudications nouvelles annoncées pour mai et juin :

Paris. — Travaux de pavage.....	146.000 ^f
Paris. — Chemin de fer de l'État. — Ligne de Chartres à Bordeaux.	
Établissement d'une deuxième voie (de Montreuil-Bellay à Thouars)	189.000
Paris. — Chemins de fer de l'État. — Ligne de Chartres à Bordeaux.	
Établissement d'une deuxième voie (de la Taye à Vieuvicq).....	100.400
Paris. — Chauffage, ventilation et éclairage de l'hôpital Boucicaut..	322.000
Paris. — Construction d'écoles.....	460.000
Paris. — Travaux sur la route départementale n° 40.....	315.000
Paris. — Agrandissement d'un groupe scolaire.....	287.800
Paris. — Élargissement et appropriation du canal de l'Oucq.....	686.000
Paris. — Agrandissement d'un internat.....	181.400
Paris. — Construction d'un groupe scolaire.....	715.300
Bordeaux. — Chemin de fer. — Ligne de la Sauve-Eymet. — Construction du 5 ^e lot.....	326.000
Cambrai. — Démantèlement des fortifications.....	147.900
Chambéry. — Forêts. — Construction de murs, tunnels, barrages, etc.	207.000
Chartres. — Ligne de chemin de fer de Voves à Toury. — Construction de bâtiment.....	200.000
Florac (Lozère). — Construction d'un hôpital.....	128.000
Foix. — Travaux de chemins.....	142.000
Laon. — Travaux sur routes nationales.....	106.500
Le Mans. — Construction d'un bâtiment à la gare.....	162.900
Marseille. — Construction de murs de quai et approfondissement d'un bassin.....	5.800.000
Privas. — Travaux de chemins.....	101.300
Rennes. — Construction d'une jetée.....	250.000
Rouen. — Travaux aux asiles.....	117.700
Rumilly (Haute-Savoie). — Construction d'un bâtiment aux magasins des tabacs.....	142.900
Saint-Germain-en-Laye. — Travaux communaux.....	135.800
Saint-Germain-en-Laye (Seine-et-Oise). — Travaux d'égout et de canalisation.....	242.500
Saint-Nazaire. — Travaux d'écoles.....	165.000
Saint-Ouen (Seine). — Construction d'un hospice et d'un dispensaire.	300.800
Constantine. — Construction d'un groupe scolaire.....	385.000
Sétif. — Construction d'un théâtre.....	105.800

Résultats des adjudications précédentes :

Paris. — Travaux de construction de collecteurs secondaires. — 3 lots. — (658.300^f). — Adj. : Diouidonnat, 72, avenue d'Ivry, 15,10; Allard, 46, quai Jemmapes, 27,50; Dauphin, 13, avenue de Choisy, 18,20.

Paris. — Construction de collecteurs secondaires. — 2 lots. — (469.500^f). — Adj. : Diouidonnat, 77, avenue d'Ivry, 15,10; Dauphin, 18, avenue de Choisy, 18,20.

Paris. — Maçonnerie d'égouts. — 22 lots. — (1.134.600^f). — Adj. : J. Diouidonnat, 77, avenue d'Ivry, 23,50; B. Diouidonnat, 12, rue Lahac, 18,60; Manoury, 50, avenue de Ségur, 31,20, 31,20, 31,20; Duguet, 48, avenue de Châtillon, 18,20; Quéhan, 87, rue Michel-Bizot, 21,20; Dauphin, 23, avenue de Choisy, 27,20; Chassennerly, 20, rue Bourgeois, 27,30; Huguet, 11, avenue de Versailles, 27,10; Figarol, 133, rue des Fourneaux, 16,10; Roche, 94, boulevard de Courcelles, 17,10; Raffier, 17, rue Galvani, 23,60, 18,10, 18,20; Joyeux, 52 ter, rue Gauthiez, 24,20, 27,20; Conchon, 18, rue des Rasselins, 27,30, 20,10, 18,10; Duburcq, 152, boulevard Magenta, 15,70; Allard, 46, quai Jemmapes, 15,10.

Paris. — Travaux de pavage, granit et asphalte-bitume pour la construction de l'abattoir de la rive gauche (1.180.237^f). — Adj. : Quéhan, à Nogent-sur-Marne, 35,10.

Albi. — Chemin de fer d'Albi à Saint-Affrique, entre Albi et Saint-Juéry (215.000^f). — Adj. : Gorste, à Capdenac, 29.

Aurillac. — Travaux divers (musée, bibliothèque, écoles). — (212,400^f). — Adj. : Guillot, 6; Moussie, 9 et 11; Goumy, 10; Lhabeau, 6.

Aurillac. — Construction de deux maisons d'écoles (111,200^f). — Adj. : Delfour, 1,50; Poux, à Chamalières, près Clermont, 12.

Besançon. — Dérasement des remparts et construction d'un nouveau mur d'escarpe (195,000^f). — Adj. : Boussange, 30,60.

Bordeaux. — Chemin de fer de la Sauve à Eymet, de Mesterricux exclu à Eymet (326,000^f). — Adj. : Graveron, à Sauveterre, 23.

Chambéry. — Forêts. — Travaux dans la Haute-Isère et l'Arc supérieur (207,100^f). — Adj. : Planche, à Tain (Drôme), 30; Freppaz, à Barcelonnette (Basses-Alpes), 35 et 40; Maguin, à Saint-Michel, 1; Ferrando, à Embrun (Hautes-Alpes), 27; Bullio, à Briançon (Hautes-Alpes), 15.

La Roche-sur-Yon. — Ponts et chaussées. — Chemin de fer de Fontenay-le-Comte à Cholet. — Terrassements et maçonnerie. — 4^e lot. — (480,000^f). — Adj. : L'Héritier, à Châtillon-sur-Loire (Loiret), 33.

Le Mans. — Construction d'un réseau de chemins de fer d'intérêt local à voie étroite. — Infrastructure des 1^{re} et 2^e lots. — (356,000^f). — Adj. : Fagat, à Nantes, 21; Barré, 25.

Le Puy. — Travaux sur chemins vicinaux (216,100^f). — Adj. : Batiste, à Ardoix (Ar-dèche), 24, 10; Gérenton, à Laussonne, 22, 26; Chaze, à Auroux (Lozère), 31; Fournier, à Agnat, 16.

Mâcon. — Rivière de Saône. — Dragages du bief de Thoissy. — 2 lots. — (450,000^f). — Adj. : Bourgeois, à Châlon, 19; Besse, à Toul, 12.

Nantes. — Construction d'une école (165,400^f). — Adj. : menuiserie, Debec, à Chantenay, 19; — charpente, Noleau, 26; — couverture, plomberie, Guillon, 18; — menuiserie, Baron, 16; — serrurerie, ferronnerie, Hubert, 38; — plâtrerie, Lesselier, 26; — peinture et vitrerie, Jubaud, 35.

Nice. — Golfe Juan. — Construction de la jetée du port (200,000^f). — Adj. : Thus, 31,01.

Nice. — Construction d'une route nationale (236,000^f). — Adj. : Tardif, à Plan-du-Var, 37.

Périgueux. — Chemin de fer de Nontron à Sarlat. — Fourniture et pose de tabliers et garde-corps métalliques (103,300^f). — Adj. : Chaulon, à Bordeaux, 20 et 16.

Rouen. — Rivière de Seine. — Rescindement du cap de Petitville; construction d'une digue bétonnée (175,000^f). — Adj. : veuve Silvestre, à Yainville, 4.

Rouen. — Travaux à divers asiles (117,500^f). — Adj. : maçonnerie, Antoinette, 14 et 16; charpente en bois, Bunel, 10; — couverture et plomberie, Leroux, 3; — serrurerie, Thierry, 15; — égout en béton, Marion, 17; — menuiserie, Laurence, à Sotteville-lès-Rouen, 18; peinture et vitrerie, Casoni, à Sotteville, 15.

Saint-Brieuc. — Port de Binic. — Construction d'un bassin à flot (265,000^f). — Adj. : maçonnerie, Eveillard, à Lamballe, 6; — fourniture de ciment, Fiquet, à Daunes, 2.

Saint-Étienne. — Construction d'un pont en fer sur la Loire (160,000^f). — Adj. : maçonnerie, Cléchet, à Lyon, 5; — tablier métallique, Imbert, à Saint-Julien-en-Jarez, 18.

Saint-Maur (Seine). — Construction de bassins filbrants à l'usine élévatoire (350,400^f). — Adj. : Manoury, 50, avenue de Ségur, 27,40.

Saint-Ouen (Seine). — Construction d'un hospice et d'un dispensaire (300,800^f). — Adj. : terrasse et maçonnerie, Guillon, 18, impasse Compoin, 17,10; — charpente, Peyrel-Letourneau, à Saint-Denis, 22; — couverture-plomberie, Allain, 188, boulevard Voltaire, Paris, 29,90; — menuiserie, serrurerie, Compagnie générale de constructions, à Saint-Denis, 28 et 22; — fumisterie, marbrerie, Forest, 6, rue Pavée-aux-Marais, Paris, 25,80; — peinture et vitrerie, Vérité, à Saint-Denis, 10,10; — pavage et canalisation, Dioudonnat, à Saint-Denis, 8,20.

Trélazé (Maine-et-Loire). — Construction de bâtiments nouveaux à la manufacture d'allu-mettes. — Démolitions, terrasse, maçonnerie, plâtrerie, dallage, pavage, Fonteix aîné, 2; — charpente, couverture, menuiserie, quincaillerie, peinture, vitrerie, Lebleu, 20.

Chemins de fer de l'État. — Ligne de Chartres à Bordeaux. A. Établissement d'une deuxième voie et assainissement des tranchées argileuses entre Montreuil-Bellay et Thouars. (189,200^f). — Adj. : Thureau, à Thouars, 19. — B. Établissement d'une deuxième voie entre La Taye et Vieuxvic (100,400^f). — Adj. : Saby, à Ymonville (Eure-et-Loir), 12.

Compagnie des chemins de fer de l'Est. — Établissement d'un parc à machines à la gare de Troyes-Preize (180.000^f). — Adj. : Couvert.

Compagnie des chemins de fer de l'Ouest. — Ligne du Mans à Mézidon. — Renouvellement de voie et de ballast (140.000^f). — Adj. : Lecœur, au Mans.

Compagnie des chemins de fer de l'Ouest. — Ligne du Mans à Rennes. — Travaux de ballastage et pose de voies (150.000^f). — Martin, 141, boulevard Montparnasse, Paris.

Compagnie des chemins de fer Paris-Lyon-Méditerranée. — Ligne de Loulans-les-Forges à Lure. — Infrastructure (200.000^f). — Adj. : Volle Regis, à Villersexel (Haute-Saône).

Compagnie des chemins de fer Paris-Lyon-Méditerranée. — Ligne de Longerey à Divonne. — 1^{er} lot des terrassements et ouvrages d'art. — (1.000.000^f). — Adj. : Pangaud, à Brousseles-Mars (Creuse).

Chemins de fer Paris-Lyon-Méditerranée. — Agrandissement de la gare de l'Arbreste (Rhône). — (200.000^f). — Adj. : Pangaud, à Oullins (Rhône).

Batna. — Génie militaire. — Construction d'un casernement (115.000^f). — Adj. : Legrand, 10.

Constantine. — Construction d'un groupe scolaire (385.000^f). — Adj. : Montmège, 18.

Transports. — Le tonnage des embarquements sur les canaux et rivières, pendant le mois de mars, a atteint 1.906.983 tonnes, contre 2.388.047, pendant le mois correspondant de l'an dernier, soit une diminution de 20 p. o/o.

Recettes des compagnies de transports du 1^{er} janvier au 31 mai :

	1895.	1894.
Compagnies des chemins de fer d'intérêt général ..	444.076.700 ^f	445.621.200 ^f
Compagnie des omnibus de Paris (3 juin).....	17.150.400	17.640.200
Compagnie des petites voitures à Paris (31 mai)...	8.572.100	8.927.400

Mont-de-Piété de Paris. — Situation des magasins au 31 mai 1895.

GAGES CORPORELS.			ARTICLES.	SOMMES.
			nombres.	francs.
Il y avait en magasin, le 30 avril 1895, au soir.....			1.722.196	46.343.662
ENTRÉE.				
Par engagements effectifs.....	98.924	2.771.395	159.702	4.650.590
Par renouvellements.....	60.778	1.879.195		
TOTAL.....			1.881.898	50.994.252
SORTIE.				
Par dégagements effectifs.....	102.455	2.853.612	177.621	4.954.044
Par renouvellements.....	60.778	1.879.195		
Par ventes.....	14.388	221.237		
RESTE en magasin, le 31 mai 1895.....			1.704.277	46.040.208
Restait en magasin, le 31 mai 1891.....			1.957.398	49.229.905
le 31 mai 1892.....			1.972.756	51.303.860
le 31 mai 1893.....			1.871.993	50.292.126
le 31 mai 1894.....			1.819.998	49.078.482
Intérêts des emprunts : à 1 an, 3 p. o/o ; à 9 mois, 2 1/2 p. o/o ; à 6 mois, 2 p. o/o ; à 3 mois, 1 1/2 p. o/o.				

Préfecture de la Seine. — Autorisations de bâtir. — Du 1^{er} au 31 mai, il a été déposé 128 demandes en autorisation de bâtir, dont 106 pour des constructions neuves. Pendant le mois de mai 1894, le nombre des demandes a été de 131, dont 97 pour des constructions.

Tribunal de commerce de la Seine. — Nombre de faillites et de liquidations judiciaires :

	Mois d'avril.		Du 1 ^{er} janvier au 31 mai.	
	1895.	1894.	1895.	1894.
Faillites.....	120	157	621	625
Liquidations judiciaires.....	13	23	82	126
Conversions de liquidations en faillites..	2	5	17	30

PLACEMENT GRATUIT.

La Bourse du travail de Nantes a reçu, pendant le premier trimestre 1895, 449 demandes, 133 offres et effectué 117 placements à demeure et 520 en extra; celle d'Oran, depuis le 1^{er} novembre 1894, date de sa fondation, jusqu'au 31 mars 1895, a reçu 637 demandes, 120 offres et effectué 101 placements.

Du 1^{er} janvier au 20 mai 1895, la Société de secours mutuels des concierges-gérants de Paris, a reçu 200 demandes, 82 offres et effectué 14 placements.

ÉTAT DES PLACEMENTS EFFECTUÉS PAR LES OFFICES DE PLACEMENT GRATUIT. (RENSEIGNEMENTS PARVENUS AU 1^{er} JUIN.)

A. — BUREAUX MUNICIPAUX.

B. — BOURSES DU TRAVAIL.

NOMBRE DES					NOMBRE DES				
LOCALITÉS.	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués		LOCALITÉS.	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués	
			à demeure	en extra.				à demeure	en extra.
AVRIL 1895.					AVRIL 1895.				
Paris (1 ^{er} arr ^t) .	217	186	184	"	Angers	195	85	82	21
— (11 ^e —) .	280	913	355	"	Besançon	101	52	22	"
— (14 ^e —) .	635	516	440	37	Boulogne-s-Seine	46	67	11	26
— (5 ^e —) .	71	72	32	19	Cholet	72	32	46	6
— (xiv ^e —) .	275	131	78	3	Montpellier	164	112	112	"
— (xv ^e —) .	445	215	120	91	Nantes	279	120	92	241
— (xix ^e —) .	145	127	32	71	Nîmes	139	57	57	"
— (xx ^e —) .	137	73	11	45	Saint-Etienne . . .	105	73	59	"
Nancy	143	60	48	"	Toulon	23	14	11	3
Lille	264	1	"	"	Toulouse	127	75	102	25
MAI 1895.					MAI 1895.				
Paris (vi ^e arr ^t) . .	463	212	199	588	Bordeaux (indé- pendante)	236	154	147	"
— (ix ^e arr ^t) . . .	112	86	70	"	Bordeaux (mu- nicipale)	412	194	191	"
Paris (Refuges municipaux)	"	"	84	1474	Boulogne-s-Seine	"	12	"	"
Levallois-Perret .	201	129	81	10	Lyon	637	398	374	"
Brest	3	1	1	"	Perpignan	21	9	9	"
Saint-Nazaire . .	22	4	3	"	Saint-Nazaire . . .	67	51	19	19
Sens	22	13	2	"	Saumur	30	28	11	8
					Toulouse	96	74	96	40
					Tours	211	93	87	"

C. — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS ET SYNDICATS PROFESSIONNELS (EN DEHORS DES BOURSES
DE TRAVAIL DÉSIGNÉES CI-DESSUS) AVRIL 1895.

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Alpes-Maritimes.	Nice.	Vanniers.	2	"	"	"
Aube.	Troyes.	Boulangers.	6	5	5	"
Idem.	Idem.	Plâtriers.	"	8	12	"
Bouches-du-Rhône.	Marseille.	Typographes.	5	"	5	"
Idem.	Idem.	Ajusteurs-mécaniciens.	"	"	15	"
Idem.	Idem.	Forgerons.	9	"	9	"
Côte-d'Or.	Dijon.	Ouvriers en chaussures.	"	"	5	"
Doubs.	Besançon.	Coiffeurs.	10	"	6	"
Gironde.	Bordeaux.	Compagnons boulangers.	22	24	3	20
Idem.	Idem.	Tonneliers.	"	"	150	"
Idem.	Idem.	Chandronniers en cuivre.	2	"	"	"
Idem.	Idem.	Garçons limonadiers.	"	"	18	45
Hérault.	Montpellier.	Confiseurs.	7	6	4	"
Idem.	Idem.	Cochers.	11	9	5	"
Ille-et-Vilaine.	Rennes.	Tailleurs de pierres.	12	"	12	"
Indre.	Châteauroux.	Typographes.	"	"	1	"
Indre-et-Loire.	Tours.	Ferblantiers-zingueurs.	3	"	3	"
Loire.	Saint-Etienne.	Typographes.	1	1	1	"
Idem.	Idem.	Chauffeurs.	"	"	2	"
Loire-Inférieure.	Nantes.	Chaudronniers.	2	"	2	"
Loiret.	Orléans.	Menuisiers.	8	6	6	"
Lot.	Cahors.	Travailleurs du fer.	5	"	4	"
Maine-et-Loire.	Cholet.	Tisserands à la main.	9	"	9	"
Meurthe-et-Moselle.	Nancy.	Typographes.	"	1	1	"
Puy-de-Dôme.	Clermont-Ferrand.	Plâtriers.	"	20	6	"
Pyrénées (Hautes-).	Tarbes.	Tanneurs-corroyeurs.	3	"	2	"
Idem.	Idem.	Menuisiers.	4	"	"	"
Idem.	Idem.	Maçons.	"	5	"	"
Rhône.	Lyon.	Coupeurs-tailleurs.	"	"	3	"
Idem.	Idem.	Bronziers.	"	"	8	"
Idem.	Idem.	Garçons de café.	125	48	35	127
Idem.	Idem.	Confiseurs.	43	12	12	"
Seine.	Paris.	Boulangers.	"	"	67	"
Idem.	Idem.	Charcutiers.	437	410	376	5
Idem.	Idem.	Ouvriers de la brochure.	10	"	6	"
Idem.	Idem.	Typographes.	32	"	32	"
Idem.	Idem.	Gainiers.	4	"	10	"
Idem.	Idem.	Coupeurs-tailleurs.	40	"	40	"
Idem.	Idem.	Conturières (l'Aiguille).	265	150	150	"
Idem.	Idem.	Vernisseurs en meubles.	2	"	2	"
Idem.	Idem.	Ouvriers en instruments de chirurgie.	4	"	"	"
Idem.	Idem.	Compagnons maréchaux- ferrants.	"	13	13	"
Idem.	Idem.	Ferblantiers-boitiers.	40	60	"	"
Idem.	Idem.	Mouleurs en plâtre.	22	22	22	"
Idem.	Idem.	Biseauteurs.	2	"	2	"
Idem.	Idem.	Bouchers.	"	"	129	"
Idem.	Idem.	Gens de maison.	89	"	14	9
Idem.	Idem.	Comptables.	9	5	3	1
Seine-Inférieure.	Rouen.	Tapissiers.	"	"	4	"
Alger.	Alger.	Employés limonadiers.	12	"	14	"
Idem.	Idem.	Coiffeurs.	"	6	6	28

ASSISTANCE.

Département de la Seine.

A. — ASILES DE NUIT.

OEUVRES.	HOMMES		FEMMES.	ENFANTS.	NOMBRE DE NUITS passées.
	de moins de 60 ans.	de plus de 60 ans			
MOIS DE MARS.					
Refuges et asiles municipaux (1).....	4.612	190	801	109	32.452
MOIS D'AVRIL.					
Refuges et asiles municipaux.....	2.942	170	523	"	"
MOIS DE MAI.					
Refuges et asiles municipaux.....	3.051	104	494	19	2.3911
Hospitalité de nuit (rue de Tocqueville).....	5.906	643	262	316	18.909
Asile de la rue Mouffetard.....	304	11	"	"	1.051
Société philanthropique (rue de Crimée).....	"	"	161	14	892
— (rue Labat).....	"	"	300	16	1.413
— (rue Saint-Jacques).....	"	"	28	"	304
— (avenue du Maine).....	"	"	430	86	2 049
(1) D'après les renseignements fournis par la direction des affaires municipales à la préfecture de la Seine (bureau du travail).					

B. — SECOURS D'ASSISTANCE PUBLIQUE.

(D'après les renseignements fournis par la direction des affaires municipales à la préfecture de la Seine, bureau du Travail.)

1°. — Ville de Paris.

		PERSONNES secourues pendant le mois de mars.	
Indigents (secours réguliers)	{ de moins de 60 ans.	Hommes	4.895
		Femmes	8.391
	{ de 60 ans et plus...	Hommes	12.747
		Femmes	24.371
TOTAL des indigents secourus.....			50.404
Nécessiteux (secours irréguliers)	{ de moins de 60 ans.	Hommes	6.813
		Femmes.....	8.619
	{ de 60 ans et plus..	Hommes	1.888
		Femmes.....	2.502
TOTAL des nécessiteux secourus.....			19.822

2°. — Autres communes du département de la Seine.

(Les chiffres ci-dessous comprennent toutes les personnes secourues par les bureaux de bienfaisance et celles reçues dans les hopitaux et hospices communaux et intercommunaux.)

Personnes de moins de 60 ans.....	Hommes.....	4.142
	Femmes.....	5,451
Personnes de plus de 60 ans.....	Hommes.....	2.128
	Femmes.....	3.854
TOTAL des personnes secourues.....		<u>15.575</u>

MOUVEMENT SYNDICAL.

[Direction de la prévoyance et de l'assurance sociales. — Bureau des syndicats professionnels.]

Pendant le mois de mai 1895, le Ministère du commerce a été avisé des modifications suivantes dans la situation des syndicats professionnels :

A. — CRÉATION DE SYNDICATS ET D'UNIONS DE SYNDICATS.

[La date entre parenthèses est celle de la création du syndicat.]

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Aude [4 avril 1895]. — Syndicat médical de Narbonne (21 membres). Siège social : Hôtel-de-Ville de Narbonne.

Territoire de Belfort [1^{er} janvier 1895]. — Chambre syndicale des entrepreneurs en bâtiment du territoire de Belfort (45 membres). Siège social : Faubourg de Montbéliard, 20, à Belfort.

Bouches-du-Rhône [12 mars 1895]. — Syndicat du commerce des soies de Marseille (44 membres). Siège social : Rue Thiers, 29 et 31, à Marseille.

Isère [26 novembre 1894]. — Chambre syndicale des marchands en gros de vins et spiritueux de Vienne et des environs (22 membres). Siège social : Place de Miremont, 2, à Vienne.

Jura [17 février 1895]. — Syndicat des agents généraux des Compagnies françaises d'assurances contre l'incendie à primes fixes du département du Jura (40 membres). Siège social : café de Paris, Place de la Liberté, à Lons-le-Saunier.

Loire-Inférieure [23 décembre 1894]. — Syndicat de la boucherie (20 membres). Siège social : café Bretonnière, rue de la Paix, à Saint-Nazaire.

Marne [3 février 1893]. — Association professionnelle des médecins de Reims (55 membres). Siège social : Rue Chanzy, 7, à Reims.

Rhône [23 mars 1895]. — Chambre syndicale des fabricants de ferblanterie, cuivrierie et repousseurs sur métaux de la ville et de l'arrondissement de Lyon (10 membres). Siège social : Rue de la Barre, 4, à Lyon.

[11 avril 1895]. — Chambre syndicale des fabricants de vélocipèdes de Lyon et des industries qui s'y rattachent (8 membres). Siège social : rue de Marseille, 32, à Lyon.

Seine [1895]. — Comité syndical des Compagnies d'assurances à primes fixes contre l'incendie. Siège social : rue de Richelieu, 87, à Paris.

[25 mars 1895]. — Chambre syndicale des fabricants de glucoses de France (12 membres). Siège social : Faubourg Poissonnière, 175, à Paris.

[avril 1895]. — Syndicat des éleveurs de chevaux en France (4,000 membres). Siège social : rue d'Athènes, 8, à Paris.

Vienne [23 décembre 1894]. — Chambre syndicale de hongreurs (30 membres). Siège social : Saint-Germain.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Aube [7 avril 1895]. — Chambre syndicale des ouvriers charpentiers des trois cantons de Troyes (35 membres). Siège social : Place de l'Hôtel-de-ville, 10 bis à Troyes.

Aude [14 décembre 1894]. — Chambre syndicale des ouvriers charpentiers de Quillan (88 membres). Siège social : Quillan.

Charente [3 janvier 1895]. — Chambre syndicale des ouvriers plâtriers de la ville de Cognac (19 membres). Siège social : Bourse du travail, de Cognac.

Drôme [1^{er} janvier 1895]. — Chambre syndicale de l'ameublement réuni (63 membres). Siège social : rue d'Athènes, 13, à Valence.

Indre-et-Loire [28 avril 1895]. — Chambre syndicale des ouvriers en bâtiments de la ville d'Amboise (20 membres). Siège social : rue de la République, à Amboise.

Nord [9 avril 1895]. — Chambre syndicale des ouvriers peintres, vitriers et métiers similaires de Dunkerque et des communes de son arrondissement (61 membres). Siège social : rue de Nieuport, 2, à Dunkerque.

Oise [25 décembre 1894]. — Syndicat typographique et des industries similaires de Senlis (25 membres). Siège social : Hôtel Vilette, rue du Long-Filet, à Senlis.

Pyrénées-Orientales [8 mai 1895]. — Chambre syndicale des ouvriers tailleurs d'habits de Perpignan (23 membres). Siège social : Bourse du travail, de Perpignan.

Rhône [20 mars 1895]. — Chambre syndicale des ouvriers tullistes à la chaîne de la ville de Lyon (28 membres). Siège social : rue Pailleron, 15, à Lyon.

[23 décembre 1894]. — Chambre syndicale des ouvriers réunis de la marbrerie Lyonnaise (60 membres). Siège social : Bourse du travail, à Lyon.

Sarthe [23 novembre 1894]. — Chambre syndicale des ouvriers charpentiers de la ville du Mans (43 membres). Siège social : rue Basse, 83, au Mans.

[19 décembre 1894]. — Chambre syndicale des ouvriers couvreurs de la ville du Mans (40 membres). Siège social : rue de la Verrerie, 24, au Mans.

Seine. — Chambre syndicale des receveurs et pontonniers de la Compagnie des Bateaux parisiens (40 membres). Siège social : avenue de Versailles, 154, à Paris.

3^e SYNDICATS AGRICOLES.

Hautes-Alpes [31 mars 1895]. — Syndicat professionnel agricole de la commune de Pelleautier. Siège social : Mairie de Pelleautier.

Charente [17 janvier 1895]. — Syndicat agricole et anti-phyllloxérique de Fléac (4 membres). Siège social : Fléac.

Doubs [4 avril 1895]. — Syndicat du groupe cantonal de Vercel. Siège social : Passonfontaine.

Isère [3 janvier 1895]. — « La Fraternelle agricole » Syndicat agricole de Château-Bernard (membres). Siège social : au Presbytère de Château-Bernard.

Morbihan [7 avril 1895]. — Syndicat agricole de Saint-Jean-Brévelay (22 membres). Siège social : Boulevard Plumelet, à Saint-Jean-Brévelay.

Nièvre [30 décembre 1894]. — Association syndicale pour la reconstitution du vignoble détruit par le phylloxera (150 membres). Siège social : Mairie de Dampierre-sur-Bouhy.

Somme [12 mars 1895]. — Syndicat professionnel des agriculteurs du Santerre (26 membres). Siège social : Vrely.

Var [20 janvier 1895]. — Syndicat agricole de Roquebrune (36 membres). Siège social : rue Grande à Roquebrune.

Yonne [28 janvier 1895]. — Syndicat viticole de Courson (112 membres). Siège social : Courson.

4^e SYNDICATS MIXTES.

Bouches-du-Rhône. — Société et corporation des patrons et ouvriers travaillant le bois (40 membres). Siège social : Boulevard des Lices, *buvette du théâtre*, à Arles.

Tarn-et-Garonne [25 février 1895]. — Syndicat mixte de patronnes et ouvrières en habillement, métiers similaires et professions connexes (51 membres). Siège social : rue de la République, 70, à Montauban.

5^e UNION DES SYNDICATS.

Seine [mars 1893]. — Union syndicale des ouvriers menuisiers de la région de Vincennes (60 membres). Siège social : 16, rue du Midi, à Vincennes.

Chambre syndicale des forts aux farines de Paris (120 membres). Siège social : 7, Quai d'Anjou, à Paris.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

[La date entre parenthèses est celle de la création du syndicat. La date de la dissolution n'est pas donnée parce que l'inactivité d'un syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.]

1^{er} SYNDICATS PATRONAUX.

Cher [24 avril 1893]. — Syndicat médical du Cher (région Nord) (15 membres). Siège social : mairie d'Henrichement.

Drôme [7 août 1893]. — Syndicat général des grains et fourrages de la région (16 membres). Siège social : place Madier-de-Monjeau, 11, à Valence.

Garonne (Haute-) [23 juin 1891]. — Syndicat des patrons boulangers (30 membres). Siège social : rue Saint-Antoine, à Revel.

Marne [27 juin 1886]. — Syndicats des géomètres de l'arrondissement d'Épernay (14 membres). Siège social : à Orbais-l'Abbaye.

Rhône [1^{er} décembre 1892]. — Chambre syndicale des négociants fournisseurs pour couturières et modes de Lyon (18 membres). Siège social : rue Grenette, 45, à Lyon.

2^e SYNDICATS OUVRIERS.

Charente [23 juillet 1891]. — Chambre syndicale des ouvriers boulangers de la ville de Cognac (25 membres). Siège social : Bourse du travail, à Cognac.

[1^{er} août 1892]. — Chambre syndicale des ouvriers boulangers d'Angoulême et du département de la Charente (25 membres). Siège social : Bourse du travail, à Angoulême.

Cher [1^{er} mars 1892]. — Fédération des bûcherons et travaux similaires du département du Cher (1074 membres). Siège social : à Meillant.

[1^{er} mars 1892]. — Chambre syndicale des ouvriers bûcherons et travaux similaires du département du Cher (section centrale de Meillant) (120 membres). Siège social : à Meillant.

[23 mai 1892]. — Chambre syndicale des ouvriers journaliers et terrassiers de la ville de Bourges (307 membres). Siège social : à Bourges.

[1^{er} décembre 1892]. — Chambre syndicale des ouvriers bûcherons et travaux similaires de la commune de Saint-Pierre-les-Étieux (30 membres). Siège social : à Saint-Pierre-les-Étieux.

[8 octobre 1890]. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières de l'équipement, l'habillement et chaussures militaires de la ville de Bourges (150 membres). Siège social : restaurant Michaud, à Bourges.

[5 février 1892]. — Syndicat des ouvriers bûcherons et travaux similaires de la commune de Saint-Baudel (120 membres). Siège social : à Saint-Baudel.

[14 mai 1893]. — Syndicat des ouvriers bûcherons et travaux similaires de la commune de Corquoy (27 membres). Siège social : à Corquoy.

[1^{er} octobre 1893]. — Syndicat des ouvriers bûcherons et travaux similaires de la commune de la Celle-Condé (13 membres). Siège social : à la Celle-Condé.

[1^{er} janvier 1893]. — Syndicat des ouvriers bûcherons et travaux similaires de la commune de Chézal-Benoît (53 membres). Siège social : à Chézal-Benoît.

[1^{er} août 1895]. — Syndicat des ouvriers bûcherons et travaux similaires de la Commune de la Chapelle-Hugon (24 membres). Siège social : à la Chapelle-Hugon.

[1^{er} mai 1892]. — Syndicat des ouvriers bûcherons et travaux similaires de la commune d'Uzay-le-Venon (160 membres). Siège social : à Uzay-le-Venon.

[avril 1892]. — Syndicat des ouvriers bûcherons et travaux similaires de la commune d'Arpheuilles (45 membres). Siège social : à Arpheuilles.

[30 mars 1892]. — Chambre syndicale des ouvriers bûcherons et travaux similaires du département du Cher (40 membres). Siège social : à Igueil.

[2 mars 1892]. — Syndicat des ouvriers bûcherons et travaux similaires de la commune de Villecelin (17 membres). Siège social : à Villecelin.

Corrèze [21 octobre 1893]. — Syndicat des scieurs de long et charpentiers de Tulle, Siège social : rue de la Barrière, 89, à Tulle.

Dordogne [1^{er} juillet 1889]. — Chambre syndicale des ouvriers peintres de la ville de Périgueux (25 membres). Siège social : rue du Serment, 9, à l'Érigueux.

[28 octobre 1891]. — Chambre syndicale des ouvriers typographes et similaires de Bergerac (8 membres). Siège social : place de l'ancien Temple, 7, à Bergerac.

Eure [20 août 1893]. — Chambre syndicale des ouvriers rubaniers de Drucourt (2 membres). Siège social : à Drucourt.

Garonne (Haute) [25 juillet 1891]. — Chambre syndicale des employés de commerce de la ville de Toulouse (160 membres). Siège social : place du Capitole, 5, à Toulouse.

Gironde [21 mai 1893]. — Chambre syndicale des blanchisseuses du lavoir de la rue de Belleville (12 membres). Siège social : rue du Mirail, 32, à Bordeaux.

[12 juillet 1891]. — Chambre syndicale des ouvriers tonneliers de Bordeaux et du département (section de Langoiran). Siège social : à Langoiran.

Hérault [13 novembre 1893]. — Chambre syndicale des ouvriers boulangers de Béziers [80 membres]. Siège social : Bourse du travail, à Béziers.

[4 mai 1892]. — Association syndicale des artistes musiciens de Montpellier (45 membres). Siège social : rue Richelieu, à Montpellier.

Loir-et-Cher [15 février 1893]. — Syndicat agricole, viticole et horticole de Saint-Aignan (314 membres). Siège social : maison Raguin, rue de la Pêcherie, à Saint-Aignan.

Loire (Haute) [1^{er} juin 1893]. — Syndicat des ouvriers tanneurs, corroyeurs de la ville du Puy (23 membres). Siège social : à l'Hôtel-de-Ville du Puy.

Oise [1^{er} juin 1890]. — Syndicat des typographes, lithographes et relieurs de Compiègne (39 membres). Siège social : rue Saint-Corneille, 1, à Compiègne.

[1^{er} mars 1893]. — Chambre syndicale des tabletiers d'Audeville et ses environs (110 membres). Siège social : à la mairie d'Audeville.

Rhône [9 juillet 1889]. — Chambre syndicale des ouvriers tourneurs, sculpteurs, fournisseurs de l'industrie du manche de parapluie (20 membres). Siège social : rue des Capucins, 13, à Lyon.

[6 septembre 1890]. — Chambre syndicale des polisseurs sur marbre et pierre, de Lyon (18 membres). Siège social : passage Coste, 3 (local de la fédération), à Lyon.

[4 janvier 1885]. — Chambre syndicale des ouvriers marbriers de Lyon et la banlieue (36 membres). Siège social : café Salin, cours Gambetta, 11, à Lyon.

Sarthe [2 août 1893]. — Chambre syndicale des garçons-limonadiers, d'hôtels, cuisiniers, d'offices et assimilés (26 membres). Siège social : rue de Mévrimes, au Mans.

Seine-et-Oise [25 avril 1890]. — Chambre syndicale des ouvriers de la métallurgie du département de Seine-et-Oise (9 membres). Siège social : boulevard Devaux, 2, à Poissy.

3° SYNDICATS MIXTES.

Aude [mai 1889]. — Syndicat mixte des patrons et ouvriers en habillement (54 membres). Siège social : rue Neuve du Mail, 10, à Carcassonne.

Côte-d'Or [10 octobre 1886]. — Chambre syndicale des entrepreneurs et maîtres-ouvriers en bâtiments de Dijon et du département de la Côte-d'Or (80 membres). Siège social : rue Verrerie, 33, à Dijon.

Seine-et-Oise [14 mars 1892]. — Chambre syndicale mixte Versaillaise des loueurs de voitures de place (28 membres). Siège social : rue du peintre Lebrun, 11.

4° SYNDICATS AGRICOLES.

Allier [1893]. — Chambre syndicale des travailleurs agricoles et similaires de la commune de Thiel. Siège social : à Thiel.

Charente [17 décembre 1892]. — Syndicat des jardiniers et revendeurs d'Angoulême (40 membres). Siège social : rue de Périgueux, 22, à Angoulême.

Cher [13 avril 1884]. — Union fraternelle syndicale des vignerons de Saint-Satur (40 membres). Siège social : à Saint-Satur.

Côte-d'Or [7 mai 1891]. — Société viticole et agricole de Mosson (28 membres). Siège social : à Mosson.

Dordogne [23 décembre 1888]. — Syndicat agricole de Condat-sur-Vézère (37 membres). Siège social : Condat-sur-Vézère.

Hérault [13 février 1887]. — Syndicat agricole de Montagnac (80 membres). Siège social : place Marceau, à Montagnac.

[1^{er} avril 1891]. — Syndicat agricole des propriétaires réunis de Montpellier (12 membres). Siège social : rue de Cauneau, 10, à Montpellier.

Marne [16 décembre 1885]. — Syndicat viticole d'Épernay (250 membres). Siège social : rue de la Justice de Paix, à Épernay.

Sarthe []. — Syndicat des agriculteurs du Maine. Siège social : rue Beauferger, 29, au Mans.

Tarn-et-Garonne [2 août 1890]. — Syndicat agricole de Labrugue (annexe du syndicat du comice agricole de Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne) (5 membres). Siège social : à Valeilles.

LES GRÈVES EN MAI 1895.

53 grèves ont été déclarées en mai dernier. On en avait compté 32 en mai 1894 et 122 en mai 1893.

Les 53 grèves de mai 1895, qui affectent plus de 150 établissements, se répartissent par professions de la manière suivante :

Textiles.....	22	Terrassiers.....	3
Bâtiment.....	5	Transports.....	3
Industrie du bois.....	5	Mines.....	2
Métaux.....	5	Alimentation.....	2
Cuir.....	4	Divers.....	2

Pour 3 grèves, le nombre des grévistes n'est pas encore connu. Les 50 autres grèves englobent 5.210 grévistes. En mai 1894, le nombre des grévistes n'avait été que de 5.210, mais il s'était élevé à 26.529 en mai 1893.

Parmi les 5.210 grévistes de mai dernier, 1.873, plus du tiers, appartiennent aux industries textiles; les industries du bâtiment ont compté 955 grévistes, celles des mines, 650; celles du cuir, 532; l'alimentation, 475; enfin 725 grévistes se partagent entre les industries du bois, des métaux, des transports, etc.

Les causes de grèves ont été assez variées; mais l'augmentation ou le maintien du taux des salaires a continué à jouer le principal rôle. Ainsi 30 grèves ont eu pour objet l'augmentation des salaires (1), et 2 autres une diminution du temps du travail avec maintien des salaires. Les réductions de salaires ont provoqué 7 grèves, et une grève a été causée par une augmentation du temps du travail qui n'était pas compensée par l'élévation des salaires. Les questions de personnel se trouvent à l'origine de 6 grèves, dont l'une notamment a eu pour but le renvoi d'ouvriers étrangers. Dans 7 autres cas, il s'agissait de la réglementation du travail, de règlements d'ateliers, d'amendes, etc.

Sur les 53 grèves commencées en mai, 18 n'étaient pas terminées le 1^{er} juin; les 35 autres ont abouti à 7 réussites, 16 transactions et 12 échecs. Si l'on tient compte de 8 grèves anciennes terminées en mai, l'on constate pendant ce mois 9 réussites, 20 transactions, et 14 échecs.

Ces 43 conflits ont duré : un, 37 jours; un, 36 jours; un, 33 jours; un, 32 jours; un, 12 jours; un, 11 jours; deux, 9 jours; un, 8 jours; trois, 7 jours; trois, 6 jours; trois, 5 jours; trois, 4 jours; sept, 3 jours; un, 2 jours; sept, 1 jour; et sept, moins d'une journée.

(1) Dans cinq de ces grèves, les ouvriers ont en même temps réclamé une diminution du temps du travail.

Au 1^{er} juin, il y avait encore 21 grèves en cours. La situation n'en reste pas moins toujours assez bonne par rapport aux deux années précédentes. Ainsi pendant les cinq premiers mois de 1893, de 1894 et de 1895, on a successivement compté

DATES		DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE	
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.
1	2				6	7
GRÈVES NON TERMINÉES						
5 avril....	8 avril....	Loire-Inférieure...	Nantes.....	Grillageurs.....	3	11
14 avril....	7 mai....	Haute-Vienne....	Limoges.....	Sabotiers.....	3	150
17 avril....	20 mai....	Seine.....	Clichy-la-Garenne..	Ferblantiers-boitiers.....	1	90
22 avril....	.....	Haute-Saône.....	Saint-Loup.....	Cordonniers.....	3	160
23 avril....	.....	Haute-Vienne....	Limoges.....	Ouvriers porcelainiers.....	1	25
24 avril....	30 mai....	Seine.....	Paris.....	Coupeurs de poils.....	1	3
15 avril....	22 mai....	Nord.....	Roubaix.....	Tisseurs.....	1	120
26 avril....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
GRÈVES COMMENCÉES						
1 ^{er} mai....	.....	Bouches-du-Rhône	Marseille.....	Mouleurs.....	1	17
1 ^{er} mai....	1 ^{er} mai....	Vosges.....	Saint-Dié.....	Terrassiers.....	1	25
(matin.)	(9 heures.)	.....	.....	.....	.....	.....
1 ^{er} mai....	7 mai....	Gard.....	Le Vigan.....	Ouvriers de filature.....	1	37
1 ^{er} mai....	7 mai....	Marne.....	Pont-Faverger....	Tisseurs.....	1	200
1 ^{er} mai....	4 mai....	Nord.....	Tourcoing.....	Fileurs.....	1	38
2 mai....	3 mai....	Nord.....	Lille.....	Tisseurs.....	1	120
2 mai....	3 mai....	Seine.....	Paris.....	Casseuses de sucre.....	1	250
2 mai....	2 mai....	Ardennes.....	Mézières.....	Typographes.....	1	5
3 mai....	4 mai....	Aube.....	Troyes.....	Bonneters.....	1	25
3 mai....	.....	Yonne.....	Sens.....	Maçons.....	.....	110
3 mai....	.....	Rhône.....	Lyon.....	Mouleurs en fonte.....	14	150
4 mai....	4 mai....	Seine.....	Ivry-Port.....	Coltineurs.....	1	30
(midi.)	(soir.)	.....	.....	.....	.....	.....
4 mai....	13 mai....	Cher.....	Bourges.....	Couvreurs.....	10	40
4 mai....	7 mai....	Nord.....	Roubaix.....	Rattacheurs.....	1	24
8 mai....	10 mai....	Nord.....	Lille.....	Fileurs.....	1	60
8 mai....	11 mai....	Nord.....	Comines.....	Rubaniers.....	1	73
9 mai....	14 mai....	Nord.....	Tourcoing.....	Rattacheurs et bâcleurs.....	1	59
9 mai....	12 mai....	Seine.....	Paris.....	Débardeurs.....	1	100
10 mai....	13 mai....	Pas-de-Calais....	Saint-Omer.....	Terrassiers.....	1	150
10 mai....	11 mai....	Seine.....	Paris.....	Terrassiers.....	1	20
10 mai....	16 mai....	Vaucluse.....	Avignon.....	Maçons.....	40	300
11 mai....	.....	Nord.....	Tourcoing.....	Rattacheurs et bâcleurs.....	1	33
11 mai....	12 mai....	Bouches-du-Rhône.	Marseille.....	Garçons bouchers.....	1	225
11 mai....	17 mai....	Seine.....	Montreuil-sous-Bois	Corroyeurs.....	1	7
11 mai....	11 mai....	Nord.....	Roubaix.....	Bâcleurs.....	1	10
13 mai....	.....	Haute-Vienne....	Limoges.....	Carrossiers.....	.....	130
14 mai....	17 mai....	Savoie.....	Cognin.....	Constructeurs-mécaniciens.....	1	27
16 mai....	17 mai....	Savoie.....	S ^t -Pierre-d'Albigny	Tisseuses de soie.....	1	100
17 mai....	.....	Cantal.....	Champagnac.....	Mineurs.....	1	500
17 mai....	21 mai....	Bouches-du-Rhône.	Gardanne.....	Mineurs.....	1	150
29 mai....	4 juin....	Nord.....	Lille.....	Tisseurs.....	1	140
18 mai....	18 mai....	Nord.....	Roubaix.....	Tisseurs.....	1	150
18 mai....	25 mai....	Vaucluse.....	Apt.....	Ménusiers.....	15	20
20 mai....	25 mai....	.....	.....	.....	.....	.....

(A) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas encore été signalée à l'Office du travail.

403, 184 et 170 grèves, et la même diminution s'observe dans le chiffre des grévistes qui s'est élevé, pour la même période, à 86,753 en 1893, est descendu à 27,194 en 1894, et n'est plus que de 21,403 en 1895.

CAUSES DE LA GRÈVE OU DEMANDES DES GRÉVISTES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
8	9	10

AU 1^{ER} MAI 1895 (A).

Augmentation de salaires.....	Réussite.	
Augmentation de salaires.....	Transaction.	
Règlement d'atelier.....	(1).	(1) Les grévistes ont fondé un atelier coopé-
Augmentation de salaires.....	Réussite.	ratif de production.
Augmentation de salaires.....	Echec (2).	(2) Les grévistes ont été remplacés.
Réduction de salaires.....		
Augmentation de salaires.....		

EN MAI 1895.

Demande de renvoi d'un contremaître.....	Réussite.	
Demande de renvoi d'ouvriers étrangers.....		
Réduction de salaires.....	Echec (3).	(3) 26 grévistes ont refusé de rentrer.
Augmentation de salaires.....	Transaction (4).	(4) Arbitrage.
Augmentation de salaires.....	Transaction.	
Demande de renvoi de deux ouvriers.....	Echec.	
Règlementation du travail.....	Réussite.	(5) Les grévistes ont été remplacés.
Règlementation du travail.....	Echec (5).	(6) Les grévistes ont été remplacés.
Amende infligée aux ouvriers qui avaient chômé le 1 ^{er} mai.	Echec (6).	(7) 108 grévistes ont momentanément trou-
Augmentation de salaires.....	(7).	vé du travail dans les environs.
Augmentation de salaires et demande de suppression du	(8).	(8) 4 maisons ont accordé satisfaction à leurs
travail aux pièces.		ouvriers.
Augmentation de salaires.....	Echec.	
Augmentation de salaires.....	Transaction.	
Augmentation de salaires.....	Transaction.	
Réduction de salaires.....	Transaction.	
Réduction de salaires.....	Réussite.	
Augmentation de salaires.....	Transaction.	
Augmentation de salaires.....	Echec.	
Augmentation de salaires.....	Echec.	
Demande de remplacement du travail à l'heure par le tra-	Echec (9).	(9) Les grévistes ont été remplacés.
vail à la tâche.		
Augmentation de salaires et diminution du temps du tra-	Echec.	
vail.		
Demande d'assister au pesage de la laine filée.....	(10).	(10) Grève interrompue le 15; puis le patron
Réduction de salaires.....	Réussite.	a retiré à nouveau la concession faite.
Augmentation de salaires.....	Echec.	
Augmentation de salaires.....	Echec.	
Diminution du temps du travail et maintien des salaires.		
Demande de maintien d'un contremaître et de renvoi d'un	Transaction (11).	(11) Conciliation devant le juge de paix.
ingénieur.		
Augmentation de salaire basée sur la mauvaise qualité des	Transaction (12).	(12) Une indemnité sera accordée aux ou-
matières employées.		vrières le cas échéant.
Augmentation de salaires et demande de réintégration		
d'ouvriers congédiés.		
Réduction de salaires.....	Echec.	
Règlement d'atelier établissant des amendes.....	Réussite.	
Augmentation de salaires.....	Réussite.	
Augmentation de salaires et diminution du temps du tra-	Transaction (13).	(13) La durée du travail a été diminuée et
vail.		les salaires maintenus.

DATES		DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE	
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.
GRÈVES COMMENCÉES						
20 mai...	27 mai...	Vaucluse.....	Avignon.....	Fondeurs en cuivre.....	1	10
21 mai...	21 mai...	Nord.....	Cautelcu-lès-Lille.	Ouvrières de filature.....	1	40
21 mai...	30 mai...	Somme.....	Hamel.....	Tisseurs.....	1	80
23 mai...	23 mai...	Pas-de-Calais.....	Fouquières - lès - Lens.	Fondeurs en zinc.....	1	25
20 mai...	28 mai...	Lot-et-Garonne...	Villeneuve-sur-Lot.	Charpentiers.....	5	10
24 mai...	28 mai...	Nord.....	Roubaix.....	Tisseurs.....	1	60
25 mai...	2 juin...	Isère.....	Grenoble.....	Mégissiers.....	1	25
27 mai...	...	Var.....	Toulon.....	Ménusiers.....	.....	150
27 mai...	28 mai...	Nord.....	Roubaix.....	Bobineuses.....	1	72
27 mai...	31 mai...	Ariège.....	Belcasta.....	Charretiers.....	.....	40
27 mai...	30 mai...	Hautes-Alpes.....	Gap.....	Maçons.....	9	300
27 mai...	...	Drôme.....	Montélimar.....	Maçons.....	.....	.....
28 mai...	1 ^{er} juin.	Nord.....	Fourmies.....	Ouvriers de filature.....	1	300
28 mai...	4 juin...	Pas-de-Calais.....	Bertincourt.....	Ouvriers tabletiers.....	1	21
29 mai...	4 juin...	Nord.....	Roubaix.....	Fileurs et bécleurs.....	1	96
29 mai...	6 juin...	Nord.....	Trelon.....	Tisseurs et fileurs.....	1	130
30 mai...	8 juin...	Haute-Vienne.....	Limoges.....	Cordonniers.....	1	.....
30 mai...	1 ^{er} juin.	Nord.....	Roubaix.....	Tisseurs.....	1	26
30 mai...	4 juin...	Isère.....	Grenoble.....	Mégissiers.....	12	500
31 mai...	...	Haute-Vienne.....	Limoges.....	Ébénistes.....	.....	.....

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

Il y a eu, pendant le mois de mai, 13 tentatives d'application de la loi du 27 décembre 1892 ;

1° 200 tisseurs, hommes et femmes, de deux établissements de Pontfaverger (Marne), ont quitté le travail le 1^{er} mai, demandant une augmentation de salaire.

Patrons et ouvriers furent d'accord pour soumettre leur différend à l'arbitrage du juge de paix. Celui-ci n'ayant pu, en raison de ses fonctions, se charger des travaux relatifs à cet arbitrage, les patrons ont désigné comme arbitre le président du Conseil des prud'hommes de Reims, et les ouvriers le vice-président du même Conseil.

Ils ont pour mission de réunir tous les tarifs de la vallée de la Suippe, pour les articles mérinos simples, cachemirs simples et cardés unis. Le prix moyen du mille de duites trouvé par le calcul sera appliqué dans les deux usines de Pontfaverger à partir du 1^{er} mai.

Dans le cas où les arbitres ne seraient pas d'accord sur le résultat obtenu, les parties leur ont donné la faculté de s'adjoindre une troisième personne comme arbitre départiteur.

Le travail a été repris, le 4 mai, en attendant le résultat de l'enquête; la décision des arbitres a été rendue le 16 et affichée le 17.

2° Grève des couvreurs de Bourges. — Les ouvriers couvreurs sont, dans

CAUSES DE LA GREVE OU DEMANDES DES GREVISTES.	RESULTATS.	OBSERVATIONS.
Augmentation de salaires et diminution du temps du travail.	Echec.	
Demande de renvoi d'une contremaîtrese.....	Echec.	
Augmentation de salaires.....	Echec.	
Augmentation de salaires.....	Echec.	
Augmentation de salaires et diminution du temps du travail.	Transaction(14).	(14) Conciliation devant le juge de paix.
Augmentation de salaires.....	Transaction.	
Demande de renvoi d'un contremaître.....	.....	
Augmentation de salaires.....	Echec.	
Réduction de salaires.....	Reussite.	
Augmentation de salaires.....	Transaction(15).	(15) Conciliation devant le juge de paix.
Diminution du temps du travail et maintien des salaires.	(16).....	(16) Le différend ayant fait l'objet d'un recours en conciliation devant le juge de paix, le travail a été repris le 28 mai.
Augmentation de salaires et diminut. du temps du travail.	Transaction.	Mais, les patrons n'ayant pas répondu à la convocation, le travail a été suspendu à nouveau le 1 ^{er} juin.
Augmentation de salaires.....	Echec.	(7) Le travail n'a pas été augmenté.
Augmentation de salaires.....	Reussite (17).	
Réduction de salaires.....	Transaction.	
Augmentation de salaires.....	Transaction.	
Augmentation de salaires.....	Reussite.	
Augmentation de salaires.....	Reussite.	
Demande d'établissement d'un tarif à façon.....	.....	

cette ville, partagés en deux catégories, dont l'une était payée 0 fr. 35 l'heure et l'autre 0 fr. 40. Ils demandaient une augmentation de 0 fr. 10 par heure.

Les patrons voulaient bien leur accorder cette augmentation, mais à condition que les architectes consentissent à majorer leurs devis dans la même proportion et fissent, en définitive, supporter l'augmentation par les propriétaires.

Les ouvriers s'étant mis en grève le 2 mai, le juge de paix invita les deux parties, par lettres et par affiches posées le 4 mai, à se faire représenter dans un comité de conciliation; et, sur la demande des patrons, il adressa la même invitation aux architectes.

Le comité de conciliation, composé de 5 patrons, 5 ouvriers et 2 architectes, se réunit le 8 mai.

Ces derniers déclarèrent qu'ils ne pouvaient imposer aux propriétaires une augmentation supérieure à 5 centimes de l'heure et aucune entente ne put s'établir. Une proposition d'arbitrage, faite par le juge de paix, fut repoussée par les ouvriers.

Les négociations se poursuivirent, les jours suivants, directement entre patrons et ouvriers, et aboutirent, le 11 mai, à une convention déposée au Conseil des prud'hommes, fixant le prix de l'heure à 0 fr. 50 pour les ouvriers de première catégorie et n'augmentant que de 0 fr. 05 l'heure des ouvriers de deuxième catégorie : 0 fr. 40 au lieu de 0 fr. 35.

La reprise générale du travail se fit le lundi 13 mai.

3° Le 9 mai, grève de 36 rattachés et 23 bâteurs à la filature de laine **Motte frères, à Tourcoing**, sur le refus d'une augmentation de salaires. Le 11,

les grévistes se sont adressés au juge de paix, les patrons ne se sont pas rendus à la convocation ; néanmoins ils ont proposé aux ouvriers, dans la journée du lundi 3 mai, une transaction qui a été acceptée et la grève a été terminée.

4° Le 25 avril, 50 tisseurs de l'établissement Cattelain, à Roubaix, se sont mis en grève pour obtenir une augmentation de salaire, consistant dans le rétablissement de l'ancien tarif.

Le nombre des grévistes s'est élevé à 120 ; au bout de quelques jours les négociations directes entre le patron et les grévistes n'ayant pas abouti, ceux-ci se sont adressés, le 11 mai, au juge de paix.

Une réunion du Comité de conciliation a eu lieu le 14 ; le désaccord a persisté. Les grévistes ont été, en partie, remplacés.

5° **Grève des maçons d'Avignon.** — Depuis le 1^{er} avril, le syndicat des ouvriers maçons, récemment créé, avait entamé des négociations avec les patrons pour faire augmenter de 0 fr. 10 le prix de l'heure : 0 fr. 50 au lieu de 0 fr. 40. Ces négociations n'ayant pas abouti, les ouvriers se mirent en grève le 10 mai.

M. Gras, juge de paix du canton nord d'Avignon, prit l'initiative de convoquer le jour même les délégués des deux parties, et une réunion du comité de conciliation eut lieu à 4 heures, le 10 mai. Une deuxième réunion fut fixée au lendemain ; l'accord n'ayant pu s'établir, le juge de paix proposa de recourir à un arbitrage. Cette proposition, acceptée par les ouvriers, fut repoussée par les patrons.

Les ouvriers maçons ont repris le travail le 16 mai, aux anciennes conditions. Cette grève avait contraint au chômage les manœuvres et aides, au nombre de 95, qui sont payés 0 fr. 25 l'heure.

6° 23 rattacheurs, sur 24, et 10 bâcleurs, sur 12, de la filature de laines **Vandenberghe, à Tourcoing**, avaient cessé le travail le 11 mai, en prévenant le patron qu'ils ne consentiraient à le reprendre que si on leur permettait d'assister au pesage de la laine filée à leur métier.

Le patron ayant consenti à ce qu'un ouvrier, à tour de rôle, assistât au pesage, la grève avait pris fin au bout de 2 jours.

Cet accord ne dura qu'une journée : le 15 mai, l'accès de la bascule ayant été de nouveau refusé aux ouvriers, la grève recommença.

Le juge de paix du canton sud de Tourcoing tenta de constituer un comité de conciliation. Le patron refusa, le 18, de se rendre à son appel. La grève a continué.

7° **Grève des maçons de Sens.** — Les négociations directes entre patrons et ouvriers, en vue de porter le prix de l'heure de 0 fr. 40 à 0 fr. 50 ayant échoué, les chantiers ont été abandonnés le 4 mai.

Sur la convocation faite par le juge de paix le 13 mai, un comité de conciliation s'est réuni le dimanche 19. L'entente s'est établie sur plusieurs réclamations d'ordre secondaire : travail de nuit, travail dans l'eau, travail dans les puits, dans les fosses d'aisances, à la campagne, la périodicité de la paye, les frais d'assurances ; mais, quant au prix de l'heure, les patrons ont offert 0 fr. 45, les ouvriers ont maintenu leur demande de 0 fr. 50.

La grève a donc continué.

Sur 110 grévistes, 7 seulement sont restés à Sens ; tous les autres ont été embauchés dans les localités des environs.

8° Le renvoi d'un contremaître, attribué à l'influence d'un ingénieur nouvellement attaché à l'usine de MM. Pache, Yvroudt et C^e, **constructeurs-mécani-**

ciens, à Cognin (Savoie), a motivé, le 14 mai, la grève de 27 ouvriers, sur 31. Les grévistes demandaient le maintien du contremaître et le renvoi de l'ingénieur.

Sur l'initiative du juge de paix de la Motte-Servolex, un comité de conciliation se réunit le 17 et mit fin à la grève.

Un accord satisfaisant était intervenu pour le départ du contremaître, et il fut décidé que l'ingénieur ne commanderait plus directement aux ouvriers, ceux-ci ne devant recevoir d'ordres que de leur contremaître, en l'absence des patrons.

Le comité de conciliation modifia aussi la retenue pour l'assurance contre les accidents, qu'il fixa à 2 p. o/o des salaires, au lieu de 6 centimes par jour retenus auparavant à tous les ouvriers, quel que fût leur prix de journée.

9° Grève des mineurs de Champagnac. — Le 16 mai, dans la soirée, un ouvrier qui était sorti de la mine avant l'heure réglementaire et sans autorisation fut frappé de 2 jours de mise à pied. Le lendemain matin, lorsque la lampe lui fut refusée, ses camarades, au nombre de 50, se retirèrent avec lui.

Le soir, le syndicat se réunit et paraissait assez disposé à ne pas donner suite à cet incident et à faire reprendre le travail le lendemain, lorsqu'on apprit que la direction de la mine avait décidé de congédier 10 ouvriers. Ce fut la cause déterminante de la grève : 27 ouvriers seulement, sur 420, descendirent dans la mine, le 18 mai. Les grévistes soumièrent alors à la direction une liste de réclamations qui furent repoussées.

Le juge de paix de Saignes est intervenu le 21 mai, pour provoquer la conciliation ou l'arbitrage. Les ouvriers ont d'abord demandé un délai pour répondre ; puis, après avoir, le 26 mai, repoussé la proposition, ils l'ont acceptée le 28. A son tour, la direction a refusé la tentative de conciliation, le 29.

10° Les ouvriers charpentiers de Villeneuve-sur-Lot se sont mis en grève le 24 mai, demandant la réduction de la durée de la journée à 11 heures au lieu de 12, avec un salaire de 4 francs au lieu de 3 fr. 50.

Sur l'initiative du juge de paix, les délégués des patrons et des ouvriers se sont réunis le 25 et se sont mis d'accord sur le prix de 0 fr. 35 l'heure pour une journée de 11 heures en été et de 9 heures en hiver.

Le travail n'a été suspendu que 2 jours et a été repris le lundi 27 mai.

11° 200 ouvriers maçons de Gap ont cessé le travail le 27 mai, parce qu'on leur refusait de réduire la journée à 10 heures au lieu de 12, sans modification de salaire.

Sur l'intervention du juge de paix, un comité de conciliation a été constitué ; l'arbitrage a été repoussé par les patrons.

Dans une nouvelle entrevue, le 30 mai, il a été décidé de réduire la journée à 11 heures pour l'année 1895 et à 10 heures en 1896. Le salaire ne sera pas changé.

Cette convention a aussitôt mis fin à la grève.

12° Les ouvriers en voitures de Limoges, en grève depuis le 13 mai, se sont adressés, au bout de 15 jours, au juge de paix pour tenter la conciliation. La réunion du comité fut fixée au samedi 1^{er} juin, lorsque les patrons ont changé d'avis et ont informé le juge de paix qu'ils refusaient l'entrevue avec les grévistes.

13° Les ouvriers maçons de Montélimar, après avoir cessé le travail une demi-journée le 27 mai, ont transmis au juge de paix leurs demandes en vue de la constitution d'un comité de conciliation.

Le Conseil officiel de conciliation et d'arbitrage du Massachusetts en 1894. — Le neuvième rapport annuel du Conseil officiel de conciliation et d'arbitrage du Massachusetts vient de paraître. Il contient l'historique de 39 grèves ou différends pour la solution desquels le Conseil est intervenu, soit de sa propre initiative, soit à l'appel des patrons ou des ouvriers.

Le recours ou l'appel à la conciliation s'est produit avant la cessation du travail dans 17 cas : 11 fois, patrons et ouvriers se sont adressés d'un commun accord au Conseil pour lui soumettre leur différend ; 3 fois, l'appel a été fait par les ouvriers seuls ; 2 fois, par les patrons ; le Conseil a offert ses services 1 fois.

16 grèves ont été ainsi évitées : il y a eu 5 réussites pour les ouvriers et 11 transactions.

Dans le 17^e cas, le patron ayant refusé de se rendre à la convocation du Conseil, la grève a été déclarée et s'est terminée par la réussite des ouvriers.

Ces 17 différends étaient tous motivés par des réductions de salaire ou par des tarifs à établir pour des articles nouveaux.

En raison de la dépression industrielle qui a sévi aux États-Unis pendant l'année 1894, ce sont encore, en majorité, des réductions de salaires qui ont motivé les 22 autres grèves dans lesquelles le Conseil est intervenu ; 18 fois de sa propre initiative et 4 fois à l'appel des ouvriers. Les causes de ces grèves se répartissent ainsi : réduction de salaires, 14 ; demandes d'augmentation de salaire, 6 ; demande de renvoi d'un ouvrier qui avait cessé de faire partie du syndicat, 1 ; demande de réintégration de 3 ouvriers congédiés, 1.

Ces grèves ont eu pour résultat 3 réussites, 6 transactions et 13 échecs.

Dans 7 de ces grèves, l'intervention du Conseil a amené la reprise immédiate du travail. Elles ont été suivies de 1 réussite, 1 échec (les ouvriers, après les explications données, ayant renoncé à leur demande) et 5 transactions. Au nombre de ces dernières se trouve celle intervenue au sujet de la demande de renvoi d'un ouvrier non syndiqué ; celui-ci a consenti à payer toutes ses cotisations arriérées et il a été alors maintenu dans l'atelier.

Dans deux cas, l'intervention du Conseil a été repoussée au début par les patrons et par les ouvriers.

C'est d'abord dans la grève des 10.000 tisseurs et fileurs de New-Bedford, qui a duré du 20 août au 11 octobre ; le Conseil est intervenu une seconde fois le 5 octobre et il a pu amener une transaction. C'est ensuite dans la grève des 20.000 tisseurs et fileurs de Fall-River, qui a duré du 20 août au 29 octobre et s'est terminée par un échec. La deuxième intervention du Conseil n'a pas eu plus de succès que la première.

L'article 8 de la loi de 1887, qui a étendu les pouvoirs du Conseil officiel de conciliation et d'arbitrage, lui a donné le mandat d'engager les parties à soumettre, autant que possible, leur différend à un Conseil corporatif d'arbitrage formé par elles-mêmes. Cette invitation a été suivie d'effet 2 fois, au cours de l'année 1894, mais, dans un cas, les deux premiers arbitres choisis n'ont pu s'entendre sur la désignation du tiers arbitre et la tentative d'arbitrage a échoué.

L'article 6 de la loi a stipulé que les décisions du Conseil seraient valables pour 6 mois, tout en laissant la faculté aux patrons et aux ouvriers de faire cesser le contrat par un avis donné 2 mois à l'avance. Or, dans une fabrique de chaussures de Hudson, à la suite d'une demande d'augmentation de salaire de la part des monteurs, patron et ouvriers furent d'accord, le 10 septembre, pour soumettre la question au Conseil officiel et le travail ne fut pas interrompu. Le Conseil fit une enquête et rendit, le 12 novembre, sa décision portant sur un tarif de 33 articles.

La décision ne satisfait pas les ouvriers. Pourtant, ils ne se mirent pas en grève, mais ils donnèrent immédiatement l'avis requis par la loi, pour que le tarif cessât d'être en vigueur deux mois après. Le résultat qu'ils obtinrent ne fut pas tout à fait ce qu'ils espéraient; car le patron n'accepta plus de commandes nouvelles, et, avant que les deux mois ne fussent écoulés, l'usine était fermée, le fabricant était allé s'installer dans un autre canton.

La fabrication de la chaussure est l'industrie qui, en 1874 comme dans les années précédentes, a donné le plus de travail au Conseil d'arbitrage: 18 affaires sur 39. C'est aussi celle où patrons et ouvriers se mettent le plus souvent d'accord pour s'en rapporter au Conseil au sujet de la fixation des salaires: sur 17 recours avant grève, 13 émanaient des fabriques de chaussures.

Les industries textiles ont eu 12 différends dans lesquels le Conseil est intervenu; les typographes, 2; les chapeliers, les charpentiers de navire, les chaudronniers, les ouvriers en fouets, les maroquiniers, les parqueteurs et les employés de trsmways, 1.

En résumé, sur un total de 39 différends, l'action du Conseil officiel de conciliation et d'arbitrage a empêché 16 grèves et en a abrégé 7.

INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE.

Caisse nationale d'épargne.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois d'avril 1895

Nombre des versements.....	220.278	
Représentant une somme de.....		36.763.495 ^f
Nombre des remboursements.....	121.151	
Représentant une somme de.....		33.296.369
Rentes achetées à 4.955 déposants, pour un capital de..		557.783
Excédent des versements sur les remboursements et achats de rente.....		2.909.343
Nombre de comptes existant au 30 avril 1895.....		2.382.121
Nombre de comptes existant au 30 avril 1894.....		2.166.639
AUGMENTATION.....		215.482

Caisses d'épargne ordinaires.

Résumé des opérations effectuées pour le compte des caisses d'épargne à la Caisse des dépôts et consignations pendant le mois de mai 1895.

Dépôts de fonds.....	20.998.407 ^f
Retraits de fonds.....	15.327.063
Excédent des dépôts.....	5.671.344
Capitaux employés en achats de rentes pour le compte des déposants.....	2.309.150 ^f

Caisse nationale des retraites.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois d'avril 1895.

Nombre des versements reçus	53.165
représentant une somme de	963.004 ^f
Arrérages de rentes viagères payés aux déposants	1.138.305
Remboursements de capitaux réservés payés à leurs héritiers	2.353.482
Nouvelles rentes inscrites	63.386
au nom de	296 parties.
Montant total des rentes en cours	33.344.645
réparties entre	198.899 titres.

PRIX AU DÉTAIL DE CERTAINES DENRÉES

AU COURS DU 1^{er} TRIMESTRE DE L'ANNÉE 1895,

d'après les renseignements fournis par un certain nombre de sociétés coopératives de consommation.

Le tableau ci-dessous fait connaître les prix moyens de quelques denrées; ces prix sont obtenus en divisant la somme totale payée par les consommateurs qui ont acquis chaque genre de denrées par le poids total vendu. Les chiffres ainsi obtenus représentent les prix unitaires des objets consommés par les adhérents aux sociétés coopératives sous les désignations portées au tableau; ils peuvent différer, par conséquent des prix courants de qualités déterminées des mêmes marchandises.

Les résultats ci-dessous des ventes opérées au cours du 1^{er} trimestre 1895 résultent du dépouillement des rapports de 192 sociétés coopératives groupant 104.000 adhérents. Nous donnons les chiffres relatifs aux départements pour lesquels les ventes ont été les plus importantes et ceux qui se rapportent à l'ensemble du territoire.

DÉPARTEMENTS.	PAIN (au kilog.)	VIANDE FRAÎCHE. (au kilog.)	LARD (au kilog.)	BEURRE (au kilog.)	POMMES DE TERRE (au quintal)	VIN (au litre).	LAIT (au litre).
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Arlennes	0 26	1 55	1 50	2 50	19 00	0 55	"
Charente-Inférieure ..	0 23	1 75	"	"	"	"	"
Doubs	0 24	"	1 70	"	"	0 30	"
Loire	0 27 1/2	1 70	1 40	2 40	"	0 30	"
Meurthe-et-Moselle ..	0 27	1 85	1 70	"	7 00	0 45	"
Nord	0 20	1 95	2 20	3 00	11 00	0 75	"
Rhône	0 28	"	"	"	5 50	0 45	"
Saône	0 28	"	1 95	3 30	11 00	0 52	0 33
Prix moyen pour l'en- semble du territoire.	0 275	1 75	1 55	3 40	8 70	0 40	0 30
Quantités sur les- quelles ces prix ont été établis	5.258.408	201.974	189.258	41.623	6.627	2.193.357	49.604

PRIX MOYENS DES CÉRÉALES, DENRÉES ALIMENTAIRES, COMBUSTIBLES, ETC.

Ministère de l'agriculture. — Service de la statistique. — STATISTIQUE AGRICOLE ANNUELLE 1893. — *Imprimerie nationale, 1894.*

ANNÉES.	FROMENT — Le quintal.	ORGE. — Le quintal.	FARINE. — Le quintal.	PAIN.		VIANDE DE BOUCHERIE.				BOIS de CHAUFFAGE. — Chêne. Le stère.	CHARBON de TERRE. — Le quintal.	
				1 ^{re} qualité. Kilogr.	3 ^e qualité. Kilogr.	BOEUF. Kilogr.	VACHE. Kilogr.	VEAU. Kilogr.	MOUTON. Kilogr.			PORC. Kilogr.
1875.....	31 88	23 60	45 58	0 43	0 33	1 59	1 44	1 61	1 72	1 56	4 56	
1876.....	23 93	19 11	35 74	0 36	0 26	1 52	1 37	1 53	1 66	1 53	5 38	
1877.....	26 71	19 72	37 35	0 37	0 27	1 54	1 41	1 64	1 71	1 65	4 50	
1878.....	30 01	20 43	42 22	0 40	0 31	1 59	1 47	1 72	1 78	1 70	4 40	
1879.....	29 46	21 22	42 67	0 41	0 31	1 65	1 54	1 80	1 85	1 69	4 46	
1880.....	28 20	20 53	40 72	0 39	0 30	1 65	1 54	1 76	1 80	1 59	4 09	
1881.....	29 06	20 73	42 66	0 41	0 32	1 59	1 46	1 69	1 77	1 66	4 17	
1882.....	28 82	19 41	41 23	0 39	0 31	1 56	1 43	1 67	1 77	1 71	4 20	
1883.....	27 69	19 53	40 31	0 39	0 30	1 59	1 45	1 70	1 81	1 69	4 21	
1884.....	27 83	18 43	37 15	0 36	0 27	1 63	1 50	1 76	1 86	1 66	4 31	
1885.....	23 10	18 30	33 98	0 34	0 26	1 65	1 53	1 77	1 88	1 60	4 28	
1886 ⁽¹⁾	21 71	17 70	31 86	0 32	0 24	1 63	1 50	1 72	1 84	1 54	4 29	
1887 ⁽¹⁾	22 84	16 39	32 65	0 32	0 25	1 58	1 46	1 67	1 77	1 52	4 00	
1888 ⁽¹⁾	23 41	15 87	35 47	0 34	0 26	1 47	1 34	1 55	1 67	1 50	4 00	
1889 ⁽¹⁾	24 79	17 12	35 33	0 34	0 26	1 40	1 27	1 50	1 65	1 43	3 89	
1890 ⁽¹⁾	24 00	17 22	35 11	0 35	0 27	1 45	1 32	1 56	1 70	1 44	3 83	
1891 ⁽¹⁾	26 98	17 06	36 03	0 35	0 27	1 57	1 45	1 69	1 83	1 53	4 02	
1892 ⁽¹⁾	27 12	18 33	38 69	0 37	0 29	1 60	1 47	1 70	1 88	1 53	3 98	
1893 ⁽¹⁾	23 59	15 97	35 71	0 35	0 27	1 56	1 43	1 64	1 82	1 49	3 95	
1893 ⁽¹⁾	21 38	16 45	31 70	0 33	0 25	1 47	1 32	1 55	1 74	1 45	3 96	
Moyennes des 30 années.....	25 95	18 75	37 57	0 37	0 28	1 57	1 44	1 66	1 78	1 57	4 18	

(1) Les prix moyens correspondant à ces années représentent la moyenne arithmétique des prix moyens affranchis à chaque département.

(1) Les prix moyens correspondant à ces années représentent la moyenne arithmétique des prix moyens afférents à chaque département.

TABLEAU COMPARATIF DE LA PRODUCTION HOULIÈRE ET MÉTALLURGIQUE DES PRINCIPAUX PAYS.

— 362 —

TABLEAU TIRÉ DU DERNIER VOLUME DE LA STATISTIQUE DE L'INDUSTRIE MINÉRALE POUR 1893. (MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.)

PAYS.	HOUILLE et LIGNITE.	FONTE.	FER.	ACIER.	OR (1).	ARGENT (1).	CUIVRE.	PLOMB.	ZINC.	ÉTAIN.	AUTRES MÉTALL.
	tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.	kilog.	kilog.	tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.
France, 1893.....	25.651.000	2.003.000	808.000	664.000	"	22.075.	6.606	8.100	22.400	"	3.050
Algérie et colonies, 1893.....	108.000	"	"	"	1.778	2.072	620	2.072	"	"	"
Grande-Bretagne et Irlande, 1893.....	166.958.300	7.089.000	1.364.000	2.893.000	120	8.324	70.900	38.200	23.300	11.000	"
Empire d'Allemagne (Prusse, Saxe, Bavière et autres), 1893.....	95.476.000	4.404.000	1.170.000	3.102.000	2.255	198.270	24.600	97.600	143.200	950	3.134
Luxembourg, 1893.....	"	558.000	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Hollande et les détroits, 1893.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Belgique, 1893.....	19.411.000	745.000	485.000	225.000	"	200	"	12.000	95.700	26.400	"
Autriche, 1893.....	26.549.000	663.000	317.000	53.000	35	37.314	940	9.609	5.900	66	687,6
Hongrie (et Croatie-Slavonie), 1893.....	3.793.000	309.000	14.000	"	2.217	18.424	280	1.300	"	"	358
Italie, 1893.....	317.000	8.000	138.000	71.000	231	28.085	6.900	19.900	"	"	649
Russie, 1892.....	6.932.000	1.023.000	495.000	371.000	42.582	11.056	4.600	900	1.300	"	314,6
Suède, 1893.....	382.000	186.000	235.000	160.000	88	5.211	740	800	"	"	7
Norvège, 1891.....	"	420	(avec l'acier.)	600	"	4.495	470	"	"	"	97
Espagne, 1893.....	1.520.000	135.000	59.000	77.000	49	209.000	45.300	169.300	6.000	"	1.666
Portugal, 1892.....	18.000	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Grèce, 1893.....	12.000	"	"	"	"	14.000	"	10.700	"	"	"
Turquie, 1893.....	"	"	"	"	10	6.334	"	"	"	"	"
États-Unis d'Amérique, 1893.....	165.300.000	7.238.000	4.085.000	4.841.000	51.085	1.866.600	153.000	148.700	71.500	4	1.450
Chili, Mexique, Colombie, Venezuela, Bolivie, Brésil, République Argen- tine, Pérou, Uruguay, Amérique centrale, Guyane anglaise et hollan- daise, 1893.....	"	"	"	"	17.085	1.982.640	37.000	47.500	"	"	"
Canada, Terre-Neuve, 1893.....	3.046.000	38.500	"	"	1.555	9.486	1.130	550	"	"	2.750
Australie, Tasmanie, Nouvelle-Zélan- de, 1893.....	4.861.000	"	"	"	35.436	637.800	5.300	50.000	270	1.800	0,7
Possessions anglaises en Asie, 1893.....	2.578.000	"	"	"	5.127	"	"	"	"	"	"
Possessions anglaises en Afrique et Ré- publique Sud-Africaine, 1893.....	160.000	"	"	"	44.096	"	7.400	"	"	"	"
Chine et Japon, 1890.....	2.608.000	16.000	5.000	1.230	14.290	57.978	18.000	770	"	47	3.280
TOTAUX.....	525.900.000	24.722.000	9.175.000	12.159.000	241.071	5.124.711	387.000	616.000	373.000	40.300	17.400

(1) Production des mines

VII^e CONGRÈS DU CRÉDIT POPULAIRE

TENU À NÎMES (MAI 1895).

Le septième Congrès du crédit populaire s'est tenu à Nîmes du 12 au 16 mai sous les auspices du *centre fédératif du crédit populaire*; son organisation a été assurée par un comité local ayant à sa tête M. de Boyve, trésorier de l'Union des sociétés coopératives de France. Le Congrès s'est ouvert sous la présidence de M. Eugène Rostand président du *centre fédératif*; vice-présidents le P. Ludovic de Besse, MM. Rayneri, directeur de la banque populaire de Menton; Duport, président de l'Union.

Les résolutions suivantes ont été adoptées par le Congrès dans ses diverses séances :

I. Sur la question des *caisses rurales fondées par l'Union générale des associations coopératives agricoles de l'Empire allemand* (1) :

Le Congrès émet le vœu que la loi sur les sociétés coopératives soit votée dans le plus bref délai possible, et que les unions de ces sociétés en tant que personnalités civiles soient autorisées;

Signalant l'exemple donné en ce sens par l'Union générale des associations coopératives agricoles de l'Empire allemand, émet le vœu que les syndicats agricoles s'inspirent pour la fondation de sociétés de crédit des principes qu'il a toujours affirmés, et qui sont d'ailleurs en accord avec les résolutions du premier Congrès national des syndicats agricoles, savoir la nécessité de laisser le choix aux groupes locaux, suivant les besoins et les circonstances locales, entre les deux grandes formes d'institutions de crédit populaire, les coopératives à solidarité et celles à responsabilité limitée, ces deux formes comportant d'ailleurs des variantes.

II. Sur les *rapports des syndicats agricoles et des sociétés de crédit agricole* :

Le Congrès est d'avis qu'il est désirable de créer des unions de sociétés de crédit partout où se trouvent établis des syndicats agricoles.

Le Congrès considérant les syndicats agricoles comme le levier principal de création des sociétés de crédit rural, l'instrument de sélection des membres de ces sociétés, l'organe du contrôle de l'emploi professionnel du crédit,

Émet le vœu que les syndicats agricoles se fassent partout les promoteurs de sociétés de crédit et que les syndicats agricoles se créent partout où l'on établit des sociétés de crédit, considérant même comme préférable que la constitution du syndicat précède celle de la société de crédit.

III. Sur les *syndicats agricoles et les sociétés de production* :

Le Congrès, constatant que les syndicats agricoles par leur œuvre propre comme par leurs institutions filiales ont droit de revendiquer une place considérable dans la coopération française de production, est d'avis que cette évolution économique sera puissamment fortifiée si elle s'appuie sur un développement parallèle et exactement orienté du crédit mutuel rural;

Le Congrès affirme, là où existent des syndicats agricoles communaux, l'utilité de créer, latéralement à ces syndicats, des coopératives de crédit rural, dans un esprit absolu de neutralité confessionnelle et politique.

(1) L'étude de M. Maurin, rapporteur, donne la statistique et le développement des sociétés affiliées à cette Union, qui, au 31 mai 1894, comprenait 1960 sociétés, et se subdivise en 15 unions provinciales, avec 3 caisses centrales.

IV. Sur la caution dans les sociétés de crédit agricole :

Le Congrès estime que les sociétés de crédit agricole à solidarité doivent exiger une caution à partir d'un minimum statutaire, pour consolider leur crédit, atténuer les effets de la responsabilité solidaire et consacrer le principe d'égalité dans les obligations comme dans les droits ;

Il est d'avis que les statuts peuvent se montrer plus larges lorsqu'ils se placent sous l'égide de la loi du 5 novembre 1894, d'après laquelle les emprunteurs doivent être avant tout membres d'un syndicat agricole ;

Il se borne à conseiller la caution pour les sociétés à responsabilité limitée.

V. Sur la nécessité d'étayer le crédit agricole par les assurances vie, accidents, mortalité des bestiaux :

Le Congrès affirme de nouveau que le crédit agricole doit s'étayer par les assurances vie, accidents, mortalité des bestiaux.

Il conseille aux directeurs de sociétés de crédit rural d'accorder certains avantages de taux et de délai aux emprunteurs qui leur apportent ce supplément de garantie.

Il appelle l'attention des sociétés de crédit populaire urbain sur l'utilité d'accorder des avantages analogues à ceux de leurs clients qui fournissent la garantie des assurances vie et accidents.

VI. Sur le warrant agricole :

Le Congrès est d'avis que le warrantage des produits agricoles en laissant le producteur gardien du produit est un moyen intéressant de réaliser le crédit rural sur gage sans dessaisissement ; appelle l'étude du Parlement sur le principe du projet de loi présenté en ce sens par la société d'agriculture du Gard ; émet le vœu que l'escompte du warrant agricole soit pratiqué surtout par les sociétés locales de crédit rural ou sous le contrôle et avec la caution de ces sociétés ;

Considérant que les caves coopératives, qui ont donné d'excellents résultats dans les provinces rhénanes, peuvent être, en même temps qu'un instrument de progrès technique, un organe utile de vente en commun, se réfère, quant à l'utilisation de cet organe pour le crédit, à sa résolution sur le warrant agricole.

VII. Sur les avances spéciales pour achats de machines et outils agricoles perfectionnés :

Le Congrès est d'avis que les avances à taux de faveur et à paiement échelonné pour l'achat de machines et outils agricoles perfectionnés doivent être favorisées par les sociétés de crédit agricole.

VIII. Sur les modes divers pour une société de crédit agricole de se procurer des fonds :

Le Congrès, confirmant toujours le principe de la variété des types dans les sociétés de crédit agricole,

Indique à ces sociétés, parmi les meilleurs modes de se procurer des fonds, indépendamment du capital ou de la solidarité :

a. L'ouverture de comptes de dépôt, pour lesquels il recommande la règle du *préavis*, et la préférence pour les dépôts à échéance fixe ;

b. L'organisation de services d'épargne ;

c. L'émission des bons à échéance fixe ;

d. Les emprunts contractés auprès des banques populaires urbaines ou des caisses d'épargne lorsque le régime d'emploi aura été réformé dans le sens de la décentralisation de l'épargne ;

e. Le réeompte de leur portefeuille.

Il émet le vœu que les banques populaires urbaines accordent leur appui financier aux sociétés de crédit agricoles et aident à leur diffusion.

IX. Sur l'affranchissement et la décentralisation de l'épargne locale :

Le Congrès renouvelle ses avis et ses vœux antérieurs sur le projet de loi des caisses d'épargne;

Il demande à la Chambre d'améliorer dans le sens de la décentralisation de l'épargne le texte adopté par le Sénat, ou d'ajouter aux emplois nouveaux que l'article 1^{er} ouvre à la Caisse des dépôts et consignations ce que la loi belge du 21 juin 1894 a permis à la Caisse générale d'épargne de Belgique en faveur du crédit populaire, et de rétablir à l'article 10 pour la disponibilité d'une fraction le texte antérieurement voté par la Chambre.

X. Sur l'ingérence des officiers ministériels dans le recouvrement des effets de commerce :

Le Congrès émet le vœu : que l'interdiction aux officiers ministériels d'être les correspondants des banquiers et de s'ingérer dans le recouvrement des effets de commerce soit renouvelée, au moins pour les chefs-lieux d'arrondissement et pour toute agglomération supérieure à 2,000 habitants, ainsi que pour les petites localités où il existerait une caisse agricole, conseillant en ce dernier cas de s'adresser de préférence au comptable de la caisse agricole;

Que cette interdiction soit rigoureusement appliquée;

Qu'il soit tenu la main à cette application quand l'ingérence se produit par prête-noms;

Qu'une disposition législative réserve les protêts à l'huissier du canton où réside le tiré, ou qu'au moins l'indemnité de transport ne soit jamais supérieure à celle qui serait accordée à l'huissier du canton.

XI. Sur les moyens pratiques d'organiser la solidarité dans les institutions de crédit populaire :

Le Congrès recommande comme moyens pratiques d'acclimater en France la solidarité (quoiqu'il n'en ait pas été besoin en Allemagne) pour les institutions rurales, la propagande éducative et l'acceptation de la responsabilité illimitée par des individualités aisées.

En ce qui touche les banques urbaines qui se fonderaient sur le principe de la solidarité, leur fonctionnement pourrait être facilité par la constitution de groupes de quartiers solidaires vis-à-vis de la société des engagements pris par les adhérents du groupe.

XII. Sur les carnets d'épargne dans les sociétés de crédit populaire :

Le Congrès conseille aux sociétés de crédit populaire, afin d'éviter des frais de timbre, de suivre la disposition de l'article 1332 du Code civil, qui donne force libératoire à l'écriture mise par le créancier en marge ou au dos d'un titre. Au surplus, il estime que dans le but de favoriser la petite épargne, les sociétés de crédit populaire pourraient au besoin prendre à leur charge les frais de timbre.

XIII. Sur les banques populaires dans leurs rapports avec les habitations ouvrières :

Le Congrès est d'avis que le mouvement d'amélioration des habitations ouvrières ou agricoles peut être puissamment secondé soit par des sociétés spéciales de crédit pour construction ou amélioration, soit par les banques populaires ou les caisses agricoles;

Recommande cet emploi des fonds placés à longue échéance; signale la nécessité d'affermir les avances à amortissement par l'assurance mixte ou temporaire et le procédé d'obligations avec spécialisation des hypothèques et de la police d'assurances.

XIV. Sur la répartition des bénéfices dans une banque populaire :

Le Congrès

1^o émet le vœu que la répartition des bénéfices des sociétés de crédit populaire à capital soit effectuée comme suit :

- a) affectation d'un tantième assez élevé au fonds de réserve;
- b) limitation du dividende;

c) participation des employés aux bénéfices;

d) répartition du surplus, en totalité, ou en partie si l'on veut en affecter une part à des œuvres de bienfaisance ou de progrès social, aux sociétaires et clients ayant fait des opérations d'escompte et obtenu des avances, au prorata des intérêts et des commissions payés sur les mêmes opérations, la part revenant aux clients non sociétaires devant être affectée à la souscription d'actions ou parts sociales;

2° conseille aux sociétés de crédit populaire d'affecter la totalité des bénéfices de la première année au fonds de réserve.

XV. Sur les progrès récents du crédit populaire à l'étranger (1) :

Le Congrès, d'après les faits les plus récents, constate le développement continu et encourageant de la coopération de crédit, signale la force de résistance des institutions coopératives italiennes dans la crise économique et financière de leur pays, et leur fidélité à la liberté et à l'action locale.

Le Congrès, avant de se séparer, a décidé que sa 8^e session serait tenue à Caen, à une date comprise entre le 15 avril et le 15 mai 1896, sous les auspices de la *Société de solidarité sociale pour l'amélioration du sort des ouvriers*, fondée en mars 1895 dans cette ville. La Société locale se concertera avec le *Centre fédératif* à cet effet.

LA BANQUE COOPÉRATIVE

des Associations ouvrières de production de France.

(Siège social, 80, rue de Bondy). — La Société a pour but de procurer aux Associations ouvrières de production, aux meilleures conditions possibles, le crédit dont elles pourraient avoir besoin pour leurs entreprises commerciales et industrielles.

Cette Société fait notamment les opérations suivantes :

1° Les prêts sur fournitures et sur travaux exécutés ;

2° L'escompte du papier de commerce ;

3° Les dépôts de cautionnement ;

4° Les ouvertures de crédit sur marché ;

5° Les prêts à long terme, mais seulement jusqu'à concurrence du 1/10 du capital et des réserves de la Banque, pour installation, achat d'outillage ou de matériel, dans le but d'augmenter la force productive des Associations.

Ces prêts seront contractés avec ou sans garantie de privilège, hypothèque, cautionnement ou autre. Ils ne devront pas absorber plus du quart du capital social versé de la Société emprunteuse et la durée en être de plus de cinq ans et remboursables par annuités.

L'année 1894 a été pour la Banque une époque exceptionnellement heureuse et mémorable. Elle a reçu du Gouvernement, à titre d'encouragement, une subvention de 50.000 francs, et d'autre part, un généreux ami des progrès sociaux, coopérateur convaincu, lui a fait un don de 500.000 francs. Voici le bilan de l'année 1894 :

(1) Le rapport de M. Eug. Rostand passe en revue : 1° les pays où le crédit populaire continue de prospérer (Allemagne, Autriche-Hongrie, Suisse, Pologne et Russie) ; 2° les pays qui s'ouvrent à l'idée (Angleterre, Danemark, Roumanie, Espagne) ; 3° un essai de crédit populaire basé sur le socialisme d'Etat (Nouvelle-Zélande) ; 4° un pays où la coopération de crédit passe par une épreuve probante (Italie). Cette dernière partie du rapport très développée établit que, malgré la crise qui a sévi dans ce pays et a renversé de grandes institutions de crédit, les petites institutions de crédit coopératif aussi bien que les plus importantes ont résisté, se reformant, se recueillant et, là où elles sont atteintes, se relevant.

Actif.

Dû par actionnaires	24.501 ⁸ 40
Caisse.....	23.239 30
Matériel.....	484 00
Dépôts pour cautionnement.....	19.502 40
Avances.....	300 00
Prêts sur titres.....	100 00
Effets en portefeuille.....	95.619 75
Crédit lyonnais, solde créditeur.....	55.148 35
Débiteurs divers, comptes courants.....	372.649 15
TOTAL.....	591.844 35

Passif.

Capital.....	30.000 00
Réserves inaliénables.....	550.000 00
Créanciers divers, comptes courants.....	3.334 00
Bénéfice.....	8.510 35
TOTAL.....	591.844 35

Le nombre d'Associations adhérentes à la Banque, qui était au début de 32, est à l'heure actuelle de 55; nous avons pensé, ajoute le rapport annuel, qu'il était logique d'augmenter notre capital dans la même proportion; nous l'avons porté de 10.000 à 30.000 francs.

Il est très important, pour l'avenir de la Banque coopérative, qu'à côté des capitaux qui lui ont été donnés, il se constitue, par l'effort des Associations elles-mêmes, un capital de plus en plus grand. Ce capital a cet autre avantage de servir de garantie aux opérations faites par chaque Association. La facilité de versements mensuels assure, d'une façon régulière, l'augmentation progressive du capital social de la Banque coopérative.

LES HABITATIONS À BON MARCHÉ.

Le cottage d'Athis. — La société de construction coopérative de ce nom, fondée à Athis-Mons (Seine-et-Oise) en avril 1894 par de petits employés de la Compagnie des chemins de fer d'Orléans, a inauguré le 20 juin dernier son premier groupe de logements à bon marché.

Le capital de 19.000 francs est divisé en 190 actions de 100 francs chacune. Celles-ci ont été réparties entre 71 personnes dont 37 ont immédiatement libéré leur titre. Actuellement, la société a émis 267 actions réparties entre 104 sociétaires. Elle a obtenu de la Compagnie des chemins de fer d'Orléans deux prêts montant ensemble à 160.000 francs et la vente de 19.500 mètres de terrain, le tout à intérêt de 3 p. 0/0. La société et ses immeubles profitent des exemptions d'impôts et de patente prévues par la loi du 30 novembre 1894 sur les habitations à bon marché.

La Société a construit 19 maisons qui sont terminées et habitées depuis octobre dernier; la plupart sont vendues à leur locataire. Deux d'entre elles ont été payées comptant.

Les ressources de la Société lui permettent d'édifier 25 autres maisons dont la construction est décidée.

En dehors du loyer de leur maison, les locataires versent à titre de frais généraux une provision déterminée, mais si les sommes perçues à ce titre ne sont pas entièrement employées, le solde est réparti entre les locataires en fin d'exercice, au prorata de leurs loyers.

Les locataires *acquéreurs* payent en outre une prime d'amortissement calculée suivant l'importance de l'immeuble et la durée du contrat de libération.

Le tableau ci-dessous fournit quelques renseignements sur la composition des maisons des divers types, sur leurs prix de revient et de location.

Prix de revient des divers types de maisons.

TYPES DES MAISONS.	A	D	E	F	H	2	4
Surface totale du terrain.....	303 ^m 00	309 ^m 00	290 ^m 00	326 ^m 00	462 ^m 00	340 ^m 00	441 ^m 00
Surface totale de la maison....	34 00	37 00	55 00	66 00	57 00	43 00	59 00
Surface totale de logement au rez-de-chaussée.....	23 22	30 25	44 51	51 80	47 36	32 21	23 76
Surface totale de logement à l'étage (1).....	"	"	"	"	47 36	32 21	23 76
Hauteur de logement au rez-de-chaussée.....	2 85	2 85	2 85	2 85	2 85	2 85	2 85
Hauteur de logement à l'étage..	"	"	"	"	2 75	2 75	2 75
Cube total du logement (2)....	66 17	56 50	126 85	147 65	265 21	180 38	198 41
Terrassement.....	17 00	22 50	64 00	17 50	31 00	25 00	35 00
Maçonnerie et travaux en ciment.	1.405 00	1.695 50	2.106 00	2.563 00	3.711 00	2.554 00	2.877 00
Carrelage.....	72 00	56 00	41 00	60 00	55 00	35 00	37 00
Charpente.....	170 00	200 00	220 00	296 00	448 00	412 00	460 00
Ferronnerie et serrurerie.....	283 00	347 00	530 00	590 50	833 00	599 00	560 00
Couverture, zinguerie et plomberie	184 00	196 00	252 00	370 00	395 00	203 00	368 00
Menuiserie.....	308 00	370 00	630 00	745 00	1.110 00	795 00	800 00
Fumisterie et marbrerie.....	91 00	92 00	144 00	243 00	186 00	173 00	140 00
Peinture, vitrerie, tenture.....	116 00	120 00	176 00	205 00	265 00	174 00	295 00
Prix de revient de la maison....	2.645 ^f 00	3.099 ^f 00	4.157 ^f 00	5.090 ^f 00	7.134 ^f 00	4.970 ^f 00	5.174 ^f 00
Prix de revient des clôtures et des annexes, puits, pompes, etc..	485 60	456 75	478 00	425 50	463 95	499 00	1.013 25
Prix du terrain, frais compris...	833 25	844 25	797 50	896 50	1.268 73	935 00	1.212 75
Prix de revient de la propriété..	3.963 85	4.400 00	5.332 50	6.412 00	8.865 08	6.424 00	7.400 00
Nombre de pièces y compris cuisine.....	2	3	4	4	6	4	5
Prix de location.....						260 00	300 ^f 00
Frais généraux (3).....	40 00	45 00	55 00	65 00	90 00	65 00	75 00

(1) Surface de la maison diminuée des murs et cloisons.

(2) Les caves et greniers ne sont pas compris dans ce cube.

(3) Le reliquat disponible en fin d'exercice est réparti au marc le franc entre les locataires.

Les 19 maisons, actuellement terminées, se répartissent de la façon suivante entre les divers types de construction : 8 du type D et 1 du type H, 2 de chacun des types A, E, F, n° 2 et n° 4.

Ces 19 logements sont habités par 19 ménages comprenant 63 personnes dont 23 enfants.

Les emplois des chefs de famille au chemin de fer d'Orléans sont les suivants :

2 sont garçons de bureaux à l'Administration centrale;

3 sont employés à l'Administration centrale;

1 est employé principal aux bureaux de la Traction;

1 est chef de district à la voie;

2 sont ouvriers aux ateliers d'Ivry;

2 sont poseurs au service de la voie;

1 est employé à la gare de Juvisy-Triage;

et 7 sont employés comme hommes d'équipe à la même gare.

LES ACCIDENTS DE MER PENDANT L'ANNÉE 1893.

Les naufrages, échouements et autres accidents de navigation survenus sur les côtes de France, d'Algérie, des autres colonies et pays de protectorat, ainsi que les pertes de bâtiments français sur les autres points du globe, ont atteint, en 1893, le nombre de 319. Ce chiffre, supérieur à celui de l'année précédente, durant laquelle on n'avait eu à enregistrer que 280 sinistres, rentre néanmoins dans la moyenne ordinaire. Il comprend 283 navires français et 36 navires étrangers; parmi les premiers se trouvent 3 navires de l'État et 280 bâtiments de commerce et de pêche.

D'après les causes et les circonstances matérielles qui les ont produits, les 319 sinistres de 1893 se répartissent de la manière suivante :

		P. o/o.
Navires disparus corps et biens.....	41	12,9
Voies d'eau.....	25	7,8
Échouement avec bris.....	103	32,4
Submersion.....	28	8,8
Abordage.....	23	7,2
Incendie.....	2	0,6
TOTAL des navires perdus, sombrés ou brisés.....	222	69,7
Navires avariés ou échoués sans bris.....	97	30,3
TOTAL général des sinistres.....	319	100,0

Les pertes d'hommes qu'ont entraînées ces sinistres se montent à 417.

Il a été constaté, d'autre part, 271 cas de mort survenus à la suite d'accidents de mer en dehors des naufrages; ce qui porte à 688 le nombre des morts provoquées par les accidents maritimes.

Les 417 accidents provoqués par les sinistres ont frappé 370 français et 47 étrangers, parmi lesquels on a compté 393 hommes d'équipage et 24 passagers; la proportion des passagers qui ont péri n'est, ainsi, que de 5,8 p. o/o du total des victimes.

Les 271 autres cas de mort se divisent en :

Submersions par causes autres que naufrages.. 229, soit 84,5 p. o/o du total.
Accidents autres que submersion..... 42, soit 15,5 —

Il a été constaté en outre, à bord des bâtiments français, 147 décès à la suite de maladies proprement dites.

Si l'on n'envisage que les victimes de nationalité française et abstraction faite des décès causés par les maladies, on trouve un total de 641 accidents mortels individuels. Le chiffre correspondant de 1892 était 704; celui de 1891, 860; celui de 1890, 656.

Le recensement de 1891 indique un total de 119.000 marins français, dont 41.000 pour l'armée de mer, et les autres pour la marine marchande et les bâtiments de pêche de toutes sortes.

En rapprochant de ces derniers chiffres le nombre des accidents relatifs aux équipages seuls (défalcation faite des passagers), on trouverait, pour 1893, une proportion de 5,2 cas de mort pour 1.000 marins en général et de 7,2 pour 1.000 marins du commerce et pêcheurs.

La statistique allemande ne donne qu'une proportion annuelle moyenne de 2,2

morts par 1.000 marins, dans le groupe de la *navigation maritime*; mais la corporation d'assurance contre les accidents, qui nous fournit ces chiffres, ne renferme pas les pêcheurs et comprend au contraire les ouvriers des ports : il n'y a donc aucune comparaison possible.

En Angleterre, on a trouvé, pour la marine marchande, de 1883 à 1892, une moyenne annuelle de 4,8 cas de mort par 1.000 marins des navires à vapeur et 7,7 par 1.000 marins en général y compris les pêcheurs.

La présence des pêcheurs contribue spécialement à élever la proportion des décès, comme le montre la répartition ci-après des cas d'après le genre de navigation, pour les équipages de nationalité française :

GENRE DE NAVIGATION.	CAS DE MORT			
	par suite de NAUFRAGES.	par suite d'autres causes ACCIDENTELLES.	ACCIDENTELS en général.	p. o/o DU TOTAL des cas.
Long cours.....	67	41	108	17,3
Grandes pêches.....	42	71	113	18,2
Cabotage.....	57	27	84	13,5
Bornage.....	13	12	25	4,1
Petite pêche.....	149	86	235	37,7
Bâtiments de l'État.....	23	34	57	9,2
TOTAL des cas de mort.....	351	271	622	100,0

On voit que les grandes pêches ont à leur actif 18,2 p. o/o des décès, et la petite pêche, 37,7 p. o/o ; soit, pour la pêche seule, 55,9 p. o/o des cas.

On peut remarquer, en même temps, combien faible est la proportion des accidents survenus à bord des bâtiments de l'État.

Les chiffres montrent que la mortalité, par accident, des marins du commerce, en y comprenant les pêcheurs, est à peu près 10 fois supérieure à la moyenne de celle des professions industrielles, telle qu'elle résulte des statistiques allemandes et autrichiennes fournies par l'assurance obligatoire.

ACCIDENTS SUR LES CHEMINS DE FER FRANÇAIS EN 1893.

Les chiffres que nous donnons ici sont relatifs aux chemins de fer d'intérêt général pour la France seule en 1893 (1) (Bull. du Min. des Trav. pub.) :

VICTIMES.	NOMBRE DE PERSONNES							
	TUÉES				BLESSÉES			
	par le fait de l'exploit-ation.	par impru-dence.	par d'autres causes.	TOTAL.	par le fait de l'exploit-ation.	par impru-dence.	par d'autres causes.	TOTAL.
Voyageurs.....	•	65	2	67	254	97	35	386
Agents des compagnies....	10	236	35	281	142	521	235	898
Autres personnes.....	•	237	13	250	13	79	41	133
TOTAUX GÉNÉRAUX.	10	538	50	598	409	697	311	1.417

Le nombre des cas de mort survenus parmi les agents s'élève à 281.

Si l'on rapproche ce chiffre de celui du personnel actif employé dans les compagnies, on trouve que la proportion des accidents mortels, par 1.000 employés, a été, en 1893, de 1,20. La moyenne annuelle, calculée sur les cinq années précédentes (1888-1892), était de 1,15 tués par 1.000 employés.

Ces proportions sont voisines de celles qu'indiquent les statistiques allemande et anglaise : en Allemagne, le nombre annuel des cas de mort, par 1.000 assurés, dans les chemins de fer d'intérêt public, s'est élevé à 1,47 en 1893, et la moyenne, de 1888 à 1892 inclusivement, ressort à 1,40 p. 0/00 ; en Angleterre, le chiffre correspondant, pour 1892, 1893 et les six premiers mois de 1894, est de 1,30 p. 0/00 environ.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Enquête sur la durée du travail dans la meunerie. — La Commission de statistique du travail (1) vient de publier les résultats d'une seconde enquête, entreprise et achevée dans le courant de 1893, sur la *durée du travail dans la meunerie*, les renseignements fournis par la première enquête de 1892 ayant paru insuffisants.

Des questionnaires furent envoyés aux représentants patronaux et ouvriers des corporations locales et, en outre, aux caisses de maladies spéciales à l'industrie meunière.

La durée du travail journalier dans les moulins à vent et à eau est extrêmement variable par suite de l'irrégularité de la force motrice et, dans une certaine mesure aussi, des commandes : d'où, d'après *tous les patrons sans exception*, l'impossibilité d'une réglementation uniforme de la durée de travail des adultes. Par contre, la *totalité des représentants des ouvriers* s'est nettement prononcée en faveur de la réglementation, la jugeant à la fois désirable et réalisable.

En ce qui concerne le travail des apprentis et enfants de moins de seize ans, les avis ont été plus partagés et l'opposition entre patrons et ouvriers moins tranchée.

Dans les moulins à vent, un grand nombre de patrons se sont opposés à une réduction de la durée du travail pour les apprentis, « le travail de l'apprenti étant, comme auxiliaire, intimement lié à celui de l'adulte, » tandis que quelques autres l'ont, au contraire, acceptée ; presque tous les ouvriers l'ont admise et ont demandé la fixation d'un maximum de dix heures. Pour le travail de nuit des enfants, les patrons déclarent ne pouvoir supporter qu'une réglementation partielle, tandis que les ouvriers réclament l'interdiction complète.

Dans les moulins à eau et à vapeur, la moitié des patrons et la plupart des ouvriers ont voté pour la diminution du travail des apprentis, les premiers demandant que le maximum ne descende point au-dessous de 12 heures, et les seconds qu'il fût fixé à dix heures. Quant au travail de nuit, d'après les patrons, toute limitation serait impossible ; les ouvriers, au contraire, demandent, pour les apprentis, les uns

(1) Voir les n^{os} de février, mars et juillet 1894 du *Bulletin de l'Office du travail*.

un minimum de repos nocturne variant entre six heures et neuf heures, et les autres l'interdiction complète du travail.

La question du repos dominical a été également soulevée.

Dans les moulins à vent, les patrons, en général, considèrent que le chômage du dimanche n'est ni nécessaire, ni praticable, alors que tous les ouvriers sans exception proclament la nécessité de prendre un jour de repos par semaine. Parmi les patrons qui admettent l'intervention légale à ce sujet, les plus nombreux demandent que le repos obligatoire soit limité à 26 dimanches dans l'année pour les ouvriers adultes, et à 18 seulement pour les apprentis. Les ouvriers réclament le repos obligatoire du dimanche pour toute l'année.

Dans les moulins à eau et à vapeur, presque tous les patrons et tous les ouvriers reconnaissent la possibilité du repos dominical, mais avec des exceptions pour certaines exploitations, notamment pour les petits moulins actionnés par des cours d'eau très irréguliers et de faible débit, où l'observation du dimanche serait une cause de ruine. Les patrons favorables au repos dominical demandent, pour la plupart, que le droit au repos ne s'étende qu'à la moitié des dimanches de l'année, tandis que les ouvriers veulent posséder ce droit pour la totalité des dimanches.

L'enquête comprend une autre partie, élaborée par l'*Office impérial d'hygiène*, et relative aux *conditions sanitaires du travail dans les moulins*; les renseignements émanent des caisses locales et des caisses de fabriques.

D'après les données transmises, on trouve que les affections des organes respiratoires constituent en réalité les maladies professionnelles de la meunerie. Elles sont toutes dues à l'irritation continue produite dans les organes respiratoires par les poussières qui saturent l'atmosphère des moulins. On peut ajouter à ces maladies professionnelles celles de l'oreille externe, très fréquentes, et vraisemblablement attribuables à la même cause, et les maladies rhumatismales provenant des variations de température et d'humidité auxquelles sont soumis les travailleurs dans les petites exploitations.

Le nombre moyen de jours de maladies (indemnités) par personne et par an ressort, en 1893, à 5 jours 4 pour les adultes et à 6 jours 7 pour les enfants de moins de 16 ans.

En Prusse, et pour l'année 1892, on a compté, par 1.000 ouvriers et apprentis, les nombres de décès suivants :

De 15 à 20 ans.....	4,6 p. 1.000.
— 20 à 25 —.....	6,3 —
— 25 à 30 —.....	6,4 —
— 30 à 40 —.....	8,8 —
— 40 à 50 —.....	14,7 —
— 50 à 60 —.....	25,6 —

Ces chiffres concordent sensiblement avec ceux qu'a donnés Ogle pour la mortalité des meuniers en Angleterre.

Analyse du rapport annuel des inspecteurs de fabriques de Würtemberg pour l'année 1894. — Dans un grand nombre de communes les autorités locales ont négligé de procéder comme elles le devaient à la surveillance des fabriques et n'ont pas tenu la main à l'observation des lois protectrices des ouvriers. La surveillance de la police locale des villes a été plus efficace que celle des localités rurales.

Les bureaux qui ont pour mission de centraliser pour le compte de l'Empire tous

les renseignements relatifs à la situation de la classe ouvrière ont, l'année dernière, attiré particulièrement l'attention des fonctionnaires spéciaux sur la situation des femmes, eu égard aux stipulations restrictives de la durée de leur travail contenues dans le paragraphe 137 du règlement qui régit cette matière. Le rapport de l'inspecteur de la 1^{re} circonscription remarque à ce sujet que, déjà antérieurement à cette réglementation, la journée de onze heures, et même la journée plus courte encore, était la règle générale. Aussi ne s'est-il suivi de sa mise en vigueur presque aucun ralentissement de l'activité industrielle. . . . L'inspecteur du 2^e district fait la même observation que son collègue du 1^{er} arrondissement. Dans 11 maisons, l'introduction du nouveau régime a amené une réduction des bénéfices; dans 25 autres, les résultats ont été tout différents, et les profits ont augmenté jusqu'à près de 15 p. o/o. Dans bien des cas, les ouvrières ont fait preuve de plus d'application, de plus de bonne volonté et se sont montrées plus actives et plus adroites. La limitation de la durée du travail des femmes a amené, dans la 3^e circonscription, le licenciement du personnel féminin d'une usine et son remplacement par des hommes.

Pour la masse des ouvriers, la durée moyenne de la journée oscille entre dix et onze heures.

Les comités ouvriers (conseils d'usines), organisés dans 25 fabriques de la circonscription, se sont maintenus et ont contribué à aplanir les difficultés survenues entre les patrons et les ouvriers.

BELGIQUE.

Enquête sur les règlements d'ateliers. — Le gouvernement belge vient de recueillir les avis des Conseils de l'industrie et du travail ainsi que des Conseils de prud'hommes relativement au projet de loi sur les règlements d'atelier, qui est actuellement soumis aux délibérations du Conseil supérieur du travail.

Le questionnaire adressé aux Conseils comprenait 34 questions précises groupées sous les dix rubriques suivantes :

QUESTION I. — Y a-t-il lieu de déclarer obligatoire la rédaction d'un règlement écrit sur l'ordre de la fabrique ?

QUESTION II. — A quels établissements y a-t-il lieu d'imposer cette obligation ?

QUESTION III. — Faut-il imposer l'obligation de préciser dans le règlement au moins certains points déterminés, sans préjudice du contenu facultatif ?

QUESTION IV. — Y a-t-il lieu d'inscrire dans la loi elle-même certaines dispositions auxquelles le règlement ne puisse pas déroger ?

QUESTION V. — Y a-t-il lieu d'imposer la publicité du règlement écrit ?

QUESTION VI. — Y a-t-il lieu de régler par la loi le mode de confection du règlement ?

QUESTION VII. — Serait-il utile et possible d'arriver à établir un règlement type pour les établissements de la même industrie d'une région, au moins sur certains points ? Si oui, comment y parvenir ?

QUESTION VIII. — La loi doit-elle exiger du chef d'industrie la tenue d'un état détaillé des ouvriers qu'il emploie ?

QUESTION IX. Fournissez-nous quelques types de règlements de votre région.

QUESTION X. — Avez-vous d'autres mesures à proposer en cette matière ? Lesquelles ?

Après dépouillement des réponses reçues et à la suite des délibérations aux-

quelles il a donné lieu, un avant-projet de loi a été adopté par le Conseil supérieur du travail dans sa séance plénière du 18 janvier 1895.

L'obligation d'avoir un règlement visé par le Gouverneur s'étendrait à toutes entreprises industrielles, sauf aux ateliers de famille.

Le règlement déterminerait les jours de repos périodique, les heures du travail journalier, le mode d'établissement et la périodicité du paiement des salaires, le recours ouvert aux ouvriers en cas de plainte, les prescriptions générales relatives à l'hygiène et à la sécurité, les conditions relatives au préavis de congé, les retenues à faire sur les salaires pour divers motifs, les fournitures à faire à l'ouvrier, etc.

Les amendes seraient limitativement déterminées par le règlement, et le registre en serait montré à l'inspecteur à toute réquisition. Leur montant, pour une journée, ne pourrait dépasser moitié du salaire journalier de l'ouvrier; — le produit en serait employé au prolit des ouvriers.

Les ouvriers, les inspecteurs du travail, les conseils des prud'hommes, les chambres de l'industrie et du travail auraient connaissance des projets de règlement et feraient parvenir leurs observations au Gouverneur de la province dans un délai déterminé.

Le visa du Gouverneur ne pourrait être refusé qu'aux dispositions *contraires aux lois*; en dehors de ce cas, l'autorité provinciale ne pourrait que faire des remontrances aux intéressés et reculer de 15 jours l'entrée en vigueur du règlement.

Les règlements seraient affichés dans un endroit apparent des locaux où l'on travaille et un exemplaire en serait remis à chaque ouvrier.

Un arrêté sur le travail des enfants. — En exécution de l'article 3 de la loi du 13 décembre 1889 sur le travail industriel des femmes, des adolescents et des enfants, un arrêté royal du 19 février 1895 a arrêté la liste des travaux excessifs ou dangereux qui sont interdits aux protégés ou qui ne leur sont permis que sous condition. On trouvera le texte de cet arrêté dans le *Bulletin spécial de l'inspection du travail* (de Belgique) [Bruxelles 1895, société générale d'impression et de publicité]. L'article 18 donne la liste de 45 industries dans lesquelles il est interdit d'employer les enfants et adolescents âgés de moins de 16 ans et les filles et femmes de 16 à 21 ans. Il est suivi de dispositions spéciales aux protégés dans la fabrication des allumettes chimiques (art. 3), dans le travail du caoutchouc par le sulfure de carbone (art. 4) et dans le secrétage des peaux de lièvre et de lapin (art. 5). On trouve ensuite une liste de 35 industries où la présence des protégés de moins de 16 ans est interdite dans certains locaux (art. 6), puis une liste de 28 autres où la même interdiction ne vise que les enfants au-dessous de 14 ans. Comme en France, les motifs d'interdiction sont presque toujours les émanations dangereuses ou malsaines et dans quelques cas les dangers d'empoisonnement, d'incendie ou de blessures.

GRANDE-BRETAGNE

Les grèves en 1894. — La *Labour Gazette* publie la statistique provisoire des grèves en 1894. Le nombre des conflits a été sensiblement plus élevé que l'année précédente, mais le nombre des grévistes beaucoup moindre. 956 grèves ont éclaté

en 1894, dont 926 ont embrassé 306.000 grévistes; les renseignements font défaut pour 30 grèves.

INDUSTRIES.	NOMBRE des grèves.	NOMBRE des grévistes.
Bâtiment.....	178	14.000
Vêtement.....	68	6.400
Industrie métallurgique, constructions navales.....	182	25.500
Mines et carrières.....	183	204.000
Textiles.....	186	38.700
Marins et travailleurs des docks.....	38	4.100
Divers.....	91	13.300

280 grèves, comprenant 51.000 grévistes, ont réussi complètement; 151 grèves, comprenant 42.000 grévistes, ont réussi partiellement; 219 grèves, comprenant 152.000 grévistes, ont échoué. Pour 161 grèves, avec 49.000 grévistes, le résultat a été incertain ou n'est pas connu.

INDUSTRIES.	POURCENTAGE DES GRÉVISTES PAR RAPPORT À L'ISSUE DE LA GRÈVE.			
	Réussite.	Réussite partielle.	Échec.	Résultat incertain ou inconnu.
Bâtiment.....	24,1	33,4	30,7	11,8
Vêtement.....	10,3	16,8	13,6	29,3
Industrie métallurgique, etc.....	20,7	24,7	22,8	31,8
Mines et carrières.....	13,7	9,1	63,4	13,9
Textiles.....	29,1	12,1	31,7	24,1
Marins et travailleurs des docks.....	32,9	10,4	35,1	11,6
Divers.....	13,6	65,5	10,3	10,6
Toutes industries en 1894.....	17,1	14,3	51,8	16,5
Toutes industries en 1893.....	62,9	21,7	12,1	3

Il ressort de ce tableau que le nombre des grévistes ayant eu gain de cause a été, en 1894, considérablement moindre qu'en 1893.

Revue du travail en avril. — On a constaté une plus grande activité dans toutes les industries, sauf une, la plus importante il est vrai, l'industrie houillère. Sur les 386.627 membres des 84 trade-unions qui ont fourni des renseignements, 25.174, soit 6,5 p. o/o, étaient sans travail à la fin d'avril contre 6,1 p. o/o en avril 1894 et 6,5 p. o/o à la fin de mars 1895.

Dans 1.004 puits de mines, employant 249.768 personnes, on n'a travaillé que 4,46 jours par semaine en avril, au lieu de 4,93 jours dans le mois précédent et de 4,61 en avril 1894. La durée du travail a été réduite aussi de 5,6 à 5,4 jours par semaine dans 92 mines de fer occupant 12.418 personnes. Dans les fabriques d'étain, le nombre des ouvriers employés a été réduit de 7,7 p. o/o par rapport au mois précédent. Amélioration, au contraire, dans l'industrie mécanique, le bâtiment, les constructions navales, les industries du bois, du coton, de la laine, de la soie.

On a constaté 83 nouvelles grèves, au lieu de 49 en mars, et de 113 en avril 1894; sur ces 83 nouvelles grèves, 28 dans l'industrie du bâtiment, 15 dans l'industrie métallurgique, 19 dans les mines et carrières, 6 dans les industries textiles.

5 dans les constructions navales, 2 parmi les travailleurs des docks, 1 dans l'industrie de la chaussure, etc. 72 de ces grèves comprenaient ensemble 11.215 grévistes, soit une moyenne de 156 grévistes par grève, au lieu de 1.312 dans le mois précédent.

Pendant le mois d'avril, 200.000 mineurs du Northumberland, du Durham et d'Écosse ont vu réduire leur salaire; pour 8.500 autres ouvriers, dont 6.650 du bâtiment, le salaire a été augmenté.

SUISSE.

Les salaires industriels dans la région de Zurich. — Le docteur Schuler, inspecteur des fabriques, assisté du docteur Wegman, vient de publier dans le journal de statistique suisse les résultats d'une statistique des salaires payés dans les établissements industriels de la 1^{re} circonscription d'inspection (Zurich).

Cette statistique porte sur 65.200 ouvriers et a été dressée, en partie au moyen des procès-verbaux d'accidents, mais surtout au moyen des feuilles de paye obligamment communiquées à l'inspecteur par les industriels eux-mêmes.

Les 65.200 ouvriers dont on a pu relever les salaires composent la plus grande partie du personnel ouvrier des établissements industriels et ceux-ci, on le sait, se rattachent principalement aux industries textiles (coton, soie, broderie mécanique) et à la construction mécanique.

Les tableaux publiés par le docteur Schuler font connaître d'abord, dans chaque industrie, la répartition des ouvriers de l'un ou l'autre sexe, enfants de moins de 18 ans comptés à part, suivant le taux du salaire par journée de travail; — l'échelle des salaires va de 0 fr. 50 en 0 fr. 50.

Nous donnerons les moyennes applicables à l'ensemble des industries, en mettant en regard les chiffres recueillis par l'Office du travail dans son enquête sur la grande et la moyenne industrie en France (Département de la Seine non compris).

SUISSE (ZURICH).

FRANCE.

Hommes de plus de 18 ans	3,78	Hommes de plus de 16 ans	3,90
Femmes de plus de 18 ans	1,90	Femmes de plus de 16 ans	2,15
Garçons de moins de 18 ans	1,77		
Filles de moins de 18 ans	1,46		

En second lieu, chaque industrie est passée en revue successivement et le personnel est réparti, par spécialité, suivant le taux du salaire, mais toutes catégories de sexe et d'âge réanées.

Voici encore quelques moyennes calculées d'après les chiffres du docteur Schuler et comparées aux moyennes obtenues en France.

SUISSE (ZURICH): FRANCE.

Coton. — Filature de coton	2,30	2,60
Tissage de coton	2,15	2,65
Ensemble de l'industrie cotonnière	2,15	2,60 à 2,65
Soie. — Filature	1,80	1,40 (sans les filatures de schappes).
Moulinage	1,55	1,40
Tissage	2,40	2,60
Teinture	3,45	3,35
Apprêt	3,75	
Ensemble de l'industrie de la soie	2,30	2,25 à 2,50
Broderie en général	2,10	
Industries du livre	3,70	3,25
Construction de machines	4,10	4,20

Étant donné que ni l'enquête du docteur Schuler ni celle entreprise par l'Office du travail ne s'appliquent à la totalité du personnel et qu'il y a une certaine part d'évaluation dans les chiffres recueillis, la seule conclusion à tirer des chiffres ci-dessus, c'est qu'il n'y a pas de bien grandes différences entre les salaires payés dans la région de Zurich et les salaires payés en France.

Le rapport du docteur Schuler contient encore un grand nombre de renseignements sur les prix des loyers et des pensions, et une étude particulière de l'influence de l'âge et du sexe sur le salaire, dans diverses industries.

ÉTATS-UNIS.

Les bureaux publics de placement. — L'État d'Ohio a ouvert, dans les cinq principales villes, des *bureaux publics de placement*. Dans plusieurs autres États d'Amérique l'opinion publique réclame que cet exemple soit suivi et le Gouvernement a mis la question à l'étude.

Les résultats obtenus par les bureaux publics de placement de l'Ohio, en 1893, sont résumés dans le tableau suivant :

DÉSIGNATION DES VILLES DÈ SE TROUVE LE BUREAU	NOMBRE DE					
	DEMANDES d'emploi.		DEMANDES de secours.		PLACEMENTS effectués.	
	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.
Cincinnati.....	2.740	2.536	1.344	2.531	933	1.541
Cleveland.....	2.964	4.157	935	2.671	768	2.825
Columbus.....	3.219	2.060	1.142	1.879	1.165	1.165
Toledo.....	2.194	2.099	792	2.032	579	1.477
Dayton.....	3.052	1.833	1.613	2.290	1.121	1.627
TOTAUX.....	14.169	12.685	5.826	11.403	4.566	8.635
Hommes et femmes réunis.....	26.854		17.229		13.201	

On voit que 49,16 p. o/o des demandes d'emploi ont reçu satisfaction. En ajoutant les résultats de 1893, à ceux qu'on avait obtenus auparavant, on obtient les chiffres totaux suivants, applicables depuis l'ouverture des bureaux jusqu'au 1^{er} janvier 1894.

	HOMMES.	FEMMES.	ENSEMBLE.
Demandes d'emploi.....	65.688	42.630	108.518
Demandes de secours.....	35.221	45.572	80.793
Placements effectués.....	23.093	28.460	51.553

Rappelons que l'État d'Ohio est un de ceux dont l'industrie est le plus développée. Sa population est de 4.000.000 d'habitants environ.

POSSESSIONS BRITANNIQUES D'ASIE.

Grève de coolies à Hong-Kong (1). — Une grève de 20.000 coolies a été déclarée le 24 mars dernier dans les ports de Victoria et de Kowloon, arrêtant brusquement les opérations de chargement et de déchargement des navires, ainsi que le réapprovisionnement en charbon et la marche de deux raffineries sur trois qui existent en cette région.

La question des salaires a été étrangère à cette grève qui a son origine dans la promulgation d'un arrêté du gouvernement de Hong-Kong tendant à organiser, dans un but de police sanitaire, une surveillance permanente des maisons de logeurs de coolies chinois.

Les Chinois qui font le métier de logeurs de coolies y joignent parfois d'autres métiers moins avouables. Craignant que le nouvel arrêté ne permit à la police de s'immiscer dans leurs transactions, telles que vente à crédit, fourniture d'opium à forfait, ils ont cherché à en empêcher l'application. Dans ce dessein, ils ont persuadé à leur clientèle que le gouvernement voulait établir des listes de dénombrement par maison afin de pouvoir soumettre ensuite les coolies à un impôt de capitation, et que la grève générale était le seul moyen d'obliger le gouvernement à revenir sur sa décision.

Ce prétexte singulier, qui se rattache à des menées secrètes dont on ne voit pas clairement l'objet, ne pouvait servir de base à une grève utile aux ouvriers. Aussi, le travail a-t-il été repris purement et simplement le 4 avril, après 11 jours de chômage.

Dès les premiers jours de grève, des essais d'importation temporaire d'ouvriers non Chinois avaient été tentées, mais la situation étant redevenue normale, ces essais n'ont pas eu de suite. Plus de 80 logeurs de coolies de Wangshai (faubourg à l'est de la ville) sont venus demander à être enregistrés conformément à la nouvelle ordonnance.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Lettre du 11 mai 1895 du Ministre du commerce et de l'industrie au sujet de l'application dans les mines, minières et carrières, de l'arrêté du 31 juillet 1894 relatif aux surcharges.

La question de savoir si cet arrêté était applicable aux mines, minières et carrières avait déjà été soulevée et j'ai reconnu, d'accord avec mon collègue M. le Ministre des travaux publics, qu'il ne pouvait pas être appliqué. En effet, l'article 11 du décret du 13 mai 1893, en vertu duquel l'arrêté dont il s'agit a été rendu et ne vise que les manufactures, usines, ateliers et chantiers et laisse de côté les travaux souterrains des mines pour lesquels une réglementation spéciale a été établie par le décret du 3 mai 1893; l'article 3 dudit décret dispose, en effet, que l'emploi des enfants au roulage des wagonnets ne pourra être autorisé qu'à la condition que ces travaux n'excéderont pas leurs forces, mais il n'a pas précisé le maximum de la charge qui pourra être ainsi trainée ou poussée.

.....

(1) D'après un rapport du Consul de France à Hong-Kong.

Une circulaire du 22 mai 1895 a rapporté les instructions ministérielles du 21 décembre 1894 relatives au concours de l'association des industriels de France contre les accidents du travail pour l'application de la loi du 12 juin 1893.

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

PENDANT LE MOIS DE MAI 1895, EN CE QUI CONCERNE LES QUESTIONS
OUVRIÈRES ET SOCIALES.

Ouvriers étrangers. — [*Chambre*]. — Proposition de loi tendant à imposer aux étrangers résidant en France et y vivant du produit de leur travail une taxe militaire de 2 francs par mois, déposée par M. Bazille, le 18 mai 1895 (Doc. parl. n° , J. O. p.)

Droit d'association. — [*Chambre*]. — Proposition de loi sur le droit d'association, déposée par M. Cunéo d'Ornano, le 14 mai 1895 (Doc. parl. n° , J. O. p.)

JURISPRUDENCE.

CONTRAT DE LOUAGE.

Louage de services. — Durée indéterminée. — Résiliation du contrat sans congé préalable. — Préjudice. — Faute. — Délai-congé. — Avis. — Huitaine d'avance.

Le louage de services fait sans détermination de durée peut toujours cesser par la volonté d'une des parties contractantes, mais cette résiliation ne peut donner lieu à des dommages-intérêts que si la partie qui en est l'auteur a fait de son droit un usage à la fois abusif et préjudiciable.

Le juge du fond doit faire connaître les circonstances constitutives de cette faute pour que la Cour de cassation puisse exercer son contrôle.

Viola l'article 1780 du Code civil, complété par la loi du 27 décembre 1890, le jugement qui les vise comme ayant imposé à la partie qui veut résilier l'obligation de prévenir l'autre partie une huitaine d'avance.

Annulation, sur le pourvoi de la Compagnie générale des travaux d'éclairage et de force, d'un jugement rendu, le 7 août 1893, par le Conseil des prud'hommes de la Seine, au profit du sieur Malerue.

LA COUR : — Vu les articles 1780 du Code civil et 1^{er} de la loi du 27 décembre 1890...

Attendu que le jugement attaqué constate que la Compagnie générale de travaux d'éclairage et de force n'a congédié Malerue que parce qu'elle n'avait plus d'ouvrage à lui donner; qu'il l'a condamné cependant à payer des dommages-intérêts à son ancien ouvrier pour ce seul motif « qu'elle ne l'aurait pas prévenu une huitaine d'avance ainsi que le comporte l'article 1780 du Code civil, modifié par la loi du 27 décembre 1890 »; qu'aucun de ces textes de loi n'impose une telle obligation; d'où il suit qu'en statuant ainsi qu'il l'a fait ledit jugement a faussement appliqué et, par suite, violé les articles susvisés :

Par ces motifs, CASSE, etc.

Cour de cassation, 20 mars 1895.

Louage de services sans détermination de durée. — Congé. — Dommages-intérêts. — Renonciation consentie d'avance. Nullité.

De l'article 1780 du Code civil, complété par la loi du 27 décembre 1890, il

résulte que la loi frappe de nullité toute convention suivant laquelle les parties renoncent à l'avance, directement ou indirectement, à demander, le cas échéant, des dommages-intérêts aux tribunaux, à l'occasion de la résiliation, par la volonté d'un seul des contractants, du louage de services fait sans détermination de durée.

En conséquence est recevable, et doit être examinée au fond par les tribunaux, la demande en dommages-intérêts formée par un employé de commerce contre le patron qui le congédie en lui accordant quinzaine, alors même qu'une convention intervenue auparavant entre les parties porterait que l'employé n'a droit à aucune indemnité, si un délai de quinze jours lui est accordé en cas de congédiement.

Annulation, sur le pourvoi du sieur Truchot, d'un jugement rendu, le 3 juin 1893, par le Tribunal de commerce de la Seine, au profit des sieurs Villain et C^{ie}.

LA COUR : — Vu les paragraphes 1, 2 et 4 de l'article 1780 du Code civil, complété par la loi du 27 décembre 1890;

Attendu qu'il résulte de cet article que la loi frappe de nullité toute convention suivant laquelle les parties renoncent, à l'avance, directement ou indirectement, à demander, le cas échéant, des dommages-intérêts aux tribunaux, à l'occasion de la résiliation, par la volonté d'un seul des contractants, du louage de services fait sans détermination de durée;

Attendu, dans l'espèce, que Truchot avait conclu, avec la société Villain et C^{ie}, une convention relative au congédiement, et que d'après cet accord, tel que l'ont interprété les juges du fond, en cas de résiliation par la volonté de la société, Truchot n'avait droit à aucune indemnité si le congé donné lui accordait un délai de quinze jours;

Attendu que le jugement attaqué a déclaré que, du moment où, en fait, la condition du délai avait été observée, la convention mettait obstacle à toute réclamation en dommages-intérêts de la part de Truchot devant la justice, et que, par suite, l'action qu'il avait intentée contre ses anciens patrons était irrecevable;

Attendu qu'en statuant ainsi le jugement attaqué a donné effet à la renonciation frappée de nullité par la loi, et a, dès lors, violé les dispositions précitées;

Attendu, d'un autre côté, qu'il est vainement prétendu, au nom des défendeurs, que l'irrecevabilité de l'action peut se justifier par ce fait que le demandeur aurait omis d'indiquer, en dehors du renvoi lui-même, des circonstances particulières propres à légitimer sa réclamation; qu'en effet cette omission, si elle a été commise, n'était susceptible d'exercer d'influence que sur le jugement de la demande au fond :

Par ces motifs, CASSE, mais seulement en ce qu'il a déclaré irrecevable la demande en dommages-intérêts formée par Truchot.

Cour de cassation, 20 mars 1895.

Louage de services. — Durée limitée par la convention. — Défaut de renouvellement.

Le louage de services fait pour un temps déterminé prend fin à la date fixée par la convention, sans que le défaut de renouvellement du contrat puisse donner ouverture à une action en dommages-intérêts.

La loi du 27 décembre 1890, qui a complété l'article 1780 du Code civil, ne s'applique qu'au louage de services fait sans détermination de durée.

Par suite, manque de base légale et viole l'article susvisé le jugement qui condamne un patron à payer, selon l'usage, à son ouvrier congédié des dommages-intérêts pour rupture d'un contrat de louage en cours, sans répondre à la prétention du patron qui soutenait qu'il s'était borné à ne pas renouveler un contrat expiré.

Annulation, sur le pourvoi des sieurs Durouchoux, d'un jugement rendu, le 26 décembre 1893, par le Conseil des prud'hommes de la Seine, au profit des consorts Chalendon.

LA COUR : — Vu les articles 1780 du Code civil et 1^{er} de la loi du 27 décembre 1890; Attendu que le louage de services, dont la durée est limitée par la convention, prend fin

au terme fixé sans que le défaut de renouvellement de l'engagement puisse donner lieu à des dommages-intérêts; que la loi du 27 décembre 1890, qui complète l'article 1780 du Code civil, ne s'applique qu'au louage de services fait sans limitation de durée;

Attendu qu'il résulte des constatations du jugement attaqué que les sieurs Durouchoux ont soutenu devant le juge du fond que leur ouvrier Chalendon était engagé et payé à la journée, et qu'ils étaient libres, par suite, la journée terminée et payée, de ne pas le reprendre le lendemain;

Attendu que sans répondre à l'allégation des patrons relative à la nature du contrat qui les liait à leur ouvrier, le jugement attaqué les a condamnés à des dommages-intérêts par cet unique motif « qu'il est d'usage, dans l'industrie des parties, quel que soit le mode de paiement, de se prévenir mutuellement une huitaine à l'avance lorsque l'une d'elles à l'intention de faire cesser le contrat de louage en cours »;

Mais attendu que les sieurs Durouchoux ne se bornaient pas à indiquer le mode de paiement qu'ils avaient adopté, circonstance qui seule eût été insuffisante pour caractériser le contrat; qu'ils invoquaient la convention même qu'ils avaient passée avec leur ouvrier, et que leurs conclusions avaient précisément pour objet de faire décider par le tribunal que cette convention, limitée dans sa durée et arrivée à son terme, échappait à l'usage prétendu par Chalendon, lequel usage ne réglerait que la rupture d'un contrat de louage en cours;

D'où il suit que, faute d'avoir déterminé la nature du contrat intervenu entre les parties, ledit jugement manque de base légale et qu'il a ainsi faussement appliqué et par suite violé les articles susvisés :

Par ces motifs, *CASSE*, etc.

Cour de cassation, 20 mars 1895.

**Louage de services. — Durée indéterminée. —
Résiliation du contrat sans congé préalable. — Préjudice. — Faute.**

Le louage de services fait sans détermination de durée peut toujours cesser par la volonté d'une des parties contractantes; mais cette résiliation ne peut donner lieu à des dommages-intérêts que si la partie qui en est l'auteur a fait de son droit un usage à la fois abusif et préjudiciable.

Le juge du fond doit faire connaître les circonstances constitutives de cette faute pour que la Cour de cassation puisse exercer son contrôle.

Violé l'article 1780 du Code civil, complété par la loi du 27 décembre 1890, la décision qui ne relève, à l'appui d'une condamnation à des dommages-intérêts, aucun fait en dehors du renvoi sans délai-congé.

*Annulation sur le pourvoi du sieur Dehître, d'un jugement rendu, le 12 juin 1893,
par le Conseil des prud'hommes de la Seine, au profit du sieur Maître.*

Cour de cassation, 20 mars 1895.

Durée indéterminée. — Congédiement. — Employé de chemin de fer. — Motifs légitimes. — Demande d'indemnité. — Rejet.

D'après la loi du 24 décembre 1890, relative au contrat de louage de services sans durée déterminée, la résiliation, par la volonté d'un seul des contractants, ne peut donner lieu à des dommages-intérêts, si elle est fondée sur des motifs légitimes.

Spécialement, une compagnie de chemin de fer ne fait qu'user d'un droit dont l'exercice ne saurait donner ouverture à une action en dommages-intérêts, en révoquant immédiatement un employé contre lequel une condamnation à l'emprisonnement, pour vol dans une gare, vient d'être prononcée par le tribunal correctionnel.

sans qu'il y ait à s'occuper d'un acquittement ultérieur prononcé par la cour, sur l'appel de l'agent.

(*C. c. Compagnie de l'Ouest.*)

LA COUR: — Attendu que la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest, appelante d'un jugement rendu le 14 août 1894 par le tribunal de commerce de Dieppe, demande à être déchargée de toutes les condamnations prononcées contre elle par ledit jugement au profit de C...;

Sur les salaires courus depuis le dernier paiement jusqu'au 4 mars 1893, sur la rente viagère et sur la somme de 5.000 francs que la Compagnie a été condamnée à payer à C... à titre de dommages-intérêts;

Attendu qu'il est constant, en fait, que C..., entré au service de la Compagnie le 15 octobre 1871, a été classé le 1^{er} janvier 1875 et que son salaire a été augmenté de 50 francs le 1^{er} novembre 1891;

Qu'à la suite de nombreux vols commis à la gare de Dieppe et auxquels il était soupçonné d'avoir pris part avec d'autres employés de cette gare, il a été suspendu de ses fonctions le 4 juin 1892;

Qu'il a été condamné, le 29 juillet 1892, à six mois d'emprisonnement pour vol par le tribunal correctionnel de Dieppe;

Que la Compagnie a alors prononcé, le 5 août, sa révocation;

Que le jugement du 29 juillet 1892 a été infirmé par un arrêt rendu le 4 novembre 1892 par la quatrième Chambre de cette cour, qui a déclaré que la prévention n'était pas établie à son égard et l'a en conséquence relaxé des poursuites dirigées contre lui sans dépens;

Qu'il a subi, par suite de la révocation prononcée contre lui, un préjudice relativement important;

Qu'il y a lieu seulement de rechercher si la Compagnie appelante doit être déclarée responsable de ce préjudice et condamnée à payer des dommages-intérêts pour le réparer;

Attendu que, si, aux termes de la loi du 27 décembre 1890, la résiliation par la volonté d'un seul des contractants du louage de service fait sans détermination de durée peut donner lieu à des dommages-intérêts, il résulte du texte même de cette loi que la partie lésée par cette résiliation n'a pas droit dans tous les cas à une indemnité, et que les tribunaux saisis de sa réclamation sont tenus d'apprécier les circonstances qui ont amené la rupture du contrat;

Que la demande doit être admise si la résiliation a été intempestive ou si elle a été imposée arbitrairement;

Qu'elle doit être au contraire rejetée si la partie qui a rompu le contrat par sa seule volonté établit que sa décision est fondée sur un motif légitime;

Attendu qu'au moment où elle a prononcé la révocation de C..., la Compagnie de l'Ouest avait des raisons sérieuses pour douter de sa probité, puisque les charges relevées contre lui avaient paru assez graves au tribunal de Dieppe pour motiver une condamnation à six mois d'emprisonnement pour vol;

Qu'elle n'était point tenue d'attendre l'arrêt qui devait statuer sur l'appel de C..., pour prendre à l'égard de celui-ci une décision définitive, ni de conserver à son service pendant plusieurs mois un employé qui ne paraissait plus présenter les garanties qu'elle est en droit d'exiger de ceux qu'elle admet dans les cadres de son personnel.

Qu'en le révoquant, elle a usé d'un droit d'autant plus incontestable qu'elle a le devoir, à raison même de l'importance du service dont elle est chargée, de ne prendre et de ne conserver que des employés dont la probité et la fidélité sont à l'abri de tout soupçon;

Que la cour n'a pas à apprécier les motifs qui l'ont empêchée de faire droit à la demande de réintégration qui lui a été adressée par C..., à la suite de l'arrêt du 4 novembre 1892;

Que la révocation ayant été fondée sur des motifs sérieux et n'ayant pas été prononcée arbitrairement ne peut, dans l'espèce, donner lieu à des dommages-intérêts;

Qu'il y a donc lieu d'infirmar le jugement dont est appel, sur les chefs qui ont condamné la Compagnie à payer à C... ses salaires depuis le dernier paiement jusqu'au 4 mars 1893, à lui servir une rente viagère de 500 francs reversible en partie sur la tête de sa femme et de ses enfants, et à lui payer en outre une somme de 5.000 francs à titre de dommages-intérêts;

Qu'il convient, toutefois, de donner acte à la Compagnie de ce qu'elle réitère l'offre déjà

faite de remettre à l'intime la lettre modèle A, qui lui permettra de retirer son livret de la Caisse des retraites;

PAR CES MOTIFS, — Parties ouïes, ainsi que l'avocat général en ces conclusions ;

Dit que la révocation de G... n'a été ni arbitraire ni abusive et ne peut donner lieu à des dommages-intérêts;

Donne acte à la Compagnie de ce qu'elle reitère l'offre déjà faite de remettre à l'intime la lettre modèle A, qui permettra à celui-ci de retirer son livret de la Caisse des retraites ;

Déclare cette offre satisfaisante et suffisante;

Infirmes en conséquence le jugement rendu le 14 août 1894 par le tribunal de commerce de Dieppe sur les chefs qui ont condamné la Compagnie à payer à G... ses salaires jusqu'au 4 mars 1893, à lui servir une rente viagère de 500 francs, réversible pour partie sur la tête de sa femme et de ses enfants, et à lui payer 5.000 francs à titre de dommages-intérêts;

Décharge la Compagnie des condamnations prononcées contre elle sur ces divers chefs.

(Cour d'appel de Rouen, 25 décembre 1884. — Rev. prat. de droit industriel, 1895, n° 3.)

**Durée indéterminée. — Congédiement. — Employé. — Motifs légitimes.
Demande d'indemnité. — Enquête.**

Le droit à une indemnité ne peut toujours résulter du renvoi sans motifs sérieux. Admettre, dans ce cas, l'indemnité, serait reconnaître à l'employé un droit à imposer au maître ses services en dehors et au delà de toute stipulation expresse de durée.

Ainsi jugé par la décision qui suit :

Boyer contre Godard.

LE TRIBUNAL : — Attendu, au point de vue de l'indemnité, que Godard soutient qu'il a eu des motifs sérieux de congédier son employé et qu'il offre d'en rapporter la preuve;

Attendu d'autre part que Boyer soutient qu'aucun reproche ne lui a été adressé, qu'il a été congédié sans raison et que la détermination prise brusquement à son égard, le 27 août dernier, lui a fait manquer l'occasion d'occuper un autre emploi au mois de mai dernier, à Saint-Denis-du-Sig, ce qu'il offre de prouver; que les deux offres de preuves sont pertinentes et admissibles;

Attendu que les termes vagues et indéterminés de l'article 1780 du Code civil, modifié par la loi du 27 décembre 1890, ne permettent pas de formuler une règle générale d'application d'énumérer *ex professo* les cas dans lesquels l'indemnité est due;

Attendu que ce texte, inspiré par la pensée qui avait, en 1868, fait supprimer dans l'article 1781 un privilège exorbitant en faveur du maître, de protéger le domestique ou l'employé contre l'arbitraire et le caprice, mais qu'il ne peut avoir institué un autre privilège à rebours en gênant la liberté légitime du maître; que ce résultat injuste et illégal serait atteint, si le droit à l'indemnité devait toujours résulter de renvoi sans motifs sérieux; qu'en effet, admettre dans ce cas l'indemnité serait reconnaître à l'employé un droit à imposer au maître ses services au dehors et au delà de toute stipulation expresse de durée, et par conséquent en violation du paragraphe 1^{er} de l'article;

Attendu que l'unique interprétation qui ne force pas les termes du texte et qui n'y ajoute rien, qui est conforme à sa lettre comme à son esprit, est celle d'après laquelle l'article est applicable, lorsqu'un préjudice est éprouvé par l'employé, car il n'y a pas d'action sans intérêt et lorsque le maître a quelque reproche à se faire; que la réunion de ces deux conditions peut seule créer le droit de l'indemnité, mais qu'il appartient aux tribunaux d'apprécier souverainement si elles sont remplies d'après les circonstances de chaque litige...

(Tribunal de Mascara, 5 décembre 1894.)

(Rev. prat. de droit ind., 1895, n° 2.)

COALITION DE PRODUCTEURS.

Liberté du commerce et de l'industrie. — Coalition. — Hausse et baisse de prix. Fabricants. — Mise en commun.

L'association formée entre plusieurs fabricants de céramique d'une même région, et qui a eu pour but, de la part de ces fabricants, de mettre en commun, pour les vendre à un égal prix, certains produits par eux fabriqués, les statuts imposant aux associés de ne livrer et vendre ces produits qu'à la société elle-même, au fur et à mesure de ses besoins, et dans la proportion des apports et parts d'intérêts de chacun des associés, ne présente pas le caractère de réunion ou coalition entre les principaux détenteurs d'une marchandise, prévue et punie par l'article 419 du Code pénal, alors que les associés ne représentent dans la région, par le nombre et l'importance, que la minorité des producteurs de ces marchandises; qu'ils ne se sont engagés que pour un temps limité et en vue d'un rayon étroitement circonscrit: que les prix sont demeurés soumis aux fluctuations du marché, et qu'enfin il n'est pas établi que l'association ait eu pour but d'accaparer le marché et de créer à son profit un monopole.

En conséquence, un des adhérents de l'association ne saurait, pour échapper à l'exécution des engagements qu'il a contractés, prétendre que l'association a un caractère illicite.

L'obligation imposée aux associés par le pacte social de ne vendre certains de leurs produits qu'à la société, dès lors qu'elle est générale et absolue dans ses termes, implique pour l'associé l'interdiction de se fournir librement à lui-même et à ses entreprises les marchandises à l'occasion desquelles s'est formée l'association.

Bonneton contre Société des Tuileries.

Arrêt :

LA COUR : — Attendu que le traité intervenu entre plusieurs fabricants, à l'effet de mettre en commun les mêmes marchandises pour les vendre à égal prix, n'a rien absolument de contraire à l'ordre public, ni d'illicite, alors que, comme dans l'espèce, les négociants qui ont ainsi contracté ne représentent dans la région, par le nombre et l'importance, que la minorité des producteurs desdites marchandises; qu'ils n'ont stipulé les uns et les autres que pour un laps de temps limité et en vue d'un rayon étroitement circonscrit; que les prix de leur tarif, loin d'avoir été fixés en chiffres invariables, sont restés soumis aux fluctuations du marché, et dépendent des délibérations de l'assemblée des sociétaires, et que les parties ont eu pour but, non de surelever le cours de leurs produits en leur attribuant une hausse factice, mais d'empêcher leur avilissement, en atténuant les ardeurs et les effets de la concurrence locale:

Attendu, enfin, que, si aucune clause de l'acte social ne fait échec aux principes de la liberté du commerce et de l'industrie, il n'est relevé contre la Société des tuileries aucune délibération, aucune démarche, aucun agissement susceptible de présenter ce caractère; qu'aucune preuve n'est faite ni même sollicitée pour justifier le reproche qu'on lui adresse d'avoir voulu accaparer le marché et créer un monopole; qu'en fait, non seulement les prix qu'elle a établis n'ont pas cessé d'être en harmonie avec le jeu naturel de l'offre et de la demande, mais qu'ils ne paraissent même pas avoir été jamais supérieurs à ceux des fabriques similaires restées en dehors de la Société; que les tiers intéressés n'ont fait entendre aucune plainte, et qu'à tous les points de vue, la nullité proposée est sans fondement. . .

(Cour de Grenoble, 1^{er} mai 1894.) — Sirey, 18^e cahier, 1894, 2. 141.

BULLETIN

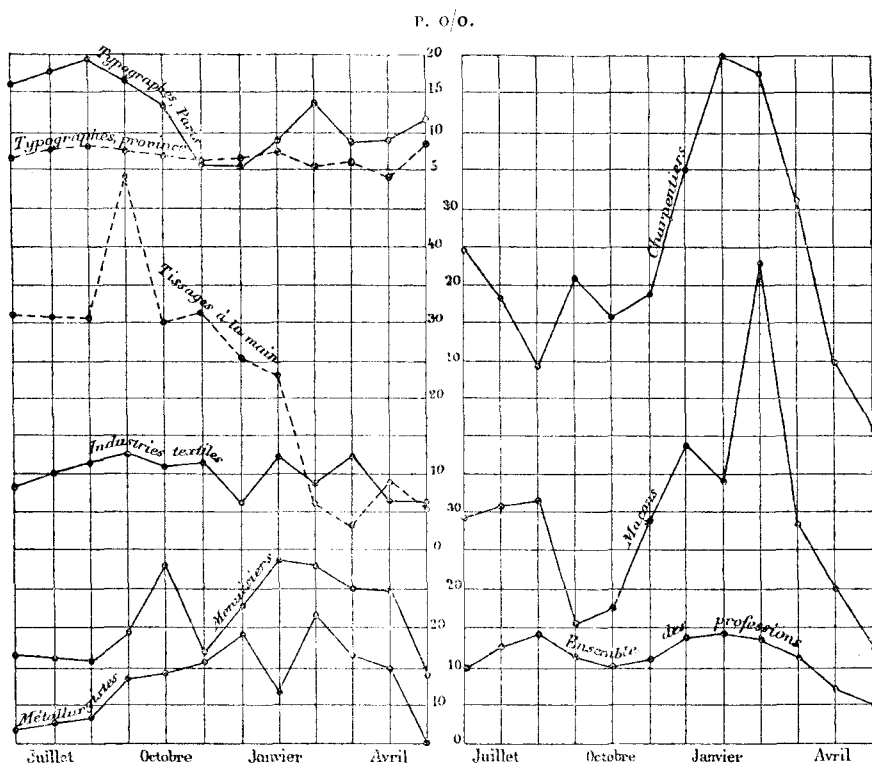
DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL.

Depuis un an, un grand nombre de chambres syndicales ouvrières ont adressé chaque mois leurs appréciations sur l'état du travail et la proportion de leurs membres en chômage. Les diagrammes ci-dessous résument les variations qui se sont produites dans ces proportions pour quelques professions et pour l'ensemble.



Les statistiques mensuelles d'après lesquelles sont établis ces diagrammes

ne sont pas assez précises pour que le pourcentage du chômage à chaque mois soit indiqué avec exactitude par la position du point correspondant de la courbe, mais cependant l'allure générale de ces courbes caractérise en gros la variation réelle du chômage dans la période considérée, et l'on voit que dans l'ensemble il y a diminution sensible du chômage, depuis un an, pour toutes les professions. L'amélioration a surtout été considérable pour les tissages à domicile qui, l'été dernier, avaient fort peu de travail et sont, au contraire, en général, abondamment pourvus cette année.

Nous n'avons pas établi de graphique pour les mineurs, bien qu'ils composent le tiers des ouvriers qui nous fournissent des rapports, parce que le chômage ne varie parmi eux que de 2 à 3 p. o/o (1).

Depuis le mois dernier, la situation générale des industries s'est peu modifiée; celle des industries textiles reste favorable, surtout en ce qui concerne la soierie, la rubanerie; dans l'industrie du cuir, la hausse de la matière première n'a pas nui à l'activité et ne paraît susceptible d'effets fâcheux que s'il se produisait une baisse trop rapide; la métallurgie reprend un peu d'activité dans les Ardennes et le Nord; la verrerie du Nord entre dans la période de chômage.

Parmi les 530 syndicats d'ouvriers et d'employés de l'industrie et du commerce groupant 127,000 adhérents qui ont adressé des rapports sur la situation au 15 juin, la proportion du chômage est de 5 p. o/o; 26 p. o/o des syndicats avec 19 p. o/o des adhérents considèrent la situation comme meilleure que l'an dernier à pareille époque, 41 p. o/o des syndicats avec 55 p. o/o des adhérents estiment qu'elle est la même et 33 p. o/o des syndicats avec 26 p. o/o des adhérents la jugent plus mauvaise.

● On signale, suivant les endroits, tantôt une légère baisse, tantôt une légère hausse du prix du pain; le prix de la viande serait en hausse dans un grand nombre de localités.

SITUATION GÉNÉRALE.

FORÊTS. — Le travail des forêts est terminé actuellement et ne reprendra qu'en octobre; les bûcherons s'occupent maintenant aux travaux agricoles que le retard de la belle saison rend très actifs actuellement.

MINES ET CARRIÈRES. — L'extraction semble peu active dans les mines à cette époque de l'année. Dans les carrières, au contraire, tout le personnel est largement occupé.

PRODUITS ALIMENTAIRES. — Les boulangers comptent moins de chômage que le mois dernier, 9 o/o au lieu de 14; chez les cuisiniers, même chiffre, 9 p. o/o. Beaucoup d'ouvriers se placent dans les villes d'eau.

INDUSTRIES DU LIVRE. — On compte, comme le mois dernier, 9 p. o/o de chô-

(1) Il s'agit ici, comme dans tous nos relevés mensuels, d'ouvriers chômant complètement, c'est-à-dire sans place; nos proportions ne s'appliquent pas au chômage partiel d'ouvriers fournissant par semaine, sans cesser d'avoir un emploi, une quantité de travail moindre qu'en temps normal.

mage chez les travailleurs du livre. 12.6 p. o/o à Paris, 4.5 p. o/o en province; 25 p. o/o des syndicats groupant 13 p. o/o des adhérents trouvent la situation meilleure que l'an dernier, 57 p. o/o des syndicats avec 28 p. o/o des adhérents l'estiment équivalente et 18 p. o/o des syndicats avec 59 p. o/o des adhérents la tiennent pour plus mauvaise. Travail plus actif que l'an dernier à Saint-Étienne, Tarbes, Bordeaux, Angoulême, Tulle, Poitiers, le Mans, Pithiviers, Avranches, Caen, Tunis; moins actif à Paris, Beauvais, Lille, Draguignan, Cannes, Marseille, Perpignan, Evreux.

CUIRS ET PEAUX. — Travail toujours assez actif, bien que la hausse des cuirs paralyse quelque peu les transactions. Chômage : 8 p. o/o chez les ouvriers de préparation; 3 p. o/o chez les cordonniers; nul chez les gantiers. La durée du travail va de 55 à 65 heures en général. La situation est présentée comme meilleure que l'an dernier à Annonay, Milhau, Avignon, Dijon, Lyon, Niort, dans l'Isère et l'Ille-et-Vilaine; comme plus faible à Marseille, Montpellier, Villeneuve-sur-Lot, Bordeaux, dans la Haute-Marne et dans l'Indre-et-Loire.

TEXTILES. — La situation reste favorable dans l'ensemble des industries textiles proprement dites, le travail est abondant et, dans beaucoup d'endroits, les prix de façon sont augmentés; dans la bonneterie, le travail est très irrégulier et l'on tombe dans la morte saison; la chapellerie est également en morte saison; la confection a plus de travail que l'an dernier.

Chez les ouvriers des usines mécaniques, on compte 4 p. o/o de chômeurs; 1 p. o/o chez les tisserands à la main; pas de chômage dans la bonneterie ni chez les passementiers; 4 p. o/o chez les chapeliers.

Durée du travail, 66 à 70 heures par semaine dans les usines, un peu plus longue pour les tisserands à la main, fort réduite pour les chapeliers, 30 à 40 heures. En ce qui concerne les industries textiles proprement dites, la situation est en général jugée meilleure qu'il y a un an dans les régions déjà indiquées le mois dernier; on la juge plus défavorable dans les Vosges, à Thizy (Rhône), à Calais, à Troyes. Dans la chapellerie, situation en général plus mauvaise que l'an dernier.

TRAVAIL DU BOIS. — Chômage, 11 p. o/o chez les charpentiers, les menuisiers et les ébénistes; très peu de chômage chez les tonneliers, tabletiers, brossiers. Durée du travail sans variation depuis un mois.

Chez les charpentiers, situation jugée meilleure que l'an dernier à Hermes (Oise), plus mauvaise à Paris, Dunkerque, Besançon, la Seyne (Var), Marseille, Nantes; chez les menuisiers, meilleure à Tarbes, Libourne, Nantes; plus mauvaise à Paris, Calais, Nice, Marseille. Aucun changement dans les autres industries.

MÉTAUX. — Le travail reste assez actif dans les Ardennes et semble aller un peu moins bien dans le Nord.

Chômage faible chez les mouleurs, métallurgistes, mécaniciens et chaudronniers, sauf dans la Seine, la Loire, le Rhône, la Haute-Garonne où la proportion dépasse 10 p. o/o; durée du travail sans variation.

Chez les mouleurs, situation jugée meilleure que l'an dernier à Nouzon (Ardennes), à Rouen; chez les chaudronniers: meilleure à Nantes; plus mauvaise à Lyon; chez les métallurgistes et mécaniciens: meilleure dans les Ardennes, à Nantes, à Tarbes; plus mauvaise dans le Jura, l'Allier, à Toulouse, à Rouen.

Travail à peu près normal chez les ouvriers en métaux divers; cependant les ferblantiers-boitiers accusent une diminution sensible par rapport à l'an dernier.

BÂTIMENT. — Le travail est actif chez les tailleurs de pierre et chez les marbriers : chômage 5 p. o/o pour les premiers, 2 p. o/o pour les seconds. Les maçons comptent 6 p. o/o de chômeurs ; les plâtriers, les peintres, 7 à 8 p. o/o. Durée du travail sans changement.

Travail plus actif que l'an dernier à Nancy, Besançon, Jarnac, Tarbes, Bergerac, Poitiers, Lorient, Rennes ; moins actif à Versailles, Roubaix, Dunkerque, Reims, Grenoble, Marseille, Carcassonne, Rochefort, La Roche-sur-Yon, Vichy.

CHAUFOURNERIE, CÉRAMIQUE, VERRERIE. — Dans la faïencerie, poterie, peu de chômage ; situation favorable à Marseille.

Dans la verrerie, on commence à éteindre les fours dans le Nord pour les réparations annuelles, et le chômage devient considérable dans cette région.

TRANSPORTS, MANUTENTION, COMMERCE. — Chez les charretiers, cochers, marinières, le chômage devient presque nul ; situation meilleure que l'an dernier à Reims, plus mauvaise pour les mariniers de Paris.

Les ouvriers et employés de l'alimentation comptent 17 p. o/o de chômeurs, les coiffeurs 4 p. o/o, les employés de commerce 4 p. o/o, les comptables 5 p. o/o.

Les bouchers de Paris, les employés de l'alimentation et les coiffeurs de Lyon, de Perpignan, trouvent la situation moins favorable que l'an dernier ; de même, les employés de commerce de Marseille, les comptables de Paris. Les comptables de Dijon, les employés d'Angers la jugent meilleure.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1^o par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, associations patronales, etc., et 2^o par les correspondants.

Seine. — Dans la *sellerie*, le travail est moins abondant que l'an dernier ; les revenus diminuent et les industries de luxe comme la sellerie en souffrent ; l'exportation a aussi notablement baissé.

Les *cordonniers* voient aussi leur chiffre d'affaires se maintenir assez bas, par suite de la concurrence des ateliers de fabrication mécanique, du développement des maisons de vente organisées par ces ateliers. La transformation de l'industrie de la chaussure amène la disparition de l'artisan d'autrefois et, disent les intéressés, l'infériorité des produits.

La fabrication des *galoches* se restreint de plus en plus à Paris ; le nombre des ouvriers occupés a baissé de plus d'un quart et beaucoup ont ainsi dû abandonner le métier. Plusieurs établissements ont cessé ou diminué leur fabrication.

Chez les *tapissiers*, les affaires sont plutôt mauvaises et au-dessous des années antérieures. Le nombre des maisons tend à diminuer et les chômages se prolongent. Cette situation est attribuée à la diminution des revenus, qui entraîne à restreindre la consommation des objets de luxe.

Les *confectionneurs* ont eu plus de travail cette année que la précédente. Trois nouvelles maisons, pouvant occuper ensemble 100 à 200 ouvriers, sont maintenant installées.

Nord. — *Industries textiles.* — Le mois de juin a été particulièrement calme pour la vente des *fils de lin*. Les producteurs ne font, en ce moment, qu'exécuter des ordres reçus précédemment et, dans les affaires en vue, ils ont beaucoup de peines à obtenir la hausse légère qu'ils demandent. On constate actuellement que la main-d'œuvre est rare en filature. Les prix des lins sont très fermes et plutôt à la hausse. On prétend, dans certains districts de Russie, que les stocks sont presque épuisés. La récolte, en moyenne, ne se présente pas mal, quoiqu'elle ait souffert de la sécheresse dans certains pays, tels que l'Irlande, la Hollande et même la Russie.

Les fabricants de toiles écoulent facilement leur production, qui ne s'est nullement ralentie, et les prix de vente sont satisfaisants, eu égard aux cours des fils.

L'industrie du coton est toujours prospère et on parle déjà d'augmentation de broches pour l'année prochaine.

A Roubaix-Tourcoing, la vente des *tissus de laine* se poursuit régulièrement. L'exportation aux États-Unis continue à progresser : pour les tissus pour robes, il a été exporté en mai dernier pour 1.064.132 fr. 25 contre 241.595 fr. 30 en mai 1894 ; pour les tissus d'ameublement, il y a une majoration de plus de 150.000 francs en faveur de cette année. Le commerce des laines a un bon courant d'affaires et la façon de filature s'est également améliorée. En résumé, le ton général est très confiant — *L. Lecomte*.

Puy-de-Dôme. — D'une manière générale, le travail est abondant en ce moment, à Clermont, dans le *bâtiment* surtout. L'ouverture des saisons thermales apporte aussi sa part annuelle d'activité industrielle et commerciale.

A Saint-Éloy-les-Mines, les *mineurs* chôment un jour par quinzaine depuis deux mois ; aucune modification n'a été apportée aux salaires et aux heures de travail. Une compagnie minière de Saint-Étienne fait, depuis un mois, des recherches de gisements houillers sur le territoire de Saint-Éloy-les-Mines. — *Fagnot*.

Ardèche. — *Soierie.* — La récolte du cocon dans la région a été bonne, supérieure même à ce qu'on attendait. Les prix ont été de 15 à 20 p. o/o au-dessus de ceux de l'année dernière.

Les articles de soierie sont généralement demandés, aussi y a-t-il toujours beaucoup d'activité, soit en moulinage, soit en tissage. Les prix de façon ont une tendance à subir une augmentation. Le personnel est assez occupé ; dans certaines régions, les ouvrières sont même recherchées.

Papeterie. — Grande activité dans toutes les usines, celles qui s'occupent de la production du papier de luxe sont particulièrement en retard pour la livraison de leurs commandes. Les prix de la matière première sont les mêmes. Personnel occupé.

Tannerie, maroquinerie. — Ces deux industries sont assez actives en ce moment ; mais il y a une telle hausse dans les cuirs verts que les achats sont difficiles ; en outre, la marchandise, par suite d'un accaparement de ces produits par les Américains, est très rare. La hausse s'est produite sur les cuirs en croûte et il s'est traité de grosses affaires, aussi les propriétaires de stocks peuvent-ils réaliser dans de bonnes conditions.

Les ouvriers font la journée.

Mégisserie. — Le mois de juin est généralement l'époque où le travail est le plus actif ; c'est ce qui arrive cette année sans qu'il y ait eu l'exagération qu'on aurait pu attendre après un calme aussi prolongé. On achète moins en poil, les prix tenus sont tellement élevés qu'on a de la peine à les atteindre ; d'autre part, certaines provenances sont épuisées. La mégisserie à façon a un travail assez suivi ; les ouvriers font la journée, ils sont presque tous occupés. — *G. Finland*.

Rhône. — Dans l'industrie du cuir, le travail marche bien actuellement, la hausse sur la matière première, qui atteint 20 à 30 p. o/o suivant les articles, a provoqué une reprise des affaires dont bénéficient surtout ceux qui ont du stock. La situation ne restera avantageuse que si les prix se maintiennent, car les remplacements de matières en magasin se font à la hausse.

Drôme. — A Valence, les grandes industries sont prospères et ne laissent pas d'ouvriers inoccupés. La crise qui pesait depuis quelque temps sur l'industrie de la *chaussure* a pris fin. Les ouvriers du *bâtiment* et de la *minoterie* sont recherchés. La grève des scieurs a échoué et ceux-ci n'ont pu obtenir la journée de 10 heures comme les ouvriers du bâtiment.

Tarn. — L'industrie mazametoise (fabrication de draps et molletons, 2 à 3.000 ouvriers ; délainage de peaux et lavage de laines, 22 usines et 15 à 1.800 ouvriers ; mégisserie, 300 ouvriers) est dans une situation normale.

A Burlats, une filature importante vient de brûler laissant 180 ouvriers sans travail.

Bouches-du-Rhône. — Dans la *construction mécanique*, on constate une diminution de

production, comparativement à l'année dernière, ayant pour cause le manque de crédits de la marine militaire, le marasme de la navigation commerciale et les difficultés de l'exportation. Le manque d'aliment et la concurrence ont amené la baisse des prix de vente. Environ 10 p. o/o des ouvriers sont en chômage, et leur nombre a diminué de près de 10 p. o/o depuis quelques années.

L'industrie de la *stéarinerie* se ressent toujours du lourd impôt de consommation qui frappe la bougie et met cet article dans une position d'infériorité vis-à-vis du pétrole. La production du mois de juin a été de 600.000 kilogrammes, quantité sensiblement égale à la production du mois de juin 1894. La campagne de vente qui a lieu en ce moment, à des prix inférieurs à ceux de l'année dernière, empêche les acheteurs de se livrer de leurs marchés. Les prix de vente sont en baisse de trois à quatre centimes par paquet de 500 grammes sur ceux de l'année dernière; la baisse des suifs l'explique en partie, malgré la fermeté des huiles de palme. La concurrence est d'ailleurs acharnée. Le nombre d'ouvriers employés reste stationnaire.

La *savonnerie* semble se maintenir en bonne posture. La fabrication du savon bleu pâle aurait subi une légère diminution, alors que la fabrication du savon blanc va en augmentant. Comparés à ceux de l'année dernière, les prix de vente n'ont subi aucun changement. — Il en est de même du nombre d'ouvriers employés dans cette industrie : sans variation.

L'inauguration du nouveau système des *services maritimes postaux* a causé un grave préjudice aux ouvriers employés dans cette branche d'industrie. La Compagnie générale transatlantique, plus particulièrement atteinte par l'organisation nouvelle des services postaux, a dû restreindre dans de très grandes proportions le personnel qu'elle occupait alors qu'elle était adjudicataire des services. En effet, possédant une flotte de 34 navires, elle s'est vue dans la nécessité de procéder au désarmement de 11 d'entre eux, désarmement qui s'étendra à trois ou quatre autres dans quelques jours. Parmi les navires désarmés figurent les principaux, c'est-à-dire ceux qui avaient le plus nombreux personnel, et l'on peut décomposer ainsi les ouvriers qui se trouvent privés de travail à la suite de la nécessité dans laquelle s'est trouvée la Compagnie de réduire leur nombre : hommes d'équipage : 891; ouvriers des quais : 200; ouvriers des ateliers de constructions et de réparations : 250; charbonniers : 60. Soit un total de 1401 personnes privées de travail. Nous aurons à ajouter à ce chiffre les employés qui se trouveront privés d'emploi par application de la même mesure, et dont le nombre s'élèvera à une centaine environ. D'un autre côté, les autres Compagnies appelées à transporter les courriers postaux n'ont pas fait subir d'augmentation au personnel qu'elles employaient. — *Antomarchi.*

Haute-Vienne. — Le rapport de la Chambre de commerce de Limoges établit que depuis le commencement de l'année le travail a été assez abondant dans un certain nombre d'industries, la *porcelaine*, la *librairie*, le *bâtiment*, la *fabrique de papier de paille*. Dans d'autres, la *tannerie*, la *corroirie*, la *chaussures*, la *ganterie*, le travail a manqué d'activité par suite du manque d'affaires; des grèves ont aussi paralysé certaines usines.

Le développement de la fabrication dans diverses industries est parfois trop rapide pour le bien général; par exemple, les *fabriques de papier de paille* ont exagéré la production et il en est résulté l'avilissement des prix. Les industriels ont dû finir par s'entendre pour fermer leurs usines les dimanches et s'efforcer de relever un peu les prix.

En général, les ouvriers n'ont subi d'autre diminution de salaire que celle résultant du chômage, mais, parmi les denrées, le prix de la viande a notablement augmenté, parce que cette année les fourrages étant abondants, les fermiers repeuplent leurs étables pour l'élevage.

Ille-et-Vilaine. — La Chambre de commerce de Fougères ne signale aucun changement dans l'état du travail. La fabrication de la *chaussure* s'effectue de plus en plus par procédés mécaniques; la durée du travail est toujours de 60 heures par semaine en moyenne.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les Chambres syndicales ouvrières.

Seine. — Les *pâtisseries-cuisiniers* se placent en ce moment à l'extérieur (villes d'eaux, etc.); ils comptent encore cependant 13 p. o/o d'inoccupés.

Imprimeurs à la planche pour papiers peints, 1 p. o/o de chômage.

Les *coupeurs de poils* sont tous occupés, mais le travail va moins bien que l'an dernier, par suite du manque d'exportation.

Le travail de la *ganterie* a repris partout à Paris et il n'y a pas de chômage.

Les *coupeurs-tailleurs* comptent 26 p. o/o des leurs sans ouvrage, c'est l'époque de la morte saison; une dizaine de maisons occupant la moyenne 12 ouvriers, ont fermé, de plus, celles qui travaillent ne font guère faire plus de 8 heures par jour; cependant il y a moins de chômage que les autres années.

Travail très actif dans la *blanchisserie* des environs de Paris, beaucoup d'ouvrières sont aussi embauchées pour les villes d'eau; on signale cependant l'accroissement excessif de la journée de travail et l'extension des procédés mécaniques pour le lavage du linge comme tendant à abaisser le salaire des ouvrières.

Travail peu actif pour les *charpentiers*. Diminution du travail chez les *rampistes en bois*. De même chez les *scieurs à la mécanique* qui comptent 3 p. o/o des leurs inoccupés. Chez les *mouliniers-finisieurs*, 8 p. o/o sont inoccupés.

Les *mouleurs en fonte* comptent 10 p. o/o de chômeurs et font 65 heures en moyenne par semaine, les *chauffeurs* de Boulogne 22 p. o/o. Travail très calme chez les ouvriers *boursiers-découpeurs*. Les ouvriers *graveurs en métaux* comptent 5 p. o/o de chômeurs et ne font guère que 50 heures par semaine.

Situation meilleure chez les *ouvriers biseauteurs de glaces*.

Les *charretiers* de l'entrepôt sont tous occupés; les *mariniers* le sont aussi presque tous. Les *cochers* travaillent bien à cette époque de l'année.

Les *employés de la boucherie* ont 18 p. o/o des leurs sans emploi, la situation tend à devenir moins bonne par suite des départs pour la campagne.

Les *comptables* comptent 5 p. o/o de chômeurs, les *coiffeurs* 7 à 8 p. o/o.

Seine-et-Oise. — Les *carriers* à Saint-Chéron sont tous occupés et le travail est plus avantageux que l'an dernier; tous travaillent aussi à Méry. Les *maçons* de Versailles comptent 3 p. o/o de chômeurs, et font de 66 à 72 heures de travail; on constate moins de constructions que l'an dernier.

Aisne. — Le travail a repris à Serain dans le *tissage*. Parmi les *ouvriers en instruments de musique* de Château-Thierry, moitié font 60 heures, moitié 54 heures par semaine, travail peu actif.

Oise. — Chez les *typographes* de Beauvais 8 p. o/o de chômeurs; les ouvriers aux pièces ne font que 25 heures par semaine, certains travaux étant donnés à Paris. Situation meilleure chez les *cordonniers* de Liancourt qui font 50 heures par semaine; une maison a baissé la façon d'un article de 10 p. o/o. Les *boutonniers* en os de Méru sont tous occupés.

Somme. — A Amiens, chômage 5 p. o/o chez les *ouvriers en cuir*; 30 p. o/o chez les *ouvriers teinturiers*.

Pas-de-Calais. — Les *mineurs* souffrent de la mévente des charbons. Les *menuisiers* de Calais comptent un tiers des leurs inoccupés et le salaire à l'heure tend à diminuer. A Boulogne, le pain a été augmenté de 5 centimes les 5 livres.

Nord. — Les *typographes* de Lille comptent 4 p. o/o d'inoccupés; une maison importante a diminué de un sixième le nombre des femmes qu'elle occupait, après entente avec le syndicat, mais deux maisons ont renvoyé 16 ouvriers par manque de travail; la *typographie* souffre de la concurrence étrangère. Chez les ouvriers de l'industrie *textile* de Tourcoing, 18 p. o/o sont inoccupés, la concurrence des ouvriers étrangers augmente les difficultés de la situation: ceux de Lille comptent 3,5 p. o/o de chômeurs; ceux de Dunkerque sont tous occupés. Tous les *tisserands* d'Avesnes-lès-Aubert ont beaucoup de travail (84 heures par semaine) et les prix de façon ont été augmentés de 5 p. o/o. Les *mouleurs en fer et cuivre* d'Armentières sont tous occupés. Les *ouvriers de la métallurgie* de Dunkerque comptent 3 p. o/o de chômeurs. A Lille, on signale la disparition d'un atelier occupant une vingtaine d'ouvriers et la création d'une petite fonderie de cuivre; le travail paraît reprendre un peu dans la *construction mécanique*, mais non dans la serrurerie et la chaudronnerie; chômage 3 p. o/o chez les

ouvriers métallurgistes. Dans la région d'Hautmont on arrête des fours. Les *marbriers* de Cousolre sont tous occupés et font 66 heures.

A Dunkerque, les *maçons* comptent 15 p. o/o de chômeurs et font 66 heures; les *plombiers-zingueurs* 2 p. o/o. Les *plâtriers* 5 p. o/o de chômeurs, 72 heures par semaine. Les *peintres* à Armentières sont tous occupés; il y a beaucoup de constructions nouvelles. Les *peintres* de Roubaix ont peu de travail; 20 p. o/o sont inoccupés et les autres ne font guère que 55 heures par semaine. A Aniche, le chômage a commencé dans cinq *verreries* sur six et l'on craint que les fours éteints ne soient pas rallumés avant trois mois.

A Armentières, le prix du pain a augmenté de 10 centimes, par 3 kilogrammes.

Ardenues. — Chez les *ardoisiers* de Fumay, l'amélioration déjà mentionnée continue; chez les *ouvriers et ouvrières en tissus* de Pouru-Saint-Remy, 10 p. o/o de chômage; chez ceux de Villers-Cernay 17 p. o/o. Peu de travail chez les *mouleurs en fonte* de Monthermé. Ceux de Nouzon comptent 3,5 p. o/o de chômeurs: la situation est meilleure que l'an dernier par suite de l'extension de l'emploi de la fonte d'acier en remplacement de l'acier forgé, on fait 70 heures par semaine.

Les *métallurgistes* de Joigny-sur-Meuse sont tous occupés; chez ceux de Thilay, des Mazures et de Vivier-au-Court également travail actif, 50 à 60 heures par semaine; ceux de Sedan comptent 5 p. o/o de chômeurs et font 66 heures; ceux de Braux ont aussi plus de travail mais ne feraient que 45 heures.

Marne. — A Reims, les *menuisiers* sont tous occupés, mais le salaire à l'heure est descendu de 45 à 43 centimes. Peu de travail pour les *maçons* qui comptent 16 p. o/o de chômeurs, mais font cependant 80 heures par semaine. Les *cochers* ont beaucoup travaillé par le fait de concours régional.

Aube. — A Troyes, les *boulangers* ont 12 p. o/o des leurs inoccupés. Les *cartonniers* font 8 heures de moins par semaine que le mois dernier, la bonneterie se trouvant en morte-saison; cependant tous sont occupés. Travail irrégulier chez les *bonnetiers*, dans plusieurs maisons on travaille 18 heures par jour en deux équipes, dans d'autres on ne fait que 3 jours par semaine; une usine vient de fermer, mais d'autres se construisent ou s'agrandissent; les prix de façon tendent toujours à diminuer. Les *plâtriers* sont tous occupés et font 50 à 60 heures par semaine.

Meuse. — Pas de chômage chez les *carriers* de Lérouville.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, chez les *typographes*, 1 p. o/o de chômage; chez les *ouvriers en chaussures*, 4 p. o/o. Les *tailleurs d'habits* sont actuellement en morte-saison, celle-ci est aggravée par la concurrence de la confection. Les *ouvriers de l'ameublement* sont tous occupés mais le travail est moins abondant que l'an dernier. Travail actif chez les *tailleurs de pierre* qui sont tous occupés et font 72 heures; les salaires ont monté de 55 à 70 centimes l'heure.

Haute-Saône. — Les *tonneliers* de Gray sont tous occupés et font de 72 à 76 heures de travail par semaine.

Doubs. — A Besançon, les *charpentiers* comptent 30 p. o/o de chômeurs; il y a peu de travaux. Les *graveurs* comptent 30 p. o/o de chômeurs et ne font guère que 48 heures par semaine. Les *tailleurs de pierre* sont tous occupés. Les *maçons* ont assez de travail et sont tous occupés. Chez les *coiffeurs*, chômage 4 p. o/o.

Jura. — Les *typographes* de Salins sont tous occupés. Peu de travail pour les *ouvriers métallurgistes* de Fraisans, qui comptent 9 p. o/o de chômeurs et font 50 heures par semaine; les *tréfileurs* auraient été arrêtés pendant quelque temps faute de commandes.

Côte-d'Or. — Les *carriers* de Comblanchien signalent la disparition d'une entreprise occupant une quarantaine d'ouvriers; en ce moment on embauche, mais le prix de tâche est diminué. A Dijon, une moitié des *cordonniers* chôme de temps à autre; il y a plus de tra-

vail que l'année dernière où le chômage était presque complet, mais dans quelques maisons certains prix de façon ont été diminués. Les *comptables* comptent 0,7 p. o/o des leurs sans place; la situation commerciale est assez favorable à Dijon, mais mauvaise à Beaune.

Yonne. — Les *charpentiers de marine* à Auxerre sont tous occupés.

Nièvre. — Les *ouvriers bûcherons* sont tous occupés, soit à l'écorçage, soit aux travaux des champs; la saison est meilleure que l'an dernier. Chômage chez les *verriers* de Saint-Léger-des-Vignes depuis le 14 juin.

Allier. — Peu de constructions à Vichy cette année; les *maçons* et les *plâtriers* comptent 20 p. o/o de chômeurs et on renvoie beaucoup d'ouvriers; ceux qui travaillent font au plus 60 heures par semaine.

Puy-de-Dôme. — Depuis la fin des fêtes, le travail du bâtiment a diminué; 21 p. o/o des *plâtriers* et *peintres* sont inoccupés.

Haute-Loire. — Les *typographes* du Puy sont tous occupés. Les *chefs d'ateliers rubaniers* de St-Didier sont tous occupés, grâce à la faveur de la mode pour le ruban, et les prix de façon ils ont été augmentés. Même situation à Saint-Segolène.

Loire. — A Saint-Étienne, les *imprimeurs* comptent 15 p. o/o de chômeurs; meilleur travail que l'an dernier. Les *ouvriers en tissus élastiques* sont tous occupés. Les *tisseurs* de Roanne comptent 2 p. o/o de chômeurs. Les *ouvriers en soieries* de Charlieu sont tous occupés et bénéficient d'une légère augmentation des prix de façon. Tous les *tisseurs* de la Gresle, de Cuinzier, de Panissières travaillent. Travail également abondant pour ceux de Belmont. Les *ouvriers* font plutôt défaut et les prix de façon ont été augmentés. Les *chefs d'ateliers rubaniers* de Saint-Étienne sont très occupés; presque tous les métiers travaillent, tandis que l'an dernier la moitié chômaient; depuis le mois dernier, il y a augmentation des prix de façon de 15 et 25 p. o/o sur certains articles; cette situation favorable paraît devoir se maintenir si la concurrence étrangère n'augmente pas.

Les *ouvriers de l'ameublement* de Saint-Étienne comptent un quart des leurs sans ouvrage; deux maisons ont disparu.

Chez les *ouvriers métallurgistes* de Saint-Chamond, 15 p. o/o sont inoccupés, les autres font 50 heures. Chez les *ferblantiers-zingeurs* de Saint-Étienne, chômage 6 p. o/o. Les *tourneurs en poterie* de Roanne sont tous occupés et font 60 heures par semaine, situation satisfaisante.

En général, le prix de la viande a augmenté.

Rhône. — A Lyon, 10 p. o/o de chômeurs chez les *jardiniers*, quelques maisons ont renvoyé du personnel, le gros des travaux étant terminé; il y a moins d'offres de bras que l'an dernier. Les *cartonniers* sont tous occupés, mais le travail aux pièces leur paraît désavantageux. Les *coupeurs en chaussures* ont plus de travail que l'an dernier; chômage 4,5 p. o/o.

Les *tisseurs* d'Amplepuis, de Saint-Jean-la-Bussière sont tous occupés, le travail est partout actif. Les *tisseurs* de Grandris qui travaillent à la soierie sont tous occupés; ceux au coton comptent 20 p. o/o de chômeurs.

A Lyon, les *coupeurs-tailleurs* sont tous occupés, la saison est favorable. Les *chapeliers* comptent 17 p. o/o de chômeurs; ceux qui ont du travail font en moyenne de 30 à 33 heures par semaine, c'est l'époque de la morte saison.

A Lyon, 8 p. o/o de chômeurs chez les *mouleurs en cuivre*; travail, 60 heures par semaine. Les *chauffeurs mécaniciens* comptent 16 p. o/o des leurs sans ouvrage. Peu de travail pour les *ouvriers en cuivre* de Villefranche, chômage 3 p. o/o, travail 60 heures par semaine. Les *chaudronniers* de Lyon ont peu de travail et beaucoup de chômage; on ne fait guère que 8 à 9 heures par jour et les salaires aux pièces sont réduits. Les *ouvriers bronziers* sont tous occupés. Les *terrassiers-puisatiers* comptent 20 p. o/o de chômage, situation défavorable.

23 p. o/o d'*employés d'hôtels* sont sans place à Lyon.

Le prix de la viande est augmenté.

Haute-Savoie. — Chez les *carriers* de Thollon, pas d'ouvriers inoccupés, augmentation de 5 centimes par heure.

Isère. — 10 p. 0/0 de chômeurs chez les *typographes* de Grenoble et quelques ouvriers ont quitté la ville. Les *ouvriers en chaussures* d'Izeaux sont tous occupés, le travail a repris et l'on fait 70 heures par semaine. A Grenoble, les *gantiers* sont tous occupés, beaucoup de travail en ce moment. Les *maçons* comptent 13 p. 0/0 de chômeurs. Les *mouleurs en fonte* sont tous occupés.

Le prix de la viande est toujours en hausse.

Alpes-Maritimes. — A Nice, le départ des étrangers amène tous les ans le ralentissement général des affaires. Les *tapissiers* comptent plus du tiers des leurs sans ouvrage ; cependant il y a amélioration sur l'an dernier ; 3 maisons se sont récemment installées, elles occupent 25 ouvriers. Chez les *menuisiers en bâtiment*, 12 p. 0/0 de chômeurs ; on fait 55 heures par semaine. La construction est en retard, situation moins favorable que l'an dernier pour le *bâtiment*, mais tendant à s'améliorer ; plus du tiers des *serruriers* sont sans ouvrage actuellement.

Moins de travail chez les *coiffeurs* cette année que l'an dernier, par suite de la mauvaise saison d'été ; cependant pas de chômeurs, les employés étant partis pour les villes d'eau.

Les denrées ont augmenté de prix à Nice.

Var. — Les *typographes* de Toulon sont tous occupés ; ceux de Draguignan également, amélioration depuis le mois dernier.

Corse. — Les *typographes* de Bastia sont tous occupés.

Bouches-du-Rhône. — A la Ciotat, une exploitation de *carrières* occupe 50 nouveaux ouvriers venus d'Afrique. Les *mineurs* de Fuveau chôment jusqu'à trois jours par semaine, faute de commandes à la mine.

A Marseille, chez les *meuniers*, chômage 25 p. 0/0 ; on fait toujours 70 heures par semaine, sans repos le dimanche. Situation défavorable chez les *cuisiniers*, les salaires sont plutôt en baisse ; 10 p. 0/0 de chômeurs. Les *boulangers* d'Aix comptent 13 p. 0/0 de chômeurs.

A Marseille, les *typographes* comptent 6 p. 0/0 de chômeurs ; une imprimerie a disparu, deux autres ont réduit les salaires. Les *charpentiers* comptent 1/3 des leurs inoccupés, les travaux sont peu abondants et les ouvriers étrangers viennent faire concurrence à ceux de la place. Les *carrossiers* comptent 8 p. 0/0 de chômeurs ; la durée du travail est diminuée d'une heure dans plusieurs maisons. Les *forgerons* comptent 5 p. 0/0 des leurs sans ouvrage ; la *serrurerie en bâtiment* a assez de travail, les *Compagnies de constructions navales* modérément. Les *carreleurs* sont tous occupés, comme tous les ans, jusqu'à l'époque du renouvellement des locations.

Les *verriers* de Saint-Loup comptent 8 p. 0/0 de chômeurs et font 50 heures.

Les *employés de commerce* de Marseille ont 20 0/0 des leurs sans emploi.

A Marseille, les légumes sont à meilleur marché, mais le prix de la viande a augmenté.

Vaucluse. — 6 p. 0/0 des *garçons bouchers* d'Avignon sont sans place.

Ardèche. — Le travail marche aussi bien que le mois dernier chez les *mégissiers de rivière*, chômage 0,5 p. 0/0.

Gard. — Chez les *boulangers* d'Alais, il y aurait plutôt manque d'ouvriers.

Aveyron. — A Millau, tous les *gantiers* travaillent et font environ 60 heures par semaine ; situation meilleure que l'an dernier.

Tarn. — Les *chapeliers appropriés* d'Albi sont tous occupés mais ont fort peu de travail, ils estiment ne faire que 21 heures par semaine, aussi le salaire journalier s'abaisse-t-il à moins d'un franc. Les *chapeliers* de Graulhet travaillent tous. Travail peu actif chez les *chaudronniers* de Dufort.

Hérault. — Les *mineurs* de l'Orb font 48 heures au fond et 50 heures au jour. 13 p. o/o d'inoccupés chez les *boulangers* de Montpellier. Les *cordonniers* sont tous occupés.

Aude. — Les *couturières* de Carcassonne sont toutes occupées; l'aisance augmente, on donne plus de fêtes et la *couturière* a plus de travail. Les *chapeliers* de Chalabre ont eu leur travail arrêté par les inondations. Les *terrassiers* de Carcassonne ont souffert beaucoup de la fréquence des pluies; ils comptent 14 p. o/o de chômeurs; les salaires ont été augmentés de 25 centimes par jour. A Narbonne, le travail a repris pour les *peintres en bâtiment*; beaucoup de *tailleurs de pierre* et de *maçons* ont dû quitter la ville faute de travail; les *charpentiers* et *menuisiers* sont un peu occupés, les *serruriers* fort peu.

La viande a augmenté à Carcassonne.

Pyrénées-Orientales. — Les *travailleurs de terre* sont tous occupés, en raison de l'état favorable des récoltes; la saison pluvieuse de mai a fait que pas mal d'ouvriers vigneron ont encore du travail à cette époque où habituellement il n'y en a plus.

Une *imprimerie* occupant 6 ouvriers vient de fermer à Perpignan, ces 6 ouvriers sont sans place.

Il y a pénurie d'ouvriers parmi les *ébénistes* et les *menuisiers* à Perpignan.

Chez les *coiffeurs* de Perpignan, chômage 25 p. o/o.

Le pain a diminué, le vin a augmenté de prix.

Haute-Garonne. — Le travail manque chez les *ouvriers tapissiers* de Toulouse, qui ne font guère que 36 heures par semaine. 5 p. o/o des *métallurgistes* de Toulouse sont inoccupés.

Hautes-Pyrénées. — A Tarbes, les *typographes* sont tous occupés; la création d'un nouveau journal, les élections départementales ont augmenté le travail. Travail actif chez les *menuisiers*. Situation assez bonne des *métallurgistes*, chômage 5 p. o/o. Tous les *ferblantiers zingueurs* sont occupés et font 60 heures. Les *maçons*, les *plâtriers* et les *peintres* sont tous occupés; cinq entreprises nouvelles se sont créées, situation en progrès sur l'an dernier.

Basses-Pyrénées. — Les *garçons bouchers* sont tous occupés.

Landes. — Les *verriers* de Moustey sont tous occupés et font 60 heures par semaine.

Gers. — Légère amélioration chez les *typographes* d'Auch.

Lot. — A Cahors, les *travailleurs de terre* estiment à plus de 15 p. o/o le nombre des leurs sans ouvrage, journée de 13 heures. Les *charpentiers* sont tous occupés; les salaires n'augmentent pas.

Lot-et-Garonne. — Légère amélioration du salaire à l'heure chez les *charpentiers* de Villeneuve-sur-Lot.

Gironde. — A Bordeaux, les *boulangers* jugent la situation peu favorable, à cause de l'afflux d'ouvriers arrivant pour l'Exposition. *Typographes*, 2 p. o/o de chômeurs. Les *cordonniers* estiment la situation défavorable, par suite de l'extension de la fabrication mécanique. 15 p. o/o de chômeurs chez les *teinturiers*.

Le chômage est de 5 p. o/o chez les *gens de maison* (hommes).

Charente-Inférieure. — A Rochefort, il s'installe deux *boulangeries* nouvelles. Chez les *tailleurs de pierre*, moitié des membres sont sans ouvrage. Pas de chômage chez les *ouvriers en bâtiment* de Rochefort et d'Échillais, qui font 72 heures par semaine; peu de constructions neuves cependant.

Charente. — Situation meilleure chez les *imprimeurs* d'Angoulême, qui comptent 5,5 p. o/o de chômeurs. Le travail est plus actif que l'an dernier chez les *tailleurs de pierre* de Jarnac.

Haute-Vienne. — Les *typographes* de Limoges sont tous occupés. Chez les *ouvriers en cuirs et peaux* de Saint-Junien, 5 p. o/o de chômage. Beaucoup de chômage chez les *cordonniers*.

niers de Limoges, en partie parce que certaines maisons font l'inventaire, mais en partie aussi par suite de la hausse des cuirs et de la concurrence des fabricants. Les *ouvriers tailleurs* de Limoges sont tous occupés et font 60 heures par semaine.

Le prix de la viande a augmenté.

Corrèze. — Les *typographes* de Brive sont tous occupés; deux imprimeries nouvelles se sont établies.

Chômage général le samedi et le dimanche à la *manufacture d'armes* de Tulle.

Creuse. — Situation fort mauvaise de la *chapellerie* à Bourgneuf; les ouvriers ont très peu de travail et certains sont obligés de quitter le métier.

Cher. — Chez les *ouvriers agricoles*, pas de chômeur signalé à Charly; à Ourouer, 2 p. o/o des adhérents sont inoccupés; travail, 84 heures par semaine; augmentation de 20 centimes dans les salaires des faucheurs et faneurs. Les *bûcherons* et les *ouvriers agricoles* à Méry sont presque tous occupés; augmentation d'une heure dans la durée de la journée de travail; le gain journalier est également augmenté de 1 franc; travail, 66 à 72 heures par semaine; à Meillant, pas de chômeur signalé; travail, 72 heures par semaine. A Ourouer et à Charly, augmentation de 5 centimes par 5 kilogrammes de pain.

Les ouvriers en *toiles cirées* de Bourges sont tous occupés.

Pas de chômage chez les *maçons* de Dun-sur-Auron, ni chez les *chaufourniers* de Jussy.

Vienne. — A Poitiers, amélioration signalée chez les *lithographes*, chômage 3 p. o/o. Chez les *menuisiers*, chômage 20 p. o/o. Pas de chômage chez les *ouvriers du bâtiment*.

Deux-Sèvres. — Les *gantiers* de Niort sont tous occupés, l'exportation aux États-Unis a repris et les ouvriers ont obtenu, dans certaines maisons, une augmentation des façons (1 fr. 50 au lieu de 1 fr. 15 la douzaine).

Vendée. — Les *tisserands* de Mortagne-sur-Sèvre sont tous occupés, travail assez actif. Pas de chômage chez les *maçons* de Luçon, 72 heures par semaine. Ceux de la Roche-sur-Yon comptent 9 des leurs inoccupés.

Loire-Inférieure. — 8 p. o/o de chômeurs chez les garçons *cuisiniers*, de Nantes. Les *ouvriers savonniers* de Nantes sont tous occupés, mais la vente étant difficile, le travail est moins actif. Les *typographes* de Saint-Nazaire sont tous occupés. A Nantes, les *menuisiers* sont tous occupés, il y a en ce moment de nombreux ouvriers attachés aux constructions navales. 2 p. o/o des *chaudronniers* sont inoccupés. Les *ferblantiers-boîtiers* comptent 23 p. o/o de chômeurs, le travail est faible depuis que l'on ferme les boîtes de conserves de légumes avec des bandes de plomb. Par suite de la sécheresse, le travail s'est ralenti chez les *couvreurs* et *plombiers*. Chômage de plus de moitié dans le syndicat des *coiffeurs*.

La viande a augmenté de prix à Nantes (0 fr. 10 par kilog.)

Morbihan. — Situation très favorable pour les *ouvriers du bâtiment* de Lorient qui sont tous occupés.

Ille-et-Vilaine. — Les fabriques de *chaussures* de Fougères commencent le travail d'hiver, il y a aussi quelques réassortiments d'articles d'été, on craint cependant que la situation actuelle, relativement favorable ne dure pas longtemps. A Rennes, les *chapelières appropriés* en morte saison ne font guère que 25 à 30 heures de travail par semaine. Les *ouvriers en métaux* sont tous occupés et leurs salaires s'améliorent dans certaines parties. Les *maçons* comptent 5 p. o/o de chômeurs, les travaux de construction sont assez abondants. Les *cochers* sont tous placés.

Maine-et-Loire. — Le travail est très abondant à Cholet, chez les *tisserands* mais les prix de façon restent les mêmes. Les *serruriers* d'Angers comptent 3 p. o/o de chômeurs, travail 66 heures par semaine. Les *sculpteurs* d'Angers ne font guère que 40 heures par semaine.

A Angers, la viande a augmenté de 0 fr. 10 par kilog.

Sarthe. — Au Mans, les *typographes* sont tous occupés. Les *menuisiers* comptent 11 p. o/o des leurs inoccupés, le travail est moins abondant que l'an dernier.

Hausse de la viande au Mans.

Indre-et-Loire. — Les *corroyeurs* de Tours font la journée complète et sont assez bien occupés, mais les *tanneurs* pour la cordonnerie ont beaucoup de chômage, par suite de la hausse de la matière première, ceux à l'heure font 8 à 9 heures par jour, ceux aux pièces 5 à 6 heures. Situation peu favorable pour les *ouvriers en cuirs* d'Amboise. Les *tanneurs* de Châteaurenault sont presque tous occupés, une maison qui avait fermé vient de rouvrir ses ateliers, mais par suite de la hausse du cuir vert, le travail a diminué de 1/3, on ne fait que 8 heures par jour.

Loiret. — Les *ouvriers bûcherons* sont tous occupés soit à l'écorçage, soit aux travaux des champs, la saison est bien meilleure que l'an dernier, actuellement le travail en forêt est terminé. Chez les *typographes* d'Orléans, chômage 8 p. o/o, reprise du travail chez ceux de Pithiviers. Les *couvreurs* d'Orléans n'ont pas de chômage et font 70 heures.

Eure-et-Loir. — A Nogent-le-Rotrou, les *typographes* sont tous occupés; faible activité chez les fabricants de *chaussons* et de *chapellerie*, une nouvelle fabrique de boutons de corne et de corozo doit se mettre en marche en juillet et occupera 200 personnes.

Manche. — Les *typographes* d'Avranches sont tous occupés, le travail reprend comme tous les ans à cette époque.

Calvados. — Les *typographes* de Caen sont tous occupés, le travail est plus actif que l'an dernier. A Condé-sur-Noireau un établissement, filature et tissage vient de fermer. Chômage assez accentué chez les *bonnetiers* de Falaise.

Eure. — Situation à peu près normale chez les *ouvriers en instruments de musique* de La Couture.

Seine-Inférieure. — 3 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers* du Havre. A Rouen, les *tapissiers* comptent 4 p. o/o de chômeurs, le travail devient plus actif, on fait 54 heures par semaine. Tous les *mouleurs en fonte* sont occupés, la journée est de 10 heures et parfois de 11. Chômage 0,7 p. o/o chez les *constructeurs mécaniciens*. Toujours beaucoup de chômeurs chez les *journaliers* du Havre; les *déchargeurs de charbon* ne trouvent guère plus de deux jours de travail par semaine.

Alger. — Chez les *typographes* d'Alger, 23 p. o/o sont inoccupés. Les *employés limonadiers* comptent 15 p. o/o des leurs sans place.

Tunisie. — Les *typographes* de Tunis sont tous occupés.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Tribunal de commerce de la Seine. — Nombre de faillites et de liquidations judiciaires :

	Mois de juin.		Du 1 ^{er} janvier au 30 juin.	
	1895.	1894.	1895.	1894.
Faillites.....	126	144	747	769
Liquidations judiciaires.....	14	15	96	141
Conversions de liquidations en faillites..	1	6	18	36

Préfecture de la Seine. — **Autorisations de bâtir.** — Du 1^{er} au 31 juin, il a été déposé 143 demandes en autorisation de bâtir, dont 80 pour des con-

structions neuves. Pendant le mois de juin 1894, le nombre des demandes a été de 173, dont 100 pour des constructions.

Transports. — Le tonnage des embarquements sur les canaux et rivières, du 1^{er} janvier au 30 avril, a atteint 6.224.521 tonnes, contre 8.171.432, pendant le mois correspondant de l'an dernier, soit une diminution de 23 p. o/o.

Pendant le mois d'avril, la diminution n'est que de 2 p. o/o.

Recettes des compagnies de transports du 1^{er} janvier au 30 juin :

	1895.	1894.
Compagnies des chemins de fer d'intérêt général ..	539.588.700	534.240.800
Compagnie des omnibus de Paris.....	20.547.800	20.881.600
Compagnie des petites voitures à Paris.....	10.590.000	10.916.000

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations, pendant les 6 premiers mois de l'année.

	1895.	1894.
	francs.	francs.
IMPORTATIONS.		
Objets d'alimentation.....	473.687.000	627.657.000
Matières nécessaires à l'industrie.....	1.070.975.000	1.166.537.000
Objets fabriqués	271.295.000	275.952.000
TOTAL	1.815.957.000	2.070.146.000
EXPORTATIONS.		
Objets d'alimentation.....	290.515.000	316.707.000
Matières nécessaires à l'industrie.....	415.604.000	358.961.000
Objets fabriqués.....	855.590.000	780.805.000
Colis postaux.....	58.898.000	41.087.000
TOTAL	1.620.607.000	1.497.560.000

Travaux publics. — Adjudications nouvelles annoncées pour juin et juillet :

Paris. — Agrandissement et construction d'écoles.....	283.700
Paris. — Colonies. — Travaux à l'École coloniale.....	163.900
Paris. — Branchement d'égout.....	461.500
Paris. — Construction d'un égout.....	130.900
Paris. — Construction d'un groupe scolaire.....	569.900
Paris. — Travaux d'agrandissement et de reconstruction de la Sorbonne (3 ^e partie).....	2.070.800
Paris. — Construction d'une école.....	150.100
Beauvais. — Construction d'un lycée.....	1.376.600
Chalon-sur-Saône. — Construction d'un pont.....	207.500
Bordeaux. — Construction d'un groupe scolaire.....	154.700
Dijon. — Réorganisation d'une caserne.....	518.000
Foix. — Ligne de chemins de fer de Saint-Girons à Foix	465.000
Le Havre. — Guerre. — Réorganisation de batteries.....	350.000
Le Mans. — Construction d'un bâtiment à la gare.....	162.900
Lille. — Réparations sur routes nationales.....	108.600
Lille. — Travaux d'amélioration au canal de Mardyck.....	300.000
Lons-le-Saunier. — Construction d'un pont.....	101.500
Montauban. — Construction d'une prison.....	215.600
Montauban. — Chemins de fer. — Construction de la ligne de Carmaux à Rodez (2 ^e lot).....	810.000

Montbéliard. — Construction d'un hôpital.....	447.100
Montpellier. — Travaux de chemins.....	173.350
Périgueux. — Reconstruction d'un pont.....	150.000
Rennes. — Construction d'un bâtiment à l'hospice.....	247.200
Rodez. — Travaux de chemins.....	138.600
Sevan-Livry. — Guerre. — Construction d'une caserne et d'un poste.	136.900
Vanves (Seine). — Travaux communaux.....	142.500
Versailles. — Travaux sur routes nationales.....	360.200
Alger. — Achèvement d'un chemin.....	146.000
Constantine. — Construction d'un hôtel de ville.....	800.000

Résultats des adjudications précédentes :

Paris. — Travaux neufs sur routes (330.000^f). — Adj : Marsaud, 29 [rue Navier, 12; Guéhan, 87, rue Michel-Bizot, 4.

Paris. — Agrandissement d'un groupe scolaire (287.800^f). — Adj. : *terrasse et maçonnerie*, Jacob, 11, avenue de Saxe, 39, 90; — *charpente*, Baby, 8, rue de la Croix-Jarry, 31, 20; *menuiserie et parquetage*, Bouillon, 127, rue de Flandre, 35, 70; — *serrurerie*, Masson, 122, rue du faubourg-Saint-Martin, 44, 70; — *funisterie*, Defauti, 261, avenue Daumesnil, 42, 15.

Paris. — Élargissement et approfondissement du canal de l'Oureq (685.600^f). — Adj. : *terrassement, maçonnerie, viabilité*, Coulange, à Saint-Cloud, 22, 10; — *travaux métalliques*, Moisant, 20, boulevard de Vaugirard, 44, 20.

Paris. — Construction d'une école de filles (180.100^f). — Adj. : *terrasse et maçonnerie*, Lefort, 119, rue Monge, 30; — *serrurerie*, Audois, 7, rue du Chalet, 37, 80.

Paris. — Construction d'une école de filles et d'une école maternelle (280.500^f). — Adj. : *terrasse et maçonnerie*, Luguët, 43, rue des Entrepreneurs, 37, 10; — *menuiserie*, Schelfhaut, 54, rue Lhomond, 38, 10; — *serrurerie*, 50, 222.

Paris. — Construction d'un groupe scolaire (XIX^e arrondissement), (765.300^f). — Adj. : *terrasse et maçonnerie*, Chieze, 16, avenue Rapp, 32, 70; — *charpente et escaliers en fer*, Leclaire, 40, boulevard Henri IV, 33, 70; — *menuiserie*, Berger, 29, rue de la Chapelle, 40, 40; — *parquetage*, Conard, 196, rue de Crimée, 28, 20; — *serrurerie*, union des ouvriers serruriers, 7, rue Froissart, 33, 50; — *funisterie*, Arnould, 11, rue des Récollets, 42, 60; — *peinture et vitrerie*, Rondeau, 51, avenue de la Motte-Piquet, 54, 20.

Paris. — Agrandissement de l'internat municipal Dorian (181.400^f). — Adj. : *terrasse et maçonnerie*, Pinardon, 4, rue Crillon, 33, 30; — *serrurier*, Bouline, 70, rue de Clignancourt, 39.

Paris. — Construction d'une école de garçons et agrandissement d'une école maternelle (283.700^f). — Adj. : *terrasse et maçonnerie*, Loizeau, 12, rue Linois, 34, 30; — *couverture, plomberie et ardoiserie*, Mahey, 5 bis, rue Saint-Gilles, 26, 20; — *menuiserie*, Bouillon, 127, rue de Flandre, 38, 90; — *serrurerie*, Couvreur, 29, rue d'Argenteuil, 38, 10.

Beauvais. — Construction d'un lycée de garçons (1.376.600^f). — *serrurerie et quincaillerie*, Roussel, 42, rue Boinod, à Paris, 20, 10; — *menuiserie et parquetage*, Schelfaut, 54, rue Lhomond, à Paris, 15, 10; — *couverture*, Mathis, 4, rue de Poissy, à Paris, 23; — *peinture, tenture et vitrerie*, Chevalier, au Mans, 15, 10; — *plomberie, chaudronnerie, gaz, canalisation, appareils*, Gibault, 68, avenue Philippe-Auguste, à Paris, 32, 30.

Carcassonne. — Chemin de fer de Quillan à Rivesaltes. — 1^{er} lot : (3.300.000^f). — Adj. : Chevalier, à Belvèze, 35.

Chartres. — Chemins de fer de l'État. — Ligne de Voves à Toury. Construction de bâtiments et travaux accessoires pour stations. — (200.000^f). — Adj. : Baërt, au Mans, 4.

Dieppe. — Construction de deux cimetières. — (143.000^f). — Adj. : Dinot, au Tréport, 5; Couillard, à Dieppe, 6.

Dijon. — Guerre. Réorganisation d'une caserne. — (518.000^f). — Adj. : *terrassements, maçonnerie, carrelage, pavage, dallage*, Lavaud, 23, 40; — *couverture*, Horry, 40; — *char-*

peute, menuiserie et objets mobiliers en bois, Guyot, 29,10; — *ferronnerie, serrurerie, objets mobiliers en fer ou en fonte*, Paris, 25,20.

Laon. — Travaux sur routes nationales. — (106.500^f). — Adj. : Becker, à Soissons, 2; Lenoir, à Bain-de-Bretagne, 5; Chevalier, à Chauny, 10; Wallon-Satinelle, à Saint-Quentin, 11.

Le Mans. — Gare centrale. Construction du bâtiment des voyageurs. — (319.250^f). — Adj. : *maçonnerie*, Pichard, 25; — *serrurerie*, Trébuchet, à Nantes, 19; — *fumisterie et marbrerie*, Malfanty, à Croissy (Seine-et-Oise), 16.

Lyon. — Construction d'un groupe scolaire. — (226.200^f). — Adj. : *terrassements, maçonnerie et ciment*, association lyonnaise des maçons, 24; — *pierre de taille*. Société des carrières de Villebois, 9,95; — *charpente*, association coopérative des charpentiers, 26,55; — *menuiserie*, Pantu, 22,50.

Montauban. — Construction d'une prison cellulaire. — (215.600^f). — Adj. : *maçonnerie, terrassements*, Olagnon, à Toulouse, 6; — *menuiserie*, Barthère, à Toulouse, 21; — *ferronnerie*, Céret, à Toulouse, 14.

Périgueux. — Construction d'un pont en maçonnerie. — (150.000^f). — Adj. : Bézanger, à Saint-Cyprien, 1.

Rennes. — Port de la Houle-sous-Cancalle. Construction d'une jetée. — (250.000^f). — Adj. : Faga, à Lorient, 5.

Rennes. — Agrandissement de l'hospice. — (233.200^f). — Adj. : *maçonnerie et déblais*, Ginouilhac, à Tours, 25; — *charpenterie*, Pateu, 2; *plâtrerie*, Trubert, 8; — *menuiserie, serrurerie*, Gandu, à Saint-Brieuc, 6.

Rumilly (Haute-Savoie). — Construction d'un bâtiment au magasin des tabacs. — (142.900^f). Adj. : *terrassements, maçonnerie, plâtrerie, pavages, peinture et vitrerie*, Gross, à Aix-les-Bains, 7; — *charpente, maçonnerie, menuiserie, couverture et zingage*, Dagand, 17.

Saint-Germain-en-Laye. — Travaux d'égouts et de canalisation. — (242.500^f). — Adj. : *construction d'égouts*, Quéhan, à Saint-Mandé, 25; Grandchamp, 21, rue Dareau, 21; — *canalisation d'eau en fonte*, Beau, 226, rue Saint-Denis, 15,50; — *réservoir en maçonnerie*, Champy, à Fourqueux, 7.

Versailles. — Travaux sur routes nationales. — (360.200^f). — Adj. : Lesueur, à Paris, 5; Briard, à Argenteuil, 34, 17, 25, 16 et 30; Quéhan, à Saint-Mandé, 17; Meuret, à Paris, 7.

Constantine. — Construction d'un hôtel de ville. — (800.000^f). — Armelin, à Marseille, 16,50.

Sétif. — Construction d'un théâtre. — (105.800^f). — Adj. : Régis Alfred, 11.

Chemin de fer d'Orléans. — Agrandissement et transformation du dépôt des machines de la gare de Tours. — (400.000^f). — Adj. : Villetel, 5, avenue d'Orléans. — Agrandissement de la gare de Toury. — (225.000^f). — Adj. : Andenez, à Vierzon (Cher).

Chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée. — Agrandissement de la gare de Lozanne. — (300.000^f). — Adj. : Bayon, à Langeac (Haute-Loire).

Saint-Nazaire. — Construction, reconstruction et transformation de maisons d'école. — (165.000^f). — Adj. : *maçonnerie*, Lacombe, 28; *charpente*, Rousselle, 22, 21 et 16; Niivollet, 19; — *couverture*, Lavelle, 26; — *zinguerie*, Lepêcheux, 12; Gérard, 12 et 15; Socel, 11; — *menuiserie*, Bourriau, 18 et 20; Alleau, 16; Labour, 8; — *plâtrerie*, Jeanneau, 38, 33 et 36; Groziani, 36; — *serrurerie*, Pineau, 38; Fenteneau, 28; Moreau, 36; — *peinture et vitrerie*, Colombel, 36; — Maloiselle, 31; Durand, 17; Brohaut, 34; — *mobiliier*, Brelet, 14; — *chauffage*, Yver, 25.

Chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée. — Ligne de Paray-le-Monial à la Mure: Infrastructure, 5 lots, (7.750.000^f). — Adj. : Gau, à Fontaine-Française (Côte-d'Or); Collenot, à Troyes; Serrailier, à Marseille; Touraille, à Saint-Germain-les-Belles (Haute-Vienne); Fougérolles, à Saint-Laurent (Jura).

Mont-de-Piété de Paris. — Situation des magasins au 30 juin 1895.

GAGES CORPORELS.			ARTICLES.	SOMMES.
			nombres.	francs.
Il y avait en magasin, le 31 mai 1895, au soir.....			1.704.277	46.040.208
ENTRÉE.				
Par engagements effectifs.....	94.008	2.424.656	151.507	4.138.204
Par renouvellements.....	57.499	1.713.648		
TOTAL.....			1.855.784	50.178.412
SORTIR.				
Par dégagements effectifs.....	95.061	2.504.362	164.182	4.440.452
Par renouvellements.....	57.499	1.713.548		
Par ventes.....	11.622	222.542		
RESTE en magasin, le 30 juin 1895.....			1.691.602	45.737.960
Restait en magasin, le 30 juin 1891.....			1.957.938	49.371.892
le 30 juin 1892.....			1.973.723	50.894.576
le 30 juin 1893.....			1.856.743	49.932.229
le 30 juin 1894.....			1.810.299	48.780.948
Intérêts des emprunts : à 1 an, 3 p. o/o; à 9 mois, 2 1/2 p. o/o; à 6 mois, 2 p. o/o; à 3 mois, 1 1/2 p. o/o.				

PLACEMENT GRATUIT.

ÉTAT DES PLACEMENTS EFFECTUÉS PAR LES OFFICES DE PLACEMENT GRATUIT.
(RENSEIGNEMENTS PARVENUS AU 1^{er} JUILLET.)

A. — BUREAUX MUNICIPAUX.

B. — BOURSES DU TRAVAIL.

LOCALITÉS.	NOMBRE DES				LOCALITÉS.	NOMBRE DES			
	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués			DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués	
			à demeure	en extra.				à demeure	en extra.
MAI 1895.									
Paris (1 ^{er} arr ^t)..	201	150	141	"	Angers.....	176	63	62	25
— (III ^e —)..	690	628	380	"	Besançon.....	102	50	25	1
— (IV ^e —)..	627	475	435	23	Cholet.....	78	29	19	"
— (V ^e —)..	91	81	31	15	Nice.....	118	63	46	"
— (XIV ^e —)..	118	109	61	8	Nîmes.....	114	38	38	"
— (XV ^e —)..	356	237	122	111	Saint-Etienne..	133	63	55	"
— (XVI ^e —)..	254	125	71	2	Toulon.....	25	16	14	2
— (XIX ^e —)..	131	130	38	69					
— (XX ^e —)..	183	70	49	12					
Nancy.....	171	36	28	"					
Lille.....	91	16	"	"					
JUIN 1895.									
Paris. Refuges municipaux..	"	"	82	1.557	Bordeaux (mu- nicipale)....	404	173	167	"
Paris (VI ^e arr ^t)..	452	172	161	270	Lyon.....	528	365	346	"
— (IX ^e arr ^t)..	68	69	59	1	Le Mans.....	108	18	12	"
Levallois-Perret.	169	154	96	31	Perpignan.....	17	21	13	1
Brest.....	19	"	3	"	Sammur.....	42	25	11	14
Saint-Nazaire...	16	2	2	"	Toulouse.....	136	110	128	70
Sens.....	17	15	3	"	Tours.....	192	115	87	"

C. — SOCIÉTÉS D'ASSISTANCE PAR LE TRAVAIL.

DÉSIGNATION.	DEMANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS.	
			à demeure.	en extra.
MAI 1895.				
Paris (Société d'assistance par le travail du XVII ^e arrondissement).	"	"	9	4
— (Maison de travail pour jeunes gens).....	98	47	47	"
— (Société philanthropique, rue de Crimée).....	"	"	76	"
— (Société philanthropique, rue Saint-Jacques).....	"	"	227	"
— (Société philanthropique, rue Labat).....	"	"	92	"
JUIN 1895.				
Paris (Société philanthropique, rue de Crimée).....	"	"	69	"
— (Société philanthropique, rue Saint-Jacques).....	"	"	233	"
— (Société philanthropique, rue Labat).....	"	"	142	"

D. — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS ET SYNDICATS PROFESSIONNELS (EN DEHORS DES BOURSES DE TRAVAIL DÉSIGNÉES CI-DESSUS) AVRIL 1895.

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- moure.	en extra.
Aube.....	Troyes.....	Plâtriers.....	8	3	5	"
Aude.....	Carcassonne.....	Terrassiers.....	"	2	2	"
Bouches-du-Rhône...	Marseille.....	Cuisiniers.....	"	60	40	30
Idem.....	Idem.....	Imprimeurs-lithographes.	10	4	4	"
Idem.....	Idem.....	Charpentiers.....	"	33	33	"
Idem.....	Idem.....	Forgerons.....	18	"	5	"
Idem.....	Idem.....	Peintres en bâtiment.	"	27	26	"
Côte-d'Or.....	Dijon.....	Ouvriers en chaussures.	"	3	"	"
Doubs.....	Besançon.....	Coiffeurs.....	6	6	5	"
Gironde.....	Bordeaux.....	Boulangers.....	"	"	20	20
Idem.....	Idem.....	Compagnons boulangers.	30	12	1	15
Idem.....	Idem.....	Typographes.....	"	"	7	"
Hérault.....	Montpellier.....	Boulangers.....	18	"	15	"
Ile-et-Vilaine.....	Rennes.....	Taillleurs de pierres....	14	"	14	"
Isère.....	Grenoble.....	Typographes.....	18	"	2	"
Loire-Inférieure.....	Nantes.....	Menuisiers.....	"	5	5	"
Meurthe-et-Moselle...	Nancy.....	Ouvriers d'ameublement.	1	"	"	"
Nord.....	Lille.....	Typographes.....	"	"	10	"
Idem.....	Idem.....	Ouvriers de métallurgie.	6	"	6	"
Pyrénées (Hautes)...	Tarbes.....	Menuisiers.....	"	10	10	"
Rhône.....	Lyon.....	Bronziers.....	3	"	"	"
Idem.....	Idem.....	Garçons de café.....	132	246	17	211
Idem.....	Idem.....	Jardiniers.....	6	6	1	"
Seine.....	Paris.....	Pâtisseries-cuisiniers....	"	"	50	350
Idem.....	Idem.....	Charcutiers.....	460	375	359	4
Idem.....	Idem.....	Typographes.....	21	"	21	"
Idem.....	Idem.....	Coupeurs-taillleurs.....	"	"	40	"
Idem.....	Idem.....	Scieurs, découpeurs à la mécanique.	20	"	6	"
Idem.....	Idem.....	Maréchaux ferrants.....	10	70	"	15
Idem.....	Idem.....	Mouleurs en plâtre.....	5	"	"	"
Idem.....	Idem.....	Biseauteurs-polisseurs....	4	"	4	"
Idem.....	Idem.....	Comptables.....	8	4	2	2
Idem.....	Idem.....	Bouchers.....	137	137	127	"
Idem.....	Idem.....	Coiffeurs.....	"	"	80	650
Idem.....	Idem.....	Gens de maison.....	"	"	14	12
Idem.....	Idem.....	Concierges-gérants.....	13	12	6	"
Var.....	Toulon.....	Typographes.....	"	"	2	"
Alger.....	Alger.....	Employés limonadiers....	6	"	6	"

ASSISTANCE.

Département de la Seine.

A. — ASILES DE NUIT.

OEUVRES.	HOMMES		FEMMES.	ENFANTS.	NOMBRE DE NUITS passées.
	de moins de 60 ans.	de plus de 60 ans			
MOIS DE JUIN.					
Refuges et asiles municipaux (1).....	2.641	192	428	"	21.344
Hospitalité de nuit (rue de Tocqueville).....	5.102	306	235	271	15.215
Asile de la rue Mouffetard.....	289	12	"	3	1.032
Société philanthropique (rue de Crimée).....	"	"	123	14	675
— (rue Labat).....	"	"	237	22	998
— (rue Saint-Jacques)....	"	"	331	87	1.724
— (avenue du Maine)....	"	"	"	"	"

(1) D'après les renseignements fournis par la direction des affaires municipales à la préfecture de la Seine (bureau du travail).

B. — SECOURS D'ASSISTANCE PUBLIQUE.

(D'après les renseignements fournis par la direction des affaires municipales à la préfecture de la Seine, bureau du Travail.)

1°. — Ville de Paris.

		PERSONNES secourus pendant les mois de	
		avril.	mai.
Indigents (secours réguliers)	{ de moins de 60 ans.	Hommes	5.582
		Femmes	9.326
	{ de 60 ans et plus..	Hommes	11.875
		Femmes	23.585
TOTAL des indigents secourus		50.368	49.917
Nécessiteux (secours irréguliers)	{ de moins de 60 ans.	Hommes	5.020
		Femmes	8.400
	{ de 60 ans et plus..	Hommes	2.160
		Femmes	2.338
TOTAL des nécessiteux secourus		17.918	14.598

MOUVEMENT SYNDICAL.

[Direction de la prévoyance et de l'assurance sociales. — Bureau des syndicats professionnels.]

Pendant le mois de juin 1895, le Ministère du commerce a été avisé des modifications suivantes dans la situation des syndicats professionnels :

A. — CRÉATION DE SYNDICATS ET D'UNIONS DE SYNDICATS.

[La date entre parenthèses est celle de la création du syndicat.]

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Bouches-du-Rhône [2 mars 1895]. — Syndicat des marchands-bouchers en gros de Marseille (43 membres). Siège social : rue Thubaneau, 46, à Marseille.

Corse [3 janvier 1892]. — Syndicat médical des arrondissements de Bastia, Corte et Calvi (15 membres). Siège social : boulevard de Paoli, 27, à Bastia.

Côtes-du-Nord [avril 1895]. — Syndicat du commerce en gros des vins et spiritueux et des représentants du département des Côtes-du-Nord [25 avril 1895]. Siège social : Hôtel de Ville de Saint-Brieuc.

[5 mai 1894]. — Syndicat des armateurs du quartier maritime du Paimpol (27 membres). Siège social : Hôtel de Ville de Paimpol.

Eure-et-Loir [28 mai 1895]. — Chambre syndicale des entrepreneurs spéciaux du département d'Eure-et-Loir (79 membres). Siège social : Chartres.

Haute-Garonne [23 mars 1895]. — Syndicat des marchands de chaux, plâtres et ciments de la ville de Toulouse (14 membres). Siège social : Allée des Soupins, 39, à Toulouse.

Ille-et-Vilaine [21 avril 1895]. — Syndicat du commerce en gros des vins et spiritueux du département d'Ille-et-Vilaine (118 membres). Siège social : rue Saint-Louis, 26, à Rennes.

Isère [1^{er} mars 1895]. — Chambre syndicale des maîtres-peintres en bâtiments, de la ville de Grenoble (32 membres). Siège social : Cours Berriat, 5, à Grenoble.

Manche [7 avril 1895]. — Syndicat du commerce en gros des vins et spiritueux de l'arrondissement d'Avranches (40 membres). Siège social : à Granville.

Orne [2 juin 1895]. — Syndicat de la boulangerie du canton de Tinchebrai (25 membres). Siège social : à Tinchebrai.

Rhône [28 avril 1895]. — Chambre syndicale des maraîchers-producteurs des six arrondissements de Lyon et de la rive gauche du Rhône (7 membres). Siège social : Avenue des Ponts, 160, à Lyon.

Seine [mars 1895]. — Syndicat général des pharmaciens de France (810 membres). Siège social : rue Communes, à Paris.

[1895]. — Syndicat français de l'industrie générale des cycles (37 membres). Siège social : rue de Lancry, 10, à Paris.

[21 avril 1895]. — Syndicat des maîtres d'armes civils de France (110 membres). Siège social : rue Laffitte, 13, à Paris.

[24 mai 1895]. — Union centrale des marchands et fabricants papetiers de France et des industries qui s'y rattachent. Siège social : Boulevard Saint-Germain, 117, Paris.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Ardèche [15 mai 1885]. — Chambre syndicale des ouvriers menuisiers, charpentiers, ébénistes (40 membres). Siège social : Annonay.

Bouches-du-Rhône [10 mai 1895]. — Syndicat indépendant des garçons limonadiers, d'hôtels, restaurants et parties similaires de la ville de Marseille (74 membres). Siège social : rue Vacon, 3, à Marseille.

[11 mai 1895]. — Syndicat des ouvrières, ouvriers et employés de la poudrerie de Saint-Chamas (76 membres). Siège social : rue de la Liberté, à Saint-Chamas.

Charente-Inférieure [28 novembre 1891]. — Chambre syndicale des peintres du bâtiment de Rochefort-sur-Mer (15 membres). Siège social : Rochefort.

[1^{er} juin 1893]. — Syndicat des ouvriers tailleurs de pierre et maçons de la ville de Saintes et du département de la Charente-Inférieure (75 membres). Siège social : rue de l'Hôtel de ville, à Saintes.

Doubs [1^{er} mai 1893]. — Chambre syndicale des ouvriers serruriers en bâtiment de Besançon (10 membres). Siège social : rue Poitune, 9, à Besançon.

Haute-Garonne [12 mai 1895]. — Syndicat des ouvrières aux tabacs (700 membres). Siège social : Canal de Brienne, Toulouse.

Indre [28 avril 1895]. — Union syndicale des ouvriers en bâtiments d'Issoudun (90 membres). Siège social : rue des Guidons, à Issoudun.

Rhône [28 avril 1895]. — Syndicat des ouvriers emballeurs en soieries et similaires de la ville de Lyon (90 membres). Siège social : Bourse du travail de Lyon.

Seine [mai 1895]. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières des services de l'empierrement et du nettoiemnt de la ville de Paris (150 membres). Siège social : boulevard de Grenelle, 94, Paris.

[6 juin 1895]. — Syndicat des employés du département de la Seine (250 membres). Siège social : rue Greneta, 13, à Paris.

[9 juin 1895]. — Syndicat professionnel des correcteurs (26 membres). Siège social : rue de Savoie, 20, à Paris.

Vaucluse [22 mai 1895]. — Chambre syndicale des ouvriers peintres du département (58 membres). Siège social : Place des Corps-Saints, 4, à Avignon.

Yonne [18 mai 1895]. — Syndicat des ouvriers galochiers et industries similaires de Brienon (20 membres). Siège social : Brienon.

3° SYNDICATS AGRICOLES.

Alpes-Maritimes [24 mars 1895]. — Syndicat agricole et horticole de Vallauris et de l'arrondissement de Grasse (250 membres). Siège social : rue des Rosiers, à Vallauris.

Charente [1^{er} janvier 1895]. — Syndicat agricole de Vars (40 membres). Siège social : à Vars.

[17 avril 1895]. — Syndicat agricole du Maine (12 membres). Siège social : le Maine, commune de Chasseneuil.

Isère [15 avril 1895]. — Syndicat agricole de Cordéac (10 membres). Siège social : Cordéac.

Loir-et-Cher [3 mars 1895]. — Syndicat des agriculteurs de la commune de Vineuil [70 membres]. Siège social : la Haute-Rue, commune de Vineuil.

Meurthe-et-Moselle [14 avril 1895]. — Syndicat agricole du canton de Longwy (42 membres). Siège social : Longwy.

Saône (Haute-) [23 février 1895]. — Syndicat agricole d'Amance. Siège social : Amance.

Vendée [5 mars 1895]. — Syndicat agricole de l'Aiguillon-sur-Mer (46 membres). Siège social : l'Aiguillon-sur-Mer.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

[La date entre parenthèses est celle de la création du syndicat. La date de la dissolution n'est pas donnée parce que l'inactivité d'un syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.]

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Allier [2 juillet 1879]. — Association syndicale des maîtres d'hôtel de Vichy (40 membres). Siège social : mairie de Vichy.

[4 décembre 1891]. — Chambre syndicale de la meunerie de l'Allier (17 membres). Siège social : rue d'Allier, 22, à Moulins.

[16 septembre 1893]. — Syndicat des patrons restaurateurs et limonadiers de Vichy (30 membres). Siège social : café Riche, à Vichy.

Ille-et-Vilaine [1^{er} avril 1886]. — Syndicat du commerce en gros des vins et spiritueux du département d'Ille-et-Vilaine (60 membres). Siège social : quai Duguay-Trouin, 18, à Rennes.

Seine [27 septembre 1890]. — Syndicat de la presse indépendante. Siège social : boulevard Saint-Martin, 12, à Paris.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Alger [20 septembre 1893]. — Chambre syndicale des cochers et receveurs des tramways Alger Saint-Eugène (32 membres). Siège social : rue de l'Oued-M'Racel, faubourg Babeloued, Alger.

Allier [28 février 1893]. — Chambre syndicale des ouvriers boulangers de l'arrondissement et de la ville de Moulins (25 membres). Siège social : boulevard de Courtais, à Moulins.

Charente-Inférieure [28 novembre 1891]. — Chambre syndicale du bâtiment (96 membres) Siège social : Rochefort.

Loire [21 août 1893]. — Chambre syndicale des ouvriers maçons des communes de Grand'-Croix et Lorette (16 membres). Siège social : Grand'-Croix.

Meurthe-et-Moselle [3 juillet 1893]. — Syndicat des cochers de la ville de Nancy (52 membres). Siège social : place des Dames, 12, à Nancy.

Nord [12 novembre 1893]. — Chambre syndicale des tisseurs et tisseuses de Villers-Outréaux (71 membres). Siège social : rue d'Empire, à Villers-Outréaux.

Rhône [27 mars 1881]. — Chambre syndicale des ouvriers tourneurs-robinetiers de la ville de Lyon (97 membres). Siège social : 38, rue Grôlée, à Lyon.

Seine [4 juin 1886]. — Chambre syndicale des travailleurs de la boulangerie (120 membres). Siège social : 9, rue de Flandre, à Paris.

[1879]. — Union des ouvriers apprêteurs et décatisseurs du département de la Seine.

Tarn [30 janvier 1893]. — Syndicat des ouvriers faïenciers (37 membres). Siège social : boulevard des Licès, à Castres.

Vosges [1^{er} novembre 1893]. — Chambre syndicale des ouvriers teinturiers de Saint-Dié (54 membres). Siège social : rue de la Meurthe, à Saint-Dié.

3° SYNDICATS MIXTES.

ERRATUM. — **Aude**. — C'est par erreur que, dans le bulletin de mai (page 290), a été porté comme dissous le syndicat mixte des patronnes et ouvrières en habillement et professions connexes (1888) dont le siège social est Carcassonne, 27 bis, rue Voltaire.

4° SYNDICATS AGRICOLES.

Bouches-du-Rhône [12 mai 1890]. — Syndicat agricole de Cuges (45 membres). Siège social : salle Féraud, rue Nationale, 68, à Cuges.

[6 décembre 1892]. — Union des syndicats agricoles de Provence (16 chambres syndicales adhérentes, 572 membres). Siège social : rue de l'Evêché, 3, à Marseille.

Charente-Inférieure [février 1886]. — Syndicat agricole de l'arrondissement de Rochefort (732 membres). Siège social : Tonnay-Charente.

Corse [18 décembre 1892]. — Syndicat agricole de la Corse (360 membres). Siège social : à Bastia.

Doubs [26 février 1888]. — Syndicat professionnel viticole et agricole de Vuillafans (150 membres). Siège social : Vuillafans.

Seine [22 octobre 1891]. — Chambre syndicale centrale des horticulteurs de France (87 membres). Siège social : rue Chaligny, 20, à Paris.

LES GRÈVES EN JUIN 1895.

47 grèves ont été déclarées en juin dernier. On en avait compté 37 en juin 1894 et 61 en juin 1893.

Les 47 grèves de juin 1895, qui affectent plus de 183 établissements, se répartissent par professions de la manière suivante :

Textiles	14	Alimentation	2
Bâtiment	12	Habillement	1
Terres et pierres	4	Carrosserie	1
Cuir	4	Mines	1
Transports	3	Cartonnage	1
Métaux	3	Produits chimiques	1

Le nombre des grévistes connu pour 42 grèves, est de 4.547. En juin 1894, il n'avait été que de 3.820, mais il s'était élevé à 14.961 en juin 1893.

Parmi les 4.547 grévistes de juin dernier, 2.299, plus de la moitié appartiennent aux industries textiles; un millier appartiennent aux industries du bâtiment; près de 500 sont employés aux transports et 750 environ se partagent entre les diverses autres professions ci-dessus énumérées.

Quant aux causes de grèves, elles ont été encore plus nombreuses que d'habitude. Toutefois les questions de salaires figurent toujours au premier rang, soulevant à elles seules 25 conflits : Ainsi 13 grèves ont eu pour objet l'augmentation des salaires et 7 autres une diminution du temps du travail avec maintien des salaires; les réductions de salaires ont provoqué 4 grèves, et un différend, vite réglé d'ailleurs, a été causé par une erreur commise dans la paye. — Après les questions de salaires, viennent les questions de personnel, que l'on trouve à l'origine de 12 grèves : 4 grèves, en effet, ont eu pour but la réintégration d'ouvriers congédiés, 4 autres le renvoi d'un contremaître et 4 encore le renvoi d'ouvriers (1). — Dans 9 autres cas, il s'agissait de la réglementation du travail, de règlements d'atelier, d'hygiène, de caisse de secours, etc.

Sur les 47 grèves commencées en juin, 19 n'étaient pas terminées le 1^{er} juillet; les 28 autres ont abouti à 4 réussites, 5 transactions et 18 échecs (2). Si l'on tient compte de 13 grèves anciennes terminées en juin, on constate pendant ce mois 9 réussites, 10 transactions, 21 échecs et 1 résultat indéterminé.

Ces 41 conflits ont duré : un, 59 jours; un, 52 jours; un, 48 jours; un, 31 jours; deux, 14 jours; un, 13 jours; un, 10 jours; un, 9 jours; deux, 8 jours; quatre, 7 jours; trois, 6 jours; trois, 5 jours; deux, 4 jours; cinq, 3 jours; deux, 2 jours; sept, 1 jour; et quatre moins d'une journée.

Au premier juillet, il y avait encore 22 grèves en cours.

En résumé, le mouvement des grèves, qui s'était ralenti pendant les trois premiers mois de l'année, s'est accentué pendant le second trimestre, de manière à faire ressortir au 30 juin 1895 une situation identique à celle de l'année 1894 au 30 juin 1894. On a compté, en effet, 221 grèves pendant le premier semestre 1895, exactement le même nombre que pendant le premier semestre 1894. Il est vrai, toutefois, que le premier semestre 1893 avait vu naître 464 grèves, plus du double, et qu'à ce point de vue on peut toujours considérer comme bonne la situation de l'année 1895. — Les proportions restent d'ailleurs sensiblement les mêmes si l'on observe le nombre des grévistes, puisque le nombre des ouvriers qui ont pris part aux grèves du premier semestre de chacune des années 1893, 1894 et 1895 a été successivement de 101.714, — 31.714, — 28.457.

(1) Deux de ces grèves tendaient au renvoi d'ouvriers étrangers.

(2) Pour 1 grève, le résultat n'est pas encore parfaitement déterminé.

DATES		DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE	
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.
1	2				6	7
GRÈVES NON TERMINÉES						
23 avril ..	.....	Haute-Saône.....	Saint-Loup.....	Gordonniers	3	160
1 ^{er} mai.....	29 juin.....	Bouches-du-Rhône.	Marseille.....	Mouleurs.....	1	17
3 mai.....	24 juin.....	Yonne.....	Sens.....	Maçons.....	.....	110
3 mai.....	20 juin.....	Rhône.....	Lyon.....	Mouleurs.....	15	150
13 mai.....	.....	Haute-Vienne....	Limoges.....	Carrossiers.....	.....	130
17 mai.....	.....	Cantal.....	Champagnac....	Mineurs.....	1	500
27 mai.....	27 juin.....	Var.....	Toulon.....	Menuisiers.....	.....	150
GRÈVES COMMENCÉES						
1 ^{er} juin ..	4 juin....	Nord.....	Tourcoing.....	Teinturiers.....	1	48
1 ^{er} juin ..	11 juin....	Nord.....	Roubaix.....	Dresseurs de rames.....	1	21
1 ^{er} juin ..	4 juin....	Ardèche.....	Saint-Péray....	Taillleurs de pierres.....	4	35
1 ^{er} juin ..	15 juin....	Seine.....	Puteaux.....	Polisseurs sur métaux.....	1	14
4 juin....	10 juin....	Drôme.....	Montélimar.....	Maçons.....	10	45
4 juin....	17 juin....	Jura.....	Fraisans.....	Tréfileurs.....	1	23
4 juin....	4 juin....	Seine.....	Paris.....	Débardeurs.....	1	10
3 juin....	10 juin....	Indre.....	Issoudun.....	Ouvriers en bâtiment.....	11	40
5 juin....	10 juin....	Nord.....	Tourcoing.....	Tisseurs.....	1	58
6 juin....	.....	Nord.....	Loos.....	Produits chimiques.....	1	10
7 juin....	4 juillet.	Nord.....	Avesnes-les-Aubert	Tisseurs.....	.....	1.500
7 juin....	7 juin.... (1 h. soir.)	Haute-Savoie ..	Meillerie.....	Carriers.....	.....	.....
10 juin....	17 juin....	Drôme.....	Valence.....	Menuisiers-scieurs.....	5	135
10 juin....	12 juin....	Ardèche.....	Annonay.....	Gargons bouchers.....	1	10
11 juin....	12 juin....	Nord.....	Lille.....	Fileurs.....	1	220
11 juin....	14 juin....	Loire.....	Saint-Joseph....	Mineurs.....	1	12
11 juin....	.....	Indre.....	Châteaurox.....	Ouvriers en chaussures.....	1	95
14 juin....	18 juin....	Haut-Rhin.....	Belfort.....	Peintres-plâtriers.....	.....	.....
14 juin....	17 juin....	Drôme.....	Romans.....	Coupeurs en chaussures.....	.....	.....
15 juin....	16 juin....	Gard.....	Les Saintes-Marie- du-Rhône.	Terrassiers.....	1	91
17 juin....	.....	Nord.....	Tourcoing.....	Tisseurs et tireurs de cordes.	1	71
17 juin....	18 juin....	Nord.....	Lille.....	Ouvriers de filature.....	1	12
17 juin....	.....	Nord.....	Tourcoing.....	Tisseurs.....	1	40
17 juin....	17 juin....	Corse.....	Bastia.....	Portefaix.....	1	15
17 juin....	22 juin....	Charente-Inférieu ^{re}	Rochefort.....	Déchargeurs.....	.....	464
17 juin....	8 juillet.	Ardèche.....	Annonay.....	Menuisiers, charpentiers, ébénistes.	25	200
17 juin ..	.....	Bouches-du-Rhône	Marseille.....	Taillleurs de pavés.....	1	26
17 juin....	1 ^{er} juillet.	Nièvre.....	Nevers.....	Maçons.....	18	86
18 juin....	19 juin.... (1 h. 1/2.)	Ardèche.....	Annonay.....	Ouvriers de mégisserie.....	1	8
20 juin....	2 juillet..	Charente.....	Jarnac.....	Menuisiers.....	9	16
20 juin....	.....	Jura.....	Dôle.....	Fabrique de sécheurs.....	1	13
20 juin....	.....	Haute-Vienne....	Limoges.....	Corsetières.....	1	42

(A) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas encore été signalée à l'Office du travail.

DATES		DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes. 5	NOMBRE	
du commence- ment. 1	de la fin. 2				d'établis- sements. 6	de grévistes. 7
GRÈVES COMMENCÉES						
22 juin...	23 juin...	Bouches-du-Rhône	Marseille	Boulangers	50	150
22 juin...	9 juillet..	Nord	Fourmies	Tisseurs et tisseuses	1	132
24 juin...	25 juin...	Nord	Lille	Tisseurs	1	84
24 juin...	1 ^{er} juillet.	Nord	Dunkerque	Tabistes	1	47
24 juin...	25 juin...	Meurthe-et-Moselle	Pompey	Charpentiers et terrassiers	1	350
24 juin...	24 juin...	Gironde	Saint-Romain	Terrassiers	1	133
25 juin...	5 juillet..	Doubs	Besançon	Ouvriers en voitures	7	46
25 juin...	28 juin...	Nord	Lille	Briquettiers (Mouleurs)	1	30
25 juin...	.....	Seine	Gentilly	Mégissiers	1	10
27 juin...	.....	Maine-et-Loire...	Cholet	Menuisiers	12	50
28 juin...	29 juin...	Nord	Lille	Cartonniers	1	65
28 juin...	.....	Nord	Tourcoing	Rattacheurs et bâcleurs	1	35
28 juin...	.....	Ain	Tenay	Menuisiers	1	.....
29 juin...	4 juillet..	Nord	Roubaix	Tisseurs	1	55
.....	.....	Rhône	Lyon	Tissage mécanique	1	.....

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

12 recours à la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalés pendant le mois de juin :

1° Les ouvriers maçons de Montélimar, payés de 3 à 4 francs pour 11 heures de travail, demandaient la journée de 10 heures et une augmentation de salaire de 25 centimes par jour. Avant de déclarer la grève, ils s'adressèrent au juge de paix pour obtenir la convocation d'un comité de conciliation. Au jour fixé pour la réunion, le 1^{er} juin, les délégués ouvriers furent seuls présents. La grève fut alors décidée pour le 4 juin.

Le 6, à la suite d'une deuxième demande de conciliation formulée par les ouvriers, les délégués patrons avertirent le juge de paix qu'ils ne pouvaient rien changer aux conditions du travail. 45 ouvriers seulement, sur 110, avaient pris part à la grève, qui prit fin le lundi 10 juin sans avoir amené aucune modification.

2° Les ouvriers tailleurs de pierres de Saint-Peray (Ardèche) se sont mis en grève le 1^{er} juin parce qu'on leur refusait de fixer la durée de la journée à 11 heures au lieu de 12.

Les patrons n'ayant pas de commandes très pressées et la plupart des grévistes ayant été aussitôt embauchés pour les travaux agricoles, la grève aurait pu se prolonger sans l'intervention du juge de paix de Saint-Peray qui provoqua la réunion d'un comité de conciliation pour le 6 juin. Les 5 patrons de la ville et les 5 délégués ouvriers se mirent d'accord pour fixer au 1^{er} juillet l'application de la journée de 11 heures, avec le maintien des salaires antérieurs ; et le travail fut repris dès le lendemain.

CAUSES DE LA GRÈVE OU DEMANDES DES GRÉVISTES. 8	RÉSULTATS. 9	OBSERVATIONS. 10
Demande de commencer le travail à minuit au lieu de 6 heures du soir. Augmentation de salaires..... Nouveau règlement relatif aux jours de paye..... Augmentation de salaires..... Contestations relatives aux salaires..... Demande de renvoi d'ouvriers étrangers..... Diminution du temps du travail et maintien des salaires. Augmentation de salaires..... Demande de renvoi d'un contremaître..... Augment ^{on} de salaires et diminution du temps du travail. Demande de suppression du travail aux pièces..... Augmentation de salaires..... Demande de renvoi d'un ouvrier étranger..... Atelier insuffisamment aéré..... Refus de faire une heure supplémentaire et demande de réintégration d'ouvriers congédiés.	Échec (11). Échec. Échec. Transaction. Réussite. Réussite. Transaction. Réussite. Échec (12). Échec.	(11) Les grévistes ont été immédiatement remplacés. — Avant la grève, 220 patrons sur 630 avaient adhéré à la demande des ouvriers. (12) Les ouvrières ayant vu leur salaire réduit parce qu'on leur avait fourni des cartons trop durs demandaient un salaire fixe de 5 francs par jour.

3° 58 ouvriers du tissage Dumortier-Cuignet, à Tourcoing, ont quitté l'atelier le 5 juin, demandant le renvoi d'un nouveau contremaître dont l'inexpérience leur faisait perdre du temps.

Sur la demande des ouvriers, un comité de conciliation s'est réuni le 7 juin sous la présidence de M. Brocard, juge de paix du canton sud de Tourcoing. Devant les explications fournies par le patron, les délégués ont paru disposés à conseiller à leurs mandants la reprise du travail; mais l'assemblée des grévistes a décidé de continuer la grève.

En apprenant cette résolution, le patron a annoncé qu'il allait embaucher un autre personnel; les grévistes n'attendirent pas d'être remplacés et reprirent leur travail le 12 juin.

4° Les 52 ouvriers tailleurs de pierre et marbriers de Valence (Drôme) demandaient la journée de 10 heures, au lieu de 11, avec maintien des salaires. Dans l'après-midi du 28 mai, une dizaine d'entre eux avaient quitté le travail; mais le syndicat ouvrier avait résolu d'épuiser tous les moyens de conciliation avant de recourir à la grève et, sur ses conseils, les impatients reprirent le travail le lendemain.

Deux réunions d'un comité de conciliation, tenues le 7 et 11 juin, aboutirent à un accord donnant gain de cause aux ouvriers et, par conséquent, toute idée de grève ultérieure fut définitivement écartée.

5° Grève des tréfileurs de Fraisans. — Les tréfileurs ont encore conservé le vieil usage de n'admettre avec eux comme apprentis que des fils de tréfileurs.

Le directeur des Forges de Franche-Comté à Fraisans (Jura) avait, néanmoins, obtenu, de la majorité des ouvriers de l'atelier de tréfilerie, leur consentement à l'admission, comme apprenti, d'un jeune homme travaillant à l'usine comme manœuvre, et celui-ci devait commencer son nouveau service le 4 juin.

Pendant les fêtes de la Pentecôte, cette question fut agitée à nouveau entre les ouvriers et, le mardi 4 juin, lorsque l'apprenti se présenta, les tréfileurs quittèrent l'atelier. Le directeur leur représenta qu'il lui était impossible de revenir sur la parole donnée et leur promit que ce serait là la seule exception faite à leurs usages : il ne put vaincre leurs résistances.

Le juge de paix de Dampierre provoqua la réunion d'un comité de conciliation pour le 9 juin ; l'accord ne put s'y établir et deux arbitres furent désignés. Le lendemain, l'arbitre choisi par les ouvriers déclina la mission qu'on voulait lui confier ; il ne fut pas remplacé et la tentative d'arbitrage n'eut pas d'autre suite.

Enfin, dans une dernière entrevue avec ses ouvriers, le directeur réussit à leur faire accepter, à titre exceptionnel, le nouvel apprenti, et, le lundi 17 juin, le travail était repris.

6° Les ouvriers et manœuvres des scieries mécaniques de Valence, suivant l'exemple donné par d'autres professions, ont demandé aussi la journée de 10 heures, avec maintien des salaires. Sur le refus des patrons, la grève a été déclarée le 10 juin et, le même jour, à la requête des ouvriers, un comité de conciliation s'est réuni en présence du juge de paix. Les représentants des patrons ont bien consenti à la diminution de la durée du travail, mais n'ont pas voulu accorder le maintien des salaires. Une proposition d'arbitrage, acceptée par les délégués ouvriers, a été repoussée par les délégués patrons.

La grève s'est continuée jusqu'à la fin de la semaine et s'est terminée par l'échec des grévistes.

7° Les ouvriers maçons de Nevers se sont adressés, le 13 juin, au juge de paix pour obtenir la réunion d'un comité de conciliation ; ils demandaient la journée de 11 heures, au lieu de 12, à partir du 1^{er} juillet, avec le même salaire journalier (4 fr. 20).

Les patrons répondirent au juge de paix qu'ils ne pouvaient rien changer à la réponse qu'ils avaient déjà faite, le 7 juin, aux ouvriers, par laquelle la journée de 11 heures serait appliquée à partir du 1^{er} janvier 1896 ; néanmoins, ils consentaient à se faire représenter dans le comité de conciliation.

La réunion eut lieu le lundi 17 juin, à 2 heures de l'après-midi ; la réponse faite par les patrons avait-elle transpiré dans le public ? Toujours est-il qu'au lieu d'attendre l'issue de la séance du comité de conciliation, 200 maçons s'étaient mis en grève le matin même.

Les délégués patrons consentirent à avancer au 1^{er} novembre la date d'application de la journée de 11 heures ; mais cette concession fut jugée insuffisante par les ouvriers. Le recours à un arbitrage, accepté par les délégués ouvriers, fut repoussé par les patrons ; et la grève continua jusqu'au 4 juillet.

Les maçons ont consenti à faire 12 heures jusqu'au 15 août ; la journée sera ensuite de 11 heures pour le même prix.

8° L'intervention de M. le juge de paix du 8^e canton de la ville de Lyon a heureusement mis fin, le 18 juin, à la **grève des mouleurs en fonte** dont le début remontait au 20 avril ; elle avait pour but le renvoi d'un ancien contremaître avec lequel le syndicat ouvrier avait eu un différend l'année dernière. Ce renvoi ayant été refusé, les ouvriers de l'atelier quittèrent le travail et parvinrent à se faire embaucher ailleurs.

Il arriva qu'ils furent tous, au bout d'un jour ou deux, renvoyés sans motifs. Le syndicat des ouvriers mouleurs s'émut d'une situation qui paraissait être le résultat

d'un plan concerté entre les patrons, et il demanda que tous les ouvriers sans travail rentrassent dans les ateliers, dût-on, pour cela, diminuer les heures de travail. Aucune réponse n'ayant été faite à cette demande, la grève fut déclarée dans toutes les fonderies de Lyon, à partir du 3 mai, et une nouvelle liste de réclamations fut dressée, comprenant une élévation du minimum de salaire, le retour au tarif établi en 1893, la suppression du travail aux pièces, la surveillance des apprentis, la paye toutes les semaines, une heure et demie pour le repas de midi en toutes saisons.

Une transaction était intervenue entre patrons et ouvriers, vers le 25 mai, sur ces différents points; mais les patrons refusaient de reprendre tous les grévistes; et ce refus devait prolonger la grève pendant 4 semaines de plus. 145 mouleurs, sur 160, prenaient part à la grève depuis le 3 mai.

Le comité de conciliation, formé à la suite de l'intervention du juge de paix, se réunit les 17 et 18 juin et adopta la convention suivante :

« 1° 50 centimes d'augmentation pour les journées ayant subi une diminution sur le tarif accepté par les deux parties en 1893;

« 2° Minimum de salaire : 5 francs à partir de 20 ans;

3° Les heures supplémentaires, 50 p. 100 en plus, pourvu que l'ouvrier ait fait dans sa semaine 60 heures de travail, sauf les cas de maladie ou empêchement légitime;

« 4° La paye toutes les semaines;

« 5° Travail aux pièces facultatif;

« 6° Une heure et demie pour le repas;

« 7° Reprise de tous les ouvriers. »

Les ateliers furent réintégrés le jeudi 20 juin.

9° **Grève des maçons de Sens.** — Une réunion du comité de conciliation, tenue le 19 mai, après avoir réglé plusieurs réclamations des grévistes, avait dû se séparer, sans conclure au sujet du prix de l'heure de travail que les ouvriers voulaient voir fixée à 0 fr. 50 au lieu de 0 fr. 40, tandis que les patrons n'en offraient que 0 fr. 45.

Le 18 juin, sur la demande des délégués patrons et ouvriers, le juge de paix convoquait une seconde fois le comité et l'entente s'établissait sur ce prix de 0 fr. 45 l'heure, à partir du 1^{er} juillet. La reprise générale du travail était fixée au lundi 24 juin, pour laisser aux ouvriers qui avaient été s'embaucher dans les localités voisines le temps de rentrer à Sens.

10° Après une tentative de conciliation devant le juge de paix, les **ouvriers menuisiers de Toulon** se sont mis en grève le 27 mai pour obtenir une augmentation de leur tarif à la journée et aux pièces.

Dans une réunion du comité de conciliation provoquée par le juge de paix le 1^{er} juin, les patrons ont demandé un délai de 10 jours pour examiner le nouveau tarif. Une dernière réunion, tenue le 18, n'a pu établir aucun accord.

La grève s'est terminée le 27 juin par l'échec des ouvriers.

11° **Les déchargeurs du port de Rochefort**, en grève le 17 juin pour obtenir une augmentation de salaire, ont demandé, le 20, au juge de paix la convocation d'un comité de conciliation et d'arbitrage.

12° Dans la **grève des menuisiers d'Annonay**, déclarée le 17 juin, également pour une augmentation de salaire, un comité de conciliation, constitué sur

l'initiative du juge de paix, s'est réuni les 24 et 26 juin, sans pouvoir amener la solution du différend.

Grève de rattleurs et bâteurs à Tourcoing. — Le *Bulletin* de juin a rendu compte de cette grève, dans laquelle les rattleurs demandaient à assister au pesage en même temps que les fileurs. Le travail n'avait été suspendu qu'une journée, les patrons ayant adressé au juge de paix la lettre suivante :

« Monsieur le juge de paix,

Suivant entretien verbal que nous avons eu ensemble ce jour, nous consentons à ce que les *montures* soient vérifiées par un rattleur. Il serait désigné un rattleur par métier, et tous les jours la vérification serait faite par un ouvrier différent depuis 1 jusqu'à 16 ».

(L'établissement compte 16 métiers à filer).

Le travail, repris le lundi 13 mai, fut interrompu à nouveau le 15, parce que les ouvriers avaient compris qu'il y aurait chaque jour un rattleur de chaque métier admis à la vérification, tandis que les patrons avaient voulu dire un rattleur par jour pris sur tous les métiers à tour de rôle, depuis le n° 1 jusqu'au n° 16.

Les patrons ont, à la suite de la deuxième grève, licencié tout leur personnel, gréviste ou non, et l'usine a été rouverte la semaine suivante.

ANGLETERRE.

Le 1^{er} avril dernier, 400 ouvriers charpentiers et menuisiers de Leicester se mettaient en grève à l'expiration du contrat de travail qu'ils avaient signé avec l'association patronale de la ville. Les ouvriers avaient demandé que certaines modifications fussent insérées dans le nouveau contrat et réclamaient entre autres choses : que le prix de l'heure fût porté de 0 fr. 80 à 0 fr. 85, que l'on supprimât le travail aux pièces et que l'on abrogeât un article de règlement enjoignant aux syndiqués de travailler de concert avec les non-unionistes. Les patrons consentaient à l'augmentation demandée, mais repoussaient les autres réclamations. 100 ouvriers grévistes reprirent le travail à 0 fr. 85 l'heure chez des patrons non syndiqués; les autres restèrent en grève pendant les mois d'avril et de mai.

Le 30 mai, après diverses négociations qui demeurèrent sans résultat, les parties demandèrent au Ministre du commerce de désigner un tiers arbitre chargé de présider une conférence où se feraient représenter les divers intéressés. Le Ministre chargea sir William Markby de cette mission et les parties se réunirent à l'Hôtel de ville de Leicester le jeudi 6 juin.

Après une discussion qui dura de 3 heures à 9 heures du soir, on signa de part et d'autre un nouvel accord.

Il y est dit, entre autres choses, que tout différend relatif à la réglementation du travail sera désormais soumis à un conseil mixte, constitué par les représentants des deux parties et présidé par un tiers arbitre, toutes choses restant pendantes jusqu'à ce que la décision soit rendue. Si le conseil ne peut régler le différend, les patrons ne pourront renvoyer aucun ouvrier avant un délai de quinze jours, et les ouvriers de leur côté ne devront non plus quitter le travail avant l'expiration du même délai, à partir du jour où le conseil a examiné le différend pour la dernière fois.

Enfin, il est entendu dans un mémorandum spécial, que la société des ouvriers charpentiers et menuisiers ne s'oppose pas, pendant les six mois suivants, à l'embauchage d'ouvriers non syndiqués et à l'application du travail aux pièces.

La Compagnie du canal maritime de Manchester et les ouvriers unionistes. — Le conseil de conciliation de Manchester a eu à s'occuper, au mois de juin dernier, d'un différend d'un nouveau genre et tel qu'aucun conseil semblable ne s'en vit jamais soumettre. Il n'a pu du reste aboutir, l'une des parties ayant refusé de comparaître.

Le 27 mai, le chef de l'exploitation de la Compagnie du canal maritime de Manchester interdisait aux ouvriers syndiqués qu'il emploie de se présenter à leur travail dans les docks porteurs des insignes de l'union à laquelle ils appartiennent. Cet insigne qu'on voulait proscrire consiste en une plaque de métal portant les lettres initiales du titre de « l'Union nationale des ouvriers des docks », avec le millésime de l'année et le numéro du trimestre pendant lequel l'insigne est valable. Il est porté à la boutonnière par les syndiqués de l'Union nationale.

Cette association dont le quartier général est à Liverpool a des branches à Glasgow, Greenock, Dundee, Dublin, etc. : elle compte environ 19.350 membres. Depuis 50 ans environ, à Liverpool, ses adhérents portent cet insigne et les maîtres arri-meurs savent qu'il est, en quelque sorte, une garantie d'habileté professionnelle. Il en est de même à Londres.

La Compagnie, en congédiant les unionistes porteurs de leur plaque, déclara n'agir ainsi qu'en présence des moyens d'intimidation employés par les syndiqués pour faire adhérer à l'Union les ouvriers non unionnistes. Aussitôt, le secrétaire général de l'Union entra en pourparlers avec la Compagnie. Les parties ne pouvant s'entendre, le bureau de conciliation de Manchester se réunit le 12 juin pour examiner le litige. A la conférence qui eut lieu le lendemain, seuls les ouvriers se firent représenter, la Compagnie ayant répondu qu'elle avait plus d'ouvriers qu'elle n'en pouvait employer et qu'elle maintenait son refus d'autoriser le port de la plaque de l'Union.

Le bureau de conciliation, tout en remerciant les délégués ouvriers d'avoir répondu à son appel, exprima ses regrets de n'avoir pu régler le différend.

Dans la nuit du 14, le comité du parti des travailleurs indépendants de Manchester blâma la Compagnie de sa conduite et fit appel à l'opinion publique. Les chefs de l'Union nationale essayèrent de leur côté, mais sans succès, d'entraver le travail dans les docks à Liverpool et dans tous les ports alimentant Manchester.

Malgré ces efforts, le trafic ne fut pas interrompu; la police protégea les nouveaux ouvriers embauchés par la Compagnie.

Depuis, la Compagnie a reçu les délégués ouvriers; elle leur a réitéré son refus en ajoutant que la prohibition de la plaque avait été faite déjà en 1893 lors de la grève de Hull; M. Ben Tillett avait, à cette date, signé au nom des grévistes une convention par laquelle les membres des syndicats s'engageaient à ne porter aucun emblème extérieur en se présentant au travail.

Le Conseil de conciliation dans l'industrie charbonnière du Northumberland. — Le Conseil ayant récemment ratifié plusieurs réductions de salaires, des mineurs mécontents en ont réclamé la suppression. Lors de la dernière réunion des délégués de l'association des mineurs du Northumberland, on a mis la question aux voix. Par 17 voix de majorité, les délégués se sont prononcés pour le maintien du Conseil (35 voix pour, 18 contre). Il fut néanmoins décidé de consulter le comité tout entier : 202 branches contre 119 ont voté la suppression du Conseil de conciliation.

INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE.

Caisse nationale d'épargne.*Résumé des opérations effectuées pendant le mois de mai 1895.*

Nombre des versements.....	217.794	
Représentant une somme de.....		35.292.496
Nombre des remboursements.....	116.672	
Représentant une somme de.....		30.635.469
Rentes achetées à 4.955 déposants, pour un capital de..		598.982
EXCÉDENT des versements sur les remboursements et achats de rente.....		4.058.045
Nombre de comptes existant au 31 mai 1895.....		2.384.633
Nombre de comptes existant au 31 mai 1894.....		2.180.748

AUGMENTATION.....

Caisses d'épargne ordinaires.*Résumé des opérations effectuées pour le compte des caisses d'épargne à la Caisse des dépôts et consignations pendant le mois de juin 1895.*

Dépôts de fonds.....	21.439.533 ^f
Retraits de fonds.....	12.953.835
EXCÉDENT des dépôts.....	8.485.698

Capitaux employés en achats de rentes pour le compte des déposants.....	2.086.251 ^f
---	------------------------

Caisse nationale des retraites.*Résumé des opérations effectuées pendant le mois de mai 1895.*

Nombre des versements reçus.....	7.138	
représentant une somme de.....		374.887 ^f
Arrérages de rentes viagères payés aux déposants.....		861.496
Remboursements de capitaux réservés payés à leurs héritiers.....		1.754.697
Nouvelles rentes inscrites.....		342.215
au nom de.....	3.829 parties.	
Montant total des rentes en cours.....		33.169.726
réparties entre....	199.265 titres.	

Caisse syndicale d'assurance mutuelle des forges de France (opérations de l'année 1894) (1).— La caisse d'assurance mutuelle contre les accidents, fondée en 1891 par le syndicat le *Comité des forges de France*, a assuré, en 1894, 42 établissements de la grande industrie sidérurgique, occupant ensemble 56.000 ouvriers, pour un chiffre total de 66.440.000 francs de salaires.

(1) Voir le compte-rendu des années précédentes dans le n° 8 (année 1894) du *Bulletin*.

Les accidents survenus en 1894 et ayant motivé indemnité sont au nombre de 381 et comprennent :

Cas de mort.....	41	soit 10 p. o/o du total.
Cas d'incapacité permanente totale.....	18	— 5 p. o/o —
Cas d'incapacité permanente partielle.....	269	— 71 p. o/o —
Cas d'incapacité temporaire absolue de plus de 90 jours.....	53	— 14 p. o/o —

Par 1.000 ouvriers assurés et par an, on a relevé, depuis 1892, les proportions suivantes :

	1892.	1893.	1894.
	—	—	—
Nombre, par 1.000 assurés, des cas de mort.....	0,88	0,55	0,73
Incapacité permanente totale.....	0,74	0,76	0,32
Incapacité permanente partielle.....	3,97	4,96	4,82
Incapacité temporaire.....	1,29	0,93	0,94
	—	—	—
TOTAL des accidents motivant indemnité.....	6,88	7,20	6,81

Ces moyennes sont plus élevées que celles qu'indique la statistique des accidents en Allemagne pour les corporations du fer et de l'acier, pendant les premières années d'application de l'assurance; mais cette différence s'explique aisément par le fait que les premières concernent exclusivement la grande industrie, tandis que les corporations allemandes renferment, en outre, toutes les petites industries du fer, beaucoup moins dangereuses.

Voici, maintenant, les chiffres relatifs au fonctionnement financier de la caisse, pendant l'année 1894 :

Salaires assurés.....	66.440.000 ^f 00 ^c
Recettes totales.....	1.407.223 00
Cotisations.....	882.177 00
Cotisations par 100 francs de salaire assuré.....	1 33
Dépenses totales.....	871.463 00
Somme affectée au règlement des indemnités et à la constitution du capital des pensions viagères.....	764.625 00
Frais de gestion.....	44.893 00
Rapport des frais de gestion au total des dépenses.....	0 05
Montant du fonds de réserve de prévoyance à la fin de l'année 1894.....	286.110 00

La cotisation moyenne, en 1894, ressort à 1 fr. 33 par 100 francs de salaire; ce taux est exactement le même qu'en 1893. En 1892, il était de 1 fr. 27.

SIXIÈME CONGRÈS INTERNATIONAL DES MINEURS.

Le sixième congrès international des mineurs a tenu ses séances du lundi 3 juin au vendredi 7, à Paris, au café du Globe, boulevard de Strasbourg, 8.

Les précédents congrès s'étaient réunis à Jolimont (Belgique), en 1890; à Paris, en 1891; à Londres, en 1892, à Bruxelles, en 1893; à Berlin, en 1894.

Au congrès qui nous occupe, 52 délégués représentaient 969.000 mineurs, à savoir : 34 anglais pour 590.000 mineurs; 8 belges pour 80.000; 5 français pour 132.000 et 5 allemands pour 167.000. Sur les 34 délégués anglais, 24 représen-

taient la Fédération des mineurs de Grande-Bretagne (470.000 membres) et les 10 autres l'Union nationale du Nord et les mineurs du Sud du pays de Galles.

Le mode de votation, comme au précédent congrès (Berlin), consistait à calculer les voix d'après le nombre des mineurs représentés par les délégués; cette fois encore, la majorité absolue appartenait aux Anglais.

L'ordre du jour comprenait la journée de huit heures, la réglementation de la production, les indemnités en cas d'accident, l'inspection et l'hygiène des mines; on y avait inscrit, en outre, une proposition tendant à ne réunir les congrès internationaux que tous les deux ans.

Abordant la discussion de la réglementation de la production, le congrès a eu à se prononcer sur deux propositions, l'une présentée par les Français et les Belges, l'autre par les Anglais appuyés par les Allemands. Aux termes de la première, le congrès, « considérant que la surproduction est la cause première de la misérable condition des mineurs, qu'il est urgent d'y mettre fin en réglementant la production, et considérant que l'on ne peut y arriver que par l'entente entre ouvriers, décidait qu'il fallait organiser un comité international pour surveiller, réglementer la production et s'engager, sans plus tarder, dans la voie indiquée par le projet Émile Lewy ».

Les Allemands, puis les Anglais, ont combattu ce projet, et M. Wilson, député de Durham, tout en reconnaissant l'utilité de réglementer la production, a proposé de soumettre la question au Comité international, avec mission d'en étudier la solution pratique et d'adresser un rapport à tous les délégués avant la réunion du prochain congrès.

Cet amendement a été accepté par 756.300 voix contre 212.000. La proposition est donc renvoyée au Comité international.

L'accord n'a pu se faire d'une façon absolue sur la question de la journée de huit heures : la discussion a, cependant, fait un pas en avant et l'assemblée a voté l'extension de la loi aux ouvriers de la surface, qui avait été repoussée au congrès de Berlin.

Les Français et les Belges proposaient au congrès la fixation légale de la journée pour tous les ouvriers de la mine; les délégués anglais de la Fédération la voulaient limitée aux seuls ouvriers du fond. Quant au groupe des Anglais du Nord, il recommandait au contraire — ayant obtenu déjà à l'amiable la journée de sept heures — l'action seule des organisations ouvrières et l'accord avec les patrons.

Par 870.000 voix contre 96.000, la fixation légale à huit heures par jour a été votée pour les ouvriers du fond. Pour la seconde proposition, étendant le bénéfice de la loi aux ouvriers du jour, la Fédération, jusqu'ici hostile, a voté oui pour la première fois : 870.000 voix ont donc adopté aussi les huit heures pour tous les employés de la mine.

Les autres questions inscrites à l'ordre du jour ont été rapidement examinées. Au sujet de la responsabilité des patrons, les Français présentèrent la proposition suivante :

« On s'efforcera de faire voter une loi faisant peser la responsabilité sur les patrons en cas d'accident, sauf lorsque l'on pourra établir dûment le suicide. »

Les Anglais proposèrent la formule ci-dessous :

« Les patrons seront tenus d'accorder des indemnités à tout ouvrier blessé pendant le travail dans l'intérieur ou à la surface *des mines* ».

Ainsi, tandis que les Français parlaient de tous les ouvriers et de la responsabilité intégrale, les Anglais spécifiaient qu'il s'agissait de mineurs et de responsabilité civile seulement.

L'amendement anglais fut voté par les Français, les Belges, 4 délégués Allemands et 9 délégués Anglais; la formule présentée par les Français fut ensuite adoptée à l'unanimité, sauf quelques abstentions anglaises.

Le congrès, enfin, a adopté le vœu présenté par les représentants français de donner aux délégués mineurs une situation absolument indépendante, et de voir appliquer aux mines le meilleur système hygiénique connu.

La proposition tendant à ne se réunir en congrès que tous les deux ans a été retirée; les délégués, avant de se séparer, ont choisi, pour siège du prochain congrès, Liège ou Londres, au cas où l'on ne pourrait faire rapporter les arrêtés d'expulsion lancés contre deux des délégués actuels et leur interdisant l'entrée en Belgique.

LES INDUSTRIES INSALUBRES.

L'intoxication saturnine à Paris de 1890 à 1893. — M. le professeur Armand Gautier vient de présenter, à la préfecture de police, son rapport sur l'intoxication des ouvriers qui manipulent le plomb et ses produits à Paris, en ce qui concerne les années 1890 à 1893 (1). Nous extrayons de cet intéressant travail les renseignements qui suivent :

Pendant les années 1884 à 1886, l'Administration a fait afficher et appliquer strictement une *instruction* adoptée, le 25 novembre 1881, par le *Conseil d'hygiène et de salubrité du département de la Seine*, et relative aux *précautions à prendre dans les usines et ateliers où l'on manie le plomb et ses préparations*.

Pendant la période 1876-1880 qui avait précédé cette instruction, la population des ouvriers parisiens du plomb, qui était de 28.000 à 30.000 individus, comptait une moyenne annuelle de 552 ouvriers hospitalisés pour cause de saturnisme avec 11.140 journées d'hôpital et 5 décès (2).

Le tableau suivant montre qu'après une décroissance marquée, pendant la période 1884-1886, l'intoxication saturnine tend malheureusement à se relever : ce résultat tiendrait, d'après le rapporteur, au relâchement des précautions nécessaires et pourrait être efficacement combattu par une surveillance active des inspecteurs du travail.

DÉSIGNATION DES PÉRIODES.	NOMBRE MOYEN ANNUEL.		
	d'hospitalisés pour saturnisme.	de jours d'hôpital par malade.	de décès par saturnisme à l'hôpital et en ville (3).
1881-1883	421	20	1,66
1884-1886	239	14,8	9
1887-1889	248	17,7	16
1890-1893	302	17	15

(1) Des rapports antérieurs ont été fournis par le même auteur pour les périodes 1876-1880, 1881-1883, 1884-1886, 1887-1889.

(2) Ce chiffre évidemment trop faible, ainsi que celui de 1,66 décès applicable à la période 1881-1883 doit être attribué à l'insuffisance de la statistique avant que l'attention de l'Administration eût été appelée spécialement sur ce point.

(3) Ces deux classes de décès se répartissent de la façon suivante pendant la période de 1890-1893.

	DÉCÈS.		
	à l'hôpital.	en ville.	Ensemble.
1890	5	5	10
1891	8	11	19
1892	7	6	13
1893	4	13	17

TOTAL des décès

59

MOYENNE annuelle : 15 décès.

Le tableau suivant indique quelles sont les professions qui ont été les plus frappées par le saturnisme dans la période 1890-1893 :

	1890.	1891.	1892.	1893.	Total pour ces 4 années.
Peintres et broyeurs de couleurs...	201	95	206	258	760
Chaudronniers et étameurs.....	10	12	18	13	53
Vernisseurs.....	13	15	6	9	43
Plombiers.....	17	6	13	6	42
Fondeurs.....	7	11	11	10	39
Coupeurs de poils.....	5	13	5	7	30
Cérusiers.....	2	9	10	7	28
Verriers.....	6	5	3	2	16
Typographes.....	3	2	5	4	14
Chapeliers.....	5	4	1	2	12
Serruriers.....	4	4	#	2	10
Polisseurs.....	1	1	2	1	5

Les peintres et broyeurs de couleurs, qui sont d'ailleurs la catégorie la plus nombreuse, continuent à être aussi les plus frappés. Viennent ensuite les chaudronniers et étameurs et les vernisseurs et ceux dont le métier expose particulièrement aux poussières plombeuses. On remarquera le rang inférieur que tiennent les cérusiers dans cette liste : alors qu'ils étaient autrefois les plus nombreux, après les peintres, ils se trouvent placés aujourd'hui au septième rang. D'après le rapporteur, il faut voir la cause de cette amélioration, d'une part dans la disparition de la fabrique de céruse de Clichy où l'on raclait et broyait autrefois la céruse à sec, et aussi dans les précautions que l'on prend généralement aujourd'hui dans les autres fabriques de surveiller les ouvriers, de ne détacher que sous l'eau et de broyer mécaniquement et directement avec l'huile les grandes masses de céruse.

La gravité des cas, par professions, peut être mesurée par le nombre de jours d'hôpital que les malades ont dû subir.

Gravité des cas de saturnisme par profession classée d'après le nombre de jours d'hospitalisation.

	NOMBRE DE JOURS D'HÔPITAL.				
	1890.	1891.	1892.	1893.	Moyenne par an.
Peintres et broyeurs de couleurs...	16	37,4	15,5	16	21,2
Chapeliers.....	20,6	26	25	13,5	21,2
Vernisseurs.....	12,75	19,6	17	30	19,8
Verriers.....	13,8	11,4	38,6	14,5	19,6
Coupeurs de poils.....	32,4	18,1	12	15,3	19,4
Fondeurs.....	14,4	15,7	16,2	9,7	14
Chaudronniers et étameurs.....	20,5	10	12	9,93	13,1
Cérusiers.....	19	12,5	7,6	10,7	12,4
Plombiers.....	15,18	10,3	9,8	12,8	12
Typographes.....	6,6	8,5	9,4	17,2	10,4
Serruriers.....	12,7	7	#	5	8,2
Polisseurs.....	4	7	10	11	8

Les professions qui fournissent les cas les plus graves sont d'abord celles de peintre en bâtiment et de broyeur de couleurs ; après elles, les professions qui exposent l'ouvrier aux poussières contenant du plomb, verriers, coupeurs de poils, chapeliers, etc. On remarquera ici encore combien la profession de cérusier est devenue relativement plus salubre depuis l'adoption des broyages mécaniques directs sous l'eau ou à l'huile.

CHRONIQUE LÉGISLATIVE.

Dans la séance du 10 juin, le Sénat a commencé à délibérer sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant la responsabilité des accidents et l'organisation de l'assurance obligatoire. Après les discours de MM. Poirrier, rapporteur, Blavier et Ch. Floquet, la discussion générale est close le 12 juin,

La rédaction de l'article 1^{er}, fixant les entreprises soumises aux obligations de la loi, donne lieu, durant les séances des 12 et 13 juin, à une longue discussion à la suite de laquelle est voté le renvoi de l'article à la Commission.

Par suite du renvoi de l'article 1^{er}, la délibération se trouve actuellement suspendue, et nous n'avons qu'à signaler le dépôt, le 28 juin dernier, par M. Poirrier, au nom de la Commission, d'un rapport supplémentaire sur le projet de loi.

La Chambre a adopté, dans la séance du 27 juin, le projet de loi relatif aux caisses d'épargne tel qu'il avait été voté par le Sénat le 18 mai 1894.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Les associations minières prussiennes, en 1893 (1). — Pendant l'année 1893, il y avait en Prusse 74 associations d'ouvriers mineurs (*Knappschaftsvereine*). Nous rappellerons que ces sociétés ont pour objet l'assurance mutuelle contre la maladie, les accidents, l'invalidité et la vieillesse.

Le nombre des membres *actifs* (c'est-à-dire non pensionnés et payant une cotisation) s'est élevé, en moyenne pour l'année, à 415.533 (419.331 en 1892). Le nombre des pensionnés (invalides, veuves et orphelins des membres décédés) était, au début de l'exercice, de 134.093, et à la fin de l'exercice, de 138.719. Ces chiffres se décomposent comme il suit :

PENSIONNÉS.	AU DÉBUT DE L'ANNÉE.		A LA FIN DE L'ANNÉE.	
	CHIFFRES absolus.	PAR 1.000 membres actifs.	CHIFFRES absolus.	PAR 1.000 membres actifs.
Invalides complets.....	37.255	90	39.794	96
Invalides partiels.....	2.052	5	2.108	5
Veuves.....	38.380	92	39.660	95
Orphelins.....	56.406	136	57.157	138
TOTAL des pensionnés.....	134.093	323	138.719	334

Les décès survenus parmi les membres actifs, ou cotisants, ont été au nombre de 3.579, dont 865 causés par les accidents du travail; ce qui donne, par 1.000

(1) Voir le *compte rendu* de l'année 1892, dans le n° 6, 1^{re} année (juin 1894) du *Bulletin*.

membres, 8,61 décès en général (8,54 en 1892) et 2,08 décès par accident (1,81 en 1892).

Les cas d'invalidité qui se sont produits dans l'année ont été de 5.718, soit de 13,76 par 1.000 membres actifs (11,83 en 1892).

L'âge moyen d'entrée dans l'état d'invalidité complète (quelle qu'en soit la cause, accidents, maladie, infirmité prématurée) a été, en 1893, de 49,9 ans. Depuis 1883, on a trouvé, pour valeur de cet âge moyen :

en 1883.....	48,5 ans	en 1889.....	47,7 ans
en 1884.....	48,8 —	en 1890.....	49,6 —
en 1885.....	48,6 —	en 1891.....	49,3 —
en 1886.....	48,2 —	en 1892.....	50,0 —
en 1887.....	49,0 —	en 1893.....	49,9 —
en 1888.....	48,8 —		

La mortalité des invalides, pour l'année 1893, ressort à 54 p. 1.000 ; elle est environ six fois plus forte que celle des membres valides.

Parmi les membres cotisants, 242.422 sont tombés malades dans le courant de l'année et ont reçu des secours de maladie ; ce chiffre correspond à une proportion de 53,9 malades par 100 membres et par an (52,9 en 1892). Le nombre total de jours de maladie indemnités s'est élevé à 3.451.387, soit à 8,3 par membre et par an (7,7 jours en 1892).

Les recettes des caisses se sont montées à 37.240.000 francs, et les dépenses à 33.310.000 francs.

Les recettes se décomposent en :

	MONTANT ABSOLU.	P. O/O DU TOTAL.
	fr.	—
Cotisations des membres actifs.....	18.635.000	50,0
Cotisations des exploitants.....	15.626.000	42,0
Droits d'entrée, amendes.....	407.000	1,1
Intérêts des capitaux placés.....	1.958.000	5,3
Recettes diverses.....	614.000	1,6
TOTAL DES RECETTES.....	37.240.000	100,0

Et les dépenses en :

	MONTANT ABSOLU.	P. O/O DU TOTAL.
	fr.	—
Frais de maladie.....	11.133.000	33,4
Arrérages de pensions aux invalides.....	11.662.000	35,0
Arrérages de pensions aux veuves.....	5.398.000	16,2
Arrérages de pensions aux orphelins.....	2.457.000	7,4
Frais d'enterrement.....	420.000	1,3
Secours extraordinaires.....	181.000	0,6
Frais d'entretien d'écoles.....	112.000	0,3
Frais d'administration.....	798.000	2,4
Dépenses diverses.....	1.149.000	3,4
TOTAL DES DÉPENSES.....	33.310.000	100,0

Par membre cotisant, la recette moyenne totale a été de 89 fr. 62 et la dépense moyenne totale, de 80 fr. 16.

Voici le détail de ces charges :

RECETTES MOYENNES PAR MEMBRE COTISANT.				
	En 1893.		En 1892.	
	fr.	c.	fr.	c.
Cotisations des membres cotisants.....	44	85	43	66
Cotisations des patrons.....	37	60	36	86
Recettes diverses.....	7	17	6	07
TOTAL.....	89	62	86	84

DÉPENSES MOYENNES PAR MEMBRE COTISANT.				
	fr.	c.	fr.	c.
Frais de maladie.....	26	79	25	87
Arrérages de pensions.....	46	96	45	53
Frais d'enterrement.....	1	01	0	89
Secours extraordinaires.....	0	44	0	46
Frais d'entretien d'écoles.....	0	27	0	24
Frais d'administration.....	1	93	1	77
Dépenses diverses.....	2	76	2	14
TOTAL.....	80	16	74	90

Au 31 décembre 1893, l'avoir total des caisses minières se montait à 65.150.000 francs (254 francs par membre actif) ; au 31 décembre 1892, il n'était que de 60.339.000 francs (243 francs par membre actif). Il a ainsi augmenté de 4.811.000 francs, soit de 8 p. 0/0 dans le courant de l'année 1893.

Fédération des ouvriers imprimeurs. — La fédération a entrepris une enquête sur les conditions du travail dans l'imprimerie : cette enquête a porté sur 4.152 imprimeries occupant 42.794 ouvriers dont 12.772 apprentis (14.517 ouvriers appartiennent à la Fédération).

Sur 28.099 ouvriers dont on a obtenu les salaires, 5.693 seulement travaillaient aux pièces. Parmi 3.505 établissements ayant fourni des renseignements sur la durée du travail journalier, 2.500 pratiquaient la journée de 10 heures ; dans 680, on faisait plus de 10 heures, dans 325, moins de 10 heures.

La proportion moyenne calculée sur une période de 14 ans des membres de la Fédération ayant reçu des secours de chômage à une date donnée de chaque mois, atteint le chiffre de 4,1 p. 0/0 et a varié d'une année à l'autre de 2,8 à 5,1 p. 0/0 ⁽¹⁾.

AUTRICHE.

Assurance obligatoire contre les accidents du travail. Résultats de l'année 1893.

I. — STATISTIQUE DES ACCIDENTS.

Le nombre moyen total des personnes assurées pendant l'année 1893 s'est élevé à 1.466.270, et celui des établissements assurés à 160.357.

Ces totaux comprennent :

1.070.428 ouvriers de l'industrie et 64.441 établissements,
et 395.842 ouvriers de l'agriculture et des forêts, et 95,916 établissements.

⁽¹⁾ Labour Gazette de Mai 1895.

Il a été déclaré en tout 32.917 accidents, dont 10.901 motivant indemnité et se décomposant, d'après la gravité des conséquences, en :

Cas de mort	649, soit 6,0 p. o/o du total:
Cas d'incapacité permanente totale....	115, soit 1,1 —
Cas d'incapacité permanente partielle..	3.129, soit 28,7 —
Cas d'incapacité temporaire de plus de quatre semaines.....	7.008, soit 64,2 —

Si l'on rapporte à 1.000 assurés les nombres annuels d'accidents relevés depuis 1890, on obtient les proportions suivantes :

1° INDUSTRIE.

NOMBRE, PAR 1.000 ASSURÉS, DES CAS	en 1893	en 1892	en 1891	en 1890.
De mort	0,58	0,55	0,56	0,58
Incapacité permanente totale.....	0,10	0,11	0,10	0,09
Incapacité permanente partielle.....	2,76	2,24	1,94	1,52
Incapacité temporaire (de plus de 4 semaines.)	6,37	6,10	6,15	4,99
TOTAL des accidents motivant indemnité.....	9,81	9,00	8,75	7,18
TOTAL des accidents déclarés.....	30,21	25,63	21,70	17,48

Rappelons qu'ici ne figurent ni les mines, ni les entreprises de transport, qui sont soumises à des régimes spéciaux. Les moyennes ci-dessus ne concernent que les fabriques, usines et ateliers, où il est fait usage, soit de moteurs, soit de matières inflammables ou explosives, les carrières et exploitations minérales non soumises au régime minier, et les diverses entreprises de construction et travaux de bâtiment.

2° AGRICULTURE ET FORÊTS.

NOMBRE, PAR 1.000 ASSURÉS, DES CAS	en 1893	en 1892	en 1891	en 1890.
De mort	0,06	0,05	0,06	0,09
Incapacité permanente totale.....	0,01	0,04	0,03	0,05
Incapacité permanente partielle.....	0,45	0,43	0,45	0,40
Incapacité temporaire (de plus de 4 semaines.)	0,47	0,52	0,43	0,42
TOTAL des accidents motivant indemnité.....	0,99	1,04	0,97	0,96
TOTAL des accidents déclarés.....	1,46	1,54	1,31	1,26

Les seuls travaux agricoles et forestiers qui tombent sous l'obligation de l'assurance sont ceux dans lesquels il est fait usage de moteurs. Ces moyennes ne s'appliquent donc nullement à l'ensemble des travaux agricoles. Elles ne sont si faibles, comparées à celles qu'accuse l'industrie, que parce que les têtes observées ne sont assurées chacune que pendant un petit nombre d'heures par an. Elles mesurent, par conséquent, non le risque proprement dit de ces travaux, mais la fréquence annuelle générale des accidents. Pour déterminer le risque des travaux agricoles soumis à l'assurance, il faut tenir compte de la durée de travail par an et rapporter les nombres d'accidents aux nombres annuels d'heures de travail; on trouve

alors, par 1.000 *travailleurs-complets* (c'est-à-dire par 1.000 ouvriers supposés occupés chacun 3.000 heures par an) les proportions suivantes :

	En 1893	en 1892	en 1891.
Mort.....	0,93	0,70	1,02
Incapacité permanente totale	0,12	0,52	0,53
Incapacité permanente partielle.....	6,83	6,03	7,65
Incapacité temporaire.....	7,19	7,28	7,36
Accidents motivant indemnité.....	15,12	14,53	16,56
Accidents déclarés.....	22,50	21,52	22,05

II. — RÉSULTATS FINANCIERS.

Les recettes des établissements d'assurance se sont élevées, en 1893, à 14.134.345 florins (29.250.000 fr.) et les dépenses à 14.684.896 florins (30.250.000 fr.).

Les cotisations payées en 1893 se sont montées à 9.390.000 francs, ce qui représente une charge moyenne de 6 fr. 40 par assuré (5 fr. 90 en 1892; 5 fr. 20 en 1891 et 5 fr. 30 en 1890.).

La somme des salaires assurés a été de 622.000.000 de francs environ.

La cotisation moyenne, par 1.000 francs de salaires assurés ressort à 13 fr. 69 en 1893; 13 fr. 72 en 1892; 13 fr. 66 en 1891; 13 fr. 96 en 1890, en ne considérant que la part afférente à l'exercice correspondant.

Les charges occasionnées par les accidents survenus pendant l'année s'élèvent à 8.917.000 francs; elles représentent 104,76 p. o/o des cotisations de l'année (en ne considérant que la portion afférente à l'exercice). Si l'on y ajoute les frais d'administration de l'année, qui représentent 12,90 p. o/o des cotisations, on trouve une dépense totale égale à 127,60 p. o/o des cotisations.

Les 8.917.000 francs affectés à la réparation des accidents survenus en 1893 comprennent 8.057.000 francs, formant le capital des rentes viagères aux blessés et aux ayants-droit des ouvriers tués, et 860.000 francs payés à titre d'indemnités pour incapacité temporaire, de premiers arrérages de rentes et d'indemnités funéraires.

Le montant moyen des rentes, à la fin de 1893, était de :

- 400 francs pour les personnes totalement invalides;
- 160 francs pour les personnes partiellement invalides;
- 147 francs pour les veuves;
- 95 francs pour les orphelins;
- 110 francs pour les ascendants.

BELGIQUE.

Les fabriques d'allumettes chimiques. — La fabrication des allumettes chimiques, au phosphore blanc, est maintenant régie en Belgique par deux arrêtés royaux du 25 mars 1890 et du 12 février 1895, ainsi que par une décision ministérielle du 3 avril 1895 qui a fixé les détails d'exécution de ces textes réglementaires. Parmi ces dispositions nous citerons les suivantes :

Désormais, il ne suffira plus que les plaques de trempage d'allumettes au phosphore blanc soient recouvertes de hottes en communication avec une cheminée à fort tirage : une bouche d'aspiration en communication avec un ventilateur méca-

nique doit être installée au ras des plaques de trempage et des vases qui renferment la pâte.

Pour ce qui concerne la composition des pâtes, dans lesquelles il ne pourra entrer plus de 8 p. o/o de phosphore blanc sans compter l'eau, il ne sera plus accordé la moindre tolérance, parce qu'il est suffisamment prouvé qu'on peut fabriquer une excellente pâte d'allumettes avec cette teneur.

Les séchoirs, autres que les tunnels dans lesquels les ouvriers ont à séjourner, doivent, à partir du 1^{er} juin, être aérés par un ventilateur mécanique.

Ce sont les députations permanentes qui ont à fixer l'intensité de l'aérage, sur le rapport de l'inspection du travail.

Les tables de travail où l'on remplit des allumettes au phosphore blanc devront également être ventilées de façon que les vapeurs phosphoreuses soient immédiatement entraînées vers le bas de l'atelier et évacuées.

Cet aérage devra être assez important pour que, combiné avec les autres causes de renouvellement d'air dans les ateliers, l'évacuation d'air par heure et par ouvrier, dans chaque local où l'on travaille des allumettes au phosphore blanc, soit de 60 mètres cubes au moins; le renouvellement d'air dans les salles où l'on travaille les allumettes suédoises doit être de 30 mètres cubes par heure et par travailleur et, en outre, chaque ouvrier doit toujours disposer d'un espace de 10 mètres cubes d'air au moins.

Indépendamment d'un vestiaire, il existera dans chaque fabrique un local où seront placés des vases contenant de l'eau et du savon pour les soins de propreté des ouvriers et le contrôle le plus sévère sera exercé à ce point de vue spécial.

Les ouvriers seront soumis à une visite médicale préalable et, ensuite, à une visite mensuelle dont les résultats seront consignés sur un registre *ad hoc*. Ils seront exclus dès qu'ils seront atteints de nécrose phosphorée ou qu'ils paraîtront menacés d'être atteints de cette maladie.

Opérations de la Caisse générale d'épargne et de retraites belge en 1894.

1^{re} CAISSE D'ÉPARGNE.

Le nombre de livrets existant au 31 décembre 1894 s'élevait à 1.053.699, représentant un compte total de 427.317.065 francs. La moyenne du compte par livret était de 405 fr. 53.

Si l'on compare ces chiffres avec ceux des années précédentes, on trouve que le nombre des livrets a été constamment en augmentant. Quant au montant du livret moyen, qui s'était notablement affaïssé de 1890 à 1892, il a repris une allure ascendante depuis 1893 :

ANNÉES.	NOMBRE DE LIVRETS au 31 décembre.	COMPTÉ TOTAL au 31 décembre. francs.	COMPTÉ MOYEN par livret. francs.
1875.....	106.312	44.857.001	421,93
1880.....	200.565	125.098.287	623,72
1885.....	444.087	189.061.089	425,73
1890.....	731.057	325.415.412	445,13
1892.....	869.947	351.308.338	403,83
1893.....	960.468	390.181.775	406,24
1894.....	1.053.699	427.317.065	405,53

Les dépôts en comptes courants, au 31 décembre 1894, s'élevaient à 13.072.734 francs; ils n'étaient, au 31 décembre 1893, que de 12.061.189 francs et ont ainsi augmenté de 1.001.545 francs.

Les livrets créés en 1894 sont au nombre de 164.016, ainsi répartis :

	HOMMES.	FEMMES.	TOTAL.
Ouvriers mineurs	1.615	7	1.622
Ouvriers des autres industries.....	15.457	3.791	19.248
Journaliers et ouvriers agricoles	12.387	2.846	15.233
Domestiques	2.573	6.672	9.245
Militaires.....	2.902	#	2.902
Commerçants et détaillants.....	4.909	1.965	6.874
Professeurs et instituteurs	527	373	900
Fonctionnaires et employés	4.322	430	4.752
Professions libérales.....	1.411	149	1.560
Chefs d'établissements agricoles, industriels et commerciaux.....	1.014	52	1.066
Propriétaires, rentiers, personnes n'exercant aucune profession, ménagères.....	2.429	11.642	14.071
Enfants mineurs	45.673	39.410	85.083
Livrets pour sociétés diverses			1.460
TOTAL			164.016

Les 1.053.699 livrets existants à la fin de l'année, classés d'après l'importance des sommes, se décomposent en :

	P. O/O DU TOTAL des livrets.
446.424 livrets de 1 à 20 francs.....	42,4
208.217 — de 20 à 100 —	19,8
181.420 — de 100 à 500 —	17,2
75.889 — de 500 à 1.000 —	7,2
73.034 — de 1.000 à 2.000 —	6,9
43.904 — de 2.000 à 3.000 —	4,2
24.811 — de plus de 3.000 —	2,3
1.053.699	100,0

Les livrets dont le solde ne dépasse pas 100 francs forment donc environ les deux tiers des livrets existants.

Au 31 décembre 1894, le nombre de carnets de rentes inscrites pour le compte des déposants s'élevait à 21.525, représentant un total de 3.291.404 francs de rente. Au 31 décembre 1893, on avait compté 19.175 carnets pour 2.993.589 francs de rente.

2^e CAISSE DE RETRAITES.

Les versements effectués en 1894 sont au nombre de 69.242, pour une somme totale de 1.762.792 francs. Ils se composent de 58.517 versements à capital réservé, pour 429.248 francs, et de 10.725 versements à capital aliéné, pour 1.333.544 francs.

Voici quel a été le mouvement des opérations pendant les quatre dernières années :

ANNÉES.	1891.	1892.	1893.	1894.
Nombre des versements..	30.970	45.336	58.882	69.242
Sommes versées.....	1.117.097	1.580.319	1.620.280	1.762.792

Ces chiffres montrent que l'extension prise dès le début par la caisse de retraites se poursuit d'année en année.

Les livrets de rente créés en 1894, au nombre de 4.438, se répartissent de la manière suivante :

	HOMMES.	FEMMES.	TOTAL.
Ouvriers mineurs.....	324	"	324
Ouvriers des autres industries.....	1.827	62	1.889
Journaliers et ouvriers agricoles.....	249	2	251
Domestiques.....	62	21	83
Militaires.....	3	"	3
Commerçants et détaillants.....	42	12	54
Professeurs et instituteurs.....	21	21	42
Fonctionnaires et employés.....	228	4	232
Professions libérales.....	27	5	32
Chefs d'établissements agricoles, industriels et commerciaux.....	16	1	17
Propriétaires, rentiers, etc.....	48	248	296
Enfants mineurs.....	979	236	1.215
TOTAUX.....	3.826	612	4.438

Au 31 décembre 1894, le nombre de personnes jouissant de leur rente était de 2.342 (2.120 en 1893), qui touchaient un montant total de 737.712 francs de rente (628.113 francs en 1893).

Classés d'après leur importance, ces titres se décomposent en :

538 rentes de 12 à 24 francs, ensemble.....	11.220 ^f
731 — de 24 à 120 —	43.613
322 — de 120 à 360 —	75.737
389 — de 360 à 720 —	207.136
362 — de 720 à 1.200 —	400.006
2.342	737.712

3° CAISSE D'ASSURANCE.

La loi du 21 juin 1894 a considérablement élargi le cadre des opérations d'assurance que la Caisse générale d'épargne et de retraites belge était autorisée à traiter depuis la promulgation de la loi de 1889 sur les habitations ouvrières. La caisse pourra désormais consentir toutes opérations d'assurance sur la vie, de capitaux n'excédant pas 5.000 francs sur une tête déterminée.

Les polices en cours, au 31 décembre 1894, se montent à 2.538 et les capitaux assurés à 6.280.470 francs.

Ces contrats appartiennent à 2.477 assurés, qui, d'après la profession se décomposent comme il suit :

Ouvriers mineurs.....	437
Ouvriers d'industrie.....	1.643
Journaliers, ouvriers agricoles.....	230
Ménagères.....	12
Agents inférieurs d'administration.....	155
TOTAL des assurés.....	2.477

Les logements ouvriers à Etterbeek. — Le *Bulletin de l'office du travail* d'août 1894 a analysé les dispositions de la loi belge du 9 août 1889 sur les habitations à bon marché et cette étude était suivie de renseignements détaillés sur un groupe de maisons construites, à l'abri de cette loi, par la société anonyme d'habitations ouvrières d'Etterbeek (près Bruxelles).

En ce qui concerne les habitations construites depuis cette époque les mêmes renseignements peuvent se résumer de la façon suivante :

MAISONS OUVRIÈRES (SUR CAVES) CONSTRUITES À ETTERBEEK, PRÈS BRUXELLES.

	PROFESSION du CHEF DE FAMILLE.	SUPERFICIE DU TERRAIN EN METRES CARRÉS.	SURFACE BÂTIE.	NOMBRE DE PIÈCES.			NOMBRE D'HABITANTS PROPRIÉTAIRES.	COÛT DU TERRAIN.		COÛT DE LA CONSTRUCTION	TAXES COMMUNALES.	DROITS PAYÉS AU FISC. HONORAIRES ET DÉBOURS des rotaires.	VALEUR TOTALE DE L'IMMEUBLE.	MONTANT DU PAYEMENT MENSUEL. DURÉE DU CONTRAT D'AMORTISSEMENT.
				Rez-de-chaussée.	Étage.	Mansarde.		fr.	fr.					
		m. 2	m. 2									fr.	fr.	fr.
32	Ajusteur	54	42 50	2	2	1	4	700	1,600	"	112	5,112	30	25
51	Tailleur	75	45	2	2	1	7	1,012	4,400	463	223	6,098	31	25
54	Macon	97	36	2	2	1	3		2,700		157	2,857	20	25
55	Relieur	89	42 5	2	2	2	2		5,500		294	5,794	30	25
56	Garçon brasseur	543	154	1	5	"	4		4,545		573	5,118	25	20
57	Cultivateur	2,266	80	1	"	"	5		1,300		76	1,376	4	25
58	Emballleur	1,982	42	1	"	"	2	640	"		86	726	7	25
59	Musicien	84	47 5	2	2	1	2	825	4,500	50	140	5,515	27	25
60	Colporteur	205	45	2	2	"	1	600	2,700	204	110	3,614	15	25
62	Plombier-zingueur	206	40	2	2	"	3	158	1,700	"	76	1,934	9	25
63	Plombier-zingueur	206	40	2	2	"	3	158	1,700	"	76	1,934	9	25
64	Gardien au jardin botanique	84	51	2	2	1	7	1,339	4,200	957	161	6,657	32	25
65	Peintre	222	51	2	2	1	3	1,246	4,400	330	182	6,158	36	20
66	Tailleur	215	51	2	2	1	4	1,205	4,400	330	176	6,111	36	20
67	Ébéniste	118	45	2	2	1	2	752	4,500	320	108	5,680	29	25
68	Typographe	105	45	2	2	1	8	884	4,500	317	113	5,814	29	25
69	Chauffeur mécani- cien	69	42 50	2	2	1	10	700	4,300	285	86	5,371	29	25
70	Gordonnier	69	42 50	2	2	1	3	700	1,600	300	81	5,681	28	25
71	Employé	105	42 50	2	2	1	6	1,110	4,500	15	268	5,893	29	25
72	Tailleur	91	45	2	2	1	11	1,000	4,500	15	215	5,730	50	15
73	Typographe	113	45	2	2	1	3	756	4,000	30	96	4,882	29	20
74	Moulinier	226	33	2	2	"	4	980	3,275	16	94	4,365	23	25
75	Emballleur	71	43 70	2	2	1	5	700	4,500	53	96	5,349	30	25
76	Conducteur de train	68	46 75	2	2	2	10	1,432	4,000	721	166	6,319	37	20
77	Carrier	351	61 75	2	2	"	3	300	2,800	"	68	3,168	16	25

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en mai (1). — Une amélioration est signalée dans la plupart des industries : le pourcentage des chômeurs pour tous les corps de métier fournissant des renseignements est tombé de 6,5 à 6 : soit 23.351 personnes sur 387.411 adhérents des 85 trade-unions.

Dans l'industrie houillère (les renseignements portent sur 1.053 puits occupant 241.494 personnes), on a travaillé 4,57 jours par semaine en mai contre 4,46 en

(1) D'après la *Labour Gazette*.

avril. Aucun changement appréciable dans les industries métallurgiques. Amélioration progressive et continue dans les industries mécaniques : le pourcentage des chômeurs est tombé de 7,2 en avril à 6,6 en mai. De même dans les constructions navales : de 12,10 à 11,4. Dans le bâtiment : 2,5 pour cent de chômeurs au lieu de 3,3 en avril 1895 et en mai 1894. Même tendance dans les industries du bois et de l'ameublement.

L'industrie du livre au contraire éprouve un léger recul : 5,6 pour cent de chômeurs contre 5,4 en avril. La confection, la cordonnerie sont très animées : on fait souvent des heures supplémentaires. Pour le coton, la situation est moins bonne dans les tissages et assez médiocre dans les filatures. Amélioration continue dans l'industrie lainière.

Il y a eu en mai 84 nouvelles grèves, soit une de plus qu'en avril : en mai 1894 il y en avait eu 118. Ces 84 grèves se répartissent comme suit : 26 dans le bâtiment 20 dans les mines et carrières, 9 dans les industries textiles, 8 dans les industries diverses, 7 dans la métallurgie et 7 dans les constructions navales, 4 dans l'industrie du vêtement, 3 parmi les travailleurs des ports et des docks. 74 de ces grèves embrassaient 20.048 personnes, soit une moyenne de 270 personnes par grève.

Il y a eu pour 111.000 personnes changement dans les conditions du travail : réduction de salaires pour 104.500 personnes, dont 102.000 mineurs du sud du pays de Galles, du Monmouth et du district de Bristol.

Fédérations de Trade-Unions. — Le département anglais du travail a fait une enquête sur les groupements ou fédérations de trade-unions. La *Labour Gazette* en publie les résultats : 63 fédérations qui ont répondu au questionnaire, groupent 628 trade-unions comptant ensemble 851.966 membres :

	NOMBRE de fédérations.	NOMBRE d'unions affiliées.	NOMBRE d'adhérents.
Bâtiment.....	29	274	76.339
Ameublement, ébénisterie.....	3	58	7.699
Industries du métal.....	4	72	165.429
Mines et carrières.....	12	93	386.890
Industries textiles.....	10	95	173.108
Industries du livre.....	3	23	25.201
Marine de commerce, docks, transports.....	2	13	17.300
	63	628	851.966

Il faut tenir compte de ce fait que plusieurs unions sont affiliées à deux fédérations et que par suite le nombre de leurs adhérents est compté deux fois dans le total général.

Les fédérations les plus importantes par le nombre des unionistes qu'elles groupent sont : 1° la fédération des mineurs de Grande-Bretagne (comptant 13 unions affiliées et 185.126 adhérents) ; 2° la fédération des industries mécaniques et des constructions navales du Royaume-Uni (15 unions et 151.034 membres) ; 3° les travailleurs unis des industries textiles (4 unions et 138.700 membres).

La première et la troisième de ces fédérations ont surtout pour objet d'exercer une influence sur la législation ; la deuxième se propose principalement de tracer les lignes de démarcation pour le travail entre les différents corps de métier qui y sont affiliées.

Protection du travail. — D'après le rapport de l'inspecteur en chef des usines et manufactures pour l'année 1894, il y a eu, du 31 octobre 1893 au 31 octobre

1894, 2.219 poursuites pour faits relatifs au travail, suivies de 2.104 condamnations : le total des amendes et des frais s'élève à 91.300 francs environ. On a constaté 9.749 accidents dont 448 suivis de mort.

SUISSE.

Caisse d'assurance contre le chômage à Berne. — Le compte rendu de l'exercice 1894-1895, le second depuis la création de la caisse, vient d'être publié (1) : nous en extrayons les chiffres suivants : 390 membres ont été inscrits, dont 126 entrés dans le courant de l'année, mais 57 membres n'ont payé que de 1 à 4 cotisations mensuelles et ne doivent pas être comptés. Il reste par conséquent 333 membres actifs, (dont 249 mariés et 84 célibataires) contre 354 l'année précédente.

L'hiver 1894-95 ayant été particulièrement rigoureux, la proportion des membres qui ont fait appel à la caisse s'est accrue. 226 membres se sont déclarés en chômage, soit 67 p. 0/0 : 143 en décembre, 67 en janvier et 16 en février.

L'année précédente, il y avait eu 216 chômeurs, soit 61 p. 0/0 du nombre des membres actifs. Sur 226 chômeurs, 219 ont eu droit à une indemnité et l'ont touchée, les 7 autres ont été replacés avant d'avoir chômé 8 jours ; l'année précédente, 165 ouvriers seulement sur les 216 chômeurs, avaient eu droit à l'indemnité journalière.

La cotisation de chaque membre est de 40 centimes par mois et le secours attribué par jour de chômage est de 1 franc si l'individu est célibataire ou vit seul et de 1 fr. 50 s'il est marié. Les contributions des ouvriers ont fourni un total de 1.366 fr. 80 et il a été payé 9.684 fr. 25 aux chômeurs.

On peut à l'aide de ces chiffres apprécier quelle a été l'étendue moyenne du chômage au cours de l'année, en admettant que parmi les chômeurs la proportion de personnes mariées soit la même que dans l'ensemble des membres de la caisse. Les 9.684 fr. 25 se décomposeraient dans cette hypothèse en 7.905 fr. 75 aux gens mariés et 1.778 fr. 50 aux célibataires, ce qui suppose un total de 7.049 journées payées tandis que les 333 ouvriers membres de la caisse pouvaient compter, à 300 jours par an, au moins sur 100.000 journées de travail. La proportion moyenne du chômage, en tenant compte de 7 ouvriers qui ont chômé moins de 8 jours et n'ont pas reçu d'indemnité, a donc été d'un peu plus de 7 p. 0/0, tandis que la cotisation des ouvriers n'atteignait pas 1/2 p. 0/0 du salaire.

Les 226 chômeurs se décomposaient en 163 manœuvres, 1 tapissier et 62 ouvriers du bâtiment.

Voici le bilan de la caisse :

RECETTES.		DÉPENSES.	
Contribution des membres..	1.366 80	Frais d'impression, de bureau	595 40
Contribution des patrons...	1.703 70	Coût d'un brasero.....	56 05
Dons.....	602 05	Indemnités payées.....	9.684 25
Subvention de la commune..	5.000 00		
Contributions volontaires...	2.970 10	TOTAL.....	10.335 70
Intérêts.....	14 65	Reliquat.....	1.321 60
TOTAL.....	11.657 30	TOTAL ÉGAL.....	11.657 30

(1) Bericht über das zweite Geschäftsjahr der Versicherungskasse gegen Arbeitslosigkeit in der Gemeinde Bern, von S. Scherz, präsident der Verwaltungskommission.

Voir aussi, *Bulletin de l'Office du travail*, de novembre 1894, page 586.

Il y a donc excédent de *recettes*, mais c'est grâce aux dons volontaires (ceux-ci sont arrivés surtout à l'époque où la caisse était vide) et à la subvention communale. En outre, la municipalité a demandé des ouvriers pour l'enlèvement des neiges et a fait entreprendre la démolition d'une partie du mur d'enceinte, ce qui a permis d'éviter à la caisse des charges plus considérables.

Le conseil communal de Berne a établi le 8 mars 1895 un nouveau règlement, d'après lequel le bureau municipal de placement ne formerait qu'un avec la caisse d'assurance contre le chômage. La subvention communale serait portée de 5.000 francs à 7.000 francs par an et la contribution mensuelle des assurés de 40 centimes à 50 centimes. Par contre, le maximum de l'indemnité journalière aux chômeurs serait porté de 1 franc et 1 fr 50 à 2 francs et 2 fr. 50.

M. Scherz, le président du conseil d'administration de la Caisse, a foi dans la vitalité de celle-ci. « L'assurance contre le chômage immérité est, dit-il, un encouragement à la prévoyance, plus efficace et plus digne que l'aumône. Il suffit de ne l'envisager encore que comme un pis-aller et comme un stimulant pour l'État, les communes et les particuliers, à restreindre la possibilité du chômage ».

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

PENDANT LE MOIS DE JUIN 1895, EN CE QUI CONCERNE LES QUESTIONS
OUVRIÈRES ET SOCIALES.

Chômage. — [*Chambre*]. — Proposition de loi portant ouverture au Ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1895, d'un crédit de 15 millions pour venir en aide aux ouvriers en chômage, déposée le 29 juin 1895 (Doc. parl. n° 1424, *J. O.*, p.).

Coalitions. — [*Sénat*]. — Rapport sur :

1° La proposition de loi de M. Merlin ayant pour objet d'interdire les coalitions formées dans le but de suspendre ou de cesser le travail dans les exploitations de l'État et dans les compagnies de chemins de fer (*V. Bull. mars*, p. 189);

2° Le projet de loi ayant pour objet d'interdire les coalitions formées dans le but de suspendre ou de cesser le travail dans les exploitations de l'État (*V. Bull. avril*, p. 256).

Déposé par M. Demôle, le 10 juin 1895 (Doc. parl. n° 121, *J. O.*, p.).

Accidents du travail. — [*Sénat*]. — Projet de loi concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire (*V. Bull. mai*, p. 320) :

1^{re} délibération : séance du 10 juin 1895, discussion générale; — séance du 11 juin, clôture de la discussion générale et renvoi de l'article 1^{er} à la Commission; — séance du 13 juin, renvoi de l'article 1^{er} (nouvelle rédaction) à la Commission; — séance du 28 juin, dépôt, par M. Poirrier, d'un rapport supplémentaire (Doc. parl. n° 146, *J. O.*, p. 277).

Caisses d'épargne. — [*Chambre*]. — Rapport sur le projet de loi, adopté par le Sénat, concernant les caisses d'épargne, déposé par M. Aynard, le 14 juin 1895 (Doc. parl. n° 1381, *J. O.*, p.).

— Adoption, après déclaration d'urgence, dans la séance du 27 juin 1895 (*Déb. parl.*, p. 1876.) [*V. Bull. juillet* 1894, p. 366].

Caisses de retraite, de secours et de prévoyance. — [*Chambre*]. — Dépôt, par M. Guieysse, d'un rapport sur le projet de loi, adopté par le Sénat, concernant les caisses de retraite, de secours et de prévoyance fondées au profit des employés et ouvriers, le 13 juin 1895 (Doc. parl. n° , *J. O.*, p.) [*V. Bull. mai* 1895, p. 320].

Bien de famille. — [*Chambre*]. — 1° Proposition de loi ayant pour objet de créer, en France, des biens insaisissables de famille (*Homestead*), présentée par M. Léveillé, le 16 juin 1894 (Doc. parl. n° 717, *J. O.*, p. 939.) — Rapport sommaire de M. Fernand Rabier, déposé le 22 novembre 1894 (Doc. parl. n° 1004, *J. O.*, p. 1995).

2° Proposition de loi sur l'insaisissabilité du domicile paternel (loi dite du *Homestead*), présentée par MM. Hubbard, etc., le 19 juin 1894 (Doc. parl. n° 729, *J. O.*, p. 1295).

3° Proposition de loi ayant pour objet d'organiser, en France, le bien de famille, présentée par M. Lemire, le 18 juillet 1894 (Doc. parl. n° 848, *J. O.*, p. 1173). — Rapport sommaire de M. Gendre, déposé le 20 novembre 1894 (Doc. parl. n° 997, *J. O.*, p. 1993).

Prise en considération de ces trois propositions de loi, dans la séance du 18 juin 1895 (*J. O.*, déb. parl., p. 1769).

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL.

Les chiffres du commerce extérieur durant le premier semestre de l'année accusent, par rapport à l'année dernière, un relèvement de l'exportation des matières premières de l'industrie, et des objets fabriqués.

Dans l'ensemble des industries, d'ailleurs, le travail se maintient assez actif, particulièrement dans les industries textiles, la préparation des cuirs et les entreprises de construction.

Parmi les 315 syndicats d'ouvriers et d'employés de l'industrie et du commerce groupant 120,000 adhérents qui ont adressé des rapports sur la situation au 15 juillet, la proportion du chômage s'est abaissée à 4,2 p. o/o; 29 p. o/o des syndicats avec 21 p. o/o des adhérents considèrent la situation comme meilleure que celle de l'an dernier à pareille époque, 38 p. o/o des syndicats avec 54 p. o/o des adhérents estiment qu'elle est la même et 33 p. o/o des syndicats avec 25 p. o/o des adhérents la tiennent pour plus mauvaise.

SITUATION GÉNÉRALE.

PÊCHE. — La grande pêche semble assez productive, mais les prix fléchissent; la sardine a moins donné que l'an dernier sur les côtes de l'Océan, et a, au contraire, été plus fructueuse sur la Méditerranée.

MINES ET CARRIÈRES. — Situation stationnaire dans les charbonnages; la production du bassin du Nord et du Pas-de-Calais, pendant les six premiers mois de l'année, a passé de 7.800.571 tonnes en 1894 à 7.766.393 en 1895. Le commerce extérieur de la houille, durant la même période, ne donne également lieu qu'à une variation insignifiante.

Toujours peu d'activité dans les mines de plomb. Dans les carrières et ardoisières à cette époque de l'année, l'extraction est très importante.

PRODUITS ALIMENTAIRES. — L'importation des sucres bruts a notablement diminué, notamment celle des sucres coloniaux; les six premiers mois de l'an dernier ont donné lieu à une importation nette de 41 millions de kilogrammes, cette

année il y a, au contraire, excès d'exportation pour près de 11 millions de kilogrammes. L'exportation nette des raffinés continue à progresser, 49 millions de kilogrammes en 1893, 59 en 1894, 63 en 1895. La distillerie est toujours dans une position peu favorable; l'importation des mélasses pour distillation est tombée de 96 millions de kilogrammes en 1893, à 44 en 1894 et à 28 en 1895.

La chocolaterie progresse légèrement, l'importation du cacao continue à s'accroître. L'importation de la fécule et celle de l'amidon sont en diminution; les rizeries sont prospères.

La boulangerie, dans la plupart des grands centres, a réduit son travail, une partie de sa clientèle étant en villégiature; 12 p. o/o des ouvriers sont signalés sans travail, on fait en général 98 heures par semaine. Chez les pâtisseries-cuisiniers, 8 p. o/o de chômeurs, la journée n'est plus que de 8 à 10 heures, sauf à Nantes et dans quelques villes d'eaux où le travail est assez suivi. La charcuterie est également en morte-saison, les prix de vente ont suivi la baisse de la matière première.

INDUSTRIES CHIMIQUES. — L'exportation des produits chimiques en général atteint, pendant le premier semestre de cette année le chiffre de 24,5 millions de francs, supérieur à celui des années précédentes. L'importation du caoutchouc brut semble faiblir un peu.

Le pétrole brut importé monte à 117 millions de kilogrammes cette année contre 108 en 1894 et 64 en 1893, et bien que les fabriques de bougies souffrent de la concurrence du pétrole, elles regagnent un peu de terrain à l'exportation.

PAPIER. — L'importation de la pâte de bois a passé de 48 millions de kilogrammes en 1893, pendant le premier semestre, à 58 en 1894 et 56 en 1895. L'exportation des livres est en diminution : 1893, 17 millions de francs; 1894, 15; 1895, 14. On compte, dans les industries du livre, 12 p. o/o de chômeurs, 15 p. o/o à Paris, 8 p. o/o en province; c'est l'époque habituelle de la morte-saison, le chômage a été cependant un peu atténué par les impressions occasionnées par la période électorale. 30 p. o/o des syndicats groupant 15 p. o/o des adhérents trouvent la situation meilleure que celle de l'an dernier, 49 p. o/o des syndicats avec 24 p. o/o des syndiqués estiment qu'elle est la même, et 21 p. o/o des syndicats avec 61 p. o/o des membres la tiennent pour plus mauvaise. La répartition de l'activité du travail suivant les localités est à peu près la même que le mois dernier; sur plusieurs points la durée du travail a été réduite à 54 heures par semaine.

CUIRS ET PEaux. — Peu de changement dans le commerce extérieur des peaux, par rapport aux dernières années; actuellement, la mégisserie et la tannerie profitent de la hausse de 15 à 30 p. o/o sur les cuirs corroyés et tannés. Cette hausse attribuée à la spéculation américaine aurait été favorisée par la rareté des produits, la disparition des stocks qu'a amenée la guerre sino-japonaise et les bas prix auxquels la matière première était tombée. Elle n'aura probablement pas de répercussion immédiate sur la fabrication de la chaussure, les marchés pour l'hiver étant déjà en cours d'exécution; les petites maisons achetant au jour le jour seraient seules actuellement atteintes.

Il y a lieu de noter que la valeur de l'importation des chaussures est tombée de 15 millions de francs en 1893 à 14 en 1894 et à 12 en 1895, durant le premier semestre.

Dans la ganterie, l'exportation qui était tombée de 27 millions de francs en 1893, à 16 millions en 1894, est remontée à 23 millions pendant les six premiers mois de cette année; dans cette industrie, la hausse de la matière première n'a pas eu d'ef-

fet bien fâcheux. Chômage 7 p. 0/0 chez les ouvriers de la préparation des cuirs et peaux, 9 p. 0/0 chez les cordonniers, nul chez les gantiers. La durée du travail va de 60 à 72 heures chez les tanneurs corroyeurs et de 50 à 66 heures chez les cordonniers et gantiers.

Dans la préparation des cuirs et peaux, la situation est estimée meilleure que l'an dernier à Dijon, Auxerre, Ammonay, Lyon, Château-Renault, plus mauvaise à Marseille, Angers et Amboise. Dans la cordonnerie, travail plus abondant à Izeaux, Lyon, Angers; moins actif à Boulogne-sur-Mer, Montpellier et Limoges.

TEXTILES. — Pendant les six premiers mois de l'année, l'importation du lin, du chanvre et du jute a été un peu supérieure à celle de l'an dernier; les filatures voient plus d'affaires; l'exportation des fils de lin, chanvre, ramie est un peu plus forte : 16.000 quintaux contre 3.500 l'an dernier, mais contre 22.000 en 1893. La fabrication des toiles est active actuellement.

L'importation du coton en laine est croissante 1.110.000 quintaux en 1893, 1.236.000 en 1884, 1.321.000 en 1895; l'importation des fils de coton continue à décroître, mais l'exportation des tissus de coton qui atteignait en valeur 30,5 millions en 1893, est passée à 35,8 en 1894 et à 33,8 en 1895; toutefois les prix sont maintenant peu rémunérateurs.

L'importation des laines en masses a fléchi : 116.000 tonnes en 1893, 117.100 en 1894, 104.800 en 1895, sans doute en raison des approvisionnements de l'an dernier, car l'activité des usines reste grande depuis la réouverture du marché américain; l'exportation des tissus de laine qui était tombée de 129 millions de francs en 1893, à 97 millions en 1894 est remontée à 132,6 millions en 1895, toujours pendant le premier semestre.

En soierie, le travail est toujours très actif; l'exportation des tissus a un peu fléchi en valeur depuis les dernières années, mais s'est un peu relevée en quantité depuis l'an dernier. Les filatures, moulinsages, tissages de la Loire, du Rhône, de l'Ardeche, de la Drôme, traversent une période de grande prospérité; le nombre et la consistance des usines s'accroissent; les prix de façon ont bénéficié d'une augmentation qu'on évalue à 15 p. 0/0. Peu de commandes dans les fabriques de lacets et celles de toiles; la hausse des filés de coton ou de laine nécessite l'augmentation des prix de vente, ce qui restreint les affaires.

La confection des vêtements est en morte-saison, d'où, dans certaines maisons, baisse de 10 à 15 p. 0/0 sur les prix de façon. L'exportation des confections pour hommes est en reprise sur l'an dernier, celles pour femmes ainsi que la lingerie continuent à donner lieu à une diminution. L'exportation des modes et fleurs est au contraire en augmentation sensible : 24 millions en 1893, 28 en 1894, 37 en 1895. Peu de variation dans le commerce extérieur de la chapellerie feutre, sauf en ce qui concerne le feutre poil où il y a sensible diminution; la durée du travail est actuellement très réduite dans ces industries. L'exportation des chapeaux de paille s'est au contraire notablement accrue.

Dans les tissages mécaniques, on compte 4 p. 0/0 de chômeurs, 3 p. 0/0 dans les tissages à la main; on ne signale pas d'ouvriers inoccupés chez les passementiers-rubaniers, 19 p. 0/0 chez les tapisseries; 4 p. 0/0 chez les tailleurs; 18 p. 0/0 chez les chapeliers.

TRAVAIL DU BOIS. — Légère amélioration chez les charpentiers et les menuisiers; les carrossiers voient leurs commandes diminuer par l'extension des entreprises de transport en commun (omnibus, tramways) qui souvent fabriquent elles-mêmes leur matériel; les tonneliers ont reçu peu de commandes par suite des prévisions défavorables sur la prochaine récolte. Les commandes de galoches et sabots ont augmenté

par suite de la durée exceptionnelle de l'hiver dernier qui a épuisé les stocks, et la hausse des cuirs qui amènera celle de la chaussure; les prix de vente sont aussi en hausse.

L'importation des bois d'ébénisterie reste en décroissance.

La durée du travail varie de 60 à 66 heures par semaine, chez les charpentiers et chez les tonneliers; de 60 à 72, chez les menuisiers et chez les charrons; elle est généralement de 72 heures chez les sabotiers-galochiers.

Chômage : 10 p. 0/0 chez les charpentiers, 2 p. 0/0 chez les menuisiers, 7 p. 0/0 chez les charrons et chez les ouvriers de l'ameublement, nul chez les sabotiers et chez les tabletiers-boutonniers.

Chez les charpentiers, la situation paraît meilleure que celle de l'an dernier à Hermes (Oise) et à Carcassonne, plus mauvaise à Dunkerque, la Seyne (Var), Marseille, Villeneuve-sur-Lot, Nantes; chez les menuisiers, situation meilleure à Li-bourne. Chez les galochiers, travail plus actif à Cusset et à Brive; dans les autres industries, aucun changement notable.

MÉTAUX. — L'exportation nette des fontes d'affinage et de moulage qui n'était que de 5.000 tonnes pendant le premier semestre 1893, est montée à 25.000 en 1894 et à 55.000 cette année; par contre, les admissions temporaires sont tombées pour les fontes, fers et aciers, de 34.366 tonnes l'an dernier à 29.975 cette année.

L'exportation des fers, fontes et aciers, qui avait notablement diminué, est notablement supérieure cette année à celle des années précédentes; celle des rails d'acier a passé de 4.486 tonnes en 1893 à 5.666 en 1894 et 8.465 en 1895; situation un peu meilleure dans les Ardennes; la boulonnerie et la petite ferronnerie ont un bon courant d'affaires. Dans quelques grands établissements du Centre, on a dû renvoyer une partie du personnel, cependant l'activité est encore relativement satisfaisante.

Dans l'horlogerie, la production se ralentit, les prix restent très bas. Les doreurs-argenteurs et les fabricants de bronze imitation sont dans la période de leur mort-saison habituelle.

Chômage : 10 p. 0/0 chez les mouleurs; 6 p. 0/0 chez les métallurgistes; 2 p. 0/0 chez les chaudronniers; 3 p. 0/0 chez les mécaniciens et ouvriers du fer, 10 p. 0/0 chez les ferblantiers.

Chez les mouleurs, situation inférieure à celle de l'an dernier à Armentières. Monthermé (Ardennes), Lyon, Bordeaux; équivalente, dans les autres départements.

Travail plus actif que l'an passé chez les ouvriers du fer à Paris (charpentiers en fer), à Calais, dans les Ardennes, à Bourg, Saint-Nazaire, Vierzou; production plus restreinte à Paris (mécaniciens), Maubeuge, Commeny, Angoulême, Marseille, Saint-Étienne, Lyon, Toulon. Chez les chaudronniers, situation meilleure à Nantes et Saint-Nazaire, plus mauvaise à Durtort (Tarn); chez les ferblantiers et ouvriers sur métaux autres que le fer, le travail paraît généralement moins actif.

Durée du travail : en moyenne 65 heures par semaine chez les mouleurs, variant de 60 à 66 heures chez les métallurgistes, atteignant 75 et 84 heures chez les constructeurs-mécaniciens et serruriers, généralement 60 heures chez les chaudronniers et chez les ferblantiers.

BÂTIMENT. — Travail très suivi chez les tailleurs de pierre; petite reprise dans la marbrerie, l'année dernière avait été particulièrement désastreuse.

Dans l'industrie du bâtiment, l'activité est généralement plus grande que celle de l'an dernier, le long chômage du commencement de l'année avait mis les travaux en retard; on perfectionne le matériel, de façon à diminuer le prix de revient.

Les tailleurs de pierre ne signalent pas de chômages, sauf à Annecy et à Rochefort où la situation est jugée plus mauvaise que celle de l'an passé; chez les sculpteurs, état stationnaire; chez les marbriers, le chômage atteint un grand nombre d'ouvriers. Les maçons comptent 13 p. 0/0 des leurs sans travail; l'augmentation du nombre de chômeurs provient de l'augmentation du nombre des ouvriers inoccupés de Dunkerque, Sedan, Reims, Lyon, Grenoble, la Rochelle et Nantes; la situation paraît meilleure que celle de l'année précédente à Besançon, Marseille, Annonay, Tarbes, Bergerac et Dun (Cher). Les peintres et plâtriers ne comptent presque pas de chômeurs; situation meilleure à Armentières, à Tarbes et à Béziers; plus mauvaise à Puteaux, Levallois (Seine) et à Marseille.

La durée du travail hebdomadaire est le plus souvent de 66 heures chez les tailleurs de pierre, les maçons et les peintres; elle atteint souvent 72 heures.

CHAUFFOURNERIE, CÉRAMIQUE, VERRERIE. — Commerce extérieur sans variation notable dans la faïence et la porcelaine; exportation plutôt décroissante dans la verrerie. Dans la faïencerie et la poterie, travail assez suivi; situation plus favorable à Vierzon, plus mauvaise à Besançon, pour le reste pas de changement.

Dans les verreries du Nord, fabrication très ralentie, les commandes de bouteilles sont paralysées par la mauvaise apparence des récoltes et par la concurrence étrangère; la cristallerie et la gobleterie souffrent particulièrement des importations des produits étrangers; baisse sur tous les produits, moins cependant sur la gobleterie. Dans la verrerie, on compte 22 p. 0/0 de chômeurs.

TRANSPORTS, MANUTENTION, COMMERCE. — Les cochers des grandes villes sont en morte-saison, départ de la clientèle en villégiature; le développement des entreprises de transports en commun diminue encore la quantité de travail disponible. La batellerie fluviale déploie une plus grande activité. Les comptables et employés de commerce sont atteints par la stagnation des affaires en saison d'inventaire, le placement devient particulièrement difficile pour les employés déjà âgés, il est assez facile pour les jeunes gens n'ayant pas encore 20 ans à qui on peut offrir de petits appointements. Les ouvriers et employés de l'alimentation dans les grandes villes entrent dans la période habituelle de morte-saison. Dans les entreprises de transport, la diminution du travail semble avoir porté plutôt sur la durée du travail que sur le personnel employé. Peu de chômeurs: 5 p. 0/0 chez les comptables, 8 p. 0/0 chez les ouvriers et employés de l'alimentation, 9 p. 0/0 chez les coiffeurs.

Situation généralement considérée comme plus mauvaise, sauf à Bordeaux, Nantes et Rennes pour l'industrie des transports, et à Marseille, Avignon et Bordeaux pour les ouvriers de l'alimentation.

Analyse, par départements, des renseignements fournis : 1^o par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, associations patronales, etc., et 2^o par les correspondants.

Seine. — Morte-saison chez les *pâtisseries*, travail de 7 heures du matin à 7 heures du soir; quelques pâtisseries de peu d'importance ont fermé; les ouvriers inoccupés vont en partie se placer chez les *boulangers*. Chez les *charentiers*, affaires très calmes et toujours peu avantageuses; hausse légère sur les prix; le départ pour la campagne, dans les quartiers riches, et le chômage, dans les quartiers ouvriers, diminuent le nombre des commandes. Chez les *éditeurs d'images* et *fabricants d'objets religieux*, les commandes de l'étranger sont toujours aussi abondantes, celles de France ont sensiblement diminué; de nombreux renvois d'ouvriers ont eu lieu; toutefois, le prix élevé des objets que l'on préfère aujourd'hui atténue l'inconvénient d'une moindre production. Travail plus abondant et plus rémunérateur chez

les *mégissiers*, hausse de 15 p. o/o sur les prix d'achat et de 20 p. o/o sur les prix de vente; augmentation de la durée du travail; on fait 66 heures par semaine; nombreuses commandes de l'étranger, principalement des États-Unis. Chez les *selliers-harnacheurs*, pas de modification, si ce n'est la hausse sur les cuirs. Grâce aux stocks existant, les cuirs corroyés n'ont pas encore atteint leur maximum, mais la hausse sur les cuirs en poils se maintenant, il est à supposer que l'augmentation des prix sera de 25 à 30 p. o/o. Dans la *ganterie*, affaires très calmes, cependant tendance à une reprise de l'exportation; hausse sur les peaux surtout sur celles de chevreau.

Commandes moins abondantes que l'an dernier chez les *entrepreneurs de parquets*; tarif des prix de façon sans variation; un tiers des ouvriers reste inoccupé; journée de 8 heures. Légère reprise du travail chez les *litiers*; mais les prix sont un peu moins rémunérateurs, on fait 60 heures par semaine. L'industrie des *appareils d'éclairage* est en pleine morte-saison; diminution des heures de travail, on fait environ 50 heures par semaine. Dans l'industrie du *bronzage-imitation* et chez les *doreurs-argenteurs*, ralentissement habituel de la production depuis le 15 juin; les prix ont encore tendance à baisser; travail 50 à 60 heures par semaine.

Travail peu abondant et peu rémunérateur dans la *construction mécanique* et dans la *chaudronnerie*; baisse sur les prix (10 p. o/o sur les années précédentes); diminution dans la durée du travail; on fait généralement 10 heures par jour; fermeture d'une maison occupant 40 ouvriers.

Dans les *ateliers d'horlogerie*, la production se ralentit; la journée est en moyenne de 10 heures; l'outillage se perfectionne sensiblement. Le marché des *matériaux de construction* semble reprendre un peu, particulièrement pour la *Pierre de taille*; toutefois, les prix sont relativement peu élevés et peu rémunérateurs. Affaires encore calmes dans la *marbrerie*, amélioration cependant sur l'année dernière qui avait été spécialement mauvaise: fermeture de 5 maisons occupant 50 ouvriers; travail, en moyenne 66 heures par semaine du lundi au samedi. Les travaux du *bâtiment* présentent une plus grande activité, mais les adjudications se font à des prix peu avantageux; légère augmentation dans la durée du travail, on fait environ 65 heures par semaine; on cherche à regagner le temps perdu pendant les 5 et 6 semaines de chômage de l'hiver dernier. Dans la *fabrication des bouteilles* et la *cristallerie*, commandes moins importantes que l'année précédente, diminution moins sensible dans la *gobletterie*; prix moins rémunérateurs, en baisse de 5 à 10 o/o; une nouvelle fabrique s'est installée à Choisy-le-Roi.

Seine-et-Oise. — Dans la *distillerie*, les affaires sont très calmes. Dans le *bâtiment*, les travaux sont abondants et les prix plus rémunérateurs; on fait de 10 à 12 heures par jour.

Somme. — Baisse considérable dans les prix de vente du *poisson* à Péronne; les produits analogues de Hollande sont amenés sur le marché français à des prix bien inférieurs au cours habituel; de plus, les étangs fournissent moins de poissons par suite de la contamination des eaux d'usine; les joncs et roseaux récoltés au bord des étangs sont également en baisse. A Amiens, légère augmentation d'affaires dans la *charcuterie*; la diminution du prix du porc (100 francs les 100 kilogr. au lieu de 120 francs) permet en vendant meilleur marché de développer la consommation; en moyenne, travail 10 heures par jour. Affaires calmes dans la *confection des vêtements*, travail 55 heures par semaine; main-d'œuvre abondante et facilité de trouver des apprentis; les salaires payés par les entrepreneurs ont tendance à diminuer.

Pas-de-Calais. — L'augmentation des droits d'entrée sur les *farines* en Belgique a augmenté les difficultés des transactions dans les *minoteries* et contraint à licencier une partie du personnel. En *distillerie*, production toujours faible; de même à Calais, dans la *fabrication de la bière*, la crise des *tulles* amène une diminution de la consommation. Les fabriques du *ciment de Portland* ont reçu des commandes plus importantes que celles de l'année précédente, elles semblent encore insuffisantes; les prix sont en baisse; on fait de 9 à 10 heures par jour.

Nord. — **LILLE.** — *Industries textiles.* — Les tissages de toiles sont en pleine activité et continuent à recevoir de nombreuses commandes, principalement de Paris. Du 20 au 27 juillet, la gare d'Armentières a expédié 365.000 kilogrammes de toiles, alors que, pendant la semaine correspondante de 1894, elle n'en avait expédié que 255.000. En filature, les fils sont demandés dans tous les genres et les prix sont très fermes.

A Roubaix-Tourcoing, l'amélioration précédemment signalée se maintient dans toutes les branches de l'industrie et du commerce. Les ordres reçus dans les fabriques de tissus assurent l'alimentation des métiers pour une assez longue durée. Quant aux exportations aux États-Unis pendant le second trimestre, elles ont presque triplé d'importance comparativement au trimestre correspondant de 1894. Pour ces tissus notamment, l'ensemble des expéditions est passé de 1.648.243 fr. 65 en 1894, à 4.795.009 fr. 16 en 1895; soit une augmentation de 3.144.965 fr. 51. — *L. Lecombe.*

FOURMIES. — Une *filature* de 7.000 broches, arrêtée depuis 3 ans, vient d'être remise en marche (60 ouvriers); depuis le dernier trimestre, la production et la vente deviennent chaque jour plus actives; les tissages ont obtenu des commissions avantageuses et leurs besoins en fils amènent une plus grande activité dans les filatures où les prix sont en hausse de 40 p. 0/0; cette situation semble assurée jusqu'en fin d'année; les salaires ont été partiellement augmentés, soit directement par les patrons, soit sur la demande des ouvriers; afflux de main-d'œuvre, vie matérielle très chère, travail 12 heures par jour. La *fabrication des bouteilles* est stationnaire; la concurrence étrangère et les mauvaises récoltes paralysent les affaires; les prix sont en baisse, les salaires restent les mêmes, mais les fours s'éteignent successivement; dans ceux en activité, on fait le même nombre d'heures qu'avant la crise; depuis les dernières grèves, les commandes sont allées à l'étranger, qui fournit des produits de qualité inférieure, mais à bas prix.

Ardennes. — La *brasserie* se ressent de la crise des autres industries, la consommation reste stationnaire malgré les chaleurs; le bas prix des matières premières laisse heureusement une marge suffisante pour permettre d'attendre une reprise; on fonde beaucoup d'espoir sur la réforme du régime des boissons qui, dans une certaine mesure, favoriserait les bières à fermentations hautes. Dans la *métallurgie*, la situation reste à peu près stationnaire, les ateliers fabriquant spécialement les ferrures de chemins de fer ont dû restreindre sensiblement leur production; les prix de vente ont peu varié, ils ont seulement suivi les fluctuations du cours des matières premières; les ateliers de *ferronnerie* ont à souffrir de la concurrence des autres régions. Les *forges* et les *fonderies* sont assez occupées, mais à des conditions peu rémunératrices; la *boulonnerie* et la *petite ferronnerie* ont un assez bon courant d'affaires, en diminution toutefois sur 1888 et 1890; deux établissements nouveaux: une boulonnerie à Levezzy et une fonderie à Revin; durée du travail, en moyenne 66 heures par semaine; amélioration sensible des rapports entre patrons et ouvriers.

Marne. — Dans la région de Reims, production plus active dans l'*industrie lainière*, les usines ont leur personnel au complet; l'*industrie du bâtiment*, en pleine prospérité l'an dernier, est maintenant un peu moins occupée; de même pour l'*industrie des vins de Champagne*. Dans cette dernière, une maison a dû cesser ses affaires; on compte 10 p. 0/0 de chômeurs; la situation pour les ouvriers est moins bonne que celle du trimestre dernier, les tirages étant actuellement terminés. En général, dans les trois industries déjà citées, la journée est de 12 heures. Diminution d'affaires chez les *loueurs de voitures*; par suite du développement des entreprises de transport en commun, les voitures de place sont plus délaissées.

Meurthe-et-Moselle. A Nancy, les *patrons boulangers* ont réduit leur travail, à la suite du départ de leurs clients en villégiature. Affaires plus actives chez les *charcutiers*, baisse sur les prix de vente; principalement sur les lards et les saindoux, par suite de la concurrence des importations de l'étranger et aussi du bon marché des beurres de pays qui amènent une diminution dans les demandes de saindoux. Les prix de la *chaussure* sont en hausse de 3 à 10 p. 0/0 suivant les genres, étoffe ou cuir; augmentation de la durée du travail, on fait 66 heures par semaine; la hausse des cuirs semble devoir amener une augmentation des prix de vente et peut être une baisse sur les salaires.

Vosges. — Dans l'*industrie cotonnière*, malgré une baisse très sensible et des marchés peu avantageux, la production s'est peu ralentie, tous les établissements continuent leur fabrication.

Doubs. — L'*imprimerie-lithographie* et la *reliure* ont, à Montbéliard, un travail assez actif, la concurrence que se font les maisons plutôt trop nombreuses a amené une grande

baisse des prix; il n'y a pas de chômage, journée de 10 à 11 heures. Les *tissages* ont un bon courant d'affaires, les *filatures* sont dans une situation assez médiocre, peu de chômeurs, journée de 11 heures et demie en général. La *tréfilerie* est restée stationnaire tant au point de vue des affaires que du nombre des établissements en marche et du taux des salaires; il y aurait tendance à la hausse sur ce dernier point.

Par suite de la fermeture des débouchés, la grosse et petite *horlogerie* restreignent leur production, le nombre des ouvriers inoccupés atteint 20 p. 0/0, la journée de travail varie en général de 10 à 11 heures, le taux des salaires tend à diminuer. La *fabrication des cadrans* reste stationnaire, les prix sont diminués de 20 p. 0/0, travail environ 50 heures par semaine.

Chez les *plombiers-zingueurs*, travail très ralenti, peu de constructions, les ouvriers occupés font environ 60 heures par semaine.

Jura. — Dans la région de Saint-Claude, la *fabrication des pipes et articles de tabletterie* reste stationnaire et inférieure à celle de l'an dernier, quelques affaires en articles bon marché. 5 p. 0/0 des ouvriers sont inoccupés, travail environ 8 heures par jour, déduction faite des arrêts partiels nécessités pour réparations ou accidents aux moteurs hydrauliques. La *taille des diamants* n'occupe plus qu'une partie des ouvriers qui y travaillaient il y a 4 ans, les prix sont peu rémunérateurs et le travail est irrégulier. Les *lapidaires* ont reçu un certain nombre de commandes dans les articles bon marché, les articles chers ne se vendent pas.

Côte-d'Or. — A Dijon, les *fabriques de moutarde* ont reçu de nouvelles commandes, les prix continuent à baisser, sauf pour les moutardes de marques spéciales; le bon marché de la matière première, surtout de celle venant des Indes, a permis de consentir des prix inférieurs, mais souvent aux dépens de la qualité; travail 12 à 14 heures par jour.

Yonne. — Dans les fabriques de *ciments de Vassy*, production un peu moins active par suite de la concurrence, travail toujours 12 heures par jour, main-d'œuvre peu abondante.

A Tonnerre, l'industrie du bâtiment est moins occupée, et les intempéries entravent l'exécution de travaux en cours, travail 70 à 75 heures par semaine.

Nièvre. — L'exploitation des coupes de forêt est maintenant terminée, le commerce des bois a fait peu d'affaires avantageuses. Les prix ont faibli de 10 p. 0/0 environ.

Puy-de-Dôme. — CLERMONT-FERRAND. — Depuis le 1^{er} juillet, c'est-à-dire depuis les premières cueillettes de fruits, les usines de *confiserie* sont, comme chaque année, à cette époque, en pleine activité. 700 ouvrières et une centaine d'ouvriers sont actuellement occupés à la fabrication et à la préparation des pâtes et fruits confits. Les salaires n'ont pas varié. Une nouvelle maison, devenue acquéreur d'une ancienne marque de la région, a été ouverte. L'année sera bonne pour cette industrie.

Les travaux sont actifs dans le bâtiment et dans l'imprimerie.

Malgré les dégâts importants causés par plusieurs orages, la récolte en blés a été bonne, quoique inférieure en qualité et quantité à celle de l'an dernier. Pendant la moisson, les salaires des ouvriers agricoles ont haussé, dans la Limagne, par suite de la diminution croissante du nombre de bras disponibles. Le même fait s'était déjà produit, quoique plus légèrement, lors de la coupe des foins.

THIERS. — La *coutellerie*, dont la production avait diminué pendant les six derniers mois, reprend peu à peu son activité habituelle. La baisse constatée pendant le premier semestre 1895 provenait de la réduction des commandes pour l'exportation, qui constitue le facteur essentiel de la vente des produits de cette industrie.

Il n'y a pas de chômage. Toutefois, le nombre d'ouvriers occupés dans la coutellerie est comme chaque année, pendant l'été, sensiblement réduit, les nombreux couteliers des environs de Thiers sont, en effet, pour la plupart occupés aux travaux des champs et ne reprendront pas leur industrie avant le milieu de l'automne. Les salaires ne varient pas. Les ouvriers des quelques usines mécaniques reçoivent toujours une rémunération un peu plus élevée, comparativement à la somme de travail qu'ils produisent, que les nombreux ouvriers travaillant à domicile. Malgré cet avantage, les couteliers préfèrent de beaucoup le travail à domicile, en raison de l'indépendance qu'il leur procure. Le nombre d'ouvriers devenant

petits fabricants va même en augmentant tandis que le nombre et l'importance des usines restent stationnaires. Cette situation cause parfois des diminutions de salaires, par suite de la concurrence que se font entre eux les petits fabricants, obligés d'écouler leurs produits au jour le jour. — *Fagnol.*

Haute-Loire. — A la suite de la hausse sur les cuirs, les commandes de *galoches* sont devenues plus importantes, hausse de 2 francs par douzaine de galoches, travail en moyenne 60 à 65 heures par semaine. L'industrie du *bâtiment* (charpentiers, menuisiers, serruriers, plâtriers et maçons) est encore en pleine activité, il y a encore de nombreuses constructions particulières en cours. Les *dentellières* ont vu encore diminuer leurs commandes, aussi beaucoup ont quitté momentanément leur métier et ont été s'occuper à la moisson où elles gagnent une journée bien supérieure.

Loire. — *Mines.* — L'extraction de la houille continue à être stationnaire. Dans la plupart des compagnies on ne fait que cinq journées par semaine. Si l'approche de l'hiver amène d'ordinaire une augmentation assez considérable de travail, il n'en sera pas ainsi probablement cette année, car, si d'un côté pour le chauffage particulier on consommera plus de houille, on en consommera moins dans les usines métallurgiques par suite du manque à peu près absolu de commandes d'une certaine importance.

Métallurgie. — Seules, en effet, les aciéries de la marine (Saint-Chamond) viennent d'obtenir à la suite d'adjudication, pour les chemins de fer de l'Etat, la fourniture de 250 tonnes d'éclisses en acier.

La boudonnerie et la fabrication de la lime qui constituent les principales industries du Chambon-Feugerolles sont dans une situation peu satisfaisante.

Verrerie. — On signale à la Ricamarie la fondation d'une société coopérative de verriers avec 25 membres.

Passementerie. — La passementerie et la rubannerie battent leur plein. Tous les articles sont demandés. Il y a longtemps que le marché des soies n'avait été aussi actif, bien que le prix de celles-ci soit toujours très bas. Les commandes pour la saison d'hiver, qui se font en été, ont été très importantes. On en prévoit, pour l'été, à livrer courant de l'hiver, de nouvelles qui se chiffreront par des sommes considérables. Tous les métiers sont occupés. Les passementiers travaillent à un tarif très élevé, ce qui leur permettra de solder les retards occasionnés par les trois années de crise consécutives qu'ils viennent de traverser.

La chambre syndicale des tissus estime que la production a varié de 103 millions en 1889, à 108 en 1890, à 79 en 1891, à 93 en 1892, à 80 en 1892. — *L. Conte.*

ROANNE. — Ralentissement habituel des tissages de coton jusqu'en septembre; légère diminution de gain pour un sixième environ des ouvriers qui n'auront plus qu'un métier au lieu de deux qui leur sont habituellement confiés. Les autres industries sont en pleine activité. A Saint-Victor, installation d'une fabrique de cotonnades qui occupe déjà une centaine d'ouvriers.

Rhône. — Ralentissement progressif du travail dans les imprimeries de Lyon.

Activité exceptionnelle depuis plusieurs mois dans les tissages mécaniques à façon, prix de façon en hausse de 20 à 25 p. o/o depuis l'an dernier; par suite des commandes toujours plus nombreuses, on perfectionne l'outillage surtout en faveur du métier à plusieurs navettes. Le personnel ouvrier est insuffisant autant dans les tissages à la main que dans les tissages mécaniques. A Amplepuis, les tissages de coton continuent à être très occupés notamment à la fabrication des tissus coton dits algériens; la soierie reçoit de nouvelles commandes.

Les fabriques de tulles sont moins occupées que l'an dernier, les prix ont baissé, pour quelques articles, de 10 p. o/o; un établissement très important est en liquidation; 3 petites maisons viennent de se fonder; journée de 12 heures environ.

A Lyon, le travail tend à diminuer chez les passementiers (*dorure*) faute d'exportation; les prix de façon et les prix de vente sont également en baisse; il y a environ 60 p. o/o des métiers occupés, durée du travail 60 heures par semaine; tendance à transformer l'outillage et rendre la force motrice accessible aux petits industriels; beaucoup d'ouvriers abandonnent le métier, l'apprentissage est délaissé.

Dans l'industrie du bâtiment, activité plus grande que pendant le dernier trimestre; les

prix ne sont rémunérateurs que dans la construction d'immeubles susceptibles de gros revenus; journée de 9 à 10 heures; on est à l'époque des grands travaux et la main-d'œuvre fait plutôt défaut.

Dans le commerce des vins, prix moins rémunérateurs; baisse de plus du tiers dans le chiffre d'affaires.

Haute-Savoie. — A Annecy, peu de constructions nouvelles; les prix sont plutôt en hausse, 10 p. 0/0 d'augmentation sur les matériaux de construction, réduction des heures de travail sur la demande des ouvriers.

Isère. — A Grenoble, dans la *ganterie*, travail plus abondant, prix de vente sans variation malgré une augmentation de 25 p. 0/0 sur la matière première, la concurrence étrangère empêchant toute élévation des prix des objets fabriqués; les neuf dixièmes des ouvriers sont aux pièces et font 11 et 12 heures par jour soit à l'atelier sur leur demande, soit chez eux; deux tiers des gantiers habitent Grenoble, un tiers les faubourgs; pour les couturières en gants, un tiers travaillent dans la ville, deux tiers à la campagne; les ouvriers coupeurs sont à peu près également répartis; les ouvriers et ouvrières à la journée ou au mois font 10 heures par jour.

Les *charpentiers* manquent actuellement d'ouvriers et l'industrie du *bâtiment* est plus occupée que l'an dernier, il s'est créé récemment une nouvelle entreprise de travaux publics.

Les *fabriques de soieries* de la Tour-du-Pin continuent à être très occupées.

Drôme. — Les *filatures* et *moulineries* sont en pleine activité, hausse sur les produits fabriqués et prix plus rémunérateurs; le personnel ouvrier est plutôt rare; travail 66 heures par semaine.

Bouches-du-Rhône. — Dans les *mines*, la situation est des plus précaires; il y a quelques mois, les mineurs faisaient 4 à 5 journées par semaine; ils ne font plus, aujourd'hui, que 2 à 3 journées. La crise est attribuée en grande partie à la concurrence des houilles anglaises qui sont préférées aux produits du département.

Travail assez actif dans les *rizeries*, quelques usines marchent jour et nuit.

Dans la *stéarinerie*, aucune modification à signaler depuis le mois dernier.

L'*imprimerie* serait dans une situation meilleure que l'année dernière à pareille époque. Néanmoins, la concurrence amène des baisses de prix sur quantités de travaux à la portée des petites maisons et les grandes se voient forcées de suivre ce mouvement fort préjudiciable. La production est en augmentation légère, il est vrai, de là un peu moins de chômeurs parmi les ouvriers.

La *tannerie de peaux de chèvre* se trouverait dans une meilleure situation; les prix seraient un peu plus rémunérateurs; la production des peaux de chèvre tannées a subi plutôt une diminution par suite de la rareté des arrivages de peaux en poils. Celles-ci continuent à être enlevées par les Américains qui, après avoir pris tout ce qui était disponible sur la place de Marseille, achètent à des prix élevés sur les lieux de production. De ce fait, les peaux en poils ont subi une hausse très sensible, qui s'est répercutée à peu près dans les mêmes proportions sur la peau tannée; la situation et le nombre d'ouvriers employés dans cette industrie n'ont pas subi de variation sensible.

La *corroirie* va toujours en diminuant, c'est que les fabricants de chaussures font corroyer eux-mêmes les peaux et que l'exportation se réduit tous les jours. Le nombre d'ouvriers occupés par cette industrie a diminué dans la proportion d'environ 50 p. 0/0 depuis 5 ans.

Pour les *ciments*, l'affluence des produits locaux et la concurrence des produits étrangers causent une certaine perturbation et la situation de cette industrie devient de plus en plus critique. D'un autre côté, l'exportation est devenue beaucoup plus difficile.

Malgré cette situation défavorable, le nombre d'ouvriers employés est presque le même que celui d'il y a quelques années.

Relativement aux *services maritimes postaux*, la situation faite aux employés et ouvriers de la compagnie générale transatlantique ne s'est pas modifiée et l'on ne prévoit pas d'amélioration dans l'avenir. — P. Antomarchi.

Ardèche. — *Papeterie.* — Travail toujours soutenu; on s'occupe déjà des fournitures

pour la rentrée des classes d'octobre, ce qui amène de nombreuses commandes; sans être recherchés, les ouvriers sont occupés. Les prix des matières premières ont peu varié; cependant les chiffons sont très offerts et semblent baisser de valeur.

Mégisserie. — Même activité que le mois précédent chez les faconniers; les ouvriers font la journée. La petite mégisserie qui s'occupe de l'achat en poils souffre un peu à cause de la difficulté des approvisionnements. Comme les autres années, la fin juillet a été très calme comme vente en blanc, cet état se prolongera encore quelques semaines.

Tannerie. — *Maroquinerie.* — Personnel assez occupé; la hausse se maintient sur les cuirs bruts, quoique la vente des produits fabriqués soit moins active. La tannerie a quelque peine à renouveler ses stocks.

Soierie. — Au point de vue du travail, la situation est la même. La vente est moins active, sans baisse de prix. — *G. Tindal.*

Gard. — **ALAIS.** — L'extraction des houilles est stationnaire; tous les bras disponibles sont occupés avec des salaires variant entre 105 et 140 francs par mois. La situation s'améliore sensiblement dans les usines métallurgiques, les ouvriers ajournés sont repris avec des salaires légèrement plus élevés qu'avant.

Soierie. — Les soies étant très demandées, plusieurs centaines de bassines de filatures, arrêtées depuis 1890-1891, ont été remises en marche; les femmes et filles de la région sont par suite généralement occupées et gagnent 1 franc 50 par journée de 10 heures dès l'âge de 16 à 17 ans. Les travaux de bâtiment sont depuis juin en pleine activité.

La situation est tout autre pour les ouvriers agricoles qui souffrent de l'état déplorable dans lequel se trouvent la plupart des vignobles; moins de journées de travail, salaires moindres aussi. La récolte de céréales a été bien inférieure à celle des années précédentes. — *De Boyce.*

Aveyron. — Dans la *ganterie*, situation légèrement inférieure à celle de l'an dernier, prix moins avantageux, avec tendance à la baisse, 5 établissements en moins (ils occupaient 300 ouvriers); les affaires en exportation sont devenues plus difficiles par suite de la concurrence étrangère; la cherté de la matière première et l'entrée presque en franchise des produits étrangers augmentent la crise sur le marché intérieur.

Tarn. — Dans la préparation des cuirs et peaux, à Graulhet, travail un peu plus abondant, nombreuses commandes de l'étranger; jusqu'ici les prix ont été rémunérateurs, mais on craint que la hausse de la matière première ne diminue sensiblement les bénéfices; la durée du travail reste à 10 heures par jour, mais le dimanche on fait 6 heures supplémentaires; quelques usines, pour satisfaire aux demandes, ont dû se monter mécaniquement.

Dans la région de Castres, situation générale à peu près analogue à celle du semestre précédent; l'ébénisterie en gros, industrie nouvellement fondée, est en bonne voie de prospérité; les expéditions faites par la gare de Castres en tissus et en vins sont plus faibles que celles du semestre correspondant de 1894.

Hérault. — La crise commerciale — qui avait sa répercussion dans toutes les branches du travail — semble, sinon terminée, du moins ne pas augmenter d'intensité.

Les premiers six mois de cette année sont un peu meilleurs que la période correspondante des trois dernières années. Toutefois, en ce moment, il y a ralentissement: nous sommes à la morte-saison pour le commerce des vins.

Les ouvriers du bâtiment n'ont toujours qu'un ou deux chantiers importants. Les ouvriers des raffineries de soufre sont inoccupés (chômage périodique).

Les ouvrières occupées aux salaisons travaillent activement. Leur salaire est de 3 francs par jour. 3 établissements nouveaux se sont créés et en ont porté le nombre à 10. La production de la sardine a été un peu moins forte que l'année dernière, mais la vente a été active, et les prix plus avantageux. Les autres pêches ont été moins productives; la liberté complète accordée aux *certs trainants* amène la dépopulation croissante de la côte.

Chez les tonneliers, situation assez bonne en général pour la vente, mais la production est faible, parce que l'on prévoit une mauvaise récolte de vin. 2 établissements de peu d'importance ont disparu. Les salaires tendent à décroître; il y a afflux de main-d'œuvre. — *R.^e Mawin.*

Pyrénées-Orientales. — Affaires très calmes sur le marché des vins. Les *boulangers* souffrent de la concurrence et 2 maisons ont fermé; le pain a baissé de 10 centimes par 3 kilogrammes depuis trois mois.

Gironde. — État stationnaire chez les *imprimeurs* de Bordeaux, prix en baisse; durée du travail réduite à 50 et 60 heures par semaine; la limitation du travail des femmes, dont l'emploi devient plus fréquent, empêche d'entreprendre certains travaux à petit bénéfice et livrables à court délai; la diminution des affaires d'exportation empêche d'obtenir des prix plus rémunérateurs.

Chez les *tonneliers*, le travail, généralement peu abondant à cette époque, l'est encore moins que l'an dernier; prix en baisse; journée généralement de 10 heures.

Depuis le précédent trimestre, les fabriques de *meubles* ont vu diminuer le nombre de leurs commandes. L'Exposition avait provoqué une activité passagère suivie maintenant d'un arrêt; travail, 56 heures par semaine.

Cher. — Fabrication analogue à celle de l'an dernier chez les *porcelainiers* de Vierzon; prix moins rémunérateurs, journée de 11 heures environ. Une *verrerie* vient de s'installer à Vierzon.

Deux-Sèvres. — À Niort, la *fabrication des gants* et celle de la *chaussure* sont en baisse.

Ille-et-Vilaine. — Dans la région de Fougères, une amélioration très sensible s'est produite dans la fabrication de la *chaussure*; tous les ouvriers sont occupés 11 heures par jour; on travaille à la confection de la chaussure d'hiver, et l'on pense avoir suffisamment de commandes pour aller jusqu'au moment où l'on entreprendra la chaussure d'été c'est-à-dire jusqu'en septembre, octobre ou commencement de novembre, suivant que l'on a des commissions pour les maisons de gros ou de détail; les prix sont assez rémunérateurs, un peu plus élevés que les précédents, à cause de la hausse de la matière première; dans l'industrie du *bâtiment*, travail régulier et suivi.

Mayenne. — Le commerce des vins et spiritueux s'est un peu restreint; la vente des eaux-de-vie a été diminuée par la concurrence des bouilleurs de cru; de plus, la clientèle bourgeoise n'a fait aucun approvisionnement de vins, dans l'espoir de pouvoir profiter du dégrèvement des boissons hygiéniques; le commerce des cidres fait ses préparatifs en vue de la récolte prochaine, qui promet d'être abondante.

Indre-et-Loire. — La fabrication de la *chaussure* est très ralentie; la hausse de la matière première et la spéculation à laquelle elle donne lieu engagent à ne pas emmagasiner; pour suivre les cours, il faudrait augmenter le prix de vente dans des proportions qui rendraient les transactions difficiles; journée de 8 à 9 heures.

Analyse, par départements, des renseignements fournis par les Chambres syndicales ouvrières.

Seine. — Les *horticulteurs-jardiniers* comptent 4 p. o/o des leurs sans place.

Produits alimentaires. — Diminution du travail chez les *boulangers*; en raison de la saison, un certain nombre de patrons réduisent leur personnel; travail, 70 à 80 heures par semaine; de même chez les *pâtisseries*, diminution du personnel dans un certain nombre de maisons. 10 p. o/o de chômeurs; la journée, en saison d'été, est de 10 heures en semaine et de 15 heures les dimanches et jours de fêtes, sans modification dans les salaires, les ouvriers étant au mois; chez les employés d'alimentation de Clichy, chômage, 15 p. o/o.

Livre. — Les ouvriers de la *brochure* estiment à 15 p. o/o le nombre de leurs adhérents sans ouvrage; la semaine est réduite à 55 et 60 heures; diminution du taux des salaires dans certaines maisons. Les *imprimeurs à la planche de papiers peints* estiment que 6 p. o/o des leurs sont sans ouvrage; les échantillons sont presque terminés; il faudra attendre un mois ou deux avant que le travail ne reprenne.

Morte-saison chez les *imprimeurs en taille-douce*, un cinquième des adhérents sans place,

mais situation plutôt meilleure que celle de l'an dernier. Chez les *typographes*, 16 p. 0/0 de chômeurs, 4 p. 0/0 chez les *conducteurs-typographes* et 13 p. 0/0 chez les *imprimeurs-conducteurs*; travail de 45 à 60 heures par semaine; diminution du personnel occupé dans plusieurs maisons importantes, un seul ouvrier suffisant à conduire deux machines.

Petite amélioration chez les *gainiers*, 2 p. 0/0 de chômeurs; travail, 50 heures par semaine.

Peu de commandes chez les *passementiers à la barre*; quelques ouvriers ont été chercher à s'occuper ailleurs.

Baisse annuelle du travail chez les *ébénistes en tables de nuit*; dans quelques maisons, on essaie de diminuer les prix de façon. Pas de chômeur signalé chez les *coffretiers*.

Métalx. — Les *mouleurs en fonte* comptent 10 p. 0/0 de leurs adhérents sans ouvrage; journée de 11 et 12 heures et quelquefois plus élevées dans certains ateliers. 3 p. 0/0 de chômeurs chez les *tailleurs sur acier*, travail 75 heures par semaine; situation meilleure que l'an dernier, les commandes de la Ville et de l'État ayant été plus importantes. Pas de chômeur signalé chez les *balanceurs*; une maison nouvelle vient de se fonder, elle occupe 6 ouvriers, travail 60 heures par semaine; les *électriciens* estiment à un quart le nombre de leurs adhérents non embauchés, travail 60 heures par semaine; réduction de 12 p. 0/0 sur le tarif du travail à l'heure. 3 p. 0/0 de chômeurs chez les ouvriers en *instruments de précision*; une maison nouvellement ouverte occupe 3 ouvriers; journée de 10 heures.

Bâtiment. — Les *mouleurs en plâtre* comptent quelques adhérents sans ouvrage, journée habituelle de 10 heures; le chômage atteint 12 p. 0/0 des *fanistes*, une centaine de maisons n'occupent encore que la moitié de leur personnel, on commencera à le compléter le mois prochain; travail 66 heures par semaine, au lieu de 60 et avec le même salaire. A peine 1 p. 0/0 de chômeurs chez les *biscanteurs et polisseurs de glaces*.

Transports. Commerce. — Les *cochers* entrent en morte-saison avec le départ des Parisiens en villégiature; les *charretiers en vins* font environ 100 heures par semaine, dimanche compris. Les *ouvriers du marché aux bestiaux* comptent un tiers des leurs sans emploi; malgré les fortes, les arrivages au marché ont été faibles, une grande partie des envois en viandes mortes (bœufs, veaux, porcs) se faisant directement sur les Halles; de plus, plusieurs maisons de commission ont remplacé le travail à la semaine par le travail dit à la *corvée*, qui n'occupe que 3 à 4 jours par semaine. Les *comptables* estiment à 5 p. 0/0 le nombre des leurs sans emploi; le placement des comptables se fait très difficilement, surtout pour ceux d'un certain âge; les jeunes gens, auxquels on peut offrir 30 francs environ par mois trouvent facilement un emploi; journée généralement de 10 heures. Les *garçons louchers* comptent 7 p. 0/0 des leurs sans place. Les *infirmiers et gardes-malades* réussissent à placer un certain nombre d'entre eux dans les hôpitaux de province; les *élèves en pharmacie* comptent 5 p. 0/0 des leurs sans emploi, journée variant de 14 à 16 heures; une centaine de pharmaciens ont renvoyé leurs élèves pendant la saison d'été.

Seine-et-Oise. — Chez les *chapetiers* d'Éssonnes, pas de chômeur mentionné, travail réduit à 35 et 40 heures par semaine; c'est la morte-saison annuelle. Les *maçons* de Versailles portent à 5 p. 0/0 le nombre de leurs chômeurs, les *tailleurs de pierre* à 15 p. 0/0; le travail est aussi actif que l'an dernier pour les *maçons*, il est moindre chez les *tailleurs de pierre*.

Oise. — 4 p. 0/0 des *typographes* de Beauvais sont inoccupés; dans une maison, le travail est à peu près arrêté depuis un mois. L'amélioration déjà constatée chez les *boutonniers* en os et les *tabletiers* de Méru continue.

Somme. — A Amiens, les ouvriers en *cuirs et peaux* estiment que 6 p. 0/0 des leurs sont sans ouvrage; la hausse des cuirs entrave la fabrication des *chaussures*.

Pas-de-Calais. — Diminution des commandes chez les *cordonniers* de Boulogne-sur-Mer; travail, 48 heures par semaine. Pas de chômeurs chez les *mécaniciens* et *ouvriers du fer* de Calais, les réparations des navires ayant procuré de l'ouvrage aux ouvriers inoccupés. La durée du travail a été réduite à 60 et 50 heures chez les *peintres* de Boulogne-sur-Mer, la plupart des maisons auraient déjà licencié le quart de leur personnel; la morte-saison commence plus tôt que d'habitude.

A Boulogne-sur-Mer, hausse sur le pain de 0 fr. 02 par kilogramme; les légumes frais et secs ont considérablement augmenté depuis l'arrivée des baigneurs.

Nord. — A Lille, les *lithographes* signalent la fermeture de 2 maisons occupant 9 ouvriers; pas de chômeurs signalés chez les *relieurs-papetiers*. Ouvrage abondant chez les *typographes* de Douai; 5 p. o/o de chômeurs chez ceux de Roubaix, travail 66 heures par semaine. A Haspres, 9 nouvelles *entreprises de tissage* viennent de se fonder, elles occupent 600 ouvriers. A Armentières les *parcours* sont tous occupés, fabrication plus active, journée 11 heures. A Lille, ralentissement de la fabrication dans l'*industrie du fil* depuis juillet jusqu'en octobre, diminution du nombre d'heures de travail. Les *mouleurs en fer et cuivre* sont toujours occupés, cependant on craint une diminution des commandes, travail 64 heures par semaine. Les *métallurgistes* de Maubeuge comptent 11 p. o/o des leurs non embauchés; 15 à 20 p. o/o des fours à puddler ont été éteints; on commence à introduire de l'étranger les fers tout préparés; les salaires d'une partie du personnel ont été diminués de 2 francs par jour. A Lille, dans l'*industrie du fer*, la journée est toujours de 10 heures, sauf dans quelques usines où, pour remplir quelques commissions pressées, on a établi une équipe de nuit; la production est particulièrement active dans les ateliers de *constructions de machines à vapeur* pour l'industrie linière ou cotonnière et les usines d'électricité. Petite reprise du travail chez les *marbriers à la pendule* de Cousolre; mais diminution très sensible sur les prix. Les *marbriers pour pendules* de Ferrière-la-Petite signalent la fermeture d'une maison de la région; elle occupait 50 ouvriers. A Dunkerque, les *maçons* estiment qu'un peu plus du quart de leurs membres sont atteints par le chômage; en général, travail 60 heures par semaine; 1 maison a renvoyé son personnel (5 ouvriers); les *plâtriers* sont tous occupés, travail 72 heures par semaine; une maison nouvelle vient de se fonder.

A Haspres, le prix des farines est augmenté de 2 francs par 100 kilogrammes. A Lille, baisse sur les principales denrées, pain, légumes, fruits, etc.

Ardennes. — Chez les *tisseurs*, à Illy, pas de chômeur signalé, 14 p. o/o à Villers-Cernay; à Illy, travail plus abondant que l'an dernier, 72 heures par semaine. Les commandes continuent à arriver abondantes chez les *métallurgistes* d'Etion; grâce à une entente entre patrons et ouvriers, la situation se maintient bonne; de même, aux Mazures, sauf pour la *clouterie* qui est même délaissée par certains ouvriers apprenant maintenant le métier de mouleur; à Vivier-au-Court, tous les *métallurgistes* sont occupés, ils font de 44 à 55 heures par semaine; les prix de façon, surtout dans les ateliers ayant un vieil outillage, baissent constamment. Les ouvriers de l'*industrie du fer* de Sedan comptent 5 p. o/o des leurs sans ouvrage; la situation des ateliers de *constructions mécaniques* s'améliore, travail 70 heures par semaine; quelque peu de chômage dans les *forges, lamineries et fonderies*. Chez les *maçons* de Sedan, journée ordinairement de 12 heures.

A Illy, hausse sur le pétrole, 0 fr. 10 par litre et, à Sedan, sur le pain, 0 fr. 05 par kilogramme.

Marne. — 18 p. o/o de chômeurs chez les *maçons* de Reims, baisse de 0 fr. 05 sur le prix moyen de l'heure de travail. Ralentissement du travail chez les *cochers*.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, les *ouvriers en chaussures* comptent 8 p. o/o des leurs sans ouvrage. Chez les *menuisiers*, travail 72 heures par semaine; constructions moins abondantes que l'an dernier.

Haute-Saône. — Pas de chômeur signalé chez les *typographes* de Vesoul; l'impression des sessions du conseil général et les élections ont procuré un travail abondant.

Doubs. — Peu de chômeurs chez les *graveurs* de Besançon; travail 40 heures par semaine; en morte-saison, on fait maintenant des travaux d'email en concurrence avec la place de Genève qui y avait acquis une certaine habileté. Cette nouvelle industrie semble prospérer.

Ain. — Situation très favorable chez les *métallurgistes* de Bourg, tous sont occupés, travail 66 heures par semaine. Les *tailleurs de pierre* de Thoiry annoncent la fermeture d'une maison qui occupait 15 ouvriers.

Haute-Saône. — Les *verriers* de Châlon-sur-Saône estiment que plus de la moitié de

leurs adhérents sont atteints par le chômage : un four est arrêté pour un temps indéterminé, les magasins sont encore pleins.

Côte-d'Or. — Les *bûcherons* de Pagny-le-Château sont à fin de saison, les coupes étant terminées. A Dijon, chez les *cardonniers*, travail suspendu 3 jours par semaine dans quelques petits ateliers; en général, journée de 11 heures, situation satisfaisante.

Yonne. — Les ouvriers de l'industrie du cuir d'Auxerre ne comptent aucun de leurs membres en chômage, mais un tiers des ouvriers de la corporation serait inoccupé une partie du temps. Travaux actifs dans le *bâtiment*; les ouvriers ont obtenu 5 centimes de plus par heure; une entreprise nouvelle a été créée par 5 ouvriers associés.

Allier. — La situation des *mineurs* de Commentry reste toujours difficile, baisse des salaires; peu de commandes. Pas de chômeur signalé chez les *typographes* de Cusset.

Les *métallurgistes* de Commentry suspendent le travail une semaine par mois, dans quelques chantiers deux semaines; les manœuvres sont occupés environ 9 heures par jour.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, 24 p. 0/0 des *plâtriers-peintres* sont inoccupés, journée de 10 à 11 heures.

Haute-Loire. — Une nouvelle *fabrique de rubans* s'est montée à Saint-Didier-la-Séauve, elle occupe déjà une dizaine d'ouvriers; les prix de façon sont actuellement plus élevés que ceux des années précédentes. Ralentissement du travail chez les *plâtriers* et *peintres* du Puy, salaires en décroissance.

Loire. — A Saint-Étienne, les *imprimeurs* et *papetiers* font 60 heures et les *graveurs* 54 heures par semaine. Chez les *tisseurs*, à Jarnosse, augmentation de 5 et 15 centimes dans les prix de façon de certains articles de soie; à Panissières, tous sont occupés; le tissage du *linge de table* est délaissé pour le tissage des soieries, mieux rétribué; aussi les commissions de lingerie se remplissent difficilement; à Saint-Étienne, l'amélioration constatée chez les *tisseurs élastiques* continue, travail 66 heures par semaine; de même chez les *tisseurs-veloutiers* et les *tisseurs-épingleurs*, prix de façon en hausse de 25 p. 0/0 sur ceux de l'an dernier; ouvrage encore très abondant à Sévelinges; dans un atelier de *tissage* de Belmont, la journée a été réduite à 11 heures. Les *teinturiers* de Saint-Chamond estiment qu'un quart de leurs adhérents sont inoccupés, travail 45 heures par semaine. A Saint-Étienne, chez les *chefs d'ateliers rubaniers* comme tous les ans à pareille époque, diminution des commandes; cette année la baisse des salaires sera moins forte, les métiers étant encore fort occupés. Les *charpentiers* ont tous du travail, journée de 10 heures. Chez les *balanciers* situation moins favorable, les instruments de pesage devenant plus en plus des articles de quincaillerie et articles à bon marché; travail 70 heures par semaine. Dans la *fonderie*, les commandes se ralentissent notablement; deux maisons importantes ont réduit leur personnel de près de moitié et ceux qui restent ne travaillent guère qu'une vingtaine de jours par mois.

A Panissières, baisse de 20 centimes par kilogrammes de beurre.

Rhône. — A Lyon, les *cuisiniers* estiment qu'un 1/5 de leurs adhérents sont sans place, journée de 14 heures; situation meilleure que celle de l'an dernier, chez les *corroyeurs-marquins*, durée du travail 60 heures par semaine; de même, amélioration chez les *ouvriers en sacs de dames*, la journée a été portée à 13 heures. Dans les *tissages*, production plus active que l'an dernier, de même chez les *veloutiers* et à Amplepuis. Les *tapisiers* comptent 15 p. 0/0 des leurs sans ouvrage; travail 60 heures par semaine. La situation prospère déjà signalée chez les *coupeurs-tailleurs* se maintient, travail 60 heures par semaine. Morte-saison annuelle chez les *tailleurs sur mesure*, le *vêtement de confection* est maintenant réservé aux entrepreneurs des maisons de gros. De même morte-saison annuelle chez les *chapeliers* en articles fantaisie, ralentissement du travail plus important que l'an dernier, les ouvriers occupés font une quinzaine d'heures par semaine.

Les *mouleurs et fondeurs* en cuivre portent à 11 p. 0/0 le nombre des leurs sans ouvrage. Pas de chômeur signalé chez les *ouvriers sur cuivre* de Villefranche. A Lyon, le chômage

atteint 9 p. o/o des *orfèvres*, travail 60 heures par semaine. Pas de chômeur chez les *sculpteurs de pierres-statutaires*. Les *cimentiers* estiment qu'un tiers de leurs membres sont inoccupés; dans les chantiers, travail 60 heures par semaine. Les *garçons de café-restaurant* portent à 19 p. o/o le nombre de leurs adhérents non placés.

Haute-Savoie. — Augmentation de la durée du travail chez les *tailleurs de pierre* d'Annecy, baisse de 10 centimes par heure.

Isère. — A Grenoble, les *typographes* portent à 5 p. o/o le nombre de leurs adhérents sans ouvrage, situation meilleure que celle que l'an dernier. L'amélioration déjà constatée chez les *cordonniers d'Izeaux* continue; de même chez les *gantiers* de Gières. Pas de chômeur chez les *tailleurs de pierre* de Porcieux, travail 72 heures par semaine.

Alpes-Maritimes. — A Cannes, les *jardiniers* comptent 7 p. o/o des leurs sans place, travail 60 heures par semaine. A Nice, légère amélioration chez les *vermicelliers*, pas d'ouvrier non embauché.

Chez les *maçons*, 5 p. o/o de chômeurs, travail 65 heures par semaine; baisse de 10 p. o/o sur les salaires. Morte-saison chez les *garçons de café* de Cannes.

Var. — Les *machinistes* des théâtres de Toulon comptent 15 p. o/o des leurs sans ouvrage; quelques scènes sont fermées et la saison prochaine s'annonce comme peu favorable; travail de 8 heures du matin à 1 heure du matin pour la brigade de jour et de 8 heures du soir à 1 heure du matin pour la brigade du soir.

Bouches-du-Rhône. — Production très ralentie chez les *mineurs* de Gréasque par suite de la concurrence des charbons étrangers. Chez les *typographes* d'Aix, 9 p. o/o des adhérents en chômage; l'Administration ayant supprimé ses commandes, 1 maison a réduit son personnel, les ouvriers à la journée continuent à faire 60 heures par semaine, les ouvriers aux pièces subissent une diminution de travail. A Marseille, les *imprimeurs-lithographes* estiment qu'un tiers des leurs est sans ouvrage; une maison peu importante vient de fermer; 2 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*, les élections procurent un travail momentané. La situation s'est un peu améliorée chez les *tanneurs*; elle reste cependant inférieure à celle de l'an dernier. Les *selliers-bourreliers des fournitures militaires* sont tous occupés, grande activité par suite des adjudications faites tardivement; travail 60 heures par semaine; de même chez les *carrossiers*. Les *forgerons* estiment au quart le nombre de leurs adhérents atteints par le chômage; dans la plupart des maisons on ne fait que 5 jours par semaine; dans une des plus importantes il ne resterait qu'un cinquième des ouvriers habituels occupés une semaine sur deux. Pas de chômeur chez les *tailleurs de pierre tendre*. Réduction de salaire chez les *ouvriers extracteurs d'argile* de Saint-Henri. Forte diminution du travail chez les *maçons* d'Aix; ils font environ 40 heures par semaine.

A Marseille, augmentation de 0 fr. 025 sur le kilogramme de pain; la viande est également en hausse; le vin, les légumes et les fruits sont diminués.

Vaucluse. — Les ouvriers de l'*Union balaitière* de Caderousse estiment que 15 p. o/o des leurs sont sans ouvrage, journée de 9 heures. Situation meilleure chez les *garçons bouchers* d'Avignon; journée de 16 heures.

A Avignon, hausse de 0 fr. 05 par kilogramme de pain et de 0 fr. 20 par kilogramme de viande.

Ardèche. — Chômage : 9 p. o/o chez les *maçons* d'Annonay, journée de 10 heures.

Aveyron. — Pas de chômeur signalé chez les *typographes* de Rodez; travail 60 heures par semaine.

Tarn. — Les *chapeliers-appropriateurs* d'Albi comptent 10 p. o/o des leurs sans ouvrage; dans une fabrique, travail 4 jours par semaine au lieu de 3 le mois dernier.

Hérault. — Pas de chômeur chez les *ouvriers agricoles* de Marsillargues. Les *mineurs* du Bousquet-d'Orb estiment que 10 p. o/o des leurs sont inoccupés; baisse des salaires pour les ouvriers du fond.

Aude. — Pas de chômeurs chez les *travailleurs du liège* de Narbonne; 5 p. o/o chez ceux de Carcassonne. Pas de chômeur signalé chez les *charpentiers*; il y aurait plutôt manque de bras, les propriétaires attendant l'époque des *enlèvements* pour faire leurs réparations. 10 p. o/o d'ouvriers inoccupés chez les *terrassiers* qui font 40 heures de plus par jour.

Pyrénées-Orientales. — Les *travailleurs du liège* de Perpignan portent à 10 p. o/o le nombre des leurs sans ouvrage; quelques placements se sont faits depuis le mois dernier grâce aux commandes nécessitées par les élections; la situation reste inférieure à celle de l'an dernier.

Hautes-Pyrénées. — A Tarbes, chez les *typographes*, la durée du travail a été portée de 65 à 70 heures par semaine; la saison *thermale* et les élections ont amené cette amélioration. Travail 60 heures par semaine chez les *menuisiers*. Pas de chômeurs chez les *charbons*; journée de 12 heures. Chômage 1 p. o/o chez les *tanneurs-corroyeurs* de Tarbes; travail 60 heures par semaine, les cuirs en poils commencent à manquer.

A Tarbes, hausse sur la viande, le vin et les légumes.

Basses-Pyrénées. — A Bayonne, chez les *tapissiers*, une maison vient de fermer; on fait 60 heures par semaine, travail plus suivi; le marché de l'Espagne adresse, de nouveau, quelques commandes. Chez les *garçons bouchers*, 12 p. o/o de chômeurs, une maison vient de fermer et une autre va suivre; travail 70 heures par semaine.

Gers. — L'amélioration mentionnée chez les *typographes* d'Auch continue; travail 60 heures par semaine, et dans une maison 65 et 72 heures; les ateliers sont au complet.

A Auch, hausse de 10 à 20 centimes par kilogramme sur la viande de boucherie.

Lot-et-Garonne. — Diminution des commandes chez les *charpentiers* de Villeneuve-sur-Lot, la grêle ayant détruit une partie des récoltes; travail, 66 heures par semaine.

Dordogne. — Chez les *chapeliers* de Terrasson, travail, 60 heures par semaine. Situation plus favorable que l'an dernier pour les *typographes* de Bergerac; il vient de se créer un nouveau journal.

Gironde. — A Bordeaux, chez les *jardiniers*, plus de la moitié des adhérents seraient atteints par le chômage; travail, 72 heures par semaine. Les *cuisiniers* comptent 2 p. o/o des leurs sans place, les compagnons boulangers, 7 o/o. Le travail ayant diminué dans les *imprimeries lithographiques* faisant travailler aux pièces, 20 p. o/o des ouvriers gagneraient une quinzaine de francs par semaine. 13 p. o/o des *teinturiers* sont inoccupés. Les *tonneliers* estiment que le travail est, ce mois-ci, inférieur des deux tiers à celui des mois précédents; travail, environ 40 heures par semaine; situation à peu près identique à celle de l'an dernier à pareille époque; prix de façon en baisse. Également peu de commandes chez les *tonneliers* de Vayres; il restait une certaine quantité de futailles de l'an dernier et la future récolte ne s'annonce guère comme meilleure.

A Bordeaux, depuis l'ouverture de l'Exposition, ralentissement très marqué du travail pour les *ébénistes*; chez les *mouleurs sur métaux*, 14 p. o/o des adhérents sont inoccupés, la durée du travail a été diminuée dans 2 maisons, elle est en général de 45 heures par semaine; le prix du travail à l'heure a été diminué de 5 à 10 centimes par heure. Peu de chômeurs chez les *chaudronniers en cuivre*; travail, 60 heures par semaine. Les *garçons de café* portent à 16 p. o/o le nombre des leurs sans place; placement difficile, cependant situation meilleure que l'an dernier, grâce à l'Exposition; journée parfois de 19 heures. Les *coiffeurs* comptent un cinquième des adhérents sans place; travail, environ 103 heures par semaine. Pour les *gens de maison*, chômeurs 4 p. o/o chez les hommes, 2 p. o/o chez les femmes.

Charente-Inférieure. — A Rochefort-sur-Mer, pas de chômeur signalé chez les *typographes*. Chez les ouvriers *tailleurs en atelier*, travail, 72 heures par semaine; chez les ouvriers *en chambre*, 25 p. o/o de chômeurs; c'est la morte-saison d'été. Les *tailleurs de pierre* comptent un grand nombre des leurs sans ouvrage; quelques-uns font 60 heures par semaine; 1/5 des ouvriers du bâtiment sont inoccupés, ralentissement notable des travaux. A la Rochelle, production toujours active chez les *charpentiers* et chez les *menuisiers*; un certain nombre

de *maçons* sont atteints par le chômage. Les *maçons* d'Échillais sont tous occupés; travail, 72 heures par semaine.

Charente. — Ralentissement du travail chez les *typographes* et *lithographes* d'Angoulême; dans certaines maisons, on ne fait que 5 et 6 heures par jour. Les *typographes* de Cognac comptent 12 p. o/o des leurs inoccupés; fermeture d'une maison occupant 10 ouvriers; dans une autre maison, plusieurs fois par semaine, la journée est réduite de 2 heures.

Haute-Vienne. — On compte 3 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers en *cuirs* et *peaux* de Saint-Junien. A Limoges, une fabrique de *chaussures* en liquidation; travail très ralenti.

Morte saison chez les *tailleurs d'habits*, travail 40 à 50 heures par semaines; dans certaines maisons diminution de 10 o/o sur les prix de façon. Les *tanneurs* comptent 3 o/o des leurs sans ouvrage.

Corrèze. — On compte 11 p. o/o de chômeurs chez les *chapeliers-fouleurs* de Bort. A Tulle, 14 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers* et *employés de l'alimentation*; journée de 12 à 14 heures; situation un peu plus défavorable que celle de l'an dernier.

Cher. — Chez les *ouvriers agricoles* de Charly 3 p. o/o des adhérents sans ouvrage; légère augmentation sur les gains journaliers; de même à Nérondes. Pas de chômeurs signalés chez les *bûcherons* de Feux. Chez les *maçons* de Dun-sur-Auron, travail 60 heures par semaine. Production toujours très active chez les *chaufourniers* de la Guerche; ceux de Jussy et de Beffes sont arrêtés en ce moment par le chômage des canaux. Pas de chômeurs chez les *porcelainiers* de Vierzon.

Vienne. — Importante diminution des commandes chez les *typographes* de Poitiers, une seule maison a mis à pied 20 ouvriers.

Deux-Sèvres. — Travail 66 heures par semaine, chez les *gantiers* de Niort, commandes toujours abondantes.

Vendée. — Pas de chômeurs chez les *typographes* de la Roche-sur-Yon, travail 60 heures par semaine. Les *tisserands* des Épesses sont tous occupés, commandes abondantes; de même à Mortagne. Les *ouvriers du bâtiment* de la Roche-sur-Yon signalent la fermeture d'une maison occupant 20 ouvriers.

A la Roche-sur-Yon, la viande est en hausse de 8 p. o/o.

Loire Inférieure. — A Nantes, les *boulangers* comptent environ 18 p. o/o des leurs sans place, journée de 14 heures. Travail très suivi chez les *cuisiniers*, il y aurait actuellement manque d'ouvriers. Une entreprise de *fournitures militaires* vient de fermer, elle occupait 130 ouvriers; dans une autre maison analogue, travail environ 72 heures par semaine.

A Saint-Nazaire, chez les *constructeurs-mécaniciens*, 9 p. o/o de chômeurs, journée de 10 à 11 heures; même durée de travail chez les *chaudronniers*; l'amélioration signalée continue. Dans le *bâtiment*, peu de travaux; les entreprises de peinture n'occupent que la moitié de leur personnel habituel.

A Nantes, les *forgerons frappeurs* comptent 12 p. o/o des leurs sans ouvrage, travail 60 heures par semaine; même durée chez les *chaudronniers*; la journée est réduite à 8 heures chez les *ferblantiers boitiers*, la pêche à la sardine ayant été peu fructueuse, il y a peu de commandes; pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierre blanche*, travail, 60 heures par semaine, situation meilleure par suite de la construction du musée et du théâtre; les *maçons* comptent 6 p. o/o des leurs sans ouvrage, travail, 66 heures par semaine; baisse sur les salaires; chez les *camionneurs*, 3 p. o/o de chômeurs, travail 88 à 94 heures par semaine, situation meilleure que l'an dernier.

A Saint-Nazaire, hausse sur la viande de 10 centimes par kilogramme.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, les *tailleurs de pierre* sont tous occupés, travail 11 heures par semaine.

Maine-et-Loire. — A Angers, les *boulangers* comptent 18 p. o/o des leurs sans ouvrage, travail, 98 heures par semaine. Reprise du travail dans un certain nombre d'ateliers de cor-

donnerie, commandes encore très suivies chez les *tisserands* de May-sur-Evres, Bégrolles et Cholet, prix de façon en diminution, la situation est meilleure que celle de l'an dernier; de même chez les *tailleurs* de Saumur; travail 84 heures par semaine.

Mayenne. — Dans les environs de Renazé, deux nouvelles *ardoisières* ont été ouvertes depuis le mois dernier, elles occupent déjà ensemble 30 ouvriers.

Indre-et-Loire. — Chez les *ouvriers en cairs* d'Ambroise, journée de 12 heures. La durée du travail chez les *tonneurs* de Châteaurenault a été portée à 66 et 72 heures par semaine. Amélioration chez les *tisseurs* de Tours, travail, 70 heures par semaine; plus du quart des *serruriers* sont sans ouvrage et les salaires sont en diminution.

Loiret. — Les *bûcherons* de Vitry-aux-Loges ont cessé leur travail en forêt, ils sont maintenant tous occupés aux moissons.

Eure-et-Loir. — A Châteaudun, ralentissement annuel du travail chez les *typographes*, diminution de 2 à 3 heures par semaine; peu d'ouvrage dans les ateliers de *constructions mécaniques*.

Eure. — Les *teinturiers* de Condé-sur-Noireau comptent 5 p. o/o des leurs sans ouvrage, travail 50 à 60 heures par semaine; pas de chômeur mentionné chez les *compositeurs* d'Évreux. Situation un peu moins favorable chez les *ouvriers en instruments de musique* de la Couture-Boussey; on craint des réductions dans la durée du travail.

Seine-Inférieure. — A Rouen, augmentation du nombre des *typographes* sans ouvrage; les *lithographes papetiers* comptent 10 p. o/o des leurs inoccupés, journée de 10 heures; peu de commandes, concurrence des maisons de Paris, envoyant leurs voyageurs en province solliciter la clientèle. Chez les ouvriers de l'*industrie cotonnière*, 10 p. o/o des adhérents sont inoccupés; dans les *filatures*, travail 76 heures par semaine; dans certaines maisons, diminution de 5 p. o/o environ sur les salaires offerts. Au Havre, travail très faible chez les *voiliers*. A Rouen, chômage 10 p. o/o chez les *constructeurs mécaniciens*. Au Havre, 90 p. o/o des *journaliers du port* seraient atteints par le chômage; les *charbonniers du port* sont occupés environ 2 jours par semaine.

A Rouen, hausse de 5 centimes par kilogramme de viande.

Algérie. — A Alger, les *garçons limonadiers* ne comptent plus que 4 p. o/o des leurs non placés; journée 17 heures environ; dans quelques établissements les garçons ne sont plus payés suivant le système dit *du tronc*; ils gardent chacun leurs pourboires, le gain journalier atteint 4 fr. 50; les *tailleurs d'habits*, en morte saison, font 24 à 30 heures par semaine; il y a cependant plus de travail que l'an dernier à cette époque.

Tunis. — Chez les *typographes*, journée de 9 heures, soit 54 heures par semaine.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Travaux publics. — Adjudications nouvelles annoncées pour juin et juillet :

Paris. — Construction d'une école.....	190.900 ^f
Paris. — Construction d'un groupe scolaire.....	598.000
Paris. — Construction d'un groupe scolaire.....	673.800
Paris. — Construction d'un groupe de prisons.....	4.100.000
Paris. — Construction d'un égout collecteur.....	3.160.800
Paris. — Construction d'égouts.....	105.400
Paris. — Travaux sur routes nationales.....	132.000
Paris. — Travaux à l'établissement horticole du Fonds-des-Princes..	630.200
Paris. — Construction d'une école.....	201.400
Saint-Quentin. — Travaux au collège de filles.....	113.760
Courbevoie. — Construction d'égouts.....	210.500
Lille. — Couverture d'un ruisseau.....	250.000

Avesnes (Nord). — Construction d'un hôpital.....	145.400 ^f
Saint-Mihiel. — Guerre. — Construction d'un pavillon	126.600
Dijon. — Restauration d'un palais.....	122.400
Troyes. — Rivière de Seine. — Travaux de dévasement.....	108.000
Bourg. — Agrandissement d'un lycée.....	118.900
Besançon. — Réfection de bâtiments.....	423.900
Nevers. — Transformation d'une halle.....	131.800
Le Puy. — Construction d'une halle.....	125.900
Barcelonnette. — Assainissement et drainage.....	102.000
Périgueux. — Ligne de Nontron à Sarlat. — Travaux métalliques d'un pont.....	214.000
Bordeaux. — Alimentation d'un bassin.....	108.000
La Rochelle. — Construction de casernes de gendarmerie.....	157.800
Châteauroux. — Travaux de chemins.....	146.200
Rennes. — Travaux contre les inondations.....	393.000
Vitré. — Établissement d'un service d'eau.....	137.700
Montargis. — Construction d'un pavillon	126.000
Alger. — Travaux sur la route nationale n° 1.....	313.000
Bône. — Construction d'un canal d'irrigation.....	225.000

Résultats des adjudications précédentes :

Paris. — Colonies. — Travaux à l'école coloniale. — Adj : *couverture*, Dutour, 26, rue des Fourneaux, 42, 10; — *menuiserie*, Petit, 24, rue Dauphine, 34; — *peinture*, Cornil, 5, avenue de l'observatoire, 36, 50.

Paris. — Construction d'une école, terrasse et maçonnerie (150.000^f). — Adj.: Pinton, 118, avenue Daumesnil, 32, 90.

Paris. — Construction d'un égout (130.900^f). — Adj.: Manard, 34, boulevard Voltaire, 23, 60.

Paris. — Travaux pour l'agrandissement et la reconstruction de la Sorbonne, (2.070.800^f). — Adj.: *escaliers*, Roussel, 44, rue Boinod, 12, 60; — *menuiserie*, Bouillon, 127, rue de Flandre, 31, 90; — *parquetage*, société des ouvriers parqueteurs, 10, rue de la Rosière, 15, 10; — *serrurerie*, Baudet, 141, rue Saussure, 41; — *peinture*, Cornil, 5, avenue de l'Observatoire, 30, 10.

Paris. — Construction d'un groupe scolaire (471.600^f). — Adj.: *terrasse et maçonnerie*, Luquet, 47, rue des Entrepreneurs, 33, 90; — *charpente*, Les Charpentiers de Paris, 24, rue Labrousse, 36, 40; — *couverture et plomberie*, Casse, 45, quai de la Tournelle, 27.

Sevran-Livry. — Construction d'une caserne à la poudrerie, (111.100^f). — Adj.: *terrasse, maçonnerie, pavage*, Pombala, 68, avenue de Saint-Ouen, à Paris, 8, 10.

Chemins de fer P.-L.-M. — Agrandissement de la gare de Corbeil (500.000^f). — Adj.: Marin, à Malesherbes (Loiret).

Chemins de fer P.-L.-M. — Construction d'une rampe d'accès et de ponts aux abords de la gare de Lyon, à Paris (250.000^f). — Adj.: Vesseyre, à Brioude (Haute-Loire).

Beauvais. — Construction d'un lycée de garçons (785.400^f). — Adj.: *terrasse, maçonnerie, carrelage, pavage et bitumage*, Michau, 47, rue Denfert-Rochereau, à Paris, 1, 20; — *charpente*, Berger, 66, rue Labrousse, 4, 20.

Lille. — Aménagement en canal de navigation du canal de Mardyck (200.000^f). — Adj.: Gallier, à Dunkerque, 9.

Nevers. — Transformation de la halle en marché couvert (131.800^f). — Adj.: *terrassements, maçonnerie, dallages*, Peschaud, à Pouilly-sur-Loire, 17; — *fers, fonte, serrurerie*, de Boisgrolier, à Mazières, 17.

Montbéliard. — Construction d'un hôpital (417.000^f). — Adj.: Andréoli, 11.

Le Havre. — Guerre. — Réorganisation des fronts de la Floride (850.000^f). — Adj.: Plassat, à Bétouilles (Creuse), 16, 70.

Alger. — Installation du village de Dupleix et achèvement d'un chemin (146.000^f). — Adj.: Humbert, à Aumale, 18.

Filature de la soie. — Statistique des primes en 1894 :

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE DE FILATURES.	NOMBRE DE BASSINS					MONTANT des PRIMES.	QUANTITÉ DE SOIE FILÉE.	
		à 2 bouts 100 francs.	à plus de deux bouts. 400 francs.	Accessoires primées 400 francs.	à un bout cocons doubles. 200 francs.	fr. c.		Française.	Étrangère.
Ain.....	1	"	104	35	"	55.466 66	12.939 600	"	
Ardèche.....	57	67	2.589	643	23	1.015.123 63	170.979 960	9.696 514	
Bouches-du-Rhône	2	"	24	7	"	9.997 18	1.771	"	
Drôme.....	29	20	1.495	323	"	559.013 31	106.246 690	4.401 620	
Gard.....	119	66	5.125	568	128	1.803.025 76	277.779 990	32.409 466	
Hérault.....	18	"	809	79	"	324.055 14	43.486 970	9.928 990	
Isère.....	3	4	88	30	"	21.309 65	3.161 700	"	
Lozère.....	1	"	50	"	"	18.033 13	419.480	1.049 710	
Rhône.....	1	"	6	2	"	1.859 26	307.340	19 380	
Tarn.....	1	8	"	"	"	233 56	140	"	
Tarn-et-Garonne..	3	8	80	19	"	31.775 01	4.024 270	556 370	
Var.....	1	"	40	13	"	16.370 99	3.194 400	"	
Vaucluse.....	29	"	639	170	21	243.697 30	38.572 690	3.137 120	
Alger.....	1	2	3	1	"	1.053 66	199 450	"	
TOTAUX en 1894..	266	175	11.052	1.890	172	4.101.014 24	663.223 540	61.199 160	
								721.422 ^k 706	
— en 1893..	252	204	10.648	1.810	154	3.967.719 00	736.692		
— en 1892..	238	397	9.805	1.619	158	3.661.321 67	726.841		

Préfecture de la Seine. — Autorisations de bâtir. — Du 1^{er} au 31 juillet, il a été déposé 146 demandes en autorisation de bâtir, dont 66 pour des constructions neuves. Pendant le mois de juillet 1894, le nombre des demandes avait été de 100, dont 58 pour des constructions.

Tribunal de commerce de la Seine. — Nombre de faillites et de liquidations judiciaires :

	Mois de juillet.		Du 1 ^{er} janv. au 31 juillet.	
	1893.	1894.	1893.	1894.
Faillites.....	106	129	853	898
Liquidations judiciaires.....	20	19	116	160
Conversions de liquidations en faillites..	1	5	19	41

Transports. — Le tonnage des embarquements sur les canaux et rivières, du 1^{er} janvier au 31 mai, a atteint 9.161.478 tonnes, contre 10.943.173, pendant les mois correspondant de l'an dernier, soit une diminution de 16 p. o/o.

Recettes des compagnies de transports du 1^{er} janvier au 22 juillet :

	1893.	1894.
Compagnies des chemins de fer d'intérêt général..	634.494.000	624.252.000
Compagnie des omnibus de Paris.....	23.767.000	24.012.000

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations, pendant les 7 premiers mois de l'année.

	1895.	1894.
	francs.	francs.
IMPORTATIONS.		
Objets d'alimentation.....	547.780.000	715.863.000
Matières nécessaires à l'industrie	1.241.385.000	1.321.136.000
Objets fabriqués	323.798.000	318.646.000
TOTAL	2.112.963.000	2.355.645.000
EXPORTATIONS.		
Objets d'alimentation.....	332.441.000	361.015.000
Matières nécessaires à l'industrie	489.040.000	418.396.000
Objets fabriqués.....	993.709.000	894.461.000
Colis postaux.....	67.184.000	46.307.000
TOTAL	1.882.374.000	1.720.179.000

Mont-de-Piété de Paris. — Situation des magasins au 31 juillet 1895.

GAGES CORPORELS.			ARTICLES.	SOMMES.
			nombres.	francs.
Il y avait en magasin, le 30 juin 1895, au soir.....			1.691.602	45.737.960
ENTRÉE.				
Par engagements effectifs.....	115.220	3.107.705	} 177.135	4.963.108
Par renouvellements.....	61.915	1.855.403		
TOTAL.....			1.868.737	50.701.068
SORTIE.				
Par dégagements effectifs.....	91.708	2.482.244	} 169.984	4.536.475
Par renouvellements.....	61.915	1.855.403		
Par ventes.....	13.361	198.828		
Reste en magasin, le 31 juillet 1895.....			1.698.753	46.164.593
Restait en magasin, le 31 juillet 1891.....			1.954.191	50.055.082
le 31 juillet 1892.....			1.991.023	51.896.582
le 31 juillet 1893.....			1.872.434	50.518.582
le 31 juillet 1894.....			1.826.651	49.024.471
Intérêts des emprunts : à 1 an, 3 p. o/o; à 9 mois, 2 1/2 p. o/o; à 6 mois, 2 p. o/o; à 3 mois, 1 1/2 p. o/o.				

PLACEMENT GRATUIT.

La Bourse du travail de Narbonne a reçu pendant le deuxième trimestre 1895 158 demandes, 92 offres et effectué 88 placements.

Pendant le premier semestre 1895, la Société de secours mutuels des cuisiniers de Paris a effectué 1.174 placements à demeure et 5.681 en extra; celle de l'Étoile a reçu 11.642 offres et effectué 1.056 placements à demeure et 10.586 en extra; l'Association des comptables a reçu 618 demandes, 311 offres et effectué 216 placements; la Société philanthropique l'Union du commerce a reçu 1,210 offres: environ 90 p. 100 de ces emplois ont été occupés. L'asile Saint-Charles a reçu, du 1^{er} septembre 1894 au 31 juillet 1895, 641 demandes de domestiques, 2.043 offres et effectué 641 placements à demeure et 25 en extra.

ÉTAT DES PLACEMENTS EFFECTUÉS PAR LES OFFICES DE PLACEMENT GRATUIT. (RENSEIGNEMENTS PARVENUS AU 1^{er} AOÛT.)

A. — BUREAUX MUNICIPAUX.

B. — BOURSES DU TRAVAIL.

LOCALITÉS.	NOMBRE DES				LOCALITÉS.	NOMBRE DES			
	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués			DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués	
			à demeure	en extra.				à demeure	en extra.
JUIN 1895.					JUIN 1895.				
Paris (1 ^{er} arr ^t) .	406	210	191	13	Angers	171	74	69	24
— (11 ^e —) .	617	469	223	"	Besançon	89	47	15	"
— (v ^e —) .	82	60	19	20	Cholet	85	77	50	8
— (xiv ^e —) .	106	96	63	2	Cognac	106	70	57	4
— (xv ^e —) .	314	197	138	22	Nice	183	65	41	5
— (xvii ^e —) .	168	111	60	"	Nîmes	111	39	30	"
— (xviii ^e —) .	201	108	98	2	Saint-Étienne	78	54	44	"
— (xix ^e —) .	127	109	100	5	Toulon	30	15	10	5
— (xx ^e —) .	157	68	20	43					
Lille	45	7	"	"					
Nancy	146	47	36	"					
JUILLET 1895.					JUILLET 1895.				
Paris. Refuges municipaux..	"	"	81	1,668	Bordeaux (municipale)	515	236	237	"
Paris (vi ^e arr ^t) . .	237	161	151	312	Chalon-sur-Saô ^{ne}	5	17	5	"
— (ix ^e arr ^t) . . .	126	93	59	18	Perpignan	29	23	17	2
Levallois-Perret .	149	127	89	15	Saint-Nazaire	105	46	25	10
Brest	8	"	1	"	Saumur	43	44	18	13
Sens	8	6	"	"	Tours	208	92	77	"
Saint-Nazaire . .	12	"	"	"	Lyon	605	304	373	"
					Toulouse	129	90	130	40
					Le Mans	128	26	17	1

C. — SOCIÉTÉS D'ASSISTANCE.

DÉSIGNATION.	DEMANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS.	
			à demeure.	en extra.
JUIN 1895.				
Paris. (Société protestante du travail).....	79	68	44	"
— (Asile Saint-Charles).....	"	"	5	"

D. — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS ET SYNDICATS PROFESSIONNELS (EN DEHORS DES BOURSES DE TRAVAIL DÉSIGNÉES CI-DESSUS), JUILLET 1895.

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Aude.....	Carcassonne.....	Terrassiers.....	10	"	10	"
Alpes-Maritimes.....	Cannes.....	Jardiniers.....	10	"	"	"
Idem.....	Idem.....	Employés de cafés.....	"	"	7	36
Aube.....	Troyes.....	Plâtriers.....	4	8	8	"
Aveyron.....	Rodez.....	Typographes.....	3	"	"	"
Bouches-du-Rhône.....	Marseille.....	Cuisiniers.....	"	25	25	35
Idem.....	Idem.....	Forgerons.....	18	"	"	"
Charente-Inférieure.....	Rochefort.....	Taillieurs.....	1	"	"	"
Doubs.....	Besançon.....	Coiffeurs.....	8	8	7	16
Gironde.....	Bordeaux.....	Jardiniers.....	8	4	6	"
Idem.....	Idem.....	Cuisiniers.....	"	"	18	22
Idem.....	Idem.....	Teinturiers.....	4	"	1	"
Idem.....	Idem.....	Chaudronniers.....	4	"	"	"
Idem.....	Idem.....	Garçons de café.....	"	"	4	104
Ille-et-Vilaine.....	Rennes.....	Taillieurs de pierres.....	4	"	4	"
Idem.....	Idem.....	Cochers.....	5	"	5	"
Indre-et-Loire.....	Tours.....	Ferblantiers.....	5	"	5	"
Jura.....	Salins.....	Typographes.....	2	"	1	"
Loire-Inférieure.....	Nantes.....	Boulangers.....	8	32	8	"
Maine-et-Loire.....	Angers.....	Boulangers.....	8	"	8	"
Oise.....	Beauvais.....	Typographes.....	"	2	2	"
Pay-de-Dôme.....	Clermont-Ferrand.....	Peintres.....	"	15	14	"
Pyrénées (Hautes-). ..	Tarbes.....	Charrons.....	4	"	"	"
Rhône.....	Lyon.....	Employés de cafés et res- taurants.....	135	220	21	182
Seine.....	Paris.....	Jardiniers.....	40	32	"	20
Idem.....	Idem.....	Boulangers.....	"	72	26	"
Idem.....	Idem.....	Pâtisseries.....	"	25	25	"
Idem.....	Idem.....	Charcutiers.....	404	418	392	2
Idem.....	Idem.....	Bouchers.....	"	"	96	64
Idem.....	Idem.....	Ouvriers de la brochure.....	17	5	2	3
Idem.....	Idem.....	Imprimeurs en taille- douce.....	"	6	6	"
Idem.....	Idem.....	Imprimeurs-conducteurs.....	"	"	3	"
Idem.....	Idem.....	Typographes.....	14	"	14	"
Idem.....	Idem.....	Garniers.....	5	"	4	"
Idem.....	Idem.....	Ouvriers en instruments de précision.....	35	"	16	"
Idem.....	Idem.....	Compagnons maréchaux ferrants.....	4	80	"	15
Idem.....	Idem.....	Peintres.....	2	2	2	"
Idem.....	Idem.....	Mouleurs en plâtre.....	3	"	"	"
Idem.....	Idem.....	Electriciens.....	30	"	20	"
Idem.....	Idem.....	Employés de restaurants.....	"	2699	247	2452
Idem.....	Idem.....	Gens de maison.....	"	"	15	14
Idem.....	Idem.....	Concierges-gérants.....	9	17	5	"
Idem.....	Idem.....	Comptables (r. de Rivoli).....	110	60	37	"
Idem.....	Idem.....	Comptables (rue Cadet).....	8	4	1	"
Idem.....	Idem.....	Élèves en pharmacie.....	30	50	10	"
Alger.....	Alger.....	Employés de restaurants et limonadiers.....	6	"	6	"
Gironde.....	Bordeaux.....	Compagnons boulangers.....	30	30	5	25
Maine-et-Loire.....	Angers.....	Mécaniciens.....	10	4	4	"
Hautes-Pyrénées.....	Tarbes.....	Tanneurs-corroyeurs.....	1	"	1	"

ASSISTANCE.

Département de la Seine.

A. — ASILES DE NUIT.

OEUVRES.	HOMMES		FEMMES.	ENFANTS.	NOMBRE DE NUITS passées.
	de moins de 60 ans.	de plus de 60 ans.			
MOIS DE JUILLET.					
Refuges et asiles municipaux (1).....	3.845	191	374	"	22.075
Hospitalité de nuit (rue de Tocqueville).....	5.906	329	250	385	17.080
Asile de la rue Mouffetard.	295	29	"	9	1.020
(1) D'après les renseignements fournis par la direction des affaires municipales à la préfecture de la Seine (bureau du travail).					

ERRATUM. — Les chiffres donnés le mois dernier, en ce qui concerne les nécessiteux secourus pendant le mois de mai, ont été transposés; ceux indiqués pour les nécessiteux de moins de 60 ans doivent être appliqués aux nécessiteux de plus de 60 ans, et *vice versa*.

MOUVEMENT SYNDICAL.

[Direction de la prévoyance et de l'assurance sociales. — Bureau des syndicats professionnels.]

Pendant le mois de juillet 1895, le Ministère du commerce a été avisé des modifications suivantes dans la situation des syndicats professionnels :

A. — CRÉATION DE SYNDICATS ET D'UNIONS DE SYNDICATS.

[La date entre parenthèses est celle de la création du syndicat.]

1^o SYNDICATS PATRONAUX.

Aisne [24 octobre 1891]. — Syndicat des experts géomètres de l'arrondissement de Soissons (13 membres). Siège social : Soissons.

Cantal [1^{er} juin 1895]. — Syndicat médical de l'arrondissement de Mauriac (18 membres). Siège social : Mauriac.

Nord [1^{er} juin 1895]. — Association syndicale des marchands bouchers et charcutiers de la ville et du canton du Cateau (19 membres). Siège social : Rue Marie-Lorgue, 16, au Cateau.

[23 avril 1895]. — L'Union des filateurs de laines peignées de Tourcoing (23 membres). Siège social : Place Leverrier, 1, à Tourcoing.

[30 juin 1895]. — Syndicat des agents généraux d'assurances de l'arrondissement de Cambrai (16 membres). Siège social : Rue des Capucins, 46, à Cambrai.

Haute-Saône [16 février 1895]. — Syndicat des agents généraux des compagnies françaises d'assurances de l'arrondissement de Gray (13 membres). Siège social : rue des Terreaux, à Gray.

Seine [3 juillet 1895]. — Syndicat des compagnies d'assurances à primes fixes contre la grêle ("). Siège social : rue Taitbout, 57, à Paris.

[20 mai 1895]. — Syndicat des transporteurs de province (80 membres). Siège social : 10, rue de Lancry, à Paris.

Seine-et-Oise [21 janvier 1895]. — Chambre syndicale des entrepreneurs du bâtiment de la ville de Beaumont-sur-Oise et des environs (41 membres). Siège social : place Gambetta, à Beaumont.

Vauchuse [31 mai 1895]. — Chambre syndicale professionnelle des maîtres charpentiers d'Avignon (10 membres). Siège social : place de l'Horloge, 18, à Avignon.

[31 mai 1895]. — Chambre syndicale des patrons bouchers (45 membres). Siège social : Pertuis.

Yonne [20 juin 1895]. — Syndicat professionnel des bouchers et charcutiers de l'arrondissement de Joigny (9 membres). Siège social : Joigny.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Hautes-Alpes [9 juin 1895]. — Chambre syndicale des travailleurs du bâtiment de Gap (31 membres). Siège social : Gap.

[20 juin 1895]. — Chambre syndicale des ouvriers réunis du bâtiment (40 membres). Siège social : Gap.

Charente-Inférieure [13 avril 1895]. — Syndicat des ouvriers ébénistes et corporations similaires (46 membres). Siège social : Rochefort.

Drôme [22 juin 1895]. — Chambre syndicale des ouvriers en chaussures réunis (45 membres). Siège social : rue Roderie, 14, à Valence.

[11 mai 1895]. — Syndicat des jardiniers de Valence (47 membres). Siège social : Foyer du théâtre, à Valence.

Finistère [13 février 1893]. — Chambre syndicale typographique brestoise (6^e section de la Fédération française des travailleurs du livre) (30 membres). Siège social : place La Tour d'Auvergne, 8, à Brest.

Indre [10 mars 1895]. — Syndicats des bûcherons carriers et journaliers de la commune du Poinçonnet et autres (72 membres). Siège social : Mairie du Poinçonnet.

Isère [juin 1895]. — Union syndicale des ouvrières gantières de Grenoble (40 membres). Siège social : Bourse du travail de Grenoble.

Marne [17 juin 1894]. — Chambre syndicale des ouvriers maçons et professions similaires (183 membres). Siège social : rue d'Ormesson, 20, à Reims.

Pas-de-Calais [27 juin 1895]. — Chambre syndicale des ouvriers cimentiers de Boulogne-sur-Mer (300 membres). Siège social : Boulogne-sur-Mer.

[30 juin 1895]. — Chambre syndicale ouvrière des cuisiniers-pâtisseries-confiseurs de Boulogne-sur-Mer (25 membres). Siège social : rue Victor-Hugo, 59, à Boulogne-sur-Mer.

Hautes-Pyrénées [1^{er} mai 1895]. — Syndicat des ouvriers tourneurs, scieurs et machinistes de Tarbes (28 membres). Siège social : Hôtel de Ville de Tarbes.

Seine [13 juin 1895]. — Union syndicale des employés-représentants de commerce parisiens (110 membres). Siège social : 12, rue Saint-Bon, à Paris.

[11 mars 1880]. — Chambre syndicale des ouvriers imprimeurs sur étoffes des départements de la Seine, Seine-et-Oise et de l'Oise (70 membres). Siège social : rue Saulnier, 8, à Puteaux.

Seine-et-Marne [18 avril 1894]. — Chambre syndicale professionnelle des ouvriers tailleurs de pierre de Château-Landon et Souppes (120 membres). Siège social : Château-Landon.

Vosges [34 mars 1895]. — Chambre syndicale typographique d'Épinal (35 membres). Siège social : Rue de la Bourse, maison Bernard, à Épinal.

Alger [5 mai 1895]. — Chambre syndicale des ouvriers terrassiers et métiers similaires des villes d'Alger, Mustapha et Saint-Eugène (46 membres). Siège social : Bourse du travail d'Alger.

[août 1890]. — Chambre syndicale des ouvriers et employés des chemins de fer français (section d'Alger) (580 membres). Siège social : Bourse du travail d'Alger.

3° SYNDICATS AGRICOLES.

Ain [17 mars 1895]. — Syndicat agricole communal de Cressin-Rochefort [75 membres]. Siège social : Cressin-Rochefort.

Hautes-Alpes [31 mars 1895]. — Syndicat professionnel agricole de la commune de Pelleautier (40 membres). Siège social : Mairie de Pelleautier.

Basses-Alpes [30 juin 1894]. — Syndicat agricole « L'Avenir » (480 membres). Siège social : Rue du Collège, à Sisteron.

[octobre 1893]. — Syndicat agricole de Saint-Étienne-les-Orgues (26 membres). Siège social : Saint-Étienne-les-Orgues.

[3 mars 1895]. — Syndicat agricole et viticole de Venterol (48 membres). Siège social : Tourniaires (commune de Venterol).

[30 juin 1893]. — Syndicat antiphyloxérique des viticulteurs (Bas-Aquins) (30 membres). Siège social : Digne.

Aube [20 janvier 1895]. — Association syndicale des vignerons de Viviers (44 membres). Siège social : Viviers.

Haute-Garonne [16 juin 1895]. — Syndicat des viticulteurs du sud-ouest (60 membres). Siège social : Allée Lafayette, 2, à Toulouse.

Isère [27 avril 1895]. — Syndicat agricole d'Écluse et de Badinières (31 membres). Siège social : Écluse (Villorge).

Seine [6 février 1895]. — Société syndicale des cultivateurs de Nanterre (80 membres). Siège social : Mairie de Nanterre.

Seine-et-Oise [21 mars 1895]. — Syndicat agricole et horticole de Conflans-Sainte-Honorine (30 membres). Siège social : Mairie de Conflans-Sainte-Honorine.

[13 janvier 1895]. — Syndicat des cultivateurs de Marly-le-Roi (50 membres). Siège social : Marly-le-Roi.

Somme [12 mai 1895]. — Syndicat professionnel des agriculteurs de Quesnel-Beaufort-Folies (16 membres). Siège social : Rue d'Enfer, à Quesnel.

Var [26 mai 1895]. — Syndicat agricole de Bauduen (71 membres). Siège social : Bauduen.

[23 juin 1885]. — Syndicat agricole de la réunion de Lorgues (50 membres). Siège social : Rue de l'Eglise, à Lorgues.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

[La date entre parenthèses est celle de la création du syndicat. La date de la dissolution n'est pas donnée parce que l'inactivité d'un syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.]

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Alpes-Maritimes [13 septembre 1885]. — Chambre syndicale des horticulteurs-fleuristes de la ville de Nice (30 membres). Siège social : 13 bis, avenue de la Gare, à Nice.

Hérault [6 décembre 1892]. — Syndicat de la boucherie, charcuterie et triperie de Cette (")
Siège social : Cette.

Loire-Inférieure [1^{er} février 1893]. — Chambre syndicale des antiquaires, marchands de meubles, brocanteurs, libraires, bouquinistes, de Nantes (40 membres). Siège social : Place de l'Écluse, hôtel de Bordeaux, à Nantes.

Seine [19 février 1889]. — Syndicat commercial de la boulangerie de Boulogne-sur-Seine (17 membres). Siège social : 68, boulevard de Strasbourg, à Boulogne-sur-Seine.

Alger [14 octobre 1872]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de travaux de l'Algérie et de la Tunisie (70 membres). Siège social : Rue du Carrefour, 3, à Alger.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Basses-Alpes [1^{er} janvier 1894]. — Chambre syndicale des ouvriers typographes de Digne (16 membres). Siège social : Digne.

Cher [1^{er} décembre 1893]. — Chambre syndicale des ouvriers bûcherons et travaux similaires de Vignoux-sur-Barangeon (92 membres). Siège social : Vignoux-sur-Barangeon.

Hérault [1^{er} août 1889]. — Chambre syndicale des ouvriers boulangers de la ville de Cette (29 membres). Siège social : Rue de l'Esplanade, 7, à Cette.

Loire-Inférieure [29 mai 1893]. — Chambre syndicale des ouvriers facteurs d'orgues et similaires de la ville de Nantes (25 membres). Siège social : Rue Sauteuil, à Nantes.

Nièvre [6 novembre 1892]. — Syndicat des bûcherons et autres industries connexes de Châteauneuf (265 membres). Siège social : Châteauneuf.

Seine [mai 1893]. — « L'Amicale » société des employés limonadiers restaurateurs et assimilés (60 membres). Siège social : 21, rue Montorgueil, à Paris.

[18 mai 1893]. — Union syndicale ouvrière de la boucherie de Paris. Siège social : Avenue de Clichy, 184, Paris.

Vosges [1890]. — Chambre syndicale des ouvriers mouleurs en fonte de Saint-Dié (90 membres). Siège social : Rue Concorde, 18, à Saint-Dié.

Alger [20 septembre 1893]. — Chambre syndicale des cochers receveurs et assimilés d'Alger (32 membres). Siège social : Salle Ellul, place Saint-Augustin, à Alger.

[15 mars 1892]. — Chambre syndicale des ouvriers marbriers et sculpteurs d'Alger (45 membres). Siège social : Bourse du travail d'Alger.

[23 mai 1892]. — Syndicat des ouvriers maçons d'Alger-Mustapha (60 membres). Siège social : Bourse du travail d'Alger.

[4 septembre 1892]. — Syndicat des ouvrières cuisinières, femmes de chambre, femmes de ménage, bonnes d'enfants et assimilées d'Alger, Mustapha et Saint-Eugène (110 membres). Siège social : Bourse du travail d'Alger.

Oran [23 août 1884]. — Chambre syndicale des cochers de la ville d'Oran (90 membres). Siège social : Hôtel de Ville d'Oran.

[19 novembre 1892]. — Chambre syndicale des ouvriers cigariers de la ville d'Oran (36 membres). Siège social : „

3° SYNDICATS MIXTES.

Alpes-Maritimes [24 mars 1891]. — Syndicat des cochers, maîtres et employés de la ville de Menton (31 membres). Siège social : 6, rue de Castellar.

Seine [4 avril 1890]. — Chambre syndicale mixte des dentistes, opérateurs et mécaniciens (32 membres). Siège social : 11, rue Réaumur.

4° SYNDICATS AGRICOLES.

Alpes-Maritimes [15 juin 1890]. — Syndicat horticole et agricole de la région d'Antibes (28 membres). Siège social : Hôtel de ville à Antibes.

Basses-Alpes [18 février 1889]. — Syndicat agricole de Simiane (32 membres). Siège social : Simiane.

Drôme [9 juillet 1893]. — Syndicat des agriculteurs de Pourmerol (22 membres). Siège social : Pourmerol.

LES GRÈVES EN JUILLET 1895.

35 grèves ont été déclarées en juillet 1895; on en avait compté 36 en juillet 1894 et 33 en juillet 1893.

Ces 35 grèves, qui ont atteint plus de 100 établissements, se répartissent comme suit :

Industries textiles, 14. — Bâtiment, 7. — Mineurs, 2. — et 1 dans chacune des professions suivantes : bateliers, boulangers (patrons), boutonnières, chapeliers, déchargeurs, marbriers, mégissiers, mouleurs en fonte, produits chimiques, sabotiers, typographes et verriers.

5.275 ouvriers ont pris part à ces grèves; ce nombre n'avait été que de 3.859 en juillet 1894 et de 4.148 en juillet 1893. Le chiffre de cette année accuse donc une augmentation notable sur celui du mois correspondant des deux années précédentes. Ces 5.275 grévistes comprennent 1.969 ouvriers appartenant aux industries textiles, 785 aux professions du bâtiment, dont 500 pour une seule grève, celle des maçons de Saint-Étienne, 930 à l'industrie minière, 12 patrons boulangers et 1.579 ouvriers se répartissent dans les autres professions désignées ci-dessus.

Si l'on examine les causes de ces conflits, on voit que 27 sont dûs à des questions de salaires; les demandes d'augmentation de salaires ont causé 20 grèves, les réductions de salaires en ont provoqué 5; deux ont eu pour objet la diminution du temps du travail et le maintien des salaires; enfin un retard apporté dans la paye a causé également une grève. Les questions de personnel, qui viennent au second rang, ont suscité 7 grèves, dont 3 dues aux demandes de réintégration d'ouvriers congédiés et 4 aux demandes de renvoi de contremaîtres ou d'ouvriers étrangers. Enfin, 8 grèves ont eu des objets divers dont les principaux sont : la réglementation du travail, la suppression du travail aux pièces et des retenues pour malfaçon. A signaler un *lock out* causé par l'application de la loi du 9 septembre 1848 sur la journée de 12 heures.

Sur les 35 grèves commencées en juillet, 29 sont terminées. Les résultats connus pour 26 de ces grèves se décomposent en 7 réussites, 8 transactions et 11 échecs.

6 grèves n'ont duré qu'une journée; 5 ont duré 2 jours; 2, 3 jours; 3, 4 jours; 2, 5 jours; 2, 7 jours; 2, 8 jours; 1, 9 jours; 1, 12 jours; 2, 14 jours; et les trois autres, 16, 17 et 27 jours.

Les 29 grèves terminées comprenaient 3.825 grévistes; les 6 autres en comptent 1.450, dont 1.100 pour la grève des verriers de Carmaux, déclarée le 31 juillet.

DATES		DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE	
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.
1	2	3	4	5	6	7
17 mai...	.....	Cantal.....	Champagnac.....	Mineurs.....	1	500
17 juin...	.....	Bouches-du-Rhône.	Marseille.....	Taillieurs de pavés.....	1	26
20 juin...	.....	Haute-Vienne.....	Limoges.....	Corsetières.....	1	42
24 juin...	9 juillet.	Seine.....	Gentilly.....	Mégissiers.....	1	10
27 juin...	16 juillet.	Maine-et-Loire...	Cholet.....	Menuisiers.....	15	40
29 juin...	.....	Seine.....	Paris.....	Fab. de fermoirs de porte- monnaie (polisseurs).	1	16

GRÈVES NON TERMINÉES

GRÈVES COMMENCÉES

1 ^{er} juillet.	5 juillet.	Somme.....	Abbeville.....	Cordiers.....	1	250
1 ^{er} juillet.	10 juillet.	Isère.....	Voiron.....	Tisseurs et tisseuses.....	1	250
1 ^{er} juillet.	5 juillet.	Isère.....	Fontaine.....	Mégissiers.....	1	56
3 juillet.	8 juillet.	Ardèche.....	Le Teil.....	Fileuses (soie).....	1	72
3 juillet.	6 juillet.	Aube.....	Troyes.....	Bonnetiers.....	1	17
4 juillet.	6 juillet.	Nord.....	Roubaix.....	Filature (ouvrières de la pré- paration).	1	35
4 juillet.	6 juillet.	Nord.....	Soire-le-Château..	Filature (soigneuses).....	4	18
4 juillet.	31 juillet.	Rhône.....	L'Arbresle.....	Tisseurs en velours.....	1	100
5 juillet.	22 juillet.	Ardèche.....	Banne.....	Mineurs.....	1	130
6 juillet.	8 juillet.	Tara.....	Albi.....	Chapeliers foulours.....	1	25
8 juillet.	20 juillet.	Gard.....	Arramon.....	Boulangers (patrons).....	12	12
8 juillet.	9 juillet.	Nord.....	Lille.....	Fabrique de fil à coudre (met- teurs en boîtes).	1	12
8 juillet.	16 juillet.	Haute-Savoie.....	Meillerie.....	Bateliers.....	14	125
8 juillet.	11 juillet.	Seine.....	Les Lilas.....	Boutonniers.....	1	12
9 juillet.	11 juillet.	Nord.....	Roubaix.....	Peignage de laine.....	1	180
9 juillet.	10 juillet.	Hautes-Alpes.....	Gap.....	Serruriers.....	4	18
9 juillet.	10 juillet.	Drôme.....	Nyons.....	Terrassiers.....	1	8
11 juillet.	12 juillet.	Marne.....	Reims.....	Filature de laine.....	1	280
13 juillet.	17 juillet.	Galvados.....	Honfleur.....	Déchargeurs.....	1	20
14 juillet.	16 juillet.	Nord.....	Marpont.....	Marbriers.....	1	85
15 juillet.	.....	Haute-Vienne.....	Limoges.....	Menuisiers.....	17	110
15 juillet.	22 juillet.	Yonne.....	Villeneuve.....	Maçons.....	9	29
15 juillet.	.....	Deux-Sèvres.....	Niort.....	Mouleurs en fonte.....	2	20
16 juillet.	.....	Haute-Alpes.....	Gap.....	Menuisiers, charpentiers.....	.....	80
16 juillet.	17 juillet.	Gard.....	S ^t -Jean-du-Gard..	Filature de soie.....	1	60
19 juillet.	27 juillet.	Nord.....	Roubaix.....	Tisseurs.....	1	180
23 juillet.	5 août.	Loire.....	Saint-Étienne.....	Maçons.....	.....	500
23 juillet.	23 juillet.	Seine.....	Paris.....	Typographes.....	1	15
24 juillet.	7 août.	Charente.....	Angoulême.....	Sabotiers.....	1	21
24 juillet.	9 août.	Nord.....	Tourcoing.....	Tisseurs.....	1	115
24 juillet.	29 juillet.	Pas-de-Calais.....	Oignies (C ^{ie} d'Os- tricourt).	Mineurs.....	1	800
26 juillet.	2 août...	Marne.....	Reims.....	Tisseurs.....	1	400
30 juillet.	.....	Ile-et-Vilaine.....	Rennes.....	Taillieurs de pierres.....	.....	40
31 juillet.	.....	Nord.....	Fiers-le-Breucq..	Produits chimiques.....	1	100
31 juillet.	.....	Tarn.....	Carmaux.....	Verriers.....	1	1.100

(A) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas encore été signalée à l'Office du travail.

CAUSES DE LA GRÈVE OU DEMANDES DES GRÉVISTES.	RESULTATS.	OBSERVATIONS.
8	9	10

AU 1^{er} JUILLET 1895 (A).

Augmentation de salaires et demande de réintégration d'ouvriers congédiés.	.....	(1) Le travail, repris le 25 aux conditions demandées par les ouvriers, a été de nouveau suspendu le 29, le patron refusant de s'engager par écrit.
Réduction de salaires (1).....	.....	(2) Le contremaître a été changé de poste.
Augmentation de salaires et règlement d'atelier.....	.....	
Demande de renvoi d'un contremaître (2).....	Transaction.	
Augmentation de salaires et diminution du temps du travail.	Transaction.	
Augmentation de salaires.....	.....	

EN JUILLET 1895.

Protestation contre l'application de la loi sur la journée de 12 heures. (3)	.....	(3) C'est le patron qui avait fermé son usine.
Augmentation des salaires. Réintégration de deux contre-maîtres. Renvoi d'un ouvrier étranger.	Echec.	
Refus de faire des heures supplémentaires le dimanche.	.....	
Augmentation de salaires.....	Echec.	
Réduction des salaires causée par une nouvelle réglementation du travail.	Echec.	
Augmentation de salaires.....	Transaction.	
Augmentation de salaires (4).....	Transaction.	(4) Conciliation devant le juge de paix.
Augmentation de salaires (5).....	.....	(5) Retour au tarif de l'année dernière.
Réduction présumée des salaires (6).....	Transaction.	(6) Conciliation devant le juge de paix.
Augmentation de salaires (7).....	Echec.	(7) Les grévistes ont été remplacés.
Demande d'augmentation de la taxe municipale.....	Echec.	
Augmentation de salaires.....	Echec.	
Augmentation de salaires.....	Transaction.	
Demande de ne plus payer la location de force motrice...	Echec.	
Demande d'augmentation des salaires (8).....	Réussite.	(8) Les ouvriers travaillant la nuit étaient payés 3 fr. 60; le travail de nuit ayant été supprimé, on a offert de les payer 3 fr. 35, prix accordé aux femmes le jour. — 60 ouvriers ont été repris à 3 fr. 60, les 120 autres ont été congédiés.
Diminution du temps du travail et maintien des salaires.	Réussite.	
Demande de renvoi d'ouvriers étrangers.....	Réussite.	
Réduction de salaires.....	Réussite.	
Augmentation de salaires.....	Echec.	
Paiement des salaires reculé de quinze jours.....	Echec.	
Suppression du travail aux pièces.....	.....	
Augmentation de salaires (9).....	Réussite.	(9) Conciliation devant le juge de paix.
Augment ^{on} de salaires, diminution du temps du travail et renvoi d'un contremaître.	.....	
Augmentation de salaires et dimint. du temps du travail.	.....	
Protestation contre la rentrée d'un ancien surveillant....	Echec.	
Augmentation de salaires et diminution des retenues pour mallocons.	Réussite.	
Augmentation de salaires.....	.....	
Réduction de salaires (10).....	Echec.	(10) Les grévistes ont été remplacés le jour même.
Augmentation de salaires.....	Transaction.	
Réduction de salaires.....	Réussite.	
Augmentation de salaires.....	Transaction.	
Réintégration d'ouvriers congédiés et réglementation du travail (11).	Transaction.	(11) Les ouvriers congédiés n'ont pas été repris.
Augmentation de salaires.....	.....	
Réglementation du travail et augmentation de salaires (12)	.....	(12) Les ouvriers demandent dix minutes de plus pour le déjeuner du matin.
Réintégration d'un ouvrier congédié.....	.....	

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

11 recours à la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalés pendant le mois de juillet :

1° Grève de corsetières, à Limoges. — Cette grève, dont le principal motif est une demande d'augmentation de salaire, a débuté le 20 juin. Le lendemain 21, 3 déléguées des grévistes se sont rendues chez le juge de paix demander l'application de la loi du 27 décembre 1892. Le patron étant alors absent, la réunion du comité de conciliation ne put avoir lieu que le 28 juin. Aucune entente n'ayant pu s'établir et les deux parties repoussant le recours à l'arbitrage, la grève a continué.

2° Dans la grève du tissage Permezel, à Voiron (Isère), les ouvriers ont demandé, le 4 juillet, au juge de paix, la convocation d'un comité de conciliation. Trois jours après, le patron n'avait pas répondu. 200 grévistes ont alors repris le travail aux anciennes conditions; et, le 9 juillet, la reprise était générale.

3° Grève des menuisiers de Cholet (Maine-et-Loire). — Une délégation du syndicat s'était présentée chez tous les patrons pour demander : 1° une augmentation de 5 centimes par heure, payée jusqu'alors 30 et 35 centimes; 2° une augmentation de 10 p. 0/0 sur le tarif des travaux aux pièces, ou application du tarif d'Angers; 3° la journée de onze heures au lieu de douze.

Un refus ayant été partout opposé à ces demandes, la grève fut décidée, et 40 menuisiers, sur 60, quittèrent les ateliers le 26 juin.

Dans les premiers jours de juillet, les grévistes s'adressèrent au juge de paix pour obtenir la réunion d'un comité de conciliation. Les patrons, convoqués par ce magistrat, répondirent qu'ils ne croyaient pas utile de se rendre à cet appel et qu'il ne pouvaient accorder aux ouvriers d'autre satisfaction que la journée de onze heures.

Les grévistes quittèrent alors, en partie, Cholet pour aller travailler à Angers et à Nantes. Quelques jours plus tard, le comité de la grève reprit les négociations et obtint que le prix minimum de l'heure fut fixé à 35 centimes.

Le travail fut repris le 16 juillet.

4° 18 soigneuses de cardes à la filature Van Diest, de Solre-le-Château (Nord), se sont mises en grève le jeudi 4 juillet, demandant à gagner 2 francs par jour, au lieu de 1 fr. 80.

Un comité de conciliation se réunit le lendemain en présence du juge de paix. Le patron offrit de payer 1 fr. 90 à partir du 1^{er} juillet et 2 francs au 1^{er} octobre. Ces conditions furent acceptées et le travail reprit le 6 juillet après 2 jours de suspension.

5° La grève des mineurs de Banne (Ardèche) a été provoquée par une crainte de réduction de salaire plutôt que par une réduction réelle que les ouvriers accusaient le directeur de méditer; aussi demandaient-ils son renvoi. Après avoir cultivé leurs champs pendant une dizaine de jours, les grévistes désignèrent 5 délégués et obtinrent du juge de paix des Vans la convocation d'un comité de conciliation. La réunion eu lieu le 18 juillet : promesse ayant été faite que les salaires, dont la moyenne est de 3 fr. 50, ne seraient pas diminués, les délégués ouvriers renoncèrent à la demande de renvoi du directeur, et la reprise du travail fut fixée au lundi 22 juillet.

6° Dans la **grève des mouleurs de Niort**, un comité de conciliation, composé des 2 patrons intéressés et de 2 délégués des grévistes, s'est réuni le 19 juillet. L'accord n'ayant pu se faire dans cette réunion, les patrons se sont déclarés prêts à recourir à l'arbitrage, les délégués ouvriers ont refusé.

7° **29 ouvriers maçons, sur 33, de Villeneuve-sur-Yonne**, se sont mis en grève le 15 juillet, parce qu'on leur refusait 40 centimes de l'heure au lieu de 35 centimes.

Sur la demande des grévistes, un comité de conciliation s'est réuni le dimanche suivant, 21 juillet; les patrons ont consenti à accorder l'augmentation demandée, mais seulement à partir du 19 août; les ouvriers ont accédé à ce délai de 4 semaines et le travail a été repris le lundi 22 juillet.

8° Une réduction de salaire ayant amené la grève de **115 tisseurs de l'établissement Roussel-Mullié, à Tourcoing**, le 24 juillet, le juge de paix invita les deux parties à se faire représenter dans un comité de conciliation. Deux réunions eurent lieu le samedi 27 : les ouvriers ayant affirmé que les autres établissements payaient un tarif plus élevé que celui qui leur était proposé, le patron offrit de renoncer à son tarif, si les ouvriers lui apportaient la preuve écrite de ce qu'ils avançaient et rendez-vous fut pris pour une réunion ultérieure.

Les ouvriers ont obtenu une augmentation de 10 p. o/o.

9° **Grève des tisseurs en velours de l'Arbresle (Rhône)**. — Le manque de commandes avait forcé les tisseurs en velours à accepter plusieurs diminutions successives, allant jusqu'à 35 et 50 p. o/o en dessous du tarif convenu entre patrons et ouvriers en 1893.

La reprise des affaires a engagé les ouvriers de quatre établissements à demander une augmentation de 0 fr. 25 par mètre, laissant les prix de façon encore de 0 fr. 20 à 0 fr. 35 inférieurs au tarif de 1893. Les patrons ayant refusé, la grève fut décidée pour le 4 juillet.

Le 17, M. Bruchon, juge de paix, invita, par voie d'affiches, les patrons et les ouvriers à recourir à la conciliation ou à l'arbitrage pour régler leur différend.

Cette proposition fut acceptée; mais, en raison de la diversité des articles fabriqués par chaque établissement, les intéressés constituèrent un comité de conciliation pour chaque maison et les quatre comités se réunirent les 23, 24 et 26 juillet; l'un d'eux se réunit même deux fois. Dans chaque cas, l'accord ne put se faire, les patrons n'offrant qu'une augmentation de 0 fr. 05 et 0 fr. 10, l'arbitrage fut repoussé par les deux parties et la grève continua.

Pourtant, trois jours après, une transaction intervenait, une augmentation moyenne de 0 fr. 15 par mètre fut accordée et le travail fut repris le 31 juillet.

10° Dans la **grève des sabotiers d'Angoulême**, après plusieurs tentatives de conciliation en présence du juge de paix, les ouvriers ont obtenu une augmentation de 1,50 p. o/o au lieu de 3 p. o/o qu'ils demandaient.

11° **Les ouvriers du tissage Walbaum et Desmarest, à Reims**, perdaient souvent quelques heures à attendre les *monteurs de chaînes* qui, d'après une convention, devaient installer les *roules* de tissage sur les métiers. 2 tisseurs, las d'attendre les monteurs, ayant monté eux-mêmes les roules sur leurs métiers, 9 de leurs camarades les démontèrent et furent pour cela, renvoyés. Tout le personnel se solidarisa avec les renvoyés et quitta le travail le 26 juillet. Le 29, 3 délégués s'adres-

sèrent au juge de paix; le même jour, le patron opposa un refus motivé à la demande de conciliation. Le travail fut repris le 2 août; les tisseurs seront dorénavant payés du temps passé à monter les roules.

INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE.

Caisse nationale d'épargne.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois de juin 1895.

Nombre des versements.....	211.194	
Représentant une somme de.....		32.534.523 ^f
Nombre des remboursements.....	103.802	
Représentant une somme de.....		27.112.874
Rentes achetées à 417 déposants, pour un capital de...		549.740
EXCÉDENT des versements sur les remboursements et achats de rente		4.872.109

Caisses d'épargne ordinaires.

Résumé des opérations effectuées pour le compte des caisses d'épargne à la Caisse des dépôts et consignations pendant le mois de juillet 1895.

Dépôts de fonds.....	18.063.565 ^f
Retraits de fonds.....	14.482.863
EXCÉDENT des dépôts.....	3.580.702
Capitaux employés en achats de rentes pour le compte des déposants	1.333.849 ^f

Caisse nationale des retraites.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois de juin 1895.

Nombre des versements reçus	181.755
représentant une somme de.....	2.551.177 ^f
Arrérages de rentes viagères payés aux déposants.....	5.711.468
Remboursements de capitaux réservés payés à leurs héritiers....	1.234.454
Nouvelles rentes inscrites	90.896
au nom de.....	1.081 parties.
Montant total des rentes en cours.....	33.260.622
réparties entre....	199.893 titres.

L'INSPECTION DU TRAVAIL EN 1894.

Extraits du Rapport au Président de la République sur l'application, en 1894, de la loi du 2 novembre 1892 relative au travail des enfants et des femmes dans les établissements industriels.

Notre premier rapport sur l'application de la loi du 2 novembre 1892, relative au travail des enfants et des femmes dans l'industrie (1), portait sur une période trop courte pour qu'il fût possible d'en tirer des conclusions bien précises. Néan-

moins, des observations déjà faites, on pouvait présumer que, sauf sur certains points où des modifications s'imposaient à bref délai, la réglementation nouvelle, au moins dans un grand nombre de ses parties, serait peu à peu acceptée par l'industrie.

L'expérience poursuivie pendant l'année 1894 a pleinement confirmé cette prévision : grâce au zèle et à l'activité du service de l'inspection, auquel il est de notre devoir de rendre justice, les prescriptions de la loi pénétrèrent rapidement jusque dans la petite industrie. Sans doute, les difficultés déjà signalées au sujet de certaines dispositions subsistent toujours, et il est de plus en plus désirable que les modifications législatives et réglementaires indispensables interviennent à bref délai. Mais, même sur ces points, ce serait une erreur de croire qu'il n'a rien été fait ; dans l'exposé qui va suivre, nous montrerons que des efforts ont été tentés et que des résultats appréciables ont pu être obtenus.

CHAPITRE 1^{er}. — Généralités.

Statistique des établissements à surveiller et du personnel occupé. — Ce qu'il était utile de déterminer tout d'abord, c'est le nombre des établissements industriels à surveiller et l'importance du personnel qui y est occupé. Les renseignements fournis à cet égard par les inspecteurs ne sont encore qu'approximatifs, au moins en ce qui concerne les petits ateliers. Néanmoins, ils présentent un intérêt qu'on ne saurait méconnaître.

Pour les établissements occupant plus de 10 ouvriers, les chiffres fournis par les inspecteurs peuvent être considérés comme exacts ; mais, en ce qui concerne l'ensemble des petits ateliers, les inspecteurs n'ont pu encore recueillir que des évaluations plus ou moins approximatives, basées à la fois sur des relevés personnels qu'ils ont pu faire dans un certain nombre de communes et sur divers éléments d'appréciation tirés des patentes, des renseignements donnés par les municipalités, etc.

Sous les réserves faites ci dessus, le nombre des établissements industriels soumis à la surveillance des inspecteurs serait de 256.744, dont 144.066 occupant un personnel mixte, c'est-à-dire à la fois des hommes et des femmes ou des enfants, et 112.678 n'occupant que des hommes.

Sur ce total, il n'y aurait que 33.690 établissements occupant plus de 10 ouvriers et 223.044 petits ateliers. Parmi ceux-ci, 117.537 n'occuperaient que des enfants ou des femmes et 105.517 n'emploieraient que des hommes. Les inspecteurs n'ont à s'occuper de ces derniers que depuis la loi du 12 juin 1893.

Le personnel employé dans ces établissements s'élèverait à environ 2.500.000 ouvriers ainsi répartis :

DÉSIGNATION.	NOMBRE d'ouvriers.	P. o/o.
Enfants au-dessous de 18 ans.	Garçons..... 208.310 Filles..... 203.582	411.892
Filles mineures et femmes.....	529.178	21
Hommes au-dessus de 18 ans.....	1.513.873	63

(1) La commission supérieure du travail dans l'industrie est composée de MM. Richard Waddington, sénateur, président ; Tolain, sénateur ; Dron, député ; Sibille, député ; Bousquet, conseiller d'Etat, Aguillon, inspecteur général des mines ; Lichaut, ingénieur, membre du comité consultatif des arts et manufactures ; docteur Napias, membre du comité consultatif d'hygiène publique de France ; C. Nicolas, conseiller d'Etat, directeur du commerce intérieur et de l'enseignement technique, membres ; et L. Bouquet, sous-directeur du commerce intérieur et de l'enseignement technique, secrétaire.

Le nombre moyen d'ouvriers par établissement existant serait donc approximativement :

DÉSIGNATION.	NOMBRE MOYEN d'ouvriers par établissement.
Enfants des deux sexes au-dessous de 18 ans.....	1,6
Filles et femmes.....	2,0
Hommes.....	5,8
TOTAL des ouvriers.....	9,5

Sur ces 256.744 ateliers, les inspecteurs en ont visité 106.735 en 1894, soit 41 p. o/o. Il convient de remarquer, toutefois, que ces visites ont surtout porté sur les établissements les plus importants, puisque le nombre moyen d'ouvriers par établissement visité a été 16, alors qu'il n'est que de 9.5 dans l'évaluation indiquée ci-dessus pour l'ensemble des ateliers existants.

Dans les ateliers visités, il a été rencontré 1.673.206 ouvriers de tout âge, ainsi répartis :

DÉSIGNATION.	NOMBRE d'ouvriers.
Enfants de 12 à 13 ans { Garçons..... 1.625 } munis de certificats... { Filles..... 1.059 }	2,684
Enfants de 13 à 16 ans.. { Garçons..... 82.151 } { Filles..... 73.450 }	155,601
Enfants de 16 à 18 ans.. { Garçons..... 60.896 } { Filles..... 62.615 }	123,511
Filles mineures de 18 à 21 ans.....	87,453
Filles et femmes majeures.....	324,947
Ouvriers adultes.....	978,600

Sur l'ensemble des ouvriers inspectés, les enfants des deux sexes, au-dessous de dix-huit ans, représentent 16.7 p. o/o ; le personnel féminin de tout âge, 41.4 p. o/o

Ces proportions varient sensiblement dans les diverses régions suivant la nature des industries qui y dominent.

Dans les chiffres indiqués ci-dessus ne figurent ni les mines, minières et carrières, dont la surveillance n'est pas confiée aux inspecteurs du travail, ni les établissements de bienfaisance ni des établissements dépendant des ministères de la guerre et de la marine.

CHAPITRE II. — *Age d'admission dans les ateliers.*

Ainsi que nous l'indiquions déjà dans notre précédent rapport, la disposition de la loi du 2 novembre 1892, qui a élevé à treize ans l'âge d'admission dans les ateliers, a été acceptée et obéie sans grandes difficultés dans l'immense majorité des industries. Les seules résistances dont on n'a pas encore pu triompher complètement se sont produites principalement dans les verreries, dans les briqueteries et dans les ateliers de corderie. Au début, on avait montré une certaine tolérance lorsqu'on se trouvait en présence d'enfants engagés sous le régime de la loi de 1874 ; mais il n'y a plus aujourd'hui aucun motif pour continuer cette tolérance.

Aussi les inspecteurs ont-ils été invités à réprimer toutes les infractions qu'ils rencontreraient sur ce point.

Pendant l'année 1894, il a été constaté 273 contraventions pour emploi d'enfants au dessous de treize ans, relevées dans 78 procès-verbaux.

Après avoir posé le principe de l'interdiction du travail industriel avant treize ans révolus, la loi a néanmoins admis une exception pour les enfants de douze à treize ans munis d'un certificat d'instruction primaire institué par la loi de 1882, lorsque, d'autre part, ils justifiaient, par un certificat médical, d'un développement physique suffisant.

Si l'on s'en rapporte aux renseignements statistiques fournis par les inspecteurs, le nombre des enfants employés dans ces conditions aurait assez sensiblement diminué en 1894. Alors qu'en 1893 il en avait été trouvé 3.059 sur 232,073 enfants au-dessous de dix-huit ans, soit 1.3 p. o/o, il n'en a plus été rencontré, en 1894, que 2.684 sur 280.796 enfants au-dessous de 18 ans, soit seulement 0.9 p. o/o.

Certificat d'études. — En effet, au début de l'application de la loi du 2 novembre 1892, beaucoup de maires confondaient le certificat d'études primaires avec le certificat élémentaire, prévu par la loi de 1874, et que certains instituteurs délivraient encore. Aujourd'hui, cette erreur ne se produit plus que rarement. Néanmoins un inspecteur signale que dans sa circonscription plusieurs écoles congréganistes donnent aux enfants une pièce qui, comme aspect extérieur, ressemble, à s'y méprendre, au certificat d'études primaires véritable. Certains maires s'y sont trompés et ont, de bonne foi, sur la présentation de cette pièce, délivré le livret à des enfants âgés de moins de treize ans.

Certificat médical. — La délivrance du certificat médical exigé des enfants de douze à treize ans rencontre encore beaucoup de difficultés dans plusieurs départements. Dans la plupart, cependant, les préfetures ont fait le nécessaire et les indications suffisantes, destinées aux maires, ont été insérées dans le recueil des actes administratifs; mais ce document est rarement lu par les municipalités auxquelles il est adressé. Dans un grand nombre de mairies, les inspecteurs ont pu constater que les pages n'en étaient même pas coupées.

Examen médical. — D'autre part, lorsqu'ils se trouvent en présence d'un enfant chétif, ne paraissant pas avoir les forces suffisantes pour être occupé à un travail industriel, les inspecteurs ont toujours la faculté de requérir un examen médical.

C'est bien rarement, du reste, que les inspecteurs se voient dans la nécessité de demander cet examen. En 1894, ils ne l'ont fait que deux ou trois fois et les médecins ont presque toujours conclu au maintien de l'enfant dans l'atelier. En présence de ce résultat négatif, les inspecteurs préfèrent, en général, s'entendre directement avec les patrons pour que les enfants un peu faibles soient occupés à des travaux légers.

CHAPITRE III. — *Durée du travail.*

L'application stricte de l'article 3 de la loi du 2 novembre 1892, qui fixe à des durées différentes la journée de travail des diverses catégories d'ouvriers, s'est heurtée à des difficultés réelles. Nous ne les avons pas dissimulées dans notre précédent rapport, et le Gouvernement les ayant également reconnues s'est associé aux propositions de loi dont le Parlement est saisi et qui tendent à unifier la durée du travail. Le Sénat, dans ce sens, a voté un projet qui est actuellement soumis à la Chambre des députés. Nous espérons qu'une solution interviendra dans un délai rapproché.

En attendant, le service de l'inspection n'a pas suspendu son action sur ce

point. Sans doute, alors que le Parlement avait manifesté son intention de reviser l'article 3, et que le Sénat avait même adopté, pour cet article, un texte nouveau, il était difficile de déférer aux tribunaux les industriels qui n'appliquaient pas strictement toutes les prescriptions dudit article et, notamment, celle qui réduit à dix heures la durée du travail des enfants au-dessous de seize ans.

Mais il était une limite jusqu'à laquelle la réforme pouvait être considérée comme acquise et hors de discussion. C'est la durée de onze heures. Cette durée est celle qui a été adoptée par le Sénat et aucune des propositions soumises au Parlement, même la moins restrictive, ne demande une tolérance plus large. Cette réduction, le ministre du commerce décida de l'appliquer sans retard; et des instructions formelles et précises furent adressées dans ce sens aux inspecteurs.

Ceux-ci rencontrèrent tout d'abord une assez vive résistance dans les ateliers où la journée normale dépassait onze heures, et ils durent souvent avoir recours aux procès verbaux pour en triompher. Au cours de l'année 1894, ils en ont dressé un grand nombre relevant 2.531 contraventions.

Un grand nombre d'industriels, dont les usines marchaient autrefois pendant douze heures et même plus, ont réduit le travail à onze heures pour tout le personnel. C'est ce qu'ont fait la plupart des filatures de laine de l'arrondissement de Reims, les filatures et tissages de lin du Nord, de la Somme, etc.

D'autres ont voulu conserver le travail de douze heures, tout en se conformant à la loi pour ce qui concerne la durée du travail des femmes et des enfants. A cet effet, on a eu recours à divers procédés : tantôt on fait arriver les enfants une heure plus tard ou on les fait partir une heure plus tôt; tantôt on a recours au chevauchement des heures de repos; tandis qu'une partie du personnel a quitté l'usine, l'autre surveille ses métiers et réciproquement; les usines de la région des Vosges font, en général, usage de l'un de ces deux systèmes.

D'autres enfin ont établi des relais ou équipes de remplacement; c'est ce que pratiquent principalement les filatures de coton de la Normandie, les filatures et retorderies de laine et de coton du Nord, etc.

Nous avons déjà signalé dans notre précédent rapport tous les inconvénients des relais, qui rendent le contrôle à peu près impossible. Aussi, tant que le système des relais sera pratiqué, il sera difficile d'affirmer que les prescriptions de la loi relatives à la durée du travail sont exactement observées. Le projet de loi adopté par le Sénat, et dont la Chambre des députés est actuellement saisie, supprime, heureusement, la faculté d'organiser des relais.

Dans la petite industrie, dans les chantiers de construction, le travail atteint quelquefois encore treize et quatorze heures, mais pour les hommes seulement, et, comme il s'agit d'ateliers auxquels la loi de 1848 n'est pas applicable, l'inspecteur ne peut pas intervenir.

CHAPITRE IV. — *Travail de nuit et repos hebdomadaire.*

Avant le vote de la loi du 2 novembre 1892, l'emploi de la femme la nuit, dans l'industrie, se présentait sous plusieurs formes. Tantôt, il était permanent et régulier; par exemple, dans certaines filatures de coton, des peignages et des filatures de laine, des fabriques de bougies, des fabriques de lacets, etc. Dans d'autres ateliers, il n'avait lieu qu'à certaines époques de l'année, pendant une période plus ou moins prolongée; par exemple, dans les fabriques de conserves de poissons, de fruits ou de légumes, les distilleries de parfums, au moment de la récolte de certaines fleurs, etc.

Enfin, la femme travaillait parfois la nuit, d'une manière irrégulière et acciden-

telle, sous la forme de veillées plus ou moins prolongées selon les saisons de l'année ou les jours de la semaine, dans les ateliers de couture, lingerie, modes, fleurs, broderie, passementerie, pliage de rubans, fourrures, reliure, brochage, etc.

En dehors des usines à feu continu, dont nous parlerons plus loin, les grandes manufactures qui employaient des femmes la nuit d'une façon permanente, et auxquelles cette faculté a été enlevée sans tolérances d'aucune sorte, se sont assez vite mises en règle. La plupart n'ont supprimé le travail de nuit que pour certains travaux qu'il était difficile d'enlever aux femmes; pour le reste de leur fabrication, ils ont remplacé les femmes par des hommes. C'est ce qu'ont fait certaines filatures de coton des Vosges, des peignages de laine du Nord et, au cours de l'année 1894, les filatures et carderies de laine de Mazamet (Tarn) et Vienne (Isère) qui avaient tout d'abord opposé à la loi une assez vive résistance.

D'autres industriels ont remplacé le travail de nuit par le travail à double équipe, tel que le permet le paragraphe 2 de l'article 4 de la loi du 2 novembre 1892.

Nous avons signalé, dans notre précédent rapport les inconvénients du travail à double équipe, tel qu'il peut se pratiquer actuellement; nous n'y reviendrons pas.

Deux remèdes sont proposés : ou supprimer purement et simplement la double équipe ou la réglementer de telle façon que les inconvénients signalés soient sensiblement atténués.

C'est à ce dernier parti que s'est arrêté le Sénat, dans la proposition de loi qui est actuellement soumise à la Chambre des Députés.

Quelle que soit la solution adoptée définitivement par le Parlement, il est permis d'espérer qu'une modification suffisante pour éviter les abus sera apportée au texte actuel.

Après avoir interdit le travail de nuit, la loi de 1892 a prévu un certain nombre de tolérances. Nous allons les passer successivement en revue dans l'ordre suivi par le règlement d'administration publique du 15 juillet 1893.

Veillées. — Aux termes du paragraphe 4 de l'article 4 de la loi et de l'article 1^{er} du décret du 15 juillet 1893, un certain nombre d'industries peuvent prolonger le travail jusqu'à 11 heures du soir pendant 60 jours par an. Mais cette faculté a été subordonnée à des restrictions qui ont eu pour effet de la rendre le plus souvent illusoire. Ce sont la fixation à l'avance de périodes déterminées pour les veillées et la limitation de la durée de la journée à douze heures au maximum.

La limitation à douze heures de la durée du maximum du travail est inscrite dans la loi, et c'est au pouvoir législatif seul qu'il appartient d'y apporter des atténuations qui pourraient être nécessaires. Mais, en attendant, on peut se demander si l'on n'améliorerait pas déjà très sensiblement la situation des industries en cause en laissant aux patrons la faculté de répartir les soixante jours de veillées à leur gré, suivant leurs besoins, au lieu de les enserrer dans des périodes limitées à l'avance, et qui ne correspondent pas, le plus souvent, aux nécessités de leur production.

Travail de nuit permanent de sept heures. — L'article 2 du décret du 15 juillet 1893 a permis d'employer des personnes la nuit, d'une façon permanente, au pliage des journaux, au brochage des revues périodiques et à l'allumage des lampes de mines, à condition que le travail ne dépasse pas sept heures sur vingt-quatre heures.

En ce qui concerne le pliage des journaux, il est certain que la durée du travail des plieuses ne dépasse pas et n'atteint même pas sept heures dans chaque journal; mais les inspecteurs soupçonnent fort les plieuses de passer successivement dans plusieurs imprimeries et de fournir ainsi une durée de travail plus longue que celle

permise par la loi. Il ne semble pas que la loi ait donné les moyens de s'opposer à cette pratique.

Pour le brochage des imprimés et revues périodiques, la durée de sept heures est le plus souvent insuffisante et les industriels ont dû fournir deux équipes; mais les infractions doivent néanmoins être assez fréquentes.

Au cours de l'année 1894, a été, d'autre part, soulevée la question du travail de nuit des femmes employées comme compositrices dans quelques journaux du matin. A la suite d'une enquête spéciale qui lui a démontré le petit nombre des compositrices travaillant la nuit, proportionnellement à l'ensemble des compositeurs de journaux, M. le Ministre du commerce a donné aux inspecteurs des instructions sévères et, actuellement, l'emploi des femmes la nuit, comme compositrices, a complètement cessé.

La seule résistance curieuse à signaler est celle d'un imprimeur de province. Se basant sur les termes de la loi qui interdisent le travail de nuit aux filles mineures et aux femmes, il avait prétendu que les filles majeures n'étaient pas visées par cette prescription; il avait, en conséquence, renvoyé toutes les femmes mariées qu'il occupait pour les remplacer par des filles majeures, affirmant ainsi être en règle avec la loi. Les condamnations prononcées contre lui, en première instance et en appel, ont prouvé, comme cela d'ailleurs ne pouvait faire de doute, que son interprétation était erronée.

Travail de nuit temporaire. — Les inspecteurs du travail sont unanimes à constater que le travail de nuit temporaire, permis par l'article 3 du décret du 15 juillet 1893, est très peu pratiqué par les industries autorisées à le faire. Cela se comprend d'ailleurs facilement. Pour y avoir recours, les industries qui travaillent régulièrement pendant le jour doivent constituer momentanément une équipe complémentaire, ce qui leur est très difficile. Il n'y a guère que les industries où le travail est irrégulier et commence à des heures variables, telles que les fabriques de conserves de poissons, de légumes, de fruits, pour lesquelles la tolérance soit réellement utile. En dehors de ces fabriques, très peu d'industries ont eu recours à cette faculté.

Les fabricants de conserves de poissons ont fait remarquer qu'il leur était souvent difficile de satisfaire à l'obligation, inscrite dans l'article 6 du décret du 15 juillet 1893, d'avertir l'inspecteur douze heures à l'avance, chaque fois qu'ils veulent employer des femmes la nuit. En raison de la nature de leur industrie, ces fabricants se trouvent dans des conditions tout à fait spéciales. Ils ne savent jamais à l'avance si la pêche sera abondante ou non, et, d'autre part, les bateaux entrent à des heures variant chaque jour : or, le poisson doit être travaillé sans retard. Les sardinières sont donc parfois dans l'impossibilité de prévenir l'inspecteur dans le délai fixé par le règlement. En attendant sur ce point une légère modification qui est à l'étude, l'inspecteur se contente d'exiger que l'avis soit toujours envoyé avant le commencement du travail.

Usines à feu continu. — Si les prescriptions de la loi et du décret du 15 juillet 1893 sont, dans leurs grandes lignes, assez bien observées dans les usines à feu continu, des infractions de détail assez nombreuses, tenant le plus souvent à la nature même de l'industrie, y sont encore relevées. Ainsi dans un certain nombre d'établissements, le roulement établi ne donne pas à chaque ouvrier un jour complet, c'est-à-dire vingt-quatre heures consécutives de repos par semaine; dans d'autres, au moment du changement d'équipe, certains ouvriers travaillent dix-huit heures sur vingt-quatre. Les inspecteurs reconnaissent, d'ailleurs, qu'il y a là des difficultés pratiques. Aussi, leurs efforts, tendent, tout d'abord, à faire modifier les organisations les plus défectueuses.

Les procès-verbaux dressés en 1894 par les inspecteurs du travail ont relevé 563 enfants ou femmes employés la nuit contrairement à la loi.

Repos hebdomadaire. — Ainsi que nous le constatons dans notre précédent rapport, le jour choisi pour le repos hebdomadaire est presque universellement le dimanche. Néanmoins quelques maisons israélites ont adopté le samedi.

En dehors d'elles, il n'y a d'exception que dans les industries pour lesquelles le dimanche est un jour de grande besogne; par exemple, les ateliers de fabrication ou de réparation de bicyclettes, certains charrons, *bourelliers* et *maréchaux* ferrants, dans les campagnes, qui travaillent le dimanche matin, etc.; les ouvriers, dans ce cas, se reposent un autre jour de la semaine.

Le repos des jours fériés est également bien observé.

Les procès-verbaux dressés constatent 515 contraventions en ce qui concerne le repos hebdomadaire et le travail des jours fériés. *(A suivre.)*

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Loi prussienne sur le crédit personnel des sociétés coopératives (1).
promulguée le 31 juillet 1895. — Voici les principales dispositions :

ART. 1^{er}. Pour développer le crédit personnel, en particulier le crédit personnel des associations, il est créé « une Caisse centrale prussienne des associations » dont le siège est à Berlin; elle possède la personnalité juridique et est placée sous la surveillance et la direction de l'État.

ART. 2. Elle est autorisée : 1^o à consentir des prêts à intérêt : *a)* aux associations et aux caisses réunies d'associations industrielles et agricoles qui ont le droit d'ester en justice; *b)* aux caisses de prêts rurales (*ritterschaftlichen*) destinées à favoriser le développement du crédit personnel; *c)* aux institutions analogues créées par les provinces (associations communales); 2^o à recevoir, contre paiement d'intérêts, les fonds des sociétés désignées au n^o 1.

Pour être à même d'exécuter les opérations mentionnées aux n^{os} 1 et 2 ci-dessus, la caisse centrale est autorisée, en outre, 3^o à accepter d'autres sommes en comptes de dépôts et en comptes chèques; 4^o à recevoir des fonds d'épargne; 5^o à faire valoir ses existences de caisse dans des opérations de change, de prêts sur gages ou sur effets de commerce; 6^o à vendre et à accepter des lettres de change; 7^o à contracter des emprunts; 8^o à acheter et à vendre des effets pour le compte des unions désignés aux n^{os} 1, etc., des associations appartenant à ces unions et des personnes dont l'établissement a reçu des sommes, soit en compte de dépôt ou de chèque, soit sous forme de prêts. Le cercle des opérations de la caisse centrale peut être étendu par une ordonnance royale à certaines catégories de caisses d'épargne publiques.

ART. 3. L'État consent à la Caisse centrale, pour la durée de son existence, à titre de capital d'établissement, un fonds de 5 millions de mares en obligations 3 p. o/o, d'après leur valeur nominale.

(1) D'après le *Rheinische Zeitung* du 8 août et le rapport du consul de France à Düsseldorf.

ART. 5. Il est réservé aux associations, etc. désignées à l'article 2, n° 1, le droit de s'intéresser, avec leurs fonds, aux opérations financières de la Caisse centrale dans la forme qui sera déterminée ultérieurement par l'autorité de surveillance.

ART. 6. En fin d'exercice : 1° la moitié du bénéfice est affecté à la constitution d'un fonds de réserve; sur l'autre moitié, il est prélevé un intérêt pouvant aller jusqu'à 3 p. o/o en faveur des capitaux engagés, et l'excédent disponible est également versé au fonds de réserve; 2° aussitôt que ce fonds atteint le quart des capitaux engagés, le taux des intérêts est élevé jusqu'à 4 p. o/o; le reliquat éventuel du bénéfice est affecté au fonds de réserve.

ART. 8. L'établissement est administré et représenté à l'extérieur par un conseil de direction. Le Conseil de direction se compose d'un directeur et du nombre requis de membres; il prend ses décisions à la majorité des voix; il doit pourtant, dans son administration, se conformer en tous points aux prescriptions et instructions de l'autorité de surveillance. Le directeur et les membres du Conseil sont nommés à vie par le Roi, sur la proposition du ministère d'État; au cas où ils seraient commis provisoirement, ils sont nommés par l'autorité administrative.

ART. 12. Il est constitué un Comité consultatif composé de personnes compétentes autant que possible choisies parmi les associations, etc. (voir art. 2) qui sont en relations régulières d'affaires avec l'établissement ou y sont intéressés par leurs mises de fonds (art. 5).

ART. 15. L'autorité de surveillance au sens de la loi est le Ministre des finances qui est chargé de prendre les mesures nécessaires pour l'application de la loi.

Jusqu'à présent, il n'existait d'institutions centrales que celles se rattachant aux sociétés coopératives fondées sur les idées de Schulz Delitsch ou sur celles de Raffeisen. A la fin de février, le nombre de ces sociétés de crédit était de 5.800, dont 2.300 du premier système et 3.200 du second. Les premières comptaient 900.000 membres, dont 300.000 agriculteurs; les secondes 270.000 agriculteurs. En Prusse, seulement, il y a 1.142 sociétés Schulz Delitsch avec 500.000 membres, dont 170.000 agriculteurs, et 1.458 sociétés Raffeisen possédant 140.000 membres. La plupart de ces sociétés se sont réunies en unions de caisses qui jouent, vis-à-vis des sociétés associées, le rôle d'organes centraux de distribution de crédit. Si bienfaisante que soit cette organisation, elle est insuffisante parce qu'elle est incomplète (plus de 500 villes en Prusse ne possèdent aucune société de crédit), et parce qu'elle manque elle-même d'un organe central qui relie les caisses et où celles-ci puissent trouver, à bon marché, le crédit qu'elles sont chargées de distribuer à leurs membres.

Seules, les caisses centrales des sociétés coopératives Raffeisen témoignent une certaine froideur pour cette création gouvernementale. Le congrès des associations rurales des sociétés Raffeisen qui s'est tenu, le 28 mai, à Cassel, a pris position, en effet, dans la question en adoptant la résolution suivante :

Les sociétés Raffeisen, appartenant à l'organisation dite de Neuwied, se sont constitué, avec leurs propres ressources, un organe de distribution de crédit « Caisse centrale de prêts » qui suffit amplement à leurs besoins. Pour cette raison, elles gardent une attitude expectative vis-à-vis de la création projetée par le Gouvernement d'une Caisse d'État centrale en vue de régler le crédit personnel en faveur de l'agriculture et des corporations de métier. Le conseil général d'administration est chargé, en cas de négociations éventuelles avec le Gouvernement d'assurer, en première ligne, le maintien de la complète indépendance de l'organisation actuelle de ces sociétés.

D'après le compte rendu des opérations financières des caisses centrales de prêt, système Raffeisen, pour l'année 1894, les recettes totales se sont élevées à 13.931.179 marcs, les dépenses à 13.931.137 marcs, laissant ainsi un excédent de 42 marcs. Le nombre des sociétés de crédit qui ne se sont pas encore affiliées aux caisses centrales de prêt ne dépasse guère le chiffre de 1.000. En 1894, le nombre

de celles qui s'y sont ralliées a été de 261 : pour 1895, il est déjà de 220, de sorte que, actuellement, 1.450 sociétés sont entrées dans le cercle d'action des caisses centrales. Le capital action souscrit a monté, en 1894, de 1.073.000 marcs à 1.121.800 marcs. Au 1^{er} mai 1895, il y avait 2.556.000 marcs souscrits et 1.300.090 marcs de versés. Les bénéfices réalisés pendant l'année dernière ont été de 81.198 marcs qui ont été répartis comme suit : 27.000 marcs affectés au payement d'un dividende de 3,50 p. o/o aux actionnaires, 25.000 marcs de contribution aux dépenses de la direction générale, et 50.000 marcs reportés au compte de réserve de l'exercice suivant, lequel s'élève ainsi à 200.000 marcs. Le taux d'intérêt servi aux capitaux engagés est, actuellement, de 3,75 p. o/o pour des sommes ne dépassant pas 1.000 marcs et 3,50 p. o/o pour les sommes supérieures; les sommes prêtées sont productives d'un intérêt de 3,9 p. o/o jusqu'à concurrence de 10.000 marcs et de 4,25 p. o/o pour les avances supérieures. Enfin, c'est dans le même rapport au congrès que l'administrateur général a pu annoncer qu'il avait réussi à obtenir de la banque de l'Empire qu'elle accordât aux caisses centrales des prêts le taux d'intérêt qu'elle réserve aux traites qu'elle achète sur le marché public.

Le développement des caisses de prêts Raffeisen s'accuse d'année en année : en 1892, elles n'étaient que 886 ; en 1894, elles s'élevaient déjà à 1.414 ; actuellement, elles ont atteint le chiffre de 1.563 ; dans le nombre, on compte 22 associations laitières et 18 sociétés de vigneron. Le mouvement d'affaires des caisses centrales agricoles a atteint 28 millions de marcs, contre 22 millions en 1893. En 1893 et 1894, elles ont délivré 453.600 quintaux métriques d'engrais, 94.000 quintaux métriques de fourrage et 24.000 quintaux métriques de semences d'une valeur de 2.630.000 marcs ; elles ont livré pour 53.223 marcs de machines et instruments agricoles et pour 327.000 marcs de charbon.

Tandis qu'un grand nombre de sociétés Raffeisen se limitent à être des intermédiaires de crédit, d'autres se sont transformées en associations générales d'exploitations rurales (*Wirtschafts-Genossenschaften*). Celles-ci représentent les idées originales de leur créateur, M. Raffeisen, et c'est en vertu de ces principes que les cercles, réunis en associations dites de Neuwied, non seulement s'occupent de procurer du crédit à leurs membres, mais se sont donnés la tâche de pourvoir à tous les besoins d'une exploitation agricole et même d'en vendre les produits. Par là, ces caisses de prêts sont devenues, en même temps, des sociétés d'épargne en ce sens d'abord qu'elles peuvent recevoir les fonds épargnés et les accumuler de manière à former un capital de fondation destiné à améliorer les conditions économiques de la communauté, mais dans ce sens aussi qu'elles procurent à ses membres des économies directes en achetant sur ce fonds commun tout ce qui est nécessaire aux besoins de leurs exploitations : engrais, semences, fourrages de bonne qualité ; en ouvrant des débouchés communs aux produits de ces fermes, céréales, fruits et qu'elles vendent à des prix plus avantageux ; et enfin, en entretenant, à frais communs, les machines, les instruments, le bétail, etc.

Mais ces associations locales, à quelque système qu'elles appartiennent, qu'elles relèvent des principes de Raffeisen, de Schultz Delisch, ou qu'elles soient constituées en sociétés de participation, ne peuvent pas subsister par elles seules. Elles ont besoin de se concentrer dans un organe de répartition, de compensation, de nivellement de crédit pécuniaire. L'expérience le démontre, elles sont obligées de se centraliser et de former des unions.

Congrès général des sociétés coopératives. — Un Congrès général des sociétés coopératives allemandes se tiendra à Angsbourg, du 27 au 30 août prochain. L'ordre du jour porte un grand nombre de questions intéressantes, parmi lesquelles plusieurs concernent le crédit agricole.

Législation de travail. — Le *Bulletin* (français) de l'inspection du travail (1895, n° 4) publie le texte du règlement du 1^{er} février 1895 concernant l'emploi des jeunes ouvriers dans les houillères, du règlement du 1^{er} février 1895 concernant l'emploi des ouvrières et des jeunes ouvriers dans les laminoirs et forges, et du décret du 5 février 1895 concernant les exceptions à l'interdiction du travail du dimanche dans l'industrie.

AUTRICHE-HONGRIE.

Le placement des ouvriers. — Les institutions de placement en Autriche sont presque toutes dues à l'initiative privée. Une des plus importantes est la société d'enregistrement des offres et demandes de travail de Vienne (*Verein für Arbeitsvermittlung in Wien*); elle s'occupe principalement de placer les ouvriers qui n'appartiennent à aucune corporation, et ses frais sont couverts par la cotisation annuelle des patrons qui en font partie. Les patrons non sociétaires payent une taxe chaque fois qu'ils utilisent ses services, et les ouvriers qui demandent un emploi versent un droit d'environ 0 fr. 20 pour une inscription qui est valable pendant deux mois. D'après le dixième rapport annuel de la société, elle a reçu 73.203 demandes d'emploi de 1885 à 1895 et a pu fournir de l'ouvrage à 28.887, soit 39 1/2 p. 0/0 des postulants. Pendant les grèves, la société suspend ses opérations en ce qui concerne la profession intéressée.

DANEMARK

Rapport des inspecteurs de fabrique danois pour l'année 1894. — Les inspecteurs relèvent en Danemark 5.137 établissements pourvus de moteurs, à savoir : 2.407 usines occupant 51.098 personnes, dont 2.859 enfants de 10 à 14 ans et 4.300 jeunes gens de 14 à 18 ans; 1.505 laiteries ou exploitations agricoles occupant 6.027 personnes; 1.225 petites installations non industrielles. Dans la plupart des fabriques les ouvriers sont occupés de 10 à 11 heures par jour. Dans les 5.137 établissements il a été signalé 163 accidents du fait des machines, dont 13 mortels.

Les inspecteurs ont examiné 5.086 chaudières, et la rétribution perçue de ce chef a suffi pour couvrir les dépenses de l'inspection.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en juin. — On signale une amélioration presque générale. Les proportions de chômeurs dans les 86 mines fournissant des renseignements est de 5,6 p. 0/0 au lieu de 6,3 en juin 1894 et 6,3 p. 0/0 en mai 1895. Dans les 975 houillères employant 238.977 mineurs sur lesquelles on a des renseignements, on n'a travaillé que 4,23 jours par semaine au lieu de 4,57 le mois précédent et 4,76 en juin 1894. De même dans 82 mines de fer (11.360 mineurs) la durée du travail hebdomadaire est tombée à 5,43 jours au lieu de 5,74 en mai. Le nombre des hauts

fourneaux en activité a diminué de 7, 280 au lieu de 287 en mai. L'industrie de l'étain est aussi moins active. Par contre, il y a amélioration dans les constructions mécaniques (6,1 p. o/o de chômeurs au lieu de 6,6 en mai), dans le bâtiment, l'ameublement et l'ébénisterie (chômage, 2,4 p. o/o), dans l'industrie du livre, de la confection, de la chaussure, de la laine. Dans l'industrie du coton, les tissages sont assez actifs, mais les filatures toujours peu actives. — Le nombre des grèves a été au-dessous de la moyenne habituelle 65 grèves : contre 84 le mois précédent et 85 en juin 1894 : il y a eu 14 grèves dans le bâtiment, 14 dans les industries textiles, 12 dans les mines et carrières, 4 dans les industries du vêtement et 4 dans les constructions navales, 5 dans les industries métallurgiques, etc. La moyenne des personnes intéressées par chaque grève a été de 161 au lieu de 270 le mois précédent.

Les grèves et les lock-outs en 1893. — (D'après le rapport du correspondant ouvrier au Département du travail.)

Le nombre des conflits survenus, en 1893, entre patrons et ouvriers, dans la Grande-Bretagne s'est élevé à 782, à savoir 768 grèves et 14 lock-outs. (Ce total général n'avait été que de 700 en 1892). 665 de ces grèves ont groupé 633.529 individus et les 14 lock-outs 2.857, soit ensemble 636.386 personnes (au lieu de 371.799 en 1892). Dix grèves ont groupé à elles seules 495.960 grévistes.

La crise industrielle qui avait éclaté en 1892 s'est aggravée en 1893 ; dans certaines industries, le pourcentage des chômeurs s'est élevé de 6,33 p. o/o en 1892 à 7,5 en 1893. Le nombre des établissements atteints par les grèves a été de 4.472, dont 1.500 dans la seule industrie houillère. La grève soutenue par la Fédération des mineurs, pour résister à une réduction de 25 p. o/o sur les salaires, a duré près de 4 mois et a réduit au chômage près de 300.000 ouvriers.

La durée moyenne des grèves a été de 29 jours en 1893 contre 32 en 1892. Le nombre de journées de travail perdues s'est élevé en 1893 à 31.205.000.

RÉPARTITION DES CONFLITS PAR INDUSTRIES.

GROUPES D'INDUSTRIES.	NOMBRE DES CONFLITS.		NOMBRE DES INDIVIDUS affectés par les conflits.	
	1892.	1893.	1892.	1893.
Bâtiment.....	119	170	18.175	17.738
Gaz et industries chimiques.....	3	5	193	427
Ameublement, ébénisterie.....	9	20	312	366
Vêtement.....	56	80	36.431	10.821
Carrosserie, tonnellerie.....	6	8	177	2.495
Industries domestiques.....	8	5	425	56
Alimentation. Tabacs.....	12	9	1.516	549
Verreries; poteries.....	8	11	20.369	5.211
Travaux agricoles et ordinaires.....	19	25	1.031	958
Cuir; caoutchouc.....	5	2	717	30
Métallurgie.....	129	136	39.759	30.309
Mines; carrières.....	109	156	120.386	506.182
Papier; typographie; reliure.....	7	7	708	381
Industries textiles.....	137	105	102.722	45.274
Transports.....	11	43	12.878	15.589
Théâtres.....	2	"	700	"
TOTAL.....	700	782	356.799	636.386

RÉPARTITION DES CONFLITS SUIVANT LEURS CAUSES ET LEURS RÉSULTATS.

CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS DES GRÈVES.	NOMBRE				NOMBRE DES GRÈVES où est connu le nombre des grévistes.
		DE GRÈVES.	P. O/O.	DE GRÉVISTES	P. O/O.	
1° Pour obtenir une augmentation de salaire.	Réussite complète.....	116	45	36.400	19	104
	Réussite partielle.....	60	23	109.062	58	55
	Échec complet.....	68	27	42.862	23	58
	Résultat inconnu.....	12	5	186	"	3
	ENSEMBLE.....	256	34	188.510	29 (1)	220
2° Pour résister à une diminution de salaire.	Réussite complète.....	78	36	339.928	89	70
	Réussite partielle.....	48	22	20.219	6	44
	Échec complet.....	74	34	17.745	5	64
	Résultat inconnu.....	16	8	986	"	6
	ENSEMBLE.....	216	27	378.878	60	184
3° Pour obtenir une diminution de la durée du travail ou résister à son augmentation.	Réussite complète.....	9	56	1.365	88	8
	Réussite partielle.....	1	6	11	1	1
	Échec complet.....	5	32	166	11	5
	Résultat inconnu.....	1	6	"	"	"
	ENSEMBLE.....	16	2	1.542	"	14
4° Unionisme : Refus de travailler à côté de non syndiqués, ou d'ouvriers travaillant au-dessous du tarif, lutte pour soutenir les syndicats, les règlements et les délégués des unions.	Réussite complète.....	30	44	3.745	19	27
	Réussite partielle.....	7	10	12.723	63	7
	Échec complet.....	31	45	3.581	18	31
	Résultat inconnu.....	1	1	43	"	1
	ENSEMBLE.....	69	9	20.092	3	66
5° Autres causes..	Réussite complète.....	73	34	18.943	42	65
	Réussite partielle.....	43	19	13.234	31	41
	Échec complet.....	89	42	12.187	27	78
	Résultat inconnu.....	12	5	494	"	3
	ENSEMBLE.....	217	28	44.858	7	187
6° Toutes les causes réunies.	Réussite complète.....	306	40	400.381	63	274
	Réussite partielle.....	159	20	155.249	25	148
	Échec complet.....	267	34	76.541	12	236
	Résultat inconnu.....	42	6	1.709	"	13
	ENSEMBLE.....	774 (2)	100	633.880	100	671

(1) Les chiffres de pourcentage inscrits dans les lignes de totaux se rapportent au total des grèves et des grévistes, toutes causes réunies.

(2) Le total des grèves n'est que de 768, mais 6 sont inscrites à deux causes différentes.

Il ressort du précédent tableau que la grande majorité des grèves a éclaté sur une question de salaires, pour obtenir une augmentation ou repousser une réduction (61 p. o/o de grèves et 89 p. o/o de grévistes). Quant à la durée de la journée de travail, c'est à peine si elle a fait naître 16 conflits. Par contre, les règlements intérieurs, le mode de paiement, les amendes, les questions de division et de dé-

marcation de travail entre des métiers similaires, ont fait éclater beaucoup de grèves.

Quant aux résultats des grèves ils se résument comme suit : 303 (ou 39,4 p. 0/0) ont été couronnées de succès, 159 (20 p. 0/0) ont abouti partiellement et 264 ont échoué. L'année 1893 a donc été favorable aux grévistes d'une façon générale. Le succès, du reste, n'a pas été le même pour les divers groupes d'industrie.

Dans le bâtiment et l'ameublement, 92 grèves sur 198 réussissent et assurent une augmentation de salaire aux ouvriers. Dans l'industrie minière, sur 156 grèves, 41 aboutissent pleinement et 40 partiellement; le succès est surtout considérable pour les grévistes qui, avec la Fédération, luttent contre une réduction de salaires (302.308 grévistes). Pour les textiles, ce sont surtout les ouvriers travaillant le jute (23.360) qui s'opposent avec succès à une réduction qu'on veut leur imposer.

Les lock-outs ont été de peu d'importance; le nombre des ouvriers atteints qui avait été de 120.000 en 1892, est tombé en 1893 à 2.857.

La plupart des conflits se sont terminés, sous une forme ou sous une autre, par la conciliation. Dans 388 cas, l'entente s'est faite à l'amiable; dans 8 autres, on y est arrivé par l'entremise d'un médiateur — notamment pour les grandes grèves houillères, — et dans 25, on a eu recours à l'arbitrage. 7 établissements se sont fermés définitivement.

Avant de terminer son rapport, le correspondant ouvrier a résumé l'opinion de différents patrons et de diverses trade-unions consultés sur les moyens pratiques de prévenir les grèves ou de les régler. 19 patrons et 23 unions se prononcent en faveur de l'arbitrage et de la conciliation par l'Etat (au lieu de 7 et 15 en 1892); 122 patrons et 132 unions préfèrent les conseils locaux d'arbitrage, les comités et réunions mixtes, etc. (au lieu de 75 et 126 en 1892). Il ressort de là que l'opinion se préoccupe de plus en plus de voir adopter des organes définitifs de conciliation et d'arbitrage, et que les intéressés sont, en grande majorité, opposés à l'intervention de l'Etat en cette matière.

SUISSE.

Accidents du travail pendant les années 1891 et 1892. — D'après les rapports officiels des inspecteurs fédéraux des fabriques, le nombre total des accidents déclarés dans les usines et fabriques soumises à l'inspection s'est élevé à 6.762 en 1891 et à 7.459 en 1892. On a compté 34 cas de mort en 1891 et 32 en 1893. Les autres accidents signalés sont des cas d'incapacité de travail, absolue ou partielle et de durée variable, depuis 3 jours au moins.

La population ouvrière des établissements considérés était, respectivement, durant ces deux années, de 182.662 (1891) et 188.183 (1892) personnes des deux sexes.

Si l'on rapporte les nombres d'accidents aux nombres correspondants d'ouvriers observés, on trouve les proportions suivantes :

ANNÉES.	NOMBRE PAR 1.000 OUVRIERS	
	des accidents déclarés.	des cas de mort.
1891.....	37,01	0,19
1892.....	39,64	0,17

Les industries qui ont fourni ces résultats globaux sont : l'industrie textile, l'industrie du cuir, les industries alimentaires, l'industrie chimique, les industries

polygraphiques, le travail du bois, la fabrication du papier, le travail des métaux (construction de machines et appareils, horlogerie, bijouterie), la tuilerie, la poterie et la verrerie.

Par groupes d'industries, les proportions d'accidents, rapportées à 1.000 ouvriers, se chiffrent ainsi :

NOMBRE PAR 1.000 OUVRIERS			
		des accidents déclarés.	des cas de mort.
Industrie textile.	1891.....	13,01	0,08
	1892.....	13,80	0,06
Industrie du cuir et des peaux....	1891.....	21,30	//
	1892.....	29,35	//
Industries alimentaires	1891.....	35,17	0,39
	1892.....	40,00	0,23
Industrie chimique	1891.....	77,65	1,07
	1892.....	94,22	0,55
Industries polygraphiques et fabrication du papier.....	1891.....	34,54	0,40
	1892.....	41,65	0,32
Travail du bois	1891.....	107,58	0,78
	1892.....	92,64	0,47
Industries des métaux, construction de machines et appareils.....	1891.....	102,70	0,25
	1892.....	108,19	0,29
Horlogerie, bijouterie.....	1891.....	10,34	//
	1892.....	7,74	0,05
Tuilerie, poterie, verrerie.....	1891.....	57,95	0,30
	1892.....	75,86	0,82

Le nombre des accidents déclarés est élevé; il est notablement supérieur à celui qu'indiquent les statistiques allemandes de l'assurance obligatoire. La déclaration des accidents, dans les établissements visités par les inspecteurs, peut donc être considérée comme suffisamment complète.

En ce qui concerne les nombres des cas de mort, le nombre de têtes de chaque groupe est beaucoup trop faible pour qu'au moyen des chiffres des deux années seulement, il soit permis de tirer des conclusions relativement à la valeur du risque des industries; nous les donnons simplement à titre de renseignement.

La durée moyenne d'incapacité de travail causée par les accidents non mortels a été, par accident, de 21 j. 1 en 1891 et de 21 j. 0 en 1892, déduction faite des cas d'infirmité permanente, au delà de 6 mois, ou non encore liquidés.

Rapport de la section zürichoise de l'«Association suisse du commerce et de l'industrie» sur les moyens de procurer du travail aux ouvriers et de les protéger contre les suites du chômage (1). — L'étude qui fait l'objet de ce rapport a été entreprise à la suite de la campagne pour le *Droit au travail* menée en janvier 1893 par le comité du parti social-démocratique suisse à Bâle et par le comité central du syndicat suisse du Grütli à Winterthur. On sait (voir *Bulletins* de Juin et Juillet 1894, p. 314 et 357) que le vœu soumis au référendum était ainsi formulé : «le droit à un travail suffisamment rémunérateur garanti à tout citoyen suisse», et qu'il fut repoussé le 3 juin 1894 par le peuple suisse, à une très forte majorité. Mais, après avoir pris connaissance du vote, l'assemblée fédérale (1) invita le conseil fédéral «à rechercher si, et éventuellement de quelle manière, il était possible et justifié de provoquer la coopération de la confédération avec les institutions publiques destinées à procurer du travail ou à parer aux conséquences du chômage involontaire.» D'un autre côté, le conseil

(1) D'après l'extrait traduit et transmis par le consul de France à Zürich.

national avait mis à l'examen, le 9 juin 1894, une requête de l'Union Helvetia, association des employés d'hôtels suisses réclamant un règlement fédéral sur les bureaux de placement.

Comme suite à ces deux résolutions des conseils fédéraux, le département fédéral de l'industrie et de l'agriculture adressa aux administrations cantonales, à l'Association professionnelle suisse, à la Fédération ouvrière suisse et au comité (Vorort) de l'Association suisse du commerce et de l'industrie la circulaire que nous avons reproduite dans le *Bulletin* d'avril 1895, page 252.

Le comité de l'Association du commerce et de l'industrie a reçu le 20 avril dernier de la section zürichoise (Société des commerçants de Zurich) un rapport très complet : les diverses causes du chômage, les résultats des enquêtes faites à Zurich pendant les hivers de 1892, 1893 et 1894 et dans 21 villes d'Allemagne pendant l'hiver de 1892-1893, le système des colonies agricoles, le fonctionnement des bureaux de placement et de l'assurance contre le chômage à Bâle et à Berne y sont passés en revue, puis, arrivant aux recommandations pratiques, le rapport dit :

« Le but primordial des efforts tentés contre le chômage doit être la recherche des moyens de procurer du travail. Une réforme qui ne vise pas ce but ou qui ne le vise que d'une façon défectueuse n'a pas beaucoup de valeur. L'établissement de caisses de secours ou d'assurance n'a qu'une importance secondaire. »

La section met donc en première ligne la recherche des moyens *préventifs* ou capables de faire cesser le mal. L'application de remèdes tels que les secours contre le chômage ou l'assurance ne va pas, à son avis, sans graves inconvénients : difficulté d'établir des cotisations suffisamment élevées, difficulté de faire payer les cotisations aux ouvriers inhabiles qui ne peuvent gagner que de bas salaires, d'où tendance des patrons qui payent une cotisation fixe par tête d'ouvrier à n'employer que les meilleurs; danger de voir les patrons congédier plus facilement le personnel dont ils peuvent à la rigueur se passer; danger de l'afflux d'ouvriers d'autres localités vers celles où fonctionnent les caisses de chômage; danger de voir les ouvriers les moins énergiques accepter assez facilement de vivre sur les fonds de la caisse d'assurance, en raison des droits que leur confère le paiement de leurs cotisations, tandis qu'ils répugnent à recourir à la charité publique ou privée.

En ce qui concerne l'organisation des bureaux de placement, la section estime que les bureaux isolés ne peuvent combattre le chômage d'une manière efficace.

« Les associations professionnelles sont incontestablement les institutions les plus aptes à organiser le placement : là où ces associations n'existent pas encore elles finiront par se constituer rapidement, en raison de la pression résultant de la marche du temps et de la perspective de subventions fédérales. Pour les professions qui ne se prêteraient pas à cette organisation intercantonale et, d'une façon générale, lorsqu'il y aurait lieu de laisser de côté les organisations professionnelles, on créerait des organisations territoriales semblables à celles essayées à Berne, Bâle et Saint-Gall.

Indépendamment de la question de la différence de la situation suivant les industries et les régions territoriales, une organisation décentralisée de ce genre a encore cet autre avantage que les petits cercles, qui y sont fortement intéressés, travailleront avec plus de soin et exerceront une surveillance plus efficace dans leur rayon que si une organisation d'ensemble et bureaucratique était créée par la Confédération.

Bien entendu, il y aurait lieu de veiller à ce qu'entre ces bureaux il y ait, par correspondances, des relations rapides, de façon que les ouvriers qui ne trouvent pas de travail dans

(1) Rappelons qu'en Suisse l'autorité législative et exécutive, au point de vue fédéral, est dévolue au Conseil d'État (Ständerath) et au Conseil national (Nationalrath), dont la réunion constitue l'Assemblée fédérale (Bundesversammlung). L'autorité exécutive supérieure est déléguée par l'Assemblée fédérale à un conseil fédéral (Bundesrath) dont le président est le premier magistrat de la Confédération.

une profession ou dans une localité déterminée puissent être occupés autrement ou ailleurs.

La statistique du travail constitue un des moyens les meilleurs pour faire progresser la réforme sociale. Pour établir cette statistique, les bureaux de placement seraient particulièrement qualifiés. La Confédération devrait, pour cela, leur conférer le droit d'exiger des patrons, appartenant à leur branche ou à leur rayon, les renseignements nécessaires, par exemple, en ce qui concerne notre but spécial, communication bi-mensuelle du tableau du nombre des ouvriers. S'il semblerait qu'une pareille exigence est impraticable auprès de tous les patrons, elle est toutefois possible auprès de ceux qui sont soumis à la loi fédérale du 23 mars 1877 sur les fabriques ou qui appartiennent aux industries du sol et de la construction.

En récapitulant ces renseignements, il serait possible, d'ici quelques années, de voir quelles branches, à des époques données, souffrent d'une pléthore d'ouvriers et dans quelles conditions elles en souffrent.

Avec une pareille statistique en mains, on sera en mesure d'étudier la question des remèdes à apporter et on pourra trouver, par exemple, qu'il y aurait lieu de détourner les jeunes gens de l'entrée de telle ou telle profession, d'entraver l'affluence des étrangers, de conseiller à des ouvriers, occupés dans telle branche, d'entrer dans telle autre qui manque de bras. Mais cette statistique du travail pourrait aussi s'étendre sur d'autres terrains et exercer ainsi, peu à peu, une action absolument bienfaisante.

Pour permettre au placement de se faire d'une manière rationnelle, il est aussi nécessaire que les vacances soient signalées en temps utile aux bureaux de placement. Les patrons devraient, en conséquence, être astreints à faire connaître les vacances survenues, le jour même où elles se produisent, aux bureaux que cela concerne. Abstraction faite des circonstances anormales, le délai de quinze jours fixé pour la signification du congé, devrait suffire dans la plupart des professions pour procurer une nouvelle place à l'ouvrier renvoyé.

Serait d'une grande valeur pour le contrôle l'établissement obligatoire de livrets de travail sur lesquels seraient inscrits, en dehors de la personnalité de l'ouvrier, l'entrée et la sortie d'une place, la conduite, le chômage, les renseignements sur l'assurance contre le chômage, sur l'assurance contre la maladie et les accidents, etc. En dehors de leur valeur pour le contrôle, ces livrets ne seraient certes pas non plus sans valeur pour les bureaux de placement auprès desquels ils serviraient à établir la situation de l'ouvrier vis-à-vis du patron; ils seraient, en conséquence, bien appropriés à relever le niveau moral de la profession d'ouvrier.

La section ne croit pas utile de rendre le placement gratuit, mais elle suppose que des subventions de la Confédération s'ajouteront au produit des cotisations pour assurer le fonctionnement, d'ailleurs peu coûteux, des offices de placement.

Le rapport aboutit aux conclusions suivantes :

1. — La Confédération doit se prêter à la formation et à l'organisation appropriée de bureaux pour les sans-travail, s'occupant du placement et de l'assurance contre le chômage, en ce sens que de tels bureaux seront, ou intercantonaux et créés par des associations professionnelles, ou régionaux et créés par des communes isolées, des districts, des circonscriptions ou des cantons. Un bureau ne doit pas nécessairement embrasser les deux branches (placement et assurance contre le chômage).

2. — C'est à une solide organisation du placement qu'il faudra surtout s'attacher. Dans ce but, la Confédération armera les bureaux des sans-travail des moyens nécessaires. La Confédération bonifiera aux bureaux en question 25 p. o/o des frais du placement.

3. — La Confédération accordera une subvention déterminée à l'assurance contre le chômage. L'organisation de l'assurance est l'affaire des bureaux des sans-travail.

4. — La Confédération contrôle les bureaux des sans-travail par un office central.

Banque populaire suisse. — Cette florissante société de crédit populaire a tenu le 25 mars son assemblée générale, prenant connaissance des résultats de son 26^e exercice social.

Le mouvement total des écritures a atteint.....	1.972.395.729 ^f 26
en 1893, il était de.....	1.805.584.121 98
soit une augmentation de.....	166.811.607 28

Le nombre des sociétaires est monté de 9.677 en 1893 à 10.315 avec une augmentation de 638; et le capital social, de 8.665.730 fr. 58 à 9.223.221 fr. 15.

La proportion entre le capital et les dépôts est de 24-25 à 100.

Le mouvement de la caisse a été de 265.160.493 francs à l'entrée et de 264.893.138 francs à la sortie. Il a été escompté 103.423 effets d'ensemble, 100.697.477 francs.

Le dividende a été fixé à 5 p. o/o.

On se propose de ne pas dépasser ce taux, même si les circonstances le permettaient, l'objectif de la banque devant être de fortifier les réserves.

Les sociétaires se répartissent comme suit, d'après la profession et le sexe :

	HOMMES.	FEMMES.
1 ^o Agriculteurs, forestiers et jardiniers.....	554	40
2 ^o Aides et ouvriers dans les exploitations agricoles, forestières et horticoles.....	33	29
3 ^o Fabricants, ingénieurs, architectes et entrepreneurs.....	591	9
4 ^o Artisans travaillant pour leur propre compte.....	1.258	172
5 ^o Ouvriers travaillant dans des fabriques ou pour des patrons.....	294	92
6 ^o Négociants.....	1.174	84
7 ^o Commis et autres employés de commerce.....	608	47
8 ^o Voituriers, aubergistes, cafetiers et aides.....	289	88
9 ^o Facteurs, employés des chemins de fer, des télégraphes et des postes.....	327	31
10 ^o Médecins, pharmaciens, instituteurs, artistes, hommes de lettres, employés de l'État, de l'Eglise et des communes, avocats et notaires.....	1.408	125
11 ^o Rentiers et autres personnes n'exerçant pas de profession...	315	2.724
12 ^o Sociétés d'utilité publique et sociétés anonymes.....	22	
	22	3.442

La réserve ordinaire atteint 600.000 francs et la réserve spéciale 40.749 fr. 95. Les bénéfices nets se sont élevés à 548.391 fr. 39, qui ont été répartis :

10 p. o/o au fond de réserve.....	54.839 ^f 14
complément de la réserve à 600.000 francs.....	34.874 70
	89.713 84
Au fonds de réserve spécial.....	20.000 00
5 p. o/o dividende aux sociétaires.....	429.147 50
REPORT à nouveau.....	9.530 05
	548.391 39

La Banque populaire suisse compte actuellement dix banques d'arrondissement : Berne, qui fonctionne comme banque centrale, Saignelégier, Zurich, Fribourg, Bâle, Saint-Gall, Wetzikon, Tramelan et Porrentruy. Elle a aussi un comptoir à Uster.

Cette banque figure parmi les institutions de crédit populaire les plus importantes de l'Europe (1).

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Loi du 20 juillet 1895 sur les caisses d'épargne, publiée le 6 août 1895 au *Journal officiel*.

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Les caisses d'épargne ordinaires sont tenues de verser à la Caisse des dépôts et consignations toutes les sommes qu'elles reçoivent des déposants; ces sommes sont employées par la Caisse des dépôts, sous la réserve des fonds jugés nécessaires pour assurer le service des remboursements :

1° En valeurs de l'État ou jouissant d'une garantie de l'État; 2° en obligations négociables et entièrement libérées des départements, des communes, des chambres de commerce, en obligations foncières et communales du Crédit foncier.

Les achats et les ventes de valeurs sont effectués avec publicité et concurrence, sur la désignation de la commission de surveillance instituée par les lois des 28 avril 1816 et 6 avril 1876, et avec l'approbation du Ministre des finances. Les achats et ventes de valeurs autres que les rentes pourront être opérés sans publicité ni concurrence.

Les sommes non employées ne peuvent excéder dix pour cent (10 p. o/o) du montant des dépôts au 1^{er} janvier. Elles sont placées soit en compte courant au Trésor dans les mêmes conditions que les autres éléments de la dette flottante portant intérêt, soit en dépôt à la Banque de France. La partie déposée en compte courant au Trésor ne peut dépasser cent millions de francs (100.000.000 fr.).

ART. 2. Tout déposant dont le crédit sera de somme suffisante pour acheter dix francs (10 fr.) de rente au moins peut faire opérer cet achat en titres nominatifs, sans frais, par les soins de l'administration de la caisse d'épargne. La rente pourra également lui être attribuée au cours moyen du jour de l'opération, par un prélèvement sur le portefeuille représentant les fonds des caisses d'épargne.

Dans le cas où le déposant ne retire pas les titres achetés pour son compte, l'administration de la caisse d'épargne en reste dépositaire et reçoit les arrérages et primes de remboursement, au crédit du titulaire. Elle peut également les faire vendre sur la demande du déposant.

Le capital provenant de cette vente, déduction faite des frais de négociation, sera porté au nom du déposant à un compte spécial et sans intérêts.

ART. 3. Les conseils d'administration des caisses d'épargne peuvent rembourser à vue les fonds déposés, mais les remboursements ne sont exigibles que dans un délai de quinzaine.

Toutefois, en cas de force majeure, un décret rendu sur la proposition des

(1) *Bulletin du crédit populaire.*

Ministres des finances et du commerce, le Conseil d'État entendu, peut limiter les remboursements à la somme de cinquante francs (50 fr.) par quinzaine. Des délais supplémentaires seront fixés par décret pour les opérations nécessitant l'intervention d'un bureau ou d'une caisse situés en dehors de la France continentale.

Les dispositions relatives au remboursement seront portées à la connaissance des déposants par une inscription placée en tête du livret et affichée dans le local des caisses d'épargne.

ART. 4. Le compte ouvert à chaque déposant ne peut pas dépasser le chiffre de quinze cents francs (1.500 fr.). L'article 9 de la loi du 9 avril 1881 sera applicable aux comptes qui dépasseront ce maximum.

Les comptes qui, au moment de la promulgation de la présente loi, dépasseront le chiffre de 1.500 francs ne pourront pas être l'objet de versements nouveaux ; ils continueront à produire des intérêts, mais ils devront être ramenés à la limite maximum de 1.500 francs dans un délai de cinq ans à partir du 1^{er} janvier qui suivra la promulgation de la présente loi. Si, à l'expiration dudit délai, cette prescription n'a pas été exécutée, le compte sera ramené à 1.500 francs au moyen d'un achat de rente sur l'État effectué d'office et sans avis préalable.

Il sera remis annuellement au Ministre du commerce, par chaque caisse d'épargne, un état des livrets dont le chiffre dépasserait le maximum autorisé.

Le montant total des versements opérés du 1^{er} janvier au 31 décembre ne pourra dépasser quinze cents francs (1.500 fr.).

Ces dispositions ne sont pas applicables aux opérations faites par les sociétés de secours mutuels et par les institutions spécialement autorisées à déposer aux caisses d'épargne ordinaires. Le maximum des dépôts faits par ces sociétés et institutions peut s'élever à quinze mille francs (15.000 fr.).

ART. 5. L'intérêt à servir aux caisses d'épargne ordinaires par la Caisse des dépôts et consignations est déterminé en tenant compte du revenu des valeurs du portefeuille et du compte courant avec le Trésor représentant les fonds provenant des caisses d'épargne.

Les variations de ce taux d'intérêt auront lieu par fractions indivisibles de vingt-cinq centimes pour cent (0 fr. 25 p. 0/0).

Lorsqu'il y aura lieu de modifier le taux, le nouvel intérêt à servir aux caisses d'épargne sera fixé, avant le 1^{er} novembre, pour l'exercice suivant, par un décret rendu sur la proposition du Ministre du commerce et du Ministre des finances, après avis de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations et de la commission supérieure instituée par l'article 11 de la présente loi.

ART. 6. Il est institué par la Caisse des dépôts et consignations un fonds de réserve et de garantie qui ne pourra pas dépasser dix pour cent (10 p. 0/0) du montant des dépôts. Seront affectés à cette réserve :

1° Le fonds de réserve actuel ;

2° La différence entre les intérêts servis chaque année aux caisses d'épargne et le revenu des valeurs du portefeuille et du compte courant avec le Trésor, sans que cette différence puisse être inférieure à vingt-cinq centimes pour cent (0 fr. 25 p. 0/0) du montant total des fonds des caisses d'épargne ;

3° Les intérêts et les primes d'amortissement provenant de ce fonds lui-même ;

4° Les retenues d'intérêts imposées aux titulaires de plusieurs livrets, conformément à l'article 18 de la présente loi.

Peuvent seuls être imputés sur ce fonds :

1° Les pertes qui viendraient à résulter, soit de différences d'intérêts, soit d'opérations ayant pour but d'assurer le service des remboursements ;

2° Les sommes à prélever, soit à titre définitif, soit à titre d'avance, en cas d'insuffisance de la fortune personnelle d'une caisse d'épargne, pour faire face aux pertes déjà constatées ou qui seraient ultérieurement reconnues dans sa gestion;

3° Les frais de contrôle spécial institué par l'article 12.

ART. 7. Le fonds de réserve est géré par la Caisse des dépôts, sous le contrôle de la commission de surveillance, qui arrête les sommes à prélever dans les cas de perte prévus par l'article 6.

Il est rendu compte de ces opérations dans un chapitre spécial du rapport annuel présenté au Sénat et à la Chambre des députés par la commission de surveillance, conformément à l'article 114 de la loi du 28 avril 1816.

ART. 8. Les caisses d'épargne ordinaires prélèvent sur le produit de leurs placements une somme suffisante pour faire face aux frais de loyer et d'administration et à l'établissement d'une réserve spéciale dans les conditions prescrites par l'article 9.

Ce prélèvement sera de vingt-cinq centimes pour cent (0 fr. 25 p. 0/0) au moins et ne pourra pas dépasser cinquante centimes pour cent (0 fr. 50 p. 0/0) sur l'ensemble des comptes des déposants. Le taux d'intérêt payé par les caisses d'épargne aux déposants peut être gradué selon l'importance des comptes.

Les livrets sur lesquels le mouvement des retraits et des dépôts, y compris le solde antérieur, n'aura pas dépassé la somme de cinq cents francs (500 fr.) pendant le courant de l'année pourront être favorisés soit par un système de primes, soit par une graduation du taux.

Les livrets collectifs des sociétés de secours mutuels et des institutions spécialement autorisées à déposer aux caisses d'épargne jouiront, quel que soit le chiffre de leur dépôt, de l'intérêt accordé à la catégorie des livrets les plus favorisés.

La moyenne de l'intérêt servi aux déposants, soit à titre d'intérêt, soit à titre de prime, ne pourra, en aucun cas, dépasser le chiffre de l'intérêt accordé par la Caisse des dépôts et consignations, déduction faite du prélèvement déterminé ci-dessus, sauf le cas prévu par le dernier paragraphe de l'article 10.

Les caisses d'épargne sont autorisées à émettre des bons ou timbres d'un prix inférieur à 1 franc et à recevoir ces coupures, lorsque, réunies, elles représentent le montant du versement minimum autorisé.

Le règlement de chaque caisse d'épargne, fixant le taux des primes ou des intérêts gradués, sera publié trois mois au moins avant son application; il sera communiqué au Ministre qui, dans les trente jours à partir de la réception, pourra l'annuler pour violation de la loi. La décision du Ministre sera susceptible de recours devant le Conseil d'État.

ART. 9. Chaque caisse d'épargne ordinaire doit créer un fonds de réserve et de garantie qui se compose :

1° De sa dotation existante et des dons et legs qui pourraient lui être attribués;

2° De l'économie réalisée sur la retenue prescrite à l'article précédent;

3° Des intérêts et des primes d'amortissement provenant de ce fonds lui-même.

Toutes les pertes résultant de la gestion de la caisse d'épargne devront être imputées sur ce fonds de réserve, qui constitue sa fortune personnelle.

ART. 10. Les caisses d'épargne sont autorisées à employer leur fortune personnelle :

1° En valeur de l'État ou jouissant d'une garantie de l'État;

2° En obligations négociables et entièrement libérées des départements, des communes, des chambres de commerce;

3° En obligations foncières et communales du crédit foncier;

4° En acquisition ou construction des immeubles nécessaires à l'installation de leurs services.

Elles pourront, en outre, employer la totalité du revenu de leur fortune personnelle et le cinquième du capital de cette fortune :

En valeurs locales énumérées ci-dessous, à la condition que ces valeurs émanent d'institutions existant dans le département où les caisses fonctionnent : bons de monts-de-piété ou d'autres établissements reconnus d'utilité publique; prêts aux sociétés coopératives de crédit ou à la garantie d'opérations d'escompte de ces sociétés; acquisition ou construction d'habitations à bon marché; prêts hypothécaires aux sociétés de construction de ces habitations ou aux sociétés de crédit qui, ne les construisant pas elles-mêmes, ont pour objet d'en faciliter l'achat ou la construction, et en obligations de ces sociétés.

Les caisses d'épargne seront tenues, dans les cas prévus par le paragraphe précédent, d'adresser au Ministre du commerce, chaque année, dans la première quinzaine de février, l'état des opérations de l'année précédente. Le Ministre pourra toujours, sur l'avis de la Commission supérieure, suspendre l'exercice de ce mode d'emploi.

Lorsque le fonds de réserve et de garantie représentera au minimum 2 p. o/o des dépôts, un cinquième du boni annuel pourra être employé à l'augmentation du taux d'intérêt servi aux porteurs des livrets sur lesquels le mouvement des retraits et des dépôts, y compris le solde antérieur, n'aura pas dépassé la somme de 500 francs pendant le courant de l'année.

ART. 11. Il est formé, auprès du Ministre du commerce, une Commission supérieure qui se réunit au moins une fois par an, pour donner son avis sur les questions concernant les caisses d'épargne ordinaires ou postales.

Cette commission est composée de vingt membres, ainsi qu'il suit :

Deux sénateurs, élus par le Sénat;

Deux députés, élus par la Chambre des députés;

Huit présidents ou directeurs de caisses d'épargne, élus par les caisses d'épargne suivant les formes et dans les conditions à déterminer par un règlement d'administration publique;

Trois personnes connues par leurs travaux sur les institutions de prévoyance et désignées par le Ministre du commerce;

L'administrateur de la Caisse nationale d'épargne;

Le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations;

Le directeur du commerce intérieur au Ministère du commerce;

Le directeur du mouvement général des fonds au Ministère des finances;

Le chef du service de l'inspection générale des finances.

Les membres élus et les membres désignés par le Ministre sont nommés pour trois ans; la commission élit son président.

Un chef de bureau du Ministère du commerce, désigné par le Ministre, remplit les fonctions de secrétaire avec voix consultative.

Le président de cette commission aura entrée, avec voix délibérative, à la commission de surveillance instituée près de la Caisse des dépôts et consignations par l'article 2 de la loi du 6 avril 1876. Il devra être convoqué à toutes les séances où il sera discuté des questions intéressant les caisses d'épargne.

ART. 12. Il sera prélevé sur le fonds de réserve prévu par l'article 6 ci-dessus une somme annuelle de 200,000 francs destinée à organiser le contrôle des opérations des caisses d'épargne par les receveurs particuliers et les trésoriers-payeurs généraux, et par des inspecteurs des finances spécialement désignés pour ces opérations de vérification.

Un règlement d'administration publique, rendu sur la proposition des Ministres des finances et du commerce, après avis du Conseil d'État et de la commission supérieure instituée par l'article 11, déterminera les règles applicables au fonctionnement de ce contrôle.

Ce règlement fixera également les conditions d'emploi du crédit de 200,000 francs dont la répartition sera faite chaque année par le Ministre des finances.

ART. 13. Il est interdit de donner le nom de caisse d'épargne à tout établissement qui n'aurait pas été autorisé conformément aux prescriptions de la loi du 5 juin 1835. Les fondateurs et directeurs des établissements constitués en contravention au présent article sont passibles d'une amende de 25 à 3,000 francs et d'un emprisonnement de trois mois à deux ans. Les tribunaux peuvent ordonner l'insertion et l'affichage des jugements et la suppression de la dénomination de caisse d'épargne, à peine de dommages-intérêts à fixer pour chaque jour de retard. L'article 463 du Code pénal est applicable aux condamnations prononcées en vertu du présent article.

ART. 14. Aucune opération faite dans les caisses d'épargne ordinaires par les déposants et nécessitant un mouvement de fonds et de valeurs n'est valable et ne forme titre contre la caisse d'épargne que si le reçu délivré sur le livret porte, outre la signature du caissier, le visa ou la signature de l'administrateur ou de l'agent chargé du contrôle.

La disposition du paragraphe précédent est affichée en permanence dans les bureaux où elle doit recevoir son exécution, et imprimée sur la couverture des livrets.

ART. 15. Dans le cas où des documents de comptabilité prescrits par les règlements n'auraient pas été produits en temps utile, le Ministre compétent peut les faire dresser d'office et aux frais de la caisse d'épargne.

ART. 16. Les livrets des caisses d'épargne sont nominatifs.

Toute somme versée à une caisse d'épargne est, au regard de la caisse, la propriété du titulaire du livret.

Les mineurs sont admis à se faire ouvrir des livrets sans l'intervention de leur représentant légal. Ils pourront retirer sans cette intervention, mais seulement après l'âge de seize ans révolus, les sommes figurant sur les livrets ainsi ouverts, sauf opposition de la part de leur représentant légal.

Les femmes mariées, quel que soit le régime de leur contrat de mariage, seront admises à se faire ouvrir des livrets sans l'assistance de leur mari; elles pourront retirer sans cette assistance les sommes inscrites aux livrets ainsi ouverts, sauf opposition de la part du mari. Dans ce cas, il sera sursis au retrait du dépôt et ce pendant un mois à partir de la dénonciation qui en sera faite à la femme, par lettre recommandée, à la diligence de la caisse d'épargne.

Passé ce délai, et faute par la femme de s'être pourvue contre ladite opposition par les voies de droit, le mari pourra toucher seul le montant du livret, si le régime sous lequel il est marié lui en donne le droit.

ART. 17. L'opposition prévue à l'article précédent sera signifiée aux caisses d'épargne dans la forme des actes extrajudiciaires.

Elle produira, à l'égard des caisses, les mêmes effets que l'opposition prévue au code de procédure civile.

ART. 18. Nul ne peut être en même temps titulaire d'un livret de caisse natio-

nale d'épargne et d'un livret de caisse d'épargne ordinaire ou de plusieurs livrets, soit de caisse nationale d'épargne, soit des caisses d'épargne ordinaires, sous peine de perdre l'intérêt de la totalité des sommes déposées.

ART. 19. Est admise à circuler en franchise et sous enveloppe fermée la correspondance de service échangée entre les caisses d'épargne, d'une part, et les préfets et sous-préfets, les trésoriers-payeurs généraux et receveurs des finances, d'autre part.

ART. 20. A partir de la promulgation de la présente loi, les sommes qui, en vertu de l'article 4 de la loi du 7 mai 1853, étaient placées en rentes et celles qui étaient attribuées aux caisses d'épargne par le même article seront prescrites à l'égard des déposants. Elles seront réparties entre les caisses d'épargne, à concurrence des deux cinquièmes, et les sociétés de secours mutuels possédant des caisses de retraites, à concurrence des trois cinquièmes.

Un règlement d'administration publique déterminera les conditions de la répartition entre les sociétés de secours mutuels approuvées et reconnues d'utilité publique.

ART. 21. L'intérêt à servir par la Caisse nationale d'épargne à ses déposants sera calculé et établi dans les conditions et suivant le mode déterminés par l'article 5, en tenant compte du prélèvement nécessaire pour couvrir les frais d'administration de la caisse.

Ce prélèvement ne pourra être inférieur à cinquante centimes pour cent (0 fr. 50 p. 100); il devra être suffisant pour que le taux d'intérêt en résultant soit toujours inférieur de soixante-quinze centimes pour cent (0 fr. 75 p. 100) à celui qui sera servi aux caisses d'épargne ordinaires par la Caisse des dépôts et consignations.

ART. 22. A l'avenir, l'existence d'une caisse d'épargne ordinaire ou d'une succursale dans une commune fera obstacle à l'ouverture, dans cette même commune, d'une autre caisse d'épargne ou d'une succursale relevant d'une autre caisse.

ART. 23. Les certificats de propriété et actes de notoriété exigés par les caisses d'épargne pour effectuer le remboursement, le transfert ou le renouvellement des livrets appartenant aux titulaires décédés ou déclarés absents, seront visés pour timbre et enregistrés gratis.

ART. 24. Les saisies-arrêts et oppositions de toute nature, formées auprès des caisses d'épargne, n'auront d'effet que pendant cinq années à compter de leur date, et, si elles n'avaient pas été renouvelées dans l'intervalle, elles seraient rayées d'office à l'expiration de ce délai.

ART. 25. Toutes les dispositions inscrites aux trois premiers paragraphes de l'article 1^{er} et aux articles 2, 3, 4, 8, 16, 17, 18, 21, 23 et 24 de la présente loi sont applicables à la Caisse nationale d'épargne.

ART. 26. Toutes dispositions antérieures contraires à la présente loi sont et demeurent abrogées.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Décret du 26 juillet 1895 portant modification des articles 1, 3, 5, 6 du décret du 15 juillet 1893 relatif à l'application de la loi du 2 novembre 1892, sur le travail des femmes et des enfants dans les manufactures.

(Publié le 30 juillet 1895 au *Journal officiel*.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu l'article 4 de la loi du 2 novembre 1892;

Vu le décret du 15 juillet 1893;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures;

Vu l'avis de la commission supérieure instituée par l'article 22 de la loi précitée;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les articles 1^{er}, 3, 5 et 6 du décret du 15 juillet 1893 sont modifiés ainsi qu'il suit :

Art. 1^{er}. Dans les industries ci-après déterminées, les femmes et les filles âgées de plus de dix-huit ans pourront être employées jusqu'à onze heures du soir à certaines époques de l'année et pendant une durée totale qui ne dépassera pas soixante jours par an, sans que, en aucun cas, la durée du travail effectif puisse dépasser douze heures par vingt-quatre heures :

Broderie et passementerie pour confections;

Chapeaux (confection de) en toutes matières pour hommes et femmes;

Confections, coutures, et lingerie pour femmes et enfants;

Confections en fourrures;

Pliage et encartonnage des rubans.

Art. 3. Les industries énumérées ci-après sont autorisées à déroger temporairement aux dispositions relatives au travail de nuit, sans que le travail effectif des femmes, filles ou enfants employés la nuit puisse dépasser dix heures par vingt-quatre heures.

INDUSTRIES.	DURÉE TOTALE des dérogations.
Confiseries.....	90 jours.
Conserves alimentaires de fruits et de légumes.....	90 —
Conserves de poissons.....	90 —
Délainage des peaux de moutons.....	60 —
Parfums des fleurs (Extraction des).....	90 —
Pâtes alimentaires et fabriques de biscuits employant le beurre frais.....	30 —
Réparations urgentes de navires et de machines motrices.....	120 —
Tonnellerie pour l'emballage des produits de la pêche.....	90 jours.

(enfants
au-dessus
de 16 ans).

Art. 5. Les industries pour lesquelles l'obligation du repos hebdomadaire et les restrictions relatives à la durée du travail pourront être temporairement levées par l'inspecteur divisionnaire, pour les enfants âgés de moins de dix-huit ans et les femmes de tout âge, sont les suivantes :

Ameublement, tapisserie, passementerie pour meubles;

Bijouterie et joaillerie;

Biscuits employant le beurre frais (Fabriques de);

Blanchisseries de linge fin;

Briqueteries en plein air;

Brochage des imprimés;

Broderie et passementerie pour confections;

Cartons (Fabriques de) pour jouets, bonbons, cartes de visite, rubans;

Chapeaux (Confections de) en toutes matières pour hommes et femmes;

Corsets (Confection de);
Confections, coutures et lingerie pour hommes et enfants;
Confections pour hommes;
Confections en fourrures;
Conserves de fruits et confiserie, conserves de légumes et de poissons;
Corderies en plein air;
Couronnes funéraires (Fabriques de);
Délainage des peaux de moutons;
Dorure pour ameublement;
Dorure pour encadrements;
Fleurs (Extraction des parfums des);
Fleurs et plumes;
Imprimeries typographiques;
Imprimeries lithographiques;
Imprimeries en taille-douce;
Jouets, bimbeloterie, petite tabletterie et articles de Paris (Fabriques de);
Papier (Transformation du), fabrication des enveloppes, du cartonnage des cahiers d'école, des registres, des papiers de fantaisie;
Papiers de tenture;
Reliure;
Réparations urgentes de navires et de machines motrices;
Teinture, apprêt, blanchiment, impression, gaufrage et moirage des étoffes;
Tissage des étoffes de nouveauté destinées à l'habillement;
Tulles, dentelles et laizes de soie.

Art. 6. Les chefs des industries autorisées soit à prolonger le travail jusqu'à onze heures du soir, en vertu de l'article 1^{er}, soit à déroger temporairement aux dispositions relatives au travail de nuit, en vertu de l'article 3, devront prévenir l'inspecteur ou l'inspectrice chaque fois qu'ils voudront faire usage de ces autorisations.

L'avis sera donné par l'envoi, avant le commencement du travail exceptionnel, d'une carte postale, d'une lettre sans enveloppe, ou d'un télégramme, de façon que le timbre de la poste fasse foi de la date dudit avis.

Une copie de l'avis sera immédiatement affichée dans un endroit apparent des ateliers et y restera apposée pendant toute la durée de la dérogation.

Dans les cas prévus à l'article 5, une copie de l'autorisation sera également affichée.

ART. 2. Le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Décret du 19 juillet 1895 réglementant l'industrie du phosphore.

(Publié le 21 juillet 1895 au *Journal officiel*.)

Vu l'article 21 de la loi de finances du 16 avril 1895;

Vu la loi du 4 septembre 1871;

Sur le rapport du Président du conseil, Ministre des finances :

ART. 1^{er}. Dans les dix jours qui suivront la promulgation du présent décret, tous les détenteurs de phosphore seront tenus de faire connaître à la Régie les quantités de cette matière qu'ils auront eu leur possession.

ART. 2. Dans le même délai, les fabricants de phosphore doivent faire à la Régie la déclaration de leur industrie. Cette déclaration doit présenter la description de la fabrique. Elle doit indiquer également le régime de l'usine, quant aux jours et heures de travail. Une déclaration identique doit être faite par tout fabricant nouveau, un mois avant le commencement des travaux de fabrication.

ART. 3. Tout changement dans les jours et heures de travail doit faire l'objet, quarante-huit heures d'avance, d'une déclaration à la recette buraliste. Doivent faire une déclaration dans le même délai les industriels qui veulent cesser, suspendre ou reprendre leurs travaux.

ART. 4. L'Administration peut exiger que deux chaises et une table avec tiroir fermant à clef soient mises à la disposition des employés dans un local convenable dépendant de l'usine.

Le prix de location de ces meubles et du local est fixé de gré à gré et, à défaut de fixation amiable, réglé par le conseil de préfecture.

ART. 5. Il est interdit au fabricant de procéder au moulage du phosphore dans des ateliers autres que ceux désignés dans la déclaration spécifiée à l'article 2 ci-dessus.

ART. 6. Il est également interdit d'emmagasinier le phosphore achevé — phosphore ordinaire ou phosphore amorphe — dans des locaux autres que ceux indiqués dans la déclaration précitée.

ART. 7. Les bâches dans lesquelles sont réunis les appareils condensateurs de chaque four reçoivent un numéro d'ordre.

Les appareils de purification sont également numérotés.

ART. 8. Le phosphore ordinaire et le phosphore amorphe, aussitôt achevés, seront mis dans des boîtes ou flacons fermés, lesquels seront immédiatement placés dans des caisses revêtues d'un numéro de série.

Les déchets de moulage doivent être placés au fur et à mesure dans une partie de l'atelier affectée à cet usage. Tous ces déchets seront transportés, à la fin de la journée, hors dudit atelier, à la refonte, après pesage et inscription sur le registre du fabricant.

ART. 9. Le fabricant de phosphore est tenu d'inscrire sur un registre spécial, sans interruption ni lacune, sans rature ni surcharge et au fur et à mesure des opérations :

1° Les quantités de phosphore brut extraites des condensateurs et transportées aux ateliers de purification;

2° Les quantités de phosphore épuré transportées, soit à l'atelier de moulage, soit à l'atelier de fabrication du phosphore amorphe, soit aux ateliers où on prépare les produits dérivés du phosphore.

Cette inscription comprend : le numéro de la bâche d'où est extrait le phosphore, le numéro de l'appareil de purification, le nombre des bassines servant à transporter le phosphore, la tare desdites bassines et le poids du phosphore brut ou purifié qu'elles contiennent.

ART. 10. Sur un deuxième registre également mis par l'Administration à la disposition du fabricant, celui-ci inscrira, à la fin de chaque journée : 1° les quantités de phosphore ordinaire moulé mises en caisses et transportées aussitôt au magasin; 2° les quantités de phosphore amorphe également mises en caisses et transportées aussitôt au magasin.

Aux ateliers de moulage et de phosphore amorphe, un agent du fabricant sera chargé de tenir un carnet sur lequel il inscrira au fur et à mesure les quantités de phosphore mises en caisses.

Les inscriptions de ce carnet seront récapitulées à la fin de la journée par le fabricant qui inscrira sur son registre, outre les quantités totales mises en caisses, les poids et numéros de chacune des caisses.

ART. 11. Toute quantité de phosphore trouvée en dehors des ateliers ou des magasins affectés à sa fabrication, à son dépôt ou à sa transformation, sera saisie par procès-verbal.

ART. 12. Les quantités de phosphore fabriqué — ordinaire ou amorphe — existant dans les magasins lors de la mise à exécution du présent décret et celles introduites postérieurement sont vérifiées par les employés, qui prennent en charge à un compte de magasin. A ce compte sont également prises en charge les quantités expédiées soit à l'exportation, soit à la consommation intérieure et qui seraient réintroduites dans l'usine.

Sont portées en décharge à ce compte les quantités sorties de l'usine en vertu d'expéditions régulières.

L'Administration pourra accorder décharge des quantités de phosphore altérées qui devraient être remises en œuvre.

ART. 13. Les employés peuvent arrêter à toute époque la situation du compte de magasin des produits fabriqués.

Si la vérification opérée contradictoirement fait ressortir soit un excédent, soit un manquant, l'excédent est saisi et ajouté aux charges, et il est, dans l'un et l'autre cas, dressé procès-verbal pour l'application des pénalités portées à l'article 5 de la loi du 4 septembre 1871.

ART. 14. Toute personne qui voudra faire le commerce du phosphore devra, indépendamment des formalités imposées par l'ordonnance du 29 octobre et 6 novembre 1846, faire une déclaration préalable au bureau de la Régie.

Il en sera délivré une ampliation qui tiendra lieu de commission.

Les marchands de phosphore ne pourront recevoir cette matière qu'en vertu d'expédition régulière et ne pourront en vendre à l'intérieur qu'à des négociants commissionnés ou à des acheteurs ayant satisfait aux conditions imposées par l'article ci-après :

ART. 15. Quiconque, manufacturier, chimiste ou autre, voudra faire emploi du phosphore devra faire à la mairie une déclaration des quantités qu'il désire employer, ainsi que de l'usage auquel le phosphore est destiné.

Copie de cette déclaration certifiée par le maire devra être présentée, en double expédition, au Directeur ou Sous-Directeur des contributions indirectes qui y apposera son visa.

Une ampliation sera conservée par l'acheteur pour représenter aux agents des contributions indirectes chargés de surveiller l'emploi du phosphore, l'autre sera envoyée par lui au vendeur qui la mettra à l'appui de son registre de vente.

ART. 16. Aucune quantité de phosphore ne pourra circuler, soit pour la consommation intérieure, soit pour l'exportation, que dans des caisses ou boîtes numérotées, revêtues du plomb de la Régie ou, selon le cas, de la Douane, et accompagnée d'un acquit-à-caution.

Cet acquit énoncera les numéros et les poids de chacune des caisses composant le chargement.

La délivrance des acquits-à-caution pour l'intérieur est subordonnée à la représentation d'une copie certifiée de la déclaration visée à l'article 15 ci-dessus.

En cas de non-rapport du certificat de décharge dans les délais réglementaires ou en cas d'excédents, de manquants constatés à l'arrivée, procès-verbal sera dressé pour l'application des pénalités visées à l'article 5 de la loi du 4 septembre 1871.

ART. 17. Un compte sera ouvert, dans les mêmes conditions qu'aux fabricants, à tous marchands de phosphore et aux acheteurs de ce produit qui ne feraient pas usage immédiatement des quantités qu'ils auront reçues.

Les marchands et acheteurs qui ne recevraient pas dans l'année des quantités supérieures à 100 grammes de phosphore sont affranchis de la tenue d'un compte.

A ce compte seront inscrites les quantités existantes lors de la mise en vigueur du présent décret et celles reçues postérieurement avec acquits-à-caution.

Aux décharges figureront les quantités régulièrement expédiées et celles dont l'emploi sur place sera justifié.

ART. 18. Un avis du comité consultatif des arts et manufactures déterminera les procédés de dénaturation préalable à employer, soit chez l'acheteur, soit avant la sortie de l'usine, pour le phosphore destiné à des usages agricoles ou industriels.

À défaut de procédés de dénaturation présentant des garanties suffisantes, la décharge des acquits-à-caution sera subordonnée à la mise en œuvre en présence du service.

ART. 19. Les articles 235, 236, 237, 238 et 245 de la loi du 28 avril 1816 et 24 de la loi du 21 juin 1873 sont applicables aux visites et vérifications des employés des contributions indirectes dans les fabriques et chez tous les détenteurs de phosphore.

Décret du 29 juin 1895 réglementant le travail dans les fabriques de vert de Schweinfurt (1).

Lettre ministérielle du 28 juin 1895 au sujet de l'emploi du chromate de plomb dans l'industrie de la teinture (1).

(1) Voir pour le texte, le *Bulletin de l'Inspection du travail* de 1895, n° 4.

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

PENDANT LE MOIS DE JUILLET 1895, EN CE QUI CONCERNE LES QUESTIONS
OUVRIÈRES ET SOCIALES.

Retraite des employés de chemin de fer. — [*Chambre.*] — Proposition Castelin, déposée le 12 juillet 1895 (Doc. parl. n° , *J. O.*, p.), renvoyée à la commission de la prévoyance sociale.

Contrat de louage. — [*Chambre.*] — Proposition Castelin, déposée le 12 juillet 1894 (Doc. parl. n° , *J. O.*, p.), renvoyée à la commission du contrat de louage.

Caisse nationale des retraites. — [*Sénat.*] — Dépôt, par M. Guyot (Rhône), d'un rapport sur la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés, relative à la majoration des pensions de la Caisse nationale des retraites, 8 juillet 1895. [*V. Bull.* avril, p. 256.] (Doc. parl. n° .)

Accidents. — [*Sénat.*] — Suite de la 1^{re} délibération : séance du 4 juillet 1895, adoption de l'article 1^{er} ; — séance du 5 juillet, article 2 réservé, adoption de divers paragraphes de l'article 3 rectifiés ; — séance du 8 juillet, adoption de l'article 3 modifié, adoption de l'article 4 (rédaction de la commission).

Contrat de travail. — [*Chambre.*] — Proposition de loi tendant à attribuer aux tribunaux ordinaires l'appréciation des différends qui peuvent s'élever entre l'Administration des chemins de fer de l'État et ses employés à l'occasion du contrat de travail, déposée par M. Lhopiteau, le 8 juillet 1895 (Doc. parl. n° , *J. O.*, p.).

Conseils de conciliation. — [*Chambre.*] — Projet de loi sur les conseils de conciliation présenté par M. André Lebon, le 8 juillet 1895 (Doc. parl. n° , *J. O.*, p.).

Jours fériés. — [*Chambre.*] — Dépôt et lecture, par M. Bertaux, d'une proposition de loi tendant à déclarer férié le lendemain de la Fête nationale, lorsque celle-ci tombe un dimanche. Rejet de l'urgence, 9 juillet 1895.

JURISPRUDENCE.

SYNDICATS PROFESSIONNELS.

Syndicat professionnel. — Interdiction aux patrons d'employer des ouvriers non syndiqués. — Menace de grève. — Abus. — Préjudice. — Responsabilité du syndicat. — Dommages-intérêts.

Les syndicats professionnels n'ont pas le droit de signifier aux patrons l'interdiction, sous peine de grève, d'employer dans leurs ateliers des ouvriers non syndiqués.

En le faisant, ils engagent leur responsabilité et sont passibles de dommages-intérêts vis-à-vis des ouvriers non syndiqués qu'ils ont mis dans l'impossibilité de trouver du travail.

(*Syndicat des ouvriers robinetiers de Lyon, c. Burnichon.*)

LA COUR : — Considérant qu'aux termes de l'article 3 de la loi du 21 mars 1884 les syndicats professionnels ont *exclusivement* pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles ;

Considérant que ce n'est pas se livrer à l'étude de ces intérêts que de fermer la porte des ateliers à tout ouvrier qui ne fait pas partie du syndicat ;

Que rien n'était certainement plus éloigné de l'esprit du législateur de 1884 que de faire renaître par la loi nouvelle le monopole tyrannique des anciennes corporations de métier abolies par la révolution de 1789 ;

Considérant, il est vrai, qu'aux termes de l'article 6 de la susdite loi les syndicats pro-

fessionnels peuvent créer et administrer des offices de renseignements pour les offres et les demandes de travail;

Qu'en vertu de cet article, on peut admettre qu'ils constituent des sortes de bureaux de placement pour leurs adhérents; qu'ils recommandent ceux-ci à la bienveillance des patrons et cherchent à leur procurer du travail, mais à la condition que ce soit par des moyens honnêtes et licites, et non en signifiant aux patrons l'interdiction d'employer aucun ouvrier non syndiqué sous menace de grève;

Que de semblables manœuvres engagent la responsabilité du syndicat envers ceux qui en sont les victimes;

Considérant que, sur les neuf témoins entendus, sept affirment de la façon la plus nette que c'est le syndicat qui, par une intervention active et spéciale, a empêché Burnichon, après son départ de la maison Curbillon, d'être employé par d'autres patrons, notamment par M. Mallet, fabricant de robinets, et par la maison Mousset-Blanc, exerçant la même profession;

Mais considérant que M. Mallet et M. Blanc ont eux-mêmes été entendus;

Que M. Blanc a déclaré qu'il ignorait si son contremaître qui embauche les ouvriers avait ou non refusé d'embaucher Burnichon et si celui-ci avait ou non travaillé pour lui; mais que, depuis six ans qu'il était à la tête de la même industrie, à deux reprises différentes, le syndicat lui avait envoyé des délégations pour l'obliger à renvoyer des ouvriers non syndiqués;

Que M. Mallet déclare qu'il était prêt à prendre Burnichon comme ouvrier, mais que son contremaître lui a fait observer que Burnichon n'était pas syndiqué et que tous les ouvriers syndiqués partiraient s'il entraît à l'atelier; qu'alors, ayant eu sa maison à l'index pendant deux ans pour n'avoir pas consenti à renvoyer un contremaître, il n'avait pas voulu s'exposer à de nouvelles difficultés et avait refusé d'embaucher Burnichon;

Considérant qu'en outre plusieurs autres témoins affirment que, étant ouvriers tourneurs sur cuivre comme Burnichon et n'étant point syndiqués, ils se sont vu fermer par le syndicat l'entrée de tous les ateliers;

Considérant que ces renseignements se trouvent corroborés par tous les faits de la cause;

Qu'on ne s'expliquerait pas, en dehors de ce motif, que Burnichon, qui est un ouvrier expert en sa profession, puisqu'il gagnait 5 fr. 50 par jour au dire des témoins, et à raison des renseignements fournis à la barre n'ait pas trouvé à s'embaucher depuis près de deux ans qu'il est sorti de la maison Curbillon;

Qu'il faut encore citer un procès-verbal du commissaire de police du quartier de Bellecour, en date du 15 septembre 1893, dont lecture a été donnée à la barre, et dans lequel ce magistrat rapporte l'entretien qu'il a eu relativement à cette affaire avec deux membres du syndicat, MM. Cinquin et Veyre;

Considérant que, d'après ce procès-verbal, les deux membres prénommés du syndicat ont déclaré au commissaire de police que, sur 285 ouvriers robinetiers travaillant à Lyon, il y en avait 270 syndiqués; que le syndicat s'était entendu avec les patrons qui s'étaient engagés à n'employer que des ouvriers syndiqués et que M. Mallet observait rigoureusement cet engagement; que Burnichon était venu demander au bureau du syndicat un certificat établissant qu'il était syndiqué pour le présenter à M. Mallet qui l'exigeait, et que ce certificat lui avait été refusé parce qu'il ne payait plus de cotisation depuis trois ans qu'il ne faisait plus partie du syndicat;

Qu'enfin M. Mallet, entendu aussi par le commissaire de police du quartier Saint-Louis, à la date du 16 septembre 1893, a déclaré à ce magistrat qu'il ne pouvait embaucher des ouvriers ne faisant pas partie du syndicat sans s'exposer à ce que les ouvriers syndiqués quittent immédiatement son atelier; qu'il avoue que cette situation est aussi tyrannique pour les ouvriers que pour les patrons, mais que ces derniers ne peuvent pas se soustraire à cette tyrannie;

Considérant qu'il résulte des faits et des documents qui viennent d'être indiqués des présomptions graves, précises et concordantes, établissant jusqu'à l'évidence la plus absolue que ce sont les agissements illégaux du syndicat, son interdiction aux patrons robinetiers, sous menace de grève, d'embaucher des ouvriers non syndiqués qui sont la cause directe de l'impossibilité dans laquelle s'est trouvé Burnichon d'exercer sa profession, depuis le 26 juillet 1893 jusqu'à l'heure actuelle;

Qu'il importe peu que Burnichon n'ait pas pu établir que le syndicat s'était livré contre lui à des agissements le visant personnellement;

Qu'il s'agit que ces agissements aient causé, comme il est dit, directement le préjudice dont il se plaint;

Qu'au surplus il était facile pour le syndicat d'échapper à la responsabilité qui lui incombait en donnant à Burnichon l'autorisation spéciale que ce dernier lui demandait pour pouvoir être embauché par un patron;

Que non seulement le syndicat la lui a refusée, mais qu'il la lui refuse encore dans ses conclusions, démontrant ainsi qu'il est décidé à ne rien faire pour sortir Burnichon de la déplorable situation dans laquelle il l'a lui-même placé;

Considérant, toutefois, que la cour ne saurait obliger le syndicat, sans une contrainte pénale, à délivrer à Burnichon l'autorisation que celui-ci lui réclame, et que, sous ce rapport, la demande de l'intimé est mal fondée;

Mais que le syndicat doit réparation du préjudice souffert par lui jusqu'à ce jour;

Considérant que, si l'on calculait exactement, comme le demande Burnichon, la somme représentant ce qu'il aurait pu gagner s'il avait travaillé de sa profession à raison de 5 fr. 50 par jour depuis le 26 juillet 1893, il lui serait dû une somme de 3,300 francs environ;

Mais, considérant qu'il faut tenir compte des chômages qu'il aurait pu avoir à supporter et de ce qu'il a pu gagner autrement qu'en exerçant sa profession;

Que la cour a les éléments nécessaires pour calculer l'indemnité qu'il est juste de lui attribuer :

PAR CES MOTIFS, — Condamne le syndicat des ouvriers tourneurs en cuivre de Lyon, représenté par M. Morin, secrétaire, faisant fonctions de président, à payer à Burnichon, avec intérêt légal à partir de l'arrêt actuel, la somme de 2,000 francs ;

Condamne le syndicat en tous les dépens de première instance et d'appel, au besoin à titre de supplément d'indemnité.

(Cour de Lyon, 15 mai 1895 (1). — (La Loi, 28 mai 1895.)

(1) Voir *Bulletin de l'Office du travail*, tome I, p. 157, arrêt de la cour de Grenoble dans l'affaire Jooste c. syndicat de Jallieu-Bourgoin.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL.

165 syndicats patronaux groupant 11.406 établissements où sont occupés environ 260.000 ouvriers ont fourni des rapports sur la situation industrielle dans le courant du dernier trimestre.

Voici comment se résument les appréciations de ces syndicats sur l'état du travail, par comparaison avec l'an dernier à la même époque :

	SYNDICATS.	ÉTABLISSEMENTS.	OUVRIERS.
	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.
Travail plus abondant.....	20	26	43
Travail équivalent.....	47	50	47
Travail moins abondant.....	33	24	10
Prix de vente plus rémunérateur...	11	14	25
Prix de vente équivalent.....	54	60	39
Prix de vente moins rémunérateur.	35	26	36

Les appréciations sur le mouvement des prix depuis trois mois se résument ainsi :

Prix de vente en hausse.....	18	20	36
Prix sans variation.....	49	56	29
Prix en baisse.....	33	24	35

Depuis le mois dernier, il s'est produit une légère augmentation dans le nombre des chômeurs qui semble due à la période de morte-saison que traversent un certain nombre de métiers (alimentation, confection des vêtements, chapellerie).

L'activité est toujours grande dans l'industrie des cuirs et dans celle des tissages.

La hausse du prix de la viande au détail continue, par suite de la rareté des arrivages; le vin se vend également plus cher.

Parmi les 480 syndicats d'ouvriers et d'employés de l'industrie et du commerce groupant 108.107 adhérents qui ont adressé des rapports sur la situation au 15 août, la proportion du chômage a été de 5 p. o/o : 27 p. o/o

des syndicats avec 16 p. o/o des adhérents considèrent la situation comme meilleure que celle de l'an dernier à pareille époque; 40 p. o/o des syndicats avec 64 p. o/o des adhérents estiment qu'elle est la même, et 33 p. o/o des syndicats avec 20 p. o/o des adhérents la tiennent pour plus mauvaise.

SITUATION GÉNÉRALE.

MINES. — CARRIÈRES. — Peu de modification dans les mines de houille. Dans le centre, la vente est inférieure à celle de l'an dernier et amène une suspension du travail pendant plusieurs jours par mois. Dans les carrières, l'exploitation est poussée très activement, pas de chômeurs.

PRODUITS ALIMENTAIRES. — On compte 16 p. o/o des boulangers et 9 p. o/o des cuisiniers sans emploi. Le nombre des chômeurs a continué à s'accroître, un plus grand nombre de clients étant partis en villégiature après les distributions de prix des collèges.

Chez les pâtisseries-cuisiniers, la situation serait plutôt meilleure que celle de l'an dernier, la consommation des biscuits et gâteaux ayant peu baissé par suite de la rareté des fruits.

PRODUITS CHIMIQUES. — Peu de variation, plutôt amélioration dans l'industrie des produits chimiques, principalement à Bonnières, à Grenoble et à Nantes.

PAPIER ET INDUSTRIE DU LIVRE. — On estime à 4 p. o/o le nombre des chômeurs dans la papeterie, la reliure et le cartonnage; à 11 p. o/o dans l'industrie du livre: 13 p. o/o à Paris et 6 p. o/o en province. 9 p. o/o des syndicats avec 20 p. o/o des adhérents tiennent la situation pour meilleure que celle de l'an dernier à pareille époque; 21 p. o/o des syndicats groupant 53 p. o/o des adhérents estiment qu'elle est la même et 70 p. o/o des syndicats avec 28 p. o/o des syndiqués la considèrent comme plus mauvaise. Sur plusieurs points on signale une reprise momentanée du travail, notamment à Cusset (Allier), Annecy, Bastia, Marseille, Brive, Rochefort, Poitiers, Pithiviers et Caen. La situation semble plus mauvaise que l'an dernier pendant le même mois à Paris, Beauvais, Lille, Montbéliard, Rodez, Aix, Carcassonne, Perpignan, Angoulême, Limoges, La Roche-sur-Yon, Rouen et Oran.

Dans les autres centres, la situation s'est peu modifiée ou est restée équivalente à celle de l'année précédente.

CUIRS ET PEaux. — La hausse déjà signalée sur les cuirs se maintient; elle a atteint jusqu'à 50 p. o/o. Mais la hausse sur les peaux est encore plus forte. Les importations de peaux de la Plata et de l'Australie sont très faibles; aux États-Unis, on aurait abattu à peine un million de têtes de bétail contre 5 millions les autres années; en France, la diminution du bétail amené aux abattoirs est également très-marquée, les éleveurs profitant de l'abondance des fourrages pour regarnir leurs étables. Jusqu'à ces derniers mois, la tannerie avait pu remplacer ses approvisionnements au fur et à mesure des ventes; mais la hausse des cuirs en poils ayant contraint la tannerie à une certaine réserve dans les achats, il est à craindre que la rareté de la matière première n'amène un ralentissement de travail pour les ouvriers de la préparation des cuirs et peaux. Déjà sur certains points, les syndicats d'ouvriers cordonniers signalent une diminution des commandes, les fabricants ne

produisant plus d'avance et se bornant à remplir les commissions qui leur parviennent. La ganterie semble moins éprouvée.

Chômage : 2 p. o/o chez les ouvriers de la préparation des cuirs et peaux, 9 p. o/o chez les cordonniers, nul chez les gantiers.

Chez les ouvriers de la préparation des cuirs et peaux, la situation est jugée meilleure que celle de l'an dernier dans l'Ardèche et à Saint-Junien (Haute-Vienne) et à Lorient; plus mauvaise à Auxerre et à Tarbes. Dans les autres départements il ne s'est pas produit de modifications. Dans la cordonnerie, les conditions du travail semblent plus avantageuses à Dijon, Izeaux (Isère), Blois et Fougères (Ille-et-Vilaine); moins favorables à Perpignan, Montpellier, Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne), Limoges, Châteauroux et Rennes, et les mêmes que celles de l'année dernière dans les autres départements.

La durée du travail a été réduite dans certains centres de 72 heures, par semaine à 66 et même à 36 heures. Dans la ganterie la situation semble généralement meilleure.

TEXTILES. — L'activité se maintient satisfaisante dans les filatures de coton: le bas prix de la matière première favorise les transactions. Sur toutes les places où on s'occupe de laines brutes, les prix sont sensiblement en hausse; les fils également sont très demandés. La filature de laine peignée a repris sensiblement. Les moulinsages de soie sont toujours très occupés, ainsi que les tissages de laine, laine et soie, de soieries et de rubans. On constate sur plusieurs points une tendance à augmenter la fabrication des articles fantaisie et à transformer le matériel dans ce sens. Les demandes en tissus sont assez abondantes, mais les acheteurs arrivent difficilement à accorder les prix que nécessite la hausse sur les filés.

Les affaires sont un peu moins bonnes dans l'industrie linière. La fabrication des velours de coton est assez suivie, les cours sont légèrement en hausse. La bonneterie a reçu, pendant le dernier trimestre, de nombreuses commandes dues à l'épuisement des stocks pendant l'hiver. L'industrie des tulles est toujours faiblement occupée. La confection des vêtements et la chapellerie sont encore en morte saison.

Chômage : dans les tissages mécaniques à peu près 2 p. o/o, dans les tissages à la main 4 p. o/o, 13 p. o/o chez les bonnetiers, 30 p. o/o chez les tullistes, 12 p. o/o chez les tailleurs et confectionneurs de vêtements, et plus d'un tiers des adhérents chez les chapeliers. La situation paraît, en général, n'avoir subi aucune variation dans les tissages mécaniques, sauf à Moussey (Vosges), Elbeuf et Rouen où elle semble plus mauvaise que l'an dernier; dans les tissages à la main elle est jugée supérieure à celle de l'année précédente, sauf à Mardore et Thizy (Rhône) où on la considère comme équivalente. Chez les bonnetiers, situation plus mauvaise à Aix-en-Othe (Aube) et à Falaise (Calvados), meilleure dans la Somme. Chez les tailleurs, les conditions du travail paraissent plus avantageuses à Paris, Nancy, Bayonne et Lyon, plus mauvaises à Rochefort, Saumur, Château-Gontier (Mayenne). Chez les chapeliers, situation plus mauvaise à Chazelles (Loire); dans le Rhône, à Chablabe (Aude); à Terrasson (Dordogne); à Graulhet (Tarn); à Bourgaueuf (Creuse); à Bourges et au Mans.

Bois. — L'activité des derniers mois ne s'est pas maintenue dans le travail des gros bois. Les charpentiers comptent 16 p. o/o de chômeurs, les menuisiers 4 p. o/o, les charrons 8 p. o/o; travail très faible chez les tonneliers. Dans les menus travaux de bois l'activité semble avoir été plus grande: chômage, un demi p. o/o chez les ouvriers en meubles, nul chez les sabotiers et les tabetiers.

Chez les charpentiers, la situation est jugée plus mauvaise à Paris, Dunkerque,

La Seyne (Var), Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne), Nantes et en Algérie. Dans les autres départements, pas de changement.

Chez les menuisiers, situation supérieure à celle du mois correspondant de l'an dernier à Libourne et Orléans; inférieure à Amiens, Valence, Limoges. Chez les charrons, chez les tonneliers, et les tabletiers boutonnières, pas de modification notable depuis le mois dernier; chez les ouvriers de l'ameublement la situation est jugée équivalente à celle de l'année précédente, sauf à Perpignan où elle est estimée meilleure et à Nancy plus mauvaise. La durée du travail chez les charpentiers a été le plus souvent de 66 heures par semaine, 72 heures chez les menuisiers, 60 heures chez les charrons, et de 66 à 70 heures chez les ouvriers de l'ameublement.

MÉTAUX. — La situation est plutôt inférieure à celle du mois correspondant de l'an dernier, tant pour la fonte malléable que pour le matériel de chemins de fer et d'artillerie. Les commandes des compagnies de chemins de fer ont été très faibles. Les fabriques de boulons, de pelles et les taillanderies ont fait d'assez bonnes affaires; la quincaillerie et l'armurerie sont à peu près stationnaires. Dans certains établissements métallurgiques des Ardennes, la journée a été réduite à 8 heures, le taux des salaires a également tendance à diminuer. Les constructeurs mécaniciens ont reçu un certain nombre de commandes, principalement en machines à vapeur pour l'industrie textile et pour les stations d'électricité et en machines agricoles.

Chez les modelers mécaniciens, travail un peu plus actif, mais prix moins rémunérateurs; l'industrie privée s'approvisionnant beaucoup à l'étranger, il en résulte une diminution des prix de vente.

Chômage : 8 p. o/o chez les mouleurs, 2 p. o/o chez les métallurgistes, 3 p. o/o chez les chaudronniers, 10 p. o/o chez les mécaniciens et ouvriers du fer, 15 p. o/o chez les ferblantiers et ouvriers sur métaux autres que le fer, 6 p. o/o chez les bijoutiers et ouvriers du bronze. Chez les mouleurs, situation inférieure à celle de l'an dernier à Monthermé (Ardennes), Aix (Bouches-du-Rhône) et Bordeaux; supérieure à Armentières (Nord) et Grenoble; équivalente dans les autres départements. Chez les ouvriers métallurgistes, les conditions du travail paraissent être plus mauvaises à Aiglemont et Gespunsart (Ardennes), à Saint-Étienne et à Firmigny (Loire) et au Havre; meilleures à Calais, Fraisans (Jura), Bourg, Tarbes, Vierzou; sans changement pour le reste. Pas de variation notable chez les chaudronniers.

Chez les constructeurs-mécaniciens et chez les serruriers, travail plus actif à Paris et à Lille, moins abondant que l'an dernier à Clichy (Seine), Amiens, à Lyon, Marseille, Bordeaux et Rouen; pour le reste pas de changement.

Dans l'industrie des métaux autres que le fer, situation plus mauvaise à Nantes, Tours, La Couture-Boussey (Eure), sans modification dans les autres départements. Chez les ouvriers bijoutiers et bronziers, les conditions du travail sont à peu près les mêmes que celles de l'année passée, sauf à Lyon, où elles sont jugées meilleures. Durée du travail hebdomadaire : de 45 à 60 heures chez les mouleurs, 66 au maximum; généralement, 55 à 66 heures chez les métallurgistes, les constructeurs-mécaniciens et les serruriers; 60 heures chez les chaudronniers, ferblantiers, ouvriers sur métaux autres que le cuivre, et chez les bijoutiers et les ouvriers bronziers.

BÂTIMENT. — La situation générale s'est peu modifiée, elle aurait une tendance à devenir moins bonne surtout dans les grands centres. Chômage : tailleurs de pierre, 19 p. o/o; diminution de travail signalée à Cavaillon (Vaucluse), Rochefort, Nantes, Marseille et Angers, etc. Chez les marbriers et chez les sculpteurs, sauf à Paris où une amélioration est signalée, pas de changement.

Les maçons comptent 7 p. o/o des leurs sans ouvrage; les peintres et les plâtriers

16 p. o/o, les couvreurs-plombiers 3 p. o/o. L'ouvrage est indiqué plus abondant que l'année précédente à Besançon, Sens, Marseille, Salon, Ammonay, Carcassonne, Dun (Cher), La Roche-sur-Yon, Lorient, etc.; moins abondant à Amiens, Dunkerque, Grenoble, Toulouse, Tarbes, Échillais (Charente-Inférieure) et Angers; pour le reste, pas de modification notable. Chez les peintres et les pâtriers, la situation est généralement considérée comme étant la même que celle de l'an dernier, sauf à Boulogne-sur-Mer, Troyes, Carcassonne et Bordeaux, où elle serait plus mauvaise. Chez les plombiers, couvreurs, reprise du travail, par suite des dégâts causés par les grands vents du mois dernier.

La durée du travail est restée à peu près la même que celle du mois précédent, elle aurait plutôt tendance à diminuer.

CHAUFFOURNERIE, CÉRAMIQUE, VERRERIE. — Travail toujours actif dans la chauffournerie, sauf sur certains points où, pour des causes locales, le travail a été suspendu momentanément; fabrication plus suivie que pendant le mois correspondant de l'an dernier dans la poterie, la tailerie et la céramique, 2 p. o/o de chômeurs, situation généralement meilleure sauf à Zacharie (Var) où elle est portée comme plus mauvaise. La production est toujours très-ralentie dans la verrerie, l'écoulement des produits se fait très-difficilement; situation sans changement depuis le mois dernier.

TRANSPORTS, MANUTENTION, COMMERCE. — Le travail est devenu plus faible dans les entreprises de transports après les départs pour les villes d'eaux; la stagnation des affaires rend le placement encore difficile chez les employés de commerce et comptables. Une amélioration semble s'être produite sur certains points, chez les employés de l'alimentation (garçons de cafés et restaurants), à Avignon, Marseille, Bordeaux. Chômage: transports (chemins de fer exceptés) 12 p. o/o; portefaix-déchargeurs plus de la moitié des adhérents; 8 p. o/o chez les comptables et employés de commerce; 16 p. o/o chez les employés de l'alimentation (garçons bouchers, garçons de cafés et restaurants); 7 p. o/o chez les coiffeurs.

Analyse, par départements, des renseignements fournis : 1^o par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, associations patronales, etc., et 2^o par les correspondants.

Somme. — **CHAMBRE DE COMMERCE D'AMIENS.** (*1^{er} semestre*). — L'industrie sucrière se trouve encore dans une situation difficile provenant principalement du bas prix auquel sont tombés les sucres; la concurrence des sucres coloniaux étrangers sur le marché intérieur et surtout l'existence d'un stock général évalué à 2.134.000 tonnes contre 1.365.000 tonnes l'an dernier s'opposent à la hausse.

En présence de cours déprimés, on a restreint les ensemencements en betteraves de 12 p. o/o environ, et les prix offerts pour la betterave ont été diminués.

Le commerce des alcools est assez restreint, prix toujours faibles.

Le cours des huiles de colza, d'aillette et de lin, celui des suifs ont peu varié pendant ce semestre; les affaires sont faibles et les approvisionnements peu importants.

Jusqu'en mai dernier, la fabrication des chaussures avait eu un fort courant d'affaires avec des prix avantageux; depuis, la hausse qui s'est produite sur les cuirs (40 p. o/o pour les cuirs à semelles, 60 p. o/o pour les veaux), hausse due à la pénurie de matière première, a amené une perturbation dans la production; les prix de vente doivent suivre la hausse de la matière première, mais provisoirement les réassortiments deviennent difficiles et la fabrication est ralentie.

Par suite de l'abondante récolte de coton et malgré une petite reprise des cours, sur les cotons d'Égypte principalement, les prix restent très bas. Les *filés cotons* suivent les fluctua-

tions de la matière première, la production paraît suffire largement aux demandes, en raison de la mise en marche de nouvelles broches. Les *retords* sont peu demandés et les prix de façon peu avantageux.

Par suite de la grande production du premier semestre, la situation des *tissages mécaniques* n'est pas très satisfaisante, les cours des *velours écrus* se maintiennent très bas; on remarque une tendance à fabriquer davantage les poids lourds; peu d'affaires en velours teints et en velours imprimés, les acheteurs commencent seulement à arriver. Les velours lisses, façon soie, et principalement les velours fantaisie haute nouveauté, ont été assez demandés, les prix sont légèrement en hausse et la production du 1^{er} semestre 1895 a été supérieure à celle du semestre précédent. La *coupe mécanique* progresse chaque jour et remplace la coupe à la main. La *teinturerie* a reçu peu de commandes, le chômage des usines a rarement été aussi long.

Les ouvriers de la campagne, qui *tissent à la main les velours d'Utrecht*, sont obligés d'abandonner peu à peu cette fabrication, les commandes allant surtout aux fabriques mécaniques qui produisent dans de meilleures conditions un tissu de 1 m. 30 de large; l'article local qui n'a que 0 m. 60 serait délaissé, n'était la belle collection de rouleaux de gaufrage qui attire la clientèle. La vente sur le marché extérieur est restée stationnaire; sur le marché intérieur il y a un courant d'affaires assez suivi.

La matière première *mohair* vient de subir, en quelques semaines, une hausse de 60 p. o/o facilitée par le monopole de fait exercé par les filateurs de Bradford.

Les affaires en *laines brutes* et en *laines peignées* ont été assez bonnes, la spéculation n'a pas cette année amené de brusques variations de cours toujours désastreuses pour l'industrie. Dans les *filatures de laine*, les prix tant de la façon que du forfait se sont sérieusement relevés; production active.

Les *tissages laine et soie* ont reçu peu de commandes, les prix sont peu rémunérateurs, sauf pour les articles de fantaisie, tout laine, et pour la serge du Berry; le *cachemire* se vend à des prix très désavantageux.

Les *lins* du pays et ceux de Russie ont à peu près maintenu leurs prix; la qualité de ceux du pays est meilleure que celle de l'année précédente; elle est moins bonne chez ceux de Russie; on constate de plus une freinte importante au peignage. Les *filés* ont un peu fléchi, l'écoulement des produits se fait difficilement. Dans les *tissages de toile*, la reprise des affaires s'est continuée, les demandes ont été nombreuses pendant le 1^{er} semestre 1895 et les prix souvent plus rémunérateurs.

Dans la *bonneterie de coton*, travail très actif, plus actif qu'il ne l'a été depuis trois ans; les commandes ont été remises successivement, ce qui a amené quelques surprises dans plusieurs fabriques qui n'avaient pas d'approvisionnements; les réassortiments ont été surtout très importants; par contre les colis postaux que l'on a dû envoyer en grand nombre sont devenus une charge pour le producteur. Dans la *bonneterie de laine* la situation s'est sensiblement améliorée, les ouvriers ont tous été occupés; les fabricants ayant limité leur production, les stocks importants que l'on gardait en magasin, en attendant des prix meilleurs, ont été épuisés pendant les derniers froids de l'hiver. Dans la fabrication de *tapis*, l'article solide est délaissé au profit des produits de qualité inférieure, mais bon marché; de même pour la *peluche*; on reçoit cependant encore des demandes dans le genre *peluche soie* pour ameublement. Vu l'importance de la récolte probable du *jute*, les cours semblent devoir rester assez bas; les *filateurs* sont d'ailleurs largement approvisionnés; il n'y a pas de stocks de fil et il reste des engagements assez importants à exécuter. Les *tisseurs* de jute ont escompté le bas prix de la matière première et les prix de vente sont peu élevés, la fabrication est cependant très active, de nombreuses commissions ne sont pas encore remplies.

La *ficellerie* et la *corderie* prennent une part de plus en plus importante dans l'industrie du jute, malheureusement les prix tendent toujours à baisser. La *ficellerie* et la *corderie* en chanvre et particulièrement la *cordagerie* sont restées avec des prix de vente faibles et peu rémunérateurs.

Dans la *confection des vêtements* les affaires ont été assez bonnes, mais le chômage atteint environ 20 p. o/o des ouvriers; les maisons font de moins en moins fabriquer d'avance pour mettre en magasin; de plus, d'autres centres de confection se sont créés ou perfectionnés. Les bénéfices sont assez restreints par suite de la concurrence locale.

L'importation des bois du Nord a été retardée par l'hiver rigoureux qui a arrêté les transports par eau et aussi diminué les demandes de l'industrie du bâtiment: prix en baisse.

Les *fondeurs, constructeurs-mécaniciens, chaudronniers en fer et en cuivre* ont peu travaillé pendant le 1^{er} trimestre, il sont été un peu plus occupés pendant le 2^e trimestre, mais à des prix toujours faibles.

Pas-de-Calais. — CHAMBRE DE COMMERCE DE CALAIS. (1^{er} semestre.) — L'industrie la plus importante de la région, celle des *tulles et dentelles* (160 établissements occupant 6,000 ouvriers et ouvrières) a une production plus faible que celle de l'an dernier; la morte-saison qui commence fait suite à une saison très mauvaise. Les prix ont été peu rémunérateurs sauf pour les articles fins points qui ont maintenu leurs cours. La concurrence très vive des fabricants a fait baisser considérablement les prix, même sur les articles demandés. Le nombre des établissements n'a pas varié. Il y a eu plutôt diminution de la durée du travail, sauf dans certaines maisons fabriquant des articles spéciaux en vogue, qui ne peuvent suffire aux demandes. La concurrence des fabriques allemandes de Plauen dont les articles sont à la mode est pour beaucoup dans la diminution des commandes.

CORRESPONDANTS DIVERS. — Dans la région de Saint-Omer, la situation générale de l'industrie a peu varié; une *verrière-cristallerie* mise en liquidation judiciaire a réduit son personnel, le taux général des salaires n'a pas été modifié.

Nord. — CHAMBRE DE COMMERCE DE ROUBAIX (1^{er} semestre). — Dans les *tissages* et dans les métiers auxiliaires, travail suivi, les prix sont en hausse et avantageux, sauf pour les *peignages* de laine et les *filatures de coton*, qui, bien qu'alimentés normalement, n'ont pas vu leurs prix se relever, et pour les *filatures* de laines cardées. La *filature de laine peignée* qui était longtemps restée en souffrance, a repris sensiblement. La situation générale s'est améliorée grâce à l'ouverture du marché de l'Amérique. Une fabrique de toile fermée depuis 9 ans est remise en marche, une autre est agrandie.

CHAMBRE DE COMMERCE DE CAMBRAI. (1^{er} semestre). — Dans la brasserie, peu de commandes: la consommation des ouvriers des villes et des campagnes se restreint. Les fabricants de *chicorée* qui avaient fermé l'an passé, par suite des prix élevés de la matière première, ont repris leur travail. La production et la vente ont été, comme tous les ans, moins fortes pendant le 2^e trimestre que pendant le 1^{er}, l'abondance des légumes et des fruits influe toujours sur la consommation. Le prix des marques connues a peu varié; mais, la concurrence très grande entre les produits de qualité ordinaire et l'abondante récolte de cossettes ont fait descendre les cours; les demandes pour l'exportation, à peu près insignifiantes jusqu'ici, amèneront probablement une amélioration.

En *sucrerie* la crise continue par suite du bas prix des sucres et de la concurrence des sucres coloniaux étrangers; plusieurs usines doivent transformer leur matériel.

Il n'existe plus que deux *distilleries*, une seule a été en exercice pendant la dernière campagne, elle traitait la betterave et n'occupait que quelques ouvriers; les usines qui travaillaient les mélasses et les grains ont été démontées.

Dans les *huileries*, production normale. Le cours des *huiles de lin* a subi diverses fluctuations dues aux prévisions des récoltes de la Plata, des Indes et de Russie, il fléchit légèrement maintenant. La concurrence du gaz, de l'électricité et du pétrole a considérablement réduit la consommation de l'huile de colza, beaucoup de cultivateurs en ont abandonné la culture.

En *farines*, transactions languissantes, bien que le projet d'augmentation du droit d'entrée en Belgique ait amené une plus grande quantité de commandes venant de ce pays. Les marchés se font à court terme et par petites quantités. Les *sons* sont tombés à un prix très faible, plusieurs usines ont momentanément suspendu leur travail.

De petites fabriques de *tulles* à moteur à gaz ou à air chaud se sont montées. La production et la vente sont actuellement faibles, la morte-saison a commencé deux mois plus tôt que les autres années; l'industrie du tulle serait aussi éprouvée par la concurrence de produits étrangers entrant en fraude.

Dans les *tissages de laine*, le nombre des métiers est resté stationnaire, mais, vu la déaveur des articles classiques, l'outillage a été modifié pour produire l'article fantaisie. Les commandes en tissus du dernier semestre ont été assez importantes, les métiers à la main ont été particulièrement occupés pour l'article fantaisie; les prix de vente sont peu élevés, la laine brute a d'ailleurs subi une baisse sensible; la durée du travail est généralement de 11 heures

En *baptiste* et *linon*, production faible; beaucoup d'ouvriers s'emploient actuellement aux travaux des champs. Les prix de vente sont faibles, ils vont sans doute s'élever avec l'augmentation du prix des façons; mais les transactions resteront difficiles.

Peu d'activité également chez les *teinturiers* et chez les *apprêteurs*, prix peu rémunérateurs; situation stationnaire dans la *blanchisserie*; les prix de manutention ont toujours tendance à la baisse.

CORRESPONDANT. (*Mois d'août*). — *Industries textiles*. — Dans l'industrie *linière* la vente des fils a été bonne depuis deux mois, mais les prix laissent toujours à désirer; une filature de la région, dont le propriétaire était mort après avoir déposé son bilan, a été rachetée au quart de sa valeur. Dans ces derniers temps on a pu quelquefois obtenir une très légère hausse, mais malheureusement plus que compensée par les prix plus élevés qu'on demande pour les lins.

La *récolte du lin* paraît en générale satisfaisante; la qualité semble devoir être bonne mais la quantité sera moindre, comme rapport, que l'an dernier.

Souvent la vente de la *toile* se fait mal en été, mais cette année on a pu constater un bon courant d'affaires sans discontinuité et à des prix satisfaisants.

La production tant en *filature qu'en tissage* est à son maximum, et il est à signaler qu'un tissage, arrêté depuis un certain temps, va être remis en route. La main-d'œuvre en filature continue à être assez rare.

Sur les places de Roubaix-Tourcoing la situation des affaires reste toujours satisfaisante. Pour la laine, la hausse se poursuit progressivement. — *Letombe*.

Ardennes. — CHAMBRE DE COMMERCE DE CHARLEVILLE (*1^{er} semestre*). — La situation ne s'est pas modifiée dans un grand nombre des industries de la région. La situation est plutôt inférieure à celle du semestre précédent pour la *fonte malléable* dont les prix n'ont pourtant aucune tendance à la baisse; demandes moins nombreuses surtout des compagnies de chemin de fer, une compagnie qui commandait annuellement au moins 1.000 wagons non compris les voitures et les fourgons n'en a commandé l'an dernier que 99.

Cinq des principales usines qui fabriquaient les ferrures de wagons et le matériel de chemins de fer et d'artillerie viennent de diminuer l'importance de leurs commandes; certaines qui employaient 150 ouvriers seraient sur le point de licencier leur personnel. Les prix de vente sont réduits et les salaires ont tendance à décroître: durée du travail réduite à 10 et 8 heures par jour dans les principaux établissements. Mouvement des affaires assez intense dans les fabriques de *pelles* et *taillanderies*, surtout pour l'exportation; les prix sont peu rémunérateurs et les salaires ont tendance à décroître, certains centres métallurgiques ayant un grand nombre de bras inoccupés.

La fabrication de la *chaux* ralentit sa production, une des principales usines n'a que cinq fours allumés sur huit; la fabrication du *béton* reste stationnaire; la production excède la consommation; de plus on a à lutter contre la concurrence de produits similaires étrangers; travail 12 heures par jour. Il y a peu de grands travaux, l'industrie du bâtiment est peu occupée.

Dans la *verrerie*, affaires calmes, les prix sont sans variation.

Marne. — CHAMBRE DE COMMERCE DE REIMS (*1^{er} semestre*). — Les récoltes en blé et seigle, les prairies naturelles et artificielles présentent un excellent aspect; la vendange promet aussi d'être abondante.

La situation de la fabrique de vins de *champagne* semble s'être un peu améliorée, les expéditions ont été actives; malheureusement le stock en réserve encore important pèse sur le marché, les tirages sont peu abondants cette année, et l'octroi d'Épernay, qui avait enregistré en 1894 comme bouteilles vides entrées 9.609.688, n'en accuse pour la même période que 4.409.000.

L'importation en Angleterre ne s'est élevée de janvier à fin mai qu'à 542.132 gallons contre 635.350 en 1894, soit une diminution de 423.500 litres; pendant les cinq premiers mois de 1895, la quantité des vins mousseux de France retirés en douane serait d'après les chiffres de la douane anglaise de 162.477 gallons (1.000.000 bouteilles) inférieurs à ceux de l'an dernier pendant la même période.

L'exportation pour les États-Unis n'a été que de 68.763 caisses de 12 bouteilles contre

78.795 en 1894. Dans les autres pays, peu de changement; partout où les droits sont trop élevés, la consommation se restreint.

A Épernay la fabrication de la bière est en diminution, l'entrée des bières de l'extérieur n'a été que de 2.824 contre 3.179 pendant la même période de 1894.

Pendant le semestre écoulé on signalait un relèvement de 10 p. o/o sur les prix de *laine brute*, une partie de cet avantage a été depuis perdue. La *laine de France*, tant en suint que lavée à dos, est en baisse de 10 p. o/o sur l'an passé; l'article *peigné* donne lieu à moins de transactions, bien que le stock de l'an dernier ait été entièrement absorbé et que les peigneurs aient travaillé avec une production restreinte aux 2/3 environ; l'article *blouses* qui se consommait au fur et à mesure a atteint des prix relativement satisfaisants. Dans les façons de peignage une augmentation de 20 à 25 p. o/o semble probable pour suivre la hausse des filatures et des tissages.

La réouverture du marché d'Amérique a amené un fort courant d'affaires, à des prix bas il est vrai; la convention avec la Suisse donnera une nouvelle extension à la fabrication.

Dans les *filatures de laine peignée*, production en progrès et prix plus élevés de 20 p. o/o environ depuis le commencement de l'année; grâce à des commissions importantes pour l'exportation, le travail est assuré pour un certain temps; les prix commencent à devenir rémunérateurs; en *laine cardée*, transactions très faibles jusqu'en avril; depuis, quelques ordres ont été passés qui ont alimenté les usines; les prix ont peu varié.

La liquidation des stocks de plusieurs maisons du Nord a influencé le cours des *filés*. En février la hausse des façons de filature amena celle des prix des *filatures à forfait*; à partir de mars, ces fabriques furent toutes occupées à des prix de plus en plus fermes; la baisse des peignés en avril et en mai fit reperdre une partie de l'avance obtenue sur les filés; enfin, en juin, une amélioration se produisit et, aujourd'hui, les filés atteignent un cours de 0 fr. 15 supérieur, dans les sortes courantes, à celui de l'an dernier en fin d'exercice.

Les États-Unis avaient, en décembre, passé des ordres importants en *cachemire d'Écosse* et en *sergés* à des prix très bas, mais qui permirent de remettre en marche un grand nombre de métiers, dont l'alimentation était assurée jusqu'en juin. La reprise se produisit sur tous les lainages, favorisée par la hausse de la matière première; malheureusement l'Angleterre ne donna pas ses ordres habituels et absorba à peine les stocks de *mérinos*. Cependant la France eut un bon courant d'affaires, si bien que les cours ont pu se maintenir à peu près stationnaires et que le marché se présente aujourd'hui débarrassé du stock de l'an dernier.

Les affaires en *tissus fantaisie de laine peignée* se soutiennent bien, mais les ressources de la place permettaient un plus grand développement.

En *molletons*, les genres bas prix, pure laine et laine et coton, et les genres de grande fantaisie pour peignoirs et confections sont très demandés; les genres ordinaires le sont moins.

La saison d'été a fourni un fort courant d'affaires en *nouveautés* tous genres pour robes, la saison d'hiver serait aussi très bonne si elle n'était entravée par le refus des fabriques de Bradford, dont la France est tributaire, de prendre des commandes en fils de mohair, si ce n'est livrables à une date très éloignée.

Le manque d'affaires en *flanelles* unies, lisses et croisées maintient les prix très bas; la production se restreint. Bon courant en *flanelles fantaisie*, sauf pour les sortes pure laine à bas prix. La fabrication de l'*oxford* fantaisie laine et coton se développe et prend une place intéressante parmi les produits de la place.

En résumé, le premier semestre 1895 a été remarquable par l'allure régulière des affaires et la fixité des cours.

La *verrerie* et les autres industries qui fournissent leurs produits au commerce des vins de Champagne se ressentent de la crise; dans la verrerie transactions très faibles, un tiers des fours sont éteints.

L'industrie du *bâtiment* présente une activité suffisante dans l'arrondissement de Reims; dans celui d'Épernay, les chantiers sont nombreux et bien alimentés de travail, divers grands travaux sont en projet.

Le commerce d'exportation des *fruits*, après des prix très faibles au début de la saison, a vu les cours se relever.

Meuse. — CHAMBRE DE COMMERCE DE LA MEUSE. — (1^{er} Semestre.) — Le nombre des établissements en activité n'a pas varié dans la plupart des industries.

L'outillage s'est perfectionné dans quelques *fonderies, forges* et dans les *fabriques de lunettes* et d'instruments *d'optique*.

La production est généralement moins forte que l'an dernier, soit par suite de la surproduction, soit par suite de la concurrence étrangère; elle est au contraire assez active dans la *confiserie, la papeterie, l'imprimerie, la lunetterie, la meunerie, la tuilerie*.

Les prix ont plutôt tendance à baisser, ils sont assez rarement avantageux, les salaires sont sans variation notable sauf dans l'exploitation des *phosphates de chaux, la teinturerie* et l'*industrie du vêtement*, dans lesquelles une réduction est signalée. La main-d'œuvre est en quantité suffisante sauf dans les *carrières, la lunetterie, la meunerie* où elle paraît manquer.

Loire. — CHAMBRE DE COMMERCE DE SAINT-ÉTIENNE. — (1^{er} Semestre.) — Dans l'*industrie houillère* l'activité est médiocre, les prix de vente inférieurs en moyenne de 5 p. o/o à ceux du 2^e trimestre de 1894.

Le marché d'écoulement des produits de la Loire se rétrécit de plus en plus par suite de la concurrence des charbons d'autre provenance, qui possèdent des canaux ou des voies de navigation à proximité et dont le transport est meilleur marché. Le nombre des usines est resté le même; celui des ouvriers a peu diminué. Peu de chômage, on suspend le travail en moyenne un jour par semaine.

La situation générale de l'*industrie linière* est plutôt mauvaise et les affaires sont en décroissance. Le nombre des établissements n'a pas varié, la proportion des ouvriers sans travail est de 10 p. o/o. On évalue la production à 8 et 900.000 francs par an.

La *rubanerie* a été très occupée pendant le premier semestre 1895; le nombre des établissements n'a pas augmenté, mais on a fourni du travail à tous les ouvriers qui en ont demandé; la production dépasse notablement celle du semestre correspondant de 1895.

Dans la *chapellerie*, l'activité a été suffisante pendant les 3 premiers mois de l'année, pendant lesquels le détail s'approvisionne pour la vente du printemps; les mois suivants, la production a été très faible, les réassortiments ayant été très réduits. En juin, les ordres nouveaux ont commencé à arriver et on peut espérer que cette reprise s'accroîtra. L'industrie de la chapellerie travaillait auparavant régulièrement à peu près toute l'année, les commissions pour l'exportation, principalement pour les États-Unis, arrivant à l'époque où les ordres du marché intérieur faisaient défaut. Aujourd'hui les pays autrefois acheteurs sont devenus producteurs ou ont élevé des tarifs prohibitifs, il ne reste plus que le marché intérieur, trop petit pour la production, d'où dépréciation des cours, et plusieurs mois de morte-saison par an. Le nombre des établissements et l'importance du personnel occupé a peu varié depuis deux ans, mais dans un certain nombre de maisons on a dû réduire la production, une partie des ouvriers est occupée d'une façon intermittente; on ne travaille qu'une partie de la journée; on estime que sur 1.200 ouvriers, 250 à 300 ouvriers ne gagnent en morte-saison que le quart ou la moitié de leur salaire habituel; ce sont les *finisseurs* qui sont plus particulièrement atteints, le chapeau ne pouvant être fini que quand il est vendu, tandis que les autres ouvriers peuvent travailler pour le magasin. La production est de 30.000 chapeaux en moyenne par semaine, elle tombe à 25.000 en mai, juin et juillet, puis dépasse ce nombre en janvier, février, septembre et octobre.

Les *établissements métallurgiques* ont reçu peu de commandes par suite de l'absence presque complète de commandes des compagnies de chemins de fer; la situation est devenue beaucoup plus mauvaise depuis huit à dix mois. Les usines sont toujours en même nombre, cependant une compagnie a été mise en liquidation judiciaire, le personnel a été réduit de 8 à 10 p. o/o; on estime à 15 p. o/o le nombre des ouvriers en chômage dans la profession. La production paraît avoir diminué de 20 p. o/o depuis l'an dernier. En articles de *quincailleurie* production stationnaire, l'exportation se développe difficilement par suite des prix élevés des transports; il y a eu plusieurs fois suspension de travail, un jour ou deux par semaine. On estime que la production s'est élevée à 15 millions de francs.

L'*armurerie* est dans une situation relativement satisfaisante; cette industrie se développerait bien davantage, si les expéditions en Algérie ou dans d'autres colonies étaient plus dégagées de formalités; elle intéresse 4.000 à 5.000 ouvriers travaillant chez eux. Jusqu'ici pas de chômage, malgré l'afflux de main-d'œuvre, la manufacture de l'État n'ayant actuellement qu'un personnel restreint. L'an dernier la production avait été de 71.000 armes, le

premier semestre de 1895 accuse une augmentation. Dans la verrerie la surproduction pèse sur les cours, peu d'activité dans les usines, et difficulté d'écouler les stocks; le nombre des établissements est toujours le même; mais une importante verrerie, après une grève de 10 mois, a rallumé ses fours, l'excédant de production s'augmente d'autant, certaines autres verreries ayant profité de la grève pour forcer leur fabrication. L'industrie de la verrerie occupe 2.300 ouvriers de la région, dont 20 à 25 p. o/o seraient en chômage. La production est évaluée à 200.000 bouteilles par jour.

CORRESPONDANTS DIVERS. — A Saint-Chamond, les mines ont une exploitation plus restreinte; elles doivent être prochainement mises de nouveau en vente. Demandes moins suivies et prix moins avantageux dans les fromageries; la sécheresse de 1893 avait affaibli et raréfié le bétail; cette année il y a eu abondance de fromages; on espère une amélioration des cours dans quelques semaines. A Saint-Étienne, la charcuterie fait peu d'affaires, les prix des lards et graisses sont diminués de 20 p. o/o environ sur ceux de l'an dernier. A Saint-Victor, fondation d'une fabrique de cotonnades occupant déjà une centaine d'ouvriers. Dans l'industrie cotonnière, le nombre des métiers en activité a peu changé malgré une baisse très sensible dans les commandes et des prix moins avantageux; la durée du travail est 61 heures par semaine, soit 11 heures par jour sauf le samedi où on ne fait que 6 heures. Dans les moulineries de Saint-Chamond, production plus active qu'il y a 3 mois, salaires plus élevés, prix de façon en hausse de 15 à 20 p. o/o; la durée du travail est portée au maximum, il y a plutôt manque de bras. La fabrication des tissus est en progrès, les prix sont un peu plus rémunérateurs, la durée du travail a été portée à 66 heures par semaine. Les fabriques de lacets et de tissus caoutchouc de la région ont reçu quelques commissions pour l'exportation. Une maison de constructions mécaniques vient de mettre 200 à 300 ouvriers en chômage.

Gard. — CHAMBRE DE COMMERCE DE NIMES (1^{er} semestre). — La fabrication des chaussures, sans avoir beaucoup d'activité, fournit en ce moment aux ouvriers un travail suffisant, principalement dans l'article pour enfants. L'industrie des vêtements confectionnés continue à progresser. Dans les tissages, la bonneterie, la passementerie, état stationnaire. L'éloignement de Paris avait déjà mis ces trois industries en infériorité vis-à-vis de leurs rivales du Nord depuis l'absorption par Paris du marché de Beaucaire; maintenant la baisse va s'accroissant. L'industrie du vêtement s'est heureusement développée pour compenser cette perte. Les transactions sur les vins, les graines et produits du pays sont peu actives et peu avantageuses.

CORRESPONDANT (mois d'août). — Le bon courant d'affaires de juillet s'est maintenu, aussi notre commerce, en général, est-il satisfait de sa situation actuelle.

Soie. — L'activité des temps passés est entièrement revenue pour l'industrie de la soie; les ouvrières des campagnes abondent dans les filatures qui toutes, à peu d'exception près, fonctionnent.

Les entreprises du bâtiment sont actuellement assez nombreuses, assez importantes pour occuper tous les bras disponibles pour cette industrie.

Métallurgie. — La reprise du travail aux fonderies et forges d'Alais continue, les ouvriers de 28 à 40 ans intelligents et capables sont embauchés sans difficulté.

Hérault. — BALARUC-LES-BAINS. — Les fabriques de produits chimiques (acide sulfurique et superphosphates) que la compagnie de Saint-Gobain et la compagnie Bordelaise ont installées sur les bords de l'étang de Thau sont maintenant en plein fonctionnement.

L'usine de Saint-Gobain occupe environ 150 ouvriers; celle de la compagnie Bordelaise un peu moins. Ces ouvriers proviennent de Cette ou des villages avoisinants. La durée de leur travail est de 10 heures et leurs salaires de 3 francs à 4 fr. 50 par jour. — R. Maurin.

Ardèche. — CHAMBRE DE COMMERCE D'AUBENAS. (1^{er} semestre.) — Dans les charbonnages, la brasserie, la tannerie, l'exploitation des eaux minérales, la verrerie, situation normale.

Depuis le 1^{er} janvier 1895, le travail est beaucoup plus actif et les prix plus rémunérateurs dans les filatures, moulinsages et tissages de soie; tous les ateliers et tous les ouvriers sont occupés; le prix des cotons et de la soie s'est élevé de 10 p. o/o. Les prévisions restent favorables pour l'ensemble des industries.

CORRESPONDANT (Mois d'août) — Papeterie. — Période calme pour la vente; prix très dis-

cutés. Quelques affaires sont déjà possibles avec la Suisse depuis le nouveau traité. Rien de changé dans le prix des matières premières. Le travail est assez soutenu dans toutes les usines et les ouvriers font la journée.

Mégisserie. — Les façonniers ont été moins pressés dans leurs livraisons, la vente étant très calme. La peau en poils est toujours à des prix élevés, tandis que la peau mégie a peine à conserver sa valeur. On espère que le mois de septembre verra une plus grande animation et plus de facilité dans les transactions. Les ouvriers sont occupés et font généralement la journée sauf quelques ateliers moins bien partagés.

Tannerie. — *Maroquinerie.* — Affaires assez calmes comme vente. En tannerie, les ouvriers sont occupés, tandis qu'ils le sont un peu moins en maroquinerie.

Soierie. — Grande activité en soierie, les commandes pour la nouvelle saison ont été très nombreuses. Prix très fermes à la vente, ayant même une tendance à la hausse.

Personnel occupé faisant la journée entière.

Puy-de-Dôme. — A Clermont, les travaux sont en pleine activité dans les diverses professions du bâtiment, de l'imprimerie et dans celles employées par les stations thermales de la région.

Dans le bassin houiller de *Brassac* et *Sainte Florine*, l'exploitation, qui a subi la baisse annuelle pendant les premiers mois de la belle saison, vient de reprendre son cours ordinaire, par suite des réapprovisionnements. — (*Fagnot.*)

Analyse, par départements, des renseignements fournis par les Chambres syndicales ouvrières.

Seine. — PARIS. — *Produits alimentaires.* — Pendant l'été, un certain nombre de *cuisiniers* vont travailler dans les villes d'eau: il reste encore 17 p. o/o des adhérents inoccupés et 10 p. o/o chez les *pâtisseries*; chez ces derniers, la situation est légèrement plus favorable que l'an dernier, par suite du manque de fruits, la consommation des gâteaux pour les desserts ayant peu diminué.

Industrie du livre. — Le chômage atteint 24 p. o/o des ouvriers de la *brochure*, la durée du travail est réduite à 48 heures par semaine, la morte-saison est beaucoup plus forte que les autres années. Chez les *imprimeurs à la planche pour papiers peints*, le chômage atteint maintenant 16 p. o/o des adhérents; 15 p. o/o chez les *typographes*; 6 p. o/o chez les *conducteurs-typographes*, journée généralement de 10 heures. Grande morte-saison chez les *margeurs-pointeurs*, travail 50 heures par semaine, 6 p. o/o de chômeurs.

Cuir et peaux. — Situation prospère dans la *ganterie*, tous les ouvriers occupés. Ralentissement chez les *gainiers*, 8 p. o/o de chômeurs, travail 36 à 40 heures par semaine.

Tissus. — Travail très faible chez les *passementiers*, principalement dans l'art de la *nouveauté*. Chez les *coupeurs-tailleurs*, journée de 10 heures, situation meilleure que l'an dernier; de même chez les patrons et ouvriers de l'habillement de Clichy.

Bois. — Travail 66 heures par semaine chez les *charpentiers*; et de 60 à 64 heures chez les *charrons et ouvriers en voitures*, situation un peu meilleure que l'an dernier. Les *mouliniers-finishiers* comptent 1 p. o/o des leurs en chômage, la journée a été augmentée d'une heure, on fait 66 heures par semaine. Travail 70 heures par semaine chez les *coffretiers*, et 68 heures chez les *vernisseurs en meubles*; pas de chômeur. Les *brossiers* ne comptent aucun de leurs membres sans ouvrage, travail 60 heures par semaine; un certain nombre d'ouvriers sont allés travailler en province.

Métaux. — Commandes toujours abondantes chez les *charpentiers en fer*; 7 p. o/o de chômeurs chez les *tailleurs sur acier*. Diminution de 10 p. o/o environ dans les salaires des ouvriers *balanciers*. Reprise du travail chez les ouvriers du *petit bronze* pour la saison qui commence, pas de chômage signalé; 15 p. o/o chez les *bijoutiers en doré, deuil et acier*, augmentation du nombre de maisons, travail 60 heures par semaine. Pas de chômeur signalé chez les *graveurs pour impression sur papiers peints* de Saint-Denis, travail 72 heures par semaine.

Bâtiment. — Travail faible chez les *graveurs sur pierre*. Pas de chômeur signalé chez les *peintres*, travail 60 heures par semaine. Journée de 10 heures chez les *fumistes industriels*,

diminution de salaire dans quelques ateliers; on est en morte-saison. Pas de chômeur chez les *briqueurs-potiers* de Gentilly.

Transports. — Chez les *charretiers en vins*, pas de chômeur; les *bateliers-mariniers* en comptent un grand nombre, augmentation de la durée du travail, situation moins bonne que l'an dernier. Toujours faibles recettes chez les *cochers*. Les ouvriers du *marché aux bestiaux* estiment que près de la moitié de leurs adhérents sont atteints par le chômage; situation moins bonne que l'an dernier; arrivages en diminution sur les mois précédents; par suite de la cherté des viandes sur pied en province et de la faible consommation parisienne actuelle, les ouvriers dits de *corvée* ne travaillent plus que 2 ou 3 jours par semaine.

Commerce. — Situation plus mauvaise que l'année précédente chez les *voyageurs de commerce*, la stagnation habituelle des affaires à cette époque est plus accentuée. 6 p. o/o de chômeurs chez les *comptables*. 19 p. o/o chez les *garçons-bouchers*; la situation semble devoir s'améliorer. Les *garçons-coiffeurs* estiment à 6 p. o/o le nombre de leurs adhérents sans place, journée en diminution, 15 heures par jour en moyenne.

Seine-et-Oise. — Exploitation toujours active dans les *carrières* de Saint-Chéron, mais diminution des prix de façon payés aux ouvriers. Travail toujours actif chez les *raffineurs de pétrole* de Bonnières.

Aisne. — Un grand nombre des *tisserands* à la main de Serain sont sans ouvrage, les ouvriers à la journée font 11 heures; à Bohain, on travaille de 10 à 12 heures suivant les maisons, le plus souvent 12 heures.

Oise. — Placement difficile chez les *typographes* de Beauvais; un journal a dû renvoyer partie de son personnel. Pas de chômeur signalé chez les *tisseurs* d'Esquennoy, travail 55 heures par semaine, salaire réduit par la concurrence de la main-d'œuvre étrangère.

Somme. — Les *tisseurs* d'Amiens font presque tous 11 heures par jour. Pas d'ouvrier inoccupé chez les *bonnetiers* de Corbie, travail 72 heures par semaine. A Amiens, tous les ouvriers *serruriers* sont occupés, travail en moyenne 60 heures par semaine; il est réduit à 65 et 60 heures par semaine chez les *maçons*.

A Amiens, augmentation de 0 fr. 20 par kilogramme de beurre et de 0 fr. 10 par douzaine d'œufs; diminution de 0 fr. 10 par kilogramme de viande de porc.

Pas-de-Calais. — Situation plutôt plus mauvaise que l'an dernier chez les *ourdisseurs* de Calais.

Nord. — Reprise du travail chez les *typographes* de Douai et de Valenciennes; pas de chômeur. Grâce à l'établissement d'un nouveau tarif de travail, situation meilleure chez les *tisserands* de Haspres. A Lille, l'*industrie du fil* est dans la période de morte-saison. Situation un peu inférieure à celle de l'an dernier dans l'*industrie du lin* et supérieure dans celle du *coton*. Situation plus mauvaise que celle de l'an dernier chez les *tullistes* de Caudry.

A Armentières, pas de chômeur chez les *mouleurs*, travail 66 heures par semaine, ouvrage plus suivi que l'an dernier. A Lille, l'amélioration signalée dans l'*industrie du fer* continue. Pas de chômeur signalé chez les *marbriers* de Jeumont, travail 66 heures par semaine.

Les *peintres* de Roubaix estiment que plus du quart de leurs adhérents sont sans ouvrage.

A Dunkerque, chez les *plâtriers-peintres*, journée de 10 heures; chez ceux d'Armentières, durée du travail réduite à 65 heures par semaine; journée de 10 heures chez les *plombiers-zingueurs*, ils comptent 16 p. o/o des leurs sans ouvrage.

Ardennes. — Une nouvelle société vient de reprendre une ancienne exploitation d'*ardoisières*, à Haybes, d'autres exploitations s'organisent. Situation toujours satisfaisante chez les *ardoisiers* de Fumay. Travail 60 à 72 heures par semaine chez les *tisseurs* d'Illy; chez ceux de Sedan, 20 p. o/o des membres sont inoccupés; baisse des prix de façon dans certaines maisons; à Villers-Cernay, 22 p. o/o des tisseurs sont atteints par le chômage. Le chômage atteint 1/3 des *mouleurs* de Monthermé, travail 45 heures par semaine. Chez les *métallurgistes*, à Thilay, commandes plus nombreuses et plus fortes que celles de l'année passée, travail 65 heures par semaine et 55 heures à Vivier-au-Court, pas de chômeur signalé.

A Fumay, hausse sur le pain, 0 fr. 05 par 2 kilog. 500. A Sedan, le pain vient de baisser par suite de la fondation d'une société coopérative de consommation.

Aube. — Placement assez facile chez les *boulangers* de Troyes; 7 p. 0/0 de chômeurs. Chez les *bonnetiers* d'Aix-en-Othe, suspension du travail 3 jours par semaine; une maison en liquidation. A Troyes, chez les *plâtriers*, 10 p. 0/0 des adhérents sont sans ouvrage, travail 50 à 60 heures par semaine suivant les chantiers.

Meuse. — Pas de chômeur chez les *carriers* de Lérouvillle, journée de 12 heures. Pas d'ouvriers inoccupés chez les *typographes* de Bar-le-Duc.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, les *typographes* comptent 1 p. 0/0 de chômeurs; aucun n'est signalé chez les *tailleurs*, travail pendant les trois quarts de la journée; situation meilleure que celle de l'an dernier. Chez les *ouvriers de l'ameublement*, journée diminuée d'une demi-heure, réduction sur les salaires, on fait de 66 à 70 heures par semaine; même durée du travail chez les *métallurgistes*, pas de chômeur; de même chez les *tailleurs de pierre et maçons*, travail 72 heures par semaine; hausse sur les salaires chez les *tailleurs de pierre*. A Nancy, baisse sur les lards, graisse, saindoux et sur les légumes.

Haute-Saône. — Les *typographes* de Vesoul sont encore tous occupés bien que le travail soit ralenti.

Doubs. — Le chômage atteint 6 p. 0/0 des *travailleurs du livre* de Montbéliard, salaires en hausse, journée de 10 heures. A Besançon, diminution d'ouvrage chez les *graveurs-décorateurs*, travail 40 heures par semaine; diminution des prix de façon. Pas de chômeur chez les *maçons*. Reprise dans l'industrie de l'*horlogerie*, pas de chômeur chez les *émailleurs en cadrans*, travail 60 heures par semaine.

Jura. — Chez les *typographes* de Salins, pas de chômeur; de même chez les *métallurgistes* de Fraisans; travail plus abondant que l'an passé.

Ain. — A Bourg, tous les *typographes* sont occupés, journée portée à 10 heures. Situation toujours prospère chez les *métallurgistes*.

Côte-d'Or. — A Dijon, reprise du travail chez les *cordonniers*, ils font 72 heures par semaine. Pas de chômeur chez les *tonneliers*.

Yonne. — A Auxerre, chez les *typographes*, le chômage atteint 1 p. 0/0 des adhérents. Chez les *charpentiers*, journée de 11 heures; une nouvelle maison s'est fondée. Travail toujours actif chez les *maçons* de Sens, nombreuses constructions en ville, ce qui compense l'absence des *travaux habituels* pour la rivière de l'Yonne. A Auxerre, pas de chômeur chez les *métallurgistes*, journée de 11 et 12 heures.

Nièvre. — Les *verriers* de Saint-Léger sont presque tous atteints par le chômage.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, plus du quart des *plâtriers* et *peintres* sans ouvrage; durée du travail réduite à 60 et 54 heures par semaine; absence de constructions.

Haute-Loire. — Le travail a diminué quelque peu avec les vacances chez les *typographes* du Puy, un grand nombre d'entre eux sont inoccupés une partie de la semaine; dans une importante maison, diminution de salaire pour quelques ouvriers. Travail 72 heures par semaine chez les *rubaniers* de Saint-Didier et de la Fouillouse; le gain journalier est actuellement supérieur des deux tiers à celui de l'an dernier à même époque; on prévoit un travail suffisant et rémunérateur pour la saison d'automne et même pour celle d'hiver.

Loire. — Situation peu satisfaisante chez les *mineurs* de la Grand-Croix, l'exploitation est suspendue un ou deux jours par semaine, journée de 11 heures environ. A Saint-Étienne, chez les *cuisiniers*, environ 10 p. 0/0 de chômeurs; la durée du travail atteint 18 heures par

jour. Chez les *rubaniers*, production toujours très active. Les *tissages* de *soieries* à la *mécanique* et à la *main* occupent tous les ouvriers disponibles dans la région de Charlieu et Belmont; augmentation du prix de façon, 0 fr. 05 par mètre de soierie; les ouvriers en usine font 11 heures par jour.

A Saint-Étienne, 4 p. 0/0 de chômeurs chez les *métallurgistes*, travail 50 à 60 heures par semaine suivant les ateliers; les maisons qui avaient des commandes les ont maintenant exécutées et ont réduit les heures de travail. Dans l'*armurerie*, on est à fin de saison. On compte à peine 1 p. 0/0 des adhérents inoccupés chez les *métallurgistes* de Saint-Chamond; travail 60 heures par semaine. Pas de chômeur chez les *métallurgistes* de l'irminy, mais le travail est suspendu trois jours par semaine. A Saint-Étienne, pas de chômeur chez les *maçons*, d'un commun accord entre patrons et ouvriers la journée de 10 heures a été adoptée; gain 0 fr. 55 par heure.

A la Grand-Croix, hausse sur la viande, 0 fr. 30 par kilogramme. A Saint-Chamond, depuis le mois dernier, hausse sur la viande, sur le beurre, 0 fr. 25 par kilogramme, et sur les œufs 0 fr. 20 par douzaine.

Rhône. — A Lyon, les *jardiniers* comptent 5 p. 0/0 des leurs sans place, cependant la situation paraît meilleure; le nombre des ouvriers disponibles étant moins grand sur la place. Les ouvriers *cartonniers* sont tous occupés. Les *selliers-bourreliers* estiment à 16 p. 0/0 le nombre de leurs adhérents sans ouvrage; plusieurs grands ateliers de fournitures et harnachements militaires sont fermés, un grand nombre d'ouvriers qui y étaient occupés ont dû aller chercher du travail ailleurs ou quitter le métier. Le placement est rendu plus difficile par la hausse des cuirs qui ralentit la production dans l'industrie des cuirs. Pas de chômeurs chez les *tisseurs* de Saint-Jean-la-Bussière, d'Amplepuis; de même chez les *chapeliers* de Grigny.

A Lyon, création d'une nouvelle fabrique de *galoches et sabots*, elle occupe 5 ouvriers; journée d'environ 10 heures. 6 p. 0/0 de chômeurs chez les *fondeurs et mouleurs*. 15 p. 0/0 chez les *chauffeurs-mécaniciens*. Travail en général 66 heures par semaine; même durée chez les ouvriers en *cuivre* de Villefranche. A Lyon, pas de chômeur signalé chez les ouvriers *bronziers*, travail 60 heures par semaine; situation meilleure que l'an dernier. Les *employés d'hôtels et restaurants* estiment qu'un tiers des leurs sont sans place.

Haute-Savoie. — Production toujours très active chez les *carriers* de Thonon, par suite de commandes pour les constructions autour du lac de Genève; journée de 11 heures. A Annecy, augmentation de travail chez les *typographes*; pas de chômeur signalé chez les *tailleurs de pierre*, travail 60 heures par semaine.

Isère. — A Grenoble, amélioration sensible dans les gains des ouvriers du gaz. Reprise momentanée du travail chez les *typographes*. Les *cordonniers* d'Izeaux sont tous occupés environ 70 heures par semaine. A Grenoble, pas de chômeur signalé chez les *mouleurs en fer*; la durée du travail a été réduite à 55 heures par semaine; situation meilleure que celle de l'an dernier. 6 p. 0/0 de chômeurs chez les *maçons*, travail 55 heures par semaine. A Grenoble, hausse sur la viande, 0 fr. 10 par kilogramme.

Corse. — Pas de chômeur signalé chez les *typographes* de Bastia.

Alpes-Maritimes. — 5 p. 0/0 de chômeurs chez les *jardiniers* de Cannes, 4 p. 0/0 chez les *potiers* de Vallauris. Plus du quart des *comptables* de Cannes sont sans emploi; la saison actuelle est toujours mauvaise; celle de l'hiver dernier ayant été peu avantageuse, les maisons ont réduit leur personnel et diminué les salaires.

Var. — Pas de chômeur signalé chez les *typographes* de Draguignan; situation meilleure, à l'occasion des élections et des sessions du conseil général. A Draguignan, hausse de 5 centimes par 2 kilos de pain.

Bouches-du-Rhône. — Les *boulangers* d'Aix portent à 12 p. 0/0 le nombre de leurs adhérents sans place.

A Marseille, situation un peu meilleure que celle de l'an dernier chez les *typographes*, la

plus grande partie des ouvriers font 60 heures par semaine. De même chez les *imprimeurs-lithographes*, légère reprise du travail, on compte 19 p. o/o des adhérents sans ouvrage. Ouverture d'une maison nouvelle occupant quelques ouvriers. Pas d'ouvrier inoccupé chez les *mouleurs* d'Aix, travail réduit à 50 heures par semaine.

A Marseille, depuis quelques jours légère reprise dans les ateliers de *constructions maritimes*; une compagnie fait faire 2 heures supplémentaires par jour; ailleurs, une partie du personnel remercié a été engagé à nouveau, on évalue à environ 2/5 le nombre des ouvriers des grandes entreprises encore inoccupés; un atelier de *chaudronnerie en fer* a été transporté à la Seyne, les mêmes ouvriers seront conservés sur leur demande. Dans la *serrurerie du bâtiment*, travail stationnaire. Ralentissement du travail chez les *tailleurs de pierre*, plus du quart des adhérents seraient atteints par le chômage, travail 60 heures par semaine. Les *employés liquoristes* sont tous occupés; création de 6 nouvelles maisons, situation meilleure que l'an dernier au point de vue du travail et des salaires.

Ardèche. — A Annonay, 2 p. o/o de chômeurs chez les *mégissiers de rivière* d'Annonay; dans quelques usines, on ne travaille plus qu'une partie de la journée, on est à la fin de saison; cependant certains indices font espérer que la saison d'hiver sera plus favorable que celle de l'an dernier. Les *maçons* comptent 10 p. o/o des leurs sans ouvrage.

Gard. — Situation prospère chez les *boulangers* d'Alais, on manque d'ouvriers; chez ceux de Nîmes, pas de chômeur.

Aveyron. — Aux mines de Decazeville, salaire des *piqueurs* sans modification, celui des *manœuvres* subit une diminution. Les *typographes* de Rodez portent à 4 p. o/o le nombre de leurs membres sans place. A Rodez, hausse sur le vin, 2 francs par hectolitre.

Tarn. — Chez les *chapelières* de Graulhet, travail quelques jours par mois.

Hérault. — Les *mineurs* de Graissessac estiment qu'un quart de leurs adhérents sont atteints par le chômage. Morte-saison chez les *cordonniers* de Montpellier, travail abondant chez les ouvriers *tonneliers*. A Graissessac, hausse de 2 fr. 50 par hectolitre de vin.

Aude. — A Carcassonne, diminution de travail chez les *typographes*, 15 p. o/o de chômeurs. La situation se maintient meilleure que l'an dernier chez les *terrassiers*, travail de 72 à 80 heures par semaine. 10 p. o/o de chômeurs chez les *plâtriers et peintres*.

A Carcassonne, hausse de 10 p. o/o sur toutes les denrées en général; le vin est passé de 20 à 30 francs l'hectolitre, la viande a augmenté de 10 centimes par kilogramme.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, ralentissement habituel du travail chez les ouvriers *agricoles* jusqu'à la reprise pour les vendanges. Production faible chez les *trépointeurs* de Saint Laurent de Cerdans.

A Perpignan, hausse du vin au détail, 5 centimes par litre.

Haute-Garonne. — A Toulouse, travail 60 heures par semaine chez les *poudriers*, situation moins bonne que celle de l'an dernier. Journée de 8 heures chez les *couvreurs*.

Hautes-Pyrénées. — A Tarbes, un peu plus de 1 p. o/o de chômeurs chez les *tanneurs*, travail 60 heures par semaine; situation assez menaçante par suite de la rareté des cuirs en poils. Chez les *menuisiers*, pas de chômeurs; 6 p. o/o chez les *charrons-forgerons*; diminution de la durée de travail à 60 heures par semaine; mais le gain journalier est resté le même.

Les *métallurgistes* comptent 4 à 5 p. o/o des leurs sans ouvrage, journée de 10 heures, situation meilleure que celle de l'an dernier. Même durée de travail chez les *ferblantiers-zingueurs*; pas de chômeur, de même chez les *maçons*; durée du travail pour ces derniers réduite à 50 heures par semaine; moins de constructions que l'an dernier. Chez les *peintres*, chez les *plâtriers* pas de chômeur, journée de 10 heures. A Tarbes, la hausse sur le vin atteint 10 centimes par litre.

Basses-Pyrénées. — Pas de chômeur signalé chez les *garçons bouchers* de Bayonne, travail 75 heures par semaine.

Landes. — Travail 60 heures par semaine chez les *verriers* de Moustey.

Tarn-et-Garonne. — Chez les *typographes* de Montauban, journée de 10 heures; situation stationnaire.

Les fabriques de *chapeaux de paille* de Sept-Fonds sont actuellement fermées; morte-saison.

Lot. — A Cahors, par suite du mauvais état des vignobles, diminution d'ouvrage chez les *ouvriers agricoles*; journée de 13 heures. Travail assez suivi chez les *serruriers*, *maréchaux ferrants* et *forgerons*; situation moins bonne chez les *fondeurs* et les *cloutiers* qui ne font le plus souvent qu'une demi-journée. Les *peintres* et les *tapissiers* comptent un quart de leurs adhérents sans ouvrage, journée de 12 heures.

Lot-et-Garonne. — Diminution des prix de façon chez les *cordonniers* de Villeneuve (25 centimes par paire). Si la hausse des cuirs se prolonge, les prix de vente des objets fabriqués ne pouvant être augmentés en proportion de la hausse de la matière première, les fabricants devront probablement réduire le travail ou diminuer les prix de façon.

Gironde. — A Bordeaux les *garçons boulangers* estiment à 14 p. 0/0 le nombre de leurs chômeurs; travail 98 heures par semaine. Les *typographes* ne comptent plus que un demi pour cent de chômeurs, un certain nombre de places étant devenues vacantes par suite de l'appel de plusieurs ouvriers pour une période de 28 jours. Placement plus difficile chez les *teinturiers*, travail 50 heures par semaine. Travail 60 heures par semaine chez les *ébénistes-tailleurs*, chez les *mouleurs*, chez les *chaudronniers* et chez les *serruriers*. Chez les *chaudronniers*, travail 60 heures par semaine; chômage nul chez les *ébénistes-billardiers*, 1/5 des adhérents chez les *mouleurs*, 5 p. 0/0 chez les *chaudronniers*, et environ un quart des adhérents chez les *serruriers*; placement devenu plus difficile, l'exposition ayant attiré beaucoup d'ouvriers des villes environnantes.

Les *garçons limonadiers* estiment que 13 p. 0/0 de leurs adhérents sont sans place, journée de 19 heures, situation meilleure que celle de l'an dernier grâce à l'Exposition. Placement très difficile chez les *gens de maisons* par suite des départs pour les eaux; chômeurs 3 p. 0/0 chez les hommes et 2 p. 0/0 chez les femmes.

A Bordeaux, hausse de la viande de 1 franc à 1 fr. 20; hausse sur le vin.

Charente-Inférieure. — A Rochefort, pas de chômeur chez les *boulangers*, on manque d'ouvriers principalement pour le poste de brigadier. Travail 66 heures par semaine chez les *tailleurs en atelier* et de 36 à 40 heures chez les *ouvriers en chambre*.

Charente. — Pas de chômeur signalé chez les *typographes-lithographes* d'Angoulême; la situation reste inférieure à celle de l'an dernier.

Haute-Vienne. — Les *ouvriers en cuirs et peaux* de Saint-Junien ne comptent plus que 3 p. 0/0 de chômeurs. Morte-saison également chez les *employés limonadiers et restaurateurs*. A Limoges, les *typographes* estiment qu'un tiers de leurs adhérents sont sans place, la diminution de travail due à la morte-saison annuelle est augmentée par la réduction des commandes de la plus importante maison de la place. Les *cordonniers* comptent un quart de leurs atteints par le chômage; la journée en atelier est de 6 heures.

Corrèze. — Les *typographes* de Tulle comptent 2 p. 0/0 des leurs sans ouvrage. Légère augmentation dans la durée du travail chez les *chapeliors* de Bourgneuf.

Cher. — Situation meilleure que celle de l'an dernier à même époque chez les *ouvriers en toile cirée* de Bourges, pas de chômeurs, travail 66 heures par semaine. Les *maçons* de Dun-sur-Auron sont tous occupés. Le chômage annuel des *chanfourniers* de Jussy s'est étendu à ceux de la Guerche.

Deux-Sèvres. — Légère diminution du travail dans 2 fabriques de *gants* de Niort, situation meilleure que celle de l'an dernier, tous les ouvriers sont occupés, on prévoit que la morte-saison qui va commencer ne sera que de courte durée.

Vendée. — Les *typographes* de la Roche-sur-Yon portent à 11 p. o/o le nombre de leurs sans place. La production continue à être en progrès sur l'an dernier chez les *tisserands* de Mortagne, travail 71 heures par semaine. De même aux Épesses, augmentation des prix de façon de 5 à 15 centimes par douzaine de mouchoirs. Les *ouvriers du bâtiment* de Luçon ont tous de l'ouvrage, journée de 12 heures.

Loire-Inférieure. — A Nantes, pas de chômeurs chez les *cuisiniers* le nombre des ouvriers disponibles est encore insuffisant. Pas de chômeurs parmi les adhérents du syndicat des *savonniers*; une *huilerie* est arrêtée pour réparations et nettoyages, elle occupe neuf ouvriers. Travail 60 heures par semaine chez les *chaudronniers*. Les *vanniers* ne comptent pas de chômeur, mais l'ouvrage est peu abondant; les commandes de paniers pour les pêcheurs de sardines ont été très faibles, la pêche ayant été peu fructueuse. Le chômage atteint environ 1/3 des adhérents chez les *serruriers*, travail 50 heures par semaine, baisse sur les salaires chez les *camionneurs*, travail moins actif.

Morbihan. — Les *ouvriers du bâtiment* de Lorient ont tous de l'ouvrage, journée de 12 heures, constructions plus nombreuses que l'an dernier.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, 4 p. o/o des chômeurs chez les *typographes*. Morte-saison chez les *cordonniers*; la diminution d'ouvrage est rendue plus sensible cette année par la hausse des cuirs qui arrête l'approvisionnement des magasins; on attend maintenant des commandes pour faire travailler. Morte-saison également dans les ateliers de *cordannerie* et de *fournitures militaires*. Amélioration chez les *coupeurs en chaussures* de Fougères, travail 60 à 72 heures par semaine. A Rennes, 7 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers en *cuirs et peaux*, journée de 11 heures; comme tous les ans à pareille époque, chez les *chapeliors*, travail 5 jours par semaine et 9 à 10 heures par jours. Pas de chômeur signalé chez les *maçons*, journée de 11 heures, commandes plus abondantes que l'an passé. Les *cochers* sont tous occupés, grâce à la saison de villégiature.

A Rennes, augmentation de 0 fr. 10 par kilogramme de viande.

Maine-et-Loire. — Travail plus abondant que l'an dernier chez les *tisserands* de la Tessoualle, pas de chômeur, travail 72 heures par semaine, mais baisse des prix de façon dans certaines petites maisons. Dans les *tissages de coton* de Cholet, chômage dans quelques ateliers, situation meilleure que l'an dernier dans les *tissages de fils*. Un peu plus du 1/3 des ouvriers *tailleurs* de Saumur sont inoccupés, diminution de la durée du travail (2 heures par jour). A Angers, importante diminution de commandes chez les *tailleurs de pierre et maçons*; dans les chantiers on fait 72 heures par semaine; plusieurs ouvriers ont dû aller s'occuper à la campagne. Situation meilleure chez les *sculpteurs sur pierre*, un certain nombre d'ouvriers ayant été demandés pour les travaux dans les campagnes, ceux qui étaient inoccupés ont pu être employés dans les ateliers de la ville.

Mayenne. — Pas de chômeurs chez les *typographes* de Laval.

Indre-et-Loire. — Augmentation sensible de travail chez les *bûcherons* de la région de Tours. L'amélioration signalée chez les *tanneurs* de Châtellerault continue, presque tous les ouvriers sont occupés 72 heures par semaine. A Tours, dans les *tissages de soieries* 20 p. o/o des ouvriers sont inoccupés, situation un peu meilleure que celle de l'an dernier, travail 68 à 72 heures par semaine. Les *ferblantiers-zingueurs* comptent 7 p. o/o des leurs sans travail. Ouvrage moins abondant chez les *cochers de place* par suite de l'augmentation des entreprises d'omnibus et de tramways.

Loiret. — A Orléans, pas de chômeur chez les *menuisiers* et chez les *charpentiers*, travail 72 heures par semaine, grands travaux projetés. Pas de chômeurs signalés chez les *couvreurs*.

Loir-et-Cher. — A Blois, pas de chômeurs chez les *cordonniers*, diminution de la durée du travail pour certaines catégories d'ouvriers qui ne font plus que 6 heures par jour, les autres font 12 heures; situation un peu meilleure que celle de l'an dernier.

Manche. — A Avranches, journée de 10 heures chez les *typographes*, placement plus difficile; baisse sur le cidre par suite de la bonne apparence de la prochaine récolte.

Calvados. — La situation se maintient meilleure que celle de l'an dernier chez les *typographes* de Caen, travail 60 heures par semaine.

Eure. — Morte-saison dans les fabriques d'instruments de musique de la Couture-Boussey, une maison est encore assez occupée.

Seine-Inférieure. — Pas de chômeurs chez les *cuisiniers* du Havre. A Rouen, les ouvriers en *tissus pour bretelles* font 44 heures par semaine. Au Havre, le chômage atteint 18 p. o/o des *métallurgistes*, dans un grand chantier de constructions les ouvriers travaillent à tour de rôle une semaine sur deux afin de maintenir le personnel occupé.

A Rouen les *constructeurs-mécaniciens* comptent 1 p. o/o de chômeurs; aucun chez les *plombiers-couvreurs* de Rouen, on manque momentanément d'ouvriers pour réparer les dégâts des récentes tempêtes; journée de 10 heures.

Algérie. — A Constantine, le travail reprend dans les carrières. Le chômage atteint 1/3 des *typographes* d'Oran, la main-d'œuvre étrangère, bien meilleur marché rend le placement difficile, la durée du travail atteint 15 et 16 heures par jour dans certaines maisons. A Alger, les *maçons* estiment qu'un tiers de leurs adhérents sont inoccupés, travail 70 heures par semaine. Les *garçons limonadiers* comptent 10 p. o/o des leurs sans place.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Travaux publics. — Adjudications importantes annoncées pour août et septembre :

Paris. — Construction d'une école.....	231.500 ^f
Paris. — Construction d'une école.....	334.100
Paris. — Construction d'un groupe de prisons.....	1.100.000
Paris. — Construction d'un groupe scolaire.....	607.500
Besançon. — Construction d'un égoût collecteur.....	91.000
Hénin-Liétard (Pas-de-Calais.) — Construction de trottoirs.....	145.500
Lille. — Construction d'une école.....	253.000
Lille. — Construction d'un institut.....	330.000
Commercy. — Travaux communaux.....	193.500
Oran (Algérie.) — Construction d'un chemin de fer.....	630.000
Oran (Algérie.) — Construction d'un chemin.....	100.000
Rouen. — Réfection des digues de la Réele.....	212.400
Rouen. — Travaux sur le chemin n° 150.....	130.000
Libourne. — Agrandissement du collège.....	190.400
Nice. — Construction de quai au golfe Juan et dragages.....	190.000
Nice. — Construction d'un groupe scolaire.....	206.000
Nancy (Guerre.) — Construction d'une infirmerie.....	115.000
Morlaix. — Construction d'un collège.....	137.750
Rennes. — Construction de bâtiments.....	117.100
Rennes. — Agrandissement d'une école.....	160.000
Rennes. — Distribution d'eau.....	137.700
Corbeil. — Construction d'un groupe scolaire et d'une mairie.....	89.000
Louviers. — Travaux de canalisation d'eau.....	150.200

Résultats des adjudications précédentes :

Paris. — Construction d'un groupe scolaire (628.100^f). Adj.: *terrasse et maçonnerie*, Chansardon, 54, rue de la Santé, 34, 2; *charpente*, ouv. charpent. de la Villette, 49, rue Saint-Blaise, 38, 8; *couverture et plomberie*, Casse, 45, quai de la Tournelle, 34, 2; *menuiserie*, Donillon, 127, rue de Flandre, 39, 6; *parquetage* Schelfhaut, 54, rue Lhomond, 28, 6; *serrurerie*, Michel et Rumeau, 15, rue de la Voûte, 35, 10.

Paris. — Construction d'un égoût collecteur (3.169.800^f). — Adj.: Fougerol, 21 bis, quai de l'Oise, 11, 30.

Paris. — Travaux à l'établissement horticole du Fonds des Princes (630.200^f). — Adj.: *peinture, vitrerie* (partie), Bettembourg, 54, rue des Vinaigriers, 25, 10; *ferronnerie*, Bergerot, 77, boulevard de la Villette, Baudet et Donon, 14, rue Saussure, Demouts, 15, rue Saint-Amand, 41, 60, 35 et 27, 40.

Paris. — Construction d'une école (201.400^f). — Adj.: *terrasse et maçonnerie*, Chansardon, 54, rue de la Santé; 34, 20; *charpente*, ouv. charp. de la Villette, 49, rue Saint-Blaise, 37, 40; *menuiserie et parquets*, Schelfhaut, 54, rue Lhomond, 34, 1; *serrurerie*, Michel et Rumeau, 15, rue de la Voûte, 37, 7.

Paris. — Construction d'un groupe scolaire (598.000^f). — Adj. *terrasse et maçonnerie*, Varet, 30, rue Miollis, 31; *charpente*, Mahey, 5 bis, rue Saint-Cilles, 27, 10; *menuiserie*, l'Espérance du bâtiment, 81, rue des Pyrénées, 36, 2; *parquetage*, Cosséron, 55, rue Letort, 25; *serrurerie*, Dements, 15, rue Saint-Amand, 33, 40; *fumisterie*, Chabrol, 53, rue du Commerce, 42; *égouts et canalisations*, Marsaud, 5, rue des Ardennes, 35, 6.

Paris. — Travaux sur routes nationales (132.000^f). — Adj.: Fayaud, à Saint-Denis, 33, et Trimoulet, 6, rue Miromesnil, 21.

Paris. — Constructions à la gare du Nord (350.000^f). — Adj.: Coville, à Pontoise.

Paris-Courbevoie. — Constructions d'égoûts (210.500^f — 4 lots.) — Adj.: Delalande-Sacristain, 44, boulevard Bineau, 31, 30 (2 lots.) Versillé et Appay, quai de Javel, à Paris, 30, 70. Dauphin et Bonnet, 11, rue Henri Martin, à Billancourt, 36.

Paris-Courbevoie. — Établissement de trottoirs (90.000^f). — Adj.: Mesnard, 171, rue Croix-Nivert, 21, 30.

Saint-Quentin. — Travaux au collège de filles (113.760^f). — Adj.: *maçonnerie et charpente*; Capelle, 12, 6; *menuiserie*, Debut Aug, 21, 6.

Lille. — Couverture d'un ruisseau (250.000^f). — Adj.: Dhennin et Carlier, 15, 1.

Arras. — Agrandissement de la gare (390.000^f). — Adj.: Coville, à Pontoise.

Saint-Mihiel. — Construction d'un pavillon (126.600^f). — Adj.: *terrasse et maçonnerie, charpente*, B. Colson, à Verdun, 4, 9; *ferronnerie*, Morlange, à Verdun, 5, 7.

Dijon. — Restauration d'un palais (122.400^f). — Adj.: *maçonnerie*, Robin, à Saint-Igny-de-Roche, 12, 25; *charpente*, Pillot et Vallin, à Chalon-sur-Saône, 4.

Bourg. — Agrandissement du lycée de filles (118.900^f). — Corsain Alexis, 7.

Cluses. — Ligne de Cluses au Fayet; P. L. M. *terrassements et ouvrages d'art* (700.000^f) Boyer père et fils, à Largentière (Ardèche); *idem* (700.000^f) Bastin, à la Roche-Saint-Savin (Savoie). — *Fondations d'un pont sur l'Avre* (75.000^f) Richard et Varigard, 1, cours du Midi, à Lyon.

Le Puy. — Construction d'une halle (125.900^f). — Adj.: *terrasse et maçonnerie*, Philibert Paul, 2; *charpente en fer et serrurerie*, Dumas-Montagne, 15.

Barcelonnette. — Travaux d'assainissement (102.000^f). — Adj.: Decœur Paulin, à Grénoble, 16.

Morlaix. — Construction d'un collège (137.500^f). — Adj.: Guédon (Jean-François), à Morlaix, 20.

Bordeaux. — Alimentation d'un bassin (108.000^f). — Adj.: Doris (Bernard), 17.

Libourne. — Agrandissement du collège (190.400^f). — *Terrassements et maçonneries* (65.300^f), adj.: Mazery, à Bordeaux, 1; *ferronnerie* (32.200^f), adj.: Richard et Peretté, à Libourne, 1; *charpente* (19.100^f), adj.: Limouzin, à Libourne, 21, 60; *menuiserie* (153.000^f), adj.: Jouffre, à Bordeaux, 2; *canalisation* (18.700^f), adj.: Vincent, à Libourne, 28, 70.

Châteauroux. — Travaux de chemins (146.200^f). — Adj.: Boiffard, à Issoudun, 13 et Jourdan, à La Caillère (Vendée), 23.

Rennes. — Travaux contre les inondations (393.000^f). — Adj.: *terrasse, maçonnerie et travaux métalliques*, Lecœur, au Mans, 9; *travaux métalliques, charpente en bois, etc.*, Lemoine, 13.

Construction de bâtiments à l'asile des aliénés de Saint-Méen (117.000^f). — Adj.: Meril, Jules, à Rennes, 3.

Établissement d'une distribution d'eau (137.700^f). — Adj.: Richard, Narcisse, à Saint-Viaud (Loire-Inférieure), 5.

Préfecture de la Seine. — Autorisations de bâtir. — Du 1^{er} au 31 août, il a été déposé 158 demandes en autorisation de bâtir, dont 86 pour des constructions neuves. Pendant les mois d'août et septembre 1894, le nombre des demandes avait été de 118, dont 51 pour des constructions.

La production minérale en France. — On trouvera dans le tableau ci-dessous l'état de la production des combustibles minéraux en France pendant le premier semestre de l'année 1895, avec rappel des résultats relatifs à la même période de l'année derrière :

DÉPARTEMENTS.	1895.	1894.	AUGMEN- TATION.	DIMI- NUTION.
	tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.
Allier.....	459.547	496.799	"	37.252
Aveyron.....	473.518	454.415	19.103	"
Gard.....	976.800	1.018.048	"	41.248
Loire.....	1.707.712	1.702.848	4.864	"
Nord.....	2.520.930	2.342.636	178.894	"
Pas-de-Calais.....	5.309.041	5.331.493	"	22.452
Saône-et-Loire.....	867.560	922.934	"	55.474
Tarn.....	268.231	245.310	22.891	"
Autres départements.....	1.118.765	1.109.853	8.912	"
TOTAL.....	13.702.101	13.623.766	234.661	156.326
AUGMENTATION en 1895 : 78.338				

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations, pendant les 8 premiers mois de l'année.

	1895. francs.	1894. francs.
IMPORTATIONS.		
Objets d'alimentation.....	638.434.000	807.705.000
Matières nécessaires à l'industrie.....	1.396.440.000	1.174.792.000
Objets fabriqués.....	373.086.000	365.759.000
TOTAL.....	2.407.960.000	2.648.256.000
EXPORTATIONS.		
Objets d'alimentation.....	377.961.000	405.974.000
Matières nécessaires à l'industrie.....	566.222.000	482.516.000
Objets fabriqués.....	1.129.219.000	1.022.957.000
Colis postaux.....	74.118.000	50.850.000
TOTAL.....	2.147.520.000	1.962.137.000

Transports. — Recettes des principales compagnies de transport du 1^{er} janvier au 26 août 1895 :

	1895.	1894.
Compagnies des chemins de fer d'intérêt général..	747.629.000	733.477.000
Compagnie des omnibus de Paris.....	26.734.500	26.860.000

Tribunal de commerce de la Seine. — Nombre de faillites et de liquidations judiciaires :

	Mois d'août.		Du 1 ^{er} janv. au 31 août.	
	1895.	1894.	1895.	1894.
Faillites.....	135	137	988	1.035
Liquidations judiciaires.....	20	31	136	191
Conversions de liquidations en faillites..	7	5	26	46

Mont-de-Piété de Paris. — Situation des magasins au 31 août 1895.

GAGES CORPORELS.			ARTICLES.	SOMMES.
			nombres.	francs.
Il y avait en magasin, le 31 juillet 1895, au soir.....			1.698.749	46.164.593
ENTRÉE.				
Par engagements effectifs.....	113.505	2.504.634	174.268	4.250.039
Par renouvellements.....	60.673	1.745.405		
TOTAL.....			1.873.017	50.414.632
SORTIE.				
Par dégagements effectifs.....	98.064	2.324.301	171.814	4.281.122
Par renouvellements.....	60.673	1.745.405		
Par ventes.....	13.977	211.416		
Reste en magasin, le 31 août 1895.....			1.701.203	46.133.510
Restait en magasin, le 31 août 1891.....			1.992.115	50.313.902
le 31 août 1892.....			2.006.725	52.424.278
le 31 août 1893.....			1.882.110	50.497.724
le 31 août 1894.....			1.828.591	48.952.647
Intérêts des emprunts : à 1 an, 3 p. o/o ; à 9 mois, 2 1/2 p. o/o ; à 6 mois, 2 p. o/o ; à 3 mois, 1 1/2 p. o/o.				

PLACEMENT GRATUIT.

La Bourse du travail de Montpellier a reçu, pendant le premier semestre 1895, 553 demandes, 386 offres et effectué 360 placements à demeure. Celle de Grenoble a reçu, du 1^{er} janvier au 31 août 1895, 820 demandes, 552 offres et effectué 492 placements à demeure.

Pendant l'année 1894, la société *La Couturière* a reçu 221 demandes et 257 offres, et pendant les 7 premiers mois de 1895, 115 demandes et 140 offres.

ÉTAT DES PLACEMENTS EFFECTUÉS PAR LES OFFICES DE PLACEMENT GRATUIT. (RENSEIGNEMENTS PARVENUS AU 1^{er} SEPTEMBRE.)

A. — BUREAUX MUNICIPAUX.

B. — BOURSES DU TRAVAIL.

LOCALITÉS.	NOMBRE DES				LOCALITÉS.	NOMBRE DES			
	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués			DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués	
			à demeure	en extra.				à demeure	en extra.
JUILLET 1895.					JUILLET 1895.				
Paris (1 ^{er} arr ^t) .	444	186	176	1	Angers.....	199	79	75	17
— (1 ^{er} —) .	481	397	349	22	Besançon.....	93	72	19	"
— (5 ^e —) .	75	67	14	16	Boulogne-s.-M..	274	160	141	12
— (xiv ^e —) .	130	64	44	1	Cholet.....	72	36	33	"
— (xv ^e —) .	335	186	172	"	Montpellier.....	170	59	53	"
— (xvii ^e —) .	161	70	55	"	Nice.....	177	69	43	18
— (xix ^e —) .	120	142	110	2	Nîmes.....	121	33	22	"
— (xx ^e —) .	179	83	30	40	Saint-Etienne..	75	58	42	"
Lille.....	22	3	"	"	Toulon.....	27	16	12	4
Nancy.....	136	44	35	"					
AOÛT 1895.					AOÛT 1895.				
Paris (vi ^e arr ^t)..	"	"	108	372	Bordeaux (mu-				
— (ix ^e arr ^t)..	103	74	66	"	nicipale)....	473	236	224	"
Levallois-Perret.	158	82	74	2	Chalon-sur-Saô ⁿ e	4	5	2	"
Brest.....	15	1	1	"	Perpignan.....	25	19	18	1
Joigny.....	3	2	1	"	Saumur.....	40	34	"	26
Saint-Nazaire...	17	"	"	"	Tours.....	216	88	84	"
Sens.....	19	5	1	"					

C. — SOCIÉTÉS D'ASSISTANCE.

DÉSIGNATION.	DEMANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS.	
			à demeure.	en extra.
JUILLET 1895.				
Paris (Société d'assistance par le travail des VIII ^e et XVII ^e arr ^t).	"	"	9	4
DE SEPTEMBRE 1894 à 1895.				
Paris (Asile Saint-Charles).	"	2,043	641	30

D. — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS ET SYNDICATS PROFESSIONNELS (EN DENORS DES BOURSES DE TRAVAIL DÉSIGNÉES CI-DESSUS), JUILLET ET AOÛT 1895.

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
JUILLET 1895.						
Seine	Paris	Charcutiers	395	478	392	3
Idem	Idem	Comptables	113	60	26	15
Idem	Idem	Concierges-gérants	10	4	2	"
Idem	Idem	Cuisiniers	475	192	192	340
Idem	Idem	Employés de commerce	3	9	2	"
Idem	Idem	Gens de maison	"	52	10	4
AOÛT 1895.						
Alpes-Maritimes	Cannes	Jardiniers	6	"	"	"
Idem	Idem	Limonadiers	"	"	3	25
Aube	Troyes	Plâtriers	"	"	4	"
Bouches-du-Rhône	Marseille	Imprimeurs-lithographes	"	"	4	"
Idem	Idem	Typographes	8	"	1	"
Idem	Idem	Liquoristes	65	"	60	"
Charente-Inférieure	Rochefort	Tailleurs	1	"	"	"
Corrèze	Tulle	Typographes	2	"	2	"
Gard	Nîmes	Boulangers	"	"	18	"
Gironde	Bordeaux	Boulangers	38	40	6	28
Idem	Idem	Idem	"	"	6	28
Idem	Idem	Chaudronniers	6	"	5	"
Idem	Idem	Garçons de café	"	"	7	58
Idem	Idem	Gens de maison	35	56	23	2
Idem	Idem	Jardiniers	3	3	"	"
Idem	Idem	Teinturiers	3	"	2	"
Indre-et-Loire	Tours	Ferblantiers	3	"	2	"
Isère	Grenoble	Typographes	10	"	10	"
Loire	Saint-Étienne	Cuisiniers	6	6	6	"
Idem	Idem	Métallurgie	12	5	5	"
Loire-Inférieure	Nantes	Chaudronniers	"	2	1	"
Maine-et-Loire	Angers	Boulangers	"	"	9	"
Oise	Beauvais	Typographes	"	"	"	2
Rhône	Lyon	Mécaniciens	5	"	4	"
Idem	Idem	Sabotiers	3	3	3	"
Seine	Paris	Bijoutiers	50	15	12	"
Idem	Idem	Bouchers	143	143	128	72
Idem	Idem	Brocheurs	17	"	"	"
Idem	Idem	Brossiers	3	3	3	"
Idem	Idem	Charrons	14	"	10	"
Idem	Idem	Coiffeurs	"	"	175	675
Idem	Idem	Comptables	10	3	1	1
Idem	Idem	Coupeurs-tailleurs	"	"	85	"
Idem	Idem	Cuisiniers (r. Rampon)	"	5	37	188
Idem	Idem	Cuisiniers (r. Viarnes)	"	39	25	"
Idem	Idem	Gainiers	16	"	9	"
Idem	Idem	Maréchaux-ferrants	"	60	"	15
Idem	Idem	Maréchaux-pointeurs	25	"	15	"
Idem	Idem	Peintres	"	5	"	"
Idem	Idem	Typographes	45	"	15	"
Idem	Idem	Constructeurs typographes	1	"	"	"
Idem	Idem	Vernisseurs de meubles	"	50	15	"
Seine-Inférieure	Rouen	Mécaniciens	5	"	4	"
Vendée	Les Epesses	Tisserands	4	"	4	"
Alger	Alger	Garçons de café	4	"	6	"

ASSISTANCE.

Département de la Seine.

A. — ASILES DE NUIT.

OEUVRES.	HOMMES		FEMMES.	ENFANTS.	NOMBRE DE NUITS passées.
	de moins de 60 ans.	de plus de 60 ans.			
MOIS DE JUILLET.					
Société philanthropique (rue de Crimée).....	"	"	153	18	824
— (rue Labat).....	"	"	258	18	1.314
— (rue Saint-Jacques)...	"	"	400	90	1.876
— (avenue du Maine)...	"	"	57	54	617
MOIS D'AOÛT.					
Refuges et asiles municipaux (1).....	589	5.656	280	282	17.382
Hospitalité de nuit (rue de Tocqueville).....	14	310	"	2	1.089
Asile de la rue Mouffetard.....	"	"	146	25	795
Société philanthropique (rue de Crimée).....	"	"	276	27	1.340
— (rue Labat).....	"	"	353	79	1.683
— (rue Saint-Jacques)...	"	"	49	49	393
— (avenue du Maine)...	"	"			

(1) D'après les renseignements fournis par la direction des affaires municipales à la préfecture de la Seine (bureau du travail).

B. — SECOURS D'ASSISTANCE PUBLIQUE.

(D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la Préfecture de la Seine, bureau du travail.)

1^o VILLE DE PARIS.

			PERSONNES SECOURUES pendant les mois de	
			Juin.	Juillet.
Indigents (secours réguliers)	de moins de 60 ans.	Hommes	5.444	6.321
		Femmes	9.719	10.545
	de 60 ans et plus...	Hommes	11.220	13.062
		Femmes	22.404	25.371
TOTAL des indigents secourus.....			48.787	55.299
Nécessiteux (secours irréguliers)	de moins de 60 ans.	Hommes	3.957	4.469
		Femmes	5.936	7.461
	de 60 ans et plus....	Hommes	1.585	2.237
		Femmes	1.891	2.435
	Âge inconnu (hommes et femmes)....		#	579
TOTAL des nécessiteux secourus.....			13.402	17.181

2° AUTRES COMMUNES DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE.

État des personnes de chaque sexe secourues par les bureaux de bienfaisance pendant le mois de juin 1895.

Personnes de moins de 60 ans.....	{ Hommes.....	2.504
	{ Femmes.....	3.154
Personnes de plus de 60 ans.....	{ Hommes.....	1.755
	{ Femmes.....	3.096
TOTAL des personnes secourues.....		10.509

PRIX AU DÉTAIL DE CERTAINES DENRÉES

AU COURS DU 2° TRIMESTRE DE L'ANNÉE 1895,

d'après les renseignements fournis par un certain nombre de sociétés coopératives de consommation.

Le tableau ci-dessous fait connaître les prix moyens de quelques denrées vendues par les sociétés coopératives de consommation; ces prix sont obtenus en divisant la somme totale payée par les consommateurs qui ont acquis chaque genre de denrées par le poids total vendu. Ils constituent les prix unitaires des objets consommés par les adhérents des sociétés coopératives sous les désignations portées au tableau; ils peuvent différer, par conséquent, des prix courants de qualités déterminées des mêmes marchandises.

Les résultats ci-dessous des ventes opérées au cours du 2° trimestre 1895 résultent du dépouillement des rapports de 175 sociétés coopératives groupant environ 100.000 adhérents. Nous donnons les chiffres relatifs aux départements pour lesquels les ventes ont été les plus importantes et ceux qui se rapportent à l'ensemble du territoire.

DÉPARTEMENTS.	PAIN (au kilog.)	VIANDE FRAÎCHE. (au kilog.)	LARD (au kilog.)	BEURRE (au kilog.)	POMMES DE TERRE (au quintal)	VIN (au litre).	LAIT (au litre).
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Ardennes.....	0 25	1 70	1 55	2 20	6 60	0 45	"
Charente-Inférieure..	0 23	1 50	"	"	"	"	"
Doubs.....	0 26 1/2	"	1 65	1 60	5 20	0 312	"
Loire.....	0 28	1 70	1 30	"	"	0 295	"
Meurthe-et-Moselle..	0 27	1 90	1 55	2 35	8 40	0 51	"
Nord.....	0 29	1 95	2 25	2 75	14 30	0 74	"
Rhône.....	0 31	"	1 50	2 20	9 00	0 42	"
Seine.....	0 29 1/2	"	2 30	3 25	14 20	0 56	0 34
ENSEMBLE du terri- toire.....	0 27	1 50	1 68	2 69	11 90	0 41	0 30
Quantités vendues pour l'ensemble du territoire.	kil. 5.297.693	kil. 238.471	kil. 147.076	kil. 66.271	quint. 3.169	lit. 2.054.000	lit. 35.588

MOUVEMENT SYNDICAL.

[Direction de la prévoyance et de l'assurance sociales. — Bureau des syndicats professionnels.]

Pendant le mois d'août 1895, le Ministère du commerce a été avisé des modifications suivantes dans la situation des syndicats professionnels :

A. — CRÉATION DE SYNDICATS.

[La date entre parenthèses est celle de la création du syndicat.]

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Hautes-Alpes [1^{er} juin 1895]. — Chambre syndicale de la boulangerie de Gap (24 membres). Siège social : 20, rue du Centre, à Gap.

Bouches-du-Rhône [26 juin 1895]. — Syndicat de l'épicerie et parties similaires (ville et banlieue) de Marseille (49 membres). Siège social : 46, rue Thubaneau.

Nord [16 mars 1895]. — Syndicat de l'industrie lainière de la région de Fournies contre les accidents du travail (42 membres). Siège social : Rue Constantine, à Fournies.

Seine [12 juillet 1895]. — Société amicale d'ingénieurs sortant du laboratoire central d'électricité (40 membres). Siège social : 14, rue de Staël, Paris.

[31 juillet 1895]. — Syndicat général des médecins de Paris et du département de la Seine (33 membres). Siège social : 73, boulevard Saint-Germain, Paris.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Alpes-Maritimes [9 juin 1895]. — Syndicat des conducteurs, livreurs, camionneurs et assimilés de la ville de Nice (220 membres). Siège social : à la Bourse du travail.

Ardèche [31 mai 1895]. — Chambre syndicale des ouvriers peintres et plâtriers d'Annonay (31 membres). Siège social : Hôtel-de-Ville.

Aude [1^{er} juillet 1895]. — Syndicat typographique et parties similaires de la ville de Carcassonne (20 membres). Siège social : Boulevard Barbès (Café du Midi).

Cher [27 juillet 1895]. — Syndicat professionnel des ouvriers couvreurs de Bourges (32 membres). Siège social : À la mairie.

Dordogne [31 mai 1895]. — Société syndicale des ouvriers chapeliers appropriateurs de Bugue (15 membres). Siège social : Le Bugue.

Doubs [1^{er} juillet 1895]. — Syndicat des ouvriers manœuvres, terrassiers et similaires de Besançon (46 membres). Siège social : 9, rue de Poitune.

Haute-Garonne [1^{er} mai 1895]. — Chambre syndicale des pâtisseries de Toulouse (27 membres). Siège social : à la Bourse du Travail.

Loire-Inférieure [18 mars 1895]. — Chambre syndicale des ouvriers tailleurs de Nantes (41 membres). Siège social : à la Bourse du travail.

Seine-et-Oise [5 avril 1895]. — Chambre syndicale des ouvriers cordonniers de la ville de Versailles (membres). Siège social : 28, rue de la Paroisse.

Oran [juin 1895]. — Syndicat des ouvriers coiffeurs du département d'Oran (30 membres). Siège social : à la Bourse du travail.

3° SYNDICATS AGRICOLES.

Hautes-Alpes [8 juin 1895]. — Syndicat agricole et viticole de la Saulce (15 membres). Siège social : La Saulce.

Rhône [5 août 1895]. — Syndicat agricole et viticole de Couzon (15 membres). Siège social : Couzon.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

[La date entre parenthèses est celle de la création du syndicat. La date de la dissolution n'est pas donnée parce que l'inactivité d'un syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.]

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Seine [12 juin 1890]. — Chambre syndicale des patrons menuisiers en voitures, du département de la Seine (17 membres). Siège social : 52, rue Demours, Paris.

Seine-et-Oise [31 janvier 1892]. — Syndicat professionnel des jardiniers du Vésinet (65 membres). Siège social : 22, rue Latérale, au Vésinet.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Aube [5 juillet 1894]. — Chambre syndicale des ouvriers serruriers en bâtiments (22 membres). Siège social : 10 bis, place de l'Hôtel-de-Ville, à Troyes.

Nord [1^{er} janvier 1893]. — Chambre syndicale des ouvriers verriers à bouteilles pour vins de champagne de Trélon (50 membres). Siège social : Trélon.

Pyrénées-Orientales [12 mai 1892]. — Syndicat des travailleurs du bâtiment et terrassiers (80 membres). Siège social : rue du Portail-Neuf, à Rivesaltes.

Seine [1877]. — Chambre syndicale des ouvriers menuisiers à façon de Paris. Siège social : 24, rue Pétrelle.

[27 décembre 1892]. — Chambre syndicale ouvrière des couturières, coupeuses, lingères, modistes, corsetières et professions similaires de Paris (380 membres). Siège social : 13, rue aux Ours.

[25 octobre 1892]. — Chambre syndicale des cochers de grande remise de Paris (80 membres). Siège social : 40, rue Miromesnil.

3° SYNDICATS MIXTES.

Seine [11 février 1888]. — Union syndicale des découpeurs et mouluriers du département de la Seine. Siège social : 58, rue de Charonne.

GRÈVES ET COALITIONS EN AOÛT 1895.

23 grèves et 1 coalition de patrons ont été déclarées en août dernier. On avait compté 33 grèves en août 1894 et 32 en août 1893.

Les 24 conflits d'août 1895, qui affectent plus de 54 établissements, se répartissent par profession de la manière suivante :

Textiles.....	8	Alimentation.....	2
Cuir et peaux.....	4	Mines.....	2
Terrassiers et carriers.....	5	Fondeurs.....	1
Bois.....	1	Machinistes.....	1

La coalition des bouchers de Bruyères (Vosges) comprenait 6 patrons. Formée le 20 août, elle a cessé le 3 septembre par une transaction. Les bouchers ont obtenu que la vérification de la viande après abatage fut faite deux fois par jour, tandis qu'ils demandaient à l'origine la suppression de la vérification quotidienne.

Le nombre des grévistes, connu pour 21 grèves, est de 1.702; ce nombre avait été de 3.516 en août 1894 et de 4.526 en août 1893. La comparaison reste donc favorable à 1895, et elle le serait encore si l'on tenait compte en août des 1.100 ouvriers de Carmaux qui ont cessé le travail le 31 juillet et dont la grève se poursuit.

Parmi les 1.702 grévistes d'août, 725 sont terrassiers ou carriers, 337 appartiennent à l'industrie des cuirs et peaux, 271 aux industries textiles, et 369 se répartissent entre les autres professions désignées ci-dessus.

Si l'on examine les causes de grèves, on trouve que 15 (environ les deux tiers) se rapportent à des questions de salaires : 10 grèves ont eu pour objet l'augmentation des salaires et 5 grèves ont été provoquées par des réductions de salaires. Les questions de personnel ont suscité trois grèves : l'une tendant au maintien d'un chef de chantier, les deux autres tendant au renvoi d'ouvriers non syndiqués ou étrangers. Enfin 5 grèves ont eu des objets divers : règlements d'ateliers, retenues pour assurances, etc.

Sur 23 grèves commencées en août, 4 n'étaient pas terminées le 1^{er} septembre et 2, terminées, restaient sans résultat parfaitement connu; les 17 autres ont abouti à 4 réussites, 10 échecs, 2 transactions et la fermeture d'une usine. Si l'on tient compte de 8 grèves anciennes terminées en août, on constate pendant ce mois 5 réussites, 7 transactions, 12 échecs et une fermeture d'usine.

Les 27 conflits terminés en août avaient duré : un, 94 jours; un, 50 jours; un, 16 jours; deux, 14 jours; un, 13 jours; un, 10 jours; un, 9 jours; un, 8 jours; quatre, 7 jours; deux, 6 jours; trois, 4 jours; trois, 3 jours; deux, 2 jours; deux, 1 jour; et deux, moins d'une journée.

Au 1^{er} septembre, il y avait encore 9 grèves en cours.

En résumé, le mouvement des grèves conserve en 1895 à peu près la même allure qu'en 1894. Pendant les huit premiers mois de l'année 1895, on a compté 281 grèves avec 35.500 grévistes environ; pendant les huit premiers mois de 1894, on avait compté 290 grèves avec 38.289 grévistes. Ces résultats sont meilleurs que ceux de la période correspondante de 1893, pendant laquelle on a constaté 529 grèves, auxquelles avaient pris part 110,388 grévistes.

DATES		DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE	
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.
1	2				6	7
GRÈVES NON TERMINÉES						
17 mai...	19 août...	Cantal.....	Champagnac....	Mineurs.....	1	570
16 juin...	5 août...	Ardèche.....	Annonay.....	Ébénistes.....	"	"
17 juin...	.....	Bouches-du-Rhône.	Marseille.....	Taillleurs de pavés.....	1	26
20 juin...	.....	Haute-Vienne.....	Limoges.....	Corsetières.....	1	42
15 juillet.	.....	Haute-Vienne.....	Limoges.....	Ménusiers.....	17	110
15 juillet.	.....	Deux-Sèvres.....	Niort.....	Mouleurs en fonte.....	2	20
30 juillet.	12 août...	Ile-et-Vilaine....	Rennes.....	Taillleurs de pierres.....	28	40
31 juillet.	8 août...	Nord.....	Flers-le-Breucq...	Produits chimiques.....	1	70
31 juillet.	.....	Tarn.....	Carmaux.....	Verriers.....	1	1.100
31 juillet.	.....	Hérault.....	Le Bousquet d'Orb	.....	1	230

GRÈVES COMMENCÉES						
1 ^{er} août...	2 août...	Meurthe-et-Moselle	Ludres.....	Mineurs (fer).....	1	238
2 août...	9 août...	.....	.....	.....	.....	.....
3 août...	3 août...	Aveyron.....	Versols.....	Tisseurs.....	.....	12
(midi.)	(soir.)	Bouches-du-Rhône	Salon.....	Garçons boulangers.....	19	40
5 août...	14 août...	Seine.....	Paris.....	Teinturiers en peau.....	1	25
6 août...	8 août...	Haute-Loire.....	Sainte-Florine.....	Mineurs.....	1	.....
6 août...	12 août...	Seine.....	Paris.....	Mégissiers.....	6	225
8 août...	18 août...	Vosges.....	Saint-Maurice.....	Tisseurs.....	1	51
9 août...	13 août...	Aveyron.....	Millau.....	Corroyeurs.....	1	17
12 août...	13 août...	Aude.....	Caudeval.....	Tisseurs.....	1	.....
12 août...	.....	Isère.....	Vienne.....	Terrassiers.....	1	31
12 août...	14 août...	Seine.....	Paris.....	Mégisseries (machinistes).....	1	5
12 août...	.....	Ile-et-Vilaine....	Rennes.....	Charpentiers et scieurs de long.....	.....	70
13 août...	19 août...	Cher.....	Marmagne.....	Terrassiers.....	1	60
13 août...	20 août...	Nord.....	Tourcoing.....	Rattacheurs. (Filature).....	1	5
17 août...	17 août...	Seine.....	Pantin.....	Terrassiers.....	2	57
(3 heures)	(5 heures)	.....	.....	.....	.....	.....
17 août...	21 août...	Vosges.....	Saulxures.....	Fileurs.....	1	75
19 août...	22 août...	Ile-et-Vilaine....	Fougères.....	Monteurs en chaussures.....	1	70
19 août...	.....	Ardennes.....	Charleville.....	Fondeurs en bronze.....	1	16
20 août...	3 septembre	Vosges.....	Brnyères.....	Patrons bouchers.....	6	.....
20 août...	23 août...	Nord.....	Roubaix.....	Fileurs rattacheurs.....	1	32
21 août...	28 août...	Nord.....	Fourmies.....	Tisseurs.....	1	50
24 août...	28 août...	Cher.....	Bannay.....	Terrassiers.....	1	158
28 août...	5 sept...	Meuse.....	Evville.....	Carriers.....	1	450
28 août...	31 août...	Nord.....	Roubaix.....	Tisseurs.....	1	15

(A) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas encore été signalée à l'Office du travail.

CAUSES DE LA GRÈVE OU DEMANDES DES GRÉVISTES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
8	9	10

AU 1^{er} AOÛT 1895 (A).

Augmentation de salaires et demande de réintégration d'ouvriers congédiés.	Transaction.	(1) Le travail, repris le 25 juin aux conditions demandées par les grévistes, a été de nouveau suspendu le 29, le patron refusant de s'engager par écrit.
Suppression du travail aux pièces.....	Échec.	
Réduction de salaires (1).....	(1)	
Augmentation de salaires et règlement d'atelier.....	.....	
Suppression du travail aux pièces.....	(2)	(2) Après un arbitrage en grande partie favorable aux grévistes, le travail a été repris dans l'un des établissements. Les ouvriers de l'autre maison demandent en outre le renvoi d'un contremaître, renvoi que le patron continue à refuser.
Augment ^{on} de salaires, diminution du travail aux pièces et renvoi d'un contremaître.	.....	
Augmentation de salaires.....	Transaction.	
Augmentation de salaires et réglementation du travail....	Échec.	
Réintégration de deux ouvriers congédiés.....	(3)	(3) Les grévistes ayant décidé le 6 août de reprendre le travail en acceptant le renvoi de leurs camarades, le directeur ferma son usine, déclarant vouloir licencier un certain nombre d'ouvriers et réduire les salaires. Ces conditions ne furent pas acceptées et la grève fut votée à nouveau le 18 août, le lendemain de la remise des livrets aux ouvriers.
Grève par solidarité avec les verriers de Carmaux.....		

EN AOÛT 1895.

Réduction de salaires.....	Échec.	
Réduction de salaires.....	.....	
Augmentation de salaires.....	Réussite.	
Augmentation de salaires.....	Transaction.	
Règlement d'atelier.....	Échec.	(4) L'usine a été fermée le 18 août et mise en vente. Les ouvriers ont trouvé du travail dans d'autres maisons.
Suppression de la retenue faite pour l'assurance.....	Réussite.	
Question de métrage des pièces.....	(4)	
Augmentation de salaires.....	Réussite.	
Demande de maintien d'un chef de chantier.....	Échec.	(5) La maison ayant été mise à l'index, le patron a licencié son personnel qu'il cherche à remplacer.
Réduction de salaires.....	(5)	
Règlement d'atelier.....	Échec.	
Augmentation de salaires.....	.....	
Augmentation de salaires.....	Échec (6).	(6) Le plus grand nombre des ouvriers ont été mis à la tâche.
Réduction de salaires.....	Échec.	
Augmentation de salaires.....	Échec.	
Sévérité excessive du directeur.....	Échec.	
Réduction de salaires.....	Transaction.	(7) La maison a été mise à l'index.
Embauchage d'ouvriers non syndiqués.....	(7)	
Contre un nouvel arrêté municipal prescrivant, outre la visite du bétail sur pied, la vérification des viandes après l'abatage une fois par jour.	Transaction (8).	(8) Les bouchers, ne pouvant obtenir le retrait de la vérification après l'abatage, ont demandé et obtenu la vérification deux fois par jour.
Augmentation de salaires.....	Réussite.	
Augmentation de salaires.....	.....	
Augmentation de salaires.....	Échec.	
Demande de renvoi d'ouvriers étrangers.....	Transaction (9).	(9) Les étrangers se sont mis en instance de naturalisation.
Augmentation de salaires.....	Échec.	

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

Quatre applications de la loi du 27 décembre 1892 ont été signalées pendant le mois d'août.

1° Grève des verriers de Carmaux. — Le renvoi de deux ouvriers et le refus, par le directeur, de discuter avec une délégation du syndicat au sujet de ce renvoi, ont causé la grève du 31 juillet dernier.

Dès le deuxième jour, le juge de paix invitait les deux parties à constituer un comité de conciliation. Cette proposition, acceptée par les ouvriers, a été repoussée par l'administrateur de la verrerie, donnant pour raison que l'objet du différend ne pouvait pas être soumis à un arbitrage.

2° Grève de tisseurs à Vienne. — 31 ouvriers de la maison Ladavière ont quitté le travail le 12 août à la suite d'une réduction de salaires. Le juge de paix a réuni, le 13, le patron et les délégués des grévistes; aucun accord n'a pu s'établir et la maison a été mise à l'index par les ouvriers.

3° Grève de mouleurs à Niort. — Le 19 juillet, une tentative de conciliation avait échoué et l'arbitrage avait été refusé par les ouvriers. Le 27 août, l'arbitrage a été accepté par les deux parties : les ouvriers ont obtenu la journée de 10 heures au lieu de 11, la paye à la quinzaine, les heures supplémentaires payées 25 p. o/o en plus. Il restait encore la question du renvoi d'un contre-maitre à trancher.

4° Grève des charpentiers de Rennes. — Le 12 août, environ 70 charpentiers et scieurs de long de Rennes se sont mis en grève réclamant une augmentation de salaire.

Le 29 et le 31, le juge de paix du canton N. E. de Rennes tenta de constituer un comité de conciliation. Les ouvriers seuls ayant nommé des délégués, ceux-ci ne trouvèrent en face d'eux qu'un petit nombre de patrons, sans mandat. La conciliation ne put donc avoir lieu.

ANGLETERRE.

Différend entre deux syndicats de la même profession. — Le 23 avril 1894, une importante maison de construction de navires avait signé une convention d'après laquelle elle s'engageait à n'employer à l'avenir que des ouvriers appartenant à la *Société des chaudronniers et constructeurs de navires en fer et acier*, ou à une autre *trade-union* reconnue et enregistrée.

La *Société des chaudronniers* se plaignit, cette année, que la convention était violée par l'emploi d'ouvriers appartenant à un syndicat dissident, récemment formé, sous le titre de *Union des ouvriers en chaudières, gazomètres, navires de fer et d'acier, de Londres et du district*.

Le différend fut soumis par les deux parties à l'arbitrage de M. Thomas Burt, membre du Parlement qui, après enquête, rendit sa décision le 2 juillet. L'arbitre déclare que le nouveau syndicat ne pouvait pas être considérée comme une association établie de *bonne foi* et que, par conséquent, la convention du 23 avril 1894 avait été violée.

Conseil des salaires chez les épingliers de Birmingham. — Le 20 juillet, un comité mixte de patrons et d'ouvriers a conclu une convention analogue à

celle qui existe dans l'industrie des lits en fer, d'après laquelle une partie du salaire est mobile, s'élevant ou s'abaissant suivant les variations des prix de vente; en outre un comité permanent sera formé pour le règlement des différends.

Grève des bonnetiers de Leicester. — Depuis plusieurs mois un comité de patrons et d'ouvriers s'occupait de la révision du tarif qui avait été adopté à la suite de la grève de 1886; ce tarif est très compliqué, en raison de l'infinie variété des objets fabriqués. L'accord n'ayant pu s'établir, 4,000 ouvriers et ouvrières se mirent en grève le 8 juillet.

Les négociations reprirent dès le 16 et, après de nombreuses discussions, une réduction de salaires d'environ 7 p. o/o sur la fabrication des bas fut acceptée et le travail fut repris, le 29 juillet, par les ouvriers de cette spécialité, au nombre de 3,000.

Le comité mixte a été moins heureux pour les articles pantalons et tricot; le 2 août, les ouvriers ont repoussé le nouveau tarif et la grève a continué.

Ouvriers en chaussures de Leicester. — Le conseil d'arbitrage de Leicester, agissant conformément à la convention qui a mis fin à la grève générale des ouvriers en chaussures, a rendu, le 26 juillet, une décision fixant le minimum des salaires des *claqueurs* à 28 sh. par semaine et celui des *presseurs* à 25 sh. à partir du 1^{er} janvier 1896. Les deux parties sont tenues de ne pas ouvrir de nouveau conflit sur la question des salaires avant le 1^{er} janvier 1898.

Les ouvriers obtiennent ainsi une augmentation de 2 sh. par semaine.

Conseil de conciliation des mineurs du Northumberland. — A la réunion trimestrielle de ce conseil, tenue le 20 juillet, il a été décidé de ne pas modifier les salaires. Contrairement à ce qui avait été annoncé il y a deux mois, le vote des sections ouvrières a donné une majorité de 25 voix pour le maintien du conseil de conciliation, soit 173 voix pour et 148 voix contre.

INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE.

Caisse nationale d'épargne.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois de juillet 1895.

Nombre des versements.....	238.061	
Représentant une somme de.....		37.185.465 ¹
Nombre des remboursements.....	112.974	
Représentant une somme de.....		29.652.010
Rentes achetées à 464 déposants, pour un capital de...		618.523
Excédent des versements sur les remboursements et achats de rente.....		6.914.932
Nombre de comptes existant { au 31 juillet 1895.....		2.415.329
{ au 31 juillet 1894.....		2.207.557
AUGMENTATION.....		207.772

Caisses d'épargne ordinaires.

Résumé des opérations effectuées pour le compte des caisses d'épargne à la Caisse des dépôts et consignations pendant le mois d'août 1895.

Dépôts de fonds.....	18.257.747 ^f
Retraits de fonds.....	11.420.234
EXCÉDENT des dépôts.....	6.837.513

Capitaux employés en achats de rentes pour le compte des déposants.....	1.438.119 ^f
---	------------------------

Caisse nationale des retraites.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois de juillet 1895.

Nombre des versements reçus.....	89.247
représentant une somme de.....	1.146.294 ^f
Arrérages de rentes viagères payés aux déposants.....	1.258.790
Remboursements de capitaux réservés payés à leurs héritiers.....	2.027.346
Nouvelles rentes inscrites.....	176.476
au nom de.....	1.977 parties.
Montant total des rentes en cours.....	33.437.098
réparties entre.....	199.975 titres.

Les logements économiques et les restaurants populaires à Lyon. —

La Société des logements économiques et la Société d'alimentation à bon marché de Lyon ont fusionné dans le cours de l'année 1894; elles forment maintenant la « Société anonyme de logements économiques et d'alimentation » et leur capital social a été porté de 3 millions à 4 millions.

Il résulte des chiffres fournis par le conseil d'administration que, durant l'année 1894, la société a eu en location, pour 12 mois, 74 maisons contenant 858 logements et, pendant 6 mois, 6 maisons de 83 logements. Le prix des loyers forme un total de 190.680 francs. qui, par suite de divers prélèvements, laisse un bénéfice de 123.501 francs. Sur cette somme, 102.538 francs ont été employés à servir l'intérêt de 4 p. o/o attribué aux actions et les 20.962 francs restants ont été portés à la réserve. On sait que les fonds de réserve sont destinés à la construction de nouveaux immeubles.

Les recettes réalisées par la Société alimentaire se sont élevées, pendant l'exercice 1894, à 208.040 francs, les dépenses ont été de 194.830 francs; le bénéfice net a donc atteint 13.210 francs, soit 6,74 p. o/o du chiffre d'affaires.

Le nombre des entrées est donné à peu près par le nombre des portions de pain vendues; car, si quelques clients apportent leur pain, ceux qui viennent acheter les aliments pour les consommer chez eux n'en demandent pas. Or, cette année, on a constaté une moyenne journalière de 1.283 portions de pain, au lieu de 1.271, qui était le chiffre de l'année dernière, et de 1.109, chiffre de l'année 1892; et la dépense moyenne de chaque consommateur ne dépasse pas 0 fr. 44, au lieu de 0 fr. 45 et 0 fr. 50, chiffres des années 1893 et 1892. Cette année encore, les recettes de la salle réservée ont diminué. Sur 1.283 personnes entrant chaque jour dans la maison, 48 seulement ont pénétré dans cette salle; les 1.235 autres personnes ont voulu économiser la modique somme de 0 fr. 15 demandée pour le service et la serviette.

La Société a ouvert, le 5 janvier de cette année, un nouveau restaurant dans le quartier le plus peuplé de Lyon, au centre de la Guillotière. Cet établissement est installé pour distribuer 10.000 portions chaque jour.

Banque coopérative des associations ouvrières de production de France. — Nous avons rendu compte dans le Bulletin de juin 1895 des opérations de cette banque pendant l'année 1894; il serait intéressant d'y joindre les renseignements suivants :

Le mouvement total des opérations, bien qu'ayant eu lieu avec la totalité des capitaux pendant seulement 5 mois de l'année, s'est élevé à 2.056.173 fr. 30. 47 associations, dont 38 de Paris et 9 des départements, y ont pris part. Ces 47 associations, au point de vue de leurs objets, se divisent ainsi : 27 du bâtiment et 20 des industries diverses. Le montant des affaires se répartit à peu près par moitié entre l'escompte du papier de commerce et les avances sur travaux. Dans le chiffre des avances sur travaux, les administrations publiques entrent pour une proportion des trois quarts; le dernier quart représente des avances temporaires pour frais d'adjudication, pour travaux, aux particuliers, consentis avec toutes les garanties voulues. Enfin, un prêt à long terme a été fait à une association de Lyon pour l'achat d'un outillage qui se présentait dans des conditions spéciales.

L'INSPECTION DU TRAVAIL EN 1894.

Extraits du Rapport au Président de la République sur l'application, en 1894, de la loi du 2 novembre 1892 relative au travail des enfants et des femmes dans les établissements industriels. (Suite et fin.)

CHAPITRE V. — *Tolérances accordées par les inspecteurs.*

Les tolérances que les inspecteurs peuvent, dans certains cas, accorder aux industriels sont de deux catégories; les unes, relatives au travail de nuit, ne prévoient que des circonstances exceptionnelles : un chômage résultant d'une cause accidentelle et de force majeure. Ces circonstances se produisent rarement; aussi les autorisations de ce genre sont-elles peu nombreuses.

En outre, pour certaines industries déterminées par le règlement d'administration publique du 15 juillet 1893, les inspecteurs divisionnaires ont le droit de permettre soit la *prolongation de la journée* au delà de la durée fixée par la loi, soit la suppression momentanée du repos hebdomadaire.

Ces autorisations ont été beaucoup plus nombreuses en 1894 qu'en 1893. Il ne faut pas en conclure qu'en réalité les cas où le travail a été prolongé au delà des limites ordinaires aient été plus fréquents. Pendant la première année d'application de la loi, beaucoup d'industriels, n'ayant pas encore été visités par les inspecteurs, ignoraient plus ou moins les prescriptions nouvelles et prolongeait le travail chaque fois que la nécessité s'en faisait sentir, sans demander la moindre autorisation préalable.

Les industries où les autorisations ont été le plus nombreuses sont :

INDUSTRIES.	NOMBRE de contraventions.
Confection, couture et lingerie.....	197
Modes et confections de chapeaux.....	79
Imprimeries typographiques.....	48
Conserves de fruits et confiseries.....	39
Tissages de nouveautés.....	36
Teintureries.....	30

On voit que ce sont surtout les industries auxquelles la veillée est permise qui ont également eu recours à la prolongation du travail.

Cela s'explique par ce fait que la plupart de ces industries n'ont pas pu utiliser la faculté qui leur est donnée de veiller à des époques déterminées, par suite du manque de concordance de ces époques avec le véritable moment des affaires.

CHAPITRE VI. — *Livrets, registres, affichage.*

Livrets. — Les inspecteurs ont encore rencontré un certain nombre d'enfants non munis du livret prescrit par la loi; cela tient souvent à ce que les municipalités ne s'en sont pas encore procuré.

Dans d'autres mairies on délivre bien des livrets, mais on les fait payer, sous prétexte qu'il n'y a aucun crédit inscrit au budget municipal pour cette dépense. Le fait est signalé chaque fois au préfet, dont l'intervention a, le plus souvent, coupé court aux difficultés soulevées.

Registres, affichage. — Sur ces deux points, les prescriptions de la loi ont été rapidement observées. On doit ce résultat à la remise gratuite de registres et d'affiches faite aux industriels par les inspecteurs. La dépense assez considérable que cette distribution a nécessité ne doit pas être regrettée, car elle a singulièrement facilité l'application de la loi dans les petits ateliers.

CHAPITRE VII. — *Bonnes mœurs.*

Hygiène et sécurité du travail. — Les prescriptions légales relatives à l'hygiène et à la sécurité du travail peuvent être divisées en deux catégories. Les unes, résultant de la loi du 12 juin 1893 et du règlement d'Administration publique du 10 mars 1894, visent l'installation même des établissements industriels, abstraction faite du personnel qui y est occupé; les autres, inscrites dans la loi du 2 novembre 1892 et le décret du 13 mai 1893, ont pour but de protéger plus spécialement les enfants et les femmes. C'est de ces dernières seulement que nous avons à nous occuper ici.

Les inspecteurs en surveillent l'exécution avec le plus grand soin et, après un premier avertissement, répriment avec sévérité les infractions constatées. Les procès-verbaux dressés par eux en 1894 ont relevé 398 contraventions aux articles 12, 13 et 14 de la loi du 2 novembre 1892 ou au décret du 10 mars 1894.

CHAPITRE VIII. — *Accidents.*

Déclaration des accidents. — Au fur et à mesure que l'action du service de l'inspection se fait sentir dans un plus grand nombre de localités, on voit augmenter sensiblement le chiffre des déclarations d'accidents; néanmoins les déclarations sont encore loin de représenter l'ensemble des accidents qui se produisent dans les établissements industriels.

En 1893, il avait été déclaré 3.655 accidents; en 1894, le nombre des déclarations s'est élevé à 14.954 accidents ayant atteint 15.083 personnes.

Ces chiffres ne représentent qu'environ 6 personnes atteintes par 1.000 ouvriers employés. Or, d'après les statistiques allemande et autrichienne, on compte chaque année de 27 à 30 accidents (1) par 1.000 ouvriers (2).

(1) On sait que dans ces statistiques on compte un accident par personne atteinte d'une incapacité de travail de trois jours au moins.

(2) Ces chiffres ont été tirés des statistiques officielles des pays en question en écartant les mines et la navigation, de façon à les rendre aussi comparables que possible avec les industries visées par la loi du 2 novembre 1892, autres que les mines qui ne figurent pas dans les chiffres ci-dessus.

La progression des déclarations continuera donc, certainement, pendant les années qui vont suivre. On peut dès maintenant prévoir que les travaux statistiques auxquels les accidents donneront lieu, les enquêtes nombreuses qu'ils nécessiteront absorberont une partie de plus en plus considérable du temps des inspecteurs. Aussi conviendrait-il peut-être d'examiner s'il est bien utile d'exiger la déclaration des petits accidents, n'occasionnant qu'une incapacité de travail de trois ou quatre jours, et, par suite, sans conséquences sérieuses et durables, et si, étant donnés les moyens d'action et le personnel dont on dispose pour assurer l'application des lois réglementant le travail, il ne serait pas préférable de limiter la déclaration aux accidents présentant une certaine gravité.

CHAPITRE X. — *Inspection.*

L'année 1893 avait surtout été consacrée à l'installation et à la mise en train des nouveaux inspecteurs qui sont venus heureusement compléter le service si restreint existant sous le régime de la loi du 19 mai 1874.

Pendant l'année 1894, l'inspection, à part quelques vacances momentanées, a pu enfin fonctionner dans son ensemble.

En 1893, le nombre des visites avait été de 68.490; en 1894, il atteint 120.000, dont 1.631 visites de nuit.

CHAPITRE XI. — *Commissions départementales. — Comités de patronage.*

Commissions départementales. — Les commissions départementales dont la création a été ordonnée par l'article 24 de la loi du 2 novembre 1892 ont été constituées dans 74 départements.

Comme la loi laissait aux conseils généraux toute latitude pour le nombre et la composition de ces commissions, une assez grande diversité existe entre les départements.

Dans 52 départements il n'a été constitué qu'une seule commission; dans d'autres, le nombre des commissions est égal à celui des arrondissements, ou bien leur répartition a été faite suivant certains groupements industriels. Le département qui a institué le plus de commissions est celui du Doubs, où elles sont au nombre de 12.

Quant à la composition de ces commissions, elle est également très variable; elles comprennent, en général, en outre des membres de droit, un certain nombre de conseillers généraux, quelques membres du conseil d'hygiène, des industriels, parfois des magistrats et, enfin, dans le département de Seine-et-Oise, un certain nombre d'ouvriers.

Comités de patronage. — Quant aux comités de patronage prévus par l'article 25 de la loi du 2 novembre 1892, il n'en a été constitué qu'un très petit nombre en dehors de ceux qui existaient déjà auparavant.

Il faut attendre l'expérience des années qui vont suivre pour apprécier la vitalité de ces commissions et comités et le rôle utile qu'ils pourront remplir.

CHAPITRE XII. — *Pénalités.*

En 1893, les inspecteurs ont surtout usé des moyens de persuasion; il n'en pouvait être autrement au début d'une réglementation nouvelle. C'est encore la bienveillance qui, le plus souvent, a guidé leur action pendant l'année 1894. Il se sont toutefois rendu compte que pour vaincre certaines tendances, même passives, les mesures de répression étaient parfois nécessaires. Aussi le nombre des procès verbaux dressés par eux a-t-il sensiblement augmenté; il s'est élevé à 704 pour l'ensemble des lois réglementant le travail.

Sur 704 procès-verbaux, 590 ont été suivis de condamnation; 16 ont été suivis d'acquittement; 89 ont été classés par le parquet ou par l'inspecteur divisionnaire et enfin 9 sont encore en instance.

Le total des amendes prononcées s'élève à 23.366 francs.

ANNEXE relative à l'application, pendant l'année 1894, de la loi du 2 novembre 1892 dans les mines, minières et carrières.

La loi du 2 novembre 1892 est généralement bien observée dans l'ensemble de l'industrie extractive. Elle l'est d'une façon très satisfaisante dans les grandes exploitations, dans les petites carrières la situation est moins bonne, non pas tant au point de vue des règles du fond, durée et nature du travail, que des dispositions sur les formalités telles que livrets, registres, affichage, etc. Les irrégularités relevées en 1893 disparaissent d'ailleurs.

Toutes les mines ont été visitées dans l'année, généralement même plusieurs fois, par les ingénieurs et les contrôleurs, soit exclusivement pour ce service spécial, soit le plus souvent en même temps que pour le service propre de la police des mines. Quant aux petites exploitations de carrières répandues irrégulièrement sur toute la surface de la France, ce ne sera qu'en plusieurs années qu'elles pourront être toutes visitées; au reste, elles n'occupent généralement que peu ou même point de personnes protégées.

Presque partout les ingénieurs signalent la tendance persistante des exploitants de mines à écarter de plus en plus des travaux souterrains les enfants au-dessous de 16 ans, voire même, surtout dans le Centre et le Midi, les jeunes ouvriers de 16 à 18 ans, par suite des difficultés très grandes à accommoder les règles légales sur leur emploi avec l'organisation actuelle des exploitations; et les ingénieurs, d'autre part, insistent à nouveau sur les graves inconvénients qui vont résulter de cette situation pour le recrutement futur du personnel des mines; un apprentissage du fond qui ne peut être commencé qu'à 18 ans et doit être interrompu par le service militaire leur semble devoir donner que des mineurs insuffisamment expérimentés au détriment de la sécurité de la mine, du prix de revient de l'exploitant et du gain de l'ouvrier.

Dans le bassin houiller du Nord, qui emploie toujours au roulage souterrain un très grand nombre d'enfants, on se plaint plus spécialement de l'impossibilité d'occuper pendant une demi-journée les jeunes ouvriers de 16 à 18 ans aux travaux de mineur, c'est-à-dire au véritable apprentissage; dans toutes les mines où l'on opère par spécialisation du travail au chantier, on ne peut occuper utilement ces enfants à quelque autre travail pendant la seconde partie de leur journée.

Dans les mines du Centre et du Midi, où l'organisation du travail et du roulage ne permet guère l'emploi des enfants, c'est l'exclusion complète du fond au-dessous de 18 ans vers laquelle on tend.

En présence des inconvénients incontestables de cette situation pour l'avenir des mines, des ingénieurs voudraient qu'on pût occuper les jeunes ouvriers de 16 à 18 ans la pleine journée lorsqu'ils seraient munis d'un certificat spécial d'aptitude délivré par un médecin.

Les mines de houille du Nord et du Pas-de-Calais continuent à être les seules qui recourent à l'organisation spéciale prévue par l'article 9, paragraphe 3, de la loi, sans que l'emploi des enfants au poste du soir ait beaucoup d'importance (1); par contre, ce régime spécial qui limite la durée non seulement du travail effectif, mais aussi de la présence dans la mine, soulève toujours quelque confusion, et par suite des malentendus avec le régime normal qui ne limite que la durée du travail effectif sans rien stipuler sur la durée de la journée. Les ingénieurs persistent à penser

qu'on pourrait unifier la situation, à l'avantage de tous, par un seul régime qui limiterait à la fois l'une et l'autre durée, mais qui permettrait le travail des enfants dans une limite d'heures analogue à celles de ce paragraphe 3 dudit article 9.

C'est vers une solution de ce genre que l'on tend par le recours au système des deux postes de l'article 4, paragraphe 2, de la loi. Aux applications qui en avaient été faites dès 1893 dans les travaux à l'extérieur des houillères de l'Aveyron il faut ajouter l'application aux travaux du fond dans les mines de Blanzy; elles ont mis à aussai un roulement de deux postes à charbon, de 4 heures du matin à 10 heures du soir, le second poste chevauchant de 8 à 10 heures du soir sur le poste aux réparations qui reste au fond jusqu'à 4 heures du matin.

On a signalé dans trois mines, dont deux importantes (Pontpéan et la Chazotte), l'essai du travail à trois postes de huit heures, pendant deux desquels on peut employer les enfants.

Les ingénieurs s'accordent à signaler l'inutilité du travail des déclarations d'accidents dans les conditions prévues par les lois sur le travail. La question se présente dans des conditions un peu spéciales résultant de la situation légale.

La loi du 12 juin 1893 n'étant pas applicable aux exploitations extractives, les exploitants ne sont tenus de déclarer tous les accidents dans leurs exploitations proprement dites que pour les personnes protégées par la loi du 2 novembre 1862; pour les adultes, ils n'ont à déclarer que les accidents « graves », en vertu des lois sur la police des mines et en vue des enquêtes auxquelles ces accidents donnent lieu. Ce n'est que pour les dépendances des mines, en fait assez peu importantes, qui, se trouvant hors de la police des mines, sont soumises à la loi du 12 juin 1893 que l'industrie extractive rentre dans le droit commun des déclarations à faire pour tout le personnel et pour tous accidents sans distinction de gravité. On arrive par là à un régime assez singulier et à une modalité de système dont on ne pourrait rien tirer d'utile. A ce point de vue il n'est pas sans intérêt de signaler les frais précis relevés par divers ingénieurs qui ont établi par des rapprochements certains que, dans des districts importants où les déclarations ont été régulièrement faites par les exploitants, la moitié n'a pas été envoyée par les maires.

Si la loi du 12 juin 1893 et le décret du 20 mars 1894 ne sont, comme on l'a dit plusieurs fois, applicables qu'aux dépendances des exploitations qui ne relèvent pas de la police des mines, et si la police des mines ne permet aux ingénieurs d'intervenir en droit que pour protéger la sécurité des travailleurs et non leur salubrité ou leur hygiène, en fait les ingénieurs se sont efforcés d'étendre sans distinction les règles ou l'esprit de ce nouveau régime aux exploitations et à leurs dépendances sans distinction. Là où ils ont le pouvoir d'en réclamer l'application, ils n'ont nulle part encore cru devoir recourir à des mises en demeure formelles. Ils espèrent arriver partout avec le temps à remplir les vues du législateur sans contrainte de cette nature.

En ce qui concerne plus spécialement les infractions à la loi du 2 novembre 1892, à raison de la bonne volonté qu'ils ont généralement constatée, les ingénieurs n'ont eu en 1894 à dresser que 6 procès-verbaux qui ont été suivis de condamnations.

(1) On signale dans un arrondissement 100 enfants au poste du soir sur un effectif de 3,000 ouvriers, soit 3,3 p. o/o.

TRAVAIL DANS LES PRISONS EN 1892 (1).

Voici, pour les maisons centrales, la statistique des professions exercées, avec l'indication du gain moyen par journée de travail, y compris les gratifications :

INDUSTRIES.	NOMBRE MOYEN de travailleurs pendant l'année.	MOYENNE par JOURNÉE de travail.	INDUSTRIES.	NOMBRE MOYEN de travailleurs pendant l'année.	MOYENNE par JOURNÉE de travail.
		fr. c.			fr. c.
HOMMES,					
Service { agricole	22	0 67	Saboterie	33	1 34
intérieur { économique	1.172	1 00	Saboterie (régie)	7	1 20
Abat-jour	38	1 20	Sacs { en papier	4	0 52
Becs de pétrole	36	2 00	{ en toile	4	0 92
Bijouterie	22	1 70	Sandales	193	0 79
Boissellerie	22	1 50	Sculptures	22	2 09
Boutonnerie { de nacre	85	0 80	Serrurerie, quincaillerie	30	1 96
{ de corne	274	0 82	Soies pour brosses	162	0 80
Brochage	13	0 56	Sparterie, paille, coco	41	0 61
Brosses	349	1 25	Stores	23	1 35
Cadres	56	1 05	Tailleurs	60	0 97
Cannes et parapluies	92	1 36	Tailleurs (régie)	190	1 64
Cartouchières	6	0 65	Tapisserie et tresse		
Cassage de noix	44	0 28	{ de fil, laine	76	0 35
Chaises (Fabrication et rem- paillage de)	221	1 70	{ ou coton	99	1 30
Chaussons (Tressage et cla- quage de)	920	0 58	Tissage { régie	178	1 11
Cordonnerie clouée ou cousue	805	1 19	{ de soie	76	1 20
Corsets	401	0 93	{ de toiles mé- talliques	193	1 87
Divers	42	1 39	Vannerie	233	1 07
Ébénisterie	170	0 98	Verrerie	14	1 36
Écharpillage, effilochage	62	0 26	Travaux divers intérieurs	3	1 14
Emboutissage	78	1 69	Travaux aux bâtiments	22	1 16
Emouchettes et caparaons	16	0 30			
Enveloppes de paille	55	0 54	TOTAUX	8.008	1 11
Espadrilles					
Essieux, ressorts pour voi- tures	50	0 95	TOTAUX { pour 1891	7.933	1 17
Filage du rotin	77	1 25	{ pour 1890	8.188	1 16
Fleurs	62	0 79	{ pour 1889	8.184	1 15
Fainerie	78	0 50			
Galoches	17	1 49	FEMMES.		
Ganterie	52	0 64	Service intérieur économique	178	0 76
Ganterie	11	1 05	Aciers	2	0 44
Instruments de pesage	39	1 43	Bonneterie	90	0 48
Liens pour l'agriculture	22	0 59	Cartons	11	0 21
Lits en fer	303	1 62	Cheveux	41	0 83
Machines agricoles	13	1 12	Corsets	412	"
Menuiserie	7	1 38	Couture fine	100	0 91
Mesures linéaires	63	1 09	Faux-cols	261	1 10
Meubles en fer	46	4 50	Lavage et repassage	104	0 91
Pailleurs et paillassons	87	0 80	Tapisserie et tresses	4	0 49
Peignes	27	1 00			
Peinture et vernissage	41	1 30	TOTAUX	1.203	0 90
Pipes	42	1 65			
Reliure et impressions	98	2 10	TOTAUX { pour 1891	1.198	0 93
			{ pour 1890	1.282	0 99
			{ pour 1889	1.256	1 00

Les pénitenciers agricoles de la Corse ont en outre occupé : en 1892, 818 hommes qui ont gagné en moyenne 54 centimes par jour; en 1891, 780 hommes à raison de 55 centimes par jour; en 1890, 800 hommes à raison de 49 centimes; en 1889 816 à raison de 57 centimes.

(1) Statistique pénitentiaire. Ministère de l'intérieur (1894). Le tableau ci-dessus n'est pas relatif à l'Al-gérie.

ÉTRANGER.

CONGRÈS COOPÉRATIF INTERNATIONAL

À LONDRES.

Le premier congrès international de la coopération s'est réuni à Londres le 19 août. Cinq sociétés anglaises et 30 sociétés étrangères avaient adhéré au congrès et envoyé des délégués. — Les cinq sociétés anglaises représentaient 1351 sociétés coopératives dont 1012 appartenant à la « Cooperative Union of Great Britain ». Parmi les 30 sociétés étrangères, 10 étaient françaises; plusieurs d'entre elles constituaient également d'importants groupements de sociétés secondaires: ainsi, la chambre consultative des associations ouvrières de production de France, le comité central de l'Union coopérative de France, etc.

Voici les principales résolutions adoptées par le congrès :

1. Les organisations et les individus qui ont notifié leur adhésion ont par cela même constitué l'alliance coopérative internationale, formée pour continuer l'œuvre commencée par feu Ed. Vansittart Neale et d'autres.

2. Un comité provisoire sera formé pour rédiger les statuts constitutifs de l'alliance (1).

3. Une agence sera établie pour ménager des relations commerciales entre les coopérateurs des divers pays; et un comité sera nommé pour délibérer avec le comité provisoire déjà nommé sur ces relations commerciales.

4. Le congrès, croyant désirable une vaste extension des coopératives de production, invite les coopérateurs à mettre plus d'activité à l'établissement d'ateliers coopératifs dans chaque pays.

5. Le congrès, étant convaincu qu'aucun règlement permanent entre le capital et le travail n'est pratique si les travailleurs ne sont pas admis à une part dans les bénéfices, et qu'une telle admission est possible et équitable, presse vivement tous les patrons d'adopter la pratique indiquée et affirme son opinion que la fidélité au principe coopératif exige que les associations coopératives employant des travailleurs accordent une part des bénéfices aux ouvriers.

6. Il est à souhaiter pour le plus grand développement des coopératives de production que, lorsqu'on applique le principe de la participation aux bénéfices, on capitalise une portion fixe, au nom de chaque travailleur, comme partie du capital à l'aide duquel on l'emploie.

7. Le congrès, convaincu par l'expérience que la pratique du crédit coopératif organisé sur le principe pur et simple de l'initiative privée, est propre à assurer de grands bienfaits aux classes ouvrières, déclare que les efforts qu'on fait en ce moment pour en étendre la pratique méritent d'être appuyés et exprime le vœu qu'on trouve le moyen d'unir plus étroitement les corporations qui pratiquent le crédit coopératif dans les divers pays.

8. Des comités mixtes seront formés entre les diverses branches de la coopération — production, consommation, construction, crédit — en vue de l'établissement de relations qui ne pourront manquer d'être à l'avantage de chacune de ces branches.

9. Le congrès félicite cordialement les coopérateurs de la Grande-Bretagne du succès prodigieux qui a couronné leurs efforts pour la création de magasins coopératifs. Le mouvement par son adaptation aux besoins de toutes les classes, par son pouvoir d'accumuler le capital entre les mains des travailleurs, offre bien des avantages pour assurer un plus grand déve-

(1) Les statuts ont été adoptés par le congrès dans les séances des 22 et 23 août 1895.

loppement de l'industrie entre les mains des classes ouvrières de tous les pays, et leur garantit un avenir plus brillant et plus heureux.

10. Le congrès insiste sur la nécessité qu'il y a pour les institutions coopératives, de quelque forme que ce soit, consommation ou production, de ne pas perdre de vue les grandes facilités données par l'organisation coopérative pour préparer l'éducation sociale du citoyen; il conseille à toutes les sociétés d'établir un fonds d'éducation, des sociétés de femmes (Women's Guilds) et autres institutions auxiliaires propres à atteindre ce but.

12. Le congrès, reconnaissant l'extrême gravité de la crise agricole par toute l'Europe, compatissant aux épreuves de toutes les classes qui ont à dépendre de la terre pour leur revenu, recommande à leur attention l'adoption des méthodes coopératives comme un moyen pratique pour l'adoucissement des maux du présent et pour frayer un chemin à un avenir meilleur et plus prospère: il loue spécialement les efforts qu'on fait pour l'établissement d'associations pour la vente des produits agricoles, de laiteries, de banques agricoles, d'établissements agricoles à participation, de magasins pour travailleurs et paysans, et d'associations de petits fermiers.

ALLEMAGNE.

Une loi du 13 août 1895 consacre 5 millions à la construction, pour les ouvriers et petits employés de l'Etat, d'habitations à faible loyer qui *resteront la propriété de l'Etat*.

BELGIQUE.

L'hygiène des ateliers de filage au mouillé. — Une circulaire ministérielle du 24 juin 1895 (1) appelle l'attention des industriels belges sur les conditions à observer pour réaliser une bonne ventilation mécanique des ateliers de filage au mouillé. On arriverait, en suivant les indications officielles, à ramener l'humidité relative entre 60 et 70 p. 0/0; dans ces conditions une température de 25 à 30 degrés est facilement supportée par les ouvriers.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en juillet. — La diminution du chômage, déjà signalée dans la plupart des industries, s'est accentuée encore. La proportion des ouvriers sans travail est tombée à 5,3 p. 0/0 (20.574 membres sur 391.093 appartenant aux 86 unions qui fournissent des renseignements), la proportion correspondante était de 5,6 en juin 1895 et 7,4 en juillet 1894.

Dans 936 houillères occupant 229.180 personnes, la durée hebdomadaire du travail était en juillet de 4,53 jours contre 4,23 en juin; dans 96 mines de fer, 5,61 jours en juillet contre 5,43 en juin. On signalait 285 hauts-fourneaux en activité contre 264 en juin.

La situation était meilleure dans les industries de la construction mécanique, du

(1) Voir cette circulaire au *Bulletin de l'inspection du travail* (Belge) de juin 1895. (Bruxelles, société générale d'imprimerie).

papier et du livre, du cuir, de la laine et du drap, qui sont toujours très actives. On signalait un léger ralentissement dans les industries des constructions navales, de l'ameublement et de l'ébénisterie, du vêtement, de la chaussure et du coton.

Il y a eu 45 nouvelles grèves seulement en juillet, au lieu de 65 en juin 1895 et 66 en juillet 1894 : 11 de ces nouvelles grèves ont éclaté dans les industries extractives, 10 dans le bâtiment, 7 dans les industries textiles, 5 dans la métallurgie, 4 dans les industries du vêtement, etc. 42 de ces grèves comprenaient 14.249 participants, soit une moyenne de 346 personnes par grève, contre 161 dans le mois précédent.

104.500 personnes ont éprouvé une diminution de salaire (au lieu de 375.500 dans le mois correspondant de l'année passée) : le salaire de 100.000 mineurs du pays de Galles et du Monmouth a été réduit de 2 1/2 p. o/o. D'une augmentation de salaire ont bénéficié 10.000 personnes dont 4.500 dans l'industrie de l'étain.

Les logements ouvriers de la fondation Peabody. — Le trentième rapport annuel de cette société philanthropique de constructions ouvrières relate que le bénéfice de l'année 1894 s'est élevé à 755.883 fr. 50.

Les diverses sommes données par M. Peabody forment un total de 12.500.000 fr., en y ajoutant les rentes et intérêts divers, soit 16.250.000 francs; on obtient au 31 décembre 1894, un capital de 28.750.000 francs et le montant total des dépenses de construction et d'organisation de terrain faites à ce jour s'élève à 31.492.359 fr.

Au 31 décembre 1894, les administrateurs de la fondation Peabody avaient mis à la disposition de la classe laborieuse de Londres, 11.261 pièces formant 5.073 logements, savoir : 75 de quatre pièces, 1.783 de trois pièces, 2.397 de deux pièces et 818 d'une seule pièce.

A cette même date, le nombre des habitants des bâtiments Peabody était de 19.918; le nombre des naissances y a été de 36,3 pour 1.000 et le nombre des décès, en y comprenant les 49 locataires qui avaient été envoyés aux hôpitaux, a été de 15,7 pour 1.000; enfin la mortalité enfantine a été de 102,1 pour 1.000 naissances. Les nombres correspondants de la ville de Londres pour la même année ont été par 1.000 habitants, de 30 pour les naissances, 18 pour les décès et de 143,5 par 1.000 naissances pour la mortalité enfantine.

La moyenne du salaire hebdomadaire des chefs de famille a été, en 1894, de 29 fr. 45. La moyenne du loyer hebdomadaire d'un logement ressortait à 6 fr. 95, et celui d'une chambre à 2 fr. 70 : dans ce loyer est toujours compris l'eau et l'usage d'une buanderie, d'un lavoir et d'une salle de bain.

La coopération de production dans l'agriculture. — La *Labour Gazette* signale, en 1894, 36 sociétés coopératives de consommation qui exploitent, pour leur compte, des domaines agricoles représentant ensemble une étendue de 1.340 hectares. 21 de ces sociétés annoncent ensemble un bénéfice de 49.400 francs pour l'année 1894 et 9 autres une perte de 32.900 francs. Parmi celles-ci, deux associations écossaises cultivent ensemble 315 hectares, l'une avec un bénéfice de 9.200 francs, l'autre avec une perte de 14.350 francs.

D'autre part, trois sociétés se sont fondées spécialement pour faire de la culture. Une société écossaise, avec un domaine de 300 hectares, accuse un bénéfice de 9.650 francs. Les deux autres, avec une étendue totale de 100 hectares ont réalisé ensemble un bénéfice de 3.000 francs.

Le mouvement de coopération agricole s'étend à l'Irlande, sous les auspices de la *Société d'organisation agricole de l'Irlande* qui annonce l'existence, au 31 mars 1895, de 56 laiteries coopératives, de 10 sociétés coopératives de culture, et d'une banque

agricole. 30 de ces laiteries fonctionnaient au 31 décembre 1894 avec un personnel de 1.641 sociétaires, un troupeau de 20.714 vaches, et un capital (actions et fonds d'emprunt) de 538.225 francs. La vente de beurre a produit 3.796.300 francs dans l'année écoulée, et le bénéfice, après amortissement du compte de premier établissement et paiement de l'intérêt des sommes empruntées, a été de 49.800 francs, soit 12.9 p. 0/0 du capital actions et 1,3 p. 0/0 du chiffre des ventes.

ITALIE.

L'assistance contre le chômage. — Depuis 1893, deux syndicats ouvriers, celui des boulangers et celui des garçons limonadiers, qui appartiennent à la Bourse du travail de Bologne, viennent en aide d'une façon intéressante aux chômeurs de leur profession, chaque membre pourvu d'un emploi abandonnant à ceux-ci, au moyen d'un roulement, un ou deux jours de travail chaque mois.

8.700 journées de travail ont été ainsi attribuées aux chômeurs de ces deux corporations, du 1^{er} juin 1893 au 15 avril 1894, tandis que le nombre d'emplois permanents procurés par la Bourse du travail pendant la même période, n'a été pour tous les corps de métier réunis que de 281 : 207 de ces emplois concernaient les maçons et maçons-briquettiers.

SUISSE.

Assurance contre le chômage. — Une caisse d'assurance contre le chômage fonctionne pour la ville de Saint-Gall depuis le 1^{er} juillet 1895. Font obligatoirement partie de la caisse toutes les personnes, sans distinction de nationalité et d'âge, qui pourvoient à leur entretien par le travail de leurs mains et qui ne gagnent pas plus de 1.500 francs par an, y compris celles qui travaillent pour leur propre compte.

Cette caisse constituée en vertu de la loi cantonale du 19-25 mai 1894 (voir le *Bulletin de l'office du travail*, nov. 1894, p. 586) diffère sensiblement du premier projet préparé pour les trois communes de Saint-Gall, Tablatt, Straubenzell et qui n'a pas été suivi d'exécution.

La caisse est administrée par 9 membres : 5 choisis par l'Union des travailleurs, 4 par le conseil municipal, dont 2 parmi les ouvriers non syndiqués.

La prime varie de 15 à 30 centimes par semaine et le secours en cas de chômage involontaire varie de 1 fr. 80 à 2 fr. 40 par jour. — La subvention de la ville est fixée à 2 francs par tête d'assuré et par an. — Il faut avoir versé pendant 6 mois sa cotisation (un an pour les étrangers) pour avoir droit aux indemnités.

L'expérience, jusqu'ici, soulève de nombreuses difficultés. La caisse est constituée provisoirement, jusqu'à fin juin 1897.

Le truck-system. — Le paiement des salaires en marchandises, dans un but de lucre, est ainsi appelé par les ouvriers anglo-saxons qui poursuivent avec énergie la répression de cet abus, en Angleterre et en Amérique.

Il est interdit par les lois industrielles de la plupart des pays d'Europe et notamment par l'article 10 de la loi fédérale du 23 mars 1877, en Suisse.

Le canton de Neuchâtel a été plus loin et son code pénal du 12 février 1891 assimile cette pratique à l'usure, dans les termes suivants : « sera condamné pour fait d'usure à l'amende jusqu'à 2,000 francs, à laquelle, en cas de récidive, pourra s'ajouter l'emprisonnement jusqu'à trois mois, le fabricant ou le patron convaincu d'avoir, dans un but de lucre, payé ses ouvriers autrement qu'en monnaie légale ayant cours, notamment en marchandise, ou d'avoir prélevé un escompte sur le règlement des salaires. »

Règlement sur l'hygiène et la sécurité des ateliers. — On sait que l'article 2 de la loi fédérale du 23 mars 1877 sur le travail industriel définit en termes généraux les mesures qui doivent être prises « pour protéger la santé des ouvriers et pour prévenir les accidents » dans l'industrie. L'article 3 de la même loi défend qu'aucune fabrique soit créée, transformée, ouverte ou remise en activité sans une déclaration préalable permettant à l'autorité cantonale de vérifier si les conditions d'hygiène et de sécurité définies à l'article 2 ont été observées. L'application de ces mesures n'a pas été précisée en Suisse comme dans la plupart des autres pays par un décret d'exécution détaillé, mais le service de l'inspection fédérale a déterminé, avec le concours de toutes les sociétés d'architectes de la Suisse et de plusieurs industriels compétents, les prescriptions essentielles qui doivent être rigoureusement suivies par les constructeurs pour se conformer aux exigences de la loi.

Ce règlement a été annexé au rapport des inspecteurs-fédéraux des fabriques pour 1892 et 1893 (p. 229) (1). On pourra le comparer avec le décret français du 10 mars 1894 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels et avec les autres lois et décrets de l'étranger sur la même matière (2).

JURISPRUDENCE.

SYNDICATS PROFESSIONNELS.

Syndicats professionnels. — **Interdiction aux patrons d'employer des ouvriers mis à l'index.** — **Menace de grève.** — **Abus.** — **Préjudice.** — **Responsabilité du syndicat.** — **Dommages-intérêts.**

Les syndicats professionnels n'ont pas le droit de signifier aux patrons l'interdiction, sous peine de grève, d'employer des ouvriers mis à l'index.

En le faisant avec intention de nuire, ils sont passibles de dommages-intérêts, en réparation du préjudice causé aux ouvriers qu'ils ont empêché d'exercer leur profession habituelle.

(Bonissient contre la chambre syndicale des ouvriers fondeurs en cuivre).

LA COUR : Attendu que des documents versés aux débats résulte la preuve que la chambre syndicale des ouvriers fondeurs en cuivre, imitant en cela l'exemple de beaucoup d'autres syndicats, frappe de *consigne* tous ceux qui n'obéissent pas à ses ordres; qu'aux termes de ses statuts (art. 28 et suiv.), la consigne consiste dans l'interdiction faite aux ouvriers, même non syndiqués, de travailler dans des maisons mises par elle en interdit, aux patrons d'employer des ouvriers mis à l'index, sous peine, pour les uns et pour les autres, de se voir eux-mêmes mis en consigne; que, pour assurer l'effet de la consigne, les noms de ceux qui en sont frappés sont chaque mois publiés par le journal *la Fonderie*, organe de la chambre syn-

(1) Aarau, 1894, (Sauerländer, éditeur).

(2) Voir la publication de l'*Office du travail* intitulée *Hygiène et sécurité des travailleurs dans les établissements industriels.* — *Législation française et étrangère* (Paris, 1895; Imp. Nat.)

dicale, sous le titre infamant de *pilori corporatif*; que la consigne dure tant que l'ouvrier n'a pas fait amende honorable et n'a pas obtenu de l'assemblée générale, dont il est tenu de payer les frais, la levée de la mesure qui l'a frappé;

Attendu que dès 1885 Bonnissent père a été mis en consigne par la chambre syndicale; qu'il travaillait alors comme ouvrier mouleur en cuivre dans la maison Geoffroy, sise à Paris, 28, rue des Rigoles; que l'un des membres de la chambre syndicale, Terrier, ayant voulu prendre la place d'Isaïe, chef d'atelier de la maison, le renvoi de ce dernier fut demandé à ses patrons; que, sur son refus d'obtempérer à l'injonction de la chambre syndicale, leur maison fut mise en consigne et inscrite au pilori corporatif; qu'il en fut de même des ouvriers qui restèrent dans la maison et notamment de M. Bonnissent père, qui depuis ce moment n'a cessé de figurer au pilori; que, par suite de ces agissements que la chambre syndicale ne conteste même pas, Bonnissent s'est vu fermer l'accès de toutes les maisons non consignées, qui n'auraient pu le recevoir sans être elles-mêmes mises en interdit, et que, ne pouvant trouver de travail que dans les quelques maisons déjà consignées il a dû subir de nombreux chômages, d'autant plus douloureux pour lui qu'il avait encore à sa charge quatre de ses enfants;

Que de même son fils, Victor Bonnissent, a été victime des agissements de la chambre syndicale; qu'il travaillait en 1893 chez Freycinet et Loubet, fondeurs à Paris, rue Lisfranc, 6, où il gagnait 3 fr. 75 par jour; qu'il est établi que ses patrons étaient contents de lui, mais qu'ils n'en ont pas moins été forcés de le congédier au bout de quelques temps par suite de l'intervention de la chambre syndicale; qu'il s'est vu renvoyer dans les mêmes conditions d'une autre maison et que, ne pouvant trouver de travail dans son métier, il a dû se résigner à entrer tantôt chez un fabricant de bottines, tantôt dans une verrerie où il ne gagne que des salaires notablement inférieurs à ceux auxquels il pourrait prétendre comme mouleur en cuivre;

Qu'en agissant ainsi qu'elle l'a fait, la chambre syndicale a commis une faute lourde dont elle ne saurait être admise à décliner la responsabilité;

Qu'elle prétendrait vainement n'avoir pas excédé ses droits en inscrivant Bonnissent père au pilori corporatif; qu'une telle mesure prise à l'égard d'un ouvrier contre lequel elle n'avait aucun grief légitime constitue l'abus le plus révoltant et la violation la plus criante du principe fondamental de la liberté du travail et de l'industrie; qu'en admettre la légitimité serait confisquer, au profit exclusif des syndicats qui deviendraient ainsi, contre toute raison et toute justice, les maîtres absolus de chaque métier, le droit individuel du travailleur que nos lois modernes n'ont jusqu'ici, cessé de protéger avec un soin jaloux, et rétablir, cent ans après la Révolution française et par l'abandon de l'une de ses conquêtes les plus bienfaisantes, l'oppression des anciennes maîtrises et jurandes dans ce qu'elle avait de plus odieux et de plus tyrannique;

Qu'une telle décision ne saurait trouver sa justification dans la loi du 21 mars 1884 : que si cette loi a abrogé l'article 416 C. P., qui punissait, à titre de délit, les défenses, interdictions et proscriptions prononcées par suite d'un plan concerté, elle n'a porté aucune atteinte aux dispositions de l'article 1382 C. C.; qu'elle a d'autant moins voulu désarmer la loi civile que la liberté du travail n'a plus la protection du droit criminel; que le tribunal a donc toujours à rechercher dans les circonstances de chaque espèce si les faits dont il est saisi constituent une faute et, par suite, une cause de responsabilité civile, ou s'ils n'ont été que l'exercice d'un droit;

Que dans l'espèce la faute est évidente, et qu'elle résulte dans la persécution dirigée avec intention de nuire par la chambre syndicale pendant dix années entières contre Bonnissent père, alors qu'elle n'avait contre lui d'autre grief que d'être resté dans une maison mise à l'index pour n'avoir pas voulu se soumettre à la plus inique des exigences; qu'au regard de Bonnissent fils la chambre syndicale ne prend pas même la peine d'indiquer les motifs qu'elle a pris à son égard;

Qu'elle prétend en vain que la faute dont elle s'est rendue coupable n'a du moins causé aucun préjudice au demandeur et à son fils; qu'il est dès à présent établi par les faits mêmes que les défendeurs reconnaissent dans leurs conclusions, puisqu'ils offrent de la prouver, qu'en fermant en fait l'accès de toutes les maisons non consignées au demandeur et à son fils, qui n'ont pu dès lors trouver de travail que dans les maisons consignées, la chambre syndicale a considérablement augmenté pour eux les occasions du chômage dont ils ont souffert et les a réduits souvent à ne plus travailler de leur métier dans des conditions normales;

qu'ils ont été ainsi contraints d'accepter, dans des industries auxquelles ils étaient complètement étrangers, des travaux infiniment moins rémunérés que ceux auxquels leur profession les destinait naturellement.

Que le préjudice dont il est dû réparation résulte, en outre, pour Bonnissent père, de l'atteinte grave qui a été portée à sa considération par l'inscription de son nom au pilori corporatif; que pendant dix ans, il a été signalé à la mésestime et à l'animadversion des autres ouvriers aussi bien qu'à l'inquiétude des patrons, alors qu'il n'avait fait qu'user du droit qu'a tout homme d'exercer librement son industrie en se conformant aux lois;

Que ces faits dès à présent constants rendent inutile la preuve offerte subsidiairement par la chambre syndicale et que le tribunal a les éléments nécessaires pour apprécier le dommage dont il est dû réparation;

Par ses motifs,

Dit Bonnissent père bien fondé dans la demande qu'il a formée tant en son nom personnel que comme administrateur légal de la personne et des biens de Victor Bonnissent, son fils mineur; condamne les défendeurs à leur payer, à titre de réparation du dommage causé par leur faute, la somme de 5,000 francs, dont 4,500 francs sont attribués personnellement au père et 500 francs au fils;

Déboute les défendeurs de leurs conclusions tant principales que subsidiaires et les condamne aux dépens.

(Tribunal de la Seine, 1^{re} chambre, 4 juillet 1895.)

ACCIDENTS.

Accident. — Établissements industriels. — Ouvriers. — Blessures. — Déclaration au maire. — Certificat médical. — Formalités non ou tardivement remplies. — Refus du médecin. — Patron. — Excuse. — Sanction pénale.

Tout accident ayant occasionné une blessure à un ou plusieurs ouvriers, survenu dans les manufactures, fabriques, usines, chantiers, ateliers de tout genre et leurs dépendances, ainsi que dans les théâtres, cirques, magasins et autres établissements similaires où il est fait emploi d'appareils mécaniques, — sera l'objet d'une déclaration spéciale, obligatoire dans les quarante-huit heures et devant le maire de la commune où est situé l'établissement, par le patron, ou, à son défaut et en son absence, par le préposé. Le délai imparti court évidemment du jour de l'accident et doit se compter *de die ad diem*, la juridiction répressive pouvant, d'ailleurs, décider si la formalité a été ou non tardivement remplie, dans tous les cas où le calcul du délai donnerait lieu à des difficultés.

Il est aussi toujours de rigueur, selon les termes impératifs de l'article 11 de la loi du 12 juin 1893, de joindre à la déclaration dont s'agit un certificat de médecin, produit par le patron, et indiquant l'état du blessé, les suites probables de l'accident et l'époque vraisemblable à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif.

Bien que l'article précité ne donne aucune indication à cet égard, il convient d'entendre ici par « blessures », selon le sens habituel et le plus large de ce mot, non pas seulement les plaies proprement dites, mais toutes autres lésions locales produites instantanément par une violence extérieure et suffisamment graves pour exiger des soins médicaux.

Le défaut de déclaration, dans le délai prescrit, et la non-production d'un certificat médical, dans les conditions ci-dessus déterminées, constituent deux infractions distinctes qui donnent lieu devant les tribunaux de simple police, à l'encontre des contrevenants non récidivistes, aux pénalités édictées par l'article 7 de la loi du 12 juin 1893, c'est-à-dire à une amende de 5 à 15 francs applicable à chacune des infractions relevées.

Le contrevenant chercherait vainement à invoquer, à titre d'excuse, le refus du

seul médecin auquel il se serait adressé, de lui délivrer les attestations requises par le législateur; car il n'est pas nécessaire que le certificat émane du médecin traitant ou du médecin attitré de l'atelier, il peut être donné par un médecin quelconque, pourvu du diplôme de docteur ou simple officier de santé, appelé soit par le blessé ou sa famille, soit par le chef d'entreprise ou son préposé.

(I. Gaston Cabanis, directeur du Bureau public de mesurage des tissus et de conditionnement des laines de la ville de Reims. — II. Auguste Carnot, fabricant de caisses.)

Tribunal de simple police de Reims, 29 avril 1895. — (La Loi, 8 mai 1895.)

Accident. — Loueur de voitures. — Cocher. — Cheval dangereux. — Patron. — Faute. — Présomption.

Le fait par le cocher d'un loueur de voitures (dans l'espèce le cocher d'une Compagnie de voitures de places) de consentir à conduire un cheval notoirement vicieux ne saurait avoir pour effet en cas d'accident causé par l'animal de dégager la Compagnie à l'égard du cocher, victime de l'accident, de la responsabilité lui incombant aux termes de l'article 1385 du Code civil, alors qu'aucune faute professionnelle n'est relevée à la charge du cocher.

(Neuraz c. Compagnie des Voitures « l'Abeille ».)

Le Tribunal,

Attendu qu'il est acquis aux débats que le 8 mars 1894 au moment où Neuraz, cocher de la Compagnie l'Abeille, allait quitter le dépôt de cette Compagnie, avenue Laumière, la jument attelée à la voiture qu'il conduisait a refusé de partir, s'est cabrée et a renversé cette voiture;

Que la jambe droite de Neuraz prise entre le brancard et le ventre du cheval a été fracturée;

Attendu que Neuraz réclame pour réparation du préjudice dont cet accident a été la conséquence une somme de 20,000 francs;

Attendu que la Compagnie soutient que sa responsabilité ne serait nullement engagée, que en effet, Neuraz avait déjà conduit cette jument, qu'il la connaissait et qu'il lui appartenait, s'il la considérait comme dangereuse, de refuser de s'en servir;

Que dans ces conditions Neuraz ne saurait s'en prendre qu'à lui-même de l'accident dont il a été victime;

Qu'il conviendrait par suite de repousser sa demande;

Mais attendu que l'article 1385 du Code civil a édicté la responsabilité du propriétaire de l'animal qui cause un dommage;

Attendu que cette responsabilité repose sur une présomption de faute imputable au propriétaire de l'animal;

Que cette présomption ne peut céder que devant la preuve soit d'un cas fortuit, soit d'une faute commise par la partie lésée (cassation Chambre civile, 27 octobre 1885);

Qu'il résulte de l'instruction ordonnée par ce Tribunal qu'il n'est relevé à l'encontre de Neuraz aucune faute professionnelle;

Qu'il n'existe pas non plus de cas fortuit en l'espèce, la Compagnie ne pouvant arguer de son ignorance des vices de sa jument, en présence du refus d'un de ses cochers de continuer à la conduire et qu'enfin si Neuraz a consenti à conduire la bête, ce consentement qu'expliquaient les fonctions ordinaires du demandeur, ne saurait avoir pour effet de dégager la Compagnie défenderesse de la responsabilité lui incombant et qui découle des prescriptions légales précitées...

Par ces motifs;

Condamne la Compagnie l'Abeille à payer à Neuraz la somme de 6,000 francs à titre de dommages et intérêts.

Déclare ce dernier mal fondé en le surplus de sa demande, l'en déboute;

Et condamne la Compagnie l'Abeille aux dépens.

Tribunal de Commerce de la Seine, 14 mars 1895.

(« La Loi », 2 avril 1895.)

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL.

La situation reste bonne dans un grand nombre d'industries; l'amélioration qui s'est dessinée depuis le commencement de cette année semble maintenant consolidée. Cette amélioration est attestée par les déclarations des associations patronales, aussi bien que par celles des associations ouvrières. Durant le dernier semestre de l'année 1894, les syndicats patronaux qui estimaient le travail moins actif qu'un an auparavant groupaient des établissements comprenant 35 p. o/o des ouvriers, tandis que, durant le premier semestre de cette année, les syndicats patronaux qui estiment le travail moins actif que pendant la période correspondante de l'année 1894 groupent des établissements comprenant seulement 10 p. o/o des ouvriers. Quant aux syndicats ouvriers, l'évaluation de la proportion du chômage qui résulte de leurs déclarations est descendue de 14 p. o/o au mois de janvier à moins de 4 p. o/o.

Le mois de septembre a été relativement favorable aux travaux de bâtiment. Quant aux industries textiles, à celles du groupe des cuirs et peaux, elles demeurent prospères en général, les prix sont fermes et en hausse. On ne peut en dire autant des industries du groupe des métaux; là, les prix ne manifestent encore aucune tendance à se relever, et la production, au moins dans les forges, tend à se restreindre. Situation toujours très mauvaise pour la verrerie.

Parmi les 460 syndicats d'ouvriers et employés de l'industrie et du commerce, groupant 96.000 adhérents, qui ont adressé des rapports sur la situation au 15 septembre, la proportion des ouvriers en chômage a été d'un peu moins de 4 p. o/o. 29 p. o/o des syndicats avec 23 p. o/o des adhérents considèrent la situation comme meilleure que l'an dernier à pareille époque, 34 p. o/o des syndicats avec 67 p. o/o des adhérents estiment qu'elle est la même et 27 p. o/o des syndicats avec 20 p. o/o des adhérents la tiennent pour plus mauvaise.

De divers côtés, on signale le prix élevé de la viande, la hausse du vin et des légumes.

SITUATION GÉNÉRALE.

MINES ET CARRIÈRES. — Peu de modifications dans les mines de houille; légère reprise toutefois dans certaines. Dans les carrières, l'extraction est toujours très active.

PRODUITS ALIMENTAIRES. — Chez les boulangers et les cuisiniers, le chômage atteint environ 10 p. o/o. La situation paraît meilleure dans l'ensemble que l'an dernier.

PRODUITS CHIMIQUES. — En général, les prix sont en baisse et les ventes faibles, par suite de la concurrence étrangère.

PAPIER ET INDUSTRIE DU LIVRE. — On estime à 20 p. o/o la proportion des chômeurs dans la brochure à Paris; les cartonniers et papetiers, en divers endroits, sont bien occupés. Dans les industries du livre, la proportion du chômage reste de 13 p. o/o parmi les ouvriers de Paris et de 6 p. o/o parmi ceux de province. Au total, même appréciation que le mois dernier sur l'état du travail, par comparaison avec l'an dernier. Les travaux sont jugés plus abondants que l'an dernier à Boulogne-sur-mer, Valenciennes, Montbéliard, Besançon, Annecy, Chambéry, Draguignan, Bastia, Albi, Auch, Tarbes, Bergerac, Rochefort, Fourgères, Pithiviers, Caen, le Havre, Elbeuf; moins abondants à Beauvais, Reims, Cannes, Perpignan, Carcassonne, Angoulême, Limoges, Châteaudun, Flers, Rouen. Dans les autres localités, il n'y a pas changement notable, par rapport à l'an dernier.

CUIRS ET PEaux. — L'activité se maintient, et les cours restent fermes dans les industries de ce groupe, toutefois, il y a un léger ralentissement dans les industries de préparation telles que la mégisserie. La proportion du chômage est de 5 p. o/o parmi les ouvriers attachés à la préparation des cuirs et peaux; 5 p. o/o également chez les cordonniers. Dans la ganterie, il n'y a pas de chômage.

Chez les ouvriers de la préparation des cuirs et peaux, la situation est jugée meilleure que l'an dernier à Châteaurenault, plus mauvaise à Angers, sans changement dans les autres localités. Chez les cordonniers, situation meilleure à Lyon, Villeneuve-sur-Lot, Fougères, Tours; plus mauvaise à Izeaux (Isère), Montpellier, Bordeaux.

Dans la ganterie, le travail est presque partout plus actif que l'an dernier.

TEXTILES. — L'industrie cotonnière est toujours bien pourvue de commandes, la situation semble cependant un peu moins favorable que l'an dernier. Les laines sont toujours en hausse (25 p. o/o de hausse depuis le commencement de l'année) et les filatures très bien alimentées à des prix avantageux, mais il n'en est pas de même pour les peignages; quant aux tissages, ils ont beaucoup de commandes, mais ont peine à relever les prix en rapport avec la hausse des fils. Les diverses industries de la soie sont toujours très prospères et les prix s'améliorent progressivement. Dans la teinture, la situation est peu favorable. La bonneterie travaille assez activement. Le travail a repris dans l'industrie du vêtement et dans la chapellerie.

Le chômage est à peu près nul dans les tissages mécaniques ou à la main et dans la bonneterie, la chapellerie; il atteint 3 p. o/o des tailleurs et 25 p. o/o des teinturiers.

Dans les tissages mécaniques, situation meilleure que l'an dernier à Lille, Roubaix, Dagny (Ardennes), Tours, Flers, plus défavorable à Esquenny (Oise), Mousse (Vosges). Dans les tissages à la main, elle est jugée à peu près partout meilleure que l'an dernier. Elle est meilleure pour la bonneterie à Villers-Bretonneux

et à Falaise et généralement plus mauvaise pour la teinturerie. Les brodeurs de Saint-Quentin ont plus de travail que l'an dernier. De même, les passementiers de Saint-Etienne et de Saint-Didier (Haute-Loire); ceux de Paris estiment avoir moins d'ouvrage qu'il y a un an. La saison est plus favorable cette année que l'an passé pour les tailleurs confectionneurs de Clichy, Carcassonne, Bayonne et pour les chapeliers d'Albi et de Niort; elle est moins favorable pour les tailleurs de Rochefort, de Limoges et pour les chapeliers de Chazelles (Loire), de Graulhet (Tarn), de Chalabre (Aude).

BOIS. — Les gros travaux du bois, notamment pour le bâtiment, ont bénéficié de la température favorable du mois de septembre. Les charpentiers et menuisiers ont eu presque tous du travail, de même les tonneliers, les sabotiers, les ouvriers du meuble, les tabletiers, au moins ceux qui ont fourni des renseignements. Chez les charrons, la proportion du chômage est de 7 p. o/o.

Chez les charpentiers, la situation est jugée plus mauvaise que l'an dernier à Dunkerque, la Seyne (Var); meilleure à Paris, Hermes (Oise), Besançon, Carcassonne. Chez les menuisiers, elle est jugée plus mauvaise à Amiens, à Valence, équivalente dans les autres localités. Les charrons de Paris et de Marseille ont plutôt plus de travail que l'an dernier; il en est de même pour les tonneliers, les sabotiers de Cusset, les ébénistes de Nancy, de Perpignan, les tabletiers de Méru, les brosiers de Paris. La durée du travail est restée généralement la même que le mois dernier; elle a cependant diminué un peu chez les charrons de Paris.

MÉTAUX. — La situation reste défavorable pour la métallurgie et les forges par suite de la stagnation des prix et du manque de grands travaux métalliques. Les ateliers de construction mécanique sont, en général, assez occupés. Chômage : 12 p. o/o chez les mouleurs, 2 p. o/o chez les métallurgistes, 8 p. o/o chez les mécaniciens, chaudronniers et serruriers.

Le travail paraît plus actif que l'an dernier aux mouleurs d'Armentières et de Grenoble, aux ouvriers métallurgistes des Ardennes, de Calais, du Jura, aux mécaniciens et serruriers de Paris, Lille, Marseille, Angers; il semble moins actif aux mouleurs de Nouzon (Ardennes), aux métallurgistes de Maubeuge, Saint-Etienne, Tarbes, le Havre, et aux mécaniciens de Saint-Etienne, Lyon, Marseille, Nantes, Rouen. Durée du travail sans changement notable.

Les ouvriers occupés au travail d'autres métaux que le fer ont peu de chômage; les fabricants d'instruments de musique estiment que le travail est moins actif que l'an dernier. Les graveurs de Besançon jugent la situation meilleure que l'an dernier, ceux de Paris l'estiment plus mauvaise; peu de chômage parmi eux.

BÂTIMENT. — Le mois de septembre n'a pas été défavorable aux industries du bâtiment. Les tailleurs de pierre comptent 17 p. o/o de chômeurs; les marbriers, point. Travail plus abondant que l'an dernier pour les tailleurs de pierre de Nancy, Annecy, Cavaillon, Jarnac; moins abondant pour ceux de Marseille, Millau, Rochefort, Alger.

Les maçons ont 10 p. o/o des leurs sans ouvrage; les peintres et plâtriers 4 p. o/o. Les travaux sont plus actifs que l'an dernier à Besançon, Saint-Etienne, Béziers, Tarbes, moins actifs dans la banlieue de Paris, à Amiens, Dunkerque, Troyes, Lyon, Grenoble, Narbonne, Nantes. La durée de la journée n'a pas changé.

CHAUFOURNERIE, CÉRAMIQUE, VERRERIE. — Travail actif pour les chaudières du Cher, les potiers de Vallauris; moins actif que l'an dernier pour les céramistes de Marseille, les verriers de Saint-Léger (Nièvre).

TRANSPORTS, MANUTENTION, COMMERCE. — Le travail a repris pour les ouvriers des entreprises de transports; le chômage a diminué notamment chez les marinières, et, en général, le personnel est assez bien occupé. La situation est cependant jugée plutôt moins bonne que l'an dernier, notamment à Paris, Lyon, le Havre; elle semble meilleure à Bordeaux à cause de l'exposition. Situation sans changement notable pour les comptables et employés de commerce. Le chômage a diminué pour les employés de l'alimentation, la proportion est de 8 p. o/o, au lieu de 16 le mois dernier; l'amélioration existe principalement à Marseille et à Bordeaux. Pas de modification pour les coiffeurs.

Analyse, par départements, des renseignements fournis : 1^o par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, associations patronales, etc., et 2^o par les correspondants.

Nord. — CHAMBRE DE COMMERCE DE LILLE. — Dans la *minoterie*, production et vente plus faibles que l'an dernier. Depuis que la Belgique a mis des droits de douane sur les farines, l'exportation de ce côté a été sensiblement diminuée; le marché intérieur est trop petit pour alimenter la production; les prix sont peu rémunérateurs.

Quelques nouvelles *brasseries* d'importance secondaire se sont montées; une lente transformation se fait dans le matériel. La dernière campagne de la *sucrerie* a été très mauvaise à cause du peu de richesse de la betterave et surtout en raison des bas prix auxquels le sucre est descendu. En *distillerie*, on souffre de la concurrence des bouilleurs de cru; plusieurs distilleries agricoles ont cessé de marcher.

Le travail a été très faible dans la *féculerie* pendant la dernière campagne; les ventes ont été peu importantes. Les prix restent désavantageux. La cause du malaise se trouve dans la diminution des commandes de fécule en papeterie, dans certains apprêts et surtout en glucoserie.

Les *amidonneries de maïs* ont eu un courant d'affaires un peu moindre que l'an dernier; les prix de vente sont en baisse, bien que ceux de la matière première se maintiennent. Dans les *amidonneries de riz* et dans celle de blé, situation stationnaire.

Le nombre des *glucoseries* en exercice tend à diminuer. La production a été assez suivie, mais les ventes ont fléchi par suite de la diminution de la consommation due à l'abondance du vin et du cidre et au bas prix du sucre et de l'orge.

La *fabrication des produits chimiques* a présenté peu d'activité, par suite de la concurrence des produits belges; prix en baisse.

L'*imprimerie* a eu une marche plutôt inférieure à l'an dernier; elle s'est ressentie depuis un an de la crise industrielle; on cite des établissements qui ont suspendu le travail 2 à 3 jours par semaine. Les prix sont en baisse par suite de la concurrence locale.

Dans les industries du cuir, les affaires ont été avantageuses par suite de la hausse considérable des marchandises que les industriels avaient en magasin. Cette hausse est due à la sécheresse des étés de 1893 et 1894 en Europe et en Amérique, et à l'importante diminution des élevages qui en a été la conséquence. Les magasins de Hambourg, de Londres, d'Anvers et du Havre ont presque entièrement épuisé leurs réserves et les achats de cuir deviennent difficiles. A la suite de la hausse de la matière première, les *tanneries* et les *corroiries* ont augmenté leurs prix de vente, puis les *fabriques de chaussures* et articles analogues ont suivi le mouvement; aujourd'hui les cours des cuirs sont à peu près ceux de 1883 et 1884. Quant à la *peausserie* (peaux de chèvres, moutons, chamois), il y a eu peu de variation. On rencontre les plus grandes difficultés pour l'exécution des grands marchés de fournitures. Quant au travail en atelier, il avait été suspendu par les grands froids de l'hiver, mais a été d'autant plus actif ensuite.

Dans l'*industrie cotonnière*, le nombre des établissements n'a pas varié, mais deux filatures ont monté chacune 2.000 broches nouvelles. La production est normale et la vente plus facile; prix en hausse dans les gros numéros de fils et assez avantageux pour les maisons qui avaient acheté des cotons bruts en décembre et janvier dernier. Dans l'*industrie linière*, des trois établissements arrêtés déjà signalés, un a été démoli, un autre vendu dans de mauvaises

conditions, le troisième a été remis en marche avec la moitié de ses broches. La vente et la production sont ordinaires, les prix sans variation.

Dans les ateliers de *construction mécanique*, l'activité est faible, mais bien supérieure à celle des premiers mois de l'année, pendant lesquels une des plus importantes maisons a dû mettre en chômage une partie de son personnel. Les prix sont peu soutenus, par suite de la pénurie d'affaires.

CHAMBRE DE COMMERCE DE DOUAI. — Dans les *mines*, production stationnaire, écoulement difficile par suite de la mauvaise situation de la métallurgie et de l'industrie sucrière. La *brasserie* a été un peu éprouvée par les froids rigoureux et tardifs de l'hiver dernier; les ventes ont été plus faciles; le nombre des brasseries n'a pas varié; 2 à 300 ouvriers brasseurs sont occupés dans la région.

En *sucrierie* et en *distillerie*, travail restreint par suite de l'abaissement des cours; affaires calmes dans les moulins à farine et dans ceux à huile.

La fabrication des *agglomérés* est ralentie par suite de la diminution des demandes des compagnies de chemins de fer qui substituent de plus en plus les menus aux agglomérés pour le chauffage de leurs locomotives. On a supprimé les postes de nuit, la fabrication n'ayant plus lieu que le jour; journée de dix heures. 50 p. o/o des ouvriers sont atteints par le chômage. L'Angleterre qui a un monopole de fait pour le brai employé pour les agglomérés a haussé ses prix de 14 francs par tonne, mais le prix de vente des agglomérés n'a pas varié par suite de la diminution des demandes.

Les fabriques d'*huiles pour graissage* sont moins occupées, par suite de la concurrence des huiles brutes minérales russes et écossaises. Les prix de vente ont subi une diminution évaluée à 15 p. o/o.

Dans les fabriques de *sulfate de fer*, production normale, prix de vente en baisse. Dans les fabriques d'*acide sulfurique* il s'est fait peu d'affaires, les manufactures de *produits chimiques* n'ayant pas eu une bonne vente d'engrais au printemps ont demandé peu d'acide. Une usine en transformant son outillage a doublé ses moyens de production.

Dans la *tannerie*, la situation est bonne, elle l'est moins dans les industries qui en dérivent. La *corroirie* a eu une production et une vente actives; les prix de vente sont en hausse, mais pas en rapport avec le cours des tannés.

Les fabriques de *cordages* ont eu peu de commandes et à des prix peu rémunérateurs; les frais de transport au tarif actuel leur rendent la lutte très difficile sur les marchés du centre et du midi.

L'*industrie lainière* a un peu plus d'activité, particulièrement dans les *tissages* et les *filatures*. Dans les *peignages*, prix de vente de la matière première en hausse, prix de façon stationnaire. Les *filatures de lin* sont un peu plus occupées que l'an dernier. Une usine s'est montée à Douai; une autre qui existait à Sin-le-Noble a disparu; elle occupait 150 ouvriers. A Douai, on estime à 10 p. o/o le nombre des chômeurs dans l'industrie linière. La fabrication de la *ouate* est en morte-saison; la production a été équivalente à celle de l'an dernier, mais les ventes ont été plus faibles. La baisse des cotons et la concurrence des produits allemands ont amené une baisse des cours.

Comme tous les ans, à pareille époque, la *fonderie* a été assez bien alimentée surtout depuis le mois de mars, mais cette industrie est naturellement fort éprouvée par la crise métallurgique. Pas de chômeurs dans les ateliers de *construction mécanique*; la journée a été réduite assez longtemps à sept heures et demie et huit heures; elle est maintenant généralement de neuf heures et demie; les prix sont peu rémunérateurs. Petite amélioration dans les usines travaillant le *plomb*. Production et prix de vente faibles dans les usines travaillant le *zinc*.

La fabrication des *toiles métalliques* est dans une situation relativement prospère; deux établissements qui avaient été fermés pendant deux ans ont été rachetés par une autre maison.

Dans les *chaufourneries* et dans les *faïenceries artistiques* activité moyenne.

Les *verreries* d'Aniche ont presque tout à fait suspendu leur travail faute de commandes. Sur les neuf verreries ayant occupé 1.500 ouvriers, trois sont fermées et 1.200 ouvriers sont atteints par le chômage; travail 27 heures par semaine. L'écoulement des produits est très difficile. Dans la *gobelletterie*, les ordres sont toujours assez rares et les prix en baisse par suite de la concurrence belge et allemande. Une gobelletterie nouvelle a rallumé ses fours

près de Novion-en-Thiérache. Dans les *verreries à bouteilles*, situation toujours défavorable; 25 p. o/o de baisse sur les cours de 1894.

CHAMBRE DE COMMERCE DE DUNKERQUE. — La situation générale de la *minoterie* s'est un peu améliorée depuis l'an dernier, les prix sont meilleurs, le travail plus abondant, mais les difficultés apportées à l'importation des farines en Belgique rendent peu probable le maintien des prix élevés.

Dans la *malterie*, peu de changements; le défaut d'écoulement des produits fabriqués pèse sur les cours.

La *distillerie des betteraves et des grains* se trouve dans une situation des plus fâcheuses: les cours des alcools 90°, qui avaient débuté à 33 fr. 98 l'hectolitre en janvier, étaient en juillet à 29 fr. 42, en diminution de 13 francs sur la moyenne des prix payés en 1890, 1891, 1892 et 1893. Les livraisons au commerce dans l'ensemble de la production, pendant le mois de juin 1895, n'ont été que de 103.245 hectolitres contre 206.308 hectolitres en 1894. Plusieurs usines sont sur le point de suspendre leur fabrication.

L'industrie *sucrière* est aussi très éprouvée par la surproduction de ces dernières années et la baisse des cours qui en est résultée.

Le travail dans les usines de *décortiquage de riz* est moins actif que pendant les années précédentes; les prix de vente sont en baisse sur ceux de 1894; le riz n° 1, vendu 20 fr. 50 en 1894, valait en juillet, cette année, 19 fr. 50 à 20 francs. Il y a cependant tendance à une reprise. La baisse provient principalement de la concurrence des riz blanchis de Cochinchine qui sont admis en franchise et qui ont l'avantage d'une main-d'œuvre annamite à bon marché et de l'économie de transports sur les sous-produits et les déchets sans valeur.

Les *fabrications et les épurations d'huile* ont travaillé à peu les mêmes quantités de produits que les années précédentes; mais les stocks en magasin étant restés considérables, il en résulte une baisse sur les prix; les tourteaux, principalement, sont diminués suivant les espèces de 25 à 30 p. o/o. L'encombrement du marché résulte en partie de la concurrence des huiles de coton d'Amérique vendues à des prix faibles et du bon marché des céréales, qui en permet l'emploi pour la nourriture du bétail.

La fabrication des *cartons-pailles* a un peu diminué, prix en baisse de 2 fr. 50 par 100 kilogrammes.

La situation des *filatures de coton* reste stationnaire; les cours des filés suivent ceux de la matière première; le coton brut d'Amérique étant passé de 35 francs à 45 francs les 50 kilogrammes, les filés ont augmenté de 0 fr. 10 par kilogramme. On signale une augmentation constante du nombre des broches.

Légère amélioration dans les manufactures de *toiles à voiles, bâches, sacs et filets de pêche*. Les prix sont un peu plus rémunérateurs par suite d'une baisse de 3 p. o/o sur la matière première. Dans les *filatures et tissages de jute*, la situation est satisfaisante; travail plus abondant et prix plus rémunérateur, principalement par suite de la baisse de la matière première. Des demandes assez suivies aident au maintien des prix de vente. D'autre part, la récolte de jute a été bonne et celle en terre s'annonce bien.

Travail moins actif que l'an dernier dans les *scieries et raboteries mécaniques*. Les prix sont moins rémunérateurs, les bois ont subi une baisse variant de 5 à 10 p. o/o suivant les dimensions et les qualités. Légère diminution également dans la durée du travail.

CHAMBRE DE COMMERCE D'ARMENTIÈRES. — Il ne s'est produit aucune modification notable dans le nombre d'établissements, le salaire des ouvriers et la durée du travail dans les *filatures de coton* et dans celles de *lin*. Les *cotons*, d'abord en hausse de 35 p. o/o environ sur les prix de l'an dernier, se maintiennent actuellement avec une hausse de 25 p. o/o sauf quelques légères oscillations. Les cours des *filés cotons* ont suivi ceux de la matière première, les affaires sont actuellement très fermes, mais les prix sont plus discutés.

Dans les *filatures de lin*, la production et la vente sont actives. A la suite de la hausse de l'an dernier, on a limité la production aux besoins absolument urgents; les lins et les fils étant revenus à leurs anciens cours, les acheteurs en ont profité pour refaire leurs assortiments, ce qui s'est traduit dans certains cas par un peu de hausse. L'augmentation des cotons a d'ailleurs favorisé ce mouvement.

La situation de l'industrie de la *toile* n'a guère varié, le prix des matières premières, et par suite celui du tissu, est resté très bas. La durée du travail s'est maintenue généralement à

onze heures par jour. La production et la vente ayant été normales, il y a eu peu de chômeurs à signaler du moins chez les adultes.

Un des 3 tissages, qui étaient arrêtés, va être remis en marche. Dans un autre établissement, on fait d'importants agrandissements. D'autre part, deux nouveaux tissages sont en construction à Halluin et à Hazebrouck.

Haute-Loire. — **AMBERT.** — L'industrie des *chapelets*, qui occupe 3.000 personnes dont 200 hommes, est en pleine prospérité. Une importante usine, réorganisée et perfectionnée il y a un an, a donné un nouvel essor à cette industrie.

L'industrie des *dentelles* fabriquées à la main, qui emploie 15.000 ouvrières réparties dans les 14 manufactures de l'arrondissement, a beaucoup souffert pendant l'application rigoureuse du bill américain Mac-Kinley. Sa situation actuelle, quoique médiocre, s'est un peu améliorée depuis le commencement de l'année. Les salaires y sont extrêmement bas.

Les *passementeries* occupent 2.000 ouvrières travaillant à domicile pour les 15 manufactures de l'arrondissement. Situation médiocre. Salaires peu élevés.

Les deux manufactures d'*applications sur tulles* qui occupent 200 ouvrières, travaillent en ce moment. Dans cette industrie, le travail annuel est divisé en deux périodes de trois à quatre mois chacune. Salaires meilleurs que dans les deux industries précédentes.

La situation est normale dans les 7 usines de l'arrondissement qui emploient 150 personnes, dont un quart d'hommes, à la confection des rubans de laine et de fil, tirants de bottes, ceintures de marins, etc., connus sous le nom d'*articles d'Ambert*. Salaires sans variations.

Vente active dans les trois usines de *toiles* de l'arrondissement qui occupent 300 ouvriers. L'*ébénisterie*, qui comprend neuf fabricants et 300 ouvriers, est dans une bonne situation. Vente active. *Statu quo* sur les salaires.

Le *papier* à la forme, c'est-à-dire fabriqué à la main, est en décadence. Il n'existe plus que 10 petites usines occupant 30 ouvriers, alors qu'en 1830 on comptait 107 usines. Les salaires diminuent en raison de la décadence de l'industrie. En revanche, l'usine de *papier fabriqué mécaniquement*, qui occupe 50 ouvriers, est en pleine prospérité et les salaires y sont bons. Les deux petites usines de *papier feutre laine* maintiennent leur activité ordinaire.

Les huit manufactures de *galoches* de l'arrondissement, qui occupent 100 ouvriers, sont dans une excellente situation. Vente active et salaires moyens.

Le *moulinage de la soie*, qui occupe 200 ouvriers dans cinq usines, marche assez bien en ce moment.

L'usine de *tissage de soie* et celle de *tulles* (métiers mécaniques), appartenant à des fabricants lyonnais, travaillent activement et tendent à se développer.

Les quatorze usines de *féculerie* qui existent dans l'arrondissement (50 ouvriers), périclitent par suite de la concurrence des maïs étrangers.

Sous l'influence de la mode, le *travail des cheveux* diminue momentanément.

Une manufacture de *couronnes funéraires*, fondée en 1893, se développe peu à peu.

La mine de *plomb argentifère* d'Auzelles (80 ouvriers) maintient sa moyenne d'extraction. Il en est de même pour les huit carrières de *quartz laitoux* servant à la fabrication des briques réfractaires.

Prix des denrées à Ambert : pain, 0 fr. 30 le kilogramme; viande, 0 fr. 90 le demi-kilogramme en moyenne; vin, de 30 à 40 francs l'hectolitre.

L'ouvrier de l'arrondissement d'Ambert est frugal et sobre; la femme s'emploie aux travaux industriels en même temps qu'elle fait paître les troupeaux. — *Fagnot*.

Drôme. — *Filature de soie.* — La mode est toujours favorable à la soie. La filature travaille avec une grande activité et dans des conditions avantageuses. Depuis juin, les prix ont haussé de 8 à 10 p. o/o. Toutes les usines sont en marche.

Les ouvriers sont très recherchés, cependant, depuis la hausse des salaires et l'amélioration apportée dans leur bien-être, le recrutement est plus facile.

Moulinage. — Son état de prospérité se maintient. Le travail est abondant.

Pâtes alimentaires. — Cette industrie traverse les mois de morte-saison; la consommation a sensiblement diminué ce qui a obligé les fabricants, à réduire la durée de la journée de travail.

Tannerie. — L'amélioration se maintient et le personnel est occupé.

Ameublement. — Travail soutenu. Le personnel manque, on est obligé d'occuper des Italiens.

Chaussures. — Ventes plus faciles. Situation meilleure, malgré la hausse sur les cuirs. — **Marché.**

Ardèche. — **Papeterie.** — La grande sécheresse a occasionné un ralentissement marqué du travail, néanmoins les ouvriers ne sont guère renvoyés, on les emploie généralement à d'autres occupations. L'exportation n'a pas subi de modification mais les transactions à l'intérieur ont été moindres. On attend pour octobre une plus grande activité.

Mégisserie. — Les affaires assez actives comme vente au commencement du mois ont été assez calmes dans la suite; même difficulté à l'achat en poil, les prix de vente des peaux en blanc n'étant pas en rapport avec ceux des peaux brutes. Un peu moins d'activité dans les fabriques, à part quelques ateliers où l'on fait à peu près la journée, le reste des ouvriers fait une journée incomplète.

Maroquinerie. — Achats difficiles en peaux brutes à cause de la hausse persistante. Cependant les acheteurs ne veulent pas accepter l'augmentation des prix, aussi il se fait très peu de vente. Les ouvriers embauchés font la journée.

Soierie. — En soierie la situation est bonne et à tous les degrés, filature, moulinage, tissage, règne une grande activité. Les filatures sont surtout très occupées; de vieilles usines abandonnées ont été réparées, mises en état et aujourd'hui on y travaille. Cette activité est due surtout à la hausse des soies qui a été persistante depuis la récolte. Les prix de façon dans le moulinage se sont un peu relevés; le même mouvement s'est produit dans le tissage dont tous les métiers sont activement occupés.

On espère que cet état de choses se continuera, la soie étant très en faveur pour la nouvelle saison. La sécheresse a entravé un peu la marche de quelques moulinsages par suite du manque d'eau dans les cours d'eau. — *G. Tinlaud.*

Bouches-du-Rhône. — La fermeture des marchés de l'Espagne et de l'Italie a été très sensible à l'industrie de la *minoterie* et à celle de la *semoulerie*. Les stocks importants qui sont restés sur le marché intérieur ont pesé sur les cours, et on estime que la production a diminué d'un quart environ, entraînant le manque de travail pour à peu près un cinquième des ouvriers. Travail assez actif dans la *rizerie*, hausse de 15 p. 0/0 sur le riz de provenance italienne; l'industrie locale est particulièrement gênée par les importations de riz décortiqué de Cochinchine. Dans quelques usines, travail jour et nuit. L'*huilerie* a, en 1894, travaillé 4.354.000 quintaux de graines représentant au cours 90 millions de francs : cette industrie reste à peu près stationnaire, elle a sur le marché intérieur à lutter contre les *huiles de coton* des États-Unis qui sont offertes à des prix très faibles.

La *savonnerie*, étant donné le bon marché des huiles, se trouve dans de bonnes conditions; l'activité et l'initiative des fabricants aidant, cette industrie s'est créé de nouveaux débouchés et travaille avantageusement en occupant un nombreux personnel.

Dans la *carrosserie* fabrication moins active, diminution du nombre des commandes.

Dans la région d'Aix, la situation générale de l'industrie laisse à désirer : arrêt d'une fabrique de pâtes alimentaires (15 ouvriers) et d'une manufacture de *chapeaux* (30 ouvriers).

Gard. — A Nîmes, la *cordonnerie* est entrée dans la bonne saison; la fabrication des chaussures d'enfants marche bien. L'augmentation du prix des laines fait espérer une reprise dans la fabrication des *lainages*. Dans les fabriques d'*étoffes pour ameublement*, peu de métiers sont en activité. La *confection des vêtements* continue à être prospère, cependant on craint un ralentissement de la confection sur commande, par suite de la mauvaise récolte des vins. Peu de travaux dans les industries du bâtiment.

A Saint-Hippolyte-du-Fort, les *ouvrières de filature* ont cessé le travail parce que le rendement exigé d'elles par jour de travail a été relevé. Les *tanneries* sont en bonne situation; il n'en est pas de même des *cordonneries*; là, les ouvriers de second rang sont remerciés et grossissent le nombre des ouvriers ruraux que la sécheresse a privés de travail. — *De Boyve.*

Hérault. — **LODÈVE.** — Aux mines de Graissessac, la production décroît, l'écoulement est de plus en plus difficile par suite du défaut de moyens économiques de transport et par suite de la hausse du tarif des chemins de fer espagnols.

Aux mines du Bousquet-d'Orb, exploitation restreinte, travail 3 journées par semaine; il y a excès de main-d'œuvre, il reste quelques ouvriers non encore repris depuis la dernière grève et ceux provenant de la mine Verrière, aujourd'hui incendiée, qui ont dû se répartir dans les divers chantiers. On estime à 2 p. o/o la baisse des salaires depuis septembre 1894. Dans l'arrondissement de Lodève, les fabriques de *papiers à cigarettes* ont restreint leur production, par suite de la concurrence qu'elles ont rencontrée dans leur principale marché, celui d'Algérie, les prix de vente sont en baisse, mais encore rémunérateurs. Cette industrie souffre du manque de débouchés qu'un peu plus d'initiative lui permettrait de trouver à l'étranger. On a dû réduire momentanément le personnel et ne travailler pendant quelque temps que 3 jours par semaine.

Une tannerie se monte à Bédarieux, elle emploie 640 ouvriers et ouvrières. Les fabriques de chaussures sont peu occupées; elles ont à lutter contre leurs rivales beaucoup mieux outillées, fabriquant mieux et à meilleur marché; on ne prévoit aucune amélioration à moins d'une transformation de l'outillage.

La production des *filatures de soie* a été plus importante que l'année dernière; les prix sont un peu meilleurs. La fabrication des *linousines, marèques et tapis communs* présente peu d'activité; ces articles sont maintenant un peu délaissés au profit de produits analogues et à meilleur marché.

La fabrication des *draps* pour l'armée et pour diverses administrations (140 ouvriers) est assez occupée; elle est cependant en diminution sur les autres années; la réunion de la fourniture des étoffes et de la confection des vêtements dans la même adjudication rend cette entreprise assez difficile; quelques usines sont fermées. Situation toujours gênée dans les verreries à bouteilles.

CHAMBRE DE COMMERCE DE CETTE. — 1^{er} semestre de 1895. — Le nombre des établissements en marche n'a pas varié dans les raffineries de pétrole, dans celles de soufre, dans les usines de produits chimiques et dans les salines. Deux nouveaux ateliers de salaison de poisson ont été installés, deux tonnelleries ont disparu.

La production a été plus active et les affaires plus avantageuses dans les raffineries de pétrole, dans les pêcheries maritimes (sardines et poissons de saisons). Dans les raffineries de soufre, les tonnelleries, les salines, ralentissement du travail assez accentué, prix moins rémunérateurs. Dans les pêches maritimes on se plaint toujours de la liberté laissée aux arts trainants qui dépeuplent la côte. Il y a afflux de main-d'œuvre par suite de la diminution des affaires de ces dernières années; le commerce maritime qui avait atteint (chiffres bruts) 1.100.000 tonnes n'a été que de 600.000 en 1894.

Tarn. — L'extraction de la houille a été assez active dans les mines de Carmaux et d'Albi, dans ces dernières spécialement depuis la construction d'une voie ferrée qui facilite l'écoulement des charbons.

Dans les mégisseries et les tanneries les affaires très calmes au commencement de l'année ont éprouvé une amélioration très sensible pendant ces derniers mois; le nombre des ouvriers occupés a augmenté, les salaires n'ont subi aucune variation.

Dans les filatures, les commandes des tissages du Nord sont un peu moins importantes, il est à craindre que la durée du travail ne soit réduite, la consommation des tissages, de la région de Castres et Mazamet étant insuffisante pour alimenter les filatures. Les tissages emploient de plus en plus un outillage mécanique pour arriver à soutenir la concurrence des articles similaires fabriqués en France et à l'étranger. Il s'est produit une légère amélioration, les négociants en gros, ayant fait de faibles achats au début de la saison et ayant l'an dernier un peu délaissé les ressortiments, ont dû augmenter maintenant sensiblement leurs commandes; la fabrication est poussée activement.

La chapellerie se trouve dans une situation peu prospère; les quelques fabriques qui continuent encore n'ont qu'un personnel restreint, occupé 2 et 3 jours par semaine.

Les aciéries, forges et hauts fourneaux de Saint-Juéry ont montré une grande activité, les produits se sont écoulés faiblement.

CHAMBRE DE COMMERCE DE CASTRES (1^{er} semestre). — Situation stationnaire dans la fabrication des tissus, dans dits péruviennes, les ateliers de tournage et de fabrication des menus objets de bois, l'ébénisterie en gros et la fonderie. La fabrication des meubles est plutôt en pro-

grès. Les expéditions faites par la gare de Castres ont été, pour les tissus et pour les vins, plus faibles qu'en 1894. Pour les autres produits pas de différence notable.

Les arrivages de *chiffons, déchets de laine et de coton, matériaux de construction, vins, huiles, céréales*, sont à peu près les mêmes que pendant le précédent semestre.

CHAMBRE DE COMMERCE DE MAZAMET (1^{er} semestre). — La fabrication de la *draperie* et des *moteurs* qui avait subi une crise intense commence à se relever; elle occupe actuellement 3.000 ouvriers. Pendant les six premiers mois de l'année courante elle a fourni presque exclusivement à la France (chiffres donnés par les gares de Mazamet, Saint-Amand-Soul, Lacabarède, Labastide-Rouairoux desservant la contrée) 658.765 kilogrammes de tissus de laine cardée, en augmentation de 150.000 kilogrammes sur la période correspondante de 1894; le chiffre d'affaires n'a cependant pas augmenté proportionnellement, la baisse du prix de la matière première ayant amené celle des prix de vente.

L'industrie du *délainage des peaux de mouton et du lavage des laines*, qui a pris un très grand développement depuis 15 ans, occupe 2.000 ouvriers répartis dans 20 usines. Les expéditions de laines, tant pour la France que pour l'étranger, pendant le 1^{er} semestre de 1895, ont été de :

1° 6.182.298 kilogrammes de *laine lavée à dos et lavée à fond*, soit une augmentation de 400.000 kilogrammes de la même période de 1894 (pendant le mois de juin seul, la gare de Mazamet a expédié presque uniquement pour les États-Unis 1.281.866 kilogrammes de laine lavée);

2° 3.052.529 kilogrammes de *peaux brutes* pour la mégisserie, la ganterie, la maroquinerie, soit une augmentation de 900.000 kilogrammes sur les mêmes mois de 1894.

Les arrivages des peaux de moutons ou laine de la Plata et de l'Australie ont été pendant le 1^{er} semestre de 15.352.981 kilogrammes, en diminution de près de 2 millions de kilogrammes de l'an dernier pendant la même période; cette diminution était prévue, l'année 1894 ayant été exceptionnelle. Depuis trois ou quatre ans, une nouvelle industrie, suite naturelle du *délainage des peaux*, la *mégisserie*, s'est fondée à Mazamet; elle occupe 300 à 400 ouvriers répartis dans 7 à 8 usines.

Cher. — **CHAMBRE DE COMMERCE DE BOURGES.** — L'exploitation des *carrières* a été plus active pendant le dernier semestre que pendant le précédent, la situation meilleure; de même dans la fabrication des *toiles cirées*. Marche normale dans la *brasserie*, moins bonne que l'an dernier dans la *meunerie*, la production dépasse la consommation. Travail peu abondant dans la *tannerie* par suite de la rareté des cuirs.

L'industrie des laines sans être satisfaisante semble s'améliorer.

La *carrosserie* et le travail des bois de *charpente* présentent une activité suffisante.

La *métallurgie*, la fabrication des *essieux* et celle des *machines agricoles* occupent un plus grand nombre d'ouvriers; dans cette dernière industrie, la récolte de 1894 ayant permis d'épuiser les stocks, le travail est très suivi; les prix restent stationnaires. Situation toujours prospère et même en amélioration sur l'an dernier dans la *chaufournerie*, la *tuilerie* et la *poterie*.

Dans la *céramique*, le chômage a cessé, production beaucoup plus active que l'an dernier, surtout depuis deux mois; prix sans variation. Dans la *verrerie*, travail assez abondant, mais écoulément plus difficile que l'an dernier.

La *batellerie* est très occupée et suffit difficilement aux commandes.

Ille-et-Vilaine. — L'industrie de la *chaussure* a une production supérieure à celle de l'an dernier; indépendamment de la chaussure d'hiver fabriquée actuellement, on a reçu des commandes pour l'été prochain. Jusqu'ici la hausse des cuirs a permis aux fabricants d'écouler leurs produits en magasins à des prix avantageux. Les *filatures, forges, et ateliers de construction de machines agricoles* n'occupent qu'un personnel restreint; peu de commandes. Un établissement *métallurgique* cesse d'être exploité par suite de dissolution de société.

Calvados. — **FALAISE.** — Dans la région de Falaise, la situation générale de l'industrie est inférieure à celle de l'an dernier. On estime à 10 p. o/o le nombre des chômeurs de l'industrie des *cuirs et peaux*, de la *chaussure* et de l'industrie *linière*; à 20 p. o/o celui de l'industrie *lainière*; à 5 p. o/o celui de l'industrie du *bâtiment*. Salaire sans variation.

CHAMBRE DE COMMERCE DE HONFLEUR. — Pendant la première moitié de l'année, situation satisfaisante des industries chimiques. L'industrie des cuirs et peaux a été très active et a obtenu des prix rémunérateurs. Les affaires en cuirs tannés ont été faciles, celles en cuirs verts plus calmes. Les prix de ventes ont été augmentés de plus de 50 p. o/o et quelque fois plus. Les cuirs en poils s'étant rarifiés sur le marché, les tanneurs ne remplacent leurs vides qu'avec une certaine appréhension; il pourrait en résulter une diminution notable dans les cuirs préparés.

La plus importante industrie de la région, celle des bois travaillés, après avoir présenté peu d'activité pendant le 1^{er} trimestre, a eu une production et une vente plus suivies pendant le 2^e; le mouvement de reprise a été plus accentué par suite de la rigueur de l'hiver qui avait arrêté les travaux.

Seine-Inférieure. — Dans la papeterie et la reliure, situation stationnaire. Dans l'imprimerie, l'activité s'est à peu près maintenue et, sur 350 ouvriers répartis dans une vingtaine de maisons, le chômage peut être évalué à 5 p. o/o.

Les salaires ont été, paraît-il, payés jusqu'ici suivant un tarif élaboré par une commission arbitrale de patrons et d'ouvriers.

La tannerie et la corroirie ont eu depuis les dernières gelées de mars une production beaucoup plus suivie que l'an dernier; cette industrie occupe à demeure 120 à 130 ouvriers, à la journée dans la tannerie, et, aux pièces ou à la journée, dans la corroirie.

Le tissage à la mécanique remplace de plus en plus le tissage à la main qui n'est guère plus exercé qu'à la campagne. Dans le tissage pour la fabrication des bretelles (2.000 ouvriers), l'activité est un peu moindre, la consommation n'ayant pas répondu aux espérances.

La teinturerie sur écheveaux a eu un courant d'affaires très satisfaisant pendant le premier semestre. Le travail mécanique en se perfectionnant a augmenté la production des établissements et leur a permis de résister à la concurrence du dehors; il a aussi atténué la durée de la morte-saison par la diversité des travaux entrepris. Le chômage, en dehors de la morte-saison de deux mois pendant les vacances, porte sur 3 ou 4 p. o/o des ouvriers.

La journée est de 11 heures, l'ouvrier aux pièces ne fait guère que 9 heures.

Les ateliers de constructions mécaniques, par suite de la concurrence étrangère, ont reçu peu de commandes, il y aurait plutôt diminution sur l'an dernier.

Les industries du bâtiment sont éprouvées par le manque de constructions nouvelles; cependant la menuiserie (550 ouvriers) présente depuis le commencement du deuxième trimestre une certaine activité. La serrurerie du bâtiment laisse beaucoup à désirer; le nombre des petits ateliers diminue, il n'y a plus aujourd'hui qu'une quarantaine occupant 200 ouvriers.

CHAMBRE DE COMMERCE DE ROUEN (1^{er} semestre). — La baisse des produits chimiques s'est encore accentuée, l'Angleterre, à la suite de la fermeture de certains débouchés en Europe et en Amérique, ayant inondé notre marché de ses produits, ce qui a amené une baisse générale, sauf sur les acides acétiques.

Les cours ont été également très faibles pour les superphosphates et les engrais complets par suite de la quantité des superphosphates étrangers et des froids prolongés qui ont retardé les travaux agricoles.

Les fabriques d'alcool ont toujours peu d'activité par suite des bas prix des alcools et de la concurrence des bouilleurs de cru.

Une véritable transformation s'est produite dans la tannerie à la fin du premier trimestre; une hausse de plus de 30 p. o/o est survenue tant sur les peaux brutes que sur les cuirs tannés, par suite de la disette des bestiaux et des demandes de l'Amérique.

Les filatures de coton, après une période de grand calme pendant les deux premiers mois de 1895, ont vu les affaires devenir plus actives et meilleures, en même temps que la hausse se produisait sur la matière première. On pense généralement que la filature est maintenant dans une période de prospérité.

L'industrie de la rouennerie et des mouchoirs a sensiblement repris, ce qui a amené une hausse dans les prix de façons des tisserands de la campagne.

La vente des indiennes et articles imprimés s'est ressentie de la préférence de la mode pour les étoffes tissées. Le débouché de l'Algérie où l'abondance de la nouvelle récolte fait espérer une brillante campagne, est venu compenser, dans une certaine mesure, l'abondance des tissus imprimés sur le marché intérieur.

Les affaires avec l'Indo-Chine sont toujours difficiles par suite de l'avilissement du métal argent, cependant une légère amélioration dans les transactions vient de se produire.

Le travail à façon des *blanchisseurs* ou *teinturiers* s'est sensiblement ralenti à la fin de ce semestre. Les industries qui travaillent les *métaux* ont été peu favorisées pendant ces derniers mois, sauf quelques ateliers fabricant des *machines à vapeur* spéciales.

Les ateliers de *grosse chaudronnerie* ont eu un travail soutenu; il en a été de même des chantiers de Normandie qui ont eu toutes leurs *cales* occupées et auxquels il reste un travail assuré pour une année au moins.

Le *trafic* à l'entrée dans le port de Rouen présente une diminution sensible; le trafic est au total de 571.075 tonnes, et se trouve de 260.188 tonnes inférieur à celui du semestre correspondant de l'an dernier. La diminution porte surtout sur les céréales et les arrivages de vins et a pour cause à la fois le ralentissement des affaires et la concurrence faite à la navigation maritime par les tarifs communs des chemins de fer.

Quant au trafic à la sortie, il est de 6.022 tonnes supérieur à celui du premier semestre de 1894, mais il est de faible importance, il n'a atteint au total que 95.341 tonnes en six mois.

CHAMBRE DE COMMERCE DE DIEPPE. — Le produit des différentes *pêches* apportées à Dieppe en 1894 et vendues au bureau de l'écorage a donné en argent 1.891.649 francs, en augmentation de 34.305 francs sur 1893. L'augmentation provient surtout de la vente des poissons frais autres que le maquereau et le hareng, 1.490.814 francs en 1894 contre 1.366.711 francs en 1893; au contraire, il y a eu diminution sur les maquereaux et les harengs frais et salés, 400.835 francs en 1894 contre 490.632 francs en 1893.

La fabrication des *agglomérés* est en décroissance.

Pour l'usage industriel, les briquettes ont à soutenir la concurrence du tout venant français qui pénètre dans le rayon de Dieppe, grâce à ces tarifs réduits. Les demandes des compagnies de chemins de fer ont aussi diminué considérablement, ne prenant qu'une quantité insignifiante à des usines outillées pour fournir 200 tonnes par jour.

L'*industrie sucrière* est toujours dans une situation peu prospère.

La *minoterie* a présenté peu d'activité pendant la dernière campagne, les prix ayant laissé une marge insuffisante à la fabrication.

Au moment de la baisse des *cotons* et *laines* de décembre 1894, la *filature* recevait de nombreux ordres. Depuis, les cotons bruts ont subi une hausse très marquée sans cependant être arrivés au prix moyen de ces dernières années et la filature, pour de nouveaux marchés, ne trouve pas dans les cours actuels des filés la parité de la hausse de la matière première.

A la fin de l'année dernière, entraînés par la baisse des cotons, les *tissages* avaient dû diminuer leurs prix; malgré la hausse de la matière première, aujourd'hui les prix de vente des tissus sont peu élevés et quelques négociants exigent encore une différence sur les prix pour soumettre leurs ordres.

Les *tissages de lin* très concurrencés par les produits du coton ont diminué les prix très élevés qu'ils avaient atteints après la sécheresse de 1893. Les commandes sont moins importantes que les années précédentes et afin de placer le plus possible ses fils, l'industrie linière a entrepris des articles mélangés de coton et lin. La diminution des heures de travail a été plus ressentie dans l'industrie linière que dans l'industrie cotonnière; dans la première les métiers plus lourds n'ont pas permis d'augmenter la vitesse et par suite la production, afin de diminuer le prix de revient.

Les centres dans lesquels on continue à produire à la main des *tissus de lin* et de *jute* diminuent chaque jour d'importance. Les affaires ont un cours normal, mais le recrutement des ouvriers devient de plus en plus difficile. Dans les *briqueteries*, travail faible; le rayon de vente s'étant rétréci par suite de la difficulté d'obtenir des transports à bon marché en rapport avec le prix des objets. Les *arrivages de bois du Nord* sont à peu près les mêmes que ceux de l'an dernier, mais les prix sont assez élevés par suite des droits qu'il faut acquitter. De ce fait, les industries travaillant le sapin du Nord, que l'on ne peut remplacer par du bois indigène, sont dans une situation inférieure à leurs concurrentes.

Le mouvement du port de Dieppe a présenté les différences suivantes en 1893 et 1894 :

Le nombre des *navires, vapeurs ou voiliers*, allant à l'étranger ou en venant a été de 3.517 navires avec 949.542 tonnes en 1894, contre 3.444 navires avec 943.564 tonnes en 1893, soit une augmentation de 73 navires et de 5.978 tonnes en faveur de 1894.

Le *cabotage* a occupé 107 bateaux avec 10.208 tonnes en 1894, contre 114 avec 9.273 en 1893, soit une augmentation de tonnage de 935 tonnes en faveur de 1894.

Le nombre des *voyageurs* par paquebots a été de 131.794 en 1894 contre 111.681 en 1893; différence 20.113 en faveur de 1894.

Les *importations* en 1894 ont été de 450.081 tonnes, et de 465.863 tonnes en 1893, soit une diminution en 1894 de 15.482 tonnes qui provient principalement d'une diminution des marchandises importées de l'étranger, 21.617 tonnes (*houilles, bois, fontes, graines*) alors que le transit international, les sels français et le cabotage avaient fourni des augmentations.

Dans les *exportations*, on constate une diminution de 18.093 sur l'année 1893, l'année 1894 ayant eu 114.016 tonnes et, celle de 1893, 132.109 tonnes. La diminution porte sur les marchandises exportées à l'étranger, 15.844 tonnes, et sur le transit international, 2.857 tonnes; le cabotage a présenté une légère augmentation.

Analyse, par départements, des renseignements fournis par les Chambres syndicales ouvrières.

Seine. — 14 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers*, la chaleur retardant le retour de la clientèle à Paris. Les *cuisiniers* comptent 15 p. o/o des leurs sans place.

La morte-saison continue chez les ouvriers *brocheurs*, 21 p. o/o de chômeurs. Chez les *conducteurs-typographes*, 3 p. o/o des adhérents sont atteints par le chômage, journée de 11 heures.

Les *blanchisseuses* comptent 5 p. o/o des leurs sans ouvrage; travail moins actif que l'an dernier, les chaleurs tardives retardant le retour de la clientèle; travail souvent quatre jours par semaine et quelques heures supplémentaires le vendredi et le samedi.

Les *coupeurs-tailleurs* comptent 17 p. o/o des leurs sans ouvrage; ceux qui sont occupés ne font que 50 heures par semaine. Les *couturières*, les *couturiers* et les *confectionneurs* commencent à être occupés, c'est la fin de la morte-saison, qui a été un peu plus longue que l'an dernier. La clientèle étrangère, celle des États-Unis surtout, passe d'assez fortes commandes. Le nombre des ouvriers sans travail a un peu diminué chez les *passementiers à la barre*.

Diminution du travail pour les *ouvriers en voiture*, qui ne font que 48 heures par semaine. Peu de chômeurs chez les *charpentiers*. Travail abondant pour les *charpentiers en fer*.

1 p. o/o de chômeurs chez les *graveurs*; c'est actuellement la morte-saison, d'autant plus forte que les étrangers qui, les années précédentes, faisaient toujours quelques commandes réservent leurs achats pour leurs nationaux devenus producteurs à leur tour. Pas de chômeur signalé chez les *tailleurs sur acier*.

Travail toujours actif chez les *peintres*.

La durée du travail chez les *biscuteurs* et *polisseurs* a été portée à 70 heures par semaine; situation meilleure que l'an dernier.

Les *charetiers* de l'entrepôt des vins sont tous occupés; ils font environ 100 heures par semaine. Situation satisfaisante chez les *petits loueurs* et *cochers*. Les *bateliers-mariniers* comptent un tiers de leurs adhérents sans ouvrage.

Les *comptables* estiment à 7 p. o/o les membres de leurs adhérents sans place. Les *garçons coiffeurs*, 7 p. o/o; les *garçons bouchers*, 8 p. o/o, la durée du travail hebdomadaire atteint, pour eux, jusqu'à 112 heures.

Seine-et-Oise. — Pas de chômeur signalé chez les *maçons* et *tailleurs de pierre* de Versailles; travail, 66 à 70 heures par semaine.

Aisne. — Les *brodeurs-tisseurs* de Saint-Quentin comptent 4 p. o/o des leurs sans ouvrage; travail, 72 heures par semaine, situation un peu meilleure que l'an dernier. Ouvrage moins abondant chez les ouvriers en *instruments de musique* de Château-Thierry; une maison a mis à pied le tiers de son personnel; dans une autre, la journée est de 8 heures pour la majorité des ouvriers. A Saint-Quentin, journée de 8 heures chez les *mouleurs en fer et cuivre*.

Oise. — 4 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* de Beauvais; à Méru pas de chômeur chez les *boutonniers en os* et les *tabletiers*. Ouvrage plus abondant chez les *boutonniers* de Villeneuve-Roi, tendance à diminuer le taux des salaires.

Somme. — A Amiens, 7 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers en *cuirs et peaux*. L'excès des constructions des années précédentes a amené un ralentissement du travail dans quelques ateliers de *menuiserie*; travail de 60 à 63 heures par semaine. Pas de chômage chez les *serruriers*. Les *couvreurs-plafonniers* sont tous occupés; journée réduite à 10 heures depuis le 15 septembre. Hausse de la viande et des œufs.

Pas-de-Calais. — Chez les *travailleurs du livre* de Boulogne-sur-Mer, 2 p. o/o sont inoccupés. 3^e p. o/o de chômage chez les *cordonniers et tanneurs*, journée de 9 h. 1/2. Hausse du pain et de la viande.

Nord. — A Douai, travail toujours suivi chez les *typographes*; dans les autres industries, l'activité est grande; sur l'emplacement des anciens remparts une huilerie vient d'être montée, elle occupe déjà 40 ouvriers; d'autres usines sont en construction.

A Lille, pas de chômeur signalé chez les ouvriers de l'*industrie du fil*. Un tissage qui avait été arrêté vient d'être remis en marche; il occupe 5 à 600 ouvriers. Dans les *filatures de lin*, on réduit de temps à autre la journée de travail. Pas de chômeur non plus chez les ouvriers de l'*industrie des métaux*; il s'est produit une légère amélioration qui laisse espérer du travail pour l'hiver. Le plus fort établissement métallurgique du bassin de Maubeuge a diminué son personnel de 200 ouvriers; manque de commandes de gros fers. A Dunkerque, les *métallurgistes* sont tous occupés et font de 48 à 60 heures par semaine, peu de travail. Les *maçons et ouvriers du bâtiment* estiment qu'un quart de leurs adhérents sont inoccupés; trois entrepreneurs ont remercié chacun 3 à 4 ouvriers, travail réduit à 54 heures par semaine. 10 p. o/o de chômeurs chez les *verriers* de Masnières; la journée a été portée de huit heures à dix heures; le gain journalier est en baisse par suite de l'augmentation du nombre des bouteilles mises au rebut.

Ardennes. — Exploitation toujours prospère dans les *ardoisières* de Fumay; un trou de sonde pratiqué pour rechercher une nouvelle veine occupe 6 ouvriers en plus; seuls les *fendeurs* sont parfois inoccupés faute d'ardoise brute. Pas de chômeur signalé chez les *métallurgistes* de Joigny; les commandes sont assez importantes. Chez les *mouleurs en fer* de Nuzon, 18 p. o/o sont inoccupés; on ne fait plus que 10 heures par jour au lieu de 12, situation plus défavorable que l'an dernier. Les *métallurgistes* de Vivier-au-Court ont, au contraire, plus de travail que l'an dernier et sont tous occupés, mais certains prix de façon ont été réduits. Ceux de Sedan sont tous occupés, ils signalent une baisse sur les salaires pour les jeunes ouvriers; journée de 10 heures. Aux Mazures, hausse sur le pain de 0 fr. 10 pour quatre kilogrammes.

Marne. — A Reims, pas de chômeur chez les *imprimeurs*, morte-saison plus accentuée que les années précédentes; cependant le personnel est maintenu et la journée est de 10 heures. 10 p. o/o de chômeurs chez les *peintres*; travail, 60 heures par semaine.

Aube. — Les *plâtriers* de Troyes sont tous occupés; travail, 45 à 50 heures par semaine.

Meuse. — Journée de 11 heures chez les *carriers* de Lérouvillle.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, 1 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*. Pas de chômeur signalé chez les *menuisiers*; travail, 72 heures par semaine. Reprise du travail pour les *ouvriers de l'ameublement* qui sont tous occupés.

Doubs. — Les *typographes* de Vesoul sont tous occupés. A Besançon, ouvrage plus abondant chez les *graveurs et décorateurs*, par suite des commandes pour les fêtes de fin d'année; journée de 9 heures et demie et quelquefois 11 heures; deux maisons nouvelles. Pas de chômeur chez les *charpentiers*; journée de 10 heures. Situation meilleure, le gain étant plus élevé malgré une durée de travail plus faible. Les *typographes* comptent plus du quart de leurs adhérents sans ouvrage; journée de 10 heures, petite amélioration dans la situation par suite de la création de deux journaux. Pas de chômeur signalé chez les *garçons coiffeurs*.

Jura. — Pas de chômeur signalé chez les *typographes* de Salins. La fabrication est arrêtée

pour six semaines environ chez les *métallurgistes* de Fraisans par suite d'un accident arrivé à l'usine.

Ain. — Pas de chômeur signalé chez les *typographes* de Bourg.

Côte-d'Or. — Les *ouvriers en chaussures* de Dijon sont tous occupés, il y a augmentation de la durée du travail, 66 heures par semaine, mais certains prix de façon ont été diminués. L'activité est toujours grande chez les *tonneliers*, on manque d'ouvriers.

Yonne. — A Auxerre, 3 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*.

Nièvre. — Le travail a repris faiblement chez les *verriers* de Saint-Léger; tous sont occupés.

Allier. — Travail, 78 heures par semaine chez les *sabotiers*. Une fabrique de *poterie* fermée depuis 3 ans a recommencé à travailler avec 4 tourneurs et va installer la fabrication des carreaux mosaïque.

Puy-de-Dôme. — A Clermont, il n'y a pas de chômage chez les *menuisiers en bâtiment* et les *tailleurs de pierre*; le travail baisse chez les *plâtriers* et *peintres* où l'on compte 5 p. o/o de chômeurs. Le travail a diminué également dans l'imprimerie où il y a quelques chômeurs.

Le nombre des ouvrières employées dans la *confiserie*, où la première préparation des fruits est presque achevée, a diminué de 50 p. o/o. — Fagnot.

Haute-Loire. — Une erreur de copie a fait attribuer, le mois dernier, aux *typographes* du Puy, des renseignements relatifs aux ouvriers d'une autre région. Il n'y a aucune diminution de salaire chez les *typographes* du Puy, la situation est bonne. Ouvrage toujours abondant chez les *rubaniers* de Saint-Didier-la-Séauve. Hausse sur le vin, 0 fr. 05 par litre.

Loire. — Reprise sensible du travail dans les *mines* de la Ricamarie, on fait 6 jours par semaine. A Saint-Étienne, 12 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers*. Chez les *lithographes* et *papetiers*, 2 p. o/o sont inoccupés. Reprise du travail chez les *lisseurs* et *piqueurs*. Pas de chômeurs chez les *tisseurs d'élastiques*; travail, 66 heures par semaine; commandes assez nombreuses surtout en ceintures de caoutchouc. Situation toujours prospère dans la *soierie*; on a du travail en perspective pour quelque temps dans les articles rubans étroits, velours (envers toile) et les prix de façon ont été relevés; dans les articles à envers satin, affaires très calmes. Les *tisseurs et épingleurs* constatent plutôt une baisse de travail. Les *tisseurs* de la Gresse sont bien occupés. A Charlieu on constate une baisse des prix de façon du *dévidage de soie* dans quelques maisons. A Saint-Chamond, l'ouvrage est peu abondant chez les *teinturiers* qui font 60 heures par semaine. Les *métallurgistes* sont tous occupés et font 60 heures par semaine; baisse des salaires de 0 fr. 08 par heure dans une maison.

A Jarnosse, hausse de 0 fr. 10 par kilogramme de viande.

Rhône. — Les *confiseurs-pâtisseries* de Lyon sont tous occupés, il y a même manque d'ouvriers, le travail augmentant beaucoup à l'approche de l'hiver.

A Lyon, pas de chômage parmi les *coupeurs-brocheurs* en chaussures. Les *selliers-bourreliers* estiment qu'un quart de leurs adhérents sont sans ouvrage. Situation plus mauvaise que l'an dernier par suite de la disparition de plusieurs ateliers de confections et de fournitures militaires.

Les *tisseurs* de Grandris sont très occupés, surtout ceux qui sont attachés à la fabrication des soieries; la fabrication des cotonnades est également active. A Lyon, les *coupeurs-tailleurs* sont peu occupés, certains ont été mis à pied temporairement. Ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *chapeliers*; une maison qui occupait 15 ouvriers est en liquidation et n'a qu'un ouvrier, la saison chaude retarde la vente. Pas de chômeur chez les *tisseurs* de Marandin, chez ceux de Saint-Jean-la-Bussière, mais le travail est suspendu deux jours par semaine. Chez les *tisseurs* d'Amplepuis, travail toujours très suivi. A Lyon, ouvrage plus abondant que l'an dernier chez les *tisseurs à la main*, prix de façon relativement peu élevés.

A Lyon, chez les *fondeurs-mouleurs*, 5 p. o/o des adhérents sont inoccupés. Chez les *chauffeurs-mécaniciens*, 6 p. o/o des adhérents sont sans place; travail, 66 heures par semaine. Les *ouvriers en cuir* de Villefranche sont tous occupés. Chez les *cimentiers* de Lyon,

journée de 10 heures; le placement est toujours difficile par suite de la concurrence de la main-d'œuvre étrangère. Les *terrassiers*, *puisatiers*, *mineurs* sont tous occupés mais ne font que 45 heures par semaine, les salaires sont en baisse par suite de la concurrence des ouvriers étrangers.

A Amplepuis, hausse de 0 fr. 10 par litre de vin. A Lyon, hausse de la viande et du vin. A Marnand, hausse sur le vin, 0 fr. 05 par litre.

Haute-Savoie. — Chômage très faible chez les *typographes* d'Annecy.

Savoie. — Pas de chômage chez les *carriers* de Thollon, journée réduite à 10 heures. 13 p. 0/0 des adhérents sont inoccupés chez les *travailleurs du livre* de Chambéry; 20 p. 0/0 de hausse sur des prix de façon dans quelques ateliers.

Isère. — A Grenoble pas de chômeur signalé chez les *employés du gaz*, 10 p. 0/0 de chômeurs chez les *typographes*.

Petite diminution des commandes chez les *cordonniers* d'Izeaux par suite de la hausse des cuirs.

A Grenoble et à Gières, tous les *gantiers* sont occupés. A Gières, l'ouvrage est, depuis le mois dernier, un peu moins abondant que l'année précédente. Le travail semble reprendre un peu pour les *mouleurs en fer*.

Pas de chômeur chez les *tailleurs de pierre* et *carriers* de Montalieu-Vercieu; travail 72 heures par semaine. Les *tailleurs de pierre* de Porcieu comptent 14 p. 0/0 des leurs sans ouvrage; travail 72 heures par semaine. A Grenoble, les salaires des *maçons* tendent à baisser; la concurrence de la main-d'œuvre étrangère rend le placement plus difficile.

Drôme. — Légère augmentation des salaires pour les *carriers* de Saint-Remond.

Alpes-Maritimes. — Par suite de la sécheresse et de l'accident survenu au canal, les *jardiniers* de Cannes ont moins de travail que l'an dernier. La journée est encore de 8 heures chez les *typographes*, les autres années, le travail commençait déjà à reprendre.

A Nice, les *cordonniers* ont peu d'ouvrage. Les *tapissiers* comptent 40 p. 0/0 de chômeurs; il y a plutôt excès d'ouvriers de la profession, car toutes les maisons font actuellement travailler 60 heures par semaine environ, une maison a augmenté les salaires. 11 p. 0/0 de chômeurs chez les *vanniers*, travail 70 à 80 heures par semaine. Les *carrossiers* et *charrons* ne comptent aucun des leurs sans ouvrage; journée de 10 heures. Les *serruriers* sont tous occupés et font 1/2 heure de plus par jour.

Les *potiers* de Vallauris sont tous occupés. A Cannes, ouvrage moins abondant que l'an dernier chez les *marins du commerce*. A Nice plus du 1/3 des *garçons cochers* sont atteints par le chômage; morte-saison par l'absence des étrangers. Les *comptables* sont tous placés. Les *garçons limonadiers* de Cannes constatent en ce moment une grande affluence d'ouvriers étrangers.

Var. — A Draguignan, pas de chômeur signalé chez les *travailleurs du livre*. A Toulon, le quart des *cordonniers* sont sans ouvrage. Hausse de la viande et des légumes.

Bouches-du-Rhône. — Pêche très faible chez les *pêcheurs* de Martigues, par suite des accalmies de cet été. Les *typographes* de Marseille comptent 2 p. 0/0 des leurs sans ouvrage; 14 p. 0/0 de chômeurs chez les *boulangers* d'Aix.

A Marseille, les *selliers-bourreliers* estiment que la moitié de leurs adhérents sont atteints par le chômage; journée de 10 heures. Les *carrossiers* comptent 15 p. 0/0 des leurs sans ouvrage; travail 60 heures par semaine. Les *forgerons* sont maintenant tous occupés; les compagnies de navigation ayant mis presque toutes des navires en réparation, il y a du travail en perspective pour deux mois. Placement difficile chez les *chauffeurs-conducteurs de machines*. Faute de constructions nouvelles, le personnel a été réduit dans la plupart des chantiers et les *tailleurs de pierres tendres* estiment à plus du 1/3 le nombre de leurs adhérents inoccupés. Pas de chômeur signalé chez les *carreleurs*. Les *terrassiers-mineurs* comptent 1/3 de leurs adhérents sans ouvrage. Les grands travaux de voirie qui occupaient jusqu'à 4.000 ou-

vriers sont maintenant à peu près terminés. Situation meilleure pour les *maîtres d'hôtels et garçons navigateurs*.

A Marseille, baisse légère sur le pain et sur la viande.

Vaucluse. — Les *garçons bouchers et charcutiers* d'Avignon portent à 8 p. o/o le nombre de leurs chômeurs.

Ardèche. — A Annonay, 16 p. o/o de chômeurs chez les *maçons*; les travaux du bâtiment se terminent plus tôt que l'an dernier. La morte-saison commence à se faire sentir dans la *mégisserie*, mais les patrons n'ont encore pas renvoyé de personnel.

Gard. — Pas de chômeur signalé chez les *boulangers* de Nîmes, ni chez ceux d'Alais travail environ 85 heures.

A Alais, hausse du pain de 0 fr. 05 par 2 kilogrammes.

Aveyron. — Les *mines* embauchent des jeunes gens gagnant des salaires peu élevés; le mode d'exploitation a ciel ouvert facilite d'ailleurs toujours la baisse des salaires. Ouvrage moins abondant que le mois précédent chez les *tailleurs de pierre* et *maçons* de Millau.

Tarn. — 7 p. o/o de chômage chez les *typographes* d'Albi; depuis un an, plusieurs ouvriers typographes de la localité ont dû partir ou changer de métier.

Hérault. — Les *mineurs* du Bousquet-d'Orb comptent 36 d'entre eux sans emploi; on ferait 56 heures de travail à l'intérieur de la mine, 36 à l'extérieur. Les *plâtriers* de Béziers font 9 heures de travail par jour.

Aude. — A Carcassonne, pas de chômeur chez les *charpentiers*, nombreuses constructions en cours.

Pyrénées-Orientales. — Ouvrage plus abondant chez les *ouvriers agricoles* de Perpignan; sur certains points, augmentation du salaire: 0 fr. 50 par jour. Chez les *ouvriers du bâtiment* de Pia, la durée du travail a été portée à 54 heures par semaine. A Perpignan, 4 p. o/o de chômeurs chez les *garçons-limonadiers-restaurateurs*.

Haute-Garonne. — A Toulouse pas de chômeur chez les *tonneliers*.

Hautes-Pyrénées. — A Tarbes pas de chômeurs chez les *tanneurs*; travail très actif malgré la hausse sur les cuirs en poils. Travail également actif chez les *ferblantiers-zingueurs*, les *forgerons*, les *peintres* et les *plâtriers*.

Basses-Pyrénées. — A Bayonne, pas de chômeur chez les *boulangers*.

Landes. — Travail toujours actif chez les *ouvriers en verre blanc* de Moustey.

Lot. — Chez les *cordonniers* de Villeneuve-sur-Lot, la situation tend à s'améliorer. Chez les *travailleurs du fer* de Cahors, 25 p. o/o sont inoccupés; situation défavorable par suite de l'extension des procédés mécaniques; travail, 66 heures par semaine chez les *peintres-tapissiers* de Cahors.

Lot-et-Garonne. — Travail, 66 heures par semaine, chez les *charpentiers* de Villeneuve-sur-Lot.

Dordogne. — Travail suivi chez les *typographes* de Bergerac, ils font 60 heures par semaine. Dans les autres corps de métiers, l'activité est 25 plus faible que l'an dernier. Les *chapeliers* de Terrasson travaillent une heure de plus par jour, ils font 78 heures par semaine.

Gironde. — Moitié des *jardiniers* de Bordeaux sont sans ouvrage en raison du séjour des

propriétaires à la campagne. Chômage, 17 p. o/o chez les *boulangers*, à Bordeaux. Les *car-donniers* sont tous occupés, mais ne font que 40 à 50 heures par semaine; les prix de façon ont été diminués dans certaines maisons, par le fait de la substitution du travail mécanique au travail à la main. 8 p. o/o de chômeurs chez les *teinturiers*. Les *garçons limonadiers* comptent 4 p. o/o des leurs sans ouvrage; l'exposition de Bordeaux facilite le placement. Les *garçons coiffeurs* comptent 15 p. o/o des leurs sans place; la durée du travail atteint 105 heures par semaine. Les *bouchers* comptent 4 p. o/o des leurs sans emploi. Chez les *gens de maison*, 4 p. o/o des adhérents sont en chômage.

Charente-Inférieure. — A Rochefort, les *boulangers* sont bien occupés, il y a plutôt manque d'ouvriers. La morte-saison a été plus longue que d'habitude chez les *tailleurs d'habits*: travail, 66 heures en atelier et 40 à 50 heures en chambre. Toujours peu de travail chez les *tailleurs de pierre*.

Charente. — A Angoulême, les *typo-lithographes* comptent 14 p. o/o des leurs sans emploi. Ouvrage moins abondant, un journal cesse de paraître; travail, 60 heures par semaine. Pas de chômeur chez les *tailleurs de pierre* et *maçons* de Jarnac; ouvrage abondant.

Haute-Vienne. — A Limoges, morte-saison chez les *typographes*, on compte un tiers des ouvriers atteints par le chômage. Les *relieurs-doreurs* ne comptent pas de chômeurs; journée de 10 heures. Situation meilleure que l'an dernier.

Moitié des *tailleurs* sont en chômage par suite de la morte-saison. Reprise générale du travail chez les *tonneliers*, tous sont occupés. Pas de chômage chez les *sabotiers*.

Corrèze. — Chez les *chapeliers-fouleurs*, 6 p. o/o des adhérents sont en chômage.

Cher. — Pas de chômeur chez les *ouvriers agricoles* de Charly; travail, 66 heures par semaine. Travail toujours actif chez les ouvriers en *toiles cirées* de Bourges. Chez les *maçons et tailleurs de pierre* de Dun-sur-Auron, travail, 60 heures par semaine. La situation semble s'améliorer pour les *chaufourniers* de Jussy. Reprise du travail chez les *chaufourniers* de la Guerche.

Haute-Vienne. — A Poitiers, situation prospère chez les *typographes*.

Deux-Sèvres. — A Niort, pas de chômeur chez les *gantiers*, bon courant d'affaires pour l'exportation. Pas de chômeur non plus chez les *chapeliers-appropriateurs*, ouvrage abondant, journée de 13 heures.

A Niort, hausse sur les légumes et la viande.

Vendée. — Travail plus actif que l'an dernier pour les *tisserands* des Epesses. 8 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers du *bâtiment* de la Roche-sur-Yon; travail réduit à 62 heures par semaine.

A la Roche-sur-Yon, le pain a diminué de 1 centime par kilogramme.

Loire-Inférieure. — Chez les *cuisiniers* de Nantes, 10 p. o/o de chômeurs. A Saint-Nazaire, journée de 10 heures chez les *typographes*.

A Nantes, la durée du travail a été un peu augmentée pour les ouvriers *ferblantiers-boitiers*. Pas d'ouvriers inoccupés chez les *facteurs d'orgues*; journée de 11 heures. Les *frappeurs-forgerons* comptent 17 p. o/o des leurs sans ouvrage; travail, 60 heures par semaine. Dans l'*industrie du bâtiment*, on commence à renvoyer quelques ouvriers; les *maçons* comptent un cinquième des leurs sans ouvrage; durée du travail, 60 heures par semaine.

A Saint-Nazaire, hausse sur le beurre et les œufs, 33 p. o/o environ, et sur la viande de mouton et du veau, 20 p. o/o.

Maine-et-Loire. — Le travail est maintenant plus actif chez les *vanniers* d'Angers qui ont 76 heures par semaine.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, peu de travail chez les *typographes*, baisse sur les salaires. Les *cochers* comptent maintenant 10 p. o/o des leurs sans ouvrage.

Maine-et-Loire. — Les *tapissiers* d'Angers sont tous occupés, mais ne font que 50 heures par semaine.

Les *mécaniciens* sont tous occupés et font 11 heures par jour; travail plus actif que l'an dernier.

Loiret. — Les ouvriers du *bâtiment* sont tous occupés; les travaux sont plus abondants que l'an dernier par suite de l'ouverture d'une grande voie nouvelle.

Eure-et-Loir. — Les *ouvriers en cuirs* d'Amboise vont entrer dans la période de chômage; une maison a fermé par suite de la hausse des cuirs. Ceux de Châteaurenault sont bien occupés. A Tours, pas de chômeur signalé chez les *tanneurs*, ouvrage un peu moins abondant que l'an dernier; travail, 48 heures par semaine chez les ouvriers à la journée et 36 heures chez les ouvriers aux pièces. Dans les *corroiries*, la moitié du personnel ne fait que 9 heures, l'autre moitié est peu occupée. Chez les *cordonniers*, situation stationnaire. Les *coupeurs-brocheurs en chaussures* comptent 12 p. 0/0 des leurs en chômage; le trafic est plus actif que l'an dernier.

Les *tisseurs en soie* de Tours comptent 10 p. 0/0 des leurs sans ouvrage; il y a plus de travail que l'an dernier, la journée est de 12 heures.

Les *serruriers-forgerons* de Tours comptent moitié des leurs en chômage; on fait 11 heures de travail, mais les salaires ont diminué.

Ralentissement du travail chez les *typographes* de Châteaudun; dans la plus importante maison, journée de 9 heures.

Manche. — 4 p. 0/0 des adhérents sont inoccupés chez les *ouvriers du livre* d'Avranches, journée de 10 heures.

Calvados. — 2 p. 0/0 de chômeurs chez les *teinturiers* de Condé-sur-Noirceau. Travail actif chez les *bonnetiers* de Falaise; nombreuses commissions en cours d'exécution.

Eure. — Chez les *ouvriers en instruments de musique* de la Couture-Boussey, il n'arrive plus que quelques petites commandes; situation très difficile surtout pour les ouvriers aux pièces.

Seine-Inférieure. — Au Havre, les *voiliers* ont été un peu occupés pendant la première moitié de septembre; depuis, affaires très calmes.

A Rouen, de nouveaux placements ont réduit le nombre des chômeurs chez les *constructeurs-mécaniciens*. Au Havre, les *métallurgistes* comptent plus du cinquième des leurs en chômage; dans certains ateliers, la journée est réduite à 8 heures et une partie du personnel est mis à pied pendant 8 jours.

Algérie. — La plupart des *tailleurs de pierres* d'Alger sont sans place fixe et n'ont que des travaux occasionnels; la main-d'œuvre étrangère fait une grande concurrence aux ouvriers français. Reprise du travail chez les *employés limonadiers* d'Alger, depuis le retour des eaux, d'une partie de la clientèle; on compte 15 p. 0/0 des adhérents sans place.

Tunisie. — Les *typographes* de Tunis comptent 6 p. 0/0 des leurs sans ouvrage.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Travaux publics. — Adjudications importantes annoncées pour septembre et octobre 1895 :

Paris. — Construction d'un groupe scolaire.....	587.500 ¹
Paris. — Construction d'un égout collecteur.....	3.169.800
Paris. — Agrandissement d'un groupe scolaire.....	279.800
Paris. — (Guerre). Exhaussement d'un bâtiment.....	149.100

Paris. — Construction d'une école.....	201.900
Abbeville. — Restauration d'une église	
Chalon-sur-Saône. — Construction d'un quartier à l'hospice.....	140.000
Marseille. — Construction de pavillons à l'hospice	566.500
Montpellier. — Construction d'une caserne.....	278.100
Orthez. — Construction d'un pont.....	111.000
Périgueux. — Tabliers de ponts.....	214.000
Remiremont. — Travaux de canalisation.....	309.000
Sceaux. — Travaux de viabilité.....	120.700
Alger (Guerre). — Construction d'un ouvrage.....	800.000
Dellys (Algérie). — Construction d'écoles.....	123.600
Oran. — Travaux d'amélioration du port d'Arzew	420.000
Guelma. — Travaux communaux.....	106.500

Résultats des adjudications précédentes :

Paris. — Construction d'une école de garçons (231.500^f). — Adj. : *terrasse, maçonnerie et carrelage*, Vilatte, 24, rue Martin-Bernard, 33,80; *charpente*, Gouat, 163, rue de Crimée, 38,20; *menuiserie*, Brunent, 17, rue Lacuée, 38,10; *parquets*, les menuisiers de Paris, 35, rue du Poteau, 20,20; *serrurerie*, Arnoult-Guibourgé, 19, boulevard Saint-Jacques, 38,70.

Paris. — Construction d'une école de filles et d'une école maternelle (334.100^f). — Adj. : *terrasse et maçonnerie*, Malherbaud, 9, rue Plumet, 34,80; *charpente*, Laforge, 233, rue des Fourniaux, 38,10; *menuiserie*, l'Espérance du bâtiment, 81, rue des Pyrénées, 36,90; *parquets*, les menuisiers de Paris, 20,40; *serrurerie*, Arnoult-Guibourgé, 38,10.

Paris. — Construction d'égouts (105.400) Adj. : Guébau, 87, rue Michel-Bizot, 28,30.

Paris. — Travaux pour la construction d'un groupe scolaire (607.600^f). — Adj. : *terrasse et maçonnerie*, Augel, 17, rue Laghouat, 24,30; *charpente en bois*, les ouvriers charpentiers de la Villette, 49, rue Saint-Blaise, 39,30; *couverture, plomberie, ardoiserie*, Gibault, 68, rue de l'Aqueduc, 26,70; *menuiserie*, Douillon, 127, rue de Flandre, 39,60; *parquetage*, Bontemps, 40, rue Balagny, 15,60; *serrurerie et ferronnerie*, Gobey, 6, rue de Sévigné, 38,30.

Paris. — Reconstruction et agrandissement d'un groupe scolaire (279.800^f). — Adj. : *terrasse et maçonnerie*, Société des charpentiers de la Villette, 49, rue Saint-Blaise, 36,30; *menuiserie*, les menuisiers de Paris, 15, impasse de la Défense, 32; *parquetage*, Chateigner, 38, boulevard Saint-Jacques, 26,20; *serrurerie*, Leclaire, 40, boulevard Henri IV, 34,90.

Paris. — Construction d'un groupe scolaire (587.500^f). — Adj. : *terrasse et maçonnerie*, Augel, 17, rue Laghouat, 25; *charpente en bois*, Gouat, 163, rue de Crimée, 34,10; *couverture et plomberie*, Bochot, 31, rue Capron, 33,80; *menuiserie*, Laureilhe, 196, quai Jemmapes, 26,30; *parquetage*, Chaubin, 79, rue Petit, 15,30; *serrurerie*, Leclaire, 40, boulevard Henri IV, 39,40; *sumisterie*, Defanti, 261, avenue Daumesnil, 42,20; *peinture et vitrerie*, Muller, 37, rue Balagny, 47,70; *égouts, canalisations*, Doucède, 4 bis, rue de l'Ascension, 35,80.

Paris (Guerre). — Construction d'un étage au-dessus d'un pavillon (149.100^f). — Adj. : *terrasse et maçonnerie*, Noyer, 32 bis, rue des Plantes, 28,60; *couverture et plomberie*, Dubert, 28, rue du Petit-Musc, 37,70; *menuiserie et charpente en bois*, Boutier, à Versailles, 25; *serrurerie et charpente en fer*, Ateliers de Neuilly, à Levallois-Perret, 32.

Fresnes (Seine). — Construction de prisons. — *Remblais,terrasse et maçonnerie* (4.100.000^f), adj. : Michau, 47, rue Denfert-Rochereau, 12,60.

Lille. — Construction de l'école des Arts-et-Métiers (253.000^f). — Adj. : *plafonnage et enduits en plâtre et ciment*, Carré-Delpierre, 22,78; *planchers et parquets*, Guioit-Moreil, à Saint Omer, 12,10; *peinture, vitrerie et dorure*, Gilman, à Roubaix, 42.

Lille. — Construction de l'Institut Pasteur (330.000^f). — Adj. : Rouzé, 17,15.

Louviers. — Travaux de canalisation d'eau (150.200^f). — Adj. : Saillard, à Paris, 55, rue Lecourbe, 29.

Marseille. — Construction de murs de quai à l'air comprimé et approfondissement d'un bassin (5.800.000^f). — Adj. : Mortier, à Saumur, 19.

Nancy. — Construction d'une infirmerie à une caserne (115.000^f). — Adj. : Nanquette, à Sedan, 22 et 8 (d'augmentation).

Nice. — Construction d'un groupe scolaire (205.900^f). — Adj. : *maçonnerie*, Macari, 1, *ferronnerie et serrurerie*, Serraire, 4; *menuiserie et quincaillerie*, Dominique, 1.

Nice. — Construction d'un port à Golfe-Juan. — Quais et dragages (190.000^f). — Adj. : Bagnol, à Toulon, 27.

Rennes. — Agrandissement de l'école pratique d'agriculture (150.400^f). — Adj. : *débais et maçonnerie*, Badault, 8; *charpente*, Renault, 4; *couverture*, veuve Guyot, 1; *menuiserie et menuiserie serrurerie*, Durand, 13.

Rouen. — Réfection des digues de la Risle (211.400^f). — Adj. : Girard, à Rennes, 5.

Oran. — Construction du chemin de fer d'Aïd-Sefra à Djenien-bou-Rezq (630.000^f). — Adj. : Insignoli, à Ain-Sefra, 26.

Chemin de fer P. L. M. — Agrandissement de la gare de Melun (450.000^f). — Adj. Richard, à Lyon, 18, 30.

Chemin de fer P. L. M. — I. Ligne de Loulans-les-Forges à Lure. Ballastage et pose de voies (450.000^f). — Adj. : Ermoglio, à Beaune (Côte-d'Or).

II. — Ligne de Longerey à Divonne. *Terrassements et ouvrages d'art* (2.850.000^f). — Adj. : Allard, 106, avenue Kléber, à Paris; Gagnereau, à Bouhans-les-Montbozon (Haute-Saône); Merle, à Fougères (Ille-et-Vilaine).

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations, pendant les 9 premiers mois de l'année.

	1895. francs.	1894. francs.
IMPORTATIONS.		
Objets d'alimentation.....	716.682.000	900.419.000
Matières nécessaires à l'industrie.....	1.540.235.000	1.615.911.000
Objets fabriqués.....	422.343.000	406.073.000
TOTAL.....	2.679.260.000	2.922.403.000
EXPORTATIONS.		
Objets d'alimentation.....	444.578.000	454.937.000
Matières nécessaires à l'industrie.....	618.236.000	518.991.000
Objets fabriqués.....	1.267.508.000	1.132.298.000
Colis postaux.....	79.772.000	54.744.000
TOTAL.....	2.410.094.000	2.190.970.000

Les valeurs mentionnées au présent tableau ont été calculées d'après les taux fixes pour l'année 1894 par la commission permanente des valeurs de douane.

Transports. — Recettes des principales compagnies de transport du 1^{er} janvier au 23 septembre 1895 :

	1895. —	1894. —
Compagnies des chemins de fer d'intérêt général..	858.580.000	851.700.000
Compagnie des omnibus de Paris (30 septembre)...	30.467.500	30.456.500
Compagnie des petites voitures à Paris (<i>Idem.</i>)....	14.822.800	15.186.200

Métaux. — Voici quelle a été, pendant le premier semestre de 1895, la production française des fontes, des fers et des aciers, comparée avec la période correspondante de 1894. Il y a diminution de 6,4 p. o/o sur les fontes, et de 7,7 p. o/o sur les fers, et très faible augmentation sur les aciers (0,6 p. o/o), celle-ci porteur sur les aciers marchands (3,1 p. o/o) et sur les tôles (4,6 p. o/o); et est à peu près compensée par une diminution de 7,7 p. o/o sur les rails.

PRODUCTION DES FONTES.

DÉPARTEMENTS.	D'AFFINAGE.		DE MOULAGE ou moulées de 1 ^{re} fusion.		TOTAL.	
	1894.	1895.	1894.	1895.	1894.	1895.
	tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.
Gard.....	27.938	20.518	1.770	1.556	29.708	22.074
Landes.....	30.824	26.815	3.380	3.016	34.204	29.831
Haute-Marne.....	13.690	16.430	21.173	12.366	34.853	28.796
Meurthe-et-Moselle.....	461.762	432.565	189.683	187.194	651.445	619.759
Nord.....	115.980	102.147	"	"	115.980	102.147
Pas-de-Calais.....	38.212	38.690	"	"	38.212	38.690
Saône-et-Loire.....	47.498	50.147	"	"	47.498	50.147
Autres départements.....	83.084	76.630	22.175	24.350	105.259	100.980
TOTAUX.....	818.988	763.942	238.181	228.482	1.057.169	992.424
DIMINUTION en 1895.....	55.046 soit 6,7 p. o/o.		9.699 soit 4,1 p. o/o.		64.745 soit 6,4 p. o/o.	

PRODUCTION DES FERS ET DES ACIERS.

DÉPARTEMENTS.	1894.	1895.	DÉPARTEMENTS.	ACIERS.			
	tonnes.	tonnes.		OUVRÉS.		EN LINGOTS.	
				1894.	1895.	1894.	1895.
FERS.				tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.
Allier.....	16.503	11.966	Allier.....	11.870	10.356	17.690	13.759
Ardennes.....	44.082	42.436	Ardennes.....	12.232	18.998	5.576	4.570
Loire.....	21.413	16.788	Gard.....	16.074	16.199	19.320	19.542
Haute-Marne.....	34.230	31.404	Landes.....	20.302	21.491	23.000	23.567
Meurthe-et-Moselle.....	25.572	23.665	Loire.....	33.368	33.292	24.322	35.871
Nord.....	147.828	150.357	Loire-Inferieure.....	9.864	15.504	12.191	19.322
Saône-et-Loire.....	38.380	33.284	Meurthe-et-Moselle ..	48.972	52.666	117.223	116.852
Seine.....	14.638	15.405	Nord.....	67.669	46.300	69.987	57.671
Autres départements ..	71.686	76.461	Pas-de-Calais.....	27.189	23.601	33.710	30.382
TOTAL.....	414.332	391.776	Saône-et-Loire.....	31.327	36.210	38.500	42.024
			Autres départements ..	65.262	71.502	41.072	45.129
ACIERS OUVRÉS.			TOTAL.....	344.129	346.149	402.501	408.689
Rails.....	97.060	89.618					
Aciers marchands.....	168.391	173.596					
Tôles.....	78.678	82.335					
TOTAL.....	344.129	346.149					

Préfecture de la Seine. — Autorisations de bâtir. — Du 1^{er} au 30 septembre, il a été déposé 113 demandes en autorisation de bâtir, dont 48 pour des constructions neuves. Pendant le mois de septembre 1894, le nombre des demandes avait été de 118, dont 51 pour des constructions.

Tribunal de commerce de la Seine. — Nombre de faillites et de liquidations judiciaires :

	Mois d'août.		Du 1 ^{er} janv. au 31 août.	
	1895.	1894.	1895.	1894.
	—	—	—	—
Faillites.....	91	139	1.079	1.174
Liquidations judiciaires.....	15	18	151	209
Conversions de liquidations en faillites..	7	6	33	52

Mont-de-Piété de Paris. — Situation des magasins au 30 septembre 1895.

GAGES CORPORELS.			ARTICLES.	SOMMES.
			nombres.	francs.
Il y avait en magasin, le 31 août 1895, au soir.			1.701.203	46.133.510
ENTRÉE.			154.707	4.001.692
Par engagements effectifs.....	96.531	2.403.231		
Par renouvellements.....	58.176	1.598.461		
TOTAL.....			1.855.910	50.135.202
SORTIE.			162.358	3.942.223
Par dégagements effectifs.....	91.349	2.143.487		
Par renouvellements.....	58.176	1.598.461		
Par ventes.....	12.833	200.275		
RESTE en magasin, le 31 septembre 1895.....			1.693.552	46.192.979
Restait en magasin, le 30 septembre 1891.....			1.989.028	50.396.217
le 30 septembre 1892.....			1.998.884	52.527.792
le 30 septembre 1893.....			1.864.894	50.347.889
le 30 septembre 1894.....			1.807.579	48.564.098
Intérêts des emprunts : à 1 an, 3 p. o/o ; à 9 mois, 2 1/2 p. o/o ; à 6 mois, 2 p. o/o ; à 3 mois, 1 1/2 p. o/o.				

PLACEMENT GRATUIT.

ÉTAT DES PLACEMENTS EFFECTUÉS PAR LES OFFICES DE PLACEMENT GRATUIT.
(RENSEIGNEMENTS PARVENUS AU 1^{er} OCTOBRE.)

A. — BUREAUX MUNICIPAUX.

B. — BOURSES DU TRAVAIL.

LOCALITÉS.	NOMBRE DES				LOCALITÉS.	NOMBRE DES			
	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués			DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués	
			à demeure	en extra.				à demeure	en extra.
AOÛT 1895.					AOÛT 1895.				
Paris (1 ^{er} arr ^t).	473	274	262	"	Angers.....	208	73	72	15
— (iv ^e —).	484	395	370	16	Besançon.....	116	62	32	"
— (v ^e —).	65	60	13	15	Boulogne-s.-M.	214	127	122	5
— (xiv ^e —).	332	190	211	"	Cholet.....	73	46	43	"
— (xvii ^e —).	145	69	31	3	Cognac.....	120	65	30	22
— (xix ^e —).	150	126	111	"	Le Mans.....	206	79	33	"
— (xx ^e —).	171	112	19	44	Nice.....	152	66	50	10
Lille.....	15	2	"	"	Saint-Etienne..	105	55	45	"
Nancy.....	128	29	21	"	Saint-Nazaire...	64	17	3	12
					Toulon.....	41	21	21	"
					Marseille.....	503	392	388	"
					Toulouse.....	107	93	102	40
SEPTEMBRE 1895.					SEPTEMBRE 1895.				
Paris (refuges).	"	"	72	2430	Marseille.....	512	388	381	"
Paris (vi ^e arr ^t)..	"	"	210	633	Bordeaux (mu- nicipale).....	450	234	230	"
— (ix ^e arr ^t)..	108	81	72	"	Boulogne-s.-Seine	34	16	4	3
— (xiv ^e —).	113	122	40	"	Chalon-sur-Saô ^{ne}	22	10	11	"
Levallois-Perret.	115	112	82	9	Nîmes.....	84	61	37	"
Brest.....	17	2	3	"	Perpignan.....	28	20	17	1
Saint-Nazaire...	7	2	1	"	Tours.....	197	85	79	"
Sens.....	10	4	"	"	Saint-Nazaire...	27	7	1	5

C. — SOCIÉTÉS D'ASSISTANCE.

DÉSIGNATION.	DEMANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS.	
			à demeure.	en extra.
AOÛT 1895.				
Paris (Société philanthropique, rue de Crimée).....	"	"	74	"
— (Société philanthropique, rue Labat).....	"	"	41	"
— (Société philanthropique, rue Saint-Jacques).....	"	"	114	"
— (Société philanthropique, avenue du Maine).....	"	"	8	"
SEPTEMBRE 1895.				
Paris. (Société philanthropique, rue de Crimée).....	"	"	71	"
— (Société philanthropique, rue Labat).....	"	"	45	"
— (Société philanthropique, rue Saint-Jacques).....	"	"	102	"
Société protestante du travail.....	95	97	69	"

D. — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS ET SYNDICATS PROFESSIONNELS (EN DEHORS DES BOURSES DE TRAVAIL DESIGNÉES CI-DESSUS), AOÛT 1895.

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Alpes-Maritimes....	Caunes.....	Jardiniers.....	"	"	5	"
Idem.....	Idem.....	Tapissiers.....	3	3	3	"
Idem.....	Nice.....	Limonadiers.....	"	"	2	10
Aube.....	Troyes.....	Plâtriers.....	"	6	8	"
Bouches-du-Rhône...	Marseille.....	Imprimeurs-lithographes.	"	"	6	"
Idem.....	Idem.....	Selliers, bourreliers....	"	"	20	"
Idem.....	Idem.....	Carrossiers.....	20	4	4	"
Idem.....	Idem.....	Forgerons.....	"	"	16	"
Charente-Inférieure..	Rochefort.....	Tailleurs.....	5	2	2	"
Doubs.....	Besançon.....	Coiffeurs.....	8	8	8	"
Gard.....	Nîmes.....	Boulangers.....	"	"	25	"
Gironde.....	Bordeaux.....	Jardiniers.....	"	"	3	"
Idem.....	Idem.....	Compagnons boulangers.	40	32	6	31
Idem.....	Idem.....	Teinturiers.....	1	"	"	"
Idem.....	Idem.....	Chaudronniers en cuivre.	2	"	"	"
Idem.....	Idem.....	Garçons de café.....	"	"	12	72
Idem.....	Idem.....	Gens de maison.....	25	42	18	1
Isère.....	La Motte.....	Mineurs.....	"	"	6	"
Idem.....	Grenoble.....	Typographes.....	10	"	"	"
Meurthe-et-Moselle..	Nancy.....	Ménisiers.....	1	"	"	"
Idem.....	Idem.....	Ouvriers d'aménagement.	"	1	"	"
Nord.....	Dunkerque.....	Ouvriers de la métallurg.	6	"	6	"
Rhône.....	Lyon.....	Chauffeurs mécaniciens..	7	"	5	"
Idem.....	Idem.....	Confiseurs-pâtisseries...	"	32	20	"
Seine.....	Paris.....	Cuisiniers.....	635	200	185	344
Idem.....	Idem.....	Conducteurs-typographes.	14	"	"	"
Idem.....	Idem.....	Brocheurs.....	17	2	2	"
Idem.....	Idem.....	Coupeurs-tailleurs.....	40	15	15	"
Idem.....	Idem.....	Couturiers.....	15	25	"	"
Idem.....	Idem.....	Blanchisseuses.....	209	"	18	105
Idem.....	Idem.....	Employés du bâtiment....	6	9	1	"
Idem.....	Idem.....	Charpentiers.....	"	"	34	"
Idem.....	Idem.....	Ouvriers en voiture.....	"	10	8	"
Idem.....	Idem.....	Peintres.....	"	17	"	"
Idem.....	Idem.....	Graveurs.....	3	6	2	"
Idem.....	Idem.....	Bouchers.....	"	"	105	55
Idem.....	Idem.....	Charcutiers.....	415	546	413	2
Idem.....	Idem.....	Employés d'hôtel.....	650	164	164	1,618
Idem.....	Idem.....	Comptables (faubourg du Temple.....	12	8	4	1
Idem.....	Idem.....	Comptables (rue de Bi-voli).....	93	61	26	12
Idem.....	Idem.....	Coiffeurs.....	"	"	145	750
Idem.....	Idem.....	Concierges-gérants.....	3	2	1	"
Idem.....	Idem.....	Gens de maison.....	"	38	9	6
Idem.....	Idem.....	Infirmiers et gardes mal.	60	"	8	20
Seine-Inférieure.....	Rouen.....	Constructeurs-mécanie...	5	"	4	"
Var.....	Toulon.....	Cordonniers.....	"	"	2	"
Alger.....	Alger.....	Tailleurs de pierres.....	"	"	5	"
Idem.....	Idem.....	Employés limonadiers....	6	4	6	5

ASSISTANCE.

Département de la Seine.

A. — ASILES DE NUIT.

OEUVRES.	HOMMES		FEMMES.	ENFANTS.	NOMBRE DE NUITS passées.
	de moins de 60 ans.	de plus de 60 ans.			
MOIS DE SEPTEMBRE.					
Refuges et asiles municipaux (1).....	2.562	143	588	"	21.975
Hospitalité de nuit (rue de Tocqueville).....	4.782	435	285	215	14.766
Asile de la rue Mouffetard.....	256	22	"	2	"
Société philanthropique (rue de Crimée).....	"	"	154	15	803
— (rue Labat).....	"	"	273	21	1.079
— (rue Saint-Jacques)....	"	"	362	89	1.759
— (avenue du Maine) ...	"	"	"	"	"

(1) D'après les renseignements fournis par la direction des affaires municipales à la préfecture de la Seine (bureau du travail).

B. — SECOURS D'ASSISTANCE PUBLIQUE.

(D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la Préfecture de la Seine, bureau du travail.)

1° VILLE DE PARIS.

		PERSONNES SECOURUES pendant le mois d'août.	
Indigents (secours réguliers)	{ de moins de 60 ans.	Hommes	5.306
		Femmes	9.053
	{ de 60 ans et plus...	Hommes	11.473
		Femmes	22.469
TOTAL des indigents secourus.....			48.301
Nécessiteux (secours irréguliers)	{ de moins de 60 ans.	Hommes	4.211
		Femmes.....	6.628
	{ de 60 ans et plus...	Hommes	2.024
		Femmes	2.178
TOTAL des nécessiteux secourus.....			15.041

2° AUTRES COMMUNES DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE.

		PERSONNES SECOURUES pendant les mois de	
		Juillet.	Août.
Personnes de moins de 60 ans.....	Hommes	2.263	2.598
	Femmes.....	2.626	3.177
Personnes de plus de 60 ans.....	Hommes	1.686	1.860
	Femmes.....	2.694	3.365
TOTAL des personnes secourues.....		9.269	11.000

MOUVEMENT SYNDICAL.

[Direction de la prévoyance et de l'assurance sociales. — Bureau des syndicats professionnels.]

Pendant le mois de septembre 1895, le Ministère du commerce a été avisé des modifications suivantes dans la situation des syndicats professionnels :

A. — CRÉATION DE SYNDICATS.

[La date entre parenthèses est celle de la création du syndicat.]

1^o SYNDICATS PATRONAUX.

Alpes-Maritimes [1^{er} juillet 1895]. — Chambre syndicale de la boulangerie cannoise (29 membres). Siège social : 5, rue Rougière, à Cannes.

Loire [15 juin 1895]. — Chambre syndicale des approvisionneurs alimentaires de la ville de Saint-Étienne et de la région (17 membres). Siège social : 3, rue Michelet, à Saint-Étienne.

Loiret [6 juillet 1895]. — Chambre syndicale de la boulangerie de Montargis (28 membres). Siège social : 14, rue des Récollets, à Montargis.

[2 août 1895]. — Union syndicale des loueurs de voitures de place de la ville d'Orléans (22 membres). Siège social : 1, rue d'Illiers, à Orléans.

Maine-et-Loire [10 juillet 1895]. — Syndicat des médecins de l'arrondissement d'Angers (60 membres). Siège social : Boulevard du Roi-René, à Angers.

[17 juillet 1895]. — Chambre syndicale des entrepreneurs en bâtiment du département de Maine-et-Loire (160 membres). Siège social : 18, rue du Canal, à Angers.

Savoie [16 juin 1895]. — Société d'élevage de la race moutonnière et bovine dans la vallée du Doron (80 membres). Siège social : Baufort.

[7 juillet 1895]. — Syndicat des pharmaciens de la Savoie (32 membres). Siège social : Chambéry.

Seine [6 mai 1895]. — Chambre syndicale de l'incandescence par le gaz et des industries qui s'y rattachent (50 membres). Siège social : 3, rue de Lutèce, à Paris.

Deux-Sèvres [30 juillet 1895]. — Chambre syndicale des fabricants de gants (12 membres). Siège social : 18, place du Temple, à Niort.

Haute-Vienne [28 août 1895]. — Syndicat des fabricants de galoches de Limoges (5 membres). Siège social : 1, place de l'Hôtel-de-Ville, à Limoges.

2^o SYNDICATS OUVRIERS.

Ardèche [2 juillet 1895]. — Syndicat des ouvriers serruriers d'Annonay (30 membres). Siège social : Annonay.

Ariège [1895]. — Chambre syndicale des ouvriers métallurgistes de Pamiers (350 membres). Siège social : Pamiers.

Bouches-du-Rhône [30 août 1895]. — Syndicat des ouvriers caoutchoutiers (52 membres). Siège social : Bourse du travail, à Marseille.

Doubs [1^{er} mars 1895]. — Syndicat des ouvriers métallurgistes du pays de Montbéliard (35 membres). Siège social : Audincourt.

Ille-et-Vilaine [10 septembre 1895]. — Chambre syndicale des vendeurs de journaux de Rennes ("). Siège social : Bourse du travail, à Rennes.

[10 septembre 1895]. — Chambre syndicale des ouvriers plombiers, zingueurs et chaudronniers de la ville de Rennes ("). Siège social : Bourse du travail, à Rennes.

Indre [30 août 1895]. — Union syndicale des ouvriers de l'industrie similaire sur cuirs et peaux de la ville d'Issoudun (120 membres). Siège social : Mairie d'Issoudun.

Loire [1^{er} juin 1895]. — Syndicat des mouleurs en fonte et cuivre de Roanne (46 membres). Siège social : 2, place Victor-Hugo, à Roanne.

Maine-et-Loire [4 mai 1895]. — Chambre syndicale des ouvriers charpentiers de la ville de Cholet (30 membres). Siège social : Rue de Pineau, à Cholet.

Haute-Marne [21 juillet 1895]. — Syndicat des bûcherons du canton d'Auberive (60 membres). Siège social : Auberive.

Rhône [27 juillet 1895]. — Chambre syndicale des travailleurs du cuivre de Lyon (90 membres). Siège social : Bourse du travail, à Lyon.

Seine [5 août 1895]. — Chambre syndicale des hommes de peine des abattoirs, halles et marchés de la ville de Paris (5 membres). Siège social : 6, boulevard de Magenta, à Paris.

Seine-et-Marne [1895]. — Groupe syndical des maçons de la Ferté-sous-Jouarre et des environs (38 membres). Siège social : 17, rue des Étuves, à la Ferté-sous-Jouarre.

Seine-et-Oise [15 avril 1895]. — Union syndicale professionnelle des ouvriers et ouvrières tailleurs de Versailles (21 membres). Siège social :

[1^{er} juin 1895]. — Chambre syndicale des ouvriers charpentiers de Seine-et-Oise (20 membres). Siège social : 16, rue André-Chénier, à Versailles.

Deux-Sèvres [7 mai 1895]. — Chambre syndicale des ouvriers tanneurs et corroyeurs de la ville de Niort (43 membres). Siège social : 11, route de Paris, à Niort.

3° SYNDICATS AGRICOLES.

Hautes-Alpes [18 août 1895]. — Syndicat viticole et agricole de la commune de Rousset ("). Siège social : Rousset.

Basses-Alpes [5 juillet 1895]. — Syndicat agricole de Barcelonnette ("). Siège social : Barcelonnette.

Côtes-du-Nord [1^{er} avril 1895]. — Syndicat agricole de la commune de Plémy (16 membres). Siège social : Mairie de Plémy.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

[La date entre parenthèses est celle de la création du syndicat. La date de la dissolution n'est pas donnée parce que l'inactivité d'un syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.]

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Gironde [27 novembre 1892]. — Syndicat professionnel des loueurs et logeurs en garni de Tausat (12 membres). Siège social : Tausat (commune de Lanton).

[5 juin 1888]. — Chambre syndicale des patrons fondeurs (11 membres). Siège social : 37, rue Paul-Broca, à Bordeaux.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Gironde [1^{er} août 1891]. — Chambre syndicale de l'union des ouvriers tonneliers de la ville de Barsac (72 membres). Siège social : Salle de la Concorde, à Barsac.

[18 juillet 1891]. — Chambre syndicale des ouvriers fabricants de balais de la ville de Bordeaux, du département et de la région (32 membres). Siège social : 15, rue Lage, à Bordeaux.

[2 juillet 1893]. — Chambre syndicale des ouvriers charbonniers réunis du port de Bordeaux (120 membres). Siège social : 32, rue du Mirail, à Bordeaux.

[15 juin 1893]. — Union syndicale des maîtres d'hôtel et garçons navigateurs du port de Bordeaux (120 membres). Siège social : 30, quai de Bacalan, à Bordeaux.

[5 juin 1887]. — Syndicat du progrès national (ouvriers carriers) (11 membres). Siège social : Espiet.

Indre [7 mai 1894]. — Syndicat des ouvriers bûcherons et travaux similaires de la commune de Saint-Pierre-le-Jards (40 membres). Siège social : Saint-Pierre-le-Jards.

Seine [28 octobre 1880]. — Chambre syndicale des ouvriers vitriers du département de la Seine (32 membres). Siège social : 1, rue de Châteaudun, à Paris.

[1^{er} mars 1878]. — Chambre syndicale des ouvriers carreleurs en bâtiments de toutes formes, grandeurs, dimensions et dessins (7 membres). Siège social : 13, rue Aumaire, à Paris.

[1891]. — Union syndicale des garçons de magasin de Paris (A). Siège social : 45, rue des Petits-Carreaux, à Paris.

[1892]. — Union syndicale des garçons de magasin et cochers-livreurs de Paris (A). Siège social : 5, rue des Petits-Carreaux, à Paris.

[29 mai 1892]. — Chambre syndicale des ouvriers sur toiles cirées (60 membres). Siège social : 1, rue de la Tombe-Issoire, à Paris.

[1892]. — Association syndicale des journalistes vélocipédiques (28 membres). Siège social : 10, boulevard Montmartre, à Paris.

[1893]. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières de l'équipement militaire (150 membres). Siège social : 20, rue du Vieux-Colombier, à Paris.

3° SYNDICATS MIXTES.

Seine [1893]. — Syndicat des professeurs, instituteurs et institutrices libres de France. Siège social : 29, boulevard de la Chapelle, à Paris.

(A) Ces deux associations ont fusionné pour former un nouveau syndicat portant la dénomination de *Syndicat général des garçons de magasin, cochers-livreurs et parties similaires de la Seine*, dont la création a été signalée ci-dessus, page .

4^e SYNDICATS AGRICOLES.

Gironde [26 août 1888]. — Syndicat agricole du canton de Coutras (241 membres). Siège social : Coutras.

Indre [13 janvier 1889]. — Syndicat viticole du canton de Vatan (120 membres). Siège social : 9, rue Saint-Sulpice, à Vatan.

Loire [9 février 1886]. — Syndicat des agriculteurs de Saint-Étienne (80 membres). Siège social : Palais de la Bourse, à Saint-Étienne.

LES GRÈVES EN SEPTEMBRE 1895.

37 grèves ont été déclarées en septembre dernier. Il n'y en avait eu que 28 en septembre 1894 et 29 en septembre 1893.

Les 37 grèves de septembre 1895, qui n'affectent presque toutes qu'un seul établissement chacune, se répartissent par profession de la manière suivante :

Textiles	15	Alimentation	1
Terres et pierres	7	Habillement	1
Cuir et peaux	5	Malletiers	1
Métaux	4	Portefaix	1
Marins pêcheurs	1	Mineurs	1

Le nombre des grévistes, connu pour 36 grèves, est de 3.537; ce nombre n'avait été que 1.909 en septembre 1894, mais il s'était élevé à 48.365 en septembre 1893, époque à laquelle ont éclaté les grèves des mineurs du Pas-de-Calais englobant à elles seules près de 43.000 grévistes.

Si l'on examine les causes des grèves, on trouve que 21 (plus de la moitié) se rapportent à des questions de salaires : ainsi 15 grèves ont eu pour objet une augmentation de salaire, et 2 grèves ont eu pour cause unique la réduction des salaires, 4 autres grèves étant provoquées tant par des réductions de salaires que par des considérations de personnes ou des modifications de règlements.

Les questions de personne se trouvent à l'origine de 11 grèves : dans 7 cas, les grévistes demandent le renvoi d'un contremaître; dans 3 cas, ils demandent la réintégration de camarades, et dans un autre ils s'opposent à l'embauchage d'ouvriers. — 3 grèves tendent à la suppression d'amendes, 3 autres ont trait à la réglementation du travail, et 3 grèves enfin ont des causes diverses : paiement des journées de maladie, remplacement du travail à la journée par le travail aux pièces, etc.

Sur 37 grèves commencées en septembre, 6 n'étaient pas terminées le 1^{er} octobre; les 31 autres ont abouti à 10 réussites, 5 transactions et 16 échecs. Si l'on tient compte des 4 grèves anciennes terminées en septembre, on constate pendant ce mois 10 réussites, 7 transactions et 18 échecs.

Les 35 conflits terminés en septembre avaient duré : un, 108 jours; un, 77 jours; un, 64 jours; un, 15 jours; deux, 10 jours; quatre, 8 jours; un, 6 jours; deux, 5 jours; deux, 4 jours; trois, 3 jours; sept, 2 jours; huit, 1 jour; et deux, moins d'une journée.

Au 1^{er} octobre, il y avait encore 9 grèves en cours.

En résumé, les résultats du mois de septembre ne modifient pas la situation déjà connue de l'année 1895 comparée aux années précédentes. Pendant les neuf premiers mois de l'année 1895, on a compté 316 grèves avec 39.000 grévistes; pendant les neuf premiers mois de 1894, on avait compté 318 grèves avec 40.000 grévistes. Ces résultats sont toujours meilleurs que ceux de la période correspondante de 1893, pendant laquelle on a constaté 558 grèves, auxquelles avaient pris part 158.753 grévistes.

DATES		DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS..	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE	
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.
1	2				6	7
GRÈVES NON TERMINÉE						
14 juin...	30 sept...	Haute-Vienne	Limoges	Corsetières	1	42
15 juillet.	17 sept...	Haute-Vienne	Limoges	Mennisières	17	110
15 juillet.	30 sept...	Deux-Sèvres....	Niort.....	Mouleurs en fonte.....	2	20
31 juillet.	.....	Tarn.....	Carmaux.....	Verriers.....	1	1.110
1 ^{er} août.	.....	Hérault.....	Le Bousquet-d'O.b	Verriers.....	1	230
12 août...	8 octobre.	Ille-et-Vilaine...	Reunnes.....	Charpentiers et scieurs de long	"	70
GRÈVES COMMENCÉE						
1 ^{er} sept...	2 sept...	Seine.....	Paris.....	Maçons	1	40
(midi.)	.....	.....	.....	.....	.....	.....
3 sept...	5 sept...	Seine.....	Paris.....	Maroquinerie.....	1	7
4 sept...	4 sept...	Nord.....	Roubaix.....	Fileurs et attacheurs.....	1	24
4 sept...	5 sept...	Oran.....	Oran.....	Portefaix.....	"	500
4 sept...	6 sept...	Dordogne.....	Périgueux.....	Coupeurs tailleurs.....	1	5
4 sept...	7 sept...	Haute-Vienne...	Limoges	Cordonniers.....	1	400
5 sept...	11 sept...	Yonne.....	Raviers.....	Taillieurs de pierre.....	1	20
6 sept...	7 sept...	Nord.....	Fourmies	Rattacheurs. (Filature).....	1	12
7 sept...	9 sept...	Seine.....	Paris.....	Malletiers	1	7
7 sept...	10 sept...	Nord.....	Fourmies	Tisseurs.....	1	68
8 sept...	12 sept...	Hérault.....	Palavas.....	Pêcheurs.....	1	2
8 sept...	18 sept...	Isère.....	Arprieu.....	Tisseurs.....	1	37
9 sept...	11 sept...	Pas-de-Calais...	Calais.....	Fabrique de biscuits.....	1	200
9 sept...	17 sept...	Bouches-du-Rhône.	Marseille.....	Selliers.....	1	70
10 sept...	11 sept...	Finistère.....	Poullgoazec.....	Soudeurs boitiers.....	2	61
11 sept...	12 sept...	Nord.....	Audierne.....	.....	.....	.....
11 sept...	19 sept...	Nord.....	Fourmies.....	Fileurs rattacheurs	1	30
13 sept...	14 sept...	Ardèche.....	Denain	Métallurgistes.....	1	70
16 sept...	24 sept...	Nord.....	Amouay.....	Mégissiers.....	1	25
17 sept...	24 sept...	Nord.....	Tourcoing.....	Tisseurs.....	1	96
17 sept...	19 sept...	Finistère.....	Donarnenez.....	Soudeurs boitiers.....	1	97
17 sept...	27 sept...	Aude.....	Quillan.....	Terrassiers.....	1	450
19 sept...	23 sept...	Marne.....	Vitry-le-François.	Terrassiers.....	1	40
19 sept...	24 sept...	Nord.....	Tourcoing.....	Filature de coton.....	1	25
20 sept...	21 sept...	Somme.....	Villers-Bretonneux	Rattacheurs.....	1	25
14 sept...	27 sept...	Ardennes.....	Rimogne.....	Ardoisiers.....	1	150
22 sept...	7 octobre	Ariège.....	Pamiers.....	Métallurgistes.....	1	500
22 sept...	7 octobre.	Nord.....	Anor.....	Tisseurs.....	1	150
23 sept...	24 sept...	Orne.....	Bagnoles.....	Maçons	1	30
24 sept...	27 sept...	Gard.....	Saint - Paulet - de Caisson.	Mineurs	1	40
24 sept...	29 sept...	Nord.....	Tourcoing.....	Rattacheurs.....	1	13
24 sept...	.....	Gard.....	Saint - Hyppolite - du-Fort.	Fileuses.....	1	100
25 sept...	27 sept...	Aube.....	Troyes.....	Bonnetiers.....	1	38
26 sept...	28 sept...	Nord.....	Marchiennes	Souffleurs.....	1	20
28 sept...	2 octobre	Haute-Garonne..	Toulouse.....	Fabrique de chaussures (pi- queuses).	1	.....
30 sept...	1 ^{er} octobre	Vosges.....	Épinal.....	Tisseurs.....	1	70
30 sept...	7 octobre.	Nord.....	Roubaix.....	Tisseurs.....	1	90
30 sept...	.....	Nord.....	Dunkerque.....	Ouvriers voiliers.....	2	25

(A) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas encore été signalée à l'Office du travail.

CAUSES DE LA GRÈVE OU DEMANDES DES GRÉVISTES. 8	RÉSULTATS. 9	OBSERVATIONS. 10
---	---------------------	-------------------------

AU 1^{er} SEPTEMBRE 1895 (A).

Augmentation de salaires et règlement d'atelier.....	Échec (1).	(1) 22 grévistes ont refusé de rentrer; elles ont été remplacées le 30 septembre.
Suppression du travail aux pièces.....	Échec.	
Augment ^{on} de salaires, diminution du travail aux pièces et renvoi d'un contremaître.....	(2)	(2) Après un arbitrage en grande partie favorable aux grévistes, le travail a été repris dans l'un des établissements. Les ouvriers de l'autre maison demandant en outre le renvoi d'un contremaître, n'ont pu l'obtenir, 9 remplacés après refus de rentrer.
Réintégration d'un ouvrier congédié.....	.....	
Réintégration d'un ouvrier congédié.....	.....	
Augmentation de salaires.....	Transaction.	

EN SEPTEMBRE 1895.

Augmentation de salaires (3).....	Échec.	(3) 33 grévistes ont été remplacés.
Contre l'embauchage de deux ouvriers (4).....	Échec.	(4) 4 grévistes ont été licenciés.
Contre le renvoi d'un ouvrier (5).....	Échec.	
Réduction de salaires.....	Échec.	(5) Les grévistes ont été immédiatement remplacés.
Paiement des journées perdues pour cause de maladie (6).....	Échec.	
Demande de renvoi d'un contremaître.....	Échec.	(6) Ces ouvriers sont au mois.
Règlementation du travail entraînant une réduction de salaires.....	Transaction.	
Augmentation de salaires.....	Échec.	
Demande de renvoi d'un contremaître (7).....	Échec.	(7) Les grévistes ont été remplacés.
Augmentation de salaires.....	Réussite.	
Question de salaires.....	Échec.	
Augmentation de salaires.....	Transaction.	
Contre le remplacement du travail à la journée par le travail aux pièces.....	Échec.	
Augmentation de salaires.....	Réussite.	
Augmentation de salaires.....	Réussite.	
Augmentation de salaires.....	Transaction.	
Demande de renvoi d'un contremaître.....	Échec.	
Demande de renvoi d'un contremaître.....	Réussite.	
Augmentation de salaires.....	Réussite.	
Augmentation de salaires.....	Réussite.	
Augmentation de salaires.....	Transaction.	
Règlementation du travail.....	Échec.	
Augmentation de salaires.....	Réussite.	
Augmentation de salaires.....	Réussite.	
Demande de suppression d'une amende.....	Échec.	
Réduction de salaires et contre le renvoi de neuf ouvriers.....	Transaction.	
Augmentation de salaires.....	.....	
Demande de renvoi d'un contremaître.....	Échec.	
Augmentation de salaires.....	Réussite.	
Demande de suppression d'une amende infligée à un certain nombre d'ouvriers pour chômage (8).....	Échec.	(8) Les grévistes ont été remplacés.
Réduction de salaires et demande de renvoi d'une contremaître.....	.....	
Demande de suppression d'une amende infligée à trois ouvriers.....	Transaction.	
Réduction de salaires.....	Réussite.	
Réduction de salaires et demande de renvoi d'une contremaître.....	Transaction.	
Règlementation du travail.....	Échec.	
Demande de réintégration d'un ouvrier congédié.....	Échec.	
Augmentation de salaires.....	.....	

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

Quatre applications de la loi du 27 décembre 1892 ont été signalées pendant le mois de septembre :

1° Grève des charpentiers de Rennes. — Une deuxième intervention du juge de paix a amené la réunion d'un comité de conciliation le 7 septembre. Les patrons, qui n'avaient pas répondu à la première invitation, étaient, cette fois, représentés par trois délégués. L'accord n'ayant pu se faire sur aucune des réclamations formulées par les ouvriers, le juge de paix a proposé de recourir à l'arbitrage. Cette proposition, acceptée par les délégués ouvriers, a été repoussée par les patrons.

2° Grève de selliers (équipements militaires) à Marseille. — M. Santoni, fabricant d'équipements militaires, avait renvoyé, sans avis préalable, 55 ouvriers selliers, à la suite d'un refus de hâves-sacs qui n'avaient pas été confectionnés dans les conditions prescrites par le cahier des charges; le conseil de prud'hommes avait condamné le patron à payer une indemnité de 50 francs à chacun des ouvriers.

Quelques jours après, les ouvriers furent appelés à reprendre le travail; ils firent quelques réclamations qui ne furent pas acceptées, de sorte qu'une grève succéda au chômage involontaire, 15 ouvriers qui avaient continué à travailler ayant fait cause commune avec leurs camarades.

Le juge de paix du deuxième canton de Marseille, averti de la tournure que prenait le différend, invita, le 11 septembre, les deux parties à former un comité de conciliation. Le comité tint deux réunions, les 14 et 15 septembre : les ouvriers obtinrent la suppression d'une retenue de 5 p. o/o faite précédemment sur leurs salaires, le changement d'emploi d'un contremaître afin qu'il ne fût plus en contact direct avec les ouvriers, et la reprise des grévistes, au fur et à mesure des besoins, préférablement à tous autres ouvriers.

La reprise du travail ayant été fixée au lundi 16, M. Santoni a aussitôt informé les délégués ouvriers que le syndicat pouvait désigner parmi les chômeurs 10 ouvriers pour reprendront le travail le 17.

3° Grève de terrassiers à Quillan (Aude). — Les ouvriers employés à la construction du chemin de fer de Quillan à Rivesaltes s'étant mis en grève le 17 septembre en demandant une augmentation de salaires, se sont adressés le même jour au juge de paix. Un comité de conciliation, composé des deux patrons et de cinq délégués ouvriers, s'est réuni le 19; les patrons ont refusé toute augmentation et repoussé le recours à l'arbitrage. Au bout de 10 jours de grève, une légère élévation des salaires a été accordée et le travail a été repris le 27 septembre.

4° Grève d'ouvrières dans une filature de soie à Saint-Hippolyte-du-Fort (Gard). — Les ouvrières demandent le maintien du salaire journalier à 1 fr. 50 et le renvoi d'une surveillante.

À la suite de deux entrevues devant le juge de paix, la question des salaires a été tranchée à la satisfaction des ouvrières; mais l'accord n'a pu se faire au sujet du renvoi de la surveillante, et la grève a continué.

Une commission nationale mixte dans l'industrie de l'imprimerie. — À l'occasion de la célébration du troisième centenaire de l'introduction de l'impri-

merie à Marseille, deux congrès importants se sont tenus dans cette ville, dans la deuxième semaine de septembre : l'un était le septième congrès national de la Fédération des travailleurs du livre, l'autre le deuxième congrès des maîtres-imprimeurs de France; ceux-ci ont décidé de former une association ayant pour but de centraliser les efforts de tous les syndicats patronaux de leur industrie et d'assurer chaque année la réunion d'un congrès.

Cette association a pris le titre de *Union des maîtres-imprimeurs de France*, et le siège social en a été fixé, à Paris, au Cercle de la librairie, 117, boulevard Saint-Germain.

Le congrès ouvrier a décidé la création d'une caisse fédérative de chômage.

Mais le résultat le plus important de ces deux congrès et qu'il importe de signaler au point de vue de l'établissement de meilleurs rapports entre patrons et ouvriers, est l'institution d'une commission mixte, composée de 9 patrons et 9 ouvriers, recrutés dans toute la France, qui se réunira une fois par an à Paris et pourra nommer une sous-commission permanente.

Le Congrès patronal a aussitôt nommé ses représentants dans cette commission et a désigné MM. Belin et Lefèvre, de Paris; Lavauzelle, de Limoges; Jobard, de Dijon; Dalmas, de Bordeaux; Storck, de Lyon; Danel, de Lille; Challier de Grand-champs, d'Amiens; et Barthelet, de Marseille.

Le Congrès ouvrier a désigné les villes suivantes pour nommer chacune un délégué : Paris, Lyon, Lille, Angers, Rouen, Auxerre, Reims; il y aura en outre 2 représentants du comité central de la Fédération.

C'est la première institution de ce genre qui aura été créée en France.

ANGLETERRE.

L'échelle mobile des mineurs de Fife. — On vient de signer, dans les houillères appartenant au comte de Rosslyn, une échelle mobile des salaires, qui établit, entre autres choses intéressantes, un minimum au-dessous duquel les salaires ne pourront pas descendre, tant que l'accord restera en vigueur.

Voici, du reste, ce que prescrivent les deux clauses les plus importantes de l'arrangement :

1° Les salaires ne pourront descendre au-dessous de ceux payés actuellement dans les houillères ci-dessous désignées pour les travaux d'extraction et de transport, c'est-à-dire au-dessous des taux de 1888 majorés de 12 1/2 p. o/o. Ils ne sauraient sous aucun prétexte tomber au-dessous de ce minimum.

2° Ce minimum admis, il est entendu que le taux des salaires sera réglé par une échelle mobile ayant pour base le taux pratiqué couramment en 1888. La hausse et la baisse des salaires au-dessus de ce taux sera de 12 1/2 p. o/o de ce même taux par chaque shelling obtenu en plus de 5 sh. 6 pence (6 fr. 85) par tonne de 20 quintaux de charbon, livrée franco bord, par les houillères de lord Rosslyn, à Dysart, Burntisland, Methil et Charlestown-Docks. De la sorte, lorsque la tonne de charbon sera vendue, franco bord, à raison de 6 sh. 6 pence (8 fr. 10), les salaires seront ceux de 1888 majorés de 12 1/2 p. o/o; lorsqu'elle sera vendue 7 sh. 6 pence (9 fr. 35) ces mêmes salaires seront ceux de 1888, majorés de 25 p. o/o. Enfin, lorsque le prix de vente atteindra 8 sh. 6 pence (10 fr. 60) on le majorera de 37 1/2 p. o/o. Au-dessus de ce chiffre, on calculera les augmentations et les réductions, à 1 p. o/o près, selon les variations des prix de vente constatées par les comptables.

L'engagement prescrit, en outre, la nomination de comptables chargés de la

revision trimestrielle; il porte également que l'accord pourra être dénoncé après avis préalable de trois mois, et que toute difficulté causée par l'interprétation des clauses sera soumise à un arbitre.

Le conseil de conciliation et d'arbitrage de Londres. — Ce conseil a tout dernièrement résolu, par voie d'arbitrage, un conflit survenu entre un patron et la « Ligue de protection du travail des ouvriers arrimeurs », conflit qui durait depuis mars 1894.

Un autre arrangement réglant les salaires hebdomadaires et les heures de travail des ouvriers vient d'être signé par le propriétaire d'un nouveau steamer pour le transport des voyageurs sur la Tamise et la Société fédérative des ouvriers gabarriers de la Tamise, ainsi que par la Société fédérative des mécaniciens et chauffeurs de terre et de mer. Il y est dit, entre autres choses, « que l'arrangement devra être dénoncé, par l'intermédiaire du Conseil de conciliation et d'arbitrage de Londres, à qui l'on soumettra, en outre, toute demande de modification et tout différend pouvant surgir à l'avenir. La décision de ce conseil sera obligatoire pour les deux parties intéressées ».

Un tiers arbitre ouvrier. — Le 8 août dernier, un conflit qui durait depuis plus de cinq semaines a été résolu par l'arbitrage d'un ouvrier employé dans la maison où était survenu le différend. Le patron ayant voulu adopter un nouveau modèle de plaques métalliques pour la construction des navires à tourelles, les ouvriers intéressés prétendirent qu'il fallait 8 hommes pour le travail de chaque plaque. Cette demande fut repoussée, et 16 ouvriers se mirent en grève. La question fut soumise à deux arbitres, un délégué ouvrier et un représentant du patron. Un forgeron employé dans les chantiers de la maison, M. Thomas Smith, fut choisi comme tiers-arbitre et décida que 6 hommes suffisaient, au lieu des 8 demandés.

Les ouvriers intéressés ont accepté son verdict.

La dernière réunion du Comité mixte de l'échelle mobile pour les houillères du pays de Galles-Sud et du Monmouthshire a décidé une réduction de salaires de 2 1/2 p. 0/0 à partir du 1^{er} octobre; les salaires seront encore de 12 1/2 p. 100 plus élevés que le prix de base.

INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE.

Caisse nationale d'épargne.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois d'août 1895.

Nombre des versements.....	224.861	
Représentant une somme de.....		30.612.721 ^f
Nombre des remboursements.....	109.027	
Représentant une somme de.....		27.619.694
Rentes achetées à 443 déposants, pour un capital de...		512.061
Excédent des versements sur les remboursements et achats de rente		2.480.966
Nombre de comptes existant {	au 31 août 1895.....	2.433.160
	au 31 août 1894.....	2.224.813
Augmentation.....		208.347

Caisses d'épargne ordinaires.

Résumé des opérations effectuées pour le compte des caisses d'épargne à la Caisse des dépôts et consignations pendant le mois de septembre 1895.

Dépôts de fonds.....	10.047.535 ^f
Retraits de fonds.....	17.573.884
Excédent des retraits.....	7.526.349
Capitaux employés en achats de rentes pour le compte des déposants.....	1.732.767 ^f

Caisse nationale des retraites.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois d'août 1895.

Nombre des versements reçus.....	20.335
représentant une somme de.....	2.729.848 ^f
Arrérages de rentes viagères payés aux déposants.....	827.669
Remboursements de capitaux réservés payés à leurs héritiers.....	996.452
Nouvelles rentes inscrites.....	282.008
au nom de.....	3.234 parties.
Montant total des rentes en cours.....	33.052.721
réparties entre.....	198.855 titres.

CONGRÈS MUTUALISTE DE SAINT-ÉTIENNE.

Le cinquième congrès national de la mutualité s'est tenu à Saint-Étienne du 25 août au 1^{er} septembre. 501 sociétés de secours mutuels et 19 unions ou syndicats s'y étaient fait représenter par des délégués. Les 19 unions comprennent environ 1.500 sociétés.

Les principales résolutions adoptées par ce congrès sont les suivantes :

1° Il doit exister une corrélation étroite entre le taux de la cotisation et l'indemnité journalière de maladie;

2° Il n'est pas nécessaire, dans la fixation du taux de l'indemnité de maladie, de tenir compte de la moyenne du salaire des participants;

3° Le principe de l'indemnité décroissante doit être maintenu de préférence à l'indemnité croissante avec la durée de la maladie;

4° Les caisses de recouvrements doivent être fortement encouragées et développées afin de prolonger le plus possible la durée des secours;

5° On doit s'efforcer de faire entrer la femme et l'enfant dans les sociétés de secours mutuels avec cotisation proportionnelle. Les sociétés mixtes sont préférables aux sociétés de femmes seules : mais les femmes doivent y avoir des droits égaux à ceux de l'homme;

6° Les sociétés scolaires de secours mutuels doivent être organisées dans toutes les communes où il est possible de le faire. Le concours de l'instituteur doit être recherché. Ces sociétés doivent donner aux enfants l'indemnité de maladie et leur créer une retraite par voie de livret individuel et par fonds commun. Une cotisation de 10 centimes par semaine est suffisante, la moitié sera versée à la caisse des retraites sur livret individuel, l'autre moitié servira pour les indemnités de maladie et l'excédent ainsi que les cotisations des membres honoraires, les dons et les legs seront versés au fonds commun de retraite;

7° Les sociétés désirent que les subventions et crédits actuellement alloués ne soient plus

appliqués en capital à leur fonds de retraite, mais soient employés à élever à 5 p. o/o le taux de l'intérêt payé à leurs dépôts;

8° Une active propagande doit être faite pour engager les patrons à entrer comme membres honoraires dans les sociétés de secours mutuels;

9° Les cotisations des membres participants doivent être légèrement augmentées et les dépenses pharmaceutiques diminuées, de manière à grossir les fonds de retraite. Il y a lieu de créer des coopérations de consommation dont les bénéfices seront affectés à la retraite;

10° Principaux vœux relatifs au projet de loi des sociétés de secours mutuels:

La loi donnera aux sociétés la plus large liberté possible, notamment celle d'employer leurs fonds en prêts hypothécaires et en immeubles.

La loi créera, en sus du conseil supérieur, un conseil départemental de la mutualité dans chaque département, élu par les sociétés. Ces conseils départementaux, réunis en collèges électoraux par régions, éliront les délégués au conseil supérieur, en nombre égal à celui des autres membres nommés par l'État.

La distinction des sociétés en trois catégories cessera d'exister; il n'y aura plus qu'une espèce de société de secours mutuels faisant le secours de maladie.

Les sociétés qui ne font pas le secours de maladie et ne s'occupent que d'assurance en cas de vieillesse ou décès, etc., porteront le nom de sociétés de prévoyance mutuelle.

EXTRAIT DU RAPPORT DU PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DES VALEURS EN DOUANE

POUR L'ANNÉE 1894.

Le commerce extérieur spécial de la France, en 1894, a porté sur une valeur totale de 6.928 millions. Il avait atteint, en 1893, 7.090 millions, et, en 1892, 7.649 millions. Ainsi nos échanges de 1894 accusent une diminution de 162 millions par rapport à 1893 et de 721 millions par rapport à 1892.

C'est presque exclusivement d'une réduction des sorties que résulte la moins-value de l'avant-dernière à la dernière année.

La comparaison des résultats de l'année 1894 avec l'année 1893 fait ressortir une perte de 158 millions 238.000 francs sur les sorties et de 3 millions 255.000 francs seulement sur les entrées. Tandis que les importations sont demeurées stationnaires, les exportations continuent à décroître dans des proportions considérables : jamais elles n'étaient tombées aussi bas depuis de longues années; la chute, qui avait commencé en 1891, avant le changement de notre politique commerciale, se poursuit sans interruption.

Nos ventes se sont abaissées : en Angleterre, de 961.300.000 francs (1893), à 912.900.000 francs (1894), ce qui représente une diminution de 48.400.000 fr.; en Suisse, de 172.800.000 francs à 129.900.000 francs (diminution de 42.900.000 francs); en Italie, de 128.400.000 francs à 98.100.000 francs (diminution de 30.300.000 francs); en Belgique, de 504.900.000 francs à 478 millions de francs (diminution de 26.900.000 francs); aux États-Unis, de 204.900.000 fr. à 185.800.000 francs (diminution de 19.100.000 francs).

Il y a lieu toutefois de remarquer que la diminution des valeurs ne correspond pas exactement à la diminution des quantités et qu'elle est proportionnellement plus forte, car les taux d'évaluation ont été réduits pour un certain nombre d'articles tenant une large place dans notre commerce d'exportation.

Les fluctuations de nos échanges se sont réparties ainsi qu'il suit entre les trois grandes subdivisions de la statistique douanière :

DÉSIGNATION.	1893.	1894.	AUGMENTATION.	DIMINUTION.
—	francs.	francs.	francs.	francs.
IMPORTATIONS :				
Objets d'alimentation.	1.060.683.000	1.197.677.000	136.994.000	"
Matières nécessaires à l'industrie.	2.228.862.000	2.104.487.000	"	124.375.000
Objets fabriqués.	564.155.000	548.281.000	"	15.874.000
TOTAUX.	3.853.700.000	3.850.445.000	Diminution :	3.255.000
[EXPORTATIONS :				
Objets d'alimentation.	710.596.000	666.240.000	"	44.356.000
Matières nécessaires à l'industrie.	783.991.000	754.658.000	"	29.333.000
Objets fabriqués.	1.741.796.000	1.657.247.000	"	84.549.000
TOTAUX.	3.236.383.000	3.078.145.000	Diminution :	158.238.000

A la sortie, la réduction est générale en 1894, de même qu'en 1893. Nous subissons, sur les objets fabriqués, un nouveau déficit de 84 millions et demi.

A l'entrée, la diminution pour cette dernière catégorie de marchandises est relativement faible. Elle atteint, au contraire, un chiffre élevé pour les matières nécessaires à l'industrie, ce qui constitue un fâcheux symptôme de ralentissement dans notre production manufacturière. L'importation des objets d'alimentation, après avoir éprouvé brusquement une baisse importante en 1893, s'est sensiblement relevée en 1894.

On ne saurait contester la gravité d'une telle situation.

EXPOSÉ PAR INDUSTRIES.

Eaux-de-vie, esprits et liqueurs. — L'importation des eaux-de-vie, esprits et liqueurs est demeurée à peu près stationnaire: 11 millions 600.000 francs en 1893 et 11.300.000 francs en 1894.

De 1892 à 1893, notre exportation avait éprouvé une baisse de 10 millions. Cette année, on constate encore une diminution de 2 millions. Mais ce ne sont pas les eaux-de-vie de vin qui en ont souffert : les sorties de ce produit en fûts gagnent 24.000 hectolitres; 138.000 hectolitres en 1894, au lieu de 114.300 en 1893.

La production des alcools de fruits, qu'on évaluait à 261.000 hectolitres environ en 1893, aurait dépassé 342.000 hectolitres en 1894 et se rapprocherait très rapidement de la moyenne de 500.000 à 700.000 hectolitres atteinte avant la crise vinicole; les cognacs seraient en voie de reprendre dans la consommation générale la place qu'ils occupaient autrefois.

Néanmoins, la distillerie industrielle n'a pas réduit sa production, et, le stock étant considérable, les cours continuent à se déprimer. Le prix moyen de l'alcool, type de la Bourse de Paris, a été de 39 fr. 37 l'hectolitre à 100 degrés sans logement, en diminution de 11 fr. 51 par rapport au cours de 1893.

Fromages et beurre. — L'importation s'est élevée de 31.800.000 fr. en 1893, à 33 millions 300.000 francs en 1894, tandis que l'exportation, accentuant son mouvement de baisse, tombait de 80.600.000 à 65.900.000 francs. En 1890, nos expéditions à l'étranger représentaient une valeur de 118.500.000 francs. Ainsi, sur ce seul article, l'agriculture française a perdu 53 millions de francs environ, somme

approchant de la moitié des recettes fournies par l'impôt foncier pour les propriétés non bâties.

C'est sur le beurre qu'a pesé toute la diminution. Le marché extérieur nous semblait pourtant acquis, grâce à la situation privilégiée de notre pays et à une longue supériorité. Mais l'indolence des producteurs et surtout l'emploi de la margarine par des intermédiaires peu scrupuleux ont été funestes à la France. Nous n'envoyons pour ainsi dire plus de beurre frais en Angleterre et nos expéditions vers la Belgique diminuent d'année en année. Refoulés dans les limites du territoire français, les produits s'avilissent, et la diminution du bétail n'a pas empêché, en 1894, une nouvelle baisse du prix des beurres. La restriction des débouchés coïncide, du reste, avec un accroissement des importations : les entrées de beurre frais ou fondu sont montées de 4.938.000 kilogrammes, en 1893, à 5.464.000 kilogrammes en 1894 (poids au brut).

Pour les fromages, l'importation est passée de 17.952.000 à 19.407.000 francs, et l'exportation, de 8.497.000 à 8,531.000 francs.

Produits de la pêche. — Le commerce extérieur des produits de la pêche a peu varié. Pour les poissons frais, conservés ou marinés, l'importation s'est légèrement accrue, tandis qu'elle demeurait stationnaire pour les poissons secs, salés ou fumés. L'exportation a diminué pour les produits de la première catégorie et augmenté pour ceux de la seconde.

Les résultats de la campagne de pêche à la morue ont été à peu près équivalents à ceux de la campagne précédente. Pris en plus grand nombre, le poisson pêché était plus petit. Les prix sont restés rémunérateurs. Nous avons exporté 10,960,000 kilogrammes de morue en 1894, au lieu de 9,157,000 kilogrammes en 1893.

Sucres et mélasses — Dans tous les pays d'Europe, des circonstances climatiques exceptionnelles ont favorisé la récolte de la betterave. Aussi leur production sucrière a-t-elle profité d'une augmentation considérable : 4.920.000 tonnes pendant la campagne 1894-95, contre 3.905.000 tonnes pendant la campagne 1893-1894. En France, l'excédent est estimé à 225.000 tonnes.

Les importations de sucre de betterave restent nulles. Quant aux importations de sucre de canne, elles sont en progression sensible pour les sucres étrangers et, au contraire, en diminution pour les sucres des colonies françaises.

Il y a progression dans les sorties de sucre brut et de sucre raffiné.

Malgré l'accroissement de l'exportation et de la consommation intérieure, l'excès de production a créé des stocks importants qui alourdissent les cours et leur ont infligé une nouvelle dépression. De mars à décembre, le prix du kilogramme de sucre roux, 88 degrés, est descendu de 0 fr. 35 à 0 fr. 24.

Laines. — Nos importations de laines ont été de 331.900.000 francs en 1894, contre 341 millions 900.000 francs en 1893; les laines en masse entrent respectivement dans ces deux chiffres pour 317.200.000 francs et 324.600.000 francs.

L'exportation a légèrement augmenté : 123 millions 600.000 francs en 1894, au lieu de 120 millions 400.000 francs en 1893. On ne relève qu'une variation insignifiante pour la part des laines peignées ou cardées dans ces totaux : 46,800,000 fr. en 1894, et 46,700.000 francs en 1893.

Il résulte des indications du rapport spécial que la production générale de la laine ne s'est pas modifiée. En France, le produit de la tonte n'a pas dépassé 45.500.000 kilogrammes; nous nous éloignons de plus en plus du rendement de 50 millions de kilogrammes, considéré pendant longtemps comme un rendement moyen. Nos laines perdent, d'ailleurs, de leur qualité : les éleveurs français poursuivent le remplacement des races indigènes croisées de mérinos par des races croi-

sées franco anglaises, dont la toison a moins de valeur et qui s'étiolent plus rapidement, mais qui donnent un poids de viande plus considérable dans un temps plus court.

Sur la quantité totale de laine mise à la disposition de l'industrie, la France a gardé, en 1894, 253 millions de kilogrammes. Ce poids diffère peu de celui que nous enregistrons l'année dernière. Mais il n'a pas été entièrement consommé par la filature et le tissage. Les stocks, déjà fort élevés à la fin de 1893, se sont encore accrus, et les prix ont diminué.

Soies et bourre de soie. — Le cours des soies a également fléchi. Jamais on n'avait constaté des prix aussi bas depuis 1848.

Suivant les indications du rapport spécial, la récolte totale des cocons en Europe et en Turquie a été de 73.090.000 kilogrammes en 1894, au lieu de 79 millions de kilogrammes, chiffre de l'année précédente. Celle de la France est évaluée à 10.584.491 kilogrammes; elle ne représente que les deux cinquièmes de notre ancienne production soyeuse, mais elle n'en est pas moins la plus abondante qui ait été enregistrée pendant toute la période postérieure à la maladie des vers à soie.

C'est en France que le rendement moyen des graines semble avoir été le plus fort. L'onze de graines a donné 43 kilogrammes 956; en 1893, on était arrivé à 44 kilogrammes 380.

Le principal obstacle à un accroissement rapide de la production nationale est l'insuffisance des plantations de mûriers. Il a fallu payer jusqu'à 12 et 20 francs le quintal métrique de feuilles. Seul, le développement des plantations permettra aux éducations de s'étendre d'une manière normale et continue.

Nos sériciculteurs auront, du reste, à lutter contre une concurrence très active. Partout, non seulement en Europe, mais en Asie, en Australie, aux États-Unis, on cherche à élargir le cercle des éducations, à mieux en diriger la conduite; les gouvernements ou les associations privées prêtent dans ce but leur appui aux populations. Partout a pénétré la méthode de Pasteur; partout on se préoccupe de produire des graines saines, qui augmentent les rendements à l'éclosion. Les probabilités sont donc pour un accroissement plus ou moins lent, mais continu de la production; et, comme il n'est pas vraisemblable que la consommation croisse dans les mêmes proportions, malgré les ressources dont dispose le marché, les cours de la matière première auront plutôt une tendance à la baisse qu'au relèvement.

Le rapport spécial estime à 3.792.000 kilogrammes la quantité moyenne de soie mise à la disposition des fabriques du monde entier pendant chacune des deux années 1893 et 1894. Il évalue, d'autre part, à 3.700.000 kilogrammes, chiffre peu différent de la moyenne des trois années antérieures, la quantité retenue en 1894 par la France, pour sa consommation. De 1893 à 1894, le poids de matière première employé par les États-Unis serait monté de 1.884.000 kilogrammes (1) à 3.450.000 kilogrammes. On constaterait aussi une augmentation sensible en Allemagne, en Suisse et en Autriche.

On sait l'importance du marché français des soies. En 1894, nous avons vendu 6.345.865 kilogrammes de soies grêges ou ouvrées, soit près de moitié de la quantité totale mise en vente dans les divers pays du monde. Il est inutile d'insister sur l'intérêt qui s'attache à la conservation d'un pareil marché. Nos rivaux font de grands efforts pour le battre en brèche. Le percement du Saint-Gothard et la création du service de la malle allemande entre Gènes et l'Extrême-Orient favorisent le déplacement partiel du commerce des soies asiatiques vers Milan et vers Zurich. Tout en

(1) Nous avons quelques doutes sur ce chiffre, qui paraît trop faible.

restant considérable, la part proportionnelle de nos bureaux dans les opérations de conditionnement et de pesage tend à décroître.

La valeur des entrées de soie et de bourre de soie est descendue de 261.200.000 fr. en 1893, à 182.600.000 francs en 1894, et celle des sorties, de 126 millions à 89,100,000 francs.

Coton. — Dans l'ensemble, la situation de l'industrie cotonnière française a été normale et même favorable.

Les importations de matière première ont diminué en valeur, mais augmenté en quantité (168.700.000 francs et 186,500.000 kilogrammes pour l'année 1894, au lieu de 184.200.000 francs et 164 millions de kilogrammes pour l'année 1893). Il en est de même des exportations (26.700.000 francs et 29.700.000 kilogrammes pour l'année 1894, au lieu de 29 millions de francs et 26.400.000 kilogrammes pour l'année 1893).

Comme l'indiquaient déjà les rapports antérieurs de la Commission des valeurs de douane, la production totale du coton dans le monde oscille autour de 2 milliards et demi de kilogrammes. La campagne 1893-94 a été excellente pour les États-Unis, qui ont eu une récolte de 1.600.000.000 kilogrammes.

En 1894, l'Europe, l'Amérique et les Indes anglaises comptaient ensemble près de 92 millions de broches. Avec le Japon, le Canada, le Mexique, le Brésil et la Russie d'Asie, on arrive à 93,150,000 broches. Cet outillage suffit pour absorber, à pleine marche, la totalité de la récolte. Mais les besoins de la consommation ne sont pas en rapport avec la puissance de travail des manufactures.

Aussi les cours ont-ils subi une baisse très accusée et sont-ils descendus, en octobre 1894, au taux le plus bas qui ait été pratiqué depuis la crise de 1848.

Lin et chanvre. — En France, la culture de ces textiles a donné de très bons résultats pendant l'année 1894.

L'aire de culture du lin, notamment, a augmenté de 21 p. 0/0 en un an. Cette extension doit être attribuée moins aux primes instituées par le législateur qu'aux cours élevés du lin à la fin de 1893. Elle s'est manifestée également, et même dans une plus forte proportion, sur le sol de l'Irlande où n'existe pas le système des primes. A l'accroissement de la surface ensemencée est venue s'ajouter une augmentation de rendement : l'hectare a fourni de 750 à 800 kilogrammes de filasse, alors que la moyenne de 1889 à 1892 ne dépassait pas 600 kilogrammes. Aussi les prix ont-ils baissé de 25 à 30 p. 0/0, dans la seconde moitié de l'année, et l'importation est-elle tombée de 70.300.000 francs en 1893 à 52 millions 100.000 francs en 1894 ; cette importation a été, pour la plus large part, constituée par des achats de lins russes, du mois de janvier au mois de juin.

De même que la récolte du lin, celle du chanvre peut être considérée comme abondante. Les cours, très hauts pendant les huit premiers mois, ont fléchi à partir de septembre. Notre importation a légèrement augmenté, par suite de l'apport, sur le marché, des chanvres d'Italie qui sont plus précoces que les nôtres,

Les exportations de lin et de chanvre ont diminué : 13.200.000 francs en 1894, au lieu de 14.400.000 francs en 1893.

Graines et fruits oléagineux. — La récolte a été excellente aux Indes.

Nos importations sont montées de 187.900.000 fr. en 1893, à 198.600.000 fr. en 1894, indice heureux d'une plus grande activité de nos fabriques. Cette augmentation a surtout profité aux arachides décortiquées. Le Sénégal et les Indes françaises ont largement participé à notre approvisionnement.

L'exportation reste très faible : 5.800.000 francs en 1893 ; 4.100.000 francs en 1894.

Bois communs. — Nous avons à signaler un nouveau progrès des entrées : 147 millions 500.000 francs en 1894, au lieu de 124 millions 300.000 francs en 1893. Les relèvements les plus accentués portent sur les bois sciés (autres que de chêne et de noyer), en provenance de la Russie et de la Suède, ainsi que sur les merrains de chêne, dont l'importation se rapproche rapidement des chiffres anciens.

Les sorties sont également en progression : 48.700.000 francs en 1894, contre 40 millions en 1893. (A suivre.)

ÉTRANGER.

SESSION ANNUELLE

DE L'INSTITUT INTERNATIONAL DE STATISTIQUE.

La session de 1895 a donné lieu à un grand nombre de communications et diverses motions ont été adoptées par l'Institut, parmi lesquelles nous citerons les suivantes :

Sur la nomenclature des infirmités (rapporteur M. Bertillon). -- 1° L'Institut international de statistique attache une grande importance à ce que les statistiques des infirmes soient établies dans tous les pays suivant des nomenclatures comparables.

2° Il propose à l'adoption des différentes administrations statistiques trois nomenclatures, dont la première est spécialement recommandée, nomenclatures basées sur celles qui sont adoptées par les statistiques officielles de l'Italie, de la France et de la Suisse.

3° On fait remarquer que chaque individu doit être classé selon son infirmité la plus apparente, ou lorsque plusieurs infirmités sont également apparentes, selon l'infirmité la plus grave au point de vue fonctionnel.

4° Il est important de distinguer l'âge des infirmes, et s'il y a lieu leur sexe.

Sur la nomenclature des accidents (même rapporteur). — L'Institut propose à l'adoption des différents pays les cadres de la statistique des accidents tels qu'ils ont été tracés par l'Allemagne.

Sur la mise à l'étude de l'organisation d'une statistique internationale du chômage (rapporteur, M. Moron). — L'Institut charge le rapporteur d'étudier avec le concours des personnes qu'il jugera les plus compétentes pour l'aider dans sa tâche, les méthodes applicables à cette statistique, selon les nécessités et la législation de chaque pays.

Sur l'organisation internationale de la statistique du travail (rapporteur, M. Cheysson). — L'Institut trouve désirable que les offices du travail des différents pays entretiennent entre eux des relations fréquentes, et qu'ils échangent leur vues dans le but d'unifier leurs méthodes et leurs cadres de publication.

Sur un dénombrement général de la population en 1900 (rapporteur, M. Guillaume). — L'Institut, considérant l'utilité qu'aurait un recensement de la population opéré dans tous les pays en 1900, si possible le même jour, charge un comité spécial d'étudier la question et de présenter un rapport à la prochaine session.

Le comité sera composé des membres de l'Institut qui, dans leur pays, sont à la tête du bureau de statistique chargé de présider au recensement de la population. Il pourra s'adjoindre d'autres membres de l'Institut.

Sur l'établissement d'une statistique internationale de la consommation de l'alcool (rapporteur, M. Milliet). — L'Institut décide de procéder d'abord à une enquête sur la valeur des statistiques nationales relatives à la matière. Cette enquête sera réalisée par une commission de rapporteurs nommés par l'Institut, à raison d'un par pays. Les rapporteurs devront suivre, dans leur enquête, le programme détaillé qui a été soumis à l'Institut et adopté par lui.

AUTRICHE.

Assurance obligatoire contre la maladie. Résultats de l'année 1893 (1).
— En 1893, le nombre de caisses d'assurance contre la maladie s'est élevé à 2.843, et le nombre moyen de personnes assurées à 1.840.000.

Si à ce dernier chiffre l'on ajoute les 145.000 ouvriers mineurs affiliés aux caisses spéciales minières (*Bruderladen*) pendant le même exercice, on arrive à un total de 1.985.000 personnes assurées contre la maladie, en Autriche, dans le courant de l'année 1893; ce qui représente, en moyenne, 83 assurés par 1.000 habitants.

En ce qui concerne spécialement les 2.843 caisses ci-dessus mentionnées, le relevé des jours et des cas de maladie indemnisés a donné les résultats suivants :

Nombre de jours de maladie.....	15.089.873
Nombre de cas de maladie.....	900.342
Nombre moyen de jours de maladie par assuré.....	8,20
Nombre moyen de cas de maladie par assuré.....	0,49
Durée moyenne des cas de maladie.....	16 j. 8

Par catégorie de caisses, on a trouvé les proportions ci-dessous :

DÉSIGNATION DES CAISSES.	NOMBRE MOYEN, PAR ASSURÉ,		DURÉE MOYENNE des cas de maladie, jours.
	des jours de maladie.	des cas de maladie.	
Caisses de district.....	7,00	0,44	16,0
Caisses de fabriques.....	10,05	0,54	16,9
Caisses d'entreprises de construction.....	8,72	0,68	12,8
Caisses de corporations.....	5,82	0,32	17,9
Caisses de sociétés.....	9,96	0,57	17,3

Les *recettes* totales ont été de 15.062.557 florins et les *dépenses* totales de 13.865.353 florins.

(Le florin vaut environ 2 fr. 10.)

Les recettes comprennent 14.100.906 florins de cotisations. Cette somme correspond à une cotisation moyenne de 7 fl. 66 par assuré (environ 16 fr.).

Telle est la cotisation moyenne, pour l'ensemble des caisses. Par catégorie de caisses, elle a été respectivement de

- 6 fl. 59 dans les caisses de district;
- 8 29 dans les caisses de fabriques;
- 8 34 dans les caisses d'entreprises de construction;
- 7 14 dans les caisses de corporations;
- 9 47 dans les caisses de sociétés.

(1) Voir le compte rendu de l'exercice 1892 dans le numéro de septembre 1894 du *Bulletin*.

Les dépenses se décomposent comme suit :

	MONTANT absolu. — florins.	P. O/O DU TOTAL des dépenses. —
Secours en argent.....	7.175.478	51,7
Frais médicaux.....	2.235.542	16,1
Frais pharmaceutiques.....	1.645.864	11,9
Frais de traitement à l'hôpital.....	773.187	5,6
Frais funéraires.....	400.808	2,9
TOTAL des frais de maladie.....	12.230.879	88,2
Frais d'administration.....	1.098.131	7,9
Dépenses diverses.....	536.343	3,9
TOTAL des dépenses.....	13.865.353	100,0

Les frais d'administration se montent à 7,9 p. o/o du total des dépenses, soit à 8,9 o/o des dépenses utiles, ou frais de maladie.

Évalués par assuré, les frais de maladie atteignent une valeur moyenne de 6 fl. 65 par tête, dans l'ensemble des caisses. Cette proportion varie suivant les catégories; elle est de

- 5 fl. 46 dans les caisses de district ;
- 7 66 dans les caisses de fabrique;
- 9 11 dans les caisses d'entreprises de construction ;
- 5 69 dans les caisses de corporations ;
- 8 42 dans les caisses de sociétés.

Ces différences dans le taux de la dépense moyenne, qu'occasionne annuellement un assuré à la caisse dont il fait partie, proviennent de plusieurs causes : différences que présentent les catégories de caisses au point de vue de la morbidité, du taux statutaire des allocations et du taux des salaires de la population assurée.

Par jour de maladie indemnisé, la moyenne des frais s'est élevée à 0 fl. 81. Sur cette somme 0 fl. 21 ont été dépensés en honoraires de médecins et en médicaments, et environ 0 fl. 60 distribués en argent ou payés aux hôpitaux pour frais de traitement.

ALLEMAGNE.

La durée du travail dans les mines de Prusse en 1894 (1). — La durée de la journée d'un mineur employé aux travaux souterrains (journée dont le nombre varie annuellement entre 262 — dans le bassin houillier de la Haute-Silésie — et 303 dans le bassin ligniteux du district minier de Halle) ne dépasse pas en général dix heures, y compris les repos et le temps pour la descente et la sortie. Dans la Haute-Silésie seulement, la moitié presque des équipes doit encore fournir 12 heures de travail. En général, l'équipe travaille 8 heures et, pour les besognes pénibles, 6 seulement, non compris le temps pour la descente et la sortie (soit ensemble une heure environ).

Dans l'extraction du minerai, la journée varie entre 8,1 et 11,7 heures; dans les mines de lignite, elle est en moyenne de 11,4 heures. Ceci s'explique par le peu de

(1) *Reichsanzeiger*, 23 septembre 1895.

profondeur des puits et par la faculté qu'ont ainsi les ouvriers de sortir pendant les repos du déjeuner et du diner. La journée réelle, en général, est à peine de 10 heures.

En somme, la durée de travail d'une équipe est restée en 1894 à peu près ce qu'elle était en 1893. Dans les bassins houilliers de la Haute-Silésie seulement, le pourcentage des jeunes ouvriers du sexe masculin travaillant 8 heures s'est élevé de 21,2 à 35,4 o/o du nombre total des jeunes ouvriers employés. Il convient de faire remarquer toutefois, que le nombre des jeunes ouvriers employés dans ces mines a diminué de 18,9 o/o.

Les caisses d'épargne bavaroises en 1893. — Au 31 décembre 1893, on comptait, en Bavière, 323 caisses d'épargne publiques, et le nombre des déposants pendant l'année s'était élevé à 683.887. Depuis 1869, époque à partir de laquelle fut publiée la statistique officielle des caisses d'épargne, le nombre des déposants n'a fait que croître :

ANNÉES.	NOMBRE des déposants.
1869	276.098
1884	436.922
1888	530.373
1892	617.621
1893	638.887

Les dépôts se sont montés à 49.092.020 marks, et les retraits à 36.741.108 marks. Voici quel a été le mouvement des fonds, depuis 1884 :

ANNÉES.	DÉPÔTS. marks.	RETRAITS. marks.
1884	28.472.067	20.741.347
1888	38.350.312	28.222.736
1892	46.819.963	36.076.756
1893	49.092.020	36.741.108

La somme totale inscrite au compte des déposants s'élevait, à la fin de 1893, à 216.288.399 marks. Cette somme a été en augmentant annuellement, encore plus rapidement que le nombre des déposants :

ANNÉES.	MONTANT TOTAL des comptes. marks.	MONTANT MOYEN par déposant. marks.	MONTANT MOYEN par habitant. marks.
1884	121.973.051	279	22,6
1888	159.723.332	301	29,0
1892	203.937.487	330	36,0
1893	216.288.399	339	37,9

On peut rapprocher de ces chiffres les résultats fournis par les caisses françaises :

En France, le montant moyen des livrets par déposant (caisses ordinaires et caisse postale réunies) était de 475 francs à la fin de 1892 et de 454 francs à la fin de 1893. L'épargne moyenne par habitant était de 100 francs en 1892 et de 97 francs en 1893.

L'intérêt servi aux déposants, en 1893, a varié de 2 $\frac{2}{3}$ p. o/o à 4 p. o/o ; il a été, en moyenne, de 3.3 p. o/o.

164 caisses ont servi un intérêt inférieur à 3 $\frac{1}{2}$ p. o/o.

146 caisses ont servi un intérêt de 3 $\frac{1}{2}$ p. o/o au moins et inférieur à 4 p. o/o.

13 caisses ont servi un intérêt de 4 p. o/o.

En ce qui concerne la profession et l'état civil des déposants, on possède les renseignements suivants, relatifs à l'année 1893.

DESIGNATION.	PROPORTION sur 1.000 déposants.	PROPORTION des dépôts de chaque catégorie sur un total de 1.000 marks de dépôt.
—	—	— marks.
<i>Agriculture :</i>		
Patrons	89	140
Ouvriers	70	44
Ouvrières	110	75
<i>Grande industrie</i> (y compris les mines et le bâtiment) :		
Patrons	8	13
Ouvriers des deux sexes	31	49
<i>Commerce et transports :</i>		
Patrons	7	12
Ouvriers et employés des deux sexes	9	11
<i>Petite industrie :</i>		
Patrons	36	62
Ouvriers des deux sexes	37	29
<i>Domestiques :</i>		
Hommes	21	18
Femmes	71	87
Emplois publics	26	46
Sans profession	78	142
Enfants des deux sexes ; mineurs	329	242
Communes, associations diverses	78	60
TOTAL des déposants	1.000	TOTAL des dépôts 1.000

BELGIQUE.

Minimum de salaires dans les adjudications de travaux publics. — Le Conseil provincial de la Flandre orientale, après avoir pris connaissance des résultats donnés par l'insertion provisoire du minimum de salaire et de l'assurance obligatoire contre les accidents dans le cahier des charges des adjudications publiques, a voté des dispositions tendant à rendre ces mesures définitives.

En ce qui concerne les salaires, les soumissionnaires devront indiquer, en soumissionnant, les salaires minima qu'ils s'engagent à payer tant aux ouvriers qu'aux demi-ouvriers (apprentis, aides, vieillards) et la proportion maxima de ces derniers

qu'ils emploieront. L'administration vérifiera si ces taux et proportions correspondent aux conditions communément admises dans la région.

Habitations à bon marché (1). — En 1894, 67 sociétés pour la construction d'habitations à bon marché ont contracté des emprunts à la Caisse générale d'épargne et de retraite belge. Le montant total des prêts en cours consentis par la caisse s'élève, au 31 décembre 1894, à 8.078.104 francs, ainsi répartis :

NATURE DES SOCIÉTÉS.	NOMBRE DE PRÊTS.	SOMMES AVANCÉES.
Sociétés de crédit a) anonymes	44	6.419.814 ^f
Sociétés de crédit b) coopératives	6	727.840
Sociétés immobilières a) anonymes	16	910.300
Sociétés immobilières b) coopératives	1	20.150

L'arrêté du 10 novembre 1892 avait fixé à la moitié du fonds de réserve, pour chaque société, la limite des avances à effectuer, au taux réduit de 2 1/2 p. o/o. Un arrêté du 14 juin 1894 a porté cette limite au montant total de la réserve. Sur le total de 8.078.104 francs, une somme de 7.143.204 francs a été prêtée au taux de 2 1/2 p. o/o, et 934.900 francs au taux de 3 p. o/o.

D'autre part, les mêmes sociétés possédaient, au 31 décembre 1894, à la caisse d'assurances 2.491 polices d'assurance mixte, souscrites conformément à la loi du 9 août 1889 sur les habitations ouvrières. Les capitaux en cours se montaient à environ 6.000.000 francs.

Les 2.491 contrats, classés d'après la durée, se décomposant en :

375 souscrits pour une durée de	10 ans
786 —	15 ans
696 —	20 ans
634 —	25 ans

Les assurés, au nombre de 2,477, se classent par profession de la manière suivante :

Ouvriers mineurs, houilleurs	437
Ouvriers d'industrie ou exerçant un métier	1.643
Journaliers, ouvriers agricoles	230
Ménagères	12
Agents inférieurs d'administration	155
TOTAL	2.477

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en août (2). — L'amélioration déjà notée les mois précédents s'est continuée ; la proportion des chômeurs a encore diminué. Sur 393.000 membres des 87 trades-unions qui fournissent des renseignements, 20.540, soit 5,2 pour cent., étaient sans travail à la fin d'août : la proportion correspondante était de 5,3 en juillet 1895, de 7,7 en août 1894.

(1) Voir *Bulletin de l'office du travail*, août 1894, page 415.

(2) D'après la *Labour Gazette*.

Chez les houilleurs la durée du travail a augmenté : 4,71 jours par semaine au lieu de 4,53 en juillet; la proportion des chômeurs est tombée de 3 o/o à 2,7 o/o. Le nombre des hauts fourneaux en activité est passé de 293 à 301. Dans les industries de l'acier et de l'étain 164 patrons, qui n'employaient que 52.565 en août 1894, ont donné du travail à 55.104 personnes en août 1895. Légère amélioration dans les constructions navales. La situation est toujours bonne pour le bâtiment, meilleure pour les industries du bois et de l'ameublement; moins bonne dans l'industrie du livre. L'industrie du vêtement constate une amélioration; la confection est peu occupée; de même la chaussure. L'industrie du cuir est assez active. Pour les filatures de coton, la situation est incertaine; les tissages sont peu occupés. L'industrie de la laine est en pleine prospérité. Situation meilleure dans la bonneterie, bonne dans la soierie.

Il y a eu, en août, 52 nouvelles grèves, contre 49 en juillet 1895 et 86 en août 1894. La plus importante de ces nouvelles grèves est celle des industries textiles de Dundee et Lochee, comprenant 32.000 grévistes et ayant pour objet une augmentation de salaires. Sur les 52 nouvelles grèves, 15 ont éclaté dans l'industrie minière; 12 dans les industries textiles; 6 dans les industries métallurgiques; 5 dans le bâtiment; 3 dans les constructions navales; 2 dans les industries du vêtement, etc. 43 de ces 52 grèves affectaient ensemble 42.681 personnes, soit une moyenne de 990 personnes par grève, au lieu de 346 le mois précédent.

Le Congrès des Trade-Unions (1). — Le 28^e Congrès annuel des Trade-Unions s'est tenu cette année à Cardiff, du 2 au 7 septembre, sous la présidence de M. John Jenkins, de la société des constructeurs de navires et président du conseil local des unions de Cardiff.

Le nombre des congressistes — comme celui des associations et des unionistes représentés — a été, cette année, moins élevé que les années précédentes. Les délégués n'étant que 331 — au lieu de 372 en 1894, à Norwich — et ne représentant que 154 unions et 960,931 membres au lieu de 192 unions et 1,080,545 membres (dont 27 conseils locaux comptant 65,938 membres) comme en 1894.

Il faut attribuer cette diminution principalement aux modifications apportées depuis le dernier Congrès aux conditions d'admission, modifications assez importantes pour qu'il convienne d'en dire quelques mots. Le règlement, jusqu'au dernier Congrès, portait en effet textuellement ce qui suit :

« Le Congrès sera composé de délégués qui sont ou ont été des ouvriers de fait et sont membres réguliers d'une association d'ouvriers, qui sont ou ont été employés dans l'industrie qu'ils représentent, qui ont siégé ou siègent encore dans les conseils locaux des unions ou autres institutions similaires, de quelque nom qu'on les désigne actuellement. Les dépenses faites par ces délégués seront supportées par l'association qu'ils représentent. »

De l'avis de beaucoup de trade-unions, ces prescriptions n'étaient pas assez sévères pour prévenir l'élection de délégués ne représentant pas suffisamment les intérêts qu'on leur confiait. On soumit donc au Congrès de 1894 diverses propositions d'amendement aux règlements, concernant cette question et d'autres encore; le Congrès les défera à son Comité parlementaire. Ce Comité — ou du moins la majorité de ses membres — se crut, par ce fait seul qu'on lui soumettait la question, autorisé à modifier le règlement et à imposer ces modifications au Congrès de cette année. On nomma donc les délégués, en 1895, conformément aux prescriptions suivantes :

(1) D'après la *Labour Gazette*.

I. — Le Congrès sera composé de délégués qui sont ou ont été des *ouvriers de fait*, dans l'industrie qu'ils représentent, et qui sont membres réguliers d'associations ouvrières; nul ne pourra siéger comme délégué, au Congrès des Trade-Unions, si, au moment de son élection, il n'est encore ouvrier ou agent permanent salarié de son union.

II. — On ne considérera comme délégués véritables que ceux qui représentent directement les Trade-Unions.

Cet article ainsi modifié a eu pour résultat d'exclure du Congrès tous les délégués qui, bien que membres d'une association, ne travaillent pas, pour le moment, comme ouvriers dans leur industrie, ou ne sont pas des agents salariés de leur union. Il empêche en outre les Conseils de métiers de chaque ville d'être directement représentés aux Congrès à venir. A ce sujet, il convient de faire remarquer que, déjà depuis 2 ans, ces Conseils n'avaient pu faire représenter que ceux de leurs membres qui ne l'étaient pas déjà par les Trade-Unions de leur métier propre.

Ces modifications toutefois ne sont pas aussi importantes que celles apportées au mode de votation prescrit désormais pour les Congrès. Pendant ces deux dernières années, chaque union pouvait envoyer au Congrès un délégué pour chaque groupe de 2,000 de ses membres ou fraction de ce nombre. Or, beaucoup de grandes unions ne se faisaient pas représenter dans les proportions auxquelles elles avaient droit, et s'exposaient ainsi à être battues, dans les votes, par la coalition des sociétés de moindre importance. Pour obvier à cet inconvénient et cela sans augmenter le nombre des délégués que l'on jugeait déjà assez considérable, le Comité parlementaire arrêta ce qui suit :

I. — On votera à l'aide de cartes distribuées aux délégués des associations proportionnellement au nombre des membres qu'ils représentent et comptées à raison de une par 1,000 membres ou fraction de ce chiffre.

II. — Ces cartes seront remises aux délégués par le secrétaire du Comité parlementaire, avant la réunion du Congrès.

(On n'aura recours à ce mode de votation que dans les votes qui pourraient être contestés par les délégués.)

En substituant ce nouveau système à l'ancien mode de votation à mains levées, on voulait permettre aux sociétés représentées de manifester leur opinion en se basant sur le nombre de leurs adhérents, et cela sans tenir compte du nombre de délégués qu'elles envoyaient au Congrès.

Le Comité parlementaire refusa de ratifier le mandat de tous les délégués élus contrairement au nouveau règlement.

Un certain nombre de représentants des Conseils locaux voulut attendre cependant, au cas où le Congrès refuserait de sanctionner les actes du Comité. On contesta au Comité le droit d'appliquer de nouveaux règlements sans en avoir, au préalable, référé à l'assemblée, et, dès la seconde journée du Congrès, on proposa un ordre du jour blâmant la conduite des commissaires. Cette question fut l'objet de longs débats, les plus importants de la session; l'ordre du jour du blâme, mis aux voix, selon le système prescrit par les nouveaux règlements, fut repoussé par 604 voix contre 357.

Ces modifications ont eu une influence assez sensible sur la composition du Congrès; le nombre des délégués qui était de 372 en 1894 est tombé à 331 cette année, et celui des membres représentés de 1,080,545 à 960,931, par suite de l'exclusion des conseils locaux, et, pour les mineurs, par suite de l'absence des délégués du Durham et du Northumberland.

A côté de cette question, longuement débattue, le Congrès n'a pas discuté moins

de 101 résolutions — dont beaucoup ont fait l'objet d'amendements — et que l'on avait groupées en 47 chapitres, suivant leur nature.

Les résolutions relatives à l'immigration des étrangers et à la fédération des Trade-Unions ont été très vivement discutées; on a constaté chez les congressistes de très grandes divergences d'opinion.

La résolution suivante relative à l'immigration a été votée par 266 voix contre 245, avec l'amendement qui l'accompagne :

En présence des torts causés à un grand nombre d'industries et de Trade-Unions par l'immigration en masse d'étrangers pauvres, le Congrès demande au Gouvernement d'interdire, soit par une loi, soit par l'entremise d'inspecteurs généraux, soit enfin par un décret du Conseil des Ministres, le débarquement de tous les étrangers pauvres ne justifiant pas de moyens suffisants d'existence.

Amendement :

Le Congrès regrette que l'on ait voté l'an dernier une résolution demandant d'interdire l'immigration étrangère en Grande-Bretagne, attendu que, d'après les statistiques, l'émigration est de beaucoup plus forte que l'immigration. C'est le système capitaliste actuel qui rend les ouvriers concurrents les uns des autres et, en tant que trade-unionistes, nous voyons dans l'union de tous les ouvriers du pays le seul remède au mal dont nous souffrons.

La commission nommée l'an dernier à Norwich pour étudier la question de la fédération des Trade-Unions a présenté au Congrès un projet qui a été repoussé par 405 voix contre 346.

L'élection du Comité parlementaire, pour l'année courante, y a fait entrer des représentants des industries suivantes : ouvriers en chaussures, charpentiers et menuisiers, fileurs de coton, tisseurs de coton, mécaniciens, ouvriers gaziers, mouleurs en fer, mineurs, employés de chemins de fer, marins et chauffeurs, constructeurs de navires et ouvriers d'aciéries.

HOLLANDE.

La caisse d'épargne postale en 1893. — Le nombre des dépôts effectués en 1893 a été de 672.144, représentant une somme totale de 18.000.000 de florins. Le versement moyen a été d'environ 26 florins. La caisse a délivré 49.948 livrets. Le nombre de livrets en circulation, à la fin de l'année, s'élevait à 401.046, représentant un avoir total de 32.000.000 de florins. L'intérêt servi aux déposants a été de 2,64 p. 0/0.

Depuis sa fondation, en 1881, la caisse d'épargne postale s'est développée d'une manière continue avec un plein succès, et l'extension du chiffre de ses opérations ne semble pas devoir s'arrêter prochainement. Voici, d'ailleurs, pour en témoigner, les nombres successifs de livrets en circulation, à la fin de chaque année :

ANNÉES.	NOMBRE DE LIVRETS en circulation.	ANNÉES.	NOMBRE DE LIVRETS en circulation.
1881	22.831	1888.....	201.763
1882.....	46.243	1889.....	241.175
1883.....	67.932	1890.....	281.870
1884.....	90.798	1891.....	319.106
1885.....	112.308	1892.....	358.483
1886.....	139.989	1893.....	401.046
1887.....	169.027		

Le nombre moyen de livrets, par 1.000 habitants, était de 80,2 à la fin de 1893; il n'était que de 77,6 à la fin de l'exercice précédent. Le versement moyen, par 1.000 habitants, s'est monté à 3.780 florins en 1893 (3.325 fl. en 1892).

On peut rappeler à ce sujet, à titre de comparaison, que la caisse d'épargne postale française, fondée en 1882, comptait, à la fin de 1892, 1,973.693 et, à la fin de 1893, 2.089.492 livrets en circulation, ce qui représente, en moyenne, par 1.000 habitants, 51,5 et 54,5 livrets. Le versement moyen, par 1.000 habitants, s'est élevé à 8.817 francs en 1893 (10.061 fr. en 1892).

SUISSE.

La Fédération coopérative. — La fédération coopérative suisse est un magasin de gros coopératif fondé en 1893 à l'exemple des *Wholesales* anglais et qui réunit 47 sociétés adhérentes. Elle est intéressée dans la grande banque populaire suisse (1). Du rapport présenté à son assemblée générale du 9 juin 1895, à Saint Gall, il résulte que son chiffre d'affaires s'est élevé à 386.000 francs en 1893, à 272.000 francs en 1894 et a dépassé pendant les mois déjà écoulés de 1895 le double des chiffres de l'année dernière.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Décret du 11 septembre 1895 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 30 novembre 1894 relative aux habitations à bon marché.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

Vu la loi du 30 novembre 1894 relative aux habitations à bon marché, et notamment l'article 15;

Vu l'avis du conseil supérieur des habitations à bon marché;

Vu l'avis de la commission supérieure des caisses d'assurances en cas de décès et d'accidents;

Vu les avis du Garde des sceaux, Ministre de la justice, du Ministre de l'intérieur et du Ministre des finances;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

TITRE 1^{er}.

Des comités locaux.

ART. 1^{er}. Les comités locaux institués par décret du Président de la République et composés suivant les formes prescrites par l'article 4 de la loi du 30 novembre 1894 sont installés par le préfet dans l'arrondissement chef-lieu et par les sous-préfets dans les autres arrondissements.

(1) Voir *Bulletin de l'office du travail* d'août 1895.

ART. 2. Dans sa première séance, le comité désigne son président et, s'il y a lieu, un vice-président.

Il nomme aussi soit un secrétaire-trésorier, soit un secrétaire et un trésorier, qui peuvent être pris en dehors du comité.

ART. 3. Le comité délibère valablement lorsque la moitié plus un des membres qui le composent sont présents.

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des votants.

S'il y a partage, la voix du président est prépondérante.

En cas de vacance provenant de démission ou de décès, il y est pourvu, selon les catégories, par le préfet, dans un délai de trois mois, et, par le conseil général, dans la session qui suivra.

ART. 4. Le comité se réunit sur convocation du président, quand les besoins l'exigent ou lorsque trois membres le demandent par écrit.

Il doit au moins se réunir une fois par trimestre. A défaut de convocation pendant plus de six mois, le préfet devra convoquer le comité.

Tout membre qui s'abstiendra de se rendre à trois convocations successives, sans motif reconnu légitime par le comité, sera déclaré démissionnaire par le préfet.

ART. 5. Dans le courant de janvier, le comité adresse au ministère du commerce, par l'intermédiaire du préfet, un rapport détaillé sur ses travaux et l'état de sa situation financière, avec les comptes de l'exercice écoulé et le budget de l'exercice courant.

ART. 6. Pour l'exécution des dispositions prévues aux articles 1^{er} et 2 de la loi, le comité pourra, s'il y a lieu, déléguer à une ou plusieurs personnes telle mission spéciale à laquelle ses membres ne seraient pas en mesure de procéder par eux-mêmes.

ART. 7. L'indemnité de déplacement qui pourra être allouée, en vertu de l'article 3 de la loi, aux membres du comité n'habitant pas la localité où se tiendraient les réunions, ne dépassera pas 2 fr. 50 par myriamètre parcouru en allant et en revenant.

ART. 8. En cas de démission simultanée de plus de la moitié des membres du comité, le Conseil supérieur, saisi par un rapport du préfet au Ministre, émettra son avis sur la reconstitution ou la dissolution du comité.

Il en sera de même si, après deux convocations successives, la seconde par lettre recommandée, le comité ne se trouvait pas en nombre pour délibérer, ou s'il commettait des abus graves dans l'exercice de ses fonctions.

La dissolution est prononcée par décret du Président de la République, qui statue sur la dévolution de l'actif, conformément au paragraphe 4 de l'article 2 de la loi.

TITRE II.

Des dispositions que devront contenir les statuts des sociétés de construction et de crédit.

ART. 9. Les sociétés de construction de maisons à bon marché et les sociétés de crédit qui, ne construisant pas elles-mêmes, ont pour but de faciliter l'achat ou la construction de ces maisons, doivent, pour bénéficier des faveurs de la loi, indiquer dans leurs statuts :

1^o Qu'elles ont pour objet exclusif soit de procurer l'acquisition d'habitations salubres et à bon marché à des personnes qui ne sont déjà propriétaires d'aucune

maison, soit de mettre en location des habitations de cette nature, soit d'améliorer des habitations déjà existantes;

2° Que les dividendes sont limités à 4 p. o/o au plus;

3° Que les statuts, ainsi que toute modification qui y serait apportée, doivent être approuvés par le Ministre du commerce, sur l'avis du comité permanent du Conseil supérieur des habitations à bon marché;

4° Que, dans les six mois qui suivent la clôture de chaque exercice, le compte rendu de l'assemblée générale de la société, accompagné du bilan, sera adressé, par l'intermédiaire du préfet, au Ministre du commerce pour être soumis au comité permanent;

5° Que, lors de l'expiration de la société ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale appelée à statuer sur la liquidation ne pourra attribuer l'actif qui resterait, après paiement du passif et remboursement du capital-actions versé, qu'à une société constituée conformément aux prescriptions de la loi du 30 novembre 1894, la délibération dont il s'agit devant être approuvée par le Ministre, sur l'avis du Conseil supérieur.

TITRE III.

Détermination du cinquième du patrimoine des bureaux de bienfaisance, hospices et hôpitaux.

ART. 10. Le cinquième du patrimoine des établissements de bienfaisance qui pourra être employé, conformément aux dispositions du paragraphe 1^{er} de l'article 6 de la loi, devra être calculé d'après le cours de la bourse, pour les valeurs mobilières et, pour les immeubles, d'après l'évaluation qui en sera faite par un expert nommé par le préfet.

Les immeubles affectés aux services d'assistance ne seront pas compris dans cette évaluation et n'entreront pas en ligne de compte.

Les biens mobiliers et immobiliers provenant de fondations et grevés d'une charge spéciale n'entreront en ligne de compte que sous déduction de la somme nécessaire pour faire face à ces charges.

En aucun cas la somme dont les bureaux de bienfaisance, hospices et hôpitaux pourront ainsi disposer ne dépassera le montant de leur fortune mobilière.

TITRE IV.

Des assurances temporaires en cas de décès.

ART. 11. L'acquéreur, le locataire avec promesse de vente ou le constructeur d'une maison à bon marché, qui veut garantir par une assurance le paiement des annuités d'amortissement restant à échoir au moment de son décès, adresse une proposition au directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Le montant de l'assurance ne pourra dépasser :

Pour les immeubles situés dans une commune de 1.000 habitants et au-dessous.....	2.300 ^f
De 1.001 à 5.000 habitants.....	3.900
De 5.001 à 30.000 habitants.....	4.400
De 30.001 à 200.000 habitants ou dans une des communes situées dans un rayon de 40 kilomètres autour de Paris.....	5.700
Dans une commune de 200.001 habitants et au-dessus.....	7.700
A Paris.....	9.700

Les propositions d'assurance peuvent être transmises soit par les comités des habitations à bon marché, soit par les sociétés de construction ou de crédit. Ces

comités ou sociétés pourront également servir d'intermédiaire entre les assurés et la Caisse d'assurance pour toutes les opérations ultérieures.

ART. 12. Les propositions d'assurances, les polices définitives et les versements de primes sont reçus à la direction générale de la Caisse des dépôts et consignations, à Paris; chez les trésoriers-payeurs généraux et les receveurs particuliers des finances dans les départements; chez les trésoriers-payeurs et les payeurs particuliers en Algérie.

Les propositions d'assurances sont également reçues par les percepteurs des contributions directes.

Sur la demande faite par l'assuré au directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, les percepteurs peuvent être autorisés à recevoir les polices définitives et à encaisser les primes.

ART. 13. Le proposant produit à l'appui de sa demande :

- 1° Un extrait de son acte de naissance;
- 2° L'engagement de répondre aux questions et de se soumettre aux constatations médicales qui seront prescrites par les polices;
- 3° Une déclaration affirmant qu'il ne possède aucune autre maison et que celle en vue de laquelle il veut contracter une assurance rentre dans les limites prévues à l'article 5 de la loi;
- 4° Le contrat d'acquisition ou de prêt passé soit avec une société de construction ou de crédit, soit avec un particulier.

Le contrat d'acquisition ou de prêt devra indiquer le nombre, les dates d'échéance et le montant des annuités d'amortissement dont l'assurance devra garantir le paiement en cas de décès, ainsi que le taux de l'intérêt.

La proposition est datée et signée par le proposant ou revêtue par le préposé de la Caisse des dépôts et consignations d'une mention énonçant que le proposant ne sait ou ne peut signer.

ART. 14. La proposition d'assurance, accompagnée des pièces produites à l'appui est transmise, sans délai, par le préposé qui l'a reçue à la direction générale de la Caisse des dépôts et consignations. Après les vérifications nécessaires, le proposant reçoit avis du montant de la prime unique ou des primes annuelles au moyen desquelles il pourra garantir le paiement des annuités d'amortissement mentionnées dans le contrat et l'autorisation de se présenter chez le médecin qui devra procéder à l'examen médical.

Avis de cette autorisation est donné en même temps au médecin.

ART. 15. Dans chaque canton où des habitations à bon marché seront construites, il sera désigné, par le préfet, un ou plusieurs médecins visiteurs assermentés et chargés d'examiner les proposants.

Leur serment sera reçu soit par le préfet ou le sous-préfet, soit par le juge de paix du canton où résidera le médecin.

Le tarif de la visite médicale sera fixé par un arrêté du préfet du département.

ART. 16. Le proposant, s'il n'est pas personnellement connu du médecin visiteur, doit se présenter chez celui-ci, assisté d'un délégué de la société de construction ou de crédit, ou de deux témoins imposés au rôle des contributions directes de la commune, qui attesteront l'identité du proposant sur le questionnaire destiné à recevoir les résultats de l'examen du médecin.

ART. 17. Après que les témoins se sont retirés, le médecin visiteur adresse au proposant les questions contenues dans la première partie du questionnaire et il y consigne les réponses qui lui sont faites; il fait signer cette première partie par le

proposant après lui en avoir donné connaissance. Si ce dernier ne peut ou ne sait signer, le médecin en fait mention. Il procède ensuite à l'examen médical, inscrit le résultat de ses observations dans la seconde partie du questionnaire, signe et adresse le tout au directeur de la Caisse des dépôts et consignations.

ART. 18. Le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations décide s'il y a lieu de refuser l'assurance ou de l'accepter.

Dans le premier cas, il informe le proposant de son refus, qui ne doit jamais être motivé.

Dans le second cas, il transmet au comptable qui a reçu la proposition d'assurance la police définitive en double expédition et un extrait de cette police qui servira au paiement des primes.

ART. 19. La police d'assurance énonce les nom, prénoms, profession et domicile de l'assuré, ainsi que le lieu et la date de sa naissance.

Elle mentionne la durée de l'assurance, la prime unique ou les primes annuelles que l'assuré devra payer aux dates fixées par le contrat, et le montant, après chaque échéance d'amortissement, de la somme que la caisse aurait à payer en cas de décès de l'assuré.

Elle indique que l'assurance doit profiter soit aux ayants droit de l'assuré, soit à un bénéficiaire désigné.

Enfin, elle porte l'engagement réciproque pris par l'assuré d'acquitter les primes aux dates convenues, et, par la Caisse d'assurance en cas de décès, représentée par le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, d'effectuer le paiement des sommes assurées en se conformant, de part et d'autre, aux conditions particulières du contrat et aux conditions générales imprimées dans la police.

Les deux expéditions de la police sont signées par l'assuré, qui devra faire élection de domicile à Paris.

Si l'assuré ne peut ou ne sait signer, il en est fait mention sur les deux expéditions de la police par le préposé de la Caisse des dépôts et consignations.

Si un bénéficiaire est désigné, il peut donner son acceptation, au moment de la signature de la police, en inscrivant sur les deux expéditions de cet acte la mention : « Vu et accepté, le bénéficiaire », suivi de sa signature.

Le contrat d'assurance produit son effet à partir du paiement de la première prime ou de la prime unique, suivi de la signature de la police par l'assuré ou par son mandataire spécial, alors même que l'assuré viendrait à décéder dans les deux ans du contrat.

ART. 20. L'assurance peut être contractée soit au moyen d'une prime unique, soit au moyen de primes annuelles décroissantes, proportionnelles au risque de chaque année, soit au moyen de primes annuelles constantes à payer pendant une partie de l'assurance et dont le montant ne devra pas être inférieur au risque de la première année. Dans tous les cas, l'échéance des primes devra être fixée de manière à ne reporter le paiement d'aucune d'elles après l'âge de soixante-cinq ans.

ART. 21. Les primes annuelles autres que la première sont acquittées, chaque année, à l'échéance fixée dans la police.

ART. 22. A toute époque, l'assuré peut convertir ses primes annuelles décroissantes ou constantes en une prime unique.

Il peut également convertir ses primes annuelles décroissantes en primes constantes, dont le montant ne devra pas être inférieur au risque de l'année dans laquelle aura lieu la modification du contrat.

Ces modifications sont constatées par un avenant à la police d'assurance.

ART. 23. Dans l'application des tarifs, la prime est fixée d'après l'âge de l'assuré à l'échéance de la prime. L'assuré est considéré comme ayant à cette échéance son année d'âge accomplie plus une demi-année.

ART. 24. Les primes peuvent être acquittées par les sociétés de construction ou de crédit bénéficiaires de l'assurance et par toute personne munie de l'extrait de la police remis à l'assuré en vue du paiement des primes.

La société ou le mandataire verbal qui effectue simultanément des versements de primes ultérieures pour le compte de plusieurs assurés produit un bordereau nominatif donnant le détail des primes versées.

ART. 25. Le versement de chaque prime, effectué soit à la Caisse des dépôts et consignations, soit chez les trésoriers-payeurs généraux et les receveurs particuliers, en France, soit chez les trésoriers-payeurs et payeurs particuliers, en Algérie, est constaté par un récépissé à talon délivré par le comptable qui reçoit le versement.

ART. 26. Lorsque le versement doit être effectué entre les mains d'un percepteur autorisé à cet effet, conformément à l'article 12 ci-dessus, le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations transmet un titre de perception à ce comptable.

Le percepteur ne peut faire aucun encaissement de prime sans être nanti de ce titre de perception.

Le versement de chaque prime effectué dans ces conditions est constaté par une quittance extraite d'un journal à souche.

ART. 27. Le paiement des primes peut également être opéré à la Caisse des dépôts et consignations, au moyen de mandats-poste transmis par les intéressés. Il en est délivré un récépissé à talon.

ART. 28. A défaut de paiement d'une prime annuelle dans les trente jours, il est dû des intérêts de retard au taux de 4 p. o/o à partir de l'échéance.

ART. 29. Si la prime n'est pas acquittée dans les trois mois qui suivent l'échéance, le contrat est résolu de plein droit quinze jours après une mise en demeure restée sans effet.

Dans ce cas, lorsque l'assurance a été contractée au moyen de primes annuelles constantes, les versements effectués, déduction faite de la part afférente aux risques courus, sont ramenés à une prime unique garantissant le paiement d'une somme dont le montant est calculé d'après les bases du tarif en vigueur à la date de la signature du contrat primitif et pour la période du temps restant à courir.

ART. 30. Toute réticence, toute fausse déclaration de la part de l'assuré, soit dans la proposition d'assurance, dans les réponses faites au médecin visiteur et qui seraient de nature à atténuer l'importance du risque ou à tromper sur l'identité de l'assuré entraînent l'annulation de l'assurance, sans préjudice des poursuites qui pourraient être exercées conformément aux lois pénales.

Dans le cas où l'assurance est annulée pour les motifs énoncés dans le paragraphe précédent, la portion des primes versées afférente aux risques postérieurs à la date d'annulation du contrat est remboursée sans intérêts à l'assuré en présence du bénéficiaire de l'assurance, s'il y a lieu.

ART. 31. En cas de résiliation du contrat de vente ou de libération anticipée des annuités souscrites, l'assuré peut obtenir la résiliation de son assurance et le paiement d'une somme égale à la valeur de la portion des primes antérieurement payées qui étaient afférentes aux risques postérieurs à la date de la résiliation.

Ce paiement est effectué sur la quittance collective de l'assuré et, s'il y a un bénéficiaire désigné, du bénéficiaire de l'assurance ou de ses ayants droit.

ART. 32. En cas de décès de l'assuré, les annuités restant à échoir sont payées à ses ayants droit ou au bénéficiaire désigné, sur la production du double de la police, de l'acte de décès de l'assuré et d'un certificat de médecin constatant le genre de maladie ou d'accident auquel l'assuré aura succombé.

Outre les pièces énumérées au paragraphe précédent, les ayants droit de l'assuré ont à produire un certificat de propriété délivré dans les formes et suivant les règles prescrites par l'article 6 de la loi du 28 floréal an VII.

ART. 33. Dans le cas où le décès de l'assuré résulte de suicide, de duel ou de condamnation judiciaire, l'assurance demeure sans effet, et les primes versées, augmentées des intérêts simples calculés au taux du tarif, sont remboursées aux ayants droit dans les conditions indiquées à l'article précédent.

ART. 34. Les sommes dues par la caisse d'assurance sont payables : à Paris, à la Caisse des dépôts et consignations; dans les départements, chez les trésoriers-payeurs généraux et receveurs particuliers des finances; en Algérie, chez les trésoriers-payeurs et payeurs particuliers.

Le paiement a lieu sur une autorisation donnée par le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, à qui la demande doit être adressée, soit directement, soit par l'intermédiaire des préposés et agents désignés à l'article 12 ci-dessus.

ART. 35. Les cessions ou transports de tout ou partie du capital assuré, consentis par l'assuré ou le bénéficiaire, en vertu de l'article 7, § 4 de la loi du 30 novembre 1894, ne pourront être faits que par acte notarié.

Les actes de cession ou transport, ou tous autres actes ayant pour objet de mettre opposition au paiement des sommes assurées, doivent être signifiés au directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, à Paris.

ART. 36. La cession du bénéfice de la police d'assurance ne pourra être faite qu'au profit de la société de construction et de crédit, lorsque cette clause sera insérée dans l'acte de promesse de vente joint à la proposition d'assurance en vertu de l'article 13 ci-dessus.

ART. 37. Les registres matricules et les comptes individuels des assurés sont tenus à la direction générale de la Caisse des dépôts et consignations, qui conserve le double des polices d'assurances et les pièces produites à l'appui soit des propositions, soit des polices. (A suivre.)

JURISPRUDENCE.

SYNDICATS PROFESSIONNELS.

Syndicats professionnels. — Intimidation. — Atteinte à la liberté individuelle. Préjudice causé. — Responsabilité du syndicat.

Monteiller contre le syndicat des mouleurs en fonte de Lyon.

LE TRIBUNAL.

Attendu que des documents de la cause et de toutes les présomptions qui s'en dégagent résulte suffisamment pour le tribunal la conviction que c'est par le fait du syndicat des mouleurs en fonte de la ville de Lyon, auquel il a refusé de s'associer, que l'ouvrier Mon-

teiller a été renvoyé de chez ses patrons, MM. Bonisse et Paricand, qu'il a vu son nom inséré dans trois numéros successifs du *Réveil des Mouleurs* sous la rubrique infamante «Piloni corporatif», qu'il a été congédié par un nouveau patron, M. Nikovick, qu'il a été refusé par d'autres, qu'il a dû enfin quitter momentanément Lyon et chercher du travail au dehors;

Attendu que les opposants ont accepté le débat et ont plaidé du moins en la qualité de représentants du syndicat dont ils sont membres;

Attendu que le fait qui leur est imputé a causé à Monteiller un préjudice évident que le tribunal peut apprécier sur les éléments d'évaluation qui lui sont fournis; qu'une seule question est réellement litigieuse, celle de savoir si le consorts Allamel et autres ont commis une faute civile; si au contraire, comme ils le prétendent, ils n'ont fait qu'exercer un droit tiré de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels à ce point de vue;

Attendu que l'étude des travaux préparatoires de la loi de 1884 démontre surabondamment que le législateur n'a pas voulu faire revivre les abus des anciennes corporations de métiers, qu'il est dit notamment dans l'exposé des motifs de cette loi : «il existe depuis bien des années, à Paris et dans les départements, des associations connues sous le nom de syndicats, composées soit d'ouvriers, soit de patrons dans lesquelles sont traitées toutes les questions d'intérêt général relatives à une même profession et qui n'ont occasionné ni troubles ni désordres, la liberté du travail a toujours été respectée et jamais les décisions des chambres syndicales n'ont été imposées à ceux qui ont voulu s'y soustraire»; que c'est pour maintenir les syndicats sur ce terrain de la protection et de la défense des intérêts généraux professionnels qu'a été édicté l'article 3; que c'est pour consacrer à nouveau la liberté individuelle du travail que l'article 7 a été ainsi rédigé : «tout membre d'un syndicat professionnel peut se retirer à tout instant de l'association, *nonobstant toute clause contraire*»; qu'en somme la loi de 1884 a institué une liberté nouvelle, la liberté de coalition, mais n'a pas entendu porter atteinte aux libertés primordiales et essentielles déjà reconnues;

Attendu que sans doute les ouvriers syndiqués peuvent aliéner une part de leur liberté individuelle, et se soumettre à des règlements, à des amendes, à des interdicts, à des proscriptions, mais que cette aliénation est facultative, doit être librement consentie et ne saurait être imposée à l'ouvrier non syndiqué; attendu que l'argument tiré de l'abrogation de l'article 416 du Code pénal est purement spécieux, que les faits préjudiciables visés par l'article 1382 du Code civil, et qui engagent la responsabilité de leur auteur, ne sont pas seulement ceux qui sont prévus et punis par le Code pénal; que si les agissements reprochés aux défendeurs ne tombent plus sous l'application d'un texte répressif, il n'en résulte pas juridiquement qu'ils ne constituent pas une faute civile; que la faute est manifeste et lourde, qu'elle réside dans l'atteinte portée, fût-ce même en vue d'un intérêt professionnel qui n'apparaît pas dans l'espèce, au droit individuel de l'ouvrier non adhérent au syndicat et dans les manœuvres quelconques employées pour obtenir en définitive ce résultat illicite de rendre obligatoire et forcée la coalition que le législateur a seulement déclarée libre;

Par ces motifs,

Le tribunal, jugeant publiquement contradictoirement en matière ordinaire et premier ressort, le Ministère public entendu, dit que le jugement frappé d'opposition sortira effet, réduit toutefois la condamnation prononcée contre les opposants à la somme de 1.000 francs avec intérêts à compter de ce jour; dit que cette condamnation n'est encourue par eux qu'en leur qualité de représentants du syndicat des ouvriers mouleurs en fonte, les condamne solidairement, tant parce qu'ils succombent qu'à titre de supplément d'indemnité, aux entiers dépens des deux instances distraits au profit de l'administration de l'enregistrement.

Tribunal civil de Lyon, 10 août 1895.

ACCIDENTS. — ASSURANCES.

Assurances terrestres. — Accident. — Patron. — Ouvrier. — Responsabilité civile. — Faute lourde. — Rente viagère. — Rente sur l'État. — Police. — Interprétation.

La clause d'une police d'assurance contre les accidents, contractée par un patron pour se couvrir de la responsabilité civile par lui encourue à raison des accidents

survenus à ses ouvriers, qui exclut de l'assurance « le cas provenant d'infractions aux lois et aux règlements tant publics que particuliers relatifs à la sûreté des personnes », ne saurait être appliquée aux accidents qui résultent, non d'une infraction aux lois et règlements, mais d'une simple imprudence.

Il importe peu que l'accident occasionné par l'imprudence du patron assuré, et qui a amené la mort d'un ouvrier, ait entraîné la condamnation correctionnelle du patron pour homicide involontaire, si l'on ne peut imputer au patron, ni violation d'une loi ou d'un règlement relatif à la sécurité des personnes, ni une faute lourde équivalente au dol.

Lorsqu'une police d'assurance contre les accidents, contractée par un patron pour se couvrir de la responsabilité civile par lui encourue à raison des accidents survenus à ses ouvriers, stipule que, « dans le cas où les indemnités consisteraient en une pension ou rente viagère, la compagnie ne serait tenue de la payer que jusqu'à épuisement de la somme garantie, et, dans aucun cas, elle ne pourrait être astreinte à effectuer un dépôt quelconque de titres, espèces ou valeurs, pour le service de ladite rente ou pension », l'assuré, condamné à servir une rente viagère, qui doit être constituée soit au moyen de l'acquisition d'un titre de rente sur l'État français, soit au moyen de l'aliénation d'un capital, ne peut obliger la compagnie à se substituer à lui pour l'acquisition d'un titre de rente; mais il peut contraindre la compagnie à se substituer à lui pour la constitution de la rente viagère au moyen de l'aliénation d'un capital.

(Compagnie d'assurance contre les accidents le Patrimoine C. Georgini.)

LA COUR.

Sur le chef de la garantie de la responsabilité civile,

Attendu qu'en contractant, avec la compagnie le Patrimoine, la police qui garantit sa responsabilité civile, Georgini a nécessairement entendu s'assurer contre ses propres fautes; que, sans doute, ladite police se réfère à la police collective du même jour, intervenue entre les mêmes parties, et qu'on lit notamment, dans l'article 4 de ce dernier contrat, que « sont exclus de l'assurance les cas provenant d'infractions aux lois et aux règlements tant publics que particuliers relatifs à la sûreté des personnes »; mais qu'on ne saurait étendre cette clause aux accidents qui résultent, non pas d'une infraction aux lois et règlements, mais d'une simple imprudence; qu'il importe peu, à ce point de vue, que, dans l'intérêt supérieur de la sécurité publique, le législateur ait fait rentrer les blessures et homicides involontaires, même causés par la seule imprudence, dans la catégorie des délits; qu'il n'en est pas moins vrai que les parties, en stipulant, ont eu précisément et principalement en vue les risques de cette espèce, et que la police a eu pour but essentiel de relever l'assuré de ses actes d'imprudence, pourvu que ces actes, en dehors de leurs conséquences préjudiciables et par eux-mêmes, ne viennent caractériser ni violation de loi ou règlement, ni faute lourde équivalente au dol;

Attendu qu'en l'absence surtout d'une définition limitative de l'imprudence délictueuse, on aboutirait, dans le système de la compagnie appelante, à réduire, au delà de toutes les prévisions, la matière même du contrat d'assurance, et que régir différemment les accidents dus à l'imprudence, suivant qu'ils auraient ou non donné lieu à poursuites correctionnelles, ce serait faire une distinction purement arbitraire et sans fondement juridique;

Attendu que, s'il est démontré, d'une part, en vertu d'un jugement passé en force de chose jugée, que Georgini a, par une faute professionnelle, causé la mort de Rey, l'un de ses ouvriers, il n'est, d'autre part, invoqué par le Patrimoine aucun texte de loi, ni de règlement public ou privé, dont la violation aurait entraîné ce sinistre; que les faits et documents de la cause tendent tous à établir que, si graves, surtout par leurs suites, qu'aient été la négligence et l'imprudence de l'intimé dans la circonstance, elles n'ont cependant pas été de nature à trahir de sa part une intention dolosive, ni à faire suspecter à un degré quelconque sa parfaite bonne foi; qu'à aucun égard, la compagnie n'est fondée à exciper du principe qu'il n'est pas permis à l'assuré de stipuler d'avance l'immunité de ses fautes lourdes, et que vainement elle demande à être exonérée de la garantie qui justement lui incombe.

(Cour de Grenoble, 15 mai 1894. — Sirey, 1895, 6^e cahier, 2.175.)

ACCIDENTS. — RESPONSABILITÉS.

Appareil dangereux. — Disposition vicieuse d'une machine. — Modifications possibles dans sa construction. — Distraction de l'ouvrier. — Responsabilité du patron. — Augmentation de l'indemnité allouée.

Un patron qui met à la disposition de ses ouvriers une machine dangereuse dont la construction peut être modifiée sans nuire à son bon fonctionnement est responsable des accidents qui surviennent à ses ouvriers, quand bien même il y aurait eu de leur part un moment de distraction.

Il est tenu de les garantir même contre leur imprudence par tous les moyens qui sont à sa disposition.

L'indemnité allouée doit, en outre, non seulement tenir compte de la gravité de l'accident, mais encore des conséquences qu'il aura dans l'avenir.

Ainsi jugé par la décision suivante :

Demoiselle Pierron contre Heulluy.

Le 6 janvier 1893, le tribunal civil d'Épinal avait rendu le jugement suivant :

LE TRIBUNAL, — Attendu que par jugement du 7 avril 1892 le tribunal de ce siège a commis M. Thiot à l'effet de constater les causes de l'accident du 25 septembre 1891 ;

Que l'expert a, le 19 juillet 1892, dressé son rapport et qu'il déclare que l'accident a été occasionné par la disposition vicieuse de la machine à laquelle était employée Maria Pierron ;

Que cette machine est consolidée par une tige qui restreint à 14 ou à 9 centimètres seulement l'espace dans lequel s'engage le bras de l'ouvrier ;

Que, d'après l'expert, cette tige pourrait être facilement supprimée et remplacée par un autre système de consolidation. Que l'on obtiendrait de cette manière un espace d'au moins 25 centimètres plus favorable pour les mouvements du bras. Qu'il importe peu que Maria Pierron ait été à un certain moment distraite dans son travail ;

Que, comme l'observe justement l'expert, les ouvriers sont pour une cause ou pour un autre sujets à d'inévitables distractions, et que le patron qui expose la vie de ses ouvriers devant des machines est tenu de les garantir même contre leur imprudence par tous les moyens qui sont à sa disposition. Que la responsabilité du défendeur n'est donc pas douteuse.

PAR CES MOTIFS, — Homologue le rapport d'expertise susvisé ; ordonne que le défendeur fournira au demandeur *es-qualités* dans le mois de la signification du présent jugement un titre de 120 francs de rentes 3 p. o/o sur l'État français immatriculé au nom de Maria Pierron et le condamne aux dépens.

Sur appel de Heulluy, la cour de Nancy, a rendu l'arrêt confirmatif suivant (30 novembre 1893) :

LA COUR, — Attendu que si les premiers juges ont fait une saine appréciation des faits de la cause, ils n'ont pas toutefois suffisamment tenu compte de la gravité de l'accident et des conséquences qu'il aura dans l'avenir pour la demoiselle Pierron ; qu'il convient, dès lors, d'élever la somme des dommages-intérêts alloués tout en maintenant le mode de leur allocation ;

PAR CES MOTIFS, — Reçoit l'appel et y faisant droit :

Élève à 150 francs la valeur du titre que Heulluy devra remettre à Pierron *es-qualités*. . .
Confirme le jugement attaqué.

(*Rev. prat. de droit ind.*, 1895, n° 1.)

**Accident dans un travail commandé. — Cause fortuite.
Responsabilité du patron. — Dommages-intérêts.**

L'ouvrier blessé dans un service commandé, sans qu'aucune faute professionnelle lui soit imputable, a une action en dommages-intérêts contre son patron, même

alors que l'accident est le résultat de circonstances de fait exceptionnelles, indépendantes de la volonté des deux parties et très difficiles à prévoir.

LE TRIBUNAL,

Attendu que Colenton réclame à Chamontin une somme de 5.000 francs à titre de dommages et intérêts, à raison de la perte d'un œil subie au cours des fonctions de sommelier qu'il exerçait chez le défendeur;

Qu'il expose qu'un siphon qu'il était allé chercher à la cave, sur l'ordre de Chamontin, ayant éclaté, il a reçu une blessure à l'œil qui a nécessité l'ablation de cet organe;

Que la responsabilité de son patron serait engagée à raison de ce fait qu'il ne ferait pas emploi de siphons grillagés, malgré le danger que présentent les appareils siphoides non protégés par une armature en métal;

Attendu tout d'abord que le danger permanent qu'offrirait un siphon d'eau de seltz non grillagé n'est pas démontré; qu'il n'existe ni ordonnance ni prescription obligeant un débitant de boissons à ne se servir que de siphons ainsi préparés;

Que, d'autre part, si tout patron a le devoir de protéger son employé contre sa propre imprudence dans l'exercice de ses fonctions et si, de ce chef, il assume à l'égard de celui qu'il emploie sous sa propre surveillance une certaine part de responsabilité, il est constant que l'accident survenu doit être attribué à des circonstances de fait exceptionnelles, indépendantes de la volonté des deux parties et qu'il était hien difficile à Chamontin de prévoir;

Que le tribunal ne peut retenir que cette circonstance que Colenton a été blessé dans un service commandé et sans qu'une faute professionnelle lui soit imputable;

Que cette constatation suffit pour que le tribunal, tout en tenant compte des atténuations qui, en la cause, limitent étroitement la responsabilité de Chamontin, telle qu'elle a été définie ci-dessus, oblige ce dernier à verser à Colenton une somme de 1.000 francs pour la réparation du préjudice qu'il a subi dans l'exercice normal de sa profession;

Par ces motifs,

Condamne Chamontin à payer à Colenton la somme de 1.000 francs à titre de dommages et intérêts;

Déclare Colenton mal fondé en le surplus de sa demande, l'en déboute;

Et condamne Chamontin aux dépens.

*(Jugement du Tribunal de commerce de la Seine, 14 février 1895,
cité par le Siècle du 28 février 1895)*

**Directeur d'usine. — Appareil à vapeur. — Explosion. — Défaut de surveillance.
Contrôle du service des mines. — Responsabilité du directeur.**

Le droit de contrôle attribué au service des mines sur les machines employées dans certaines usines ne fait pas disparaître complètement la responsabilité des directeurs d'usines et ne les dispense pas de la surveillance personnelle de leurs appareils à vapeur.

Minist. publ. c. P...

LA COUR, — Considérant que, le 22 juin 1893, une chaudière à vapeur a fait explosion dans l'usine des Forges de Lorette dont P... est ingénieur-directeur technique et Descours propriétaire;

Considérant que cette explosion a causé la mort de 5 ouvriers de l'usine, en a blessé plus ou moins grièvement 8 autres.

Considérant, en conséquence, qu'il importe de rechercher si cet accident n'est point dû à quelque imprudence ou négligence imputable à P... en sa qualité d'ingénieur-directeur de l'usine;

Considérant que les constatations faites par les ingénieurs du service des mines après l'accident ont démontré que l'explosion s'était produite par la rupture d'une tête de fonte portant le trou d'homme et reliée à la tôle de la chaudière par une couronne de rivets;

Que la rupture dont le tracé suivait à peu près celui de la couronne de rivets avait été le résultat de fissures déjà anciennes qui s'étaient produites et accrues peu à peu dans l'épaisseur de la fonte entre les trous des rivets;

Considérant qu'une avarie de même nature avait été constatée, fort heureusement avant tout accident, quelques semaines auparavant sur une autre chaudière de même construction, de même ancienneté et en tous points identique, qui existait dans l'usine;

Que cette chaudière avait dû être réparée immédiatement par remplacement de la tête de fonte détériorée;

Considérant qu'après la constatation d'une avarie de cette nature, la prudence la plus élémentaire imposait un examen minutieux et immédiat de la chaudière semblable qui existait dans l'usine pour vérifier si elle ne présentait pas les mêmes défauts et les mêmes causes de rupture;

Que cet examen n'eût pas même dû se borner à la visite générale prescrite à des intervalles rapprochés par le règlement sur l'usage des chaudières à vapeur, mais qu'il eût dû porter d'une façon toute spéciale sur les points dont l'avarie constatée à l'autre chaudière avait démontré la faiblesse et le danger;

Considérant en outre qu'en négligeant de prendre les précautions spéciales qui lui étaient imposées par l'avarie constatée peu de temps auparavant à l'une de ses chaudières, P... ne s'est même pas conformé aux mesures générales de précaution édictées par les règlements sur l'usage des chaudières à vapeur;

Considérant, en effet, que les ingénieurs du service des mines ont constaté qu'il avait commis au sujet de la chaudière dont l'explosion s'est produite une triple contravention aux dispositions du décret du 30 avril 1880, en ce que :

1° Cette chaudière n'avait pas été soumise depuis plus de 10 ans à l'épreuve réglementaire;

2° Elle n'avait pas été visitée depuis au moins 2 ans;

3° Elle fonctionnait sans être pourvue d'un manomètre;

Considérant que l'inobservation de ces prescriptions, dont l'exécution stricte eût été de nature à prévenir et à éviter l'accident du 22 juin 1893, vient encore accentuer l'imprudence de P...;

Considérant que le droit de contrôle attribué au service des mines ne fait pas disparaître complètement la responsabilité des directeurs d'usine et ne les dispense pas de la surveillance personnelle de leurs appareils à vapeur...

Cour d'appel de Lyon, 14 février 1894.

(Rev. prat. de dr. ind. 1895 n° 4.)

Société coopérative des cochers. — Accident de voiture. — Responsabilité de la société propriétaire de la voiture, même envers ses membres.

Une société coopérative de cochers est responsable, même envers ses membres, des vices de construction des voitures qu'elle leur donne à conduire. Elle doit donc réparer les dommages causés par cette cause à l'un de ses associés.

Tribunal civil de la Seine, 3 avril 1895.

(Revue des sociétés, juin 1895, p. 367.)

Infractions à la loi du 2 novembre 1892, au décret du 13 mai 1893 et à la loi du 12 juin 1893. — Accident. — Condamnation.

La loi du 2 novembre 1892 et le décret du 13 mai 1893 n'ont été abrogés ni en totalité, ni en partie par la loi du 12 juin 1893.

C'est aux patrons et non aux ouvriers que s'adressent les prescriptions de la loi du 12 juin 1893 et du règlement du 10 mars 1894 qui l'a complétée. Les patrons ont donc l'obligation de veiller à ce que les prescriptions de l'article 18 soient exécutées en empêchant les ouvriers de porter des vêtements flottants.

(Tribunal de simple police, Lille, 16 février 1895.)

Infractions à la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants et des femmes dans les établissements industriels. — Société. — Condamnation à l'amende prononcée contre l'un seulement des associés. — Responsabilité civile de l'autre associé.

La loi du 2 novembre 1892 n'a pas dérogé au principe que toute peine est personnelle et ne peut atteindre que l'auteur du fait incriminé.

L'associé qui, chargé exclusivement du placement et de la vente des produits de la société, et constamment éloigné des ateliers et de l'usine, n'a concouru ni par son fait ni par sa négligence aux infractions commises contre la loi précitée, ne saurait en être déclaré pénalement responsable; il ne peut être prononcé contre lui d'autre responsabilité que la responsabilité civile édictée par l'article 26 de ladite loi.

(Tribunal de simple police, Paris, 16 février 1895.)

Responsabilité. — Accident. — Mine. — Ouvrier. — Faute lourde.

Une compagnie de mine ne peut être responsable d'un accident arrivé dans ses chantiers quand la victime ne démontre pas que l'accident est dû à une faute, à une négligence, à une imprudence d'un des préposés de la Compagnie ou à un vice de matériel.

Commets une faute lourde, l'ouvrier qui, malgré la défense qui lui est faite, malgré l'apposition d'affiches interdisant de monter sur les convois, est monté sur un des chariots servant au transport des bois dans l'intérieur de la mine, alors que ces chariots sont à claire-voie et n'ont pas de fonds.

(Riou c. Compagnie des mines du Cros.)

Le Tribunal,

Attendu que, par exploit du 31 janvier 1893, Riou a assigné la Compagnie des mines du Cros aux fins de s'entendre déclarer civilement responsable de l'accident qui lui est arrivé le 13 septembre 1892;

Attendu qu'il est constant que la Compagnie des mines du Cros avait interdit de monter sur les chariots; que même elle avait fait placer, notamment dans le chantier où travaillait Riou, des affiches pour interdire de monter sur les chariots;

Que le Tribunal a exigé la production d'un exemplaire de ces affiches, parce qu'il était nécessaire d'en connaître le texte exact;

Qu'elles sont ainsi conçues :

« Il est expressément défendu aux ouvriers de monter sur les convois. »

Attendu que la défense vise tous les ouvriers sans distinction; mais qu'elle a été faite principalement pour les ouvriers chargés d'effectuer les transports; qu'elles étaient apposées dans le chantier où travaillait Riou;

Attendu que les chariots composant le convoi étaient tous à claire-voie et conformes au modèle qui a été produit à la barre; que ces chariots n'ont pas de fonds; que les bois transportés reposent sur de simples traverses, si bien qu'un homme ne peut s'asseoir ou se tenir que sur une poutrelle;

Qu'il y avait imprudence grave et faute lourde à monter sur ces chariots;

Que, de plus, il y avait infraction à une défense formelle et écrite;

Attendu, en résumé, que Riou n'a pu établir que l'accident était dû à une faute, à une négligence, à une imprudence des préposés de la Compagnie, non plus qu'à la défectuosité de son matériel;

Que cette preuve lui incombait;

Que l'accident lui donne droit aux prestations de la caisse, mais n'engage pas la Compagnie du Cros.

Tribunal de Saint-Étienne, 16 novembre 1893.

(« La Loi », 21 février 1895.)

Propriétaire non entrepreneur. — Démolition de constructions. — Blessures par imprudence. — Contravention à l'article 2 de la loi du 12 juin 1893.

octobre 1894, un cultivateur de la commune de Torcé (Sarthe), qui avait entrepris la démolition d'un vieux château attenant à sa ferme, a, par son inexpérience, occasionné la mort de sa domestique. Cette jeune fille, qui était âgée de moins de 18 ans et qui travaillait avec son maître, a reçu sur la tête une pierre de 200 kilogrammes qui s'était détachée d'une fenêtre.

Le Tribunal a considéré que la loi du 12 juin 1893 était applicable en l'espèce et a condamné le cultivateur à quinze jours d'emprisonnement et 50 francs d'amende.

LOUAGE DE SERVICES.

Louage de services. — Patron. — Employé. — Congédiement. — Indemnité. Pouvoir du juge. — Usages. — Pays étranger.

Pour évaluer l'indemnité due à l'ouvrier à raison de son congédiement trop brusque et non motivé, les juges peuvent, sur sa demande, combiner les usages suivis en France, où l'ouvrier se trouvait dépourvu d'emploi, avec les usages du pays étranger auquel il appartient; un tel procédé, uniquement employé à l'effet de fixer avec équité la réparation due à l'ouvrier, ne saurait être critiqué, d'autant qu'en cette matière, les juges du fond ont un pouvoir souverain d'appréciation.

(Société du journal *The Galigani's Messenger C. Blackith et Rubie.*)

LA COUR :

Attendu que, pour évaluer l'indemnité due aux défendeurs éventuels à raison de leur congédiement trop brusque et non motivé, la Cour de Paris a cru devoir, sur leur demande, combiner les usages suivis en France, où ils se trouvaient dépourvus d'emploi, avec les usages du pays auquel ils appartenaient; que cette méthode, n'ayant été suivie que pour fixer équitablement la réparation qui leur était due, est d'autant moins critiquable qu'en cette matière, les juges du fond ont un pouvoir souverain d'appréciation.

Cassation du 28 juin 1893. — Ch. req.

Sirey, 1895, 6^e cahier, 1.260.

Louage de services. — Durée indéterminée. — Patron. — Ouvrier. — Congé. Dommages-intérêts. — Pouvoir du juge. — Usages.

Les juges peuvent, pour rejeter une demande en dommages-intérêts à raison du congédiement sans délai d'un ouvrier, se fonder sur l'usage, d'après lequel, dans l'industrie métallurgique à laquelle appartient l'ouvrier, celui-ci peut quitter son patron, et ce dernier congédier son ouvrier, sans délai de prévenance.

Et, sans qu'il soit besoin d'examiner la validité du motif surabondant tiré du règlement d'atelier, le motif tiré de l'usage, dont l'existence est souverainement constatée par le juge, suffit à justifier le refus d'indemnité.

Le juge, qui fonde ainsi sa décision sur l'usage, se conforme aux dispositions de l'article 1, § 3, de la loi du 27 décembre 1890, et n'a pas à s'expliquer sur d'autres circonstances (les motifs de la résiliation) non invoquées par l'ouvrier.

Cassation (req.), 14 novembre 1894.

Sirey, 1895, 6^e cahier, 1.260.

MINEURS : CAISSE DE SECOURS.

**Caisse de secours des ouvriers mineurs. — Conseil d'administration.
Inéligibilité des délégués à la sécurité des mineurs.**

Les fonctions de délégué à la sécurité des mineurs sont payées par le Trésor sur mandat mensuel délivré par le préfet. Bien que les avances faites par le Trésor doivent être recouvrées sur les exploitants comme en matière de contributions directes, ce mode de paiement ne saurait faire du délégué à la sécurité des mineurs un employé de la compagnie minière.

En conséquence, un délégué à la sécurité des mineurs, qui n'est pas inscrit sur la feuille de la paye, n'est pas électeur, et est par suite inéligible au conseil d'administration de la caisse de secours des ouvriers mineurs.

*Cassation (requêtes), 24 juillet 1895.
(Journal des Prud'hommes, 1895.)*

**Mines. — Ouvriers mineurs. — Caisse de secours. — Administrateurs.
Élections. — Services. — Durée.**

Pour que des ouvriers mineurs soient éligibles comme membres du conseil d'administration d'une société de secours, il faut que les cinq années pendant lesquelles ils ont été occupés dans l'exploitation à laquelle se rattache cette société de secours aient précédé immédiatement l'élection.

Par suite, sont inéligibles les ouvriers qui auraient été occupés antérieurement, puis seraient revenus à la mine après une interruption, alors même que la somme des diverses années de service excéderait cinq ans.

*Cassation (req.), 20 mars 1895.
Sirey, 1895, 6^e cahier, 1.268.*

Conseil de prud'hommes. — Avocat. — Droit de plaider.

Le droit qui, en principe et sous les seules restrictions spécifiées par la loi, appartient au plaideur de se faire défendre devant toutes les juridictions implique, pour tout avocat inscrit au tableau, celui de plaider devant elles, et cette règle générale ne souffre aucune exception devant le conseil des prud'hommes, en tant, du moins, qu'il statue en bureau général.

Ce conseil ne peut donc pas, en pareil cas, refuser d'entendre l'avocat qui se présente pour développer les moyens d'action ou de défense de l'une des parties en cause.

Ainsi jugé par une décision cassant un jugement du conseil des prud'hommes de la Seine en date du 8 mai 1894.

Durouchoux c. Girault.

*Cassation (Ch. civ.), 1^{er} avril 1895.
Revue prat. de droit ind., 1895, n° 5, p. 202.*

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL.

L'amélioration continue dans un grand nombre d'industries et s'étend à d'autres. Actuellement, outre les industries textiles et celles des cuirs et peaux dont la prospérité se maintient, on constate une situation plus favorable que l'an dernier dans les mines, la métallurgie, le bâtiment et même dans certaines industries de luxe telles que bijouterie imitation, articles de Paris.

Parmi les 470 syndicats d'ouvriers et d'employés de l'industrie et du commerce groupant 110,000 adhérents qui ont adressé des rapports sur la situation au 15 octobre, la proportion des ouvriers en chômage a été d'un peu moins de 4 p. o/o : 26 p. o/o des syndicats comprenant 22 p. o/o des adhérents jugent la situation meilleure que celle de l'an dernier à pareille époque, 42 p. o/o des syndicats avec 56 p. o/o des adhérents estiment qu'elle est la même, et 32 o/o des syndicats avec 22 p. o/o des adhérents la tiennent pour plus mauvaise.

SITUATION GÉNÉRALE.

MINES ET CARRIÈRES. — Petite reprise d'affaires dans les mines du Nord et du Centre, on fait maintenant la semaine à peu près complète; cependant, dans certains charbonnages du Pas-de-Calais, des Bouches-du-Rhône et de l'Aveyron, l'extraction est toujours faible. Dans les carrières l'activité reste satisfaisante. On travaille 60 heures par semaine.

PRODUITS ALIMENTAIRES. — Situation généralement inférieure à celle de l'année dernière dans les minoteries.

Les boulangers comptent 8 p. o/o de chômeurs et les cuisiniers 16 p. o/o. Dans la boulangerie, la saison froide et le retour de la clientèle ont amené une reprise du travail; chez les cuisiniers, la fin de la saison de villégiature, en supprimant une quantité de postes dans les banlieues de grandes villes, a augmenté le nombre de chômeurs, à Lyon, Marseille, Nantes et le Havre.

PAPIER ET INDUSTRIE DU LIVRE. — Le nombre des chômeurs des ouvriers et ouvrières de la brochure à Paris n'est plus estimé qu'à 6 p. o/o. Les cartonniers et

papetiers sont toujours suffisamment occupés. Dans les industries du livre, la proportion du chômage a un peu diminué à Paris et est descendue à 5 p. o/o pour les ouvriers de province. La rentrée des classes et le mouvement d'affaires, provoqué par le changement de saison, ont amené une situation meilleure que l'an dernier dans la plupart des spécialités, à Paris, Saint-Germain-en-Laye, Douai, Annecy, Carcassonne, Bergerac, Fougères, Pithiviers et Tunis; la situation est moins favorable à Beauvais, Reims, Auxerre, Chambéry, Bastia, Rodez, Perpignan, Rochefort, Angoulême, Limoges, Tulle, Poitiers, la Roche-sur-Yon et Rouen.

CUIRS ET PEAUX. — Dans la préparation des cuirs et peaux, la situation continue à se maintenir très bonne. Le nombre des chômeurs est estimé à 1 p. o/o; l'industrie de la chaussure est quelque peu éprouvée par la hausse des cuirs qui entraîne une certaine réserve dans les commandes, 14 p. o/o de chômeurs; la sellerie et la fabrication des équipements militaires ralentissent leur production pour les mêmes causes, 19 p. o/o de chômeurs. La ganterie a toujours un fort courant d'affaires, tant pour le marché intérieur que pour l'exportation; pas de chômeurs.

Dans la préparation des cuirs et peaux, la situation semble meilleure que l'an dernier à Annonay, Millau et Châteaurenault, plus mauvaise à Dijon et Marseille; sans modification dans d'autres villes. Chez les ouvriers en chaussures, travail plus actif que l'année passée à Izeaux (Izère), Nice et Fougères; moins abondante à Mouy (Oise), Montpellier, Saint-Laurent-de-Cerdans (Pyénées-Orientales), Villeneuve-sur-Lot, Limoges et Châteauroux. Dans la sellerie et l'équipement militaire, situation plus mauvaise à Lyon et Marseille. Dans la ganterie, situation généralement plus favorable que l'an dernier.

TEXTILES. — Dans les différentes industries textiles, la situation se maintient meilleure que celle de l'an dernier à pareille époque. L'industrie cotonnière, suffisamment alimentée, n'obtient que des prix peu rémunérateurs. L'industrie linière, éprouvée par la concurrence des produits de coton, travaille toutefois actuellement avec pleine activité.

Dans l'industrie lainière, l'indécision sur la tendance des cours gêne un peu les transactions, mais les façons de filatures se traitent à des taux raisonnables.

Les moulinages et tissages de soie continuent à être très occupés à des prix avantageux, les façons sont en hausse sur plusieurs points.

Dans la teinturerie, la situation est toujours peu favorable, 33 p. o/o de chômeurs.

La bonneterie est bien pourvue de commandes, pas de chômeurs.

L'industrie du vêtement, dont la saison avait été un peu retardée par la douceur de la température, est maintenant fort occupée: 1 p. o/o de chômeurs. La chapellerie est moins favorisée.

Dans les tissages mécaniques, situation meilleure que l'an dernier à Lille, Sedan, Reims, Saint-Étienne, Castres, Rouen; plus mauvaise à Dagny (Ardennes), Moussey (Vosges), et Roanne. Sans changement dans les autres centres industriels. Dans les tissages à la main, la situation est estimée à peu près partout meilleure. Comme le mois dernier, la situation est généralement meilleure chez les bonnetiers et chez les passementiers, et plus mauvaise chez les teinturiers. Les ouvriers et ouvrières de l'industrie du vêtement estiment que le travail est à peu près aussi abondant que l'an dernier sauf à Bayonne, où il est signalé comme plus actif; à Paris, chez les chemisiers, et à Rochefort, où on trouve qu'il est plus faible. Chez les chapeliers, le mois écoulé a été moins bon que l'an dernier à Douai, à Chazeilles (Loire), Lyon, Annecy, Albi, Chalabre (Aude), Sept-Fonds (Tarn-et-Garonne), la reprise habituelle due à l'approche des fêtes ayant été moins importante.

BOIS. — Le beau temps du mois dernier ayant permis de pousser activement les travaux, les charpentiers et menuisiers se trouvent actuellement beaucoup moins occupés; les charpentiers comptent 15 p. o/o de chômeurs, les menuisiers 7 p. o/o: dans la plupart des chantiers on a diminué la durée du travail, on fait de 54 à 60 heures par semaine, quelquefois un peu plus dans les ateliers de menuiserie.

Même durée du travail chez les charçons, 15 p. o/o de chômeurs; plus du 1/3 des adhérents chez les tonneliers, peu occupés par suite du stock de futailles inutilisées de la dernière campagne; presque pas de chômeurs chez les sabotiers, les ouvriers en meubles et les tabletiers et boutonniers, et 8 p. o/o chez les broisseurs et vanniers.

Chez les charpentiers, la situation est jugée meilleure que celle de l'an passé à Hermes (Oise), Besançon, Carcassonne, plus mauvaise à Dunkerque, Saint-Étienne la Seyne (Var), Marseille, Nantes et Bordeaux; sans changement dans les autres villes.

Chez les menuisiers, les conditions du travail paraissent être à peu près les mêmes que celle de l'année précédente, sauf à Libourne où elles sont estimées meilleures, et à Valence et Cognac où on les tient pour moins bonnes.

Chez les charçons et ouvriers en voiture, travail plus abondant à Paris, moins actif à Nice; pour le reste, pas de modifications notables. Pour la plus grande partie des tonneliers, la situation est inférieure à celle de l'année précédente, sauf à Paris et à Dijon; pour les sabotiers, elle ne s'est pas modifiée depuis le mois dernier; chez les ouvriers en meubles, le travail est plutôt plus actif, principalement à Paris et Perpignan. Les tabletiers de Méru continuent à être plus alimentés de commissions, de même les broisseurs de Paris, les ouvriers en peignes d'Oyonnax. Les vanniers de Valence et de Nice sont moins occupés que l'an dernier.

MÉTAUX. — La fonderie, la métallurgie, les ateliers de constructions mécaniques sont mieux pourvus de commandes que pendant le mois précédent; les prix sont toujours peu rémunérateurs et encore à la baisse. 5 p. o/o de chômeurs chez les mouleurs fondeurs; presque pas chez les métallurgistes et chez les chaudronniers; 27 p. o/o chez les ouvriers constructeurs-mécaniciens; 4 p. o/o chez les ferblantiers et ouvriers en instruments de précision. On a reçu de fortes commissions dans la bijouterie d'imitation et dans l'article de Paris; les doreurs-polisseurs, les sertisseurs sont très occupés.

La situation, chez les mouleurs, est jugée équivalente à celle de l'an dernier, sauf à Armentières, Monthermé (Ardennes) et Aix où elle est tenue pour inférieure; chez les métallurgistes, elle semble meilleure à Calais, dans les Ardennes et à Bourg; plus mauvaise à Maubeuge, Fraisans (Jura) et Tarbes; sans variations notables dans les autres centres industriels. Travail plus abondant que l'an dernier chez les charpentiers en fer et les lamineurs de Paris, les mécaniciens-constructeurs de Lille et de Marseille, les ouvriers en instruments de précision et ceux du petit bronze de Paris et les graveurs de Saint-Denis; moins actif chez les mécaniciens de Paris, de Boulogne-sur-Seine, de Nantes, de Rouen, chez les chaudronniers de Dufort (Tarn), chez les ouvriers balanciers de Paris, les ferblantiers de Lyon, de Nantes, les bronziers de Lyon et les graveurs de Paris. La durée du travail a été un peu augmentée dans certains établissements métallurgiques et dans certains ateliers de constructions mécaniques: la journée varie le plus souvent entre 10 et 11 heures; très peu d'heures supplémentaires.

BÂTIMENT. — Avec les jours plus courts, on a dû diminuer le nombre d'heures de travail, les travaux sont d'ailleurs dans la plupart des villes assez avancés et nécessitent un nombre d'ouvriers moins considérable. Les tailleurs comptent 3 p. o/o

de chômeurs, les sculpteurs, 1 o/o, les marbriers aucun; les maçons 13 p. o/o, les peintres et les plâtriers 29 p. o/o. Travail plus abondant que l'an dernier chez les tailleurs de pierre de Bourg, de Montaliou (Isère), de Cavaillon (Vaucluse), de Jarnac (Charente), chez les sculpteurs d'Angers, les marbriers de Cousolre (Nord), chez les maçons de Versailles, de Sedan, Besançon, Sens, Salon (Bouches du-Rhône), de Rochefort, de Dun-sur-Auron (Cher), de Cholet (Maine-et-Loire), chez les plâtriers de Tarbes et chez les plombiers de Marseille; moins actif chez les tailleurs de pierre de Porceux (Isère), de Nice, de Marseille, de Millau, de Rochefort et de Nantes; chez les sculpteurs de Lyon, chez les marbriers de Paris, chez les maçons d'Amiens, Lyon, Annonay, Échillais (Charente-Inférieure), chez les peintres de Puteaux (Seine), Roubaix, Armentières, Marseille, chez les plâtriers de Besançon, Clermont-Ferrand, Cette, et chez les fumistes de Paris; dans les autres localités, pas de changement. La journée de travail est le plus souvent réduite à 8 et 9 heures; on fait rarement 6^h heures par semaine.

CHAUFOURNERIE, CÉRAMIQUE, VERRERIE. — Dans la chaudière et la céramique, la situation est restée sensiblement la même que celle du mois dernier; dans la verrerie, on a restreint la production; dans plusieurs usines, les ouvriers travaillent à tour de rôle afin d'éviter des renvois.

TRANSPORT, MANUTENTION, COMMERCE. — La situation se présente encore comme moins bonne que celle de l'an dernier dans l'ensemble des ouvriers des entreprises de transports; le nombre des chômeurs atteint 16 p. o/o; la situation se maintient meilleure à Marseille et à Bordeaux (marins du commerce); elle est plus mauvaise à Reims, Lyon, Bordeaux (garçons cochers), à Rennes et au Havre. Les ouvriers portefaix et hommes de peine estiment généralement que le travail est moins abondant que l'année précédente, sauf à Paris, chez les employés porteurs de journaux et chez les ouvriers du marché aux bestiaux, la rentrée des vacances ayant provoqué la reprise des affaires; à Cognac, travail sensiblement égal à celui de l'année passée.

Chez les comptables et chez les employés de commerce, aucune modification importante n'est signalée depuis le mois dernier. Chez les employés de l'alimentation, le nombre des chômeurs atteint 17 p. o/o, la saison dans les stations hivernales n'étant pas encore commencée et les stations balnéaires étant maintenant fermées; la situation reste meilleure que l'an dernier à Marseille, Avignon et Bordeaux. Chez les coiffeurs, situation généralement équivalente à celle de l'année dernière : 13 p. o/o de chômeurs.

Analyse, par départements, des renseignements fournis : 1^o par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, associations patronales, etc., et 2^o par les correspondants.

Seine. — Travail moins abondant que l'an dernier dans la fabrication des *produits pharmaceutiques*, en partie par suite de la concurrence des produits de contrefaçon. Situation stationnaire dans la fabrication des *couleurs et vernis*: prix moins rémunérateurs; les dérivés du plomb sont seuls en hausse de 10 p. o/o par suite de la hausse de la matière première.

Papier. — Dans les manufactures de *toiles cirées*, situation toujours difficile par suite de la concurrence anglaise et belge, une maison vient de suspendre son travail, journée de 8 et 9 heures. La *fabrication de la pâte à papier*, ralentie en été et un peu encore en automne par suite du manque d'eau, a maintenant repris. Prix de vente en baisse, et peu rémunérateurs par suite de la hausse de la matière première. Une nouvelle usine d'une certaine importance vient de se monter dans les Vosges. Dans les *fabriques de papiers*, situation stationnaire, prix de vente plus faibles et moins avantageux que l'an dernier.

Cuir. — Production plus active que l'année passée dans la *mégisserie lainière*, prix plus rémunérateurs. Ralentissement dans la fabrication des *équipements militaires* et dans la *sellerie* et le *harnachement*, par suite de la hausse des cuirs qui atteint déjà 15 et 20 p. o/o pour les cuirs corroyés. Dans la *ganterie*, situation stationnaire.

Textiles. — Dans la *corderie*, pas de variation. Les *maîtres-tailleurs* sortent actuellement de la période de morte-saison. Les prix sont un peu moins élevés et moins avantageux par suite de la concurrence des maisons de confection et des grands magasins de nouveautés. Cette concurrence amène une dépréciation dans le prix de façon et habitude l'ouvrier à soigner moins son ouvrage pour produire davantage. La fabrication des *chapeaux de paille* et *feutre* pour dames a présenté une légère amélioration spécialement pour l'exportation; les prix se maintiennent bas (en diminution de 8 o/o sur l'an dernier) et sont peu rémunérateurs. Reprise annuelle du travail chez les *foueurs*, on occupe une centaine d'ouvriers de plus que pendant le précédent trimestre.

Bois, etc. — Chez les *charrons, constructeurs de voitures*, commandes sensiblement égales à celles de l'an dernier, journée de 10 heures en moyenne. Situation stationnaire chez les *fabricants de literie*. Les travaux se font toujours au même tarif, mais les matières premières, laine, tissus de coton, crins, ont tendance à la hausse. Légère diminution de la durée du travail. Ouvrage très abondant depuis un mois et demi chez les petits patrons *sculpteurs*, principalement dans l'article d'*ameublement*.

Métaux. — Dans la *fonderie de cuivre*, la reprise habituelle de fin d'année est moins accentuée que les précédentes, une partie des commandes allant en province où la main-d'œuvre est meilleur marché et où on obtient des prix de revient moins élevés. Les cours sont peu rémunérateurs par suite de la hausse de la matière première. Commandes plus faibles que l'an dernier chez les *mécaniciens* et chez les *chaudronniers*. Prix en baisse, journée de 10 heures en moyenne. La fabrication des *instruments de chirurgie* a reçu moins de commandes que l'année précédente, les prix sont moins rémunérateurs, il y a eu beaucoup moins de commissions pour l'exportation, travail réduit à 50 heures environ par semaine. La fabrication des *lampes* présente une activité à peu près semblable à celle de l'an dernier. La concurrence des becs de lampe et autres articles d'éclairage à bon marché de provenance allemande ne permet plus à l'industrie française de se développer que dans les articles de qualité supérieure. Ouvrage plus abondant chez les *fabricants de poids et mesures*, prix en baisse de 5 p. o/o environ, et moins rémunérateurs. Travail en moyenne 50 heures par semaine. Dans la *bijouterie d'imitation*, il s'est traité plus d'affaires que l'an dernier; les prix se maintiennent toujours très faibles. La durée du travail a été portée à 66 heures par semaine. Par suite des modifications de la mode, certains spécialistes, tels que les *sertisseurs* et les *doreurs polisseurs*, qui avaient été jusqu'ici fort peu occupés, ont reçu des commandes auxquelles ils ne peuvent suffire étant donné le personnel réduit qu'ils avaient gardé. Petite reprise habituelle de fin d'année chez les *doreurs, argenteurs, nicheurs*, mais moins accentuée que les autres années par suite du manque d'exportation du bronze d'art. Prix en baisse et moins rémunérateurs.

Bâtiment. — Les *entrepreneurs de peinture en bâtiment* ont été un peu moins occupés que l'année précédente.

Seine-et-Oise. — Dans la *boulangerie*, pas de variation notable. Ouvrage moins abondant chez les *blanchisseurs* de Ruil, le retour de la clientèle s'étant fait plus tardivement, travail généralement 60 heures. Diminution de travail chez les *loueurs de voitures* de Versailles.

Aisne. — Commandes plus importantes que l'an dernier dans les *fabriques de broderies* de Saint-Quentin; 300 nouveaux métiers ont été installés cette année. Prix de vente sans variation. Les articles de broderies coton (broderies blanches) ont donné lieu à un grand nombre d'affaires. L'outillage s'est perfectionné et l'habileté des ouvriers est devenue égale à celle des bons ouvriers de l'étranger.

Somme. — Production moins active que l'an dernier dans les *manufactures de chaussures*; les prix de vente des objets fabriqués ont suivi la hausse de la matière première.

Pas-de-Calais. — La situation de l'*industrie des tulles et dentelles*, de laquelle dépendent

toutes les industries de la région de Calais, ne s'améliore pas; quelques commandes en voilettes et valenciennes, articles spéciaux de quelques maisons.

Nord. — **LILLE.** — L'industrie *linière* continue à se maintenir dans de bonnes conditions. *Filatures* et *tissages* ont eu leur pleine activité depuis deux mois. Les prix des lins ont sensiblement monté, mais les fils n'ont pas augmenté dans la même proportion. Les ordres sont abondants et la main-d'œuvre est rare. Cette dernière remarque prouve qu'il ne peut réellement y avoir d'ouvriers sans travail dans l'industrie du lin.

Pour les fabriques de *tissus*, la situation reste toujours satisfaisante; toutefois, dans ces derniers temps, la vente a été peut-être un peu plus calme. Les livraisons d'hiver se sont effectuées sans difficultés et la remise des commissions pour les articles d'été vient assurer l'alimentation régulière des métiers.

Dans le commerce des *laines* les demandes sont presque nulles. — *L. Letombe.*

Situation stationnaire dans les *tissages* de la région d'Armentières; un établissement s'est agrandi. Dans les *tissages* et dans les *filatures* de la région de Fourmies, les cours des matières premières et des produits manufacturés ont une tendance à la baisse qui gêne les transactions; les façons et les salaires se maintiennent à des taux assez avantageux.

Dans les *verreries*, la situation ne s'est pas améliorée, production très faible, prix en baisse de 40 p. o/o sur ceux de l'an dernier. On a éteint de nouveau quelques fours, en prévision d'une faible récolte de vins, les commandes ayant été peu importantes.

Ardennes. — En *fonderie*, il y a autant de travail que l'an dernier. Les *forges*, ateliers de *constructions mécaniques* et ceux de *boulonnerie* sont dans une situation inférieure. Les cours se sont maintenus dans la *fonderie*, ils ont baissé et sont devenus moins rémunérateurs dans les *forges* et les ateliers de *constructions mécaniques*.

Marne. — Très peu de chômage dans l'industrie *lainière* toujours en assez bonne situation. Dans la *fabrication du vin de champagne*, le chômage est de 15 p. o/o et la proportion est de 12 p. o/o dans le *bâtiment*. Pas d'amélioration depuis trois mois dans ces deux dernières industries.

Aube. — CHAMBRE DE COMMERCE DE TROYES. — L'ensemble du travail est plus satisfaisant que l'an dernier; tous les ouvriers sont occupés, bien que l'écoulement des produits présente quelque difficulté.

La *meunerie* ressent les effets de la concurrence et de la trop grande production; chacun, en raison de la baisse des prix, augmente sa fabrication pour réduire la part proportionnelle des frais généraux. Les *tanneries* du département sont en pleine prospérité.

La *filature de coton* (cotons teints avant le filage) travaille dans de bonnes conditions. La *bonneterie* voit enfin une légère reprise d'affaires, tant pour la vente intérieure qu'à l'exportation. Quelques articles cependant se ressentent encore du retard du dernier hiver, d'un excès de production et de la fermeture d'une partie des marchés de l'Amérique du Sud. L'organisation dans les campagnes de métiers mécaniques mus par de petits moteurs à pétrole installés dans les maisons particulières où ils occupent toute la famille, a pris une certaine extension qui pourra à un moment donné gêner fortement le travail dans les usines où les prix de façon sont plus élevés. Les *teintureries* sont convenablement alimentées; elles se sont en partie substituées aux *blanchisseries* qui ont presque entièrement disparu parce que la mode est aux vêtements de couleur.

Les *constructeurs* de métiers ont peu de commandes; ceux de machines agricoles sont bien pourvus à cause des bonnes récoltes de cette année et de la précédente.

Les *verreries* travaillent sans chômage, malgré la concurrence étrangère.

Meurthe-et-Moselle. — La fabrication de la *chaussure* se maintient très active.

Vosges. — Dans l'industrie *cotonnière* de l'Est, les prix semblent moins rémunérateurs: pour les filés et surtout pour les *tissus*; les prix de vente sont en hausse de 15 p. o/o, mais la matière première a augmenté de près de 40 p. o/o. Un tissage de 150 métiers est en construction, plusieurs maisons s'agrandissent de sorte qu'à la prochaine campagne, on pourra en tout occuper 200 à 300 ouvriers de plus.

Doubs. — Situation stationnaire dans l'industrie *métallurgique*, il y a un peu de ralentissement dans la production; les affaires se sont traitées à des conditions peu inférieures à celles des derniers marchés. Dans la région de Montbéliard, les *filatures de coton* sont en pleine activité; les *tissages* sont bien occupés, mais dans des conditions peu avantageuses actuellement. La *tréfilerie* et la *pointerie* marchent un peu mieux qu'auparavant, mais, dans la grosse et dans la petite *horlogerie*, l'activité du travail diminue toujours; prix plus faibles et moins rémunérateurs. Les *imprimeries* sont assez bien alimentées, bien qu'elles soient fort nombreuses. On estime à 20 p. o/o la proportion du chômage dans l'horlogerie; ailleurs, tout le monde est occupé.

Jura. — A Saint-Claude, situation sans amélioration dans la *taille du diamant*, ouvrage peu abondant, salaires et prix de vente faibles; l'industrie *lapidaire* est plus occupée, mais dans l'article bon marché seulement; peu de travail dans l'industrie du bâtiment: le chômage des *usines hydrauliques*, causé par la sécheresse, a augmenté le malaise général.

Côte-d'Or. — CHAMBRE DE COMMERCE DE DIJON. — La fabrication des *liqueurs distillées* prend de plus en plus d'importance; celle des *vinaigres* en revanche est bien tombée et il ne reste à Dijon que cinq *fabriques*, en raison de la concurrence faite aux *vinaigres* de vin par les *vinaigres d'alcool*.

La *métallurgie* maintient à peu près sa production mais avec une baisse de prix de 5 à 10 p. o/o.

Plusieurs *minoteries* importantes sont en chômage par suite de la concurrence de la minoterie des ports de mer qui fait travailler les blés étrangers bénéficiant de l'admission temporaire.

Haute-Loire. — Commandes assez suivies chez les *sabotiers*; la hausse des cuirs entraînant celle des chaussures, les galoches sont un peu plus demandées; travail en moyenne 60 heures par semaine.

Loire. — Les *mines de Saint-Chamond* n'ont pu trouver encore acquéreur; les ouvriers n'y travaillent que quatre jours par semaine. Les *forges* de l'Horme sont toujours très bas. Un certain nombre d'ouvriers les ont quittées pour entrer aux *aciéries de la marine* qui ont conservé un courant moyen de travail.

Manque d'activité dans la fabrication des *chaussures* par suite de la hausse des cuirs.

Les *tissages de coton* de la région roannaise ont un travail assez suivi; les prix sont un peu plus élevés et un peu moins rémunérateurs que pendant le précédent trimestre. Les *tissages de soierie* de Charlieu et de la région stéphanoise sont toujours en pleine prospérité; les prix de façon ont été augmentés de 0 fr. 10 par mètre; les ouvriers font plutôt défaut. A domicile on travaille 12 heures, dans les ateliers 11 heures par jour. A Saint-Chamond, l'industrie des *lacets* et celle des *tissus élastiques*, qui a pour annexe une partie de la *teinturerie* et du *moulinage*, souffrent toujours des difficultés de l'exportation. Les prix de façon sont inférieurs de 30 p. o/o à ce qu'ils étaient autrefois, il y a eu cependant une légère reprise ces derniers temps.

En *rubanerie*, tous les ouvriers sont occupés, tandis que l'an dernier à la même époque, moitié des ouvriers étaient réduits au chômage; les industries accessoires du tissage sont également prospères et cette situation semble durable. Le nombre des ouvriers a augmenté et le patron tisseur actionnant lui-même son métier, qui gagnait il y a un an 2 fr. 50 en moyenne, gagne depuis 4 mois 6 et 7 francs par jour; la dévideuse, propriétaire de son rouet, qui gagnait 1 franc à 1 fr. 50 arrive à 2 francs et 2 fr. 50, mais il y a eu peu de variation dans les salaires des ouvriers payés au temps passé.

Rhône. — A Tarare, la situation est toujours de plus en plus satisfaisante, les salaires vont en s'améliorant.

Dans la région lyonnaise, travail moins abondant que l'an dernier chez les *relieurs*, prix sans variation et peu avantageux. La *typographie* et la *lithographie* se trouvent dans une situation plus difficile que celle de l'an passé par suite de la concurrence des divers établissements. Dans les petites maisons, on fait 4 jours par semaine et dans les grandes, la semaine complète.

Les *tanneurs* ont reçu des commandes plus nombreuses et plus avantageuses que l'an dernier; hausse moyenne de 10 p. o/o; on fait la semaine complète.

Ralentissement de la production chez les *patrons moireurs*; la mode n'ayant pas adopté les articles *moirés*, les ordres sont faibles; journée de 10 heures. Production plus intense dans les *soieries*, prix plus rémunérateurs, les prix de vente sont en hausse de 8 à 10 p. o/o pour la soie et 3 à 5 p. o/o pour l'étoffe. Ouverture de deux nouvelles usines avec 4 à 500 métiers. On remplace de plus en plus le tissage à la main par le tissage mécanique. L'industrie de la *teinturerie* et surtout celle du *dégraissage* prennent une nouvelle extension; commandes plus abondantes. Peu de variation dans les prix. Plusieurs maisons transforment leur outillage, et installent de nouvelles machines pour le dégraissage à sec. Amélioration sensible dans les *fabriques de tulles*; les prix de vente sont toujours peu élevés. Les établissements *métallurgiques* ont reçu peu de commandes, prix stationnaires et peu rémunérateurs; journée en général de 9 heures.

Isère. — L'activité continue dans les *tissages de soie* de la région. Les prix de façon de tissages ont augmenté de 25 p. o/o. Deux nouvelles usines de 150 métiers chacun se sont montées dans l'Isère et dans la Savoie.

Drôme. — Dans la région de Valence, le manque d'eau a sensiblement réduit la production des *moulinages de soie*; les commandes continuent d'arriver à des cours avantageux. Les manufacturiers demandent des délais pour les livraisons. Le personnel ouvrier est plutôt rare, le taux des salaires a légèrement augmenté. Un meilleur aménagement des usines facilite le travail. La *filature* a du travail assuré pour longtemps, les stocks étant très-faibles surtout en soies fines. Depuis une huitaine, on constate un peu plus de calme, mais les prix se maintiennent très fermes.

Une importante *fabrique de chapellerie* de Montélimar a fermé ses ateliers vers le 15 octobre; elle occupait 300 ouvriers et 300 ouvrières.

Bouches-du-Rhône. — *Minoterie.* — Il existe, actuellement, 118 usines dont 87 en exploitation; 22 sont fermées et 9 ont été incendiées. Les 87 usines en exploitation peuvent triturer, par jour, 18.115 quintaux de blé; mais, la plupart ne travaillant qu'avec un tiers de force en moins, cette production est loin d'être atteinte, et le maximum que l'on peut indiquer ne doit certainement pas dépasser 12.000 quintaux par jour. Il en résulte que la production effective a pu diminuer, en 3 ans, d'environ 45 p. o/o.

Construction mécanique. — Depuis le commencement de l'année 1895, cette industrie végète par suite de la réduction du trafic de la marine, clientèle ordinaire des constructeurs, par suite aussi de la pénurie des affaires industrielles en général. De plus, pour se maintenir, les constructeurs ont fait subir à leurs prix généraux une baisse d'environ 15 p. o/o; mais, malgré ce sacrifice, les commandes sont rares. — Le nombre d'ouvriers employés a été réduit de 10 p. o/o environ; mais en général le personnel est conservé en vue d'une reprise sérieuse qui se fait attendre depuis bien longtemps. La situation laisse en somme beaucoup à désirer.

Les *industries du bâtiment* commencent à ressentir les effets de la mauvaise saison. D'autre part, le terme de Saint-Michel a clôturé les travaux habituels des réparations d'immeubles, ce qui cause un assez sensible chômage chez les *maçons*, les *menuisiers*, les *peintres en bâtiments*.

L'*imprimerie*, avec les travaux de fin d'année, voit s'atténuer un peu le chômage; une légère reprise, qui augmentera sans doute, est constatée depuis environ un mois — *Antomarchi*.

Ardèche. — *Mégisserie.* — Achats très difficiles en peaux brutes; malgré le calme qui existe dans la vente en blanc, on parle de prix élevés pour la peau en poil de nouvelle saison. Le travail a un peu ralenti; quelques fabriques travaillent peu ou pas du tout, les autres font la journée de 7 à 9 heures; environ une centaine d'ouvriers sans travail.

Tannerie. — *Maroquinerie.* — Situation très difficile à cause de la cherté de la marchandise brute; affaires calmes. Un peu de ralentissement dans le travail.

Papeterie. — Les eaux étant plus abondantes, les ateliers travaillent davantage. Les demandes sont plus nombreuses. Personnel occupé.

Soierie. — Comme le mois dernier, situation persistant à être bonne. Personnel très occupé. — G. Tinlaud.

Les *moulinages de soie* ont reçu des commandes plus importantes que l'an dernier, les cours sont plus rémunérateurs et les prix de façon sont en moyenne, de 1 franc plus élevé que ceux du dernier trimestre. Durée du travail de 60 à 66 heures par semaine.

Gard. — La *cordannerie* est faible, cependant la fabrication des petits souliers d'enfants est toujours prospère.

Le froid a amené un petit mouvement d'affaires dans la *bonneterie*; toutefois les ordres sont faibles et rares. La confection des *vêtements* reste active. Quant à la *fabrication des tapis et étoffes pour meubles*, elle ne ressent pas encore les effets de la reprise des transactions avec l'Amérique et la concurrence y est dure.

La *tonnellerie* a beaucoup de travail; le *bâtiment* conserve de l'activité; les ouvriers maçons sont surtout demandés à la campagne. — *De Bayve.*

Dans la *filature de la soie*, pleine activité. Dans la *chapellerie*, travail discontinu et, par suite, diminution du gain journalier.

Tarn. — A Mazamet, le travail est soutenu dans la fabrication de *draps et molletons*. Le *délainage des peaux* et le lavage de laines donnent lieu à une production sans accroissement à cause de la cherté des peaux sur les marchés d'Amérique et d'Australie. Néanmoins, les ouvriers sont généralement occupés. Même situation, et pour la même cause, dans la *mégisserie*.

Pyrénées-Orientales. — Les *pêcheurs* de Collioure ont obtenu un résultat moins satisfaisant que l'an dernier de leur pêche à la *sardine*, ce poisson disparaissant de nos côtes par suite du dragage du fond opéré dans certains genres de pêche. La pêche de l'*anchois* a été plus abondante, on a obtenu des prix plus rémunérateurs. Travail un peu plus abondant dans l'*horlogerie*, la *bijouterie* et l'*orfèvrerie*.

Gironde. — Dans la région de *Bordeaux*, la fabrication de la *chaussure sur mesure* est plus active et les prix de vente plus élevés et un peu plus avantageux; la hausse de la matière première a d'ailleurs amené une augmentation du prix de vente. Situation stationnaire dans les *entreprises de tonnellerie*.

Haute-Vienne. — A *Limoges*, beaucoup de chômage dans l'industrie du *livre*, le placement des *typographes* devient difficile par suite de l'augmentation du nombre des apprentis, l'installation de machines nouvelles diminue la quantité d'ouvrage confiée aux *couseuses* et aux *plieuses*.

Un peu de ralentissement dans la *tannerie* par suite de la hausse des cuirs; le surcroît de production, dû à l'emploi de machines nouvelles, laisse un certain nombre de *cordonniers* inoccupés. Les *tailleurs d'habits* sont en pleine saison de travail.

L'*industrie du bâtiment* est assez prospère; cependant les grands rabais consentis dans les adjudications amènent une diminution de salaire.

L'industrie de la *porcelaine* a considérablement repris; l'exportation pour l'Amérique est devenue importante à la suite de la diminution des tarifs douaniers.

Situation et production satisfaisantes dans les *papeteries*, *mégisseries* et *ganteries* de la région de Saint-Junien. Peu de chômage, si ce n'est par suite de la sécheresse et d'une forte crue, pour les fabriques de *papier de paille* plus particulièrement. Pour les ouvriers, la journée varie de 11 à 12 heures.

Vienne. — La *coutellerie* a eu, pendant ces derniers mois, un courant d'affaires plus fort que celui de l'an dernier; bien que le manque d'eau, sur certains points, ait entravé la fabrication; les prix se maintiennent et depuis un mois il se produit une reprise sérieuse. Un établissement à Chatellerault a disparu, il a été remplacé par une association ouvrière d'égale importance.

Deux-Sèvres. — Dans la région de Niort le mauvais temps a gêné certaines industries dont les ouvriers sont le plus souvent occupés au dehors. La *ganterie* a reçu de fortes commandes. L'ouverture de quelques chantiers va permettre d'occuper les *ouvriers du bâtiment* une partie de l'hiver; la journée varie suivant les industries de 10 à 12 heures. Les salaires ont une tendance à la hausse. Les industries travaillant pour l'exportation (*cordannerie*, *ganterie*, *brosserie*) ont dû installer des machines pour diminuer leur prix de revient.

Loire-Inférieure. — Production à peu près équivalente à l'an dernier chez les *maîtres bottiers* de Nantes; prix de vente plus élevé et moins rémunérateur par suite de la hausse des cuirs.

Diminution de commandes dans les ateliers de *constructions mécaniques*; prix moins rémunérateurs et en baisse de 5 p. o/o sur le dernier trimestre. Un établissement s'est récemment monté en remplacement d'un autre qui avait disparu et qui occupait un plus grand nombre d'ouvriers.

Morbihan. — A *Lorient*, le travail de la *tannerie* a subi un léger ralentissement; le prix de la matière première étant plus élevé que celui de la matière fabriquée, on met peu d'ouvrage en route; on fait de 54 à 60 heures par semaine. Dans d'autres industries, situation stationnaire.

Ille-et-Villaine. — Les diverses industries de la région de Rennes présentent une activité normale, sauf dans l'industrie du cuir et dans celles qui en dépendent.

Il n'y a pas d'établissement nouveau, sauf dans la *meunerie*, où un moulin vient d'être mis en marche. Peu de chômage en général.

Le travail marche convenablement dans les fabriques de *chaussures* de Fougères; malgré la hausse considérable de la matière première, les maisons de la place paraissent avoir assez à faire pour occuper leurs ouvriers jusqu'au printemps prochain.

Sarthe. — Dans la région de Mayenne, le travail est toujours languissant; un assez grand nombre d'ouvriers ont été renvoyés par les fabricants, la vente étant très mauvaise dans les articles du pays et la production entravée par la hausse du coton.

Indre-et-Loire. — Dans la Touraine, la *tannerie* obtient des prix très rémunérateurs, 30 p. o/o de hausse sur les cours de l'an dernier; les cuirs verts se vendant avec une hausse de 80 p. o/o, les transactions sont faibles, on achète peu et on réduit le personnel. On a fait quelques essais de tannage rapide d'après des systèmes venant de l'étranger, mais jusqu'ici on n'a obtenu que des produits de qualité secondaire.

Loiret. — Les fabriques de *couvertures* d'Orléans présentent une plus grande activité que l'an dernier; les prix restent toujours peu avantageux, ils ont une tendance à la baisse. La durée du travail a été un peu augmentée, et portée quelquefois à 66 et même 72 heures par semaine. Les coupes de bois sont plus importantes que les années précédentes et les prix de façon légèrement en hausse; le manque d'emploi des menus produits forestiers, les difficultés de transports à bon marché et les droits d'octroi, très variables, empêchent une reprise plus accentuée.

CHAMBRE DE COMMERCE D'ORLÉANS. — La Compagnie de Saint-Gobain a mis en exploitation il y a quelques mois une succursale à Montargis. Les diverses industries de la région ont une production stationnaire, plutôt surabondante. On signale toutefois une légère amélioration dans la faïencerie, dans la tannerie en raison de la hausse des cuirs et dans les fabriques de couvertures par suite de la reprise des affaires avec la Suisse.

Calvados. — A Lisieux, on estime à 20 p. o/o dans l'industrie *lainière* et à 10 p. o/o dans l'industrie *linière* et dans celle des *cuirs et peaux*, les proportions d'ouvriers en chômage. Situation générale sans variation.

La situation des diverses industries de la région de Vire reste stationnaire.

Seine-Inférieure. — Au Havre, à la *raffinerie de sucre*, journée de 11 et 12 heures; travail assez suivi. La *raffinerie de pétrole* a pris une nouvelle extension; la main-d'œuvre assez abondante sur la place aurait amené une légère diminution sur les salaires.

La fabrication des *extraits de campêche* et autres *essences de bois* est dans une situation assez florissante; elle comprend 5 établissements à feu continu et 4 autres petites usines.

Dans les *filatures et tissages*, journée de 11 heures.

De deux usines qui réduisaient les *minerais de nickel*, une seule est encore en activité et l'excès de production a obligé celle-ci à éteindre une partie de ses feux.

L'industrie *métallurgique* est très éprouvée, les petits établissements de construction et de

réparations de machines ont réduit leur personnel d'un quart. Une des principales maisons qui avait occupé 3.000 ouvriers n'en emploie plus que 2.200; une partie du personnel, surtout celui des ateliers de machines, est mis à pied à tour de rôle, et dans l'ensemble on ne fait que huit heures par jour.

Dans les *industries du bâtiment*, situation stationnaire. Dans la *tannerie*, à Saint-Saëns, prix plus rémunérateurs que l'an dernier.

A Fécamp, travail un peu plus abondant que l'an dernier dans les ateliers de *menuiserie*; on fait généralement 66 heures par semaine.

Analyse, par départements, des renseignements fournis par les Chambres syndicales ouvrières.

Seine. — Les *boulangers* comptent 7 p. o/o des leurs sans place; travail environ 84 heures par semaine: situation plutôt plus mauvaise par suite de la création d'un trop grand nombre de maisons nouvelles. Augmentation du nombre des *cuisiniers* sans place; ceux qui étaient occupés dans les villes d'eaux n'ayant pas encore pu se replacer, 16 p. o/o de chômeurs.

Livre. — Le travail a repris chez les *brocheurs*, augmentation d'une heure par jour, on fait de 62 à 65 heures par semaine, 6 p. o/o de chômeurs. Bien qu'une partie des commandes aille en province, l'ouvrage est maintenant abondant chez les *imprimeurs conducteurs*, très peu d'ouvriers inoccupés; un peu moins de 1 p. o/o chez les *conducteurs-typographes*, 10 p. o/o chez les *imprimeurs en taille douce*; les maisons, pour maintenir leur personnel au complet, font faire de 54 à 60 heures par semaine; dans l'ouvrage de ville, le travail est assez suivi, et la situation est meilleure qu'elle n'avait été depuis longtemps.

Tissus. — Petite reprise du travail chez les *passemmentiers à la barre*, tous sont occupés. Dans la *couture*, après une morte-saison assez dure, les affaires commencent à reprendre; ce sera une saison moyenne, la température longtemps très douce ayant retardé les commandes; dans le gros, les achats pour l'étranger et pour la province ont présenté une activité normale.

Bois. — Travail 54 heures par semaine chez les *charrons*; il reste encore quantité de travaux neufs que l'on a dû remettre pour faire les réparations nécessitées par les chaudières du mois dernier. Pas de chômeur chez les *ébénistes en tables de nuit*, ni chez les *mouliniers-finisseries*; chez ces derniers, commandes importantes pour l'exportation, travail 77 heures par semaine.

Métaux. — Environ 10 p. o/o de chômeurs chez les *charpentiers en fer*; la journée n'est plus que 9 heures et les heures supplémentaires sont rares chez les *lamineurs*, augmentation de travail, on fait 70 heures par semaine, pas de chômeur, de même chez les *mécaniciens chauffeurs* de Boulogne-sur-Seine. 4 p. o/o des adhérents en chômage chez les ouvriers en *instruments de précision*; journée de 10 heures. Peu de travail chez les ouvriers *balanciers*, les réparations étant achevées, la morte-saison va durer jusqu'au mois de janvier. Amélioration sensible chez les ouvriers du *petit bronze fantaisie*, pas de chômeur, journée de 11 et 12 heures. Pas de chômeur chez les *graveurs* de Saint-Denis, on reçoit de nouvelles commandes pour la fabrication lyonnaise, travail 76 heures par semaine.

Bâtiment. — Les *mouleurs en plâtre* comptent 19 p. o/o des leurs sans ouvrage; journée de 10 heures. Peu de travail chez les *marbriers-sculpteurs*. Travail 60 heures par semaine chez les *puitsiers-miniers* et *terrassiers*; dans certains chantiers diminution de salaire, 0 fr. 05 par heure. Augmentation de travail chez les *funistes*, une centaine de maisons ont engagé 2 et 3 ouvriers; la journée varie de 9 à 10 heures. La saison commence un peu plus tard que l'an dernier et les patrons n'embauchent qu'au dernier moment. Pas de chômeur chez les *biscauteurs* et *polisseurs*; une maison, nouvellement fondée, occupe 10 ouvriers.

Transports, commerce. — Le chômage atteint plus du tiers des adhérents chez les *ouvriers du marché aux bestiaux*; les arrivages ont été un peu plus forts, le retour de la clientèle bourgeoise à Paris ayant augmenté la vente au détail; 4 p. o/o de chômeurs chez les *comptables*; 2 p. o/o des adhérents sans place chez les *élèves en pharmacie*; 1/3 des pharmaciens ont augmenté leur personnel à l'approche de l'hiver.

Seine-et-Oise. — Travail 55 à 60 heures par semaine chez les *carriers* de Saint-Chéron : placement assez difficile par suite de la concurrence de la main-d'œuvre étrangère. A Méry, tous les *carriers* sont occupés, mais l'exploitation est ralentie, les chantiers étant encombrés de pierres de taille. Pas de chômeur chez les *travailleurs du livre* de Saint-Germain-en-Laye ; journée de 10 heures. Diminution de la durée du travail chez les *maçons, tailleurs de pierre* de Versailles, on fait de 54 à 60 heures par semaine.

Aisne. — Journée de 9 heures chez les *maçons* de Soissons.

Oise. — Chez les *typographes* de Beauvais, 8 p. o/o de chômeurs ; aucun chez les ouvriers des *tissages* d'Esquennoy ; 5 p. o/o chez les ouvriers des *scieries mécaniques* de Hermes, journée de 12 heures. Les commissions continuent à arriver chez les *boutonniers en os* de Méru ; une maison nouvelle vient de se fonder, elle occupe 6 ouvriers.

Somme. — 8 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers en *cuirs et peaux* d'Amiens. Les *bonnetiers* de Villers-Bretonneux ont encore beaucoup de commandes, beaucoup plus que l'an dernier ; on remplace de plus en plus le travail à la main par le travail *mécanique* pour arriver à lutter avec les articles similaires français et étrangers.

Pas-de-Calais. — Situation toujours difficile chez les *mineurs* de Drocourt par suite de la mévente des charbons. Travail 60 heures par semaine chez les *typographes* de Calais ; pas de chômeur chez ceux de Boulogne-sur-Mer.

Nord. — Les salaires tendent à augmenter chez les *mineurs* de Sin-le-Noble ; à Aniche, on travaille sans interruption. A Douai, une *imprimerie* chargée de l'impression d'un nouveau journal a augmenté son personnel de 5 ouvriers. A Lille, peu de chômage dans l'*industrie du fil* ; dans quelques fabriques, celles de *lin* notamment, la journée est réduite de quelques heures de temps à autres ; la situation est meilleure dans l'*industrie du coton* dont les produits tendent à supplanter ceux de lin ; 1 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers de l'*industrie textile*.

Pas de chômeur chez les *mouleurs* d'Armentières, travail 60 à 64 heures par semaine, les commandes sont faibles. Chez les *métallurgistes*, dans certains ateliers du bassin de Maubeuge, on travaille une vingtaine de jours par mois ; dans quelques établissements de Lille, on fait des heures supplémentaires, la situation devient sensiblement meilleure que celle de l'an dernier ; à l'usine de Fives, on embauche chaque jour de nouveaux ouvriers ; pas de chômeur chez les *chaudronniers en fer*. Une nouvelle entreprise de *marbrerie* s'est installée à Marpent, elle occupe 18 ouvriers. Chez les *marbriers* de Jeumont, journée de 10 heures ; journée de 11 heures, chez ceux de Cousolre ; pas de chômeur chez les *marbriers à la cheminée*. A Dunkerque, 16 p. o/o de chômeurs chez les *maçons* : diminution de travail, on fait environ 40 heures par semaine. 14 p. o/o de chômeurs chez les *plâtriers* ; une dizaine de maisons ont renvoyé chacune 3 ouvriers ; journée de 10 heures. Les *peintres* de Roubaix estiment que plus du tiers de leurs membres sont sans ouvrage ; dix maisons occupant une quarantaine d'ouvriers sont fermées ; travail en moyenne 40 heures par semaine ; dans quelques maisons baisse sur les salaires, 0 fr. 05 par heure. Les *peintres* d'Armentières comptent 1/5 des leurs sans ouvrage ; travail 51 heures par semaine. Dans plusieurs constructions, on va attendre le printemps prochain pour achever les travaux de peinture.

A Haspres, hausse sur le pétrole, 0 fr. 15 par double litre. A Lille, hausse sur les pommes de terre. A Dunkerque, baisse sur les légumes.

Ardennes. — Extraction toujours active dans les *ardoisières* de Fumay. Chez les *tisseurs*, à Illy, 14 p. o/o de chômeurs, travail 48 à 54 heures par semaine ; à Sedan 11 p. o/o de chômeurs, travail 72 heures par semaine ; situation meilleure que l'an dernier ; à Dagny et à Villers-Cernay, le cinquième environ des adhérents est inoccupé ; la *filature* reçoit moins de commandes que l'an dernier.

Chez les *métallurgistes*, aux Mazures, travail 72 heures par semaine, et 66 heures à Joigny ; à Joigny, pas de chômeur dans la *feronnerie*, production assez suivie, sauf dans l'article pour voitures, pour lequel la période de morte-saison est arrivée. Dans l'*industrie du bâtiment* de Sedan, diminution de travail, journée de 9 heures ; baisse sur les salaires, 0 fr. 35 par

heure au lieu de 0^f 40; grâce au beau temps, on peut encore occuper la plupart des ouvriers.

A Fumay, hausse sur le beurre.

Marne. — A Reims, 12 p. 0/0 de chômeurs chez les ouvriers de l'industrie lainière, journée de 11 heures; on reçoit plus de commissions que l'an dernier; les *teinturiers-apprêteurs* comptent plus du tiers de leurs membres sans ouvrage; travail 55 heures par semaine. Pas de chômeur chez les *cochers* de Reims.

Meuse. — Les *carriers* de Lérrouville sont tous occupés; journée de 10 heures.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, travail 72 heures par semaine chez les *menuisiers*.

Haute-Saône. — 5 p. 0/0 de chômeurs chez les *typographes* de Vesoul.

Doubs. — A Besançon, chez les *charpentiers*, la journée n'est plus que de 9 heures; elle est de 10 heures chez les *plâtriers*; diminution de travail, les maisons réduisent leur personnel de plus de moitié.

Jura. — Chez les *métallurgistes* de Fraisans, fabrication entravée, la baisse des eaux ne permettant que difficilement l'arrivée des matières premières.

Ain. — A Bourg, les *typographes* comptent 10 p. 0/0 de chômeurs; le retour des jeunes gens du service militaire amène une abondance de bras qu'il est difficile de replacer, étant donné le nombre des apprentis; pas de chômeur chez les *métallurgistes*, journée de 10 heures. elle est de huit heures chez les *tailleurs de pierre* de Thoiry, pas de chômeur.

Côte-d'Or. — A Dijon, travail 60 heures par semaine chez les *mégissiers*, *tanneurs*, *corroyeurs*, 66 heures. Chez les *tonneliers*, situation toujours prospère. Placement plus facile chez les *comptables*.

Yonne. — A Auxerre, les *typographes* comptent 1 p. 0/0 des leurs sans place, une nouvelle imprimerie se monte aux environs, elle occupera 10 ouvriers. Travail 58 heures par semaine chez les *charpentiers de marine*. A Sens, l'industrie du bâtiment est encore en pleine activité : les *charpentiers*, notamment, sont encore demandés tant à la ville qu'à la campagne; travail en moyenne 60 heures par semaine, on prévoit encore un bon mois de travail avant que le chômage ne commence.

Nièvre. — Travail 52 heures par semaine chez les *verriers* de Saint-Léger-des-Vignes.

Allier. — Chez les *mineurs* de Commentry, travail 72 heures par semaine à l'extérieur et 60 heures à l'intérieur. Les *typographes* de Cusset estiment à 11 p. 0/0 le nombre de leurs chômeurs; journée réduite de 11 à 10 heures dans une importante maison; commandes faibles par suite de la sécheresse persistante qui a paralysé les affaires.

A Cusset, hausse sur le vin, 4 à 6 francs suivant les qualités.

Puy-de-Dôme. — A Clermont, une légère baisse se fait sentir dans les travaux du bâtiment. Il y a 5 p. 0/0 de chômeurs chez les *plâtriers* et les *menuisiers*, et 8 p. 0/0 chez les *tailleurs de pierre*. Le travail vient de reprendre chez les *tailleurs d'habits*. Il y a quelques chômeurs dans l'imprimerie où le travail a diminué.

Brassac-les-Mines. — Situation médiocre pour la *passementerie*. Les mines sont en pleine activité. La Combelle prend beaucoup d'extension. — *Pagnot*.

Haute-Loire. — A Saint-Didier-la-Séauve, chez les *rubaniers* production toujours active; une maison de Saint-Étienne envoie de l'ouvrage avec prix de façon en augmentation sur ceux des maisons faisant déjà travailler: elle occupe 10 ouvriers. On fait environ 72 heures par semaine.

Loire. — Travail, 60 heures par semaine chez les *mineurs* de la Talaudière; de même à la Ricamarie. Pas de chômeur chez les *tisseurs* de Cuinzier; travail, 72 heures par semaine; reprise des commissions de *soieries* et vente facile de la *cotonnade*; hausse du prix de façon des soieries, ce qui attire la plupart des ouvriers; les maisons qui font fabriquer des cotonnades ont dû monter des tissages mécaniques; une usine de 800 métiers se construit à Cadolon, une autre à Cublize (Rhône). Légère reprise dans les *tissus épinglés*; augmentation des prix de façon dans une maison; les *tisseurs* sont rares, la plupart étant retournés à la fabrication du *ruban*, qui rapporte davantage. Les *tisseurs* de Roanne comptent 1 p. 0/0 des leurs sans travail; diminution des prix de façon dans certaines maisons, 0 fr. 01 et 0 fr. 02 par mètre. Production toujours active chez les *tisseurs de soieries* de Belmont; 2 maisons qui faisaient tisser des *cotonnades à la main* ont cessé d'envoyer leurs commandes. A Jarnosse, dans la *soierie*, hausse des prix de façon, 0 fr. 10 et 0 fr. 15 par mètre. A Saint-Étienne, les *rubaniers* sont encore très occupés, principalement pour les rubans imprimés jusqu'ici fort délaissés et pour les articles unis et étroits. Affaires très calmes des rubans velours, envers satin ou envers toile. Travail, 54 heures par semaine chez les *charpentiers*.

A la Ricamarie, hausse de 5 francs par hectolitre de vin.

Rhône. — A Lyon, chez les *jardiniers*, 7 p. 0/0 des adhérents sont sans place. La situation est meilleure que celle de l'an dernier, l'entretien des jardins ayant nécessité le concours d'un plus grand nombre d'ouvriers pendant les fortes chaleurs; dans certaines maisons on tend maintenant à réduire les salaires. Les *cuisiniers* estiment que plus du quart de leurs membres sont sans place. Plusieurs maisons des environs de Lyon ont, à l'approche de l'hiver, licencié leur personnel; les extras sont également inoccupés. Chez les *cartonniers* et chez les *papetiers-régleurs*, travail 60 heures par semaine, pas de chômeur; 10 p. 0/0 chez les *selliers-bourreliers*; 2 maisons qui venaient de fermer ont été remplacées par 2 maisons nouvelles occupant 6 ouvriers.

Situation meilleure que l'an dernier chez les *tisseurs*; les fabricants de soieries trouvent difficilement à placer les métiers dont ils ont besoin; une petite hausse se produit sur les prix de façon. Les *tapissiers* comptent 10 p. 0/0 des leurs sans ouvrage; dans les bonnes maisons, on fait 54 heures au lieu de 60 heures, le salaire reste le même. Chez les *chapeliers*, reprise habituelle du travail à l'approche des fêtes; on fait une journée à peu près complète; situation inférieure à celle de l'an dernier, les salaires continuent à décroître par suite de la concurrence des étrangers et aussi des fabricants la même région. 4 p. 0/0 de chômeurs chez les *mouleurs et fondeurs sur cuivre*; 10 p. 0/0 chez les *chauffeurs-mécaniciens*, travail, 66 heures par semaine. Chez les *ferblantiers-lampistes*, travail moins abondant que l'an dernier, une maison, occupant une dizaine d'ouvriers, a réduit la journée d'une heure; travail ralenti chez les *bronziers*. Les *maçons* comptent un quart de leurs adhérents sans ouvrage; travail, 60 heures par semaine.

A Lyon, hausse sur le vin, 0 fr. 05 par litre, et sur la viande, 0 fr. 10 par demi-kilogramme.

Haute-Savoie. — Chez les *carriers* de Thollon, journée de 10 heures; pas de chômeur; de même chez les *tailleurs de pierre* d'Annecy, l'ouvrage commence à diminuer.

Savoie. — Les *travailleurs du livre* de Chambéry comptent 8 p. 0/0 des leurs sans ouvrage.

A Chambéry, hausse sur la viande; 0 fr. 10 par kilogramme.

Isère. — 6 p. 0/0 des chômeurs chez les *typographes* de Grenoble; aucun chez les *gantiers*; une maison, qui payait déjà les prix de façon maxima, les a encore augmentés. Diminution d'une heure par jour chez les *tailleurs de pierre* de Montalieu-Vercieu; journée de 11 heures; de même à Porcieu. A Grenoble, les *maçons* estiment que plus de la moitié de leurs adhérents sont inoccupés; travail, en général, 54 heures par semaine.

A Grenoble, hausse sur la viande.

Alpes-Maritimes. — A Nice, reprise du travail chez les *cordonniers*; on compte sur une saison plus précoce que celle de l'an dernier, mais la hausse des cuirs entrave un peu les affaires; chez les *carrossiers et charrons*, le chômage atteindrait le quart des adhérents, et

18 p. o/o chez les *vanniers*, journée de 14 heures environ. Chez les *ferblantiers-zingueurs*, placement difficile.

Les *maçons* estiment que plus de la moitié de leurs membres sont inoccupés, travail réduit à 58 heures par semaine; diminution du taux des salaires par suite de la concurrence de la main d'œuvre étrangère, 14 p. o/o. Le chômage atteint des *garçons cochers*; et les trois quarts des adhérents chez les *garçons limonadiers*; journée de 17 heures environ.

Var. — A Toulon, les *boulangers* portent à 15 p. o/o le nombre de leurs membres sans ouvrage; avec la saison des froids, la journée a été portée à 14 et 15 heures; 5 p. o/o des adhérents sont inoccupés chez les *typographes*; peu de travail chez les *portefaix*.

Corse. — Les *typographes* de Bastia comptent 11 p. o/o des leurs sans place. Un journal dont le tirage a été modifié a renvoyé une partie de son personnel.

Bouches-du-Rhône. — Amélioration sensible chez les *pêcheurs* de Martigues; le gain hebdomadaire est évalué de 20 à 25 francs en moyenne. Pas de chômeur; 12 p. o/o chez les *mineurs* du Bousquet d'Orb; travail, environ 36 heures par semaine. Les salaires tendent à décroître. A Marseille, les *cuisiniers* comptent 15 p. o/o des leurs sans place; travail, environ 100 heures par semaine. Les salaires sont en diminution de 20 p. o/o sur ceux de l'année précédente. Chez les *typographes*, 3 p. o/o de chômeurs, un quart des adhérents chez les *selliers-bourreliers*, une partie des grévistes de la dernière grève n'ayant pas été réembauchés.

La journée est diminuée d'une heure chez les *charpentiers*. 12 p. o/o des chômeurs chez les *carrossiers*, dans plusieurs ateliers, la journée est réduite à 8 heures. Pas de chômeur signalé chez les *forgerons*; un atelier de réparations s'est considérablement agrandi et occupe une centaine d'ouvriers; dans la moitié des maisons la journée est de 10 heures; dans les autres elle atteint 12 et 14 heures; ces heures supplémentaires sont payées à un taux plus élevé. Il y a un peu de presse parce qu'on a attendu jusqu'au moment où les réparations sont devenues urgentes. Trois journées de 8 heures en moyenne chez les *tailleurs de pierre tendre*. Pas de chômeur chez les *maçons* de Salon, un tiers des adhérents chez ceux d'Aix; journée de 9 heures. A Marseille, travail à peu près régulier chez les *charretiers*; 12 p. o/o de chômeurs chez les *garçons coiffeurs*: travail, environ 105 heures par semaine (dimanche compris); d'accord avec les patrons, les garçons coiffeurs ont fondé un bureau de placement qui donne de bons résultats.

Vaucluse. — 15 p. de chômeurs chez les ouvriers de l'*union balaitière* de Caderousse, et 6 p. o/o chez les *bouchers-charcutiers* d'Avignon.

A Caderousse, hausse sur le pain, 0 fr. 05 par 2 kilogrammes.

Ardèche. — 8 p. o/o de chômeurs chez les *maçons* d'Annonay; 5 p. o/o chez les *mégisiers*, journée réduite à 7 et 8 heures, légère diminution de salaire dans quelques maisons; situation générale meilleure que celle de l'an dernier..

A Annonay, hausse sur le vin, 0 fr. 05 par litre.

Gard. — 2 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers* de Nîmes; aucun chez les *tisseurs* du Vigan; travail 66 heures par semaine.

Aveyron. — Journée de 10 heures environ chez les *mineurs* de Villefranche. Les *typographes* de Rodez comptent 4 p. o/o de leurs membres inoccupés.

A Villefranche, hausse sur le vin, 0 fr. 05 par litre.

Tarn. — 10 p. o/o de chômeurs chez les *tisseurs* de Castres; situation meilleure que l'an dernier, les réassortiments ayant produit plus que les autres années. Fabrication très ralentie chez les *chapelières-fouleurs* d'Albi, travail 24 heures par semaine.

Hérault. — 13 p. o/o des ouvriers *agricoles* de Marsillargues sont inoccupés; durée du travail, 36 heures par semaine; situation meilleure par suite de la hausse du cours des vins. Le chômage atteindrait plus de la moitié des *cordonniers* de Montpellier, et un nombre aussi

important d'adhérents chez les *tonneliers-soutireurs* de Cette; transactions sur les vins très calmes; les *plâtriers* et *maçons* de Cette compteraient plus de la moitié de leurs adhérents inoccupés; travail, 57 heures par semaine.

Aude. — A Carcassonne, tendance à l'amélioration chez les *typographes* de Carcassonne, 15 p. o/o de chômeurs; il n'en est signalé aucun chez les *charpentiers*; on a embauché même des étrangers.

Pyrénées-Orientales. — 7 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* de Perpignan; situation moins bonne par suite de la disparition d'un journal. Les *espadrilleurs-trépointeurs* de Saint-Laurent de Cerdans comptent 16 p. o/o des leurs sans ouvrage; travail peu avantageux par suite de la concurrence de la main-d'œuvre pénitentiaire. Pas de chômeur chez les *charretiers* de Perpignan; augmentation de la durée du travail; ont est en pleine saison.

Hautes-Pyrénées. — A Tarbes, chez les *menuisiers*, travail, 60 heures par semaine; pas de chômeur; 13 p. o/o chez les *charrons-forgerons*; travail variable suivant les maisons, de 54 à 60 heures par semaine; 7 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers sur métaux*, journée de 10 heures; même durée et travail toujours actif chez les *peintres* et *plâtriers*.
A Tarbes, hausse de 0 fr. 025 par litre de vin.

Basses-Pyrénées. — Les *garçons bouchers* de Bayonne comptent un cinquième de leurs adhérents sans place; les *chapeliers* de Septfonds, 3 p. o/o: journée de 11 heures et demie, baisse sur les salaires, 0 fr. 25 par jour.

Lot-et-Garonne. — Chez les *charpentiers* de Villeneuve-sur-Lot, la durée du travail est réduite à 60 heures par semaine.

A Villeneuve-sur-Lot, hausse de 15 p. o/o sur le vin.

Dordogne. — La journée a été réduite d'une d'heure en moyenne chez les *typographes* de Bergerac.

Gironde. — A Bordeaux, chez les *jardiniers*, travail 70 heures par semaine: plus du cinquième des adhérents sont sans place; 14 p. o/o chez les *boulangers*; journée de 14 et 15 heures; 5 p. o/o chez les *imprimeurs-lithographes*. Diminution du travail dans une maison de Libourne, les *imprimeurs-conducteurs* font 8 heures au lieu de 10. A Bordeaux, le chômage atteint plus de la moitié des adhérents chez les *charpentiers de haute futaie*; la durée du travail a été réduite de 60 à 54 heures par semaine. Chez les *menuisiers* de Libourne, pas de chômeur; à peu près la moitié des adhérents chez les *tonneliers* de Vayres; 4 maisons occupant une quarantaine d'ouvriers sont fermées; il reste encore quantité de barriques non utilisées de l'an dernier et la récolte de cette année paraît insuffisante pour amener une grande augmentation de commandes. A Bordeaux, 11 p. o/o des *garçons limonadiers* sont sans place; journée de 18 heures en moyenne; la situation se maintient meilleure que l'an dernier, grâce à l'exposition; on a pu fournir aux adhérents sans place une moyenne de cinq journées d'extras par semaine. 3 p. o/o des *gens de maison* sont sans place.

Charente-Inférieure. — A Rochefort, chez les *boulangers*, travail souvent 104 heures par semaine; chez les *typographes*, journée de 10 heures, sauf dans une maison où elle est de 9 heures et demie; pas de chômeur. On estime aux trois quarts des adhérents le nombre des *tailleurs de pierre* inoccupés et à 13 p. o/o celui des *maçons*, travail réduit à 54 heures en moyenne par semaine, et 60 heures chez les *maçons* d'Échillais.

Charente. — A Angoulême, chez les *typographes-lithographes*, durée du travail 60 heures par semaine, 5 p. o/o de chômeurs; plus du quart des adhérents chez les *menuisiers* de Cognac, travail de 48 à 60 heures par semaine; même importance du chômage chez les *hommes de peine* de Cognac, travail 74 heures par semaine.

Haute-Vienne. — A Limoges, les *cartonniers* comptent 4 p. o/o des leurs sans ouvrage journée de 10 heures. L'installation de machines nouvelles dans une des plus importantes maisons a amené une diminution du personnel. Chez les *typographes*, 16 p. o/o des adhérents

et le quart des adhérents chez les *cordonniers* sont sans ouvrage; journée de 12 heures, augmentation des prix de façon dans une maison. Le chômage atteint à peu près la moitié des adhérents chez les *feuilleardiens* de Saint-Yrieix; journée de 12 heures environ, baisse des prix de façon; pour certains ouvriers, le gain journalier est de 1 fr. 25.

Corrèze. — Durée du travail environ 60 heures par semaine chez les *typographes* de Tulle, commandes moins abondantes que l'année dernière.

Cher. — Ouvrage encore abondant chez les *ouvriers agricoles* de Charly, par suite du retard apporté aux travaux des champs. Diminution de la durée du travail chez les *chaufourniers* de la Guerche, ils font 66 heures par semaine; ceux de Jussy font 60 heures. A la Guerche, hausse sur la viande de 0 fr. 20 par kilogr., et, sur le vin, 5 francs par hectolitre. A Charly, diminution du prix du pain, 0 fr. 05 par 5 kilogr.

Vienne. — Travail 72 heures par semaine chez les *menuisiers* de Poitiers.

Deux-Sèvres. — Les *typographes* de Melle comptent 16 p. 0/0 des leurs sans ouvrage. A Niort, production très active dans la *ganterie militaire* et dans les articles pour l'exportation.

Vendée. — Chez les *typographes* de la Roche-sur-Yon, travail 60 heures par semaine, 11 p. 0/0 de chômeurs, un quart des adhérents chez les *tisserands* de Mortagne; travail 71 heures par semaine, légère diminution des prix de façon; cependant la situation reste meilleure que celle de l'an dernier, de même aux Epesses. A Evrines, pas de chômeur; dans certaines maisons produisant la cotonnade, le travail a été suspendu quelques jours par quinzaine. Travail réduit à 40 heures en moyenne par semaine chez les *ouvriers en bâtiment* de la Roche-sur-Yon, et 54 heures chez ceux de Luçon; pas de chômeur chez ceux-ci.

Loire-Inférieure. — A Nantes, les *cuisiniers* portent à 12 p. 0/0 le nombre de leurs chômeurs. Le travail a été assez faible chez les *blanchisseuses*, par suite de la rentrée tardive de la clientèle bourgeoise. Les prix de façon payés aux ouvrières ont légèrement augmenté. Chez les *forgerons-frappeurs*, journée de 9 heures en moyenne, et journée de 10 heures chez les *chaudronniers*. Pas de chômeur chez les *granitiers*; travail 60 heures par semaine. A Saint-Nazaire, le chômage atteint 20 p. 0/0 des adhérents chez les *menuisiers*; une partie des ouvriers a pu trouver un emploi aux Chantiers de la Loire et à la Compagnie Transatlantique, travail 48 à 54 heures par semaine; 60 heures en moyenne chez les *mouleurs* et *modeleurs*; pas de chômeurs, de même, chez les *tourneurs sur métaux*, les *riveurs* et les *chanfreineurs*; travail 54 heures par semaine; travail 54 heures par semaine chez les *ajusteurs*, pas de chômeur. A Saint-Nazaire, hausse de 40 centimes par kilogramme de beurre et 25 p. 0/0 sur les légumes.

Morbihan. — Pas de chômeur chez les *ouvriers du bâtiment* de Lorient, journée de 11 heures en moyenne; diminution du prix de façon, 10 p. 0/0 sur certains travaux.

Finistère. — Les *charpentiers* de Brest estiment qu'un quart de leurs adhérents sont inoccupés.

Ille-et-Vilaine. — A Fougères, pas de chômeur signalé chez les *typographes*; 4 p. 0/0 chez les *coupeurs en chaussures*.

Maine-et-Loire. — Travail assez suivi chez les *tisserands* de Cholet, dans certaines maisons, les prix de façon ont tendance à la baisse. Diminution de travail chez les *tailleurs de pierre* d'Angers, journée de 10 heures; pas de chômeur chez les *sculpteurs*. Travail plus actif que l'an dernier chez les *ouvriers du bâtiment* de Cholet.

Sarthe. — Chez les *typographes* du Mans, 18 p. 0/0 des adhérents sont inoccupés.

Indre-et-Loire. — Les *ouvriers en cuirs* d'Amboise dans 3 maisons font 14 heures, dans les autres 12 heures par jour; ceux de Chateaurenault font de 11 à 12 heures. 10 p. 0/0 des adhérents sont en chômage chez les *ferblantiers-zingueurs* de Tours, journée de 11 heures.

Loire-et-Cher. — Pas de chômeur chez les cordonniers de Blois; dans une des plus importantes manufactures (1.000 ouvriers), l'ouvrage est beaucoup plus abondant que l'an dernier, travail 92 heures par semaine dans cette maison et 36 heures en moyenne dans les autres.

Loiret. — Pas de chômeurs chez les menuisiers d'Orléans, journée réduite à 11 heures.

Eure-et-Loir. — Le travail a repris son cours normal chez les *typographes* de Châteaudun.

Orne. — Dans certains *tissages de coton* de Flers, les ouvriers ont commencé les veillées; dans certains autres, par suite du stock des articles dits *coutils à lit*, la journée n'est que de 8 à 9 heures et plus de 200 métiers restent inactifs.

A Flers, baisse sur le cidre, 0 fr. 05 par litre.

Calvados. — Chez les *teinturiers-blanchisseurs* de Condé-sur-Noireau, 3 p. 0/0 de chômeurs.

Eure. — Production toujours active chez les *compositeurs* et *imprimeurs* d'Évreux. Chez les ouvriers en *instruments de musique* de la Couture-Boussey, ouvrage très variable suivant les maisons; deux maisons sont assez occupées, les autres très peu.

Seine-Inférieure. — Au Havre, les *cuisiniers* comptent 4 p. 0/0 de chômeurs. A Rouen, chez les *typographes*, le nombre des chômeurs s'est accru des jeunes gens rentrés du service militaire qui n'ont pas encore pu être placés; chez les *lithographes*, *papetiers*, situation également difficile. A Sanvic-le-Havre, un nouveau journal occupe 10 ouvriers, journée de 10 heures. 7 p. 0/0 de chômeurs chez les ouvriers de l'*industrie cotonnière* de Rouen. On a reçu des commandes sérieuses surtout chez les ouvriers en *bretelles*, sur 100 métiers arrêtés, 50 vont être remis en marche; les prix de façon restent les mêmes dans les *tissages de cotonnade*, affaires toujours calmes. Environ 2 p. 0/0 des chômeurs chez les *constructeurs-mécaniciens*; journée de 10 heures en général dans quelques maisons, la durée du travail est un peu réduite.

Algérie. — A Alger, les *terrassiers* comptent les trois quarts de leurs adhérents sans ouvrage, placement difficile par suite de la concurrence de la main-d'œuvre étrangère. 8 p. 0/0 de chômeurs chez les *garçons limonadiers*; les *employés de restaurant* et les *valets de chambre*, venus en Algérie pour chercher du travail, retournent en France faute de place.

Tunisie. — A Tunis, les *typographes* comptent 12 p. 0/0 des leurs inoccupés.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Travaux publics. — Adjudications nouvelles pour octobre et novembre 1895:

Paris. — Travaux à l'hôpital Boucicaut.....	115.600 ^f
Paris. — Prolongement d'un chemin	236.000
Paris. — Reconstruction de la Cour d'appel.....	666.200
Paris. — Construction d'une école.....	214.350
Charenton. — Travaux d'écoles	112.400
Poissy. — Construction d'écoles et d'abattoirs.....	199.490
Tourcoing. — Travaux de chemins	109.300
Bailleul (Nord). — Constructions diverses à l'asile	200.000
Nancy. — Construction d'un pavillon à l'hospice civil.....	193.000
Saint-Étienne. — Amélioration du canal de Roanne à Digoin.....	1.400.000
Toulon. — Construction d'une caserne	139.300
Ajaccio. — Construction d'une jetée au port de Calvi.....	150.000
Niort. — Construction d'un lycée.....	394.300
Nantes. — Travaux sur chemins vicinaux	566.400
Cren. — Création d'un lycée.....	111.500

Résultats des adjudications précédentes :

Chalon-sur-Saône. — Construction d'un quartier à l'hospice (140.000^f). — Adj. : *maçonnerie*, Tête, à Mâcon, 11; *plâtrerie*, Flamand, 27.

Paris. — Construction d'une école (201.900^f). — Adj. : *terrasse et maçonnerie*, Perrot, 4, rue de la Moselle, 24,10; *menuiserie et parquetage*, Ébénisterie parisienne, 17 bis, cité Bertrand, 33,70; *serrurerie*, Dubois, 6 et 13, rue Saint-Amand, 38,10.

Paris. — Agrandissement de l'hospice Favier à Bry-sur-Marne (515.000^f). — Adj. : *Terrasse et maçonnerie*, Gilles, boulevard d'Alie, 26,8; *charpente*, Leclair, 40, boulevard Henry-VI, 33,1; *couverture et plomberie*, Casse, 45, quai de la Tournelle, 35,2; *menuiserie*, Douteux, à Saint-Denis, 25,3; *parquetage*, Espérance du bâtiment, 81, rue des Pyrénées, 6; *serrurerie*, Charpentier, à Puteaux, 32,41; *funisterie*, Perron, 47, rue Popincourt, 33,5; *peinture*, Brière, à Clamart, 39,5; *pavage*, Quérault, 46, rue de la Brèche-aux-Loups, 30,4.

Paris. — Construction d'un égout collecteur (3.169.800^f). — Adj. : Fougerolle, 21, quai de l'Oise, 31,90.

Chemin de fer de l'Ouest. — Reconstruction du pont de Bezons (530.000^f). — Adj. : *maçonnerie*, Lobereau, 10, rue de Madrid, à Paris; *tablier métallique*, les Établissements de Levallois-Perret.

Marseille. — Construction et aménagement de deux pavillons à l'hospice Sainte-Marguerite (566.500^f). — Adj. : *terrassement et maçonnerie*, Amoretti, 21,50; *feronnerie, charpente en fer et serrurerie*, Rougand, 21,15; *menuiserie*, Honoré frères, 15,10; *zinguerie, travaux et plomberie d'eau*, Buzzini, à Lyon, 7,10; *peinture et vitrerie*, Camoin frères, 29.

Abbeville. — Restauration de l'église de Saint-Vulfran (184.700^f). — Adj. : *maçonnerie*, Boutré, rue Andrieux, Paris, 5; *charpente*, Boutré, 7.

Chemins de fer du Nord. — Travaux à la gare d'Arras. — Adj. : Radas, 42, 3.

Chemin de fer P. L. M. — Ligne de Corbeil à Montereau. Ballastage et pose de voies (1.650.000^f). — Adj. : Papot, 28, rue Saint-Lazare, Paris.

Périgueux. — Ligne de Nontron à Sarlat. Travaux métalliques (214.000^f). — Adj. : Établissements métallurgiques d'Onnaing (Nord), 26,30.

Chemin de fer P. L. M. — I. Construction d'un mur de soutènement, à Paris, rue de Bercy (300.000^f). — Adj. : Gazanion, à Montereau-les-Mines (Saône-et-Loire).

II. — Construction du bâtiment des stations de la ligne de Myons à Pierrelatte (260.000^f). — Adj. : Henry père et fils, à Marseille, Moity, à la Borne, par Aubusson (Creuse).

Chemins de fer départementaux. — Pose de voies et ballastage de la ligne de Civray à Saint-Jean-d'Angely (200.000^f). — Adj. : Conord, à Suresnes (Seine).

Orthez. — Construction d'un pont (111.000^f). — Adj. : *Terrasse et maçonnerie*, Bonnet, à Mugron (Landes), 13; *superstructure métallique*, ateliers de Bleuze-Borne, 11.

Dellys. — Construction d'écoles (123.600^f). — Adj. : Vaglis, Bugis, Galli, 17 à 23.

Préfecture de la Seine. — Autorisations de bâtir. — Du 1^{er} au 31 octobre, il a été déposé 86 demandes en autorisation de bâtir, dont 51 pour des constructions neuves. Pendant le mois d'octobre 1894, le nombre des demandes avait été de 104, dont 37 pour des constructions.

Transports. — Le tonnage des embarquements sur les canaux et rivières pendant les 9 premiers mois de l'année a atteint 16.818.400 tonnes contre 17.397.700 en 1894, soit une diminution de 4 p. o/o.

Recettes des principales compagnies de transport du 1^{er} janvier à fin octobre 1895.

	1895.	1894.
Compagnies des chemins de fer d'intérêt général	1.002.820.000	982.919.000
Compagnie des omnibus de Paris.....	33.748.900	33.650.300
Compagnie des petites voitures à Paris.	16.402.200	16.874.200

Tribunal de commerce de la Seine. — Nombre de faillites et de liquidations judiciaires :

	Mois d'octobre.		Du 1 ^{er} janv. au 31 octobre	
	1895.	1894.	1895.	1894.
Faillites.....	116	137	1.105	1.311
Liquidations judiciaires.....	12	20	163	229
Conversions de liquidations en faillites..	8	4	41	56

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations, pendant les 10 premiers mois de l'année.

	1895.	1894.
	francs.	francs.
IMPORTATIONS.		
Objets d'alimentation.....	807.414.000	992.811.000
Matières nécessaires à l'industrie.....	1.699.617.000	1.760.096.000
Objets fabriqués.....	473.309.000	452.420.000
TOTAL.....	2.980.340.000	3.205.327.000

EXPORTATIONS.		
Objets d'alimentation.....	487.315.000	525.748.000
Matières nécessaires à l'industrie.....	714.878.000	616.127.000
Objets fabriqués.....	1.432.240.000	1.257.356.000
Colis postaux.....	84.664.000	59.160.000
TOTAL.....	2.719.097.000	2.458.391.000

Mont-de-Piété de Paris. — Situation des magasins au 31 octobre 1895.

GAGES CORPORELS.			ARTICLES.	SOMMES.
			nombres.	francs.
Il y avait en magasin, le 30 septembre 1895, au soir.....			1.693.552	46.192.979
ENTRÉE.				
Par engagements effectifs.....	104.522	3.083.849	168.343	4.910.533
Par renouvellements.....	63.821	1.826.684		
TOTAL.....			1.861.895	51.103.512
SORTIE.				
Par dégagements effectifs.....	94.436	2.452.562	174.04	4.537.591
Par renouvellements.....	63.821	1.826.684		
Par ventes.....	15.786	258.345		
RESTE en magasin, le 31 octobre 1895.....			1.687.852	46.565.921
Restait en magasin, le 31 octobre 1891.....			1.991.166	50.902.395
le 31 octobre 1892.....			1.998.559	52.739.483
le 31 octobre 1893.....			1.859.867	50.713.032
le 31 octobre 1894.....			1.796.199	48.425.060
Intérêts des emprunts : à 1 an, 3 p. 0/0; à 9 mois, 2 1/2 p. 0/0; à 6 mois, 2 p. 0/0; à 3 mois, 1 1/2 p. 0/0.				

PLACEMENT GRATUIT.

ÉTAT DES PLACEMENTS EFFECTUÉS PAR LES OFFICES DE PLACEMENT GRATUIT.
(RENSEIGNEMENTS PARVENUS AU 1^{er} NOVEMBRE.)

A. — BUREAUX MUNICIPAUX.

B. — BOURSES DU TRAVAIL.

LOCALITÉS.	NOMBRE DES				LOCALITÉS.	NOMBRE DES			
	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués			DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués	
			à demeure	en extra.				à demeure	en extra.
SEPTEMBRE 1895.					SEPTEMBRE 1895.				
Paris (1 ^{er} arr ^t)..	437	242	236	"	Angers.....	218	103	102	16
— (11 ^e —)..	678	885	342	"	Besançon.....	94	42	26	"
— (14 ^e —)..	504	477	459	22	Boulogne-s.-M..	146	99	94	5
— (15 ^e —)..	41	59	17	11	Béziers.....	89	61	62	"
— (15 ^e —)..	297	235	212	"	Cholet.....	68	31	21	3
— (17 ^{me} —)..	179	151	69	1	Cognac.....	74	38	39	"
— (18 ^e —)..	106	181	118	8	Lyon.....	486	353	284	"
— (20 ^e —)..	112	146	28	49	Montpellier....	220	83	82	"
Lille.....	15	20	"	"	Nice.....	263	91	73	5
Lisieux.....	160	107	40	"	Saint-Étienne..	72	72	42	6
Nancy.....	134	33	22	"	Saumur.....	36	32	13	15
					Toulon.....	43	21	19	2
OCTOBRE 1895.					OCTOBRE 1895.				
Paris (1 ^{er} arr ^t)..	"	"	244	720	Nîmes.....	495	276	266	10
— (11 ^e arr ^t)..	144	84	81	"	Perpignan.....	29	14	14	"
— (14 ^e —)..	209	154	48	18	Bordeaux (mu- nicipale)...	479	237	233	"
Levallois-Perret.	202	144	108	22	Chalon-sur-Saône	40	33	33	"
Brest.....	19	2	4	"	Saumur.....	36	30	12	11
Lisieux.....	216	181	60	"	Tours.....	197	86	86	"
Sens.....	8	7	1	"	Saint-Nazaire...	57	15	7	4
Saint-Nazaire...	3	"	"	"					

C. — SOCIÉTÉS D'ASSISTANCE.

DÉSIGNATION.	DEMANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS.	
			à demeure.	en extra.
SEPTEMBRE 1895.				
Paris (Société d'assistance par le travail du XVIII ^e arr ^t).....	"	"	7	17
Paris (Asile Saint-Charles).....	"	326	36	"
Paris (Société philanthropique).....	"	"	291	"
OCTOBRE 1895.				
Paris (Asile Saint-Charles).....	"	450	90	"

D. — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS ET SYNDICATS PROFESSIONNELS (EN DEHORS DES BOURSES DE TRAVAIL DÉSIGNÉES CI-DESSUS), SEPTEMBRE 1895.

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Alpes-Maritimes....	Cannes.....	Limonadiers.....	30	"	11	12
Aude.....	Carcassonne.....	Ouvriers de l'habillement	"	"	12	"
Bouches-du-Rhône...	Marseille.....	Cuisiniers.....	"	"	52	65
Idem.....	Idem.....	Charpentiers.....	60	"	19	"
Idem.....	Idem.....	Carrossiers.....	"	"	21	"
Idem.....	Idem.....	Coiffeurs.....	48	38	38	"
Côte-d'Or.....	Dijon.....	Ouvriers de la chaussure.	"	"	3	"
Gard.....	Nîmes.....	Boulangers.....	48	"	45	"
Gironde.....	Bordeaux.....	Boulangers.....	"	"	20	250
Idem.....	Idem.....	Compagnons boulangers.	"	"	5	30
Idem.....	Idem.....	Teinturiers.....	4	2	2	"
Idem.....	Idem.....	Garçons de café.....	"	"	8	112
Idem.....	Idem.....	Gens de maison.....	31	52	24	2
Indre-et-Loire.....	Tours.....	Ferblantiers.....	6	"	"	"
Isère.....	Grenoble.....	Typographes.....	11	3	3	"
Maine-et-Loire.....	Saumur.....	Tailleurs.....	3	3	3	"
Rhône.....	Lyon.....	Jardiniers.....	"	2	2	"
Idem.....	Idem.....	Coupeurs-tailleurs.....	5	3	3	"
Idem.....	Idem.....	Chaudfleurs-mécaniciens..	"	1	2	"
Idem.....	Idem.....	Employés de café.....	140	80	17	55
Sarthe.....	Le Mans.....	Typographes.....	"	"	3	"
Seine.....	Paris.....	Boulangers.....	"	"	80	"
Idem.....	Idem.....	Cuisiniers.....	400	200	200	533
Idem.....	Idem.....	Cuisiniers.....	78	"	16	37
Idem.....	Idem.....	Charcutiers.....	419	662	408	"
Idem.....	Idem.....	Brocheurs.....	10	6	6	"
Idem.....	Idem.....	Imprimeurs en taille- douce.	"	"	9	"
Idem.....	Idem.....	Conducteurs-typographes.	10	6	6	"
Idem.....	Idem.....	Compagnons-bourreliers- harnacheurs.	"	2	1	1
Idem.....	Idem.....	Coupeurs-chemisiers....	25	20	13	6
Idem.....	Idem.....	Coupeurs-tailleurs.....	"	"	2	"
Idem.....	Idem.....	Couturières.....	18	36	"	"
Idem.....	Idem.....	Ouvriers en instruments de précision.	34	1	12	"
Idem.....	Idem.....	Mouleurs en plâtre.....	"	"	7	"
Idem.....	Idem.....	Fumistes.....	"	83	132	"
Idem.....	Idem.....	Employés de transport..	"	"	4	"
Idem.....	Idem.....	Employés de commerce.	4	2	1	"
Idem.....	Idem.....	Comptables (faubourg du Temple).	8	3	1	2
Idem.....	Idem.....	Comptables (rue de Bi- voli).	89	62	28	13
Idem.....	Idem.....	Garçons bouchers.....	200	200	112	65
Idem.....	Idem.....	Employés d'hôtel.....	720	229	229	1,556
Idem.....	Idem.....	Gens de maison.....	"	55	5	5
Idem.....	Idem.....	Concierges-gérants.....	9	9	4	"
Idem.....	Idem.....	Élèves en pharmacie....	20	10	8	"
Alger.....	Alger.....	Employés limonadiers...	12	5	17	"

ASSISTANCE.

Département de la Seine.

A. — ASILES DE NUIT.

OEUVRES.	HOMMES		FEMMES.	ENFANTS.	NOMBRE DE NUITS passées.
	de moins de 60 ans.	de plus de 60 ans.			
MOIS DE SEPTEMBRE.					
Refuges et asiles municipaux (1).....	2.493	121	505	.	13.916
MOIS D'OCTOBRE.					
Hospitalité de nuit (rue de Tocqueville).....	5.519	604	330	375	17.305
Asile de la rue Mouffetard.....	277	27	"	6	1.102
Société philanthropique (rue de Crimée).....	"	"	163	12	823
— (rue Labat).....	"	"	307	36	1.357
— (rue Saint-Jacques)....	"	"	410	77	1.876
— (avenue du Maine)....	"	"	46	37	504
(1) D'après les renseignements fournis par la direction des affaires municipales à la préfecture de la Seine (bureau du travail).					

MOUVEMENT SYNDICAL.

[Direction de la prévoyance et de l'assurance sociales. — Bureau des syndicats professionnels.]

Pendant le mois d'octobre 1895, le Ministère du commerce a été avisé des modifications suivantes dans la situation des syndicats professionnels :

A. — CRÉATION DE SYNDICATS ET D'UNIONS DE SYNDICATS.

[La date entre parenthèses est celle de la création du syndicat.]

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Finistère [10 juillet 1895]. — Syndicat des dentistes du Nord-Est de la France (13 membres). Siège social : 54, rue du Château, à Brest.

Gironde [26 août 1895]. — Chambre syndicale de la papeterie de Bordeaux (30 membres). Siège social : 7, rue de la Douane, à Bordeaux.

Rhône [12 juillet 1895]. — Chambre syndicale des marchands de charbons en gros de Lyon et de la région (28 membres). Siège social : 78, rue de la Charité, à Lyon.

Seine [28 juillet 1895]. — Union fraternelle des modelleurs-mécaniciens du département de la Seine (150 membres). Siège social : 100, boulevard de Ménilmontant, à Paris.

[1895]. — Association des rectificateurs d'alcool (8 membres). Siège social : Bourse du Commerce, à Paris.

Deux-Sèvres [1^{er} septembre 1895]. — Chambre syndicale des ouvriers menuisiers et ébénistes (60 membres). Siège social : rue Brisson, à Niort.

Somme [11 juillet 1895]. — Syndicat médical d'Albert et de la région (21 membres). Siège social : Hôtel François, rue du Chemin de fer, à Albert.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Allier [29 juin 1895]. — Chambre syndicale des ouvriers sabotiers, galochiers, pareurs de la ville de Moulins (13 membres). Siège social : Boulevard de Courtais.

[29 juin 1895]. — Chambre syndicale des ouvriers galochiers-monteurs de la ville de Moulins (12 membres). Siège social : Boulevard de Courtais, à Moulins.

[4 août 1895]. — Chambre syndicale des ouvriers couvreurs et zingueurs (25 membres). Siège social : Boulevard de Courtais, à Moulins.

Ardennes [1^{er} octobre 1895]. — Syndicat des ouvriers et ouvrières auxiliaires de la poudrerie de Saint-Ponce (18 membres). Siège social : Lafrancheville.

Cher [1^{er} septembre 1895]. — Chambre syndicale des ouvriers selliers, cordonniers et métiers similaires de la ville de Bourges (50 membres). Siège social : mairie de Bourges.

Côte-d'Or [20 août 1895]. — Syndicat des ouvriers auxiliaires de la poudrerie nationale de Vonges (56 membres). Siège social : Vonges.

Drôme [7 septembre 1895]. — Chambre syndicale des ouvriers tailleurs d'habits de Romans et Bourg-de-Péage (15 membres). Siège social : Café Maury, place des Allées, à Romans.

Haute-Garonne [29 septembre 1895]. — Chambre syndicale des ouvrières piqueuses de bottines de Toulouse (40 membres). Siège social : Bourse du travail de Toulouse

Gironde [31 août 1895]. — Chambre des ouvriers sabotiers et monteurs de Bordeaux (35 membres). Siège social : 32, rue du Mirail, à Bordeaux.

Loire [6 mai 1895]. — Chambre syndicale des maîtres imprimeurs typographes et lithographes de Saint-Étienne (25 membres). Siège social : 1, rue de Roanne, à Saint-Étienne.

Maine-et-Loire [14 août 1895]. — Chambre syndicale et de secours des ouvriers boulangers de la ville de Cholet (30 membres). Siège social : 4, rue de Pineau, à Cholet.

Oise [15 août 1895]. Chambre syndicale de la métallurgie et parties similaires (20 membres). Siège social : au Petit Canon, place de l'Hôtel-de-Ville, à Beauvais.

[18 juillet 1895]. — Chambre syndicale des ouvriers boulangers du département de l'Oise (21 membres). Siège social : Au Petit Canon, place de l'Hôtel-de-Ville, à Beauvais.

Seine [14 septembre 1895]. Groupe corporatif des ouvriers de l'industrie florale (32 membres). Siège social : 150, rue Saint-Denis, à Paris.

Deux-Sèvres [19 septembre 1895]. — Chambre syndicale des ouvriers couvreurs de Niort (19 membres). Siège social : Mairie de Niort.

[1^{er} octobre 1895]. Chambre syndicale des ouvriers plâtriers de Niort (18 membres). Siège social : avenue de Paris, salle Lucas, à Niort.

Var [18 juillet 1895]. — Syndicat des ferblantiers de la ville de Toulon (25 membres). Siège social : Bourse du travail de Toulon.

Haute-Vienne [22 mai 1895]. — Chambre syndicale des ouvriers terrassiers et manœuvres de Limoges (324 membres). Siège social : 25, rue Élie-Berthet, à Limoges.

[1^{er} juillet 1895]. — Chambre syndicale des journaliers en porcelaine de Limoges (356 membres). Siège social : 4, rue de la Fonderie, à Limoges.

[20 juillet 1895]. — Syndicat des ouvriers ébénistes et parties similaires de Limoges (88 membres). Siège social : 72, avenue Garibaldi, à Limoges.

3^e SYNDICATS AGRICOLES.

Aude [31 août 1895]. — Syndicat des travailleurs agricoles de Lézignan. Siège social : Café de Brasserie, à Lézignan.

Bouches-du-Rhône [8 juillet 1895]. — Syndicat agricole de Saint-Savournin. Siège social : Saint-Savournin.

Côte-d'Or [26 mai 1895]. — Association agricole syndicale du canton de Seurre (240 membres). Siège social : Hôtel de Ville de Seurre.

Landes [octobre 1891]. — Syndicat agricole de la Grande Lande (160 membres). Siège social : Labouheyre.

Lozère [16 septembre 1894]. — Syndicat agricole de la région de Vialas (57 membres). Siège social : Vialas.

Mayenne [13 juin 1895]. — Syndicat professionnel agricole de Commer. Siège social : à Commer, au Bourg.

[13 juin 1893]. — Syndicat agricole de Martigné (26 membres). Siège social : au bourg de Martigné.

[19 juin]. — Syndicat agricole de Lassay et de le Horps. Siège social : Lassay.

[20 juin 1895]. — Syndicat professionnel agricole de Parigné (5 membres). Siège social : Parigné.

[21 juin 1895]. — Syndicat Saint-Constantin de Javron (18 membres). Siège social : Grand'Rue, à Javron.

[] juin 1895]. — Syndicat de Saint-Antoine de Padoue, du canton de Villaines-la-Juhel et de communes limitrophes. Siège social : rue du Chevreuil, à Villaines-la-Juhel.

4° SYNDICATS MIXTES.

Hérault [1^{er} mai 1893]. — Chambre syndicale des horlogers, bijoutiers, orfèvres et graveurs de la ville de Montpellier (52 membres). Siège social : Café des Célestins, à Montpellier.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

[La date entre parenthèses est celle de la création du syndicat. La date de la dissolution n'est pas donnée parce que l'inactivité d'un syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.]

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Isère [25 mai 1892]. — Syndicat des débitants de boissons de Voiron et des environs (70 membres). Siège social : Voiron.

Loire [14 mai 1891]. — Chambre syndicale des maîtres teinturiers de Saint-Étienne et environs (15 membres). Siège social : 4, rue Faure-Belou, à Saint-Étienne.

[2 décembre 1888]. — Chambre syndicale des épiciers de la ville de Saint-Étienne (83 membres). Siège social : 77, route de Saint-Chamond, à Saint-Étienne.

[2 mars 1890]. — Union syndicale des mouluriers de la Loire (31 membres). Siège social : rue Jeanne-d'Arc, à Saint-Chamond.

[13 janvier 1885]. — Chambre syndicale des fabricants de limes (16 membres). Siège social : Le Chambon-Feugerolles.

[18 mars 1893]. — Syndicat des patrons camionneurs en vins de Saint-Étienne (20 membres). Siège social : 4, rue Saint-Jean, à Saint-Étienne.

[18 juillet 1891]. — Chambre syndicale des entrepreneurs de voitures publiques de Saint-Étienne et de la région. Siège social : 11, place Dorian, à Saint-Étienne.

Gironde [15 septembre 1892]. — Chambre syndicale des marchands ambulants de la ville de Bordeaux (23 membres). Siège social : 32, rue du Mirail, à Bordeaux.

Maine-et-Loire [14 octobre 1893]. — Chambre syndicale des fabricants de Cholet (18 membres). Siège social : 108, rue Nationale, à Cholet.

Haute-Marne [1^{er} juillet 1893]. — Chambre syndicale des ouvrières et ouvriers tailleurs d'habits de Chaumont (15 membres). Siège social : 13, boulevard Voltaire, à Chaumont.

Rhône [3 décembre 1889]. — Chambre syndicale des marchands ambulants de quatre-saisons (14 membres). Siège social : 46, rue Voltaire, à Lyon.

[8 septembre 1890]. — Syndicat de la cordonnerie de Tarare (40 membres). Siège social : à l'Hôtel de-Ville de Tarare.

[1^{er} septembre]. — Chambre syndicale de la boulangerie de la ville de Thizy et de la région (15 membres). Siège social : rue du Château, à Thizy.

[1^{er} décembre 1888]. — Chambre syndicale des patrons restaurateurs de la ville de Lyon (15 membres). Siège social : 11, rue Neuve, à Lyon.

[2 mars 1887]. — Chambre syndicale des négociants en grains, farines et fourrages de la ville de Lyon (30 membres). Siège social : 2, rue Paul-Bert, à Lyon.

[19 août 1889]. — Syndicat de la chapellerie en détail de la ville de Lyon (3 membres). Siège social : 1, place de l'Hôpital, à Lyon.

[1^{er} mai 1884]. — Chambre syndicale des négociants commissionnaires en bestiaux de la ville de Lyon (37 membres).

Haute-Vienne [28 juin 1884]. — Union syndicale des chausseurs de Limoges (18 membres). Siège social : 9, rue Poulaillère, à Limoges.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Allier [5 octobre 1890]. — Chambre syndicale des ouvriers sabotiers, galochiers et monteurs de la ville de Moulins (17 membres). Siège social : boulevard de Courtais, à Moulins.

Gironde [12 mai 1872]. — Syndicat des ouvriers charpentiers de la ville de Bordeaux (30 membres). Siège social : 32, rue Mirail, à Bordeaux.

Isère. [25 février 1893]. — Syndicat des ouvrières et ouvriers du tissage mécanique Voironnais (45 membres). Siège social : Quartier Paviot, à Voiron.

Loire [8 octobre 1889]. — Chambre syndicale des ouvriers tisseurs et similaires d'Écoche, hameau Juin (120 membres). Siège social : Écoche-Juin.

[10 octobre 1880]. — Chambre syndicale des Plâtriers-peintres de la ville de Roanne et du Coteau (24 membres). Siège social : Bourse du travail, à Roanne.

[27 août 1887]. — Chambre syndicale des puisatiers et terrassiers de Roanne (125 membres). Siège social : Bourse du travail, à Roanne.

[20 mai 1893]. — Chambre syndicale des ouvriers plâtriers, peintres et cimentiers du canton de Rive-de-Gier (13 membres). Siège social : rue de la Barrière, à Rive-de-Gier.

[1^{er} juillet 1893]. — Union des plâtriers-peintres de Saint-Etienne et du département (63 membres). Siège social : Bourse du travail de Saint-Etienne.

[28 septembre 1893]. — Association des mineurs de la Loire pour la défense de leurs droits (91 membres). Siège social : Bourse du travail de Saint-Etienne.

Loire [15 novembre 1889]. — Chambre syndicale dite : des ouvriers pâtisseries, confiseurs et chocolatiers de Saint-Etienne (45 membres). Siège social : 54, rue de la République, à Saint-Etienne.

[18 septembre 1890]. — Syndicat des ouvriers armuriers et similaires (50 membres). Siège social : Bourse du travail, à Saint-Etienne.

[1^{er} juin 1892]. — Chambre syndicale des forgerons, frappeurs et similaires de Saint-Etienne (62 membres). Siège social : Bourse du travail, à Saint-Etienne.

[26 octobre 1888]. — Chambre syndicale des ouvriers voituriers de Saint-Etienne (23 membres). Siège social : Bourse du travail, à Saint-Etienne.

Loire-Inférieure [8 novembre 1891]. — Union des chambres syndicales ouvrières (4 chambres syndicales adhérentes) (295 membres). Siège social : 28, rue de Paris, à Saint-Nazaire.

Morbihan [27 février 1892]. — Chambre syndicale des ouvriers boulangers de la ville de Lorient (52 membres). Siège social : 15, rue des Colonies, à Lorient.

Rhône [14 octobre 1894]. — Chambre syndicale des ouvriers en ressorts élastiques pour meubles et sommiers de Lyon. Siège social : Bourse du travail, à Lyon.

[juin 1890]. — Syndicat des ouvrières et ouvriers du tissage mécanique lyonnais, de velours. Siège social : 10, rue Dumenge, à Lyon.

[20 mai 1889]. — Chambre syndicale des ouvriers et verriers réunis de Lyon. Siège social : 5, rue du Moulin, à Lyon.

[17 mars 1889]. — Chambre syndicale de prévoyance des ouvriers vermicelliers et similaires de la ville de Lyon et de la banlieue. Siège social : 54, rue Moncey, à Lyon.

[29 juin 1890]. — Chambre syndicale des ouvriers teinturiers de la ville de Lyon et de la banlieue (20 membres). Siège social : Bourse du travail, à Lyon.

[31 mai 1885]. — Chambre syndicale des ouvriers en sièges. Siège social : Bourse du travail, à Lyon.

[20 mai 1893]. — Chambre syndicale des ouvriers scieurs de long de la ville de Lyon. Siège social : Bourse du travail, à Lyon.

[avril 1879]. — Chambre syndicale des ouvriers en sparterie, tapissiers, broisseurs, paillassonniers et leurs similaires. Siège social : Bourse du travail, à Lyon.

[26 décembre 1889]. — Chambre syndicale des ouvriers scieurs, raboteurs et similaires des scieries de la ville de Lyon et de la région. Siège social : 105, avenue de Saxe, à Lyon.

[3 février 1889]. — Chambre syndicale des ouvriers paveurs de Lyon (12 membres). Siège social : 17, rue Paul-Bert, à Lyon.

[1^{er} février 1886]. — Chambre syndicale des imprimeurs sur étoffes du Lyonnais. Siège social : Bourse du travail, à Lyon.

[2 novembre 1893]. — Syndicat des ouvrières lingères et confections de Lyon. Siège social : Bourse du travail, à Lyon.

[28 décembre 1893]. — Union syndicale des ouvriers menuisiers de Lyon (45 membres). Siège social : 8, Montée de la Grande-Côte, à Lyon.

[6 octobre 1893]. — Chambre syndicale des hommes de peine de Lyon et la banlieue. Siège social : 242, avenue de Saxe, à Lyon.

[janvier 1892]. — Syndicat des ouvriers guimpiers, tireurs d'or, batteurs de paillettes et similaires. Siège social : Bourse du travail, à Lyon.

[mai 1889]. — Chambre syndicale des ouvriers graveurs sur cuivre pour impressions et gaufrage sur étoffes (28 membres). Siège social : 24, cours Vitton, à Lyon.

[15 juillet 1890]. — Chambre syndicale de l'équipement militaire (120 membres). Siège social : Café Teyssier, 263, grande rue de la Guillotière, à Lyon.

[24 décembre 1893]. — Chambre syndicale et société de solidarité des ouvriers en boissons gazeuses de la ville de Lyon (38 membres). Siège social : Bourse du travail, à Lyon.

[1^{er} décembre 1893]. — Chambre syndicale des ouvriers bonnetiers de Lyon (40 membres). Siège social : 132, rue Garibaldi, à Lyon.

[1^{er} juillet 1890]. — Chambre syndicale des bijoutiers en faux et similaires de la ville de Lyon (48 membres). Siège social : Bourse du travail, à Lyon.

[juin 1888]. — Chambre syndicale des balanciers et similaires (84 membres). Siège social : 1, rue Mulet, à Lyon.

[15 mai 1893]. — Chambre syndicale des aplanisseurs de parquets réunis de la ville de Lyon (17 membres). Siège social : 143, rue de Créqui, à Lyon.

[9 août 1891]. — Chambre syndicale des ouvriers tisseurs et similaires de Ranchal (40 membres). Siège social : Chizy.

[23 novembre 1885]. — Union des tisseurs et similaires (chambre syndicale de Tarare). Siège social : ancienne mairie, rue du Château, à Tarare.

[3 novembre 1889]. — Chambre syndicale des apprêteurs et similaires de Tarare (7 membres). Siège social : ancienne mairie, rue du Château, à Tarare.

[16 avril 1893]. — Chambre syndicale des ouvriers verriers et similaires de Givors (150 membres). Siège social : 6, rue du Moulin, à Givors.

Saône-et-Loire [1^{er} août 1892]. — Chambre syndicale des ferblantiers, plombiers, zingueurs et industries similaires de Chalon-sur-Saône (27 membres). Siège social : 5, place de l'Hôtel-de-Ville, à Chalon-sur-Saône.

Seine [23 mars 1890]. — Chambre syndicale des ouvriers tapissiers en literie (32 membres). Siège social : 33, rue du faubourg Saint-Antoine, à Paris.

Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières en voitures d'enfants. Siège social : 214, rue Saint-Maur, à Paris.

Haute-Vienne [25 décembre 1893]. — Chambre syndicale des ouvriers feuellardiers du centre (155 membres). Siège social : Saint-Yrieix.

[18 octobre 1893]. — Syndicat des garçons limonadiers, restaurateurs, d'hôtel et similaires de Limoges et de la région du centre (44 membres). Siège social : 5, place de la République, à Limoges.

3^e SYNDICATS AGRICOLES.

Landes [1890]. — Syndicat agricole du canton d'Aire (46 membres). Siège social : Aire.

Rhône [15 avril 1891]. Syndicat des agriculteurs du canton de Villeurbanne. Siège social : 2, rue Paul-Bert, à Lyon.

LES GRÈVES EN OCTOBRE 1895.

20 grèves ont été déclarées en octobre 1895. Il y en avait eu 25 en octobre 1894 et 31 en octobre 1893.

Les 20 grèves d'octobre 1885, dont 19 n'affectent qu'un seul établissement chacune, se répartissent par profession de la manière suivante :

Textiles.....	8	Portefaix.....	2
Cuirs et peaux.....	3	Chapeliers.....	1
Métaux.....	3	Cordonniers.....	1
Bâtiments.....	2		

Le nombre des grévistes est de 1.470; ce nombre s'était élevé à 3.602 en octobre 1894, et à 4.231 en octobre 1896.

Il est à remarquer qu'en octobre dernier, sur 20 grèves, 6 se sont produites dans le département du Nord et que ce département fournit 393 grévistes sur 1.470.

Si l'on recherche les causes des grèves, on constate tout d'abord des différends relatifs aux salaires à l'origine de 10 grèves : dans quatre cas, ce sont des demandes d'augmentation de salaire; dans trois cas ce sont des réductions contre lesquelles les ouvriers protestent; dans trois autres cas, les difficultés sont plus complexes : les ouvriers demandent par exemple une diminution du temps du travail avec maintien des salaires antérieurs, ou bien encore ils se plaignent du retard apporté au payement des salaires dus.

Viennent ensuite les questions de personnes, lesquelles ont provoqué 5 grèves. Dans un cas, les ouvriers s'opposent à l'embauchage d'ouvriers non syndiqués; dans deux cas, ils demandent le renvoi d'un contremaître; dans un quatrième, ils demandent la réintégration d'un ouvrier congédié et, dans le cinquième ils réclament à la fois le renvoi d'un contremaître et la réintégration d'un ouvrier congédié.

Enfin cinq grèves ont eu des causes diverses : réglementation du travail, diminution du temps du travail, questions de discipline intérieure, etc.

Sur 20 grèves commencées en octobre, 3 n'étaient pas terminées le 1^{er} novembre; les 17 autres ont abouti à 5 réussites, 3 transactions et 9 échecs. Si l'on tient compte de 5 grèves anciennes terminées en octobre, on constate pendant ce mois 5 réussites, 7 transactions et 10 échecs.

Les 22 conflits terminés en octobre avaient duré : un, 57 jours; un, 16 jours;

DATES		DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE	
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.
1	2				6	7
GRÈVES NON TERMINÉES						
31 juillet .	.....	Tarn.....	Carmaux.....	Verriers.....	1	1.110
1 ^{er} août .	.....	Hérault.....	Le Bousquet-d'Orb	Verriers.....	1	230
24 sept. .	.....	Gard.....	Saint - Hyppolite du-Fort.	Fileuses.....	1	100
30 sept. .	.....	Nord.....	Dunkerque.....	Ouvriers voiliers.....	2	25
GRÈVES COMMENCÉES						
1 ^{er} octobre	7 octobre.	Nord.....	Marchiennes.....	Tréfileurs.....	1	12
2 octobre.	4 octobre.	Bouches-du-Rhône.	Marseille.....	Chaudronniers en fer.....	1	30
5 octobre.	5 octobre.	Nord.....	Roubaix.....	Doubleuses.....	1	12
(matin.)	(midi.)					
7 octobre.	10 octobre.	Corse.....	Ajaccio.....	Imprimeurs.....	1	7
7 octobre.	10 octobre.	Nord.....	Tourcoing.....	Rattacheurs.....	1	17
7 octobre.	10 octobre.	Nord.....	Tourcoing.....	Soigneuses.....	1	18
7 octobre.	21 octobre.	Nord.....	Briastre.....	Tisseurs et tisseuses.....	1	264
7 octobre.	11 octobre.	Ille-et-Vilaine....	Fougères.....	Cordonniers.....	1	120
9 octobre.	14 octobre.	Haute-Garonne....	Toulouse.....	Ouvriers en chaussures.....	1	13
9 octobre.	11 novem.	Haute-Savoie....	Annecy.....	Chapeliers.....	1	16
10 octobre.	12 octobre.	Bouches-du-Rhône.	Marseille.....	Charpentiers démolisseurs...	1	80
13 octobre.	14 octobre.	Seine-Inférieure...	Le Havre.....	Peintres.....	1	40
14 octobre.	24 octobre.	Vosges.....	Visembach.....	Tisseurs et tisseuses.....	1	60
15 octobre.	31 octobre.	Aube.....	Troyes.....	Bonnetiers rectilignes.....	1	4
16 octobre.	28 octobre.	Seine.....	Paris.....	Coltineurs.....	1	500
16 octobre.	17 octobre.	Hérault.....	Cette.....	Portefaix.....	1	70
17 octobre.	29 octobre.	Seine.....	Saint-Ouen.....	Métallurgistes.....	1	65
18 octobre.	.....	Ardeche.....	Annonay.....	Mégissiers.....	1	12
19 octobre.	23 octobre.	Nord.....	Hautmont.....	Boullonniers.....	1	70
23 octobre.	5 novem.	Rhône.....	Lyon.....	Chenilleurs.....	7	60

(A) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas encore été signalée à l'Office du travail.

deux, 15 jours; un, 14 jours; deux, 12 jours; un, 10 jours; un, 7 jours; un, 6 jours; un, 5 jours; trois, 4 jours; trois, 3 jours; deux, 2 jours; deux, 1 jour, et un moins d'une journée.

Au 1^{er} novembre, il n'y avait plus que 7 grèves en cours; mais parmi ces sept grèves, il y en a deux, celles de Carmaux et du Bousquet-d'Orb, qui durent depuis plus de trois mois et atteignent plus d'un millier de familles.

Quoi qu'il en soit, la situation de l'année 1895 reste toujours assez bonne quand on la compare à celle des années précédentes. Pendant les dix premiers mois de l'année 1895, on a compté 336 grèves avec 40.500 grévistes environ; pendant les dix premiers mois de 1894, on avait compté 343 grèves avec 43.800 grévistes; et, pendant la même période de 1893, le nombre des grèves s'était élevé à 589 et celui des grévistes à 162.984.

CAUSES DE LA GRÈVE OU DEMANDES DES GRÉVISTES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
8	9	10

AU 1^{er} OCTOBRE 1895 (A).

Réintégration d'un ouvrier congédié	(1)	(1) Une reprise partielle de travail a eu lieu le 15 octobre avec des ouvriers embauchés à l'extérieur. Le nombre des grévistes à Carmaux reste donc le même.
Réintégration d'un ouvrier congédié .....	.....	
Réduction de salaires et demande de renvoi d'un contre-maître .....	.....	
Augmentation de salaires .....	.....	

EN OCTOBRE 1895.

Réduction de salaires	Échec.	(2) Les ouvriers se plaignaient de ce que la cloche eût été sonnée avant l'heure.
Demande de renvoi d'un contre-maître	Réussite.	
Réglementation du travail	Réussite.	
Retard dans le paiement des salaires	Réussite.	
Réduction de salaires	Échec.	
Augmentation de salaires	Transaction.	
Discipline intérieure	Échec (2).	
Réglementation du travail	Transaction (3).	
Demande de réintégration d'un ouvrier congédié et de renvoi d'un contre-maître	Échec.	
Contre l'embauchage d'ouvriers non syndiqués	Réussite.	(3) Conciliation devant le juge de paix.
Diminution du temps du travail et maintien des salaires	Échec.	
Diminution du temps du travail	Échec.	
Réduction de salaires	Échec.	
Refus de conduire trois métiers au lieu de deux	Échec (4).	
Augmentation de salaires	Échec.	
Augmentation de salaires	Réussite.	
Demande de renvoi d'un contre-maître	Réussite.	
Demande de réintégration d'un ouvrier congédié .....	.....	
Raisons de salaires	Transaction.	(4) Les grévistes ont été licenciés et le travail donné à des ouvriers possédant des métiers chez eux.
Augmentation de salaires	Réussite.	

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

6 applications de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées pendant le mois d'octobre :

1^o Grève de l'usine métallurgique de Pamiers. — Plusieurs différends ont surgi, au cours de cette année, à l'usine métallurgique de Pamiers et le dernier a donné lieu à la grève qui a commencé le 23 septembre.

Le 25 mai, les ouvriers employés aux trains de laminoirs, au nombre de 70, étaient prévenus par une affiche qu'un nouveau tarif de salaires serait appliqué à partir du 1^{er} juin. Le nouveau tarif comportait une forte réduction de salaires et les ouvriers visés paraissaient déterminés à quitter le travail plutôt que de l'accepter.

Le sous-préfet de Pamiers s'enquit, près de la direction de l'usine, des motifs de sa décision, et le directeur lui assura que la réduction de salaires, cause de l'émotion des ouvriers, n'était qu'apparente; que l'outillage installé tout récemment permettait à l'ouvrier, avec une somme d'efforts égale, de produire davantage et, par suite, de gagner autant que par le passé.

Dans une entrevue qui eut lieu le 31 mai entre le directeur et les délégués des ouvriers, ceux-ci décidèrent de ne pas cesser le travail et de faire pendant un mois l'essai des nouveaux tarifs.

Il fut entendu que si cette expérience d'un mois, loyalement entreprise au moyen d'un travail consciencieux, démontrait que les nouveaux tarifs avaient eu pour résultat de diminuer sérieusement le taux des salaires journaliers, ces tarifs seraient révisés et majorés.

L'expérience satisfait les ouvriers; aucune réclamation ne se produisit à la fin du mois de juin.

Le 24 août, un nouveau conflit s'éleva au sujet du repos hebdomadaire.

Il était de tradition, à l'usine de Pamiers, de boucher les fours à puddler et laminier, chaque semaine, du samedi, à 6 heures du soir, jusqu'au lundi matin à 6 heures. Dans un but d'économie de charbon et aussi afin de produire davantage, le chef des forges décida que les fours ne seraient éteints et réparés que chaque quinzaine, ce qui, tout en procurant aux ouvriers un salaire mensuel un peu plus élevé, leur enlevait la moitié de leur repos hebdomadaire.

Sur les observations du bureau du syndicat ouvrier, le directeur avait consenti à ne pas appliquer le nouveau règlement pendant les grandes chaleurs, et les ouvriers avaient cru que le travail de la quinzaine était abandonné.

Or, le vendredi 23 août, une affiche invitait l'équipe de nuit à continuer le travail le samedi soir jusqu'au lendemain matin à 6 heures. Très peu d'ouvriers répondirent à cet appel et le travail ne put continuer. Le directeur fit alors apposer une affiche annonçant le renvoi pur et simple des 120 ouvriers de l'équipe de nuit.

Le bureau du syndicat qui n'avait pas été consulté dans cette affaire réunit, le dimanche, tous les ouvriers syndiqués et, après discussion, il fut reconnu que l'équipe avait eu tort d'abandonner ainsi son poste sans informer le bureau qui aurait pu porter ses réclamations devant les patrons, et 7 délégués furent aussitôt désignés pour se rendre auprès du directeur, avec mission d'arranger l'affaire.

Le directeur reçut les délégués et leur remit une note pour faire savoir aux ouvriers que le travail de quinzaine n'était pas supprimé; que, pendant les chaleurs, la direction ferait toujours son possible pour l'éviter, mais qu'elle pourrait l'exiger si les circonstances le rendaient nécessaire.

Le malentendu fut ainsi dissipé, et tous les ouvriers reprirent le travail, le lundi matin, comme à l'habitude.

Le 21 septembre, 9 ouvriers de la tréfilerie furent congédiés, soit par manque de travail, soit par raison d'économie; au nombre des congédiés se trouvaient quatre syndiqués, le syndicat crut à un acte d'hostilité à son égard. Les démarches pour la réintégration des ouvriers renvoyés n'ayant pas abouti, l'équipe de jour des forges, puddleurs, lamineurs et chauffeurs, au nombre de 225, ne reprit pas le travail le lundi matin. Une réunion du syndicat eut lieu le même jour : 342 membres sur 527 étaient présents et la grève fut votée par 245 oui contre 92 non.

En conséquence, l'équipe de nuit ne rentra pas non plus à l'usine, les fours furent éteints; le nombre des grévistes s'éleva à 508 sur les 970 ouvriers employés dans l'établissement.

L'annonce de la grève avait eu pour résultat immédiat de rendre très difficile la situation financière de la Compagnie et de la mettre dans un sérieux embarras pour trouver les fonds nécessaires à la paye mensuelle. Les ouvriers des ateliers de montage et d'ajustage qui ne sont pas syndiqués et qui ne s'étaient pas solidarisés avec leurs camarades, craignant à leur tour pour leurs salaires, résolurent aussi de cesser le travail après le 24 septembre; mais devant l'assurance formelle qui leur fut donnée que leur salaire ne courrait aucun risque, ils renoncèrent à leur résolution, et les ouvriers des forges eux-mêmes, aussitôt qu'ils furent mis au courant de la situation de l'établissement, annulèrent, au bout de deux jours, leur vote sur la grève, se déclarant prêts à reprendre le travail, à condition que les ouvriers congédiés par suppression d'emploi seraient réintégrés, les syndiqués s'engageant à faire un nombre de journées moindre pour permettre à leurs camarades de travailler; enfin, pour contribuer de leur côté à la solution des difficultés financières qui menaçaient l'existence de la compagnie, les ouvriers proposaient une réduction temporaire de 10 p. o/o sur tous les traitements ou salaires de tous les employés de l'usine.

Le juge de paix avait, dès le début du conflit, invité les deux parties à constituer un comité de conciliation et son intervention avait été bien accueillie de part et d'autre; mais par une lettre collective, en date du 1^{er} octobre, les deux parties demandèrent que la réunion du comité fut ajournée et réservée pour le cas où les négociations directes entre la compagnie et les ouvriers ne pourraient pas aboutir.

La compagnie déclara ne pouvoir rallumer les fours que si les ouvriers acceptaient les conditions suivantes :

« 1° Le renvoi, par suppression d'emploi, des neuf hommes de l'équipe des cisailleurs auxquels on a donné la huitaine;

2° Le travail du cinglage au puddlage sur le principe appliqué dans les autres usines, de un cingleur et un pilonnier par sept fours à puddler;

3° Le travail à la plaque du train cadet avec sept hommes;

4° Les tarifs et compositions d'équipes seront étudiés pour que le total de la main-d'œuvre pour 1,000 kilogrammes ne soit pas supérieur à celui des usines similaires de Pamiers. »

La compagnie acceptait de réduire de 10 p. o/o les traitements du personnel de la direction, mais croyait qu'avec les équipes réorganisées, le salaire des ouvriers n'aurait pas à subir de réduction sensible.

Les ouvriers repoussèrent d'abord les conditions de la compagnie; mais leur résistance ne fut pas de longue durée et le 5 octobre ces conditions étaient acceptées. La réouverture de l'usine, promise pour le lundi 14, ne put cependant avoir lieu que le vendredi 18. La suspension du travail avait donc duré 26 jours.

Le contre-coup de cette grève s'est fait sentir sur les mines de fer du Rancié qui

vendent tout leur produit à l'usine de Pamiers, sur les mines de fer de Puymorens, sur les hauts-fournaux de Tarascon, sur les forges de Saint-Pierre et de Saint-Antoine qui s'alimentent de pièces brutes fournies par l'usine de Pamiers.

1.000 ouvriers ont été ainsi contraints au chômage, en plus des 508 grévistes.

2° Grève de tisseurs à Avor. — 200 ouvriers et ouvrières du tissage mécanique Dolez, à Avor (Nord), se sont mis en grève, le 21 septembre, parce qu'on leur refusait une augmentation de salaire de 20 p. o/o.

Le 30 septembre, intervention du juge de paix. Les grévistes acceptent de nommer des délégués pour former un comité de conciliation; le patron ne répond pas à la lettre du juge de paix.

Quelques jours après, une augmentation d'environ 3 p. o/o ayant été accordée, le travail est repris le 7 octobre.

3° Grève d'ouvriers chaussonniers-cloueurs à Fougères. — 120 ouvriers cloueurs de la fabrique de chaussures Tinguy-Vionne, à Fougères (Ille-et-Vilaine), se sont mis en grève le 7 octobre, demandant qu'on leur fournisse des talons *estampés* au lieu de talons *fraisés*.

Trois jours après, les délégués des grévistes demandèrent au juge de paix la convocation d'un comité de conciliation. Leur demande fut accueillie par le patron, et le comité se réunit, le jour même, à 5 heures du soir. Une deuxième réunion eut lieu le lendemain, 11 octobre, à 8 heures du matin. Le patron s'engagea à ne plus fournir que des talons *estampés*, à partir du 2 novembre, et le travail fut aussitôt repris par tous les grévistes.

9° Grève de tisseurs à Wisembach. — Grève de 60 ouvriers et ouvrières amenée par une réduction de salaire de 0 fr. 015 par mètre de tissu (0 fr. 075 au lieu de 0 fr. 09), décidée par la direction de la société anonyme de tissage mécanique des Vosges.

Les délégués des grévistes s'adressèrent au juge de paix de Saint-Dié pour obtenir la réunion d'un comité de conciliation; cette demande fut repoussée par les patrons, qui déclarèrent que leur but était d'obliger les ouvriers à augmenter leur production, inférieure de près de moitié à la production des ouvriers d'un autre tissage qu'ils exploitaient à Saint-Dié.

La grève a duré 10 jours; les ouvriers ont accepté la réduction de salaires.

5° Grève de bonnetiers à Troyes. — 4 ouvriers de la fabrique de bonneterie Roizard, à Troyes, auxquels on voulait faire conduire 3 métiers rectilignes au lieu de 2, avec une réduction de 10 à 15 centimes par douzaine de bas, se sont mis en grève le 15 octobre. Ils consentaient à une réduction de 5 centimes par douzaine, mais ne voulaient conduire que 2 métiers.

Le patron a refusé la tentative de conciliation et d'arbitrage demandée par les ouvriers au juge de paix. Le travail fait par les grévistes a été confié à des ouvriers de la campagne; il en est résulté que 30 autres ouvriers et ouvrières ne font plus qu'une demi-journée.

6° Grève de chapeliers à Annecy. — Le samedi 5 octobre, 3 ouvriers syndiqués, travaillant dans la maison Dubouloy-Eminet depuis plusieurs années, étaient congédiés sous prétexte de manque de travail. Deux jours après, 4 ouvriers non syndiqués, venant de la maison Eminet aîné qui se retirait des affaires, venaient prendre la place des ouvriers congédiés. Les camarades de ceux-ci s'émurent et refusèrent de travailler avec les nouveaux embauchés.

Le 22 octobre, les grévistes demandèrent au juge de paix du canton nord d'Annecy la réunion d'un comité de conciliation, offrant de travailler avec l'un des non syndiqués plus particulièrement désigné par leurs patrons au début du conflit, à condition que tous les ouvriers congédiés ou grévistes rentrassent à l'atelier. Le patron refusa de se prêter à la tentative de conciliation et recruta un nouveau personnel dans les villes voisines. Les grévistes s'abouchèrent avec les nouveaux venus et les firent consentir à quitter Annecy, en leur payant leurs frais de voyage. Le patron céda alors à la demande de ses ouvriers, il renvoya les quatre non syndiqués et le travail fut repris le 11 novembre.

ANGLETERRE.

La conciliation et l'arbitrage en 1894. — Les grèves réglées par voie de conciliation ou d'arbitrage, quoique plus nombreuses en 1894 que les années précédentes, ont été pourtant bien moins importantes. En 1892, le nombre des grèves ainsi réglées avait été de 24, affectant 123.781 ouvriers; en 1893, il a été de 25, comprenant 312.009 ouvriers; en 1894, il a été de 39, avec 16.938 ouvriers seulement. Le chiffre élevé des grévistes pour 1892 et 1893 est dû aux grandes grèves de mineurs qui ont eu lieu ces deux années.

Sur les 39 grèves citées pour 1894, 12 ont été réglées par la conciliation et 27 par l'arbitrage.

Le règlement des grèves ne constitue que la part la plus faible de l'action des conseils permanents de conciliation et d'arbitrage; leur influence a été considérable pour résoudre les différends entre patrons et ouvriers, avant toute cessation de travail. Il y a, en Angleterre, 41 conseils corporatifs de conciliation et d'arbitrage: 8 dans l'industrie minière, 5 dans la métallurgie, 3 dans la construction des navires, 15 dans l'industrie de la chaussure, 3 dans les industries textiles, 3 dans le bâtiment et 4 dans diverses autres industries.

Pendant l'année 1894, ces 41 conseils ont eu à examiner 1.707 demandes ou différends; 365 demandes ont été retirées au cours de la discussion, 1.121 ont été conciliées et 221 ont fait l'objet d'un arbitrage.

A côté de ces conseils corporatifs, il y a 22 conseils de district, organisés pour la plupart par les chambres de commerce et composés de représentants des principales industries. Celui de Londres, celui de Liverpool et celui de Halifax ont seuls publié le compte rendu de leurs opérations pour l'année 1894. Les deux derniers n'avaient eu chacun qu'une affaire à examiner. Celui de Londres est intervenu dans 9 différends; il en a réglé 3 par la conciliation et 1 par l'arbitrage.

Ce sont donc les conseils permanents de conciliation, formés par les patrons et les ouvriers d'une même industrie, qui sont d'abord les plus nombreux et qui, ensuite, paraissent agir avec la plus grande efficacité.

INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE.

Caisse nationale d'épargne.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois de septembre 1895.

Nombre des versements.....	193.266	
Représentant une somme de.....		26.109.407 ¹
Nombre des remboursements.....	104.903	
Représentant une somme de.....		28.735.229
Rentes achetées à 627 déposants, pour un capital de...		652.491
Excédent des remboursements et achats de rente sur les versements.....		3.278.313
Nombre de comptes existant {	au 30 septembre 1895..	2.445.031
	au 30 septembre 1894..	2.235.295
AUGMENTATION.....		209.736

Caisses d'épargne ordinaires.

Résumé des opérations effectuées pour le compte des caisses d'épargne à la Caisse des dépôts et consignations pendant le mois d'octobre 1895.

Dépôts de fonds.....	8.604.055 ¹
Retraits de fonds.....	27.746.760
Excédent des retraits.....	19.142.705
Capitaux employés en achats de rentes pour le compte des déposants.....	2.250.807 ¹

Caisse nationale des retraites.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois de septembre 1895.

Nombre des versements reçus.....	209.729	
représentant une somme de.....		5.225.291 ¹
Arrérages de rentes viagères payés aux déposants.....		5.305.989
Remboursements de capitaux réservés payés à leurs héritiers....		1.309.374
Nouvelles rentes inscrites.....		143.433
au nom de.....	1.871 parties.	
Montant total des rentes en cours.....		33.196.154
réparties entre....	200.519 titres.	

Le Congrès des habitations à bon marché. — Ce congrès s'est tenu à Bordeaux les 20, 21 et 22 octobre sous la présidence de M. Georges Picot. M. le Ministre du commerce et M. le Ministre des travaux publics assistaient à la séance d'ouverture. Divers gouvernements étrangers s'étaient fait représenter par des délégués.

Le Congrès a entendu des communications relatives aux sujets suivants :

Avantages de la loi du 30 novembre sur les habitations à bon marché;

Enquête sur les habitations à bon marché;

« Building Societies » anglaises et américaines;

Du concours des grandes compagnies de chemins de fer.

De l'intervention des Caisses d'épargne dans la question des maisons à bon marché;

Question des droits de mutation;

La société bordelaise des habitations à bon marché et les œuvres des bains-douches et des lavoirs à bon marché;

L'assurance contre le risque de mort prématurée du locataire acquéreur de sa maison par annuités (art. 7 de la loi du 30 novembre 1894.)

Du nouveau régime successoral, inauguré par la loi du 30 novembre 1894.

Charges des petits logements;

Assainissement des maisons à bon marché;

Le Congrès a visité l'œuvre de l'assistance par le travail et celle des bains-douches à bon marché. Le 20 octobre il a inauguré le groupe « Jules Simon » des logements ouvriers de la société bordelaise des habitations à bon marché.

Rappelons que l'œuvre des bains-douches à bon marché, fondée en 1893, a fourni, depuis sa création jusqu'au 13 octobre 1895, 101.661 bains douches chauds à 0 fr. 15 (savon compris).

La société bordelaise des habitations à bon marché a été fondée en décembre 1893 au capital de 70.000 francs,

Son capital est aujourd'hui de 445.000 francs dont 260.000 francs de prêts hypothécaires (180.000 francs par la C^{ie} d'Orléans et 100.000 francs par la C^{ie} du Midi); 185.000 francs lui ont été fournis par 370 actionnaires dont la liste réunit les noms qu'on retrouve dans toutes les fondations philanthropiques de la ville de Bordeaux. On compte 49 propriétaires d'une action de 500 francs; 46 qui possèdent 2 actions et 4 qui en possèdent 3; 40 en ont souscrit 4 et on trouve aussi 1 actionnaire avec 6 actions, 1 avec 8, 1 avec 9 et 1 avec 34.

Dans les deux années de son existence, la société a construit 76 maisons individuelles par groupes de 14, 28, 15 et 19. Les ouvriers et employés y trouvent des logements sains et agréables sans augmentation du loyer qu'ils payaient précédemment pour un taudis. Moyennant un versement supplémentaire ils peuvent devenir propriétaires de leur maison dans un nombre déterminé d'années.

PERSONNEL DES INDUSTRIES.

Le rapport sur l'application, pendant l'année 1894, des lois réglementant le travail (1), publié par la Direction du commerce intérieur au Ministère du commerce et de l'industrie, contient des détails circonstanciés sur le personnel des industries en France. Nous en avons donné, dans le *Bulletin* de septembre 1895, le résumé présenté par les rapporteurs de la Commission supérieure du travail dans l'industrie. Il y a grand intérêt à faire connaître aussi la répartition, par département, des établissements d'après l'importance du personnel qu'ils emploient. Rappelons seulement, auparavant, que les mines, minières et carrières et les entreprises de transport ne figurent pas dans les chiffres du tableau.

(1) Paris, 1895. Imprimerie nationale.

N° D'ORDRE.	DÉPARTEMENTS.	ÉTABLISSEMENTS							NOMBRE TOTAL des établisse- ments industriels.
		NON COMPRIS L'INDUSTRIE DES TRANSPORTS NI L'INDUSTRIE EXTRACTION.							
		10 ouvriers au plus.	de 11 à 20 ouvriers.	de 21 à 50 ouvriers.	de 51 à 100 ouvriers.	de 101 à 200 ouvriers.	de 201 à 500 ouvriers.	plus de 500 ouvriers.	
1	Ain.....	1.501	66	44	15	6	1	4	1.637
2	Aisne.....	2.053	134	103	79	75	36	6	2.486
3	Allier.....	3.546	255	168	42	15	12	12	4.050
4	Alpes (Basses-).....	318	64	20	7	1	"	"	410
5	Alpes (Hautes-).....	308	57	24	"	"	"	1	390
6	Alpes-Maritimes.....	532	62	40	10	6	"	1	651
7	Ardèche.....	826	80	264	71	29	3	2	1.275
8	Ardennes.....	1.555	143	143	79	33	22	5	1.980
9	Ariège.....	286	21	27	5	1	1	1	342
10	Aube.....	3.251	68	57	27	17	7	3	3.430
11	Aude.....	718	70	41	11	7	"	"	847
12	Aveyron.....	540	47	26	14	7	"	"	638
13	Bouches-du-Rhône.....	4.186	320	225	75	47	19	12	4.884
14	Calvados.....	4.445	68	73	30	13	5	"	4.634
15	Cantal.....	423	22	13	"	"	"	"	458
16	Charente.....	3.219	135	58	33	20	6	"	3.471
17	Charente-Inférieure.....	3.378	125	38	3	3	2	"	3.549
18	Cher.....	2.649	249	150	105	27	21	9	3.210
19	Corrèze.....	1.491	36	23	4	1	2	"	1.557
20	Corse.....	240	14	4	2	"	"	"	260
21	Côte-d'Or.....	2.258	122	78	29	5	6	1	2.499
22	Côtes-du-Nord.....	2.182	185	18	8	3	3	"	2.399
23	Creuse.....	2.571	60	36	18	6	6	3	2.700
24	Dordogne.....	5.377	79	61	10	5	2	1	5.535
25	Doubs.....	1.591	121	79	37	20	16	7	1.871
26	Drôme.....	1.645	129	178	61	28	5	"	2.046
27	Eure.....	4.143	179	100	66	35	18	"	4.541
28	Eure-et-Loir.....	4.176	72	36	18	8	7	"	4.317
29	Finistère.....	3.373	185	20	9	7	3	"	3.597
30	Gard.....	1.386	110	126	51	21	4	1	1.702
31	Garonne (Haute-).....	3.575	270	78	34	4	4	"	3.965
32	Gers.....	1.110	110	33	6	1	"	"	1.260
33	Gironde.....	4.477	390	211	58	24	6	4	5.170
34	Hérault.....	1.794	244	87	21	11	3	"	2.160
35	Ille-et-Vilaine.....	3.733	400	45	15	5	2	3	4.203
36	Indre.....	582	171	119	21	2	3	3	901
37	Indre-et-Loire.....	2.562	321	138	93	12	12	3	3.141
38	Isère.....	1.542	295	164	127	50	22	9	2.209
39	Jura.....	1.838	112	62	19	9	"	1	2.041
40	Landes.....	815	160	52	20	2	"	1	1.050
41	Loir-et-Cher.....	1.101	171	126	15	"	12	3	1.428
42	Loire.....	2.652	290	291	123	58	42	14	3.470
43	Loire (Haute-).....	1.219	51	66	13	7	3	"	1.359
44	Loire-Inférieure.....	4.202	155	134	69	20	9	7	4.596
	A reporter.....	95.369	6.418	3.879	1.553	651	329	120	108.319

Le nombre des établissements de plus de 10 ouvriers s'élèverait donc à moins de 37.000; quant au nombre total des établissements industriels, il dépasserait 270.000; car, ainsi que le fait observer le rapport, le nombre réel des établissements de moins de 10 ouvriers est certainement supérieur au nombre de ceux qui ont pu être relevés par les inspecteurs.

Le rapport ne fait pas connaître les nombres d'ouvriers appartenant aux établissements des diverses catégories, nombres qui permettraient d'apprécier l'importance relative de la grande, de la moyenne et de la petite industrie. Tout ce que l'on peut dire avec certitude, en utilisant les indications du tableau, c'est que :

N ^o D'ORDRE.	DÉPARTEMENTS.	ÉTABLISSEMENTS							NOMBRE TOTAL des établisse- ments industriels.
		NON COMPRIS L'INDUSTRIE DES TRANSPORTS NI L'INDUSTRIE EXTRACTIVE.							
		10 ouvriers au plus.	de 11 à 20 ouvriers.	de 21 à 50 ouvriers.	de 51 à 100 ouvriers.	de 101 à 200 ouvriers.	de 201 à 500 ouvriers.	plus de 500 ouvriers.	
	Report	95.369	6.418	3.879	1.553	651	329	120	108.319
45	Loiret.....	1.311	327	198	12	12	6	6	1.902
46	Lot.....	993	26	9	2	2	"	"	1.032
47	Lot-et-Garonne.....	1.110	172	42	13	1	"	2	1.340
48	Lozère.....	241	13	6	3	"	1	"	261
49	Maine-et-Loire.....	4.493	295	141	24	17	7	3	4.980
50	Manche.....	3.605	51	25	13	7	"	"	3.704
51	Marne.....	2.825	209	147	64	55	17	7	3.324
52	Marne (Haute).....	1.783	49	43	19	10	6	6	1.916
53	Mayenne.....	1.713	36	35	8	8	5	"	1.805
54	Meurthe-et-Moselle...	5.920	190	126	83	35	31	11	6.396
55	Meuse.....	1.838	82	64	30	10	10	"	2.034
56	Morbihan.....	2.200	180	10	5	4	1	1	2.401
57	Nièvre.....	1.708	50	31	13	2	6	4	1.814
58	Nord.....	15.314	1.412	918	401	344	250	56	18.725
59	Oise.....	3.655	348	155	63	30	14	5	4.270
60	Orne.....	3.385	50	16	18	13	7	2	3.521
61	Pas-de-Calais.....	4.349	358	236	80	25	19	6	5.073
62	Puy-de-Dôme.....	2.000	133	108	33	12	6	1	2.293
63	Pyrénées (Basses)...	1.475	210	79	25	10	1	"	1.800
64	Pyrénées (Hautes)...	1.060	180	45	8	7	"	"	1.300
65	Pyrénées-Orientales...	753	30	19	3	3	1	"	809
66	Territoire de Belfort..	360	29	23	16	8	20	4	460
67	Rhône.....	8.981	1.563	925	379	128	46	9	12.022
68	Saône (Haute).....	1.088	60	56	28	18	9	1	1.260
69	Saône-et-Loire.....	2.574	86	68	26	16	12	8	2.790
70	Sarthe.....	4.785	85	80	28	14	4	"	4.996
71	Savoie.....	604	40	27	15	9	2	"	697
72	Savoie (Haute).....	613	32	27	6	4	1	1	684
73	Seine.....	21.031	2.762	1.901	595	227	122	38	29.679
74	Seine-Inférieure.....	8.693	476	290	181	93	50	20	9.803
75	Seine-et-Marne.....	557	54	61	27	14	3	2	718
76	Seine-et-Oise.....	939	208	124	51	25	15	2	1.364
77	Sèvres (Deux).....	2.944	111	29	10	"	"	"	3.094
78	Somme.....	3.259	250	189	110	34	20	3	3.865
79	Tarn.....	1.791	168	104	53	13	"	2	2.131
80	Tarn-et-Garonne.....	591	45	21	12	3	2	"	674
81	Var.....	663	91	62	18	6	"	1	841
82	Vaucluse.....	782	164	165	52	14	3	"	1.180
83	Vendée.....	2.293	30	35	20	13	3	"	2.394
84	Vienne.....	831	54	48	45	18	6	"	1.002
85	Vienne (Haute).....	3.048	321	273	135	66	21	6	3.870
86	Vosges.....	1.768	103	125	78	83	58	5	2.220
87	Yonne.....	3.016	62	46	13	3	"	"	3.140
	TOTAUX.....	231.314	17.616	11.071	4.392	2.067	1.114	332	257.906

1° Le nombre des ouvriers des établissements occupant plus de 10 ouvriers est certainement supérieur à 1.300.000 et très probablement inférieur à 1.900.000 ;

2° Et, dans cette catégorie, le nombre des ouvriers des établissements occupant plus de 50 ouvriers est certainement supérieur à 850.000 et très probablement inférieur à 1.250.000.

Quant au nombre total des ouvriers de l'industrie, non comprises les industries extractives ni celles des transports qui ne figurent pas non plus dans les précédents chiffres, il est indiqué par le recensement de 1891 comme étant d'environ 3.000.000 de personnes.

EXTRAIT DU RAPPORT DU PRÉSIDENT DE LA COMMISSION

DES VALEURS EN DOUANE

POUR L'ANNÉE 1894 (suite et fin).

Houille et coke. — L'importation de 1894 représente une valeur de 171.700.000 fr., supérieure de 7.300.000 francs à celle de 1893. Ce fait est imputable, d'une part, à l'augmentation des entrées de coke, d'autre part, au renchérissement des houilles.

A la suite d'accords intervenus entre le syndicat des houilles de Westphalie et le syndicat des cokes belges, la pénétration des cokes allemands en France est devenue plus considérable. Nous avons reçu, au total, 15.300.000 quintaux de coke, soit 862.000 quintaux de plus que l'année précédente.

Les entrées de houille ont diminué de 50.000 tonnes, grâce au développement de la production nationale spécialement dans les mines du Nord et du Pas-de-Calais, dont l'extraction a été majorée de 1.920.000 tonnes. Sur 87.356.000 quintaux métriques importés, l'Angleterre a fourni 42.185.000 quintaux, la Belgique 38.511.000, l'Allemagne 6.631.000. En même temps que baissait l'importation, le prix des houilles étrangères se relevait : d'après le comité central des houillères de France, le cours moyen des houilles anglaises rendues à bord dans les ports de la Grande-Bretagne aurait été, en 1894, de 10 sh. 6 par tonne anglaise de 1.016 kilogrammes, contre 9 sh. 10 3/4 en 1893. Mais l'abaissement des frets a largement compensé cet accroissement de prix : on ne l'estime pas à moins de 2 sh. pour Marseille, ce qui explique la difficulté d'écoulement des charbons du Gard vers le littoral méditerranéen.

Quant aux exportations, elles sont en décroissance : 13.200.000 francs en 1893, et 12.600.000 en 1894.

Fils et tissus de laine. — En 1894, le peignage français a transformé une quantité de laine énorme, plus grande que dans les années antérieures. Jusqu'à la fin d'août, ses machines ont été très largement alimentées par les arrivages de la Plata et de l'Australie; c'est seulement à partir de septembre que le travail est devenu rare et que les prix de façon ont baissé. Mais, vers la fin de l'année, il restait un gros stock de laine peignée disponible. Les deux premiers mois de 1895 ont dégagé la situation.

L'importation des fils de laine est descendue de 12.500.000 francs en 1893 à 9.800.000 francs en 1894, et l'exportation de 21 millions de francs en 1893 à 18.500.000 francs en 1894. Comme les fils de laine importés sont presque uniquement des fils spéciaux, le déficit des entrées prouve que la fabrication des tissus n'a pas été active. Par rapport à la moyenne de 40 millions de francs correspondant aux années 1877-1890, l'exportation subit une perte de 55 p. o/o en valeur; la perte en quantité est de 30 p. o/o. La crise qui sévit depuis assez longtemps sur la filature de la laine peignée s'accroît encore, et les industriels continuent à livrer leur travail au-dessous du prix de revient. Sans être aussi mauvaise, la situation de la filature de la laine cardée est loin d'être brillante. Malgré ces conditions fâcheuses, la filature française a produit, en 1894, près de 100 millions de kilogrammes de fils de laine pure ou mélangée, représentant une valeur de 500 millions de francs.

Pour les tissus de laine, l'importation s'est réduite de 50.200.000 francs en 1893 à 43.600.000 francs en 1894; suivant le rapporteur spécial, cet écart correspond surtout à des étoffes d'origine étrangère que les négociants des autres pays

avaient autrefois l'habitude d'acheter à Paris avec les tissus français. L'exportation, qui joue un si grand rôle dans notre production et dont l'influence sur la marche de notre industrie est prépondérante, a éprouvé une nouvelle moins-value de 36.600.000 francs (242.300.000 fr. en 1894, au lieu de 278.900.000 fr. en 1893), relativement à 1892, le déficit atteint 86 millions de francs. Dans de telles circonstances, l'alimentation des fabriques a été insuffisante; un grand nombre de métiers ont chômé; sauf pour quelques articles favorisés par la mode, les cours se sont déprimés et cette industrie, jadis si puissante, a vu croître encore les souffrances au milieu desquelles elle se débat.

Tissus de soie et de bourre de soie. — Sans pouvoir complètement réparer ses pertes de 1893, la filature s'est trouvée, en 1894, dans des conditions plus favorables et a réalisé des bénéfices appréciables, grâce aux primes distribuées par l'Etat. De vigoureux efforts s'imposent à nos filateurs, s'ils veulent maintenir leur situation et ne pas être devancés par l'industrie étrangère : partout, en effet, s'élèvent de nouveaux établissements, munis d'un outillage perfectionné.

Le moulinage a été, au contraire, moins heureux qu'en 1893. Il s'est heurté contre de sérieuses difficultés pour l'alimentation de ses machines, et les prix de façon ont été constamment mauvais.

C'est également une situation fâcheuse que nous avons à constater pour la production et le commerce des fils de schappe. Le bon marché de la matière première n'a pas compensé la dépréciation des produits.

M. Grandgeorge, rapporteur de la 4^e section, évalue la production française des étoffes et rubans de soie, en 1894, à 485 millions de francs, dont 365 millions de francs pour la région de Lyon, 40 millions de francs pour la région de Roubaix et la Picardie, 71 millions de francs pour Saint-Etienne, etc. Déduction faite des rubans, la fabrication des tissus représenterait 420 millions de francs. Avec les tulles et dentelles, les passementeries et la bonneterie, on arriverait à 614 millions de francs, c'est-à-dire au tiers de la production du monde.

Les entrées de tissus de divers genres ont diminué de 9.100.000 francs (41.900.000 fr. en 1894, au lieu de 51 millions de fr. en 1893) : cette réduction a principalement porté sur les tissus pongée, corah et tussah (21.093.000 fr., au lieu de 17.427.000 fr.), et sur les tissus de soie mélangée unis (11.247.000 fr., au lieu de 13.212.000 fr.).

Nous avons exporté plus de soieries qu'en 1892. Mais l'augmentation en quantité n'a pas donné une contre-partie suffisante de l'abaissement des prix, et la valeur des sorties accuse une perte de 1 million de francs (223.500.000 fr. au lieu de 224.500.800 fr.). Notre champ d'expansion se rétrécit en Amérique et en Angleterre. Aux États-Unis, par exemple, nous n'avons placé, en 1894, que 114.117 kilogrammes de tissus de soie pure unis, contre 241.702 kilogrammes en 1893 : cet énorme déchet semble résulter de la crise commerciale provoquée au delà de l'Atlantique par la dépréciation de l'argent en barre, ainsi que du développement de l'industrie locale et de l'industrie japonaise. En Angleterre, où la consommation paraît augmenter régulièrement, la France a souffert de la concurrence des soieries suisses, qui, éloignées de notre marché par le régime douanier, ont été portées sur le marché de Londres et vendues à tout prix.

Fils et tissus de coton. — L'état général de l'industrie cotonnière s'est peu modifié en 1894. Tandis que les pays grands producteurs, travaillant pour l'exportation, continuaient à souffrir, les contrées outillées pour une production moins intense, en rapport avec leur consommation nationale, réussissaient à conserver un courant d'affaires normal et assez rémunérateur.

Nous n'avons point à nous plaindre des résultats de l'année. Il en est autrement de l'Angleterre et de la Suisse. Aux États-Unis, la crise due à la baisse de l'argent a entraîné de nombreux chômages dans les manufactures.

J'ai précédemment rappelé que le monde entier compte environ 93 millions de broches pour la filature du coton. Ce total se divise ainsi : Grande-Bretagne, 45.270.000 broches; continent d'Europe, 28.350.000 broches; États-Unis, 15.700.000 broches; Indes, 3.650.000 broches, etc. L'augmentation par rapport au chiffre de 1893 est de 725.000 broches. De 1884 à 1894, le continent européen a accru son outillage de 20 p. o/o, alors que l'Angleterre gagnait seulement 6 p. o/o. Nos voisins sont, d'ailleurs, menacés par le développement de l'industrie des Indes et par le droit de 5 p. o/o qui aujourd'hui frappe, à l'entrée de cette grande colonie, les fils et tissus de coton d'origine anglaise.

À la fin de 1893, la filature française possédait 5 millions de broches. Elle a établi, en 1894, 270.000 à 280.000 broches nouvelles et peut ainsi produire 130 millions de kilogrammes de fils. Sa consommation a été de 155 millions de kilogrammes de matière première, dépassant de 36 p. o/o la consommation de 1890.

La production en filés est facilement absorbée par le marché national. Elle répond à des besoins beaucoup plus étendus que ceux du tissage de coton et trouve de larges débouchés dans les tissages de la soie, de la laine, du lin, dans la dentellerie, dans la passementerie, dans la bonneterie, etc. Aussi la faiblesse des prix et la hâte quelque peu excessive de certains approvisionnements n'ont-elles pas empêché les filateurs de réaliser des bénéfices satisfaisants.

Sans variation sensible en quantité, l'importation s'est réduite en valeur : 16.700.000 francs, au lieu de 18 millions de francs; nos achats ont lieu surtout dans les manufactures anglaises et, pour une plus faible part, dans les manufactures suisses. L'exportation demeure très restreinte : 3.100.000 francs en 1893 et 2.600.000 francs en 1894.

La création d'un certain nombre de métiers nouveaux et la transformation de métiers antérieurement affectés à l'industrie de la laine ont augmenté la production en étoffes de coton. Suivant M. Grandgeorge, nous avons 90.000 métiers mécaniques, qui, avec les métiers à bras, peuvent fournir 105 millions de kilogrammes de tissus, valant 420 millions de francs.

Si le prix moyen des tissus a subi une baisse que l'on estime à 8 p. o/o pour les tissus écrus et à 4 p. o/o pour les tissus de fils teints, les fabricants ont trouvé une compensation dans la moins-value des fils, et l'année 1894 ne leur a pas été défavorable.

Les entrées ont sensiblement gardé leur niveau de 1893 : 32.900.000 francs en 1894, au lieu de 32.700.000 francs pendant l'année précédente. Quant aux sorties, elles se sont élevées de 100.500.000 francs à 113.100.000 francs. Il est permis d'espérer que le développement de nos relations commerciales avec les colonies françaises provoquera un essor du mouvement d'exportation.

C'est de ce côté que les tisseurs devront chercher de nouveaux débouchés. Mais, pour ne pas compromettre la prospérité reconquise, peut-être feront-ils acte de sagesse en apportant de la circonspection dans l'accroissement de leur outillage. Depuis 1890, la filature et le tissage ont augmenté de 35 p. o/o leur puissance de production, et l'exemple de l'Angleterre témoigne des mécomptes que peut amener une expansion trop rapide.

Pièces de lingerie et vêtements confectionnés. — L'importation varie peu. Mais les statistiques révèlent une diminution considérable de l'exportation : 101.300.000 fr.

en 1894, au lieu de 130.800.000 francs en 1893. Cette diminution a porté sur les confections pour hommes (18.200.000 fr. en 1893, 12.400.000 fr. en 1894), et sur les vêtements confectionnés pour femmes, en tissus autres que les étoffes de soie (69 millions de fr. en 1893, 42.300.000 fr. en 1894).

Comme nous l'avons déjà fait remarquer dans des rapports antérieurs, les chiffres relevés par la douane ne représentent qu'une partie de l'exportation réelle, peut-être 40 ou 50 p. o/o; le surplus sort de France dans les bagages ou sur la personne des acheteurs étrangers. La perte constatée n'en est pas moins regrettable, car il s'agit d'une industrie très importante, distribuant 450 millions de francs de salaires. Il y a lieu, toutefois, de remarquer que, sauf l'Autriche, les autres pays producteurs de l'Europe ont été également atteints.

Peaux préparées. — Ouvrages en peau ou en cuir. — Le tableau général du commerce de la France assigne à nos échanges les valeurs suivantes :

1° Peaux préparées : importation, 22 millions de francs en 1894, au lieu de 27.900.000 francs en 1893; exportation, 81.100.000 francs, au lieu de 97.300.000 fr.;

2° Ouvrages en peau ou en cuir : importation, 8.600.000 francs en 1894, au lieu de 8.900.000 francs en 1893; exportation, 80.400.000 francs, au lieu de 96 millions de francs.

Il y a donc une diminution de 6.200.000 francs sur les entrées. Mais la réduction sur les sorties est bien plus considérable et atteint 31.800.000 francs. Depuis 1890, l'exportation a baissé de 97 millions de francs.

Les articles qui ont le plus souffert en 1894 sont les peaux préparées non dénommées et la ganterie. Nous avons surtout perdu dans nos expéditions de peaux vers l'Angleterre et de gants vers les États-Unis.

Tabletterie, bimbeloterie, etc. — Pour la tabletterie, la bimbeloterie et les articles similaires, l'importation continue à osciller autour de 8 millions de francs; l'exportation a été de 154.200.000 francs en 1894, au lieu de 154.100.000 francs en 1893.

Le commerce extérieur des meubles et ouvrages en bois ne présente pas non plus de modifications notables : importation, 8.100.000 francs en 1894, au lieu de 8.300.000 francs en 1893; exportation : 23.300.000 francs, au lieu de 24.800.000 fr.

Produits chimiques. — Papier, cartons, livres et gravures. — Outils et ouvrages en métaux. — Machines et mécaniques. — Les statistiques accusent un léger accroissement des entrées de produits chimiques (82.500.000 fr. en 1893 et 83.800.000 fr. en 1894), et une augmentation plus forte des sorties (53.400.000 fr. en 1893 et 56.800.000 fr. en 1894).

Pour le papier et ses applications, nous sommes restés à 23 millions de francs d'importation. Mais nous avons subi une perte de 7.600.000 francs sur l'exportation : 47.600.000 francs en 1894, contre 55.200.000 francs en 1893.

Voici, enfin, quelles ont été les variations du commerce extérieur des outils, ouvrages en métaux, machines et mécaniques :

1° outils et ouvrages en métaux : importation, 23.800.000 francs en 1894, au lieu de 26.300.000 francs en 1893; exportation, 56.300.000 francs, au lieu de 69.500.000 francs;

2° Machines et mécaniques : importation, 57 millions de francs en 1894, au

lieu de 46.700.000 francs en 1893; exportation, 35 millions de francs, au lieu de 30.200.000 francs.

Dans l'ensemble, les entrées ont augmenté de 6.800.000 francs et les sorties se sont abaissées de 8.200.000 francs.

CONCLUSION.

Ainsi que je le disais au début de ce rapport, la situation commerciale de la France laisse à désirer, malgré l'amélioration dont témoignent les statistiques douanières du premier semestre 1895. Quelles que soient les causes, d'ailleurs fort complexes, de cette situation, elle doit frapper les esprits les plus optimistes.

Sans doute, nos importations ont diminué. Mais les sorties se sont également réduites, un peu moins que les entrées pour la période décennale 1885-1894, et un peu plus pour la dernière période quinquennale. Au surplus, on n'exporte pas sans importer; il y a là deux mouvements reflexes qui, sans être identiques, sont du moins inséparables.

Or, malgré l'essor de la consommation intérieure, l'exportation joue un rôle capital dans la prospérité d'un pays tel que le nôtre. Au point de développement où en sont aujourd'hui les industries, le resserrement des débouchés à l'étranger détermine des chômages ruineux, provoque l'afflux de nombreux produits sur le marché intérieur et entraîne un avilissement des prix.

Ce resserrement des débouchés extérieurs nous atteint gravement. D'autres nations, parvenues de même que la nation française à un haut degré de civilisation, en souffrent aussi. Les relations entre l'Angleterre et ses possessions des Indes offrent, à cet égard, un exemple probant. Tout d'abord le travail du coton donna aux manufacturiers britanniques des bénéfices considérables; les usines se multiplièrent; la production dépassa rapidement les besoins de la consommation intérieure, envahit les marchés étrangers et traversa une ère d'expansion prodigieuse. Puis, les pays consommateurs, et spécialement les Indes, se demandèrent pourquoi ils resteraient tributaires de la Grande-Bretagne. Des usines surgirent du sol hindou et réussirent, grâce au bon marché de la matière première et de la main-d'œuvre; en 12 ans, de 1883 à 1894, la filature du coton dans les Indes augmenta son outillage de 110 p. 0/0 et sa production de 300 p. 0/0; à la fin de l'année dernière 3.650.000 broches y étaient en activité, et les produits anglais se trouvaient partiellement refoulés. Enfin venait l'institution de droits de douane sur les fils et les tissus originaires du Royaume-Uni.

Actuellement, l'excès de puissance productive constitue, chez les peuples anciens, le facteur principal du malaise au milieu duquel se débattent beaucoup d'industries. Tel est le cas de la crise qui sévit sur notre grande et belle fabrique de lainages. Les cotonniers, favorisés présentement, iront à un désastre, s'ils accroissent trop hâtivement leur matériel.

Dans la fièvre industrielle qui agite toutes les nations civilisées, les plus jeunes ont des avantages au moins temporaires. Elles peuvent s'organiser de toutes pièces, utiliser les machines les plus perfectionnées, éviter les fausses manœuvres; les ouvriers se contentent d'un plus maigre salaire.

Souvent elles ont contracté des emprunts auprès de leurs aînées et s'acquittent parla livraison de marchandises, ce qui augmente d'autant leur exportation.

Devant le mal actuel et les menaces de l'avenir, les États européens rivalisent d'ardeur pour étendre leur empire colonial. Ces immenses espaces, dont ils s'as-

surent la possession au prix de vaillants efforts et parfois d'un sang précieux, fourniront-ils bientôt le vaste champ de consommation qu'on espère y créer ? Il ne faudrait pas se laisser aller à des illusions excessives qui seraient déçues et engendreraient ensuite un découragement injustifié. L'Algérie, notre plus belle colonie, doit être une école de patience : en 1894, le bilan de ses échanges avec la France se traduisait par un déficit des exportations de la métropole (199.300.000 fr. contre 207.700.000 fr. d'importations), et la plus grosse part de ses envois consistait, non en matières premières, mais en produits agricoles faisant aux produits du continent une sérieuse concurrence. Nous travaillons moins pour nous que pour nos successeurs ; nous réalisons un placement à longue échéance ; nous ouvrons la voie aux générations futures, avec l'esprit de suite, de solidarité et de prévoyance qu'exige la vie des peuples. Sans compter sur des bénéfices immédiats, ayons néanmoins de la reconnaissance pour les hommes qui ont ainsi compris nos devoirs envers la France du xx^e siècle. Sachons gré aussi à ceux dont l'habileté et l'énergie viennent d'ouvrir aux produits français les portes de la Chine méridionale et d'élargir notre cercle d'action dans l'Extrême-Orient.

Même, abstraction faite de ces perspectives, nous aurions tort de désespérer. A travers les nuages passent les rayons lumineux d'une étoile qui présage des jours meilleurs et doit ranimer notre confiance. Dans la période contemporaine, la lutte se concentre sur le bon marché des produits. Un moment arrivera, peut-être très prochain, où les prix seront descendus assez bas pour ne plus se prêter qu'à de minimes variations. Seul, un élément de disparité subsistera entre les nations : je veux parler de l'art et du goût. Là, nous pouvons attendre de pied ferme et défier nos rivaux. Le sentiment artistique des élégances, qui flotte dans l'air de France, festonne les devantures des boutiques, brille dans les étalages, s'affirme triomphant dans les plus modestes toilettes féminines, c'est le cru d'un sol généreux, cultivé avec amour depuis des siècles. Ce goût national qui n'a connu que des victoires, c'est la réserve précieuse et inaltérable de la patrie. Il y a là un legs de nos pères, à la garde duquel nous ne saurions apporter un soin trop scrupuleux.

Avant cinq ans, les qualités natives de la race française auront une nouvelle occasion de se montrer aux yeux du monde dans des assises solennelles de la paix et du travail. Préparons-nous à franchir avec éclat cette date décisive pour la prospérité industrielle et commerciale du pays.

(Extrait du *Moniteur officiel du Commerce*).

LES ACCIDENTS INDUSTRIELS EN 1894.

Les tableaux ci-dessous sont tirés du deuxième rapport annuel (1894) sur l'application des lois réglementant le travail. Il est utile de relire à ce sujet les réserves formulées par les rapporteurs de la commission supérieure du travail (voir *Bulletin* de septembre 1895, p. 532) et notamment les lignes suivantes : « Au fur et à mesure que l'action du service de l'inspection se fait sentir dans un plus grand nombre de localités, on voit augmenter sensiblement le chiffre des déclarations d'accidents ; néanmoins les déclarations sont encore loin de représenter l'ensemble des accidents qui se produisent dans les établissements industriels. »

Accidents déclarés en 1894

GROUPES D'INDUSTRIES.		MOTEURS.	TRANS- MISSIONS.	MACHINES- OUTILS, MÉTIERES, etc.	ASCEN- SEURS, GRUES, appareils de levage.	CHAU- DIÈRES À VAPEUR, autoclaves, etc.
NUMÉROS.	DÉSIGNATION.					
<i>Récapitulative</i>						
I	Alimentation.....	8	26	88	9	6
II	Bois (Industrie du).....	2	9	111	"	1
III	Chemins de fer (Construction et répa- tion du matériel des).....	30	18	304	27	15
IV	Chimiques (Industries).....	2	17	66	5	4
V	Construction	6	"	45	13	"
VI	Cuirs et peaux	"	6	31	1	1
VII	Eau, chauffage, éclairage.....	1	10	20	"	10
VIII	Imprimerie.....	3	7	55	5	"
IX	Industrie textile.....	14	60	628	18	12
X	Machines, outils, instruments de pré- cision, appareils.....	2	23	244	21	5
XI	Métallurgiques (Usines).....	16	36	309	97	4
XII	Métaux (Travail des).....	3	18	163	7	4
XIII	Moulins	3	25	14	1	"
XIV	Papiers, cartons.....	2	25	83	9	3
XV	Pierres et terres (Industries des).....	2	18	51	3	"
XVI	Vêtement et accessoires.....	1	5	13	"	"
XVII	Industries diverses.....	"	7	23	93	1
TOTAUX		95	310	2,248	309	66

après leurs causes matérielles.

EXPLOSIFS (Poudre, dynamite, etc.)	MATIÈRES INCAN- DESCENTES, brûlantes, corrosives.	ÉBOU- LEMENTS, CHUTES d'objets.	CHUTE (de l'ouvrier) du haut d'une échelle, d'un escalier, d'un échafaudage, dans des excavations, etc.	MANU- TENTION des FARDEAUX.	CONDUITE des VOITURES, accidents causés par les animaux.	OUTILS À MAIN. (Marteaux, haches, scies, rabots, etc.)	CAUSES DIVERSES.	TOTAUX.
16	67	76	154	92	41	31	44	658
"	6	22	18	9	1	29	14	222
2	133	590	650	482	71	415	690	3,427
13	47	50	127	40	15	26	53	465
3	7	194	419	65	14	12	42	820
"	3	5	17	6	1	6	8	85
2	34	41	73	44	16	13	26	290
"	5	4	8	7	"	"	2	96
1	35	73	163	72	8	18	53	1,155
"	30	139	159	133	12	127	97	992
5	780	896	602	446	36	261	803	4,291
1	34	84	219	89	9	115	112	858
"	"	4	11	2	3	"	1	64
"	10	30	61	19	5	21	15	283
1	21	54	121	70	15	16	56	428
"	2	2	4	4	1	"	2	34
"	13	159	196	199	11	20	65	786
44	1,227	2,423	3,001	1,779	259	1,110	2,083	14,954

par groupes d'industries.

Conséquences des accidents déclarés en 1894.

NUMÉROS.	GROUPE D'INDUSTRIES. DÉSIGNATION.	MORTS.	BLESSURES À LA TÊTE ET AU VISAGE (sans les yeux).	BLESSURES AUX YEUX.	BLESSURES AUX BRAS et aux mains.	BLESSURES AUX DOIGTS.	BLESSURES AUX JAMBES et aux pieds.	BLESSURES AUX AUTRES PARTIES du corps ou à plusieurs parties à la fois.	LÉSIONS INTERNES.	ASPHYXIE.	SUBMERSION.	TOTAUX.
I	Alimentation	30	42	16	140	128	171	114	24	"	1	666
II	Bois (Industrie du)	8	9	4	44	90	46	21	2	"	"	224
III	Chemins de fer (Con- struction et réparation du matériel des).....	9	150	240	691	791	1,025	461	62	"	"	3,429
IV	Chimiques (Industries)..	19	23	12	78	131	115	86	15	5	"	484
V	Construction.....	127	69	20	95	60	170	298	28	"	"	867
VI	Cuir et peaux.....	3	2	1	26	33	8	10	2	"	"	85
VII	Eau, chauffage, éclairage	13	17	5	70	56	67	57	7	1	"	293
VIII	Imprimerie.	2	2	"	37	40	8	8	"	"	"	97
IX	Industrie textile.....	35	39	21	255	462	210	124	11	"	"	1,157
X	Machines, outils, instru- ments de précision, appareils.....	18	46	75	209	288	241	96	24	"	"	997
XI	Métallurgiques (Usines).	54	207	293	720	938	1,504	589	23	"	1	4,329
XII	Métaux (Travail des)...	8	32	59	203	263	189	84	20	"	"	858
XIII	Moulins.....	8	6	"	14	12	12	11	1	"	"	64
XIV	Papiers, cartons... ..	14	6	8	56	75	75	44	5	"	"	283
XV	Pierres et terres (Indus- tries des).....	19	11	3	110	90	112	79	6	1	"	431
XVI	Vêtement et accessoires..	2	2	"	14	11	2	3	"	"	"	34
XVII	Industries diverses.....	9	24	8	194	105	239	194	10	"	1	785
	TOTAUX.....	378	687	765	2,956	3,574	4,194	2,279	240	7	3	15,083

LES SOCIÉTÉS D'ASSISTANCE PAR LE TRAVAIL.

De nombreuses sociétés privées ont ouvert à Paris et dans les principales villes de France des *ateliers de travail temporaire*, où tout sociétaire peut envoyer un solliciteur exécuter un travail facile avant que l'aumône qu'il lui destine lui soit remise par la société.

On trouve ici l'application d'un principe nouveau qui consiste à avoir dans l'atelier de charité un *instrument d'épreuve* mis à la disposition de toutes les organisations charitables existantes, publiques ou privées, pour leur permettre de distinguer les nécessiteux intéressants de ceux qui ne le sont pas et d'assurer un emploi utile aux ressources dont elles disposent.

Le système d'admission est très simple : les personnes ou collectivités charitables, membres de la société, reçoivent de petits carnets de bons de travail, timbrés à leur numéro matricule, véritables *chèques de secours contre travail* donnant au porteur le droit de recevoir un salaire qui est généralement de 25 centimes par heure, après une à trois heures de travail, selon les sociétés. Ces bons ont par conséquent une valeur de 25 à 75 centimes. *Si l'indigent qui a reçu le bon consent à aller travailler*, dans ce cas seulement la valeur lui est payée et réclamée en fin de mois au sociétaire qui a remis le bon.

La plupart des sociétés d'assistance par le travail ont développé leur rôle *d'organisatrices de la charité*, en faisant des enquêtes sur les solliciteurs qui leur sont signalés et en conservant les résultats de ces enquêtes sur des fiches alphabétiques pour les tenir à la disposition de leurs adhérents.

La première société française qui ait fonctionné suivant les principes du travail d'épreuve, du secours temporaire et du bon de travail, est probablement *l'Assistance par le Travail de Marseille* fondée en 1892. Elle avait pris modèle sur une société créée à Genève, sous le même titre, peu d'années auparavant, et qui paraît avoir été la première du genre.

Les sociétés d'assistance par le travail se sont rapidement développées en France. Elles sont maintenant au nombre de 38 (non compris le comité central des œuvres du travail) dont 22 à Paris et 16 dans les départements.

Toutes, ou presque toutes, fonctionnent suivant les principes nouveaux que nous venons de rappeler. Plusieurs d'entre elles ont été reconnues d'utilité publique ; deux récentes circulaires du Ministre de l'intérieur aux préfets ont montré l'intérêt que le Gouvernement porte à leurs efforts, et l'importance qu'il attache au problème dont elles essayent de fournir une solution (1).

Une statistique générale des institutions d'assistance par le travail a été entreprise à l'occasion de l'exposition de Bordeaux par le *comité central des œuvres du travail*,

(1) Circulaires ministérielles du 8 novembre 1894 et du 19 avril 1895. Le Gouvernement « a manifesté sa sympathie pour les œuvres d'assistance par le travail et a invité les autorités préfectorales à encourager ces œuvres, à en faciliter les débuts là où on s'efforcerait d'en constituer de nouvelles, à en développer l'action là où elles existent déjà ». En même temps une note a été adressée aux conseils généraux au nom de la société générale des prisons et de la société internationale pour l'étude des questions d'assistance, relativement aux mesures à prendre en vue de combattre le vagabondage et la mendicité dans la campagne. Ces mesures sont résumées de la façon suivante : 1° provoquer la création d'*ateliers d'assistance*, surtout en venant en aide aux œuvres privées ; 2° décourager les instincts de vagabondage par l'établissement méthodique d'*abris* sérieusement organisés ; 3° rendre rigoureux l'internement des mendiants, par l'application de la cellule, la suppression absolue du vin et du tabac.

A la circulaire du 8 novembre 1894 sont joints à titre d'indication, le texte du décret du 24 août 1894 rendu sur l'avis du Conseil d'État, qui reconnaît comme établissement d'utilité publique *l'Union d'assistance du xvi^e arrondissement* de Paris, et les statuts que ce décret a approuvés.

société fondée à Paris par des philanthropes distingués pour servir de lien aux œuvres existantes et faciliter les nouvelles créations du même genre. Cette statistique a été réalisé au moyen d'un questionnaire méthodique adressé à toutes les œuvres dont l'existence était connue des membres du comité central, et qui sont presque certainement toutes celles qui existent.

Les données essentielles de cette statistique peuvent se résumer de la façon suivante :

Il existe en France 38 sociétés d'assistance par le travail en y comprenant 3 établissements de la ville de Paris, savoir : la maison de travail agricole de la Chalmelle, le refuge de la rue du Château-des-Rentiers et le refuge-ouvroir Pauline Roland (rue Fessart).

Le salaire accordé est généralement de 0 fr. 25 par heure, mais les nombres d'heures de travail maxima ou minima, qui fournissent les limites extrêmes d'une journée d'assistance, varient d'une société à l'autre de 1 heure à 4 heures et davantage. En considérant la journée statutaire des sociétés qui ont adopté une durée fixe et la journée moyenne des autres (1) on peut dire qu'à Paris 13 sociétés qui ont fourni ce renseignement ont accordé 229.000 journées d'assistance en un an et que 9 sociétés en ont accordé 117.000 en province, soit en tout 346.000 journées par an pour 22 sociétés. 14 sociétés, dont 10 distinctes des précédentes, ont fourni le renseignement précédent sous une autre forme et indiqué seulement le nombre de têtes différentes secourues dans une année, savoir : 8.458 têtes secourues par 9 sociétés à Paris et 3.200 par 5 sociétés en province; soit 11.650 par 14 sociétés en tout.

Par société et par an le premier groupe accuse ainsi une moyenne de 15.800 journées d'assistance et le deuxième 835 têtes d'assistés; soit + 19 journées d'assistance par tête distincte d'assisté et par an.

Les deux premières moyennes n'ont pas de signification précise puisqu'il s'agit de sociétés peu nombreuses dont l'importance diffère très notablement. Le dernier chiffre n'a de sens que si tout se passe de façon comparable dans le premier groupe et dans le second; en fait, il se trouve qu'il représente assez bien la durée habituelle des secours accordés aux assistés. Beaucoup de sociétés ont d'ailleurs fixé par leurs statuts une durée maxima de secours et un délai minimum de réadmission.

Toutes les sociétés des départements sont de fondation récente, et la plupart ont pris modèle sur la société de Marseille; aussi 12 d'entre elles sur 16 ont-elles adopté l'admission sur bons de travail, suivant le mécanisme qui a été expliqué. Les 4 œuvres dissidentes, bien que pratiquant l'assistance moyennant travail, présentent des caractères spéciaux qui justifient l'abandon de cet excellent principe. L'œuvre de Nantes est un refuge de filles mères et le séjour peut s'y prolonger jusqu'à 4 années. L'œuvre de Poitiers est une œuvre de travail à domicile pour jeunes filles et mères chargées de familles. L'œuvre de Sedan (*la reconstitution de la famille*) est une intéressante tentative de rééducation agricole : elle concède des terres pour un an et plus à des familles pauvres avec avances d'outils et semences.

Enfin l'œuvre de Tours est spécialement destinée aux libérés originaires de Tours ou détenus dans cette ville; ils sont admis d'emblée à leur sortie de prison.

À Paris, 10 sociétés sur 22 emploient le bon de travail, exclusivement ou concurremment avec d'autres modes d'admission; 12 sociétés ne pratiquent que ceux-ci : recommandation d'un sociétaire, de la police, enquête sur demande directe, etc. Les premières sociétés sont généralement de fondation récente et s'offrent, ainsi

(1) À l'Assistance de Marseille, par exemple, les assistés peuvent ne travailler qu'une heure, mais la statistique montre que la moyenne travaille deux heures.

que nous l'avons expliqué, comme *contrôleurs des aumônes de la rue*; les autres ont un caractère différent. Parmi celles-ci on trouve les deux œuvres importantes de l'avenue de Versailles (*fondation Laubespín*) l'une pour les hommes et l'autre pour les femmes; elles sont, pour ainsi dire, les émanations d'une autre société d'organisation de la charité, l'*office central des institutions charitables*, et admettent directement les nécessaires reconnus intéressants par les enquêtes dont cette société fait sa spécialité.

On trouve dans le même groupe les trois établissements municipaux de la *Chalmelle*, maison de rééducation agricole, de la *rue du Château des Rentiers* pour les hommes, et du *refuge ouvroir* Pauline Roland pour les femmes avec ou sans enfants.

On y trouve enfin des œuvres distinctes destinées au soulagement d'infortunes spéciales : telles sont l'*ouvroir du v^e arrondissement* pour les femmes seulement, la *société générale des libérés* pour détenus sortant de prison, l'*association charitable des femmes du monde* pour secourir les veuves et filles d'officiers et fonctionnaires, l'*assistance par le travail de l'association Valentin Haüy* pour l'assistance permanente des aveugles capables de travail, le *refuge-ouvroir de la société de l'allaitement maternel* pour femmes enceintes, l'*œuvre de la charité par le travail*, section de l'hospitalité universelle de Nantes, pour la vente de travaux quelconques confectionnés à domicile et *incognito* par les personnes assistées; enfin l'*œuvre des libérées de Saint-Lazare* pour femmes et filles sortant de prison.

Dans 21 sociétés (11 de Paris et 10 des départements) le paiement des salaires est fait en argent. Dans les 17 autres sociétés (11 de Paris et 6 des départements) il est réalisé sous forme d'hospitalisation. Toutefois, dans plusieurs institutions appartenant au 1^{er} groupe, l'assisté peut, s'il le désire, se procurer des bons de soupe, de fourneau ou de couchage. De même, dans quelques-unes des sociétés qui pratiquent le paiement en nature, une partie du salaire de l'assisté est placée en réserve pour former un pécule qui lui est remis à sa sortie et certains travailleurs chargés de famille reçoivent un salaire en argent équivalant à l'hospitalisation qui est accordée aux autres.

Presque toutes les sociétés d'assistance par le travail font confectionner des margotins par les hommes et exécuter de la couture grossière par les femmes. Ces travaux donnent un produit peu rémunérateur (0 fr. 08 à 0 fr. 11 par heure selon les œuvres), mais ce sont encore les plus avantageux parmi ceux qui n'exigent pas d'apprentissage préalable, qui peuvent être entrepris pour quelques heures, qui portent sur une matière première rustique et d'un prix peu élevé et dont le produit peut être placé directement parmi les sociétaires.

Presque toutes les sociétés d'assistance par le travail essayent de trouver des places pour leurs assistés, mais les résultats qu'elles atteignent sont peu encourageants. Les emplois qu'elles obtiennent sont en petit nombre; les assistés qui les conservent sont moins nombreux encore. Il ne faut pas se dissimuler que leur clientèle est constituée en majeure partie de déchets sociaux, de vaincus de la vie dont la défaite était inévitable dans l'état de leurs forces physiques, intellectuelles et morales; une partie de ces éclopés pourrait peut-être retrouver des forces suffisantes par un séjour de quelque durée dans une maison de rééducation morale et professionnelle, mais bon nombre d'entre eux sont atteints irrémédiablement et ne sont justiciables que de l'hospitalisation définitive.

En réunissant les budgets annuels des 15 sociétés qui ont fourni ce renseignement, on trouve que 1 30,000 francs ont pu être dépensés par 7 sociétés parisiennes et 111,000 francs par 8 sociétés des départements.

On voit par là que les sociétés d'assistance par le travail remplissent déjà un

rôle important dans l'organisation de la charité; on doit espérer, dans l'intérêt des nécessiteux méritants, que ce rôle ne fera que s'accroître (1).

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Syndicat des houilles. (2) — Le syndicat de vente des houilles de Westphalie vient d'être prolongé pour dix ans jusqu'en 1905, mais, au bout de cinq ans, il pourra être dissous, si une majorité de 80 p. 100 des adhérents le demande. Cette intervention et ce vote pourront avoir lieu si les mines non syndiquées (au nombre desquelles ne sont pas comprises les mines dépendant exclusivement d'établissements métallurgiques) produisent 15 p. 100 de la production totale des mines syndiquées.

Résumé historique du développement de l'assurance sociale en Allemagne. — L'assurance obligatoire contre les accidents compte, depuis le 1^{er} octobre dernier, dix années d'application en Allemagne. A l'occasion de cette date, l'Office impérial des assurances a adressé aux comités directeurs des corporations la circulaire suivante (*Amtliche Nachrichten*, 1895, p. 229 et suivantes.) :

« Au 1^{er} octobre 1895, dix années se sont écoulées depuis l'entrée en vigueur de la loi du 6 juillet 1884, concernant l'assurance contre les accidents, la première en date des lois sociales de l'Empire, donnant droit, pour les personnes assurées, à une rente de longue durée. Il y a lieu de rappeler ici, brièvement, les diverses phases du développement de cette institution ainsi que les résultats obtenus présent.

« Le premier travail a été l'organisation de l'assurance. Il incombait à l'Office impérial, qui, entré en fonctions dès la promulgation de la loi, s'était immédiatement préoccupé de faire profiter le plus tôt possible les travailleurs des avantages de la nouvelle législation. L'Office impérial a été fortement secondé dans sa tâche par le zèle des chefs d'industrie, désireux, d'ailleurs, de voir régler au plus vite la question de la responsabilité civile qui menaçait de plus en plus de compromettre les bonnes relations entre patrons et ouvriers.

« Les travaux d'organisation se succédèrent comme il suit :

« Afin de constituer les corporations, une première circulaire, relative à la déclaration des industries tombant sous l'obligation de l'assurance, fut publiée, le 14 juillet 1884, par l'Office impérial, conjointement avec des instructions complémentaires aux industriels et aux autorités intéressées. En même temps, l'Office convoquait, dans des réunions par groupes d'industries similaires, les patrons et les chefs d'entreprise afin de leur permettre d'échanger leurs vues et d'émettre des vœux au sujet du mode de formation des corporations. Il y eut ainsi, du 7 janvier

(1) Plusieurs propositions de loi ont été déposées au Parlement relativement à l'assistance par le travail. Nous signalerons : la proposition de loi de M. Georges Berry sur la répression de la mendicité, (16 janvier 1894; documents parlementaires n° 260); la proposition de loi de M. Maurice Faure sur les travailleurs valides sans travail (4 décembre 1893; documents parlementaires n° 92); la proposition de loi de M. Michelin sur l'assistance par le travail (23 octobre 1894; documents parlementaires n° 924).

(2) Circulaires n° 1162 et 1199 du Comité central des houillères de France.

au 11 avril 1885, 53 réunions de ce genre. Les vœux furent ensuite soumis, avec les conclusions de l'Office impérial, au Conseil fédéral de l'Empire, le 29 avril 1885. Ce dernier fit connaître ses décisions le 21 mai suivant. Le nombre des corporations qui furent instituées à la suite de l'approbation par le Conseil fédéral des vœux des assemblées d'industriels, s'éleva à 49; et le nombre des corporations créées d'office, sans l'intermédiaire des délibérations des intéressés, fut de 6. De la sorte, la plupart des corporations, notamment pour toutes les industries importantes, se trouvèrent constituées de manière à satisfaire aux vues exprimées par ceux qui en devaient faire partie.

« Peu de jours après, le 22 mai 1885, paraissait la première circulaire relative à la composition des corporations (*Ämtliche Nachrichten*, 1885, p. 143 et suivantes); et l'Office impérial envoyait le même jour 41.202 lettres de convocation pour la première assemblée générale, dans laquelle devaient être approuvés des statuts de corporation. Les convocations se succédèrent ensuite presque journellement, si bien que les formalités d'approbation de statuts purent s'effectuer sans interruption à partir du 21 mai 1885. La dernière assemblée générale eut lieu le 27 juin 1885 et la dernière homologation de statuts, par l'Office impérial, fut signée le 10 juillet 1885. Les détails ultérieurs de l'organisation, dans les termes indiqués par les statuts (élection du comité directeur, des comités de section, des hommes de confiance et des représentants des corporations près les tribunaux arbitraux) furent entièrement achevés durant les deux mois suivants, et le 14 septembre 1885 l'Office impérial jugea les préparatifs suffisamment avancés pour permettre à l'assurance de commencer de fonctionner le 1^{er} octobre de la même année. Une ordonnance impériale fut d'ailleurs publiée, le 25 septembre 1885, pour fixer à cette date l'entrée en vigueur de la loi.

« Pendant les dix années aujourd'hui écoulées la législation sociale n'a fait que s'étendre et se perfectionner. À la loi fondamentale du 6 juillet 1884, s'est ajoutée d'abord la loi du 28 mai 1885 concernant l'extension de l'assurance des ouvriers industriels, entrée en vigueur partiellement au 1^{er} octobre 1885, puis, complètement, au 1^{er} juillet 1886. Ensuite, ont été promulguées successivement la loi du 5 mai 1886, sur l'assurance des ouvriers agricoles et forestiers, entrée en vigueur, dans les divers États confédérés et en Alsace-Lorraine, au cours de la période du 1^{er} avril 1888 au 1^{er} mai 1889; la loi du 11 juillet 1887 sur l'assurance des ouvriers du bâtiment, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1888; la loi du 13 juillet 1887, sur l'assurance des marins et des autres personnes employées dans la navigation maritime, entrée en vigueur également le 1^{er} janvier 1888; enfin, la loi du 22 juin 1889, concernant l'assurance contre l'invalidité et la vieillesse, entrée complètement en vigueur le 1^{er} janvier 1891.

« Avec l'extension de ses fonctions, l'Office impérial a vu son personnel s'accroître progressivement. Au début, il se composait, indépendamment du président, de 2 membres permanents et de 8 membres temporaires, dont 4 choisis dans le Conseil fédéral, 2 élus par les corporations et 2 élus par les représentants des ouvriers, avec 4 suppléants; de 4 assesseurs juridiques; de 11 employés de bureau, 4 huissiers et 4 sous-agents. Actuellement, l'Office impérial comprend, avec son président, 2 directeurs, 36 membres permanents; 4 membres temporaires choisis dans le Conseil fédéral, 6 membres temporaires élus par les corporations avec 40 suppléants, 6 membres temporaires élus par les ouvriers, avec 40 suppléants; 44 membres et assesseurs juridiques. Il occupe, en outre, 8 calculateurs-techniciens, 148 employés de bureau, 66 huissiers et 39 sous-agents. Primitivement installé dans des bureaux pris en location, l'Office impérial possède maintenant un hôtel particulier.

« Le nombre des corporations a atteint aujourd'hui 112 (64 corporations industrielles et 48 agricoles). A ce chiffre s'ajoutent 385 administrations publiques, d'Empire, d'États, de provinces et de communes. D'autre part, les établissements régionaux, institués par la loi d'assurance contre l'invalidité et la vieillesse, sont au nombre de 31 ; de plus, il existe 9 caisses spéciales.

« Depuis le début de l'assurance, les corporations, les administrations publiques et les caisses d'assurances annexées aux corporations du bâtiment ont payé, à titre d'indemnités aux blessés et aux ayants-droit des victimes décédées, une somme de 230.000.000 marks environ (287.500.000 francs). Le nombre des accidents indemnisés s'élève à 420.000. Le nombre des assurés est, annuellement, de 18.000.000 en moyenne. Le fonds de réserve de prévoyance des corporations est, aujourd'hui, de 126.000.000 marks (157.500.000 francs).

« Les établissements d'assurance contre l'invalidité et la vieillesse, ainsi que les caisses spéciales, ont, depuis leur création (le 1^{er} janvier 1891) payé, en arrérages de rentes aux invalides et aux vieillards, et en capitaux versés aux assurés étrangers, environ 84.500.000 marks (105.625.000 francs). A cette somme viennent s'ajouter 55.000.000 marks (68.750.000 francs) d'allocations pour suppléments de pensions, à la charge de l'Empire. Le nombre des rentes, accordées jusqu'à présent, s'élève à 440.000 environ ; le nombre des personnes assurées contre l'invalidité et la vieillesse à 11.500.000. Les capitaux qui forment l'avoir actuel des établissements d'assurance atteignent, en y comprenant le fonds de réserve de prévoyance, le chiffre de 350.000.000 marks (437.500.000 francs).

« L'Office impérial a, depuis sa fondation, rendu, en matière de conflits au sujet de l'assurance-accidents, 1.448 décisions, et, en ce qui concerne les conflits relatifs à l'assurance-invalidité et vieillesse, 458 décisions. Ces décisions ont été portées à la connaissance du public dans le *Journal officiel des assurances*, organe de l'Office impérial. (*Amliche Nachrichten des Reichsversicherungsamts*).

« A l'expiration de cette dixième année d'existence de l'assurance sociale, il convient tout particulièrement de remercier, pour leurs fidèles services rendus à une si importante institution, tous ceux qui y ont participé jusqu'à présent, avec tant de zèle et de persévérance, non seulement par des sacrifices pécuniaires, mais encore en exerçant les emplois purement honorifiques et souvent pénibles que nécessitait le bon fonctionnement de l'assurance corporative. »

AUTRICHE.

LES ASSOCIATIONS DE LA PETITE INDUSTRIE.

A la suite des événements de 1848, l'esprit d'association s'était sensiblement relâché en Autriche. La plupart des anciennes corporations industrielles n'existaient plus que de nom et celles qui fonctionnaient malgré la transformation de l'ordre social et économique présentaient des inconvénients sans nombre.

En 1856, le Gouvernement impérial soumit au Reichsrath un projet de loi abolissant les corporations et proclamant la liberté d'association. Ce projet ne fut pas voté.

Le règlement du 20 décembre 1859, adopté ensuite, maintint l'institution des associations forcées entre individus exerçant le même métier ou des métiers ayant

certain rapports entre eux, mais n'exigea plus que, pour embrasser une profession, il fût nécessaire d'appartenir *au préalable* à une association industrielle.

Ce principe fut conservé par la loi sur l'industrie du 15 mars 1883, actuellement en vigueur. Aux termes de l'article 106 de cet acte législatif, « il y a lieu de maintenir ou de resserrer le lien de communauté qui existe entre individus exerçant la même industrie ou des industries similaires dans la même commune ou dans les communes voisines, ainsi qu'entre leurs ouvriers auxiliaires (aides, compagnons, apprentis); là où un lien semblable n'existe pas, l'autorité industrielle de l'endroit devra l'établir, en se mettant d'accord avec la Chambre de commerce et d'industrie compétente, laquelle, de son côté, devra entendre les intéressés ».

Le participation est obligatoire pour tout individu exerçant pour son propre compte, sur le territoire fixé par l'autorité politique, la ou les branches d'industrie auxquelles se rapporte l'association; cette obligation ne s'étend pas aux propriétaires de fabriques.

Les ouvriers occupés par les membres de l'association industrielle sont, de fait, affiliés (*angehörige*) à cette dernière et doivent se constituer en association spéciale, laquelle délègue, aux assemblées tenues par les industriels, un certain nombre de ses membres (deux au moins, six au plus), ayant voix consultative.

L'enquête faite en vue de la préparation de la loi de 1883 avait trouvé en Autriche 2.870 associations constituées, dont très peu répondaient aux intentions du règlement de 1859. Trois ans après l'entrée en vigueur de la nouvelle loi, le nombre des associations était monté à 4.433, ce qui correspond à une augmentation de 54.5 p. o/o.

En 1891, on en comptait 5.113. Les dernières statistiques en ont relevé 5.317 en 1894.

Sur les 5.317 associations industrielles existant en 1894, les membres exerçaient la même profession dans 512 (1) et des professions similaires dans 440. Parmi les autres, 2.493 étaient des associations mixtes s'étendant à des industries n'ayant que peu ou point de rapports entre-elles et 1.832, dites associations collectives, comprenait toutes ou presque toutes les industries de la circonscription.

Voici comment le nombre des patrons, ouvriers et apprentis se partageait entre les différentes catégories d'associations; (on voit, par le nombre des ouvriers, inférieur à celui des patrons, qu'il s'agit ici uniquement de la petite industrie):

	Patrons.	Ouvriers.	Apprentis.	Ensemble.	NOMBRE MOYEN de membres par association.
552 associations professionnelles.	53.959	72.086	22.374	148.419	290
440 — similaires.....	61.784	137.134	32.669	231.587	520
2.493 — mixtes.....	196.219	193.529	70.621	460.369	220
1.832 — collectives.....	242.373	115.599	48.741	406.713	190
TOTAUX.....	554.335	518.348	174.405	1.247.088	235

Si l'on envisage les associations au point de vue du nombre de leurs membres, on en trouve :

- (a) 1.702 (32 p. o/o) comptant de 10 à 50 patrons,
- 1.809 (34 p. o/o) comptant de 50 à 100 patrons et
- 1.204 (22 p. o/o) comptant de 100 à 200 patrons;

(1) Sur ce nombre on compte 147 associations de cordonniers, 49 associations de menuisiers, 41 associations de tailleurs, 23 associations de boulangers, 22 associations de bouchers, 15 associations de tanneurs, 12 associations de menuisiers, 11 associations de cochers, 11 associations de tonneliers, 10 associations de ramoneurs, etc.

- (b) 522 (9.8 p. o/o) ne comptant pas d'ouvriers,
 947 (17.8 p. o/o) comptant moins de 10 ouvriers,
 2.085 (39.2 p. o/o) comptant de 10 à 50 ouvriers et
 837 (15.8 p. o/o) comptant de 50 à 100 ouvriers;
- (c) 635 (11.8 p. o/o) ne comptant pas d'apprentis,
 1.685 (31.7 p. o/o) comptant moins de 10 apprentis, et
 2.253 (42.4 p. o/o) comptant de 10 à 50 apprentis; enfin
- (d) 195 (3.7 p. o/o) comptant moins de 30 membres et associés,
 2.879 (54.2 p. o/o) en comptant de 30 à 150,
 1.352 (25.4 p. o/o) en comptant de 150 à 300,
 586 (11 p. o/o) en comptant de 300 à 600,
 187 (3.5 p. o/o) en comptant de 600 à 1.000, et
 74 (1.4 p. o/o) en comptant plus de 1.000.
 44 (0.8 p. o/o) dont le nombre de membres et d'associés n'est pas connu.

Les villes principales contribuent pour plus d'un quart au recrutement des associations dans la Basse-Autriche, dans la province de Salzbourg, en Carniole, dans le Littoral, dans le Tirol et le Voralberg, en Bohême, en Silésie et en Bukovine. Quoi qu'il en soit, le rôle des villes de moindre importance est encore assez considérable, notamment en Bohême, en Moravie, en Styrie et dans la Haute-Autriche.

53 p. o/o des associations industrielles sont situées dans les localités de 1.000 à 5.000 habitants. Les villes de plus de 5.000 âmes possèdent 35.7 p. o/o des associations industrielles, celles de plus de 10.000 âmes figurent pour 23 p. o/o, celles de plus de 20.000 âmes pour 12.6 p. o/o; les neuf villes comptant plus de 50.000 âmes donnent ensemble 7.6 p. o/o, les cinq villes de plus de 100.000 habitants 5.7 p. o/o et la ville de Vienne 2.4 p. o/o du nombre des associations industrielles du pays entier.

La moyenne des individus faisant partie des associations industrielles est de 5.2 p. o/o par rapport à la population totale du pays entier. Cette moyenne se trouve très inégalement répartie dans les différentes provinces. Elle est supérieure à celle du pays dans les deux Autriche, à Salzbourg, en Styrie, en Carinthie, en Vorarlberg, en Bohême, en Moravie et en Silésie. C'est également dans ces provinces que le nombre des patrons associés se rapproche le plus de celui des industriels établis à leur compte, c'est-à-dire que la loi de 1883 est le mieux exécutée. Par contre, en Carniole, en Istrie (même à Trieste) et surtout en Galicie et en Bukovine, le nombre des individus appartenant à des associations industrielles tombe au-dessous de 2 p. o/o (sans parler de la Dalmatie où il n'existe pas d'associations) et le nombre des industriels non associés y est encore considérable.

On a vu que la loi de 1883 imposait aux ouvriers auxiliaires (compagnons, aides) occupés par les membres des associations industrielles de se constituer en associations spéciales. Cette prescription n'a pas encore été mise entièrement à exécution, puisqu'il n'y a que 3.196 associations d'ouvriers.

L'institution du jury, qui doit être composé en nombre égal de patrons et d'ouvriers, marche naturellement de pair avec la formation des associations ouvrières.

Il y a 3.049 tribunaux d'arbitres qui fonctionnent auprès de 3.197 associations.

En ce qui concerne les caisses de secours en cas de maladie, l'application de la loi de 1883 laisse encore à désirer.

A la fin de l'année 1894, on a relevé 1.030 caisses de secours en cas de maladie fondées par les associations industrielles.

Sur ce nombre, 147 sont entretenues par 445 associations, ce qui porte à 1.475 le nombre des associations patronales répondant à leurs obligations, soit 27.7 p. o/o seulement.

Parmi les institutions que la loi industrielle indique comme désirables, sans imposer leur création comme un devoir absolu; on ne peut guère citer que 399 re-

GRANDE-BRETAGNE.

Il résulte de cette enquête que le salaire hebdomadaire moyen pour une semaine de plein travail, et sans tenir compte des heures supplémentaires, a été pour un homme de 30 fr. 70, celui d'une femme 15 fr. 80, celui d'un adolescent ou garçon 10 fr. 11, celui d'une fille mineure 7 fr. 90.

Voici les salaires moyens dans quelques industries :

DÉSIGNATION DES INDUSTRIES.	SALAIRES HEBDOMADAIRES.			
	HOMMES. fr. c.	ADO- LESCENTS et garçons. fr. c.	FEMMES. fr. c.	FILLES mineures. fr. c.
Hauts fourneaux.....	30 60	13 30	" "	" "
Construction de navires en fer.....	36 55	15 20	" "	" "
Construction mécanique.....	32 15	11 35	" "	" "
Quincaillerie.....	41 75	14 05	12 90	8 60
Ponderie et chaudronnerie de cuivre.....	36 75	10 50	16 10	7 70
Scieries.....	30 30	10 10	" "	" "
Construction de navires en bois.....	35 40	8 00	" "	" "
Tonnellerie.....	38 00	9 65	" "	" "
Charronnerie et carrosserie.....	33 10	8 30	" "	" "
Construction des wagons de chemins de fer.....	31 45	13 10	16 55	8 75
Cordonnerie.....	30 30	10 40	19 60	6 85
Brasseries.....	30 30	12 15	" "	" "
Distilleries.....	25 40	12 25	11 75	" "
Imprimerie et gravure (grandes maisons).....	42 05	10 70	14 65	6 95
(petites maisons)	36 45	8 75	13 20	7 70
(journaux).....	46 35	10 40	15 20	8 10
Fabrication des engrais chimiques.....	28 75	11 35	10 90	" "
Briqueteries et tuileries.....	27 60	11 25	11 65	9 45

Nous rappelons ci-dessous les résultats fournis par les premiers volumes des

(1) Voir à la bibliographie : *Grande Bretagne*.

comptes rendus de l'enquête, pour les industries minières, textiles et quelques autres :

DÉSIGNATION DES INDUSTRIES.	SALAIRES HEBDOMADAIRES.			
	HOMMES.	ADO- LESCENTS et garçons.	FEMMES.	FILLES mineures.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Travail du coton	31 55	11 65	19 05	7 60
— de la laine.....	28 95	10 60	16 55	9 25
— du lin.....	24 65	7 80	11 10	6 10
— du jute.....	24 15	8 30	11 95	5 80
— du chanvre, de la manille, du coco.....	29 35	7 50	12 05	6 35
— de la soie.....	27 80	8 95	12 60	7 05
Fabriques de tapis.....	32 20	10 40	13 85	8 60
— de bonneterie.....	30 50	11 85	14 35	10 30
— de dentelles.....	34 05	11 65	15 80	7 70
— de passementerie.....	25 20	8 40	13 40	7 15
Mines de charbon et de fer.....	28 60	13 40	10 20	6 95
Mines métallifères.....	20 60	8 75	6 35	5 90
Mines de schiste et de pétrole.....	31 25	13 10	"	"
Mines et carrières d'ardoise.....	27 60	10 00	"	"
— de granit.....	31 35	10 30	"	"
— de pierres.....	29 75	11 35	"	"
— de kaolin.....	23 30	10 90	8 40	"
Services publics de police.....	34 25	"	"	"
— de routes, pavages et égouts.....	25 90	11 85	11 25	"
— de gaz.....	33 95	15 30	"	"
— de distribution d'eau.....	30 90	13 85	"	"

Le mouvement des Trade-Unions en 1893. — Le ministère du commerce vient de publier le rapport sur les Trade-Unions pour l'année 1893. Il constate que les quelques Unions qui, il y a quelques années, se montraient peu disposées à fournir des renseignements sur leurs opérations, les donnent aujourd'hui plus volontiers. Le rapport indique le nombre des branches de chaque Union, le nombre de leurs membres et le pourcentage des sociétaires qui, pendant l'année, ont reçu des secours des diverses caisses fondées par leur Union; il analyse aussi les causes de mortalité et d'incapacité mentionnées dans les comptes rendus des Unions.

687 Unions, dont 513 enregistrées conformément à la loi et 174 non enregistrées, ont fourni des renseignements.

Parmi ces Unions, 97 possèdent des branches locales atteignant, à la fin de 1893, le chiffre de 6.879. A côté de ces Unions diverses, le ministère du commerce avait constaté l'existence, à la fin de 1893, de 118 autres unions non enregistrées sur lesquelles il n'a pu obtenir aucune indication sinon qu'elles comptaient ensemble 90.660 membres. Il existait enfin 41 Unions du même ordre dont il n'a pas même pu connaître l'effectif.

Le nombre total des membres des 687 Unions, ayant fourni les renseignements demandés (à l'exception de 4 qui n'ont rien répondu à cet égard) s'élevait à 1.270.789. Les ressources totales qu'elles avaient en caisse au début de l'année s'élevaient à 47.559.925 francs et, à la fin de l'année, à 41.326.700 francs; le total des recettes de l'année s'est élevé à 49.924.275 francs et celui des dépenses à 56.162.875 francs.

Le tableau suivant permettra de comparer quels ont été en 1893 et 1892 le

nombre des membres ainsi que le chiffre des recettes et les dépenses des 534 Unions qui ont fourni des renseignements pour ces deux années :

DÉSIGNATION.	1892.	1893.	DIFFÉRENCES EN PLUS OU EN MOINS en 1893 comparé à 1892.
Nombre total des membres en fin d'année.....	1.195.932	1.166.922	— 29.010
Total des recettes annuelles.....	43.727.175 ^f	47.432.500 ^f	+ 3.705.025 ^f
Total des dépenses annuelles.....	43.024.575	53.929.000	+ 10.904.425
Total de l'actif en fin d'année.....	45.510.850	38.904.075	— 6.606.775
Sommes dépensées en secours de chômage.....	9.619.725	12.376.150	+ 2.756.325
— de grève.....	11.193.350	17.603.650	+ 6.410.300
— de maladie.....	5.361.425	5.894.950	+ 533.525
— d'accident.....	445.475	641.950	+ 196.575
— de retraite.....	2.649.375	2.915.375	+ 216.000
— de funérailles.....	2.073.225	2.215.275	+ 142.050
Autres secours.....	3.254.650	4.103.925	+ 849.275
Frais d'administration et autres.....	8.354.075	8.108.375	— 245.700

Les Unions chez lesquelles ces divers totaux ont surtout diminué sont celles qui groupent les ouvriers des industries qui n'exigent que peu ou point de connaissances techniques.

C'est ainsi que 14 Unions d'ouvriers des transports ou employés à des travaux analogues ont perdu 37.000 membres dans l'année. Dans l'industrie minière et l'industrie extractive, 8 Unions ont perdu 8.000 adhérents.

Bien que dans ces deux cas on constate une diminution du nombre des sociétaires, les revenus généraux ont pourtant augmenté de près de 8 1/2 p. o/o. Cela vient de ce que, dans les Unions qui ont surtout perdu des membres, les cotisations sont très faibles alors que dans les associations d'ouvriers de métier, où les cotisations sont le plus élevées, on a enregistré une augmentation du nombre des adhérents. En outre, dans beaucoup d'Unions, lorsque les ressources disponibles tombent en dessous d'un certain minimum, on augmente proportionnellement le chiffre des cotisations à payer. Il faut rappeler enfin que, par suite de la longueur des grandes grèves de 1893, on a distribué des sommes importantes à diverses Unions; ces sommes provenaient de cotisations spéciales extraordinaires et elles ont ainsi augmenté le chiffre du revenu total de l'année.

Le travail des femmes et des enfants en Grande-Bretagne. — (D'après le rapport de miss Collet, du Labour Department.) — La comparaison des recensements de 1891 et 1881 montre que le nombre des personnes de plus de 10 ans a cru de 13,7 p. o/o pour le sexe masculin, et de 14,7 p. o/o pour le sexe féminin dans la période décennale.

Sur 10.000 personnes âgées de plus de 10 ans et du sexe masculin, 8.314 exerçaient une profession en 1891, c'est 10 de moins qu'en 1881. De ces 8.314 individus, 1.665, soit 170 de moins qu'en 1881, appartenaient à des groupes professionnels occupant plus de 1 p. o/o de femmes, et 6.649, soit 160 de plus qu'en 1891, à des groupes professionnels occupant moins de 1 p. o/o de femmes.

Pour le sexe féminin, 3.442 exercent une profession (37 de plus qu'en 1881); 2.811 dans des groupes occupant plus de 1 p. o/o de femmes (diminution 36), et 594 dans les groupes occupant moins de 1 p. o/o de femmes (augmentation 73).

Ainsi, la population féminine a, dans l'intervalle des dix années, augmenté un peu plus vite que la population masculine, et, tandis que la proportion des hommes exerçant une profession a diminué très légèrement, celle des femmes exerçant une profession a augmenté, mais également d'une manière peu sensible. Toutefois, le sens du mouvement dépend des professions; dans celles qui emploient une forte proportion de femmes, il y a eu diminution sensible du personnel, tandis que dans celles qui en occupent relativement peu, il y a eu augmentation.

Le tableau suivant permet de se rendre compte des changements qui se sont produits, pour divers groupes de professions et pour chacun des deux sexes, suivant l'âge des travailleurs.

GROUPES PROFESSIONNELS. (1)		SUR 10.000 FEMMES DE CHACUNE DES CATÉGORIES D'ÂGE DISTINGUÉES CI-DESSOUS, combien appartiennent à chacun des groupes professionnels indiqués dans la colonne (1). — Mêmes indications pour le sex: masculin. Variation par rapport à la situation en 1881.									
		10 à 15 ans.		15 à 25 ans.		25 à 45 ans.		45 à 65 ans.		65 ans et plus.	
		1891.	Variation.	1891.	Variation.	1891.	Variation.	1891.	Variation.	1891.	Variation.
Agriculture, etc.....	Masc..	402	— 76	860	— 200	589	— 127	809	— 250	990	— 320
	Fém..	8	— 7	30	— 31	18	— 13	26	— 21	19	— 25
Industries textiles...	Masc..	349	+ 36	506	— 1	362	— 1	285	— 35	146	— 73
	Fém..	455	+ 38	915	— 24	412	— 33	164	— 32	43	— 19
Vêtement.....	Masc..	20	+ 7	120	+ 18	128	— 1	141	— 35	143	— 21
	Fém..	148	+ 58	925	+ 107	436	— 69	349	— 76	217	— 43
Chaussures.....	Masc..	58	+ 21	201	+ 21	199	— 3	256	— 43	245	— 37
	Fém..	28	+ 11	83	+ 16	33	0	17	— 5	9	— 3
Blanchissage.....	Fém..	11	+ 2	130	+ 17	164	— 21	297	— 44	206	— 43
Servantes et femmes de journée.		672	— 36	2.861	— 163	1,039	+ 72	702	+ 30	407	— 3
Instruction, Iectricos, etc.....	Masc..	10	— 3	62	— 25	66	+ 13	37	+ 5	12	— 4
	Fém..	37	0	245	— 5	137	+ 16	53	— 5	16	— 13
ENSEMBLE des professions, y compris celles non désignées ci-dessus. (Femmes.).....		1.626	+ 120	6.336	+ 122	2.960	+ 60	2.497	— 111	1.598	— 230
EN OUTRE, POUR 10.000 INDIVIDUS DE CHAQUE SEXE, dans chacun des mêmes groupes d'âge, nombre des célibataires et variation de 1891 à 1881.											
Célibataires.....	Masc..	—	—	9.090	+ 160	2.370	+ 180	940	+ 40	730	— 30
	Fém..	—	—	8.450	+ 210	2.570	+ 250	1.180	+ 30	1.080	+ 40

Le fait caractéristique mis en évidence par ce tableau, c'est que, sauf pour les servantes et femmes de journée, il y a accroissement de la proportion des personnes occupées âgées de moins de 25 ans, et que cet accroissement est à peu près compensé par la diminution de la proportion des personnes occupées âgées de plus de 25 ans. La diminution est surtout considérable pour les personnes très âgées de l'un et l'autre sexe.

La substitution partielle des jeunes gens et enfants aux ouvriers d'un certain âge, telle est la transformation remarquable qui s'est produite en dix ans dans la condition professionnelle de la population anglaise; dans les fabriques il y a même eu réduction de la proportion des individus des diverses catégories d'âge à partir de 25 ans et augmentation seulement dans les catégories de 10 à 25 ans.

Les dernières lignes du tableau permettent une remarque intéressante. Tandis que la proportion des femmes célibataires, entre 25 et 45 ans, présente un accroissement de 25 dans un groupe de 1.000 femmes célibataires ou non, la proportion des femmes exerçant une profession et appartenant à la même catégorie d'âge n'a subi qu'un accroissement de 6 pour 1.000 dans le même groupe. Il est permis de supposer, d'après cela, que la proportion des femmes mariées occupées a diminué.

Examinant en particulier l'industrie cotonnière, le rapport présente cette conclusion, basée sur diverses hypothèses, que la proportion des femmes mariées employées dans cette industrie est surtout forte là où les femmes et filles en général ont les salaires le plus élevés et là où les salaires des hommes sont le moins élevés.

Il n'y a donc pas eu en général substitution des femmes aux hommes et l'effet de la transformation de l'industrie domestique en industrie manufacturière serait plutôt actuellement, en Angleterre, d'enlever le travail aux ouvriers d'un certain âge, de faciliter l'emploi de jeunes ouvriers de l'un et l'autre sexe.

En même temps il semblerait que là où le salaire des hommes le permet, les femmes mariées tendent à renoncer au travail industriel.

ÉTATS-UNIS.

Le travail des femmes. — Le tableau ci-joint donne le nombre de personnes (hommes et femmes) employées à toutes sortes de travaux indistinctement, pendant les années 1870, 1880 et 1890. Les deux dernières colonnes montrent l'accroissement qui s'est produit, en dix ans (de 1880 à 1890) et en vingt ans (de 1870 à 1890), dans le nombre de personnes travaillant, tant hommes que femmes. On peut ainsi se rendre compte que, si le nombre d'hommes travaillant a augmenté d'une façon générale de 27,64 p. o/o en dix ans et de 76,4 p. o/o en vingt ans, le nombre des femmes travaillant a augmenté respectivement de 47,88 p. o/o et 113,19 p. o/o.

GENRE DE TRAVAIL.	1890.			ACCROISSEMENT P. 100.			
	HOMMES.	FEMMES.	TOTAL.	EN 10 ANS (1880 à 1890).		EN 20 ANS (1870 à 1890).	
				Hommes	Femmes	Hommes	Femmes.
				p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.	p. o/o.
Agriculture, pêche et mines.	8.333.692	679.509	9.013.201	12,47	14,27	45,08	71,04
Professions libérales.....	632.641	311.682	944.323	48,53	75,84	126,88	237,84
Domestiques, etc.....	2.692.820	1.667.686	4.360.506	15,97	41,15	101,16	71,37
Commerce et transports.....	3.097.653	228.300	3.325.962	71,75	263,25	156,10	1.051,45
Manufactures et industries mécaniques.....	4.064.144	1.027.525	5.091.669	46,01	62,87	93,69	190,26
TOTAL.....	18.820.950	3.914.711	22.735.661	27,64	47,88	76,04	113,19

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Décret du 27 octobre 1895

(inséré au *Journal officiel* du 27 octobre 1895)

fixant à 3 fr. 25 p. o/o l'intérêt qui sera bonifié aux caisses d'épargne ordinaires par la Caisse des Dépôts et Consignations à partir du 1^{er} janvier 1896, et à 2 fr. 50 p. o/o l'intérêt à servir aux déposants par la caisse d'épargne postale à partir de la même date.

Décret du 8 octobre 1895

(inséré au *Journal officiel* du 26 octobre 1895)

régulant la composition du Conseil supérieur des habitations à bon marché.

[Ce décret reproduit textuellement les dispositions principales du décret du 20 février 1895 notamment pour les parties citées dans le *Bulletin de l'Office du Travail*, n° de mars 1895, p. 186.]

Décret du 11 septembre 1895 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 30 novembre 1894 relative aux habitations à bon marché. (Suite et fin).

TITRE V.

De l'indivision ou de l'attribution des maisons à bon marché.

ART. 38. Lorsqu'une maison individuelle, construite dans les conditions édictées par la loi du 30 novembre 1894, figure dans une succession et que cette maison est occupée, au moment du décès de l'acquéreur ou du constructeur, par le défunt, son conjoint, ou l'un de ses enfants, il est pourvu à l'exécution de l'article 8 de la loi conformément aux dispositions ci-après, sous l'autorité du juge de paix du lieu de l'ouverture de la succession.

ART. 39. Le conjoint survivant ou l'héritier qui veut faire prononcer le maintien de l'indivision, ou l'attribution de la maison à son profit, en forme la demande par voie de déclaration au greffe de la justice de paix.

La déclaration doit contenir :

1° Les nom, prénoms, profession et domicile du requérant et la qualité en laquelle il agit;

2° Les nom, prénoms, profession et domicile du conjoint survivant et de chacun des héritiers ou successeurs, à titre universel, ainsi que de leurs représentants légaux.

Elle est signée par le requérant et contresignée par le greffier.

Il est joint un extrait du rôle de la contribution foncière ou un certificat du directeur des contributions directes attestant que la valeur locative de la maison ne dépasse pas les maxima déterminés par l'article 50 ci-après.

Le requérant doit, en outre, consigner une somme suffisante pour couvrir les frais immédiats de procédure. Le juge de paix en détermine, s'il y a lieu, le montant.

ART. 40. Lorsque le défunt aura laissé des héritiers mineurs, ayant au moment du décès, leur domicile dans le canton où la succession est ouverte, le conseil de

famille, réuni comme il est dit à l'article 406 du code civil, sera invité par le juge de paix à donner son avis sur le maintien de l'indivision, si ce maintien est demandé et si l'attribution de la maison n'est pas réclamée.

Si tous les intéressés sont présents, il pourra être procédé immédiatement et sans convocation spéciale de la façon prescrite par les articles 44 et suivants du présent règlement.

ART. 41. Lorsque la succession s'ouvrira dans un canton autre que celui où les héritiers mineurs ont leur domicile, le juge de paix du lieu de l'ouverture de la succession transmettra au juge du lieu où la tutelle s'est ouverte, ainsi qu'au tuteur s'il y en a un, copie de la déclaration à l'effet d'appeler le conseil de famille à délibérer.

ART. 42. Le juge de paix saisi de la demande convoque tous les intéressés, ou leurs représentants, par lettres recommandées expédiées par le greffier.

L'avis de réception de la poste est joint au dossier de l'affaire.

Les délais et formes de la comparution sont fixés conformément aux articles 411 et 412 du code civil.

ART. 43. Si l'un des intéressés est sans domicile ni résidence connus, le juge de paix, à la requête de la partie la plus diligente, lui nomme un mandataire spécial, à moins que le tribunal, en vertu de l'article 113 du code civil, n'ait déjà commis un notaire pour le représenter.

ART. 44. Au jour fixé, si toutes les parties sont d'avis de maintenir l'indivision pour un temps déterminé, il leur en est donné acte par le juge de paix. Le pacte d'indivision ainsi conclu est définitif, même au regard des mineurs et interdits, sans qu'il soit besoin d'homologation.

En cas de désaccord, le juge de paix statue, d'après les circonstances, en vue du plus grand intérêt de la famille, et, s'il y a lieu, prononce le maintien de l'indivision dans les limites fixées par la loi, à moins que l'attribution de la maison ne soit demandée par quelqu'un des héritiers ou le conjoint survivant.

ART. 45. S'il n'y a pas de contestation sur la valeur de l'immeuble et que toutes les parties soient présentes ou dûment averties, conformément à l'article 42 ci-dessus, majeures et maîtresses de leurs droits, le juge de paix prononce l'attribution à celle des parties qui l'a demandée.

Lorsqu'elle est requise par plusieurs ayants droit, le juge de paix vérifie s'il existe au profit de l'un d'eux une cause légale de préférence et, le cas échéant, prononce l'attribution soit à celui que le défunt a désigné, soit à l'époux survivant, s'il est copropriétaire au moins pour moitié.

Toutes choses égales, il met aux voix la désignation de l'attributaire, les héritiers qui viennent par représentation d'une même personne n'ayant droit ensemble qu'à un seul suffrage.

A défaut de majorité, il procède, séance tenante, au tirage au sort.

Il est sur le champ dressé procès-verbal de l'attribution, ainsi que des conventions relatives au paiement des soultes et autres conditions accessoires.

ART. 46. S'il y a contestation sur la valeur de la maison, le juge de paix constate en son procès-verbal le désaccord des parties, sursoit à l'attribution et requiert le comité des habitations à bon marché dans la circonscription duquel est situé l'immeuble d'en faire l'estimation et de lui en adresser le rapport détaillé.

Il en est de même si quelqu'un des intéressés n'a pas reçu la convocation du juge de paix prévue par l'article 42 ci-dessus, ou s'il y a parmi eux des mineurs ou des interdits.

Au cas où il n'existe pas de comité dans le département, l'estimation est faite par un expert nommé par le juge de paix, au besoin par commission rogatoire.

ART. 47. Sur le dépôt du rapport, les parties sont invitées à en prendre connaissance au greffe dans le délai de trente jours, puis convoquées à nouveau devant le juge de paix, le tout dans les formes prescrites à l'article 42 ci-dessus.

A défaut de conciliation, il fixe lui-même, d'après tous les éléments de la cause, le prix de la maison et procède, comme il est dit à l'article 45 ci-dessus, à son attribution.

ART. 48. Toutes décisions du juge de paix rendues par défaut sont notifiées aux parties défaillantes, sous pli recommandé, de la façon prescrite à l'article 42 ci-dessus.

L'opposition est recevable dans les huit jours de la réception de la lettre.

ART. 49. Il est alloué :

§ 1^{er}. *Aux greffiers des justices de paix, frais et déboursés non compris :*

1° Par chaque envoi de lettres recommandées.....	of 50
2° Pour la déclaration faite au greffe, tendant au maintien de l'indivision ou à l'attribution de l'immeuble.....	1 50
3° Pour copie de ladite déclaration.....	1 00
4° Pour la rédaction du procès-verbal d'indivision ou d'attribution de l'immeuble.....	1 50
5° Pour dépôt du rapport à fin d'estimation de l'immeuble.....	1 50
6° Pour recherche et communication sans déplacement dudit rapport..	0 50
7° Pour chaque copie du jugement.....	1 00

§ 2. *Aux experts chargés de l'estimation de l'immeuble :*

1° Par vacation de trois heures, lorsqu'ils opéreront dans le canton où ils sont domiciliés, ou même hors du canton, mais dans la distance de 2 myriamètres.....	5 00
2° Au delà de 2 myriamètres, en dehors du canton, il sera alloué pour frais de voyage et de nourriture, soit pour l'aller, soit pour le retour, par chaque myriamètre.....	2 50
3° Pour la prestation de serment et pour le dépôt du rapport, indépendamment du transport au chef-lieu de canton dans le cas où il serait dû aux termes des dispositions qui précèdent.....	2 00

TITRE VI.

Des immunités fiscales.

ART. 50. Les immunités et atténuations d'impôts accordées par la loi sont exclusivement applicables aux maisons dont le revenu net imposable à la contribution foncière n'excèdera pas les limites fixées par l'article 5 de la loi, c'est-à-dire dont la valeur locative augmentée des charges incombant au propriétaire et mises, par le bail, au compte du locataire, ne comportera pas, pour l'intégralité de ces maisons, ou pour chacun des logements les composant et destinés à être loués séparément, des chiffres supérieurs à ceux indiqués ci-dessous pour chaque catégorie de communes :

Dans les communes de 1,000 habitants et au-dessous.....	132 ^f
Dans les communes de 1,001 habitants à 5,000.....	220
Dans les communes de 5,001 habitants à 30,000.....	250

Dans les communes de 30,001 habitants à 200,000 et dans celles qui sont situées dans un rayon de 40 kilomètres autour de Paris.....	323
Dans les communes de 200,001 habitants et au-dessus	440
A Paris	550

ART. 51. Pour l'application de la disposition qui précède, les catégories de communes sont déterminées d'après le chiffre de la population municipale totale, résultant du dernier dénombrement de la population.

ART. 52. Lorsque, à la suite d'un nouveau dénombrement, une commune passe dans une catégorie inférieure à celle dont elle faisait précédemment partie, les maisons reconnues exemptes de l'impôt ou ayant fait l'objet d'une demande d'exemption avant le 1^{er} janvier de l'année à partir de laquelle les résultats du nouveau dénombrement doivent être appliqués en matière de contributions directes, conservent leur droit à l'exemption, même si leur valeur locative est supérieure au maximum prévu à l'article 50 ci-dessus pour la catégorie dans laquelle la commune se trouve actuellement rangée.

Au cas de passage d'une commune dans une catégorie supérieure, le nouveau maximum ne devient également applicable qu'aux maisons construites postérieurement au 1^{er} janvier de l'année pour laquelle les résultats du nouveau dénombrement reçoivent leur première application dans les rôles des contributions directes.

Les mêmes règles sont suivies dans le cas de réunion ou de division des communes.

ART. 53. Pour déterminer les communes situées dans un rayon de 40 kilomètres autour de Paris, on prendra la distance à vol d'oiseau qui sépare la mairie de la commune du point le plus rapproché de l'enceinte fortifiée de Paris.

ART. 54. Les modifications apportées à la valeur locative des maisons, à la suite d'une nouvelle évaluation des propriétés bâties, n'auront, en aucun cas, pour effet de faire cesser avant leur terme les immunités précédemment accordées, ni de créer des droits à l'exemption en faveur de maisons précédemment construites.

ART. 55. La demande d'exonération temporaire exigée par l'article 9 de la loi doit contenir la déclaration que la maison qui en fait l'objet est destinée à être occupée par une personne n'étant propriétaire d'aucune maison.

ART. 56. L'exemption comprend à la fois le principal de l'impôt et les centimes additionnels de toute nature. Elle ne peut, dans aucun cas, être étendue au sol des maisons ni aux cours ou jardins qui en dépendent.

ART. 57. Les immeubles admis à jouir du bénéfice de la loi et qui viennent à être transformés ou agrandis sont considérés comme ayant acquis une valeur sensiblement supérieure au maximum légal quand leur nouvelle valeur locative dépasse de plus d'un dixième les maxima fixés à l'article 50 ci-dessus.

L'exemption d'impôt dont ils bénéficiaient cesse à partir du 1^{er} janvier de l'année qui suit celle pendant laquelle les transformations ou agrandissements ont été opérés; les impositions sont établies, s'il y a lieu, par voie des rôles particuliers.

ART. 58. Les immunités fiscales prévues aux articles 9 et 10 de la loi ne peuvent être revendiquées que pour les maisons dont la construction a été entreprise postérieurement à sa promulgation.

A titre exceptionnel, les demandes d'exemption qui n'auraient pas été faites dans les délais fixés par l'article 9 de la loi seront recevables dans les six mois qui suivront la promulgation du présent règlement.

ART. 59. Le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes,

le garde des sceaux, Ministre de la justice, le Ministre de l'intérieur et le Ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

PENDANT LE MOIS D'OCTOBRE 1895, EN CE QUI CONCERNE LES QUESTIONS
OUVRIÈRES ET SOCIALES.

Accidents du travail. — [*Sénat.*] — Projet de loi concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire. [Voir *Bull.*, mai, p. 320; juillet, p. 432; août, p. 494.] — Suite de la 1^{re} délibération. — Séance du 28 octobre : adoption des articles 5 et 6 sans modification; adoption de l'article 7 modifié (amendement Le Cour Grandmaison); adoption de l'article 8 sans modification; adoption successive des paragraphes de l'article 9, nouvelle rédaction; article 10, adoption; article 11, adoption des divers paragraphes et de l'ensemble de l'article; articles 12 et 13, adoption.

Salaires. — [*Chambre.*] — Proposition de loi de M. Coutant ayant pour objet de prévenir la dépression des salaires dans les usines, ateliers, chantiers, manufactures ou magasins, etc. — Dépôt et lecture, dans la séance du 28 octobre 1895; demande de déclaration d'urgence; M. Mesureur; rejet au scrutin. (Doc. parl. n° 1581, — V. *J. O.*, Chambre, p. 2243.)

Participation aux bénéfices. — [*Chambre.*] — Proposition de loi, déposée par M. Georges Graux, le 26 octobre 1895, et ayant pour objet de modifier l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1893, d'autoriser la création d'actions de 25 francs et de faciliter la participation aux bénéfices (Doc. parl. n° , *J. O.*, p.).

Association internationale. — [*Chambre.*] — Dépôt, par M. Dejeante, le 1^{er} février 1894, d'une proposition de loi portant abrogation de la loi contre les affiliés à l'Association internationale des travailleurs (Doc. parl. n° 348, *J. O.*, p. 123). — Dépôt du rapport sommaire, par M. Albert Pétrot, au nom de la 3^e commission d'initiative parlementaire, le 24 octobre 1895 (Doc. parl. n° 1571, *J. O.*, p.).

Caisse nationale des retraites. — [*Sénat.*] — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, relative à la majoration des pensions de la Caisse nationale des retraites [V. *Bull.* août, p. 494]. — 1^{re} délibération, le 28 octobre 1895. Rejet de l'urgence, adoption des 4 articles et vote sur l'ensemble du projet de loi en première délibération.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL.

La mauvaise saison amène une diminution de la durée du travail dans un certain nombre de métiers; il y a aussi, en même temps, des réductions dans le taux du salaire.

Les mines de houille, les industries textiles restent en pleine activité; certains articles de saison s'écoulent cependant moins facilement que l'an dernier, en raison de la douceur relative de la température. Les industries du cuir subissent un ralentissement dû à la rareté des matières premières.

En général, le chômage a un peu augmenté. Parmi les 490 syndicats d'ouvriers et d'employés de l'industrie et du commerce, groupant 115.000 adhérents qui ont adressé des rapports sur la situation au 15 novembre, la proportion des ouvriers en chômage a été d'un peu plus de 5 p. o/o. 25 p. o/o des syndicats, comprenant 26 p. o/o des adhérents, estiment que la situation est meilleure que l'an dernier à pareille époque; 50 p. o/o des syndicats avec 50 p. o/o des adhérents la tiennent pour équivalente; 25 p. o/o des syndicats avec 24 p. o/o des adhérents la jugent plus mauvaise.

SITUATION GÉNÉRALE.

FORÊTS. — Le travail a repris en forêts; il paraît généralement aussi abondant que l'an dernier, sauf à Ménestreau (Nièvre) et Villiers-le-Duc (Côte-d'Or) où il est considéré comme plus important, et à Mehun-sur-Yèvre et Saint-Éloi-de-Gy (Cher), où les conditions du travail sont estimées plus désavantageuses. La durée du travail varie de 50 à 60 heures.

MINES ET CARRIÈRES. — La situation des mines et houillères s'est peu modifiée depuis le mois dernier. L'extraction est cependant un peu plus active, comme tous les ans à cette époque. Dans les carrières, le travail est sensiblement égal à celui de l'an dernier, sauf à Fumay (Ardennes) et à Thollon (Haute-Savoie) où il lui est supérieur, et à Saint-Chéron et Méry (Seine-et-Oise) où il est estimé inférieur. La durée du travail n'est plus que de 50 heures en moyenne par semaine.

PRODUITS ALIMENTAIRES. — Chez les ouvriers boulangers, 12 p. o/o de chômeurs. La situation se maintient à peu près équivalente à celle de l'an dernier, sauf à Paris, Toulon et Bordeaux, où elle paraît inférieure. Chez les pâtisseries et chez les cuisiniers, situation stationnaire.

PAPIER. — CARTON. — INDUSTRIE DU LIVRE. — Chez les brocheurs, les cartonniers et les papetiers, ouvrage généralement plus abondant que l'année précédente, sauf à Limoges, où des conditions locales ont réduit le travail; 6 p. o/o de chômeurs. Les commandes nécessitées par l'approche des fêtes du jour de l'An ont amené une diminution du nombre des ouvriers inoccupés dans l'industrie du livre; on compte 3 p. o/o de chômeurs: 2 p. o/o à Paris et 3 p. o/o en province. 32 p. o/o des syndicats avec 20 p. o/o des adhérents jugent que la situation est meilleure que celle de l'an dernier à pareille époque; 46 p. o/o des syndicats, groupant 74 p. o/o des adhérents, estiment qu'elle est la même, et 22 p. o/o des syndicats, avec 6 p. o/o des syndiqués, considèrent qu'elle est plus mauvaise. Travail plus abondant que l'année passée à Auxerre, Saint-Étienne, Annecy, Draguignan, Marseille, Carcassonne, Tarbes, Rochefort, Châteauroux, Fougères, Pithiviers, Avranches, Rouen; moins important à Lille, Cusset (Allier) et Libourne; sans changement ou équivalent pour les autres villes. Dans quelques villes on fait des heures supplémentaires, la journée moyenne est de 10 heures.

CUIRS ET PEAUX. — Dans la préparation des cuirs et peaux, le nombre des chômeurs a sensiblement augmenté; il atteint 22 p. o/o, et provient en partie de la rareté de la matière première; sur plusieurs points la durée du travail a été réduite; on fait généralement de 50 à 66 heures par semaine. Dans la cordonnerie, les commandes se sont maintenues assez abondantes pour occuper les ouvriers; dans quelques villes, les prix de façon ont été diminués, en même temps que l'on réduisait la journée à 11 et 10 heures dans d'autres. La ganterie est toujours suffisamment occupée.

Situation plus mauvaise que l'an dernier dans la préparation des cuirs et peaux à Amiens, Dijon, Tarbes, Saint-Junien (Haute-Vienne); sans changement ou équivalente dans les autres centres. Chez les ouvriers en chaussures, ouvrage plus abondant à Dijon, Lyon, Saint-Laurent-de-Cerdans (Pyrénées-Orientales), Fougères, Angers et Tours; plus faible à Calais, Sens, Châteauroux; sans modification dans les autres centres.

TEXTILES. — L'amélioration déjà signalée le mois précédent se maintient.

La hausse continue de la matière première a permis aux filatures et aux tissages de coton de traiter un certain nombre d'affaires dans d'assez bonnes conditions. Dans l'industrie lainière, de même que dans l'industrie lainière, situation sans modification; tendance à l'amélioration dans cette dernière industrie. L'industrie de la soie est en pleine prospérité, les moulinsages de soie, mieux pourvus d'eau, travaillent sans arrêt; des tissages mécaniques de soierie sont installés dans le centre. La rubanerie, grâce à la mode, reçoit toujours beaucoup de commandes, l'article velours est plus délaissé.

La bonneterie, encore un peu occupée, arrive en fin de saison de travail.

Dans la teinturerie, dans la fabrication des tulles et dans celle des broderies, situation stationnaire. Reprise du travail chez les tapissiers.

Dans le vêtement d'hommes, le travail est un peu plus irrégulier que l'an dernier, 4 p. o/o de chômeurs. Dans la couture pour dames le mois d'octobre-novembre a été plutôt au-dessous de la moyenne; les « petites ouvrières » trouvent difficilement à se placer, on demande de plus en plus une grande production jointe au fini du

travail nécessité par la mode actuelle. Dans la chapellerie, situation sans modification depuis le mois dernier : 7 p. o/o de chômeurs.

Dans les filatures et tissages mécaniques, situation meilleure que l'an dernier à Lille, Roubaix, Saint-Étienne, Lyon ; plus mauvaise à Amiens, Dagny (Ardenne) et Flers (Orne) ; sans changement dans les autres villes. Dans les tissages à la main, situation généralement meilleure, sauf à Saint-Jean-la-Bussière, Mardore et Marmand (Rhône), où elle est considérée comme étant la même que l'année précédente. Chez les bonnetiers, les conditions de travail n'ont pas varié depuis le mois dernier sauf à Aix-en-Othe (Aube), où le travail est moins abondant que l'année passée. Chez les teinturiers, situation meilleure à Condé-sur-Noireau (Calvados), plus mauvaise à Amiens ; sans variation pour le reste. Dans la passementerie, la situation est généralement considérée comme plus avantageuse.

L'industrie du vêtement paraît mieux pourvue de commandes que l'an dernier à Carcassonne ; moins occupée ou moins rétribuée à Paris, Nancy et Alger ; sans changement pour les autres villes. La situation est généralement considérée comme inférieure à l'an dernier chez les chapeliers.

La durée du travail varie de 60 à 66 heures par semaine dans l'industrie des tissus ; elle va de 50 à 90 heures et atteint le plus souvent 60 heures dans l'industrie du vêtement ; elle est très irrégulière dans la chapellerie, mais reste le plus souvent au-dessous de 60 heures.

Bois. — Le travail est un peu plus faible que le mois dernier chez les charpentiers et chez les menuisiers ; la réduction porte plus sur la durée du travail que sur le nombre des ouvriers occupés. On compte 3 p. o/o de chômeurs chez les menuisiers ; 4 p. o/o chez les charrons. Ouvrage toujours faible chez les tonneliers ; peu de chômeurs chez les sabotiers, les ébénistes et ouvriers en meubles, les boutonniers et tabletiers, les brossiers et les vanniers.

La durée du travail hebdomadaire est descendue à 48 heures, avec 60 heures comme maximum, chez les charpentiers ; elle varie de 54 à 60 heures chez les menuisiers et les charrons et de 60 à 66 heures chez les ouvriers en meubles, les tabletiers et les boutonniers.

Chez les charpentiers, la situation est jugée meilleure que l'an dernier à Pau et à Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne), plus mauvaise à Versailles ; pour le reste, pas de changement. Chez les menuisiers, les conditions de travail sont restées les mêmes que celles de l'année passée, sauf à Nancy, où elles sont meilleures. Chez les charrons, travail plus abondant à Paris, plus faible à Grenoble ; sans variation dans les autres villes.

Pas de modification depuis le mois précédent chez les tonneliers et chez les sabotiers. Chez les ouvriers en meubles, le travail est plus actif à Paris (pour les mouluriers et les ébénistes) et à Nancy et à Perpignan, moins actif à Bordeaux ; pour le reste, il est jugé être le même sensible que celui de l'an dernier. Chez les boutonniers, les tabletiers et brossiers, pas de variation depuis le mois précédent.

MÉTAUX. — La fonderie, la métallurgie, les ateliers de constructions mécaniques, la bijouterie et les fabriques de bronzes présentent une activité sensiblement égale à celle du mois précédent, mais supérieure à celle de l'an dernier. La serrurerie du bâtiment entre dans la période de morte-saison. 2 p. o/o de chômeurs chez les mouleurs-fondeurs, 7 p. o/o chez les métallurgistes, 8 p. o/o chez les chaudronniers, 6 p. o/o chez les ouvriers constructeurs-mécaniciens, 12 p. o/o chez les ferblantiers-zingueurs et ouvriers sur métaux autres que le fer. Pas de chômage chez les bijoutiers et ouvriers en bronze ; 1 p. o/o chez les graveurs.

Chez les mouleurs fondeurs la situation est sensiblement équivalente à celle de

l'an dernier sauf à Armentières et à Grenoble où elle est meilleure et à Monthermé (Ardennes) où elle est plus mauvaise. Chez les métallurgistes, le travail est jugé plus actif à Lille, dans les Ardennes, dans la Loire, plus faible à Dunkerque, et Fraisans (Jura); pour le reste pas de changement. Les chaudronniers sont plus occupés à Lille, moins à Durfort (Tarn) et à Bordeaux. Ouvrage plus abondant que l'année passée à Paris (ouvriers en instruments de précision et bijoutiers), à Saint-Denis (Seine) [graveurs], Lille (ouvriers constructeurs mécaniciens); moins important chez les mécaniciens chauffeurs de Boulogne (Seine), de Marseille, chez les forgerons de Nantes et les ferblantiers de Tarbes et de Nantes, aucune variation notable dans les autres villes. La durée du travail hebdomadaire varie de 56 à 60 heures chez les mouleurs, de 54 à 66 heures avec 60 heures comme durée habituelle chez les métallurgistes et chez les chaudronniers, elle descend à 48 et 51 heures chez les mécaniciens constructeurs, les ferblantiers et les ouvriers en instruments de précision.

BÂTIMENT. — La mauvaise saison ralentit le travail dans l'industrie du bâtiment. La durée du travail hebdomadaire a été plus particulièrement affectée; on fait de 45 à 54 heures chez les tailleurs de pierre, 60 heures est un maximum, de même chez les maçons, les peintres et les plâtriers; on descend même à 40 heures chez les marbriers; 13 p. o/o de chômeurs chez les tailleurs de pierre, 4 p. o/o chez les marbriers; 9 p. o/o chez les maçons; un peu plus du quart chez les peintres et plâtriers. Chez les tailleurs de pierre, les maçons et les peintres, le prix du travail à l'heure a été réduit dans plusieurs villes de 0 fr. 05. La situation paraît meilleure chez les tailleurs de pierre, dans l'Ain et dans l'Isère, et à Jarnac (Charente); chez les marbriers, dans le Nord; chez les maçons à Versailles, Besançon et Dun-sur-Auron (Cher); chez les plombiers à Tours. Elle est jugée plus mauvaise chez les tailleurs de pierre à Marseille, Millau et Rochefort; chez les marbriers à Marseille; chez les maçons à Amiens, Dunkerque, Lyon, Grenoble, Marseille, Carcassonne, la Roche-sur-Yon et Châteaurenault (Indre-et-Loire); chez les peintres à Puteaux (Seine), à Armentières et Roubaix (Nord); chez les plâtriers à Clermont-Ferrand et à Cette.

CHAUFFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Dans la chauffournerie, pas de changement depuis le mois dernier, léger ralentissement dans le travail de la céramique du bâtiment. Les verreries ont une production toujours restreinte, l'écoulement des marchandises se faisant difficilement.

TRANSPORT. — MANUTENTION. — COMMERCE. — Dans l'industrie des transports, il ne s'est pas produit de modification importante depuis le mois dernier; la situation est un peu moins bonne que le mois précédent chez les portefaix et chez les journaliers du port. La crise générale des affaires semblant s'atténuer un peu, le placement des comptables devient plus facile que l'an dernier; il est plus difficile chez les employés de l'alimentation (garçons de café et employés d'hôtels) et chez les coiffeurs, par suite de la mauvaise saison qui a fait supprimer une partie des emplois. 11 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers de l'industrie des transports, plus du tiers des adhérents chez les portefaix et chez les journaliers du port; 2 p. o/o chez les comptables, un cinquième des adhérents chez les employés de l'alimentation, 12 p. o/o chez les coiffeurs.

La situation est jugée meilleure que celle de l'an dernier chez les ouvriers des transports, à Marseille et à Nantes, elle est estimée plus mauvaise chez les marinières à Paris, chez les cochers à Rennes, chez les portefaix de Marseille et chez les journaliers du Havre, chez une partie des comptables de Paris, les marchands

cieurs de Toulouse, les garçons de cafés et d'hôtels de Lyon, de Perpignan, de Bayonne et d'Alger.

Analyse, par départements, des renseignements fournis : 1^o par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, associations patronales, etc., et 2^o par les correspondants.

Seine. — Travail moins abondant que l'an dernier dans les *fonderies de suif* et industries qui en dérivent; cours toujours très faibles et peu rémunérateurs. Une usine vient d'être installée à Gentilly. Les *imprimeries* sont moins occupées que l'an dernier à pareille époque, les prix sont en baisse et moins rémunérateurs: plusieurs maisons sont en liquidation. Les *teinturiers* et *dégraisseurs* ont reçu moins de commandes que pendant le trimestre correspondant de l'an dernier; le bon marché des étoffes permettant d'avoir des vêtements neufs à très bon compte. Le nombre des usines n'a pas varié; la concurrence due à l'augmentation des dépôts a amené une baisse de tarifs qui atteint 20 p. o/o. Les fabricants d'*appareils photographiques* sont plus occupés que l'an dernier; les prix sont moins rémunérateurs mais la diminution subie semble compensée par l'augmentation du chiffre d'affaires; baisse des prix principalement sur les plaques photographiques par suite de la concurrence étrangère. Dans la *carrosserie*, situation stationnaire. Reprise du travail depuis le commencement de septembre chez les *fabricants de bronze*; dans certaines maisons, par suite de quelques commandes pressées, on fait une et deux heures supplémentaires par jour; les prix de vente sont sans variation. La crise qui a amené la liquidation de plusieurs maisons provient de la fermeture de certains débouchés à l'étranger et de l'orientation d'une partie des fabriques parisiennes vers l'article bon marché et pacotille qui discrédite la place et fait une concurrence très sérieuse aux articles de luxe.

Nord. — INDUSTRIES TEXTILES. — L'allure générale des affaires sur les places de Roubaix-Tourcoing continue à être bonne.

En tissus, la vente s'est plutôt un peu ralentie; toutefois, en fabrique, les métiers battent toujours régulièrement. En filature, la situation est très satisfaisante. Pour les exportations des tissus de Roubaix aux États-Unis, les relevés du Consulat américain accusent pour octobre une somme de 783.683 francs environ, chiffre bien supérieur à celui du mois correspondant de 1894.

Cette année 1895 sera, pour le commerce de tissus de Roubaix, une année exceptionnelle. Dix mois seulement se sont écoulés et la valeur d'exportation, rien que pour les étoffes pour robes est de plus de 18 millions de francs, tandis que les années 1893 et 1894 n'avaient donné respectivement que 13 et 7 millions. L'exportation des tissus d'ameublement est aussi en progression. Ceci montre que les articles de Roubaix restent toujours en vogue aux États-Unis. — *L. Letombe.*

Vosges. — CHAMBRE DE COMMERCE DE SAINT-DIZIER. — Dans la *meunerie*, situation stationnaire. Dans la *ganterie*, la reprise des relations avec l'Amérique a procuré des commandes avec des prix un peu moins avantageux que ceux de l'an dernier. Ralentissement sensible du travail dans les *établissements métallurgiques*. Les cours sont en baisse. On transforme l'outillage de façon à diminuer la main-d'œuvre et pouvoir lutter avec les établissements similaires situés sur la frontière qui trouvent des ouvriers à meilleur compte. On fait en moyenne 50 heures par semaine dans les ateliers de moulage et 60 dans ceux d'ajustage. Dans la *coutellerie*, commandes un peu moins importantes, par suite de la diminution des exportations en Espagne et en Italie; travail, 66 heures en moyenne par semaine.

Ain. — Ouvrage très abondant dans les *carrières* de Villebois et Sault-Brénaz. Le nombre des ouvriers est plutôt insuffisant pour l'exploitation des carrières, un certain nombre d'ouvriers s'étant rendus dans les grands centres où les salaires sont plus élevés.

Doubs. — La situation est assez difficile et tend plutôt à s'aggraver dans les ateliers de *confections* pour hommes; dans la confection militaire, l'activité est plus grande. Le taux des

salaires reste à peu près le même. Les *charpentiers* et *menuisiers* ont actuellement assez de travail, ils sont plus occupés que l'année dernière.

A Besançon, reprise sensible du travail dans l'industrie de l'*horlogerie*. Les monteurs en boîte, les graveurs, les décorateurs et les émailleurs sont plus occupés que l'an dernier. Chez les fabricants de mouvements, la situation est plutôt plus mauvaise. La journée est généralement de dix heures. Les salaires sont en hausse chez les monteurs de boîtes d'argent, les graveurs et les décorateurs; quelques-uns atteignent 10 francs par jour; la moyenne varie entre 4 et 5 francs. Chez les ouvriers en mouvements, baisse des salaires. L'*industrie du bâtiment* est en général encore assez occupée par les grands travaux entrepris par la ville. Les *tailleurs de pierres* ont éprouvé un ralentissement de travail par suite de la concurrence des carrières du dehors; les *maçons*, les *plombiers*, les *plâtriers*, sont tous occupés. La journée d'été s'est maintenue en moyenne à 10 heures, en diminution de 2 heures sur celle de l'an dernier; la journée d'hiver est de 8 heures. Le taux des salaires s'est peu modifié.

Allier. — **MOULINS.** — Pas de chômage dans les *tanneries* où le travail est très abondant. Il en est de même dans la *chapellerie*. Grâce à la température, les ouvriers du *bâtiment* sont tous occupés.

Le travail augmente dans l'*imprimerie*, par suite des préparatifs de l'Exposition qui aura lieu l'an prochain.

MONTLUÇON. — Il y a une reprise sensible pour les travaux de *métallurgie* à l'usine Saint-Jacques. Un certain nombre d'ouvriers font 2 heures supplémentaires par jour. Il n'en est pas de même dans les *fonderies* où il y a 15 p. o/o environ d'inoccupés. Après le chômage des premiers mois de l'année qui atteignit 40 p. o/o, la situation est jugée favorable. Il y a baisse aux *fers creux*, où les ouvriers ne font que 8 heures de travail par jour, au lieu de 11.

La nouvelle usine de *machines à coudre* est en pleine activité. Elle occupe 250 ouvriers et ouvrières. Pas de chômeur dans le *bâtiment* ni dans l'*imprimerie*.

COMMENTRY. — Situation normale dans les *mines*. Il y a, au contraire, baisse importante dans la *métallurgie*, où les ouvriers ne font que 15 à 18 jours de travail par mois. — *Fagnot*.

Puy-de-Dôme. — A Clermont, les *susne de pâtes et fruits confits* sont activement occupées par les expéditions de fin d'année.

Dans les professions du *bâtiment*, il n'y a que quelques chômeurs, par suite de la clémence de la température.

Les *tailleurs d'habits* et les *tapissiers* travaillent activement.

Il y a quelques chômeurs parmi les *typographes*.

AMBERT. — *Dentelles aux fuseaux.* — Demandes nombreuses; les fabricants cherchent à accroître le nombre de leurs ouvrières. A signaler la vogue passagère des dentelles de laines. Salaires sans variation, c'est-à-dire très modiques.

Passenterie. — Bonne situation due à la mode qui leur est favorable. Installation d'une nouvelle manufacture.

Applications sur tulles. — Fabrication momentanément active; salaires assez bons.

Moulinage. — Travail abondant.

Tissage mécanique. — Le tissage de la soie et des toiles est en prospérité.

Chapelets. — Travail abondant, vente active; état marqué de prospérité. Une usine à grains est en plein fonctionnement.

Bois. — La plupart des scieries mécaniques ont chômé pendant près de deux mois, par suite de l'insuffisance du débit des cours d'eau; actuellement, elles sont toutes en activité. Pour les galoches, c'est l'époque des expéditions, le personnel des usines est au complet.

Ébénisterie. — Production régulière pour les meubles communs; la fabrication des meubles de style a des tendances à se développer, mais les sculpteurs font défaut.

Papier. — Les papeteries mécaniques sont à l'état normal. Les demandes de papier à la forme (filtre Joseph) dépassent la production.

Féculeries. — Mauvaise situation, tant en raison de l'insuffisance de la récolte de pommes de terre que de la concurrence désastreuse de la fécule de maïs étrangers. Une usine chôme. — *Fagnot*.

Haute-Loire. — Dans le canton de Saint-Didier-la-Séauve, la *passenterie* et spécialement la *rubanerie* présentent une très grande activité. Les commandes de rubans nécessitées

par la mode, tant en France qu'à l'étranger, plutôt même davantage à l'étranger, sont toujours très nombreuses. Quelques maisons, étant donnés le matériel et le personnel dont elles disposent, peuvent difficilement suffire. Les prix et les salaires sont en hausse. Une fabrique de faïx, qui avait largement de quoi être occupée, a été arrêtée dans son travail par le manque d'eau.

Loire. — ROANNE. — Tissage. — La situation générale est bonne. Trois usines sont en construction : une à Roanne et deux aux environs. La journée de travail est de 11 heures ; repos le samedi soir.

Teinture. — Situation meilleure que pendant l'été. Cette industrie est en concurrence avec les usines de Normandie.

Les usines d'apprêt sont en pleine activité.

Les fabriques de lainages aux métiers mécaniques ou à la main occupent environ 2.000 ouvrières, à Roanne ou à la campagne. Dans cette industrie, le montant des salaires, pour une année, s'élève à 3 millions environ. Journée de travail de 11 heures dans les fabriques. Situation normale.

Les tanneries travaillent activement.

Pas de chômage dans l'usine de moulinage de coton.

Travail très abondant dans le bâtiment.

En résumé, la situation générale est prospère. L'importance et le nombre des fabriques tendent à augmenter. — *Fagnot.*

Ardèche. — Mégisserie. — Achat en peaux brutes toujours très difficile à cause des prix beaucoup trop élevés qu'on pratique pour les premières provenances de peaux nouvelles. La peau mège n'a pas subi de hausse, mais trouve son placement sauf quelques articles peu en faveur. Le travail a légèrement diminué quoiqu'il n'y ait eu que fort peu de renvoi d'ouvriers ; le nombre des chômeurs n'a pas sensiblement varié.

Papeterie. — La situation en papeterie n'a guère varié dans la région, le travail a été soutenu par suite du retard dans les livraisons, survenu à la suite du manque d'eau pendant la belle saison.

En soierie le travail est toujours actif, le personnel très occupé. — *G. Tinland.*

Drôme. — Filature de soie. — Le calme constaté fin octobre, s'est accentué pendant le mois de novembre ; il a eu pour cause, les embarras financiers et les événements d'Orient ; il en est résulté une baisse de 2 francs environ, sur tous les genres. Néanmoins, la situation paraît bonne, la consommation étant toujours très importante ; aussitôt que la fabrique renouvellera ses approvisionnements, ce qui ne peut tarder, ces achats provoqueront une nouvelle reprise.

Cocons secs. — Les cocons, surtout ceux de 1894, sont très offerts, avec prix en baisse de 0 fr. 50 par kilogramme.

Moulinage de soie. — Le moulinage conserve toute son activité, ayant de l'eau en abondance ; sa production a sensiblement augmenté.

Tannerie. — Le prix de la matière première s'étant élevé au-dessus de celui de la matière fabriquée, cette hausse importante et rapide, a rendu les transactions plus difficiles et moins nombreuses ; le travail a diminué et on signale de la baisse sur certains articles.

La chapellerie de Montélimar a repris partiellement le travail.

Les autres industries sont dans une situation normale. — *Marché.*

Bouches-du-Rhône. Tuilerie. — La crise que subit depuis deux ou trois ans l'industrie de la tuilerie n'est pas près de finir. Outillée pour de fortes productions, elle a vu ses débouchés à l'étranger se fermer successivement. D'un autre côté, les grains arrivant en moins grande quantité à Marseille, les sorties à l'exportation des produits de la tuilerie s'en ressentent, les navires faisant défaut.

La production est donc en diminution sur beaucoup d'articles, l'exportation tendant à se restreindre par suite de la concurrence espagnole et italienne, des prix de fret plus élevés et des droits mis à l'entrée sur beaucoup de marchés. On peut calculer que les prix de vente, pour ces diverses causes, ont subi une baisse de 15 p. o/o environ. Malgré des conditions aussi défavorables, les diverses usines font leur possible pour maintenir leur personnel au complet : il est resté stationnaire depuis quelque temps.

Produits chimiques. — La situation de cette industrie est mauvaise, et la diminution dans la production est fortement accentuée. Les prix de vente sont en baisse, due surtout à la concurrence étrangère. L'exportation devient de plus en plus difficile, si non presque impossible. Le malaise s'est repercuté sur les ouvriers employés par cette industrie : un huitième environ se trouverait en chômage. — *Antomarchi.*

Gard. — Nîmes. — La douceur de l'hiver a arrêté la vente des *lainages*. Les autres fabrications sont sans changement.

Un grand nombre de négociants en vins quittent la ville pour s'installer à la campagne avec leur personnel de tonneliers, manœuvres, etc. ; aussi les *tonneliers* sont-ils demandés à Nîmes.

Le *bâtiment* présente peu d'activité ; on attend impatiemment l'autorisation de commencer les travaux d'assainissement en projet.

ALAIS. — Les *exploitations houillères* donnent leur maximum de production ; on travaille maintenant les six jours de la semaine à la Grand-Combe ; aux *forges* d'Alais, certaines transformations font naître l'espoir d'une reprise du travail, actuellement stationnaire.

Les *filatures* sont en pleine activité.

L'*horticulture* et les travaux de *bâtiment* sont également en bonne situation. — *De Boyve.*

Hérault. — CETTE. — La situation s'améliore pour l'ensemble des ouvriers : le mouvement commercial ayant repris pendant les deux derniers mois une certaine intensité il en est résulté que les *portefaix*, *arimeurs*, *camionneurs*, ont vu le nombre des chômeurs diminuer. Néanmoins tous les ouvriers appartenant à ces professions ne sont pas encore occupés.

Malgré cette dernière circonstance, les *portefaix* employés au chargement et déchargement des vapeurs ont demandé et obtenu, après une grève qui n'a duré qu'une demi-journée, (matinée du 3 décembre), une notable augmentation de salaire. Ils gagnaient il y a un mois 6 francs et 7 francs par jour suivant qu'ils travaillaient au jour ou dans la cale. Ils ont exigé le tarif uniforme de 8 francs ; ce tarif a été consenti par les entrepreneurs dès la suspension du travail.

Pour les autres corporations, situation stationnaire : à peine une légère décroissance de travail pour les *maçons*, *plâtriers*, et *tailleurs de pierre*, comme tous les ans à l'approche de l'hiver.

Les *tonneliers* continuent à avoir beaucoup de travail : la production, plus active que l'an dernier, se maintient ; de même du reste aux environs de Cette (Mèze, Bouzigues et Marseillan). — *R. Mawin.*

Morbihan. — CHAMBRE DE COMMERCE DE LORIENT. — L'industrie la plus importante de la région, celle des *fabriques de conserves de poissons*, se trouve dans une situation assez difficile ; la *pêche de la sardine* a été très faible pendant ces derniers mois ; celle du thon a été très fructueuse à Lorient, mais elle a donné peu de résultats aux Sables-d'Olonne, aussi ce poisson a atteint un prix à peu près double de celui de l'an dernier ; les fabricants de conserves se sont montrés d'autant plus réservés que les prix de vente des produits fabriqués ne suivent pas ceux de la matière première. Les *fabriques de conserves de petits pois et haricots verts* ont été très favorisées ; la récolte de ces légumes a été abondante et les pluies du mois d'août ont permis de prolonger la récolte. La dernière campagne de la *minoterie* a été peu prospère ; les *minotiers* ont dû s'approvisionner de grains à l'intérieur pour compenser la faiblesse et la qualité défectueuse de la récolte de 1894 dans la région ; l'écoulement des farines s'est produit dans de mauvaises conditions, les grands moulins du centre ayant envoyé de grands stocks de marchandises sur le marché local.

Dans la *tannerie* et la *corroirie*, les affaires ont été très actives et très bonnes pendant ces derniers mois, principalement pour les fabricants qui avaient des réserves et qui ont pu profiter de la hausse des cuirs. La *fabrique de fer-blanc* pour conserves et autres de la région d'Hennebont s'est peu ressentie de la diminution des demandes des fabricants de conserves, grâce aux nombreux débouchés qu'elle possède tant en France qu'à l'étranger ; elle a construit une usine d'*acide sulfurique* et vient d'y ajouter une *fabrique de superphosphates* qui lui permettra de fournir aux besoins de l'agriculture de la région.

Seine-Inférieure. — CHAMBRE DE COMMERCE DE ROUEN. — Affaires très faibles en *distil-*

lerie, le commerce des spiritueux diminuant ses stocks par suite de l'incertitude où l'on est sur le régime qui sera appliqué aux alcools. Dans l'industrie des *produits chimiques*, situation stationnaire. Les cours élevés obtenus dans la *tannerie* se sont maintenus; la fermeté du marché, tant en France qu'à l'étranger, laisse espérer le maintien de ces prix.

Une certaine amélioration s'est produite dans la situation des diverses branches de l'industrie cotonnière de la région.

La hausse constante de la matière première pendant plusieurs semaines a permis aux *filateurs* de traiter d'importantes affaires; toutefois, la marge entre le prix de vente et le prix de revient est restée assez faible. Les *tissages*, les fabriques de *ronnerie* et celles de *mouchoirs* ont reçu de nombreuses commandes; mais les prix de vente n'ont pas progressé, malgré la hausse des filés. Les transactions avec l'Algérie ont repris une très grande activité, elles ont sensiblement augmenté avec l'Indo-Chine. Une reprise très sensible s'est produite sur les tissus imprimés, notamment sur les tissus à poil ainsi que sur l'article d'amenblement; cependant l'augmentation de prix que réclament maintenant les *fabricants d'indiennes* amène un ralentissement dans les transactions. Le travail a été assez suivi dans les ateliers de travail à façon pour le *blanchiment* et la *teinture* des filés et tissus.

La situation reste toujours difficile dans les *ateliers de constructions mécaniques*; les commandes de machines à vapeur deviennent plus rares; la construction de moteurs à gaz a fourni un travail très important à quelques maisons. Dans les *chantiers de construction de navires*, le travail s'est bien soutenu et paraît assuré pour plusieurs mois; on vient de lancer un steamer de 2.500 tonnes.

Le *trafic du port* pendant le dernier trimestre a été relativement satisfaisant; le chiffre des entrées s'est élevé à 360.085 tonnes, en hausse de 47.950 tonnes sur le trimestre correspondant de 1894. Le commerce d'exportation présente une diminution; les sorties ont été au total de 49.628 tonnes, en baisse de 1.882 tonnes sur le deuxième trimestre de cette année.

Algérie. — Dans la région de Philippeville, l'industrie du bâtiment est occupée d'une façon satisfaisante. Les chantiers particuliers sont assez nombreux, les menuisiers, maçons et peintres sont tous occupés; la durée du travail hebdomadaire atteint généralement 60 heures par semaine. Les travaux pour l'établissement d'un fort et le prolongement de la jetée fournissent un ouvrage suffisant aux terrassiers, carriers et maçons. L'activité est très faible dans le port; une grande partie des transports par mer des céréales s'opèrent par d'autres ports pour lesquels les tarifs de transports par voie ferrée sont meilleur marché. La récolte de vin, faible en quantité, a été excellente en qualité et a donné lieu à de bonnes affaires, quelques vignobles se reconstituent.

Analyse, par départements, des renseignements fournis par les Chambres syndicales ouvrières.

Seine. — *Produits alimentaires.* — Les *boulangers* comptent 12 p. 0/0 de leurs adhérents sans place; la durée du travail a été portée à 90 heures par semaine; 14 maisons en moins dans la banlieue. Chez les *cuisiniers*, le placement à demeure a été plus faible que pendant les mois d'été, celui des extras a été plus élevé, d'autant plus que, après entente entre patrons et ouvriers, dans beaucoup de maisons on a établi un jour de repos par mois, ce qui facilite le placement des extras. Les *pâtisseries* comptent 4 p. 0/0 de leurs membres non placés; la plupart de ceux-ci trouvent à s'occuper le samedi et le dimanche. Les ouvriers en place font généralement 77 heures par semaine. Ouverture de 5 nouvelles maisons occupant 3 ouvriers. La plupart des denrées employées en pâtisserie sont en hausse (beurre, œufs, margarine, sucre, fruits, etc.); baisse de la farine.

Pas de chômeurs chez les *cartouchiers* d'Issy, travail 60 heures par semaine.

Libre. — Chez les *brocheurs*, travail, 65 heures par semaine; situation meilleure que celle de l'an dernier, 10 p. 0/0 de chômeurs; 8 p. 0/0 chez les *imprimeurs*; diminution du taux des salaires, journée de 10 heures en moyenne. Un dixième des imprimeries ont repris leur travail ordinaire. Augmentation de travail chez les *conducteurs-typographes* pour l'impression des catalogues, journée de onze à douze heures et de dix heures en moyenne chez les *fondeurs-typographes*.

Textiles. — Les *passementiers à la barre* estiment que plus d'un tiers de leurs adhérents

sont sans ouvrage, travail, 66 heures par semaine; baisse sur les salaires de 20 p. o/o environ; la situation est cependant meilleure que celle de l'an dernier par suite de l'augmentation des commandes. Dans la *couture*, le mois d'octobre-novembre a été plutôt au-dessous de la moyenne. Commandes plus faibles, principalement par suite de la température; les ouvrières dites « petites mains » de 16 à 18 ans trouvent difficilement à se placer, on demande de plus en plus une grande production jointe à une certaine perfection de travail. Les petites maisons sont les plus éprouvées. Chez les *coupeurs chemisiers*, tendance à la baisse sur les salaires, chômeurs, 4 p. o/o et un quart des adhérents chez les *coupeurs tailleurs*; travail, environ 50 heures par semaine. Chez les *blanchisseuses*, placement plus difficile, principalement pour les laveuses, depuis l'adoption de plus en plus fréquente des barboteuses dans les lavoirs. Chez les *blanchisseurs* de Boulogne, 17 p. o/o de chômage.

Bois. — Pas de chômeur chez les *charpentiers*, travail, 54 heures par semaine; même durée du travail chez les *ouvriers en voitures*; les commandes sont plus nombreuses que l'an dernier. De même chez les *mouliniers fuisseurs*, ils sont encore tous occupés. La journée est diminuée d'une heure; on fait 60 heures par semaine.

Métaux. — Le chômage atteint maintenant 25 p. o/o des adhérents chez les *charpentiers en fer*; la journée est réduite à 8 heures; les travaux de bâtiment en cours d'exécution sont presque terminés et on n'entreprendra plus rien avant la fin de la mauvaise saison. Chez les *ouvriers en instruments de précision*, travail, 60 heures par semaine, 3 p. o/o de chômeurs. Aucun signalé chez les *bijoutiers*; la journée de travail a été portée de 10 heures à 11 heures, situation sensiblement meilleure que l'an dernier; on ne faisait alors que 8 heures. L'amélioration constatée chez les *graveurs sur bois* de Saint-Denis continue; la durée du travail a été portée à 80 heures par semaine.

Bâtiment. — 14 p. o/o de chômeurs chez les *mouleurs en plâtre, statuaires*; journée réduite à 9 heures dans le travail au dehors et 10 heures à l'atelier. Ralentissement du travail chez les *briquetiers* de Gentilly; dans les usines, le personnel est réduit d'un tiers environ; la journée varie de 8 à 9 heures.

Transports. — Commerce. — Les *mariniers* comptent un tiers de leurs adhérents inoccupés. Pas de chômeur signalé chez les *charretiers en vins*; travail, 100 heures par semaine.

Les *ouvriers du marché aux bestiaux* estiment que le chômage atteint plus des deux cinquièmes de leurs adhérents; les *comptables*, 5 p. o/o; les *voyageurs de commerce*, 1 p. o/o; situation générale à peu près semblable à celle de l'an dernier, sauf dans le commerce des tissus, dans lequel il s'est produit une reprise des affaires, et dans celui des vins, dans lequel le prix élevé des produits entrave les transactions. Les *bouchers* comptent un quart de leurs adhérents sans place; les *coiffeurs*, 12 p. o/o, journée de 15 à 16 heures.

Seine-et-Oise. — Travail toujours actif chez les *raffineurs de pétrole* de Bonnières. À Versailles, pas de chômage chez les *charpentiers*; le travail a été réduit à 48 heures par semaine; diminution de 15 p. o/o sur le prix du travail à l'heure; chez les *maçons*, durée de travail réduite à 48 heures par semaine et 56 pour ceux qui sont occupés le dimanche. La reprise du travail est très lente chez les *chapeliers* d'Essennes.

Aisne. — Pas de chômage chez les *brodeurs et tisseurs* de Saint-Quentin; travail en moyenne 72 heures par semaine; ouvrage plus abondant que l'an dernier; gain journalier plutôt en baisse par suite des difficultés du travail dues en partie à la qualité de la matière première.

Oise. — Travail toujours actif chez les *tisseurs* d'Esquennoy, 2 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers des scieries mécaniques* de Hermes. Fabrication toujours très suivie chez les *tabletiers* de Méru, journée de 11 heures.

Somme. — 6 p. o/o de chômeurs chez les *ouvriers en cuirs et peaux* d'Amiens; travail 60 heures par semaine.

Les *bonnetiers* de Corbie sont tous occupés; une nouvelle maison vient de se fonder; elle emploie quelques ouvriers; on est maintenant à fin de saison et la journée est réduite de quelques heures. A Amiens, la morte saison d'hiver commence dans quelques ateliers de *serurerie*; on supprime la veillée, et on fait de 48 à 54 heures par semaine; les salaires tendent à diminuer, par suite de l'augmentation du nombre de jeunes ouvriers sortant d'apprentissage. Chez les *maçons*, travail réduit à 48 heures par semaine.

Pas-de-Calais. — A Calais, diminution de travail dans quelques *imprimeries*; chez les *cordonniers*, travail 70 à 75 heures par semaine; pas de chômeur, de même chez les *ouvriers tailleurs et ouvrières de l'habillement* c'est la pleine saison de travail; diminution sur es prix de façon payés à l'ouvrier, par suite de la concurrence de la confection. Les *mineurs* de Lens signalent une réduction dans les salaires, d'environ 0 fr. 50 par jour; le travail serait moins abondant que l'an dernier dans plusieurs compagnies.

Nord. — A Sin-le-Noble, par suite des difficultés du travail, les salaires tendent à baisser dans une des fosses les *mineurs* qui gagnaient 5 francs et plus par jour arrivent avec peine à gagner 4 fr. 50.

A Lille, les ouvriers de l'industrie textile comptent 1 p. o/o de chômeurs; situation meilleure que l'an dernier principalement pour les *filatures et les tissages*; pas de chômeur signalé dans l'industrie du fil; plusieurs maisons se sont agrandies. Situation stationnaire dans l'industrie limière. Les commandes sont venues plus importantes que l'an dernier chez les *mouleurs* d'Armentières. Chez les ouvriers du fer *métallurgistes* de Dunkerque, la durée du travail varie de 48 à 60 heures par semaine suivant les ateliers; les commandes sont moins abondantes que l'an dernier; 3 p. o/o de chômeurs; 2 p. o/o chez les *métallurgistes* de Lille, travail 60 heures par semaine; quelques établissements ont organisé des équipes de nuit, la reprise du travail s'est généralisée. Production toujours active chez les *chaudronniers en fer*. Les *tulistés* de Caudry se font une journée un peu plus longue.

Commandes importantes chez les *marbriers* de Ferrière-la-Petite. Pas de chômeur chez les *marbriers* de Jeumont, une maison occupant 14 ouvriers qui avait suspendu son travail vient de le reprendre avec 5 ouvriers; les ouvriers non embauchés se sont placés ailleurs. Ouvrage plus abondant que l'an dernier, mais salaires en baisse chez les *marbriers à la pendule* de Cousolre; les salaires tendent à baisser; journée généralement de 12 heures. A Dunkerque, 16 p. o/o de chômeurs chez les *plâtriers*; la journée est réduite à 9 heures. Les *plombiers-zingueurs* comptent 19 p. o/o des leurs sans ouvrage. 4 o/o de chômeurs chez les *verriers* de Masnières; la journée est portée de 8 heures à 10 heures; les salaires se trouvent un peu diminués par la quantité de bouteilles de rebut qui sont décomptées.

Ardennes. — Situation toujours satisfaisante chez les *ardoisiers* de Fumay. 10 o/o de chômeurs chez les *tisseurs* d'Illy; 11 p. o/o chez ceux de Villers-Cernay. Ouvrage abondant chez les *mouleurs* de Monthermé, mais les prix de façon sont faibles. Pas de chômeur chez les *métallurgistes* de Vivier-au-Court, travail 66 heures en moyenne par semaine, les usines paraissent mieux pourvues de commission que l'an dernier; la transformation que l'on va apporter dans le matériel d'exploitation permettra de passer des marchés encore plus facilement. Pas de chômeur chez les *métallurgistes* de Joigny; la situation se maintient meilleure que celle de l'an dernier; de même chez les *ouvriers du fer* de Thilay; travail 66 heures par semaine. Diminution de prix de façon chez les *mouleurs* et chez les *métallurgistes* de Fumay; plusieurs ouvriers sont allés travailler dans les localités voisines où les salaires sont meilleurs.

Aube. — Chez les *bonnetiers* d'Aix-en-Othe, diminution de salaires dans plusieurs maisons; fermeture d'une fabrique occupant une centaine d'ouvriers. 8 p. o/o de chômeurs chez les *plâtriers* de Troyes, travail réduit à 40 et 45 heures par semaine.

Meuse. — La journée de travail a été réduite à 8 heures et demie chez les *carriers* de Lérrouville; diminution du prix de façon, 1 franc par mètre cube.

Meurthe-et-Moselle. — Pas de chômeur chez les *ouvriers et ouvrières en chaussures*, la journée de travail a été réduite à 10 heures; les salaires tendent à diminuer. Les *ouvriers tailleurs d'habits* sont tous occupés; le travail est un peu plus irrégulier que l'an dernier. Pas de chômeur chez les *menuisiers*.

Vosges. — Chez les *tisseurs* de Moussey, travail 72 heures par semaine.

Haute-Saône. — 11 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* de Vesoul.

Doubs. — 6 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* de Montbéliard.

Pas de chômeur chez les *maçons* de Besançon. Par suite de la saison, travail réduit à 54 heures par semaine; ouvrage plus abondant que l'an dernier.

Jura. — Travail 50 heures par semaine chez les *typographes* de Saint-Claude. Pas de chômeur chez les *typographes* de Salins. Le chômage atteint deux cinquièmes des *métallurgistes* de Fraisans; par suite de la difficulté d'approvisionnement de matières premières, la durée du travail hebdomadaire a été réduite à 47 heures; le gain journalier est en baisse de près de 50 p. o/o.

Ain. — A Bourg, pas de chômeur chez les *typographes*. Journée de 9 heures chez les *menuisiers-ébénistes*. Pas de chômeur chez les *ouvriers en peignes* d'Oyonnax; de même chez les *métallurgistes* de Bourg. Chez les *tailleurs de pierre* de Thoiry, travail toujours actif.

Pas de chômeur chez les *ouvriers du bâtiment* de Bourg, journée réduite de 2 heures; on fait de 48 à 54 heures par semaine. Situation meilleure que l'an dernier, le beau temps permettant l'achèvement des travaux.

Saône-et-Loire. — Pas de chômeurs chez les *typographes* de Mâcon.

Côte-d'Or. — Pas de chômeur chez les *bûcherons* de Pagny-le-Château; travail, environ 60 heures par semaine. Augmentation 25 à 30 p. o/o sur les salaires chez les *bûcherons* de Villers-le-Duc; ouvrage plus abondant que l'an dernier; une caisse de secours a été organisée permettant de donner une indemnité de 1 franc par jour aux adhérents malades ou blessés. A Dijon, travail toujours actif chez les *mégissiers*. On fait 66 heures par semaine chez les *ouvriers en chaussures*. L'amélioration, déjà signalée chez les *comptables*, se maintient.

Yonne. — Pas de chômeur chez les *typographes* d'Auxerre. Un journal qui s'imprimait aux environs et qui occupait une quinzaine d'ouvriers cesse de paraître; les ouvriers inoccupés ont pu se replacer, soit dans la localité, soit à Paris. Travail hebdomadaire, le plus souvent 60 heures, sauf dans une maison occupant 25 ouvriers qui fait 70 à 75 heures par semaine. A Sens, le chômage atteint la moitié des *cordonniers*; la morte-saison dure plus longtemps que les autres années; certains prix de façon ont été diminués.

Nièvre. — Pas de chômeur chez les *bûcherons* de Menetreau, prix de façon plus élevés que l'an dernier. Le travail a repris chez les *bûcherons* de Menou, on fait 40 à 45 heures par semaine. Les *verriers* de Saint-Léger-des-Vignes sont tous occupés; la fabrication est peu active par suite des difficultés d'écoulement des marchandises.

Allier. — Dans les *mines* de Commentry, travail, 60 heures par semaine, à l'intérieur, et 72 heures à l'extérieur. Pas de chômeur chez les *typographes* de Cusset.

Puy-de-Dôme. — 14 p. o/o de chômeurs chez les *plâtriers* de Clermont-Ferrand; travail réduit à 40 et 42 heures par semaine; diminution de 5 centimes sur le prix du travail à l'heure.

Haute-Loire. — 5 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* du Puy. Fabrication très suivie chez les *passementiers-rubaniers* de Saint-Didier-la-Séauve.

Loire. — A Saint-Étienne, 3 p. o/o de chômeurs chez les *imprimeurs lithographes*; situation un peu meilleure que l'an dernier. Chez les *tisseurs* de Belmont, la situation se maintient meilleure que l'an dernier; une maison de *soierie* s'installe dans la contrée, elle occupe 150 ouvriers. A Saint-Étienne, les *ouvriers tissages élastiques* sont tous occupés, une maison vient de fermer par suite de décès du propriétaire, elle occupait 8 ouvriers, qui se sont placés ailleurs; travail 60 heures par semaine; ouvrage plus abondant que l'an dernier principalement dans l'article ceinture de dame. Dans la *fabrication du velours épinglé*, diminution de travail; dans celle du *ruban*, situation stationnaire. Chez les *passementiers* de la Fouillouse diminution de salaire, 1 franc par jour dans certaines maisons; le gain journalier est encore environ le double de celui de l'année précédente. A Saint-Étienne, commandes toujours abondantes chez les *rubaniers*, principalement en taffetas purs et rayés, en articles imprimés sur chaînes et articles écossais. Le métier Jacquard est très demandé. Le chômage atteint environ la moitié des adhérents chez les *charpentiers*; travail, 48 heures, en moyenne, par semaine.

Chez les *métallurgistes* de Saint-Chamond, il est arrivé des commandes en plus grand

nombre que l'an dernier; pas de chômeur; travail, 66 heures par semaine. A Saint-Étienne, 1 p. o/o de chômeurs chez les *métallurgistes*; travail, 60 à 70 heures par semaine. La situation semble meilleure que celle de l'an dernier, sauf pour le travail des bicyclettes. La manufacture d'armes a embauché quelques ouvriers *ajusteurs* pour les réparations. Le chômage atteint la moitié des adhérents chez les *tailleurs de pierre*; la journée a été réduite de 10 heures $\frac{1}{2}$, les salaires sont en baisse, on paye 50 centimes l'heure au lieu de 55 et 60 centimes. Pas de chômeur chez les *maçons*; journée de 9 heures au lieu de 10 heures le mois précédent.

A Saint-Étienne, hausse sur le vin, 5 francs par hectolitre.

Rhône. — A Lyon, 6 p. o/o des adhérents sont sans ouvrage chez les *jardiniers*; les ouvriers, payés à la semaine, font 65 heures par semaine, ceux qui sont payés au mois font de 90 à 100 heures; travail plus actif que l'an dernier par suite des froids précoces spécialement chez les *pépiniéristes*. Travail toujours actif chez les *cartonniers*, principalement chez les ouvriers en cartonnage fin qui, dans les quatre derniers mois de l'année, font habituellement des heures supplémentaires, 15 p. o/o de chômeurs chez les *tanneurs-corroyeurs*; travail réduit à 48 heures par semaine. Chez les *coupeurs en chaussures*, situation meilleure que celle de l'an dernier, pas de chômeur; 15 p. o/o chez les *selliers-bourreliers*; aucun chez les *tisseurs* de Saint-Jean-la-Bussière; l'ouvrage manque environ deux jours par semaine.

A Lyon, pas de chômeur chez les ouvriers des *tissages mécaniques*, journée de 10 heures; une usine de 8 métiers vient de se monter. Fabrication très suivie dans le travail de la *soierie*; un peu de chômage dans la production des *cotonnades*. Pas de chômeur chez les *tisseurs* de Marnand; travail, 70 heures par semaine. A Lyon, 8 p. o/o de chômeurs chez les *tapissiers*. Commandes de saison peu importantes chez les *couturières* par suite de la douceur de la température; le travail atteint parfois 90 heures par semaine; prix de façon très réduits. Les *chapeliers* estiment qu'un tiers environ de leurs adhérents sont inoccupés; ceux qui travaillent en atelier font la journée à peu près complète.

Chez les *fondeurs-mouleurs*, travail, 54 à 60 heures par semaine. Chez les adhérents des *chauffeurs mécaniciens*, 16 p. o/o de chômeurs. Pas de signalé chez les *ferblantiers-lampistes*; de même chez les *ouvriers en cuivre* de Villefranche; travail, 60 heures par semaine. A Lyon, pas de chômeur signalé chez les *bronziers*. Travail réduit à 48 heures par semaine chez les *maçons* et chez les *cimentiers*; à 45 heures chez les *terrasiers*, pas de chômeur signalé. 1 p. o/o de chômeurs chez les *cochers* de *tramways*.

Les *employés d'hôtels* comptent un peu plus de la moitié de leurs membres sans place; 5 maisons ont réduit leur personnel de 8 employés, journée de 14 à 18 heures.

Haute-Savoie. — Chez les *carriers* de Thollon, la journée a été réduite à 8 heures; travail toujours actif. Les *tailleurs de pierre* d'Annecy sont encore tous occupés, ils font 50 heures par semaine.

Savoie. — Le chômage atteint 10 p. o/o des adhérents chez les *typographes* de Chambéry.

A Chambéry, hausse sur la viande, 30 centimes par kilogramme.

Isère. — Travail plus régulier que l'an dernier chez les *carriers* de Comblanchien; la journée est, suivant les chantiers, de 8 à 9 heures. Travail 72 heures par semaine chez les *ouvriers en chaussures* d'Izeaux. A Grenoble, l'activité est toujours grande dans les fabriques de *ganterie*; travail, 60 à 70 heures par semaine. Les *carrossiers* et *bourreliers* comptent 13 p. o/o des leurs sans ouvrage, journée 9 heures; elle est de 10 heures chez les *mouleurs en fer*, pas de chômeur; de même chez les *tailleurs de pierre* de Montalieu-Vercieu. Chez ces derniers, durée du travail réduite à 60 heures par semaine, à 50 heures chez les *tailleurs de pierre* de Porcieu, à 50 et 45 heures par semaine chez les *maçons* et *terrasiers* de Grenoble; la plupart des maisons ont renvoyé les deux cinquièmes de leur personnel.

A Montalieu-Vercieu, hausse sur la viande, 10 centimes par kilogramme, et sur le vin, 10 francs par hectolitre.

Drôme. — Le chômage atteint plus de la moitié des adhérents chez les *carriers* de Saint-Resitut. 6 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* de Valence. Gain journalier très réduit chez les *chapeliers* de Bourg-de-Péage, un peu plus du quart des adhérents est sans ouvrage.

Alpes-Maritimes. — Pas de chômeur chez les *tapissiers* de Nice, la saison hivernale s'annonce meilleure que l'an dernier; travail, 70 heures par semaine.

Var. — A Toulon, 10 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers* de Toulon; le placement devient plus difficile par suite de la concurrence des petits ouvriers se contentant d'un faible salaire. Pas de chômeur chez les *typographes*; de même chez les *menuisiers*, une nouvelle entreprise vient de se fonder, elle occupe 3 ouvriers; travail, 60 heures par semaine.

Bouches-du-Rhône. — Chez les *mineurs* de Fuveau, le travail n'est plus arrêté qu'un jour par semaine. 15 p. o/o de chômeurs chez les *boulangers* d'Aix. A Marseille, sur les 9 *minoteries* signalées comme incendiées, 8 ont été reconstruites et fonctionnent, la production n'a donc pas été aussi diminuée qu'elle l'avait été indiquée. 9 p. o/o de chômeurs chez les *imprimeurs lithographes*; 2 p. o/o chez les *typographes*; travail, 60 heures par semaine. Le chômage atteint 18 p. o/o des adhérents chez les *carrossiers*; dans plusieurs maisons la journée est descendue de 10 à 9 heures et même 8 heures. La reprise signalée chez les *forgerons* ne continue pas; on fait généralement 60 heures par semaine.

A Marseille, le chômage atteint plus des deux cinquièmes des adhérents chez les *tailleurs de pierre tendre*; le travail est réduit à 50 et 45 heures par semaine; chez les *marbriers*, plus d'un tiers des adhérents est sans ouvrage, la journée est le plus souvent de 7 heures; salaires en baisse; une maison occupant 25 ouvriers vient de fermer.

13 p. o/o des adhérents sont inoccupés chez les *mineurs-boiseurs*; travail réduit à 54 et 60 heures par semaine; diminution des taux des salaires, 2 à 3 centimes par heure; il y a moins de chantiers en activité que l'an dernier. Chez les *carreleurs*, les constructions neuves étant à peu près terminées, il ne reste de l'ouvrage que dans les réparations d'appartements, on compte un cinquième des membres inoccupés; cependant comme l'hiver dernier, on prépare quelques travaux qui atténueront le chômage habituel de l'hiver.

Les *chargeurs* estiment que environ les deux cinquièmes des leurs sont sans ouvrage; travail 15 heures par jour pour les *charretiers* et 12 heures pour les *chargeurs*.

Ardèche. — A Annonay, chez les *mégissiers-palissonneurs*, l'ouvrage devient plus rare; les ouvriers ne font pas la journée complète, mais il n'y en a pas d'absolument inoccupés. Le chômage atteint un grand nombre des adhérents chez les *maçons*; travail, 54 heures par semaine.

Aveyron. — Diminution de salaire chez les *manœuvres des mines* de Decazeville. Travail environ 54 heures par semaine chez les *tailleurs de pierre* de Millau; ouvrage peu abondant, on compte 10 p. o/o des ouvriers inoccupés dans la profession.

Tarn. — Les *ouvriers en cuirs* de Graulhet estiment que plus du tiers de leurs adhérents sont inoccupés; travail 50 heures par semaine; l'ouvrage diminue par suite de la hausse des cuirs.

Le chômage atteint à peu près la moitié des *tisserands* de Castres. Chez les *chapeliers* d'Albi, le travail avait légèrement repris jusqu'aux fêtes de la Toussaint; depuis les commandes sont rares; les *chapeliers approprieurs* font 24 heures par semaine.

Hérault. — Chez les *ouvriers agricoles* de Marsillargues, pas de chômeur; 13 p. o/o des adhérents chez les *mineurs* de Graissessac; travail en moyenne, 54 heures par semaine à l'intérieur et 60 heures à l'extérieur; les auxiliaires sont occupés environ 30 heures. Baisse des salaires chez les *mineurs* du Bousquet d'Orb. A Montpellier, le chômage atteint un grand nombre d'adhérents chez les *cordonniers*; trois maisons n'occupent que le quart de leur personnel habituel. Pas de chômeur chez les *ébénistes*; journée de 10 heures. Les *plâtriers* de Cette comptent un tiers de leurs adhérents inoccupés; baisse des salaires par suite de la concurrence de la main-d'œuvre étrangère.

A Graissessac, hausse sur le vin 30 p. o/o, et sur la viande 10 p. o/o.

Aude. — A Carcassonne, pas de chômeur signalé chez les *typographes*; le travail semble vouloir augmenter, cependant dans une maison on ne fait pas encore la journée complète. Pas de chômeur chez les *ouvriers de l'habillement*; les résultats de la campagne vinicole ayant

été meilleurs, les commandes sont plus importantes; on fait régulièrement 60 heures par semaine, souvent 2 ou 3 heures de veillées en plus; six nouvelles maisons de couture se sont créées, elles occupent 20 ouvrières. Le travail a été réduit à 54 heures par semaine chez les *charpentiers*. Chez les *menuisiers*, journée de 10 heures, pas de chômage; 19 p. 0/0 chez les *terrassiers*, peu d'ouvrage, journée réduite à 7 heures 1/2. A Carcassonne, hausse sur le vin, 0 fr. 05 et 0 fr. 10 par litre; sur la viande 0 fr. 10 par 1/2 kilo, et près de 50 p. 0/0 sur les pommes de terre.

Pyrénées-Orientales. — Diminution de travail chez les *ouvriers agricoles* de Perpignan; le chômage atteint à peu près la moitié des adhérents. Commandes plus importantes que l'an dernier chez les *trépointeurs* de Saint-Laurent-de-Cerdans; tous les ouvriers sont occupés, mais le travail est plus difficile. Les *espadrilleurs* estiment que plus du quart de leurs adhérents sont inoccupés; les prix de façon sont en baisse. A Perpignan, une nouvelle maison d'*ébénisterie*, vient de se fonder, elle occupe 2 ouvriers. Pas de chômeur chez les *garçons limonadiers*; journée souvent de 18 heures.

Haute-Garonne. — A Toulouse, 8 p. 0/0 de chômeurs chez les *coupeurs chemisiers*, 6 p. 100 chez les *ébénistes*, travail 60 heures par semaine; il est réduit à 42 heures par semaine chez les *mosaïstes*, le chômage atteint les deux tiers des adhérents; et un peu plus du tiers chez les *afficheurs*, *distributeurs* et *marchands-crieurs*. Les *plombiers* sont tous occupés.

Hautes-Pyrénées. — A Tarbes, pas de chômeur chez les *tanneurs-corroyeurs*, travail encore assez actif malgré la rareté de la matière première due à la hausse des cuirs.

4 p. 0/0 de chômeurs chez les *charrons*; pas de signalé chez les *ferblantiers*, travail réduit à 54 et 50 heures par semaine; il est de 54 à 60 heures chez les *peintres*, on compte 7 p. 0/0 des adhérents inoccupés.

Basses-Pyrénées. — A Bayonne, deux maisons de *tapissiers-ébénistes* viennent de fermer, elles occupaient 5 ouvriers. Les *charpentiers* de Pau sont tous occupés, ils font généralement 60 heures par semaine. Les *garçons bouchers* de Bayonne comptent un peu plus des deux cinquièmes de leurs adhérents sans place; travail, 80 heures par semaine.

Landes. — Pas de chômeur chez les *verriers* de Moustey; travail, 60 heures par semaine.

Lot. — 12 p. 0/0 de chômeurs chez les *travailleurs de la terre* de Cahors; on fait généralement 50 heures par semaine.

Lot-et-Garonne. — A Villeneuve-sur-Lot, chez les *charpentiers*, travail réduit à 54 heures par semaine; il est de 66 heures chez les *boutonniers en nacre*, pas de chômeur, les commandes sont moins fortes que l'an dernier. Dans la Société coopérative de production, situation stationnaire.

Gironde. — BORDEAUX. — Les *boulangers* et les *compagnons boulangers* comptent 19 p. 0/0 de leurs adhérents inoccupés. 3 p. 0/0 de chômeurs chez les *imprimeurs-lithographes*; pas de chômeur chez les *chapelières*; travail, 70 heures par semaine, commandes un peu moins fortes que l'an dernier. Chez les *charpentiers de haute futaie*, diminution du taux des salaires dans la plupart des maisons. Ralentissement du travail chez les *menuisiers* de Libourne. Un cinquième environ des *tonneliers* de Preignac sont inoccupés.

A Bordeaux, l'exposition en amenant une augmentation de main-d'œuvre, rend le placement des *ébénistes billardiers* plus difficile; une maison nouvelle vient de s'ouvrir, elle occupe vingt ouvriers. Le chômage atteint un tiers environ des *chaudronniers en cuivre*; travail, 60 heures par semaine; l'ouvrage est moins abondant par suite de la fermeture de l'exposition et de l'achèvement de navires qui étaient en construction. Les *garçons limonadiers* comptent un quart de leurs adhérents sans place; journée de 18 à 19 heures; placement rendu plus difficile par la concurrence des ouvriers attirés par l'Exposition et laissés inoccupés depuis sa fermeture. Chez les *garçons-coiffeurs*, journée de 14 heures, 8 p. 0/0 de chômeurs; 4 p. 0/0 de chômeurs chez les *gens de maison*; placement moins actif, les serveurs en place quittant peu à l'approche du jour de l'an.

Charente. — 3 p. o/o de chômeurs chez les *typographes-lithographes* d'Angoulême et chez ceux de Cognac, journée de 10 heures.

Haute-Vienne. — A Limoges, les *relieurs* estiment à 8 p. o/o le nombre de leurs membres sans ouvrage ; une maison qui se transforme a renvoyé 18 ouvriers. Ralentissement des commandes chez les *typographes* ; liquidation d'une maison occupant une vingtaine de *typographes et imprimeurs* et plusieurs ouvriers *relieurs*. Les *ouvriers en cuirs* de Saint-Junien comptent un quart de leurs adhérents sans ouvrage. A Limoges, 18 p. o/o de chômeurs chez les *coupeurs-brocheurs*, il s'est produit une petite amélioration, la durée du travail a été portée à 63 heures par semaine ; elle est de 36 heures chez les *sabotiers*, 5 p. o/o de chômeurs.

Creuse. — Pas de chômeur chez les *chapeliers* de Bourgneuf, diminution de 0 fr. 05 par pièce, pour certaines formes de chapeaux : deux maisons sont suffisamment alimentées de commandes, mais, dans la troisième, les ouvriers ont fait 12 heures par semaine.

Cher. — Ralentissement habituel du travail chez les *ouvriers agricoles* de Nérondes. Le chômage atteint à peu près la moitié des adhérents chez les *bûcherons* de Mehun-sur-Yèvre, par suite des difficultés éprouvées par les ouvriers du syndicat pour se procurer du travail ; on fait environ 59 heures par semaine ; les prix de façon sont en baisse de près de 30 p. o/o. A peu près la moitié des *bûcherons* d'Alligny sont inoccupés ; travail, 60 heures par semaine ; le gain journalier est diminué d'environ 0 fr. 50 par jour ; il y a peu de travaux en cours, et une partie des ouvriers quittent le pays. Le travail n'a pas encore repris chez les *bûcherons* de Feux, on attend la fin de la vente des bois. 13 p. o/o de chômeurs chez les *bûcherons* de Méry-des-Bois, depuis le mois dernier il y a diminution dans la durée de travail, on fait généralement 50 heures par semaine ; les salaires sont également en baisse (0 fr. 20 l'heure au lieu de 0 fr. 25, dans le mois précédent). Situation toujours prospère chez les ouvriers en *toiles cirées* de Bourges, on fait de 60 à 66 heures par semaine ; même durée du travail, chez les *maçons tailleurs de pierre* de Dun-sur-Auron, pas de chômeur ; travail, 54 heures par semaine chez ceux de Bourges. Pas de chômeur chez les *chaufourniers* de la Guerche, travail réduit à 60 heures par semaine ; cependant situation meilleure que l'an dernier. Commandes beaucoup moins importantes que l'an dernier chez les *chaufourniers* de Jussy, le chômage atteint les trois quarts des adhérents.

Indre. — Pas de chômeur signalé chez les *typographes* de Châteauroux ; travail, 60 heures par semaine.

Vienne. — Le chômage atteint 15 p. o/o des adhérents chez les *typographes* de Poitiers ; travail 60 heures par semaine.

Deux-Sèvres. — A Niort, ouvrage toujours abondant chez les *gantiers* ; pas de chômeur chez les *chapeliers-appropriers* ; journée de 9 heures.

Vendée. — 4 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* de la Roche-sur-Yon.

Les *tisserands* d'Évruines sont toujours suffisamment occupés ; travail, 60 heures par semaine. Chômage, 14 p. o/o des adhérents chez les *tisserands* de Mortagne ; et un cinquième des membres chez les *ouvriers de bâtiment* de Luçon. Pas de chômage chez les *ouvriers du bâtiment* de la Roche-sur-Yon ; la journée est réduite de façon à occuper tous les ouvriers.

Loire-Inférieure. — A Nantes, 15 p. o/o de chômeurs chez les *cuisiniers*. Chez les *charpentiers de navires*, la journée n'est plus que de 9 heures au lieu de 10 heures ; elle est de 10 heures chez les *chaudronniers*, elle est réduite d'une heure pour les ouvriers travaillant au dehors. Le chômage atteint 9 p. o/o des adhérents chez les *ajusteurs, tourneurs* ; journée de 8 heures $\frac{1}{2}$; on manque de commandes principalement dans les grands chantiers de *constructions maritimes*. Travail très faible chez les *ferblantiers boîtiers*, la pêche de la sardine étant complètement terminée sur les côtes de Bretagne et de Vendée, on compte un grand nombre de chômeurs, journée réduite à 7 heures.

Chez les *granitiers* travail réduit à 50 heures par semaine, tous les adhérents sont occupés ; on en compte un cinquième inoccupés chez les *maçons* ; la durée du travail n'est plus que de 48 heures par semaine et le plus souvent de 40 heures par suite des intempéries. 6 p. o/o

de chômeurs chez les *camionneurs*, situation meilleure que l'an dernier, la récolte de la région ayant été abondante, les ouvriers des champs sont venus en moins grand nombre chercher du travail à la ville.

A Saint-Nazaire, hausse de 15 p. o/o sur le charbon.

Morbihan. — 1 p. o/o de chômeurs chez les ouvriers du bâtiment de Lorient; travail 60 heures par semaine.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, 13 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers* et les *mécaniciens-chauffeurs*; le travail atteint 105 heures par semaine. Il est, par suite des intempéries, réduit à 45 heures chez les *maçons* et *manœuvres*, 9 p. o/o de chômeurs.

A Rennes, hausse de la viande, 0 fr. 10 par kilogramme.

Maine-et-Loire. — A Angers, chez les *cordonniers*, reprise du travail dans tous les ateliers.

Sarthe. — 10 p. o/o de chômeurs chez les *menuisiers* du Mans, travail réduit à 60 et 5/4 heures par semaine.

Indre-et-Loire. — Les *tanneurs-corroyeurs* de Châteaurenault estiment qu'un cinquième de leurs adhérents sont inoccupés; travail de 66 à 72 heures par semaine suivant les ateliers. Une maison a mis à pied à peu près la moitié de son personnel. Chez les *ouvriers en cuir* d'Amboise, la journée est de 9 heures dans une maison, de 12 heures dans quatre maisons et de 13 heures dans deux. A Tours, chez les *coupeurs-brocheurs*, travail 66 heures par semaine, pas de chômeur; 10 p. o/o chez les *ferblantiers-zingeurs*. 10 p. o/o chez les *couvreurs*, journée réduite à 8 heures; situation meilleure que l'an dernier, le tarif du travail à l'heure ayant été relevé depuis plusieurs mois.

Loiret. — Le travail en forêts vient de reprendre; les *bûcherons* de Vieilles-Maisons comptent 30 p. o/o des leurs encore inoccupés; baisse sur les prix de façon. Pas de chômeur chez les *couvreurs* d'Orléans, travail réduit à 40 heures par semaine.

Eure-et-Loir. — Travail toujours satisfaisant chez les *typographes* de Châteaudun.

Orne. — Chez les *ouvriers cotonniers* de Flers les salaires tendent à diminuer.

Manche. — Pas de chômage chez les *travailleurs du livre* d'Avranches; travail, 60 heures par semaine. Activité satisfaisante dans les diverses industries de la région. Chez les *ouvriers du bâtiment* les salaires auraient une tendance à la hausse.

Calvados. — 2 p. o/o de chômeurs chez les *typographes* de Caen; situation meilleure; travail, 60 heures par semaine. Le travail est suspendu un jour par quinzaine dans une *teinturerie* et *blanchisserie* de Condé-sur-Noireau, et un peu plus dans les autres maisons; la situation se maintient meilleure que celle de l'an dernier.

Eure. — Les *compositeurs-imprimeurs* d'Évreux sont toujours assez occupés, sauf dans une maison qui s'occupait de travaux dits « labours », et qui aujourd'hui manque de commandes. Ouvrage assez abondant ce mois-ci dans la plupart des *fabriques d'instruments de musique* de la Couture-Boussey, mais diminution dans les prix de façon.

Seine-Inférieure. — Au Havre, les *cuisiniers* comptent 11 p. o/o des leurs sans place. A Rouen, les travaux supplémentaires de fin d'année permettent d'occuper tous les *typographes*. Très peu d'ouvrage chez les *voiliers* du Havre, on espère que les arrivages du mois prochain amèneront quelques commandes. Le chômage atteint 15 p. o/o des adhérents chez les *journaliers* du Havre; travail, environ 30 heures par semaine; les arrivages de coton sont moins nombreux que l'an dernier.

Algérie. — A Alger, 11 p. o/o de chômeurs chez les *typographes*; on fait rarement la semaine complète, sauf dans l'impression des journaux. Travail très faible chez les *tailleurs d'habits*, les froids n'ayant pas encore amené les étrangers pour la saison hivernale; les ouvriers font 30 à 40 heures par semaine; ils font de 60 à 66 heures par semaine chez les *maçons*; le chômage atteint près de la moitié des adhérents, et 12 p. o/o chez les *employés limonadiers*; diminution de travail : un hôtel important est en vente, un café s'est transformé

et n'occupe plus que trois ou quatre employés; de plus, une partie des étrangers qui, les années précédentes, hivernaient à Alger, s'installent maintenant à Biskra.

Tunisie. — Les *typographes* de Tunis estiment que plus du quart de leurs adhérents sont atteints par le chômage, journée de 9 heures.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Travaux publics. — Adjudications nouvelles pour novembre et décembre 1895 :

Paris. — Travaux de canalisation et distribution d'eaux d'égouts....	805.100 ^f
Arras. — Remaniement d'un chemin.....	110.000
Alger. — Elargissement et prolongement d'une jetée.....	850.000
Toulon. — Construction de digues.....	187.000
Meaux. — Construction d'un pont.....	217.900
Chartres. — Ligne de chemins de fer de la Loupe à Brou.....	127.000
Lyon. — Reconstruction du pont d'Ainay.....	880.000
Toulon. — Construction d'une école.....	135.800
Levallois-Perret. — Reconstruction de la mairie.....	234.000
Paris. — Construction d'une école.....	465.450
Paris. — Construction d'une école.....	106.100
Paris. — Construction d'un groupe scolaire.....	707.100
Erquy (Côtes-du-Nord). — Prolongement d'une jetée.....	119.000
Douai. — Reconstruction d'une église.....	172.100
Commercy. — Construction d'une chaussée.....	186.400
Bourbon-Lancy. — Construction d'un établissement thermal.....	132.800
Alger. — Pavage d'un chemin.....	152.000
Alger. — Infrastructure d'un tramway.....	550.000

Résultats des adjudications précédentes :

Paris. — Travaux d'assainissement à l'hôpital Boucicaut (115.600^f). — Adj. : Robin. 218, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 33,30.

Poissy. — Construction d'écoles et d'abattoirs (199.500^f). — Adj. : A. Écoles, *terrasse et maçonnerie*, Cassier, 18; *menuiserie*, Bonnard, 15. — B. Abattoirs, *terrasse et maçonnerie*, Fournier, à Saint-Germain-en-Laye, 10,10; *couverture, plomberie, zinc, canalisation et gaz*, Filloche, Saint-Germain-en-Laye, 23,70.

Niort. — Construction d'un lycée (420.300^f). — Adj. : *terrasse, maçonnerie*; syndicat des ouvriers maçons et tailleurs de pierres de Niort, 20; *ciment, carrelages, grès*, Bérard, 26; *charpente, escaliers, parquets*, Chauveau, 17,55; *menuiserie*, Cayer, 23,75; *ferronnerie, serrurerie*, Cayer, 27; *couverture, zinguerie*, Orry, à Saint-Maixent, 31,30; *plâtrerie, fumisterie*, Fouré, 25; *peinture et vitrerie*, Gramont, 8.

Oran. — Création du centre de Turenne (Aïn-Sabra) (101.500^f). Adj. : Lorenzo, à Tlemcen, 26.

Paris. — Reconstruction de la cour d'appel (Palais de justice) (666.200^f). — Adj. : *menuiserie*, Pernet, 28, rue Louis-Blanc, 27,90; *parquetage*, Bourgaux, 5 et 7, rue de la Petite-Pierre, 20,40; *canalisation et appareils pour le gaz*, Bengel, 64, avenue Parmentier, 39,95; *peinture et vitrerie*, Godard, 35, rue de Lyon, 33.

Paris. — Construction d'une école (213.350^f). — Adj. : *menuiserie et parquetage*, l'Ébénisterie parisienne, 32, cité Bateaud, 33,90; *serrurerie*, Couvreur, 39, rue d'Argenteuil, 37,30.

Draguignan. — Construction d'une caserne de gendarmerie (149.300^f). — Adj. : *maçonnerie, grosse ferronnerie et marbrerie*, Hugues, 17; *menuiserie*, Fabre, à Le Muy, 24.

Nancy. — Construction d'un pavillon à l'hôpital civil (193.000^f). — Adj. : *terrassements et maçonnerie*, Pagny, 18; *charpente et menuiserie*, Weiss, 17; *gros fers, serrurerie et quincaillerie*, Blaise, 28.

Arras. — Travaux de voirie (110.000^f). — Adj. : Barbier-Carton, 8.

Rouen. — Construction de six chalands en bois (165.000^f). — Adj. : Milan, 24.

Saint-Étienne. — Amélioration du canal de Roanne à Digoin (1.400.000^f). — Adj. : Rollin, à Clamecy (Nièvre), 4.

Lorient. — Marine : Réfection d'une partie de la toiture de l'atelier des bâtiments en fer de Caudan (175.000^f). — Adj. : Fauchard, à Nantes, 20,85.

Chemins de fer de l'Ouest : ligne de Dieppe au Havre. — Terrassements et ouvrages d'art (1.200.000^f). — Adj. : Nouveaux, à Carbaix, Finistère.

Tribunal de commerce de la Seine. — Nombre de faillites et de liquidations judiciaires :

	Mois de novembre.		Du 1 ^{er} janv. au 30 nov.	
	1895.	1894.	1895.	1894.
Faillites.....	127	138	1.322	1.449
Liquidations judiciaires.....	18	12	181	241
Conversions de liquidations en faillites..	4	8	45	64

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations, pendant les 11 premiers mois de l'année.

	1895.	1894.
	francs.	francs.
IMPORTATIONS.		
Objets d'alimentation.....	914.667.000	1.093.391.000
Matières nécessaires à l'industrie.....	1.891.227.000	1.930.557.000
Objets fabriqués.....	524.957.000	496.932.000
TOTAL.....	3.333.851.000	3.520.880.000
En moins pour 1895.....	187.029.000	

	1895.	1894.
	francs.	francs.
EXPORTATIONS.		
Objets d'alimentation.....	553.825.000	595.174.000
Matières nécessaires à l'industrie.....	790.744.000	685.392.000
Objets fabriqués.....	1.613.069.000	1.386.636.000
Colis postaux.....	101.714.000	68.054.000
TOTAL.....	3.059.352.000	2.735.256.000
En plus pour 1895.....	324.096.000	

Mont-de-Piété de Paris. — Situation des magasins au 30 novembre 1895.

GAGES CORPORELS.			ARTICLES.	SOMMES.
			nombres.	francs.
Il y avait en magasin, le 31 octobre 1895, au soir.....			1.687.852	46.565.921
ENTRÉE.				
Par engagements effectifs.....	89.771	2.483.490	152.281	4.208.998
Par renouvellements.....	62.510	1.725.568		
TOTAL.....			1.840.133	50.774.919
SORTIE.				
Par dégagements effectifs.....	92.510	2.438.622	168.282	4.398.788
Par renouvellements.....	62.510	1.725.508		
Par ventes.....	13.262	234.658		
RESTE en magasin, le 31 octobre 1895.....			1.671.851	47.376.131
Restait en magasin, le 30 novembre 1891.....			1.979.123	50.972.308
le 30 novembre 1892.....			1.968.596	52.286.970
le 30 novembre 1893.....			1.850.827	50.552.922
le 30 novembre 1894.....			1.775.644	47.730.111
Intérêts des emprunts : à 1 an, 3 p. 0/0 ; à 9 mois, 2 1/2 p. 0/0 ; à 6 mois, 2 p. 0/0 ; à 3 mois, 1 1/2 p. 0/0.				

Transports. — Le tonnage des embarquements sur les canaux et rivières pendant les 9 premiers mois de l'année a atteint 19.059.200 tonnes contre 19.741.000 en 1894, soit une diminution de 3 p. 0/0.

Recettes des principales compagnies de transport du 1^{er} janvier à fin novembre 1895.

	1895.	1894.
Compagnies des chemins de fer d'intérêt général	1.102.235.000	1.077.935.000
Compagnie des omnibus de Paris.....	37.936.800	37.689.300
Compagnie des petites voitures à Paris.....	17.988.900	18.496.500

Préfecture de la Seine. — Autorisations de bâtir. — Du 1^{er} au 30 novembre, il a été déposé 72 demandes en autorisation de bâtir, dont 37 pour des constructions neuves. Pendant le mois de novembre 1894, le nombre des demandes avait été de 82, dont 44 pour des constructions.

PRIX AU DÉTAIL DE CERTAINES DENRÉES

AU COURS DU 3^e TRIMESTRE DE L'ANNÉE 1895,

d'après les renseignements fournis par un certain nombre de sociétés coopératives de consommation.

Le tableau ci-dessous fait connaître les prix moyens de quelques denrées ; ces prix sont obtenus en divisant la somme totale payée par les consommateurs qui ont acquis chaque genre de denrées par le poids total vendu. Les chiffres ainsi obtenus représentent le prix unitaires des objets, désignés au tableau, qui ont été consommés par les adhérents aux sociétés coopératives ; ils peuvent différer des prix courants de qualités déterminées des mêmes marchandises.

Les résultats ci-dessous des ventes opérées au cours du 3^e trimestre de 1895 résultent du dépouillement des rapports de 164 sociétés coopératives. Nous donnons les chiffres relatifs aux départements pour lesquels les ventes ont été les plus importantes et ceux qui se rapportent à l'ensemble du territoire.

DÉPARTEMENTS.	PAIN (au kilog.)	VIANDE FRAÎCHE. (au kilog.)	LARD (au kilog.)	BEURRE (au kilog.)	POMMES DE TERRE (au quintal)	VIN (au litre).	LAIT (au litre).
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Ardennes.....	0 26	2 00	1 40	2 65	"	0 48	"
Charente-Inférieure..	0 23	1 60	"	"	"	"	"
Doubs.....	0 39	1 67	2 01	1 90	"	0 34	"
Loire.....	0 29	1 64	1 51	"	"	0 31	"
Meurthe-et-Moselle..	0 28	1 83	1 72	2 83	8 00	0 48	0 40
Nord.....	0 34	1 87	2 30	2 95	9 38	0 90	"
Rhône.....	0 30	"	1 60	2 48	7 00	0 35	"
Seine.....	0 30	"	2 70	3 07	9 66	0 53	0 32
ENSEMBLE du terri- toire.....	0 28	1 72	1 69	2 70	9 05	0 44	0 30
Quantités vendues pour l'ensemble du territoire.	kil. 4.870.461	kil. 163.642	kil. 85.803	kil. 54.439	quint. 1.380	lit. 1.620.219	lit. 19.060

PLACEMENT GRATUIT.

ÉTAT DES PLACEMENTS EFFECTUÉS PAR LES OFFICES DE PLACEMENT GRATUIT.
(RENSEIGNEMENTS PARVENUS AU 1^{er} DÉCEMBRE.)

A. — BUREAUX MUNICIPAUX.

B. — BOURSES DU TRAVAIL.

LOCALITÉS.	NOMBRE DES				LOCALITÉS.	NOMBRE DES			
	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués			DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS effectués	
			à demeure	en extra.				à demeure	en extra.
OCTOBRE 1895.					OCTOBRE 1895.				
Paris (1 ^{er} arr ^t)	551	301	301	"	Angers.....	213	101	98	18
— (II ^e —)	873	1105	385	"	Besançon.....	134	65	34	"
— (III ^e —)	578	1012	416	"	Boulogne-s.-M.	147	121	100	21
— (IV ^e —)	637	589	545	22	Cholet.....	55	35	20	6
— (V ^e —)	122	116	43	21	Cognac.....	142	63	61	1
— (XIII ^e —)	190	162	210	"	Lyon.....	563	332	264	"
— (XIV ^e —)	168	87	59	13	Marseille.....	736	498	196	"
— (XV ^e —)	413	279	262	"	Montpellier....	87	35	35	"
— (XIX ^e —)	113	207	134	6	Nice.....	560	139	114	8
— (XX ^e —)	116	128	24	57	Nîmes.....	126	69	33	12
Paris (refuges)	"	"	73	1768	Saint-Étienne..	73	38	32	"
Lille.....	8	2	"	"	Toulon.....	86	24	12	12
Nancy.....	161	31	23	"	Toulouse.....	303	114	145	107
					Le Mans.....	264	31	12	"
NOVEMBRE 1895.					NOVEMBRE 1895.				
Paris (VI ^e arr ^t)	350	129	128	612	Bordeaux (mu- nicipale)...	466	210	203	"
— (IX ^e arr ^t)	169	85	81	"	Marseille.....	479	341	341	"
Levallois-Perret.	209	137	50	65	Lyon.....	575	241	192	"
Brest.....	30	"	3	"	Nîmes.....	70	38	32	6
Lisieux.....	153	81	52	1	Perpignan.....	35	15	14	"
Saint-Nazaire...	4	1	1	"	Tours.....	143	53	55	"
					Chalon-sur-Saô ^{ne}	13	8	11	"
					Saint-Nazaire..	45	12	4	4
					Toulouse.....	355	149	131	159

C. — SOCIÉTÉS D'ASSISTANCE.

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	DÉSIGNATION.	DEMANDES.	OFFRES.	PLACEMENTS.	
					à demeure.	en extra.
Meurthe-et-Moselle	Nancy.....	Maison de Sainte-Marie.	"	"	52	"
Orne.....	Alençon.....	Patronage des ouvrières et domestiques.....	32	22	18	"
Rhône.....	Lyon.....	Asile protestant.....	20	28	15	4
Seine.....	Paris.....	Société d'assistance par le travail du XVII ^e arrond.	"	"	4	8
Idem.....	Idem.....	The english catholic home.	25	31	19	5
Idem.....	Idem.....	Home allemand.....	59	237	38	"
Idem.....	Idem.....	Société de protection des Alsaciens-Lorrains....	"	13	13	"
Idem.....	Idem.....	Société philanthropique.	"	"	301	"
Idem.....	Idem.....	The mission home.....	141	96	28	10

D. — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS ET SYNDICATS PROFESSIONNELS (EN DEHORS DES BOURSES DE TRAVAIL DÉSIGNÉES CI-DESSUS), OCTOBRE 1895.

DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	PROFESSIONS.	NOMBRE DES			
			DE- MANDES d'em- ploi.	OFFRES d'em- ploi.	PLACEMENTS	
					à de- meure.	en extra.
Aube.....	Troyes.....	Plâtriers.....	"	"	8	"
Bouches-du-Rhône.....	Marseille.....	Imprimeurs-lithographes.....	"	"	5	"
Idem.....	Idem.....	Typographes.....	12	"	"	"
Idem.....	Idem.....	Charpentiers.....	"	"	30	"
Idem.....	Idem.....	Forgerons.....	3	1	1	"
Idem.....	Idem.....	Tailleurs de pierre.....	50	"	15	"
Côte-d'Or.....	Dijon.....	Ouvriers de la chaussure.....	7	"	3	"
Idem.....	Idem.....	Comptables.....	4	3	3	"
Garonne (Haute-).....	Toulouse.....	Coupeurs-chemisiers.....	1	"	"	"
Idem.....	Idem.....	Mouleurs-fondeurs.....	11	11	11	"
Gironde.....	Bordeaux.....	Compagnons et aspirants boulangers.....	26	25	4	25
Idem.....	Idem.....	Imprimeurs lithographes.....	"	10	8	"
Idem.....	Idem.....	Garçons de café.....	"	"	5	20
Idem.....	Idem.....	Gens de maison.....	29	40	16	3
Ille-et-Vilaine.....	Rennes.....	Meuniers et chauffeurs.....	8	"	"	"
Indre-et-Loire.....	Tours.....	Compagnons-cordonniers.....	200	150	80	"
Idem.....	Idem.....	Tailleurs de pierre.....	50	"	20	"
Meurthe-et-Moselle.....	Nancy.....	Tailleurs d'habits.....	1	"	1	"
Nord.....	Consoire.....	Marbriers en pendules.....	"	"	20	"
Idem.....	Dunkerque.....	Employés de commerce.....	5	"	5	"
Idem.....	Lille.....	Comptables et voyageurs de commerce.....	10	11	3	2
Idem.....	Idem.....	Garçons de café-restaur. Employés de bureau.....	"	"	3	"
Pas-de-Calais.....	Boulogne-sur-Mer.....	Plâtriers.....	18	20	14	"
Puy-de-Dôme.....	Clermont-Ferrand.....	Idem.....	"	2	3	"
Pyrénées (Hautes-).....	Tarbes.....	Tanneurs-corroyeurs.....	"	1	1	"
Idem.....	Idem.....	Ferblantiers-zingueurs.....	"	"	1	"
Rhône.....	Lyon.....	Jardiniers.....	7	8	5	"
Idem.....	Idem.....	Cartonniers.....	"	"	1	"
Seine.....	Paris.....	Boulangers.....	"	"	74	"
Idem.....	Idem.....	Pâtisseries.....	"	35	35	"
Idem.....	Idem.....	Cuisiniers.....	550	165	165	275
Idem.....	Idem.....	Charcutiers.....	537	525	504	2
Idem.....	Idem.....	Brocheurs.....	9	"	7	"
Idem.....	Idem.....	Imprimeurs.....	"	"	5	"
Idem.....	Idem.....	Typographes.....	48	"	48	"
Idem.....	Idem.....	Passenentiers à la barre.....	2	3	"	5
Idem.....	Idem.....	Chemisiers.....	10	"	7	7
Idem.....	Idem.....	Coupeurs-tailleurs.....	50	5	7	"
Idem.....	Idem.....	Couturiers.....	42	17	"	"
Idem.....	Idem.....	Compagnons chapeliers.....	29	"	29	"
Idem.....	Idem.....	Ouvriers en voitures.....	18	28	25	"
Idem.....	Idem.....	Compagnons tonneliers.....	16	14	15	1
Idem.....	Idem.....	Maréchaux ferrants.....	"	"	68	"
Idem.....	Idem.....	Ouvriers en instr. de préc.....	25	4	14	"
Idem.....	Idem.....	Bijoutiers.....	2	10	2	"
Idem.....	Idem.....	Mouleurs en plâtre.....	"	"	5	"
Idem.....	Idem.....	Employés du bâtiment.....	15	16	4	"
Idem.....	Idem.....	Employés de commerce.....	3	12	4	"
Idem.....	Idem.....	Comptables (f. du Temple).....	10	6	4	"
Idem.....	Idem.....	Comptables (r. de Rivoli).....	106	70	32	22
Idem.....	Idem.....	Garçons bouchers.....	220	215	145	56
Idem.....	Idem.....	Empl. d'hôtel (U. helvét.).....	130	40	36	"
Idem.....	Idem.....	Empl. d'hôtel (L'Etoile).....	860	"	119	610
Idem.....	Idem.....	Coiffeurs.....	"	"	145	700
Idem.....	Idem.....	Gens de maison.....	"	"	9	8
Idem.....	Idem.....	Concierges-gérants.....	8	8	"	"
Idem.....	Idem.....	Blanchisseuses.....	220	"	10	90
Idem.....	Boulogne.....	Blanchisseuses.....	148	"	127	"
Alger.....	Alger.....	Maçons.....	25	3	"	3
Idem.....	Idem.....	Employés timonadiers.....	17	3	20	19

ASSISTANCE.

Département de la Seine.

A. — ASILES DE NUIT.

OEUVRES.	HOMMES		F MMES.	ENFANTS.	NOMBRE DE NUITS passées.
	de moins de 60 ans.	de plus de 60 ans.			
MOIS D'OCTOBRE.					
Refuges et asiles municipaux (1).....	3.086	155	513	*	22.533
MOIS DE NOVEMBRE.					
Hospitalité de nuit (rue de Tocqueville).....	5.945	658	286	411	10.160
Asile de la rue Mouffetard.....	290	15	"	"	1.137
Société philanthropique (rue de Crimée).....	"	"	165	13	837
— (rue Labat).....	"	"	306	18	1.365
— (rue Saint-Jacques)...	"	"	389	51	1.870
— (avenue du Maine)...	"	"	62	60	631

(1) D'après les renseignements fournis par la direction des affaires municipales à la préfecture de la Seine (bureau du travail).

B. — SECOURS D'ASSISTANCE PUBLIQUE.

(D'après les renseignements fournis par la Direction des affaires municipales à la Préfecture de la Seine, bureau du travail.)

1° VILLE DE PARIS.

PERSONNES SECOURUES
en septembre 1895.

Indigents (secours réguliers)	{ de moins de 60 ans.	Hommes	5.169
		Femmes	8.838
	{ de 60 ans et plus...	Hommes	11.248
		Femmes	22.284
TOTAL des indigents secourus.....			47.539
Nécessiteux (secours irréguliers)	{ de moins de 60 ans.	Hommes	3.655
		Femmes	6.048
	{ de 60 ans et plus...	Hommes	1.975
		Femmes	1.843
TOTAL des nécessiteux secourus.....			13.882

2° AUTRES COMMUNES DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE.

Les chiffres ci-dessous représentent toutes les personnes secourues par les bureaux de bienfaisance et celles reçues dans les hôpitaux et hospices communaux et intercommunaux pendant le mois de septembre 1895.

Personnes de moins de 60 ans.....	Hommes.....	2.535
	Femmes.....	3.185
Personnes de plus de 60 ans.....	Hommes.....	1.783
	Femmes.....	3.391
TOTAL des personnes secourues.....		10.894

MOUVEMENT SYNDICAL.

[Direction de la prévoyance et de l'assurance sociales. — Bureau des syndicats professionnels.]

Pendant le mois de novembre 1895, le Ministère du commerce a été avisé des modifications suivantes dans la situation des syndicats professionnels :

A. — CRÉATION DE SYNDICATS ET D'UNIONS DE SYNDICATS.

[La date entre parenthèses est celle de la création du syndicat.]

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Var [26 août 1895]. — Syndicat des maîtres imprimeurs de Toulon et des industries qui s'y rattachent (6 membres). Siège social : 56, boulevard de Strasbourg, à Toulon.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Doubs [5 octobre 1893]. — Syndicat des ouvriers de l'équipement militaire et assimilés de Besançon (40 membres). Siège social : Local de la Fédération ouvrière, rue Poitune, à Besançon.

Haute-Garonne [31 octobre 1895]. — Union amicale des ouvriers boulangers de Toulouse et de la région (50 membres). Siège social : 17, rue Malaret, à Toulouse.

Gironde [15 septembre 1895]. — Chambre syndicale des ouvriers terrassiers, manœuvres et hommes de peine de la ville de Bordeaux (50 membres). Siège social : 32, rue Nirail, à Bordeaux.

Lot-et-Garonne [22 septembre 1885]. — Syndicat typo-lithographique de Villeneuve-sur-Lot (9 membres). Siège social : Café d'Europe, à Villeneuve-sur-Lot.

Loiret [4 septembre 1892]. — Chambre syndicale des ouvriers bûcherons et travaux similaires du canton d'Ouzouer-sur-Loire (27 membres). Siège social : Ouzouer-sur-Loire.

Nièvre [27 octobre 1895]. — Chambre syndicale des ouvriers bûcherons de la commune de Champvoux (28 membres). Siège social : Champvoux.

Seine [25 octobre 1895]. — Chambre syndicale des ouvriers des Entrepôts et Magasins généraux de Paris (91 membres). Siège social : 203, rue de Flandre, à Paris.

Deux-Sèvres [21 septembre 1895]. — Chambre syndicale des ouvriers réunis de la voiture (51 membres). Siège social : Café du Commerce, rue Brisson, à Niort.

Vendée [11 août 1895]. — Chambre syndicale des ouvriers mineurs de Faymoreau (232 membres). Siège social : Maison Mercier, à Faymoreau.

3° SYNDICATS AGRICOLES.

Indre [1^{er} novembre 1895]. — Syndicat des viticulteurs de la Châtre (130 membres). Siège social : Place du Palais-de-Justice, à la Châtre.

Nord [1^{er} septembre]. — Syndicat des maraîchers et agriculteurs de Sin-le-Noble et des environs (35 membres). Siège social : Estaminet Saint-Fiacre, à Sin-le-Noble.

4° SYNDICATS MIXTES.

Bouches-du-Rhône [1^{er} octobre 1895]. — Syndicat des patrons et matelots pêcheurs des petits métiers de Marseille (72 membres). Siège social : 2, rue Notre-Dame, à Marseille.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

[La date entre parenthèses est celle de la création du syndicat. La date de la dissolution n'est pas donnée parce que l'inactivité d'un syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.]

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Meurthe-et-Moselle [1^{er} juillet 1894]. — Syndicat des agents généraux d'assurances contre l'incendie de l'arrondissement de Lunéville (12 membres). Siège social : 81, rue d'Alsace, à Lunéville.

[15 septembre 1892]. — Syndicat des commerçants patentés des halles de Nancy (25 membres). Siège social : 24, place du Marché, à Nancy.

Hautes-Pyrénées [22 juillet 1892]. — Syndicat de l'Union de la boucherie et de la charcuterie de Tarbes (52 membres). Siège social : Mairie de Tarbes.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Gironde [15 avril 1893]. — Chambre syndicale des ouvriers de la raffinerie de pétrole de Bègles (48 membres). Siège social : 34, cours Victor-Hugo, à Bègles.

Loiret [16 octobre 1895]. — Syndicat des ouvriers bûcherons de Saint-Martin-d'Abbat (26 membres). Siège social : Mairie de Saint-Martin-d'Abbat.

[août 1892]. — Syndicat des ouvriers bûcherons du canton d'Ouzouer-sur-Loire (subdivision de Dampierre) (40 membres). Siège social : Dampierre-en-Burly.

[1^{er} septembre 1892]. — Chambre syndicale des ouvriers bûcherons et travaux similaires du canton d'Ouzouer-sur-Loire (37 membres). Siège social : Bray.

Manche [23 octobre 1887]. — Syndicat de la boulangerie de Cherbourg (42 membres). Siège social : Impasse Deschamps, à Cherbourg.

Orne [16 juin 1893]. — Fédération typographique de Flers (10 membres). Siège social : Flers.

Hautes-Pyrénées [28 octobre 1893]. — Chambre syndicale de solidarité des ouvriers boulangers de Tarbes (36 membres). Siège social :

[1^{er} avril 1893]. — Chambre syndicale des ouvriers chaisiers de la ville de Tarbes (37 membres). Siège social : Mairie de Tarbes.

[2 avril 1894]. — Chambre syndicale des manouvriers et terrassiers de la ville de Tarbes et de la banlieue (60 membres). Siège social : 5, place Marcalieu, à Tarbes.

[26 mai 1894]. — Syndicat indépendant des ouvriers métallurgistes des Hautes-Pyrénées (52 membres). Siège social : Hôtel de Ville de Tarbes.

Pyrénées-Orientales [7 avril 1894]. — Chambre syndicale des ouvriers tailleurs de pierre de Perpignan (21 membres). Siège social : Mairie de Perpignan.

[24 février 1894]. — Chambre syndicale des ouvriers peintres de la ville de Perpignan (35 membres). Siège social : Mairie de Perpignan.

3° SYNDICATS AGRICOLES.

Meurthe-et-Moselle [25 février 1894]. — Association syndicale des propriétaires de vignes de Villecey-sur-Nad (56 membres). Siège social : Villecey-sur-Nad.

Hautes-Pyrénées [30 janvier 1891]. — Syndicat agricole du canton de Saint-Laurent-de-Nest (56 membres). Siège social : Saint-Laurent-de-Nest.

4° SYNDICATS MIXTES.

Puy-de-Dôme [10 juin 1890]. — Syndicat du bâtiment (49 membres). Siège social : 5, rue du Bois-de-Cros, à Clermont-Ferrand.

LES GRÈVES EN NOVEMBRE 1895.

29 grèves ont été déclarées en novembre 1895. Il y en avait eu 25 en novembre 1894 et 28 en novembre 1893.

Les 29 grèves de novembre 1895 n'affectent chacune qu'un seul établissement, sauf une qui en atteint 18.

Plus de la moitié de ces grèves, exactement 16, se sont produites dans les industries textiles. On constate ensuite deux grèves dans les industries métallurgiques et une grève dans chacune des industries suivantes : bateliers, bétonniers, bûcherons, cousseuses de chapeaux de paille, émailleuses, huiliers, mégissiers, piqueuses de bottines, quincaillerie, verriers.

Le nombre des ouvriers qui ont pris part à ces grèves s'est élevé à 2.548; il avait été de 3.568 en novembre 1894 et de 3.870 en novembre 1893.

Il est à remarquer qu'en novembre dernier, sur 29 grèves, 10 se sont produites dans le département du Nord; et que ce département fournit 1.118 grévistes sur 2.548 pour la France entière.

Si l'on recherche les causes de grèves, on constate, tout d'abord, que 20 grèves ont trait à des questions de salaires : dans 15 cas, les ouvriers demandent une augmentation (1); dans 5 cas, ils protestent contre une réduction; et, dans un autre cas, ils se refusent à un changement dans le mode de paiement des salaires. — Viennent ensuite les questions de personne qu'on trouve à l'origine de 5 grèves : dans l'une, les ouvriers demandent le renvoi d'un contremaître; dans une autre, ils demandent le renvoi d'un ouvrier; dans une troisième, ils réclament à la fois le renvoi d'un ouvrier et la réintégration d'un camarade; dans les 2 autres cas, il s'agit simplement de la réintégration d'ouvriers. — Enfin, 3 grèves ont été provoquées par trois

(1) Il est à noter que, dans deux grèves tendant à l'augmentation des salaires, les grévistes réclamaient, en même temps, une diminution de la durée du travail.

motifs différents : réglementation du travail, modification du matériel, introduction du travail aux pièces.

Sur 29 grèves commencées en novembre, 7 n'étaient pas terminées le 1^{er} décembre; les 22 autres ont abouti à 9 réussites, 9 transactions et 9 échecs. Si l'on tient compte de 5 grèves anciennes terminées en novembre, on constate, pendant ce mois, 6 réussites, 10 transactions et 11 échecs.

Les 27 conflits terminés en novembre avaient duré : 1 (Carmaux), 114 jours; 1 (le Bousquet-d'Orb), 113 jours; 1, 41 jours; 1, 13 jours; 1, 12 jours; 1, 11 jours; 1, 9 jours; 1, 7 jours; 1, 6 jours; 2, 4 jours; 2, 3 jours; 6, 2 jours; 4, 1 jour et 4, moins d'une journée.

DATES		DÉPARTEMENTS.	LOCALITÉS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE	
du commence- ment.	de la fin.				d'établis- sements.	de grévistes.
1	2				6	7
GRÈVES NON TERMINÉES						
31 juillet.	22 nov...	Tarn.....	Carmaux.....	Verriers.....	1	1.110
1 ^{er} août.	22 nov...	Hérault.....	Le Bousquet-d'Orb	Verriers.....	1	230
24 sept...	4 nov...	Gard.....	Saint-Hyppolite- du-Fort.	Fileuses.....	1	100
18 octobre.	.....	Ardèche.....	Annonay.....	Mégissiers.....	1	12
GRÈVES COMMENCÉES						
2 nov...	4 nov...	Nord.....	Halluin.....	Tisseurs.....	1	140
3 nov...	5 nov...	Meurthe-et-Moselle	Villerupt.....	Lamineurs.....	1	300
4 nov...	7 nov...	Nord.....	Roubaix.....	Tisseurs.....	1	150
5 nov...	7 nov...	Doubs.....	Bard.....	Émailleuses.....	1	300
8 nov...	20 nov...	Nord.....	Roubaix.....	Fileurs rattacheurs bâcleurs.	1	128
8 nov...	19 nov...	Nord.....	Roubaix.....	Tisseurs.....	1	210
8 nov...	8 nov...	Haut-Rhin et (4 heures)	Méziré et Fesch- le Châtel.	Ouvriers de quincaillerie...	1	100
10 nov...	11 nov...	Seine.....	Paris.....	Bétonniers.....	1	10
11 nov...	12 nov...	Bouches-du-Rhône.	Marseille.....	Ouvriers d'huilerie.....	1	20
13 nov...	14 nov...	Dordogne.....	S ^t -Lazare (Brard- ville).	Verriers.....	1	35
13 nov...	19 nov...	Nord.....	Roubaix.....	Doubleuses.....	1	12
14 nov...	14 nov...	Haut-Rhin.....	Delle.....	Couseur ^{es} en chapeaux de paille	1	15
15 nov...	.....	Nord.....	Halluin.....	Tisseurs.....	1	30
15 nov...	15 nov...	Nord.....	Tourcoing.....	Bobineuses.....	1	14
15 nov...	17 nov...	Nièvre.....	Chapelle-S ^t -André.	Bûcherons.....	1	10
18 nov...	22 nov...	Haut-Rhin.....	Valdoie.....	Rattacheurs et bobineurs....	1	60
18 nov...	21 nov...	Pas-de-Calais.....	Calais.....	Tullistes et similaires.....	18	85
19 nov...	28 nov...	Nord.....	Halluin.....	Tisseurs.....	1	80
20 nov...	27 nov...	Eure.....	Louviers.....	Tisseurs.....	1	23
21 nov...	21 nov...	Ardèche.....	Annonay.....	Mégissiers.....	1	65
21 nov...	22 nov...	Haut-Rhin.....	Belfort.....	Ouvrières (déchets de coton).	1	60
25 nov...	28 nov...	Hérault.....	Marseillan.....	Ouvriers bateliers.....	"	50
26 nov...	30 nov...	Vendée.....	Faymoreau.....	Mineurs.....	1	150
27 nov...	29 nov...	Nièvre.....	Glamecy.....	Piqueuses en chaussures....	1	20
27 nov...	.....	Seine.....	Paris.....	Polisseurs sur métaux.....	1	2
28 nov...	.....	Vosges.....	Saint-Dié.....	Tisseurs.....	1	90
(2 heures)	.....	.....	.....	.....	.....	.....
29 nov...	2 déc...	Nord.....	Roubaix.....	Tisseurs.....	1	85
29 nov...	.....	Seine.....	Paris.....	Étireurs.....	1	35
29 nov...	5 déc...	Nord.....	Halluin.....	Tisseurs.....	1	269

(A) Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas encore été signalée à l'Office du travail.

Au 1^{er} décembre, il n'y avait plus que 8 grèves en cours, lesquelles comprenaient, à cette date, 596 grévistes. La situation actuelle est donc meilleure que celle des mois précédents.

Quant à la situation de l'année 1895 prise dans son ensemble, elle est également assez bonne, quand on la compare à celle des années précédentes. Pendant les 11 mois écoulés, on a, en effet, compté 379 grèves avec 44.000 grévistes environ; pendant les 11 premiers mois de 1894, on avait compté 368 grèves avec 47.360 grévistes; et, pendant la même période de 1893, le nombre des grèves s'était élevé à 617 et celui des grévistes à 166.854.

CAUSES DE LA GRÈVE OU DEMANDES DES GRÉVISTES. 8	RÉSULTATS. 9	OBSERVATIONS. 10
AU 1^{er} NOVEMBRE 1895 (A).		
Réintégration d'un ouvrier congédié	Échec (1).	(1) Voir plus loin l'historique.
Réintégration d'un ouvrier congédié	Échec (1).	
Règlement d'atelier et demande de renvoi d'une contre-maitresse.	Transaction.	
Demande de réintégration d'un ouvrier congédié .....	.....	
EN NOVEMBRE 1895.		
Augmentation de salaires	Réussite.	(2) L'application du travail aux pièces a été renvoyée à un mois.
Contre le travail aux pièces	Transaction (2).	
Demande de réintégration d'un ouvrier congédié et de renvoi d'un ouvrier.	Transaction.	
Réduction de salaires	Échec.	(3) Demande d'un rattacheur de plus par deux métiers.
Réglementation du travail	Réussite (3).	
Augmentation de salaires	Transaction.	
Contre un changement dans le mode de paiement des salaires.	Échec.	(4) Les grévistes ont été congédiés.
Augmentation de salaires	Échec (4).	
Augmentation de salaires	Échec (5).	
Réduction de salaires	Transaction.	(5) Les grévistes ont été immédiatement remplacés.
Modification du matériel	Échec (6).	(6) Les grévistes ont été remplacés.
Réduction de salaires	Transaction.	
Augmentation de salaires .....	.....	
Demande de renvoi d'un contre-maitre	Échec (7).	(7) 9 grévistes ont été licenciés.
Augmentation de salaires	Échec.	(8) Conciliation devant le juge de paix.
Augmentation de salaires et diminut ^{on} du temps du trav.	Transaction (8).	
Contre le renvoi de quelques ouvriers	Transaction.	
Augmentation de salaires	Transaction.	(9) 17 grévistes ont été congédiés.
Réduction de salaires	Échec (9).	
Demande de renvoi d'un ouvrier	Réussite.	
Augmentation de salaires	Échec (10).	(10) 15 grévistes ont été congédiés.
Augmentation de salaires et diminut ^{on} de la durée du trav.	Transaction.	
Contre le renvoi de quelques ouvriers	Réussite.	
Réduction de salaires	Transaction.	
Augmentation de salaires .....	.....	
Augmentation de salaires .....	.....	
Demande de réintégration de deux ouvriers congédiés ..	Transaction.	
Augmentation de salaires .....	.....	
Augmentation de salaires	Transaction.	

CONCILIATION ET ARBITRAGE.

Six applications de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées pendant le mois de novembre :

1° Grève des verriers de Carmaux. — Nous avons rapporté, dans le *Bulletin* de septembre, l'initiative prise par le juge de paix pour tenter une conciliation dès le début de ce conflit, et le refus opposé par le directeur de la verrerie.

Ce refus fut porté à la connaissance des ouvriers dans la matinée du 6 août; la reprise du travail fut alors décidée, les verriers se chargeant de subvenir aux besoins de leurs deux collègues renvoyés pour s'être absentes dans des conditions que la Direction estimait irrégulières, renvoi qui avait été le motif de la grève.

Le même jour, le directeur fit savoir qu'il ne pouvait accepter les termes du manifeste qui avait annoncé la reprise du travail; qu'il ne pouvait préciser quand, et dans quelles conditions, la réouverture de l'usine aurait lieu, et que le personnel était libre.

La paye des ouvriers eut lieu le 17 et le 18 août, et les livrets leur furent remis. La Direction fit savoir que, lors de la reprise du travail, les salaires seraient réduits au tarif maximum des autres verreries; et, qu'en outre, elle ne pouvait s'engager à reprendre tous les ouvriers.

Les grévistes décidèrent de continuer la lutte. Des souscriptions furent ouvertes, et les mineurs de Carmaux offrirent de verser le salaire d'une demi-journée chaque quinzaine. La grève continua sans incidents pendant tout le mois de septembre.

D'autre part, les ouvriers furent invités à venir, à partir du 20 août, s'embaucher individuellement à la verrerie; 80 ouvriers environ se firent inscrire dans les dix premiers jours, mais ce fut seulement le 1^{er} octobre, qu'on put remettre un four en marche; un deuxième four fut allumé le 10 octobre. Le travail put commencer au premier four le 15, avec 198 ouvriers, dont une partie venait de Rive-de-Gier, de Bordeaux et du Nord. Un troisième four fut allumé le 22 octobre, et le travail put commencer, le lendemain 23, au deuxième four, allumé le 10.

Le 24 octobre, une motion fut présentée par un député, demandant que le président de la Chambre fût chargé de résoudre le conflit, en qualité d'arbitre. La discussion occupa trois séances de la Chambre et la proposition d'arbitrage fut écartée.

Des négociations poursuivies les jours suivants, par le préfet du Tarn, entre les délégués ouvriers et la direction de la verrerie, ne purent non plus amener aucun changement dans la situation.

Le 3 novembre, sur l'invitation du Gouvernement, le préfet du Tarn écrivit officiellement aux deux parties pour leur demander si elles consentaient à désigner des arbitres dans les conditions de l'article 1^{er} de la loi du 27 décembre 1892.

Les ouvriers nommèrent aussitôt leurs cinq représentants, dont trois pour les verriers de Carmaux, un pour les ouvriers similaires et un pour les grévistes du Bousquet-d'Orb.

La Direction répondit que le conflit ne comportait pas d'arbitrage, que chacun devait être libre de choisir son personnel; que, d'ailleurs, il n'y avait plus ni grève, ni conflit à Carmaux, l'usine étant de nouveau en activité.

Le 7 novembre, le Ministre de l'Intérieur chargea le directeur de la Sûreté générale de se rendre à Carmaux pour procéder à une enquête. Il se rendit compte qu'aucune conciliation n'était possible et fit part aux ouvriers que la division du personnel en quatre équipes au lieu de trois, permettant de reprendre tout le

monde en conservant les ouvriers embauchés à l'extérieur, n'était pas jugée possible par la Direction.

Une réunion des grévistes, tenue le 3 novembre, décida de fonder une association coopérative de production, dont il avait été déjà question à plusieurs reprises.

Un appel fut lancé à toutes les organisations ouvrières de France; un don de 100,000 francs fut fait aux ouvriers pour aider à la fondation de la verrerie coopérative; d'autres subventions furent reçues.

Certains alors que les ouvriers exclus retrouveraient du travail, les grévistes votèrent, le 22 novembre, la fin de la grève. Ils étaient encore 480 sans compter une centaine de porteurs, enfants de 13 à 15 ans.

La direction de la verrerie les a divisés en quatre catégories :

1° Ceux qui ont été appelés à reprendre le travail le 27 novembre, au nombre de 61;

2° Ceux qui seront appelés aux premiers besoins, au nombre de 238;

3° Ceux qui ne sont pas exclus, mais qu'on ne peut occuper pour le moment et auxquels on ne peut fixer l'époque à laquelle ils seront employés, ils sont 78;

4° Les exclus; 21 avaient été, à la date du 1^{er} décembre, avisés de cette décision; 82 autres n'avaient encore reçu aucun avis.

2° Grève de tisseurs à Halluin (Nord). — 140 tisseurs de l'établissement Loridan, qui avaient eu à supporter depuis un an plusieurs réductions de salaires, se sont mis en grève le 2 novembre, parce qu'un relèvement général du tarif leur était refusé. Le 7, ils demandèrent au juge de paix du canton Nord de Tourcoing d'inviter leur patron à une réunion de conciliation; celui-ci ne se rendit pas à la convocation qui lui fut adressée.

Quelques jours après, l'augmentation de salaires, demandée par les grévistes, leur fut accordée et la reprise du travail s'est effectuée le 14 novembre.

3° Grève de doubleuses à Roubaix. — Les doubleuses de l'établissement de filature et tissage Terninck se sont mises en grève, le 13 novembre, demandant la suppression d'une plaque métallique, dite *couteau*, récemment ajoutée à leurs métiers pour obtenir une plus grande régularité dans les fils, et qui avait pour effet de réduire leurs salaires de près de 50 p. o/o.

Le recours des grévistes au juge de paix se fit le 15 novembre; mais le patron a repoussé la tentative de conciliation et le travail a été repris, le 19, par de nouvelles ouvrières.

4° Grève de rattacheurs et bobineurs au Valdoie (Territoire de Belfort). — Les rattacheurs et bobineurs de la filature Schwartz se sont mis en grève, le lundi 18 novembre, en vue d'obtenir une augmentation de salaires et se sont rendus, le même jour, chez le juge de paix de Belfort. Sur les conseils de celui-ci, ils ont repris le travail le lendemain; mais l'entrevue entre les délégués ouvriers et les directeurs de l'usine, qui eut lieu dans la journée, n'ayant donné aucun résultat, la grève recommença le 20 novembre.

Une réunion d'un comité de conciliation se fit alors devant le juge de paix, le 21; et, sur la promesse d'une augmentation de 3 francs par quinzaine à partir du 1^{er} janvier, la fin de la grève fut décidée.

5° Grève de fileurs, rattacheurs et bâcleurs à Roubaix. — Les ouvriers de la filature Motte frères demandaient l'adjonction d'un troisième rattacheur par équipe de deux métiers. Les patrons y consentaient, mais ne voulaient prendre à

leur charge qu'une partie du salaire du rattacheur supplémentaire; de là, une grève qui a duré du 8 au 20 novembre, et s'est terminée par une réussite pour les ouvriers. Cependant 26 d'entre eux, remplacés pendant le conflit, ont été licenciés.

La reprise de ces ouvriers a fait l'objet d'une demande en conciliation adressée, le 19 novembre, au juge de paix; mais les ouvriers n'ont pas donné suite à leur réclamation, ont accepté la situation qui leur était faite et cherché du travail ailleurs.

6° Grève de tisseurs à Louviers (Eure). — Une réduction de salaires a amené, le 28 novembre, la grève de 24 tisseurs de la fabrique de draps Audresset frères. Le nouveau tarif ne devait être appliqué qu'à partir du 26 novembre.

Le 22, les grévistes s'adressèrent au juge de paix. Les patrons ont repoussé la demande de conciliation, en donnant pour motif que les ouvriers avaient laissé le travail en train sur leurs métiers, au risque de détériorer les marchandises, et qu'ils avaient refusé de faire une chaîne de congé, comme c'est l'usage, en cas de rupture du contrat de travail.

Le 27, 17 tisseurs, dont 5 femmes, ont reçu leur compte et déclaré préférer chercher du travail dans d'autres établissements; 7 grévistes sont rentrés.

ANGLETERRE.

1° Une décision arbitrale rendue, le 23 octobre, par M. Leuty, membre de la Chambre des Communes, a mis fin à un conflit qui durait depuis plusieurs mois et qui affectait **500 ouvriers tisseurs de tapis** de Dewsbury, Spen Valley, Aberdeen et autres centres de cette industrie.

A la réunion annuelle des délégués de l'Association des fabricants de tapis d'Angleterre et d'Ecosse et des délégués de l'Association des ouvriers tisseurs, tenue le 7 juin, les patrons avaient informé les ouvriers qu'une réduction de salaires de 10 et 20 p. o/o, suivant les articles, serait opérée à partir du 1^{er} juillet.

Les délégués ouvriers objectèrent que cette décision ne leur avait pas été annoncée dans le délai d'usage; elle fut alors retirée, puis renouvelée à une autre réunion pour recevoir son application le 1^{er} août.

Les patrons prétendaient que leur décision résultait d'une convention passée, en 1889, entre eux et les ouvriers, d'après laquelle le tarif serait maintenu à condition qu'aucun établissement ne pût y apporter de réduction et que les ouvriers cesseraient le travail dans toute maison qui tenterait de le réduire.

Or, une fabrique écossaise avait diminué ce tarif, sans protestation de la part des ouvriers; il était donc nécessaire que les autres fabricants prissent la même mesure pour soutenir la concurrence qui leur était faite.

Les ouvriers répliquaient que leurs camarades de la maison écossaise ne pouvaient pas être poussés dans une grève, parce que, depuis quelque temps, cette maison n'avait plus fabriqué les articles sur lesquels avait porté la réduction.

Les patrons maintinrent leur décision et, le 1^{er} août, les tisseurs de tapis des villes citées ci-dessus quittèrent le travail. La grève se prolongea jusqu'à la dernière semaine de septembre; à ce moment, sur la proposition des patrons, le différend fut soumis à l'arbitrage et les ouvriers reprirent aussitôt le travail. La décision de l'arbitre, rendue un mois après, porte que rien ne justifie une réduction de salaires et l'ancien tarif a été conservé.

2° Le comité central mixte de l'industrie de la chaussure, créé en vertu de la convention du 19 avril qui a mis fin à la grande grève du commence-

ment de cette année, et composé des délégués de la Fédération des fabricants et de délégués de l'Union nationale des ouvriers en chaussures, s'est réuni, le 4 novembre, pour arrêter les principes généraux d'après lesquels devront être établis les tarifs du montage et du finissage à la machine (travail aux pièces). Il a adopté les points suivants :

- 1° Il n'y aura pas plus de deux catégories pour chaque travail;
- 2° La classification se fera d'après les matières employées pour l'empeigne;
- 3° Les prix des travaux aux pièces seront calculés sur le salaire moyen actuel des ouvriers de capacité moyenne, pour chaque opération, dans chaque district.

(Il est entendu que ce salaire moyen ne sera relevé que dans les ateliers qui payent le salaire minimum établi et qui se conforment aux conditions générales du travail.)

La décision du Comité central mixte a été adressée à tous les conseils locaux d'arbitrage de l'industrie de la chaussure, avec l'invitation à se réunir dans le plus bref délai pour établir les tarifs des travaux aux pièces dans chacune de leurs localités respectives.

Le conflit dans les chantiers des constructions maritimes de la Clyde et de Belfast. — Ce conflit préoccupe vivement l'opinion publique en Angleterre et réduit au chômage un nombre considérable d'ouvriers dans deux centres importants de constructions maritimes. Il a éclaté, vers la fin d'août, sur une demande de relèvement de salaires formulée par les mécaniciens et fondeurs en fer des chantiers de construction maritime de Belfast. Ceux-ci avaient accepté précédemment une réduction de 2 fr. 50 par semaine au cours d'une crise et, considérant celle-ci comme terminée, ils demandaient le retour au salaire antérieur. Ce qui caractérise le conflit actuel d'une façon toute particulière c'est que, commencé le 11 octobre, par une grève de mécaniciens et fondeurs en fer dans les ateliers de constructions maritimes de Belfast, il a amené les patrons des chantiers de la Clyde, unis par une convention passée le 11 septembre avec leurs confrères d'Irlande, à fermer leurs ateliers « par sympathie » et à renvoyer, le 5 novembre, un quart des mécaniciens syndiqués qu'ils occupaient sur la Clyde, bien que ceux-ci ne fussent nullement intéressés dans la dispute. Les autres mécaniciens de la Clyde ont alors quitté volontairement le travail.

Après le vote de la grève, et avant le « lock-out » de la Clyde une conférence de conciliation avait eu lieu à Carlisle le 23 octobre, mais l'entente n'avait pu se faire. Assistaient à la conférence 2 patrons de Belfast et 4 de la Clyde, le président et le secrétaire général de la société des mécaniciens réunis, les deux délégués « organisateurs » des districts intéressés et les représentants des deux comités de district. (Rappelons que les délégués organisateurs sont des agents centraux responsables envers le comité exécutif et chargés chacun d'un district, tandis que les comités de district sont des corps locaux représentant les sociétaires du district).

Depuis le début du différend, diverses tentatives d'arbitrage ont été faites par le lord-maire de Belfast, et le lord-prévost de Glasgow. A Belfast, les patrons ont refusé de négocier seuls et en dehors de leurs confrères de la Clyde. Quant au lord-prévost de Glasgow, il s'est vu objecter par le comité exécutif de la société des mécaniciens, que la société n'avait aucune difficulté sérieuse avec les patrons d'Écosse et qu'avant d'accepter une entrevue avec eux elle désirait attendre de nouvelles propositions relatives à Belfast.

Les choses en étaient là à la mi-novembre; depuis, de nouveaux efforts ont été tentés pour apaiser le conflit.

L'office du travail anglais a cherché à établir le chiffre des ouvriers qui, à la mi-

novembre, se trouvaient, dans les diverses industries affectées directement ou indirectement, réduits au chômage sur la Clyde comme à Belfast.

Ce nombre peut être évalué à 10.000 au minimum, savoir :

1° *Grévistes :*

A Belfast, 1.200 mécaniciens et fondeurs syndiqués et 100 non syndiqués (1.100 mécaniciens et 100 fondeurs) en tout..	1.300 ouvriers.
Sur la Clyde, 3.500 ouvriers en fer dont 1.100 mécaniciens syndiqués	3.500
TOTAL des grévistes.....	4.800

2° *Ouvriers des constructions maritimes astreints au chômage par suite de la grève :*

A Belfast.....	3.900
Sur la Clyde nombre inconnu mais au moins.....	1.300
TOTAL GÉNÉRAL des chômeurs.....	10.000

ALLEMAGNE.

Les tribunaux industriels et la conciliation — La loi du 29 juillet 1890 sur les tribunaux industriels (conseils de prudhommes) les a appelés à jouer le rôle de conseils de conciliation et d'arbitrage dans les contestations survenues entre patrons et ouvriers sur les clauses du contrat de travail, lorsque les deux parties leur en adressent la demande (1).

Ces tribunaux industriels n'ont, jusqu'à présent, été appelés à jouer ce rôle que dans des occasions assez rares.

1° Le tribunal industriel de Berlin a, pour la première fois le 21 septembre dernier, été à même de terminer une grève d'ouvriers en havresacs, déclarée le 2 septembre et qui avait pour but de fixer le tarif des travaux aux pièces.

2° Un arbitrage du tribunal industriel de Königsberg a aussi mis fin à une grève d'ouvriers ferblantiers. Les ouvriers sont maintenant payés à l'heure (0,35) et non plus à la journée; la journée est de 10 heures et les heures supplémentaires sont payées 30 p. o/o en plus.

ÉTATS-UNIS.

Conseil officiel de médiation et d'arbitrage de l'Etat de New-York. —

Le huitième rapport annuel du Conseil officiel de médiation et d'arbitrage de l'Etat de New-York fait mention de toutes les grèves survenues dans cet Etat, du 1^{er} novembre 1893 au 31 octobre 1894. Le nombre s'en est élevé à environ 425, ou 25 p. 100 de plus que l'année précédente.

Quoique le rapport ne vise pas à donner une statistique exacte de ces grèves; que, souvent, il n'indique pas le nombre des grévistes; et que, parfois même, il se borne à dire que *plusieurs autres grèves* ont eu lieu dans telle profession, à telle époque et ont eu le même résultat, les chiffres que l'on peut en tirer n'en gardent pas moins toute leur valeur de relation, soit à l'égard des résultats des grèves, soit quant aux causes qui les ont fait surgir.

(1) Voir les articles 61 à 69 de cette loi, traduite par M. Maurice Bellom dans l'*Annuaire de législation étrangère*, année 1891.

De ces 425 grèves, dont plus de 300 se sont produites dans la seule ville de New-York, 10 n'étaient pas terminées lors de la publication du rapport. Le résultat des autres se compose de 297 réussites, 32 transactions ou réussites partielles et 86 échecs.

70 de ces grèves se sont compliquées de grèves *par sympathie* dans les professions connexes. Le fait s'est produit surtout dans l'industrie du bâtiment où l'on voit journellement tous les ouvriers employés à une construction cesser le travail pour appuyer la demande d'une seule profession.

Ces grèves par sympathie ont été couronnées de succès dans la proportion des neuf dixièmes.

Le total des grèves des industries du bâtiment s'élève d'ailleurs à 220 sur 425; viennent ensuite les industries du vêtement, avec 70 grèves; les cigariers, 30; les industries textiles, 25; les métallurgistes, 14, etc.

Le tableau ci-dessous reproduit les principales causes des grèves, avec leurs résultats pour chaque cause.

CAUSES PRINCIPALES DES GRÈVES.	NOMBRE des GRÈVES.	RÉUSSITE.	TRANSA- TION.	ÉCHEC.
Demandes d'augmentation de salaires ou retour au tarif de l'année précédente.....	157	108	15	34
Résistance à des réductions de salaires.....	61	32	7	22
Pour obtenir la paye hebdomadaire.....	3	3	"	"
Diminution des heures de travail.....	11	8	"	3
Pour la suppression du marchandage.....	13	13	"	"
Contre le travail aux pièces.....	2	2	"	"
Contre l'exécution du travail d'une profession par une profession similaire.....	10	8	1	1
Contre le renvoi d'ouvriers ou contremaîtres.....	3	1	"	3
Contre l'emploi d'ouvriers non syndiqués.....	161	90	"	11
Contre l'emploi d'ouvriers appartenant à des syndicats dissidents.....	22	9	7	6
Contre l'emploi de matériaux produits par des ouvriers non syndiqués.....	25*	24	"	1
Refus de l'entrepreneur de laisser circuler dans le chan- tier le délégué du syndicat.....	9	9	"	"

Parmi les autres causes, qui n'ont donné lieu qu'à une seule grève chacune, on relève : Demande au patron de signer la convention annuelle fixant les conditions du travail, réussite; demande à un patron de payer les cotisations arriérées dues par lui au syndicat ouvrier lorsqu'il en faisait partie, réussite; pour obliger un contre-maitre à payer au syndicat ouvrier une amende de 125 francs qu'il lui devait, réussite; pour obliger un contre-maitre à payer une dette contractée envers un ouvrier, réussite; pour interdire au patron de faire le travail d'un ouvrier et le confiner dans son rôle de directeur et surveillant, réussite; contre l'emploi d'une machine, échec; pour la limitation du nombre des apprentis, réussite; pour interdire à un ouvrier tailleur de prendre du travail dans deux maisons en même temps, réussite; demande de paiement des heures d'attente au magasin, échec; contre l'ordre donné à des employés de tramways de se munir à leurs frais d'un nouvel uniforme, transaction; contre l'ordre donné à des employés d'hôtel de se découvrir en traversant le bureau de l'hôtel, échec; etc.

La dernière cause de grève inscrite dans le tableau ci-dessus nécessite quelques explications. La très grande majorité des syndicats ouvriers des diverses industries du bâtiment de New-York est rattachée à un Conseil composé de délégués de chacun de ces syndicats, et dont la fonction est de centraliser toutes les conventions passées

avec les entrepreneurs sur les conditions du travail et d'en surveiller l'exécution. Pour rendre cette surveillance plus facile, plus prompte et plus efficace, avec le moins de frais possible, le Conseil central a institué un corps de délégués ambulants (Board of Walking Delegates) qui se partagent les différents quartiers de la ville. Dès lors, le délégué n'a plus seulement à contrôler sa propre profession, mais tous les ouvriers du bâtiment. Il entre dans les chantiers, les parcourt, s'enquiert des salaires et des heures de travail et, lorsque l'entrepreneur s'est engagé à n'employer que des ouvriers syndiqués, il se fait présenter par chaque ouvrier la carte de travail (délivrée par le syndicat) dont il doit être porteur.

Si un intrus s'est glissé dans le personnel, il est assez d'usage que le délégué ne demande pas son renvoi formel, mais il avertit l'entrepreneur que les ouvriers ne veulent pas travailler avec un *scab* (galeux) et il le laisse libre de choisir. Les neuf dixièmes de ces grèves sont suivies de réussite.

Qu'un entrepreneur refuse l'entrée de son chantier à un délégué ambulant, il est par cela même soupçonné de violer ou de vouloir violer les clauses du contrat; et, sur l'ordre du délégué, tous les ouvriers quittent le travail. On a vu que les 9 grèves de ce genre qui ont surgi en 1894 ont toutes été suivies de réussite; ce résultat a été acquis au bout de quelques heures ou d'une journée de chômage.

28 p. o/o de l'ensemble des grèves n'ont duré qu'une journée ou moins d'une journée; 12 p. o/o ont duré 2 jours; 28 p. o/o, de 3 à 8 jours; 10 p. o/o, de 8 à 15 jours; 13 p. o/o de 15 jours à 1 mois; 7 p. o/o de 1 à 2 mois et 2 p. o/o, plus de 2 mois.

Le Conseil officiel de médiation et d'arbitrage est intervenu, pendant l'année 1894 dans 18 différends: 16 fois de sa propre initiative; 1 fois à la demande des ouvriers et 1 fois à la demande des patrons et des ouvriers pour prononcer une décision arbitrale.

La médiation du Conseil a été repoussée 1 fois par les ouvriers et 5 fois par les patrons. La tentative de conciliation a échoué 4 fois après un débat contradictoire entre les deux parties en présence d'un membre du Conseil. Dans les cas où la tentative de conciliation a abouti, la grève a été évitée une fois, les ouvriers ayant renoncé à leurs demandes; et, dans les six autres cas, les grèves ont été terminées avec trois réussites, 2 transactions et 1 échec comme résultat pour les ouvriers. Ces 6 grèves avaient duré 2 jours, 3 jours, 7 jours, 8 jours, 3 semaines et 6 mois.

Dans la grève des ouvriers tailleurs en confections qui n'a pas englobé moins de 15.000 ouvriers et ouvrières, les patrons ayant refusé de se rencontrer avec les délégués du syndicat ouvrier, le Conseil a procédé, comme la loi l'y autorise, à une enquête publique, dont le compte rendu est publié *in extenso* dans le rapport. Les personnes citées par le Conseil, lors d'une telle enquête, sont tenues de comparaître et de produire les livres requis, sous peine d'amende et de prison.

Cette enquête n'a pu cependant terminer le conflit.

Il ne suffit pas, au point de vue de l'extension des idées de conciliation et d'arbitrage, de posséder les résultats immédiats de l'intervention du Conseil, il faudrait en connaître toutes les conséquences ultérieures. Ainsi, par exemple, le rapport cite une grève de tanneurs que les efforts du Conseil ont été impuissants à régler et qui, huit jours après, se terminait par une convention instituant dans l'établissement un Conseil permanent d'arbitrage, chargé de résoudre tous les différends futurs.

Les électriciens de New-York ont, depuis plusieurs années, un Conseil d'arbitrage, composé de 4 représentants du syndicat patronal, de 4 représentants du syndicat ouvrier et d'un tiers-arbitre choisi par ces 8 membres. Le tiers-arbitre, pour l'année 1894, a été M. Feeney, l'un des membres du Conseil officiel de médiation et d'arbitrage de l'État; il a assisté à six réunions du Conseil des électriciens, et ses

décisions ont été toujours acceptées par les deux parties, sans qu'il y ait eu cessation de travail.

Les quatre grèves qui se sont produites dans cette profession en 1894 ont été dirigées contre des patrons qui n'appartenaient pas au syndicat patronal et qui employaient quelques ouvriers non syndiqués. Le renvoi de ceux-ci a été obtenu au bout d'une demi-journée de grève dans trois cas, au bout de quelques jours dans l'autre.

Rappelons, pour terminer, qu'à côté des Conseils officiels d'arbitrage de New-York et du Massachusetts qui fonctionnent depuis 1886, sont venus s'ajouter ceux de la Californie, en 1891; du New-Jersey, en 1892; de l'Ohio, en 1893; de la Louisiane, en 1894; du Connecticut et du Minnesota, en 1895.

INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE.

Caisse nationale d'épargne.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois d'octobre 1895.

Nombre des versements.....	206.407	
Représentant une somme de.....		28.863.955 ^f
Nombre des remboursements.....	118.321	
Représentant une somme de.....		32.689.062
Rentes achetées à 627 déposants, pour un capital de...		859.244
Excédent des remboursements et achats de rente sur les versements.....		4.684.351
Nombre de comptes existant { au 31 octobre 1895....		2.458.108
{ au 31 octobre 1894....		2.251.454
AUGMENTATION.....		206.654

Caisses d'épargne ordinaires.

Résumé des opérations effectuées pour le compte des caisses d'épargne à la Caisse des dépôts et consignations pendant le mois de novembre 1895.

Dépôts de fonds.....	9.819.276 ^f
Retraits de fonds.....	33.580.383
Excédent des retraits.....	23.761.107
Capitaux employés en achats de rentes pour le compte des déposants.....	2.305.374 ^f

Caisse nationale des retraites.

Résumé des opérations effectuées pendant le mois d'octobre 1895.

Nombre des versements reçus.....	87.370	
représentant une somme de.....		785.530 ^f
Arrérages de rentes viagères payés aux déposants.....		1.390.937
Remboursements de capitaux réservés payés à leurs héritiers....		1.073.590
Nouvelles rentes inscrites.....		35.410
au nom de.....	511 parties.	
Montant total des rentes en cours.....		33.231.564
réparties entre.....	199.456 titres.	

OPÉRATIONS DES INSTITUTIONS NATIONALES DE PRÉVOYANCE

EN 1894.

Caisse nationale d'assurance en cas de décès (1).

Le nombre des *assurances individuelles* contractées en 1894 est de 97, et le capital assuré correspondant se monte à 181.639 francs.

Déduction faite des règlements de sinistres et des annulations, les *capitaux assurés*, au 31 décembre 1894, s'élèvent à..... 2.971.527^f

Au 31 décembre 1893, ils s'élevaient à..... 2.881.085

L'augmentation a donc été de..... 90.442

Les *primes* encaissées pour les assurances individuelles sont au nombre de 1.200 pour une somme de 69.765 francs.

Les *capitaux* payés au décès ont atteint le chiffre de 44.480 francs, soit 64 p. o/o des primes de l'année.

Les *assurances collectives* contractées en 1894, par les sociétés de secours mutue's approuvées, sont au nombre de 63 et comprennent 13.474 membres participants. Les *primes* afférentes à ces contrats s'élèvent à 83.980 francs, et les *règlements de sinistres* (y compris les remboursements de primes) s'élèvent à 91.564 francs. Il en résulte un excédent de dépenses de 7.584 francs, les paiements représentant 109 p. o/o des primes encaissées.

L'excédent total des recettes sur les dépenses de la Caisse se monte à 53.020 francs.

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 1894.

1° ACTIF (calculé au taux de 3 1/4 p. o/o).

Rentes françaises, 3 p. o/o et 3 1/2 p. o/o.....	1.098.310 ^f
Solde du compte courant à la Caisse des dépôts.....	67.872

Soit ensemble..... 1.166.182

à déduire les primes payées par anticipation

en 1894 sur les assurances individuelles..... 306

MONTANT TOTAL de l'actif..... 1.165.876

2° PASSIF (calculé au taux de 3 p. o/o).

a) Assurances individuelles :

Polices en règlement.....	32.003 ^f
Polices non reconstituées à la suite des incendies de 1871.....	2.242
Valeur au 31 décembre 1894 des polices en cours.....	1.685.956

ENSEMBLE..... 1.720.201

A déduire :

1° Les primes échues non payées et les intérêts de retard..... 9.077^f

2° La valeur au 31 décembre 1894 des primes à échoir..... 816.967

MONTANT du passif pour les assurances individuelles..... 894.157

(1) Extrait du rapport, en date du 9 juillet 1895, présenté au Président de la République par la Commission supérieure des Caisses d'assurances en cas de décès et en cas d'accidents (J. O. du 20 novembre 1895).

b) *Assurances collectives :*

Charges à provenir, à partir du 1 ^{er} janvier 1895, des assurances collectives en règlement ou en cours au 31 décembre 1894.....	27.942 ^f
Charges à provenir des assurances collectives contractées en 1894, pour produire effet à partir du 1 ^{er} janvier 1895.....	39.488
MONTANT du passif pour les assurances collectives.....	67.430
MONTANT TOTAL du passif.....	961.587
Excédent de l'actif sur le passif.....	204.288

Grâce aux mesures prises, la caisse d'assurance en cas de décès se trouve actuellement en état non seulement de faire face aux charges provenant des contrats déjà souscrits, mais aussi d'éviter à l'avenir les pertes sur les assurances nouvelles.

Caisse nationale d'assurance en cas d'accidents.

La Caisse d'assurance en cas d'accidents a reçu, en 1894, 1.692 cotisations représentant une somme de 11.661 francs.

Les sommes versées pour indemniser les victimes d'accidents se sont montées à 15.709 francs, comprenant 14.521 francs versés à la Caisse nationale des retraites pour constituer six pensions et 1.188 francs alloués aux ayants droit d'assurés victimes d'accidents mortels.

Depuis l'origine de la Caisse (11 juillet 1868), les primes versées au nom de 36.572 assurés ont atteint le chiffre de 230.511 francs.

Les règlements de sinistres (y compris les remboursements de versements irréguliers) n'ont entraîné qu'une dépense de 172.636 francs. Cette dernière somme représente 74.89 p. o/o des versements et laisse un excédent de 57.875 francs.

Sur les 36.572 assurances contractées depuis l'origine de la Caisse, il n'a été indemnisé que 74 accidents, dont 57 ayant occasionné une incapacité permanente de travail et 17 ayant été suivis de mort.

Ces chiffres correspondent à une proportion moyenne de 2,02 accidents indemnisés par 1.000 assurés, dont 1,56 cas d'incapacité permanente de travail et 0,46 cas de mort.

Le nombre moyen de personnes assurées annuellement n'est que de 1.407.

Caisse nationale d'épargne (1).

Le nombre de versements effectués, dans le cours de 1894, s'est élevé à 2.658.162, représentant une somme totale de 394.693.727 francs. La moyenne, par versement, a été de 148 francs (144 francs en 1893).

Le nombre des remboursements s'est élevé à 1.230.617, représentant une somme totale de 332.021.545 francs. La moyenne, par remboursement, a été de 270 francs (299 francs en 1893).

L'excédent des versements sur les remboursements a été, par conséquent, de 62.672.182 francs.

Le nombre de comptes existant au 1^{er} janvier 1894 était de 2.078.951. Dans le courant de l'année, il en a été ouvert 482.372 nouveaux, et il en a été soldé

(1) D'après le rapport, en date du 22 octobre 1895, présenté au Président de la République par le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

281.262. Le nombre de comptes existant au 31 décembre 1894 s'élevait, par conséquent, à 2.280.061, ayant augmenté de 201.110, soit de 9.6 p. o/o.

L'avoir des déposants, au 31 décembre 1893, ressortait à 610.793.920^f
 Au 31 décembre 1894, il se montait à 690.844.460

Il a ainsi augmenté pendant l'année de 80.050.540^f

Ce solde créditeur est représenté par l'actif ainsi composé :

Valeurs de l'État français, pour un capital de 646.337.311^f
 Solde du compte courant avec la Caisse des dépôts et consignations 44.664.942
 Encaissements applicables à l'exercice 1894, mais réalisés seulement en 1895 3.438,100

TOTAL 694.440.353^f

A déduire les fonds de dotation, qui s'élèvent à 3.595.893

Reste égal à l'avoir des déposants 690.844.460

Nombre et importance des livrets.

Au 31 décembre 1894, il existait 2.280.061 livrets en circulation.

Classés par catégorie d'importance, ils se répartissent ainsi :

CATÉGORIES D'IMPORTANCE DES LIVRETS.	NOMBRE DE LIVRETS.	PROPORTION POUR CENT dans le nombre total des livrets.
Livrets de 20 francs et au-dessous	874.990	38.38
Livrets de 21 à 100 francs	487.501	21.38
Livrets de 101 à 200 francs	216.565	9.47
Livrets de 201 à 500 francs	299.053	12.25
Livrets de 501 à 1.000 francs	187.468	8.23
Livrets de 1.001 à 2.000 francs	174.602	7.67
Livrets de 2,080 francs et au-dessus, passibles de réduction dans le délai de trois mois	59.701	2.61
Livrets de 2.000 francs et au-dessus, exemptés de réduction par la loi	181	0.01
TOTAUX	2.280.061	100.00

DIVISION DES LIVRETS NOUVEAUX D'APRÈS LE SEXE ET LA PROFESSION DES DÉPOSANTS.

DÉSIGNATION.	HOMMES.	FEMMES.	TOTAL.	PROPORTION POUR CENT.
Chefs d'établissements agricoles, industriels et commerciaux	21.451	6.125	27.576	5.66
Journaliers et ouvriers agricoles	38.588	11.924	50.512	10.48
Ouvriers d'industrie	58.551	26.297	84.848	17.60
Domestiques	17.962	37.786	55.748	11.56
Militaires et marins	12.613	408	13.021	2.70
Employés	30.351	4.883	35.237	7.31
Professions libérales	14.812	4.807	19.619	4.08
Propriétaires, rentiers, sans profession	24.084	64.182	88.266	18.30
Mineurs n'exerçant aucune profession	56.254	50.055	106.309	22.04
Nomades	977	259	1.236	0.27
TOTAUX	275.646	206.726	482.372	100.00

Les personnes sans profession, les domestiques et les ouvriers industriels sont toujours les clients les plus nombreux de la Caisse nationale d'épargne; ils en représentent près de la moitié. Les militaires et marins, les personnes exerçant des professions libérales, les chefs d'établissements agricoles, industriels, etc., les journaliers agricoles et les employés forment 30 p. o/o de la clientèle totale de la Caisse nationale d'épargne. Les mineurs, à eux seuls, constituent un peu plus du cinquième de la totalité des déposants.

SECOURS ET TRAVAUX DE SECOURS

CONTRE LES CHÔMAGES INVOLONTAIRES DES OUVRIERS VALIDES.

L'*Office du travail* a rédigé, à la demande de la Commission permanente du Conseil supérieur du travail, les cinq notes suivantes (1) :

- I. — *Statistique du chômage.*
- II. — *Assurance mutuelle officielle contre le chômage.*
- III. — *Caisses de secours en cas de chômage organisées par les syndicats ouvriers.*
- VI. — *Travaux de secours contre le chômage.*
- V. — *Sociétés privées d'assistance par le travail en France.*

Nous croyons utile de résumer ici les 2 enquêtes faites par l'*Office du travail* pour la rédaction de ces notes et dont les indications sommaires n'ont pas encore été insérées dans le *Bulletin*.

SECOURS EN CAS DE CHÔMAGE PAR LES SYNDICATS OUVRIERS FRANÇAIS.

Le nombre des syndicats ouvriers était au 1^{er} juillet 1894, de 2.178 comptant 408.025 membres.

L'examen de leurs statuts en a fait découvrir 487 qui se sont proposés de venir en aide à leurs membres en cas de chômage; 184 ont même déterminé le taux de l'indemnité quotidienne ou hebdomadaire qui serait délivrée aux chômeurs.

L'*Office du travail* a adressé à ces 487 syndicats le questionnaire suivant :

- 1^o Quelle a été, pendant l'année 1894, la somme totale des secours accordés en cas de chômage ?
- 2^o Combien d'ouvriers ont participé à ces secours ?
- 3^o Quel a été le nombre total des journées de chômage indemnisées ?
- 4^o Pendant combien de jours le syndicat accorde-t-il l'indemnité de chômage ?
- 5^o Combien le syndicat accorde-t-il par jour aux chômeurs ?

(1) Paris, Imprimerie nationale, 1895.

6° Le syndicat a-t-il constitué une caisse spéciale de chômage ?

7° Dans le cas contraire, l'indemnité de chômage est-elle prise sur la caisse syndicale ?

Les syndicats étaient, en outre, invités à ne mentionner que le cas de chômage involontaire par manque de travail, et non les chômages par suite de maladie, d'accident, ou de contestation avec les patrons.

Il a été reçu 246 réponses à ce questionnaire.

159 syndicats, dont 34 de ceux qui avaient, à l'avance, déterminé dans leurs statuts la quotité du secours, n'avaient pas donné suite à leur projet ou l'avaient abandonné après tentative faite ; les motifs de l'abandon ont été, pour quelques-uns, la transformation de l'industrie par l'introduction des machines et le grand nombre de chômeurs qui en est résulté, épuisant rapidement la caisse sans espoir de pouvoir la reconstituer, comme cela s'est produit surtout dans l'industrie du papier peint ; pour d'autres, ce sont les abus commis dans l'administration des secours. Lorsqu'un syndicat ne groupe qu'une minorité des ouvriers de la profession et qu'il n'a pas de représentants dans tous les ateliers, il lui devient, en effet, très difficile de contrôler non seulement les causes du chômage, mais même s'il y a en réalité chômage.

Parmi les 159 syndicats qui ont déclaré ne pas donner de secours réguliers de chômage, il en est cependant 12 qui ont mis récemment le projet à l'étude, 10 qui partagent entre les chômeurs le produit de souscriptions spéciales, 2 qui ont une caisse de prêts et 2 qui, en morte-saison, répartissent le travail également entre tous les ouvriers du même atelier.

87 syndicats, comptant 16.250 membres, accordent des secours réguliers en cas de chômage ; 21 d'entre eux ont créé, pour ce service, une caisse spéciale ; 15, avec 750 membres, n'ont pas distribué de secours de chômage pendant l'année 1894, soit parce qu'il n'y a pas eu de chômeurs, soit parce que la caisse était épuisée ; 6 autres, avec 899 membres, n'ont commencé à donner des secours de chômage qu'en 1895.

Il reste donc 66 syndicats, comptant 14.601 membres, qui ont distribué, en 1894, 75.440 fr. 65.

Le nombre des chômeurs secourus, connus pour 62 syndicats, a été de 1.251, et le nombre de journées chômées, relevé par 65 syndicats, a été de 36.419. Du moins, ce chiffre est celui des journées indemnisées par les syndicats, car 1 syndicat n'accorde des secours de chômage que pendant 3 jours ; 3, pendant 1 semaine ; 6, pendant 15 jours ; 8, pendant 3 semaines ; 20, pendant 1 mois ; 9, pendant 6 semaines ; 4 pendant 2 mois ; 11, pendant 3 mois ; et 1, pendant 15 semaines. Pour les autres syndicats, la durée des secours n'est pas déterminée et se règle, le plus souvent, sur l'état de la caisse.

C'est parmi ces derniers que se trouvent 10 syndicats sur les 15 qui n'ont pas distribué de secours en 1894.

Les premiers jours du chômage sont généralement laissés à la charge de l'ouvrier ; 2 syndicats n'accordent de secours qu'après 15 jours de chômage ; 2, après 18 jours ; 20, après 8 jours ; 4, après 4 jours ; 3, après 3 jours ; et 1, au bout de 2 jours.

Le nombre des syndicats distribuant des secours de chômage va se trouver considérablement augmenté à partir du 1^{er} janvier 1896. La Fédération des travailleurs du livre, qui groupe actuellement 7.022 membres répartis entre 147 sections ou syndicats locaux, a adopté un projet de caisse fédérative de chômage d'après lequel ses membres, après une année de sociétariat, auront droit à un secours de chômage de 9 francs par semaine pendant cinq semaines dans le cours d'une année.

Ce projet, voté par un congrès corporatif au mois de septembre dernier, va être soumis à un vote spécial des sections et son acceptation ne paraît pas douteuse.

Jusqu'à présent la Fédération des travailleurs du livre n'avait organisé que les secours de route. La somme dépensée pour cet objet en 1894 s'est élevée à 8.142 fr. 35 partagés entre 379 voyageurs, dont 51 étrangers provenant de pays avec lesquels existe la réciprocité de ce service.

Les secours de route sont fixés à 1 fr. 50 pour les premiers 40 kilomètres, plus 50 centimes par 20 kilomètres en plus jusqu'à 200 kilomètres, soit un maximum de 5 fr. 50 pour chaque distance parcourue d'une section à l'autre.

En dehors des travailleurs du livre, il n'a été signalé que 6 syndicats ayant organisé des secours de route.

TRAVAUX DE SECOURS DANS LES VILLES AYANT UN REVENU
D'AU MOINS 100.000 FRANCS.

Les renseignements transmis à l'Office du travail ont été répartis en trois catégories, selon qu'ils visaient :

1° Les départements dans lesquels il n'a pas été organisé de travaux de secours par les villes ayant un budget de 100.000 francs pendant les cinq dernières années;

2° Les villes dans lesquelles les travaux se sont bornés à l'enlèvement des neiges, glaces et boues pendant l'hiver, et celles où les travaux organisés semblent n'être qu'une annexe de l'assistance publique, en ce qu'on n'y admet que des ouvriers âgés ou infirmes;

3° Les villes où des travaux de diverses natures ont été organisés, soit pendant l'hiver, soit pendant toute l'année.

Les départements dans lesquels les villes ayant un budget de 100.000 francs n'ont pas organisé de travaux de secours depuis 1890 sont au nombre de 22. Ce sont les suivants : *Hautes-Alpes*, *Alpes-Maritimes*, *Ariège*, *Aube*, *Corse*, *Creuse*, *Eure-et-Loir*, *Jura*, *Landes*, *Haute-Loire*, *Haut-Rhin*, *Rhône*, *Haute-Saône*, *Saône-et-Loire*, *Savoie*, *Haute-Savoie*, *Deux-Sèvres*, *Somme*, *Var*, *Vosges*, *Yonne*, *Constantine*.

Les villes où les travaux de secours ne consistent que dans l'enlèvement des neiges et glaces et celles où l'on n'embauche que les ouvriers âgés ou infirmes sont au nombre de 41, réparties dans 24 départements, savoir : *Allier*, *Yichy*, *Commeny*; *Basses-Alpes*, *Digne*; *Ardennes*, *Charleville*, *Rethel*; *Calvados*, *Bayeux*, *Pont-l'Évêque*, *Honfleur*, *Trouville*, *Vire*; *Cantal*, *Aurillac*; *Haute-Garonne*, *Saint-Gaulens*; *Loire*, *Montbrison*; *Loire-Inférieure*, *Nantes*; *Lot*, *Cahors*, *Figeac*; *Haute-Marne*, *Chaumont*, *Langres*; *Meurthe-et-Moselle*, *Nancy*, *Pont-à-Mousson*; *Nord*, *Avesnes*; *Oise*, *Beauvais*, *Clermont*; *Orne*, *Alençon*, *Flers*; *Pas-de-Calais*, *Boulogne*; *Puy-de-Dôme*, *Clermont-Ferrand*, *Riom*; *Basses-Pyrénées*, *Pau*; *Hautes-Pyrénées*, *Tarbes*, *Bagnères-de-Bigorres*, *Lourdes*; *Seine-Inférieure*, *Bolbec*; *Seine-et-Marne*, *Melun*, *Fontainebleau*, *Montereau*; *Seine-et-Oise*, *Chatou*, *Sèvres*; *Tarn*, *Mazamet*; *Vaucluse*, *Avignon*; *Vendée*, *La Roche-sur-Yon*.

Quant aux villes qui ont organisé des travaux de secours de natures diverses (construction de chemins, ouverture de rues, démolition de fortifications, cassage de pierres, etc.) et en toutes saisons, elles sont au nombre de 114, et se répartissent entre 54 départements. L'importance des sacrifices ainsi consentis par ces villes mérite qu'on les fasse connaître. Tel est l'objet du tableau ci-après :

VILLES AYANT UN REVENU D'AU MOINS 100.000 FRANCS ET QUI ONT ORGANISÉ

DÉPARTEMENTS.	VILLES.	MONTANT DES		
		1890.	1891.	1892.
		3	4	5
1	2	fr. c.	fr. c.	fr. c.
AIN	Bourg	(A) "	(A) "	(A) "
	Laon	1.621 06	4.272 48	1.524 12
AISNE	Soissons	"	"	"
	Hirson	3.626 15	5.288 70	3.500 00
ALLIER	Moulins	28.123 75	32.328 75	50.034 65
ARDÈCHE	Annonay	4.000 00	7.839 45	17.531 00
	Mézières	"	4.500 00	5.000 00
ARDENNES	Sedan	3.687 32	11.689 07	13.613 19
AVEYRON	Rodez	"	763 25	2.205 25
BOUCHES-DU-RHÔNE ..	Aix	"	"	"
	Tarascon	1.805 00	1.465 00	1.565 00
	Caen	29.637 00	17.541 00	22.726 00
CALVADOS	Falaise	"	"	"
	Lisieux	(c) "	(c) "	(c) "
CHARENTE	Angoulême	(d) "	"	"
	Saintes	8.500 00	8.500 00	8.500 00
CHARENTE-INFÉRIEURE.	Royan	3.000 00	4.000 00	4.000 00
	Bourges	"	"	27.859 30
CHER	Saint-Amand	"	1.900 00	"
CORRÈZE	Tulle	"	14.000 00	12.500 00
	Dijon	18.672 00	25.859 65	34.642 18
CÔTE-D'OR	Beaune	"	"	4.500 00
	Châtillon-sur-Seine	1.000 00	1.000 00	1.000 00
	Dinan	"	"	3.285 00
CÔTES-DU-NORD	Saint-Brieuc	19.348 91	48.731 80	33.497 83
DORDOGNE	Périgueux	"	(f) 7.000 00	"
DOUBS	Besançon	"	"	"
	Valence	2.296 00	4.897 00	2.268 00
DRÔME	Montélimar	(g) "	(g) "	(g) "
	Romans	(h) "	(h) "	(h) "
EURE	Vernon	572 60	1.382 20	2.013 18
FINISTÈRE	Brest	(i) 22.000 00	(i) 22.000 00	(i) 22.000 00
	Nîmes	16.935 00	27.697 50	27.207 50
GARD	Beaucaire	"	3.069 00	520 00
HAUTE-GARONNE	Toulouse	(j) 20.000 00	(j) 20.000 00	(j) 20.000 00
GERS	Auch	9.857 12	9.918 90	9.022 22
GIRONDE	Bordeaux	"	"	"
	Agde	(l) "	(l) "	(l) "
	Cette	"	8.000 00	"
	Clermont-l'Hérault	"	"	"
	Florensac	(n) "	(n) "	(n) "
HÉRAULT	Lodève	3.000 00	"	"
	Lunel	(o) "	(o) "	(o) "
	Mèze	(p) "	(p) "	(p) "
	Montpellier	"	"	"
	Pézenas	(q) "	(q) "	(q) "

DES TRAVAUX DE SECOURS DE NATURES DIVERSES ET EN TOUTES SAISONS.

DÉPENSES EN		TOTAL DES DÉPENSES pour les années 1890-1894.	OBSERVATIONS.
1893.	1894.	TOTAL	
6	7	8	9
fr. c.	fr. c.	fr. c.	
(A) #	(A) #	(A) 75,000 00	(A) Depuis trente ans, la dépense moyenne par an est de 15,000 francs.
3,852 33	3,883 00	15,152 99	
#	3,960 00	3,960 00	
3,362 10	5,951 57	21,728 52	
36,252 85	32,962 30	179,702 30	
6,500 00	22,005 00	57,875 45	
3,000 00	5,500 00	18,000 00	
9,171 02	441 80	(B) 38,602 40	(B) Y compris les frais d'achat et de location de matériel.
5,810 00	#	8,778 50	
#	6,000 00	6,000 00	
2,975 00	2,580 00	10,390 00	
25,022 00	21,656 00	116,582 00	
#	2,400 00	2,400 00	
(C) #	(C) #	(C) 83,563 38	(C) Soit une dépense moyenne annuelle de 16,712 fr. 67.
#	53,892 00	(D) 53,892 00	(D) Il y a longtemps que la ville d'Angoulême fait des dépenses de cette nature, mais elle n'a fait connaître que le chiffre de 1894.
8,500 00	11,087 80	(E) 45,857 80	(E) Le chiffre de 45,587 fr. 50 est inférieur à la vérité. En effet, le crédit de 8,500 francs, voté pour les années 1890 à 1893, a été dépassé chaque année.
5,137 13	5,383 62	21,520 75	
24,685 58	17,513 57	70,058 45	
2,500 00	#	4,400 00	
9,000 00	6,000 00	41,500 00	
31,718 51	19,329 21	130,221 55	
3,000 00	2,200 00	9,700 00	
1,000 00	1,000 00	5,000 00	
#	#	3,285 00	
27,543 82	20,207 50	149,329 86	
#	#	(F) 7,000 00	(F) Dépense faite pendant l'hiver 1890-1891.
#	6,000 00	6,000 00	
2,676 00	467 00	12,604 00	
(G) #	(G) #	(G) 4,216 00	(G) Soit une dépense moyenne annuelle de 843 fr. 20.
(H) #	(H) #	(H) 8,000 00	(H) Soit une dépense moyenne annuelle de 1,600 francs.
2,108 01	2,321 39	8,397 38	
(I) 22,000 00	(I) 22,000 00	(I) 110,000 00	(I) Crédits votés.
10,997 50	17,900 00	100,737 50	
#	#	3,589 00	
(J) 20,000 00	(J) 20,000 00	(J) 100,000 00	(J) Crédits votés.
9,933 43	4,840 20	43,571 96	
2,012 50	8,736 25	(K) 10,748 75	(K) Il faut noter que la ville de Bordeaux inscrit, depuis plusieurs années, à son budget, un crédit de 36,000 francs destiné au fonctionnement d'ateliers de service de la voirie dénommés ateliers de Charité.
(L) #	(L) #	(L) 10,000 00	
#	8,000 00	16,000 00	
#	#	(M) 18,000 00	(L) Soit une dépense moyenne annuelle de 15,000 francs.
(N) #	(N) #	(N) 75,000 00	(M) Soit une dépense moyenne annuelle de 3,600 francs.
#	#	3,000 00	(N) Soit une dépense moyenne annuelle de 15,000 francs.
#	#	6,000 00	(O) Ce chiffre représente 16 jours de chômage : 2 en 1890 ; 7 en 1893 et 7 en 1894.
(P) #	(P) #	(P) 36,094 00	(O) Soit une dépense moyenne annuelle de 7,218 fr. 80.
#	7,835 00	7,835 00	
(Q) #	(Q) #	(Q) 3,011 00	(Q) Soit une dépense moyenne annuelle de 602 fr. 20.

DÉPARTEMENTS.	VILLES.	MONTANT DES		
		1890.	1891.	1892.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.
1	2	3	4	5
	Rennes	18.858 00	17.931 00	17.128 50
ILLE-ET-VILAINE	Vitré	(A)	(A)	(A)
	Redon	#	2.740 69	#
	Fougères	4.687 00	5.500 00	2.540 00
INDRE	Châteauroux	(B) 25.000 00	(B) 25.000 00	(B) 25.000 00
	Issoudun	8.612 85	10.953 62	10.154 18
INDRE-ET-LOIRE	Tours	17.023 06	27.767 39	27.760 46
ISÈRE	Vienne	2.250 00	4.425 00	9.792 00
LOIR-ET-CHER	Blois	#	#	#
	Vendôme	19.000 00	13.500 00	12.000 00
LOIRE	Saint-Étienne	40.194 00	43.887 00	5.587 00
	Roanne	2.608 00	2.510 00	2.708 00
	Firminy	#	3.852 78	#
	Saint-Chamond	#	#	#
LOIRET	Orléans	16.926 00	19.068 00	9.101 00
	Gien	#	1.001 00	#
	Pithiviers	1.217 00	855 00	2.062 00
LOT-ET-GARONNE	Agen	(D) #	(D) #	(D) #
LOZÈRE	Mende	(E) 5.000 00	(E) 5.000 00	(E) 5.000 00
MAINE-ET-LOIRE	Angers	18.000 00	12.000 00	21.364 50
	Avranches	5.500 00	5.532 00	4.557 00
	Granville	700 00	500 00	500 00
MANCHE	Cherbourg	5.850 00	6.000 00	6.000 00
	Coutances	11.747 00	10.415 00	10.978 00
	Saint-Lô	6.000 00	6.000 00	6.000 00
	Carentan	#	1.200 00	#
MARNE	Reims	26.551 41	52.263 18	44.879 29
	Épernay	3.000 00	3.000 00	3.000 00
	Laval	(F) #	(F) #	(F) #
MAYENNE	Château-Gontier	(G) #	(G) #	(G) #
	Mayenne	13.001 35	10.405 72	12.647 84
MEUSE	Bar-le-Duc	3.391 19	4.380 80	3.395 75
	Lorient	53.273 63	58.698 95	66.055 79
MORBIHAN	Pontivy	599 95	285 69	913 75
	Vannes	(H) #	(H) #	(H) #
NIÈVRE	Nevers	12.902 39	(I) 4.242 50	(I) 4.242 50
	Cosne	(J) 2.000 00	(J) 2.000 00	(J) 2.000 00
	Le Câteau	1.138 17	2.621 50	1.554 87
	Hazebrouck	4.000 00	4.000 00	4.000 00
NORD	Anzin	#	#	#
	Valenciennes	#	#	#
	Lille (K)	#	#	#
BASSES-PYRÉNÉES	Eaux-Bonnes	15.000 00	15.000 00	15.000 00
PYRÉNÉES-ORIENTALES	Perpignan	6.000 00	6.000 00	6.000 00
SARTHE	Le Mans	40.249 95	39.772 16	29.814 89
SEINE-INFÉRIEURE	Rouen	3.106 00	4.980 00	#
	Le Havre	#	#	81.203 75
SEINE-ET-MARNE	Provins	(N) #	(N) #	(N) #
	Coulommiers	1.200 00	1.000 00	1.000 00

DÉPENSES EN		TOTAL DES DÉPENSES pour les années 1890-1894.	OBSERVATIONS.
1893.	1894.		
6	7	8	9
fr. c.	fr. c.	fr. c.	
18,399 50	15,858 00	88,175 00	
(A) "	(A) "	(A) "	(A) La dépense varie chaque année entre 15,000 et 20,000 francs.
3,136 00	957 37	3,698 06	
(B) 25,000 00	1,032 00	16,355 00	(B) Crédits votés.
7,955 96	1,032 00	16,355 00	
9,104 80	8,307 00	45,983 61	
2,560 00	9,500 00	91,155 71	
1,800 00	7,255 00	26,282 00	
9,500 00	"	1,800 00	
51,699 00	7,500 00	61,500 00	
1,647 00	116,519 00	257,886 00	
"	200 00	9,673 00	
"	"	3,852 78	
20,183 00	(C) 5,000 00	5,000 00	(C) Hiver 1894-1895.
2,149 00	25,014 00	90,292 00	
1,869 00	801 00	3,951 00	
(D) "	1,784 00	7,787 00	(D) Soit une dépense moyenne annuelle de 1,040 fr.
5,000 00	(E) "	5,200 00	(E) Crédits votés.
24,319 10	(F) 5,000 00	25,000 00	
5,000 00	15,726 00	91,410 00	
500 00	5,000 00	25,589 00	
6,000 00	500 00	2,700 00	
11,800 00	7,890 00	31,740 00	
6,000 00	9,000 00	53,990 00	
"	6,000 00	30,000 00	
38,190 67	1,000 00	2,200 00	
7,000 00	36,150 78	198,035 33	
(F) "	7,000 00	23,000 00	(F) Soit une dépense moyenne annuelle de 38,109 fr.
(G) "	(G) "	(F) 190,545 00	(G) Soit une dépense moyenne annuelle de 2,014 fr. 40.
12,799 81	(H) "	10,072 00	
1,765 50	11,766 59	60,621 31	
73,995 80	1,715 50	14,648 74	
588 28	73,184 73	325,208 90	
(I) "	794 25	3,181 92	(I) Soit une dépense moyenne annuelle de 12,300 fr.
1,242 50	"	61,500 00	(J) Quart de la dépense totale des quatre années 1891, 1892, 1893, 1894.
(J) 2,000 00	(L) 4,242 50	29,872 39	(J) Chiffres approximatifs. — La somme de 2,000 francs représente la dépense moyenne annuelle pendant la période 1871-1894.
5,500 08	(M) 2,000 00	10,000 00	
4,000 00	2,956 61	13,771 23	
1,500 00	4,000 00	20,000 00	
"	1,500 00	3,000 00	
"	2,000 00	2,000 00	
15,000 00	"	"	(K) 5,000 francs en 1895.
8,000 00	15,000 00	75,000 00	
46,355 84	11,500 00	37,500 00	
15,702 00	44,687 87	200,880 71	(L) Salaires, 175,293 fr. 13 c.; autres dépenses 25,587 fr. 58 c.; total 200,880 fr. 71 c.
9,282 50	2,890 00	26,678 00	(M) Y compris 20,026 fr. 70 c., représentant des dépenses autres que des salaires faites en 1892.
(N) "	"	90,486 25	(N) Soit une dépense moyenne annuelle de 2,500 fr.
1,855 00	(N) "	12,500 00	
	915 00	5,970 00	

DÉPARTEMENTS.	VILLES.	MONTANT DES		
		1890.	1891.	1892.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.
SEINE-ET-OISE.....	Pontoise.....	(A) //	(A) //	(A) //
	Albi.....	5.000 00	5.000 00	5.000 00
TARN.....	Carmaux.....	1.714 00	1.880 00	3.416 00
	Castres.....	783 63	1.460 50	637 39
	Montauban.....	(c) 8.000 00	(c) 8.000 00	(c) 8.000 00
TARN-ET-GARONNE....	Moissac.....	(c) 1.500 00	(c) 1.500 00	(c) 1.500 00
	La Roche-sur-Yon....	5.000 00	5.000 00	5.000 00
	Fontenay-le-Comte...	1.703 55	2.065 90	1.932 15
VENDÉE.....	Les Sables-d'Olonne..	13.162 32	13.995 88	16.123 60
	Luçon.....	(b) 3.000 00	(b) 3.000 00	(b) 3.000 00
	Poitiers.....	18.381 00	14.000 00	12.420 00
VIENNE.....	Châtellerault.....	(b) 2.500 00	(b) 2.500 00	(b) 2.500 00
	Loudun.....	(b) 2.400 00	(b) 2.400 00	(b) 2.400 00
HAUTE-VIENNE.....	Limoges.....	11.486 61	24.148 19	12.197 15
	Alger.....	//	//	22.139 70
ALGER.....	Mustapha.....	//	//	9.000 00
	Orléansville.....	//	//	//
	Relizane.....	//	//	//
ORAN.....	Sidi-bel-Abbès.....	//	//	//

Les observations faites par les préfets et les maires sur l'exécution des travaux de secours peuvent se résumer ainsi :

1° Pour éviter l'encombrement des chantiers, il convient d'exiger une durée déterminée de domicile dans la commune;

2° Il convient de donner la préférence au mode de travail à *la tâche*; quand le travail ne peut se faire qu'à *la journée*, il faut une surveillance beaucoup plus grande dans les chantiers de secours que dans les chantiers ordinaires;

3° Il convient de laisser à l'ouvrier le temps de chercher du travail dans l'industrie privée et, pour cela, n'ouvrir les chantiers de secours que 6 ou 8 heures par jour, ou ne faire travailler à journée pleine que par périodes de 3, 4 ou 6 jours, à tour de rôle;

4° Malgré la modicité du salaire journalier, l'emploi d'ouvriers inhabiles et l'augmentation des frais de surveillance ont, presque toujours, rendu l'exécution des travaux plus coûteuse que dans des conditions normales; mais, d'une part, la moralité des chômeurs s'est trouvée à l'abri des excitations de l'oisiveté et de l'intempérance; et, d'autre part, les communes ont trouvé cet avantage de n'avoir pas vu s'accroître les charges de l'assistance publique proportionnellement à l'intensité des chômages et des crises industrielles;

5° Les travaux de secours exécutés par les chômeurs n'ont eu aucune répercussion sur les industries locales de même nature; et, quoique exécutés généralement à un tarif inférieur au tarif habituel, ils n'ont exercé aucune influence sur les salaires de l'industrie privée, dans laquelle les ouvriers se sont empressés de rentrer, aussitôt que la cause de leur chômage a disparu.

DÉPENSES EN		TOTAL DES DÉPENSES pour les années 1890-1891.	OBSERVATIONS.
1893.	1894.		
6	7	8	9
fr. c.	fr. c.	fr. c.	
(A) #	(A) #	(A) 5,050 00	(A) Soit une dépense moyenne annuelle de 1.010 francs.
5.000 00	5.000 00	25.000 00	
4.640 00	2.750 00	14.406 00	
4.850 35	2.752 81	(B) 10.484 68	(B) Il conviendrait d'ajouter à cette somme celle de
(C) 8.000 00	(C) 8.000 00	(C) 40.000 00	1,921 fr. 92 qui a été dépensée en 1893 pour remplacer
(C) 1.500 00	(C) 1.500 00	(C) 7.500 00	des outils perdus par les ouvriers.
5.000 00	5.000 00	25.000 00	(C) Crédits votés.
2.312 25	2.333 85	10.347 70	
29.567 54	23.710 67	96.560 01	
(D) 3.000 00	(D) 3.000 00	(D) 15.000 00	(D) Chiffres approximatifs.
8.000 00	11.150 00	63 951 00	
(D) 2.500 00	7.600 00	(D) 17.600 00	
(D) 2.400 00	(D) 2.400 00	(D) 12.000 00	(E) Cette somme se décompose ainsi :
10.785 29	14.990 00	73.607 24	Montant des journées faites 47.151 75
29.420 77	19.089 30	(D) 70.649 77	Transport des déblais 20.573 50
7.000 00	15.000 00	31.000 00	Achat d'outils 2.737 62
11.600 00	#	11.600 00	Dépenses diverses 186 90
973 50	#	973 50	
1.608 29	1.084 39	2.692 68	Total 70,649 77

CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL.

La Commission permanente du Conseil supérieur du travail s'est réunie, le jeudi 28 novembre, pour continuer l'étude des moyens propres à atténuer les effets du chômage.

L'Office du travail avait été chargé de réunir des documents sur l'état de la question, tant en France qu'à l'étranger, et il a fait distribuer aux membres de la Commission les cinq notes suivantes :

- 1° Note sur la statistique du chômage;
- 2° Note sur les travaux de secours en cas de chômage;
- 3° Note sur les caisses de secours en cas de chômage, organisées par les syndicats ouvriers;
- 4° Note sur l'assurance mutuelle officielle contre le chômage;
- 5° Note sur les sociétés privées d'assistance par le travail.

Après avoir examiné ces renseignements, la Commission a décidé de commencer ses travaux par l'examen des différentes causes qui engendrent le chômage, et une sous-commission a été chargée de présenter une classification de ces causes. Elle étudiera ensuite les moyens propres à diminuer le chômage et à remédier à ses effets; elle terminera ses investigations par l'étude des réformes législatives destinées à faciliter la création de caisses de chômage.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Le Conseil exécutif des unions sociales démocratiques et les grèves. — Ce Conseil est intervenu en 1894 dans 131 grèves, groupant 7.328 ouvriers de 27 métiers (en 1893, 116 grèves groupant 9.356 ouvriers de 26 métiers). 61 des grèves de 1894 étaient dues à des réductions de salaire ou à des accroissements de durée de travail et 38 à des demandes d'augmentation de salaire ou de diminution de durée du travail. — Les résultats de 124 grèves ont été connus : 36 réussites complètes, 37 réussites partielles et 51 échecs.

AUTRICHE.

Les inspecteurs d'industrie en Autriche en 1894. — Les principales attributions des inspecteurs se résument dans les points suivants :

- Inspection et revision des établissements;
- Participation aux commissions et enquêtes administratives;
- Participation aux commissions et enquêtes judiciaires;
- Participation en général, à titre purement conciliateur, dans l'intérêt des parties, à toutes les discussions engagées au sujet de l'exécution du travail;
- Intervention dans les grèves et suspensions de travail.

Les 9.666 établissements inspectés (7.995 en 1893) ont été l'objet de 10.829 inspections et revisions, contre 8.803 en 1893, et ont occupé 445.855 ouvriers, dont 309.697 hommes et 136.158 femmes.

Sur ces 9.666 établissements, il y en a 4.636 qui travaillent sans moteurs, c'est-à-dire à la main.

Le nombre moyen d'ouvriers occupés par établissement ressort à 46, contre 42 en 1893.

Le plus grand nombre des infractions proviennent moins de faits de résistance à la loi que de l'impossibilité de s'y conformer. Il s'agit principalement ici de la petite industrie.

Quand, par exemple, le logement du patron sert aussi d'atelier, l'inspecteur est évidemment impuissant au point de vue de l'accomplissement des règles sanitaires.

En outre, l'atelier est aussi comble que le garni où couchent les ouvriers.

Par contre, la grande industrie, qui a d'importantes ressources à sa disposition, est mieux à même de sauvegarder la santé de son personnel. Là, les locaux sont à peu près partout (sauf en Galicie notamment) en bon état, au point de vue de la lumière, de l'aération, de la propreté et des mesures préservatrices.

Les contraventions aux dispositions relatives au travail du dimanche, aux heures de repos, au travail de nuit des femmes et des adolescents, etc., ne se sont que rarement produites.

Partout on y trouve la liste des ouvriers et le règlement du travail.

Les assurances, en cas de maladies et d'accidents, fonctionnent conformément à la loi, malgré les lourdes charges qui en résultent pour les patrons.

Un autre fait à mentionner, c'est la notable participation des inspecteurs aux commissions.

Il y a eu à cet égard 10.760 convocations, soit 2.676 ou 33 p. o/o de plus qu'en 1893.

Ces convocations se répartissent, d'après la nature des commissions, de la manière suivante :

NATURE DES COMMISSIONS.		CONVOGATIONS.	
		1894.	1893.
Commissions	de constructions.....	22,49	2,053
	de réceptions.....	889	663
	d'enquêtes sur les accidents.....	7,244	5,170
	d'enquêtes d'irrégularités spéciales.....	62	33
	juridiques.....	59	49
	diverses.....	257	198

Les consultations et avis transmis par les Inspecteurs, en 1894, aux autorités industrielles ont été d'une grande fréquence.

Par autorités industrielles, on entend les tribunaux industriels qui jouent à peu près le rôle des conseils de prud'hommes en France; mais cette juridiction n'est pas obligatoire, les parties peuvent toujours porter leurs réclamations devant les tribunaux ordinaires, puis les commissions d'arbitres qui ont une clientèle industrielle, et enfin les collèges d'arbitres qui ont une clientèle professionnelle.

Ces consultations et avis témoignent du cas qui est fait du savoir et de l'expérience des fonctionnaires dont il s'agit.

Leur nombre a été de 6.070 contre 5.593 en 1893, et, dans l'exercice considéré, ils se répartissent, d'après les différents cas, de la manière suivante :

Règlement du travail.....	1,374	Report.....	5,151
Règlement des exploitations....	55	Question des salaires.....	24
Disposition des locaux.....	1,739	Appréciation sur le caractère industriel de certaines entreprises..	33
Travail du dimanche.....	152	Questions diverses.....	755
Heures supplémentaires.....	756		
Travail de nuit.....	44	Total.....	5,963
Apprentissage.....	52	1 ajouter :	
Cas de maladie.....	496	Avis aux tribunaux ordinaires...	107
Assurance contre les accidents..	463		
Enquêtes sur l'objet précité....	30	Somme égale.....	6,070
A reporter.....	5,151		

Les inspecteurs d'industrie ont, en outre, signalé aux autorités industrielles des contraventions au nombre de 1.965. Dans 779 cas, ont été prononcées des amendes et, dans 18 cas, des réprimandes.

L'intervention des inspecteurs a été requise, à titre amiable et conciliateur, tant par les patrons que par les ouvriers, dans 8.521 cas.

Voici le relevé des conflits qui leur ont été soumis :

DE LA PART DES PATRONS.

Appropriations défectueuses des ateliers et demeures.....	166
Irrégularités relatives aux ouvertures d'ateliers.....	62
Infractions au règlement du travail.....	391
Transgressions au temps de travail.....	178
Inobservation du repos du dimanche.....	59
Renvois sans dénonciation préalable.....	47
Questions relatives aux apprentis.....	112
Infractions aux assurances contre les maladies et les accidents.....	234
Questions relatives aux grèves.....	49
Divers.....	1.103
TOTAL.....	3.704

DE LA PART DES OUVRIERS.

Renvois et dénonciations de service.....	1493
Retenues de salaires.....	986
Questions relatives aux apprentis.....	461
Appropriations défectueuses des logements.....	82
Retenues de livrets de travail.....	426
Refus de délivrance de certificats.....	190
Question des cantines.....	28
Question des grèves.....	66
Infractions aux mesures de précautions.....	67
Inobservation du repos du dimanche.....	170
Transgression au temps légal de travail.....	219
Infractions aux assurances.....	939
Divers.....	690
TOTAL.....	5.817

TOTAL GÉNÉRAL..... 8.521

Sur les 5.817 conflits au sujet desquels les ouvriers ont réclamé l'intervention des inspecteurs, il y en a eu :

1.816 pour lesquels les inspecteurs ont déclaré l'incompétence;

1.376 ont été soumis à l'autorité compétente;

2.035 favorablement résolus;

et 590 non résolus, ou dont la solution n'avait pas encore eu lieu en fin d'exercice.

En ce qui concerne le temps de travail, la journée de onze heures constitue un maximum dans les exploitations régulières. Sur différents points, il est des groupes d'établissements où la journée de travail est de dix heures et demie, dix heures, voire même neuf heures. Il a été constaté que cette restriction ne nuisait en rien soit à la quantité, soit à la qualité

de la production. Les rares infractions au repos du dimanche prouvent que la loi émise à ce sujet répond aux aspirations de la classe ouvrière. Le règlement de travail affiché dans les ateliers est de plus en plus considéré comme le contrat de travail, et il est à remarquer qu'en cas de divergences entre patrons et ouvriers ce règlement fait souvent autorité. Certains groupes d'établissements qui ne sont pas légalement tenus à l'affichage de ce document en apprécient tellement l'utilité qu'ils introduisent, comme document similaire, un règlement d'atelier.

Les inspecteurs se plaignent non sans raison de la lenteur apportée à la constitution de commissions ouvrières. Cette circonstance est d'autant plus regrettable que partout où fonctionnent ces commissions, elles donnent d'excellents résultats, et que les patrons qui ont eu à cœur de les introduire n'ont qu'à s'en féliciter.

Il y a lieu de constater que de nombreuses entreprises se sont appliquées, en dehors des prescriptions légales, à faire œuvre de bienfaisance vis-à-vis de leurs ouvriers. Elles leur ont donné des logements gratuits, ou moyennant de faibles loyers; elles ont construit des habitations qui deviennent, à des conditions favorables, la propriété des ouvriers, établi des fourneaux économiques pour leur alimentation, organisé des bains, des hôpitaux; elles ont créé des fonds de secours pour la vieillesse, l'invalidité, les veuves et orphelins, et pris encore d'autres dispositions humanitaires.

Par contre, le sort des apprentis, dans la petite industrie surtout, laisse encore beaucoup à désirer, au double point de vue de l'utilisation et de l'instruction. L'instruction des apprentis est cependant une condition essentielle de bien-être, en ce sens qu'elle donne aux ouvriers la possibilité de faire de leurs enfants de bons travailleurs à peu de frais.

Il reste à examiner la question des grèves.

Ici encore, les inspecteurs d'industrie sont des facteurs importants. Leurs rapports ont fourni à l'Administration, aux pouvoirs législatifs, des renseignements circonstanciés sur la situation de telle ou telle industrie, sur l'état des esprits et sur ce qu'ils ont vu, entendu, observé dans leurs tournées. En outre, leur intervention requise soit par les patrons, soit par les ouvriers, soit d'un commun accord, soit aussi par l'autorité industrielle, a souvent rétabli l'entente et empêché la suspension projetée du travail.

BELGIQUE.

Conseils de l'industrie et du travail. — Les conseils de l'industrie et du travail, créés en vertu de la loi du 16 août 1887, sont, aujourd'hui, au nombre de 73: 17 ont été créés en 1889, 13 en 1890, 18 en 1891, 9 en 1892, 8 en 1893, 6 en 1894 et 2 en 1895.

Ces 73 conseils se composent de 301 sections dont 104 ne sont pas constituées. Il y a 14 conseils, formés de 40 sections, dans lesquels aucune section n'est constituée, et 23 conseils n'ont qu'une partie de leurs sections en état de fonctionner, 96 sur 160.

Les conseils ayant la représentation de leurs sections au complet sont au

nombre de 36, comptant 101 sections; et, parmi ceux-ci, il y en a 20, appartenant presque tous à l'industrie charbonnière et à l'industrie des carrières, qui ne sont composés que d'une section chacun.

GRANDE-BRETAGNE

Revue du travail en septembre et octobre. — Pendant ces deux mois, l'état du marché du travail a continué à s'améliorer, au point qu'en septembre la proportion des chômeurs (dans les usines fournissant des renseignements) a été plus basse qu'elle n'avait jamais été depuis 1891. On en pourrait dire autant d'octobre, si le conflit survenu dans les constructions navales n'avait privé de travail un grand nombre de personnes. Mais au fond la situation reste bonne.

La proportion des chômeurs, dans 88 trade-unions avec 395.991 membres, a été 5,2 p. o/o en août, 4,93 en septembre, 4,87 en octobre, contre 7,6 p. o/o en septembre 1894 et 7,4 en octobre de cette même année.

Légère amélioration dans les *houillères*: on a travaillé 5,03 jours par semaine en octobre contre 4,80 seulement en septembre; pas de changement dans les *mines de fer*; 311 hauts fourneaux (8 de plus qu'en septembre) étaient en activité à la fin d'octobre. Les ateliers de *métallurgie de l'acier, de l'étain, etc.*, occupent 600 ouvriers de plus (61.978 au lieu de 61.391) que l'an dernier à pareille époque. Dans la *construction mécanique* 5,7 p. o/o de chômeurs en octobre contre 5,2 seulement en septembre 1895, et 9,5 en octobre 1894. Dans le *bâtiment*, la situation reste bonne; de même dans les industries du *bois* et de *l'ameublement*. La situation continue à s'améliorer dans les *industries du livre*; 3,8 p. o/o de chômeurs en octobre 1895 contre 5,1 en octobre 1894. Un peu plus de chômeurs, au contraire, dans les fabriques de *papier*. Amélioration lente, mais continue, dans la *confection*, la *chaussure*. La *filature de coton* est toujours assez peu active, sans changement notable; plutôt légère amélioration. Les *tissages de coton* sont de moins en moins occupés. L'*industrie lainière* est en pleine activité. La *soierie* éprouve une légère amélioration.

Il y a eu 77 grèves en octobre, contre 66 en septembre 1895, et 55 en octobre 1894. La plus importante de ces grèves est celles des 1.100 mécaniciens et 190 mouleurs de Belfast, qui a abouti à un lock-out général des ateliers de la Clyde. Il y a eu, en octobre, 15 grèves dans l'industrie minière, 12 dans le bâtiment, 12 dans les constructions mécaniques et navales, 5 dans le vêtement, 4 parmi les travailleurs des docks, 10 dans des industries diverses.

Une nouvelle loi sur l'industrie. — Une loi du 6 juillet 1895 (*Factory and workshop act, 1895; 58 et 59 Vict. ch. 37*) est venue récemment renforcer et étendre les dispositions protectrices établies par les lois anglaises en faveur des ouvriers employés dans la grande et la petite industrie (1). Ces dispositions étaient, comme on le sait, codifiées dans les lois industrielles du 27 mai 1878 et du août 1891 (2).

La nouvelle loi contient peu d'innovations, mais elle étend l'application des prescriptions anciennes à des industries jusqu'alors exemptées ou des catégories plus

(1) Le texte de cette loi est en vente chez King and son, libraire du Parlement, à Londres (pr. 0 fr. 35); on en trouvera une analyse détaillée dans la *Labour gazette* de juillet 1895.

(2) *Factory and workshop act, 1878; 41 Vict. ch. 16* — et 1891; 54 et 55 Vict. ch. 75. Pour le détail de cette législation, voir la publication de l'Office du travail : *Hygiène et sécurité des travailleurs dans les ateliers industriels*. (Textes et analyse.) [Paris, 1895; Imp. nat.]

étendues de travailleurs protégés. Elle restreint bon nombre de tolérances qui avaient été jugées nécessaires comme mesures transitoires et resserre le régime assez libéral qui était accordé aux petits ateliers. Dans un grand nombre de cas, ses dispositions ne sont que la sanction légale de mesures dont la réalisation progressive a été déjà obtenue en vertu du pouvoir réglementaire étendu que les lois antérieures ont conféré à l'autorité administrative et que la nouvelle loi renforce encore. Parmi les points les plus intéressants de la loi du 6 juillet 1895, nous citerons les suivants :

Mesures d'hygiène et de sécurité. — L'ancienne loi interdisait le surpeuplement des fabriques et ateliers, mais sans le définir expressément. Le cube d'air obligatoire est maintenant fixé à 7 mètres cubes par ouvrier (1) et à 11 mètres cubes pendant les heures supplémentaires. Une affiche apposée dans chaque local doit indiquer le nombre d'ouvriers admis à y travailler (art. 18). Défense, à peine de 250 francs d'amende à tout patron qui fait travailler au dehors, de donner des vêtements ou du linge à confectionner, à nettoyer ou à réparer, dans un logis où l'un des habitants est atteint de scarlatine ou de petite vérole (art. 6).

Diverses prescriptions d'hygiène et de sécurité sont en outre renforcées et l'article 13 de la nouvelle loi étend à tous les dommages corporels causés par la non-observation des lois industrielles ou de leurs règlements le principe de l'amende de 2.500 francs au plus, applicable au dédommagement de la victime (*penal compensation*), que l'article 89 de l'ancienne loi réservait au cas spécial de la protection insuffisante d'un engin dangereux.

Si le dommage frappe seulement la santé de la victime : elle doit prouver qu'il a pour cause directe la négligence incriminée.

Mesures supplémentaires, travail de nuit, etc. — Diverses tolérances relatives au travail de nuit des enfants et adolescents sont restreintes ou supprimées. Défense aux enfants de travailler à domicile pour leur patron, avant ou après le travail à l'atelier. Même défense aux adolescents et aux femmes qui travaillent à l'atelier avant et après le repas principal.

Accidents. — La déclaration des accidents occasionnant une incapacité de travail de cinq heures au moins dans les trois jours qui le suivent n'est plus limitée aux accidents causés par des machines, des vapeurs ou liquides corrosifs ou brûlants : elle s'applique aux accidents de toute nature, et à tous les ateliers, même ceux qui n'emploient que des ouvriers adultes.

Extension à des industries nouvelles. — Diverses prescriptions des lois industrielles (sur les accidents, l'inspection, le pouvoir réglementaire de l'administration, etc.) s'appliqueront désormais aux docks et entrepôts, à l'exploitation des ports et aux chantiers du bâtiment, en ce qui concerne le matériel mécanique employé aux opérations de levage. La loi tout entière s'appliquera aux blanchisseries, et ces établissements auront un régime spécial d'heures de travail (2). Restent exemptées des blanchisseries des prisons, celles des établissements religieux et charitables conduites « en conscience » (*in good faith*) et celles qui n'emploient que des personnes de la même famille, vivant sous le même toit, avec adjonction de deux travailleurs du dehors au plus. Les prescriptions d'hygiène de la loi sont appliquées à toutes les boulangeries sans exception, et l'exécution de celles qui concernent

(1) Au lieu de 6 en France.

(2) 10 heures de travail effectif par 10 heures pour les enfants ; 12 heures pour les adolescents ; 14 heures pour les femmes. 30 heures par semaine au total pour les enfants et 60 heures pour les adolescents ou les femmes. Ce régime est le plus libéral de ceux qui sont inscrits dans les lois industrielles.

l'hygiène et la sécurité ainsi que les divers affichages est placée sous la responsabilité du propriétaire de l'immeuble, dans les usines qui louent la force motrice par petits ateliers.

Industries spécialement dangereuses et insalubres. — Les règlements d'hygiène et de sécurité que le Ministre de l'intérieur est autorisé à prendre peuvent interdire ou restreindre l'emploi de *toutes les catégories* d'ouvriers, même celui des hommes adultes, aux travaux déclarés dangereux. Toutefois dans ce cas, ces règlements sont communiqués au Parlement 40 jours avant d'entrer en vigueur. Le Département de l'Intérieur devra recevoir avis de *tous les cas* de certaines maladies professionnelles (empoisonnements de plomb, anthrax, etc.).

Diverses autres prescriptions concernent la manipulation des substances toxiques et l'état hygrométrique des ateliers dans les fabriques textiles.

Parmi les mesures générales et diverses, citons celle qui oblige le patron de toute fabrique ou de tout atelier à fournir chaque année la statistique des ouvriers qu'il emploie *au dedans ou au dehors de son usine*, en comprenant parmi ces derniers tous ses sous-traitants. Les patrons doivent également fournir des renseignements très détaillés et par écrit aux travailleurs aux pièces pour les mettre à même de calculer eux-mêmes le montant du salaire qui leur est dû. Ces renseignements sont confidentiels et leur divulgation peut être sévèrement punie.

ASSURANCES OUVRIÈRES EN ANGLETERRE.

Dans la question des assurances ouvrières, en Angleterre, il importe de distinguer :

- 1° Les assurances de capitaux (principalement assurances en cas de décès);
- 2° Les allocations en cas de maladie;
- 3° Les retraites ou pensions de vieillesse.

On laissera de côté le point spécial de l'assurance-accidents.

1° ASSURANCES DE CAPITAUX.

Les assurances de petits capitaux ont pris, depuis une quinzaine d'années environ, un développement énorme par suite de la création des *Industrial Companies* et des *Collecting Societies*.

Les *Industrial Companies* sont des compagnies d'assurance ouvrière qui pratiquent l'assurance de petits capitaux avec collection hebdomadaire des primes à domicile. Leur clientèle se recrute presque exclusivement parmi les ouvriers et les membres des *Friendly Societies*. Il existe actuellement 11 compagnies de cette espèce; dont voici la liste :

1. Prudential C^o (de beaucoup la plus importante).
2. Abstainers and General C^o.
3. British Legal C^o.
4. British Workman's and General C^o.
5. London and Manchester C^o.
6. London, Edimburgh and Glasgow C^o.
7. Pearl C^o.
8. Refuge C^o.
9. Universal C^o.
10. Wesleyan and General C^o.
11. Yorkshire Provident C^o.

Voici, d'après les rapports publiés par le *Board of Trade*, le résumé des opérations effectuées en 1892 et en 1893 (les deux dernières années pour lesquelles on possède des comptes rendus) par l'ensemble de ces compagnies :

ASSURANCES OUVRIÈRES.

DÉSIGNATION DES ASSURANCES.	1892.		1893.	
	NOMBRE de polices.	CAPITAUX en cours.	NOMBRE de polices.	CAPITAUX en cours.
		francs.		francs.
Vie entière à primes viagères, ...	12,765,029	3,018,375,000	12,872,226	3,048,613,000
Vie entière à primes temporaires, . .	128	75,000	453	88,000
TOTAL	12,765,157	3,018,450,000	12,872,679	3,048,701,000
Assurances dotales, ...	92,616	31,250,000	93,210	31,373,000
Assurances mixtes, ...	154,368	10,375,000	156,066	10,582,000
Assurances sur deux têtes, ...	201,413	79,875,000	202,823	80,647,000
TOTAL des assurances de capitaux, . .	13,213,554	3,169,950,000	13,324,778	3,201,603,000
Rentes viagères, ...	1	375	1	375

Comme on le voit par les chiffres ci-dessus, les assurances de capitaux, assurances en cas de décès [à l'exception des assurances dotales (1)] représentent plus de 3 milliards de capitaux répartis sur plus de 13.000.000 de polices. Le nombre des assurés dépasse sensiblement le tiers de la population totale du Royaume-Uni. Néanmoins, les sommes assurées, individuellement, sont peu considérables : la moyenne par contrat n'est que de 235 francs environ.

On voit, en même temps, que les *Industrial Companies* ne font pour ainsi dire pas de rentes viagères.

Le montant des primes encaissées a été de 142.742.000 francs en 1892 et de 148.196.000 francs en 1893, soit, en moyenne, par contrat et par an, 11 francs environ.

Il a été payé pour les sinistres une somme de 61.299.000 francs en 1892 et de 63.636.000 francs en 1893.

La majeure partie des primes est recueillie à domicile par les agents des compagnies ; par semaine le plus souvent, quelquefois par quinzaine et par mois. Ce mode de paiement, très favorable au développement de l'assurance parmi les classes pauvres, n'est pas toutefois sans inconvénients, car il augmente dans de fortes proportions les frais de recouvrement.

D'un autre côté, les compagnies font des dépenses considérables en commissions de toutes sortes. La somme des frais d'administration et des commissions allouées aux agents représente annuellement, pour l'ensemble des compagnies, 42 à 43 p. 100 des primes ! Le minimum est fourni par la *Prudential* (41 p. 100 des primes), et le maximum par la *Yorkshire Provident*, où il atteint 90 p. 100 des primes. On voit par là que les frais de gestion sont extraordinairement élevés : cela tient principalement à la nécessité d'entretenir un personnel nombreux d'agents, tant pour recueillir hebdomadairement les primes d'assurance que pour activer la production courante, dont l'arrêt ne manquerait pas de compromettre gravement, du moins dans certaines compagnies, la sécurité des engagements antérieurement acquis.

(1) L'assurance dotale (*endowment*) est une assurance en cas de vie, combinée avec une assurance en cas de décès pour un capital moindre.

Parmi les compagnies industrielles, les plus importantes sont en assez bonne situation, mais il en est d'autres pour lesquelles l'avenir est menaçant. L'extension de l'assurance industrielle n'est donc pas entièrement exempte de périls pour la population laborieuse au milieu de laquelle elle s'est propagée avec tant de succès.

L'assurance de petits capitaux en cas de décès est encore pratiquée sur une vaste échelle par les *Collecting Societies* qui sont un genre particulier des *Friendly Societies*.

Les *Collecting Societies* se distinguent des *Friendly Societies* ordinaires en ce qu'elles ne font que l'assurance sur la vie, et non l'assurance contre la maladie ou les accidents, et en ce que les assurés ne participent pas à la gérance. Quoique fondées sur le principe de la mutualité, elles sont dirigées et administrées par un groupe particulier n'appartenant pas au groupe des assurés. Elles se rapprochent ainsi de nos sociétés anonymes d'assurances mutuelles dans lesquelles la société gérante est entièrement distincte de l'association mutuelle des assurés (ex : le *Conserveur*, en France).

On comptait, en 1888, 52 *Collecting Societies* pour l'ensemble du Royaume-Uni, dont 47 en Angleterre, 5 en Écosse, 0 en Irlande.

Parmi les 47 sociétés anglaises, 4 assurent chacune plus de 100.000 personnes. Ce sont :

1. The Royal Liver Society.
2. The Liverpool Victoria and Legal Society.
3. The Royal London Society.
4. The Blackburn Philanthropic Burial Society.

Les autres sont beaucoup moins importantes et n'englobent, prises ensemble, que 10 p. 100 du total des membres des *Collecting Societies* anglaises.

Parmi les 5 sociétés écossaises, une, *The Scottish Legal Life Assurance Society*, possède plus de 400.000 assurés, et deux autres ont plus de 10.000 et moins de 100.000 membres.

Les *Collecting Societies* font l'assurance en cas de décès et l'assurance dotale, pour des sommes peu élevées. La moyenne, par contrat, du capital assuré n'est que de 150 francs environ; elle est inférieure à la moyenne accusée par les *Industrial Companies*.

Les *Collecting Societies* recueillent les primes à domicile au moyen de collectes hebdomadaires, comme leur nom l'indique. Le montant de la cotisation hebdomadaire n'est que de 1 à 3 pence (0 fr. 10 à 0 fr. 30).

Nous donnons, ci-dessous, le résumé des opérations effectuées, pendant l'année 1888, par deux des plus importantes de ces sociétés :

a. *The Royal Liver Society* : (Angleterre)

Primes encaissées.....	9.743.000 ^l 00 ^c
Moyenne de la cotisation hebdomadaire.....	0 15
Capitaux payés aux assurés.....	5.352.000 00
Fonds placés.....	25.190.000 00
Nombre de membres.....	1.203.104
Nombre de décès.....	23.537
Rapport des frais de gestion aux primes.....	36 p. 0/0
Rapport des capitaux payés aux primes.....	55 p. 0/0

b. *The Scottish Legal Life Assurance Society* : (Écosse.)

Primes encaissées.....	2.441.000 ^l 00 ^c
Moyenne de la cotisation hebdomadaire.....	0 10
Capitaux payés aux assurés.....	1.297.000 00
Fonds placés.....	5.948.000 00

Nombre de membres.....	467.663
Nombre de décès.....	8.150
Rapport des frais de gestion aux primes.....	37 p. 0/0
Rapport des capitaux payés aux primes.....	53 p. 0/0

Les frais de gestion sont presque aussi considérables que dans les *Industrial Companies*; ils dépassent en général 35 p. 100 des primes.

En dehors de ces sociétés, proprement instituées en vue de l'assurance de capitaux, les *Friendly Societies* et les diverses associations de travailleurs (*Trade-Unions* et autres *Associations of Employed*) garantissent à leurs membres le paiement d'une certaine somme au décès, destinée principalement à couvrir les frais d'enterrement. Mais ces allocations rentrent, avec les autres allocations en cas de maladie et de chômage, dans la catégorie des *secours* fournis par les mutualités et les associations plutôt que dans celle des assurances proprement dites, et les membres ne payent, en général, qu'une cotisation globale relative à l'ensemble de ces allocations. Beaucoup de *Friendly Societies* ont souscrit des *contrats collectifs*, d'après un tarif spécial, auprès des *Industrial Companies*, ainsi que le font nos sociétés de secours mutuels auprès de la Caisse nationale d'assurance en cas de décès.

Enfin, en ce qui concerne notamment les *Trade-Unions*, le rapport du *Chief Labour Correspondent* indique, pour 387 associations comprenant 984.000 membres, une dépense de 2.354.000 francs en frais funéraires en 1893 (2.073.000 francs, en 1892, pour 300 associations renfermant 887.000 membres). Ces dépenses sont prélevées annuellement sur les fonds des associations, la plupart du temps sans qu'il ait été constitué, pour cet objet, de réserves mathématiquement calculées, ainsi qu'il est pratiqué dans les sociétés d'assurance sur la vie. Le fonds de l'association s'alimente au moyen des droits d'entrée et des cotisations. Ces dernières sont très inégales suivant les associations et varient de 1 penny (0 fr. 10) par trimestre (1) à 2 shillings (2 fr. 50) par semaine (2). Le placement des fonds a lieu par le soin de commissaires responsables (*trustees*), conformément aux instructions des *Acts de 1874 et 1876*, en valeurs d'État et autres de tout repos. Les dépôts s'effectuent soit dans les *Savings Banks* (caisses d'épargne) particulières, soit à la Caisse d'épargne postale (*Post Office Savings Bank*).

Le *Post Office* possède, d'ailleurs, une caisse distincte d'assurance sur la vie, analogue à notre Caisse nationale d'assurance en cas de décès, mais qui ne fonctionne guère avec plus de succès en Angleterre que cette dernière institution en France, malgré des tarifs meilleur marché que ceux des *Industrial Cies*. Le rapport du *Select committee on National Provident Assurance* a relevé, en 1885, comme moyenne annuelle des opérations souscrites à cette caisse dans l'intervalle de 1879 à 1884, 255 contrats par an, représentant 510.000 francs de capitaux assurés.

La moyenne, assez élevée, de 2.000 francs par contrat paraît, du reste, indiquer que les assurés du *Post Office* appartiennent plutôt à la petite bourgeoisie qu'à la classe ouvrière proprement dite.

2^e ASSURANCE CONTRE LA MALADIE.

Les organes de l'assurance contre la maladie, en Angleterre, sont :

- a) Les *Industrial Companies* ;
- b) Les *Friendly Societies* ordinaires (non les *Collecting Societies*) ;
- c) Les *Trade-Unions* et diverses *associations of employed*.

Les *Industrial Cies* font, en principe, l'assurance-maladie; mais ce genre d'affaires

(1) Dans la *National Federation of Enginemen's protective associations*.

(2) Dans la *National Flint Glass Maker's Sick and Friendly Society*.

est très peu développé, en comparaison du montant des assurances sur la vie. Les contrats sont individuels ou collectifs (contrats avec les *Friendly societies*).

Pendant l'année 1893, ces compagnies ont encaissé pour 382.000 francs de primes et payé aux assurés une somme de 389.000 francs en indemnités de maladie. Ces nombres sont, pour ainsi dire, insignifiants en regard des primes et des capitaux d'assurances sur la vie, qui se chiffrent par dizaines et centaines de millions.

Dans les *Friendly Societies*, *Trade-Unions*, etc., l'allocation de secours pécuniaires en cas de maladie est un des objets fondamentaux des statuts. Le paiement a lieu par semaine et pendant une durée plus ou moins longue, indépendamment de la gratuité des soins médicaux et de la fourniture des médicaments. Quelquefois le traitement à l'hôpital est substitué à l'indemnité pécuniaire. Il n'existe à ce sujet aucune règle générale; les dispositions statutaires sont très variables, et, dans certains cas, la fixation du maximum de durée d'allocation de secours est même laissée à l'entière discrétion du comité central exécutif.

On possède, pour les années 1892 et 1893, les renseignements statistiques suivants touchant les dépenses de maladie effectuées par 167 et 228 sociétés :

En 1892, 167 associations renfermant 551.333 membres ont dépensé 5.307.000 francs ;

En 1893, 228 associations renfermant 622.908 membres ont dépensé 5.969.000 francs.

Ces chiffres ne représentent d'ailleurs qu'une partie des sommes dépensées annuellement pour l'assurance-maladie, car les autorités chargées de recueillir et de centraliser les résultats statistiques n'ont reçu de rapports sur la question que d'une fraction du contingent total des associations.

Nous nous contenterons de faire remarquer, à ce sujet, que le rapport du *Chief registrar of friendly societies*, pour 1892, constate un total de 441 *trade-unions* enregistrées avec 1.049.000 membres et un revenu annuel de plus de 39 millions de francs, et que le rapport du *Chief labour correspondent on trade-unions* indique, à la fin de 1893, le chiffre de 687 unions (enregistrées et non enregistrées) avec 1.271.000 membres, accusant un revenu de 49 millions de francs et une dépense, pendant l'exercice, de 56 millions de francs.

3° PENSIONS DE RETRAITE.

L'assurance-vieillesse (*old age pensions*) ne fait pas partie du cadre habituel des opérations des *Industrial Companies*. On a vu précédemment, en effet, que les rapports annuels des 14 compagnies industrielles ne font aucune mention, ou peu s'en faut, de rentes viagères (les rapports signalent en tout une police de 375 francs de rente).

Ces sociétés n'interviennent par conséquent en rien dans les opérations de pensions; leur champ d'activité est limité à l'assurance de capitaux et à l'assurance-maladie.

Les *Friendly Societies* ordinaires, non professionnelles, ainsi que les *Collecting Societies* ne servent pas non plus actuellement (à de rares exceptions près) de pensions viagères. L'assurance-vieillesse n'est encore qu'à l'état de projet parmi les *Friendly Societies*. Plusieurs associations importantes étudient les moyens de transformer leurs systèmes d'assurance-maladie de manière à pouvoir substituer aux secours de cette espèce, à partir de l'âge de 60, 65 ou 70 ans, une pension viagère constante; mais la plupart sont opposées à toute intervention de l'État, sous forme de réglementation ou même d'aide pécuniaire.

Ce n'est jusqu'à présent que parmi les *trade-unions* et autres associations professionnelles que la question des retraites ouvrières est entrée dans la voie des réalisa-

tions pratiques. Les résultats obtenus sont, du reste, assez considérables. D'après les statistiques publiées par le *Labour department*, les années 1892 et 1893 ont fourni les résultats suivants :

Années.	Nombre d'unions payant des retraites.	Nombre de membres.	Dépenses annuelles en arriérages de pensions.
1892.	72	428,914	2,649,600 ^f
1893.	80	434,398	2,915,000

ce qui représente, par membre, une dépense moyenne de 6 fr. 20 et 6 fr. 30 par an.

Les dispositions adoptées pour l'organisation des retraites sont très variables.

Le plus souvent cependant la pension est allouée à partir d'un âge fixé par les statuts aux membres qui ont accompli dans la société un stage plus ou moins long. Le montant de la pension dépend de la durée de sociétariat en qualité de membre cotisant. Exemple : dans la *United Kingdom Society of coachmakers*, la pension est due à partir de 60 ans aux membres qui ont fait partie de la société pendant 30 ans au moins et qui sont devenus incapables de travail. La pension varie de 7 fr. 50 à 10 francs par semaine.

Dans certaines unions, c'est plutôt l'assurance-invalidité, sans condition d'âge, qui est en vigueur. Tel est le cas de la *Amalgamated Society of railway servants*, qui garantit une pension de 500 francs par an à ceux de ses membres devenus invalides à la suite d'infirmités.

Dans un petit nombre de sociétés, le nombre de pensionnés admis annuellement ne doit pas dépasser une limite fixée en raison des ressources disponibles. Exemple : la *Philanthropic Society of coopers*.

Il n'existe pas davantage de règle unique en ce qui concerne le système financier adopté pour garantir le paiement des pensions. Bien que les sociétés soient astreintes à faire dresser au moins tous les cinq ans leur inventaire par un actuaire et, qu'en principe, leurs opérations de rentes viagères doivent reposer sur des tarifs approuvés par un actuaire agréé du Gouvernement, il s'en faut de beaucoup qu'elles pratiquent toutes rigoureusement le système de couverture qui seul, dans le cas de l'assurance libre, garantit exactement le paiement des pensions sans escompter outre mesure les ressources futures. Un assez grand nombre d'unions ne possèdent, en réalité que des réserves insuffisantes et il en est même qui vivent presque au jour le jour, puisant dans le produit de leurs recettes annuelles les sommes exigées pour le service des rentes.

L'action patronale en matière de retraites ouvrières n'est soumise à aucune obligation. Cependant, dans certaines unions, soit ouvrières, soit mixtes, les patrons contribuent par des versements volontaires à la constitution du fonds de retraite. Ceci a lieu surtout pour les industries dangereuses. On peut citer, comme établissements fournissant des exemples de participation très large des patrons à l'œuvre des pensions, la *South Wales and Lancashire coal-owners Society*, la *London and North Western railway C^y*, la *London and Brighton C^y*, la *Armstrong's work C^y*, etc.

L'action de l'État est jusqu'à présent demeurée à l'état de projet. Il y a lieu de citer le *projet Chamberlain*, présenté au Parlement le 16 mars 1892 par MM. Chamberlain, Mallock, Hunter et Rankin (1). D'après ce projet, il serait institué une

(1) Voir la traduction française *in extenso* de ce projet dans le *Rapport proposant la création d'une Caisse nationale ouvrière de prévoyance*, par M. Paul Guirysse, député. (Document parlementaire n° 2576) et dans le *Bulletin du Comité permanent des accidents du travail*, 1892, n° 3.

caisse officielle de pensions, recevant une subvention annuelle votée par le Parlement. Tout ouvrier ayant versé, avant l'âge de 25 ans, une somme de 125 francs, à laquelle l'État ajouterait une subvention de 375 francs, et qui payerait ensuite une cotisation annuelle de 25 francs, aurait droit, à 65 ans, à une pension de 6 fr. 25 par semaine.

Ce projet a reçu l'assentiment de la *Poors law's association* et de la *National provident league*; mais les associations ouvrières ainsi que les *friendly societies* lui sont en général peu favorables.

Nous mentionnerons encore le projet présenté à la Chambre des communes, le 8 février 1895, par M. Bartley, sous le titre: « Loi en vue d'assurer des pensions de vieillesse aux pauvres qui auront fait acte de prévoyance ».

Toutefois, la caisse d'assurance du *Post Office*, que nous avons déjà eu l'occasion de signaler à propos de l'assurance en cas de décès, pratique depuis plusieurs années des opérations de rentes viagères sous la garantie de l'État.

Les rentes sont inscrites à capital aliéné ou à capital réservé (comme à notre Caisse nationale des retraites). Les versements des assurés sont reçus dans tous les bureaux de poste.

Voici, d'après les renseignements publiés par le *Select Committee on National provident assurance*, quelles ont été, en moyenne, les opérations de rentes effectuées annuellement, de 1879 à 1884 :

Le *Government annuities act*, de 1882, relatif au fonctionnement de la caisse de pensions du *Post Office*, en étendant le champ de ses opérations, a eu pour effet d'augmenter dans une certaine proportion le chiffre de ses affaires. Cependant, ce développement a été jusqu'ici trop peu sensible pour qu'on puisse mettre actuellement cette caisse officielle, comme importance, au rang des compagnies privées qui continuent à jouir presque exclusivement de la faveur du public (2) on ce qui regarde les assurances de capitaux.

1° RENTES VIAGÈRES IMMÉDIATES.

Nombre de contrats.	Montant des rentes.	Moyenne par contrat.
—	—	—
876	362.600 ^l	414 ^l

2° RENTES DIFFÉRÉES.

CAPITAL ALIÉNÉ.			CAPITAL RÉSERVÉ.		
Nombre de contrats.	Montant des rentes.	Moyenne par contrat.	Nombre de contrats.	Montant des rentes.	Moyenne par contrat.
—	—	—	—	—	—
18	7.775 ^l	432 ^l	48	26.200 ^l	546 ^l

Le boni dans les Sociétés coopératives de consommation. — Le tableau suivant montre, d'après la *Labour Gazette*, le taux du boni relatif à leurs achats payés aux membres de 494 sociétés coopératives de consommation anglaises réunissant

(2) Il n'est pas sans intérêt de rapprocher ces chiffres de ceux qui concernent notre Caisse nationale des retraites. Cette dernière, dont la clientèle ne se compose guère que de salariés, sert aujourd'hui plus de 33 millions de francs de rentes viagères à 200.000 rentiers, c'est-à-dire plus de la moitié du total (60 millions de francs environ) des rentes en cours dans les compagnies françaises d'assurances sur la vie.

un total de 808.096 sociétaires et ayant fourni des rapports sur les résultats du 3^e trimestre de l'année 1895.

MONTANT DU BONI PAR 100 FRANCS D'ACHATS.	NOMBRE DE SOCIÉTÉS			NOMBRE TOTAL de MEMBRES DES SOCIÉTÉS portés à la colonne 3.
	ANGLETERRE ET PAYS DE GALLES.	ECOSSE.	ENSEMBLE.	
1	2	3	4	5
Aucun boni.....	5	—	5	1,521
2 1/2.....	1	—	1	212
Plus de 2 1/2 p. 0.0 et moins de 3 p. 0/0.....	16	—	16	1,552
— 3 — — — — — 7 1/2 — — — — —	35	—	35	25,959
— 7 1/2 — — — — — 10 — — — — —	66	6	72	98,903
— 10 — — — — — 12 1/2 — — — — —	60	22	82	160,541
— 12 1/2 — — — — — 15 — — — — —	101	37	138	296,245
— 15 — — — — — 17 1/2 — — — — —	66	32	98	118,293
— 17 1/2 — — — — — 20 — — — — —	21	15	36	60,891
— 20 — — — — — 22 1/2 — — — — —	7	1	8	8,914
— 22 1/2 — — — — — 25 — — — — —	1	1	2	1,014
— 15 (exactement 28. 30).....	1	—	1	1,135
TOTAUX.....	380	113	493	808,096

La participation des ouvriers aux économies de fabrication et quelques autres systèmes de primes à la production. Sous ce titre et comme suite au rapport d'ensemble publié l'année dernière par le *Labour Department*, sur l'histoire et l'état actuel de la participation aux bénéfices en Angleterre (1), M. D. F. Schloss présente six monographies d'usines situées aux Etats-Unis, au Canada et en Angleterre, dans lesquelles les principes ci-dessus trouvent une application satisfaisante depuis plusieurs années (2).

Les exemples cités ont été choisis comme types des variétés d'application d'un principe commun qui est l'attribution aux ouvriers, isolés ou réunis par groupes, d'une prime d'activité qui s'ajoute à leur salaire normal, payé au temps. Cette prime est en relation convenue avec l'économie réalisée sur le montant, fixé à l'avance, de la totalité ou d'une partie du prix de revient des objets fabriqués par l'ouvrier ou par son groupe. Le mode de calcul de cette économie, les éléments du prix de revient qui interviennent, la répartition de l'économie constatée entre les ouvriers, les contremaîtres et le patron varient avec chaque exemple.

Dans un chapitre final, l'auteur répond aux objections faites par les adversaires de ce système, qui l'ont traité « de forme dissimulée du travail aux pièces ».

Si l'on peut admettre que c'est une forme du travail aux pièces, les exemples rappelés semblent prouver que c'est la meilleure. Ils indiquent aussi les conditions à observer, autant que possible, pour que cette innovation soit acceptable et acceptée. L'expérience montre qu'elle peut alors fonctionner à la commune satisfaction des patrons et des ouvriers.

(1) *Report on profit-sharing* (Board of trade, Labour Department; London, 1895, Eyre et Spottiswoode édit.).

(2) *Report on gain-sharing and certain other systems of bonus on production.*

SUISSE.

Une Bourse du travail à Genève. — Le Conseil cantonal de Genève a voté la création, aux frais de l'État, d'une Bourse du travail devant servir de bureau de placement à l'usage des patrons et des ouvriers.

Le conseil d'administration est composé de quinze membres, dont quatre nommés par le Gouvernement cantonal et les onze autres par les onze sections du conseil de prud'hommes, à raison de un par section. Les administrateurs doivent être de nationalité suisse.

Une somme de 3.000 francs a été votée pour l'installation, et une autre somme de 7.000 francs pour le loyer, les frais de bureau et les appointements d'un secrétaire ouvrier.

C'est la première institution de ce genre en Suisse.

ÉTATS-UNIS.

La Statistique des grèves et lock-outs de 1888 à 1895. — Il résulte du 16^e rapport annuel du *Commissaire du travail aux États-Unis* que sur 10.482 grèves et 442 lock-outs survenus dans les sept dernières années, 7.295 des premières et 81 des secondes ont été ordonnées par les syndicats d'ouvriers dans un cas et par les associations de patrons dans l'autre. 69 p. o/o des grèves et 76 p. o/o des lock-outs se sont produits dans les cinq États d'Illinois, New-York, Pensylvanie, Ohio et Massachusetts; l'Illinois tient la tête de cette liste pour le nombre de ses conflits industriels. Si l'on y ajoute les États d'Indiana et de Michigan, on réunit sept unités territoriales qui renfermaient, au *Census* de 1880, plus de la moitié en nombre et en capital des établissements industriels de toute l'Union; ceux-ci étaient au nombre de 254.000 occupant 2.730.000 ouvriers et représentant un capital de 14 milliards de francs.

NOUVELLE-ZÉLANDE.

L'assistance contre le chômage. — Le rapport de l'Office du travail pour 1894, débute par le rapport d'ensemble du secrétaire de l'Office, qui traite du travail en général; du travail des femmes; des fermes administrées par l'État; de l'application de la loi sur le travail dans les fabriques (*Factories acts*, 1894) et dans les magasins (*Shops and shop-assistants acts*, 1894); de la statistique du travail, des grèves, du chômage; de la responsabilité des patrons. On trouve ensuite les rapports des divers inspecteurs du travail, parmi lesquels une inspectrice du travail des femmes (1). Puis un relevé des jugements sur contraventions aux lois du travail et un autre des accidents industriels.

Le volume se termine par diverses statistiques parmi lesquelles nous signalerons un relevé, par âge et par sexe, du nombre d'ouvriers, des salaires et des heures de travail dans diverses industries, et une statistique détaillée de l'assistance contre le chômage organisée par l'Office du travail. Dans le courant de l'année 1894, le service s'est occupé de

(1) Ces inspecteurs sont en résidence à Wellington, Auckland, Gisborne, New Plymouth, Napoli, Woodville, Wanganni, Palmerston north, Pahiatua, Eketahuna, Masterton, Greymouth, Christchurch, Ashburton, Timaru, Oamaru, Dunedin et Invercargill.

(2) On ne compte en Nouvelle-Zélande que 29,879 ouvriers d'industrie, soumis aux «*Factories acts*», dont 22,324 hommes et 7,555 femmes, non compris les ouvriers des ateliers des chemins de fer de l'État.

3,030 travailleurs dont le salaire soutenait 8,883 personnes (2). 2,007 de ces ouvriers étaient mariés et 2,023 célibataires, 2,136 ont été employés à des travaux publics et 894 ont été placés chez des particuliers. Pour plusieurs l'assistance a consisté à leur faciliter leur déplacement vers des centres où l'offre de travail était abondante. Depuis le mois de juin 1891, date de l'installation de ce service public d'assistance, les nombres de travailleurs placés ont été les suivantes :

	NOMBRE	
	des travailleurs.	des personnes vivants de leurs salaires.
Jun 1891 au 31 mars 1892.....	2,593	4,729
1 ^{er} Avril 1892 au 31 mars 1893.....	3,874	7,802
1 ^{er} Avril 1893 au 31 mars 1894.....	3,371	8,002
1 ^{er} Avril 1894 au 31 mars 1895.....	3,030	8,883
	<u>12,868</u>	<u>29,416</u>

Soit au total 42,284 personnes.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Décret du 15 novembre 1895

portant règlement d'administration publique, pour l'organisation de l'assistance à domicile, à Paris.

Décret du 25 novembre 1895

(inséré au *Journal officiel* du 5 décembre 1895)

portant modification au décret du 31 juillet 1875, qui règle le transport des matières dangereuses sur les voies navigables intérieures.

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

PENDANT LE MOIS DE NOVEMBRE 1895, EN CE QUI CONCERNE LES QUESTIONS OUVRIÈRES ET SOCIALES.

Louage d'ouvrage. — [Chambre.] — Proposition de loi sur le contrat de louage d'ouvrage, déposée le 26 novembre 1895 par M. Goblet (doc. parl. n° 1627; *J. O.*, p. ...). — Renvoyée à la commission du travail.

Conciliation et arbitrage. — [Chambre.] — Proposition de loi sur l'arbitrage, déposée le 7 novembre 1895 par M. Dejeante (doc. parl. n° 1588; *J. O.*, p. ...).

Proposition de loi Jaurès, portant modifications aux lois sur l'arbitrage et les syndicats professionnels. Dépôt et lecture dans la séance du 21 novembre 1895. — Urgence déclarée. — (Doc. parl. n° 1616; *J. O.*, déb. parl. p. 3437.)

Proposition de loi : 1^{re} sur la conciliation et l'arbitrage; 2^e sur l'organisation des syndicats professionnels; — déposée par M. de Mun, le 25 novembre 1895. (Doc. parl. n° 1625; *J. O.*, p. ...)

Chambres de travail. — [Chambre.] — Proposition de loi Michelin, ayant pour objet la création de chambres de travail, déposée le 7 novembre 1895. (Doc. parl. n° 1592; *J. O.*, p. ...). — Renvoyée à la commission du travail.

Renvoyées
à
la commission
du
travail.

Liberté d'association. — [*Chambre.*] — 1^{re} Proposition Lemire, du 2^e avril 1894, sur la liberté d'association (doc. parl. n^o 569; *J. O.*, p. 861). Rapport Lemire, du 11 juillet 1894 (doc. parl. n^o 818; *J. O.*, p. 1139). — Prise en considération, 19 février 1895 (déb. parl. *J. O.*, p. 447).

2^{re} Proposition Cunéo d'Ornano, du 14 mai 1895, sur le droit d'association (doc. parl. n^o 1313; *J. O.*, p. 469).

Rapport de la commission chargée d'examiner ces deux propositions de loi, déposé le 9 novembre 1895, par M. René Goblet (doc. parl. n^o 1598; *J. O.*, p.).

Syndicats professionnels. — [*Chambre.*] — Dépôt par MM. Basly et Lamendin, le 12 novembre 1895, d'une proposition de loi ayant pour objet de réviser la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels (doc. parl. n^o 1606; *J. O.*, p.). — Renvoyée à la commission du travail. — Déclaration d'urgence dans la séance du 21 novembre.

Proposition et loi Bovier-Lapierre ayant pour objet de réprimer les atteintes portées à l'exercice des droits reconnus par la loi du 21 mars 1884 aux syndicats professionnels de patrons et d'ouvriers. — Renvoyée à la commission du travail. — (Doc. parl. n^o 1617; *J. O.*, déb. parl. p. 2439.) — Dépôt, lecture et déclaration d'urgence, le 21 novembre 1895.

Participation aux bénéfices. — [*Chambre.*] — Proposition de loi, déposée par MM. Georges Graux et Méline, le 26 octobre 1895, ayant pour objet de modifier l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1893, d'autoriser la création d'actions de 25 francs et de faciliter la participation aux bénéfices (Doc. parl. n^o 1579, *J. O.*, p.). — Urgence déclarée le 18 novembre 1895.

Accidents du travail. — [*Sénat.*] — Projet de loi concernant les responsabilités dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire. [Voir *Bull.* mai, p. 320; juillet, p. 432; août, p. 494; nov. p. 672.] — Suite de la 1^{re} délibération. — Séance du 21 novembre: distribution d'un texte nouveau de la loi (bulletin portant la date du 17 nov.); vote des articles 9, 14 et 15. — Séance du 22 novembre: articles 16 à 20. — Séance du 26 novembre: articles 21 à 28. — Séance du 2 décembre: articles 28, 29 et 30. — Séance du 3 décembre: articles 31, 32, 33. — Séance du 5 décembre: articles 33 à 43 et article 2. — Adoption de l'ensemble du projet de loi en 1^{re} délibération, le 5 décembre 1895.

Sociétés de secours mutuels. — [*Chambre.*] — Discussion du chapitre 12 du budget du ministère de l'intérieur (exercice 1896): *Majoration des pensions de retraite des membres des sociétés de secours mutuels.* — Question de M. Basly au sujet de la situation des ouvriers mineurs. — (*J. O.*, séance du 28 nov. 1895, déb. parl. p. 2591).

Retraite des ouvriers mineurs. — [*Chambre.*] — Amendement de M. de Ramel sur le budget du ministère des travaux publics, exercice 1896, ayant pour objet la bonification des pensions de retraite des ouvriers mineurs inférieures à 360 francs (*J. O.*, séance du 28 nov. 1895, p. 2579).

Caisse nationale des retraites. — [*Sénat.*] — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, relative à la majoration des pensions de la Caisse nationale des retraites [V. *Bull.* novembre, p. 672]. — 2^e délibération, le 11 novembre 1895. Rejet de l'article 1^{er} et renvoi du projet à la commission. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Guyot, le 18 novembre 1895 (doc. parl. n^o 18, *J. O.*, p.).

Protection de la femme mariée. — [*Chambre.*] — Proposition de loi ayant pour objet d'assurer à la femme mariée la libre disposition des fruits de son travail, présentée par M. Goirand, député, le 9 juillet 1894 (*J. O.*, doc. parl. n^o 801, p. 1133). — Rapport sommaire, fait au nom de la huitième commission d'initiative parlementaire, déposé par M. T. Goujon, le 20 décembre 1894 (*J. O.*, doc. parl. n^o 1094, p. 2233). — Rapport, fait au nom d'une commission spéciale, déposé par M. Goirand, le 14 novembre 1895 (*J. O.*, doc. parl. n^o 1609, p.).

Protection des personnes accomplissant un service militaire. — [*Chambre.*] — Proposition de loi ayant pour objet de prévenir le renvoi des employés et ouvriers revenant d'accomplir une période d'instruction militaire de vingt-huit ou treize jours. — Dépôt et lecture, par M. Coutant, dans la séance du 23 novembre 1895. Urgence déclarée. (Voir *J. O.*, déb. parl. p. 2489 et 2499.)

Budget du ministère du commerce. — Budget de 1896 (doc. parl. n^o 1311; *J. O.*, p.). — Rapport Leydet, déposé le 13 juillet 1895 (doc. parl. n^o 1544; *J. O.*, p. 1003). — Vote des crédits à la Chambre, le 25 novembre 1895 (*J. O.*, déb. parl. p. 2526).

Dénombrement de 1896. — [*Chambre.*] — Discussion du chapitre 25 du ministère de l'intérieur, exercice 1896: *Frais du dénombrement quinquennal de la population.* Amendement Vaillant, relatif au recensement des professions. Rejet. (*J. O.*, séance du 28 nov. 1895, p. 2593).

1895

LISTE DES ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS
EN FRANCE

PAGINATION DU BULLETIN PAR MOIS

INDEX ALPHABÉTIQUE
DES MATIÈRES CONTENUES DANS LE TOME II

Ces tables doivent être détachées du présent *Bulletin* et jointes à la collection du *Bulletin* de 1895, dont elles continuent la pagination.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS EN FRANCE

(PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE).

	Pages.
27 octobre 1894.. LETTRE ministérielle relative à l'interprétation de l'arrêté ministériel du 31 juillet 1894 sur les surcharges.....	123
19 décembre 1894. LOI rectificative sur les caisses de secours et de retraite des ouvriers mineurs.....	63
31 décembre 1894. CIRCULAIRE ministérielle relative au concours de l'association des industriels de France contre les accidents du travail pour l'application de la loi du 12 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels.....	254
24 décembre 1894. LETTRE ministérielle relative aux « passages entre les machines » (application du décret du 10 mars 1894).....	255
— LETTRE ministérielle relative à l'emploi des enfants au triage des chiffons neufs. (Application du décret du 13 mai 1893.).....	255
12 janvier 1895... LOI relative à la saisie-arrêt sur les salaires et petits traitements des ouvriers et employés.....	120
8 février 1895... LOI modifiant l'article 549 du Code de commerce.....	185
18 février 1895. . DÉCRET portant création d'un conseil de prud'hommes à Toulon.	187
— DÉCRET modifiant la composition du conseil de prud'hommes de Limoges.....	188
20 février 1895... DÉCRET réglant la composition du Conseil supérieur des Habitations à bon marché.....	186
11 mai 1895.... LETTRE ministérielle relative à l'application, dans les mines, de l'arrêté du 31 juillet 1894 sur les surcharges.....	378
19 juillet 1895... DÉCRET réglementant l'industrie du phosphore.....	491
20 juillet 1895... LOI réorganisant les Caisses d'Épargne.....	484
26 juillet 1895... DÉCRET modifiant le décret du 15 juillet 1893 sur les dérogations à l'interdiction du travail de nuit, au repos hebdomadaire et à la durée légale du travail des femmes et des enfants dans les manufactures.....	490
11 septembre 1895 DÉCRET portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi relative aux Habitations à bon marché.....	594
— DÉCRET réglant la composition du Conseil supérieur des Habitations à bon marché.....	668
27 octobre 1895.. DÉCRET fixant à 3 fr. 25 p. 0/0 l'intérêt bonifié aux Caisses d'Épargne par la Caisse des Dépôts et Consignations.....	668
" ARRÊTÉ du préfet de la Seine portant création d'un Bureau du travail à la préfecture de la Seine.....	124
" ARRÊTÉ du maire de Marseille concernant les bureaux de placement à Marseille.....	125

PAGINATION DU BULLETIN PAR MOIS.

	Pages.
Janvier 1895.....	1 à 64
Février.....	65 à 128
Mars.....	129 à 192
Avril.....	193 à 256
Mai.....	257 à 320
Juin.....	321 à 384
Juillet.....	385 à 432
Août.....	433 à 496
Septembre.....	497 à 544
Octobre.....	545 à 608
Novembre.....	609 à 672
Décembre.....	673 à 736

INDEX ALPHABÉTIQUE

DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE TOME II

DU

BULLETIN DE L'OFFICE DU TRAVAIL.

Janvier-Décembre 1895.

Accidents.

(Voir : HYGIÈNE et ASSURANCES.)

Accidents de mer en 1893.....	369
— sur les chemins de fer français en 1893.....	370
— industriels en 1894.....	651
ALLEMAGNE : les accidents dans les mines en 1894.....	315
SUISSE : accidents du travail pendant les années 1891 et 1892.....	479
JURISPRUDENCE.....	192, 543, 601

Adjudications de travaux publics.

Tableaux mensuels des — :

Janvier.....	22
Février.....	96 et 97
Mars.....	155 et 156
Avril.....	220 à 222
Mai.....	281 à 283
Juin.....	342 à 344
Juillet.....	398 à 400
Août.....	451 et 452
Septembre.....	515 et 516
Octobre.....	563 à 565
Novembre.....	626 et 627
Décembre.....	690 et 691

Alimentation.

Production des vins et des cidres en France en 1894.....	21
Production de l'alcool en France en 1893 et 1894.....	341
Prix moyens des céréales, denrées alimentaires, combustibles, de 1874 à 1893.....	361
Les logements économiques et les restaurants populaires à Lyon en 1894.....	530

Prix au détail de certaines denrées :	
Au cours du 4 ^e trimestre de l'année 1894.....	168
— 1 ^{er} ————— 1895.....	360
— 2 ^e ————— 1895.....	522
— 3 ^e ————— 1895.....	692
ALLEMAGNE : Alimentation ouvrière (transport collectif des repas de midi à Düsseldorf).....	116

Asiles de nuit.

(Voir : ASSISTANCE.)

Arbitrage.

(Voir : CONCILIATION ET ARBITRAGE.)

Assistance (publique et privée).

(Voir : CHÔMAGE.)

État mensuel des admissions dans les asiles de nuit à Paris et des secours délivrés par les bureaux de bienfaisance à Paris .	100, 159, 226, 286, 347, 403, 457, 521, 570, 631
Les sociétés d' — par le travail.....	655

Associations ouvrières.

(Voir : SYNDICATS, TRADE-UNIONS, ASSURANCES.)

ALLEMAGNE : Un secrétariat ouvrier du travail.....	49
--	----

Assurances contre les accidents du travail.

(Voir : CAISSE NATIONALE DES —.)

Caisse syndicale d'assurance mutuelle des forges de France : opérations de l'année 1894.....	416
ALLEMAGNE : Les frais d'administration de l'assurance obligatoire.....	248
— Résultats de l'assurance obligatoire pour 1893.....	114
— Résumé historique du développement de l'assurance sociale.....	658
— Associations minières prussiennes en 1893.....	421
— Échelle des risques-accidents dans les mines et le bâtiment.....	247
AUTRICHE : Résultats de l'assurance obligatoire pour l'année 1893.....	423
ITALIE : Opérations de la caisse nationale d'assurance contre les accidents en 1893.....	182
NORVÈGE : Loi du 23 juillet 1894 sur l'assurance obligatoire.....	118
PAYS-BAS : L'assurance obligatoire.....	182
JURISPRUDENCE.....	601

Assurance contre le chômage.

SUISSE : L' — obligatoire à Saint-Gall.....	120. 540
— Caisse d' — à Berne.....	431

Assurances en cas de décès.

(Voir : CAISSE NATIONALE DES —.)

ANGLETERRE : Les assurances ouvrières.....	726
--	-----

Assurance contre l'invalidité et la vieillesse.

(Voir : CAISSES NATIONALES DES RETRAITES ET CAISSES DE SECOURS ET DE RETRAITES.)

ALLEMAGNE : Résultats de l' — en 1893.....	50
———— Assurances sociales.....	248
———— Associations minières prussiennes en 1893.....	421
SUÈDE : Projet de loi sur l'assurance contre l'incapacité permanente de travail...	319

Assurances contre la maladie.

ALLEMAGNE : Situation financière des caisses.....	315
———— Les associations minières prussiennes en 1893.....	421
AUTRICHE : Résultats, pour l'année 1893, de l' — obligatoire contre la maladie.	586

Autorisations de bâtir (à Paris).

État mensuel des —.....	23, 97, 156, 222, 283, 345, 397, 453, 517, 567, 627, 692
-------------------------	---

Bourse du travail.

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG : Organisation et fonctionnement de la —.....	183
SUISSE : Une bourse du travail à Genève.....	734

Building societies.

(Voir : COOPÉRATION.)

Caisse nationale d'assurance contre les accidents.

Résumé des opérations en 1893.....	110
———— en 1894.....	709

Caisse nationale d'assurance en cas de décès.

Résumé des opérations en 1893.....	109
———— des opérations en 1894.....	708

Caisses d'épargne (nationales et ordinaires).

(Voir : PRÉVOYANCE.)

Résumé des opérations mensuelles.	32, 108, 167, 241, 305, 359, 416, 466, 529, 578, 642
———— en 1893 (chiffres définitifs).....	242
———— en 1894 (chiffres provisoires).....	109
———— (chiffres définitifs).....	709
ALLEMAGNE : Les caisses d'épargne bavaroises en 1893.....	588
BELGIQUE : Opérations de la caisse générale d'épargne et de retraites belge en 1894.....	426
PAYS-BAS : La caisse d'épargne postale en 1893.....	593

Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Résumé des opérations : mensuelles. 33, 108, 168, 241, 305, 360, 416, 466, 530, 579, ...	642
———— en 1893	110

Caisses de secours et de retraites.

GRANDE-BRETAGNE : Les assurances ouvrières.....	726
JURISPRUDENCE	607

Chemins de fer :

Recettes mensuelles des chemins de fer d'intérêt général... ..	
(Voir : TRANSPORTS.)	

GRANDE-BRETAGNE : Trains ouvriers.....	56
--	----

Chômage professionnel (Le).

(Voir : REVUE DU TRAVAIL : ASSURANCE CONTRE LE CHÔMAGE.)

Secours et travaux de secours contre les chômages involontaires.....	711
Secours aux chômeurs par les syndicats.....	711
Travaux de secours dans les villes ayant au moins 100.000 francs de revenu ...	713
ITALIE : L'assistance contre le chômage.....	540
SUISSE : Rapport de la section zurichoise de l'association suisse du commerce et de l'industrie sur les moyens de procurer du travail aux ouvriers et de les protéger contre les suites du chômage.....	480
NOUVELLE-ZÉLANDE : L'assistance officielle contre le chômage.....	734

Chronique législative.

La responsabilité des accidents et l'assurance obligatoire au Sénat.	421
Les pensions de retraite des travailleurs devant le Parlement.....	311

Commerce extérieur de la France.

Tableaux mensuels du — 112, 156, 284, 398, 454, 517, 565, 628, 691.	
Tableau du — de 1885 à 1894.....	112
Tableaux du — pendant les mois de janvier 1895, 1894, 1893.....	112
Extraits du rapport du président de la commission des valeurs en douane pour 1894.....	580, 646

Conciliation et arbitrage.

Bulletin mensuel de la —..... 27, 105, 166, 234, 296, 354, 410, 464, 528, 576,	638
La conciliation et l'arbitrage en 1894.....	309
La commission d'arbitrage du tissage à Cholet.....	30
Une commission nationale mixte dans l'industrie de l'imprimerie.....	576
ALLEMAGNE : Les tribunaux industriels et la conciliation.....	704
BELGIQUE : Deux nouveaux conseils de conciliation.....	31
ÉTATS-UNIS : Le conseil officiel de conciliation et d'arbitrage du Massachusetts en 1894.....	704
————— Le conseil officiel de conciliation et d'arbitrage de l'État de New-York en 1894.....	358
GRANDE-BRETAGNE : Le conseil de conciliation des coopérateurs trade-unionistes..	107
————— La conciliation et l'arbitrage dans l'industrie de la chaussure..	107
————— Le lock-out des fabriques de chaussures et l'arbitrage. 237,	303
————— Conseil central de conciliation et d'arbitrage de Londres. 108,	302
—————	578
————— La compagnie du canal maritime de Manchester et les ouvriers unionistes.	415

GRANDE-BRETAGNE : Le conseil de conciliation dans l'industrie charbonnière du Northumberland.....	415,	529
_____ Différend entre deux syndicats de la même profession.....		528
_____ Conseil des salaires chez les épingliers de Birmingham.....		528
_____ Grève des bonnetiers de Leicester.....		529
_____ Ouvriers en chaussures de Leicester.....		529
_____ Un tiers arbitre ouvrier.....		578
_____ La conciliation et l'arbitrage en 1894.....		641
_____ L'arbitrage et les tisseurs de tapis.....		702
_____ Le comité central mixte de la chaussure.....		702
_____ La grève de Belfast (constructions maritimes).....		703
NOUVELLE-ZÉLANDE : La loi de 1894 sur la		304
SUISSE : Projet de loi relatif à l'arbitrage.....		304

Conditions du travail.

(Voir : HYGIÈNE, DURÉE DU TRAVAIL, SALAIRES.)

Le travail dans les prisons en 1892 (professions et salaires).....	175
BELGIQUE : L'affichage des —	52
_____ Minimum de salaires dans les travaux publics.....	589
PAYS-BAS : Nouveau règlement des travailleurs municipaux à Amsterdam.....	57
_____ Conditions du travail dans les travaux publics.....	183
JURISPRUDENCE.....	128, 607

Congrès.

Vœux du 8 ^e congrès international d'hygiène et de démographie.....	113
Vœux du 7 ^e congrès de crédit populaire tenu à Nîmes en mai 1895.....	363
6 ^e congrès international des mineurs.....	417
5 ^e congrès national de la mutualité (à Saint-Étienne).....	579
Session annuelle de l'institut international de statistique.....	585
Congrès des habitations à bon marché (Bordeaux).....	642
ALLEMAGNE : Congrès général des sociétés coopératives.....	475
GRANDE-BRETAGNE : Congrès coopératif international à Londres.....	537
_____ 28 ^e congrès annuel des Trade-Unions.....	591

Conseil supérieur du travail.

Compte-rendu de la 5 ^e session (mars 1895).....	245
La commission permanente et le chômage (28 novembre 1895).....	719

Contrat de louage.

JURISPRUDENCE.....	127, 379, 607
--------------------	---------------

Coopération, Coopératives.

(Voir : CRÉDIT POPULAIRE, HABITATIONS, CONGRÈS.)

1^o Consommation, construction et crédit :

Statistique des sociétés coopératives de production, de constructions ouvrières, de crédit et de consommation.....	169
ALLEMAGNE : Loi prussienne sur le crédit personnel des sociétés coopératives....	473
GRANDE-BRETAGNE : Les sociétés coopératives d'épargne et de construction (Building societies).....	53
_____ Le boni dans les sociétés coopératives de consommation.....	733

ITALIE : Les fondations de sociétés coopératives en 1894.....	252
SUISSE : La fédération coopérative.....	594

2° Production :

Liste des subventions accordées en 1894 aux sociétés ouvrières de —.....	173
La banque coopérative des associations ouvrières de production de France. 366,	531
GRANDE-BRETAGNE : Syndicats de production.....	182
— La coopération de production dans l'agriculture.....	539

Crédit populaire.

(Voir : COOPÉRATION, CONGRÈS, MONT-DE-PIÉTÉ.)

RUSSIE : La banque de Russie et le crédit populaire.....	252
SUISSE : La Banque populaire.....	483

Durée du travail.

(Voir : CONDITIONS DU TRAVAIL.)

ALLEMAGNE : Enquête sur la — dans la meunerie.....	371
— La — dans les mines de Prusse en 1894.....	587
AUTRICHE-HONGRIE : Une expérience sur la journée de huit heures.....	51

Enfants.

(Voir : FEMMES ET ENFANTS.)

Épargne et crédit populaire.

(Voir : CAISSES D'ÉPARGNE, CRÉDIT POPULAIRE, MONT-DE-PIÉTÉ.)

Épargne.

(Voir : CAISSES D'.)

Femmes et des enfants (Travail des).

ALLEMAGNE : Décrets sur le travail des enfants et des femmes.....	476
BELGIQUE : Un arrêté sur le travail des enfants.....	374
ÉTATS-UNIS : Le travail des femmes.....	667
GRANDE-BRETAGNE : Le travail des femmes et des enfants.....	665
SUISSE : Loi du canton de Lucerne sur le travail des femmes.....	119

Faillites et liquidations judiciaires (à Paris).

État mensuel des — 23, 98, 156, 222, 283, 345, 397, 453, 518, 567, 628,	691
---	-----

Grèves.

Tableaux mensuels des — 25, 103, 162, 230, 291, 351, 406, 461,	525, 573,	635
Les grèves en 1894.....		305
ALLEMAGNE : Le conseil exécutif des unions sociales démocratiques et les grèves..		720
AUTRICHE-HONGRIE : Statistique en 1893.....		180
ÉTATS-UNIS : L'enquête sur la grève des employés de chemins de fer de Chicago.		58
— Statistique des grèves et lock-outs de 1888 à 1895.....		734
GRANDE-BRETAGNE : Les — et les lock-outs en 1893.....		477
————— Les — en 1894.....		374

GRANDE-BRETAGNE : Grève de potiers à Hanley.....	239
— des menuisiers et charpentiers de Leicester.....	414
COLONIES BRITANNIQUES : — de coolies à Hong-Kong.....	378
ITALIE : Statistique des grèves de 1878 à 1893.....	250
PAYS-BAS : Les — d'Amsterdam (boulangers, diamantaires, coiffeurs).....	57

Habitations à bon marché.

Les conditions du logement à Paris, en Angleterre et en Suisse.....	46
Le cottage d'Athis.....	367
Les logements économiques et les restaurants populaires de Lyon.....	530
ALLEMAGNE : Construction de logements ouvriers par l'État.....	590
BELGIQUE : Les habitations à bon marché et la caisse générale d'épargne; les assurances-vie.....	590
— Les logements ouvriers à Etterbeck.....	429
GRANDE-BRETAGNE : Les logements ouvriers de la fondation Peabody.....	539

Hygiène, salubrité, sécurité.

(VOIR : ACCIDENTS DU TRAVAIL, ASSURANCE, INSPECTION DU TRAVAIL, FEMMES ET ENFANTS, CONGRÈS.)

L'intoxication saturnine à Paris de 1890 à 1893.....	419
La sécurité dans les mines.....	177
BELGIQUE : Hygiène des ateliers de filage au mouillé.....	638
— Fabriques d'allumettes chimiques.....	425
SUISSE : Règlement sur l'hygiène et la sécurité des ateliers.....	541

Impôt sur le revenu.

ALLEMAGNE : Statistique des personnes et des revenus soumis à l'impôt sur le revenu en Prusse.....	115
--	-----

Inspection du travail.

Rapport sur l'application, en 1894, de la loi du 2 novembre 1892 relative au travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels. 466, 531,	643
ALLEMAGNE : Analyse du rapport annuel des inspecteurs de fabriques de Wurtemberg pour l'année 1894.....	372
AUTRICHE : Les inspecteurs d'industrie en Autriche en 1894.....	720
DANEMARK : Rapport des inspecteurs de fabrique danois pour l'année 1894.....	476
GRANDE-BRETAGNE : Protection du travail.....	430

Institutions de prévoyance.

(VOIR : PRÉVOYANCE.)

Journée de huit heures.

(VOIR : DURÉE DU TRAVAIL.)

Jurisprudence.

(VOIR : ACCIDENTS, ASSURANCES, CAISSES DE SECOURS, CONDITIONS DU TRAVAIL, CONTRAT DE LOUAGE, LIBERTÉ DU COMMERCE, PRODUCTION, PRUD'HOMMES, SYNDICATS, TRAVAUX PUBLICS.)

Législation du travail.

(VOIR pour la France : ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.)

— pour l'étranger : SOUS LES RUBRIQUES RELATIVES À CHAQUE SUJET.)

ALLEMAGNE : Décret sur le travail des enfants et des femmes.....	476
GRANDE-BRETAGNE : La loi du 6 juillet 1895 sur l'industrie.....	724

Liberté du commerce.

JURISPRUDENCE..... 384

Liquidations judiciaires.

État mensuel des — (Voir : FAILLITES.)

Logements ouvriers.

(Voir : HABITATIONS À BON MARCHÉ.)

Mont-de-Piété de Paris.

État mensuel des opérations du — 98, 157, 223, 286, 344, 401, 454,
518, 567, 628..... 691

Mouvement syndical.

État mensuel du — (Voir : SYNDICATS.)

Mutualité, mutualistes.

(Voir : SECOURS MUTUELS et CONGRÈS.)

Offices du travail.

(Voir : STATISTIQUE DU TRAVAIL.)

Omnibus de Paris.

Recettes mensuelles des — (Voir : TRANSPORTS.)

Participation aux bénéfices.

GRANDE-BRETAGNE : La participation des ouvriers aux économies de fabrication et
quelques autres systèmes de primes à la production..... 733

Placement.

Placement gratuit par les communes, bourses du travail, syndicats. — Statistiques
mensuelles..... 99, 159, 224, 284, 345, 401, 455, 519, 568. 629
Statistique des bureaux de placement autorisés..... 313
ALLEMAGNE : Bureaux de placement municipaux..... 50
AUTRICHE-HONGRIE : Le placement des ouvriers..... 476
ÉTATS-UNIS : Les bureaux publics de placement dans l'état d'Ohio..... 377
SUISSE : Bureaux publics de —..... 252

Prévoyance (Institutions de).

(Voir : CAISSE D'ÉPARGNE, DE RETRAITES; ASSURANCES.)

Opérations mensuelles de la Caisse nationale d'épargne, des caisses d'épargne
ordinaires, de la Caisse nationale des retraites.. 32, 108, 167, 241, 305, 359.. 466
Opérations des institutions nationales de prévoyance en 1894..... 708

Prisons (Travail dans les).

(Voir : LAÏQUES.)

Production, outillage et personnel de l'industrie.

(Voir : ALIMENTATION.)

Production houillère du Pas-de-Calais en 1892, 1893 et 1894.....	98
— de la France en 1893 et 1894.....	157
État approximatif du nombre de métiers à broder existant en France.....	174
Production des métaux en France en 1893 et 1894.....	158
Tableau des conditions principales de l'industrie houillère en France depuis 1850 jusqu'en 1893.....	17.
Production, consommation et prix moyen des combustibles minéraux en France, nombre moyen d'ouvriers occupés chaque année depuis 1811.....	176, 178
Conditions financières principales de l'exploitation des mines métalliques en France (non compris les salines).....	243
Tableau comparatif de la production houillère et métallurgique des principaux pays.....	362
Personnel des industries en 1894 (France).....	643
Production minérale en France (1 ^{er} semestre 1895).....	517
— des métaux.....	566
GRANDE-BRETAGNE : Situation de l'industrie sidérurgique en 1894.....	118
JURISPRUDENCE.....	384

Projets et propositions de loi.

(Voir : ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS pour la France, et les rubriques diverses pour l'étranger.)

Protection du travail.

(Voir : HYGIÈNE, INSPECTION DU TRAVAIL, FEMMES ET ENFANTS, CONGRÈS.)

Prud'hommes (Conseils de).

Liste des — au 1 ^{er} mars 1895.....	179
JURISPRUDENCE.....	189, 608

Régies municipales.

(Voir : CONDITIONS DU TRAVAIL ET RETRAITES OUVRIÈRES.)

Règlements d'ateliers.

BELGIQUE : Enquête sur les —.....	373
-----------------------------------	-----

Repos du dimanche

ALLEMAGNE : Exceptions au —.....	180
----------------------------------	-----

Retraites ouvrières.

Les pensions de retraite des travailleurs devant le Parlement.....	311
BELGIQUE : Retraites aux ouvriers des régies communales.....	117

Revue du travail.

Situation générale (mensuelle)...	1, 65, 130, 193, 257, 321, 386, 433,	498, 546, 609
Analyse des renseignements mensuels fournis :		
1° Par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, associations patronales, etc; 2° par les correspondants....	1, 72, 134, 197, 261, 325,	388, 437, 501, 548, 612
3° Par les associations ouvrières....	8, 84, 143, 208, 270, 333, 390,	444, 508, 557, 619
GRANDE-BRETAGNE : Renseignements mensuels...	56, 117, 249, 318, 375,	429, 476, 538, 590

Salaires.

(VOIR : CONTRAT DE LOUAGE, CONCILIATION, GRÈVES, REVUE DU TRAVAIL.)

— des ouvriers mineurs en France.....	244
Travail dans les prisons en 1892.....	175, 536
BELGIQUE : Minimum de — dans les adjudications de travaux publics.....	589
GRANDE-BRETAGNE : L'échelle mobile des salaires dans les houillères du pays de Galles.....	182, 240
— L'échelle mobile des mineurs de Fife.....	577
— Les salaires des travailleurs manuels.....	663
SUISSE : Les salaires industriels dans la région de Zurich.....	376
— Le truck-system à Neuchâtel.....	540

Secours d'assistance publique.

(VOIR : ASSISTANCE.)

Secours mutuels.

(VOIR : CAISSES DE RETRAITES.)

Opérations des sociétés de — pendant l'année 1892.....	33
BELGIQUE : Loi sur les sociétés mutualistes.....	52

Sécurité.

(VOIR : HYGIÈNE.)

Statistique.

Session annuelle de l'Institut international de statistique (1895).....	585
---	-----

Statistique du travail (bureaux et organes de la).

ALLEMAGNE : Un secrétariat ouvrier du travail.....	49
BELGIQUE : Arrêté du 12 avril 1895 déterminant les attributions de l'office du travail institué le 12 novembre 1894.....	316

Sucrerie (en France).

Production comparée en 1894 et 1893.....	23
--	----

Syndicats professionnels (d'ouvriers et de patrons).

État mensuel du mouvement syndical.	23, 100, 161, 227, 287, 348, 404, 457, 523, 571, 631
Situation des — au 1 ^{er} juillet 1894.	42
Cours professionnels organisés par les —.	231
ALLEMAGNE : Syndicat des producteurs de houille de Westphalie.	314, 658
————— de briquettes.	315
————— Fédération des ouvriers imprimeurs.	423
AUTRICHE-HONGRIE : Les associations de la petite industrie.	660
GRANDE-BRETAGNE : Syndicat de producteurs des houilles de Durham.	118, 182, 319
————— Fédérations de Trade-Unions.	430
————— Le mouvement des Trade-Unions en 1893.	664
SUISSE : Dissolution de l'association des brodeurs de Saint-Gall.	183
JURISPRUDENCE.	190, 191, 494, 541, 600

Trade-Unions.

(Voir : SYNDICATS PROFESSIONNELS.)

Transports.

Tonnage des embarquements sur les canaux et rivières, recettes des chemins de fer d'intérêt général, des omnibus et des petites voitures à Paris. — Tableaux mensuels des —.	22, 97, 223, 344, 398, 453, 518, 565, 627, 692
--	--

Travail.

(Voir : CONDITIONS DU — ; BOURSES DE — ; CONTRAT DE [LOUAGE]; DURÉE DU — ; INSPECTION DU — ; LÉGISLATION DU — ; RÉMUNÉRATION DU — [SALAIRES]; REVUE DU — ; STATISTIQUE DU —.)

Travaux publics.

VOIR : CONDITIONS DU TRAVAIL. — ADJUDICATIONS.

JURISPRUDENCE.	128
------------------------	-----

Valeurs en douane.

COMMISSION DES (Extrait du rapport du président de la) pour l'année 1894.	580, 646
---	----------

Voitures.

Recettes mensuelles des petites voitures à Paris.

(Voir : TRANSPORTS.)